

COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LES VIOLATIONS DES RÈGLES DU DROIT DES GENS,
DES LOIS ET DES COUTUMES DE LA GUERRE

RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE

PREMIER VOLUME — TOME II

RAPPORTS SUR LES ATTENTATS
COMMIS PAR LES TROUPES ALLE-
MANDES PENDANT L'INVASION ET
L'OCCUPATION DE LA BELGIQUE

BRUXELLES

ALBERT DE WIT, Libraire-Éditeur
Rue Royale, 53.

VEUVE LARCIER, Éditeur
Rue des Minimes, 26.

LIÈGE

GEORGES THONE, IMPRIMEUR

1923

RAPPORTS
SUR LES
ATTENTATS COMMIS PAR LES TROUPES ALLEMANDES
PENDANT L'INVASION
ET L'OCCUPATION DE LA BELGIQUE

COMMISSION D'ENQUÊTE
SUR LES VIOLATIONS DES RÈGLES DU DROIT DES GENS,
DES LOIS ET DES COUTUMES DE LA GUERRE

RAPPORTS ET DOCUMENTS D'ENQUÊTE

PREMIER VOLUME — TOME II

RAPPORTS SUR LES ATTENTATS
COMMIS PAR LES TROUPES ALLE-
MANDES PENDANT L'INVASION ET
L'OCCUPATION DE LA BELGIQUE

BRUXELLES
ALBERT DE WIT, Libraire-Éditeur | Veuve LARCIER, Editeur
Rue Royale, 53. | Rue des Minimes, 26.

LIÈGE
GEORGES THONE, IMPRIMEUR

1923

Les attentats dans les provinces de Brabant, de Hainaut, d'Anvers, de Flandre Orientale et de Flandre Occidentale.

CHAPITRE I.

PROVINCE DE BRABANT

I. — CANTON DE DIEST.

Diest.

Les Allemands entrèrent à Diest le 18 août 1914 vers la fin de l'après-midi. Une bataille avait eu lieu avec les troupes belges. Au bout de quelques heures les troupes belges se retirèrent. Les Allemands bombardèrent la ville. Un prisonnier allemand fut envoyé vers le commandant allemand pour dire que la ville se rendait.

Le toit de l'église fut détruit et 3 maisons incendiées au cours du bombardement.

Le bourgmestre fut arrêté et forcé de précéder les troupes à travers la ville. Au faubourg de Schoonaerde les Allemands mirent le feu à plusieurs maisons, sous le prétexte habituel que des civils avaient tiré.

De nombreuses maisons et l'hôtel-de-ville furent pillés et sacagés.

Le 18 août, les Allemands abattirent sans raison le nommé Cuypers, Henri qui allait conduire ses bestiaux aux champs.

Le 19 septembre 1914, une patrouille allemande fut surprise par des soldats belges. Des soldats allemands furent tués, d'autres blessés.

Le 20 septembre, les Allemands retiennent prisonniers les civils qui assistaient au service religieux dans l'église St-Sulpice. Ils mettent également en batterie de l'artillerie et veulent raser la ville et tuer les habitants.

Ds groupes de civils sont formés sur la place du Marché. On les fouille mais en vain, pour découvrir les armes.

Le doyen Verstrepen est arrêté, emmené avec les échevins et deux habitants sur lesquels on avait découvert des douilles de cartouches. Parmi eux le nommé Engelen, François qui veut s'enfuir et est abattu.

Les otages sont emmenés à Wespelaer où se trouve le major A la suite de leur explication on épargne la ville.

Caggevinne-Assent.

La nuit du 18 au 19 août 1914, les Allemands arrivèrent dans ce village. Ils commencèrent par piller complètement la ferme de Laureyn, tirant des coups de feu sur les fermiers, heureusement sans les atteindre.

Le 19 août ils mirent le feu à 2 maisons du village.

Au hameau de Struyk ils enfermèrent dans une petite maison les habitants et les maltraitèrent, les retenant prisonniers sans raison.

Ils arrêtaient de paisibles civils pour leur faire indiquer l'emplacement des troupes belges. Sous prétexte que les civils avaient tiré et qu'une auto allemande aurait disparu, le nommé Govaerts, Remy fut fusillé.

Le nommé Nys, Norbert fut également tué sans raison.

Le 8 septembre, ils arrêtaient le curé et les échevins et les emprisonnèrent pendant plusieurs jours à Diest.

De nombreuses maisons furent pillées. En 1914 et pendant l'occupation les Allemands s'emparèrent de beaucoup de chevaux, de récoltes, de bétail, le tout sans payer et bien souvent sans faire de bons de réquisition.

Messelbrouck.

Le 21 août 1914, tandis que les soldats allemands envahissaient la commune, M. le curé Leirs âgé de 77 ans fut pris comme otage sous le prétexte que des civils avaient tiré. Par deux fois

on lui lut son arrêt de mort. Il fut frappé, brutalisé de toutes façons. Ce n'est qu'après plusieurs heures qu'on le remit en liberté.

Deux habitants de Messelbrouck, les nommés Van Aelst, Ed. et Swinnen, Alphonse furent tués à Aerschot (voir rapport sur les événements à Aerschot).

Molenbeek.

Les troupes allemandes entrèrent dans le village le 17 août 1914. De nombreuses maisons furent pillées. Ce jour là et les jours suivants, ils mirent le feu à 14 immeubles de la commune. Tous ces incendies ont été allumés sans motif.

De nombreux habitants furent maltraités. Pendant l'occupation on signale de nombreux vols.

Molenstede.

Le 20 août 1914, 2 soldats allemands dissimulés dans un fossé à côté de la maison de Vandenweyer tirèrent des coups de feu sur une avant-garde de cavaliers allemands, arrivant de la direction d'Oxelaer. Les cavaliers tournèrent bride. Les soldats allemands qui avaient tiré s'en retournèrent vers Diest. Peu après une troupe allemande arriva : leur chef accusa les habitants de la ferme Vandenweyer d'avoir tiré, fit mettre le feu à la ferme et fusillèrent Vandenweyer, Auguste et son fils Thomas. Pénétrant dans le village, les soldats allemands continuèrent à incendier des maisons et à fusiller. Verheyen, Jean fut ligotté au moyen de fil de fer. Les Allemands mirent le feu à sa maison ; son corps carbonisé fut retrouvé dans les ruines de sa demeure.

Plusieurs habitants furent arrêtés et conduits près du puits de la commune. On sépara les hommes des femmes ; on fusilla les hommes sous les yeux et malgré les supplications de leur famille.

En tout onze civils furent tués à Molenstede.

On compte à Molenstede plus de 30 maisons complètement détruites par l'incendie.

Voici la déposition de la veuve Vandenweyer, Auguste :

« Op 20 Aug. 1914 hebben twee Duitsche soldaten in den gracht nevens hare woning beginnen te schieten op de voorwacht, bestaande uit 2 paardensoldaten, van een Duitsch leger dat uit de richting van Oxelaer afkwam. In vollen draf namen die twee soldaten de vlucht terwijl die 2 die in den gracht lagen daarna terug op Diest gingen. Kortelings daarna werd getuige, hare man en kinderen door vijf

Duitschers uit de woning, die reeds in brand stond gehaald, onder beschuldiging dat de burgers zouden geschoten hebben, en werden allen tegen het brandende huis geplaatst. Op eens werd getuige met de kleinste kinderen aan den overkant van den steenweg geplaatst terwijl hare man en hare oudste zoon Thomas tegen het huis moesten blijven staan, en een overste bevel gaf aan een Duitschen soldaat om ze dood te schieten. Deze soldaat weigerende zulks te doen, werd zelfs met de dood bedreigd en voerde alsdan met de tranen in de oogen het bevel uit. Daarna verplichtte men mij en mijn kind te gaan vluchten » ⁽¹⁾.

Schaffen.

Le 18 août 1914, les Allemands occupèrent cette commune. Leurs sentinelles avancées furent fréquemment abattues par des carabiniers cyclistes belges dont les patrouilles circulaient dans la région.

Les Allemands prétendirent que les civils tiraient sur leurs soldats. Ils se vengèrent en brûlant une grande partie de la commune de Schaffen. Au cours des journées des 18, 19 et 20 août, 175 maisons furent complètement détruites par l'incendie.

Ils tuèrent après les avoir martyrisés 23 habitants de cette commune. Parmi ceux-ci, Broeders, Frans eut les bras brisés, on le fit souffrir de toutes manières pendant toute une journée et le soir on l'acheva. Le sacristain André Willems fut ligotté, enduit de pétrole et brûlé vif. Jean Macken et Gustave Lots furent enterrés vivants. Les autres furent également mis à mort après des souffrances atroces ⁽¹⁾.

(1) Traduction :

Déposition de la veuve Vandenweyer, Auguste :

Le 20 août 1914 deux soldats allemands, dissimulés dans un fossé à côté de sa maison, ont commencé à tirer sur 2 cavaliers formant l'avant-garde d'une armée allemande qui arrivait de la direction d'Oxelaer. Les deux cavaliers s'enfuirent au grand galop, tandis que les 2 autres qui étaient cachés dans le fossé, s'en retournèrent vers Diest. Peu après, 5 soldats allemands firent sortir le témoin, son mari et ses enfants de sa maison en flammes. Sous le prétexte que les civils avaient tiré, ils furent tous placés contre la maison en flammes. A un certain moment, le témoin fut conduit avec les plus petits enfants de l'autre côté de la chaussée, tandis que son mari et son fils aîné Thomas furent obligés de rester debout contre la maison et qu'un officier donna ordre à un soldat allemand de les fusiller. Celui-ci refusant d'obéir, fut menacé de mort et exécuta l'ordre les larmes dans les yeux. Après cela je fus obligée de fuir avec mon enfant.

(1) Annexe N° 1.

Sichem.

Les Allemands arrivèrent le 19 août 1914 à Sichem. Ils arrêtèrent le bourgmestre et le retinrent comme otage pendant deux jours.

Des habitants qui à leur vue s'enfuyaient furent abattus ; c'est ainsi que moururent Peeters, Vital et Didden, Philomène.

Le 24 août les frères Jean-Baptiste, Jules, Joseph et leur père Henri Geyskens furent arrêtés, on ne sait pour quelle raison. Les soldats les attachèrent à leurs chevaux et les traînèrent pendant quatre jours, les bourrant de coups, les frappant. Quand ils revinrent chez eux, ils étaient couverts de plaies. Joseph succomba à la suite de ses blessures, et des mauvais traitements qu'il avait subis ⁽¹⁾.

Au début de l'occupation de nombreux vols et pillages furent commis. Les Allemands mirent le feu à deux maisons qui furent complètement détruites.

• Deux femmes furent violées par les soldats.

Testelt.

Les Allemands arrivèrent le 18 août dans le village de Testelt. Tous les soldats belges avaient quitté le village. A la vue des Allemands la famille Boonen prit la fuite. Des cavaliers allemands les poursuivirent. Madame Boonen (Deneef, Monique) et ses enfants Mélanie (9 ans) et Stanislas (14 ans) furent abattus. Le père Boonen, sa fille Joséphine et deux petits enfants purent échapper.

Bergen, Charles qui fuyait avec les Boonen fut rattrapé par un cavalier et tué d'un coup de lance.

Deckers, Alphonse était assis contre un arbre tenant dans les bras le petit Snoecx, Antoine âgé de 3 ans. Les Allemands arrivèrent, arrachèrent le petit Snoecx des bras de Deckers, tuèrent ce dernier et abattirent d'un coup de fusil le petit Snoecx ⁽²⁾.

Plusieurs vols et pillages furent commis dans ce village.

**Becquevort. — Cortenaeken. — Deurne. — Waenrode. —
Webbecom.**

Dans ces villages, peu d'infractions importantes sont à relever.

⁽¹⁾ Annexe N° 2.

⁽²⁾ Annexe N° 3.

Il y eut des vols et des pillages, et comme toujours de nombreuses réquisitions non payées.

Plusieurs habitants furent maltraités et frappés par les Allemands.

II. — CANTON DE LEAU.

Budingen.

Une grande partie de la population avait fui du village avant l'entrée des troupes allemandes. Celle-ci pour se venger de la résistance que leur avait opposée les troupes belges livrèrent aux flammes le village de Budingen, le 18 août 1914. 58 maisons furent incendiées ainsi sans raison militaire et sans que rien ne pût justifier une telle mesure. Ils découvrirent un blessé belge qui s'était réfugié dans une écurie et l'achevèrent à coups de crosse. Ils tirèrent sur les habitants qui s'enfuyaient : le nommé Pullinck, Emile fut tué. Son cadavre a été retrouvé 2 jours après enterré au coin d'un bois.

Les Allemands forcèrent en le maltraitant un habitant à mettre le feu à une maison.

La nommée Stroom, Elisabeth a été brûlée vive dans sa maison.

Dormael.

Les Allemands entrèrent le 10 août 1914 à Dormael. Le garde-champêtre Pansaerts fut roué de coups sans raisons.

Les Allemands fusillèrent les 3 frères Jules, Léandre et Constant Sevemans, et mirent le feu à leur maison. Rien dans l'attitude de ces malheureux n'avait justifié pareil acte.

Drieslinter.

Les Allemands entrèrent à Drieslinter le 18 et le 19 août 1914. Ils s'enivrèrent et dans leur ivresse pillèrent plusieurs maisons, mirent le feu à la demeure d'un nommé Grisar.

Pendant l'occupation du village plusieurs habitants furent maltraités par les soldats allemands.

Geet Betz.

Lors de l'avance allemande sur Louvain et Bruxelles par Tirlemont, les Allemands envahirent le village de Geet Betz. Ils y entrèrent le 18 août 1914. Dès leur arrivée, on ne sait pour quel motif ils incendièrent une dizaine de maisons, y compris la gare. Plusieurs habitants furent maltraités et frappés à coups de crosse. Le nommé Wauters, Arthur, fut fusillé à la gare de Geet Betz parce qu'on avait trouvé une arme chez lui. Cette arme était rouillée et jamais Wauters n'en aurait pu faire usage contre les soldats allemands.

La nommée Van Dyck, Trinette, épouse Croes, Louis qui regardait passer les troupes fut abattue d'un coup de feu, sans motif aucun.

Les Allemands pillèrent plusieurs maisons.

Halle-Boyenhoven. — Graesen.

En août 1914 lors de leur entrée dans ces villages les Allemands probablement dans le but de terroriser la population civile incendièrent quelques maisons, brutalisèrent plusieurs habitants. C'est ainsi qu'à Graesen 3 maisons devinrent la proie des flammes. A Halle-Boyenhoven il y eut 4 maisons incendiées.

Plusieurs vols furent commis lors de l'invasion et au cours de l'occupation.

Heelenbosch.

Les crimes et les violations au droit des gens constatés dans la commune d'Heelenbosch se sont produits pour la plupart le 10 août 1914, lors de la bataille d'Orsmael, entre les troupes belge et allemande.

Des soldats belges qui occupaient la commune, lors de l'approche des Allemands, ont ouvert un feu nourri contre eux. Comme dans d'autres villages l'envahisseur a pris prétexte de cette résistance pour soutenir que les civils avaient tiré sur eux. Or il est établi par l'enquête que les soldats allemands ont fait un prisonnier militaire dans la commune ⁽¹⁾.

Six habitants de la commune ont été fusillés ce sont les nommés : Ponsaerts, Armand (17 ans), Henot, Gustave, Mombaerts, Joseph; Charles et Alphonse Neskens; Louis et Emilienne (16 ans) Lenaerts.

(1) Annexe N° 4.

De nombreux civils ont été brutalisés et maltraités. Le presbytère, la maison communale et 3 maisons ont été incendiés.

En outre de nombreux vols et pillages ont été commis dans tout le village.

Leau.

Les Allemands sont entrés à Léau le 18 août 1914. Ils mirent le feu sans motif à 14 maisons.

Neerlinter.

Le 18 et 19 août 1914 lors de la retraite de l'armée belge sous Anvers et de l'arrivée en masse de l'armée allemande sur Bruxelles, le village de Neerlinter fut occupé.

Sous le faux prétexte que des civils avaient tiré sur les troupes et qu'un de leurs officiers avait été tué, les Allemands mirent le feu à 60 maisons du village.

Dans le Livre Blanc allemand, les autorités allemandes ont repris cette légende des francs tireurs de Neerlinter. D'après l'enquête du juge de paix de Léau, dans laquelle tous les témoins ont été entendus sous la foi du serment, on ne retrouve pas trace du fait qu'il y aurait eu un seul coup de feu tiré contre les troupes allemandes.

D'après la déposition du témoin, le sieur Gurny, il y avait eu un soldat allemand tué dans le village par des soldats belges dans les circonstances suivantes ⁽¹⁾ Plusieurs soldats allemands avaient amené Gurny pour se faire indiquer où se trouvaient les lignes belges. Ils furent surpris par les Belges et un soldat allemand fut blessé. Comme pour se venger, le blessé allemand avait voulu tuer M. Gurny, un soldat belge qui avait vu son geste l'acheva d'un coup de feu.

Le corps fut retrouvé lors de l'arrivée du gros de l'armée dans l'après-midi. Prétendant qu'il avait été tué par les civils, les Allemands incendièrent le village.

De nombreux habitants furent brutalisés et menacés de mort. M. le curé Van Camp, Antoine a été maltraité de telle façon que sa santé en a été complètement ébranlée.

Les maisons incendiées furent préalablement livrées au pillage.

(1) Voir la déposition de Gurny, Annexe N° 5.

De nombreux témoins affirment avoir constaté, d'après les corps des soldats belges tombés sur le champ de bataille, que ceux-ci avaient été achevés par les Allemands ⁽¹⁾.

Orsmael Gussenhoven.

Le 10 août 1914 un engagement eut lieu sur le territoire d'Orsmael Gussenhoven, entre des détachements de cavalerie belge et allemande. Les Allemands étaient appuyés par de l'infanterie et de l'artillerie.

L'action fut très violente et les Belges opposèrent une résistance très vigoureuse.

Les Allemands furieux de cette résistance se vengèrent sur la population civile. Ils mirent le feu à une vingtaine de maisons. Ils ne prenaient pas même la peine de prévenir les habitants ni de faire sortir le bétail.

Trois civils Hombroeck, Louis, Bouw, Théophile, et Germentier, Jules, ont été obligés de les aider dans le transport des mitrailleuses. Les Allemands les forcèrent à traverser la Ghète, pour s'assurer de la profondeur de ce cours d'eau.

Trois habitants furent fusillés ; ce sont : Germentier, Charles, Lorquin, François et Linace, Hubert.

Le nommé Henot, Eugène, fut massacré à coups de hache. Une vingtaine d'autres habitants ont été maltraités et roués de coups sans raison.

Les Allemands pillèrent plusieurs maisons.

Six soldats belges appartenant au régiment des lanciers, restés inconnus, furent massacrés à coups de hache dans la ferme Becker, Emile où ils s'étaient réfugiés.

Un autre soldat le nommé Dupont, natif de Mons, (matricule 56019) appartenant au régiment des carabiniers cyclistes, blessé à la jambe d'un coup de feu, s'était réfugié dans l'habitation de Van Hombroeck, Léandre. Un de ses compagnons, le nommé Mussche, Omer, de Piéton, des carabiniers cyclistes (matricule 54079), était en train de le soigner quand les Allemands arrivèrent. Ceux-ci les firent sortir à coups de crosse de fusil. Ils fusillèrent Mussche contre un poteau de la route. Après avoir traîné le blessé Dupont à l'aide d'une corde attachée à son cou, ils le pendirent à un arbre de

(1) Voir les dépositions de Loze et de Lambert, annexe N° 5.

la grand'route de Tirlemont à St-Trond. Quand on le trouva on constata qu'il avait le corps transpercé de nombreux coups de bayonnette.

(Voir aux annexes les déportations des témoins Van Hoebroek et Degreef) ⁽¹⁾.

III. — CANTON DE GLABBEK.

Attenrode Wever.

Le 19 août 1914, à 6 heures du matin, quelques soldats de l'arrière-garde belge se trouvaient encore au hameau d'Attenrode Wever, au lieu dit « Hoek ». Des cavaliers allemands les attaquèrent. Un combat eut lieu où 2 soldats belges furent tués. Pour se venger de la résistance qu'ils avaient rencontrée les Allemands se mirent à tirer sur les civils qui se trouvaient au village. Dix civils furent tués ainsi. Parmi eux se trouvait une femme dont l'identité n'a pu être établie. Les autres victimes sont : Van Stockstraeten, Lambert, Deprez, Frédéric (73 ans), Vangoidsenhöven, Joseph (66 ans), Gooris, Gustave (57 ans), Dormaels, Jean (75 ans), Debroodt, Jules (53 ans), Reniers, Eugénie, Beelen et Laermans, Alphonse.

De nombreux habitants furent maltraités et menacés de mort. Plusieurs furent arrêtés et retenus prisonniers et emmenés par les soldats allemands jusqu'à Roosbeek où on les lâcha.

19 maisons furent pillées et incendiées.

Binckom.

Le 19 août 1914, les Allemands entrèrent à Binckom. Devant la maison de la veuve Gustave Maes, un officier allemand tira un coup de revolver en l'air. Quelques soldats se précipitèrent dans la maison en criant qu'on avait tiré sur eux. La veuve Maes, son fils Auguste et son beau-frère Cockx, Jean, furent roués de coups. La maison et ses dépendances furent incendiés. Le soir la veuve Maes et Cockx furent remis en liberté. Quant à Auguste Maes, les soldats allemands le déshabillèrent complètement et le flagellèrent avec des orties. Il fut emmené jusqu'à Louvain, les mains liées derrière le dos. En cours de route, il reçut des coups de pied et des

⁽¹⁾ Annexe N° 6.

coups de crosse. De Louvain il fut expédié en Allemagne au camp de Sennelager où il dut travailler. Il fut libéré en janvier 1915. (Voir en annexe sa déposition faite sous serment) ⁽¹⁾.

Le même jour la maison de Iekx, Léon, fut incendiée sans raison.

Le 19 septembre 1914, après avoir bombardé sans raison plausible le moulin de Lemmens, Alphonse, les Allemands l'incendièrent.

Bunsbeek.

Le 18 août 1914 eut lieu entre les Belges et les Allemands un combat à Bunsbeek. Les Belges après avoir opposé une sérieuse résistance se retirèrent. Les Allemands furieux d'avoir dû combattre, incendièrent 5 maisons du hameau de-Schaffelberg où avait lieu le combat. Le 19 août 1914, les soldats découvrirent 5 soldats belges cachés chez Mertens, Denis. Pour ce motif ils incendièrent 8 maisons du village. Les habitants furent maltraités et durent assister, à genoux, les bras levés à la destruction de leur maison.

Ce même jour, Henri Smolders, Edouard Degroodt, Louis Depré, Félix Logist d'Oplinter et un inconnu qui aidait à ramasser les morts et les blessés du combat de la veille furent arrêtés et fusillés sans motif.

Le 12 septembre 1914, sous le faux prétexte que Dewindt, Edmond, garde-champêtre, avait tiré sur eux, les Allemands l'arrêtèrent ainsi que sa femme. Leur maison furent incendiée ; ils furent retenus prisonniers plusieurs jours. Pendant leur détention, ils furent à plusieurs reprises battus et maltraités.

Cappellen.

Le 18 août 1914, le hameau de Vosseberg (Cappellen) fut bombardé et 6 maisons furent incendiées. L'arrière-garde belge s'y trouvait encore.

Ce même jour Arnauts, Ernest et Rondas, Maria qui avaient fui de Glabbeek furent abattus par les Allemands à leur arrivée à Cappellen.

La maison de Schotsmans fut incendiée le même jour, sans motif.

⁽¹⁾ Annexe N° 7.

Hoeleden.

Le 18 août 1914 à 7 heures du soir, les avant-gardes allemandes arrivèrent à Hoeleden ; Auguste Vaes qui rentrait chez lui accompagné par 2 amis rencontra les Allemands. Pris de peur, ils s'enfuirent, les Allemands tirèrent après eux. Vaes fut tué d'une balle dans le dos.

Lubbeek.

Les troupes belges quittèrent Lubbeek dans la nuit du 18 au 19 août 1914. A l'arrivée des Allemands, le 19 août au matin, les frères Vits, Gustave et Pierre-François, pris de peur s'enfuirent. Ils furent poursuivis par des cavaliers allemands et abattus. Les Allemands mirent le feu à la ferme Dievenhof derrière laquelle les frères Vits s'étaient réfugiés.

Les Allemands défilèrent toute la matinée avec calme à travers le village. Mais, au début de l'après-midi, et sans raison aucune, ils incendièrent la ferme Noppen et tuèrent le propriétaire. D'autres maisons furent incendiées sans motif, aux hameaux de Geestbeek et de St-Bernard dans l'après-midi du 19 août. Les Allemands tirèrent de nombreux coups de feu et blessèrent plusieurs personnes.

De nombreux habitants sont arrêtés et dirigés avec d'autres civils des villages environnants vers Louvain. En cours de route ils furent maltraités. Cockaerts, Auguste qui voulait fuir est abattu. Scheepmans, Louis, âgé de 67 ans qui, épuisé ne pouvait continuer à marcher est tué d'un coup de fusil.

Les Allemands incendièrent 45 maisons dans le village de Lubbeek et dans les hameaux qui en dépendent.

En tout 18 habitants furent tués.

Kersbeek-Miscom et Vissenaecken.

A Kersbeek-Miscom, le 18 août 1914, les Allemands maltraitèrent les frères Vandegaer, Frans et Alphonse, et leur mère sous prétexte qu'un fil téléphonique avait été coupé devant leur maison. Ils furent retenus prisonniers pendant un mois.

A Vissenaecken, le 18 septembre 1914, 2 maisons furent démolies par l'artillerie allemande, le nommé Sneyers, Léandre qui avait refusé de donner des renseignements sur l'endroit où se trouvaient les Belges fut maltraité.

Roosbeek.

Le 19 août 1914 un combat eut lieu à Roosbeek entre les arrière-gardes belges et les Allemands. Les Allemands bombardèrent le village. Plusieurs immeubles furent détruits et incendiés par les projectiles.

A leur arrivée au village, les Allemands tuèrent le nommé Bottu, Guillaume, et incendièrent sa maison.

Rien dans les agissements de Bottu, Guillaume, ne justifie un tel crime. Il n'avait montré aucune hostilité à l'égard des soldats. Les Allemands rendus furieux par la résistance que leur avaient opposée les troupes belges incendièrent une vingtaine de maisons, volontairement et sans motif. Plusieurs de ces maisons ainsi que l'église furent pillées. Le 22 août, sous prétexte qu'un sous-officier allemand avait été tué dans la ferme Pefen, les Allemands l'incendièrent et brutalisèrent le propriétaire.

Winghe St-Georges.

Le 19 août 1914, au matin, Théophile Swillen, de Attenrode, âgé d'une quinzaine d'années et qui avait fui à l'entrée des Allemands à Attenrode, s'en retournait à vélo chez lui. Il rencontra à Winghe des Allemands qui l'abattirent.

Le même jour les sœurs Céline et Thérèse Andries, rentraient chez elles à Meensel d'où elles avaient fui. Arrivées à Winghe, elles rencontrèrent des Allemands qui tirèrent sur elles ; Céline Andries fut tuée, sa sœur Thérèse se sauva, mais les Allemands continuèrent à tirer et l'abattirent également.

Le 19 août 1914 vers 1 heure de l'après-midi les Allemands incendièrent sans motif la maison d'un nommé Verreck. Le prétexte qu'ils ont donné est qu'il s'y trouvait le manteau d'un gendarme belge.

IV. — CANTON DE TIRLEMONT.

Haekendover.

A leur entrée dans cette commune le 18 août 1914 vers 4 heures de l'après-midi alors que les derniers soldats belges avaient évacué Haekendover depuis un certain temps déjà, les troupes allemandes ont sans aucune nécessité et par pur esprit de destruction incendié 28 maisons et le château de Rosseeuw.

Détail qu'il importe de signaler, car il prouve que les soldats agissaient sur l'ordre de leurs officiers, c'est que le témoin Cologne ⁽¹⁾ affirme que les soldats écoeurés de la besogne qu'on leur imposait n'ont mis le feu chez lui que lorsque leur officier le revolver au poing les eut menacés de leur brûler la cervelle s'ils n'exécutaient pas son ordre. Tous les témoins sont unanimes pour dire que les incendiaires appartenaient au 85^e régiment d'infanterie. Le général qui était à la tête de ces troupes (brigade ou division) semble être le général von Krass.

Le 21 août 1914 le 32^e régiment d'infanterie prussienne (Etats du Rhin) venant d'Elixem, commune limitrophe, a incendié le château d'Haekendover, inhabité à ce moment.

Des soldats allemands arrêterent dans l'après-dîner du 18 août 1914 plusieurs habitants inoffensifs du village d'Haekendover et les ont contraints à les accompagner jusqu'à la gare de Tirlemont et de là jusqu'entre Cumplich et Roosbeek soit sur un parcours d'environ 12 kilomètres. Ce n'est que le lendemain 19 août que ces prisonniers civils ont été relâchés. En cours de route certains d'entre eux ont été brutalisés et frappés à coups de crosse. Impossible de déterminer avec certitude le mobile auquel obéissaient les troupes allemandes en emmenant ainsi avec eux des civils. Des déclarations mêmes des personnes arrêtées il résulte que devant elles marchaient des soldats, d'où il faut bien conclure que ceux-ci ne cherchaient pas à s'abriter derrière leurs prisonniers. Il paraît plus probable que les Allemands s'emparaient des civils plutôt pour servir éventuellement d'otages. En effet, des habitants de Tirlemont et de Hougaerde, arrêtés et emmenés dans les mêmes conditions, ont été relâchés à la sortie de l'agglomération.

Le même jour (18 août 1914) les troupes allemandes ont pillé le château Storms. Outre le château Storms les Allemands ont encore pillé le 18 août une dizaine d'habitations de Haekendover.

Au moment de l'armistice (novembre 1918) des soldats du 86^e régiment d'infanterie battant en retraite vers l'Allemagne se sont emparés par violence de plusieurs chevaux des habitants de la commune.

Oplinter.

Le 18 août 1914, une patrouille allemande a lâchement tué un jeune homme d'Oplinter du nom d'Émile Petré, dans les circonstances suivantes : A l'arrivée des troupes allemandes les frères

(1) Voir la déposition du témoin Cologne, Annexe N° 8.

Joseph et Emile Petré s'étaient enfuis et cachés dans les champs. Le soir en retournant chez eux, ils tombèrent sur une patrouille qui les arrêta. Les Allemands les fouillèrent et ne trouvant aucune arme sur eux les laissèrent passer. A peine les frères Petré s'étaient-ils éloignés de quelques pas qu'ils entendirent une discussion entre les hommes de la patrouille. L'un de ceux-ci leur cria de courir et immédiatement les Allemands commencèrent à tirer sur eux. Emile Petré mortellement blessé par une balle s'affaissa en criant à son frère de fuir.

Dans la nuit du 18 au 19 août les Allemands avaient réquisitionné des paysans et leurs attelages pour relever les blessés se trouvant sur le champ de bataille d'Oplinter et Hauthem-Ste-Marguerite. Parmi ces paysans se trouvait un certain Vannoye, Théodore. Celui-ci parcourait le champ de bataille avec des ambulanciers allemands. Ceux-ci faisaient indifféremment mettre sur le chariot les blessés allemands et belges. C'est dans ces conditions qu'ils tombèrent sur un officier belge, le lieutenant de Roekere du 4^e de ligne qui gisait sur le sol grièvement blessé au genou. Celui-ci demanda à être emporté mais l'ambulancier allemand prit Vannoye à l'écart et lui fit observer que l'homme était trop grièvement blessé pour pouvoir être transporté par chariot, mais qu'il le ferait enlever avec une civière. Le blessé fut laissé où il se trouvait et Vannoye ne repassa plus à cet endroit. Seulement trois mois après lorsqu'on procéda à l'exhumation des soldats belges enterrés dans une tranchée par les Allemands, parmi les cadavres se trouvait le corps du lieutenant de Roekere. Les nommés Vannoye et Nagels qui assistaient à l'exhumation ont constaté qu'on lui avait coupé une oreille et qu'il portait un coup de sabre en pleine figure et d'autres blessures encore qu'il n'avait pas lors du passage du témoin Vannoye. Il y a donc lieu de supposer que cet officier a été achevé par les Allemands.

Voici les dépositions des témoins Vannoye et Nagels : ⁽¹⁾

1^o) Déposition Vannoye :

Den 18 Augustus 1914, s'avonds hebben de duitschers mij verplicht van ze te vergezellen met mijnen wagen om de duitsche soldaten te

(1) Traduction de la déposition Vannoye.

Le 18 août 1914 au soir, les Allemands m'ont forcé à les accompagner avec ma charrette dans le but d'aller ramasser les soldats allemands qui étaient restés sur le champ de bataille. J'ai exécuté

gaan opnemen op het slagveld. Ik heb dit gedaan. De Duitschers raapten onverschillig de Duitsche en Belgische soldaten op.

In onzen Lof lag er een Belgische officier die gekwetst was aan zijn been. Deze vroeg ons om mede genomen te worden, maar een Duitsche soldaat trok mij weg met den arm, en zegde wij zullen hem komen halen met de draagberden want hij is te zeer gekwetst. Ik ben daar niet meer wedergeweest, maar drie maanden daarna als ze de Belgische soldaten ontgraven hebben heb ik bemerkt dat men een van zijne ooren afgekapt had, alsook dat hij een sabelkap droeg aan het aangezicht. De naam van dien officier was Deroeckere. De Duitsche soldaten die in Oplinter waren den 18 Augustus 1914 maakten deel van het 85^e en 86^e regiment voetvolk.

2^o) Déposition Nagels (2):

Op 18 Augustus 1914, rond 9 1/2 h. 's avonds, haalde Vannoye, Isidor van Oplinter de gekwetsten bij met eene kar volgens hij mij verteld heeft. Op het slagveld vond hij ten gronde liggende zekeren Belgischen 1sten lieutenant van 't voetvolk, 4^e linie, genaamd De Roecker, die in zijn been gekwetst was en die vroeg om geladen te worden op de kar. Een Duitsche soldaat is bij gekomen en heeft Isidor Vannoye weg getrokken en hem belet van De Roecker op te laden, zeggende dat zij Duitschers hem zouden weg gedragen hebben met eene draagberrie.

Drie maanden daarna hebben wij de ontgraving gedaan van de Belgische soldaten, die gesneuveld waren en tusschen deze hebben wij in de loopgraaf gevonden de genoemde De Roecker, met eene oor afgekapt, eene kap in 't aangezicht en twee kappen in den hals. Hij droeg vroeger deze kwetsuren niet.

Rond 8 1/2 uren, zelfde dag, heb ik verschillende huizen zien plunderen in 't dorp. Het waren allen soldaten van 't voetvolk, dragende de Nrs. 85 en 86.

leurs ordres. Les Allemands chargeaient indifféremment des soldats allemands et belges.

Dans notre jardin gisait un officier belge blessé à la jambe. Il nous demandait de l'emporter, mais un soldat allemand me tirait par le bras en me disant : Nous viendrons le chercher avec un brancard car il est trop gravement blessé. Je ne suis plus retourné là-bas, mais trois mois après, quand nous avons déterré les cadavres des soldats belges, j'ai remarqué qu'on avait coupé une de ses oreilles, et qu'en outre il portait au visage une plaie produite par un coup de sabre. Le nom de cet officier était Deroeckere. Les soldats allemands qui étaient à Oplinter le 14 août 1914 faisaient partie du 85^e et 86^e régiment d'infanterie.

(2) Traduction de la déposition Nagels.

Le 18 août 1914, vers 9 1/2 h. du soir, Vannoye Isidore d'Oplinter allait chercher les blessés au moyen d'une charrette, ainsi qu'il me l'a raconté. Sur le champ de bataille il a trouvé étendu par terre un premier lieutenant belge de l'infanterie, 4^e régiment de ligne, nommé

Les troupes allemandes sont entrées le 18 août 1914 après-midi dans la commune de Oplinter. Ce jour et le lendemain ils ont incendié dix-neuf maisons et quatre bâtiments ruraux.

Le 19 août 1914 des soldats allemands ont arrêté divers civils parmi lesquels un aumônier étranger à la commune. Après les avoir brutalisés et frappés les soldats les ont enfermés dans l'église où ils ont été laissés sans nourriture pendant deux jours. L'aumônier a été spécialement l'objet de leurs brutalités et de leurs outrages.

Le 18 août lors de leur rentrée à Oplinter les troupes allemandes ont pillé différentes maisons, comme l'établissent plusieurs témoins.

Bautersem.

Le 19 août 1914 vers 8 heures du matin des soldats allemands assassinent Jean Sergysels et son fils François dans le parc de M. Eugène Beauduin à Bautersem. Celui-ci avant de partir la veille avait chargé les victimes de la garde de son château. D'après les déclarations de l'épouse Sergysels, seule témoin du meurtre, un grand nombre d'Allemands avaient pénétré dans la propriété et la parcouraient en tous sens. Elle se trouvait avec son mari et ses quatre enfants dans le parc. Deux soldats allemands surviennent et sans qu'il y ait eu la moindre discussion et sans que la femme ait pu prévoir ce qui allait se passer abattent sous ses yeux son mari et son fils aîné, après quoi ils dépouillent leurs victimes de leur argent.

Le 19 août après-midi à Hoogbutzel, hameau de Bautersem, vers 2 ou 3 heures des troupes allemandes fouillent la maison Van Rensbergen et y trouvent deux soldats belges sans armes. Divers témoins ont vu que les Allemands frappaient avec violence l'un de

De Roecker, qui était blessé à la jambe et qui demandait à être chargé sur la charrette. Un soldat allemand est survenu, a tiré Isidore Van-noye en arrière et l'a empêché de charger De Roecker, disant que les Allemands eux-mêmes l'auraient transporté sur un brancard.

Trois mois après nous avons déterré les cadavres des soldats belges et parmi eux nous avons trouvé le nommé De Roecker. Il avait une oreille coupée, une blessure au visage et deux au cou. Il n'avait pas ces blessures lorsque je l'ai vu la dernière fois.

Le même jour vers 8 1/2 h. j'ai vu que les soldats pillaient plusieurs maisons au village. Ils appartenaient tous à l'infanterie et portaient les numéros 85 et 86.

ces soldats qu'ils avaient fait prisonnier et que le second qui s'était jeté par la fenêtre du grenier a été percé de coups de bayonnette dès qu'il eut touché le sol. La maison fut incendiée.

Les troupes allemandes venant de la direction de Tirlemont incendient dans le village de Boutersem le 19 août onze maisons et deux granges. Le feu a été mis dans la matinée sauf pour trois immeubles qui ont été incendiés l'après-midi. Comme dans les autres communes la majeure partie de la population avait pris la fuite.

Dans le cours du mois de septembre 1914 des soldats ayant jeté une bombe sur la voie ferrée près de Lovenjoul, les Allemands ont pris trois otages pendant un mois, puis un seul pendant le mois suivant.

Cumtich.

A leur arrivée dans cette commune le 18 août 1914 vers 8 heures du soir les troupes allemandes sans aucun motif incendient neuf maisons et deux granges. A leur entrée, les troupes belges avaient depuis un certain temps déjà battu en retraite et à peu près tous les habitants sur les conseils des soldats belges avaient pris la fuite.

Le même jour et le lendemain les soldats pillent plusieurs maisons de cette commune.

Tirlemont.

Le 18 août 1914 dans l'après-midi des troupes du 85^e régiment d'infanterie allemande, venant d'Haekendover où elles s'étaient distinguées par leur brutalité, traversent la ville en pillant plusieurs magasins et en mettant le feu à plusieurs habitations, et prennent possession de la gare sans rencontrer la moindre résistance. Peu après, vers 6 heures, entre en gare un train venant de Louvain, ne contenant que des civils. Les Allemands ouvrent le feu et continuent à tirer après son arrêt complet alors qu'ils devaient s'apercevoir de leur méprise. Les voyageurs prennent la fuite comme ils peuvent sous une pluie de balles. Le sieur J.-B. Draelants est mortellement blessé, Joseph Tomboy est grièvement blessé à la main au point de rester estropié et son fils Pierre est atteint à la jambe. Une femme d'Haekendover, prisonnière des Allemands, ayant vu de la salle d'attente tomber Draelants qu'elle

connaît, veut aller le relever, mais les soldats allemands s'y opposent et ce n'est que le lendemain que ceux-ci relèvent ce malheureux à l'état de cadavre.

Le 18 août 1914 vers 9 heures du soir une patrouille allemande tue le nommé Louis Mottart à sa porte. Impossible de déterminer les circonstances dans lesquelles la scène s'est passée. L'épouse Mottart a entendu des coups de feu près de sa maison. Lorsqu'elle a entendu les soldats s'éloigner elle est descendue et a trouvé le cadavre de son mari qui s'était traîné dans la cuisine.

Le 20 août 1914, vers 4 heures de l'après-midi, rue du Moulin à Tirlemont, un officier allemand tue le nommé Liévin Cologne d'Haekendover dans les circonstances suivantes. La victime conduisait un chariot réquisitionné à Haekendover. A un moment donné un officier allemand lui crie un ordre. Cologne saute de son véhicule et prend la fuite. Immédiatement l'Allemand saisit son revolver et l'abat. Le seul témoin des faits suppose que l'officier avait crié à Cologne de serrer le frein de son véhicule et que ce dernier ne comprenant pas et pris de peur a voulu s'enfuir.

Le 11 septembre 1914, vers 7 heures du matin, une patrouille de cinq uhlans arrête sur le territoire de la commune de Visse-naeken (canton de Glabbeek) Joseph Everaerts de Tirlemont, et veut le forcer à désigner l'endroit où se trouvent les troupes belges. A ce moment celles-ci prononçaient une attaque du côté de Tirlemont. Everaerts refuse, les Allemands le menacent de mort puis l'emmenent avec eux. Comme des soldats belges en embuscade ouvrent le feu Everaerts reçoit une balle dans le bras.

De nombreux habitants de la ville furent arrêtés et emmenés par les troupes allemandes.

Le 18 août des troupes faisant partie du 85^e régiment d'infanterie venant d'Haekendover et traînant de force avec elles des habitants de cette commune arrivent vers 5 1/2 heures du soir à la gare de Tirlemont. Elles s'emparent de plusieurs civils, et notamment des nommés Héron, Fraipont, Derège, qui se trouvent à l'hôtel du Nouveau Monde, et les versent dans le groupe de civils d'Haekendover, puis toute la troupe est menée jusque Cumptich où elle est exposée au feu des Belges. Le lendemain matin les Allemand remettent le groupe en liberté.

Le même jour et vers la même heure un autre groupe de troupes allemandes en arrivant sur la grand'place s'emparent de civils se trouvant à l'Hôtel-de-Ville (notamment de MM. Dony, bourgmestre, Vandenschrieck, échevin, Baerts, docteur) ainsi que

d'autres civils se trouvant dans les cafés des environs, soit en tout une trentaine de personnes, et les traînent avec force menaces et injures par la chaussée de Louvain jusque près de Cumptich. Arrivés à la cité De Brouwer sur la dite chaussée, les troupes belges qui se retirent de Louvain ouvrent le feu. Les soldats allemands se trouvant devant les civils cherchent un abri derrière les bâtiments et dans les fossés laissant les civils exposés au feu des Belges. Un officier allemand leur crie cependant de s'abriter derrière les maisons de la cité De Brouwer, mais déjà le nommé Jules d'Hoop était sérieusement blessé par une balle entrée par l'épaule et sortie par la fesse. En traversant la chaussée pour s'abriter, un autre civil, Naveau, Gustave, reçoit une balle dans le genou. Un troisième civil le nommé Laloup est légèrement blessé par une balle qui lui frôle le crâne.

Le 18 et 21 août 1914 soixante-cinq bâtiments consistant pour la majeure partie en maisons d'habitation et pour la très petite partie seulement en granges et écuries sont incendiés. En outre, quarante et un commencements d'incendies sont relevés sous les mêmes dates. Tous ces incendies ont été allumés sans aucun motif par les troupes allemandes, sauf deux maisons situées à l'extrême limite de la ville où l'incendie a été provoqué par l'explosion de projectiles.

Le 18 août vers 5 heures de l'après-midi à l'entrée de la ville du côté d'Haekendover un soldat belge sans arme et levant les bras pour se rendre est tué d'un coup de baïonnette par un soldat allemand alors que deux autres Allemands veulent le faire prisonnier.

Hougaerde.

Le 18 août 1914 ⁽¹⁾ le commandant d'une avant-garde allemande arrête deux civils, les nommés J.-B. Serulus et Edouard Poffé, d'Autchard (commune de Zétrud-Lumay) près de leur village et les oblige à conduire les Allemands jusqu'à Hougaerde. Un peu plus loin la troupe rencontre M. François Gooris, curé d'Autchard, qui sur ordre de l'officier allemand est obligé de se mettre en tête de l'avant-garde avec ses deux paroissiens et le commandant. Arrivés à proximité de la gare d'Hougaerde, Serulus, désignant au chef de la troupe le village, lui demande de pouvoir re-

⁽¹⁾ Voir les dépositions des témoins Jean-Baptiste Serulus, Louis Jans et René Dedecker, Annexe N° 9.

tourner chez lui avec ses deux compagnons en ajoutant qu'à Hougaerde il y a des troupes belges. Refus de l'officier. A peine la troupe a-t-elle dépassé d'une centaine de mètres le passage à niveau que des soldats belges embusqués dans deux maisons en construction ouvrent le feu. Une fusillade s'engage. Le curé Gooris et Poffé tombent sous les balles. Quant à Serulus, au premier coup de feu il prend la fuite non sans avoir été gratifié d'un coup de fusil par un soldat allemand se trouvant en dernière ligne. Les constatations faites par le docteur Lodewyckx établissent que les deux victimes ont été blessées dans le dos par des balles allemandes.

Serulus n'a pu donner aucune indication sur l'unité à laquelle appartenaient les soldats allemands. Seulement il résulte des documents contenus dans le livre blanc allemand que l'officier qui a ainsi arrêté, au mépris des principes les plus élémentaires du droit des gens, les civils dont il s'agit et causé leur mort est le capitaine Caspari de la 3^e compagnie du 75^e régiment d'infanterie allemande. (Voir réponse au livre blanc des Allemands du 10 mai 1915, p. 128). La version que cet officier donne de ce drame est un tissu de contre-vérités. Cela résulte des déclarations du sieur Serulus.

Le 18 août vers 7 heures du soir un officier allemand entre avec une vingtaine de soldats, pendant qu'un combat entre Allemands et Belges se livre à quelques mètres de là, dans le moulin de Louis Geens et donne ordre de sortir à une trentaine de personnes qui s'étaient réfugiées dans le dit moulin. A ce moment les Belges, embusqués dans la sucrerie de la Ghête à 200 mètres de là, tiraient sur les Allemands déployés en tirailleurs près de la rivière et du moulin Geens, de telle sorte que pour arriver du moulin au chemin il fallait traverser la ligne de feu. L'épouse Geens refusant d'obéir l'officier la prend par le bras et la fait sortir de force. Les autres civils suivent. Quant aux soldats allemands une fois hors du moulin ils se jettent à plat ventre à côté de leurs camarades et commencent à tirer sur les soldats belges. En traversant la ligne de feu l'épouse Geens, Alphonse Moyaerts et le commandant allemand tombent frappés par des balles belges probablement. L'officier allemand expire au bout de quelques instants, Moyaerts le lendemain. Quant à l'épouse Geens elle est morte des suites de sa blessure deux mois après.

De nombreux habitants de la commune ont été arrêtés et emmenés par les troupes allemandes contrairement aux lois de la guerre ; c'est ainsi que :

1° le 18 août 1914 à leur entrée dans la commune, après avoir mis le feu à la gare et à plusieurs habitations sises à proximité, les premiers détachements du 75^e d'infanterie s'emparent du chef de gare D'helft et de ses employés Stockmans, Taverniers et Jadoul. Quelques temps après d'autres civils parmi lesquels se trouve le nommé Serin sont versés dans ce groupe. On oblige tous les civils à passer la nuit en plein champ. Toutefois le lendemain matin on les relâche tous à l'exception des cinq personnes ci-dessus spécifiées que l'on garde prisonnières sous le prétexte fallacieux qu'elles ont tiré sur les troupes allemandes, accusation absolument fausse. Ces prisonniers ont été traînés jusque Waterloo, localité située à dix lieues au moins d'Hougaerde où ils sont arrivés le vendredi 21 août vers 5 heures du soir. Ce voyage a été un véritable calvaire. Menacés à chaque instant d'être fusillés, les prisonniers ont été frappés et injuriés copieusement par les soldats. En outre, ils ont souffert de la faim et de la soif. A Waterloo comparution devant le conseil de guerre présidé par Luthaus, conseiller militaire à Schwerin, qui se montre plus humain et fait donner aux prisonniers de la nourriture avant leur comparution. Le conseil après avoir entendu les soldats accusateurs, les explications des prévenus et leur défense présentée par un officier désigné d'office, acquitte les prévenus.

Le 19 août des officiers allemands avec menaces et voies de fait contraignent le nommé François Bogaerts à les conduire à l'Ecluse. En cours de route d'autres civils d'Hougaerde sont arrêtés et tout le groupe est obligé de précéder les troupes allemandes jusqu'à l'Ecluse.

Le même jour au matin les Allemands arrêtent et chassent devant eux jusqu'Overlaer, hameau situé à environ 2 kilomètres d'Hougaerde, un groupe d'environ 50 civils.

Toujours le même jour et toujours sous le même prétexte que les civils ont tiré sur leurs hommes, des officiers allemands pénétrant dans les habitations, arrêtent une trentaine d'habitants. Sous la menace sans cesse répétée de se voir fusiller, ce groupe est chassé devant le gros des troupes jusqu'à la sortie du village.

Sous la même date toujours sous le même prétexte que les civils ont tiré sur leurs troupes les Allemands arrêtent dans la matinée une quinzaine d'habitants parmi lesquels Raymond Ausloos malgré leurs protestations et les mènent sur la place près de l'école des Frères en leur disant qu'ils vont être fusillés.

Puis un officier me charge (dit Ausloos) d'aller chercher le bourgmestre. Celui-ci accourt. Les Allemands renouvellent leur accusation puis placent le bourgmestre contre un réverbère et à diverses reprises lui mettent leur revolver sur la poitrine avec force menaces. Puis finalement les officiers le jettent dans une automobile et partent avec lui dans la direction d'Autchard. Là ils le jettent dans un autre corps de troupes qu'il est obligé de précéder jusque Zétrud-Lumay où un officier supérieur le congédie vers 6 heures du soir non sans avoir préalablement proféré des menaces contre les habitants d'Hougaerde.

D'autres personnes encore ont été arrêtées dans les mêmes conditions par les troupes allemandes.

Quant à l'accusation portée contre les civils d'avoir tiré sur les troupes allemandes la déposition Ausloos nous montre comment les Allemands s'y prenaient pour la faire naître et lui donner une apparence de vraisemblance ⁽¹⁾.

Le 18 et 19 août les troupes allemandes incendient la gare, deux habitations de garde-barrières, trente-quatre maisons d'habitations et de commerce et dix fermes ou bâtiments ruraux et ce sans aucun motif et par simple esprit de destruction. En effet les troupes belges s'étaient retirées vers la soirée du 18. Dès leur entrée le 18 août à 6 heures du soir les envahisseurs mettent le feu à la gare et à deux maisons de garde-barrière alors qu'il n'y avait là pas un soldat belge. Puis dans la nuit du 18 et dans la matinée du 19 ils incendient plus de quarante immeubles.

De nombreuses habitations furent pillées le 18 août au soir et le lendemain par les troupes allemandes.

Après l'armistice, à leur passage, les troupes allemandes se sont livrées dans cette commune à de nombreux actes de rapine. Notamment ils ont pris tous les chevaux qu'ils ont pu trouver pour faire leur charroi, en affirmant qu'ils ne devaient se rendre que jusqu'au point déterminé après quoi ils seraient renvoyés, mais plusieurs ne sont plus revenus. Ils ont même essayé de réquisitionner tous les chevaux de la commune mais les fermiers prévenus à temps se sont empressés de les cacher. Tous ceux que les Allemands ont trouvés à l'écurie ou en pâture ont été pris.

(1) Annexe N° 9.

Vertryck.

Le 11 septembre 1914 les soldats allemands se trouvant à la gare de Vertryck échangeaient une fusillade nourrie avec des soldats belges se trouvant dans la direction de Boutersem et Roosbeek ; deux habitants de Vertryck les nommés Louis Collin et Joseph Devadder mus par la curiosité se rendent dans la campagne et se cachent derrière une haie. Un coup de feu part et tous deux sont blessés, Collin grièvement et Devadder légèrement. Collin meurt quatre jours après. Devadder ne peut dire d'où le coup est parti. Deux choses sont certaines c'est : 1^o) qu'à la gare de Vertryck il y avait des soldats allemands qui tiraient ; 2^o) que le village est par rapport à la gare de Vertryck dans la direction diamétralement opposée aux villages de Boutersem et Roosbeek, d'où il suit que l'hypothèse d'une balle égarée doit être rejetée. Or le témoin Inglebert affirme que le même jour vers la même heure il s'est également rendu dans son jardin pour voir la fusillade et qu'immédiatement deux soldats allemands se trouvant sur la voie ferrée près de la gare ont commencé à lui envoyer des coups de fusil. Dans ces conditions il est à supposer que Collin et Devadder ne s'étant pas suffisamment cachés auront été aperçus et blessés par ces mêmes soldats. Si cette hypothèse est exacte ces derniers ont dû s'apercevoir qu'ils tiraient sur des civils.

Le 29 septembre 1914 des soldats belges ayant fait exploser une bombe sur la voie ferrée entre Vertryck et Lovenjoul, le lendemain 30 septembre une troupe de soldats allemands arrive à Vertryck et sous prétexte que la bombe avait été placée par un civil, incendie deux maisons. La même troupe a paraît-il pour la même raison incendié treize ou quatorze maisons à Lovenjoul. Le même jour et pour le même fait la même troupe d'Allemands arrête et emmène à Louvain comme otages le bourgmestre, le curé et encore d'autres personnes. Pendant deux ou trois mois il y a eu journallement deux otages de la commune qui ont dû se rendre à Louvain, puis à la gare de Vertryck.

Le 21 août 1914 les Allemands avaient déjà sous le mauvais prétexte que les civils avaient tiré sur eux, pris en otages le nommé Louis Schots et d'autres habitants de la commune. Après avoir attaché le dit Schots à un arbre et l'avoir maltraité ils ont enfermé toute la bande dans le grenier du bourgmestre.

**Best. — Esemael. — Gossoncourt. — L'Ecluse. — Neerheydissem.
Oirbeek. — Opheydissem. — Opvelp. — Willebringen.
Wommerson. — Zetrud-Lumay.**

Ces communes ont eu beaucoup moins à souffrir de l'invasion probablement à raison de leur situation plus à l'écart des grandes voies de communication. Dans l'enquête on relève cependant, comme partout ailleurs, de nombreux vols, beaucoup de réquisitions non payées. Plusieurs civils ont été maltraités.

V. — CANTON D'AERSCHOT.

Aerschot, petite localité de 8000 habitants, au bord du Démer, dans le Nord du Brabant, était une petite ville calme et tranquille dont une grande partie de la population s'occupait surtout de la culture. Les Allemands en ont fait un amas de ruines.

Le 10 septembre 1914, lors d'une des sorties d'Anvers, l'armée belge dans une offensive victorieuse la reconquit pendant plusieurs jours. Voici le rapport, dressé immédiatement après le sac de la ville, par M. Orts, délégué de la Commission d'enquête, d'après ses constatations sur place. 156 civils y furent massacrés, dont 119 d'Aerschot même, 8 habitants de Rillaer, 1 de Louvain, 3 de Langdorp, 4 de Sichein, 2 de Messelbroeck, 1 de Caggevinne Assent et 1 de Cappellen, tandis que 17 cadavres, exhumés au cimetière communal d'Aerschot n'ont pu être suffisamment identifiés. Certains corps ont été trouvés sans aucun vêtement et sans signe distinctif.

Rapport sur le sac d'Aerschot. — Constatacion des dommages.

Anvers, le 17 septembre 1914.

A Monsieur Carton de Wiart, Ministre de la Justice,

Dès l'évacuation de la ville par les troupes allemandes, la Commission d'Enquête a délégué un de ses membres, M. Orts, conseiller de légation de S. M. le Roi des Belges, pour constater personnellement l'état dans lequel se trouvait la ville.

M. Orts nous a fait le rapport ci-après :

Suivant le désir de la Commission d'Enquête, je me suis rendu, le 11 courant à Aerschot.

Dans le mouvement général d'offensive qui les portait rapidement vers Louvain, nos troupes n'avaient fait que traverser la ville sans s'y arrêter, les services publics n'y étaient pas encore réorganisés et les habitants n'avaient pas encore réintégré leurs foyers de sorte qu'à mon arrivée, Aerschot se trouvait exactement dans l'état où l'avait laissé l'armée allemande en se retirant quelques heures auparavant.

Ainsi que j'ai pu le constater, les témoignages recueillis par la Commission, notamment celui de M. ont décrit très exactement l'aspect de la ville.

Lorsque venant de Lierre, on approche du pont sur la dérivation du Démer, la route est bordée des deux côtés de maisons de petits cultivateurs et de maraîchers. Toutes ces habitations, sans exception sont incendiées. Les annexes, étables, bergeries, forges, poulaillers, rien n'a été épargné, et il est visible que l'œuvre de destruction a été activée par l'emploi de matières incendiaires, attendu que le feu s'est propagé au ras du sol, détruisant les cultures, les jardins, les haies et les arbres fruitiers dans un rayon de 20 à 30 mètres des bâtiments.

Les premières maisons qui se rencontrent au delà du pont sont également détruites. Leurs façades portent, en outre, d'innombrables traces de projectiles : le 19 août, au moment de la retraite de l'armée belge sur Anvers, cet endroit fut le théâtre d'un très vif combat d'arrière garde.

La route de Lierre tourne aussitôt à droite et l'on pénètre dans la ville par une rue sinueuse qui conduit à la place du Marché. Sur toute la longueur de cette voie, soit sur une distance d'environ 500 mètres, toutes les maisons sont incendiées. Le feu s'est propagé dans les ruelles qui y aboutissent de droite et de gauche, de sorte que de ce côté de la ville un quartier entier est anéanti. Des maisons atteintes par les flammes, il ne subsiste que les quatre murs entre lesquels les toitures, ainsi que les planchers effondrés, forment un petit amas de matière calcinée d'où émergent quelques ferrailles, des objets mobiliers en métal noircis par le feu.

Tandis que nous remontions cette rue dans les rangs d'une colonne d'infanterie, des pans de murs, des pignons s'écroulaient à tout instant sous l'action du vent assez vif qui régnait hier, produisant à chaque fois un bruit sourd, tandis que s'élevait un nuage de poussière. L'enchevêtrement des fils téléphoniques détendus, mille débris jonchant le pavé, les vitres brisées crissant sous les semelles complétaient l'impression de dévastation.

La grand-place a moins souffert : le « Gildenhuis » et les trois maisons voisines de celle du bourgmestre Tielemans ont brûlé. Cette dernière reste debout, et sa façade, comme celles de la plupart des immeubles de la place, porte les traces de la fusillade qui éclata dans la soirée du 19 août, par suite, raconte-t-on à Aerschot, d'une panique provoquée par des soldats ivres.

L'église présente un aspect lamentable. Ses trois portes, ainsi que celles de la sacristie ont été plus ou moins consumées. La porte donnant sur la grande nef et la porte latérale de droite, toutes deux en chêne massif, paraissent avoir été enfoncées à coups de béliet, après que la flamme les eût entamées. A l'intérieur, les autels, les confessionnaux, les harmoniums, les porte-cierges sont brisés, les troncs sont fracturés, les statues gothiques en bois qui ornaient les colonnes de la grande nef ont été arrachées, d'autres ont été partiellement détruites par le feu. Partout régnait le plus grand désordre. Le sol était jonché de foin sur lequel ont couché pendant de longs jours les habitants qui, comme on le sait, ont été incarcérés en grand nombre dans l'église.

Dans le reste de la ville que nous avons parcouru rapidement, se découvrent encore ça et là des maisons incendiées. Elles apparaissent en grand nombre le long de la chaussée de Louvain où, de distance en distance, se remarquent les débris calcinés d'un groupe de deux, trois, parfois cinq habitations contiguës. En suivant la chaussée, j'ai remarqué, sur une distance de plusieurs kilomètres vers Gelrode, les ruines de maisons de paysans et de villas bourgeoises isolées au pied du coteau.

C'est là, la sortie de la ville, dans un champ à 100 mètres à gauche de la route que les Allemands ont fusillé le bourgmestre Tielemans, son fils, son frère et tout un groupe de leurs concitoyens.

Après quelques recherches, j'ai trouvé au pied d'un talus la place où sont tombées ces victimes innocentes de la fureur des Allemands. Des caillots de sang noirci marquaient encore dans les chaumes l'emplacement occupé par chacune d'elles sous le feu du peloton d'exécution. Ces traces sont distantes de deux en deux mètres, ce qui confirme les dires des témoins, d'après lesquels, au dernier moment, les exécuteurs firent sortir du rang deux hommes sur trois, le sort, à défaut de tout semblant d'enquête, désignant ainsi ceux qui devaient mourir.

A quelques pas de là, la terre fraîchement remuée et une humble croix de bois dressée furtivement par des mains amies marquent l'endroit où reposent les cadavres des 27 victimes. La

fosse, partiellement comblée, semblait attendre de nouvelles proies.

J'ai vu près de l'église d'autres tombes de civils tués au cours de l'occupation allemande, mais dans cette ville abandonnée par sa population, il est malaisé de trouver des témoins des événements, de sorte que je n'ai pu déterminer exactement le nombre des habitants d'Aerschot qui sont tombés sous les balles allemandes.

La ville, en effet était presque déserte, la rue principale seule était animée par le passage des troupes en marche. Dans les rues latérales on apercevait de loin en loin quelques familles groupées sur le seuil de leur demeure saccagée.

Nombreux ont été à Aerschot, comme ailleurs, les attentats contre les femmes et les jeunes filles. Mais sur ce point particulier, l'enquête se heurte à de grandes difficultés, les victimes désignées par la voix publique, ainsi que leurs familles, opposant généralement un mutisme absolu à toutes les questions.

*
**

La description des quartiers incendiés ne donne qu'une faible impression de la dévastation accomplie dans cette malheureuse cité, car si Aerschot a été particulièrement détruite par le feu, j'ai pu constater qu'elle a été entièrement mise à sac.

J'ai pénétré dans plusieurs maisons, choisies au hasard, dont j'ai parcouru les divers étages; par les vantaux et les portes défoncées, j'ai plongé le regard dans un nombre d'autres habitations. Partout le mobilier est bouleversé, éventré, souillé d'une façon ignoble, les papiers des tentures pendent en lambeaux le long des murs, les portes des caves sont enfoncées, les armoires, les tiroirs, tous les réduits ont été crochetés et vidés de leur contenu. Le linge, les objets les plus disparates couvrent le sol en même temps qu'un nombre incroyable de bouteilles vides.

Dans les maisons bourgeoises, les tableaux ont été lacérés, les œuvres d'art brisées. Sur la porte de l'une d'elles, un vaste immeuble de bonne apparence, appartenant au Docteur se lisait encore, quoique à demi effacée, l'inscription suivante écrite à la craie : Bitte dieses Haus zu schonen, da wirklich friedliche gute Leute... '(s) Bannach, Wachtmeister.

Je pénétrai dans cette maison que l'on me disait avoir été habitée par des officiers et que la sollicitude de l'un d'eux paraissait

avoir sauvé de la dévastation générale. Dès le seuil, une odeur fade de vin répandu attirait l'attention sur des centaines de bouteilles vides ou brisées qui encombraient le vestibule, l'escalier et jusqu'à la cour donnant sur le jardin. Dans les appartements régnait un désordre inexprimable ; je marchais sur un lit de vêtements déchirés, de flocons de laine échappés de matelas éventrés, partout des meubles béants et dans toutes les chambres, à portée du lit, encore des bouteilles vides. La salle à manger en était encombrée, des douzaines de verre à vin couvraient la table et les guéridons, qu'entouraient les fauteuils et les canapés lacérés, tandis que dans un coin, un piano, au clavier maculé paraissait avoir été défoncé à coups de botte.

Tout indiquait que ces lieux avaient été pendant bien des jours et des nuits, le théâtre de beuveries, de débauches ignobles. Sur la place du Marché, l'intérieur de la maison du notaire... offrait un spectacle semblable et, d'après ce que m'a affirmé un maréchal des logis de gendarmerie qui s'occupait avec ses hommes à remettre un peu d'ordre dans tout ce chaos, il en est de même de la plupart des maisons appartenant aux familles notables où les officiers allemands avaient élu domicile.

Une enquête approfondie établira, lorsque le moment sera venu, l'importance du dommage subi par la ville et la population d'Aerschot.

Je crois pouvoir affirmer, dès à présent, que la ruine totale qui atteint cette population paisible et laborieuse est due à un pillage organisé bien plus qu'à l'incendie qui épargna, d'ailleurs, certains quartiers.

Pendant trois semaines, de proche en proche, les soldats allemands ont dévalisé la presque totalité des maisons de la ville, détruisant partout les objets qui ne satisfaisaient pas leur cupidité, tandis que les officiers se réservaient les demeures les plus opulentes. Toutes les valeurs que leurs propriétaires n'eurent pas le temps de mettre à l'abri, l'argenterie, les bijoux de famille, l'argent monnayé ont ainsi disparu et les habitants affirment que l'incendie n'eut fréquemment d'autre but que de faire disparaître la preuve de vols particulièrement importants. Des fourgons entiers chargés de butin sont partis d'Aerschot dans la direction de la Meuse.

Quant à la cause initiale de la calamité qui s'est abattue sur cette cité sans défense, elle résiderait, d'après les autorités militaires

allemande, dans le meurtre d'un officier par un civil qu'elles désignent et qui a été aussitôt passé par les armes. Ce fait reste, d'ailleurs, à prouver, car il ne s'est pas trouvé un Aerschotois qui admît la culpabilité du fils Tielemans, il suffit de retenir pour l'instant que de l'aveu de l'envahisseur, la destruction d'Aerschot fut l'exécution d'une décision réfléchie; aux yeux du commandant allemand, le massacre d'un nombre indéterminé d'innocents, la transportation au loin de plusieurs centaines d'autres, le traitement barbare infligé aux vieillards, aux femmes et aux enfants, la ruine de tant de familles, l'incendie et le sac d'une ville de 8000 âmes seraient des représailles que l'acte d'un isolé suffit à justifier.

12 septembre 1914.

(s) Orts

Conseiller de Légation

Secrétaire de la Commission d'Enquête.

Une enquête minutieuse a été faite dès le retour de l'armée belge. Un grand nombre de témoins ont été entendus lors de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le Président du tribunal de 1^{re} instance de Louvain, assisté par M. le juge de paix d'Aerschot.

Celui-ci a consigné les résultats de l'enquête dans le rapport suivant :

« Une batterie d'artillerie sous les ordres du commandant Dingelhof avait au début d'août 1914 pris son cantonnement à Aerschot et exécuté des travaux de retranchement sur les hauteurs de Rillaer. Après deux ou trois jours elle reçut l'ordre de se retirer dans la direction de Louvain. Le commandant Dingelhof fut tué dans un combat aux environs de Werchter.

L'armée régulière fut remplacée par la garde civique de Verriers qui fut chargée de la police de la ville d'Aerschot. Elle se retira à son tour, peu de temps avant l'entrée des Allemands, non sans avoir, à diverses reprises, tiré des coups de fusil contre les avions des éclaireurs allemands, survolant la ville et les alentours.

Le 18 août. — Dès les premières heures du jour, ce fut dans la ville un cortège ininterrompu de villageois traînant avec eux leurs malades et infirmes, leurs vieillards, leur bétail et leurs hardes. Tous se dirigeaient vers Louvain, fuyant l'invasion qui se déchaînait du Nord. Beaucoup d'Aerschotois imitèrent leur exemple et vers la soirée une notable partie de la population avait quitté la ville.

Les fuyards des régions avoisinantes déclaraient que les Allemands incendiaient les villages sur leur passage, massacraient les civils et se livraient aux pires excès. Leurs récits furent taxés d'exagération. On crut à un passage de troupes inoffensif pour des citoyens paisibles et cette confiance entraîna la mort pour un grand nombre de ceux qui avaient gardé foi dans le respect des conventions et la majesté des traités.

La ville était restée dans le plus grand calme. Le bourgmestre feu Joseph Tielemans avait multiplié les appels aux sentiments patriotiques de ses administrés : des proclamations avaient été portées à chaque domicile ; des affiches avaient été apposées à maints endroits en évidence ; les proclamations avaient paru dans les journaux locaux.

Les Aerschotois avaient été invités à déposer leurs armes à l'Hôtel-de-Ville et suite y fut donnée par la généralité des habitants. Dans la soirée, M. Tielemans donne l'ordre de rentrer le drapeau national qui flottait à la plupart des façades. Le 19 au matin, tous les emblèmes patriotiques étaient retirés, sauf à la tour principale de l'église et aux ateliers abandonnés du chemin de fer de l'Etat.

Le 19 août. — Dans la matinée, aux premières heures du jour, les troupes belges se retirèrent en bon ordre, au pas de route vers Louvain.

Peu de temps après, vers huit heures, le commandant Gilson, grièvement blessé, se retirait à son tour, suivant les quelques hommes échappés au carnage et qui avaient si héroïquement et si tenacement arrêté l'avant-garde allemande aux portes d'Aerschot. A peine furent-ils hors de vue que le flot ennemi déferlait sur la ville d'Aerschot, y semant dès le début la destruction et la mort.

Aperçu général des événements du 19 août.

L'armée allemande pénétra dans Aerschot par les portes de la chaussée de Lierre.

Les troupes envahissant le couvent des Pères des Sacrés-Cœurs, situé à l'entrée de la ville et où se trouvaient les locaux de la Croix-rouge, arrêtaient les religieux et les membres porteurs du brassard et firent défense aux brancardiers de rechercher les blessés ou de leur donner des soins.

(Voir dépositions Jean Van Kerckhoven et De Busschere) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

Le bourgmestre fut amené grand'place, et obligé de faire à haute-voix des recommandations au calme dictées par l'officier en chef, et qui n'étaient que la reproduction de celles qui avaient déjà été faites antérieurement et spontanément.

(Déposition Jean Van Kerckhoven) ⁽¹⁾.

La population mâle fut groupée prisonnière, conduite à la « Lei » puis renvoyée chez elle après avoir été soumise à des visites corporelles sans résultat.

A six heures du soir une vive panique, suscitée par des coups de fusil, s'empare des soldats allemands, qui déchargent aveuglément leurs armes dans toutes les directions.

Le major Stenger tombe mortellement blessé : abandonné et privé de toute assistance, il succomba. (Voir déposition F. Tuerlinckx) ⁽²⁾.

Sa mort dont on ne recherche pas les coupables appelle un châtimement immédiat, aveugle et terrible.

Sans jugement aucun le bourgmestre Tielemans, son fils, son frère et plus de cent paisibles citoyens tombèrent sous les balles des bourreaux altérés de vengeance.

Les premières victimes. — Obéissant à un mot d'ordre ou induits en erreur par des chefs sans scrupules, les soldats surexcités par la colère ou la peur commencent immédiatement les massacres sous l'accusation « Sie haben geschossen ». Une de leurs premières victimes est un vieillard âgé de 81 ans, Antoine Boxteyns, assis au coin de la cheminée de sa cuisine. Son neveu Julien De Smet prend la fuite et est abattu dans le jardin attenant. Il est huit heures du matin. (Voir déposition Guillaume Pauwels) ⁽³⁾.

Dès huit heures Edouard Janssens, collé au mur du couvent des Picpus avec son père et d'autres voisins qu'on a extraits de leur habitation, tombe mortellement blessé et succombe. (Voir déposition François Janssens) ⁽⁴⁾.

Vers 9 heures du matin, sous prétexte qu'on a tiré de la rue, un officier se saisit de Gustave Michiels, Chapeauville et des Bruyninckx, père et fils, qu'il sépare de leurs famille atterrées, dé-

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

⁽²⁾ Voir annexe N° 10.

⁽³⁾ Voir annexe N° 10.

⁽⁴⁾ Voir annexe N° 10.

clarant que les innocents paieront pour les coupables. Ils sont immédiatement fusillés. (Déposition Cecile Corens) ⁽¹⁾.

A 9 heures du matin, les Allemands annoncent qu'ils vont incendier les maisons. Le fils de l'imprimeur Tuerlinckx et ce dernier habitant grand'place se précipitent à la rue et le premier, un enfant de 14 ans, est frappé de trois balles. A ce moment régnait le calme le plus complet.

Joseph Claes, sa femme et son jeune enfant se sont réfugiés chez des voisins, rue Courte. A la vue des habitations livrées aux flammes ils prennent la fuite. Un officier donne l'ordre de tirer sur les trois malheureux. Trois coups de feu retentissent, Claes tombe mortellement blessé portant son enfant le bras transpercé de la balle qui a frappé le père. On achève ce dernier à coups de baïonnette. (Déposition Rosalie Toussens) ⁽²⁾.

Les assassins ne peuvent se réclamer d'une excuse quelconque. Il est 2 1/2 heures ; tout est calme en ville : la panique ne s'est produite que vers six heures.

Les francs-tireurs. — Les habitants d'Aerschot n'ont pas échappé à l'accusation portée par les Allemands contre les citoyens paisibles d'autres localités mises à feu et à sang ; les incendies, les déportations et les exécutions n'auraient été que « la sévère mais juste répression des crimes commis par les francs-tireurs belges ».

Les enquêtes faites par l'autorité occupante n'ont révélé aucun cas plus ou moins précis justifiant une accusation aussi odieuse qu'insensée.

Aucun Aerschotois, vif ou mort, n'a été trouvé porteur d'une arme quelconque.

Achille Weygants, accusé de violences, emprisonné durant plusieurs mois rue des Béguines à Anvers, soumis à des interrogatoires serrés et répétés, fut remis en liberté, aucune charge n'ayant pu être relevée contre lui.

Le fils Tielemans aurait, du soupirail de la cave se trouvant sous le balcon où se précipitait Stenger pour se rendre compte de la fusillade qui éclatait, abattu le major allemand par un tir dirigé de bas en haut ! L'autopsie du cadavre de Stenger, pratiquée dans le courant du mois de janvier 1921 par l'autorité judiciaire

(1) Voir annexe N° 10.

(2) Voir annexe N° 10.

belge a établi à toute évidence que Stenger avait eu la poitrine percée de part en part. (Voir le rapport d'autopsie aux annexes) ⁽¹⁾.

Si à l'hypothèse de francs-tireurs disséminés on substitue la version de bandes de francs-tireurs, la ville d'Aerschot ayant été brusquement envahie et dans toute son étendue, celles-ci n'auraient pu échapper à la vigilance des avant-gardes allemandes.

En présence des milliers d'hommes défilant sans interruption quel patriote écerelé aurait posé un acte de démence inefficace et dont l'autorité belge lui avait prédit les irréparables conséquences?

L'acte d'un fou? Un seul cas de folie fut constaté lors de l'entrée de l'armée allemande. Un homme tenta de couper le cou à son fils, puis de mettre le feu à son habitation.

Aucun cas de violence ne fut commis contre l'envahisseur. Cette constatation résulte tant des faits eux-mêmes que des dépositions assermentées des autorités locales qui furent en contact journalier avec les populations.

Les provocateurs allemands. — Il est hors de doute que des coups de feu isolés furent tirés le 19 août 1914, mais ils le furent par des soldats allemands.

Le témoin Louis Cressens déclare que dès le matin deux soldats allemands déchargeaient leurs fusils dans le jardin De Becker joignant la grand'place ; qu'interpellés par d'autres soldats ils répondirent qu'ils tiraient des coups de feu parce que c'était leur bon plaisir ! (Voir déposition Louis Cresens) ⁽²⁾.

Charles Rutgeerts a vu, de sa maison rue Théophile De Becker, alors que tout était tranquille, un cavalier tirant un coup de feu, le canon tourné vers le sol, signal d'un tir général vers les fenêtres des habitations.

Le témoin Merlyn déclare que vers 5 heures, 4 soldats montent chez elle à l'étage et de là se mettent à tirer des coups de fusil.

L'armée belge est à grande distance ; les rues et les maisons sont occupées. A 6 heures éclate un coup de feu suivi de plusieurs autres et dans le fracas le témoin Galema distingue le déclic des canons-mitrailleurs. Conçoit-on à ce moment la présence et l'action de francs-tireurs belges?

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

⁽²⁾ Voir annexe N° 10.

Mort de Stenger. — Le 19 août 1914 vers 6 heures du soir, le major Stenger, faisant partie de l'état-major allemand, fut tué au balcon de la maison Joseph Tielemans.

Les Allemands accusèrent de sa mort le fils même du bourgmestre, Louis Tielemans, un tout jeune homme et qui blessé par le ricochet d'une balle avait cherché un refuge dans les caves de la maison paternelle.

Or, il semble établi à toute évidence, que le major Stenger fut tué par des soldats allemands à la suite d'une panique provoquée par des coups de feu isolés tirés par les Allemands eux-mêmes, du côté opposé à celui de la maison Tielemans.

La preuve en peut être fondée :

1°) sur la déclaration catégorique du témoin François Tuerlinckx, dont le magasin fait face à la propriété Tielemans. Ce témoin a vu le major Stenger paraître au balcon et tomber au moment où plusieurs soldats allemands déchargeaient leurs armes dans la direction du balcon ⁽¹⁾.

A noter de la même déposition que le nommé Carl Ronnewinkel déclara au témoin que Stenger eût pu être sauvé s'il n'avait pas été lâchement abandonné par ses... frères d'armes.

Car Ronnewinkel, ex-officier allemand, bourgmestre imposé par l'autorité militaire ne mit jamais en suspicion l'attitude loyale de Louis Tielemans.

2°) sur les déductions découlant de l'examen des lieux.

Les traces de balles à hauteur d'homme nettement conservées dans les murs de la chambre où tomba Stenger établissent le bien fondé de la déclaration du témoin François Tuerlinckx, à savoir que les projectiles auraient été tirés de la porte d'entrée de la maison du Docteur Vermeulen, actuellement l'étude du notaire Cappuyens.

Au début de 1915, à la suite d'une enquête faite par des officiers allemands, des soldats tirèrent dans la direction de la chambre susmentionnée. Ces balles ont frappé le mur à quelques centimètres plus haut que les premières. On a pu constater que les soldats se trouvaient par suite du terrain en forte montée, à un niveau plus élevé que celui de la maison Vermeulen d'où partirent les coups de feu tirés en 1914.

(1) Voir annexe N° 10.

3^e) sur les conclusions du rapport d'autopsie des médecins légistes. Ceux-ci ont constaté que l'officier allemand avait été frappé d'une balle à hauteur du sein droit, balle qui est ressortie après avoir fracturé une côte. La blessure avait entraîné l'hémorragie signalée déjà par Ronnewinkel.

Cette constatation établit la fausseté évidente d'une blessure causée par un tir de bas en haut, la poitrine ayant été horizontalement perforée.

Siège de l'état-major allemand. — Aussitôt que l'armée allemande eut occupé la ville, l'Etat major établit son siège dans la demeure de feu Joseph Tielemans.

C'est de là que partent tous les ordres, ce dont on peut légitimement conclure à l'unité du commandement et à la responsabilité directe des chefs dans l'exécution des crimes.

C'est du seuil de la maison Tielemans qu'une première fois les civils sont conduits prisonniers à la " Lei ".

C'est de sa demeure que feu Tielemans est conduit, avec brutalité, au milieu de ses administrés, pour leur prescrire de rester bienveillants vis-à-vis des troupes ennemies. (Voir déposition Louis Goossens) ⁽¹⁾.

C'est du balcon de la maison Tielemans qu'un sous officier fait défense aux soldats d'incendier la maison du coin de la grand place et de la rue de Tirlemont afin de ne pas obstruer le passage des troupes (Voir déposition Galema) ⁽²⁾.

C'est de là que le même sous-officier sans faire la moindre réserve pour les hommes valides, ordonne aux soldats chargés de la surveillance de la foule réunie grand place, de ménager la vie des femmes et des enfants. (Même déposition).

C'est au pied de la maison Tielemans que les hommes d'Aerschot, brutalement séparés de leur famille, sont réunis en deux groupes, pour être dans la soirée conduits les uns jusqu'à la maison Mommens, chaussée de Louvain, les autres derrière la propriété Stockmans où sans un semblant de jugement ou d'enquête ils tombèrent sous les balles des soldats transformés en exécuteurs des hautes œuvres allemandes.

La fosse Mommens. — Nous savons par le récit des témoins Victor Merren, François De Winter et Paul Verlinden, les deux

⁽¹⁾ Voir annexe N^o 10.

⁽²⁾ Voir annexe N^o 10.

premiers blessés par les balles, mais tous trois miraculeusement échappés à la mort, comment tombèrent leurs malheureux compagnons. (Voir déposition Victor Morren, François De Winter et Paul Verlinden ⁽¹⁾).

La maison Mommens et les demeures avoisinantes furent livrées aux flammes ; les sinistres lueurs de l'incendie devaient faciliter le tir des gendarmes allemands.

On oblige successivement trois victimes à se mettre sur une même ligne : on leur donne ordre d'avancer dans la direction opposée à celle des exécuteurs. Lorsqu'ils ont fait quelques pas, ils sont abattus à coups de fusil tirés dans le dos ; puis d'autres victimes vont les rejoindre.

Le feu cesse lorsque le dernier Aerschotois gît sur le sol.

Alors le champ de massacre est exploré à la lueur des torches et les blessés et les mourants sont achevés à coups de baïonnette. Personne n'a trouvé grâce.

Ce furent probablement les Allemands eux mêmes qui firent office de fossoyeurs : aucun témoin n'a pu à ce sujet donner de renseignements précis.

Le 1^{er} décembre 1914 la fosse fut ouverte et les cadavres furent retirés en présence de M. l'échevin Cappuyns et sous le contrôle de l'allemand Ronnewinkel qui avait sévèrement interdit la moindre manifestation. Les assistants, rangés au bord de la chaussée, furent successivement autorisés à reconnaître leurs morts.

Puis les martyrs furent transportés au cimetière communal où un emplacement spécial leur fut accordé par l'autorité locale à l'intervention du Comité National.

Le chiffre des cadavres exhumés s'élève à soixante-seize.

La fosse Stockmans. — Le second groupe où se trouvaient le bourgmestre Joseph Tielemans, son frère Emile et son fils Louis, ainsi qu'environ quatre-vingt-dix civils de tout âge et de toute condition, fut amené derrière la maison Stockmans, distante de quelques centaines de mètres du premier champ d'exécution. Les Messieurs Tielemans furent isolés de leurs compagnons.

Ceux-ci inhumainement ligottés par les poignets (quelques-uns mêmes imploraient la mort comme allègement à leurs souffrances) furent obligés, liés deux à deux, de passer la nuit agenouillés contre terre.

(1) Voir annexe N° 10.

Au matin, Stenger fut enterré avec les honneurs militaires et sa dépouille mortelle roulée dans un tapis, enfouie au pied du viaduc de l'entrée de la gare d'Aerschot.

Immédiatement après la famille Tielemans fut envoyée à la mort. (Voir déposition F. Galema). ⁽¹⁾

Il est établi par la déposition du témoin Achille Claes, (Voir déposition Achille Claes) ⁽²⁾ que feu le bourgmestre et son frère invoquèrent en vain leur attitude et franche et loyale vis-à-vis de l'envahisseur, leur urbanité vis-à-vis des officiers qui furent leurs hôtes, l'attitude si paisible de toute la population.

On ne tint compte d'aucun témoignage quelque autorisé et quelque impressionnant il pût et dût paraître.

Les officiers mettent fin à la conversation et se dirigent vers la maison Stockmans. Mais arrivés à mi-chemin, l'un d'eux revint sur ses pas et l'exécution des victimes est ordonnée sans qu'il soit procédé à la moindre instruction et sans qu'intervienne un semblant de jugement.

Un bref commandement et les victimes s'affaissent

Puis les soldats prennent au hasard, parmi les plus jeunes un sur trois de leurs prisonniers, vingt-neuf sont fusillés.

Les survivants sont renvoyés par la ville où à nouveau la plupart d'entre eux sont arrêtés et internés. (Voir déposition Charles Stockmans) ⁽³⁾.

L'exécution eut lieu dans la matinée du 20 août : deux équipes d'Aerschotois prisonniers civils furent chargés de mettre en terre les restes de leurs malheureux et infortunés compatriotes (Voir déposition Charles Stockmans) ⁽⁴⁾.

La fosse fut ouverte le 15 décembre 1914 en présence de l'autorité belge locale.

Quelques mois après la population fit à son regretté bourgmestre, conduit à sa dernière demeure, des funérailles dont la simplicité et la dignité attestaient leur vénération en même temps qu'elles clamaient aux envahisseurs le passé sans tâche de ceux dont ils continuaient à souiller la mémoire après les avoir mis dans l'impossibilité de prouver l'irréprochabilité de leur conduite.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

⁽²⁾ Voir annexe N° 10.

⁽³⁾ Voir annexe N° 10.

⁽⁴⁾ Voir annexe N° 10.

Les incendies. — Dès le 19 août, vers midi, les premières maisons furent livrées aux flammes.

Après la seconde retraite de l'armée belge, au mois de septembre, les Allemands incendièrent une grande partie de la ville d'Aerschot.

Leur rage de destruction ne s'arrêta pas aux habitations particulières.

L'hôtel-de-ville, l'école, des refuges pour gardes-barrière au service de l'administration des chemins de fer ne furent pas épargnés.

Dès le premier jour le feu fut mis à la magnifique église paroissiale dont une partie (portail, autel, tableaux), fut fortement endommagée.

Le chiffre des immeubles détruits ou gravement endommagés s'élève à trois cent soixante-six.

Les pillages. — Dès le jour de leur entrée à Aerschot, les soldats livrèrent au pillage les maisons abandonnées dont ils enfonçaient les portes et fenêtres à coups de pied et de hache.

Aucune distillerie, aucune cave particulière ne fut respectée et c'est revolver au poing que soldats et sous-officiers dévalisèrent les caves ou se firent remettre l'alcool meurtrier.

Dans la nuit du 21 au 22 août la quasi totalité de la population (hommes, femmes, enfants, nouveaux-nés) fut enfermée jusqu'au lendemain dans l'église paroissiale. Lorsque les femmes et les vieillards purent rentrer chez eux leurs épargnes et maints objets de valeur avaient disparu.

Et lorsque vers la mi-septembre la ville fut abandonnée par la population fuyant le retour de l'occupant, celui-ci eut toute facilité et ne se fit pas faute d'envoyer en Allemagne les meubles et les objets qu'il trouvait à sa convenance.

Ronnewinkel. — Lorsque les premières autorités belges rentrèrent à Aerschot fin octobre 1914, elles se trouvèrent en présence d'un nommé Carl Ronnewinkel, ancien cabaretier à Hamont, fournisseur des armées belge et allemande, sujet allemand, homme intelligent et instruit, mais d'une moralité plus que douteuse et d'une honnêteté des plus relatives.

Des affiches annonçaient à la population qu'il avait été installé comme ff. de bourgmestre par l'autorité occupante. Cette proclamation fut presque immédiatement remplacée par une autre d'où la restriction « faisant fonction » avait été éliminée.

Son intervention politique se borna à la police de la ville. Les pouvoirs relevant de la souveraineté belge lui furent toujours énergiquement disputés et refusés.

Ronnewinkel et son entourage composé de sujets allemands, suisses et d'un déserteur belge, Frédéric Buggli, se livrèrent à un trafic commercial intense tant avec la population belge et dans leur intérêt particulier qu'avec l'intendance militaire qu'ils pourvoyèrent de bétail et d'objets indispensables aux opérations du front : fagots, bois de tranchées, foin, litières.

La bande Ronnewinkel s'éclipsa fin 1918 avec l'armée allemande en fuite et s'établit en Bavière, à Hagenheim, à proximité de la frontière suisse.

Evacuation des locaux de la Croix-Rouge belge. — Les blessés allemands étaient soignés à l'hôpital de la ville ; les blessés belges étaient logés au couvent des Pères des S. C.

Le 25 août, un officier allemand annonce aux soldats belges (auxquels probablement on avait négligé d'enlever les armes et les munitions) qu'ils seraient tous fusillés au cas où ils se serviraient de leurs armes.

Par une coïncidence assez bizarre, alors que les alentours de la ville sont complètement aux mains des Allemands, des coups de feu sont constamment tirés aux portes du couvent.

Le témoin Jean Van Kerckhoven, blessé et membre de la Croix-rouge, signale immédiatement à un soldat ennemi la manœuvre dont la signification éclate à toute évidence.

Le lendemain, les malades sont réunis à la cour de l'établissement ; les religieux sont accusés d'être les francs-tireurs de la nuit et emprisonnés dans l'église paroissiale. Les femmes, les enfants, les vieillards sont expédiés vers Louvain.

Le couvent de Picpus se trouva complètement à la disposition des troupes allemandes.

Déportation des Pères des S. C. — Les religieux et d'autres membres du clergé belge furent gardés dans l'église jusque vers le 6 septembre.

Après une semaine de privations de toute espèce et de mauvais traitements ils furent déportés en Allemagne où ils se trouvèrent en butte aux injures de la population exaspérée et accourue sur leur passage.

Ils furent internés au camp de Sennelager. Le 20 décembre suivant, on les réexpédia en Belgique, non sans leur avoir fait préalablement payer, de ce qui leur restait d'argent non extorqué,

leurs frais de voyage. Et leurs habits ne leur ayant pas été restitués ils rentrèrent au pays en tenue de forçats.

L'expulsion vers Louvain. — Le 28 août, vers 9 heures du matin, un triste cortège défilait devant les maisons en ruines et les tombes des Aerschotois assassinés.

Un millier de personnes de tout âge et de toute condition, des vieillards, des malades, des paralytiques, des femmes portant ou traînant des petits enfants étaient dirigés vers Louvain en flammes.

Ceux qui ne pouvaient marcher étaient jetés sur des charrettes à bras auxquelles on attelait les hommes et les jeunes gens valides. (Déposition Julien Van Praet) ⁽¹⁾.

A l'entrée de la ville ils furent accueillis à coups de feu. Quelques-uns parvinrent à fuir à travers champs ; d'autres furent grièvement blessés (déposition Emilie Janssens) ⁽²⁾ ou perdirent la vie. (Témoignage Claes, Isidore) ⁽³⁾.

Le grand nombre des évacués furent enfermés dans les écuries de la caserne, rue du Manège, où toute nourriture leur fut refusée, exception faite pour quelques-uns des plus petits enfants qui reçurent à boire.

Le lendemain ceux qui n'avaient pu fuir furent à nouveau en groupe dirigés vers Aerschot. A hauteur des ateliers du chemin de fer, chaussée de Louvain, ils furent divisés en deux groupes, les hommes furent enfermés dans l'église, les femmes dans la maison du notaire Fontaine.

Déportés vers Louvain le 28 au matin, ce ne fut que le 30 que les hommes reçurent de quoi se sustenter. (Déposition Jules Van Praet) ⁽⁴⁾.

Les premières déportations de civils. — Le 21 août 1914, au soir, l'église paroissiale se trouva bondée d'Aerschotois et d'étrangers de passage à la ville.

Le 22 au matin, vers dix heures, on relâcha successivement les femmes et les enfants, puis les vieillards ayant dépassé l'âge de soixante ans.

Le 23, 30 habitants furent déportés et emprisonnés à Liège. Le 6 octobre 1914 furent déportés en Allemagne jusqu'au 12 février 1915 une soixantaine d'autres habitants.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

⁽²⁾ Voir annexe N° 10.

⁽³⁾ Voir annexe N° 10.

⁽⁴⁾ Voir annexe N° 10.

Meurtre du curé de Gelrode, M. Dergend. — Un nommé Vounckx, machiniste au chemin de fer de l'Etat se trouvait blessé à Gelrode. Comme on ne pouvait lui donner les soins médicaux nécessaires à son état, le curé de Gelrode, M. Dergend, le conduisit à Aerschot à l'effet de le confier à la Croix-rouge. Aux portes de la ville le curé Dergend fut arrêté et emmené prisonnier avec d'autres civils à proximité de l'église paroissiale. Il est établi que le courageux ecclésiastique, à raison même de son caractère religieux, fut une victime particulièrement désignée aux violences des calvinistes et protestants allemands.

La haine de ces derniers pour les prêtres belges, qu'ils accusaient d'être les chefs des francs-tireurs et les excitateurs de la population, n'était guère par eux dissimulée. (Voir dépositions Joseph Meeus et Louis Cresens) ⁽¹⁾.

Il résulte des déclarations de plusieurs témoins oculaires entre autres celles de Henri Van Zandvoort et Marie Van der Bempt que M. Dergend subit les pires traitements et les plus ignobles voies de fait.

Le corps du malheureux curé Dergend fut retiré du Démer près du pont de Gelrode, Le cadavre était presque complètement dévêtu et percé de plusieurs balles.

Le respect des faibles. — Il est impossible d'énumérer toutes les violences exercées par la soldatesque ou leurs chefs sur des vieillards, des enfants, des femmes sans défense et qui au besoin pouvaient se réclamer soit de leurs fonctions, soit de leur situation spéciale.

Un vieillard arraché de son lit et qui ne s'habille pas assez prestement au gré des expulseurs, est roué de coups de poing et de crosses de fusil. (Voir déposition Jean Van Kerckhoven) ⁽²⁾.

La femme Edouard Dickens s'est accouchée le 19 août 1914 vers sept heures du soir ; son mari la descend au rez-de-chaussée afin de la transporter en ville. Les soldats qui ont fait irruption dans la maison l'obligent elle et ses petits enfants, sous menaces de mort, de s'agenouiller devant eux jusqu'à leur départ. Le témoin De Busschere, religieux de Picpus a trouvé à proximité du couvent le cadavre d'une jeune fille de 20 ans ; une pauvre femme est criblée de balles au seuil de sa demeure et succombe.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

⁽²⁾ Voir annexe N° 10.

Une jeune fille, simple d'esprit, Adrienne Van den Bempt, dont le père et les deux frères ont été assassinés dans la nuit du 19 au 20 août, subit les derniers outrages d'un soudard allemand.

Les sœurs infirmières de l'hôpital d'Aerschot ont fui lors de la rentrée des troupes allemandes en septembre 1914. Une seule est restée à son poste, sœur Louise, assistée d'une jeune fille courageuse Gabrielle Peki. Elles ne veulent pas abandonner les malades qui ne peuvent être transportés. Un officier teuton accompagné de soldats les oblige à le suivre la nuit sous prétexte de visiter l'immeuble et tente d'abuser d'elles. Devant leur énergique résistance il est obligé de battre en retraite. (Voir déposition Geuns, Léocadie) ⁽¹⁾.

L'église convertie en prison est bondée de femmes et d'enfants. Au milieu de la soirée des salves successives sont tirées à l'intérieur de l'église et les prières des agonisants sont récitées à haute voix par les malheureux auxquels on s'est plu à annoncer que leur dernière heure allait sonner.

De confidences discrètes, il résulte que de nombreux attentats ont été commis et exécutés sur des jeunes filles, des femmes mariées, des vieilles religieuses.

Il est des crimes que la dignité personnelle et le sentiment de l'honneur se refusent à divulguer.

(s) Plétinckx.

Il y a lieu de rapprocher de ce rapport le cinquième rapport de la Commission d'Enquête, publié par les soins de celle-ci et daté d'Anvers, septembre 1914 ⁽²⁾. Ce rapport contient la déposition de Madame Tielemans, veuve de l'infortuné bourgmestre d'Aerschot.

A M. Carton de Wiart, Ministre de la Justice,

Monsieur le Ministre,

L'armée belge sortant du camp retranché d'Anvers, a refoulé, pendant les journées du 10 au 14 septembre, les troupes allemandes qui se trouvaient devant elles.

Occupant Malines, Aerschot et Diest, elle s'est avancée jusqu'aux portes de Tirlemont et de Louvain, en même temps qu'elle repoussait l'ennemi jusqu'à Werchter et Vilvorde.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 10.

⁽²⁾ Extrait de la brochure *Rapports sur la violation du droit des gens en Belgique*. Premier volume, Paris, Berger Levrault, 1916.

Les opérations militaires ont permis à de nombreux témoins des régions envahies de se rendre à Anvers.

D'autre part, un de nos secrétaires, M. Orts, a pu constater personnellement, dès l'expulsion des troupes allemandes, les ravages commis dans la ville d'Aerschot. Le rapport qu'il nous a fait vous a été transmis le 1^{er} septembre.

Il vous aura édifié, M. le Ministre, sur les excès commis par les troupes allemandes. Ces excès ont duré pendant toute l'occupation ; ils sont le fait aussi bien des troupes régulières que de la Landsturm qui, vers la fin du mois d'août, a remplacé l'armée active.

Les assassinats, les pillages, les viols, les attentats contre les personnes et les propriétés n'ont cessé qu'au moment de l'entrée des forces belges dans Aerschot.

Il y a plus : la Landsturm n'a pas même respecté, dans les églises et les établissements religieux, les tabernacles qui jusque-là étaient demeurés intacts, par exemple au Collège St Joseph et dans la chapelle de l'Institut des Picpus.

Un soldat belge, volontaire de carrière au 6^e régiment de ligne, nous a exposé le traitement odieux auquel ont été soumis de nombreux blessés belges à Aerschot. Blessé au bras gauche, il avait été fait prisonnier par les Allemands, le 18 août au matin. Il fut conduit avec vingt-sept autres prisonniers sur la chaussée qui longe le Démer. Deux compagnies allemandes s'y trouvaient. Tous les prisonniers furent chassés devant elles et fusillés. Ceux qui, pour échapper à la fusillade, se jetèrent dans le Démer y furent tués à coups de feu. Le témoin, à la première décharge, se jeta à terre faisant le mort. Un soldat s'acharma de lui et voyant qu'il vivait, s'apprêta à l'achever en lui tirant un coup de feu. Un officier intervint, disant qu'une balle était de trop et ordonna de le jeter dans le Démer. Le témoin parvint à se raccrocher à la branche d'un buisson ; appuyant les pieds sur les pierres du fond, il passa la nuit dans l'eau ; la tête seule émergeait. Le lendemain il sortit de la rivière, entra par les jardins dans une maison abandonnée, y revêtit des habits civils et se joignant à des habitants qui fuyaient, parvint à se sauver. Des 28 prisonniers, lui et un autre purent seuls échapper. Le témoin est actuellement en traitement dans une ambulance à Anvers.

Vous connaissez, M. le Ministre, le prétexte invoqué par les Allemands pour expliquer leurs attentats. Ils veulent y voir des représailles destinées à venger le meurtre d'un de leurs généraux qui aurait été tué à Aerschot par les fils du bourgmestre.

Notre rapport du 28 août a démontré l'invraisemblance de cette version.

Les témoignages concordants des habitants d'Aerschot entendus par nous établissent que le coup de feu qui a atteint cet officier supérieur a été tiré par les troupes allemandes qui tiraillaient dans la ville.

Nous croyons devoir reproduire au sujet de ces faits, une lettre qui nous parvient aujourd'hui même et dans laquelle Madame Tielemans, veuve de l'infortuné bourgmestre d'Aerschot, actuellement en sécurité à l'étranger, expose les événements qui se sont produits :

« Les faits se sont passés comme suit : Vers 4 heures de l'après-midi, mon mari distribuait des cigares aux sentinelles postées à la porte. Je l'accompagnais. Voyant que le général et ses aides nous observaient du haut du balcon, je lui conseillai de rentrer. A ce moment, jetant un coup d'œil sur la grand'place où campaient plus de 2.000 Allemands, j'ai vu distinctement deux colonnes de fumées suivies d'une fusillade : les Allemands tiraient sur les maisons, envahissaient les maisons. Mon mari, mes enfants, les domestiques et moi n'avons eu que le temps de nous précipiter dans l'escalier donnant dans la cave. Les Allemands tiraient même dans les vestibules. Après quelques instants d'angoisses sans nom, un des aides de camp du général descendit, disant : Le général est mort, où est le bourgmestre ? Mon mari me dit : « Ceci sera grave pour moi ». Comme il s'avavançait, je dis à l'aide de camp : « Vous pouvez constater, Monsieur, que mon mari n'a pas tiré. — C'est égal, me répondit-il, il est responsable. Mon mari fut emmené. Mon fils qui était à mes côtés, nous a conduits dans une autre cave. Le même aide de camp est venu me l'arracher, le faisant marcher devant lui à coups de pieds. Le pauvre enfant pouvait à peine marcher. Le matin, en entrant dans la ville, les Allemands avaient tiré dans les fenêtres des maisons ; une balle avait pénétré dans la chambre où se trouvait mon fils et, ricochant, l'avait blessé au mollet. Après le départ de mon mari et de mon fils, j'ai été conduite dans toute la maison par des Allemands qui braquaient des revolvers sur ma tête. J'ai dû voir leur général mort. Puis on nous a jetées, ma fille et moi, hors de la maison, sans paletot, sans rien. On nous a parquées sur la Grand'Place. Nous étions entourées d'un cordon de soldats et devions voir l'embrasement de notre chère cité. C'est là, qu'à la clarté sinistre de l'incendie, j'ai vu pour la dernière fois, vers 1 heure du matin le père et le fils liés l'un à l'autre. Suivis de mon beau-frère ils allaient au supplice.

Ces mauvais m'ont pris tout ce que j'aimais et maintenant ils voudraient enlever l'honneur d'un nom que je suis fière de porter. Non, M. le Ministre, je ne puis laisser s'accréditer de mensonge. Sur l'honneur, je vous affirme que nous ne possédions plus une arme.

Ma tête a été mise à prix ; j'ai dû fuir de village en village. N'était-ce pas pour faire disparaître un témoin ?

Beggynendyk.

Les Allemands arrivèrent à Beggynendyk le 19 août 1914. Ils incendièrent sans raison une ferme du village. Le 28 août 1914, ils arrêtèrent plusieurs habitants et les déportèrent en Allemagne d'où ils ne purent revenir qu'au début de l'année 1915.

Plusieurs fermes et habitations furent pillées.

Au début de septembre le nommé Van Bael ayant refusé de livrer de la farine aux envahisseurs, les Allemands mirent le feu à son moulin après l'avoir obligé d'y entasser du bois et des copeaux.

Le 16 septembre 1914, le nommé Heremans, Louis, qui n'obéissait pas à l'ordre d'un soldat d'une patrouille qui lui commandait de s'arrêter fut abattu à coups de fusil.

Cortryck Dutzel.

Le 19 août 1914, des patrouilles allemandes arrivèrent à Cortryck-Dutzel. Ils arrêtaient, on ne sait pour quel motif les nommés Van Meerbeek, Frans, Edouard et Vital ; Desmedt, Gustave et Coosemans, Pierre-Jules. Ces malheureux furent amenés à Linden où ils furent tués à coups de crosses et de baïonnettes en même temps que plusieurs habitants de ce village. (Voir rapport 1^{er} canton Louvain Linden).

Plusieurs immeubles furent pillés par les soldats. .

Trois maisons furent incendiées sans aucune raison d'ordre militaire.

Au cours du combat qui eut lieu dans la suite, contre les troupes belges, l'église fut sérieusement endommagée par l'artillerie allemande.

Gelrode.

Le village de Gelrode est une des communes rurales du canton d'Aerschot qui ont eu le plus à souffrir de l'invasion allemande.

Les Allemands y arrivèrent le 19 août. Dès leur arrivée ils pillèrent les maisons, arrêtaient les habitants. Les nommés Vervoort, Corneille et Pierre sont emmenés à Werchter et fusillés près du pont. Van Campenhout, Ernest et Van den Vonder, Louis son beau-frère sont arrêtés ; on retrouva leurs corps dans la citerne d'une maison située sur le territoire de Rotselaer.

7 habitants de Gelrode furent également arrêtés dans la soirée du 19 août sans raison aucune. Ils furent enfermés dans l'église et le 20 au matin, on les fusilla. Rien cependant dans l'attitude de ces malheureux ne peut justifier de tels crimes. Le vénérable curé de Gelrode, M. Dergend, Pierre fut fait prisonnier, emmené à Aerschot où il dut subir un véritable martyr avant d'être passé par les armes. Son corps fut jeté dans le Démer ⁽¹⁾.

(1) Voir annexe N° 11.

Pendant que ces crimes se commettaient les soldats pillaient et incendiaient les maisons, brutalisaient et maltrahaient les habitants qu'ils rencontraient.

En tout 23 maisons furent incendiées dans les journées du 19 et 20 août 1914, et 12 habitants tués.

Le 28 août, les Allemands arrêrèrent sans motif 97 habitants de Gelrode, sans respecter ni le sexe, ni l'âge, ni la condition. Ces malheureux furent envoyés comme prisonniers civils au camp de Munster. Leur captivité fut un long martyre. Ils ne purent rentrer à Gelrode que dans le courant de l'année 1915.

Langdorp.

Le 19 août 1914, les Allemands arrivèrent à Langdorp. Ils incendièrent sans motif deux immeubles du village. Plusieurs autres maisons furent pillées. Ils arrêrèrent, on ne sait pour quel motif, le nommé Cuypers, Auguste. Ce malheureux fut tué par les soldats et son corps ne fut retrouvé que le 11 décembre 1914.

Deux habitants de Langdorp qui avaient cherché un refuge à Aerschot, furent arrêrés sous prétexte qu'ils avaient tiré sur les troupes allemandes et fusillés, au cours des massacres qui eurent lieu dans cette ville.

Ce sont les nommés Herman, François et Van Gansbergen, Isidore.

Rhode St Pierre.

Le 19 août 1914, à leur arrivée à Rhode St Pierre, les Allemands incendièrent la ferme Van der Elst.

On ignore la raison de cet acte.

Plusieurs autres habitations furent pillées, plusieurs vols furent commis.

Ce même jour le nommé Van den Berghé, Louis fut arrêré et fusillé par les Allemands. Rien dans l'attitude de ce malheureux ne peut justifier ou même expliquer cet acte.

Le 9 septembre 1914, le nommé Miseur, Karel eut le même sort.

Au début de l'occupation, plusieurs civils furent arrêrés sans motif. Ils furent emmenés avec les troupes dans des villages des environs et relâchés au bout de quelques jours. Pendant leur captivité ils eurent à subir toutes sortes de mauvais traitements.

Rillaer

Quand le 19 août 1914, les Allemands arrivèrent à Rillaer ils pillèrent bon nombre de maisons.

32 immeubles furent incendiés sans aucune raison d'ordre militaire et sans que les habitants eussent rien fait pour que le village fut détruit de la sorte. La plupart des habitations incendiées se trouvent le long de la grand'route d'Aerschot.

Le lendemain de l'incendie on retrouva dans les ruines de sa demeure le corps complètement carbonisé du nommé Branders, François. Celui-ci était malade et on suppose qu'il a été dans l'impossibilité de fuir.

La plupart des habitants s'enfuirent vers Aerschot. 8 d'entre eux furent massacrés dans cette ville. Plusieurs habitants furent arrêtés dans leur fuite et conduits à Liège où ils furent retenus prisonniers pendant 2 à 3 mois à « La Chartreuse ». Pendant leur captivité, ils eurent à subir toutes sortes de mauvais traitements.

Le 19 août, des soldats allemands violèrent entre autres la petite Irma D. W. âgée de 11 ans.

Thielt Notre-Dame.

Un habitant de ce village fut tué au cours des massacres de Louvain. C'est le nommé Berchmans, Eriphore. Les deux amis qui avaient fui avec lui, les frères Joseph et Richard Taverniers furent blessés.

A l'arrivée des Allemands à Thielt-Notre-Dame, plusieurs vols et pillages furent commis.

Betecom — Hauwaert — Nieuwenrode.

Dans ces trois localités l'enquête n'a relevé aucun fait très important.

A leur arrivée les Allemands ont pillé quelques maisons.

A Hauwaert plusieurs habitants furent arrêtés et déportés en Allemagne. Ils ne revinrent qu'au début de l'année 1915.

VI. — CANTON DE HAECHT.

Le mercredi 19 août 1914, des soldats allemands, en lutte avec les arrière-gardes de l'armée belge, envahirent brusquement certaines communes du canton. Partout leur entrée fut marquée par des excès de tout genre : les habitants ne purent rester nulle part.

Le lendemain, ils passèrent dans tous les villages du canton et marchèrent en colonnes serrées sur Bruxelles. Sur leur passage ils incendièrent les maisons, tuèrent des civils sans aucune forme de procès, pillèrent et volèrent. Leur chemin se reconnaissait aux ruines amoncelées parmi lesquelles on voyait même à certains endroits des cadavres de civils.

Après les massacres des premiers jours, le calme se rétablit et diverses personnes rentrèrent chez elles. Mais à la suite de la première attaque des Belges venant de la place d'Anvers, la haine des envahisseurs se ralluma envers les civils. Ce fut un saut qui peut général. On incendiait, on tuait, on enfermait les habitants dans les églises.

Du 27 au 29 août 1914, à la suite d'un plan concerté d'avance, les civils furent pris et déportés en masse. Des centaines de personnes du canton furent exilées. A chaque attaque des Belges, les Allemands, furieux des pertes subies s'en prenaient aux quelques civils restés sur place, ou bien saccageaient ou incendiaient les maisons.

Une accalmie se produisit après la prise d'Anvers et depuis lors la plupart des habitants sont revenus et se sont installés dans ce qui existait encore de leur habitation.

Baal.

Les Allemands sont entrés à Baal le 19 août 1914. Dans le but de terroriser la population et sans que celle-ci ait en rien manifesté son hostilité ils mirent le feu à plusieurs maisons.

Tout rentra dans le calme jusqu'au 28 août, date à laquelle des soldats allemands revinrent et mirent le feu à d'autres maisons. On ne sait pour quelles raisons ils agirent ainsi.

Le 25 septembre 1914, sous le faux prétexte qu'il avait tiré sur les troupes qui défilaient à travers le village, le nommé Aertgeerts, Joseph, fut arrêté et fusillé par les Allemands. En même temps que lui, 8 autres personnes furent arrêtées et envoyées en Allemagne pour plusieurs mois. Elles ne rentrèrent en Belgique qu'à la fin de janvier 1915.

Boortmeerbeek.

Lors de l'entrée des Allemands, le 20 août 1914, le village de Boortmeerbeek fut pillé, de nombreuses maisons incendiées, des

civils tués. Les Allemands prétendaient que la population avait tiré ; Joseph Salu et Rosalie Peeters furent tués par les soldats.

Le 26 août, les Allemands incendièrent encore des maisons pour se venger de l'attaque des Belges qui avait eu lieu dans les environs. Le cadavre du nommé François Andries fut retrouvé ce jour le long de la route de Haecht. On ignore dans quelles circonstances il fut tué.

De nombreux habitants furent arrêtés et conduits à Bueken et à Campenhout. En route ils furent maltraités et frappés. Les uns furent emmenés en Allemagne, les autres furent relâchés.

Dans le village de Boortmeerbeek 106 maisons, l'église, la maison commune et l'école furent incendiées.

Hever.

A partir du 20 août 1914, des patrouilles allemandes circulèrent dans le village. Tout resta cependant calme. Le 26 août, après la première sortie que les Belges firent d'Anvers, les Allemands se vengèrent sur la population civile de l'attaque qu'ils venaient de soutenir.

De nombreuses maisons furent pillées. Il faut signaler le pillage du château de Schiplaeken, appartenant à M. le Procureur Général Terlinden, qui fut pillé de fond en comble. Toute l'argenterie et les œuvres d'art furent volées.

Le nommé Antoine Janssens, fut tué à coups de fusil par des soldats. Le nommé Léopold Perremans fut grièvement blessé.

Plusieurs civils furent arrêtés et emmenés en Allemagne. Parmi ceux-ci un témoin déclare avoir vu des soldats allemands achever des soldats belges blessés.

Le 1^{er} septembre, les Allemands arrêtaient plusieurs civils. Ce sont :

Henri Rompaye, Edouard Van Horembeek, Théophile et Edouard Van den Brande, Jean Verbinnen, Van Aerschot, ces deux derniers de Malines. Ils furent amenés au château de Fierland à Campenhout ; depuis, on n'a plus eu de leurs nouvelles et on a perdu leurs traces. (Voir en annexe la déposition du témoin Van der Borgh, Frans) (1).

(1) Voir annexe N° 12.

Le 26 août la petite Thérèse V..., âgée de 15 ans, fut violée dans une allée du parc Terlinden.

On compte pour la commune de Hever 34 maisons incendiées. L'église et l'école de Schiplaeken devinrent également la proie des flammes.

Wespelaar.

Le 20 août 1914, les Allemands envahirent la commune. Des incendies éclatèrent un peu partout. Ce jour-là Alphonse Van de Venne fut tué, puis on incendia sa maison ; sa fille Marie fut brûlée vive. (Voir en annexe la déposition de M. Van de Venne) ⁽¹⁾. Virginie Meutermans, épouse Charles Dierckx et Joseph Mertens furent tués et Corneille Dierckx blessé au bras. Près du pont, des Allemands tuèrent sans motif Alphonse Geets ; François Engels fut tué et sa sœur Marie Engels blessée. Des Allemands incendièrent la maison de François Andries ; ses parents Charles Andries et Rosalie Coorbeels périrent dans les flammes. (Voir en annexe la déposition de Marie Lens, épouse Andries) ⁽²⁾.

Le 25 août 1917 des soldats allemands incendièrent la maison de Charles Verstraeten et malgré les prières et les supplications de 5 soldats belges blessés se trouvant dans la maison, aucune aide ne leur fut prêtée ; ils succombèrent dans les flammes. Un soldat belge fut jeté dans les ruines fumantes d'une maison. (Voir en annexes les dépositions des témoins Lens et Verstraeten) ⁽³⁾.

Le 26 août vers le soir Joseph Verboven, François Decoster et Emile Penninckx furent pris et emmenés par les Allemands ; François Van Osterwyck fut tué d'un coup de fusil.

Le 27 août, des soldats allemands firent la chasse aux civils pour la déportation. Ce même jour Louis Lodewyckx fut pris. On retrouva son cadavre à Wakkerzeel.

Le 28 août, Louis Mertens tomba aux mains des Allemands. Son cadavre fut retrouvé à Wakkerzeel.

Le 7 septembre 1914 des soldats allemands sous la conduite d'un officier tuèrent à coups de fusil Charles-Louis Martens ; le père Martens, Auguste, échappa et se réfugia dans son grenier auquel les Allemands mirent le feu. Horriblement brûlé il réussit à se sauver.

48 maisons furent incendiées.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 13.

⁽²⁾ Voir annexe N° 13.

⁽³⁾ Voir annexe N° 13.

Holsbeek.

Les Allemands sont passés par la commune le 19 août 1914. Tout resta calme. Mais à la suite de la troisième et dernière offensive des Belges, sortant d'Anvers, les soldats allemands s'élancèrent dans le village et incendièrent des maisons. L'épouse Jean-Baptiste Jacobs succomba à la suite des blessures occasionnées par des coups de feu. Félix Jacobs fut trouvé mort. Ces faits se sont passés au début du mois de septembre.

31 maisons furent détruites par le feu.

Keerberghen.

Le 20 août 1914, des patrouilles allemandes passèrent en reconnaissance. L'ennemi ne prit possession de la commune, protégée par la Dyle, que lors du siège d'Anvers. Au commencement du mois de septembre 1914, après un combat entre patrouilles, les Allemands furieux des pertes subies, mirent le feu à plusieurs maisons notamment près du pont Hansbrug.

6 maisons furent incendiées, ainsi qu'un moulin à vent, une meunerie et une brasserie.

Plusieurs habitants furent maltraités.

Haecht.

Le 20 août 1914, les Allemands entrèrent dans le village de Haecht. Beaucoup d'habitants se sauvèrent à leur approche. Sans raison aucune, les Allemands tuèrent à coups de fusil Cleynhens, De Coster, Hemeleers et Van Bostraeten. Louis Decoster fut grièvement blessé. Près de l'écluse de Campenhout, Joseph Verschueren fut atteint de plusieurs balles, pris par les Allemands et déporté en Allemagne.

Le 27 août, les Allemands, on ne sait pour quelle raison, arrêtaient tous les habitants et les enfermèrent dans l'église. Le lendemain 104 habitants furent déportés en Allemagne. Ils ne purent rentrer à Haecht qu'en février 1915. Le 13 septembre les Allemands recommencèrent à piller. De nombreuses maisons furent incendiées.

Le 17 septembre les soldats firent sauter la tour de l'église.

Rotselaer.

Dès le 16 août 1914, les Allemands entrèrent au village de Rotselaer. Tout resta calme jusqu'au 20 août. Ce jour là, on ne sait pour quelle raison, les soldats allemands se ruèrent à travers la commune. Des incendies éclatèrent un peu partout. Ce même jour, Franz Lambrechts, Louis et Alphonse Maes, Alphonse Vandevelde et Pierre Smedts furent pris et tués. Le 22 août suivant, tous les hommes furent enfermés dans l'église. Le 25 août on trouva le cadavre de Louis Van Huyck sur un champ près de la chaussée conduisant à Werchter.

Le 26 août furent tués par les Allemands :

Louis Van Tongelen, François Geets, un vieillard de 74 ans, Louis et Jean Van Deuren, Alphonse Feyaerts qui se trouvait à côté de sa femme dans son jardin, Charles Van Meel, Constant Van Crieckingen, Auguste Anthonissen et Louis Van der Elst.

Le même jour François Van Crieckingen fut blessé et envoyé quelques jours après comme déporté en Allemagne.

Le 27 août, Joseph Smedts fut tué. Les Allemands emmenèrent les hommes pour les déporter en Allemagne.

Le 28 août, Guillaume Meulemans, 81 ans, fut tué près de Wattermolen et Lambert Van de Wal fut tué dans un bois au Heikant. Fin août, Joseph Feyaerts et Henri Huybrechts, ce dernier âgé de 73 ans, furent tués par des soldats allemands.

Pendant ces jours d'horreur, 124 personnes furent prises et conduites, à grand renfort de menaces et de coups, à Nosseghem où elles durent monter dans le train pour l'Allemagne. (Voir en annexe la déposition du curé de Rotselaer) ⁽¹⁾.

Durant le voyage vers l'exil, le nommé Jean Maleve, de Hérent, fut tué.

A la suite de ces déportations le village fut abandonné par la plupart des habitants et un grand nombre de familles se réfugia en Angleterre.

19 personnes furent tuées à Rotselaer.

67 maisons furent incendiées.

Ces crimes furent commis sous le prétexte habituel que la population civile avait tiré.

(1) Voir annexe N° 14.

Thildonck.

L'entrée des Allemands se fit le 20 août 1914. Des uhlans entrèrent les premiers. Sans raison ils abattirent à coups de feu :

Pierre Verbinnen, de Rotselaer, Alphonse Stroobants et Edouard Lens, tous deux de Thildonck.

Un officier les accompagnait.

Un peu plus tard, un troisième civil du nom de Louis Lens fut tué.

Le 25 ou le 26 août 1914, Albert Vercaeren, se trouvant dans le corridor de sa maison, fut frappé d'une balle allemande. La mort fut instantanée ; puis on incendia la maison.

A la fin du même mois Ambroise Van Crieckingen, pris par les Allemands, fut tué à Louvain.

Bon nombre de maisons furent incendiées.

Le 26 août 1914, à la suite d'un combat avec les Belges, des soldats allemands conduits par un officier envahirent la ferme d'Isidore Valkeneers. Le fermier fut pris en même temps que Jules et François Valkeneers, ces derniers furent abattus à coups de fusil. Le feu fut mis à la demeure et pendant que la mère et les enfants se trouvaient réunis dans le jardin, les Allemands tirèrent sur eux, tuèrent quatre filles, âgées respectivement de 19, 18, 7 et 2 ans, et blessèrent la mère ⁽¹⁾.

Bon nombre d'habitants furent pris à Wygmael, Thildonck et Rotselaer et tous furent envoyés pour plusieurs mois en Allemagne.

Au total 30 maisons furent incendiées à Thildonck et 12 personnes tombèrent sous les balles ennemies.

Tremeloo.

Le 19 août 1914, les Allemands firent leur entrée par la chaussée dite « de Veldonkstraat » et mirent le feu à toutes les maisons sauf deux. Sur la chaussée conduisant à Werchter, Aloïs Van Geel et François Schepers furent tués à coups de lance.

On retrouva le cadavre du nommé Charles Claes dans sa cave ; il était asphyxié.

(1) Voir annexe N° 15.

Le 28 août 1914 des soldats allemands surgirent à nouveau et mirent le feu à plusieurs maisons sans raison aucune ; 25 habitants furent pris et déportés en Allemagne.

Le 5 septembre un soldat brisa le bras droit d'un vieillard d'un coup de fusil.

Le 14 septembre, des soldats allemands pillèrent les maisons au hameau dit « Kruis ». Des objets du culte furent enlevés et détruits. Toute la population s'enfuit et ne revint qu'après la prise d'Anvers.

Le 23 novembre 1916, les hommes de 17 à 55 ans furent obligés de se présenter au contrôle à Aerschot. Des officiers procédèrent à des réquisitions d'hommes et expédièrent 33 personnes en Allemagne. Elles y souffrirent de la faim et durent y travailler.

215 maisons de Tremeloo furent incendiées, ainsi que l'école et la gendarmerie.

Werchter.

La chaussée dite « de Varentstraat » ne formait le 19 août au soir qu'une ligne de feu. Sur leur passage, les soldats allemands avaient mis le feu à toutes les maisons.

Le village de Werchter lui-même fut épargné, mais au hameau dit « Wakkerzeel », il y eut de nombreux incendies.

Le 27 août 1914, quand toutes les maisons près des deux ponts brûlaient, Pierre L'Enfant, Charles Wolfs, Antoine et Joseph Van Roost, Jean Van Espen et Théophile Heremans furent pris par les Allemands et conduits dans la direction de Rotselaer. Plusieurs semaines après, on retrouva leurs cadavres dans un champ, non loin de la chaussée de Rotselaer.

Le 28 août, des soldats allemands procédèrent à des déportations.

Dans la nuit du 28 au 29 août, François et Louis Storms, Auguste et Domin Meeus, Louis et Jules Van der Zande, Hubert et Joseph de Wever, Gustave et Guillaume Van Leersberghe, de Wakkerzeel-Werchter, Léon Gordts, Louis Mertens, Auguste Coosemans et Louis Lodewyckx de Wespelaer, furent tués et enterrés dans la fosse commune à Wakkerzeel-Werchter. Ils avaient les mains liées sur le dos. (Voir en annexe la déposition du témoin Vandeputte, Louis) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 16.

267 maisons furent incendiées de même que 2 moulins à vent et l'église.

Wesemael.

Le 19 août 1914, les Allemands firent leur entrée à Wesemael. La vieille servante du curé, la nommée Barbara Sterckx, âgée de 80 ans, fut tuée d'un coup de fusil dans le jardin du presbytère par un soldat allemand qui se sauva aussitôt le meurtre commis.

Bruno Odeurs a reçu une blessure dans le dos et succomba peu après.

Plusieurs civils furent brutalisés, battus et blessés.

47 maisons furent incendiées sur le passage des troupes ennemies. Tous les habitants s'étaient enfuis, mais revinrent peu à peu.

Le 27 août, les Allemands firent la chasse aux civils qui furent enfermés pendant deux jours et deux nuits dans l'église, puis ils furent conduits à pied à Nosseghem, d'où 325 personnes de Wesemael partirent pour l'Allemagne où elles durent rester durant cinq mois. Plusieurs de ces malheureux déportés et notamment Charles Wouters, Auguste Van Steenwinckel y tombèrent sous les balles ennemies, d'autres succombèrent à la suite des privations subies.

Au total 47 maisons furent incendiées et une école.

VII. — CANTON DE LOUVAIN.

I. — L'occupation allemande du 19 au 25 août.

Les troupes allemandes sont entrées à Louvain le mercredi 19 août 1914, au début de l'après-midi.

Pendant toute la nuit précédente, l'horizon, dans la direction de l'Est, n'avait cessé de s'embraser de lueurs d'incendies. Aux premières heures du matin, on vit défiler en ville, fuyant leurs villages dévastés, de longs cortèges de paysans traînant ou poussant des véhicules de toute sorte où ils avaient chargé ce qu'ils pouvaient sauver de leurs biens. Puis ce furent quelques détachements des arrière-gardes belges qui traversèrent les rues. L'approche de l'ennemi provoqua l'exode de nombreux habitants. Les derniers trains qui partirent vers Bruxelles emportaient des voyageurs entassés jusque dans les fourgons et sur les locomotives. Dès la veille déjà, des milliers de personnes avaient quitté la ville.

Des coups de fusil, tirés avant l'entrée en ville de l'ennemi, firent quelques victimes civiles : porte de Tirlemont, rue des Joyeuses Entrées. On les mit sur le compte d'imprudences de curieux ou d'accidents survenus dans les escarmouches entre arrière-gardes belges et avant-gardes allemandes.

A 1 h. 30 de l'après-midi, les premiers éclaireurs allemands pénétrèrent dans les rues de la ville.

A l'hôtel-de-ville, le Collège siégeait en permanence. Deux officiers allemands, revolver au poing, se présentent. L'un d'eux, le capitaine d'Etat-major. Kriegsheim, annonce que l'armée allemande va faire son entrée à Louvain et demande s'il y a encore des troupes belges dans la ville. Sur la réponse négative du bourgmestre, il dit que, si la population ne commet pas d'actes hostiles à l'armée allemande, elle n'a rien à craindre et qu'aucune contribution de guerre ne sera imposée à la ville, qui n'aura à faire face qu'aux réquisitions exigées par les nécessités militaires; qu'au contraire, des représailles immédiates réprimeraient tout acte hostile : " Comme nous avons dû le faire dans des villages voisins " ajouta-t-il.

L'entretien terminé, les officiers exigèrent qu'un membre du Collège partît avec eux s'assurer si les ponts de la Dyle étaient intacts. Le sénateur Van der Kelen les suivit. Il revint une heure plus tard et raconta à ses collègues qu'il avait été conduit à Kessel-Loo sur une colline où se trouvait tout un état-major : la campagne environnante présentait un spectacle affreux. Des cadavres de paysans abattus à coups de feu gisaient sur le sol. De tous côtés, des maisons, des hameaux flambaient.

Les officiers déclarèrent à M. Van der Kelen que ces mesures de rigueur avaient été nécessitées par l'attitude de la population et ajoutèrent que c'était là le sort qui attendait la ville si la population faisait preuve d'hostilité.

" La population, — dit l'échevin Schmit, dans son témoignage — déjà impressionnée par le bruit des cruautés de Visé, Mouland, etc., était terrorisée par les récits des incendies et des exécutions que rapportaient les habitants des villages voisins. Elle le fut bien plus encore lorsque les nouvelles précises arrivèrent d'Aerschot, confirmant les scènes de massacres et d'incendies que rien ne paraissait justifier. Aussi l'attitude de la population révélait-elle un sentiment de crainte profonde. "

L'attitude des autorités militaires ne fut pas pour diminuer ces sentiments de crainte. Les proclamations succédèrent aux proclamations. Au début du mois d'août déjà, le bourgmestre Colins avait

réclamé des habitants le dépôt de toutes les armes à feu à l'hôtel-de-ville. Les Allemands renouvelèrent cet ordre — sous peine de mort — et l'étendirent aux lances de panoplies et aux fleurets de maîtres d'armes. La police elle-même fut désarmée.

Des otages furent pris, parmi le collège échevinal d'abord, parmi les notabilités de la ville ensuite. On les gardait à vue à l'hôtel-de-ville et des affiches annonçaient qu'on les tenait comme responsables sur leur vie de tout acte de malveillance commis contre l'armée.

C'était chez l'imprimeur de la ville, M. Charpentier, que les Allemands faisaient imprimer leurs proclamations portant sur : prises d'otages, réquisitions, menaces, réglementation de la circulation, etc. L'une d'elles pourtant, affichée sur les murs de la ville dès le vendredi 21, est un placard rédigé en allemand et en français sans nom de lieu, sans date, sans nom d'imprimeur et sans signature. (Voir en annexe, le fac-similé de cette affiche) ⁽¹⁾.

PROCLAMATION !

HABITANTS !

Nous ne faisons pas la guerre contre les citoyens mais seulement contre l'armée ennemie. Malgré cela les troupes allemandes ont été attaquées en grand nombre par des personnes qui n'appartiennent pas à l'armée. On a commis des *actes de la plus lugubre cruauté* non seulement contre les combattants mais aussi contre nos blessés et nos médecins qui se trouvent sous l'abri de la croix rouge.

Pour empêcher ces brutalités à l'avenir j'ordonne ce qui suit :

1. Toute personne qui n'appartienne pas à l'armée et qui soit trouvée les armes entre les mains sera fusillée à l'instant ; elle sera considérée hors du droit des gens.
2. — Tous les armes, fusils, pistolets, brownings, sabres, poignards, etc., et toute matière explosible doivent être délivrés par le maire de tout village ou ville aussitôt au commandant des troupes allemandes.

En cas qu'une seule arme soit trouvée dans n'importe quelle maison ou que quelqu'acte d'hostilité soit commis contre nos troupes, nos transports, nos lignes télégraphiques, nos chemins de fer

⁽¹⁾ Voir annexe N° 17.

ou qu'on donne l'asile aux franc tireurs, les coupables et les otages qui seront arrêtés dans chaque village seront fusillés sans pitié.

Or cela tous les habitants des villages, etc. en question seront chassés, les villages et les villes mêmes seront démolis et brûlés. Si cela arrive sur la route de communication entre deux villages ou entre deux villages on agira de la même manière contre les habitants des deux villages.

J'attends que les maires ainsi que la population voudront assurer par leur prudente surveillance et conduite la sûreté de nos troupes ainsi que la leur.

Dans le cas contraire les mesures indiquées ci-dessus entreront en vigueur. — On ne donnera aucun pardon !

Le Général commandant en Chef.

Des incidents d'une certaine gravité ne manquèrent pas de se produire dès cette première semaine de l'occupation, mais beaucoup de témoins les laissent dans l'ombre parce que les journées du 26 et suivantes font paraître calmes celles qui les ont précédées.

Les banques doivent livrer leur encaisse, dont plus tard on obtient à grand'peine le remboursement. On fait ouvrir les portes de la prison à de dangereux repris de justice de nationalité allemande. Des maisons abandonnées par leurs habitants sont envahies par des soldats qui, sous l'œil indifférent de leurs chefs, s'y enivrent, les souillent, les mettent au pillage ; il en est ainsi chez les professeurs Van Gehuchten, Sencie, Van Mosuenck, rue Léopold, par exemple, tout comme au premier jour de l'entrée des troupes cela s'était fait chaussée de Tirlemont chez les professeurs Carnoy et Ranwez. Le 20 août, une jeune fille de 15 ans est amenée à l'hôpital St-Pierre : chaussée de Tirlemont, des Allemands s'en sont saisis, l'ont violée et l'ont abandonnée lardée de coups de baïonnette.

Le lundi 24, entre 8 et 9 heures du soir, on sonne violemment chez le bourgmestre, M. Colins : quatre officiers et des soldats se précipitent dans la maison, font appeler le bourgmestre, se plaignent de ce que la signalisation de la gare est détruite et exigent qu'on leur fournisse de l'eau pour leurs locomotives. Avec la meilleure volonté du monde le bourgmestre n'eût pu les satisfaire. Il essaie de leur faire comprendre que l'administration de la ville est chose bien distincte de l'administration des chemins de fer. Mais il est empoigné et jeté brutalement dans une automobile.

On arrête devant la maison du Directeur du Service des eaux, M. Rutgers, sujet hollandais, qui est emmené avec le bourgmestre

à la place de la gare. Deux officiers d'une compagnie de chemins de fer s'entretennent avec M. Rutgers des moyens à employer pour raccorder l'installation d'eau de la gare avec le réseau de la ville. Un colonel allemand qui se trouve là, apprenant la présence du bourgmestre, exige de celui-ci, en termes violents, des vivres et des matelas pour ses hommes ; il entrecoupe ses réclamations de menaces : " si d'ici une heure on n'avait pas obtempéré à ses réquisitions le bourgmestre serait fusillé ". C'est ce que des agents de police appelés par M. Rutgers, vont dire de porte en porte aux habitants de la rue de la Station, en les invitant à porter d'urgence à la gare, pain, viande et literie. Quand le colonel eut son butin, et après que le commandant de place chez qui l'échevin Schmit était venu protester, fut intervenu, M. Colins, gardé jusque-là par des soldats baïonnette au canon, fut relâché.

C'était en permanence, le régime de la terreur. Les réquisitions, les demandes, les exigences ne s'énonçaient que le revolver au poing, la menace à la bouche. Tous les Louvanistes sentaient leur vie à la merci du moindre caprice, de la moindre défiance des occupants. Ceux-ci d'ailleurs devaient avoir été, avant leur entrée à Louvain, saturés d'histoires de francs-tireurs et de cruautés belges. Le professeur Noyons, de nationalité hollandaise, l'avait remarqué dès avant l'entrée des Allemands en ville : un blessé allemand amené dans un état très grave à son ambulance semblait fou de peur, dit-il, de se voir entre les mains des Belges. Il refusait même de manger et ce n'est qu'après plusieurs jours qu'on est parvenu à le rassurer. On lui avait dit qu'il serait certainement tué, même par les civils, s'il tombait entre leurs mains. Cette crainte des francs-tireurs était chez la plupart des soldats allemands une véritable obsession.

Pendant toute cette semaine du 19 au 25, des troupes ne cessèrent de défiler dans les rues de Louvain. C'était l'armée Von Kluck dont les régiments, les batteries, le matériel, le charroi donnaient une telle impression de puissance et presque d'invincibilité que leur seule vue suffisait à déprimer la population et à décourager toutes ses espérances.

II. — La nuit du 25 au 26 août.

La journée du mardi 25 août fut marquée par un grand arrivage de troupes de toutes armes. Elles se répandirent dans les divers quartiers de la ville et se préparèrent à passer la nuit chez l'habitant.

La veille, un médecin allemand était venu donner ordre d'évacuer immédiatement vers la gare tous les blessés allemands quel que fût leur état. Il n'était pas question des blessés belges. Bien que les médecins eussent déclaré que plusieurs des blessés allemands n'étaient pas transportables, ils furent néanmoins évacués dans le courant de l'après-midi du lundi.

Dans la matinée du 25, arriva de Tirlemont le général-stab-artz Tenzler, qui s'étant rendu compte de l'installation des ambulances de Louvain, s'en déclara très satisfait. Il fit dire vers 15 heures à l'Hôpital St-Thomas que l'on eût à préparer tout pour recevoir une centaine de grands blessés. La direction de l'hôpital convoqua aussitôt tout le personnel : infirmières, médecins et brancardiers devaient être à leur poste avant 20 heures, la circulation dans les rues étant interdite aux civils après cette heure.

De toute l'après-midi, on n'avait cessé d'entendre dans le lointain, vers le Nord, une canonnade qui, à certains moments, paraissait se faire plus proche. A plusieurs reprises, des troupes fraîchement arrivées quittent la ville, prenant la direction de Maelines.

Vers six heures, des cavaliers rentrent en ville à bride abattue. Ils crient alarme. Les clairons sonnent le ralliement. Les soldats, abandonnant leur repas du soir — il est 7 heures, heure allemande — saisissent leurs armes, s'équipent, se rassemblent, forment les rangs et partent. « Les Français sont là » disent-ils à qui leur demande le pourquoi de ce départ précipité. En même temps, on rencontre dans les rues des chevaux sans cavaliers, affolés. On voit rentrer en ville des groupes de soldats qu'à grands cris, des officiers rassemblent.

Quelques minutes après 20 heures, quelques coups de feu éclatent, isolés. Puis, immédiatement, partout, dans tous les quartiers de la ville, on pourrait presque dire dans toutes les rues, une fusillade violente, où l'on pouvait distinguer le crépitement des mitrailleuses, se produit, dure environ une heure, se ralentit pour reprendre de nouveau avec la même intensité. On entend passer des chevaux au galop, comme démontés ; des attelages, du charroi passent, comme sans conducteurs. Et pendant tout ce temps c'est un concert de clameurs coupées de coups de sifflet, d'ordres hurlés plus ou moins distinctement. Des balles viennent s'écraser contre les murs, brisent les carreaux, vont tuer ou blesser çà et là, au hasard.

Sitôt le premier coup de feu — qui part, dit le témoin M. De Decker dont les fenêtres ont vue sur ce bâtiment, du grenier de la caserne de la rue de Tirlemont — les soldats qui y sont cantonnés se mettent à tirer comme des fous. On peut voir dans plusieurs rues de longues files de soldats s'avancer l'un derrière l'autre, longeant les maisons et tirant sur les fenêtres qui leur font face. Ça et là, dans une encoignure de porte, une silhouette d'officier se détache, browning au poing, tirant lui aussi sur les murs, dans les fenêtres.

Les habitants se cachent dans leurs caves. Rue de la Station, Madame Thoreau, femme d'un professeur de l'Université, qui s'était accouchée la veille, restera terrée dans sa cave avec son enfant, son mari, ses parents et ses sujets pendant presque une semaine, bloqués sous la maison effondrée et se nourrissant d'eau et d'un peu de riz. D'autres se réfugient dans les égouts — et il y en a qui y resteront des jours. Tous croient à une bataille de rues : les alliés sont entrés en ville ; les Allemands en vont être chassés !

Les soldats — beaucoup appartiennent au 53^e et au 35^e régiments de Landwehr — brisent les fenêtres, enfoncent les portes, tirent à l'intérieur des maisons. Ils empoignent les civils qu'ils y rencontrent et partout, ce sont les mêmes accusations : « Vous avez tiré. On a tiré de chez vous. Vous êtes des francs-tireurs. » Ils les jettent sur la rue où d'autres soldats les brutalisent à nouveau, avec les mêmes injures et les mêmes reproches. Ceux qui veulent s'échapper, on les abat. Et pendant ce temps, les rideaux sont arrosés de naphte, des pastilles incendiaires sont jetées, les meubles sont brisés, mis en tas sous forme de bûcher et les incendient éclatent, se propagent. Parfois, au-dessus des maisons qui n'ont pas encore pris feu, des fusées s'élèvent, pareilles à des boules de feu qui ne montent pas bien haut, descendent lentement, s'écrasent sur le toit qui, quelques instants après, s'allume.

Les habitants veulent fuir le feu. Il y en a qui sortent : certains sont abattus sur le pas de leur porte, le reste emmené prisonnier. D'autres escaladent les murs de leur jardin, se réfugient chez un voisin, puis, plus loin chez un autre, puis plus loin encore : ils tombent en route entre les mains des Allemands qui les entraînent au milieu des menaces, des injures, des coups de crosse. N'osant sortir, d'autres se terrent dans leurs caves. Des semaines plus tard, on retrouvera les restes carbonisés de familles entières, sous les ruines de leurs maisons : chaussée de Tirlemont, Vieux-Marché, ailleurs encore.

Les civils qu'on rencontre ou qu'on arrache de chez eux, on les promène en groupe au milieu des rues en flammes. On en met au mur. On en fusille. On fait des simulacres d'exécution. Certains doivent rester, entourés d'Allemands l'arme au poing, — les bras levés pendant des heures. D'autres qui parviennent à rentrer chez eux, trouvent leurs maisons pleines de soldats qui boivent, qui pillent, qui préparent l'incendie. Les groupes de prisonniers croisent dans les rues les cadavres de leurs concitoyens, ou bien des civières portant des blessés que, profitant d'une accalmie, quelques courageux ont été ramasser et mènent dans un hôpital. « C'est horrible, — dit un soldat violemment ému à son hôte M. Dumoulin, après avoir été, dès le début de la fusillade, voir ce qui se passait — c'est horrible : les soldats sont ivres ; ils tirent les uns sur les autres et n'ont plus ni compassion ni pitié ; ils font feu sur tout ce qu'ils voient bouger. C'est triste ; c'est horrible : tout brûle ».

Et c'est bien vrai. Des soldats montent aux étages des maisons, et, des fenêtres, tirent dans les rues pleines de leurs camarades. Et l'on verra en effet sur le pavé, l'un ou l'autre cadavre allemand. Ou bien, comme rue des Pénitentes 19, effrayés par les fusillades de la rue, des soldats entrent en désordre dans une maison, s'y dispersent, fuient dans le jardin ; de la rue, par la porte restée ouverte, d'autres soldats tirent vers l'intérieur ; les soldats qui se trouvent dans le jardin ripostent ; et quelques instants après, le calme se rétablit et les Allemands quittent la maison. Ou bien encore, comme le mercredi à 13.30 h. rue de Bruxelles, une bagarre éclate entre soldats. Des coups de feu crépitent. Et quand le calme se fait il y a trois cadavres allemands dans la rue. Ou bien encore — le fait se passe également rue de Bruxelles le mercredi — c'est un officier qui passe à cheval et que tranquillement, en visant bien à l'aise, un soldat abat d'un coup de fusil. Des soldats qui trouvent le corps quelques instants plus tard, envahissent les maisons voisines, y mettent le feu, emmènent les hommes ; et l'un de ceux-ci, le jeudi, chaussée de Malines, le fils Pardon, sera fusillé pour avoir tué un officier allemand rue de Bruxelles. Parfois, les soldats s'acharnent sur leur victime. On retrouvera les traces de plus de cent coups de feu sur le cadavre d'un nommé Joseph Crab, garçon d'écurie, tué rue du Château : chaque soldat qui passait près de lui déchargeait son fusil sur son corps étendu. Et tout cela se passe au milieu d'un tumulte qui grandit, puis s'apaise et reprend de nouveau, d'une fusillade entrecoupée de cris,

de commandements, de galopades effrénées, de roulements désordonnés de lourds chariots. Dans tel quartier ou telle rue une accalmie se produit ; le silence se fait, dure un quart d'heure, une heure puis la fusillade reprend de plus belle. Rue de Namur, par exemple, des Allemands viennent au Collège américain chercher un médecin de la section de la Croix-Rouge qui y était installée. Le vice-recteur du collège, M. Pierre de Strycker, fait remarquer qu'il doit y avoir danger à se montrer en rue. Les soldats lui affirment qu'il n'en est rien et l'engagent à les accompagner. Au moment de sortir du Collège, ils donnent un coup de sifflet, crient : « Das Rote Kreuz » et aussitôt la fusillade cesse. Le groupe traverse la rue pour se rendre à la clinique des Sœurs franciscaines, située presque en face. Dès qu'il y est arrivé, un nouveau coup de sifflet, et la fusillade reprend.

*
* *

A 20 heures 10, rue Léopold, on sonne chez M. Verhelst, professeur à l'Université. Il va ouvrir. Deux soldats le somment de les laisser monter au second étage, qui était inoccupé : « Wir müssen auf ! » — « Mais pourquoi ? Vous n'avez rien à y faire. » — « Ja, wir müssen auf ! » Ne pouvant les empêcher, M. Verhelst les laisse faire et reste seul dans le corridor du rez de chaussée ; il les entend ouvrir la porte de la première chambre du second dont les fenêtres donnent sur la rue Léopold. Aussitôt après, de là haut, partent cinq coups de fusil. En même temps éclate en ville et notamment rue Léopold, la fusillade générale.

Les deux soldats descendent ; ils semblent émus et ennuyés. M. Verhelst leur ouvre la porte de la rue ; d'autres soldats les attendent qui, voyant M. Verhelst se mettent à hurler : « Vous avez tiré de la fenêtre de votre second étage. Nous vous avons vu tirer. » Les deux hommes qui venaient de sortir et qui étaient encore là, ne disent mot et, au même moment, on décharge dans la direction de M. Verhelst trois coups de feu sans l'atteindre. Il s'empresse de se réfugier dans sa cave où il passe la nuit à regarder par le soupirail s'allumer les foyers d'incendie voisins.

A un pas de là, à la même heure, Marché aux Grains, une compagnie allemande forme les rangs le long de la maison Gilbert : les soldats semblant de mauvaise volonté, les officiers vocifèrent furieusement. Enfin, la compagnie exécute une conversion qui l'amène face à la maison du docteur Kelekom, sur laquelle ils se mettent à

tirer. Ce fut le signal d'une fusillade où vint se mêler bien vite le bruit des mitrailleuses. Quelques minutes plus tard, des incendies éclataient place du Peuple, gagnaient successivement toutes les maisons. Au milieu de la place, des soldats assis sur des chaises contemplaient les progrès du feu et poussaient des cris, des acclamations à chaque gerbe de flammes, à chaque effondrement de toit ou de muraille. Il faisait clair comme en plein jour. Des groupes de civils se trouvaient là, les bras levés, en face des maisons en feu. De temps à autre les Allemands tiraient sur eux.

Par terre, près d'un arbre, un Allemand, un tambour, était étendu, sa caisse près de lui. À côté, caché par l'arbre, un soldat tirait furieusement dans la direction de la rue des Joyeuses Entrées. Ses munitions épuisées, il quitte son poste, vient enlever les cartouchières du tambour, retourne et continue son tir.

Les deux otages de la journée, Monseigneur Coenraets, vice-recteur de l'Université et M. le juge Maes se trouvaient consignés à l'Hôtel-de-Ville depuis 14 heures. Quelques minutes après le commencement des fusillades des soldats introduisent dans la salle où ils se trouvaient détenus, le Père Parys, prieur des Dominicains, le pharmacien De Koninck, le docteur Meulemans et un industriel de la ville, M. Nys. — Les trois premiers étaient venus demander au commandant de place, le major von Manteuffel, des permis de circuler la nuit pour les besoins de l'ambulance à laquelle ils étaient attachés. Le commandant de place, dès les premiers coups de feu, criant que les civils venaient de tirer, les avait fait arrêter. — Vers 21 h. 30, le général von Boehn, suivi de tout un état-major, fait irruption dans la salle pour signifier aux otages et à leurs compagnons qu'ils seraient tous pendus si les civils continuaient à tirer.

Vers 22 heures, des soldats viennent chercher Monseigneur Coenraets et le Père Parys, pour leur faire faire, dans les rues de la ville, la proclamation suivante : « Si on tire encore, la ville sera brûlée, elle paiera vingt millions d'impôts de guerre et les otages seront pendus. » A l'échevin Schmit, arrivé sur ces entrefaites à l'Hôtel-de-Ville, le général von Boehn et le major von Manteuffel tiennent le même langage : « Des francs-tireurs ont attaqué l'armée allemande à Louvain, des particuliers continuent à tirer : des représailles auront lieu. Vous êtes otages et vous devez prendre des mesures pour arrêter les attaques des francs-tireurs. Si on tire encore un coup de feu, la ville tout entière sera rasée, elle aura à payer vingt millions d'amende et les otages seront pendus. »

L'échevin Schmit, Monseigneur Coenraets et le Père Parys, accompagnés de von Manteuffel et d'une vingtaine de soldats, partent

donc. Tous les cent pas, un des otages faisait la proclamation. Les habitants étaient terrés dans leurs caves. A part les soldats, les rues étaient désertes. Un coup de feu part tiré on ne sait d'où. Les soldats s'écartent, courent dans tous les sens comme pour se rendre compte de la provenance du coup, paraissent ne rien découvrir. Plus loin, l'un ou l'autre coup de feu retentit encore. Les soldats ne s'en émeuvent plus, ou, prétendant qu'ils sont partis de telle ou telle maison, en enfoncent les fenêtres.

Un officier allemand, le docteur Berghausen, dans un état de surexcitation violente, s'adresse au groupe d'otages : « Je vais vous montrer le cadavre d'un des nôtres. » Ceci se passait au coin de la rue Léopold et de la rue Juste-Lipse. Le corps d'un cavalier allemand se trouvait étendu par terre. Berghausen se retourne vers les soldats de l'escorte : « Vengez votre camarade ! » et montrant la maison de M. David-Fischbach : « C'est là qu'on a tué ce soldat. » Il se précipite dans la maison suivi de soldats. Des vitres volent en éclats, des coups de feu éclatent, des flammes jaillissent d'une fenêtre.

« En marche ! » le groupe des otages repart ; quand un quart d'heure plus tard, il repassera, l'hôtel sera devenu un brasier et sur la rue seront étendus les cadavres de M. David et de son fils.

Les soldats étaient de plus en plus excités, brisaient les devantures des magasins à coups de crosse, menaçaient les deux prêtres otages les accusant d'être les auteurs de ce qui arrivait ; von Manteuffel dut intervenir à plusieurs reprises pour les calmer.

Durant leur lugubre promenade, les otages voyaient s'allumer un peu partout de nouveaux foyers d'incendie. A M. Schmit qui s'en indignait, le major von Manteuffel répondit que son Excellence le général von Boehn lui avait donné des ordres et qu'il devait les exécuter.

Après une heure environ, les otages sont ramenés à l'Hôtel-de-Ville. Peu après leur retour, une nouvelle fusillade se fait entendre. Les soldats font rester les otages devant les fenêtres donnant sur la Grand place pour qu'ils soient les premiers atteints si l'on tire sur l'Hôtel-de-Ville. De là, ils purent voir des soldats entrer dans des maisons et y mettre le feu. A certains moments l'Hôtel-de-Ville fut totalement entouré de feu. Puis ils voient du campanile de l'église St-Pierre sortir de la fumée, puis des flammes : toute la tourelle abritant le carillon flambe comme une torche, puis la toiture entière. On vient chercher les otages pour qu'ils sauvent les objets précieux qui se trouvent dans l'église, ce qu'ils font. Pendant que M. Maes

transporte un tableau à l'Hôtel-de-Ville, un soldat épaula son fusil et tire sur lui sans l'atteindre.

Tout le ciel était rouge de feu ; des tourbillons de flammèches et d'étincelles passaient par dessus la place, provenant d'un foyer gigantesque et tout proche : rue de Namur, les Halles, contenant la Bibliothèque de l'Université, étaient en feu.

Le rez-de-chaussée des Halles se composait de quelques pièces servant de locaux à l'Administration de l'Université et d'une vaste salle des pas-perdus. De cette salle, partait un escalier menant à la Bibliothèque qui était à l'étage, mais dont les portes étaient verrouillées et barricadées intérieurement. Dans la journée, un officier avait fait ouvrir la salle des pas-perdus pour y mettre des hommes et des chevaux.

Les soldats arrivent ; vers 7 h. 30, ils demandent de la lumière ; les interrupteurs se trouvaient dans une des salles de la Bibliothèque, où le concierge monte par un escalier de service.

Quand la fusillade éclate, les soldats prétendent qu'on a tiré sur eux d'une maison située en face. Cette maison est vide. Un peu plus tard, nouveaux coups de feu, nouvelle agitation, des soldats qui sortent précipitamment. Le concierge remonte à la Bibliothèque pour y éteindre la lumière. Tout y était normal. Il pouvait être 10 h. du soir. Mais les incendies approchant toujours, le concierge remonte une fois encore par son escalier à la Bibliothèque pour retirer des valeurs qu'il y avait cachées ; il a le temps de voir que les barricades des portes qui donnent sur l'escalier de la salle des pas-perdus sont toujours intacte, que personne n'a pu entrer dans la Bibliothèque avant le commencement de l'incendie — mais il ne peut avancer bien loin ; une fumée intense avait tout envahi ; les locaux de la bibliothèque brûlaient, — le feu avait dû être mis de plusieurs côtés au bâtiment : à deux heures de la nuit les Halles n'existaient plus.

Plus tard, quand on fouillera les décombres, on découvrira plusieurs espèces de pastilles incendiaires.

*
* *

Pendant le quart d'heure qui s'est écoulé entre les deux passages du groupe des otages au pied de la statue de Juste Lipse, Messieurs David, père et fils, avaient été tués.

M. David, père, vieillard de 82 ans, grand admirateur de l'Allemagne, n'avait cessé de rassurer tous ceux qui l'approchaient, sur l'attitude de soldats aussi disciplinés, d'un peuple aussi civilisé : les

civils, disait-il, ne pouvaient rien avoir à craindre d'eux. Il se préparait à aller se coucher quand éclatent les premiers coups de feu. Son fils et lui s'abritent de leur mieux, derrière un mur, des balles arrivant de tous les côtés dans la maison.

Tout à coup on frappe à la porte ; le cocher va ouvrir : un officier entre en criant que c'est de la maison que sont partis les coups qui ont tué le soldat qui gît sur le seuil. M. David répond qu'il n'y a pas d'arme dans la maison et qu'il est tout à fait impossible qu'on ait pu tirer de l'intérieur. L'officier sort mais exige que la porte d'entrée reste ouverte. Les domestiques se retirent dans la cuisine, les deux messieurs dans un salon. La fusillade qui s'était apaisée, reprend. Des soldats, conduits par le docteur Berghausen, envahissent la maison. La servante, cachée dans l'escalier, entend M. David crier : « Maintenant, je crois qu'on va nous tuer. » Des coups de feu sont tirés de la rue vers la maison, des coups de feu partent de la maison vers la rue et on voit sortir les soldats, emmenant à coups de pied et à coups de crosse les deux Messieurs David. Le fils est entraîné jusqu'à la maison Desaegeer, de l'autre côté du petit square où se dresse la statue de Juste-Lipse. Là, un soldat lui enfonce sa baïonnette dans le ventre, un autre décharge son fusil sur le corps étendu.

Aussitôt après l'assassinat de son fils, le vieux M. David est lardé de coups de baïonnette, et, pendant qu'on le maintient debout avec ces mêmes baïonnettes, des officiers l'achèvent à coups de revolver. En même temps, on met le feu à la maison en s'aidant pour cela de vêtements arrachés à des prisonniers spectateurs forcés du massacre : on enduit ces vêtements de pétrole, on les allume et on les jette dans la maison.

Au même endroit et presque au même moment les soldats abattent Jean-Baptiste Crab qui passe par là. Des étincelles tombent sur ses vêtements qui flambent et le cadavre est en partie carbonisé.

Quelques semaines plus tard, sous les décombres de la maison David, on découvrira les restes carbonisés du vieux cocher Van der Mosten.

Rue des Joyeuses Entrées, des soldats, à coups de hache ou de crosse, enfoncent la porte cochère de la maison de M. Paul Verleyseri, tandis que d'autres dirigent une fusillade nourrie sur les fenêtres des premier et second étages. La porte enfoncée, certains se précipitent dans le jardin derrière la maison et, de là, se mettent à tirer vers les étages comme ceux de la rue ; c'est un feu d'enfer venant de trois côtés à la fois : du jardin, de la rue et de l'intérieur même de la maison.

Madame Verleysen, 28 ans, mère d'une fillette de 4 ans, avait, il y a deux jours, mis au monde un petit garçon. Son mari, voulant lui procurer un abri, l'enveloppe d'une couverture, la transporte hors de la chambre, mais la fusillade l'oblige à s'arrêter dans l'escalier et, tenant toujours sa femme dans ses bras, il se couche sur les marches. Les balles arrivent de partout faisant sauter le plâtre des murs et des plafonds, pulvérisant les vitres, faisant éclater les boiseries. Sentant quelque chose de chaud lui couler sur la main, M. Verleysen fait flamber une allumette : sa femme avait été tuée dans ses bras; une partie du crâne avait été emportée et la cervelle se répandait; une balle avait traversé la gorge et le sang coulait à flots. M. Verleysen lui-même était blessé au front. Et la fusillade continuait toujours.

Laissant le cadavre de sa femme, M. Verleysen se sauve par les toits. Quelques heures plus tard il revient dans sa maison et y retrouve ses enfants qu'il croyait emmenés au début de la fusillade par la garde-couche : le nouveau-né bien vivant dans son berceau et la fillette qui, après s'être cachée pendant le drame, restait accroupie près du corps de sa maman, tout éclaboussée de son sang. A ce moment, des soldats envahissent la maison, à coups de bottes et de crosse écartent M. Verleysen du cadavre, le chassent et le font aller à la gare d'où il fut emmené à Cologne.

Quand, le 31 août, le Père Claes et M. Speder vinrent chercher le corps pour lui assurer une sépulture convenable, ils aperçurent le cadavre de M^{me} Verleysen étendu en travers du palier, un pied engagé entre les montants de la rampe. Le corps n'a plus de tête : un simple moignon reste encore avec une tresse de cheveux noirs. La tête n'a pas été coupée; on l'a fait éclater en y tirant des coups à bout portant.

Sur l'escalier on trébuche dans des mares de sang corrompu; des morceaux de cervelle ont jailli avec des éclats de crâne. Murs et plafond portent de larges taches rouges et noires. Dans toute la maison c'est le plus grand désordre : les murs sont criblés de balles, les vitres brisées, les pavements couverts de plâtras; tous les meubles sont ouverts, le coffre-fort éventré; tout a été pillé, sur les tables, sur les chaises traînent quelques écrins vides.

Dans la même rue, c'est M. Jules Verhaegen qui, le même soir, venant fermer la porte du corridor à la première alerte, est tué sur le coup d'une balle dans le dos.

Une demi-heure après le début de la fusillade, on apporte à l'Hôpital Saint Pierre le corps de M^{lle} Goermans, âgée de 80 ans.

Elle se tenait tranquillement dans sa chambre, rue de la Laie, assise dans un fauteuil, derrière sa fenêtre fermée. Une balle, brisant un carreau, l'avait atteinte à la tête.

Après s'être réfugiés à la cave au commencement de la fusillade, M. Detige, chef de gare à Louvain, et madame Detige, qui habitent, 1, boulevard de Tirlemont, se décident, pendant une accalmie, à monter se coucher. Vers le matin, on sonne, on frappe à la porte de la maison. Tous deux se lèvent et descendent. M. Detige va ouvrir, voit un Allemand tirer un coup de feu et se cache derrière la porte. Un soldat entre, empoigne M. Detige et le jette dehors. On entend sa voix : « Ma femme, mon enfant ! » — « Elle viendra votre femme et votre enfant aussi ! » répond en allemand une autre voix. Madame Detige, elle, remonte précipitamment. Le soldat qui venait de tirer vers son mari l'aperçoit, la poursuit et arrive en même temps qu'elle dans la chambre à coucher, casse les carreaux avec son fusil, met le feu aux rideaux, aux stores et au lit où dormait l'enfant. Madame Detige saisit son enfant, descend avec lui et se sauve dans la rue. L'Allemand la suit et avec une botte de paille prise on ne sait où met le feu où il peut.

Au dehors, une foule de soldats. On force la pauvre femme à rester avec son petit garçon devant sa porte. De là elle voit les soldats mettre le feu aux maisons voisines : au n° 3, chez M. Van Billoen, sous-chef de gare, dont six mois plus tard on a retrouvé le cadavre sous les ruines de sa maison ; au n° 5, chez M. Maldague, professeur à l'Université.

Pendant ce temps, des voisins entourés de soldats passent devant Madame Detige. Elle parvient à se glisser dans un groupe de femmes : on les dirige vers la chaussée de Tirlemont. Là, des deux cotés de la chaussée, des soldats tirent sans relâche.

« Couchez-vous ! » Elles se couchent : au dessus d'elles passent des rafales de balles. « Mettez-vous contre le mur ! les Français sont là ! » et de nouveau des salves sont tirées par dessus leurs têtes. Par terre, des cadavres de civils, au loin Louvain qui brûle !

Un groupe de cavaliers allemands arrive : ils tirent vers le groupe des femmes : elles se dispersent, entrent dans les maisons. Des soldats les suivent, arrêtent tout le monde : « On va mettre le feu partout ». On dirige toutes les femmes vers la gare, on les entasse dans un train où on les laisse 24 heures sans boire ni manger et on les débarque à Liège.

On n'a plus jamais eu de nouvelles de M. Detige.

Chaussée de Tirlemont, aux portes mêmes de la ville, habite la famille Mahy : père, mère, dix enfants. Aux premiers coups de la fusillade ils se réfugient dans la cave. Presqu'aussitôt, ils entendent qu'on pénètre dans la maison, qu'on la visite. On descend à la cave : un officier paraît, accompagné de deux soldats. Il regarde les enfants blottis autour de leurs parents, puis : « Vous avez tiré » dit-il au père Mahy. Il lui ordonne de se mettre contre le mur et froidement commande à un de ses soldats de le tuer : Mahy est abattu sous les yeux de sa femme et de ses dix enfants; il respire encore : l'officier l'achève d'un coup de revolver. Et puis c'est le tour du fils aîné — 18 ans — qui lui aussi reçoit l'ordre de se mettre contre le mur. Le soldat tire : il se laisse tomber et reste étendu comme mort. Après lui, c'est le tour du second fils — 15 ans — qui est atteint d'une balle au côté. Et c'est alors — car il n'y a plus de grands garçons — la fille aînée qui reçoit l'ordre de se mettre au mur. Cette fois le soldat refuse net d'exécuter le commandement qu'il reçoit de faire feu.

L'officier ordonne à la mère et aux huit enfants qui restent de quitter la cave. Elle se penche, avant de partir, sur le cadavre de son mari. Mais d'un coup de poing, l'Allemand la redresse, la pousse sur l'escalier et les chasse dans la nuit sur la chaussée au milieu de la fusillade qui crépite de toute part. Quelques instants plus tard, elle voit sortir de sa maison des soldats emportant son deuxième fils presque nu qui aperçoit sa mère et crie : « Maman, maman ! » — Les soldats l'emportent, disparaissent avec lui. On ne l'a jamais revu.

L'aîné, lui, est remonté après le départ des Allemands et est allé se blottir dans une grange : on l'y retrouvera le lendemain et on l'envoie comme prisonnier en Allemagne. Sa mère, ses frères et sœurs eurent le même sort.

Dans une villa située chaussée de Tirlemont, habitaient M. et M^{me} Van Steenberghen-Le Dresseur, leurs cinq enfants et leurs domestiques. Quatre officiers y ont pris leur logement. Les armes qui étaient dans la maison — un fusil de chasse et un pistolet — ont été remises, voilà déjà plusieurs jours, contre décharge, à d'autres officiers.

Pendant le souper éclate, assez lointaine, la fusillade. Les officiers rassurent leurs hôtes puis courent prendre leurs armes. M. Van Steenberghen fait descendre sa femme et les domestiques et se dirige vers l'escalier pour chercher dans leurs chambres les enfants déjà couchés. Au moment où il met le pied sur l'escalier,

il s'écarte pour laisser passage à un des officiers qui descendait déjà, casqué et armé, puis il monte.

Comme il ne redescendait pas, sa femme, entendant de la cave ses enfants au rez-de-chaussée, y monte. Quatre enfants y étaient qui n'avaient pas vu leur père et que des soldats allemands avaient pris de leur lit et fait descendre. La bonne va chercher la cinquième — une fillette de quatre ans, que les Allemands n'avaient pas vue peut-être et qui était restée dans sa couchette. Tous descendent à la cave.

Un officier les fait remonter, et, mettant son revolver sous le nez de M^{me} Van Steenberghe, lui dit qu'on a tiré de chez elle. Sur sa demande, on perquisitionne et ne trouve rien, d'ailleurs, dit M^{me} Van Steenberghe, c'étaient des soldats qui étaient en haut; ce sont eux qui ont fait descendre les enfants. On fait sortir toute la famille. Depuis qu'il était monté pour chercher les enfants, M. Van Steenberghe n'avait plus reparu.

Sur la rue, le groupe est entouré par des soldats; des officiers affirment qu'on a tiré de la villa. M^{me} Van Steenberghe se défend : seuls des soldats ont pu le faire, si on l'a fait. Peine perdue. On les retient prisonniers au milieu des injures et des menaces, dans un champ d'où, au jour, ils pourront voir piller la propriété, puis y mettre le feu. Le matin, devant une sorte de tribunal composé de quatre officiers, les mêmes accusations se répètent : « Vous avez tiré ». On montre l'arme, la pièce à conviction : un énorme revolver que personne ne connaissait. Finalement on les libère, sauf le concierge qui sera maintenu en captivité quelques semaines.

On retrouva plus tard, sous les ruines, les restes calcinés de M. Van Steenberghe. Il n'a pu être tué que par ses hôtes dont trois se trouvaient encore au premier étage quand il est monté chercher les enfants.

*
* *

Comme dans les autres quartiers de la ville, quelques minutes après 20 h., les Allemands se mettent à tirer de la gare vers les hôtels qui bordent la place. Les habitants et les soldats qui s'y trouvent fuient dans les caves, les officiers criant « ce sont les Français ». Un grand nombre d'Allemands en effet, — tout comme beaucoup de Louvanistes — crurent à l'arrivée des troupes alliées.

Avec les mêmes cris toujours : « Vous avez tiré. On a tiré de chez vous. Vous êtes des francs-tireurs », on expulse alors les habitants des maisons qui entourent la place et, à toutes, on met le

feu. Autour de la statue de van de Weyer on amène des groupes de civils. — On en tue l'un ou l'autre. Le jeune Alphonse Vandevende, garçon à l'un des hôtels de la place, est blessé à la tête; il gémit. Un coup de revolver le fait taire pour toujours. On amène deux frères Joséphites arrachés de la porterie de leur collègue. Ils ont les mains liées derrière le dos. Avec des cigares allumés, sous l'œil amusé d'un officier, on leur brûle le visage, en se moquant d'eux. Quand le jeu a assez duré, on abat les deux religieux. Des coups de crosse, des coups de pied, des coups de sabres, des coups de baïonnettes, ou des coups de revolvers, — font rester immobiles ceux qui manifestent une velléité de s'enfuir.

A la gare on amène des prisonniers faits surtout à la porte de Tirlemont : civils qui s'enfuyaient de leurs maisons en feu et que les soldats ont arrêtés, quand ils ne leur ont pas fait la chasse, à coups de fusil. « Encore un soldat » s'écrie un officier en voyant qu'on lui amène un jeune porteur de télégrammes, d'une quinzaine d'années, vêtu de son costume de service, et, pendant que ses hommes le maintiennent, tranquillement il lui brûle la cervelle.

Autour de la statue les cadavres sont réunis, que d'autres cadavres vont venir rejoindre pendant la journée et la nuit prochaines.

Il commençait à faire clair. Au coin de la rue du Canal et de la rue Minckelers, un soldat s'agenouille, épaula son fusil, vise longuement une fenêtre de l'étage d'une maison située au coin de la rue des Canards. Dans cet endroit tout à fait calme, où la nuit s'était passée sans incidents graves, le coup part et va atteindre Jean Devyner et sa femme qui se tenaient debout dans leur chambre. Le mari est blessé mortellement à la tête et la même balle tue sa femme dont elle fait éclater le crâne. La sœur de Devyner, qui se trouvait là, s'enfuit épouvantée avec leur enfant. On ne put rentrer dans la maison que le jeudi soir. Quand le docteur Wauters y arriva, les vers grouillaient dans la tête de la femme; le mari respirait encore, le front ouvert, la cervelle à nu. Le docteur veut rentrer chercher à boire chez lui; il rencontre un sous-officier qui lui met son revolver sur la poitrine : il lui explique ce qu'il veut et le conduit près du mourant.

« Est-il mort? » demande l'Allemand. « Non, mais il va mourir ». Tranquillement, le soldat braque son revolver sur le mourant qu'il veut achever. Il en est dissuadé à grand-peine et Devyner reçoit un peu de vin. Transporté chez les Sœurs de St-Vincent de Paul, il y mourut le lendemain.

Le samedi, des soldats viennent chercher le docteur Wauters, en lui disant qu'ils étaient envoyés pour enterrer le cadavre de la femme Devyner. Ils vont chercher le corps, lui attachent une corde aux pieds et le traînent dans l'escalier, hors de la maison jusqu'au coin de la rue, et là le font basculer dans la Dyle.

III. — Le 26 août.

Le mercredi 26 août, quand le jour vint à poindre, la ville offrait un aspect lugubre. Dans les rues, des cadavres de civils saisis et tués en tentant de s'enfuir, des cadavres de chevaux, l'un ou l'autre corps de soldats allemands ; des portes et des volets défoncés, des meubles fracassés jetés sur le pavé et partout des incendies qui de maisons en maisons s'étendaient. Et sur toute la ville, comme une suie noire qui tombait sans fin, mêlée de pages de livres mi-consumées par le feu que le vent dispersait et qui allèrent tomber jusqu'à plus d'une lieue de la ville : des 300.000 volumes de la Bibliothèque universitaire, c'était tout ce qui restait.

Le matin, il régnait un calme relatif. On put croire — beaucoup le pensèrent — que les Allemands jugeraient suffisante une nuit de meurtres, de pillages, d'incendies et de terreur. Il n'en était rien.

Les foyers d'incendie allumés la nuit s'étendent. M. Nerincx, — se rendant dès le matin à l'Hôtel-de-Ville pour obtenir des Allemands la protection de l'ambulance St-Thomas — constate qu'ils ont mis hors de service la pompe à incendie et crevé les tuyaux. Aussi, quand les membres de la garde-civique se furent rendus à la convocation des Allemands qui les réunissait pour combattre le feu, ils comprirent vite qu'il n'y avait là qu'un prétexte pour les livrer aux autorités militaires qui les expédièrent en Allemagne. L'un d'eux, Martin Copmans, qui tente de s'évader est tué d'un coup de feu à bout portant par une sentinelle.

A côté des foyers existant, d'autres brasiers sont allumés. Les fusillades intermittentes se répètent. Les otages qu'on menace de fusiller — « Vous allez voir comme des protestants savent fusiller de sales Jésuites comme vous », dit un officier à Monseigneur Coenraerts — reprennent leurs rondes de proclamation. Ils circulent au milieu des maisons en feu. Les façades écroulées encombrant les rues de matériaux calcinés qui rendent le passage presque impossible. Des maisons restées debout sortent des Allemands chargés de butin. De nombreux Allemands circulent en état d'ivresse.

Les rares habitants qui s'aventurent au dehors, pour rechercher un parent, enterrer un mort, ou soigner un blessé ou pour échapper à l'incendie passent les bras levés. De nombreux civils sont arrêtés : certains grossissent les groupes d'otages ; d'autres servent de protection aux troupes qui s'avancent hors de la ville, le plus grand nombre, est parqué Place de la Gare.

Le régime de terreur n'est pas fini.

*
* *

Dans la matinée du 26, M.M Albert et Paul Michotte, tous deux professeurs à l'Université, se trouvaient dans la maison de leur père, malade, chaussée de Tirlemont. De là ils voient les soldats forcer les portes des maisons de la chaussée, les fouiller et y mettre le feu cependant que d'autres soldats postés dans les embrasures de fenêtres ou derrière les portes tirent sur tous les civils qui passent dans la rue.

M. Albert Michotte, voulant éviter pareil sort à la propriété de ses parents, descend et sort. On l'empoigne et on l'emmène. Sa mère arrive et obtient qu'on le relâche et qu'on vienne visiter la maison. On n'y découvre rien et on inscrit sur la porte : « Cette maison doit être absolument préservée ».

Néanmoins, quelques heures plus tard, d'autres soldats, brisant à coups de hache les portes et les volets, pénètrent dans la maison, brisent tout ce qu'ils rencontrent et mettent le feu. Ils descendent à la cave, où MM. A. et P. Michotte venaient de descendre sur un matelas leur père âgé de plus de 80 ans, qui agonisait.

« Hände auf ! » et les fusils sont braqués sur le groupe entourant le mourant. On les fait sortir. Quatre soldats saisissent le matelas par les coins et le transportent au jardin. On le porte ensuite dans une église située en face de la maison qui, elle, s'embrase. Les hommes sont pris comme otages : les deux fils du mourant et le professeur Ide, médecin, doivent, au milieu des injures et des menaces, passer devant le front des troupes : à la moindre alerte, on devait les fusiller aussitôt. Les troupes se mettent en marche, les otages en tête. A presque toutes les maisons encore intactes les officiers font mettre le feu.

En chemin, ils croisent plusieurs cadavres de civils. Tous ceux que l'on rencontre sont forcés de se joindre au groupe. Ils marchent ainsi jusqu'à Herent d'où, sous escorte, on les renvoie à l'Hôtel-de-Ville de Louvain. En y arrivant, ils croisent, au milieu des injures des soldats, un convoi de munitions : des civils étaient liés sur les caissons.

De l'Hôtel-de-Ville, où on ne sait que faire d'eux, on les renvoie à la caserne de la rue de Tirlemont où on les libère. Ils vont aussitôt à l'hôpital St Thomas, chercher une civière dans laquelle ils ramènent leur père agonisant. Deux jours après le vieillard mourait dans une des caves où la crainte du bombardement avait fait descendre les blessés.

Rue de Bruxelles, vers midi, une dizaine d'Allemands frappent violemment à la porte d'un restaurant tenu par M. Laboubée ; ils entrent et demandent à manger. Ils demandent ce qu'ils doivent payer, on leur répond « rien ». Ils remercient et juste à ce moment un officier à cheval s'arrête devant la maison et tire un coup de revolver. Six des Allemands qui se trouvent dans la maison se jettent sur le fils Laboubée lui demandant s'il n'y a pas une porte de sortie par derrière. Il les y conduit. A ce moment des coups de feu éclatent. Laboubée fils se précipite dans la salle du restaurant, son père et sa sœur gisent sur le sol frappés à mort le premier d'une balle au front, le second d'une balle au cœur. Les quatre Allemands qui venaient de les tuer s'en vont par la porte de devant en tirant des coups de fusil vers M. Laboubée fils. Celui-ci, avec sa seconde sœur quitte la maison. Ils tombent dans une rafle et on les retient prisonniers. Quand ils demandent l'autorisation d'aller faire enterrer les cadavres on leur répond, revolver au poing, qu'ils ont à quitter la ville immédiatement.

La maison brûla le 28. Cinq mois après, on découvrit dans les ruines les ossements calcinés des deux victimes.

L'après-midi, de ce même jour, Mgr Ladeuze, recteur de l'université, se trouvant au collège américain contigu à sa maison, vit, vers 2 heures, deux soldats escalader la clôture de l'Institut de chimie. Ils allèrent, au fond du jardin, se poster derrière deux grands arbres et de là pendant au moins vingt minutes tirèrent vers la rue des Moutons qui se trouve en contre-bas. Ils s'en furent paisiblement après cet exercice en disant au concierge de n'avoir pas peur.

À l'Hôpital St Thomas, rue des Flamands, les mêmes incidents s'étaient produits que partout ailleurs. Fusillades, désordres, agitation des soldats. Comme partout, la garde allemande de l'ambulance, à grand renfort d'injures et de cris, accuse les directeurs, les médecins, les brancardiers d'avoir tiré. Mais cela se borne à des injures et à des menaces.

Vers le matin, on y amena des blessés civils ramassés çà et là : l'ingénieur André grièvement atteint par une grenade que des

soldats avaient jetée dans son corridor, rue des Joyeuses Entrées ; Madame Talon, de la même rue, blessée elle aussi à l'intérieur de sa maison ; la servante du professeur Noyons qui, en essayant de fuir la maison qu'on était en train d'incendier, avait été atteinte de quatre balles ; et bien d'autres.

Après avoir donné ses soins à sa servante, M. Noyons va trouver le major Von Manteuffel, fait valoir sa qualité de neutre — il est Hollandais — demande et obtient une escorte pour se rendre chez lui. Avec deux soldats il se rend, par la rue de Tirlemont, au boulevard où il habite. Croisant des troupes qui défilent, il voit, attachés par les poignets à la queue d'un cheval, un homme d'une quarantaine d'années et un jeune garçon de 14 ans. Les soldats disent entre eux : « On va les fusiller ». Sur tout leur chemin des coups de feu éclatent.

Le boulevard de Tirlemont offre l'aspect d'un vrai champ de bataille : des voitures brisées, des fusils, des manteaux, toutes sortes d'objets d'équipement jonchent le sol. En voyant M. Noyons arriver chez lui, — de la fumée sort déjà de la maison — des soldats se précipitent vers lui : « Voilà le franc-tireur ! » Criant plus fort qu'eux en allemand, M. Noyons les fait taire et obtient de pouvoir combattre le feu naissant. Au milieu du salon flambaient déjà des meubles brisés jetés en tas avec des livres déchirés et des albums. Tous les becs de gaz étaient ouverts dans la maison. Avec l'aide des soldats il éteignit le commencement d'incendie puis repartit avec son escorte, dépassant le cadavre de M. Lenertz, chef des travaux graphiques à l'Université, tué devant sa maison.

A la porte de Tirlemont aussi, gisaient quelques cadavres de civils ; plus loin, quelques Allemands et quelques chevaux. Un peu dans tous les quartiers de la ville d'ailleurs, il y avait l'un ou l'autre cadavre étendu sur le pavé. Rue de Bruxelles, à l'hôpital civil, devant le porche de la ferme des sœurs — dont la porte était restée ouverte toute la nuit par ordre des Allemands — se trouvaient seize cadavres : les domestiques de l'hôpital les enterrèrent pendant la journée.

A l'Hôtel-de-Ville, dès l'aube, on vient chercher Mgr Coenraets et le juge Maes pour leur faire faire avec des soldats la visite intérieure de l'église St Pierre : des francs-tireurs y seraient cachés. Les portes sont fermées : on les enfonce. Pas trace de francs-tireurs. Sur ces entrefaites, on est allé chercher le doyen de la Collégiale, le chanoine Ceulemans, qu'on fait monter dans la tour où une mitrailleuse serait cachée : pas plus de mitrailleuse que de

francs-tireurs. La toiture d'ailleurs est déjà en feu : dès trois heures du matin, on avait vu courir sur le toit des Allemands avec des torches.

Mgr Coenraets, le père Parys O. P., M. Maes, quelques autres sont amenés vers huit heures à la gare. Ils sont une quinzaine qu'on enferme dans un wagon à bestiaux. A midi on vient prendre le vice-recteur et le père dominicain ; on laisse les autres qui entendant une salve croient qu'on a exécuté les deux prêtres. Des explosions font dire aux soldats : « Voilà les bombes préparées par les francs-tireurs qui sautent ! »

Vers sept heures du soir le train partit vers l'Allemagne.

Le service des proclamations est largement assuré. En effet, le nombre des otages et prisonniers civils augmente d'heure en heure et plusieurs groupes sont constitués qui, encadrés de soldats, parcourent chacun un quartier déterminé. Au coin d'une rue, arrêt, roulement de tambour. Les civils qui sont là ou qui arrivent doivent lever les bras. Les soldats tiennent leurs armes prêtes à tirer. Les otages lisent leur proclamation : « Si on tire encore, la ville sera rasée, les otages fusillés, etc... » et autres choses du même style. Second roulement de tambour ; les bras peuvent s'abaisser et la scène va recommencer cent mètres plus loin.

Le personnel nécessaire à ce service et aux autres dont on parlera plus loin, était très largement recruté au moyen de rafles de civils méthodiquement organisées pendant la journée du 26. Les soldats envahissent les maisons, en chassent les habitants, mains en l'air ; tous les civils qu'on rencontre sont forcés de se joindre au groupe qui fait boule de neige. Souvent on sépare les hommes des femmes. Injures, menaces, fantaisies de tout genre agrémentent la promenade : à un moment, on fait se coucher tel groupe de prisonnières ; pendant cinq minutes les soldats tirent au dessus d'elles, puis les font se relever : « les Français étaient là ! » On parcourt ainsi les rues en tout sens et après bien des détours on arrive place de la gare.

Certains de ces paquets de civils, arrivés là, sont emmenés hors de la ville avec les troupes qui vont combattre les Belges.

L'échevin Tielemans — après avoir été séparé de sa femme et de ses enfants — est forcé d'accompagner une colonne de charriots : au dessus de ceux-ci sont liés des civils ; d'autres suivent à pied. La colonne comporte aussi des autos : sur le marchepied de chacune, à droite et à gauche, des prisonniers doivent se tenir

debout ; un autre est assis sur le capot au dessus du moteur. C'est dans cette dernière position qu'est installé M. Tielemans. Et on avance ; on va jusqu'à Bueken, dépassant sur toute la route des cadavres de civils. Torches en main, des Allemands vont de ferme en ferme, mettre le feu. A Bueken on les laisse libres de rentrer à Louvain.

Dans un autre groupe, l'avocat Dubois est dirigé sur Hérent avec le 90^e bataillon de Landwehr. Les Allemands le placent avec ses compagnons, devant les troupes qui tirent par dessus leurs têtes. Et ils servent de « bouclier » aux Allemands pendant un combat d'avant-postes.

Sur tout le trajet, les Allemands incendient, principalement au moyen de pastilles grandes comme des pièces de 2 francs.

Les mains liées derrière le dos, roués de coups, les prisonniers arrivent à Campenhout où on les parque dans l'église. Le lendemain 27 à 5 heures du matin, on vient leur annoncer qu'on va les fusiller. On fait sortir dix hommes qu'on aligne contre un mur. On les met en joue ; l'officier lève son sabre, puis crie : « Vous êtes libres » et les fait retourner à Louvain. A un demi kilomètre de la ville, des Allemands crient : « Hände auf », reconduisent les prisonniers à Campenhout où on recommence un simulacre d'exécution. Enfin on les dirige vers les avant-postes d'où ils passent dans les lignes de l'armée belge.

Tout un autre groupe de prisonniers est conduit, les mains liées derrière le dos, à Hérent. De là on les renvoie vers Louvain. Sur la route, ils voient venir à leur rencontre une troupe d'Allemands ivres. Sitôt qu'ils les aperçoivent, les Allemands de l'escorte s'enfuient criant à leurs prisonniers de faire de même pour échapper au tir qu'allait certainement diriger vers eux la troupe qui arrivait. Et de fait, au même moment les soldats se mettaient à tirer, tuant ou blessant non seulement plusieurs prisonniers mais encore des Allemands de l'escorte.

Mais la majorité des prisonniers est retenue place de la gare. Ils sont divisés en plusieurs groupes ; toute la place est en feu autour d'eux.

Des caissons passent. Un soldat prend dans l'un d'eux, un objet lourd, comme un ballon de foot-ball, le jette dans une maison encore debout. Une minute après, une violente détonation éclate et la maison flambe comme une torche.

De temps à autre on emmène un prisonnier à l'intérieur de la gare : les soldats expliquent qu'il est de ceux qui sont porteurs de balles ou dont les mains sentent la poudre ; qu'on va le fusiller. Et de fait, des salves se font entendre. Simulacres ? Exécutions réelles ? L'un et l'autre. On vit ainsi disparaître entre autres, M. Edgard De Becker : personne ne l'a vu exécuter. On retrouva son cadavre des mois après.

On entoure les groupes de fils de fer. On lie des prisonniers les uns aux autres avec des fils télégraphiques. Dans le square, gisent de nombreux cadavres, hommes, femmes, enfants, pêle-mêle les uns sur les autres. Il y a là sur la place dans un groupe, un homme paralysé des jambes depuis quinze ans, M. Pierre. Il reposait sur un coussin : un soldat vint lui enlever le coussin et l'obligea à demeurer, comme les autres, les bras levés.

Les femmes avaient été, au début, parquées à part. Mais le nombre des prisonniers s'accroissant sans cesse — 1.500 personnes environ se trouvaient finalement rassemblées — les Allemands les font se tasser les uns sur les autres de façon qu'ils ne forment plus qu'une seule masse compacte où il devient impossible de remuer. Toutes les classes de la société sont confondues. Une corde solide enserre étroitement tout le groupe. Des liens, de plus, en attachent la plupart aux pieds et aux poings. On les laisse sans manger sous la pluie fine et pénétrante qui ne cesse de tomber. Coups de crosse, coups de pieds alternent avec les menaces : « Vous y passerez tous » et avec les histoires de francs-tireurs : « ce sont deux prêtres qui d'une maison de la rue Juste-Lipse ont tiré sur les soldats ; c'est un complot organisé par la population civile ; ce sont des étudiants qui sont auteurs de tout. »

Et on continue à venir chercher l'un ou l'autre pour le fusiller. On en désigne quelques-uns pour creuser les fosses où l'on jette les cadavres. — On roue de coups quelqu'un qui aide son voisin, vieillard de 83 ans, à passer la clôture du square. — Un jeune et solide gaillard, Ducuroir, cabaretier à la place de la gare, est ligoté à un réverbère ; des soldats viennent le gifler, lui cracher au visage, le bourrer de coups. A la nuit il était encore là, mais son corps se balançait suspendu à la lanterne par des cordes qui lui serraient le cou. Il avait disparu le lendemain. — Ceux qui étaient désignés pour être fusillés étaient, pour la plupart, conduits au coin de la rue Marie-Thérèse et du boulevard de Tirlemont : les soldats tiraient postés de l'autre côté du boulevard. Durant l'après-midi et la nuit,

de 20 à 30 personnes furent ainsi fusillées. Au total, quand la semaine tragique sera passée il y aura, enterrés place de la gare, 50 cadavres qu'on exhumera en septembre, en janvier...

Vers le soir, les prisonniers obtinrent l'autorisation de se coucher sur le pavé, de s'asseoir, plutôt, par terre et de s'appuyer les uns sur les autres : ils étaient trop nombreux pour qu'ils pussent s'étendre.

Quand le jour se leva, on libéra les prisonniers ; mais pour un certain nombre ce fut en échange de provisions : les Allemands exigèrent qu'on leur apportât soit des poules, soit une vache, ou du café, ou du vin. Deux soldats accompagnaient le prisonnier jusque chez lui et prenaient livraison de la rançon.

Mais comme il n'y a pas assez de soldats, il suffit à la fin de donner son adresse : on reçoit un papier sur lequel un Allemand inscrit la réquisition à laquelle on est taxé. Ce papier sert de passeport pour rentrer chez soi.

Les déportations eurent lieu en grand le 27. Mais dès le 26 déjà de nombreux prisonniers sont expédiés en Allemagne : tels, les gardes civiques convoqués soi-disant pour combattre les incendies. Tels aussi quelques-uns des civils qui avaient servi d'otages et plusieurs de ceux qui avaient été saisis pendant la traque aux francs-tireurs.

IV. — L'exode (le jeudi 27 août).

Le matin du jeudi 27, à l'Hôtel-de-Ville, le commandant de place von Manteuffel informe l'échevin Schmit que les représailles vont cesser, et lui donne l'ordre d'aller avec une escorte de soldats chercher à leurs domiciles une série d'otages nouveaux dont il lui remet la liste. M. Schmit s'exécute. Quand, après plusieurs courses vaines, il revient une heure plus tard ramenant avec lui deux notables de la ville, il reçoit l'avis que l'on n'a plus besoin d'otages : la ville doit être bombardée à 1 heure et toute la population doit l'évacuer.

M. Nerinx rencontre le docteur Berghausen, qui accompagné d'un tambour, s'en allait publier l'ordre d'évacuation. « La ville va être bombardée » « Pourquoi » demande M. Nerinx ? « Parce que ce matin même un major Allemand a eu la gorge tranchée par un barbier louvaniste » « Quel major ? quel barbier ? dans quelle rue ? » — « Cela ne vous regarde pas. Le chemin le plus sûr, ajoute l'Allemand, est celui de la gare. »

L'Hôpital Saint Thomas s'était rempli les deux jours précédents des victimes des événements. Il y restait aussi des soldats belges. En tout 150 blessés qu'on ne pouvait songer à évacuer. Le professeur Noyons, avec son collègue M. Paul Debaisieux, va trouver Manteuffel à qui il déclare qu'il est impossible de vider l'ambulance Saint Thomas où se trouvent de nombreux blessés intransportables — et il réclame qu'on la protège. On mande l'officier qui devait commander le bombardement. Il déclare « nous allons détruire la rue de Malines, la rue de Bruxelles et la rue de Namur ». M. Noyons parcourt avec lui ces rues et lui indique les établissements hospitaliers, les asiles de vieillards et les instituts scientifiques qui s'y trouvent. En fin de compte il obtient l'autorisation de ne pas évacuer son ambulance mais à condition de n'y garder que les blessés, le personnel médical et administratif — et non les réfugiés. Cela acquis il rentre à l'ambulance Saint Thomas accompagné d'un officier à qui, à l'aide d'un crayon sur une carte de Louvain, il indique les établissements qui étaient sous la protection de la Croix-Rouge. L'officier procède alors à l'expulsion de tous les réfugiés et emmène comme prisonniers de guerre les soldats belges blessés et transportables. Après son départ on descend dans les caves tous les blessés en attendant le bombardement.

Pendant ce temps, l'ordre de quitter la ville avant le bombardement fut proclamé par des soldats et des civils dans les différents quartiers : la ville devait être vide à midi.

Les Louvanistes se préparent à partir. Ils entassent dans des valises, du linge, des provisions, et leurs objets les plus précieux. Ils prennent les petits enfants sur les bras ou les chargent sur leurs dos ; ils abandonnent leurs maisons et ils s'en vont. Les vieillards, les infirmes — car il n'y a d'exception pour personne — on les aide, on les soutient du mieux qu'on peut ; les plus privilégiés ont pu se procurer soit une brouette, soit une charrette à bras, soit une charrette à chiens, — ils y installent leurs vieux et leurs malades — et les valides s'y attellent.

Les couvents sont vidés : parmi les religieuses cloîtrées, (colettines, carmélites...) certaines n'ont plus circulé en rue depuis vingt, trente, cinquante ans.

Des officiers vont faire exécuter l'ordre de départ à l'Hôpital Saint Pierre. Malgré les protestations de la direction et des religieuses, il faut s'exécuter. On descend dans les caves les malades qu'il est absolument impossible d'emmener : ils sont une soixantaine, et on les laisse sous la garde de l'aumônier, d'une vingtaine

de sœurs et de quelques domestiques. Tous les autres sont évacués vers la clinique que les sœurs possèdent à Herent. Ils sont plus de cent qu'on transporte sur des civières, sur des brancards, ou même sur des fauteuils et des chaises, ou bien qui se soutiennent les uns les autres comme ils peuvent, avec l'aide des médecins et des sœurs.

Des deux côtés de la chaussée de Malines dans laquelle ils s'engagent, des maisons brûlent ; devant l'une d'elles se tiennent des enfants dont les parents sont morts dans le feu, dans une autre un cadavre est debout au milieu des flammes. A la gare de Herent, des Allemands s'opposent d'abord au passage du cortège, menacent les prêtres de leurs revolvers, et enfin les laissent passer.

Après avoir marché trois heures et plus, on arrive à l'ambulance de Herent qui était remplie déjà de nombreux réfugiés. Le soir vers six heures des Allemands pénètrent par derrière dans la propriété, tirent des coups de feu dans le jardin. D'autres viennent à la porte principale, crient qu'on va tout incendier. Rien ne les arrête, ni les certificats qu'on leur montre, ni les protestations : ils ne cessent de répéter : « Branden, branden ». Ils envahissent la maison, la parcourent pour chercher des armes cachées : sur leur passage tout le monde — même les malades couchés — doit tenir les bras levés. Ils s'en vont enfin à la nuit.

Le lendemain les sœurs obtiennent de pouvoir transférer les malades à l'hôpital d'Uccle. Un officier va jusqu'à promettre une escorte au cortège qui se forme vers 10 heures du matin. Au lieu de l'escorte, c'est une centaine d'Allemands qui entourent tout à coup le convoi, qui arrêtent et retiennent tous les hommes, même les malades. Les religieuses doivent rentrer avec les autres femmes à l'hôpital qu'on envahit de nouveau ; les malades qui y étaient restés sont chassés de leurs lits ; tous les hommes capables de marcher sont emmenés. En les maltraitant, en les brutalisant, on les pousse en avant des troupes allemandes jusqu'aux environs du fort de Waelhem. Là on leur permet de rejoindre les lignes belges où ils furent recueillis.

Vidés aussi, les hospices de vieux et de vieilles, qui, cahin-caha, clopin-clopant, s'en vont en se serrant les uns contre les autres. Vidé aussi l'Institut Saint Antoine pour enfants aliénés et épileptiques : il y a là 168 enfants gâteux, paralysés, idiots, épileptiques, hydrocéphales, etc., lamentable collection d'êtres aussi inoffensifs qu'incapables de se conduire, nécessitant une surveillance et des soins constants et attentifs ; on charge les quarante plus malheureux sur une charrette que les Frères tirent eux-mêmes ; parmi les autres, les

plus grands et les plus valides portent les plus petits, les Frères en portant eux mêmes le plus possible. Plusieurs pendant le trajet sont pris de crises d'épilepsie. Ils trouvent heureusement accueil au couvent du Sacré-Cœur à Héverlé.

*
* *

En longues théories, les fugitifs s'en vont, sans trop savoir où, droit devant eux, par les différentes chaussées qui partent de Louvain vers Diest, Malines, Tervueren, Bruxelles et Namur. Ceux-ci, qui partirent par Heverlé, purent faire route sans être molestés; beaucoup d'entre eux furent d'ailleurs recueillis à Héverlé même, chez les habitants, dans les couvents : le village lui-même d'ailleurs, où la maison d'Arenberg possède des propriétés considérables, avait été et continua d'être, relativement au reste de l'agglomération et du canton de Louvain, singulièrement protégé.

Suivons l'une ou l'autre des autres routes.

Sur celle qui conduit à Tirlemont, distant de Louvain de 18 kilomètres, se sont engagés quelques milliers de Louvanistes. Arrivés près de la ville de Tirlemont on leur apprend qu'il leur est interdit d'y entrer. Deux heures se passent en ordres, contre-ordres, marches, contre marches; on les repousse vers Hougaerde : là non plus on ne les laisse pas entrer, on les chasse de nouveau vers Tirlemont : les Allemands ayant changé d'avis, ils entrent enfin dans la ville; ceux qui ne trouvent pas abri chez des parents ou chez des amis, on les parque dans les églises et les édifices publics. Le lendemain matin, un ordre du commandant de place prescrit à tous les expulsés de Louvain de quitter la ville avant six heures; ils doivent se rendre dans les villages voisins ou aller jusqu'à St Trond. Après de longs pourparlers on accorde l'autorisation de rester à ceux des fugitifs pour lesquels des habitants de Tirlemont consentaient à répondre. Le dimanche 6 septembre un ordre formel du commandant de place ordonnait à tous les Louvanistes sans exception de quitter la ville dans les 24 heures.

Le trajet de Louvain à Tirlemont n'avait pas été dépourvu d'incidents. En route une femme avait accouché. Des vieux, ne pouvant plus avancer, avaient dû être chargés sur des brouettes. Une dizaine de prêtres avaient été empoignés par des soldats et jetés dans une sorte de porcherie à Lovenjoul. Là on les avait fouillés; à deux d'entre eux on avait enlevé leurs portefeuilles

contenant d'assez fortes sommes (qu'un an plus tard, après une longue enquête, le Gouverneur général allemand en Belgique leur fit restituer). Les injures et les menaces ne cessent de pleuvoir. On les laisse enfin rejoindre la colonne d'expulsés — un peu plus loin ils sont l'objet de nouvelles fouilles.

C'est en très grand nombre aussi que les Louvanistes avaient pris, pour atteindre Bruxelles, la route de Tervueren. On arrive sans encombre à Tervueren, mais là, à hauteur du Musée colonial, on arrête tous les ecclésiastiques — qui étaient assez nombreux et parmi lesquels se trouvaient beaucoup de jésuites de la maison d'études de Louvain. Il y avait là Mgr Ladeuze, recteur de l'université, Mgr Van Cauwenbergh, vice-recteur, Mgr De Becker, recteur du collège américain, Mgr Willemsen (hollandais) ancien recteur du même collège, le P. Coemans, recteur du Collège des Jésuites, le P. Vermeersch, le P. De Clerk, supérieur de la maison de Scheut, le chanoine Cauchie, et une bonne centaine d'autres prêtres et religieux, dont le nombre s'accroît sans cesse par l'arrestation de tous les ecclésiastiques qui arrivent à cet endroit.

On parque tous ces prisonniers ecclésiastiques dans une prairie, on les fouille au milieu d'insultes et de menaces. Pendant la fouille, un soldat tente de glisser furtivement une cartouche dans la poche du P. Schill qui s'en aperçoit à temps. Un officier ébauche le même geste envers Mgr Van Cauwenbergh qui le remarque lui aussi à temps. Tous doivent rester assis sur l'herbe, sans prononcer une parole sous peine d'être fusillés.

Après une heure d'attente, les prisonniers sont scindés en plusieurs groupes.

Le premier comprend 26 prisonniers. On leur déclare que tous sont otages et doivent accompagner une colonne de ravitaillement. Si un seul coup de feu est tiré contre la colonne, ils seront fusillés. Le P. Claeys et le P. Dupiéreux, jeune religieux de 24 ans, de la compagnie de Jésus, avaient été jetés dos à dos dans un fossé bordant la route. L'Oberleutnant qui dirige la fouille fait marquer une croix à la craie sur le dos du P. Dupiéreux, et part. Il revient après trois quarts d'heure. Il fait sortir du fossé le jeune religieux et lui ordonne de donner lecture devant les soldats et les prisonniers d'une note trouvée parmi ses papiers. C'était une simple note de calepin où le P. Dupiéreux flétrissait ce qui venait de se passer à Louvain et en particulier l'incendie de la Bibliothèque universitaire. Après sept ou huit lignes, on arrête la

lecture. « Son affaire est réglée » déclare l'Oberleutnant. « Il y en aura un de fusillé » dit un autre officier à un de ses collègues. Quelques minutes après, on amène le P. Depiéreux qui tient son crucifix à la main ; il est entouré de deux soldats qu'accompagnent un officier et un sous-officier. Un jésuite qui connaît l'allemand reçoit l'ordre de traduire en cette langue la note reprochée au P. Dupiéreux. Ce dernier est alors emmené à quelques pas du groupe d'otages. Un de ses confrères lui donne l'absolution. Trois soldats et un sous-officier se présentent pour l'exécution. On ordonne aux prisonniers de regarder vers la victime. Le feu est commandé, le P. Dupiéreux tombe ; un coup de revolver l'achève.

Quand ce fut fini, les prisonniers de ce premier groupe durent prendre place chacun sur un charriot. Parti de Tervueren vers 14 heures, ce convoi se dirige vers Bruxelles et défile par le Cinquantenaire, la rue de la Loi et les boulevards.

Le deuxième groupe, comportant une vingtaine de prisonniers, dut escorter à pied une colonne de troupes et fut libéré vers 18 heures à Bruxelles.

Les prisonniers du troisième groupe, dont faisaient partie le recteur de l'Université et le recteur des Jésuites de Louvain, durent rester assis dans la prairie de Tervueren jusqu'à la tombée de la nuit. On les conduit alors à la caserne de gendarmerie de Tervueren. Là, nouvelle série de menaces : « si quelqu'un parle à son voisin sans autorisation, il sera fusillé, si quelqu'un s'écarte du groupe, il sera fusillé », etc. : une vraie litanie. La nuit se passe à la caserne.

Le matin les prisonniers doivent venir se mettre par rangs de 4 en tête de la colonne. Au moment du départ, on n'en laisse partir que dix qui, conduits jusqu'aux environs de Hal, y sont libérés.

Les autres, restés à la caserne, sont renvoyés au grenier où ils avaient logé. On les en fait descendre à nouveau, puis remonter, puis redescendre, circuler, et la matinée se passe. À midi, on vient les mettre en liberté par ordre du gouverneur militaire allemand de Bruxelles, auprès de qui d'énergiques protestations se sont exercées.

Hissés chacun au haut d'une lourde charrette, les prisonniers d'un dernier groupe furent conduits à Hal. L'ordre est donné ensuite de les diriger sur Anvers. En fin de compte, après ordres et contre-ordres, on les ramène la nuit du vendredi au samedi à Bruxelles où ils sont libérés vers 1 h. du matin.

Sur les conseils des soldats qui proclamaient dans les rues de Louvain l'ordre de quitter la ville, beaucoup de fugitifs s'étaient dirigés vers la gare. Là, leur contingent fut grossi des prisonniers faits la veille, et que les Allemands avaient proménés sur des caissons jusqu'à Rotselaer où ils avaient passé la nuit dans l'église : avec les habitants de ce village on les avait dirigés de nouveau sur Louvain, où ils se confondent à la gare avec ceux qu'on vient d'expulser de chez eux. Tous, on les enferme dans des trains à destination de Cologne : les wagons, wagons à bestiaux évidemment, étaient si remplis que la plupart durent rester debout ; les planchers étaient recouverts d'une couche épaisse de fumier frais. Lentement les trains s'en vont. Le voyage dure vingt, trente heures. Les gares et les passages à niveau, sitôt qu'on a dépassé la frontière, sont encombrés de curieux qui reçoivent les Louvanistes avec des bordées d'injures et de menaces. A chaque arrêt d'ailleurs, les gardiens avaient soin d'ouvrir toutes larges les portières, exhibant les prisonniers à la foule, à laquelle ils expliquaient que c'était les francs-tireurs de Louvain, sur qui on avait trouvé quantité de doigts coupés à des Allemands pour leur voler leurs bagues, qui avaient massacré des blessés, leur avaient crevé les yeux.

On les fait descendre à Cologne le samedi.

Pour la première fois, on leur donne à manger : un kilog de pain pour dix personnes. Le dimanche on les rapatrie par des trains comportant cette fois des voitures de voyageurs où on les entasse. Le voyage se fait avec les mêmes lenteurs qu'à l'aller. A l'arrivée à Bruxelles, beaucoup — il y avait dans cette expédition de nombreux vieillards, des femmes, de tout jeunes enfants, — sont raidis et épuisés au point de ne plus pouvoir marcher. Les hommes sont envoyés à Schaerbeek, puis à Vilvorde, puis à Malines : à chaque arrêt, quelques-uns parviennent à s'évader ; néanmoins, en arrivant à Malines, terme de leur voyage, il en restait plus de deux mille encore.

Ceux qui firent partie de l'expédition de Cologne furent des privilégiés : ils furent de retour après huit jours de voyage. D'autres furent moins heureux, que l'on dirigea vers l'intérieur de l'Allemagne. Dès le mercredi déjà, on y avait envoyé les gardes civiques, convoqués sous le prétexte d'éteindre les incendies, et des civils faits prisonniers dans des rafles de pseudo francs-tireurs ; parmi ces derniers, quelques groupes ne partirent pour l'Allemagne que le samedi. Emmenés de chez eux le mercredi, ils avaient été conduits jusqu'à Wesemael, et là enfermés dans l'église,

où on amène ce jour-là et les jours suivants de nombreux groupes d'autres prisonniers venant de Louvain et des villages environnants. Ils y restent jusqu'au samedi ; on les met alors en tête d'une troupe en marche, on les mène à Herent, où on leur adjoint de nouveaux compagnons ; ils arrivent le soir à Nosseghem où on les embarque dans un train qui les mène à Münster où ils retrouvent de nombreux compatriotes qui les y avaient devancés. C'était en effet le jeudi surtout qu'avaient eu lieu les déportations. Le voyage de Louvain à Münster avait été long, pénible. Les mêmes incident le marquent que ceux que nous venons de raconter : ce sont les mêmes foules dans les gares allemandes qui attendent les civils belges, ce sont les mêmes privations de boisson et de nourriture. A Hanovre, comme on avait enfin servi un peu de café noir aux déportés (quelques soldats plus compatissants y ajoutent un peu de pain noir) Mme Kleyntjens demande à une dame de la Croix-rouge allemande un peu de lait pour son petit garçon d'un an ; elle reçoit comme réponse qu'on ne donne pas de lait aux prisonniers de guerre et que l'enfant n'a qu'à boire du café comme les autres.

Le voyage de Cologne avait duré 20 ou 30 heures. Celui-ci en dure soixante, soixante-dix. Entassés dans les wagons à bestiaux, épuisés par la faim, la soif, écœurés par les odeurs de plus en plus pestilentielles, quelques prisonniers devinrent fous. Dans un état de mi-conscience, le pharmacien de Koninck, n'en pouvant plus, veut fuir et tête baissée, il se jette par la portière du train en marche. Il trébuche, il tombe, il se relève, s'en court. Le train s'arrête, on rattrape le fuyard. On l'accable de coups de crosse, on lui lie les pieds et les mains, on le rejette dans le wagon. Là, on le suspend à un anneau, les pieds ne touchant pas le sol ; on le gifle, on le roue de coups et on le laisse dans cette position pendant trois heures sans connaissance. Un autre se jette lui aussi par la portière : il est écrasé par un express.

Ils arrivent à Münster, lieu de leur détention. Là, les accueillent les clameurs d'une foule hostile. On les conduit au camp, et on sépare les hommes des femmes. Celles-ci sont groupées avec les enfants — en tout, à plus d'une centaine — et tassées pendant quatre jours et quatre nuits dans une grange : des enfants deviennent malades, pleurent, crient, une vieille femme devient folle, pendant la nuit elle rampe au dessus de ses voisines en criant qu'elle cherche sa maison.

Les femmes et les enfants resteront à Münster jusqu'à la fin de septembre ; les prêtres, les médecins et les hommes de plus de

60 ans jusqu'au début de décembre. Leurs compagnons, après avoir été transférés à Celles, rentreront à Louvain le 1^{er} février 1915.

Nous donnons en annexe un extrait de la déposition du docteur Maldague, professeur à l'Université, sur la situation des civils louvanistes au camp de Münster.

V. — Les derniers jours du mois d'août.

Le jeudi 27 à midi, Louvain était vide de ses habitants. Sans doute il restait encore quelques civils dans la ville : à l'hôpital St-Thomas tout le personnel et les blessés, quelques religieuses et quelques infirmiers avec les malades intransportables à l'Hôpital St-Pierre ; dans les couvents, l'un ou l'autre religieux laissé pour garder la maison ; quelques bourgeois têtus ne voulant pas abandonner leur foyer et leurs biens : mais la plupart de ceux-ci restèrent terrés dans les caves, se cachant de leur mieux, attendant, dans la crainte d'être surpris, la fin de la colère allemande. Il pouvait donc rester en ville quelques centaines de civils — sur une population de plus de 42.000 habitants.

Dans les rues ainsi rendues désertes, on voit aller de maison en maison des soldats qui boivent le vin des caves et pillent ce qu'ils peuvent ; comme ils ne courent plus le risque maintenant d'être dérangés dans leur besogne, ils amènent des voitures, les chargent de ce qu'ils trouvent à leur convenance. Des voitures de déménagement, des charriots de toute espèce emmènent le butin à la gare de Louvain, à celle d'Héverlé. Et toute la semaine on verra partir vers l'Allemagne des wagons chargés des meubles les plus divers, des objets les plus disparates.

Du bombardement qui avait motivé l'expulsion de la population, on n'entend plus parler. Sans doute, vers midi, il y eut bien quelques fortes détonations. Peut-être était-ce des maisons qu'on faisait sauter ? Peut-être était-ce quelques coups de canon tirés à blanc. Peut-être même était-ce quelques vrais obus tirés on ne sait où ? On n'a jamais pu être fixé de façon bien certaine. Quoi qu'il en soit de ces détonations, elles ne furent pas bien nombreuses — et cessèrent bien vite de se faire entendre.

Meubles, vins, vêtements, objets d'art, fourrures, etc., tout fait l'affaire des soldats. Les incendies continuent à être allumés, mais les maisons sont mises à sac tout d'abord bien méthodiquement. Dans les rues, que, prudemment, parcourent des infirmiers de l'Hôpital St-Thomas pour ramasser des blessés abandonnés ou

pour enterrer des morts, à certaines heures, on tiraille encore. Et le vendredi, le samedi se passent de la même façon.

Malgré l'absence de la quasi totalité de la population, des scènes semblables à celles des jours précédents se produisent encore.

Un groupe d'habitants d'Aerschot, grossi de civils louvanistes rencontrés pendant leur fuite, avait été, lui, dirigé sur Louvain. Ils étaient plus d'un millier qui avaient fait toute une promenade à travers les villages des environs et qu'on amenait dans la ville en feu et quasi déserte. Pendant qu'on leur faisait parcourir les rues, des coups de feu furent encore tirés : une femme est tuée, une petite fille a la cuisse traversée, sa mère blessée à la jambe, menée à l'Hôpital St-Thomas, doit être amputée sur le champ. On mène ces prisonniers dans la caserne St-Martin, on les entasse dans des écuries. Là une femme, qui vient de faire toutes ces longues marches en cet état, accouche devant tout le monde. Ils restent enfermés là pendant plusieurs jours.

Le jour de l'exode, l'abbé De Strycker, vice-recteur du Collège américain, avait obtenu un passeport pour se rendre à Lierre, dans sa famille, avec son frère jésuite. A Rotselaer, des soldats les arrêtent, les mettent dans les rangs d'autres prisonniers, les font revenir à Louvain. Ils y arrivent vers le soir. A la gare, on les fait monter en wagon, on les fait descendre, et ils passent sur la place la nuit du jeudi, au vendredi. Devant eux on fusille le vieux curé de Herent. « Il était tellement nerveux qu'il n'y avait pas moyen de le calmer autrement » dit un officier. On les met en rangs comme pour les fusiller eux aussi, et la nuit se passe.

Le vendredi, ils entendent la fusillade recommencer. Les soldats s'exclament : « Ce sont les civils qui tirent de nouveau sur eux ! » On apporte quelques soldats blessés. Un officier dit à un autre : « Les imbéciles ont encore tiré les uns sur les autres ». Et les mauvais traitements redoublent.

M. De Strycker fut libéré le lendemain.

Se trouvant à Bruxelles à la légation des États-Unis quelques jours plus tard, il apprit qu'un attaché, envoyé à Louvain par son ministre, M. Brand Whitlock, pour se rendre compte de ce qui se passait, parcourait précisément la ville au jour et à l'heure où se produisirent les fusillades que nous venons de rapporter.

Ce n'est pas seulement à Louvain même que la fureur des Allemands se manifesta pendant ces journées sanglantes ; les communes attenantes subirent en effet un sort identique.

L'école St-Pierre, à Blauwput, tenue par les Frères de la Miséricorde, fut envahie pendant les incendies de la ville, par une foule de fuyards. Le 28 août, provoquant par leur arrivée le départ d'un certain nombre de réfugiés, des Allemands vinrent s'y installer : c'étaient des soldats du 20^e régiment de Landwehr.

Une compagnie s'installe également au couvent des Sœurs : la plupart des soldats qui la composent sont ivres, ayant dévalisé un magasin de liqueurs des environs. Tout à coup on voit l'un d'eux tirer des coups de fusil dans la rue, un autre par la fenêtre d'une classe de l'école des Sœurs. Tous les soldats courent aux armes, se précipitent dans la rue, tirent des coups de feu dans toutes les directions. Quelques-uns des leurs sont blessés. On frappe des coups furieux à la porte de la maison des Frères. Le scène est connue : « Vous avez tiré » ; brutalités, perquisitions.

« Heraus » : le supérieur, ses religieux, les réfugiés, tout le monde sort. On fouille les hommes. Pour être plus sûr qu'ils n'ont pas d'armes, on leur enlève leurs vêtements. Le vieux supérieur des Frères doit lui aussi se déshabiller en pleine rue, et comme cela ne va pas assez vite on lui arrache du corps ses vêtements (et on profite de l'occasion pour lui voler son portefeuille) sans lui laisser même sa chemise.

Un officier donne ordre aux hommes de se rhabiller et de le suivre. Il les fait se ranger en ligne le long des maisons. Il y avait là 57 hommes. L'officier fait sortir le 5^e, le 10^e, le 15^e, le 20^e, le 25^e. Le curé de la paroisse est là lui aussi ; il lève la main pour leur donner l'absolution ; un coup de crosse lui rabaisse le bràs.

Les cinq hommes sont fusillés immédiatement. C'étaient : un Père capucin, un des Frères de l'école St-Pierre, et trois ouvriers.

Après l'exécution, les 52 prisonniers qui restent doivent faire toute une longue promenade, dans les rues désertes de Louvain que bordent des maisons en flammes : des chiens affamés rôdent ; l'un d'eux est occupé à ronger un cadavre.

« Vous deviez être envoyés en Allemagne, mais il n'y a plus de train, leur dit-on. Vous êtes donc libres ». On les laisse aller et ils rentrent à Blauwput donner une sépulture aux cadavres de leurs compagnons.

*
* *

Nous avons rapporté toute une série de faits — meurtres, pillages ou incendies — que les Allemands ont perpétrés à Louvain. Nous allons raconter pour finir un commencement d'incendie qu'ils ont arrêté, qui n'a pas eu lieu, et qui par là même n'est pas, bien loin de là, sans présenter quelque intérêt.

De l'abbaye des Bénédictins du Mont César on avait prétendu tirer sur les troupes. Trois fois, le samedi 29 août, l'ordre fut donné de l'incendier. L'Oberleutnant Reinbrecht qui devait faire exécuter les ordres, après avoir fait perquisitionner pendant 4 h. 1/2 dans les moindres recoins des bâtiments, fait tout préparer pour l'incendie, puis réunit ses officiers et leur dit : « Nous ne pouvons brûler cette abbaye. Les moines n'y ont rien fait. Le major von Monteuffel m'avait donné l'ordre de brûler même si l'enquête démontrait qu'on n'avait rien fait, je lui ai envoyé un rapport lui demandant de retirer l'ordre ». L'ordre fut enfin retiré.

L'Oberleutnant Reinbrecht, qui fut tué devant Soissons a rapporté cela lui-même au P. Lambert Baudhuin. Celui-ci lui a demandé de transcrire ce qu'il venait de lui dire et de lui laisser le texte de son rapport à von Manteuffel. Après hésitation, Reinbrecht y consent, en donnant au Père Baudhuin l'autorisation de se servir de ses pièces s'il mourait à la guerre.

Une copie de ces documents se trouve dans les dossiers de la Commission d'Enquête. Nous la reproduirons en annexe. L'original est conservé dans les archives des Pères Bénédictins du Mont César.

Le Père Baudhuin était resté seul moine à l'abbaye. Tous ses coreligieux avaient été déportés chez leurs confrères allemands de Maria-Laach. Un jour de septembre, Manteuffel vint le voir et lui dit : « J'ai reçu un télégramme de l'empereur m'enjoignant d'épargner l'abbaye. J'ai pu répondre que j'en avais donné l'ordre ».

L'Oberleutnant Reinbrecht resta quelque temps au Mont César, transformé en caserne. Un jour qu'il passait rue de la Station avec le Père Baudhuin, il lui raconte que de telle fenêtre qu'il lui désigne — une fenêtre de la maison du notaire Brion — trois hommes habillés en soldats allemands ont tiré sur sa compagnie qui passait dans la rue ; il avait été le dire à la Commandanture où on lui avait répondu que c'étaient 3 civils belges déguisés en soldats allemands.

Le lundi 31 août M. le professeur Nerincx se rend auprès du major von Manteuffel. Il lui dépeint la situation de la ville dévastée, sans eau, sans lumière, remplie de cadavres en décomposition : cette situation est dangereuse pour les quelques Louvanistes qui lentement, prudemment, commencent à revenir ; elle est tout aussi dangereuse pour les troupes occupantes, et c'est ce que comprend fort bien le commandant de place. Aussi autorise-t-il M. Nerincx à assumer l'autorité communale en qualité de bourgmestre provisoire. M. Nerincx s'entoure d'un comité de notables : membres du corps professoral de l'université, médecins, ingénieurs, restés à l'Hôpital St-Thomas pendant le sac de la ville. Ils rédigent et signent une proclamation invitant la population à rentrer et leur faisant part de la promesse de Manteuffel qu'il n'y aurait plus ni pillages, ni incendies. Cette affiche est envoyée dans les villages voisins et produit assez vite son effet. Le nombre de retours s'accroît. Pour inspirer plus de confiance encore, le commandant de place fait poser sur des maisons spécialement protégées une affichette ne portant ni nom d'imprimeur, ni date, ni nom de lieu. Elle porte : « Cette maison doit être protégée. Il est sévèrement interdit d'entrer dans les maisons ou d'y mettre le feu sans autorisation de la Commandanture ». Pour toute signature : « Die Etappen Kommandantur », et le cachet. (Voir aux annexes) ⁽¹⁾.

Un peu plus tard ces affichettes furent remplacées par d'autres disant simplement : « Cette maison est placée sous la protection de la Commandanture ». Chacun pouvait en obtenir une très aisément.

*
* *

Les débuts de la nouvelle administration, à qui Louvain doit d'avoir évité une ruine plus complète, furent durs. Les soldats ne perdirent pas tout d'un coup le goût du pillage et l'habitude des incendies. Et malgré les promesses, quelques maisons furent encore brûlées pendant les premiers jours de septembre. D'autres incidents graves se produisirent. Sous un prétexte quelconque, on reprit des otages. Quelques civils furent encore envoyés en Allemagne. L'énergie de M. Nerincx et de ses collaborateurs — M. Nerincx conserva ses fonctions pendant toute la durée de la guerre, le comité des notables jusqu'en mars 1915 — eut pour

⁽¹⁾ Voir annexe N° 17.

effet de rendre de plus en plus rares ces incidents, et peu à peu de ramener l'ordre et le calme dans la cité.

A partir d'octobre 1914, l'histoire de l'occupation de Louvain se confond avec celle de toutes les autres villes belges.

VI. — La préméditation.

Le titre donné au court chapitre qui va suivre pourrait faire croire qu'après avoir retracé le sac de Louvain, il va en être fait la philosophie — et démontré par la critique des documents que possède la Commission, que ces événements n'ont pas pu ne pas être médités, voulus, préparés. Cette étude serait aisée à faire — très aisée. Mais elle ne serait pas conforme à l'esprit et à la méthode qui ont présidé à l'exécution de ce rapport, qui doit être purement narratif, sec et froid comme un procès-verbal.

Il a été fait un exposé des événements, rien d'autre. Les faits sont d'ailleurs assez parlants par eux-mêmes. Et ce sont encore des faits qui vont être groupés sous ce chef : la préméditation. Dans les très volumineux dossiers que la Commission d'Enquête a constitués, se trouvent, en effet, en assez grand nombre des dépositions, où des témoins racontent sous la foi du serment que six jours, deux jours ou quelques heures avant les fusillades et les incendies de Louvain, des officiers et des soldats allemands à Tongres, à Tirlemont et ailleurs ont parlé de ces incendies, ou de soi-disant révoltes de civils qui auraient amené de sévères représailles.

Voici ici un résumé de quelques-uns de ces témoignages.

Le 19 août 1914, — six jours avant le début de la mise à sac de la ville, — à Tongres, un feldwebel alsacien déclare à M. Shaw, professeur à l'Athénée de Louvain : « Nous avons capturé votre Roi, et toutes les villes ont été brûlées ». — « Quelles villes ? » — « Tirlemont et Louvain. On a brûlé les maisons, les églises et l'Hôtel-de-Ville ».

Le même jour, à Tongres encore, un général allemand, du nom de Von Bertram (ou d'un nom très semblable : le témoin ne peut préciser autrement), déclare à M. Langhor, professeur à l'Athénée de Tongres, qui avait été requis comme interprète, que les troupes allemandes avaient été reçues à coups de feu par la population de Louvain et que la ville de Louvain avait été mise à feu et à sang.

Le même jour encore, 19 août, à Dongelberg, 4 officiers dont un major ont déclaré formellement au curé du village, M. l'abbé Roland, chez qui ils étaient entrés, que les Allemands détruisaient

Louvain, où les troupes qui y avaient fait leur entrée ce même jour, avaient été assaillies par des francs-tireurs : « Löwen must ganz kaput ». Ils venaient, disent-ils, de recevoir la nouvelle par téléphone, et ils précisait en disant que les combats entre les civils et les soldats auraient eu lieu rue de Namur. La même déclaration fut faite par des soldats à d'autres habitants du village, notamment à MM. Pierre Ducloux et Honoré Bolen.

La cure se trouvant au haut d'une colline, les officiers lui conseillent de monter à son grenier, pour voir de là l'incendie de Louvain : y étant monté, il ne vit rien, bien entendu. Les officiers ajoutent : « si vous bougez, votre sort sera celui de Louvain ».

Le 23 août, avant-veille des incendies, à 2 heures de l'après-midi, Mme Jean Lenaerts, sa servante, son domestique, accompagnés du docteur Taverniers, quittent Louvain pour Winghe St Georges, où ils habitent et dont ils étaient partis le 19 août. En chemin, au delà de Linden, ils croisent une colonne de troupes. Trois officiers les arrêtent, et en français demandent : « D'où venez-vous ? » — « De Louvain ». — « Est-ce loin encore ? » — « 6 kilomètres ». — « Est-ce que Louvain brûle ? » — « Absolument pas ». — « Pourquoi fuyez-vous alors ? » — « Nous ne fuyons pas, nous rentrons chez nous, à Winghe St Georges ». Les officiers continuent leur chemin sans avoir l'air de les croire.

Rentrée chez elle à Winghe St Georges, Mme Lenaerts le 25 août, avait à loger un état-major de troupes de passage. A peine arrivé, un officier supérieur lui dit : « Louvain a été bombardé ». Mme Lenaerts se montre sceptique. Il insiste : « Si, si, Louvain a été bombardé ».

Le 25 août encore, M. l'abbé De Clerck, chapelain à Gussenhoven, est arrêté par des soldats sur la route de Tirlemont à Louvain. Les soldats lui parlent avec colère de Louvain, de sa « Pfaffen-Universität », des étudiants qui ont tiré sur des soldats.

Un peu plus loin, à Boutersem, d'autres soldats étaient prêts à partir vers Louvain : leur chef les harangue et leur dit : « Nous allons à Louvain. Cela fait 3 heures de marche. Là vous pillerez 3 heures durant, et après cela, vous mettrez la ville en feu ». Et les soldats se mettent en marche. — Cela se passe quelques heures avant les incendies.

Le même 25 août, entre cinq et six heures du soir, un détachement allemand s'arrête devant l'asile d'aliénés (Institut St Joseph) d'Erps Querbs, situé sur la chaussée de Louvain à Bruxelles.

L'officier qui commandait la troupe veut faire évacuer l'établissement afin d'y loger ses hommes pour les mettre à l'abri des francs-tireurs. Comme l'aumônier, M. l'abbé Van der Meulen, en s'y opposant, manifestait quelque scepticisme sur l'existence de ces francs-tireurs, il s'exclame, en français : « Comment vous ne croyez pas aux francs-tireurs ! A Louvain il y en avait plus de 400 rue de la Station et à leur tête il y avait deux prêtres. Allez voir ce soir ; vers huit heures vous verrez flamber Louvain »... Trois heures plus tard, en effet, dans la direction de la ville, on pouvait voir de grandes lueurs rouges monter dans le ciel et s'étendre. L'officier l'avait bien dit : c'était Louvain qui brûlait.

Ce jour-là, 25 août, enfin, à Tirlemont, le docteur Caluwaerts et le juge de paix de Léau, M. Janssens, se rendent chez le commandant de place, Freiherr von Veltheim, pour obtenir l'autorisation de se rendre à Léau. Il était 1 1/2 heures. Ils sont très mal reçus. Le commandant dit que leurs papiers sont faux, qu'ils sont des russes, qu'à Louvain les étudiants russes ont tiré sur les troupes et que pour cela toute la ville allait être brûlée. Ce, 6 heures avant le début des incendies.

La veille d'ailleurs, ce même von Veltheim avait écrit une lettre — datée du 24 — où il parle d'une révolte des ouvriers de Louvain.

VII. — Le bilan.

D'après les renseignements fournis à la Commission d'Enquête par l'administration communale, le nombre des civils tués sur le territoire de la ville de Louvain est de 109.

Il est de 82 pour la commune de Kessel-Loo.

En ce qui concerne les communes de Corbeek-Loo, Hérent et Héverlé, le nombre des victimes est évalué à 20 pour Corbeek-Loo, 30 pour Herent et 7 pour Héverlé. Ces chiffres sont en dessous de la réalité. Ce qui fait pour ces cinq communes un total de 248 tués.

Ne sont pas compris dans ces chiffres ceux qui, expulsés de l'agglomération, ont été tués en dehors de ses limites, comme le Père Dupiéreux fusillé à Tervueren, ou bien tel ou tel déporté exécuté dans un camp d'Allemagne.

Il est impossible d'estimer le nombre des blessés : ils n'ont été recensés nulle part.

Quant au nombre des civils déportés, il n'est possible de donner que des chiffres approximatifs.

A lire les nombreuses dépositions où il est question de forts contingents de prisonniers entassés dans des trains en partance pour l'Allemagne, on peut estimer que plusieurs milliers d'habitants de Louvain et environs immédiats firent ce voyage aller et retour jusqu'à Cologne, qui dura près d'une semaine.

Ceux qui firent un séjour variant de un à cinq mois dans un camp à l'intérieur de l'Allemagne doivent avoir été au nombre d'environ six ou sept cents.

Pour les maisons brûlées, l'administration communale de Louvain donne le nombre de 1081, entièrement détruites ; celle de Kessel-Loo en renseigne 450 tout à fait détruites et 87 partiellement. Pour les trois autres communes, les renseignements officiels font défaut : on put évaluer à plus de 600 le nombre des habitations incendiées.

Pour la ville de Louvain, il faut noter que le chiffre de maisons incendiées représente le septième du nombre total des maisons, et plus du quart de la surface bâtie, le feu ayant été mis principalement dans les quartiers riches. Ajoutons aussi qu'ont été détruits par les flammes dans la ville, les Halles avec les 300.000 volumes, les 1.000 incunables et les quelques centaines de manuscrits de la Bibliothèque universitaire, l'école des sciences commerciales de l'Université, la Bibliothèque choisie qui comptait au bas mot 200.000 volumes, l'ancien collège Saint Yves (Palais de Justice), le théâtre, et partiellement détruite et pour le reste très abîmée la Collégiale Saint-Pierre.

Voir en annexe les deux listes de tués de Louvain et de Kessel-Loo (1).

Weert St Georges.

A leur entrée dans la commune, le 20 août 1914, les Allemands mirent le feu aux maisons environnant la station où ils avaient trouvé le cadavre d'un des leurs tués par les Belges en retraite et qu'ils prétendaient avoir été tué par des francs-tireurs. Les incendiaires appartenaient au 23^e régiment d'infanterie.

(1) Voir annexe N° 17.

B. — Autres communes des cantons de Louvain.*1^{er} canton.***Cortenbergh.**

Le 20 août 1914, vers sept heures du matin, l'armée allemande en route vers Bruxelles, commença à défiler à travers le village de Cortenbergh.

Ce passage dura quatre jours et quatre nuits consécutifs.

Pendant ce passage de nombreuses maisons dont les occupants avaient fui, furent pillées et saccagées.

Le 21 août, les Allemands mirent le feu à la salle de réunion et à la maison du nommé Mathieu. Ils occupèrent ensuite la commune.

Ils prétendaient que des civils avaient tiré. Une dizaine de maisons et le château Houtart furent incendiés. Les soldats arrêtaient nombre d'habitants. Parmi eux se trouvaient des femmes et des enfants. Le charron Beyens, Théodore, à la suite de la déposition sous serment de deux soldats fut fusillé comme franc-tireur.

Les Allemands retinrent prisonniers 17 personnes. Les autres furent renvoyées après avoir été fouillées et maltraitées. Les otages parmi lesquels se trouvaient M. Vrebos, bourgmestre, furent liés deux à deux et conduits au camp établi derrière la maison de santé. Là, ils furent en butte à toutes sortes de mauvais traitements. Le 28 août, le bourgmestre fut coiffé du képi du chef de la station et placé en évidence, désigné aux troupes qui passaient comme ayant tiré sur les soldats. On lui mit même la corde au cou et on le menaça de le pendre pour servir d'exemple.

On dirigea ensuite les prisonniers sur Dieghem. Après quatre jours de détention, pendant lesquels ils durent souffrir toutes sortes de privations et de mauvais traitements, on les expédia sur Eppenheim où ils furent mis en liberté avec défense de retourner à Cortenbergh.

Erps-Querbs.

Le 20 août 1914, à l'arrivée des troupes allemandes à Erps-Querbs, les nommés Jean Volckaerts et Auguste Siméon furent arrêtés. Le premier fut emmené à Campenhout où il fut fusillé avec

d'autres habitants de cette localité ; l'autre fut conduit aux environs de Steenockerzeel et fusillé. Rien dans la conduite de ces hommes ne peut justifier ni leur arrestation ni leur exécution.

Dans les premiers jours de l'occupation, les Allemands pillèrent de nombreuses fermes et des immeubles dont les habitants pris de peur avaient fui.

Le 14 septembre, le moulin à vent du village fut incendié sans raison d'ordre militaire.

A leur entrée à Erps, les Allemands avaient arrêté six habitants qui furent adjoints à une troupe d'habitants des villages environnants, conduits à Campenhout, à Louvain, puis à Malines où ils furent libérés.

L'un d'eux, le nommé Van den Bach, Isidore, rentra malade chez lui à la suite des mauvais traitements qu'il avait subis. Il mourut un an après, le 25 août 1915.

Linden.

Les troupes allemandes entrèrent à Linden le 19 août. Un combat avait eu lieu aux environs du village, au cours duquel l'église fut bombardée.

Dès leur arrivée, les Allemands se mirent à piller et à incendier.

96 maisons furent détruites complètement et 13 partiellement.

Les soldats arrêtaient les habitants qu'ils avaient fait sortir de leur demeure. Ces malheureux furent maltraités et roués de coups. 15 personnes furent assommées à coups de crosse ou tuées à coups de baïonnette. Parmi elles se trouvaient plusieurs habitants de Cortryck Dutzel, qui avaient été faits prisonniers dans leur village et emmenés à Linden. Collau, Jules, son fils Jean-Baptiste et Dormaels, Isidore furent abattus à coups de fusil.

Cinq soldats belges du 3^e de ligne, qui avaient pris part au combat furent surpris dans leur retraite, alors qu'ils s'étaient réfugiés dans l'auberge Collau. Ils se rendirent. Quatre d'entre eux furent néanmoins tués sur place. Un seul échappa au massacre, c'est le nommé Van Guyse, Louis. On trouvera ci-après sa déposition :

Tijdens een gevecht rond Linden, op 19 Augusti 1914, werden verscheidene belgische soldaten, waaronder ik, omsingeld. Na ons tot het uiterste verdedigd te hebben moesten wij wijken. Gekomen in het dorp van Linden volgden de Duitschers op zeer korten afstand. Wij

vluchten met ons negen, in eene herberg en besloten ons aan den vijand over te geven. Onze wapens waren gedeeltelijk onderwege gebleven en wat ons nog overbleef stopten wij in het huis weg. De Duitschers waaren nu maar een 50 meters meer van de herberg toen een mijner makkers — een jongen van St Niklaas — vrijwilliger — in de voordeur ging staan en zwaaide den zakdoek, vastgebonden aan den stooftaak. De Duitschers sprongen naar hem toe en sloegen den jongen met den geweercolf het hoofd in. Dit ziende trachte ik te ontkomen. Ik vluchtte langs de achterdeur naar buiten, trok de deur open van een varkenskot en verdook mij onder het mest.

Ik weet nog dat er twee varkens in zaten die goed gestrooid waren en er lag gelukkig ook veel mest in. Daar onder het mest wachtte ik meer levend dan dood wat er van mij ging geworden. Het mag een wonder heeten dat ik aan die deutsche moordenaars ontsnapte. Zij waren reeds in huis wanneer ik naar buiten liep. Men had mij zien wegloopen maar zij meenden dat ik langs een achterpoortje op straat was weggevlucht. Daar op enkele stappen van de herberg, met de dood in 't lijf en stikkend van den dorst, hoorde ik mijne makkers smeeken, huilen en kermen. Ik hoor ze nog zeggen « wij zijn brave belgen » en dan schreeuwden de Duitschers « allen kapoet zwijnhonden ».

Ik verzeker dat er door ons van uit de herberg niet geschoten was — ook gedurende het vermoorden der soldaten heb ik niet hooren schieten; dit bewijst dat mijne makkers doodgeslagen of gesteken zijn. In huis waren wij met negen, ik weet niet wat er met de vier andere soldaten gebeurd is, vermits er maar vier in het huis Collaer vermoord werden. Als het in huis stiller geworden was begonnen de Duitschers de woonst en de stalling te doorzoeken. Van onder het stroo zag ik een officier en een soldaat in de deur staan van het kot, waarin ik verscholen zat. Ze keken eens rond, de officier zegde « niets te maken » en zij gingen weg. Daarna werd de hooischelf boven de varkenskoten doorzocht. Ik zag de punten der baïonnetten boven mij tusschen de balken komen. Ik hoorde ook dat de Duitschers ook geprobeerd hebben en huis en stalling in brand te steken. Dit is niet gelukt, maar zij hebben de hofstede daar neven dan in brand gestoken. Het werd dan avond en hoorde niets meer. Ik dierf nochtans mijne schuilplaats niet verlaten en bleef geheel den nacht door tot omtrent 8 uren onder het mest liggen.

Door een kijkgat van het varkenskot kon ik zien wat er op het dorp omging en zoo bemerkte ik dat er andere deutsche soldaten voorbijtrokken. Opnieuw kroop ik onder het mest tot tegen den middag. Toen hoorde ik het geklap van menschen uit het dorp. Ik kon mij niet meer inhouden te spreken en riep of ze burgers waren.

Een man en eene vrouw, wier naam ik niet ken, kwamen dan bij mij in het varkenskot. Ze keken verwonderd op, daar nog eenen belgischen soldaat te vinden. Die menschen stelden mij gerust en verzekerden mij dat er geen gevaar was en er kans war te ontsnappen. Zij brachten mij burgerskleeren in het varkenskot en namen mij mede naar hun huis. Die brave menschen gaven mij eten en drinken. Voor ik vertrok heb ik ze mijns vaders adres gegeven. Het koste mij minder moeite door de deutsche troepen te geraken. Juist dien dag waren de Duitschen door ons achteruitgeslagen, zij hadden geen tijd om de Belgen op straat aan te spreken en zoo passeerde ik gemakkelijk.

Onderweg maakte ik nog kennis met een andere soldaat die ook vluchtte. Wel behouden geraakten wij te Heyst op den Berg waar wij den trein namen naar Antwerpen, om ons regiment te vervoegen.

Na voorlezing teekent de verschijnen ⁽¹⁾

(s) VAN GUYSE, Louis.

⁽¹⁾ Traduction de la déposition du soldat Van Guyse :

« Au cours d'un combat aux environs de Linden, le 19 août 1914, plusieurs soldats belges, dont moi-même, furent encerclés. Après nous avoir défendu jusqu'au bout, nous fûmes obligés de battre en retraite. Arrivés au village de Linden, les Allemands nous serraient de près. A neuf, nous nous réfugiâmes dans une auberge et décidâmes de nous rendre à l'ennemi. Nous avons perdu une partie de nos armes en cours de route et ce qui nous restait fut caché dans la maison. Les Allemands n'étaient plus qu'à 50 mètres de l'auberge, quand un de mes compagnons, un jeune homme de St. Nicolas — volontaire de guerre —, se mit devant la porte et agita un mouchoir, noué à un tisonnier. Les Allemands se jetèrent sur lui et lui fracassèrent la tête d'un coup de crosse. Voyant cela, je tâchai de me sauver par la porte de derrière. J'ouvris la porte d'une porcherie et me cachai sous le fumier. Je me rappelle encore que dans la porcherie se trouvaient deux porcs. Il y avait une litière abondante et heureusement aussi beaucoup de fumier. Caché sous le fumier, j'attendais plus mort que vif ce qui allait advenir de moi. C'est par miracle que j'ai échappé aux assassins allemands. Ils étaient déjà dans la maison quand j'en sortais. Ils m'avaient vu fuir, mais ils croyaient que je m'étais enfui par une petite porte de derrière. Là, à quelques pas de l'auberge, plus mort que vif et mourant de soif, j'entendais les supplications, les cris et les lamentations de mes camarades. Je les entends encore dire : « nous sommes de braves Belges » à quoi les Allemands répondaient : « Allen kapût, schweinhünde ».

J'affirme qu'aucun coup de feu n'a été tiré de l'auberge et que de même, pendant le massacre des soldats belges, je n'ai entendu aucun coup de fusil, ce qui prouve que mes camarades ont été assommés ou percés de coups de baïonnette. Dans l'auberge nous étions neuf, je ne sais pas ce qu'il est advenu des quatre autres mais toujours est-il que quatre cadavres seulement furent trouvés dans la maison Collaer.

Quand le silence se fut rétabli dans la maison, les Allemands se mirent à perquisitionner dans la maison et les écuries. De ma cachette, sous la paille, je vis un officier et un soldat debout sur le seuil de la porte de la porcherie, où j'étais caché. Ils jetaient deci delà un coup d'œil, puis l'officier dit « rien à faire » et ils s'en allèrent. Après cela ils perquisitionnèrent dans le fenil au dessus de la porcherie. Je vis au dessus de ma tête les pointes des baïonnettes passer dans les interstices des poutres. J'entendis également que les Allemands essayèrent de mettre le feu et à la maison et aux écuries. Le feu n'a pas pris. Alors ils ont incendié la ferme voisine. Ensuite le soir est tombé

Pellenberg.

Les troupes allemandes à leur entrée dans le village de Pellenberg, le 19 août 1914, pillèrent plusieurs maisons ainsi que le château du bourgmestre. Ils mirent ensuite le feu au château.

Le 26 août, sous prétexte que des civils avaient tiré, ils incendièrent 19 maisons de la localité, arrêtaient plusieurs habitants de la commune qui furent déportés à Liège où on les retint prisonniers dans une écurie jusqu'au 21 septembre 1914.

Le nommé Degroef, Frédéric, qui voulait fuir fut abattu à coups de fusil.

Le 23 septembre 1914, sous le faux prétexte que du haut de la tour de l'église, les habitants faisaient des signaux aux soldats belges, les Allemands détruisirent cette tour à coups de canon.

Velthem-Beysssem.

Le 20 août 1914, les Allemands firent leur entrée dans le hameau de « Beneden-Velthem ». Sans raison aucune et dans le seul but de terroriser la population ils incendièrent une dizaine de

et je n'entendis plus rien. Je n'osai pourtant pas quitter mon abri et restai toute la nuit jusque vers 8 heures caché sous le fumier.

Par la lucarne de la porcherie, je pus voir ce qui se passait au village et ainsi je remarquai que d'autres soldats allemands passaient dans les rues. De nouveau je me cachai jusque vers midi. Alors j'entendis les voix d'habitants du village. Je ne pus plus me retenir de parler et je leur demandai s'ils étaient des civils. Un homme et une femme dont j'ignore les noms sont venus chez moi à la porcherie. Ils étaient très étonnés de voir encore un soldat belge. Ces gens m'ont rassuré et m'ont affirmé qu'il n'y avait plus de danger et que j'avais des chances de pouvoir me sauver. Ils m'apportèrent des vêtements civils dans la porcherie et m'amènèrent à leur maison. Ces braves gens m'ont donné à boire et à manger. Avant mon départ je leur ai donné l'adresse de mes parents. La traversée des lignes allemandes fut relativement facile. Ce jour là en effet les Allemands avaient été refoulés par les nôtres. Ils n'avaient pas le temps de parler aux Belges qui passaient dans les rues et de cette façon je traversai facilement leurs lignes. En cours de route je fis la connaissance d'un soldat belge, qui lui aussi s'était échappé. Nous arrivâmes sains et saufs à Heyst-op-den-Berg, où nous prîmes le train à destination d'Anvers, à l'effet de rejoindre notre régiment.

Après lecture le comparant signe.

(s) Van Guyse Louis.

maisons. Les nommés Van Gorp, Louis et Huygens, Georges furent emmenés comme prisonniers et fusillés le long de la chaussée de Malines à Louvain.

Le 25 août, d'autres troupes arrivèrent dans le hameau et dans le village de Velthem. Vers 3 heures de l'après-midi une fusillade éclata dans la direction de Bueken.

Sous prétexte que des civils tiraient, les Allemands se mirent à piller et incendier les habitations du village.

Ils mirent le feu sans faire sortir les habitants ni le bétail. Le nommé Van der Borcht, Englebert, qui se sauvait de sa maison en feu fut abattu après avoir eu à peine le temps de faire une dizaine de pas. Ses deux fils qui voulaient lui porter secours furent abattus à leur tour.

On arrête les habitants; les Allemands les maltraitent et les frappent. Joseph Lambrecht, ses fils Edouard et Louis, Poels, Remy, Stroobants, Théodore, De Keyzer, Henri et 4 habitants de Bueken : Piot, Edouard, Goovaerts, Edouard, Bosmans, Jean, Mommart, Jean-Baptiste et d'autres sont arrêtés, jugés et condamnés comme francs-tireurs et espions. Ils furent exécutés le long du mur de la maison Lambrecht ⁽¹⁾.

Le corps de la nommée Verstraeten, Rosalie fut retrouvé complètement carbonisé dans les ruines de sa maison.

Le nommé Swygers, Jean-Baptiste qui avait subi toutes sortes de mauvais traitements, mourut après une maladie qui dura 2 ans.

Trois à quatre cents hommes, femmes et enfants sont groupés. Les Allemands les conduisent jusqu'à Boortmeerbeek où ils les libèrent. Au cours de route, ces malheureux furent frappés, insultés et maltraités de toutes les façons.

Au cours de cette journée 40 maisons furent incendiées. Le nombre de victimes s'élève au total à 18 morts.

Wilsele.

Les Allemands arrivèrent à Wilsele le 19 août 1914. Ils pillèrent un grand nombre de maisons. Le nommé Schellekens, François fut arrêté, emmené à Linden où il fut fusillé avec d'autres habitants de Linden. (Voir rapport de Linden.)

Pieters, Joseph qui tentait de fuir fut abattu à coups de fusil. Le lendemain Van Criekeing, Frans eut le même sort.

(1) Voir annexe N° 18.

Le 27 du même mois, les Allemands arrêterent 115 habitants du village pour les déporter en Allemagne. Plusieurs habitants s'enfuirent pour se soustraire à la déportation. Les déportés ne purent rentrer en Belgique qu'à la fin de l'année 1914.

Le 28 août, Guillaume Fobelet fut arrêté, maltraité et fusillé.

Le 10 septembre eut lieu un combat contre les troupes belges. Les Allemands arrêterent des femmes du village et les forcèrent à les précéder jusqu'à la ligne de feu. L'une d'elles, De Neuter, Marie, fut tuée.

Au cours du combat 39 maisons furent détruites par les projectiles et l'incendie.

Les Allemands tuèrent un civil du nom de Van Crieckinge, Pierre, sous les yeux de sa mère.

La nommée Jacobs, Louise, qui tentait de fuir le lieu du combat fut abattue à coups de fusil.

L'école et la maison communale furent incendiées.

Winxele-Delle.

Arrivés dans la commune le 19 août 1914, les Allemands s'y comportèrent assez bien jusqu'au 24 août. Ce jour-là ils commencèrent le pillage et le massacre. Le 24 et les deux jours suivants ils incendièrent cinquante-cinq maisons, principalement au hameau de Delle et le long de la route de Malines. Ils brisèrent les portes et les fenêtres des habitations, les pillèrent et les saccagèrent.

Les habitants furent arrêtés, maltraités, menacés de mort. Le nommé Lambrechts, François qui, paralysé, ne peut lever les bras à l'ordre des soldats est tué. Le nommé Schoeters, Paul qui arrêté, ne peut, à cause de ses infirmités, marcher assez vite, est abattu à coups de fusil.

Le petit Van Bellinghen, Jean, âgé de 3 ans, est tué sous les yeux de ses parents ; ceux-ci ne peuvent emporter son corps qui doit rester dans la maison à laquelle les Allemands mettent le feu.

Sept habitants périrent au cours de ces journées ⁽¹⁾.

Plusieurs habitants furent arrêtés, maltraités et traînés à la suite des troupes allemandes. Les uns furent relâchés à Malines, d'autres furent envoyés en captivité en Allemagne.

(1) Voir annexe N° 19.

Everberg-Meerbeek.

Dans ces villages il n'y a rien de très important à signaler. Plusieurs cas de vols et de pillages sont relevés par l'enquête.

*2^e canton.***Berthem.**

Les Allemands entrèrent dans la commune le 19 août 1914. Ils y incendièrent 14 maisons sans autre cause apparente que la mort d'un de leurs soldats tué par des soldats belges au cours d'une escarmouche, le 20 août 1914. Les incendiaires étaient des uhlans.

Bierbeek.

Deux habitants de la commune furent assassinés par les Allemands : Vaes, Marc, le 19 août 1914, lors de leur entrée dans la commune, sans la moindre raison, et Verredt, Paul le 30 septembre 1914 par représailles, semble-t-il pour la destruction d'un pont de chemin de fer par le génie belge à Lovenjoul. Le 26 août 1914 le bourgmestre et le doyen furent saisis comme otages durant 2 jours. Ce même jour deux maisons furent incendiées sans motifs. En 1915 la commune dut durant 14 jours, fournir des otages pour la sécurité de la voie ferrée. Le 22 février 1917 le lieutenant von Bülow du 7^e régiment de cuirassiers, 5^e escadron, gifla en public le bourgmestre parce que des écoliers avaient ri pendant les exercices de ses hommes et l'insulta de « Schwein ».

Blanden.

Les Allemands entrèrent dans la commune le 19 août 1914. Ils tirèrent des coups de feu dans les carreaux de la ferme du bourgmestre et derrière des paysans en fuite sans toucher personne. Peu de temps avant l'armistice un soldat allemand maltraita des garçons jouant sur des wagonnets, chaussée de Namur, et en blessa un d'une balle dans le dos.

Corbeek-Loo.

Les Allemands entrèrent dans la commune le 19 août 1914. Ayant découvert les fusils de la garde civique dans les bâtiments.

de l'école ils y mirent le feu. Le 21 ils brûlèrent le quartier du village que se trouve dans la direction de Louvain ; le 26 août commença un pillage de toutes les maisons. Ils incendièrent 132 maisons, dont 3 écoles et 4 châteaux, parmi lesquels celui du baron de Dieudonné de Corbeek-over-Loo où le Roi Albert avait logé durant le séjour du Grand Quartier Général à Louvain. Beaucoup d'hommes furent faits prisonniers et emmenés en captivité jusqu'au 20 septembre par les troupes, à Liège ; un grand nombre d'habitants furent arrêtés et parqués dans la maison Van Sina où l'intervention d'un officier allemand compatissant put seule empêcher leur massacre. Un autre groupe fut emmené vers Bueken, où ils furent retenus en captivité 12 jours. Plusieurs de ces malheureux furent assassinés en route à Hérent. La famille Terclaeyers s'étant réfugiée dans la cave de leur ferme, les Allemands incendièrent celle-ci et les empêchèrent d'en sortir de sorte que les parents, une fille, le gendre et leur enfant y périrent asphyxiés ; un peu plus loin, ils étranglèrent le nommé Kestens, Frédéric ; L..., Marie, jeune fille de 15 ans fut enlevée de chez elle par 3 soldats dont l'un la viola, puis la perça à coups de baïonnette au point qu'elle séjourna 14 semaines à l'hôpital de Louvain et n'est pas encore tout à fait rétablie. La famille Goris, Jean-Baptiste séjourna 40 heures dans la cave tandis que leur maison brûlait au dessus d'eux ; le père mourut peu après sa délivrance. (Voir en annexe la déposition du témoin Goris, Jeanne) ⁽¹⁾.

Un groupe d'habitants furent concentrés au hameau « De Mol », plusieurs y furent fusillés et Louis Leynen, tué à coups de baïonnette dans le ventre. Au total 16 civils furent massacrés à Corbeek-Loo. (Voir en annexe la déposition du témoin Clevenbergh, Léon) ⁽²⁾.

Duisburg.

Le vieux secrétaire communal de cette commune, Josse Bosmans, fut maltraité le 14 mars 1916 par un officier allemand nommé Schreepelmeir parce qu'il avait défendu les intérêts des habitants de Duisburg contre des soldats allemands voulant réquisitionner plus que les règlements de l'occupant ne le permettaient.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 20.

⁽²⁾ Voir annexe N° 20..

Héverlé.

Les troupes allemandes entrèrent dans la commune le 19 août par la chaussée de Tirlemont. Le rapport dressé par M. le chanoine Prémontré Rosier, curé de la paroisse du Sacré-Cœur ⁽¹⁾ contient la relation générale des horreurs commises dans cette partie de la commune où 53 maisons furent détruites après avoir été pillées, et où 15 personnes périrent assassinées. 4 ouvriers furent appréhendés le 20 août 1914 et déportés sans raison en Allemagne jusqu'au 31 janvier 1915.

La nuit du 25 au 26 août 1914, quatorze civils furent appréhendés à la chaussée de Tirlemont et traînés sous les coups et injures de la soldatesque avec d'autres personnes par Louvain, Hérent où 2 d'entre eux furent fusillés, Winxele, Bueken, Wakkerzeel, Rotselaer puis de retour à Louvain, où ils furent embarqués pour Cologne où ils furent exposés à la fureur de la population, puis réembarqués et ramenés aux environs de Bruxelles le 30 août 1914.

Le 26 août 1914 le nommé Vangoetsenhoven, Auguste fut enlevé de sa demeure à 5 heures du matin et déporté 5 semaines à Liège dans une écurie avec beaucoup d'autres civils belges. Ils y eurent beaucoup à souffrir. Les auteurs de ces faits appartenaient au 63^e et 67^e régiment. La nuit du 26 au 27 août 1914, les Allemands incendièrent et pillèrent encore plusieurs maisons à la chaussée de Tervueren. Le 26 août 1914, sept ou huit habitants de Kessel-Loo et Héverlé furent appréhendés et conduits au Windgat à Hérent après avoir eu à subir un véritable calvaire ; là ils furent fusillés. Un seul parvint à échapper au massacre en faisant le mort et en rampant, quoique blessé, le long du sol : c'était le nommé Vandebek, Jean-Baptiste. Les victimes d'Héverlé se nommaient Hugaerts, Jean-Baptiste ; Bosmans, Vital ; Dewever, François et Boghe, Jules. (Voir rapport Kessel-Loo.) ,

Le 20 août 1914, un habitant de cette commune, Rodaer, Armand fut assassiné à Tervueren parce qu'il essayait de s'opposer à l'enlèvement de son vélo par des soldats allemands.

Leefdael.

Le 19 août 1914, à la suite d'une escarmouche entre l'arrière-garde belge et l'avant-garde allemande, quelques soldats de celle-

(1) Voir annexe N° 21.

ci furent tués; par représailles, les uhlands incendièrent la maison de Victor Elaerts.

Le 17 novembre 1918, Louis Stroobants voulant rejoindre son frère, réquisitionné par 3 soldats allemands pour les transporter en voiture à Louvain avec trois femmes et un homme de Bruxelles, reçut une balle dans la jambe de l'un des Allemands, blessure qui eut pour suite un raccourcissement de ce membre.

Loonbeek.

Le 19 août 1914, les Allemands tuèrent Remy Bruffaerts, qu'ils avaient trouvé porteur d'un revolver et tentèrent sans succès d'incendier la maison Trappeniers après l'avoir pillée.

Lovenjoul.

Le 19 août 1914, les Allemands brûlèrent en arrivant une maison. Le 26 août 1914, les Allemands appréhendèrent plusieurs civils de Lovenjoul et une centaine d'habitants de Corbeek-Loo, les lièrent 4 par 4 et tout en les brutalisant et les injuriant les embarquèrent à la gare pour Tirlemont où ils furent enfermés dans une caserne, puis le lendemain embarqués pour Liège. Là ils furent livrés aux outrages de la soldatesque puis emprisonnés à la caserne de la Chartreuse, dans des écuries; ils eurent à subir beaucoup de mauvais traitements durant deux mois que dura leur détention.

Le 29 septembre 1914, des soldats du génie belge ayant fait sauter un pont de chemin de fer, les Allemands incendièrent le lendemain une grande partie du village, prétendant que c'étaient les habitants de la commune qui en étaient les auteurs. Le même jour 3 soldats assassinèrent dans les champs le nommé Verheydt, Paul qui ne s'était pas arrêté sur leurs sommations.

De nombreuses habitations ainsi que le château Callemien et la cure furent pillés.

Jusqu'à février 1915, les Allemands maintinrent les otages dans cette commune.

Neerysche.

Il n'est signalé aucune violation du droit des gens dans cette commune, sinon le pillage de la gendarmerie par deux Allemands militarisés nommés Muller et Verleyen.

Tervueren.

Le 20 août 1914, lors de l'entrée des troupes allemandes dans la commune, celles-ci dont l'avant-garde était constituée de husards de la mort, assassinèrent un civil, le nommé Roddaer, de Heverlé qui les regardait passer, pillèrent les cafés et maisons des environs.

Les soldats ennemis blessèrent sans raison un civil, nommé Gielens, Frans, qui fuyait à leur approche. Le 20 août 1914, également, ils assassinèrent Liskens, André aux Quatre Bras. Le 27 août 1914 vers 10 heures une troupe d'Allemands entourant une colonne de religieux arriva à Tervueren, leur fit subir des tortures et avanies continuelles durant 2 heures et à midi fusillèrent le R. P. Dupiéreux, de la Compagnie de Jésus. Voici copie des récits qu'ont fait de cet assassinat des pères Jésuites qui y ont assisté, ainsi qu'un autre témoin oculaire.

Témoignages des pères Jésuites de Moreau et Lange.

Le 16 août, les Allemands entrèrent à Louvain. A peine y étaient-ils de quelques heures qu'on dut en loger 250 dans la grande salle (du collège). Les jours suivants, plusieurs des nôtres qui s'en allaient relever les blessés aux environs de Louvain, furent copieusement et grossièrement insultés par l'ennemi.

Le 25, on nous avait annoncé que mille soldats logeraient chez nous. Mais à six heures on sonna l'alarme. Nous ne reçûmes pas de troupes, seulement à huit heures du soir une fusillade bien nourrie éclata dans les rues et bientôt après commençaient les incendies. Nous croyions d'abord que c'était les Français qui reprenaient la ville. A minuit toute la communauté fut réveillée par une fusillade plus intense. Du nouveau bâtiment, rue de Paris, on put contempler l'incendie de la Bibliothèque de l'Université. Plusieurs des nôtres sortirent pour aider les sinistrés du Vieux Marché à sauver leurs meubles. Ceux qui rentrèrent nous apprirent qu'il n'y avait pas trace d'un seul Français que les Allemands étaient toujours maîtres de la ville et que c'était eux qui l'incendiaient. Le 26, les incendies ne cessant pas, plusieurs Pères partirent pour Bruxelles. Dès le 12, le R. P. Delplace et plusieurs scholastiques avaient déjà pris le chemin de Tronchiennes. Le 27, les Allemands forcèrent tous les habitants à évacuer la ville dont ils annonçaient le bombardement. La maison fut donc abandonnée à la garde de Dieu et de Saint Jean Berchmans. Elle resta ouverte.

A l'extérieur le spectacle était horrible. De la ville en flammes s'échappait une population terrifiée, les routes étaient encombrées de Louvanistes en fuite que maltraièrent les partis de soldats allemands qui les rencontraient.

Un groupe important composé de prêtres, religieux et civils et comprenant de nombreux Jésuites, se dirige vers Tervueren pour se rendre

à Bruxelles. La plupart ont leur certificat d'identité. Quelqu'uns parmi les Jésuites portent le brassard de la Croix-Rouge à l'estampille allemande. Jusqu'à Tervueren, guère d'incidents. Mais à quelque distance du Musée Colonial, la caravane de fugitifs est arrêtée par une troupe de soldats que commandait un lieutenant. Bien vite, on relâche les civils, mais les ecclésiastiques sont retenus prisonniers et fouillés.

Les soldats se répandirent en insultes et en menaces. L'un d'eux tenta même de glisser une cartouche dans la poche d'un de nos pères.

Parmi les ecclésiastiques arrêtés se trouvent Monseigneur Ladenze, recteur de l'Université, Mgr Van Cauwenberg, vice-recteur, Mgr de Becker, président du Séminaire Américain, Mgr Willemsen, Hollandais, ancien président de ce même séminaire. Prêtres et religieux au nombre d'environ nonante furent parqués dans une prairie où ils restèrent l'objet des insultes des soldats sans que les officiers intervinssent pour réprimer cette conduite de leurs hommes. Plusieurs même joignirent leurs invectives à celles de leurs subordonnés.

Après une heure d'attente, les prisonniers furent scindés en plusieurs groupes. Les membres du premier groupe (26) sont désignés comme ôtages et doivent accompagner une colonne de ravitaillement. Si un seul coup de fusil est tiré tous seront fusillés.

Mgr de Becker, président du séminaire Américain présente ses papiers, veut faire appel au protectorat des Etats-Unis auprès du Rittmeister. Celui-ci lui tourne le dos.

C'est à ce moment que se place l'exécution du R. P. Dupiéreux. Le Père Eugène Dupiéreux qui finissait sa première année de philosophie avait accompagné les Pères Van den Hove et Paul Claeys. Chemin faisant il s'était dévoué avec une inépuisable complaisance à soulager la multitude de pauvres gens qui fuyaient vers Tervueren et que suivaient nos Pères. Mais lorsque, non loin du Musée Colonial on fouilla les Pères, on trouva dans la poche de la capote du Père Dupiéreux quelques papiers sur lesquels notre pauvre frère avait jeté quelques notes rapides. Un mouvement d'inquiétude échappé au P. Dupiéreux attirait-il l'attention des Allemands? Toujours est-il que ces derniers confisquèrent les papiers et retinrent prisonniers dans le fossé bordant la route le Père Dupiéreux et le Père Paul Claeys soupçonné d'être son complice. Le Père Van den Hove put continuer son chemin. Entre temps le lieutenant qui avait trouvé dans la poche du Père Dupiéreux outre ses papiers, un brassard de la Croix-Rouge était entré en fureur et se répandait en injures contre ces prêtres qui, disait-il, excitaient la population contre les Allemands et affichaient hypocritement le brassard de la Croix-Rouge. Par dérision il ordonna de tracer à la craie une grande croix dans le dos du Père Dupiéreux. La lecture des papiers du Père ne fit qu'augmenter sa fureur. Que contenaient donc ces pages si irritantes? Bien peu de chose. En substance ceci. « Les Allemands ont envahi la Belgique le fer et le feu à la main. La horde a dévasté tout le pays. Lorsque Omar détruisit la bibliothèque d'Alexandrie, personne ne crut qu'un tel acte de vandalisme put se répéter! Il s'est répété à Louvain, la bibliothèque a été détruite. Tel est la germanische kultur dont ils se vantaient tant ».

Quelques notes sur des papiers intimes, tel fut le crime que le Père Dupiéreux devait expier de son sang.

En effet, après avoir attendu quelque temps dans le fossé qui borde la route, le Père Dupiéreux fut séparé du Père Claeys et dirigé vers la prairie où avaient été relégués les ecclésiastiques du premier groupe. Parmi eux, le frère jumeau de la victime le Père Robert Dupiéreux. Ils virent arriver vers eux le Père Dupiéreux tenant en main son crucifix et son chapelet et escorté de deux soldats sous la conduite d'un officier. Non loin du groupe précité, le sous-officier commanda « Halte » à ses hommes et s'adressant aux prisonniers demanda si quelqu'un parmi eux ne connaissait pas l'Allemand. Le Père Schill, luxembourgeois d'origine, fut malgré ses répugnances, désigné comme interprète. On lui ordonna de lire en français d'abord, en allemand ensuite les papiers incriminés. Comme il lisait les paroles rapportées plus haut, les Allemands l'interrompirent brusquement. C'est à ce moment que le Père Dupiéreux demanda la permission de se confesser. Il le fit au Père Willaert, puis se mit à genoux pour recevoir l'absolution. Alors le Père reçut l'ordre de faire quelques pas en avant. Intrépidement, d'une démarche assurée, Eugène s'avança. Il se retourna pour demander à ses meurtriers : « Est-ce assez loin ? » L'officier qui commanda le feu lui ordonna de faire quelques pas encore. A une soixantaine de mètres environ il s'arrêta présentant le dos. A ce moment quatre soldats se détachèrent. On ordonna à tout le groupe dont faisait partie Mgr de Becker de tourner les yeux vers la victime durant son exécution. Les bourreaux mirent le Père en joue et l'abattirent sous le regard de nos Pères et des autres Louvanistes. Le Père Dupiéreux tomba sur le dos les bras ouverts. Immédiatement les Allemands ordonnèrent aux ecclésiastiques témoins du crime de se retourner face à la route. Le corps de la pauvre victime s'agitait en convulsions spasmodiques. Un soldat l'acheva d'une balle dans la tête.

Le Père Dupiéreux fut enterré sur place presque à fleur de terre au point qu'on apercevait encore un bout de la soutane. Un habitant de Tervueren, M. Drabs, lui donna le soir même une sépulture plus convenable en attendant que, par les soins de sa famille cette innocente victime d'une aveugle barbarie fut ensevelie au cimetière de Scharbeek.

Les ecclésiastiques formant le premier groupe — celui qui fut témoin de l'exécution — furent placés un à un sur des chariots. Dans cet équipage ils entrèrent à Bruxelles par l'Avenue d'Auderghem; on suivit les grandes artères de la rue de la Loi et des boulevards; spectacle qui fit grande impression sur la foule.

Le second groupe, une vingtaine de personnes environ, escorta à pied un convoi. Il fut libéré à Bruxelles vers 6 heures du soir.

Les 3^e et 4^e groupes avec Mgr Ladeuze et le R. P. Coemans, recteur de notre Collège, durent rester assis dans la prairie de Tervueren jusqu'à la tombée de la nuit en butte aux insultes des soldats. Puis on les conduisit comme ôtages à la caserne, en les menaçant de les fusiller au moindre acte d'hostilité de la part de la population. Le matin, on saisit tous les papiers et on scinda les groupes. Les uns furent licenciés vers midi. Les autres chargés sur des chariots furent conduits jusqu'à une demi-heure de Hal. Là on leur annonça leur élargissement. Ils rentrèrent à Bruxelles à neuf heures du soir.

Le 5^e groupe parti de Tervueren le jeudi vers 2 heures, ne fut relâché que dans la nuit du vendredi au samedi. Conduit vers Hal, puis dirigé sur Anvers, il fut finalement après des ordres et contre-ordres, expédié sur Bruxelles, au Ministère des Affaires Etrangères où on le libéra vers une heure du matin.

(s.) de Moreau, S. J.

Le 27 août 1914, dans la matinée, alors que l'incendie faisait rage depuis deux jours dans Louvain, les Allemands forçaient toute la population d'évacuer la ville. Ils devaient à les entendre la bombarder par représailles.

Plusieurs milliers d'habitants se dirigèrent vers Bruxelles par la route de Tervueren, et c'était pitié de voir cette cohue de fuyards. La plupart ne sachant où porter leurs pas s'en allaient comme poussés par une force invisible.

A la sortie de Louvain un officier à la tête de sa compagnie rangée le long du chemin, s'adressant à un groupe de religieux, nous cria : « C'est votre crime ». Arrivés à Tervueren, un peu en deçà du Musée Colonial, nous rencontrâmes d'autres soldats qui semblèrent d'abord nous barrer la route, puis nous laissèrent passer. Deux cents mètres plus loin un autre groupe nous arrêta.

Les Allemands laissèrent les civils continuer leur chemin vers Bruxelles se contentant de retenir et de fouiller les prêtres et les religieux. Les bras levés, nous défilons entre les soldats qui visitent nos poches et nous tâtent pour s'assurer que nous ne cachons rien. Nos rasoirs et même nos canifs furent confisqués comme armes, et tout écrit retenu pour être examiné. Naturellement sur aucun de nous on ne trouva une arme. C'est alors qu'un soldat voulut glisser une cartouche dans la poche du Père Schill. Heureusement la fraude fut remarquée à temps et n'eut pas de conséquence. Au même moment un soldat faisait tourner une bouteille à hauteur des têtes et un de nos compagnons, le Père Graulich, ne put esquiver le coup qu'en se rejetant brusquement en arrière.

Après cette inspection on nous parqua dans l'enclos de l'école mondiale non loin du Musée. Les soldats semblaient convaincus de notre culpabilité. Aussi nous rudoyèrent-ils tant qu'ils purent. Ils s'amusaient à nous pousser violemment vers la prairie, de façon à nous jeter dans une flaque d'eau qui se trouvait à l'entrée de l'enclos. Nous restâmes assez longtemps assis dans l'herbe gardés par des sentinelles, baïonnette au canon.

Quant on nous enjoignit de nous lever ce fut pour ranger une vingtaine d'entre nous le long d'une palissade. Plus d'un crut alors sa dernière heure arrivée et plusieurs prêtres se confessèrent entre eux. Quand cette comédie eut assez duré, on nous fit passer dans la prairie voisine pour assister à une scène autrement tragique. Le Père Eugène Dupiéreux apparaissait en ce moment au bord de la route ; séparé de nous dans la marche, c'est encadré par deux soldats qu'il nous rejoignait. Il s'avancait lentement les yeux fixés sur le crucifix qu'il serrait dans ses mains, le chapelet pendant entre les doigts. Tout d'abord ce maintien me parut étrange ; mais l'attitude des Allemands m'éclaira bien vite. Derrière Eugène un officier brandissait quelques

feuilles de papier en un geste de triomphe. Eugène avait l'habitude de noter au jour le jour ses impressions de guerre, mais j'ignorais ce qu'il avait pu écrire de compromettant. Les Allemands allaient nous renseigner eux-mêmes. L'officier demanda un interprète. Le Père Schill, un Luxembourgeois d'origine, fut choisi. Il lut d'abord en français le fatal écrit. Puis il le traduisit en allemand « pour l'édification des soldats », comme avait dit l'officier. En voici à peu près la teneur : « Au début des hostilités j'avais peine à croire ce que les journaux racontaient de la cruauté des Allemands. Mais depuis que je les ai vus à l'œuvre à Louvain il faut avouer qu'ils se conduisent comme des Barbares. Pour que des faits pareils se généralisent, il faut que des ordres viennent d'en haut. Aussi farouches que les soldats du calife Omar qui incendièrent la bibliothèque d'Alexandrie, ils ont détruit la bibliothèque de l'Université. Voilà bien leur fameuse Kultur tant vantée ».

Le traducteur voulut remplacer le mot « Barbare » ! mais l'officier qui lisait par dessus son épaule, rectifia « Barbaren ». Dans la phrase qui accuse les chefs, il vit une injure à l'adresse du Kaiser. On ne voulut pas nous laisser dire un mot. Un feldwebel passait continuellement devant nous et nous mettait sous le nez son long pistolet d'ordonnance. Il rugissait : « Le premier qui bouge, je le tire ».

Le Père Dupiereux demanda à se confesser, et, après hésitation, les Allemands le lui permirent. Le Père Fern. Willaert l'entendit. Lui ayant donné l'absolution, il lui serra la main. Alors on lui donna l'ordre d'avancer, et le peloton d'exécution se plaça entre lui et nous. Sur le dos il avait une croix à la craie. Arrivé à une vingtaine de pas, Eugène se retourna et demanda, avec calme, s'il était assez loin. L'officier commanda le feu. Et nous vîmes tomber notre frère. Il s'abattit sur le dos, rejetant le bras droit de côté. On nous fit faire demi-tour, mais voyant le feldwebel se diriger vers la victime, je me retournai et vis qu'il lui tirait un dernier coup dans la tête. Nous fûmes emmenés comme otages et traversèrent Bruxelles, et ce n'est que dans la nuit, sur de puissantes interventions que nous fûmes relâchés.

Je jure devant Dieu que ce récit est bien l'expression de la vérité.

(s) Lange Charles.

Louvain, 8 mai 1921.

Ayant accompagné le Père Charles Lange pendant toute la matinée du 27 août 1914, je jure devant Dieu que les faits qu'il rapporte sont bien exacts.

(s) Robert Dupièreux.

Louvain, 8 mai 1921.

Maes, Yvon-Joseph, conservateur du Musée de Tervueren y domicilié.

Le jeudi 27 août 1914, j'ai vu passer la colonne de fugitifs venant de Louvain. Du balcon donnant sur le parc, j'ai vu un groupe de religieux entouré d'Allemands parqués dans les remblais des travaux de l'Ecole Coloniale.

A un certain moment, j'ai vu un religieux se détacher du groupe et se rendant vers le bois.

J'ai entendu une fusillade et j'ai vu tomber le dit religieux.

J'ai appris par après que la victime était le prêtre Jésuite Dupiereux.

Immédiatement les soldats l'ont enterré et mis le chapeau du père sur un baton fixé sur la tombe.

Le jour de l'entrée des Allemands à Tervueren, 20 août 1914, entre sept et huit heures du matin alors que les troupes régulières passaient en ordre depuis trois quarts d'heure, j'ai vu un homme qu'on m'a dit s'appeler Rodaer, de Héverlé, se tenant le vélo à la main à côté d'un des palmiers se trouvant sur le trottoir longeant le musée. Un soldat s'est avancé a mis la main sur le guidon du vélo. Le civil tout en tenant également le vélo a fait un geste exprimant que la machine était sa propriété.

A ce moment un cavalier appartenant au régiment des Hussards de la mort s'est avancé longeant les troupes en marche, a abaissé sa lance et perforé le susdit Rodaer. Ceci s'est passé sans que le cavalier se fut arrêté ou demandé une explication.

Comme le cadavre étendu sur place le long de la route restait exposé aux regards des troupes qui passaient, j'ai demandé au Major Von Sandt qui était à l'intérieur du Musée en ma qualité de membre de la Croix-Rouge Belge, l'autorisation de faire enlever le cadavre pour éviter que dans la présence de ce cadavre, les troupes de passage ne trouvent motif à d'autres vexations ou représailles.

Von Sandt me répondit : « Non, il doit rester en place : Cela servira d'exemple à la population civile qui comprendra comment l'armée allemande traite ceux qui lui semblent hostiles. Il vaut mieux une victime fut-elle même innocente que devoir saccager tout un village ».

Le cadavre a été enlevé ultérieurement mais à dix heures de la matinée il se trouvait toujours à la même place.

VIII. — CANTONS DE BRUXELLES.

Il y a eu dans les cantons de Bruxelles un très grand nombre de faits qui constituent des atteintes au droit des gens.

Le rapport n'en signalera que quelques-uns. Le récit complet en serait trop long.

Bon nombre de maisons de l'agglomération bruxelloise ont été occupées par des officiers et des militaires allemands. Les propriétaires de ces maisons ont été dans de nombreux cas victimes de vols d'objets mobiliers, de vin, etc... ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir à l'annexe N° 22, la convention conclue le 20 août 1914 entre le bourgmestre de Bruxelles et le commandant du 4^e corps d'armée allemande.

Des officiers supérieurs se sont même rendus coupables de faits délictueux alors que leur situation et leur grade auraient dû les mettre à l'abri de tels agissements. Ils n'ont d'ailleurs pas plus respecté les habitations et les biens des officiers belges partis pour le front. Malgré une vieille tradition d'honneur, ils ont occupé leurs demeures, enlevé leur vin, se livrant à des orgies et laissant les soldats emporter les objets garnissant la maison. C'est ainsi que l'habitation du colonel Hollmann a été occupée par le major allemand Koenige, et en partie pillée. Des officiers allemands ont bu une partie des vins au cours d'orgies, le reste a été enlevé et vendu. Le major Koenige, qui est un haut magistrat de la Cour de l'Empire à Leipzig, et qui avait été envoyé en Belgique pour remplacer la magistrature nationale, qui refusait de siéger, a assisté impassible au pillage de la maison du colonel Hollmann. Il paraît même certain qu'il en a profité ; son ordonnance Kessen, Heinrich, a en effet, transporté en Allemagne une lourde valise et des boîtes contenant des objets provenant de la maison du colonel Hollmann.

Le major Stoeber, auditeur militaire près le gouvernement général, s'est rendu coupable en novembre 1915 de bris de scellés dans les circonstances suivantes : des scellés avaient été apposés, le 5 octobre 1915, sur les meubles de la maison sise 273, avenue Louise, appartenant à M. Liéwin, Jules, consul général du Chili à Monaco, décédé au Havre le 11 septembre 1915. Le 13 novembre, l'auditeur militaire Stoeber exigea que les clefs des meubles fussent remises. Le gardien s'y refusa. L'auditeur militaire fit saisir les clefs et n'hésita pas à briser les scellés de la justice belge.

Il faut citer aussi les agissements des séquestres des maisons de commerce. Tous ont dilapidé et liquidé les biens d'importantes maisons, vendant à vil prix, le matériel, le mobilier, et l'outillage. Parmi les plus importantes il faut signaler :

La maison Franchomme ; la Compagnie Anglaise ; le séquestre, un certain Maes, a vendu tout le matériel et l'outillage de cette société pour 10.000 francs ; la valeur réelle était de 400.000 francs.

Dilapidation des biens de la compagnie française de Vichy.

Liquidation de la maison Pathé Frères, et d'autres, etc., etc.

*
* *

Lors de l'armistice de nombreux actes de violence, accompagnés de pillage, ont été commis dans l'agglomération bruxelloise par les troupes allemandes en révolte. Plusieurs personnes ont été tuées, d'autres grièvement blessées.

Le rapport de M. Crespin ⁽¹⁾ commissaire de police de la Division centrale de Bruxelles, fait devant le juge de paix de Bruxelles, donne les détails sur ces affaires.

Ces crimes ne constituent pas à vrai dire des atteintes au droit des gens, mais ils sont caractéristiques de la mentalité de l'armée occupante aux yeux de laquelle le civil belge était quantité absolument négligeable.

Pendant l'occupation plusieurs actes de violence furent commis à l'égard de personnes arrêtées par les Allemands.

*
* *

De nombreux chômeurs bruxellois ont été amenés en Allemagne et de nombreuses personnes ont été déportées en Allemagne à la suite de décisions judiciaires ou d'ordres émanant d'autorités militaires allemandes. Bien que ces questions fassent l'objet de rapports distincts (voir volume II des rapports de la Commission d'Enquête) il y a lieu de signaler ici tout spécialement la déportation de M. Max, bourgmestre, Ministre d'Etat ⁽²⁾, celle de MM. les échevins Lemonnier ⁽³⁾ et Jacqmain, celle de M. Delleur, bourgmestre de Boitsfort et celle de M. le Bâtonnier Théodor. Il faut également signaler la déportation arbitraire de M. le Premier Président de la Cour d'appel Lévy Morelle et les présidents Ernst et Carez emmenés en Allemagne à la suite de l'arrestation de Borms ; ainsi que l'arrestation et le transfert à Holzminden des otages coloniaux parmi lesquels se trouvaient MM. le comte J. d'Oultremont, le comte H. d'Ursel, MM. Lepreux, directeur de la Banque Nationale, Kervyn, directeur général au Ministère des Colonies, Baron de Cuvelier...

*
* *

De nombreux vols ont été commis dans l'agglomération pendant l'occupation. Ces vols ont été commis souvent à l'aide de violences, ou au cours de perquisitions. Quelques-uns étaient très importants, comme le vol dont fut victime M. Joseph Gozin, qui s'élevait à plus de 30.000 francs.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 22.

⁽²⁾ Annexe N° 22.

⁽³⁾ Annexe N° 22.

Au cours de l'occupation, les Allemands n'ont épargné ni les biens des communes, ni ceux des établissements destinés à la charité, à l'instruction, aux arts et aux sciences.

C'est ainsi qu'ils se sont livrés à un véritable pillage au palais de l'Académie Royale de Belgique, emportant ou dépareillant des collections de grande valeur. Cent-cinquante volumes de la collection des « Grands Écrivains Belges » sur « Hollande » d'une valeur d'environ 75.000 francs ont disparu. D'autre part, la collection des mémoires couronnés, d'une valeur de 25.000 francs, ainsi que des autographes du Baron de Stassart, des documents anciens et divers objets mobiliers, ont été enlevés du Palais des Académies.

En décembre 1914, le 39^e régiment de Landwehr, ayant occupé le palais de Justice, la Bibliothèque du tribunal de première instance fut l'objet de destructions et de déprédations importantes. De nombreux ouvrages de droit furent détruits ou endommagés. Le coffre contenant les pièces et documents servant aux élections communales, provinciales et législatives, fut retrouvé fracturé. Les dossiers qu'il contenait étaient lacérés et dispersés.

Il régnait dans la bibliothèque un désordre et une malpropreté indescriptibles.

Au Ministère des Colonies, les Allemands ont emporté de nombreux objets mobiliers et des coffres-forts.

Des vols ont également été commis au préjudice du Ministère de la Guerre.

Dans différentes écoles de la ville de Bruxelles, les Allemands ont commis des déprédations et destructions qui ont occasionné à l'administration communale des grands frais de réparations.

Il y a lieu enfin de rappeler les réquisitions dont ont été frappés — en violation du droit des gens — les établissements hospitaliers.

IX. — CANTON D'ANDERLECHT.

Les Allemands ont commis de nombreux vols soit lors de leur passage dans les localités de ce canton, soit dans les maisons où ils ont été cantonnés.

Cinq soldats allemands se sont introduits en octobre 1918 chez De Rycke, Léon, de Zellick, sous prétexte d'y perquisitionner. Ces militaires, armés de leur baïonnette, forcèrent De Rycke à ouvrir son coffre-fort et lui volèrent une somme d'environ vingt

mille francs qui y était déposée. Le préjudicié voulant appeler au secours ne parvint pas à sortir de sa maison, celle-ci étant gardée extérieurement par un Allemand.

Le 22 août 1914, sur la route allant de Dilbeek à Ninove, le nommé Van der Beken de Bruxelles rencontra deux soldats allemands qui l'interpellèrent. Ces deux militaires se jetèrent sur lui et tandis que l'un le menaçait de son revolver, l'autre le dévalisait de son portefeuille contenant une somme de 22.000 francs qui était destinée à faire un paiement dans les Flandres.

A Dilbeek plusieurs témoins ont relaté les agissements brutaux dont s'est rendu coupable en août 1914, le prince de Waldeck de Pyrmont dont tous les ordres étaient donnés revolver au poing.

En novembre 1918 — et notamment après le 11, jour de la signature de l'armistice — les troupes allemandes se rendirent coupables de nombreux vols de bestiaux et d'aliments, particulièrement dans les villages situés le long des routes suivies par l'armée en retraite.

De nombreux habitants durent fournir à l'occupant des prestations en nature sans être indemnisés.

XI. — CANTON D'ASSCHE.

Dans tout le canton les Allemands se sont rendus coupables de nombreux vols. Parmi les plus importants et à titre d'exemple, il faut citer le pillage du château d'Hoogvoorst et le vol avec violence commis à Lombeek-Ste-Catherine au préjudice d'un nommé Eyllenbosch, dommage estimé à 48.000 francs, etc...

De nombreux incendies ont été allumés par les troupes allemandes dans tout le canton : Incendie de la ferme Frannens, Victor à Relegghem (dégâts estimés à 21.000 francs) en 1914. Incendie du moulin Vereertbruggen à Maxenzeel, etc., etc.

Plusieurs assassinats de civils ont été commis dans ce canton.

Assche.

Dans toute la commune, les Allemands se sont rendus coupables de nombreux vols, dont plusieurs à l'aide de violences. Parmi les faits les plus importants il faut signaler le meurtre dont fut victime le nommé Van Limbergen, Joseph.

Ce malheureux s'était rendu à Bruxelles le 11 novembre 1915. A son retour il fut arrêté à Assche, on ne sait pour quel motif. Il

fut odieusement maltraité. Il mourut en détention quelques jours après des suites des mauvais traitements dont il avait été l'objet.

Le 11 novembre 1918, le nommé Vandenhoven, Romain fut atteint d'un coup de feu tiré, on ne sait pour quel motif, par les soldats allemands. Il subit une longue incapacité de travail.

Le 12 novembre 1918 les Allemands provoquèrent avant leur départ, l'explosion d'un train de munitions en gare d'Assche. Plusieurs maisons aux environs de la gare furent détruites. Un grand nombre furent endommagées. Les Allemands profitèrent de la panique pour voler.

Merchtem.

Le village de Merchtem souffrit assez bien de l'invasion et de l'occupation allemande. De nombreux vols furent commis. Plusieurs maisons furent incendiées sans motif.

Parmi les faits les plus importants il faut signaler l'assassinat d'un nommé Thomas. Le 2 septembre 1914, les Allemands ayant mis le feu à la ferme des époux Thomas, ceux-ci se réfugièrent dans leur jardin. Ce voyant, les Allemands tirèrent sur Thomas et l'abattirent sans que rien dans son attitude ait pu justifier cet acte.

La femme Thomas complètement terrorisée s'était cachée dans la cuisine avec ses enfants. Les Allemands forcèrent son fils aîné, qui était simple d'esprit, à se retirer dans l'étable avec obligation de tenir les bras levés. Comme, vu son état d'esprit, il ne comprenait pas leurs ordres, ils le rouèrent de coups, le frappant dans le dos au moyen de la crosse de leurs fusils. Ils tirèrent également des coups de feu sur un autre fils Thomas qui voulait se porter au secours de ses parents.

Opwyck.

Le 26 septembre 1914, lors de l'entrée des troupes allemandes à Opwyck, un soldat ennemi fut blessé par une patrouille belge, qui se trouvait embarquée à proximité de l'habitation du nommé Keersmaeker, Frans.

Les Allemands ayant soutenu que le coup de feu qui avait blessé l'un des leurs avait été tiré par un civil, 49 habitants d'Opwyck, furent immédiatement arrêtés.

M. Desmedt, bourgmestre d'Opwyck, ainsi que le docteur Wynants, intercédèrent auprès du médecin allemand cantonné à Opwyck — un certain Speyer — pour qu'aucune mesure de rigueur ne soit prise à l'égard des habitants, en lui démontrant que la balle qui avait atteint le soldat allemand provenait d'une arme de guerre.

Le bourgmestre d'Opwyck fut mandé auprès du colonel commandant les troupes, qui lui signifia que si le moindre acte d'hostilité était commis par les habitants à l'égard des soldats allemands, lui-même serait fusillé et la commune complètement rasée.

D'après les renseignements qui furent fournis au bourgmestre par le médecin allemand Speyer, le colonel du régiment réunit un conseil de guerre au cours duquel il fut décidé que 11 des habitants seraient fusillés.

Cette mesure ne fut pas exécutée, grâce à l'intervention du docteur Speyer qui, après les explications que lui avaient fourni le bourgmestre et le docteur Wynants, était convaincu que le coup de feu n'avait pas été tiré par un civil.

De Keersmaecker, Frans ne put malheureusement être sauvé parce que c'était à proximité de sa maison que le soldat allemand avait été blessé.

Il fut conduit à Droeshout où il fut fusillé. Plusieurs de ses concitoyens furent obligés par les Allemands de recouvrir son cadavre de terre. (Voir en annexe les dépositions du bourgmestre et du docteur) ⁽¹⁾.

Entretemps, de nombreux habitants d'Opwyck furent obligés de quitter leurs habitations. Les soldats allemands les forcèrent à s'agenouiller à proximité de leurs demeures et d'assister les mains levées, aux incendies qu'ils provoquèrent à l'aide de pastilles incendiaires.

Ternath.

De nombreux vols furent commis à Ternath.

Le 17 mars 1915 tous les jeunes gens de Ternath furent convoqués à la commandanture, à la grand'place à la fin du contrôle. Les Allemands qui voulurent donner des ordres furent accueillis par les cris de « Vive le Roi ». Pour débayer la grand'place les

⁽¹⁾ Annexe N° 23.

Allemands chargèrent à la baïonnette et tirèrent de nombreux coups de feu. Les nommés Léon Berger et Benoit De Valck furent tués ; Berger, Victor et Nieuwland, Maria furent blessés.

Liedekerke.

Il faut signaler dans ce village les nombreux vols et les mauvais traitements dont furent victimes les habitants.

Le 27 mars 1918 deux enfants Evenepoel, François et Houtveld, René, âgés respectivement de 13 et 15 ans se rendaient à l'école. Arrivés près d'un pont ils furent abattus sans raison aucune par des soldats allemands.

XI. — CANTON DE HAL.

Plusieurs actes de violences très graves et un meurtre ont été commis dans le canton de Hal par les troupes allemandes, lors de l'occupation en août et septembre 1914.

Le nommé Villé, Guillaume, de Hal, qui rentrait chez lui à bicyclette le 20 août 1914, en compagnie de quelques amis, fut tué à Loth par des soldats faisant partie des premières troupes de passage dans cette localité. Au dire de certains témoins, les coups de feu ont été tirés dans sa direction sur l'ordre d'un officier. L'un des camarades de Villé — un nommé Delmarche — fut grièvement blessé et dut être évacué sur un hôpital voisin.

A Leerbeek il y a lieu de signaler également le cas du nommé Théodore De Leener, qui a été atteint de plusieurs coups de feu tirés par les Allemands, alors qu'il travaillait dans son moulin.

Outre ces actes de violences, le canton de Hal fut comme partout ailleurs le théâtre de très nombreux vols.

Beaucoup d'habitants ont été victimes de vols plus ou moins importants de bétail, de récoltes, de vin, de charbon, de denrées alimentaires et de produits de première nécessité tels que beurre, œufs, etc...

La plupart de ces vols ont été commis soit en 1914 lors de l'entrée des troupes allemandes dans le canton, soit en 1918 au cours de la retraite. Plusieurs d'entre eux ont été commis à l'aide d'effraction.

De nombreux pillages ont été signalés dans le canton de Hal, après la fin des opérations de guerre, sans qu'il ait été possible

de connaître avec précision à quels régiments appartenaien^t les pillards, les unités cantonnées dans la région étant très nombreuses et se renouvelant tous les jours.

Dans plusieurs communes, de nombreuses réquisitions furent faites par l'ennemi, notamment au moment de la retraite des troupes, sans que le paiement en ait été effectué ou que reçu en ait été donné.

Ce sont spécialement les communes de Hal, Brages et Bellin-ghen qui eurent à souffrir de ces procédés.

XII. — CANTON D'IXELLES.

De nombreux procès-verbaux ont été dressés dans les deux cantons d'Ixelles relatifs aux méfaits commis par les Allemands durant l'occupation, mais aucun d'eux n'a trait à des faits particulièrement graves.

Dans les communes rurales des cantons d'Ixelles, à Hoeylaert et Overyssche, l'ennemi a commis de nombreux vols et notamment des vols de raisins dans les serres.

A Hoeylaert, en août 1914, les Allemands s'emparèrent de tout le matériel sanitaire de l'ambulance belge N° 1066, malgré l'intervention du directeur de cette unité sanitaire.

Après l'armistice, lors de la retraite de l'armée, les troupes se sont livrées à des fréquents actes de pillage, emportant à leur passage du foin, de l'avoine, des pommes de terre et du bétail.

A Watermael-Boitsfort et Auderghem, quantité de propriétaires de villas ont dû cantonner des troupes ennemies durant l'occupation. Tous ont eu à se plaindre des déprédations commises dans leurs propriétés. Bon nombre d'entre eux ont été victimes de vols de vin et d'objets mobiliers.

Le 20 août 1914, les Allemands tuèrent à Hoeylaert le nommé Rooms, Jacques (dossier 11070) âgé de 22 ans. On ignore dans quelles circonstances. Lorsque les premiers éléments de l'armée allemande firent leur entrée à Hoeylaert, Rooms était allé les voir défiler. Quelques heures après des habitants découvrirent dans un bois voisin son cadavre horriblement mutilé. Il résulte de l'examen médical auquel il a été procédé que la mort a été provoquée par un coup de feu.

XIII. — CANTON DE LAEKEN.

Bien que les vols aient été moins nombreux dans le canton de Laeken que dans d'autres cantons de l'arrondissement de Bruxelles, les habitants ont eu à se plaindre de plusieurs vols commis à l'aide d'effraction en 1914 et 1918 (au moment de l'armistice) et spécialement par les troupes cantonnées chez eux.

Il y a lieu de mentionner également les vols commis en 1915 par des soldats et des policiers allemands casernés dans les bâtiments de la gendarmerie de Laeken, et ce au préjudice des gendarmes belges qui avaient abandonné dans leur caserne quantité d'objets leur appartenant.

Quelques pillages de peu d'importance ont été commis par les troupes allemandes en 1918 après la fin des opérations de guerre.

XIV. — CANTON DE MOLENBEEK SAINT JEAN.

Il n'y a lieu de signaler dans ce canton que les nombreux vols, souvent accompagnés de menaces, dont ont été victimes les habitants.

XV. — CANTON DE SAINT GILLES.

Le canton de St Gilles a été le théâtre de plusieurs actes de violences.

Le 15 novembre 1918, un soldat allemand, qui était préposé à la garde de wagons chargés de froment à la gare du Midi, reçut ordre d'un officier de tirer des coups de feu sur des personnes qui venaient ramasser des objets que les militaires allemands avaient jetés au dessus de la clôture longeant la voie ferrée. Le soldat tira dans la direction d'un enfant, le nommé Clemens, Théophile, âgé de 12 ans, qui se trouvait sur le trottoir opposé à celui qui longeait la gare du Midi. L'enfant a été atteint d'une fracture à la jambe qui a nécessité l'amputation.

Le 26 août 1914, un habitant de St Gilles, le nommé Destrée, Albert, se rendant à bicyclette à Anvers, muni d'un passeport, fut arrêté par une patrouille au delà de Vilvorde. Comme ces militaires lui avaient enjoint de rebrousser chemin, Destrée reprit le chemin de Bruxelles. À peine avait-il parcouru quelques mètres qu'il reçut un coup de feu dans le dos le blessant grièvement.

Outre les actes de violence relatés ci-dessus, les Allemands ont commis à St Gilles un grand nombre de vols.

XVI. — CANTON DE SAINT JOSSE TEN NOODE.

Le canton de St Josse-ten-Noode a été l'un des plus épargnés de l'arrondissement de Bruxelles.

Plusieurs immeubles furent réquisitionnés et occupés par les Allemands qui les abandonnèrent dans un état de malpropreté très grande et après avoir fait main basse sur de nombreux objets.

De nombreux vols furent commis dans tout le canton tant dans la partie rurale que dans la partie urbaine du canton, tant pendant l'invasion et l'occupation qu'au cours de la retraite en 1918.

Il y a lieu de signaler, bien qu'ils ne constituent pas une atteinte au droit des gens, qu'au cours des émeutes de 1918 (révolution allemande), plusieurs actes de violence furent commis dans le canton de St Josse.

Le nommé Plas, Léopold, fut blessé à la tête au moment où il prenait place dans le tramway de Wemmel ; la nommée Verbesselt, Jeanne, fut blessée au sein droit, dans les mêmes conditions. Ces faits se passèrent le 10 novembre 1918.

Le lendemain 11 novembre, l'épouse Dumonceau qui se trouvait dans son appartement 98, rue St Lazare, fut tuée par un coup de feu tiré de la rue par les soldats révolutionnaires.

XVII. — CANTON D'UCCLE.

Les habitants du canton d'Uccle ont eu à se plaindre de nombreux vols commis par les troupes allemandes tant au cours de l'occupation que pendant la retraite.

Plusieurs actes de violence sont à signaler.

Le 21 juillet 1918, le nommé Tordeur, Joseph, de Rhode-St-Genèse, ayant été arrêté par un soldat allemand, sous prétexte qu'il voulait voler du blé, fut conduit au corps de garde à la Petite Espinette. En cours de route, cet homme fut tellement maltraité qu'il tenta de prendre la fuite. Le soldat tira sur lui un coup de feu qui l'atteignit à la jambe droite. Une amputation fut jugée nécessaire. Tordeur mourut le 3 novembre 1919 des suites de cette blessure.

Le 24 novembre 1914, le nommé Blanchy, se promenait en compagnie de son fils Blanchy, Léopold, devant le parc Duden à

Forest et s'était mêlé à un groupe de promeneurs qui commentaient entre eux les nouvelles de la guerre. Tout à coup, des soldats allemands voulant disperser ce rassemblement, tirèrent des coups de feu dans la direction du groupe. Ils atteignirent mortellement le jeune Léopold Blanchy, âgé de 6 ans, qui expira quelques instants après à l'hôpital.

Le 16 novembre 1918, à Ruysbroeck, le nommé Taminiau, Jérôme, âgé de 14 ans, qui passait sur le pont de l'écluse, fut atteint d'un coup de revolver tiré — sans aucun motif — par un soldat allemand. La victime fut grièvement blessée.

En novembre 1918, des soldats allemands se présentèrent à la ferme de Louis Chabert, à Beersel, voulant lui prendre deux chevaux. Devant le refus du fermier, ces militaires, qui étaient en possession de grenades à mains, le menacèrent d'incendier sa ferme et se livrèrent sur l'épouse Chabert à de graves violences. Chabert dut livrer les deux chevaux. Il les fit accompagner par son fils qui après l'armistice put cependant les ramener à la ferme.

XVIII. — CANTON DE LENNICK SAINT QUENTIN.

Le canton de Lennick Saint Quentin a été le théâtre de nombreux actes de violence parmi lesquels certains méritent d'être signalés.

Le nommé Jean-Baptiste Van den Plas, de Strythem, a été l'objet de sévices de la part du soldat Joseph Morbaels. Ces violences entraînèrent pour la victime une incapacité de travail de 15 jours

Le 8 septembre 1914, des soldats allemands, ayant occupé le château de Mademoiselle Van Hoorde à Lennick, y brutalisèrent si violemment le jardinier, Désiré Boucher, que celui-ci mourut le lendemain des suites de l'émotion qu'il avait ressentie.

En septembre 1914, les nommés Jean-Baptiste Gheys, Laurent Destrycker et Edouard Destrycker, sous prétexte qu'un officier allemand avait été tué, furent odieusement brutalisés par les troupes allemandes. Ils furent emmenés à Liedekerke où on les força à se coucher devant les troupes, alors que la bataille faisait rage autour d'eux.

Le 30 août 1914, le nommé Pierre Mostinckx, de Schepdael, qui était allé prendre l'air le soir dans les environs de sa demeure, fut tué sans motif par un soldat allemand.

Dans la commune de Goyck, il y a lieu de signaler les meurtres de François Wauters et de Charles Pierre, tués tous deux, sans sommation, par des sentinelles allemandes faisant la garde de la frontière de la zone des étapes.

En septembre 1916, le nommé Delaux, de Gammerages, fut blessé mortellement dans le dos par un soldat allemand du nom de Walther. La victime a succombé à ses blessures.

Les habitants du canton de Lennick Saint Quentin ont été victimes, comme ailleurs, des pillages commis par les troupes allemandes et plus particulièrement au moment de leur retraite. Les soldats ennemis s'emparèrent de nombreuses têtes de bétail, de grains, d'avoine et de produits de première nécessité. A Thollembeek les troupes allemandes enlevèrent aussi deux chevaux de grande valeur.

XIX. — CANTON DE VILVORDE.

Le canton de Vilvorde a été un des plus éprouvés par l'invasion allemande.

Situé aux portes de la position fortifiée d'Anvers, il a été dès le début de la guerre le théâtre de nombreux combats et d'horribles atrocités. Aucun des villages de ce canton n'a été épargné.

L'enquête menée par le parquet relate une longue série de forfaits tels que pillage, meurtres, viols, mauvais traitements, arrestations arbitraires, déportations.

Le nombre des victimes qui ont pu être identifiées avec certitude est de 84.

Houthem.

Le 26 août 1914, les troupes allemandes occupant Houthem livrèrent ce village, comme tous ceux de la contrée, au pillage et à l'incendie.

Sous le faux prétexte que des habitants avaient pris part aux combats qui étaient engagés dans la région, la plupart des hommes furent arrêtés et contraints de creuser de force des tranchées pour l'ennemi.

Les mauvais traitements et les actes de cruauté dont eurent à souffrir les habitants des villages environnants de Sempst, Hofstade, etc., où les Allemands avaient déjà passé, ne furent pas épargnés aux habitants de Houthem. Quatre civils, Jean-Henri Claessen, Englebert Vandamme, Alfred Lombaert et François Reubers.

(16 ans), furent fusillés sans motif et bien que leur attitude et leurs agissements n'aient pas justifié ces mesures de rigueur. Ces quatre malheureux avaient été faits prisonniers à Eppeghem le 26 août et emmenés à Houthem ⁽¹⁾.

Il résulte de l'instruction que les troupes qui se sont rendues coupables de ces excès appartenaient au 48^e régiment d'infanterie sous les ordres du colonel von Bieberstein.

Melsbroek.

Les Allemands sont entrés dans la commune de Melsbroek le 20 août 1914. Ils firent saisir toutes les armes des habitants. Le bourgmestre fut retenu comme otage et le lendemain, sous prétexte que les habitants avaient tiré, on voulut le fusiller. Les Allemands ne mirent pas cette menace à exécution.

Un habitant, le nommé Vereecken, Jean, ayant rencontré une patrouille allemande, prit la fuite à travers champs. Les Allemands tirèrent sur lui et il tomba mortellement blessé ; un peu plus tard les Allemands l'achevèrent à coups de crosse.

Le 12 septembre 1914, les Allemands mirent le feu au moulin de Lambrets, Antoine, amenèrent le fermier à Wesembeek (Steenockerzeel) et le fusillèrent le lendemain.

Le même jour, un cycliste de Woluwe-St-Lambert, le nommé Mandiau, Robert — sujet paraguayen — se rendait à bicyclette de Woluwe à Malines ; il fut arrêté par une patrouille. On lui fit exhiber ses pièces d'identité. Comme il avait été trouvé porteur d'une photographie le représentant, coiffé de la casquette du « Royal yacht Club » d'Ostende, l'officier accusa Mandiau de faire partie du service d'espionnage anglais et ordonna de le fusiller.

Voyant que la décision de l'officier était irrévocable, Mandiau parvint à prendre la fuite. Malheureusement il tomba sur une autre patrouille qui tira dans sa direction et l'abattit.

Neder over Heembeek.

Le 27 septembre 1914, un certain nombre d'habitants de cette localité s'étaient réunis sur une élévation de terrain dénommée « Zes bunderen » pour assister au bombardement du fort de Waelhem.

(1) Voir annexe N^o 24.

Des militaires allemands, appartenant, disent les témoins, à une colonne de ravitaillement des hussards de la mort, demandèrent au bourgmestre quelle était la raison de ce rassemblement. M. le bourgmestre la leur donna. Alors ils se lancèrent vers le groupe en tirant des coups de feu. Le nommé Van Calster, Edouard, atteint par une balle fut tué sur le coup.

Bueken.

Comme les autres communes du canton, les Allemands livrèrent le village de Bueken, dès le 20 août 1914 à un pillage systématique, tandis que volontairement et sans aucune nécessité d'ordre militaire, ils incendièrent de nombreuses maisons, la cure, la maison communale et l'église.

Parmi les habitants qui furent arrêtés, plusieurs furent fusillés sur le champ, toujours sur le faux prétexte que des civils avaient tiré sur les troupes.

Les victimes suivantes ont pu être identifiées avec certitude : Volkaerts, Jean, fusillé à Campenhout ; Heindrickx, Louis ; Verbist, Pierre (17 ans 1/2) ; Piot, Edouard ; Mommaerts, Jean-Baptiste ; Bosmans, Jean ; Goovaerts, Edouard.

Ces quatre derniers furent fusillés à Velthem-Beysssem.

Toutes les personnes arrêtées furent l'objet de brutalités et de mauvais traitements.

L'un des faits les plus graves à signaler fut le martyre du curé de Bueken, l'abbé De Clercq, et son assistant, le père Vincentius Sombroeck. Ce dernier fut fusillé à Bueken. Quant au curé De Clercq son corps fut retrouvé et exhumé quelques semaines plus tard à Campenhout Relst. Les témoins sont unanimes à déclarer qu'il était horriblement mutilé ; le nez et les oreilles lui avaient été arrachés.

Plusieurs autres témoins l'ont vu frapper et jeter sur un canon ⁽¹⁾.

Le 25 août, en tirant sans rime ni raison sur des civils, les Allemands blessèrent une petite fille de 2 1/2 ans, la petite Piot, qui reçut deux balles dans la cuisse.

⁽¹⁾ Annexe N° 25.

Campenhout.

Le jeudi 20 août 1914 les Allemands entrèrent à Campenhout et de nombreux habitants furent conduits à la salle Parijs où ils durent passer la nuit. Dans la soirée on y amena également Van den Dries, forgeron de Bergh. Il avait les mains liées derrière le dos. Les Allemands menaçaient de le tuer à coups de revolver. Le lendemain matin les habitants furent relâchés, mais le bourgmestre, l'échevin et l'abbé Liekens furent retenus comme otages.

A ce moment les Allemands incendièrent les premières maisons du village. Plus de 200 civils de Bueken, de Relst avaient dû se mettre à genoux devant le café « Christus ».

Le 26 août passa une troupe de civils de Louvain escorté par des soldats.

Ce même jour le bourgmestre, l'abbé Liekens, le vicaire Clieten furent mis à la tête d'une colonne de prisonniers civils de Campenhout et d'autres villages et conduits à Hérent près de Louvain. Les soldats qui les escortaient les brutalisaient et les maltraiétaient. Pendant la nuit qu'ils passèrent avec d'autres civils dans le manège de Louvain deux enfants périrent et une femme devint folle de terreur. Les hommes de 15 à 45 ans furent conduits en Allemagne ; les autres après avoir été conduits près de Malines furent abandonnés par leur garde. (Voir aux annexes les dépositions du vicaire Clieten, Louis) ⁽¹⁾.

Un grand nombre de maisons furent incendiées et pillées.

Le curé Deckers était trop vieux pour être amené en Allemagne. Les Allemands lui firent subir les pires traitements. Ils l'enfermèrent dans l'église et vinrent d'heure en heure lui dire qu'il allait être fusillé. Ils le faisaient monter à la tour puis redescendre. Il n'est pas douteux que ces agissements eurent une répercussion des plus néfaste sur la santé de la victime.

Au cours de ces événements 21 civils trouvèrent la mort. La plupart furent mis à mort sous le faux prétexte qu'ils avaient tiré sur les Allemands.

Les Allemands pillèrent la maison du notaire De Meysser, Léopold. Ils détruisirent méchamment les documents de l'étude.

⁽¹⁾ Annexe N° 26.

Perck.

Les troupes allemandes sont entrées à Perck fin août 1914. Les soldats chassèrent de leurs maisons la plupart des habitants du village. Trois d'entre eux qui s'étaient enfuis à travers champs, furent abattus à coups de fusils. Ce sont les nommés : Pierre-Joseph Gielen ; François Tesseur, et François Jongbloet.

D'autre part, les nommés : Coppens, Jean-Baptiste.; De Boeck, Pierre-Joseph, et Roekens, Jean-Léopold, furent également fusillés, sous prétexte que des cartouches avaient été trouvées au domicile de Roekens, chez qui s'étaient réfugiés Coppens et De Boeck.

Ces cartouches avaient été abandonnées chez Roekens par des soldats belges.

Le père de Coppens, un vieillard de 70 ans, fut forcé de creuser la fosse dans laquelle devait être inhumé le corps de son fils.

Elewyt.

Le 27 août 1914, les soldats allemands arrêterent Louis, Henri et Pierre Van der Aa et François Salu, âgés respectivement de 19, 17, 14 et 16 ans. Après leur avoir fait subir les plus mauvais traitements, les Allemands conduisirent leurs victimes dans une salle de danse dite « Daelhol » où ils les brutalisèrent à nouveau. Après quoi, les frères Van der Aa et Salu furent amenés dans le jardin du secrétaire communal M. Van den Wingaerden chez qui était cantonné le colonel Bieberstein commandant le 48^e régiment d'infanterie. On les conduisit derrière l'une des annexes de l'habitation et ils furent passés par les armes. Les corps furent enterrés sur place. Avant de faire mourir Louis Van der Aa on lui avait brisé les doigts. (Voir en annexe la déposition de Dewit, Antoine) ⁽¹⁾.

Les troupes allemandes mirent volontairement le feu à 122 maisons à Elewyt, dont la cure. Le tabernacle de l'église fut fracturé et l'on tenta de forcer le coffre-fort de la sacristie.

Plusieurs viols ont été commis dans la commune. Van K., Séraphine, De W..., Marie, S..., Marie et D..., M. furent violées par des soldats allemands après avoir été en butte à leurs violences et à leurs menaces.

⁽¹⁾ Annexe N° 27.

Un vieillard de 80 ans, Wyns, François fut maltraité et blessé; il est mort à l'hôpital de Vilvorde.

De Werdt, François, fut roué de coups et percé de baïonnettes.

Un grand nombre d'habitants furent brutalisés et emmenés en captivité.

Weerde.

Lors du passage des troupes, en août 1914, comme dans les autres villages de la contrée, les Allemands se livrèrent sur les habitants de Weerde aux pires brutalités.

Plusieurs habitants furent arrêtés comme otages et déportés au camp de Soltau où ils eurent à supporter un régime de privations et de souffrances.

D'autres, après avoir été arrêtés, furent obligés de passer la nuit couchés sur le sol, poings et pieds liés. Le lendemain après les avoir alignés le long d'une clôture les Allemands organisèrent une mise en scène, faisant croire à leurs victimes qu'elles allaient être fusillées et les forçant à découvrir leur poitrine. Ces menaces n'ayant pas été mises à exécution, les soldats allemands forcèrent ces habitants à marcher devant eux les mains levées ⁽¹⁾.

Le village fut livré au pillage et à l'incendie; l'église fut brûlée le 10 septembre 1914. Un coffre de l'église paroissiale fut fracturé et les Allemands emportèrent des objets du culte, du linge et des ornements sacerdotaux.

Il faut signaler le meurtre de Van Loo, Louis. Cet homme s'était enfui avec sa famille à l'approche des Allemands, le 25 août 1914. Le 29 août, au matin, il revint à Weerde en compagnie de son gendre Desmedt, Edouard, dans le but d'y chercher de la nourriture.

Sur la route entre Sempst et Weerde, ils rencontrèrent une patrouille allemande qui leur donne l'ordre de retourner sur leur pas. A peine avaient-ils exécuté cet ordre que les soldats allemands tirèrent sur eux et Van Loo tomba frappé d'une balle à la gorge. Il est mort sur le coup. Desmedt a été blessé d'une balle à la cuisse gauche et a été soigné à l'hôpital de Boom.

En 1918, lors de la retraite des Allemands, après la signature de l'armistice les habitants de Weerde ont encore été victimes de vols de harnais et de fourrages.

(1) Annexe N° 28.

Hofstade.

Le 25 août 1914, pendant les combats qui eurent lieu dans les environs de Malines, la commune d'Hofstade fut le théâtre d'horribles atrocités.

De nombreuses habitations furent incendiées volontairement par les troupes allemandes.

Le nommé De Coster, Victor après avoir été maltraité fut jeté dans une maison en flamme ; son corps en partie calciné fut retrouvé en octobre 1914. (Voir en annexe la déposition du témoin Janssens, Jean-Baptiste) ⁽¹⁾.

Bon nombre d'habitants furent arrêtés et forcés de marcher en tête des troupes qui se rendaient au combat. Parmi eux se trouvaient des femmes et des enfants. Les Allemands les faisaient marcher les mains levées. (Voir annexe les dépositions des témoins Behets, Horrence et Thielemans, Jean-Baptiste) ⁽²⁾.

Il faut citer parmi les événements les plus tragiques les meurtres de Guillaume De Saegher ; Auguste Lauwers ; De Coster, Médard ; Schoovaerts, Emmanuel.

Ils avaient fui avec leur famille et avaient été se réfugier à la ferme du « Steen » sur le territoire d'Elewytt. Le lendemain des soldats allemands pénétrèrent dans la ferme, Guillaume De Saegher et Auguste Lauwers furent abattus dans la ferme ; M. De Coster et Schoovaerts fusillés contre le mur extérieur. (Voir en annexe la déposition du témoin De Coninck, Elisabeth) ⁽³⁾.

Les Allemands ont également fusillé sans raison les nommés Joseph Desmedt ; Behets, Eugène ; Janssens, Pierre et Crol (d'Elewytt).

La veuve Van Hemmelen, âgée de 65 ans, a été tuée d'un coup de baïonnette dans son jardin.

Rien, ni dans l'attitude, ni dans les agissements de ces personnes ne pouvait justifier la manière dont elles ont été traitées.

Les auteurs de ces crimes sont des soldats du 48^e d'infanterie, colonel von Bieberstein.

⁽¹⁾ Annexe N° 29.

⁽²⁾ Annexe N° 29.

⁽³⁾ Annexe N° 29.

Muysen.

Le 6 septembre 1914, les troupes allemandes entrèrent à Muysen. Le nommé François Van den Broeck, 62 ans, qui se rendait chez son gendre fut tué dans la rue sans aucun motif et sans que rien dans son attitude justifiait cet acte.

Le 27 septembre, sans aucun motif, les Allemands arrêtaient les nommés De Laet, Alphonse; Storms, Jean-Baptiste; Van den Broeck, Jean-François; Engels, Jean-Baptiste. Ils les conduisirent au cimetière et les fusillèrent après les avoir forcés à creuser leur tombe.

Le même jour, huit autres habitants furent arrêtés sans raison. Ils furent conduits à l'école communale ou ils furent alignés le long du mur. Les soldats les mettaient en joue, essayant par tous les moyens de les terroriser, leur disant qu'ils allaient être fusillés. Ils les forcèrent à se déshabiller et à se rhabiller plusieurs fois. Puis ils les laissèrent partir. Deux de ces personnes, les nommés Louis Tossyn et Benoit Wellens, en ont perdu la raison et sont morts quelque temps après (1).

Le nommé Joseph Verbinnen, qui se trouvait au champ occupé à traire sa vache, fut tué d'un coup de feu tiré par des soldats ennemis.

Le 27 septembre également la famille Horckmans se sauvait en charrette. Les soldats tirèrent sur la voiture et la petite Marie-Rosalie Horckmans, âgée de 6 1/2 ans, fut mortellement atteinte.

Sempst.

Le 25 août 1914, les troupes allemandes entrèrent dans le village de Sempst, alors que l'armée belge était encore en ligne à proximité de cette localité. Sous le faux prétexte que des civils avaient tiré sur eux. Les Allemands incendièrent un grand nombre d'habitations de la commune, après les avoir pillées (2). Quarante maisons furent détruites ainsi.

Deux habitants les nommés Van der Heyden, Armand et Brauwers, Alexandre furent brûlés vifs dans leur maison.

(1) Annexe N° 30.

(2) Annexe N° 31.

Les Allemands voulant arrêter tous les hommes du village, une véritable panique s'empara des habitants, panique au cours de laquelle plusieurs d'entre eux furent tués par l'ennemi. Il faut citer notamment : De Boek, Louis ; Bal, Jean-Baptiste ; Bal, Pierre-Louis ; Van Damme, Jean-Joseph et Van Damme, Jean-François ; Van Relegheem, Jean, qui fuyait avec son épouse De Rye, Fanny, fut grièvement blessé et mourut peu après de ses blessures à l'hôpital de Malines. Sa femme fut blessée.

Quarante habitants ayant été arrêtés, furent conduits à Peuthy-Eppeghem. A Peuthy, les Allemands fusillèrent 6 hommes. Ce sont : Buekens, Jean ; Van Meenen, Corneille ; De Greef, Pierre ; De Wit, François et son fils Louis-Alcide et un inconnu.

De Peuthy on amena les autres prisonniers à Dieghem. Durant le trajet de Sempst à Dieghem, les habitants furent l'objet des mauvais traitements des soldats qui les rouaient de coups et les frappaient de la crosse de leurs fusils. Ils forcèrent même leurs victimes à porter les havresacs dont ils étaient équipés.

De Dieghem, ces malheureux furent dirigés sur le camp de Soltau. Leur voyage et leur séjour au camp ne furent qu'une longue suite de privations et de mauvais traitements.

Les Allemands agirent dans ces circonstances avec une très grande cruauté, tuant le mari devant la femme ; les enfants sous les yeux des parents ; forçant les fusillés de Peuthy de creuser leur tombe avant d'être passés par les armes.

Le 21 septembre 1914, les Allemands incendièrent l'église de Sempst sans qu'aucune raison d'ordre militaire ne justifiât cette destruction.

Le 28 septembre 1914, des militaires allemands se présentèrent au domicile des époux Van de Poel, Englebert, leur ordonnant de quitter leur demeure. Ayant obtenu l'autorisation d'emmener leur bétail, les époux Van de Poel s'éloignèrent. A ce moment un soldat allemand tira sur eux. Van de Poel fut blessé ; il avait le bras complètement emporté et mourut quelques heures après. Il avait 44 ans et était père de huit enfants.

Voir en annexe la déposition du bourgmestre de Sempst (1).

(1) Annexe N° 31.

Eppeghem.

Le 25 août 1914, les troupes allemandes ayant été momentanément mises en échec par les troupes belges, manifestèrent immédiatement leur dépit en mettant le village d'Eppeghem à sac.

Tandis que les soldats propageaient les incendies dans le village, 140 habitants furent arrêtés et tenus à la disposition de l'autorité militaire. Plusieurs d'entre eux s'étaient réfugiés au château du baron de Roye de Wichem; ils y furent rejoints le 26 août par les Allemands qui les en firent partir. C'est à ce moment que furent fusillés l'épouse Van Dam, Isidore (Lauwers, Marie) et son fils Van Dam, Jean-Louis, et le garde-champêtre Jean-Baptiste Willems.

Deux témoins relatent dans leurs déclarations qu'un officier allemand se fit acclamer par ses soldats quand il leur annonça qu'une femme et qu'un homme venaient d'être fusillés ⁽¹⁾.

Le 25 août, Goris, François s'était réfugié dans une cave. Les Allemands lui donnent l'ordre de sortir. A peine sorti il reçoit un coup de fusil et un officier l'achève de 3 coups de revolver.

Day, Jules, après avoir été odieusement maltraité, fut obligé de mettre le feu à sa maison, puis lié par les poignets à la queue du cheval d'un officier et traîné jusque près du cimetière de Vilvorde où il fut fusillé.

Bon nombre d'habitants furent déportés à Soltau. Ils y subirent les pires souffrances.

Les troupes qui se sont rendues coupables de ces atrocités appartiennent au 121^e régiment d'infanterie.

Le 26 août 1914 la nommée Verhoeven, Cornélie, épouse Albrechts dont la ferme était située à Pont-Brûlé, dans la zone de combat s'était réfugiée à Willebroeck. Le surlendemain voulant réintégrer sa demeure, elle rencontra une patrouille allemande, sur le territoire d'Eppeghem, qui tira sur elle.

XX. — CANTON DE WOLVERTHEM.

Le canton de Wolverthem a souffert beaucoup tant du fait de l'invasion que du fait de l'occupation. De plus, en 1918 pendant la retraite des Allemands, le canton a été le théâtre de nombreux

(1) Annexe N° 32.

vois et pillages. Comme dans de nombreuses régions du pays, du bétail, du vin, du tabac ont été emportés par les soldats.

En 1914 à la suite des combats qui se sont déroulés dans ce canton, l'armée allemande s'est rendue coupable de nombreux incendies, de meurtres et de pillages.

De très nombreux vols ont été commis dans tout le canton.

Wolverthem.

Les premières patrouilles allemandes sont entrées à Wolverthem le 20 août 1914.

Parmi les excès commis par l'armée allemande dans cette commune, il faut noter l'incendie de plusieurs maisons, de nombreux vols et pillages.

La justice de paix a été pillée de fond en comble et une partie des minutes et papiers dispersés et méchamment détruits.

Le 20 août 1914, une patrouille allemande tua d'un coup de lance le nommé Arias, Joseph, qui se rendait à Merchtem en bicyclette. Son corps fut retrouvé quelques heures après dans le fossé de la route. Le même jour, le nommé Hermans, Joseph (35 ans) qui vaquait à ses travaux fut tué d'un coup de fusil.

Le 14 septembre, pendant l'incendie du château du docteur Jacobs, le nommé Vandersteen, Pierre, fut abattu d'un coup de feu.

Rien dans la conduite de ces victimes ne justifiait de tels crimes.

Plusieurs habitants de Wolverthem furent envoyés en Allemagne sans motifs.

Beyghem.

L'armée allemande est entrée à Beyghem le 24 août à 2 heures. Le bourgmestre fut immédiatement arrêté, roué de coups et retenu comme otage.

Sous le faux prétexte que des civils avaient tiré sur les troupes, quatre maisons furent incendiées.

Une trentaine de soldats allemands pénétrèrent dans l'habitation du nommé Verdick, Jean, âgé de 80 ans, qui s'était réfugié dans sa cave, se livrèrent sur ce vieillard à d'inqualifiables violences. Ils mirent le feu à la ferme, laissant dans l'étable 3 vaches. Le fils de Verdick fut également l'objet de brutalités.

Le 12 septembre eut lieu aux environs de Beyghem un combat entre les troupes belges et allemandes.

L'église fut incendiée et des tableaux de valeur disparurent. Une enquête a été faite à ce sujet, sans pouvoir déterminer avec certitude si les tableaux ont été volés ou brûlés.

Les 13 et 14 septembre une trentaine de maisons furent incendiées au lieu dit « Coppendries » à titre de représailles pour le combat de la veille.

Comme dans les autres villages du canton plusieurs civils furent, en août 1914, arrêtés, brutalisés et envoyés sans raison en Allemagne.

Humbeek.

Pendant le mois de septembre 1914, le village de Humbeek fut le théâtre de plusieurs atrocités commises par l'armée allemande.

De nombreuses maisons furent incendiées. L'église, pendant le combat qui se livra sur le territoire de la commune devint la proie des flammes.

Les soldats allemands se rendirent coupables d'excès sans nom parmi lesquels il faut noter les viols de C., Thérèse, âgée de 25 ans, le 14 septembre ; de T., Françoise, épouse V. W., 35 ans et de Bernadette V. C., le 16 septembre.

Le 9 septembre le nommé Lauwers, Joseph, fut arrêté chez lui par trois soldats allemands en état d'ivresse, qui après l'avoir traîné dans la rue, le maltraitèrent et enfin le fusillèrent dans un champ voisin de sa demeure, sous le prétexte qu'il avait parlé à des soldats belges.

Ce motif est d'autant moins plausible que l'armée belge avait évacué Humbeek depuis deux jours.

Le 17 septembre vers 15 heures, les nommés Van den Eynde, Jacques ; Puttemans, Jacques ; Van Steenwinckel, Henri, se promenaient sur la chaussée. Ils virent arriver de la direction du château de Grondveld, une patrouille allemande comprenant une trentaine de soldats. Comme ils prenaient la fuite, les soldats allemands tirèrent une dizaine de coups de feu atteignant Puttemans et Van den Eynde. Ce dernier ne tarda pas à succomber à ses blessures.

Rien dans les agissements, ou l'attitude des victimes, ou de leur compagnon, ne pouvait être interprété comme constituant un acte hostile à l'égard de l'ennemi et justifier pareil acte de violence.

Nieuwenrode.

Un combat fut engagé aux environs du village à la fin du mois d'août 1914.

Les époux Egide Verhaeghen qui travaillaient sur leur champ, virent arriver dans leur direction une patrouille de six soldats allemands. Ceux-ci à une distance de 400 à 500 mètres tirèrent sur les époux Verhaeghen sans leur avoir fait la moindre sommation.

Verhaeghen fut mortellement blessé et succomba quelques heures après.

La nommée Knops, Philomène, épouse De Meulder, Joseph, 50 ans, qui vaquait à ses occupations fut atteinte par une balle et est morte en 1916 des suites de cette blessure.

L'église du village fut incendiée sans aucune nécessité militaire le 15 septembre 1914. Plusieurs maisons devinrent la proie des flammes pendant le mois de septembre.

De nombreux habitants furent maltraités et emmenés en Allemagne.

Il faut signaler aussi parmi les excès commis dans ce village par les soldats allemands le viol dont fut victime M. S., épouse C.

Cappelle au Bois.

Le 4 septembre 1914, les Allemands entrèrent à Capelle. Les troupes s'étaient retirées. Sans aucune raison d'ordre militaire les soldats mirent le feu à 247 maisons, dont l'église, deux grands pensionnats. D'après la déposition du bourgmestre, le docteur Muyldermans, les Allemands se servirent d'appareils incendiaires.

Avant d'incendier les maisons, les soldats les pillèrent et maltraitèrent les habitants.

Brusseghem.

Outre les incendies, les mauvais traitements aux habitants, les vols et les pillages, il faut signaler dans le village le meurtre dont fut victime le nommé Jean-Baptiste Cooremans. Le 19 septembre 1914, à 19 heures, Cooremans en compagnie de son frère et de deux camarades, revenait de Molhem. Il fut mortellement atteint par des coups de feu tirés par une patrouille allemande dissimulée derrière une haie.

Rien dans l'attitude de Cooremans et de ses compagnons ne pouvait justifier une pareille rigueur.

Il est à remarquer que les Allemands ont tiré sans avertissement ou sommations préalables.

Le 20 mars 1918 le nommé De Vuyst, Théodule, de Jette St Pierre s'était rendu à Merchtem avec quelques-uns de ses concitoyens pour se procurer de la farine. Lors de leur retour vers 11 heures du soir ils rencontrèrent à Brussegheem deux soldats allemands en patrouille. Ceux-ci firent feu sur le groupe et blessèrent De Vuyst. Celui-ci fut transporté le lendemain à l'hôpital St Jean à Bruxelles où il mourut.

Wemmel.

Lors de l'invasion allemande plusieurs maisons de Wemmel furent incendiées. De nombreuses villas et habitations furent pillées.

Parmi les excès dont eut à souffrir la population civile, il faut signaler les viols ou tentatives de viol dont furent victimes V..., Barbe, épouse D... V..., François ; M..., Joséphine, épouse V..., Léopold (33 ans) et V... d... B..., Cathérine (22 ans).

Meysse.

De nombreuses maisons furent incendiées à Meysse lors de l'invasion allemande.

Parmi les excès commis par l'armée allemande il faut signaler le viol de Rosalie M..., épouse V... H..., le 15 septembre 1914.

Le 26 août 1914, la femme Moerenhout se trouvait avec son enfant sur la route quand vinrent à passer des soldats allemands. Sans raison aucune, un soldat allemand tira sur elle. La balle frappa le petit Henri âgé de 2 ans qu'elle avait dans les bras et le tua.

Le 24 août 1914, après le combat d'Impde, deux soldats belges, dont l'un était blessé, s'étaient réfugiés dans la maison des époux Van den Broeck. Ils y furent poursuivis par des soldats allemands. Quand les Allemands eurent découvert les soldats belges, ils exercèrent des violences sur celui qui était blessé et tuèrent l'autre à coups de baïonnette. (Voir en annexe la déposition, confirmée sous serment, de Van den Broeck) ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Annexe N° 33.

Pénétrant ensuite dans la cave où s'étaient réfugiés les époux Van den Broeck, les soldats allemands se livrèrent sur eux à des violences inqualifiables, frappant Van den Broeck à coups de poings et à coups de crosse de fusil.

Quant à l'épouse Van den Broeck, elle reçut dans le ventre des coups de crosse d'une telle violence qu'elle s'affaissa sur le sol inanimée. Elle mourut des suites de ses blessures en 1916.

Grimberghen.

Le 26 août 1914, les Allemands arrêtaient de nombreux habitants de Grimberghen, qui furent conduits dans une salle du village appartenant au nommé Littens, Joseph. Ces personnes parmi lesquelles se trouvait le curé de Grimberghen, Wouters, Jean, furent alignées le long du mur les bras levés. Sur l'ordre d'un soldat ils durent se coucher la face contre terre.

Deux soldats se saisirent du curé, le rouèrent de coups de gourdins, s'acharnant avec sauvagerie sur leur victime.

Lorsqu'ils furent fatigués, deux autres soldats les remplacèrent et ne mirent fin à leurs violences qu'au moment où ils constatèrent que le curé Wouters était complètement inanimé. Pour s'assurer s'il vivait encore ils le transpercèrent de leurs baïonnettes. Le curé eut un dernier sursaut et se redressa, il fut abattu d'un coup de fusil. (Voir en annexe la déposition du témoin Vertongen) ⁽¹⁾.

Les autres habitants furent également l'objet de sévices et de mauvais traitements ; 33 maisons et l'église furent incendiées.

Le 26 août 1914, Niemegeers, Englebert-Joseph, cocher au château du Pont Brûlé, fut atteint d'un coup de fusil. Il se réfugia dans la maison de Bauraerts. Les Allemands mirent le feu à l'immeuble et Niemegeers fut carbonisé.

Londerzeel et Meuseghem.

De nombreux vols, pillages, incendies furent commis dans ces endroits.

Les habitants furent maltraités et un grand nombre furent déportés en Allemagne, sans raison.

XXI. — CANTON DE NIVELLES.

Comme partout dans le pays, le passage des troupes allemandes a été marqué par de nombreux vols et pillages.

⁽¹⁾ Annexe N° 34.

Certains de ces vols furent commis à l'aide de violences et de menaces. Parmi les plus importants il faut citer le vol dont fut victime le nommé Dury, d'Ittre, qui subit un préjudice d'une douzaine de mille francs ; celui dont fut victime le nommé Meurs, de Virginal, qui subit un préjudice de 11.000 francs environ.

Un meurtre fut commis dans le canton, à Thisnes ; le nommé Tilman, Georges, fut tué le 21 août 1914 par une patrouille allemande. Tilman était allé surveiller les bêtes en pâture. Quelques heures après le passage d'une patrouille, son corps fut retrouvé dans la prairie. Il portait à l'aîne une blessure qui avait occasionné la mort.

Le bourgmestre de Nivelles, M. de Lalieux de la Rocq (membre de la Chambre des Représentants) avait été arrêté le 6 avril 1915. On ne sait pour quel motif. M. de Lalieux fit 6 mois de prison à Nivelles puis fut envoyé en Allemagne. Vers la fin de 1916 il dut pour raison de santé être renvoyé en Suisse où il mourut à Lausanne le 7 septembre 1918.

Dans tout le canton, — comme ailleurs — les Allemands réquisitionnèrent de la paille, du bétail..., sans donner de bons ou reçus.

XXII. — CANTON DE GENAPPE.

Comme dans tout le pays les Allemands lors de l'invasion, ont volé et pillé de nombreuses maisons. Ils ont réquisitionné du bétail, des vivres, du fourrage sans bons et sans payer.

Il faut signaler le meurtre dont fut victime le nommé Godart, François, père de 14 enfants. Godart a été abattu dans la campagne, à Loupoigne, le 20 août 1914. Rien dans son attitude ou dans ses agissements ne justifiait l'acte de la sentinelle qui l'a tué.

XXIII. — CANTON DE PERWEZ.

Dans tout le canton, les Allemands ont à leur arrivée pillé de nombreuses maisons.

De nombreux vols ont été commis. Des réquisitions de toutes sortes ont eu lieu souvent sans bons et sans payement.

Parmi les faits les plus importants il faut signaler :

Le 16 août 1914, le nommé Dalémont, Hippolyte, se rendait avec Joachim, Emile, en vélo à Orbais ; arrivés au lieu dit « Tric » ils se trouvèrent subitement en face de 7 ou 8 soldats allemands.

Pris de peur ils se sauvèrent dans la direction de Thoremblais-St-Lambert. Les Allemands tirèrent sur eux, Dalémont fut tué, Joachim fut blessé.

Le 19 août 1914, plusieurs soldats allemands faisant partie de la troupe qui occupait Orbais pénétrèrent dans la ferme d'un sieur Eggerickx, Henri. Quelques soldats français s'y trouvaient cachés. Les Allemands s'emparèrent d'Eggerickx, le garottèrent et l'emmenèrent. Les démarches faites pour savoir ce qu'il était devenu restèrent vaines jusqu'au 20 octobre 1914. A ce moment l'on apprit qu'il avait été fusillé à Bouffioulx.

XXIV. — CANTON DE JODOIGNE.

Dans tout le canton de Jodoigne les Allemands à leur entrée dans les villages ont volé et pillé de nombreuses maisons.

Partout ils ont pris des otages et les ont retenus prisonniers pendant plusieurs jours, les rendant responsables de ce qui pourrait arriver à leurs soldats.

De nombreuses réquisitions d'avoines, de fourrages, de denrées alimentaires ont été faites sans donner de bons et sans payer.

En 1918, lors de la retraite les vols et les pillages ont été très nombreux.

Autre-Eglise.

Le village de Autre-Eglise a été pillé comme toute la région. Le 17 août 1914, les Allemands amènent au château de Madame Veuve Hamoir le nommé Destrée, François-Léopold. Le malheureux avait ramassé un fusil dans le bois de Buis où avait eu lieu un combat. Les Allemands le fusillèrent.

Des Allemands furent surpris par une patrouille française le 18 août aux confins du territoire de Wasseiges et de Merdorp. Pour se venger ils arrêtèrent 3 habitants, les nommés Ravignat, Alfred, Delgeye, Julien et Oter, Léopold. C'étaient 3 cultivateurs qui habitaient les fermes environnant l'endroit où ils avaient été surpris. Vu le grand âge de Ravignat on le relâcha. Delgeye et Oter furent amenés à Autre-Eglise chez Madame Hamoir où logeait l'état-major et fusillés le lendemain.

Beauvechain.

Le village de Beauvechain a été occupé le 20 août 1914. Quelques armes avaient été abandonnées par des soldats belges. Le

garde champêtre qui craignait que les Allemands ne trouvent ces armes, s'empressa d'avertir le bourgmestre qu'il y avait des armes chez Deprez et demanda des instructions. Le bourgmestre lui dit de les transporter à la maison communale; les Allemands surprirent le garde champêtre et Deprez occupés à transporter ces armes, et les fusillèrent malgré leurs protestations.

De nombreuses maisons ont été pillées, et des vols importants ont été commis.

Jandrain.

Le 16 septembre 1914, à leur arrivée dans le village, les Allemands se rendirent au château de M. le vicomte de Partz de Courtray, où avait été installée l'infirmerie de la division de cavalerie belge qui avait séjourné à Jandrain. Quatre blessés belges y étaient encore soignés. Furieux de trouver des blessés belges, les Allemands arrêtaient le vicomte Théodore de Partz et M. Gosuin, Auguste, les ligottèrent et les emprisonnèrent à Namur. Ces malheureux restèrent là jusqu'au 16 novembre. Rien dans leur attitude n'avait justifié une telle mesure.

Huppaye.

Le village de Huppaye a été à l'arrivée des Allemands le théâtre de nombreux vols et pillages.

Le 16 août 1914, le nommé Percoo, François a été arrêté à son domicile à Jodoigne Souveraine, en même temps que ses frères et sœurs, on ne sait pour quelle raison. Les Allemands les menèrent à la ferme de Crikeleer à Huppaye où ils durent passer la nuit. Le lendemain matin, Percoo tenta de fuir et fut abattu par les soldats. Il ne mourut cependant pas sur le coup. Les Allemands le firent porter à leur ambulance où il mourut quelques instants après y être arrivé.

Le 13 novembre 1918, Benoit, Omer; Doyen, Lucien; Gaignage, Camille et Martin, Constant, ont passé séparément en vaguant à leur occupation, à proximité de la gare de Huppaye où se trouvaient encore des Allemands; ceux-ci tirèrent sur eux et les blessèrent. Rien dans l'attitude de ces hommes ne justifiait une telle mesure. Ils n'avaient pas eu une attitude hostile envers les Allemands qui gardaient le chemin de fer.

Jodoigne.

Il y eut à Jodoigne, comme partout ailleurs, un grand nombre de pillages et de vols.

Le mardi 18 août 1914, le curé de la paroisse St-Lambert à Jodoigne, l'abbé Bataille, Léon, se rendait à son église, pour y remplir un devoir religieux. Un groupe d'une vingtaine de soldats allemands commandés par un officier, l'arrêta. Cet officier fit placer le curé au milieu des soldats et le groupe se dirigea vers la place du Peuple. Arrivé là, l'officier aperçut un poste belge établi en haut de la chaussée près de l'hôpital. Les soldats allemands se dissimulèrent derrière les arbres. L'abbé Bataille dut rester au milieu de la chaussée. Le combat s'engagea; les Allemands furent repoussés. L'abbé ne fut pas touché bien qu'étant resté pendant tout le combat exposé aux balles belges.

Linsmeau.

Le 10 août 1914, il y eut une escarmouche sur le territoire de la commune de Linsmeau entre troupes belges et allemandes. Un officier allemand fut tué. Le gros de l'armée allemande pénétra ensuite dans le village et découvrit le corps de l'officier tué par les soldats belges. Comme toujours les Allemands prétendirent qu'il avait été abattu par des civils. Le village fut rendu responsable de ce crime que les habitants n'avaient pas commis. 18 paisibles habitants pris au hasard furent fusillés sans jugement. Ce sont les nommés : Bourguignon, Constant-Joseph, Bouguignon, Jules-Joseph, Bourguignon, François-Jules-Joseph, Debotze, Jean-Baptiste, Désirant, Léopold, Dothée, Edouard-Joseph, Etienne, Antoine-Joseph, Henriouille, Xavier-Joseph, Joniaux, Lucien-Joseph, Joniaux, Roch-Joseph, Léonard, Victor-Joseph, Mouillard, Louis-Joseph-Philippe, Neerdael, Caroline, Paeschen, Henri-Joseph, Tirriard, Léon-Joseph, Triffaux, Isidore-Joseph, Kaisin, Eugène, Caubergs, Joseph. 7 maisons furent brûlées. Plusieurs furent endommagées. Plusieurs habitants furent arrêtés et brutalisés. On les relâcha quelques jours après.

De nombreuses maisons furent pillées. Il résulte de l'enquête que ce sont bien des soldats belges qui ont tué l'officier allemand dont le corps a été retrouvé à Linsmeau.

Le bourgmestre a en effet déclaré à l'enquête que toutes les armes avaient été remises. Il a vu le combat qui a eu lieu entre soldats belges et allemands. Le témoin Collon a déposé sous serment

qu'il avait entendu un caporal du 3^e de ligne raconter qu'il venait de tuer un officier allemand à Linsmeau. Le caporal lui avait montré le browning et les jumelles de l'officier allemand. (Voir en annexes les dépositions des deux témoins) ⁽¹⁾.

Melin.

Le 19 août 1914, on vint avertir M. Jamart, Lambert, bourgmestre de Melin, que les Allemands étaient au village et incendiaient des habitations.

M. Jamart voulut s'y rendre, mais arrivé à la porte de sa ferme il fut tué d'une balle dans le ventre.

Les Allemands ont incendié sans motif trois maisons dans le village.

Le même jour vers 7 heures du matin, Delhasse, Jean-Joseph et sa famille, accompagné de Bounier, Hector, s'étaient sauvés et ont voulu se réfugier à la ferme Mélotte à Gobertange-Melin. Une patrouille allemande les aperçut et tira sur eux. Delhasse fut tué et Bounier blessé à la gorge.

Egalement le 19 août, vers 7 heures, des soldats allemands pénétraient dans la ferme Durrinsse. Ils y mirent le feu après avoir fait sortir les occupants. Durrinsse qui essayait de sauver quelque chose de l'incendie fut abattu d'un coup de fusil.

De nombreuses maisons ont été pillées dans le village de Melin.

Ramilies.

Le 18 août 1914, eut lieu entre Français et Allemands un combat aux environs de Ramilies. Après le combat, les Allemands sont revenus à Ramilies et ont commencé à piller, à voler et à incendier. 22 maisons furent détruites. Plusieurs habitants furent arrêtés et emmenés par les soldats allemands, dans la campagne. En chemin, ils furent maltraités et roués de coups. On leur disait tout le temps qu'ils allaient être fusillés. Dans la soirée cependant ces malheureux purent regagner les ruines de leur village.

On ne sait pas quelle a été la raison de la conduite des Allemands. Les habitants n'avaient commis aucun acte hostile. Les Allemands qui étaient dans le village depuis plusieurs jours avaient été reçus d'une façon très correcte.

(1) Annexe N° 35.

XXV. — CANTON DE WAVRE.

Comme dans les autres cantons de l'arrondissement les Allemands se sont livrés dès leur arrivée aux pillages et aux vols.

De même au moment de la retraite en 1918 ils ont volé des quantités importantes de foin, avoine, fourrages.

En 1914, plusieurs incendies ont été allumés sans motif. C'est ainsi qu'ont été incendiés le moulin Goffart à Bierges, 2 maisons de Court St Etienne.

Céroux-Mousty.

Le 20 août 1914, les troupes allemandes entrèrent à Céroux. Sous prétexte que des civils avaient tiré, les Allemands mettent le feu à 27 maisons. Ils pillèrent un grand nombre d'habitations. Toutes les gens qu'ils aperçoivent sont arrêtées. Les femmes, les vieillards, les enfants furent relâchés dans la soirée, mais environ 108 hommes furent retenus en prison jusqu'au 27 août. A cette date ils furent dirigés sur l'Allemagne escortés par des soldats. Ils furent néanmoins relâchés le lendemain à Gembloux.

Pendant tout le temps de leur emprisonnement, les prisonniers furent maltraités et frappés.

Limelette.

De nombreux vols et pillages furent commis dans toute la commune de Limelette. Le 20 août 1914, les nommés Musette, Alphonse et Bastians, Constant, de Céroux-Mousty étaient venus à Limelette dans l'espoir de voir des troupes françaises venant de Wavre. Ils y rencontrèrent des Allemands. Pris de peur ils voulurent se sauver mais furent abattus à coups de fusil.

Chaumont-Gistoux.

Le 16 août 1914 un combat a eu lieu sur le territoire de la commune de Chaumont-Gistoux entre soldats belges et uhlans. Un civil du nom de Flémal, qui se trouvait au champ, pris de peur à la vue d'une patrouille allemande s'enfuit et alla se cacher chez lui. Les Allemands le poursuivirent en tirant sans l'atteindre. Arrivés à sa ferme, ils le cherchèrent partout et le découvrirent enfin caché dans la porcherie. Malgré ses supplications les Allemands lui tirèrent deux coups de fusils à bout portant et le transpercèrent d'un coup de lance.

Pendant les recherches qu'ils avaient faites dans la maison ils brisèrent du mobilier, insultèrent et brutalisèrent la vieille mère de Flémal.

Ottignies.

Le 19 août 1914, des contingents de la garde-civique active de Bruxelles et de Morlanwelz occupaient Ottignies. Il y eut entre eux et les Allemands une escarmouche au hameau de la Croix au cours de laquelle un officier et un soldat allemands furent tués. Les Allemands se retirèrent à Ottignies, criant que les civils avaient tiré, enfonçant les portes, tirant des coups de fusils et incendiant les habitations. Les habitants s'enfuirent épouvantés. Les Allemands en profitèrent pour piller bon nombre de maisons. 68 maisons furent incendiées. Les nommés Everard, René-Joseph, et Gilbert, Jules-Joseph, qui se rendaient à leur travail furent abattus à coups de fusil.

Le 21 août 1914, le garde-chasse Hardy, Arthur-Eugène, fut arrêté et fusillé, sous prétexte qu'il avait tiré sur des soldats allemands qui passaient dans le bois.

Wavre.

Les Allemands sont entrés dans la ville de Wavre le 20 août 1914. La journée se passa dans le calme. Le 21 au soir, vers 21 heures, éclate tout à coup une fusillade nourrie, dans tous les coins de la ville. Le bourgmestre M. De Raedt est arrêté. Les Allemands prétendirent que les civils avaient tiré sur eux. Les échevins accompagnés de soldats allemands parcoururent la ville pour recommander le calme. C'est à ce moment que les premiers incendies furent allumés. De nombreuses personnes furent arrêtées comme francs-tireurs et durent rester toute la nuit sur la grand-place. Les Allemands pillaient les maisons avant de les incendier.

Plusieurs échevins et notables furent retenus prisonniers à l'Hôtel-de-Ville, jusqu'au 27 août.

Dans l'incendie de la ville il y eut 54 maisons détruites.

Voir au sujet des faits qui se sont passés à Wavre le récit, confirmé sous la foi du serment, qu'en a fait un des échevins de la ville.

Déposition de M. Delfosse, Philippe, 39 ans, avocat, échevin de la ville de Wavre, y domicilié rue de Nivelles, déclare :

« Les Allemands sont entrés dans la ville le 20 août 1914, à sept heures du matin. Vers huit heures du matin le feldintendant X. R. K. Zweigers fait enlever la caisse communale, 288,50 francs contre reçu.

Journée calme, aucun incident digne d'être signalé. Vendredi 21 au matin, nouveau défilé de troupes, comme la veille. Satisfait de la journée de la veille, une affiche a été placardée invitant la population à rester calme. Dans l'après-midi du 21 visite à l'Hôtel-de-Ville du commandant, qui se dit commandant de place. Le soir, arrivée de plusieurs colonnes du corps de transports, qui demandent des cantonnements. Willebrand, commandant, fait ordonner de rentrer à huit heures du soir, défense de circuler la nuit, même pour chercher le médecin, l'accoucheuse ou le prêtre, défense de faire de la lumière.

Vers 21 heures, nous étions à l'Hôtel-de-Ville avec le commissaire de police, l'employé Vandeneide en compagnie de quatre officiers allemands qui recevaient des billets de logement. Entre 21 heures et 21 h. 1/2, éclate une fusillade formidable dans tous les coins de la ville. Je demande aux officiers ce que cela signifiait, ils me répondirent : « C'est l'alarme » et se précipitent dehors. Le commissaire regarde par la fenêtre et voit l'un des officiers qui déchargeait son revolver en l'air sur la place. J'ai fait descendre tout le monde dans les couloirs, afin qu'ils ne puissent être atteints par les balles. Vers 22 heures une troupe d'Allemands est arrivée à l'Hôtel-de-Ville conduisant le bourgmestre qui me dit : « Ils disent qu'on a tiré sur eux, je suis prisonnier ». — Alors ils nous ont ordonné de nous diviser en trois groupes suivis chacun d'un peloton de soldats et de parcourir les différents quartiers de la ville en criant : « Que la ville serait brûlée et détruite si les civils tiraient sur les soldats. » Un des groupes était composé du commissaire de police et de l'agent de police Serevens, un autre de l'adjoind Delplanchet, du garde Charlier, le troisième du bourgmestre, de l'employé Vandeneide, moi-même plus deux agents. Notre groupe a été conduit par différentes rues jusqu'à l'orphelinat du rond-point, où les Allemands nous dirent qu'un de leurs officiers venait d'être tué, nous menaçant de nous fusiller et de tout brûler si pareil fait se reproduirait. Le bourgmestre a eu une syncope. J'ai demandé à l'officier, qui devait être un major du corps des transports, de pouvoir le ramener chez lui, il y a consenti et l'a fait rentrer chez lui en plaçant quatre soldats dans sa maison. Il lui a dit que si on tirait encore, il serait fusillé le lendemain matin. De là, il nous a demandé de le conduire à l'école moyenne des filles et en nous y rendant, nous avons vu les lueurs d'un premier incendie, au bout de la place du Sablon.

Nous avons été conduits en face des maisons en feu et, croyant à un incendie accidentel, j'ai demandé à faire appeler les pompiers. Un garde est allé en chercher trois, puis on nous a défendu d'en faire venir d'autres. J'ai alors remarqué d'autres incendies dans la direction de Basse-Wavre.

C'est alors que j'ai seulement compris ce qui se passait réellement. En ce moment là, nous avons entendu de nouveaux coups de canon dans la direction de la petite place d'Armes.

On nous a obligés de nous rendre dans cette direction. Là on nous a dit qu'un officier venait de disparaître et que nous devions à tout prix le retrouver, sinon que nous serions fusillés. On nous a fait marcher dans tout le quartier de la rue des Tanneries et de l'usine électrique, les 4 chemins suivis d'une troupe de soldats qui nous tenaient en joue et d'un officier qui hurlait à chaque minute « Oberlieutenant X... »

Ils ont enfoncé à coups de crosses et de haches plusieurs portes, nous forçant à rentrer les premiers et en nous menaçant de nous abattre sur place, si un coup de feu partait. Promenade qui a duré à peu près une heure. Quant nous sommes revenus à notre point de départ, l'un de nous a vu sortir d'une maison borgne, le fameux lieutenant X..., qui était aussitôt entouré par ses camarades, et félicité comme s'il avait échappé à un grand malheur. On nous a alors reconduits, place du Sablon, entre la statue et les maisons. Le bourgmestre est venu nous y rejoindre et nous avons vu amener près de la statue plusieurs personnes de Wavre, arrêtées comme francs-tireurs. Il y avait notamment, M. Darquenne, presque aveugle et un jeune gamin de 12 à 13 ans, qui avait la figure ensanglantée. Nous sommes restés debout jusque 8 heures du matin, sauf le bourgmestre qui a eu une nouvelle syncope et pour qui je suis parvenu finalement, à avoir une chaise.

Pendant tout ce temps là, nous avons été injuriés et menacés continuellement par les soldats, au milieu desquels nous nous trouvions. Ceux-ci, ont procédé, sous nos yeux, au pillage méthodique des magasins d'épicerie de M. Brasseur-Vanpée dont la maison était occupée. Nous avons pu constater, que les façades des maisons qui ont été incendiées après, étaient criblées de balles, tous les stores de ces maisons étaient baissés.

Vers 8 1/4 h. du matin, nous avons été conduits à l'école des garçons, où se trouvait rangé un certain nombre de personnes arrêtées comme nous, sous la garde de soldats de Willebrand.

Celui-ci nous a déclaré que nous étions prisonniers et nous a ramenés à l'Hôtel-de-Ville où il nous a dicté une proclamation imposant la ville de Wavre, à une contribution de 100.000 francs. Il nous était défendu de sortir, mais nous pouvions recevoir des visites, pour nous procurer l'argent nécessaire. Pendant que nous étions en compagnie de Willebrand j'ai vu des soldats piller le magasin de cigares de M. Leurquin, au coin de la rue du Pont et y mettre ensuite le feu. Sur ma demande, Willebrand a dit qu'il y avait des francs-tireurs dans cette maison. — J'ai protesté, en disant que les habitants étaient incapables d'avoir tiré, et que d'ailleurs, nous avions fait déposer les armes. J'ai protesté également contre notre arrestation et contre les contributions infligées à la ville en disant : que ces procédés étaient contraires à la Convention de La Haye. Willebrand m'a répondu que la contribution devait être payée pour le lendemain au soir. Dans la matinée, nous avons appris par des personnes qui venaient nous visiter, que de nombreuses maisons étaient encore en feu et que d'autres avaient été brûlées la nuit.

Le soir du 22, nous nous disposions à nous coucher, vers 21 h. 1/4, lorsqu'un coup de feu est encore parti près de l'Hôtel-de-Ville.

M. d'Aoust, qui avait bien voulu nous servir d'interprète, affirme que c'est un fusil allemand qui est tombé d'un chariot.

Quelques minutes après une nouvelle fusillade très nourrie a encore éclaté, rue de Nivelles et place de l'Hôtel-de-Ville. Willebrand est survenu alors, nous disant que la population avait encore tiré sur les soldats et qu'il y avait des blessés. Nous entendions pendant ce temps là qu'on montait quelque chose dans les escaliers. Nous avons su après que c'était un soi-disant blessé. Des personnes qui l'ont vu ont déclaré que c'était simplement un soldat ivre-mort.

J'ai demandé à Willebrand de faire visiter les blessés par des médecins civils, conjointement avec des médecins allemands. Il m'a répondu que ses soldats avaient été blessés par des chevaux que la fusillade avait effrayés. Le lendemain matin, donc le 23, les manières de Willebrand s'étaient déjà plus ou moins adoucies vis-à-vis du bourgmestre et de moi et le lendemain, il alla jusqu'à lui offrir la main, en disant : qu'il résultait de son enquête, que les coups de feu n'avaient pas été tirés par des habitants de Wavre, mais par des francs-tireurs venus du dehors. Pendant ces deux jours, nous avons versé à Willebrand, environ 33.000 francs, recueillis en ville, sur la contribution des 100.000 francs que la ville devait payer. Ses hommes ont encore incendié plusieurs maisons le 22 et le 23.

Le 25 au matin, on nous a mis en liberté, de même que les autres prisonniers arrêtés la nuit du 21 au 22. Le 27, dans l'après-midi, un officier d'Etat-Major est arrivé nous chercher en automobile et nous a conduits au croisement des chaussées de Namur et de Perwez, où il nous a montré une batterie d'artillerie braquée sur la ville.

Un autre officier d'Etat-Major, nous a remis la fameuse lettre du Général von Nieber, commandant l'Etappe de la 2^e Armée, dont je vous remets ici la photographie, en nous disant qu'il n'avait pas pour mission de discuter avec nous, mais de prendre dix otages parmi la population civile de Wavre, si nous ne versions pas les 2.000.000 francs en or, réclamés par le Général von Nieber.

Sur-le-champ, il a fait enlever comme otages : MM. Thirionnêt, François ; Vanpée, Félix, Richard, Emile, (conseillers communaux). Mathieux, Edmond, Président du bureau de bienfaisance ; Beaufaux, Armand, receveur des Hospices ; l'Abbé Vandescrick ; l'Abbé Van Reusel ; le vicaire Paque ; Henneau, Elysie et Lengele, Joseph qui ont été conduits à Gembloux. De là, ils ont été expédiés à Beaumont. De Beaumont, ils ont dû suivre à pied, la marche des troupes allemandes jusqu'à Laon.

Ils sont restés partis environ 6 semaines, sauf M. Vanpée qui avait été renvoyé 15 jours avant les autres pour avoir des nouvelles des 3 millions. Nous avons multiplié les démarches auprès du Gouvernement Général à Bruxelles pour savoir ce qu'ils étaient devenus et les faire revenir, sans obtenir de réponse. Après leur retour, il ne fut plus question des 2 millions. Mais au mois de novembre 1914, la Kommandanture locale, 1^{er} régiment de Landsturm, d'infanterie de marche de Potsdam exigea le paiement du solde de la contribution de 100.000 francs sous menace d'enlever du bétail pour cette valeur. En ce qui concerne le commissaire de police M. Milaire, décédé, il m'a

raconté alors, avoir été relâché le 23 août au matin, qu'au cours de la nuit du 23, il avait été brutalisé par les soldats qui l'avaient mis au mur pour le fusiller. Ils l'ont notamment obligé à boire un verre d'eau à une certaine pompe. Il portait sur les jambes les traces des coups qu'il avait reçus. L'officier qui a été blessé ici à Wavre, le lieutenant Von Schoenfeld, a été soigné chez M. Haveau, chaussée de Bruxelles, par les docteurs allemands et le docteur Rondas. Il a déclaré que la balle qui lui avait traversé les poumons était une balle allemande. Aucun combat n'a eu lieu dans les environs.

CHAPITRE II.

PROVINCE D'ANVERS

I. — CANTONS DE L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE D'ANVERS.

Peu d'infractions importantes sont à signaler dans l'arrondissement judiciaire d'Anvers.

Les faits suivants sont cependant à relever.

Pendant et après les combats qui se livrèrent autour d'Anvers de nombreuses maisons furent pillées.

Dans le canton de Boom, dont un grand nombre de villages furent bombardés lors de l'attaque de la position fortifiée d'Anvers, la plupart des habitants s'enfuirent. Dès l'arrivée des troupes allemandes à Boom et dans les communes voisines, d'innombrables habitations et magasins furent pillés. Le pillage se fit par des militaires ennemis qui avaient défoncé les portes à coups de crosse et de hache et qui, plutôt que de protéger les propriétés, encourageaient les malfaiteurs demeurés au pays à compléter leurs propres rapines. On les a vus à différents endroits jeter les marchandises, dont ils ne voulaient pas eux-mêmes, à la population civile.

En dehors du pillage auquel se livrèrent les soldats, au fur et à mesure qu'ils pénétraient dans les localités nouvellement conquises, des officiers, sous-officiers de l'armée allemande se livraient au cambriolage des maisons des citoyens belges absents qu'ils occupaient.

Innombrables sont les immeubles, objets volés et détournés par les troupes occupantes; de très grandes quantités de ces meubles et objets furent volontairement détruits par les Allemands au moment de leur retraite.

Dans le canton de Contich également de nombreux vols furent perpétrés par les soldats allemands dans des maisons de Belges absents.

La vie des individus ne fut pas respectée par les soldats allemands.

Il faut signaler à ce sujet, à Anvers : le meurtre du nommé Broddin, Joseph, qui fut tué le 24 novembre 1914 par un soldat allemand qui trouvait qu'il s'était approché trop près d'un chariot militaire.

Près du viaduc du Dam, le 14 novembre 1918, les nommés Jean Traleuw et Louis Peeters, d'Anvers, furent abattus dans des circonstances analogues.

Dans la nuit du 15 octobre 1914, Edmond Rogers, brasseur à Braschaet, fut tué à coups de fusils dans le vestibule de sa demeure. Rien dans son attitude ne justifie un tel crime. Au contraire M. Rogers se disposait à apporter à ses meurtriers de l'eau chaude comme ils le lui avaient demandé.

Durant les derniers jours qui ont précédé l'armistice, du bétail, des chevaux et des charrettes furent souvent enlevées par des soldats ou des sous-officiers sans autre moyen que la menace du fusil ou du revolver.

II. — CANTON DE MALINES.

Dans ce canton les Allemands incendièrent un grand nombre d'édifices et pillèrent presque toutes les maisons. Plusieurs civils furent tués.

La ville ouverte de Malines a souffert énormément des bombardements. 1033 maisons sur 10.000 ont été détruites ou endommagées. Les Allemands devaient cependant savoir par leurs éclaireurs, et par leur aviation que la ville n'était pas occupée par les troupes Belges.

Malines a été bombardée à huit reprises différentes entre le 23 août et le 28 septembre. Une seule fois seulement le bourgmestre a été appelé à deux kilomètres de la ville et on lui a donné avis que 20 minutes après le dit avis la ville serait bombardée et complètement détruite comme Louvain. En conséquence il devait faire évacuer la ville ou avertir les habitants de se mettre à l'abri. De fait le bombardement a commencé 40 minutes après l'avis et a duré deux heures. Il n'y a pas eu d'attaque de vive force à l'occasion de ces bombardements.

Les monuments, les édifices du culte, artistiques, scientifiques et de bienfaisance n'ont pas été respectés. La cathédrale notamment a servi de cible à plusieurs bombardements. Les dégâts sont considérables.

L'ancien Hôtel-de-ville, l'académie de musique et diverses maisons anciennes ont été détruits par l'incendie. Les hôpitaux qui étaient sous la protection de la Croix-Rouge ont été également bombardés.

La ville a été livrée au pillage par les divisions de soldats de la marine. Rares sont les maisons qui ont été épargnées. Toutes les portes ont été fracturées.

Le 31 août 1914, vers 7 h. 30 du matin, un groupe de cyclistes allemands fit une reconnaissance du côté de la chaussée de Hombeek. Arrivés au coin de la Poreiputstraat un des cyclistes tira un coup de fusil sur deux civils qui étaient arrêtés sur le trottoir de la chaussée. M. Mertens, ancien inspecteur de la police, fut atteint d'une balle et mourut quelques heures plus tard à l'hôpital civil.

Les cyclistes poursuivant leur route vers la chaussée de Bruxelles abattirent sans raison un vieillard du nom de Beelaerts, André.

Rien dans l'attitude de ces deux hommes ne put justifier un tel acte.

Tisselt.

Le bourgmestre Joseph De Block, fut arrêté le 29 septembre 1914. Les Allemands trouvèrent dans son moulin, un téléphone qui avait été installé par les soldats belges. Les Allemands prétendirent que De Block était un espion et après un jugement sommaire, le fusillèrent.

A leur arrivée dans le village une vingtaine de civils furent arrêtés et retenus prisonniers sans raison pendant plusieurs jours.

Blaesveld.

La nommée Franscica De Buyser et son mari, Jean De Cuyper, s'étaient enfuis de Leest le 29 septembre 1914 en compagnie de Leemans, Antoine. Ils furent arrêtés à Blaesveld par une troupe de soldats allemands. Ceux-ci les alignèrent, la figure tournée contre un mur. Ils lancèrent sur eux des grenades à mains, tirèrent des coups de fusils. Les époux De Cuyper furent tués. Leemans fut grièvement blessé. Les Allemands leur avaient au préalable volé l'argent qu'ils avaient sur eux.

Dans les premiers jours d'octobre 1914, le nommé De Borger, fut découvert dans une tranchée aux environs de Blaesveld Il

avait été tué à coups de baïonnette. On ignore le motif et les auteurs de ce meurtre.

Leest.

Le 29 août 1914, plusieurs habitants de Hombeek avaient fui vers Willebroeck. Parmi eux se trouvaient les nommés Van den Bergh, Frans; Dewit, Jean-François et Smeets, Pierre-Jean. Arrivés à Leest, ils furent rattrapés par des cyclistes allemands. A la vue des soldats ils se dissimulèrent dans un fossé près de la ferme du nommé Diddens. Les Allemands incendièrent sans raisons la ferme de Diddens, découvrirent les fugitifs et tirèrent sur eux de nombreux coups de fusil. Les nommés Dewit et Smeets furent tués.

Le nommé De Braene, Antoine, fut arrêté par les Allemands qui après l'avoir frappé et maltraité le forcèrent à rester devant eux pour leur servir de protection contre les balles belges. Le nommé Baelens, Arthur, fut obligé par la force de revêtir un manteau de soldat belge et de précéder les Allemands à travers le village.

Heffen.

Le nommé Vandenbroeck, Alphonse, tentait le 4 octobre 1914, de rentrer chez lui à Heyndonck, d'où il avait fui. En traversant le canal en barque il fut aperçu par des soldats allemands qui tirèrent sur lui et l'abattirent.

III. — CANTON DE HEYST OP DEN BERG.

Comme dans le canton précédent, de nombreuses maisons de Heyst op den Berg furent pillées et incendiées. Plusieurs civils furent tués sans rime ni raison.

Heyst op den Berg.

Le 28 août 1914, Heyst op den Berg a été bombardé, quoique ville ouverte; une trentaine de maisons furent endommagées ou détruites. Il n'y avait cependant à Heyst op den Berg ni un homme, ni un canon de l'armée belge. Aucun préavis ne fut donné.

Ce même jour, à l'entrée des Allemands, les soldats s'emparèrent de nombreux habitants. Ils les emmenèrent avec des civils de Boisschot jusqu'à Aerschot, où ils furent enfermés une dizaine de

jours dans l'église et de là conduits en exil en Allemagne, où ils éprouvèrent les pires souffrances. On ne sait pour quelle raison les Allemands agirent ainsi. Ces malheureux ne purent regagner la Belgique que vers le mois de février 1915.

Plusieurs civils de Ichteghem eurent le même sort.

Boisschot.

Il y a lieu de signaler les meurtres de Karel Michiels, et de Frans Ceuster. Ces malheureux avaient pris la fuite à la vue des soldats allemands qui tirèrent après eux de nombreux coups de fusil et les abattirent. Ces deux crimes ont été commis le 28 août 1914.

Deux autres meurtres furent encore commis le 27 septembre 1914. Deux aisibles habitants qui se rendaient à leur travail, les nommés De Rover, Gustave, et Van Roosendaël, Jean-Baptiste, furent abattus à coups de fusil en passant à proximité du bois de Boisschot.

Beersel.

Les Allemands abattirent à Beersel, le 28 septembre 1914, sans raison aucune le nommé Coudre, Pétrus, qui voulait regagner sa demeure d'où il avait fui à l'arrivée des Allemands.

*
**

Le 28 septembre et jours suivants, les troupes qui montaient à l'assaut de la position fortifiée d'Anvers, mirent au pillage toutes les communes du canton. Tout fut volé ou détruit. Les magasins furent dévalisés. Ce qui ne pouvait être emporté fut détruit.

Heyst fut à nouveau bombardé. La plupart des habitants du canton s'enfuirent.

IV. — CANTON DE LIERRE.

Lierre.

La ville de Lierre, quoique ville ouverte, fut au cours du siège de la position fortifiée d'Anvers, bombardée à plusieurs reprises.

Un grand nombre de maisons, l'église St Gommaire, l'hospice, l'hôpital, bien qu'à l'abri du pavillon de la Croix-Rouge, l'église

des sœurs, furent presque complètement détruits. 695 maisons furent entièrement détruites par projectiles et incendies. 762 maisons furent plus ou moins endommagées.

19 personnes périrent dans ces bombardements. Parmi elles se trouvent 8 personnes, dont 6 militaires, qui ont été tuées à l'hôpital où ils étaient soignés : Madame Van den Brande, épouse Noé et ses deux enfants Joseph et Edouard ont été tués par un projectile dans leur demeure. Celle-ci se trouve en face de l'hôpital.

Quand le 5 octobre 1914, les Allemands s'emparèrent de la ville de Lierre, leurs soldats pillèrent les maisons qui étaient encore intactes, volant ou détruisant le mobilier.

L'Hôtel-de-Ville fut pillé de fond en comble. Les quelques habitants qui n'avaient pas fui furent arrêtés et retenus prisonniers plusieurs heures.

Quelques jours après, des habitants découvrirent dans sa maison le corps du nommé Van Peborgh, François. Il avait été tué à coups de baïonnette ; on suppose que les auteurs du crime sont des soldats allemands pillards.

Berlaer.

Quoique non fortifié le village de Berlaer fut bombardé en septembre 1914. 13 maisons furent détruites dont 8 complètement.

A l'arrivée des Allemands plusieurs maisons furent pillées.

3 habitants de Berlaer furent tués.

Le nommé Verstrepen fut tué le 30 septembre 1914 par des soldats allemands. Effrayé à leur vue il avait voulu fuir.

Le corps du nommé Verhaegen, Léopold, de Heyst-op-den-Berg, fut découvert derrière l'église de Berlaer au début du mois d'octobre 1914. Il avait été tué à coups de baïonnette on ne sait dans quelle circonstance.

Le nommé Bats fut grièvement blessé d'un coup de fusil le 1^{er} octobre 1914 et transporté à l'hôpital de Lierre, où un des projectiles tiré sur l'hôpital de cette ville le tua.

Plusieurs autres habitants furent maltraités par les soldats allemands.

Kessel.

Le village fut bombardé en septembre-octobre 1914 à plusieurs reprises : 156 maisons et l'église furent détruites. Aucun préavis ne fut donné.

Les habitants avaient fui pour la plupart. A leur entrée dans le village, les Allemands en profitèrent pour piller la commune de fond en comble.

15 jours avant l'armistice le nommé Louis Wellens fut tué par un soldat allemand. Wellens avait fui d'un camp allemand. Il avait été envoyé en Allemagne pour avoir coupé les fils téléphoniques allemands. Le gendarme qui voulait l'arrêter n'y arrivant pas, le tua d'un coup de fusil.

V. — CANTON DE PUERS.

Mariekerke.

Le 30 septembre 1914, le nommé De Pauw, Félix et un soldat belge le nommé Dautrieux, Jean, allaient soigner le bétail dans une prairie environnant le village. Ils furent surpris par les Allemands qui les tuèrent tous les deux.

Le 26 juin 1918, Frans Van de Moortel, et Van Leut, Philippe, se trouvaient sur l'Escaut en barquette. Des Allemands qui se trouvaient sur la rive les abattirent à coups de fusil, on ne sait pour quelle raison.

Trois meurtres ont été commis en 1914 au village de Saint-Amand.

Au début d'octobre le nommé Alphonse Lejon fut tué par les Allemands dans des circonstances assez mystérieuses. Certains témoins prétendent que Lejon, étant devenu fou, était monté sur le toit de sa maison d'où il injuriait les Allemands. Ceux-ci tirèrent sur lui. Lejon tomba et fut blessé. Les Allemands l'arrêtèrent et le fusillèrent.

Les Allemands, à leur arrivée dans le village de St Amand, arrêtèrent plusieurs habitants. Parmi eux le nommé Kerremans, Louis, qui refusa de les suivre et fut tué. Ce fait se passa le 4 octobre 1914.

Vers la même date Kerremans, Edmond, en compagnie de sept autres habitants de St Amand tentait de rentrer dans sa maison d'où il avait fui à l'arrivée des Allemands.

Ils rencontrèrent une patrouille allemande qui tira de nombreux coups de feu sur eux. Kerremans fut blessé grièvement. Transporté à travers les lignes belges jusqu'à Anvers, il mourut à l'hôpital le 7 octobre 1914.

VI. — CANTON DE DUFFEL.

Duffel.

Le village de Duffel a beaucoup souffert pendant le siège de la position fortifiée d'Anvers. En Octobre 1914, il avait été évacué par les soins de l'autorité militaire belge. Duffel a néanmoins été longuement bombardé. 416 maisons sur 1081 ont été détruites en tout ou en partie. Les Allemands, quand ils s'emparèrent du village, le pillèrent de fond en comble. Toute une rangée de maisons ont été incendiées méchamment et sans raison d'ordre militaire.

Le 7 octobre 1914, les habitants qui tentaient de regagner leurs demeures furent arrêtés et retenus prisonniers pendant plusieurs heures.

Les Allemands fusillèrent un inconnu qui s'était joint au groupe de civils qui revenaient au village. Cet homme fut mis à mort parce qu'il ne connaissait que le français et il fut considéré comme espion.

Le nommé Van Camp, Louis, fut abattu au moment où il tentait de rentrer chez lui. Rien dans son attitude ou ses agissements ne justifie cet acte.

Lors de la retraite en 1918, nombreux vols et pillages.

Koningshoyckt. — Bonheyden. — Waelhem.

Ces villages furent bombardés violemment au cours du siège d'Anvers. A Koningshoyckt 30 maisons furent détruites, à Bonheyden l'on compte 24 immeubles rendus inhabitables.

Le château Bayens à Koningshoyckt fut incendié par les Allemands à leur entrée dans ce village, sans aucune raison militaire.

Ces localités furent pillées de fond en comble.

Wavre Notre-Dame.

Fin septembre 1914 la localité fut bombardée sans préavis : 19 maisons furent détruites.

Bien que protégé par le drapeau de la Croix-Rouge, l'hôpital des sœurs Ursulines fut bombardé et incendié.

A leur entrée dans le village, les Allemands pillèrent de nombreux immeubles.

Ils abattirent sans raison des habitants qu'ils rencontrèrent. Le nommé Moris, Joseph, fut tué le 29 septembre : pris de peur à la vue des Allemands, il avait tenté de fuir. La nommée Goossens, Rosalie, fut tuée sans raison par un soldat allemand tandis qu'elle fuyait avec sa famille.

Magriet, Edouard, fut tué dans des circonstances analogues.

Wavre Sainte-Catherine.

Au cours du siège d'Anvers le village de Wavre Sainte-Catherine fut bombardé.

Le village fut pillé de fond en comble à l'arrivée des soldats allemands. L'église et la cure furent incendiées. Le nommé Buntinckx, Pierre, fut fusillé le 1^{er} octobre 1914. Il s'était réfugié dans sa cave, les Allemands prétendirent qu'il faisait de l'espionnage et le mirent à mort.

Rijmenam.

Le 8 septembre 1914, le nommé Vermeulen, Aloïs, se trouvait sur la berge de la Dyle. Une trentaine d'Allemands qui se tenaient sur l'autre rive, tirèrent sur lui et le tuèrent.

Le 26 septembre, Verbinnen, Joseph, qui s'était réfugié à Muyssen, revint à Rymenam pour soigner son bétail ; il fut abattu par des Allemands qui se trouvaient sur l'autre rive de la Dyle.

A leur entrée dans le village de Rymenam, le 15 septembre, 1914, les Allemands pillèrent en grand nombre les habitations. Les habitants durent évacuer la localité les 18 et 19 septembre. Les soldats en profitèrent pour voler.

ARRONDISSEMENT DE TURNHOUT.**VII. — CANTON DE WESTERLOO.****Hersselt.**

Les faits suivants résultent des affirmations faites sous serment par 9 témoins oculaires.

Des cavaliers allemands occupèrent le village, sous les ordres du général von Stamford, de la 6^e brigade d'artillerie de campagne, le 18 août 1914, vers deux heures de relevée. Ils mirent pied à terre et furent bien accueillis. Toutefois ils avaient certaines arrière-pensées, car en s'installant chez le docteur Witvrouwen, au centre de la localité, le général lui dit : « Vos concitoyens sont des assassins : ils tirent sur nos soldats ». (Voir en annexe la déposition du témoin Witvrouwen) ⁽¹⁾.

Environ une heure après leur arrivée, on entendit des coups de feu dans la direction de Westerloo. Bientôt une fusillade nourrie éclata. On ignore ce qui a provoqué cet incident. On sait seulement que deux soldats allemands ont tiré sans motif dans les environs de la demeure du témoin Van der Borcht, Joseph. Ont-ils répondu à des soldats belges qui les auraient attaqués, ou bien ont-ils tiré sur des habitants qui fuyaient? Toujours est-il que les chefs prétendirent que les villageois les avaient attaqués. Ils ordonnèrent des représailles immédiates. Tous les hommes furent emprisonnés dans l'église jusqu'au lendemain. Le secrétaire communal et le receveur communal furent accablés de coups de crosse. Dix habitants, dont deux femmes furent massacrés séance tenante ; treize autres dont deux jeunes filles furent fusillés ; parmi eux Van Thielen, Edouard, fut torturé pendant deux heures avant d'expirer sous les balles.

En même temps, la soldatesque avait mis le feu en de nombreux endroits du village et se livrait au pillage. 3 maisons et 2 moulins furent détruits par les flammes.

Cet incendie dura plusieurs heures. Invité par un officier à y mettre fin, le général refusa d'abord d'écouter toute supplication. Il finit par se raviser et par permettre qu'on arrêât ces scènes d'horreur. Toutefois un aveu lui échappa le lendemain : au moment de s'éloigner, il déclara devant son hôte que « tout ce qu'il avait dû faire était une honte pour toute sa vie ».

⁽¹⁾ Annexe N° 36.

Ramsel.

Au moment où l'armée ennemie pénétra dans le village, le 27 août, certains habitants prirent la fuite pour chercher un abri dans les bois. Ils furent poursuivis à coups de fusil par les Allemands qui tuèrent ainsi Antgeerts, Louis, Antgeerts, Alphonse et Ackers, Henri. On retrouva les cadavres de ces malheureux criblés de coups de sabre ou de lance. Les balles atteignirent aussi Janssens, père et Janssens, Rosalie. Celle-ci, blessée aux deux jambes, succomba aux suites de ses blessures.

Les envahisseurs mirent également le feu à trois habitations et à un moulin.

Ils prétendirent que les « civils avaient tiré », alors qu'en réalité c'étaient des soldats belges qui avaient échangé des coups de feu avec l'ennemi.

Veerle.

Sans aucune raison d'utilité militaire, les soldats allemands ont incendié le 17 août 1914 onze habitations et une grange. Ils ont à la même date massacré trois habitants qui fuyaient en bicyclette, savoir : le facteur des postes Victor Van Leeuw, Vincent Kerckhofs et Thomas Aerts.

Westerloo.

Le 18 août 1914, le nommé François Vermeulen de Hersselt, passant en vélo sur le territoire de Westerloo, aperçut les soldats allemands et voulut fuir. Il fut poursuivi à coups de fusil, abattu, et percé de coups de lance, en sorte qu'il succomba immédiatement. Le 27 août, des soldats allemands suivant la chaussée qui mène de Hersselt à Zoerle-Parwijs, virent au loin le nommé Eysermans, Charles, qui pêchait paisiblement dans la Nèthe. Ils le tuèrent à coups de fusil.

VIII. — CANTON D'ARENDONCK.

Rethy.

Selon 5 déclarations faites sous serment, une patrouille allemande qui avait visité le village, le 22 août 1914, sans rencontrer d'obstacles est revenue dans l'après-midi. Deux éclaireurs ont rencontré 5 gendarmes belges d'Arendonck en uniforme et ont engagé

une fusillade au cours de laquelle les Belges ont tiré au moins 10 coups de feu. Les Allemands étant blessés, le cheval de l'un d'eux a rejoint le gros de la patrouille qui est accourue au nombre de trente hussards environ commandés par le Rittmeister von Kayser, du régiment N° 5 de Crefeld.

Hurlant et menaçant, les Allemands se précipitent dans le village, dont bon nombre d'habitants fuyent. Le commandant se porte au milieu de la grand-place. Les soldats tirent des coups de fusil dans les fenêtres des maisons et mettent le feu aux quatre coins de la place, à l'aide de pastilles incendiaires, dans le but manifeste d'assurer la destruction de toutes les habitations du centre du village. Dans la maison de la veuve Van Herck, il tirent par la fenêtre deux coups de feu qui tuent une jeune fille, Van Herck, Elisa, âgée de 14 ans et demi ⁽¹⁾.

Le commandant fait amener le bourgmestre auquel il dit que « les civils ont tiré ». Le bourgmestre et le curé s'efforcent de le dé tromper. En même temps les soldats arrêtent le sacristain Herkens et l'accablent de coups de crosses.

Quand déjà huit maisons sont en flammes, et que l'hôtel « In den Keyser » a été totalement pillé, le commandant fait cesser la scène de sauvagerie. Il se retire, emmenant sept otages forcés à courir devant et derrière sa voiture pour empêcher toute agression. Il ne consent à relâcher ces malheureux qu'après avoir franchi cinq kilomètres.

IX. — CANTON D'HOOGSTRAETEN.

Meerle. .

Le 15 octobre 1914, un détachement de marins allemands pénétra dans le village où étaient encore cantonnés une centaine de soldats belges. Le commandant allemand se saisit de la personne du bourgmestre Van Nueten, et le contraignit à révéler le nombre et le lieu du cantonnement belge qui occupait un hameau situé à quelque distance du centre. Il menaça le bourgmestre de mort en braquant sur lui son revolver ; il menaça aussi de mettre le feu à tout le village. Il força ensuite le bourgmestre à aller parlementer avec les Belges pour les amener à passer la frontière hollandaise, ce qu'ils firent. Il força enfin, toujours à l'aide des mêmes menaces,

(1) Annexe N° 37.

le bourgmestre à lui indiquer la direction des diverses routes passant dans le village et menant vers les cantonnements des Belges.

La réalité de ces faits est attestée sous serment par le Bourgmestre. (Voir en annexe la déposition du témoin Van Nueten, Louis) ⁽¹⁾.

X. — CANTON DE MOLL.

Meerhout.

Arrivés le 17 août 1914, les troupes allemandes ont commis le 18, un double assassinat dans le hameau de Zittaert. Le nommé Mellebeeckx, François, 47 ans, circulant en bicyclette et voyant approcher une patrouille allemande, se retira chez Beyens, Léon, cabaretier et charron, chaussée d'Eynthout. La patrouille cerna le cabaret, saisit les deux hommes, et les fusilla séance tenante dans un champ voisin. Comme le cabaretier possédait un tir à l'arc, les assassins déposèrent à côté des cadavres des victimes des arcs et des flèches brisées ⁽²⁾.

A la fin de la journée, un commandant allemand descendu avec d'autres officiers chez le témoin De Groof, Frans, marchand de bestiaux à Meerhout, déclara qu'il avait fait fusiller deux hommes dans un hameau voisin parce qu'ils avaient menacé ses soldats de flèches empoisonnées. Pour confirmer ce récit, un de ses collègues montra une déclaration en langue allemande, soi-disant signée de Beyens et de Mellebeeckx. Le commandant était appelé prince de Karolath et appartenait au 3^e régiment de uhlands.

Gheel.

Le 6 octobre 1914, Van Thienen, Adolphe et deux camarades sont rencontrés par des cavaliers allemands qui les fouillent. Dans les poches du premier, on découvre des douilles vides de cartouches allemandes qu'il avait ramassées le 3 octobre à un endroit peu éloigné de là, où les Allemands avaient combattu. L'officier abattit le malheureux Van Thienen d'un coup de revolver en présence de son frère Alphonse ; après avoir vidé le contenu des poches de leur victime, les cavaliers s'éloignèrent.

⁽¹⁾ Annexe N° 38.

⁽²⁾ Annexe N° 39.

Le 7, le nommé Van Camfort, Joseph Aloïs, voyant arriver des soldats se cache dans une maison et veut sortir par une autre issue. Il est poursuivi à coups de fusils et finalement, croyant que les Allemands se sont retirés, s'avance dans la rue et est atteint à la jambe d'un coup de feu par un soldat caché derrière une haie.

Il a succombé à l'hôpital le 18 octobre 1914 des suites de cette blessure.

CHAPITRE III.

PROVINCE DE HAINAUT

I. — CANTON DE BOUSSU.

Dans ce canton, l'enquête relève de nombreux vols et pillages. Plusieurs communes furent le théâtre d'événements importants, massacres, incendies, pillages.

En 1918, au cours de la retraite, les Allemands se rendirent à nouveau coupables de vols et de pillages.

Boussu.

Les 23 et 24 août, les troupes allemandes envahirent la commune de Boussu. Elles pillèrent plusieurs habitations.

Le 24 août, un soldat allemand, ivre, visita la plupart des maisons bordant la Haine, menaçant les habitants, tirant après les fuyards. Il assassina à coups de fusil toute la famille Mathieu, composée du père, de la mère et de trois enfants, ainsi que leur domestique Carton, Jean-Baptiste. On ne sait pour quelle raison ces assassinats furent commis.

Quaregnon.

Le 23 août 1914, un combat est livré aux confins de Quaregnon; dès 2 1/2 heures de l'après midi, des troupes allemandes pénétrèrent dans la commune, dont les habitants se sont réfugiés dans leurs caves.

Les soldats allemands envahissent les maisons, en font sortir les habitants, en réunissent un grand nombre en un même endroit et après avoir séparé des femmes et des enfants, les hommes, fusillent une quantité notable de ceux-ci, achevant à coup de revolver, de hache ou de baïonnette ceux d'entre eux que les balles n'avaient pas tués.

Voici les déclarations des témoins Dessily, Henri et Verteneuil, Noël.

Déclaration de Dessily, Henri :

J'ai été dans le groupe de ceux qui devaient être fusillés. J'ai vu que le commandement de « feu » allait être donné, j'ai fait un mouvement de côté et me suis jeté par terre faisant le mort. La cervelle de celui qui était à mes côtés a rejailli sur ma figure. C'était le commandant de la cavalerie qui nous a fait fusiller et c'est lui qui a tiré deux coups de revolver dans la tête de celui qui était tombé avec la tête contre ma jambe.

Lorsque j'ai vu qu'il n'y avait plus d'allemands, je me suis relevé et suis allé me réfugier dans une citerne.

Les soldats qui ont fusillé étaient des fantassins portant le N° 24 sur l'épaule et ont été commandés par le commandant de cavalerie. Celui-ci était grand, portait des lunettes et avait eu une balle qui avait effleuré la tempe droite. L'officier était très grand et pouvait avoir 1 m. 90 de hauteur. La cavalerie suivait l'infanterie.

De l'émotion que j'ai ressentie ce jour là, je ne suis pas rétabli complètement. Je porte encore la marque de la balle qui m'a atteint à la fesse gauche au moment où je me laissais tomber.

Déclaration de Vertencuil, Noël, 32 ans :

Lorsque la fusillade a eu lieu, l'officier est venu tirer un coup de revolver dans la tête de ceux qui semblaient encore vivants.

Emile Louis était tombé sur moi, la tête sur mon épaule et sa cervelle était répandue sur le dos de mon gilet. C'est probablement pour cela que l'officier n'a pas tiré sur moi.

La balle qui a traversé la tête d'Emile Louis est venue se loger dans mon bras. Elle a été retirée 3 semaines après.

Plusieurs habitants furent assassinés dans leurs maisons ou au cours de leur fuite à travers champs. Les habitations furent soumises à un pillage méthodique et ensuite incendiées.

Ces faits ont été continués le 24 août 1914.

66 personnes furent ainsi tuées, et cent-trente sept maisons incendiées, celles-ci pour la plupart le 24 août, lendemain de la bataille, par les soldats allemands.

Les maisons incendiées représentent une valeur à cette époque de 720.000 francs environ.

Le montant du dommage résultant du pillage peut être estimé à 456.000 francs.

Le 25 août 1914, sur un petit coin de terre, quatorze civils furent découverts à l'état de cadavres, serrés l'un près de l'autre, les uns à genoux les mains jointes, la tête en bouillie, les autres les bras en l'air le ventre ouvert; selon les dépositions recueillies par le bourgmestre et confirmées sous serment devant le juge

d'instruction, l'exécution a été commandée par un officier allemand qui a personnellement achevé les victimes à coups de revolver ⁽¹⁾.

Les témoins rapportent que les soldats allemands portaient les numéros et insignes des 24^e, 28^e, 56^e, 100^e régiments d'infanterie, du 18^e d'artillerie F. A. R. et de la V^e Division.

La nuit du 10-11 novembre 1918, veille de l'arrivée des troupes alliées, des soldats de cavalerie allemande incendièrent les locaux de la gendarmerie nationale.

Wasmuel.

La nuit du 23 au 24 août 1914, toute la commune de Wasmuel fut livrée au pillage. Les soldats allemands brisaient les portes et les fenêtres des maisons, et après en avoir fait sortir les occupants, s'emparaient des objets à leurs convenances.

Ils incendièrent sans raison aucune 19 maisons de la localité. Ces incendies furent allumés au moyen de pastilles incendiaires, de benzine ou d'autres matières inflammables.

Au cours des pillages, les nommés Liévin, Adolphe ; Hotton, Fernand ; Lecocq, Léopold et un inconnu furent massacrés, soit parce qu'ils voulaient fuir, soit parce qu'ils n'obéissaient pas assez vite aux ordres des soldats.

Plusieurs habitants de la commune qui avaient cherché un refuge à Quaregnon périrent dans les massacres qui avaient lieu dans cette localité. (Voir rapport Quaregnon). Parmi eux il faut citer Lefèvre, Auguste ; Lhoir, Fernand ; Carlier, Alphons.

Hornu.

Il y eut un combat entre Anglais et Allemands le 23 août 1914.

Au cours de ce combat les Allemands pénétrèrent dans la commune de Hornu. Ils pillèrent une grande partie des habitations. Ils tuèrent les habitants qu'ils apercevaient et brûlèrent 17 maisons.

Pendant ces jours 6 habitants de Hornu furent abattus, les uns furent tués en fuyant, les autres furent massacrés au cours des pillages.

(1) Annexe N° 40.

Les Allemands forcèrent cinq habitants de Hornu à les précéder dans leur marche contre les Anglais. Ils forcèrent ces malheureux d'avancer au milieu de la rue tandis qu'eux se dissimulaient le long des maisons pour se mettre à l'abri des balles et des obus anglais.

Thulin.

Le 24 août 1914, les Allemands poursuivant les Anglais en retraite pénétrèrent dans le village de Thulin. Ils tuèrent à coups de fusil 3 habitants inoffensifs qu'ils rencontrèrent dans le village.

Ce sont les nommés Castiau, Alfred ; Decot, Alphonse et Semoulin, Jean-Baptiste. Ils pillèrent un grand nombre d'habitations.

Sans nécessité d'ordre militaire, 14 maisons furent incendiées.

Au cours du pillage de la maison de Fontaine, Antoine, ils jetèrent à terre le propriétaire, qui malade avait dû s'aliter, et ce dans le but de le fouiller et de savoir où il cachait son argent. Les soldats le brutalisèrent et le maltraitèrent ; le lendemain le malheureux Fontaine mourait.

L'administration communale avait avec le concours de personnes dévouées de la commune, installé dans l'école communale une ambulance. Cette ambulance avait été mise sous la protection de la Croix-Rouge de Genève, dont les insignes étaient bien apparents.

Les Allemands placèrent une de leur batterie à 200 mètres de l'école et tirèrent plusieurs projectiles.

Un soldat anglais blessé, fut tué ; la sœur Marie Lanciaux, de l'orphelinat St Joseph fut tuée ; M. le vicaire Hanotiau, Mlle Gabrielle Coquette ainsi que plusieurs hospitalisés furent blessés.

On dut évacuer en hâte l'hôpital. Mlle Coquette fut ramenée chez elle par un officier allemand qui portait les insignes du 66^e régiment d'infanterie.

Cet officier entra chez elle et sous la menace de son revolver voulut la violer. Il ne parvint heureusement pas à ses fins.

Plusieurs civils de Thulin furent arrêtés et sous menaces de mort forcés de précéder les troupes allemandes qui poursuivaient les Anglais.

Wasmès.

Le 24 août 1914 les Allemands pénétrèrent à Wasmès. Sans raison aucune, ils pillèrent un grand nombre d'habitations et mirent le feu à six maisons qui furent entièrement détruites.

Les nommés Brion, Célestin et Brenet, Eugène qui s'étaient réfugiés dans leur cave furent assassinés par les soldats qui pillèrent leur demeure.

La nommée Glineur, Alphonsine, qui cherchait à fuir à l'approche des Allemands, fut blessée par ces soldats. Elle mourut des suites de sa blessure le 2 septembre 1914.

Le nommé Peters, Jean-Félix fut tué à coups de crosse de fusil sur la voie publique, on ne sait pour quelle raison.

Saint-Ghislain.

Le 24 août 1914, vers 5 1/2 heures du matin, les Allemands entrèrent à St Gislain. Ils enfoncèrent, on ne sait pour quel motif, la porte de la maison de Leclercq. Une jeune fille, Gabrielle Leclercq fut tuée à coups de fusil dans le corridor de la maison. Voici d'ailleurs la déposition de Madame Leclercq, mère de la victime :

Le 24 août 1914, nous étions dans notre cave quand vers 5 h. 30 du matin un peloton d'une douzaine de fantassins boches en casques à pointes, sont venus à coups de hâche défoncer la porte d'entrée de notre maison. Ma fille Gabrielle se trouvait dans le corridor au moment où la porte a cédé et tout le peloton a fait feu sur elle et elle a été tuée, la tête pulvérisée, les morceaux ont jailli de toute part, nous en avons ramassé des morceaux collés sur les murs.

A peu près au même instant une explosion formidable se faisait entendre et notre maison s'effondrait. C'étaient les mêmes soldats, ou tout au moins des soldats de leur régiment qui venaient de jeter une grenade dans notre cave; heureusement que nous nous étions alors réfugiés derrière dans le fond de la cour et chez des voisins.

Immédiatement après l'explosion, une bande de soldats coiffés ceux-là d'un bonnet noir genre Astrakan et portant comme signe distinctif une tête de mort, ont fait irruption où nous étions cachés et s'apprêtaient à tirer sur nous quand nous nous sommes agenouillés devant eux en leur demandant pardon ; ils nous ont fait grâce à condition que nous leur donnions à manger. A ce moment rentrant chez moi j'y ai trouvé Debais, Louise blessée mortellement et c'est encore grâce à moi qu'elle n'ait pas été achevée séance tenante à coups de revolver, il est vrai qu'elle est morte le jour même des suites de ses blessures.

Tout ce que je puisse vous dire donc, c'est que ceux qui ont tué ma fille étaient des fantassins, de petite taille et coiffés de casques à pointes. L'officier qui les commandait parlait le français.

Ceux qui ont fait sauter la maison devaient être des hussards de la mort. (Ils étaient cependant à pied).

Comme je vous le disais, c'était le 24 août vers 6 h. 30 du matin.

Je ne comprends pas pourquoi nous avons été l'objet de cette agression, nous n'avions absolument rien fait pour la provoquer.

Je ne saurais vous donner aucun autre renseignement.

Les Allemands pillèrent plusieurs autres habitations. Ils menacèrent de mort le nommé Lenin et le frappèrent de coups de baïonnette.

Grâce à l'intervention du bourgmestre qui fit ouvrir toutes les maisons pour bien montrer aux Allemands qu'aucun Anglais ne s'y trouvait caché, le village fut épargné.

II. — CANTON DE CHIEVRES.

Dans ce canton il y a peu de violations importantes du droit des gens à signaler.

Lors de la retraite en 1918, plusieurs habitations des localités de Chièvres, Grosages, Tongre Notre-Dame ont été endommagées, ou détruites par les destructions des ponts et des routes.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1918 les communes de Chièvres, Tongre St-Martin ont été bombardées par les Allemands, sans préavis et bien qu'aucun soldat allié ne s'y trouvât.

A Irchonvelz où se trouvait de la cavalerie anglaise, les Allemands bombardèrent la localité le 10 novembre 1918 au moyen d'obus à gaz. Au cours de ce bombardement le petit Robert Coulon fut tué par des éclats de projectiles.

En 1914, pendant l'occupation et au cours de la retraite en 1918, de nombreux pillages et vols furent commis.

Le 30 août 1914, la nommée B..., Stéphanie, de Villers Notre-Dame fut violée par une bande de soldats. La malheureuse est devenue folle.

III. — CANTON DE DOUR.

Dans ce canton l'enquête relève de nombreux cas de vols et pillages tant en 1914 lors de l'invasion qu'en 1918 à la retraite des troupes allemandes.

A la fin de la guerre quand les troupes anglaises reprirent cette partie du pays, les Allemands en retraite bombardèrent plusieurs villages du canton au moyen d'obus à gaz.

Voici le récit des événements qui se sont déroulés dans 5 villages où les infractions au droit des gens ont été les plus importantes.

Dour.

Le 24 août à leur arrivée à Dour, les Allemands s'en prirent à un soldat anglais le nommé William, Victor, qui se voyant entouré se rendit. Voici la déposition du témoin Bourgeuil :

Le 24 août 1914, vers le soir quelques soldats anglais étaient dissimulés aux environs de la gare du chemin de fer de Dour pour protéger leur retraite. A un moment donné une patrouille allemande est arrivée près de ma maison. Un soldat anglais se voyant sur le point d'être fait prisonnier, leva les bras en l'air et se dirigea vers les soldats allemands. Ceux-ci ne se contentèrent pas de cela ; à bout portant ils tirèrent deux coups de feu sur le soldat anglais. Ce militaire fut renversé sur mon fumier près de ma demeure. A peine était-il tombé qu'un soldat allemand lui porta un coup de baïonnette dans la poitrine, lui fit une large ouverture ; le dévalisa de tout ce qu'il avait sur lui et sortant de la poche de la victime une pipe, il la planta dans la plaie profonde qu'il venait de faire dans la poitrine de ce malheureux soldat anglais assassiné lâchement.

Je ne connais aucun nom de cette patrouille de soldats allemands et ne sais pas de quel régiment ni corps d'armée ces soldats faisaient partie. J'avais retrouvé la plaque d'identité du soldat anglais, que j'ai portée à la maison communale de Dour. Je sais qu'il s'appelait William, Victor.

Ce fait a été confirmé par d'autres témoins sous la foi du serment.

Le même jour, les Allemands tuèrent le nommé Dehon, Alfred, domestique à Warquignies. Dehon avait été réquisitionné par les soldats allemands pour leur montrer le chemin. Il a été tué près du bois de St-Ghislain. Il avait la tête fracassée à coups de sabre.

La commune fut livrée au pillage de fond en comble le 24 août.

Blaugies.

C'était le vendredi 4 septembre 1914 ; les Allemands bombardaient la place fortifiée de Maubeuge, mais ce jour-là, il y avait arrêt des opérations.

Vers 7 heures du matin, des hussards allemands, l'air affairé, parcourent au galop les rues du village, arrêtant les passants, voulant leur faire avouer, sous menace de la lance et du revolver qu'ils avaient vu des soldats français dans la localité. Vers dix heures, une épaisse fumée s'élève au-dessus d'une partie de la commune. Les Allemands avaient incendié quatre maisons et arrêté les chefs de famille, sous prétexte qu'on avait tué de leurs hommes dans le bois de Blaugies et qu'on avait trouvé des armes et des munitions dans les dites maisons. Aussitôt, les Allemands préviennent les habitants épouvantés qu'ils ont à se rendre immédiatement sur le champ Bois Jean Sars, aux confins de la commune d'Erquennes.

Sur ces entrefaites, le bourgmestre, en réunion avec ses collègues à Dour, est rappelé d'urgence et arrive sur les lieux. Il demande vainement grâce pour ses innocents administrés ; il est emmené à Bellignies où il est jeté en prison. Trois des soi-disant délinquants sont également arrêtés et conduits à la prison de Bellignies, au pas de course, la corde au cou.

Le bombardement de la commune n'a pas lieu, mais la plupart des maisons sont désertées. Les soldats s'abattent sur la localité abandonnée et se livrent à un pillage en règle. Ni portes ni fenêtres ne leur résistent ; ils pénètrent partout, tout est pillé.

Vers trois heures, on permet aux habitants de regagner leur logis. La triste comédie est jouée. Les officiers allemands font réquisitionner 40 bouteilles de champagne de M. le curé et chez M. Derveau.

Le bourgmestre, retenu prisonnier pendant 5 jours à Bellignies est remis en liberté le jour de la chute de Maubeuge.

Elouges.

Les Allemands occupèrent le village de Elouges le 24 août 1914. Sous prétexte que les civils avaient tiré et dans le but de terroriser la population, ils maltraitèrent de nombreux habitants ; cinq de ceux qui voulaient s'enfuir furent abattus. Les soldats pillèrent presque toutes les maisons du village.

Deux habitants de Baisieux, les nommés Fontaine et Cornu, faits prisonniers on ne sait pour quel raison, dans leur village, furent également tués à Elouges. Ils furent achevés de la façon la plus cruelle.

Voici le récit que fait de leur mort le témoin Liénard, Narcisse :

Le 24 août 1914, peu de temps avant que les deux civils ne soient tués par des cavaliers « hussard de la mort », ces deux hommes étaient venus dans ma maison, conduit par deux ou trois allemands, dont j'ignore l'identité du régiment. Ces civils avaient les mains liées derrière le dos, et suppliaient les bourreaux de les dégager. A un moment donné, un autre allemand qui se lavait dans ma maison, m'a dit que si je causais avec les deux civils, j'allais avoir mon tour. Là-dessus, je me suis retiré dans ma cuisine, et les Allemands sont partis en emmenant leurs victimes. Environ 20 minutes après leur départ de chez moi, j'ai entendu des cris épouvantables, puis ceux-ci ont cessé, pour se faire entendre quelques minutes après.

Comme il faisait assez obscur en ce moment là, il m'a été impossible de voir ce qui se passait. Le lendemain matin, je me suis aperçu que deux cadavres gisaient sur le champ de trèfle, à environ 250 mètres de ma demeure. Les cadavres étaient ceux des deux civils venus la veille chez moi. Une des victimes avait la tête coupée, presque détachée à l'exception de la gorge, l'autre avait le ventre ouvert, les intestins sortis, ils avaient en outre les mains liées l'un derrière le dos, l'autre devant. Une lance était enfoncée dans la poitrine d'une des victimes et était restée en place; je ne saurais vous dire où la lance a été déposée.

Le même jour les cadavres ont été identifiés, comme étant les nommés Fontaine, Jean-Baptiste et Cornu, Achille, de Baisieux.

Baisieux.

Le 6 novembre 1918, les Allemands bombardèrent la commune au moyen d'obus à gaz alors qu'aucune troupe alliée ne s'y trouvait encore. Plusieurs obus tombèrent sur des immeubles occupés et causèrent de grands dégâts. De nombreux habitants furent incommodés par les gaz, d'autres contractèrent des maladies dont la guérison fut très longue. 18 moururent. Une grande partie des personnes atteintes furent évacuées la nuit même et le lendemain par les infirmiers de l'armée anglaise ; plusieurs périrent au cours de leur transport à l'hôpital.

Wihéries.

Les Allemands sont entrés à Wihéries le 24 août 1914. Une bataille qui n'avait duré que quelques heures avait eu lieu aux alentours du village, contre des troupes anglaises qui tentaient de retarder la marche de l'envahisseur.

D'après le rapport du bourgmestre, les civils qui enterrèrent les soldats anglais morts sur le champ de bataille, déclarèrent que plusieurs d'entre eux avaient été achevés par les Allemands.

Trois civils de Wihéries furent tués. Les nommés Canion, Léopold, et Estrady, Etienne, furent tués au cours de la bataille.

Le sieur Fagnet, Jules, fut abattu à bout portant par un Allemand. Fagnet était sorti de sa maison pour chercher du secours pour un blessé anglais.

La localité fut livrée au pillage à l'arrivée des troupes allemandes.

IV. — CANTON D'ENGHIEN.

Le canton d'Enghien a peu souffert. Comme dans toute la Belgique les Allemands, aussi bien à leur arrivée, que pendant la retraite, ont pillé et volé.

V. — CANTON DE LA LOUVIERE.

Ce canton est un de ceux qui ont le moins souffert de l'invasion allemande, dans l'arrondissement judiciaire de Mons.

Cependant l'enquête des bourgmestres et les instructions du parquet de Mons relèvent de nombreux cas de vols et de pillages.

A Haine-St-Paul notamment, l'on compte 150 maisons environ presque entièrement pillées. A Trivières les vols et les pillages furent également très nombreux..

Parmi les faits il faut signaler l'incendie de deux maisons à St-Vaast le 23 août 1914 ; ces incendies furent allumés sans aucune nécessité militaire.

Le même jour, un habitant de St-Vaast le nommé Watty, Ernest, qui revenait de son travail fut arrêté et fusillé par des soldats allemands. On ne sait pour quelle raison ce crime fut commis. (Rapport du bourgmestre). 9 civils du village sont arrêtés et retenus prisonniers pendant 4 jours.

Au cours de l'occupation, les réquisitions furent nombreuses et restèrent presque toujours impayées.

En 1918, au cours de la retraite allemande, plusieurs vols et pillages furent commis.

VI. — CANTON DE LENS.

Dans ce canton, comme dans les autres cantons de l'arrondissement de Mons, plusieurs infractions au droit des gens sont à signaler.

A Tertre, 5 maisons furent incendiées au moyen de lance-flammes, au cours du combat qui eut lieu dans cette commune.

Aucune nécessité d'ordre militaire ne justifiait cette mesure. 3 civils furent forcés de précéder les troupes allemandes qui marchaient au combat pour forcer le passage du canal.

Dans les autres communes du canton, les maisons situées sur le passage des troupes allemandes furent en grand nombre pillées. Plusieurs habitants furent maltraités.

En 1918, lors de la retraite des Allemands, les pillages et les vols recommencèrent. De nombreuses maisons furent détruites par les explosions de mine que les Allemands firent exploser sur les routes pour retarder l'avance des armées alliées.

Voici le récit des événements qui se sont déroulés dans 3 communes où le droit des gens a été particulièrement méconnu.

Baudour.

Le 23 août 1914, à l'arrivée des Allemands dans ce village, un grand nombre de personnes furent maltraitées et frappées.

Les Allemands pillèrent presque toutes les habitations de la commune.

Trois habitants, les nommés Termolle, Place, Désiré et Quiévreux, Isidore, furent arrêtés par les Allemands, on ne sait pour quelle raison et fusillés.

Rien ni dans leurs agissements ni dans leur attitude ne pouvait justifier un tel crime.

Au cours de l'occupation, de nombreux habitants furent arrêtés et maltraités sans raison.

Montignies-lez-Lens.

Le 25 septembre 1914, quelques soldats belges parvinrent à faire sauter la ligne du chemin de fer de Bruxelles à Mons, sur le territoire de Montignies.

Les Allemands en suite de cet exploit voulurent s'emparer du bourgmestre et du curé ; mais ceux-ci avaient été prévenus et s'étaient cachés. Par représailles les Allemands incendièrent la ferme du bourgmestre et deux autres fermes dont les habitants avaient donné à boire aux soldats belges.

« Voilà l'effet de la trahison » dirent les soldats allemands.

Jurbise.

Voici d'après un rapport de M. le bourgmestre de ce village le récit des événements qui s'y sont déroulés :

Le matin du 29 août 1914, il faisait un temps brumeux. Les habitants un peu remis de l'émotion causée par la venue inopinée de l'ennemi vaquaient à leur besogne, d'aucuns fauchaient leur grain et d'autres de la nourriture pour leurs bestiaux, le calme semblait renaître dans ma petite commune. Depuis la veille au soir une colonne de ravitaillement bivaquait le long de la route d'Ath à Mons, les soldats de cette colonne paraissaient très calmes. Vers 7 heures 30 du matin on entendit un train qui venait de Bruxelles. Les habitants du village s'avancèrent hommes, femmes, enfants, jusqu'auprès du chemin de fer afin de voir passer le premier train militaire (un train blindé disait-on). Tout-à-coup, comme le train arrivait à deux cent mètres de la gare, on entendit une détonation : c'était le pétard d'un appareil de signalisation qui venait d'éclater. La veille au soir des soldats allemands étaient entrés dans la cabine et avaient fait manœuvrer les leviers; l'on suppose qu'ils auront mis le signal à l'arrêt et le passage étant fermé l'appareil a fonctionné. Aussitôt la détonation, le train stoppa, les soldats se ruèrent comme de véritables monstres sauvages hors des voitures. Le machiniste qui s'était rendu compte du fait, fit remarquer aux officiers que c'était un pétard qui venait d'éclater accidentellement, mais les soldats voyant des civils devant eux, se mirent à pousser des cris affreux, les civils devant leur attitude s'enfuirent vers leurs demeures, des coups de feu éclatèrent. Entendant toutes ces détonations les soldats qui se trouvaient en bivouac sur la route vers Mons prirent leurs fusils et se mirent en embuscade derrière leur voiture-camion et tirèrent quelques coups de fusil. Les soldats du train se ruèrent dans les maisons de la rue du Monseau qui est distante de la gare de 200 mètres et commencèrent à incendier celles-ci. Ils firent sortir les hommes valides et traînèrent près du train ceux-ci à force coups de baïonnette et les fusillèrent.

Sept hommes furent ainsi tués sur l'espace de quinze minutes de temps.

Le feu fut mis à dix maisons, trois de celles-ci furent réduites en cendres. Une trentaine de soldats étaient restés à la gare de Jurbise pour faire l'enquête, une patrouille fut dirigée chez le bourgmestre Criquelion et chez Deschamps, échevin, qui furent pris pour otages. Dans l'échauffourée la dame Desadelaere, Auguste a reçu une balle dans l'épaule et est restée en traitement pendant six mois. Les otages furent enfermés dans la gare avec cette belle perspective d'être fusillés le soir.

La consternation fut si grande dans la commune que tous les habitants quittèrent leurs demeures vers les villages voisins et ne rentrèrent que plusieurs jours après.

VII. — CANTON DE MONS.

Dans tout le canton, l'enquête par les bourgmestres et les instructions faites par le Parquet, relatent un grand nombre de vols et de pillages. De nombreux habitants ont été brutalisés et frappés.

En 1918, lors de la retraite allemande, de nombreux villages du canton ont été bombardés par l'artillerie allemande.

Voici le récit des événements qui se sont déroulés dans les communes où le droit des gens a été particulièrement méconnu.

Mons.

Les Allemands sont entrés à Mons le 23 août 1914 précédés par une troupe de civils de Nimy. Le bourgmestre de Mons dut prendre la tête du cortège. En route les Allemands arrêtaient et forcèrent plusieurs civils à se joindre à eux. Arrivés au Trou-Oudart les Allemands rencontrèrent les Anglais (Voir rapport de Nimy), 14 civils de Mons furent blessés.

Le Bourgmestre de Mons et un autre témoin M. Pierard, font de cette affaire des récits intéressants qui sont au dossier.

Pendant leur traversée de Mons les Allemands incendièrent une douzaine de maisons.

Pendant le combat, 7 ou 8 maisons furent atteintes par les projectiles et détruites.

Plusieurs maisons de Mons furent pillées.

Nimy.

Les Allemands pénétrèrent dans le village de Nimy le 23 août 1914, dans l'après-midi. Les Anglais s'étaient retirés vers 4 heures.

Les Allemands dès leur arrivée commencèrent leur œuvre de destruction. Ils brisaient les portes et les fenêtres des maisons, pillaient et volaient ce qui s'y trouvaient.

De nombreux immeubles furent incendiés au moyen de pastilles incendiaires ou de lance-flammes.

Les habitants sont arrachés de leur demeure et parqués au milieu de la rue entre deux haies de soldats. Les Allemands les conduisent vers Mons. Arrivés à hauteur de la rue Gérard, MM. Lancelot et Cambier sont massacrés. Tous les vingt mètres la troupe doit faire halte et les malheureux doivent lever les bras en l'air

Arrivés à la hauteur de la rue Poncelet qui forme la limite de Mons et de Nimy, les femmes et les enfants sont relâchés, les hommes doivent rester. Les troupes Allemandes vont s'abriter derrière les prisonniers pour traverser la ville de Mons.

A l'entrée de Mons, les Allemands font chercher M. Lescart, bourgmestre de Mons, qui doit prendre la tête du cortège. Un officier annonce aux prisonniers que si la ville de Mons est traversée sans qu'il y ait un seul coup de fusil tiré sur les Allemands, ils seront libres ; sinon ils seront tous fusillés. On avance dans Mons.

Arrivés aux confins de la ville, à l'entrée de la rue de Bertaimont en face du trou Oudart, les Anglais embusqués dans le haut de la rue Bertaimont tirent sur les troupes allemandes qui s'abritent derrière les civils. Un officier Allemand placé à l'entrée du Trou-Oudart fait signe aux malheureux de se réfugier dans cette rue. Ils s'y précipitent mais les Allemands leur tirent dans le dos. Trois de ces malheureux furent tués, d'autres furent grièvement blessés.

Parmi les blessés se trouvait le pharmacien de Nimy, M. N. Friare. Voici d'après le récit publié dans le journal de Pharmacie de Belgique, le récit qu'il a fait des événements :

(Ce récit a été confirmé sous la foi du serment.)

Le dimanche 23 août 1914, je me trouvais, après le dîner, dans ma cave (le combat entre la poignée d'Anglais et la masse d'Allemands avait lieu à Nimy-Maisières) quand mon voisin et ami M. Fernand Dupont m'invita, de sa cour, à le rejoindre : on serait mieux ensemble. Je franchis le mur du jardin et me trouvai avec la famille de M. Dupont. Nous causions assez tranquillement de ce qui se passait, quand un coup de sonnette retentit, suivi bientôt d'un second ; nous allons ouvrir, mon ami et moi ; trois soldats entrent, nous font signe de sortir et pénètrent dans la maison. Je fais mine d'aller chercher un chapeau, mais un signe impératif nous montre la rue.

Une foule inquiète s'y trouvait déjà, hommes, femmes et enfants, la plupart sans chapeau, certains en pantouffles, plusieurs sans veston. La rue se remplissait de fumée et l'incendie commençait ses ravages. Les premiers soldats faisaient sortir les habitants de chez eux, d'autres mettaient le feu aux immeubles au moyen de pastilles fusantes ou autrement. Dans la maison de mon voisin, qui a deux portes, les bandits répandirent un bidon d'essence le long du trajet et sortirent par la seconde porte. L'ordre d'incendier et de saccager avait été donné au son d'une musique infernale. Chez moi, j'appris plus tard qu'ils avaient vidé sur mon bureau le panier à papier et y avaient mis le feu : l'agenda ouvert à la date du 23 août en porte la preuve ainsi que le « Guide pratique du pharmacien » qui fut rogné par la flamme ; à cela se bornèrent heureusement les dégâts.

Nous sommes acheminés vers Mons, pêle-mêle, hommes, femmes, enfants, vieillards, cependant que l'incendie gagne de proche en proche dans les rues de Nimy.

A un moment donné, les hommes seuls sont retenus dans le cortège.

En arrivant sur le territoire de Mons, on ne touche plus pour ainsi dire aux habitants ni aux maisons. En bas de la rue de Nimy on nous aligne sur deux rangs, mais de façon à ce que toutes les têtes soient bien visibles le long du mur de la caserne et les soldats prennent position devant nous. Nous ne nous dissimulons pas ce qu'on nous réserve. Après quelques instants, l'officier, aux lunettes énormes, parle à deux des nôtres qui s'en vont, paraît-il, chercher M. Lescart, bourgmestre de Mons. Une vingtaine de minutes s'écoulent; nous nous demandons toujours ce qui va nous arriver tout en nous préparant à subir la fusillade.

M. Lescart arrive, escorté de deux Nimysiens; il parle à l'officier et bientôt le troupeau se reforme : en avant, le bourgmestre accompagné de l'officier. Nous montons la rue de Nimy, traversons la grand'place, pénétrons dans la rue de la Chaussée et descendons la Grand rue sans incident.

A un tournant, — un peu plus loin que la pharmacie Crabbé, arrêt et mouvement hésitant des boches : les Anglais se sont retranchés un peu plus loin, au dessus du boulevard et dirigent au-dessus de nous (la rue est en pente) un feu nourri. Nous avançons jusqu'en face de la rue Trou-Oudart où nous faisons mine d'arrêter pour de bon. Les balles passent en sifflant au-dessus de nos têtes; nous nous baissions instinctivement et nous nous portons sur le trottoir de droite; mais ça ne fait probablement pas l'affaire des « valeureux » teutons, car ils nous remettent de force au milieu de la rue, d'où nous refilons prestement sur notre trottoir.

Pendant ce temps, plusieurs boches avaient été touchés par les Anglais. Finalement un grand officier placé au tournant de la Grand-rue du Trou-Oudart nous fait signe de partir de ce côté; nous nous croyons enfin délivrés; mais à peine étions nous partis, qu'une salve est tirée sur nous. Heureusement, les Anglais profitent de cette mise-à-découvert des boches pour tirer dans les premiers rangs, ce qui oblige ceux-ci à changer leurs fusils de direction pour tirer sur l'ennemi armé. On court en se baissant, je tombe, à une dizaine de mètres dans le Trou-Oudart, j'entends comme un violent coup de fouet et je tombe frappé à la tête. Je ne souffre pas. Un calme relatif s'établit en moi : « Je vais mourir bien sûr », me dis-je et je fais mentalement mes adieux à ma famille, à mon père, à ma mère dont l'image s'évoque devant mes yeux. Je pense au chagrin qu'ils éprouveront.

Pendant cette journée au moins une trentaine de maisons furent incendiées à Nimy. Presque toutes les habitations de Nimy furent pillées et saccagées. 13 civils furent tués. Les uns périrent massacrés dans leurs maisons, les autres furent tués dans l'affaire du Trou-Oudart.

De nombreux civils furent blessés et maltraités.

Flénu.

Le dimanche 23 août des combats eurent lieu sur le territoire de Flénu entre les arrière-gardes anglaises et les Allemands.

Les Allemands pénétrèrent dans le village et s'y livrèrent les 23 et 24 août à de nombreux excès. Les habitants sont arrachés de leurs maisons, roués de coups, menacés de mort. Le témoin Delhaye, Albéric, raconte qu'avec plusieurs de ses compatriotes il fut arrêté par les Allemands le 24 août 1914. Liés deux à deux ces malheureux furent conduits sous la menace des baïonnettes sur le lieu du combat au chemin de Binche. Ils durent servir de bouclier aux soldats allemands qui à l'abri de leurs corps pouvaient ainsi tirer sur les Anglais.

D'autres habitants furent arrêtés, maltraités et puis fusillés. 9 habitants de Flénu périrent ainsi.

D'autres enfin furent arrêtés et envoyés comme prisonniers civils en Allemagne.

Les Allemands fusillèrent également à Flénu, 3 habitants de Jemappes qu'ils avaient faits prisonniers dans cette localité.

12 maisons de Flénu furent incendiées.

Presque toutes les habitations du village furent pillées.

Toutes ces atrocités furent commises sous le faux prétexte que les civils avaient tiré sur les troupes allemandes. Or aucun témoignage de l'instruction du parquet de Mons ne vient corroborer cette affirmation, aussi fausse pour le village de Flénu que pour les autres villages où les Allemands l'ont employée pour essayer de justifier leurs crimes.

Il faut signaler également la cruauté allemande qui s'est manifestée dans le fait suivant, raconté sous la foi du serment par le témoin Cuvelier, François :

Le dimanche 23 août 1914, nous nous trouvions à la cave. Notre maison se trouvait entre l'artillerie adverse. Vers 7 heures du soir, par le soupirail de la cave, nous vîmes tomber, en face de nous, à une distance de 30 mètres, un soldat anglais, blessé dans sa tranchée; nous entendîmes aussitôt ses appels au secours. La fusillade était vive à ce moment et c'était s'exposer à une mort certaine que de vouloir sortir de notre refuge. Dix minutes plus tard, les Allemands arrivèrent. A peine avaient-ils aperçu le malheureux se plaignant toujours, qu'ils se précipitèrent vers lui et lui donnèrent de nombreux coups de crosse de fusil en pleine poitrine. Les brutes recouvrèrent ensuite le malheureux de terre. Le lendemain, on pouvait remarquer que celui-ci avait les mains sorties de terre tout ensanglantées et gonflées démesurément; elles portaient en outre, de graves égratignures provoquées par les efforts que cet homme avait fait pour se tirer de sa terrible position.

Lors de l'exhumation qui eut lieu quelques jours plus tard, nous constatâmes encore que le cadavre avait la bouche remplie de terre; le malheureux était mort étouffé.

Saint-Symphorien.

Le 23 août 1914, les Allemands en entrant dans le village de St-Symphorien maltraitèrent plusieurs habitants de la commune sous prétexte que des civils avaient tiré sur eux. Les otages furent retenus prisonniers jusqu'au lendemain matin et à plusieurs reprises on les menaça de les fusiller.

M. Maigret fut arrêté ce même jour et forcé par un officier sous la menace d'être tué, de l'accompagner. Il fut blessé grièvement par une balle anglaise.

Plusieurs maisons, dont la Maison communale, furent pillées.

En octobre 1918 un Kommando de prisonniers français vint s'installer à St-Symphorien. Les prisonniers étaient épuisés, par la mauvaise nourriture, les marches, et les travaux qu'on leur avait fait faire. 14 prisonniers malades moururent les premiers jours de leur arrivée. Ce n'est que grâce au dévouement de la population de St-Symphorien et aux soins des médecins de la commune que d'autres décès ne furent pas à déplorer. L'identité des victimes n'a pu être établie.

Hyon.

Avant l'arrivée des Allemands de nombreux habitants de Hyon s'étaient sauvés. Le 24 août à leur arrivée, ils tuèrent sans raison le nommé Guérin qui était revenu voir ce qui se passait au village. Il fut tué d'un coup de lance au cœur.

Le même jour et sans que rien ne puisse justifier cet acte, les Allemands tuèrent d'un coup de fusil la nommée Aurey, Elsa.

En 1918, avant de battre en retraite, les Allemands pillèrent complètement les magasins communaux et du comité national de ravitaillement.

Le nommé Leroy fut blessé mortellement par un coup de fusil tiré par un des derniers soldats qui quittaient la commune. On ne sait pour quelle raison cet acte de cruauté fut commis.

Jemappes.

Le 23 août 1914, les troupes allemandes pénétrèrent à Jemappes à la suite des troupes anglaises en retraite et après avoir

bombardé la localité sans avertissement préalable. Pendant deux jours, les 23 et 24 août 1914, les soldats allemands se livrèrent à un pillage méthodique des divers quartiers de la localité que les habitants avaient évacués sur le conseil des Anglais.

Après avoir pillé les habitations, les Allemands les livrèrent aux flammes en se servant de torches et de liquides incendiaires ; les rues de la Chasse, de la Vieille Chasse, Quenette, de Ghlies, Jéricho, Croisette, du Flénu, du Marché, du Chemin de Fer, la place Jéricho, les rives droite et gauche du canal sont presque complètement détruites par l'incendie.

Des civils belges restés dans leur cave et qui se risquent à quitter leur abri sont abattus par des soldats allemands sur les ordres des officiers.

Des témoins entendus déclarent avoir entendu un officier ordonner à ses soldats : « Massacrez quelques civils ». Deux victimes : Tournay, Jean et Levêque, Victor, sont assassinés à coups de revolver par des officiers allemands. L'enquête du bourgmestre confirmée par celle du parquet révèle que onze personnes civiles ont été ainsi tuées. 3 personnes furent arrêtées et emmenées à Flénu où elles furent fusillées ⁽¹⁾.

Plusieurs autres dont un enfant de 4 ans et un vieillard de 83 ans sont gravement blessés.

Au cours du sac d'une maison par les Allemands, trois de ceux-ci violent successivement une jeune servante, Caroline D., qui devenue malade à la suite de ces actes criminels, retourna dans sa ville natale, Alost, où elle est décédée le 22 février 1918.

Ghlin.

Le 21 août les premières patrouilles allemandes firent leur apparition à Ghlin. Les Anglais occupèrent la commune jusqu'au dimanche 23. Ce jour-là de nombreuses troupes allemandes défilèrent à travers le village, se dirigeant vers Jemappes où l'artillerie anglaise les retint quelque temps au passage du canal.

Quelques violences furent exercées sur différentes personnes à l'extrémité sud du village. Plusieurs maisons furent pillées, une seule incendiée, la toute dernière du village dans la direction de Jemappes.

(1) Annexe N° 41.

Le 25 septembre 1914, le nommé Lefèvre, Charles fut tué d'un coup de fusil. Il regardait passer un train de soldats allemands. C'est un coup de feu tiré du train qui l'a abattu.

Spiennes.

En 1914, à leur arrivée les Allemands pillèrent de nombreuses habitations; plusieurs habitants furent maltraités.

Le 9 novembre 1918, à 5 heures du soir, le commandant des troupes cantonnées à Spiennes requit le bourgmestre et le curé de se présenter chez lui comme otages. Une demi-heure plus tard, il fit savoir à la population que, dans l'intérêt de la sécurité de l'armée allemande, tous les hommes de 15 à 50 ans, avaient à se réunir à l'école sous la surveillance des sentinelles. Beaucoup de maisons se trouvèrent ainsi sans défenseur. Les soldats se livrèrent à des actes de pillage, volant des chevaux, des moutons, du bétail et des volailles. Ils pillèrent le magasin du Comité National et le magasin communal.

VIII. — CANTON DE PATURAGES.

Rapport sur le canton de Pâturages.

Dans tous les villages du canton on relève des cas nombreux de pillages et de vols. A Bougnies, par exemple, toutes les habitations à l'exception de 4 furent pillées en août 1914.

A Givry le village fut évacué par ordre de l'ennemi du 30 août au 9 septembre 1914, lors du siège de Maubeuge : au retour des habitants, il fut constaté que toutes les maisons avaient été systématiquement pillées. Il en est de même dans les communes de Havay, de Noirchain, etc.

En 1918, lors de la retraite, les pillages et les vols furent également nombreux.

Voici le récit des événements qui se sont déroulés dans cinq communes où le droit des gens a été particulièrement méconnu.

Frameries.

Les Allemands entrèrent à Frameries le 24 août 1914. Ils incendièrent volontairement et sans nécessité d'ordre militaire une trentaine de maisons. Une grande partie de la rue de Quaregnon a été ainsi incendiée.

Presque toutes les habitations furent pillées.

Le nommé Finet et ses deux fils, le nommé Caudron et leurs familles s'étaient sauvés à l'approche des Allemands. Ils furent arrêtés à Maseau ; les femmes durent rester là et les hommes furent emmenés à Flénu où ils furent fusillés.

D'autres civils, les nommés Denebourg, Louis ; Lheureux, Armille ; Mathieu, Florent furent tués à coups de fusil dans les rues. Le nommé Gerbaix qui avait été blessé par une balle fut achevé à coup de baïonnette.

Plusieurs civils furent réquisitionnés avec chevaux et camion pour effectuer des transports de sacs, fusils et matériel. Ils durent suivre l'armée allemande dans sa marche vers Paris, et reculèrent avec elle après la victoire de la Marne ; ils ne rentrèrent à Frameries qu'au bout de 3 à 4 semaines.

Les chevaux et les camions ont été ou bien détruits, ou bien retenus par l'armée allemande.

Plusieurs témoins affirment sous la foi du serment avoir relevé aux environs de Frameries des soldats anglais blessés. Parmi ces blessés plusieurs avaient les yeux crevés à coups de baïonnette.

Voici à ce sujet les dépositions sous serment de Descamps, Anna, veuve Pouillet et de Faurau, Antoinette, épouse Bienfait.

Déposition de Descamps, Anna :

En 1914, le lundi 24 août, en allant sur la plaine pour abreuver et relever les blessés, j'ai constaté que plusieurs d'entr'eux avaient les yeux crevés. Les blessures paraissaient faites avec une baïonnette. Je suis allée dire à l'ambulance du couvent de les ramasser.

J'ai vu aussi donner un coup de baïonnette à Gerbaix, Alphonse qui, blessé, se trouvait près de chez Robbe.

Je n'ai pas remarqué quel était le numéro du régiment des Allemands.

Déposition de Faurau, Antoinette, épouse Bienfait :

Mon mari, le 25 août 1914, au matin, a trouvé sur le champ de bataille, près de chez Gustave Dieu, un soldat anglais se plaignant. Il avait les yeux crevés de coups de baïonnette.

Un soldat allemand entrant chez Bievez, rue des Dames, en face du couvent, s'était vanté à ses camarades d'avoir crevé des yeux. Mon mari n'avait pas voulu croire à cette atrocité. Il a fallu l'évidence du fait pour le convaincre.

Ce soldat anglais qui fut relevé par mon mari est décédé à l'ambulance du Couvent de Framerie.

Goegnies-Chaussée.

A leur arrivée dans cette localité à la fin du mois d'août 1914, les Allemands qui attaquaient la place de Maubeuge (la commune est à deux lieues des forts) firent marcher devant leurs hommes un groupe de civils. Le bourgmestre était en tête du groupe qui comprenait des femmes, des enfants, des vieillards.

Au lieu dit « Coron de l'Amour » ils incendièrent sans raison aucune quelques maisons.

Après la prise de Maubeuge, les Allemands firent évacuer les habitations dont les occupants n'avaient pas fui et les pillèrent.

Quévy-le-Petit.

Le 26 août 1914, les Allemands obligèrent de nombreux habitants parmi lesquels des femmes, des enfants et des vieillards à marcher en avant des troupes pour protéger celles-ci contre les balles françaises.

Ces personnes furent ensuite contraintes d'aider les soldats allemands à établir des barricades au moyen des chariots, des pavés et d'instruments aratoires, d'objets mobiliers.

De nombreuses habitations furent livrées au pillage.

Quévy-le-Grand.

En septembre 1914 une douzaine de maisons furent incendiées volontairement et sans aucune raison d'ordre militaire.

La Bouverie.

Une bataille eut lieu à la Bouverie le 24 août 1914.

Deux civils furent tués au cours du combat. Ce sont les nommés Libert, Alexandre et Dehaes, Alphonse. 8 maisons furent détruites par le bombardement.

Après le combat les Allemands mirent intentionnellement le feu à 60 immeubles du village. Ils employèrent des produits spéciaux très inflammables pour mener à bonne fin leur œuvre de destruction.

Cinq personnes furent asphyxiées dans les ruines de leur demeure.

Les Allemands livrèrent le village au pillage. De nombreuses personnes furent maltraitées et frappées.

Havay.

Ci-dessous le récit de la destruction de ce village d'après un rapport de M. le Secrétaire communal.

« La commune d'Havay a été en grande partie détruite par des expériences de bombardement aérien, et par des mines souterraines.

Le 10 janvier 1918, une députation allemande, composée de MM. von Cossel, commissaire civil de Mons et Wurfmeister, chef aviateur est venue annoncer au conseil communal, convoqué spécialement et réuni en séance, que toute la commune devait être évacuée sans retard, pour quelques expériences de bombardement par avions. Ces expériences, ont-ils assuré, seraient terminées en 15 jours, et ne détruiraient que quelques maisons de l'aggloméré.

Le conseil a naturellement protesté, mais ces Messieurs ont répondu que c'était une décision du pouvoir militaire, contre laquelle aucune influence ne saurait agir avec succès. Le comte Bernstorff, chef de la Commandantur de Mons, à qui nous nous étions adressés, n'a pu que se lamenter sur le triste sort de notre paisible et beau village, disant qu'il était impuissant contre les nécessités de guerre. D'ailleurs, on nous a affirmé que tous les dégâts seraient largement indemnisés, et pour nous donner le change, tous les immeubles ont été expertisés par deux architectes.

On a donc procédé à l'évacuation des meubles et des habitants qui se sont dispersés dans 21 communes voisines où ils ont pu difficilement trouver à se caser. Les gendarmes boches avaient eu la précaution de réquisitionner un grand nombre d'équipages dans les villages environnants pour le transport gratuit de tout le mobilier et l'on voyait chaque matin 30 à 40 chariots attelés, à la disposition des habitants qui, malgré leur grand chagrin, espéraient rentrer chez eux au bout de quelques semaines. On croyait encore, à ce moment-là, aux promesses des Allemands !

Une fois le dernier habitant sorti, le bombardement commença. Toutes les rues d'accès au village étaient gardées par des sentinelles et le jet des bombes était annoncé à son de cloche une demi-heure à l'avance.

Au début, les avions partaient de Valenciennes et lançaient leurs bombes en traversant le village du Sud au Nord, suivant la direction de la rue de la Place, artère principale. Pour bien se repérer, les aviateurs avaient tracé sur une grande prairie de la ferme Urbain, au nord, une immense lettre H dont les jambages blanchis par une épaisse couche de chaux, avaient 40 m. de long sur 3 m.

de large. Dans la suite, il fut établi une plaine d'aviation sur les confins d'Havay, à la frontière française et c'est de là que partaient les avions, mais comme la distance n'était pas suffisante pour pouvoir s'élever avec leur lourde charge à la hauteur requise (plus de 2.000 m.) ils allaient jusque Mons pour prendre de l'altitude et lâchaient leurs engins sur Havay en repassant, c'est-à-dire du nord au sud.

Les bombes d'avions étaient de poids divers (de 200 à 1.000 kilog.) et faisaient des dégâts incroyables, une de ces bombes (1.000 kilog) tombée dans un jardin, rue de la Place, a creusé un entonnoir de 18 m. de diamètre sur 10 m. de profondeur. 14 maisons, dont bâtisses neuves et très solides, se sont écroulées comme des châteaux de cartes, et cela dans un rayon de 25 à 30 mètres.

Le jet des bombes n'avait pas lieu tous les jours, soit manque de munitions, soit pour toute autre cause, mais pour se faire la main, une équipe de mineurs faisaient sauter les maisons avec des mines placées dans les caves, ou des murs de clôture, en plaçant leurs mines à certaines distances.

Pour compléter l'œuvre de destruction, ils lançaient de la nacelle d'un ballon captif (saucisse), de petites bombes incendiaires qui réduisaient en cendres ce qui restait de certains immeubles.

Enfin, le village d'Havay, voué à l'anéantissement, a servi de cible à des exercices d'artillerie par le dépôt des troupes cantonnées à Givry.

Après quelques mois, fin avril ou commencement de mai, les Allemands ont permis aux habitants des hameaux de Ihy, Bonnet et Bois-Bourdon, de rentrer chez eux (leurs maisons n'ayant pas été détruites) mais la destruction du centre n'a pris fin qu'en octobre, vers l'armistice.

Nous avons toujours considéré la ruine du village d'Havay comme étant en grande partie l'œuvre d'un groupe d'embusqués, qui, la plupart du temps, n'auraient pu justifier leurs essais, toujours répétés et toujours les mêmes. Il est inutile d'ajouter que les matériaux de valeur étaient mis en coupe réglée par les sous-ordre boches; des marchands civils venaient charger sous leur direction, le zinc, le fer et ce qu'ils savaient emporter. »

IX. — CANTON DE RŒULX.

Dans ce canton, nombreux furent en 1914, les pillages et les vols.

Plusieurs habitants furent maltraités et brutalisés.

En 1918, lors de la retraite, les Allemands pillèrent des bateaux chargés de vivres et de ravitaillement pour la population civile, qui stationnaient à Ville-sur-Haine, à Thieu...

Plusieurs magasins communaux du canton furent mis à sac.

Voici le récit des événements qui se sont déroulés dans les communes où le droit des gens a été particulièrement méconnu.

Rœulx et Ville-sur-Haine.

Dans ces deux villes, les Allemands, tant à leur arrivée que pendant leur séjour, volèrent et pillèrent de nombreuses maisons. Les ateliers de Rœulx furent complètement pillés et vidés de leur machines en 1914.

De plus, à Ville-sur-Haine à leur arrivée le 24 août 1914, les Allemands incendièrent sans raison la maison communale et les écoles.

En 1918, lors de la retraite les Allemands assassinèrent un prisonnier anglais, le nommé Driser, Walter, de la 751^e batterie de mortiers de tranchées. Pendant plusieurs jours, disent les témoins, le malheureux fut maltraité par ses gardiens. Huit jours après la retraite on retrouva son corps dans la citerne de la centrale électrique de Ville-sur-Haine, lieu où était établi le camp des prisonniers.

Saint-Denis.

Le dimanche 23 août 1914, les Allemands entrèrent dans le village de Saint-Denis. Sous le faux prétexte qu'on avait sonné les cloches pour annoncer leur arrivée, ils prirent une vingtaine d'otages parmi la population civile. Ils forcèrent ces malheureux à les précéder. Le commandant allemand leur dit : » Nous devons passer le pont de la Haine et du canal du centre ; s'ils sont minés, vous sauterez les premiers. En avant par rangs de quatre, le premier qui s'écarte est fusillé sur le champ. » Les civils furent obligés sous menace d'être fusillés de débarrasser la route des traces d'arbres et des barricades élevées par les Anglais. Après avoir traversé le canal à Obourg les otages furent relâchés vers 19 heures.

Villers-Saint-Gislain.

Les Allemands sont arrivés à Villers-Saint-Gislain le 23 août 1914 vers 2 1/2 heures de l'après-midi. Les Anglais occupaient en-

core le village. Après une résistance à l'entrée du village les Anglais se sont retirés. Un duel d'artillerie s'engagea alors. Les habitants se réfugièrent dans leur cave. Les Allemands en profitèrent pour piller et voler tout ce qu'ils trouvaient dans les habitations du village.

Ils enlevèrent 35 chevaux, 6 vaches, etc.

Péronne-lez-Binche.

Les Allemands pénétrèrent le samedi 22 août 1914 dans le village de Péronne-lez-Binche.

Ayant rencontré une certaine résistance de la part des Anglais dont les patrouilles s'étaient avancées jusqu'au centre du village, les Allemands mirent le feu aux habitations au moyen de pastilles incendiaires et de benzine.

Pour se justifier, ils criaient que les civils avaient tiré sur leur troupe : ce qui est faux.

Beaucoup de bâtiments furent ainsi incendiés, dont l'Hôtel communal, les écoles, le château de M. Gravis. Un grand nombre d'habitations furent pillées.

M. le bourgmestre Gravis fut accusé d'avoir tué un officier allemand qui en réalité avait été abattu par la patrouille anglaise. Il fut arrêté et fusillé devant la maison communale.

Voici le récit que fait sous serment un des témoins, M. Esgain, Georges :

Au moment où les Allemands sont arrivés dans la commune je me trouvais chez moi avec ma famille, car ma fille aînée était atteinte de la fièvre scarlatine. Ils nous ont obligé à quitter notre demeure qui est située à 80 mètres environ de celle de M. Gravis. En passant vis-à-vis de cette demeure, les deux soldats qui nous accompagnaient m'ont obligé à relever le corps d'un officier allemand étendu devant la porte de la cour de la ferme Gravis. Lorsque cette opération fut terminée, j'ai continué ma route avec ma famille et j'ai remarqué à ce moment que M. Gravis et son domestique étaient emmenés par une troupe de quelques soldats.

Nous avons à peine fait quelques centaines de mètres que nous avons été de nouveau arrêtés par les Allemands et conduits dans une maison à Haine-St-Paul.

En cours de route, nous avons appris que M. Gravis avait été fusillé et à notre retour on nous a déclaré que les Allemands prétendaient qu'il avait tiré sur l'officier que l'on avait trouvé étendu devant la porte de sa cour, ce qui était impossible car il était facile de démontrer qu'au moment où cet officier est tombé, M. Gravis se trouvait dans sa cave

à un endroit tout-à-fait opposé à celui où l'officier a été trouvé alors que les Anglais se trouvaient à peine à 125 mètres de cet endroit. Il est incontestable que c'est par eux que l'officier a été tué et que les Allemands en ont pris prétexte pour enlever M. Gravis et terroriser la population par son exécution.

Cinq autres civils furent tués soit au cours des pillages, soit en essayant de fuir.

De nombreuses personnes furent arrêtées, menacées de mort, frappées et insultées. On les força de précéder les troupes.

Le nommé Bailly, François qui n'obtempérait pas assez vite à l'ordre de se joindre à la troupe des prisonniers fut abattu.

Ce n'est qu'après plusieurs heures qu'on relâcha les civils prisonniers. Le nombre de civils tués à Péronne s'élève à 7.

Thieu.

Le 22 août 1914, vers 16 heures à l'arrivée des Allemands une bataille eut lieu entre uhlans et soldats anglais aux environs de la ferme Debrychy. Un cheval allemand blessé est venu s'abattre près de la ferme. Le nommé Nothelet, Georges, qui était venu voir ce cheval, voyant que les uhlans arrivaient, se sauva à travers les prairies.

Les Allemands tirèrent sur lui et le tuèrent.

Strepy-Bracquegnies.

D'après le rapport du bourgmestre, voici le récit des événements qui se sont déroulés dans cette commune :

Le 24 août 1914, vers 8 heures du matin, les Allemands arrivèrent en grand nombre.

Le sieur Cordier, Victor, pris de peur à la vue des Allemands, voulut regagner en courant sa maison, qui se trouvait à l'entrée du village. Les Allemands l'abattirent à coups de revolver et le percèrent de leur lance.

Plusieurs habitants durent servir de guides aux soldats allemands.

En novembre 1918, lors de la retraite, une explosion de wagons de munitions dans la gare provoqua de grands dommages et causa la mort de six habitants.

X. — CANTON DE SOIGNIES.

Peu d'infractions importantes sont à signaler dans le canton de Soignies.

Dans tout le canton et spécialement à Soignies beaucoup de maisons dont les habitants étaient absents ou s'étaient enfuis à l'arrivée des Allemands furent pillées de fond en comble.

Les édifices publics occupés par les troupes furent détériorés et abîmés.

Les Allemands forcèrent en septembre 1914 les habitants à creuser des tranchées. La commune dut payer, à ces malheureux travailleurs 1 franc par jour, à titre de salaire.

Le 24 septembre 1914, en suite d'une attaque de quelques soldats belges, deux fermes furent incendiées à Hennuyères.

Vaast, quoique non fortifiée, fut bombardée par avion dans la nuit du 9 au 10 novembre 1918 ; 7 civils furent tués et un blessé.

XI. — CANTON DE CHARLEROI.

Ville de Charleroi.

Le 22 août 1914, vers 10 heures du matin, les soldats allemands prirent position au haut du boulevard Audent à Charleroi. Précédés de civils ils envahirent la ville par la rue du Grand Central.

Ils poussaient devant eux des civils arrêtés dans les environs de la ville. Ils démolissaient les portes des maisons et en arrachaient les habitants qui allaient grossir la troupe de civils qui devaient leur servir de boucliers contre les Français.

Au moyen de pastilles incendiaires, de benzine, de paille, ils incendièrent un grand nombre de maisons du boulevard Audent, rue du Grand-Central, rue de la Bienfaisance, Marché aux Chevaux.

Les Français attendaient les Allemands au viaduc de la prison.

Une fusillade éclata et un combat s'engagea, les Allemands s'abritant derrière les civils belges.

Arrivés au Parc, les femmes et les enfants furent mis en liberté. Les hommes furent retenus et placés en tête de différentes colonnes.

Une partie des civils passèrent la nuit sur le pont du déversoir à Montigny ; d'autres furent menés vers les villages environnants.

Les Allemands les retinrent prisonniers plusieurs jours.

Pendant la marche, les civils devaient tenir les bras en l'air, et étaient frappés à coups de crosse ou de plat de sabre. A certains moments ils devaient se coucher par terre.

Trente-deux habitants de Charleroi ou des environs trouvèrent la mort au cours de ces événements. C'est notamment ainsi que périrent Dehasse, Léon ; Brogneaux, Jules ; Monteau, Florent.

Plusieurs des victimes périrent asphyxiées dans les ruines de leur demeure, notamment Detournay, Louis ; Herculisse, Adolphe et son épouse Neve, Hortense ; Vincenot, Louis.

D'autres furent tuées en cherchant à se sauver, comme Leroy, Raphaël et Mitchi, Joseph.

D'autres encore, aperçues par les Allemands, alors qu'elles cherchaient à se rendre compte des événements, comme Preumont, Armand, furent abattues à coups de fusil.

Au cours de cette journée 156 maisons de Charleroi furent complètement détruites par le feu. Un grand nombre furent pillées et détruites en partie.

Tous ces crimes ont été commis sous le faux prétexte que des civils avaient tiré. Voir en annexes les 3 dépositions des témoins Gardenne ⁽¹⁾.

Lodelinsart.

Le 22 août 1914, les Allemands entrèrent à Lodelinsart. Ils essayèrent quelques coups de feu, tirés par des troupes françaises. Sans aucun motif et sous le faux prétexte que des civils avaient tiré, ils commencèrent à piller un grand nombre de maisons.

Ils mirent le feu à 91 maisons de la localité. Comme à Charleroi ils brisaient les volets ou les portes et jetaient à l'intérieur des maisons des pastilles incendiaires, de la benzine ou des torchons de paille enflammée.

Plusieurs civils de Lodelinsart furent abattus sans raison, simplement parce qu'ils voulaient fuir, comme Carlier, Jules, et Braekmans, Jean, ou parce qu'ils n'obéissaient pas assez vite aux ordres des Allemands qui voulaient les emmener prisonniers, comme Careau, Adolphe ou Decoker, Théodore.

⁽¹⁾ Annexe N° 42.

De nombreux civils furent arrachés de leur demeure et forcés de précéder les troupes qui se rendaient à Charleroi. Plusieurs habitants de Lodelinsart y furent tués au cours de la fusillade du Viaduc (voir rapport Charleroi). Pendant toute la route les civils furent forcés de tenir les bras levés, ils furent roués de coups et maltraités de toutes façons.

On compte 8 victimes tuées sur le territoire de Lodelinsart.

Outre les 91 maisons complètement détruites par le feu, il y eut à Lodelinsart 300 autres habitations qui furent fortement endommagées par l'incendie et le pillage.

(Voir en annexes les dépositions des témoins Rinchart et Brioux) ⁽¹⁾.

Gilly.

Les Allemands arrivèrent le 22 août 1914 à Gilly. Plus aucune troupe française n'occupait le village. Il n'y eut pas de combat.

Les Allemands pillèrent un certain nombre de maisons. Ils mirent le feu à une douzaine d'autres.

Ils enfoncèrent la porte de la boulangerie Barbiaux, Jean, tuèrent Barbiaux, blessèrent grièvement sa femme et pillèrent complètement le magasin.

Pussenier, Jean-Baptiste et son fils Jules furent arrêtés et fusillés sous le prétexte habituel qu'ils avaient tiré.

L'épouse Dofny et sa fille furent assassinées par les Allemands qui arrêtaient Dofny.

Le petit Demaret, Charles, âgé de 2 mois, fut asphyxié dans l'incendie qui détruisit la demeure de ses parents.

Plusieurs civils furent arrêtés, roués de coups et mis devant les troupes qui se dirigeaient vers Couillet, Dampremy ou d'autres localités.

Dampremy.

Les Allemands sont entrés à Dampremy le 22 août 1914. Ils se heurtèrent à une barricade élevée par les Français au lieu dit : « La Planche ». Rendus furieux par cette résistance les Allemands brisèrent les portes et les fenêtres des maisons de la localité. Ils arrachèrent de leurs maisons les habitants, et les forcèrent de les

⁽¹⁾ Annexe N° 43.

précéder dans leur marche contre les Français. Plusieurs civils durent marcher, les mains liées derrière le dos, d'autres durent tenir les mains levées en l'air.

Parmi ces malheureux habitants, les uns furent dirigés sur Couillet, d'autres sur Charleroi. Lors de la fusillade du Viaduc à Charleroi, plusieurs civils de Dampremy trouvèrent la mort. (Voir rapport de Charleroi.)

Les Allemands après avoir chassé les habitants de leurs demeures livrent celles-ci au pillage.

Le nommé Meulens, François, fut tué à la Verrerie par un des nombreux coups de feu tirés par les Allemands dans cette usine.

D'autres civils comme Cyrille Van de Kerkove et Elie Simon furent tués dans la rue.

D'autres comme Hubeau, Léopold, furent tués en essayant de fuir.

Il y eut 5 civils tués par les Allemands sur le territoire de Dampremy.

Tous ces crimes furent commis sous le faux prétexte que des civils avaient tiré sur les troupes allemandes et n'avaient pas prévenu le commandant allemand de l'existence d'une barricade à « La Planche ».

En novembre 1918 plus de 200 maisons furent endommagées par l'explosion de munitions de la gare de Dampremy.

Couillet.

Les Allemands sont entrés à Couillet le 22 août 1914. Sans raison aucune, ils pillèrent de nombreux immeubles. Les habitants effrayés s'étaient réfugiés dans les caves ou fuyaient.

Les Allemands tirèrent des coups de fusil dans les soupiraux des caves. Plusieurs personnes furent tuées ou blessées de cette façon.

Ils incendièrent 406 maisons de la localité, sous prétexte que des civils avaient tiré sur leurs soldats.

Ils s'emparèrent d'environ 400 civils. Plusieurs colonnes de prisonniers furent constituées. Les Allemands obligèrent ces malheureux à les précéder dans leur marche, contre les Français. Pen-

dant le combat, les soldats allemands faisaient coucher les civils devant eux pour leur servir de bouclier contre les balles françaises.

Les prisonniers étaient à tout moment frappés de coups de crosse, et maltraités. Plusieurs reçurent des coups de baïonnette.

Le nommé Lechien, Isidore fut maltraité à tel point qu'il en devint malade et mourut le 10 décembre 1914. Ce n'est qu'après plusieurs jours que les Allemands libérèrent leurs victimes ⁽¹⁾.

Un certain nombre furent envoyés en Allemagne d'où ils ne revinrent qu'en 1915.

Au cours des journées du 22 et 23 août 1914, 18 civils de Couillet trouvèrent la mort. Les uns furent tués dans leur cave où ils s'étaient réfugiés. D'autres comme les nommés Treurblez, Félix, et Horst, Ernest, furent arrachés de leur maison et fusillés sous les yeux de leur famille. D'autres, comme le nommé Breton, Joseph, furent abattus pour la seule raison, qu'effrayés par les incendies et les coups de feu ils cherchaient à fuir.

Les dégâts causés par l'incendie et le pillage peuvent s'évaluer à plus d'un million.

Montigny-sur-Sambre.

Les Allemands entrèrent à Montigny le 22 août 1914.

Sitôt arrivés ils se livrèrent à de multiples excès. Les portes et les fenêtres des maisons furent brisées à coups de haches et enfoncées. De nombreux immeubles furent incendiés. 103 maisons furent complètement détruites par le feu. 230 autres furent endommagées.

Les habitants étaient arrachés de leur demeure, maltraités et frappés. Les Allemands formèrent plusieurs colonnes de prisonniers civils ; les uns durent précéder les troupes qui poursuivaient les Français ; d'autres furent emmenés sur le front de la Sambre pour empêcher les Français de détruire le pont au moyen de leur artillerie. Les soldats allemands qui gardaient les prisonniers civils rassemblés sur le pont s'amusaient à leur répéter que le pont avait été miné par les Français et qu'il allait sauter avec eux.

Nombreuses furent les personnes blessées et frappées. On compte à Montigny 35 victimes de la barbarie allemande, qui ont péri cette journée-là.

(1) Annexe N° 44.

Les Allemands se conduisirent avec une cruauté épouvantable. L'épouse Mahy est arrachée de la cave où elle se trouvait avec sa famille ; les Allemands la forcent de jeter elle-même son bébé de 18 mois dans une citerne. (Voir en annexe la déposition de la femme Mahy et de son mari ⁽¹⁾).

Plusieurs personnes furent tuées en fuyant. D'autres trouvèrent la mort dans l'incendie de leur demeure. C'est ainsi que périrent, asphyxiés, les petits Bielante âgés de 5 et 2 ans. (Voir en annexe la déposition du témoin Bielante ⁽²⁾).

Plusieurs blessés français ont été achevés par les Allemands. (Voir en annexe la déposition de l'ingénieur Capart) ⁽³⁾.

Mont-sur-Marchienne.

De nombreuses maisons furent pillées à Mont-sur-Marchienne tant en 1914 au moment de l'invasion, qu'en 1918 pendant les derniers jours de l'occupation.

Dans la nuit du 14 au 15 novembre 1918, un train de munitions sauta en gare de Jamioulx. Tout fait supposer que cette explosion est l'œuvre des Allemands. Les dégâts occasionnés aux habitations de la commune de Mont-sur-Marchienne s'élèvent à plus de 300.000 francs.

Marcinelle.

Dans cette localité il faut noter des vols importants tant en 1914 au cours de l'invasion que pendant la retraite en 1918.

XII. — CANTON DE CHATELET.

Aiseau.

Les Allemands envahirent le village d'Aiseau le 21 août au matin. Ils poursuivaient les Français en retraite.

Les 21, 22, 23 août, ils se livrèrent à toutes sortes d'excès.

Ils brisaient les portes des maisons, faisaient sortir les habitants et mettaient le feu au moyen de pastilles incendiaires ou de liquides enflammés.

⁽¹⁾ Annexe N° 45.

⁽²⁾ Annexe N° 45.

⁽³⁾ Annexe N° 45.

Les habitants dont ils purent s'emparer furent brutalisés et forcés de les précéder dans leur marche en avant ; d'autres furent enfermés dans les maisons pendant plusieurs jours.

Ils fusillèrent 9 habitants de la commune et de nombreuses personnes furent blessées.

Toutes ces atrocités étaient commises sous le faux prétexte que des civils avaient tiré sur leurs troupes.

Ils pillèrent toutes les maisons avant de les incendier. 116 maisons ont ainsi été incendiées et 140 maisons pillées.

Le 23 août les habitants durent enterrer les morts qui gisaient sur le champ de bataille entre Aiseau et Roselies. Pecher, Léonard, qui voulut s'enfuir fut abattu par un soldat allemand.

La petite Rachel Léonard (7 ans) fut tuée d'un coup de fusil quand elle s'enfuyait avec son père (le 21 août).

D'après plusieurs témoins des soldats allemands ont achevé des blessés français, notamment à l'ambulance de l'école des filles à Aiseau où une quinzaine de blessés français qui y étaient soignés, auraient été tués à coups de crosse.

Plusieurs témoins ont vu brutaliser des blessés français et ont été maltraités eux-mêmes parce qu'ils leur témoignaient de la pitié.

(Voir en annexes les dépositions des témoins Keraly, Auguste, et Bierlaine, Mélanie) ⁽¹⁾.

Acoz.

Le 24 août 1914, les Allemands entrèrent dans le village d'Acoz. Dans la soirée ils commencèrent à incendier des maisons. Ils continuèrent le lendemain. 42 maisons furent ainsi détruites sans raison d'ordre militaire et sans que rien puisse justifier un tel acte. Avant d'être incendiées les maisons étaient pillées.

Le 24 août au soir, les Allemands pénétrèrent chez le curé, disant que des civils cachés chez lui avaient tiré sur leurs soldats. Les nommés Bastin et Bourboux, qui avaient cherché un refuge chez le curé, furent amenés avec lui à Gerpinnes où ils passèrent la nuit. Le lendemain les Allemands les fusillèrent sur le territoire de la commune de Somzée.

(1) Annexe N° 46.

Le 25 août, la maison communale d'Acoz fut incendiée. L'incendie fut allumé au moyen de bottes de paille de seigle qui avaient été volées dans le village.

Pendant l'occupation, les Allemands installèrent à Acoz un camp de prisonniers italiens. Les malheureux étaient souvent mal-traités et frappés par leurs gardiens.

Bouffioulx.

C'est le 22 août 1914 que les Allemands, poursuivant les Français en retraite, pénétraient dans le village de Bouffioulx. A leur arrivée il n'y avait plus de Français dans le village. Sans raison aucune, les soldats allemands pillèrent et saccagèrent plus de 200 maisons.

Ils en incendièrent 32. Ils tiraient des coups de feu de tous les côtés. Plusieurs habitants furent brûlés vifs dans leur habitation ; d'autres furent tués en se sauvant. Dix habitants de Bouffioulx périrent ainsi, 3 furent grièvement blessés.

Les Allemands agirent partout avec une grande cruauté. C'est ainsi que pendant l'incendie de la maison de Bertrand, Aline, ils empêchaient les occupants de sortir de l'immeuble qui brûlait. (Voir en annexe la déposition du fils de Madame Bertrand) ⁽¹⁾.

Châtelet.

Le 22 août les Allemands s'emparèrent de Châtelet. Beaucoup d'habitants avaient fui. Ils pillèrent et saccagèrent 700 maisons environ, s'emparant ou détruisant le mobilier, des habitations, volant les marchandises dans les magasins de la ville.

Au cours de cette journée les Allemands ont, sans raison d'ordre militaire, mis le feu à 42 maisons, dans le seul but, semble-t-il de terroriser la population. Ils ont empêché les pompiers de la ville de combattre le feu.

Ils s'emparèrent de plusieurs civils et les forcèrent de les précéder dans leurs attaques des positions françaises. Ils se faisaient un rempart de leur corps.

Six habitants furent tués par les Allemands à Châtelet, les uns en se sauvant, comme les enfants Vanex (13 et 6 ans), d'autres,

(¹) Annexe N° 47.

comme Flamand, furent fusillés sous prétexte qu'ils avaient tiré. Plusieurs civils furent blessés dont 3 grièvement.

(Voir en annexe la déposition de Madame Veuve Vanex) ⁽¹⁾.

Plusieurs témoins affirment avoir vu des blessés français mal-traités par les Allemands. Ce n'est que le lendemain de la bataille, (23 août), quand tous les blessés allemands eurent été relevés, que la Croix-Rouge de Châtelet, sans l'aide, ni l'assistance de la Croix-Rouge allemande put relever les blessés français.

En 1918, après l'armistice, pendant la retraite, les Allemands qui passèrent à Châtelet, pillèrent à nouveau plusieurs habitations, s'emparèrent des vivres et de tout ce qui était à leur portée.

Châtelineau.

C'est le 22 août que les Allemands arrivèrent à Châtelineau. Ils pillèrent un grand nombre de maisons. Ce jour-là, le nommé Baudhuin, Auguste, fut arrêté et fusillé près de l'écluse de la Sambre ; son corps fut jeté à l'eau. On ne sait pour quelles raisons ce crime fut commis.

Les nommés Bergmann et Frannoy furent atteints en s'enfuyant et tués. Ils avaient été pris de peur à la vue des uhlans.

Le 13 novembre 1918, Dewerd, Armand, se trouvait près d'un bateau qui était arrivé à Châtelineau. Il y avait là plusieurs personnes qui achetaient des bougies à des soldats allemands. Une fusillade provenant de l'autre rive éclata. Dewerd fut atteint d'une balle à la nuque et fut tué sur le coup.

Farciennes.

Le 21 août 1914, les Allemands envahirent Farciennes. Ils pillèrent 440 maisons, en incendièrent sans raison 146.

La nommée Briemont, Anne, âgée de 64 ans, impotente, mourut des suites de ses brûlures. Les Allemands avaient mis le feu à sa maison. Complètement impotente, la pauvre femme ne put se sauver et resta dans la cave. Le lendemain des soldats allemands sont venus prendre la malheureuse dans la cave et l'on assise dans les débris fumants de sa maison. Elle fut horriblement brûlée. A la fin les Allemands l'ont enlevée et conduite chez une voisine.

(1) Annexe N° 48.

Elle est morte des suites de ses blessures le 29 novembre 1914. (Voir en annexe la déposition sous serment du témoin Magniet, Emilie ⁽¹⁾).

Les Allemands se saisirent de plusieurs habitants et les forcèrent de les précéder dans leur marche contre les Français. Plusieurs de ces malheureux furent blessés ; le nommé Martin, Oscar fut tué par une balle française.

Les prisonniers durent précéder les Allemands jusqu'au hameau de Tergnée. Les Allemands les enfermèrent alors pour la nuit dans la ferme Grandson. Le lendemain 22 août, les malheureux furent alignés devant la ferme à laquelle on mit le feu. Un soldat allemand tira un coup de feu dans la direction de l'incendie. Un officier en profita pour dire « On tire sur nous » et ordonna de fusiller les malheureux qui se trouvaient devant la ferme. Il y a eu dix morts et quatre blessés. (Voir en annexe la déposition du témoin Pirmez, Firmin ⁽²⁾).

Le nommé Demanet, Arthur, qui n'avait été que blessé fut écrasé dans l'après-midi par un canon allemand qui venait prendre position.

Dans le village il y eut 7 autres habitants tués, soit en se sauvant, soit par des balles que les Allemands tiraient dans la direction des maisons.

Tous ces crimes furent commis sous le faux prétexte que des civils avaient tiré.

Gerpennes.

Les Allemands sont entrés à Gerpennes le 24 août. Au cours des premières journées de l'occupation ils ont pillé un grand nombre d'habitations et incendié 7 maisons.

Ils prirent des otages parmi les habitants restés au village et les retinrent prisonniers jusqu'au 26 dans une dépendance de la ferme Guilmint.

Le 26 août au matin ils fusillèrent dans une des prairies environnant la ferme Guilmin, 4 civils dont un seul a pu être identifié. C'est un nommé Bourboux, Joseph-Ghislain, d'Acoz. Ce malheureux avait été arrêté alors qu'il était porteur d'une lettre de la nièce du curé d'Acoz adressée à une religieuse alsacienne du

(¹) Annexe N° 49.

(²) Annexe N° 49.

couvent de Gerpinnes. Dans cette lettre cette dame demandait à la sœur Marie-André Rheinbold d'intervenir auprès des autorités allemandes pour obtenir la grâce de son oncle, le curé d'Acoz, arrêté le 24 et qui fut fusillé avec Bastin et le frère de Bourboux à Somzée.

Gougnies.

Le 23 août 1914, les Allemands entrèrent dans le village de Gougnies. Ce jour-là et les jours suivants ils pillèrent une centaine de maisons et en incendièrent 19. Aucune nécessité d'ordre militaire ne justifie un tel acte. Aucun civil n'avait tiré.

Ils arrêtaient plusieurs personnes et les retinrent prisonnières pendant plusieurs heures. Parmi elles 5 furent envoyées en Allemagne d'où elles ne revinrent qu'après un exil de 14 mois.

Les Allemands mirent le feu à l'ambulance installée dans une des dépendances du château de M. Piret. Huit blessés français qui s'y trouvaient furent carbonisés. Des civils qui s'étaient réfugiés dans les caves du bâtiment y restèrent jusqu'au mardi 25.

Pendant l'incendie les Allemands tiraient des coups de fusils. Le nommé Grégoire qui essayait de mettre les occupants de l'ambulance à l'abri, fut tué.

Les Allemands empêchaient les autres habitants du village de venir en aide aux civils et aux blessés qui se trouvaient dans l'incendie.

Les insignes de la Croix-Rouge, placés bien en vue sur le bâtiment incendié, aurait dû cependant protéger celui-ci.

M. Piret, propriétaire de l'ambulance incendiée, fut emmené par les Allemands à Le Roux les Fosses et fusillé.

Le nommé Thiry fut abattu en se sauvant dans les bois le 23 août 1914.

Lambusart.

Le 21 août 1914, dès leur arrivée à Lambusart, les Allemands ont tué le nommé Duvivier, Augustin. Le malheureux qui rentrait chez lui, traversait le pont de Lambusart quand il fut aperçu par les Allemands. Ceux-ci l'abattirent d'un coup de fusil. Rien dans l'attitude de Duvivier ne justifiait un tel acte.

Ce jour-là et les jours suivants les Allemands pillèrent de nombreuses maisons de Lambusart. 3 maisons et une fabrique furent incendiées sans raison.

Joneret — Loverval — Presles — Villers Poterie.

Il n'y a rien de particulier à signaler dans ces 4 villages. Les troupes allemandes qui y passèrent pillèrent de nombreux immeubles.

3 maisons de Presles furent incendiées sans raison.

Pironchamps.

Le 21 août 1914 les premiers cavaliers allemands qui arrivèrent à Pironchamps allèrent frapper à la maison Vermeulen. Ne recevant pas de réponse ils enfoncèrent la porte, pénétrèrent dans la maison, tuèrent Pierre, Charles et Marie Vermeulen et Rosa Tambour. Ils mirent ensuite le feu à l'immeuble.

Pendant les premiers jours de l'occupation, les Allemands pillèrent et saccagèrent plusieurs habitations.

Pont de Loup.

Le 22 août 1914 les Allemands entrèrent à Pont de Loup. Ils pillèrent 221 maisons, en incendièrent sans raison 19.

Le nommé Moreau fut, sans rime ni raison, arraché de sa maison et fusillé sur le seuil. De nombreux civils furent arrêtés par les Allemands et forcés par eux de les précéder dans leur marche en avant.

Le nommé Marlier fut arrêté et depuis lors on n'a plus eu de ses nouvelles. On l'a vu pour la dernière fois, en train de creuser des tranchées aux environs de Châtelet. On suppose qu'il a été fusillé. M. le curé Senoy fut amené comme otage et retenu plusieurs jours. Plusieurs civils ont été brutalisés et maltraités.

En 1918, à l'armistice de nombreux immeubles furent de nouveau pillés.

Roselies.

Les Allemands sont entrés à Roselies le 22 août au matin, après en avoir chassé les Français.

Sous prétexte que des civils avaient tiré et dans le but de terroriser la population, ils mirent le feu à 91 maisons. 160 maisons du village furent pillées. Roselies avait déjà souffert du bombardement. Plusieurs maisons étaient détruites et plusieurs personnes avaient été blessées.

Pendant les incendies et les pillages les Allemands tiraient sur les habitants qui fuyaient. C'est ainsi que périrent les nommés Dimanche et Fournier. De nombreuses personnes furent blessées.

Le nommé Lenain, de Farciennes, qui avait dû montrer le chemin de Roselies aux Allemands fut tué par eux à l'entrée de ce village.

Le curé de Roselies, l'abbé Pollart, fut arrêté le 22 août à l'arrivée des Allemands et fusillé le lendemain sous prétexte qu'il était chef des francs-tireurs, et qu'il était porteur de cartouches. Tout au plus, le curé qui avait l'habitude de tuer des moineaux au moyen d'une carabine « Flobert » pouvait avoir chez lui des petites cartouches de 3 m/m. Le fait n'est d'ailleurs pas prouvé.

Les Allemands pendant cette journée firent prisonniers une centaine d'habitants de Roselies et les retinrent pendant plusieurs jours. Plusieurs de ceux-ci furent maltraités et frappés.

De nombreux témoins affirment sous la foi du serment avoir vu des soldats allemands achever des soldats français, soit à coups de crosse, soit à coups de fusil.

Les blessés français n'ont pu être relevés que quand tous les blessés allemands furent soignés. M. le bourgmestre Sevrau s'exprime comme suit à ce sujet :

« Le soldat français était couché blessé dans la prairie. Quand le soldat allemand est arrivé vers lui il a levé les bras. L'Allemand étant à 15 mètres de lui a tiré un coup de revolver, puis s'étant approché à nouveau, a tiré sur lui un coup de revolver à 3 mètres environ.

Le samedi 22 vers 10 heures, je suis sorti de chez moi après le combat et me suis tenu à l'ambulance de l'école des sœurs. De là j'ai remarqué que les soldats allemands donnaient des coups de crosse de fusil aux blessés français étendu le long des chemins.

Les Allemands ont aussi exigé que tous leurs blessés fussent relevés avant les Français : c'est seulement le dimanche dans la journée que nous avons pu commencer à relever les Français. »

Les autres témoins sont aussi formels dans leur affirmation.

(Voir en annexes les dépositions des témoins Naman, Théophile, et Kaisin, Florent) ⁽¹⁾.

(1) Annexe N° 50.

XIII. — CANTON DE FONTAINE-L'EVEQUE.

A leur arrivée dans le canton les Allemands pillèrent de nombreuses habitations dans tous les villages du canton. Ils volèrent dans les fermes, du bétail, des volatiles, des fourrages.

Les vols et pillages furent également nombreux dans tout le canton lors de la retraite de l'armée allemande.

Leernes.

Le 22 août 1914, à leur arrivée à Leernes, les Allemands abattirent à coups de fusil le nommé Belot, Evariste. Rien dans les agissements ou l'attitude de Belot ne peut justifier un tel acte.

A l'ambulance de Leernes était soigné un soldat français, le nommé Levard, Maurice. Cet homme avait été blessé au pied et se trouvait couché par terre dans l'impossibilité de fuir, quand un soldat allemand lui tira à bout portant un coup de feu qui l'atteignit à la hanche. A peine guéri il fut emmené prisonnier en Allemagne ; pour le transport les Allemands le jetèrent avec d'autres blessés français dans un wagon à bestiaux.

Fontaine-l'Evêque.

A leur arrivée à Fontaine-l'Evêque le 22 août 1914, les Allemands pillèrent et saccagèrent un grand nombre de maisons de la ville. Ils brisèrent les portes et les fenêtres ; emportèrent ou détruisirent un grand nombre d'objets mobiliers. Ils mirent le feu sans raison à une maison.

2 blessés français avaient été déposés à l'école gardienne de Fontaine-l'Evêque. Le nommé Gandebien, Léon qui voulait au moyen de sa voiture les conduire à l'ambulance fut tué par les soldats allemands. Ceux-ci tirèrent à bout portant sur les blessés français. L'un d'eux, le nommé Fontaine, Louis, fut tué, l'autre, le nommé Coussinart, Auguste, fit le mort et put être conduit à l'ambulance. Au cours de l'occupation les Allemands volèrent et réquisitionnèrent le matériel de nombreuses usines du pays. (Voir en annexe la déposition du témoin Monier, Gustave) ⁽¹⁾.

(1) Annexe N° 51.

Piéton.

Les Allemands sont entrés à Piéton le 22 août 1914. Sitôt arrivés, ils commencèrent à piller un grand nombre de maisons.

Ils mirent le feu sans raison à 12 maisons du village ; 9 de ces maisons furent complètement détruites.

Ils s'emparèrent de plusieurs habitants, les brutalisèrent et sous prétexte que c'étaient des francs-tireurs, ils les envoyèrent comme prisonniers en Allemagne. Ce n'est qu'en 1915 que ces malheureux purent rejoindre leurs foyers.

Les nommés Hubert Moulin, Balistin, Staquet et Dumoulin, s'étaient réfugiés dans la cave de la maison de Madame Moulin pendant le combat qui eut lieu aux environs du village le 22 août. A leur arrivée les Allemands mirent le feu à la maison, firent sortir tout le monde de la cave. Ils séparèrent les hommes des femmes et fusillèrent les 4 hommes sous les yeux de leur famille.

XIV. — CANTON DE GOSSELIES.

Dans l'enquête faite par M. le juge de paix du canton, on relève de nombreux actes de pillages et de vols, commis en 1914.

En 1918, au cours de la retraite, de nombreux vols et pillages furent commis.

XV. — CANTON DE BINCHE.

De nombreux actes de pillages, notamment dans les fermes, furent commis par les Allemands, soit au passage des troupes allemandes en 1914, soit au moment de leur départ à la veille de l'armistice.

Mont Ste Geneviève.

Le 25 août 1914, les troupes allemandes défilaient dans le village de Mont Ste Geneviève. Arrivés devant la ferme Leemans, un coup de feu éclata et un soldat allemand tomba. Il est possible, sans que cela soit établi de manière sûre par l'enquête, que ce coup de feu ait été tiré par le domestique de la ferme, le sieur Ryckebosch. C'était un ivrogne, très exalté, qui dans un moment de folie a pu peut-être tirer un coup de fusil de chasse.

Les Allemands s'emparèrent des habitants de la ferme, les nommés Leemans père et fils et leur domestique, les fusillèrent sans enquête préalable et incendièrent la ferme.

Carnières.

Un combat eut lieu le 22 août entre Français et Allemands aux environs de Carnières.

A leur entrée dans la commune, les Allemands se livrèrent à toutes sortes d'excès. Ils fusillèrent sans raison les nommés Staquet et Demoulin.

Ils arrêterent une cinquantaine d'hommes, habitant la commune. Ces malheureux furent arrachés de leur demeure sans avoir eu le temps de se vêtir convenablement. Ils furent dirigés à pied sur l'Allemagne et internés pendant de longs mois au camp de Soltau.

Le même jour les Allemands incendièrent méchamment 13 maisons de Carnières. La plupart de ces maisons sont situées au hameau de Colarmont.

De nombreuses maisons furent pillées et saccagées.

Anderlues.

Le 22 août 1914 il y eut entre Français et Allemands un petit combat devant Anderlues.

A leur entrée dans la commune les Allemands pillèrent un bon nombre de maisons.

Toujours sous le même prétexte que les civils ont tiré sur leurs troupes, les Allemands fusillèrent au hameau du Luc les nommés Vanderelst et Haut. Ce dernier fut jeté dans le feu et brûlé.

La femme Bettens qui vivait avec Vanderelst fut arrêtée en même temps que lui ; on la menaça de la fusiller ; on lui enleva tous ses vêtements. Elle dut ainsi parcourir tout le champ de bataille. Les bourreaux finirent par la jeter dans une citerne où elle avait de l'eau jusqu'aux épaules. Elle ne fut sauvée que le lendemain.

Le sieur Cambier fut arrêté en même temps qu'un soldat français et fusillé avec lui.

D'après plusieurs témoins des soldats français blessés ont été achevés par les Allemands.

Sans nécessité aucune, les Allemands mirent le feu à 72 maisons d'Anderlues. Ils firent usage des pastilles incendiaires.

En 1918, les Allemands en retraite pillèrent les magasins du ravitaillement. Ils enlevèrent toutes les céréales qui étaient en dépôt chez M. Poncelet, route de Charleroi.

XVI. — CANTON DE BEAUMONT.

Dans tout le canton de Beaumont, les Allemands à leur arrivée dans les villages pillèrent et saccagèrent de nombreux immeubles.

En 1918, lors de la retraite, de nombreux vols furent commis dans les fermes et dans les habitations que les troupes occupèrent.

Beaumont.

Les premières avant-gardes ennemies ont pénétré dans Beaumont le 24 août 1914.

La nuit fut calme. La presque totalité des habitants avaient quitté la ville.

Le mardi 25 août, les Allemands défilèrent dans la ville. Dès que les régiments faisaient halte, les soldats enfonçaient portes et fenêtres des habitations et se livraient au pillage.

Le pillage continua pendant plusieurs jours.

Les faits se passaient sous les yeux des sous-officiers et des officiers qui dans aucune circonstance n'empêchèrent le pillage. Au contraire ils se joignirent aux soldats pour piller et s'enivrer.

Barbençon.

Le 24 août 1914, deux cadavres furent découverts sur le territoire de Barbençon le long de la route, et tous deux environ à 50 mètres du chemin. Un des cadavres était à moitié enterré. L'autre était couché sur le dos ; une bouteille à vin vide était placée près de sa tête, le goulot de la bouteille dans la bouche. C'étaient deux habitants de Thy-le-Château, les nommés Florentin, Goblet, et Joseph Dubois. Ils avaient été arrêtés à Erpion où ils s'étaient réfugiés avec leur famille. Les Allemands les avaient emmenés et tués le long de la route.

De nombreux actes de pillage ont été commis à Barbençon tant en 1914 qu'en 1918 au cours de la retraite.

Grand-Rieu.

Au moment de l'invasion, de nombreuses maisons de Grand-Rieu furent pillées. Une ferme fut incendiée sans motif.

Le 26 août 1914 les Allemands pénétrèrent dans la ferme de Sandrard, Augustin. Malgré les supplications de sa famille, ils s'emparèrent de Sandrard et le fusillèrent. On ne sait pour quelle raison ce crime a été commis.

Le même jour, le nommé Beroudia, Jean-Baptiste, quitta sa demeure pour aller soigner son bétail qui se trouvait en prairie près du bois de Leugnies. Il ne reparut plus. Son corps fut retrouvé le surlendemain dans la prairie près du bois. Des témoins affirment avoir entendu des coups de feu le 26 août à l'heure où Beroudia devait se trouver là. On suppose qu'il a été abattu par les Allemands.

Solre-St-Géry.

Les Allemands entrèrent à Solre-St-Géry le 26 août 1914. Ils pillèrent un grand nombre de maisons, spécialement les habitations dont les habitants avaient fui. Ils incendièrent, sans raisons, quatre maisons. Au cours du pillage de la demeure de Giot, le fils Emile Giot fut tué par les Allemands.

Boussu-lez-Walcourt.

Les Français ont évacué Boussu le 25 août 1914 de grand matin. Ce n'est que plusieurs heures après que les Allemands y pénétrèrent. Beaucoup d'habitants avaient fui. Les Allemands pillèrent presque toutes les habitations du village. Ils saccagèrent et détruisirent les mobiliers qu'ils ne pouvaient emporter.

Ils mirent, sans aucun motif d'ordre militaire, le feu à 54 immeubles de la localité. La destruction partielle du village dura plusieurs jours.

Montbliard.

Les Allemands sont entrés à Montbliard le 25 août 1914, vers 17 heures. Beaucoup d'habitants avaient fui. Les Allemands ont systématiquement pillé et dévasté les habitations non occupées, volant surtout le vin et détruisant ce qu'ils ne pouvaient emporter.

Une maison fut incendiée, on ne sait pour quelle raison. Un habitant, le nommé Delhayé, Victor, fut abattu par les Allemands.

Il s'était enfui à la vue des soldats, et c'est pour cette seule raison qu'il fut tué.

Rance.

Le 25 août 1914, les premiers Allemands qui arrivèrent à Rance tuèrent le jeune Touka, Gérard. Celui-ci était dans une des pâtures de son frère et poursuivait le bétail pour le faire rentrer. Des soldats allemands l'abattirent à coups de fusil.

Les Allemands incendièrent 3 maisons de Rance, sous prétexte que des civils avaient tiré. Il n'en était rien ; les coups de feu que les Allemands essuyèrent à leur arrivée à Rance ont été tirés par des soldats français.

Sivry.

Les Français ont quitté le village de Sivry le 25 août 1914 vers 10 1/2 h. du matin. Bientôt après eux arrivèrent les Allemands. Les premiers uhlands essayèrent quelques coups de fusils des dernières arrière-gardes françaises.

Sitôt leur arrivée au village, les Allemands s'emparèrent des civils qui furent forcés de leur servir de guide ; les malheureux restèrent plusieurs jours absents.

Beaucoup d'habitants avaient fui. Les Allemands pillèrent presque toutes les maisons du village, enfonçant les portes, brisant les volets et les fenêtres. Sous prétexte que des civils avaient tiré, ils mirent le feu à 81 maisons du village. Des malheureux qui se sauvaient effrayés par les incendies et les pillages furent abattus sans pitié. C'est ainsi que périrent Brogniet, Aimé, Tollet, Camille. Le nommé Guiot, Emile fut arrêté quand il fuyait et fusillé sous les yeux de son frère.

Les incendies et les pillages durèrent plusieurs jours.

Le 26 août 1914, des soldats allemands pénétrèrent à la ferme Dubois. Ils réclamèrent des vivres. L'épouse Dubois qui avait tout distribué aux soldats qui étaient passés la veille ne put les satisfaire. Ils commencèrent alors à fouiller la maison, découvrirent les 2 fils Dubois, Paul et Jean, ainsi que Nicolas et Gaston Wattiez qui s'étaient dissimulés dans le grenier, leur lièrent les mains et les firent sortir de la ferme. Le père, François Dubois, fut emmené également, malgré les supplications de leur famille ; ils furent fusillés tous les cinq.

XVII. — CANTON DE CHIMAY.

Il y a peu d'infractions contre le droit des gens à signaler dans le canton de Chimay.

C'est en 1918 surtout que tous les villages du canton furent pillés.

Au début de l'occupation de Chimay, le château de Beauchamp appartenant au prince de Chimay, fut complètement vidé de ses meubles de valeur qui furent transportés en Allemagne. Les Allemands, pour dissimuler leur vol, mirent le feu au château qui fut détruit complètement.

D'autres châteaux du canton furent également pillés.

Dans la nuit du 10 au 11 novembre 1918, 15 personnes de Bières furent arrêtées et enfermées à la gendarmerie de cette localité. Les Allemands prétendaient que ces personnes avaient fait des signaux aux soldats français.

A 2 1/2 heures du matin on les fit aligner et on les menaça de les fusiller. Elles furent amenées à Couvin. Certaines d'entre elles furent maltraitées en cours de route. L'armistice étant survenu on les relâcha.

— Il faut signaler également les faits suivants :

Le nommé Beghin, Auguste, de Chimay, avait été arrêté pour fraude de bétail et emprisonné à Trelon ; au bout de 3 semaines il parvint à s'échapper le 14 décembre 1916 et à rentrer chez lui à Chimay, au lieu dit « Maronnet ». Le 15 décembre 1916, les Allemands vinrent pour le reprendre. Il s'enfuit et fut abattu par un gendarme allemand.

Le nommé Beaufay, Antoine, de Beauwelz, fut abattu le 16 août 1915 dans des conditions analogues. Il fut arrêté à la frontière comme fraudeur, tenta de s'évader et fut tué par un gendarme allemand qui le poursuivait.

Le 21 septembre 1918, le contrôleur civil allemand de Marche, un nommé Knipping, vint à Macquenoise pour contrôler le bétail. Il but plus que de raison. Il se rendit vers 21 heures chez Goumet, Gaspard. Il frappa à la porte et brisa des carreaux. Goumet, qui venait lui ouvrir, fut abattu par lui d'un coup de revolver.

XVIII. — CANTON DE JUMET.

Jumet.

Les habitants de la commune de Jumet eurent beaucoup à souffrir dès le jour de l'invasion par les troupes allemandes.

Le 21 août 1914, des éclaireurs et des patrouilles d'avant-garde allemands avaient été chassés par des soldats français.

Le 22 août 1914, dès le matin, les troupes ennemies pénétrèrent dans la commune de Jumet ; les soldats français s'étaient retirés et avaient élevé une barricade à Dampremy au lieu dit : « La Planche » d'où ils ouvrirent le feu sur les Allemands ; aucun civil, ne prit part aux hostilités.

Dès que les troupes allemandes pénétrèrent dans Jumet, elles brisèrent les portes et fenêtres des maisons, tirèrent des coups de feu dans celles-ci, pillèrent et incendièrent un grand nombre d'habitations : 144 maisons furent brûlées complètement et 271 maisons furent incendiées partiellement et saccagées ; la plupart de celles-ci furent pillées.

Au cours de cette journée, dix-huit personnes, qui ne s'étaient livrées à aucun acte d'hostilité, furent tuées ou blessées par des soldats allemands, soit dans leurs maisons, soit dans les rues ou les jardins en fuyant. (Neuf dont une femme furent tuées, neuf furent blessées).

Les troupes allemandes, en entrant et traversant Jumet, se protégeaient en se faisant précéder d'une trentaine d'hommes qu'elles avaient pris à Gosselies ; à Jumet elles arrêtaient un certain nombre d'habitants qu'elles contraignirent à marcher devant elles et exercèrent sur certains d'entre eux des violences très graves.

XIX. — CANTON DE MARCHIENNE-AU-PONT.

Marchienne-au-Pont et Monceau-sur-Sambre.

Les crimes contre le droit des gens, commis dans ces deux localités, sont nombreux. Ils ont eu lieu le même jour, le 22 août 1914, en même temps. C'est pour cette raison que nous en ferons le récit en un seul rapport.

Le 22 août 1914, les troupes allemandes commandées par le général von Suskin pénétrèrent dans Monceau-sur-Sambre par la rue de Roux, vers 8 1/4 h. du matin. Elles essayèrent quelques

coups de feu tirés par des Français embusqués à la ferme « Juden-sart ». Les Français se replièrent. Continuant leur marche, des uhlands et des cyclistes descendirent la rue de Trazegnies et arrivèrent par la rue Janson sur le territoire de Marchienne-au-Pont. Au moment où ces soldats franchirent la rue Neuve, ils furent surpris par une vive fusillade. Des soldats français qui se trouvaient sur le front de la Sambre cachés derrière des sacs remplis de sable ouvrirent un feu nourri de mitrailleuses sur cette avant-garde allemande.

Cinq soldats allemands tombèrent ainsi que quelques chevaux.

L'infanterie allemande s'avança alors. Après une heure de combat, les Français se replièrent dans la direction de Montigny-le-Tilleul.

C'est alors que les Allemands prétextant que les coups de feu avaient été tirés par des civils, commencèrent leur œuvre de dévastation et de mort.

Presque toutes les habitations de Marchienne et de Monceau furent pillées. Les soldats brisaient portes et fenêtres des maisons, saccageaient le mobilier, détruisant méchamment tout ce qui leur tombait sous la main.

Ils incendièrent plusieurs maisons de Marchienne, route de Beaumont : à Monceau-sur-Sambre 248 immeubles furent détruits par le feu.

Les Allemands mirent le feu à ces maisons à l'aide de matières incendiaires, de grenades explosives. Ils tiraient des coups de feu dans les soupiraux des caves, cherchant à atteindre les habitants qui s'y étaient réfugiés.

Ils pénétraient dans les maisons, en arrachaient les habitants, fusillaient les hommes ou les emmenaient prisonniers.

C'est ainsi qu'à Monceau-sur-Sambre on compte 63 victimes ; à Marchienne il y eut 9 habitants tués. Parmi eux, il y avait des femmes et même des enfants.

Les Allemands agirent avec une cruauté sans pareille. Ils obligèrent, à Monceau, le nommé Lemaire, Julien à piétiner le cadavre de son camarade Hiernaux qu'ils venaient de tuer. (Voir en annexe la déposition du témoin Lemaire) ⁽¹⁾.

Ils massacraient sans pitié les enfants comme les grandes personnes. A Monceau-sur-Sambre, un petit garçon de 8 ans, le nommé Gérard, Emile fut tué sans raison en même temps que ses parents.

⁽¹⁾ Annexe N° 52.

Ils ne firent grâce à personne, le nommé Somville, Victor, de Marchienne, qui suppliait d'épargner sa femme et ses enfants fut abattu sans pitié. (Voir aux annexes les dépositions des témoins Cambier, Angèle-Marie; Dughugnier, Auguste; Ledoux, Alexandre; Denayer, Marie, et Demerce, François) ⁽¹⁾.

Les nommés Istace et Toegaert, de Marchienne, qui voulaient éteindre un incendie furent tués pour cette raison.

Un grand nombre d'habitants de Marchienne et de Monceau furent arrêtés le 22 août 1914. Ils furent brutalisés, roués de coups, insultés et maltraités. Vers six heures du soir, toutes les personnes civiles de Monceau-sur-Sambre et de Marchienne furent placées en tête des troupes allemandes qui s'avançaient vers Montigny-le-Tilleul où les Français attendaient l'ennemi. Tout le temps, les soldats menaçaient les civils de les fusiller si on tirait sur eux, les frappaient de coups de crosse de fusil, ou de plat de sabre sans motif. Arrivés à Montigny-le-Tilleul, ces malheureux furent enfermés pour la nuit dans une grange appartenant à M. Quentin. Les sentinelles leur firent croire que le lendemain ils seraient fusillés. Le lendemain, on en choisit au hasard quelques-uns et on les fusilla. Parmi eux se trouvait Blancart, Jean, Donnain, Clément et Romain, Achille. Les autres furent remis en liberté.

En 1918, le 13 octobre, une troupe de prisonniers français sortaient du camp qui avait été installé par les Allemands à Marchienne-au-Pont. Plusieurs habitants les regardaient passer; une petite fille de 10 ans, la petite Vieslet Yvonne, prise de pitié pour ces malheureux, tendit à l'un d'eux le morceau de pain qu'elle venait de recevoir à l'école; un soldat allemand la repoussa. De nouveau la petite Vieslet essaya de donner son pain à un prisonnier. Pris de rage, le soldat déchargea son fusil sur elle et la tua. Un autre civil fut également blessé. (Voir aux annexes les dépositions des témoins Coulon, René et Latour, Maria) ⁽²⁾.

Montigny-le-Tilleul.

A leur arrivée à Montigny, le 23 août 1914, les Allemands pillèrent plusieurs immeubles et mirent le feu, sans raison, à quatre maisons.

⁽¹⁾ Annexe N° 52.

⁽²⁾ Annexe N° 52.

Le sieur Vital, Arnould avait recueilli chez lui un soldat français du nom de Golliez, Louis, qui avait été grièvement blessé par une balle allemande. Arnould avait soigné ce blessé et l'avait pansé. Les Allemands s'emparèrent de ces deux malheureux, les ligotèrent l'un à l'autre et malgré leurs protestations d'innocence et leurs supplications, les fusillèrent.

Goutroux.

Le 22 août 1914, vers trois heures de l'après-midi, les soldats allemands mirent le feu à la ferme « Beyaert ». De cette ferme il ne reste que des ruines.

Le nommé Van de Kerkove, Auguste, un vieillard de 80 ans, fut tué par une balle tirée à bout portant. Le crime de ce malheureux vieillard consistait à venir s'enquérir de ce qui se passait à la ferme Beyaert.

XX. — CANTON DE MERBES-LE-CHATEAU.

Dans tout le canton de Merbes-le-Château, pendant les premiers jours de l'invasion, les Allemands, à leur arrivée dans les villages, ont pillé de nombreuses maisons. Les unités de l'armée allemande qui coopéraient au siège de Maubeuge ont résidé pendant plusieurs jours dans les villages du canton et s'y sont livrés à toutes sortes d'excès.

Merbes-le-Château.

Le 24 août, les soldats allemands sont arrivés à Merbes. Ils se sont emparés de force de la caisse communale et de l'argent déposé au bureau de la Poste. Ils ont arrêté le bourgmestre et l'ont forcé de les accompagner dans le village. Ils ont été mis ensuite en fuite par des soldats français. Ils avaient incendié 3 maisons.

Le 27 août, le 159^e d'infanterie allemande faisait son entrée dans le village. Ils incendièrent et pillèrent une grande partie de la rue de Binche. 28 maisons furent ainsi détruites méchamment et sans raison. La plupart au moyen de pastilles incendiaires. Grâce à l'intervention énergique du bourgmestre, les incendies furent arrêtés.

Les Allemands, avant de les incendier, pénétraient dans les maisons en brisant les portes et les fenêtres, faisaient sortir les habitants, les frappaient et les brutalisaient. Au cours de cette journée, 4 habitants de Merbes furent tués sans raison.

Pour justifier leurs excès, les Allemands prétendaient, comme toujours, que les civils avaient tiré.

Pendant le siège de Maubeuge, la commune dut être évacuée. Les Allemands en profitèrent pour piller les habitations des habitants absents.

Solre-sur-Sambre.

Il faut signaler dans ce village plusieurs pillages commis par les troupes allemandes pendant le siège de Maubeuge. Le 8 septembre, les Allemands ont amené du couvent de Solre-sur-Sambre un nommé Bérat, François. Cet homme portait des traces de coups de baïonnette et de nombreuses traces de coups sur tout le corps. Il fut soigné au couvent.

Le 11 septembre, les Allemands sont venus le chercher au couvent, l'ont mis sur une civière et l'ont transporté dans une prairie aux environs du village. Arrivés là, ils l'ont achevé à coups de fusil et l'ont enterré. On n'a jamais su la raison de ce meurtre.

Peissant. — Fontaine-Valmont. — Croix-lez-Rouvroy.

Dans ces trois villages il faut signaler quelques incendies allumés sans raison par les Allemands qui y ont séjourné. Dans chacun de ces villages, 2 ou 3 maisons furent détruites aussi; un bon nombre d'autres furent pillées.

En 1917, des wagons allemands avaient été pillés en gare de Peissant.

Quelques jours après les faits, le nommé Defossez, Henry qui passait près de l'endroit où s'était effectué le pillage fut abattu par une sentinelle allemande.

Sart-la-Buissière.

Le 24 août 1914, à leur arrivée à Sart-la-Buissière, les Allemands firent prisonniers une quinzaine de civils sous prétexte qu'ils avaient tiré sur les troupes. Quatre de ces malheureux devaient, disaient-ils, être fusillés. Arrivés devant le peloton d'exécution, l'officier qui le commandait fut tué par un éclat d'obus français. Les soldats allemands ont alors forcé les civils de marcher devant eux pendant les combats qu'ils durent soutenir contre les Français. Ils furent à plusieurs reprises maltraités et roués de coups.

Plusieurs maisons du village furent incendiées.

Le caporal français Jurquin, Marcel, (du génie de Versailles) avait été blessé en essayant de faire sauter le pont de la Sambre. Il se rendit aux premiers soldats allemands qui arrivèrent ; ceux-ci lui portèrent des coups de baïonnette et le jetèrent dans une maison en feu. Jurquin parvint à se sauver. A trois reprises il fut repris et rejeté dans les flammes. Il parvint enfin à se sauver mais mourut quelques heures après des suites de ses brûlures à l'ambulance de Sart.

XXI. — CANTON DE SENEFFE.

Les Allemands se livrèrent à de nombreux excès dans le canton de Seneffe. Dans tous les villages des maisons furent pillées, des habitants furent maltraités.

Il faut citer spécialement dans ce canton, deux villages où le droit des gens fut particulièrement violé. Ce sont les villages de Obaix et de Pont-à-Celle.

Pont-à-Celle.

Quand le 21 août 1914 les Allemands arrivèrent à Pont-à-Celle, ils se heurtèrent aux arrière-gardes françaises. Un combat s'engagea. Rendus furieux par la résistance qu'ils rencontraient, les Allemands mirent le feu à 33 maisons du village. De nombreuses maisons furent pillées. Les Allemands tiraient des coups de feu dans les caves des maisons. Plusieurs habitants furent tués ainsi. Les nommés Gislain, Descamps, Henriette, épouse Liénard et sa fille Victorine furent tués en se sauvant.

Les Allemands réunirent les habitants qu'ils rencontrèrent et les enfermèrent dans l'église. Après 2 jours, ils furent relâchés.

D'autres personnes, et parmi elles le curé Soupart et les membres du clergé, furent conduites le long du canal. On les força de s'agenouiller. Ils durent rester comme cela de midi à 8 1/2 heures du soir. Pendant ce temps, une vive fusillade s'échangeait au-dessus de leur tête entre les Allemands et les Français qui se retiraient sur Trazegnies.

Obaix.

Le 21 août 1914, les Allemands arrivèrent à Obaix. Leurs premières patrouilles essayèrent le feu des Français qui s'étaient embusqués dans le village. Rendus furieux, les Allemands se vengèrent sur la population civile. Les uhlans cernèrent dans la campagne les hommes qui travaillaient aux champs. Six de ces malheureux furent tués, notamment Meunier, Norbert, et ses deux fils.

D'autres furent arrêtés, roués de coups. Les Allemands leur lièrent les mains derrière le dos et les traînèrent à leur suite pendant plusieurs jours.

A leur entrée dans le village, les Allemands pillèrent et saccagèrent de nombreuses maisons. Ils brisaient à coups de crosse les portes et les fenêtres. Ils arrêtaient une trentaine de paisibles habitants, les maltraitèrent, les torturèrent de toutes façons pendant toute une journée. Les Allemands les conduisirent jusqu'à Pont-à-Celle où ils durent passer la nuit dans l'église. Le lendemain dans l'après-midi ils furent enfin relâchés.

Pendant cette journée, le nommé Dinsart qui voulait s'enfuir fut tué par un soldat allemand. Plusieurs autres personnes furent blessées.

Plus de 100 maisons furent incendiées.

XXII. — CANTON DE THUIN.

Dans la journée du 22 août 1914, un combat avait eu lieu sur le territoire d'Anderlues, Piéton et Carnières.

Le lendemain, 23 août, une grande bataille fut livrée sur la ligne Lobbes-Gozée-Marbaix-La-Tour-Nalinnes. L'armée française cédant chaque jour du terrain, se repliait, entraînant avec elle la plupart des habitants qui voulaient se soustraire aux horreurs de la guerre.

Avant de fuir, ceux-ci avaient fermé leurs portes. Les soldats allemands, en arrivant, commençaient par enfoncer les portes à coups de hache et de crosse de fusil. Puis ils pénétraient dans les maisons qu'ils fouillaient de fond en comble, recherchant particulièrement les objets précieux, les vivres et les boissons, surtout le vin. Aucune maison, peut-on dire, ne fut épargnée, sauf en quelques rares cas où des occupants, qui n'avaient pas abandonné leurs logis, eurent la chance d'en imposer à des soldats plus ou moins débonnaires.

Après un court séjour, les premiers soldats partirent. D'autres suivirent; les uns ne faisaient que passer; les autres cantonnaient pendant un ou plusieurs jours. Pendant tout ce temps, le pillage continua de plus belle.

En novembre 1918, au cours de la retraite allemande, toutes les communes rurales du canton eurent à souffrir également, de la part des troupes allemandes, de nombreux faits contraires au droit des gens: les troupes qui se succédaient occupaient avec leurs

chevaux, toutes les fermes et métairies où elles prenaient, sans compter et sans délivrer de bons de réquisitions, tout ce qui pouvait servir à leur propre subsistance et à celle de leurs chevaux, foin, paille, avoine, pommes de terre, de la volaille.

Il faut citer à titre d'exemple, pour montrer quelle fut la façon de procéder des Allemands, le fait suivant qui s'est passé à Marbaix-la-Tour :

Le 23 août 1914, après les combats, les troupes allemandes envahirent le château Renson, le pillèrent de fond en comble dévalisant spécialement la cave, puis y mirent le feu, sans autre motif apparent que de faire un beau feu de joie.

Le château fut bientôt la proie des flammes pendant que les soldats dansaient et chantaient en vidant force bouteilles de vin.

Des incendies furent allumés un peu partout par les Allemands; c'est ainsi qu'il y faut noter l'incendie d'une maison à Nalinnes, l'incendie de 2 maisons à Jamioulx, celui de 2 maisons à Cour-sur-Heure, les incendies de Lobbes et de Gozée.

Dans tous les villages du canton, les Allemands brutalisèrent et malmenèrent les habitants.

Il faut citer en outre les faits suivants qui se sont passés dans ces communes, où le droit des gens a été particulièrement méconnu.

Gozée.

Le 23 août, un violent combat fut livré sur le territoire de Gozée. Vers 9 1/2 heures du matin, sans nécessité militaire, avant même que le combat ait commencé, les troupes allemandes ont incendié une douzaine de maisons ; un peu plus tard elles en ont incendié douze autres.

Après que les combats eurent pris fin, les Allemands mirent le feu à la Maison Communale, à la maison du bourgmestre (Jean Mohseu), à la ferme de Baudribu, et à huit autres maisons, sans motif apparent.

Au cours de ces incendies, deux civils furent tués. L'un d'eux, Urbain Davelois, de Montigny-le-Tilleul, sortait de la cave d'une maison qui brûlait lorsqu'il fut aperçu par les soldats allemands qui le tuèrent à coups de fusil.

L'autre civil, Pierre Sabeau, maçon à Gozée, se cachait dans un fossé en face de sa maison lorsqu'il fut aperçu par les soldats allemands qui le tuèrent à coups de fusil.

Au cours des combats qui se déroulèrent dans cette localité, trois autres civils furent tués dans les circonstances suivantes :

Emile Farcy, cultivateur et cabaretier, fut tué à coups de revolver dans sa maison par un officier, un colonel, croit-on, qui raconta lui-même le fait à l'épouse d'Auguste Farcy, actuellement bourgmestre de Gozée, en disant qu'il croyait que le dit Emile Farcy avait donné des renseignements aux français au moyen de l'appareil téléphonique qui se trouvait dans sa maison.

L'officier allemand avait d'abord ordonné à ses soldats de fusiller cet homme ; mais comme ils hésitaient sans doute, il l'abattit lui-même à coups de revolver. Puis il le fit déshabiller, fit jeter de la paille sur lui et y fit mettre le feu. Toute la maison fut bientôt la proie des flammes. Le cadavre de Farcy fut retrouvé plus tard complètement carbonisé.

Un nommé Léopold Tilman, rentier, fut tué à coups de fusil par des soldats, alors qu'il cherchait à éteindre le feu qui brûlait les rideaux de sa fenêtre.

De nombreux habitants furent brutalisés et maltraités. Tout le village fut pillé. Une dizaine d'habitants furent retenus comme otages pendant 5 jours.

Le 24 août 1914, un officier allemand, le lieutenant Barela, du 255^e régiment d'infanterie, a obligé deux habitants de Gozée, les nommés Omer Rari et Fernand Durière, à marcher en avant des troupes jusque Thuillies. Chemin faisant, les soldats les brutalisaient, les frappaient à coups de crosse.

Lobbès.

Le 23 août 1914, un violent combat fut livré sur le territoire de Lobbès. La ville située sur la rive gauche de la Sambre, avait été évacuée la veille par les troupes françaises.

Dans le courant de la journée du 23, les troupes allemandes y pénétrèrent progressivement en combattant... et en pillant toutes les maisons dont les occupants se terraient dans les caves.

Un grand nombre d'habitants, hommes et enfants, furent obligés de sortir des caves et placés le long des murs, exposés aux balles et obus des troupes françaises. Puis ils furent rassemblés dans l'église où ils passèrent la nuit.

Vers 5 heures du soir, deux officiers, ayant trouvé le bourgmestre Duquene, lui dirent « que des civils avaient tiré sur les

soldats allemands et qu'en conséquence, il allait être fusillé avec toute la population mâle ».

Néanmoins, après explication, ils renoncèrent à ce projet, mais déclarèrent qu'ils avaient reçu l'ordre de brûler toutes les maisons d'où l'on avait tiré.

De fait, cinquante-trois maisons furent incendiées, y compris la Maison Communale. La plupart de ces incendies furent allumés volontairement par les Allemands, notamment à la Maison Communale. Quelques-uns seulement furent provoqués par des obus incendiaires.

Dans la journée du 23 août 1914, cinq civils furent massacrés par les Allemands.

Jules Dessart et sa femme s'étaient réfugiés dans la maison de leur beau-frère, Ursmer Dehoux. Ils se trouvaient à l'étage quand le rez-de-chaussée fut envahi par des soldats qui tirèrent des coups de fusil et mirent le feu à un banc de menuisier. Les époux Dessart, affolés, voulurent fuir en s'échappant par une fenêtre tabatière, mais ils furent aperçus par des soldats qui les abattirent à coups de fusil.

Edgard Lefèvre s'était réfugié dans sa cave avec sa famille. Comme des soldats enfonçaient la porte de sa maison, il remonta seul au rez-de-chaussée. Sa femme entendit que des Allemands, des officiers, croit-elle, disaient à Lefèvre qu'il était officier français. Celui-ci protestait, offrait de montrer ses papiers, mais deux coups de revolver retentirent et Lefèvre s'abattit sur le carreau. Les Allemands partis, Madame Lefèvre trouva le cadavre de son mari dans la place d'entrée; son portefeuille vide gisait à côté de lui, et une somme de mille francs en or, qu'il avait en poche avait disparu.

Emile Labouvarde était réfugié chez son beau-père, Henri Goffin. Des soldats allemands ayant pénétré dans la maison en firent sortir les occupants. Un des soldats, sans aucun motif, tira un coup de fusil sur Labouvarde, qui fut tué net.

Jules Gervais, se trouvant chez lui, fut blessé d'une balle tirée à travers la serrure de sa porte par un soldat allemand. Il mourut peu après, des suites de cette blessure.

Au cours de ces journées, de nombreux habitants, furent brutalisés et maltraités.

Jamioulx.

En août 1914, la commune de Jamioulx fut le théâtre d'événements graves et caractéristiques de la manière généralement em-

ployée par les Allemands pour établir la légende des « coups de feu tirés par des civils sur les soldats allemands. »

Mais ici les faits revêtent un caractère spécial : il s'agit d'un véritable complot organisé par les soldats allemands dans le but de se venger du bourgmestre qui avait signalé à un officier allemand des faits de pillage commis par les soldats.

Le 25 août, vers onze heures du soir, une compagnie de réserve, identifiée par un cachet apposé sur une pièce produite par le témoin Clément Deck : (Koeniglich Preussische N° 16, 2^e bataillon) arriva dans la commune. Aussitôt les soldats se répandirent partout, enfonçant les portes des maisons abandonnées et se livrant à un pillage en règle. Un certain nombre d'entre eux ayant trouvé du vin et des liqueurs passèrent la nuit à s'enivrer.

Le lendemain matin, alors que le pillage continuait, le bourgmestre, Ferdinand Lebeau, alla trouver un capitaine logé chez le sieur Clément Deck et lui demanda d'intervenir pour faire cesser ce pillage et ces beuveries. Le capitaine fit rassembler les soldats sur la place et en présence du bourgmestre les admonesta sévèrement.

Ensuite il déclara au bourgmestre que, en guise de punition, les soldats ne logeraient plus dans les maisons, mais seulement dans les granges et les fenils ; et il lui intima l'ordre d'interdire aux cafetiers et hôteliers de servir de l'alcool aux soldats.

Le jour même, vers 9 à 10 heures, un major et un lieutenant vinrent déclarer au bourgmestre que des civils avaient tiré sur deux sentinelles gardant un pont. Des coups de feu avaient été bien tirés, mais le bourgmestre put établir, par le témoignage d'un sieur Firmin Lemal, que c'étaient des soldats allemands qui avaient tiré. Cet incident resta donc sans suite.

Mais le soir, vers onze heures des coups de feu éclatèrent dans le silence de la nuit, suivis d'une véritable fusillade dans toutes les rues de la commune, tandis que les soldats couraient dans tous les sens, en criant : « On a tiré ».

Aussitôt les officiers firent arrêter le bourgmestre et sept notables qui furent enfermés dans une cabine de la gare, en qualité d'otages. Un capitaine leur avait dit : « Si un coup de feu est encore tiré, vous serez tous fusillés, et le village incendié ! » — Or quelque temps après des coups de feu éclatèrent. Le capitaine revint près des otages et leur déclara : « Vous serez tous fusillés et le village incendié. »

La nuit s'écoula sans nouvel incident.

Mais les soldats préposés à la garde des otages, ainsi que ceux qui rentraient de faction, prenaient un cynique plaisir à leur faire comprendre qu'ils ne tarderaient pas à être exécutés. Ils chargeaient leurs fusils devant eux et les leur montraient en disant : « C'est pour vous dans une heure, vous serez fusillés ». Ils adressaient spécialement ces menaces au bourgmestre, lui faisant entendre qu'ils éprouveraient une vive satisfaction à fusiller celui qui avait dénoncé leurs actes de pillage.

Le lendemain matin, un major arriva à la cabine ; un groupe de soldats armés de fusils se trouvaient à proximité ; les prisonniers eurent la sensation qu'on allait procéder à leur exécution. Le major, s'adressant au bourgmestre, lui dit : « Vous, bourgmestre, le premier ».

Le bourgmestre se levant, demanda au major de pouvoir lui dire quelques mots en particulier. Celui-ci consentit et tous deux s'éloignèrent de quelques mètres. Alors Monsieur Lebeau exposa à l'officier allemand les faits et gestes des soldats et lui développa les raisons qu'il avait de croire à une vengeance de leur part.

L'officier parut perplexe, réfléchit un instant puis ordonna au bourgmestre de le suivre. Accompagné d'un capitaine et d'une nombreuse escorte de soldats, il se dirigea en suivant le chemin de fer, vers une cabine située à environ 500 mètres de là ; puis il envoya des soldats dans deux petits hameaux pour y rechercher tous les hommes qui s'y trouvaient. Lorsque tous ces civils furent groupés près de la cabine, le cortège continua sa route vers le Nord du village, où le major fit mettre le feu à une maison et, après avoir traversé les rues principales, déboucha enfin sur la grand' place, où devant les hommes assemblés, un officier ordonna au bourgmestre de proclamer que, « si un coup de feu était encore tiré, dix civils seraient fusillés pour chaque coup tiré et le village serait incendié ».

Après que le bourgmestre eut satisfait à cette injonction, la plupart des civils furent relâchés. Le bourgmestre, avec quelques hommes furent réintégrés dans la cabine de la gare.

Monsieur Lebeau et une partie des prisonniers furent relâchés vers onze heures. Sept d'entre eux furent encore gardés comme otages pendant 35 heures, sans recevoir aucune nourriture.

Le bourgmestre, consigné chez lui, parvint à s'échapper au cours de la nuit suivante. Il ne rentra que quelques jours plus tard, après que les troupes eurent évacué le village.

Pendant son absence, aucun incident ne se produisit. Ce qui semble bien confirmer que c'était lui que les soldats voulaient atteindre.

Lors de l'armistice, en novembre 1918, la gare de Jamioulx était encombrée de deux à trois cents wagons dont un bon nombre était chargé d'obus, de munitions et d'explosifs de tous genres.

Dans la nuit du 14 au 15 novembre, peu après minuit, des explosions commencèrent à se produire et se continuèrent jusqu'au matin.

L'effet de ces explosions fut terrible : tout le village de Jamioulx fut ébranlé ; de nombreuses toitures furent détruites ; des murs et des plafonds s'écroulèrent et d'innombrables vitres volèrent en éclats.

Dès les premiers coups, les habitants s'étaient terrés dans les caves. C'est ce qui fit qu'il n'y eut pas de mort à déplorer. Il n'y eut que quelques blessés.

Il fut établi par les témoignages que nous avons recueillis que le feu avait été mis intentionnellement aux wagons par des soldats et sous-officiers allemands.

Hector Thibaut et Louis Lottier avaient été préposés par le chef de gare à la surveillance du sémaphore, lorsque entre onze heures et onze heures et demie du soir, ils virent des soldats allemands, porteurs de lampes allumées, qui allaient de wagon en wagon en y mettant le feu.

Les témoins se sont approchés des soldats et ont vu l'un de ceux-ci ouvrir un wagon, répandre du pétrole sur du linge et y mettre le feu. Les soldats ont dit alors aux témoins de retourner au sémaphore, ajoutant qu'il n'y avait aucun danger à craindre.

Entretemps, le feu se propageait et vers minuit vingt les explosions commençaient.

Le témoin Lottier a ajouté que plusieurs des soldats incendiaires portaient des galons.

XXIII. — CANTON DE TOURNAI.

Dans ce canton, l'enquête relève de nombreux cas de vols et de pillage.

Plusieurs habitants furent maltraités et frappés lors de l'invasion ou au cours de l'occupation.

Le canton fit partie de la zone d'Etape et soumis à un régime d'occupation très sévère.

En 1918, lors de la retraite, plusieurs vols et pillages furent commis. Les Allemands pillèrent complètement les magasins communaux de Orcq, privant ainsi la population de ravitaillement

C'est la ville de Tournai qui a le plus souffert de l'invasion.

Tournai.

Les troupes allemandes entrèrent dans la ville de Tournai le 24 août 1914, par la partie Nord-Est de la ville. Un combat eut lieu aux faubourgs Morel et du Château contre 1500 français envoyés pour retarder la marche de l'envahisseur.

Les soldats allemands enfoncèrent les portes des maisons, obligeant les habitants à quitter leur demeure, les sommant de leur remettre leurs marchandises et leurs valeurs.

Ils mirent le feu à une douzaine de maisons de la rue du 24 août. Ils pillèrent et saccagèrent un grand nombre d'habitations.

Le nommé Depelchin, Ferdinand, fut fusillé sans raison.

Madame Boutens fut frappée d'une balle alors qu'elle sortait de chez elle pour secourir un des soldats français blessés.

Les Allemands pénétrant dans la ville tiraillaient de tous côtés. C'est ainsi que deux sœurs du Sacré-Cœur, Mesdames Marie Buchet et Jeanne Tixier de Brocke furent tuées alors qu'elles se trouvaient à la fenêtre du grenier du couvent, essayant de se rendre compte des événements.

Leroy, Couronné, fut tué quand il tentait de regagner sa demeure.

Les Allemands prirent comme otages plusieurs habitants et les firent marcher devant leurs troupes.

Certains militaires appuyèrent même leurs armes sur les épaules des civils pour diriger leur tir contre les Français.

D'autres civils furent arrêtés et promenés pendant plusieurs heures dans les rues de Tournai.

Le bourgmestre, les échevins et les membres du conseil communal furent emmenés comme otages. L'Evêque de Tournai bien que fort âgé, fut également arrêté et joint au groupe des otages.

Ceux-ci furent dirigés sur Ath, puis sur Bruxelles où on les relâcha le 30 août.

Rumillies.

Le 24 août 1914, les troupes allemandes qui marchaient vers Tournai forcèrent les habitants du hameau dit « La verte feuille » à quitter leurs habitations.

Les hommes furent retenus comme otages pendant toute la journée. Une partie des habitants fut placée devant les troupes allemandes qui attaquèrent les Français.

Les Allemands profitèrent de l'abandon des maisons pour les piller de fond en comble.

Le nommé Albéric Leblanc fut emmené en Allemagne sans motif et retenu prisonnier pendant 8 mois.

XXIV. — CANTON D'ATH.

Peu d'infractions sont à relever dans ce canton. Dans les villages il y eut des vols et des réquisitions non payées en grand nombre.

Il faut cependant retenir le fait suivant :

Pendant la nuit du 8 au 9 novembre 1918, des soldats allemands pillèrent le moulin de M. Fontaine, César, à Ath. Plusieurs autocamions et plusieurs wagons qui étaient garés au quai spécial du moulin furent chargés de sacs de farine. Les Allemands tirèrent des coups de feu sur le gardien du moulin qui voulait intervenir. Le lendemain, 9 novembre, ils continuèrent le pillage, puis, vers 3 1/2 heures de l'après-midi, mirent le feu au moulin.

XXV. — CANTON DE CELLES.

De nombreux vols et réquisitions eurent lieu, tant en 1914 et pendant l'occupation qu'au cours de la retraite en 1918.

Il faut signaler le meurtre de Clémentine Maes, de Hérinnes. Le 21 octobre 1918, un soldat allemand voulut s'emparer de force d'un bœuf appartenant à Clémentine Maes. Madame Maes voulut empêcher ce vol. Le soldat allemand la tua et s'empara du bœuf.

De nombreuses personnes furent brutalisées et frappées au cours de réquisitions pendant l'occupation.

XXVI. — CANTON DE FLOBECQ.

Il y a eu peu d'infractions importantes à signaler dans ce canton.

On relève cependant les faits suivants :

A Ellezelles, le 10 septembre 1914, les Allemands mirent le feu au moulin Fiefoet. On n'accorda même pas au meunier de sauver le froment et la farine.

Le 18 octobre 1918, dans la même commune, défilait un convoi de prisonniers anglais. La population qui voulait leur donner des vivres fut repoussée brutalement par les soldats de l'escorte. L'inspecteur diocésain M. l'Abbé Haustrate, Louis, fut maltraité, arrêté et frappé de six coups de baïonnette.

Dans les autres villages du canton, l'enquête relève de nombreux vols et de nombreuses réquisitions non payées.

XXVII. — CANTONS DE FRASNES, DE TEMPLEUVE, DE PERUWELZ, DE LESSINES ET D'ANTOING.

Dans ces cantons, peu d'infractions contre le droit des gens sont à signaler.

On relève des vols et pillages nombreux. Beaucoup de réquisitions sont restées impayées. Beaucoup de chevaux de valeur ont été enlevés.

Plusieurs habitants ont été brutalisés pendant l'occupation par les soldats chargés des réquisitions et des perquisitions.

XXVIII. — CANTON DE LEUZE.

Le 1^{er} octobre 1914, une brigade composée des 76^e et 87^e régiments de Landsturm sous les ordres du colonel Wanschafft occupait la région. Des troupes françaises ayant été signalées dans les environs de Tournai, ces troupes se replièrent sur Leuze. Un avion français vint les survoler.

Le général, sous prétexte que des civils avaient tiré, donna ordre de brûler la ville de Leuze. Cet ordre reçut un commencement d'exécution. Deux immeubles du centre de la ville devinrent la proie des flammes. Les pompiers communaux furent empêchés par les troupes de combattre l'incendie.

Ce n'est que grâce aux supplications et aux protestations du bourgmestre et du Collège échevinal que l'ordre fut rapporté.

De nombreux vols, réquisitions non payées, mauvais traitements sont à signaler dans ce canton.

Le nommé Dugauquier, Elme, de Beclers, fut abattu sans raison par une patrouille allemande le 9 novembre 1918, alors qu'il se rendait chez son frère pour voir les dégâts causés à la maison de ce dernier par une explosion de munitions.

Au mois de février 1917, le nommé Senepart, Ferdinand, de Montreuil-au-Bois, fut abattu par un gendarme allemand en état d'ivresse.

XXIX. — CANTON DE QUEVAUCHAMPS.

Il y eut de nombreux actes de pillage et de vol, commis dans tout les villages de ce canton.

Il faut signaler spécialement les massacres de Ville-Pommeroeul et de Pommeroeul.

Ville-Pommeroeul.

Le 23 août 1914 dans la matinée, il y eut quelques escarmouches entre troupes anglaises et allemandes. Au commencement de l'après-midi, les Anglais se replièrent sur Pommeroeul. Vers 3 heures, l'armée allemande, débouchant du bois se répandit dans la localité et commença l'attaque des positions anglaises à proximité du canal de Mons à Condé. C'était l'extrême gauche de l'armée anglaise en Belgique.

Dès leur entrée dans le village les Allemands, sous prétexte que des civils avaient tiré sur leurs troupes, saccagèrent les maisons, tuèrent et frappèrent les habitants, qui se trouvaient sur leur chemin. C'est ainsi que périrent notamment Froissard, Edmond, et sa petite fille de 6 mois qu'il tenait dans les bras ; Lebrun, Charles, et sa fille de 4 ans qui se sauvait avec lui.

Les Allemands arrêtaient des civils comme otages ; on leur lia les mains. Un groupe d'une vingtaine fut conduit au quartier général de la division où un haut gradé décida qu'ils seraient tous fusillés. On aligna ces malheureux contre le mur de la dernière maison du village près du bois. Au bout d'un certain temps on fit sortir des rangs cinq hommes, les nommés Moulin, Emile ; Piette, Ursmar ; Delbauwe, Henri ; Parent, Pierre et Vercoutre, Emile. Ces civils furent conduits derrière la maison. Le mercredi 26 août on retrouva les cinq corps liés l'un à l'autre dans un trou de

0,50 m. de profondeur. On ne sait quel supplice on leur a fait subir ⁽¹⁾.

Les autres otages furent liés à des piquets dans une prairie voisine. Le bourgmestre qui se trouvait parmi eux dut conduire les troupes à travers les villages, sous la menace d'être abattu si un civil tirait.

Les troupes allemandes furent tenues en échec toute la nuit par les Anglais sur le canal de Mons à Condé.

Les otages furent réunis pour la nuit et la journée du lundi dans une cave où le bourgmestre vint les retrouver.

Le lundi 24 août vers 5 h. du soir, les otages furent amenés vers le pont de Thuliez et relâchés.

La commune était complètement pillée. Les fenêtres et les portes des maisons étaient brisées ; le mobilier était jeté dans la rue.

Le nombre de tués s'élève à 14.

Pommerœul.

Pendant le petit combat qui s'est livré à Pommerœul dans la soirée et la nuit du 23 au 24 août 1914, les Allemands se livrent à toutes sortes d'excès.

Des civils furent arrêtés et forcés de précéder les troupes qui attaquaient les positions anglaises.

D'autres civils sont arrachés de leur demeure et abattus sans raison sous les yeux de leur famille. Ainsi moururent Briquet Germain, Liénard, Bienvenu.

Les soldats pénétrèrent dans les maisons en brisant portes et fenêtres, frappant à coups de baïonnette, les habitants qui n'ont pu fuir. Des vieillards innocents et qui n'ont certainement pas tiré sur les troupes allemandes comme les deux vieilles demoiselles Nicodème âgées de 66 et 68 ans, ou la nommée Tromont, Hortense, âgée de 67 ans, sont tués dans leur demeure.

Les Allemands mettent le feu à 23 maisons du village. 22 autres maisons sont détruites en partie.

Le 24 août vers 5 heures du matin, la chasse aux civils commence. Un sous-officier allemand a été, disent les soldats, tué par un civil. Il est à remarquer qu'à l'endroit où ce sous-officier aurait

(1) Annexe N° 53.

été tué, toutes les maisons brûlaient et tous les habitants avaient fui.

De nombreux civils sont arrêtés et emmenés devant le peloton d'exécution. Quatre d'entre eux pris au hasard, les nommés Patte, Louis, Bourgeois, Florimond, Biltresse, Clovis et Pappleux, Théophile sont fusillés malgré les supplications des leurs et du curé qui s'offre comme victime pour qu'on les épargne ⁽¹⁾.

Il y eut 15 civils tués à Pommerœul.

⁽¹⁾ Annexe N° 54.

CHAPITRE IV.

PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE

I. — CANTON DE TERMONDE.

Trois communes du canton de Termonde, Lebbeke, Saint-Gilles et Termonde, eurent particulièrement à souffrir de la violence des troupes allemandes qui, pour franchir l'Escaut, séparant ce canton de la province de Brabant, eurent à soutenir de durs combats contre les arrière-gardes belges qui défendaient le passage : à Lebbeke et à Saint-Gilles de nombreux civils furent contraints de marcher, les bras levés ou liés, devant les soldats allemands. Un grand nombre d'habitants furent mis à mort sans autre forme de procès.

Termonde, après avoir subi plusieurs bombardements, fut pour ainsi dire anéanti par le feu : 1252 maisons sur 2053 furent détruites.

Les troupes allemandes, qui opéraient dans la région, se trouvaient sous le haut commandement du général von Boehm.

Lebbeke.

Le 1^{er} septembre au matin une rencontre eut lieu à Lebbeke entre une patrouille allemande venant de la direction de Bruxelles et un détachement belge ; plusieurs soldats allemands furent tués et blessés.

Le lendemain, une nouvelle rencontre se produisit au cours de laquelle les Allemands assaillirent la maison Van Stichel, isolée au milieu de la campagne, d'où ils chassèrent à coups de crosse les femmes et les enfants. Ils se mirent ensuite à tirer, à travers le plafond, sur un groupe d'une vingtaine de civils qui, surpris dans leur travail dans les champs, s'étaient réfugiés, à l'approche du détachement, dans le grenier de la maison. Ces civils furent roués de coups et précipités du haut de l'escalier, après quoi les Allemands mirent le feu à la maison. Plusieurs civils, que les soldats n'avaient pas remarqués d'abord, parvinrent à se sauver à grand'peine des flammes. Ils furent ligottés et dirigés avec une centaine d'autres civils dans la direction d'Opwijck. Hormis la maison Van Stichel,

plusieurs habitations furent incendiées le même jour sans aucune raison d'ordre militaire.

Le 4 septembre, les Allemands arrivèrent en force à Lebbeke, enfonçant les portes et les fenêtres, à coups de hache et de crosse. A l'entrée du village ils tuèrent d'un coup de feu Mannaert, Gustave, qui rentrait dans sa maison ; son voisin, Van Malderen, Frans, fut abattu au milieu de la rue. Plus loin, Moens, Frans, eut la tête fendue d'un coup de hache. Ailleurs 13 civils : Verhulst, Paul ; Verhulst, Octave, Verhulst, Arthur (3 frères) ; Keppens, Théophile ; Van den Berghe ; Van den Berghe, Théo ; Bovyn, Arthur ; Van Extergem, P. ; Lissens, Camille ; Veldeman, Siccaert, Joseph (15 ans) ; Hofman, Gustave et Hofman, Edmond, furent arrachés d'une maison où ils s'étaient réfugiés, conduits dans un champ voisin et massacrés jusqu'au dernier, Leurs cadavres furent jetés pêle-mêle dans une fosse : un bras et un pied d'une des victimes dépassaient la terre et marquaient la tombe. Hertog, Pascal, fut abattu également dans un champ. Un nommé Van Weyenberg, de St-Gilles, que les Allemands avaient enlevé de force, fut également tué à Lebbeke. Van de Kerkhove, Gustave, de Zele, fut pendant trois jours l'objet de traitements révoltants de la part de soldats allemands presque toujours ivres. Il fut abattu et son cadavre jeté dans une fosse à immondices.

Sous prétexte que des civils avaient tiré, le bourgmestre fut appréhendé et condamné à mort, mais la sentence resta sans suite et fut rapportée plus tard. Dans l'entretemps, les Allemands s'emparèrent de nombreux habitants, arrachés de leur demeure au saut du lit, qui furent contraints de marcher devant les troupes. Plusieurs d'entre eux tombèrent frappés par les balles belges, d'autres furent blessés et abandonnés dans les champs.

D'après un rapport du bourgmestre de Lebbeke, d'autres civils durent se porter au milieu de la chaussée, les poings sur les hanches, les coudes écartés du corps. Derrière chacun de ces boucliers vivants deux soldats allemands, un genou en terre, le canon du fusil entre le corps et le bras du civil, déchargeaient leurs armes sur les soldats belges à une portée de 200 à 300 mètres.

Un enfant de 12 ans, Cooreman, Frans, sous le prétexte qu'il avait dérangé un fil téléphonique — ce que les témoins nient — dut quitter les rangs des prisonniers et fut abattu à coups de fusil au bord de la chaussée.

Plus loin sur la route de Termonde, les civils durent se coucher à plat ventre sur la route tandis que les soldats tiraient sous la

protection de ce rempart humain. 3 civils furent ainsi tués et 3 mortellement blessés. A la sortie du village, sur les confins de St-Gilles, — Vreye, Achille; Vandamme, Alfons; Vandooren, Prosper; De Kinder, Ernestine; Stobbelaers, Jean-Baptiste et Martens, Frans — furent appréhendés par les Allemands. Ils furent forcés de creuser une fosse dans laquelle ils furent jetés pêle-mêle tous les six après avoir été abattus à coups de fusil.

Après la prise de Termonde, les civils, qui avaient servi de bouclier aux troupes allemandes, furent conduits vers Baesrode, où ils rencontrèrent un grand nombre d'autres prisonniers de Lebbeke et de St-Gilles. Le groupe entier, auquel vinrent s'ajouter en cours de route d'autres contingents, fut emmené vers Bruxelles, puis conduit en Allemagne. Les malheureux y subirent pendant 5 mois d'hiver toutes les horreurs d'une captivité particulièrement dure.

Les auteurs de ces faits appartenaient à la 18^e division de réserve sous le commandement du général Grönen qui vint loger à Lebbeke et approuva hautement la conduite de ses soldats.

Les 9 et 10 septembre, un nouveau contingent d'Allemands, marchant sur Termonde, arriva à Lebbeke. Toutes les maisons qui avaient été épargnées par les premières troupes, furent saccagées et pillées. Les hommes qui n'avaient pas fui, furent cette fois aussi contraints de marcher devant l'armée ⁽¹⁾.

Saint-Gilles lez Termonde.

En venant de Lebbeke, les Allemands, marchant sur Termonde, traversèrent le village voisin de Saint-Gilles lez Termonde. Comme il est dit ci-dessus, les troupes étaient précédées d'une masse de civils arrêtés principalement à Lebbeke, et auxquels furent ajoutés les habitants de St-Gilles, dont les Allemands avaient pu se saisir et qu'ils frappèrent à coups de crosse et à coups de pied. (Voir au surplus le rapport précédent.)

La commune avait été, au préalable, bombardée par les Allemands. Elle fut aussi pillée et incendiée.

Lors de leur entrée à Saint Gilles (4 septembre), les Allemands tuèrent dans la gare, Temmerman, Pierre, ouvrier au chemin de fer; le même jour, ils abattirent à coups de fusil, sur la route de Baesrode, Van den Berghe, Camille, qui se rendait à sa prairie. Toujours à la même date, furent tués dans des conditions analogues, Cornélis, Henri et, parce qu'une pièce d'uniforme s'était trouvée dans la maison où il s'était réfugié, Van Weyenbergh, Alfons (de

⁽¹⁾ Voir annexe N° 55.

Lebbeke). La femme de Weyenbergh ainsi que ses enfants assistèrent au supplice du malheureux.

Le 10 septembre, des soldats pénétrèrent dans la maison de Putteman, Frans et se saisirent de celui-ci, de son beau-frère Benoni Vervaeet et de quelques autres habitants, hommes et femmes. Vervaeet portait (comme il arrive fréquemment dans la contrée) un pantalon bleu. Les Allemands prétendirent qu'il était soldat et l'abattirent sans autre information d'un coup de revolver. Les autres civils furent contraints de marcher devant les troupes sur lesquelles les Belges tiraient de Termonde. Un des prisonniers De Rijbel, Camille, tomba atteint d'une balle. Aussitôt un soldat allemand l'acheva d'un terrible coup de baïonnette qui lui ouvrit le ventre. La maison de Putteman fut incendiée par d'autres soldats.

Le même jour, les Allemands abattirent Van den Bossche, Egide, qui traversait les champs; et Van Doorselaer, Pierre, qui s'éloignait à leur approche. Les maisons qui avaient échappé au premier pillage du 4 septembre, furent pillées le 10, à l'occasion du mouvement offensif contre Termonde qui eut lieu ce jour.

Le 13 septembre 1914, les Allemands tuèrent à coups de fusil le civil Van Moorter, Octaaf, qui passait dans la rue; le 1^{er} octobre 1914, ils abattirent le nommé De Proft, Louis, alors qu'il revenait paisiblement de Baesrode, avec ses deux enfants.

Six jeunes gens de St-Gilles furent appréhendés par les Allemands lors de leur entrée dans le village, ligotés et massacrés sur le territoire de Lebbeke. (Voir le rapport concernant cette commune.)

Les régiments qui se signalèrent surtout à Lebbeke et à St-Gilles lez Termonde furent :

En ce qui concerne les pillages :

Les 74^e, 39^e, 73^e, 83^e et 179^e régiments de la Landstrurm, ainsi que les Hussards de la mort.

En ce qui concerne les incendies, le Garde Pionnier bataillon.

Des soldats du 172^e régiment de la Landsturm escortèrent les prisonniers (1).

Termonde.

Les événements qui se sont déroulés à Termonde ont fait, dès septembre 1914, l'objet d'un rapport détaillé, établi par M. Schramme, Procureur du Roi près le tribunal de première instance de cette ville.

(1) Voir annexe N° 56.

Ce rapport est établi d'après les constatations personnelles de ce magistrat et les témoignages des habitants qui avaient fui leur ville après l'incendie et le pillage de leur maisons.

Des enquêtes ultérieures ont établi l'entière vérité de ce rapport, dont il n'y a rien à retrancher ⁽¹⁾.

Voici ce rapport :

Rapport sur l'incendie de la Ville de Termonde.

(Septembre 1914.)

A l'aube du 4 septembre les habitants de Termonde ont été réveillés au bruit du canon ; jusqu'à ce jour la population avait vécu en une relative quiétude ; peu d'habitants avaient quitté la ville.

Vers quatre heures du matin, le gros des troupes allemandes qui allaient attaquer Termonde faisait son apparition à Lebbeke. Il y eut là d'horribles massacres de civils ; des pillages, des incendies. Le bourgmestre avait été condamné à mort par un conseil de guerre, qui quelques heures plus tard rapportait sa sentence. Le général « Grönen », commandant la 18^e division de réserve de l'armée du général von Boehm, avait dit au bourgmestre en lui annonçant qu'il mourrait : « Vous êtes condamné à disparaître et votre commune à être brûlée. » Le prétexte était que des civils auraient tiré sur les troupes ; on avait été jusqu'à accuser les civils d'avoir blessé des soldats qui manifestement revenaient du front de bataille ; l'inanité de cette accusation avait été démontrée grâce à l'intervention d'un officier qui avait naguère rencontré le bourgmestre dans un congrès de brasseurs.

De Lebbeke, la grande chaussée de Bruxelles se dirige en ligne droite sur Termonde en traversant la commune de St-Gilles.

Vers huit heures du matin, quelques obus tombèrent sur St-Gilles, — bientôt après des patrouilles allemandes apparaissaient suivies du gros des troupes. Une grande foule de civils capturés à Lebbeke les précédaient, les mains en l'air. A St-Gilles ce groupe se renforça de civils retirés des maisons où ils se cachaient. Ils servaient de couverture aux troupes allemandes qu'ils protégeaient contre le tir de l'armée belge, reculant vers Termonde. Plusieurs furent tués. La plupart de ces civils furent ramenés le soir du 4 septembre dans la direction de Bruxelles ; ils étaient devenus « des francs-tireurs » qu'on emmenait en Allemagne, où ils firent une longue captivité.

Le parcours des troupes de Lebbeke à Termonde fut signalé par des incendies, des rapines, et des meurtres de civils : tel était tué parce

⁽¹⁾ Il y aurait au contraire lieu d'y ajouter la tentative de vol dont a été victime, lors de l'entrée des troupes allemandes, la Banque Centrale de la Dendre, une institution privée de Termonde. Tous les locaux de la banque furent saccagés, un petit coffre-fort fracturé à l'aide de la dynamite et vidé de son contenu. Mais les grands coffres-forts de la banque résistèrent malgré l'emploi de bombes.

qu'il fuyait, un autre parce que malgré ses dénégations on voulait voir en lui un soldat belge déguisé ; — à Lebbeke on sortit des rangs du bouclier humain qui protégeait les Allemands un jeune homme de 17 ans, ⁽¹⁾, sous prétexte qu'il avait coupé un fil téléphonique, et on l'exécuta quelques pas plus loin sur un champ ; — à St-Gilles, presque aux portes de Termonde, on força un médecin à se tenir au milieu de la chaussée, à un endroit très exposé aux balles ; on lui avait dit, tandis qu'on le chassait de sa maison livrée au pillage : « Tout doit brûler ici et à Termonde. »

*
* *

Les fuyards de Lebbeke et de St-Gilles, arrivés à Termonde, y jetèrent l'alarme parmi la population — qui voyant l'armée se retirer, se hâta de quitter la ville. Toute cette foule se déversa par le grand pont de l'Escaut, vers la campagne de la rive gauche du fleuve. Dans l'entretemps la ville était bombardée, et à dix heures du matin, les Allemands y pénétraient par trois côtés. Termonde est adossée à la rive droite de l'Escaut, — trois routes mènent à la ville, coupant la ligne semi-circulaire des vieilles fortifications. Une d'elles est perpendiculaire à l'Escaut — la route de Bruxelles, par où venait le gros des forces allemandes ; celle de Gand d'une part, celle de Malines, d'autre part, — sont toutes deux parallèles au fleuve, — là apparaissaient d'autres troupes allemandes. L'armée belge avait quitté la ville, et la population presque entière l'avait évacuée.

Quand les Allemands furent maîtres de la ville, des soldats firent sauter la porte de l'hôtel de ville, et un agent de police fut contraint d'y pénétrer avec eux, de monter à la tour, d'amener le drapeau belge et d'arborer le drapeau blanc.

Le général von Boehm fit son entrée dans la ville vers onze heures du matin ; il prit place sur le perron de l'hôtel de ville et se fit photographier entouré de son état-major ; puis il fit porter de l'autre côté du fleuve une sommation qui ne toucha pas ceux à qui elle était destinée. En voici la copie textuelle :

SOMMATION DE CAPITULATION.

4 septembre 1914.

« Au Commandant de Termonde et en même temps au Maire de
» Termonde.

» Les Allemands ont pris Termonde, nous avons placé tout autour
» de la ville l'artillerie de siège du plus gros calibre. Encore mainte-
» nant on ose tirer des maisons sur quelques troupes allemandes. La
» ville et la forteresse est sommée de hisser immédiatement le drapeau
» blanc et de cesser de combattre.

⁽¹⁾ C'est une erreur, ce jeune homme, Cooseman, Frans, avait 12 ans et non pas 17 ans.

» Si vous ne donnez pas suite immédiate à notre sommation, la ville sera rasée en un quart d'heure par un bombardement des plus graves.

» Toutes les forces armées de Termonde déposeront les armes immédiatement à la porte de Bruxelles, à la sortie méridionale de Termonde. Les armes des habitants seront déposées en même temps au même lieu.

» Le général commandant les troupes allemandes devant Termonde.

» (s.) von Boehm.»

*
* *

Les troupes qui pénétraient dans la ville par la rue de Bruxelles, arrivaient en hurlant et déchargeant des coups de feu dans les fenêtres ; sur leur passage elles incendièrent une boutique de papeterie qui communiqua le feu à plusieurs autres maisons. Par toute la ville les soldats se faisaient ouvrir les portes, mais comme la plupart des maisons étaient vides, ils y pénétraient à coups de hache ou de crosse de fusil : ils étaient à la recherche de soldats belges. Les hommes trouvés chez eux, ou rencontrés dans les rues étaient retenus comme otages. Les maisons étaient envahies et dévastées, les armoires vidées et les meubles brisés, les vêtements et quantité d'autres objets jetés par les fenêtres. Dans une maison habitée par une dame malade pénétrèrent deux officiers ; ils demandent qu'on leur serve du vin de champagne, — ce qui fut fait ; — peu auparavant s'était présenté un soldat réclamant des cigares pour le commandant ; avant de se retirer les officiers conseillent aux gens de la maison de se fixer à Alost, parce que, disent-ils, s'exprimant en français : « Termonde allait être mise à feu » (sic).

Les magasins de victuailles et les débits de boissons sont mis à sac. On voyait des soldats sortir des maisons particulières, chargés de paniers de vin ; d'autres emportaient les bouteilles dans des sacs.

C'était en cent endroits les mêmes scènes de vol et de dévastation. On essaya en vain de faire sauter à la dynamite les coffres-forts souterrains de la Banque de la Dendre ; chez un bijoutier d'une rue avoisinant la Grand'Place, le coffre-fort ne résista pas à l'explosion d'une bombe, et tous les bijoux qu'il contenait furent enlevés ; dans une filature de couvertures, un coup de pioche eut raison d'une porte de coffre-fort, et cinq cents francs en écus furent emportés.

A l'hôpital civil, au bruit des portes brisées et des vitres qui volaient en éclats, le médecin en chef, l'aumônier et le secrétaire des hospices, se présentent au porche. Un officier arrive sur eux, revolver au poing et leur crie (en français) : « Les civils ont tiré sur nos soldats. » On proteste. Il ajoute : « Je l'ai vu ». Aucun coup de feu n'avait été tiré.

Un vicaire de l'Eglise Notre-Dame fut forcé de monter à la tour de l'église, avec des soldats ; un officier prétendait qu'on avait tiré de là haut sur ses hommes. Cette visite n'amena aucun résultat. Alors l'officier dit au vicaire : « C'est bien, mais à Louvain j'ai vu des prêtres passer des cartouches aux soldats. »

Le receveur de l'Enregistrement se montre sur le pas de sa porte au bruit que font les soldats ; on lui dit que des civils de sa rue ont tiré sur les soldats ; il fait constater que seul des habitants de sa rue il est resté, et qu'il n'a pas d'armes. Il est emmené comme otage, tout comme le médecin de l'hôpital et ses compagnons, et le vicaire de l'Eglise Notre-Dame.

Un autre otage est forcé de parcourir dans tous ses recoins la Banque de la Dendre d'où, prétendaient les soldats, des civils avaient tiré des coups de feu. La visite fut minutieuse et force fut à l'officier qui conduisait l'enquête de reconnaître que l'accusation ne reposait sur rien.

Les otages furent réunis dans la rue Courtens, qui longe la Dendre. Ils restent pendant des heures alignés, la face tournée vers un mur, les bras croisés. A un certain moment on leur avait adjoint un couvreur — homme inoffensif — trouvé sur une digue de l'Escaut ; puis vint un soldat qui un à un dévisage tous les otages. Il déclare reconnaître en ce couvreur un civil qui avait déchargé une arme. Aussitôt le malheureux est retiré du rang et condamné par deux officiers à être fusillé ; on engage le vicaire de Notre Dame à lui donner sa bénédiction, et malgré les supplications il est emmené. La sentence s'exécute en un endroit en bordure de la Dendre masqué par un bâtiment ; mais le condamné au moment où le tir est commandé se laisse choir et vient tomber sur un lit d'herbages recouvrant une alluvion de la rivière. Après le départ des troupes il se relevait et fuyait ; il avait reçu cependant une blessure assez sérieuse à l'épaule.

Vers midi quelques otages furent relâchés ; mais la plupart furent encore retenus.

L'après-midi du même jour, une troupe se présentait devant la prison. Le directeur fut emmené comme otage jusqu'à St-Gilles ; après qu'un conseil de guerre eut délibéré sur son sort, il lui fut dit qu'il eût à rentrer dans la ville, qu'une heure plus tard la ville serait bombardée de fond en comble, qu'il lui était enjoint de se retirer par la porte de Gand avec le personnel et les familles du personnel, qui s'étaient réfugiées à la prison. Comme il faisait observer que la prison contenait des détenus, on lui dit : « Si vous ne voulez pas les faire massacrer mettez-les en liberté ». A son retour à la prison, les détenus furent relâchés et le personnel gagna la route de Gand, conformément aux ordres donnés. Les détenus une fois libres ne commirent aucun excès, la plupart se hâtèrent de regagner leurs localités respectives.

De l'autre côté de la ville, l'hôpital civil avait été évacué également ; vers une heure et demie de l'après-midi, un officier entra à l'hôpital, demandait la supérieure, la menaçait d'un revolver dirigé sur la poitrine et lui disait : « Vous devez partir ou je vous tue. » Puis l'ordre fut donné aux religieuses de quitter l'hôpital avec les malades capables de marcher. Comme on protestait parce que les autres malades au nombre de trente-quatre resteraient sans soins, il répliqua que les soldats veilleraient à tout. Il insistait pour qu'elles partissent vite ; menaçant la supérieure de la tuer elle et les malades capables de s'éloigner, si l'on tardait. Il ajouta que Termonde serait « brûlée et bombardée ». Les malades à même de se porter et les religieuses, de

même que les vieillards de l'hospice annexé à l'hôpital, se mirent en route au nombre de soixante-seize, et gagnèrent péniblement le village de Wichelen, sis à deux lieues de Termonde. Les malades alités et des blessés furent transportés par les soldats sans le moindre ménagement à quelque cent mètres sur une prairie et abandonnés à leur sort. Deux de ces malheureux avaient même été dépouillés par les soldats, l'un de son argent, l'autre de sa montre. Pendant la nuit l'aumônier de la prison et le secrétaire des hospices ramenèrent ces malades à l'hôpital.

Dans l'après-midi tous les civils qui étaient aux mains des Allemands depuis la matinée, étaient expulsés de la ville ; ils la quittaient sous la conduite de soldats qui leur annonçaient l'incendie de la ville pour le lendemain. Aux personnes qui s'aventuraient dans les rues, soldats et gradés disaient : « Hâtez-vous, tout va être brûlé demain matin ». A quelqu'un qui répliquait : « Cela ne se fait plus à notre époque », il fut répondu : « Vous l'éprouverez demain ».

Un médecin militaire brisa d'un coup de botte une glace d'un café, en criant : « Alles kapot ! Alles zu grunde, Alles abgebrandt. Les Belges sont « Zu Dum ! »

Ces menaces étaient répandues par la ville, chaque soldat les avait à la bouche ; elles devaient se réaliser le lendemain.

Toutes les troupes furent rassemblées vers cinq heures du soir et prirent la route de Lebbeke ; quelques sentinelles restant seules en ville. Des soldats portaient du butin : caisses de cigares, objets de bijouterie, montres et chaînes en or. Ceux qui formaient l'arrière-garde de cette armée, qui mit une heure et demie à défiler, mirent le feu aux maisons du marché au lin, les plus rapprochées du pont de la Dendre ; ils brisaient les carreaux et vitrines, jetaient à l'intérieur des maisons des pastilles incendiaires, projetaient un liquide inflammable sur les châssis des fenêtres et sur les portes, puis déchargeaient des coups de fusil ; immédiatement le feu prenait, et s'étendait rapidement.

La nuit fut calme.

Le lendemain, samedi 5 septembre, les Allemands rentraient dans Termonde, vers 9 h. 1/2 du matin ; ils se répandaient par petits groupes par la ville entière. Au marché au lin où des maisons avaient brûlé la veille, l'incendie s'était arrêté spontanément ; des magasins d'étoffes et des boutiques de plombiers, de marchands de fer, et d'objets de cuivre, avaient été épargnés. Des camions de la gare, une voiture automobile, firent leur apparition sur la place vers 10 1/2 h. ; 50 soldats sous la conduite d'un officier, après avoir fracturé les portes, chargèrent du fer, du cuivre, des pelles, des fourches, puis des ballots d'étoffes, sur les camions, qui firent plusieurs voyages. Quand ces magasins furent vides de tout ce qui convenait aux Allemands, le feu fut mis aux maisons. La veille beaucoup d'immeubles étaient restés intacts. Cette fois la ville allait être incendiée ; ce fut une destruction systématique et généralisée. Les incendiaires circulaient par équipes de cinq à sept hommes ; ils étaient munis de haches ou de pioches pour se faire passage dans les maisons, et portaient des bidons d'essence, ou avaient autour du corps une sorte de réservoir d'où se projetait un liquide enflammé ; certains lançaient dans les immeubles des projectiles qui prenaient la

forme de serpent, de couleur verdâtre et à l'odeur sulfureuse ; certains autres étaient munis de pastilles incendiaires, d'autres encore de projectiles de forme cubique, garnis de mèche non enflammée, mais qui provoquaient l'incendie immédiat par leur chute. Mais avant de mettre le feu on pillait. Le plus souvent les soldats jetaient des maisons dans la rue tout ce qui était à leur portée, puis chacun choisissait ce qui pouvait lui convenir. Ils s'introduisaient dans la maison au commandement d'un chef. Dans certains quartiers, les charrettes suivaient les envahisseurs, et ceux qui les conduisaient les chargeaient laissant à d'autres qui précédaient le soin d'ouvrir les maisons. On a vu deux chefs dans une voiture, autour de laquelle étaient fixés des paniers ; les soldats les emplissaient à mesure qu'on avançait. Un habitant avait passé la nuit dans une ambulance en dehors de l'aggloméré ; à cinq heures du matin il trouvait des sentinelles devant sa porte, on lui annonça que toute la ville serait incendiée, et il fut forcé sous menace d'indiquer l'endroit d'un dépôt de pétrole. Puis il tenta en vain de sauver quelques effets d'habillement, on l'éloigna de sa demeure à coups de fusil. Chez un droguiste, à dix heures du matin, on vidait un magasin de naphte et de benzine. Les bidons étaient chargés sur une automobile.

Dans la grande et large rue de l'Eglise, opéraient une soixantaine de soldats ; les portes et les fenêtres se brisaient sous les coups, la rue était jonchée d'objets projetés hors des maisons. Une charrette chargée de récipients remplis de pétrole circulait dans la rue ; ses conducteurs en arrosaient abondamment les murs et l'intérieur des maisons où ils jetaient des mèches enflammées. Ailleurs on se servait de torches brûlantes qu'on promenait par les rez-de-chaussée, où le pétrole avait été préalablement répandu. Bientôt de toutes parts s'élevaient des flammes ; des pâtés entiers de maisons brûlaient ; les rares témoins de ce triste spectacle s'éloignaient pour échapper au danger.

L'hôpital civil dont il a déjà été parlé, n'échappa pas au sinistre ; une sœur expulsée la veille y était rentrée le samedi de bon matin pour donner ses soins aux malades ramenés pendant la nuit. Un officier qu'elle avait interpellé lui avait donné l'assurance que ces bâtiments seraient respectés ; deux heures plus tard ils étaient en flammes ; on dut faire hâte pour sauver les trente-quatre malades qui se trouvaient dans les salles ; ce fut une besogne héroïque à laquelle s'employèrent, avec la religieuse, l'aumônier, le secrétaire des hospices, le vicaire de Notre Dame arrêté comme otage la veille, et quelques vieillards hospitalisés revenus le matin même. Un malheureux épileptique ne put être retiré d'une salle en feu ; on le retrouva carbonisé dans les ruines.

Certains immeubles furent épargnés : ici c'étaient de vieilles gens dont on consentait à laisser intactes la maisonnette, ailleurs, c'était une maison habitée par des femmes, qui suppliaient à genoux et obtenait grâce. Alors sur une porte ou sur un mur on traçait à la craie une inscription devant servir d'indication aux incendiaires qui passeraient : ne pas incendier, braves gens ou vieilles personnes.

Dans le quartier de la porte de Malines : une auto s'arrêtait vers 10 1/2 heures ; une femme vint implorer pour son vieux père octogénaire et impotent. Elle fut écoutée et obtint grâce : un lieutenant du

nom de Breitfus inscrivit à la craie sur la porte : Ici demeure un vieillard de quatre-vingts ans ; ne pas incendier : et il apposait sous ces mots sa signature. Un habitant du quartier, voyant cet officier accessible à des sentiments d'humanité, obtint que sur diverses maisons quelques mots furent tracés, qui devaient les préserver de la destruction ; puis l'officier lui remit le morceau de craie dont il s'était servi, et embrassant d'un geste large toute la ville, il dit : « Tout brûler ! Tout brûler ! Tout brûler ! ».

La grand'place fut également sauvée de l'incendie ; un de ses habitants, homme d'âge, resté chez lui, voit tout à coup la place garnie de soldats. Il sort, mais un soldat vient à lui qui lui dit : « Hâtez-vous, partez, tout va être incendié » et lui désignant d'un geste un capitaine, ajoute : « Voilà le capitaine de la compagnie chargé d'incendier la place. » Il s'avance alors vers ce capitaine du nom de Kestner, qui lui montre des papiers, et dit : « Voici un ordre et voici mon plan » ; il avait effectivement par devers lui un plan de la place. Le capitaine consent à ce que son interlocuteur aille trouver à la gare du chemin de fer, qui était la « Kommandantur », son chef le major von Sommerfeld. Le capitaine lui avait donné une demi-heure ; une heure et demie s'écoula avant qu'il pût joindre le major à qui il demanda d'épargner les maisons de la place et les rues avoisinantes. Le major donna au militaire qui accompagnait le parlementaire un ordre verbal bref : La place et les rues avoisinantes seraient épargnées.

Le capitaine avait attendu ; quand l'ordre lui fut transmis, il rassembla son monde et s'en fut. Une maison fut épargnée parce que le concierge suppliait les incendiaires leur faisant accroire que son maître, directeur de fabrique, était allemand. Mais c'étaient là des concessions isolées. L'exécution du plan concerté de destruction de la ville se poursuivait, dans chaque quartier, dans chaque rue.

Massés en rangs serrés sur les remparts de la vieille enceinte, des soldats allemands contemplaient le spectacle de la ville en flammes.

Vers le soir les troupes regagnèrent leurs cantonnements de Lebeke et de St-Gilles. A ce moment, la ville était un brasier ; la population entière s'était retirée ; les impotents avaient été transportés dans une ambulance située à l'abri de cet immense foyer ; seuls quelques rares habitants, tenaces, restaient encore. La nuit durant, le feu continua son œuvre, et le désastre s'étendait toujours. Le dimanche matin les flammes atteignaient encore des immeubles préservés jusque-là et détruisaient l'abbaye des Bénédictins et la Banque Nationale. Le lundi quelques courageux citoyens rentrés en ville, firent manœuvrer des pompes ; une patrouille vint les disperser ; les sauveteurs furent emmenés prisonniers.

Quand l'incendie se fut éteint, la ville était presque entièrement détruite : des usines, les écoles, l'académie des beaux-arts, des couvents, l'orphelinat, les banques, l'hôtel des postes, des quartiers ouvriers, des habitations bourgeoises, des rues entières, n'étaient plus que des monceaux de ruines, et des murs calcinés.

Le 7 septembre, un train louement chargé de butin, quittait la gare de Termonde, dans la direction de Bruxelles.

*
* *

A un religieux qui dans la matinée du 5 septembre voulait quitter la ville, et fut arrêté au pont de l'Escaut, des soldats avaient dit : « Il brûlera ici. Il sera fait ici comme à Louvain, à Malines et à Aerschot. Tout sera rouge ici. »

Cette sinistre prédiction était accomplie.

Le dimanche 6 septembre, le général Grönen, toujours cantonné à Lebbeke, fit appeler le Bourgmestre et lui annonça son départ pour le lendemain, lui dit : « Je vais mettre le siège devant Gand, et si la ville me résiste comme Termonde, vous entendrez le canon et vous verrez le feu la détruire de fond en comble. »

Termonde portait donc le châtiment de la résistance de l'armée belge à l'invasion allemande.

*
* *

L'hôtel de ville, les deux églises paroissiales, le musée, le palais de justice, n'avaient pas été atteints. Mais après la journée du 5 septembre la ville subit encore plusieurs bombardements, qui accentuèrent la dévastation. Le 17 septembre une bombe toucha la tour de l'hôtel de ville, elle prit feu et tout l'édifice brûla. Le 16 octobre, le palais de justice fut détruit par le feu ; un incendie y avait été allumé, soit volontairement, soit par imprudence ; des troupes allemandes y avaient pris quartier.

Après tous ces événements, des 2.053 immeubles que comptait la ville à l'intérieur des fortifications, il n'en restait guère qui fussent intacts : 1.252 avaient été brûlés, presque tous au cours de l'incendie du 5 septembre ; 713 avaient été plus ou moins sérieusement endommagés, soit par l'incendie, soit par les bombardements ⁽¹⁾.

CANTON D'ALOST.

Alost.

Une compagnie allemande surprise le 12 septembre 1914, sur la route d'Alost à Gand par des auto-mitrailleuses belges, eut un homme tué. Aussitôt 5 maisons voisines furent incendiées et les hommes trouvés dans ces maisons forcés de se placer au milieu de la rue, les bras en l'air. Deux d'entre eux, Remy Van Droogenbroeck et Charles d'Herde, qui voulurent fuir, furent tués. Les autres durent rester au milieu de la rue, tandis que les Allemands se cachaient derrière les arbres ou dans les fossés.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 57.

Cependant les auto-mitrailleuses belges revinrent à la charge, tuèrent un officier allemand et blessèrent malheureusement plusieurs civils. Leurs camarades voulurent éviter le danger en se couchant à terre comme le faisaient les soldats allemands, mais ceux-ci s'y opposèrent par la violence. Quand le feu cessa les Allemands se retirèrent sur Alost et Erenbodegem emmenant les civils qui ne furent relâchés que plus tard. Le hauptmann qui commandait les troupes allemandes prétendit (témoin Van Muylen) qu'il n'avait exposé les civils au feu que parce que ceux qui montaient les autos étaient des gardes-civiques, à ses yeux des civils. Le nom de ce hauptmann semble être Hauck.

Le 26 septembre, une patrouille allemande mit le feu à la rue dite Binnenstraat. Collin, François, fut tué de 7 coups de baïonnette et De Spiegeleer, Edouard, de deux coups de fusil.

Le 27 septembre, après un bombardement qui occasionna la mort de plusieurs hommes, femmes et enfants, un contingent allemand, appartenant au 27^e régiment d'infanterie de la Landwehr, pénétra dans Alost, principalement par la Driesleutelstraat (rue des trois clefs). Leur objectif était le pont établi sur la Dendre au lieu dit Zwarte Hoek et défendu par des soldats belges qui s'étaient retranchés sur la rive gauche. Les Allemands commencèrent par mettre le feu à plusieurs maisons ; un de leurs chefs, le oberleutnant Karl von Kohlenberg fut tué par la chute d'une corniche. Les civils qui s'étaient cachés dans leur demeure en furent violemment arrachés et chassés sur la rue. Quelques-uns furent tués sur place ou près de leur maison, les autres furent contraints de précéder les soldats qui s'avançaient vers le pont et à leur servir de bouclier. Deux civils qui voulurent fuir furent abattus. Dans ces conditions furent tués Van der Meulen, Jean (blessé et achevé à coups de crosse) Demol, Gustave (achevé à coups de baïonnette), Demol Triphon (frère de Gustave), Demoor, Frans, Van Heddegem, Guillaume, Devos, Joseph, Van Dalen, Charles-François, Dewitte, Wilfried (16 ans), Saeys, Charles-Louis et Uyttersprot, Alphonse. Plusieurs habitants furent grièvement blessés ; trois d'entre eux, dont un enfant de 9 ans, moururent des suites de leurs blessures. Un autre civil, Van Nuffel, Jacques, avait été tué à l'arrivée des Allemands. Onze autres civils furent emmenés par les Allemands vers un terrain situé rue Geldhof où 9 d'entre eux furent massacrés à coups de fusil, coups de baïonnette et coups de crosse, les deux autres civils furent laissés pour mort sur le terrain ; l'un des deux Matthieu mourut d'ailleurs le lendemain des suites de ses blessures. L'autre blessé (Van Nieuwenhove) guérit. Furent tués Van Winne,

Jean-Baptiste, Bosteels, Jean-Octave, De Groodt, Pierre, Denil, Joseph (18 ans), Geeroms, Edouard (avait la gorge coupée), Marincx, Robert, Pijck, René, Van Geert, Frans et Van Driessche, Frans.

Le lendemain, 28 septembre, les Allemands, sous le commandement du général von Meyer, pénétrèrent définitivement dans Alost, ville ouverte, après l'avoir bombardée la veille et le jour même. Ils se livrèrent aussitôt au pillage des maisons abandonnées. Ce pillage dura plusieurs jours. Les rares habitants qui n'avaient pas fui furent enfermés dans une fabrique et dans la gare du chemin de fer.

Le 29 septembre une patrouille de uhlans rencontra sur la route un habitant de Zele du nom de De Pauw, Victor, ainsi que deux habitants d'Alost.

Les 3 hommes furent emmenés jusqu'à la distillerie Dankaert où se trouvait un fort contingent de soldats. Tous paraissaient ivres. De Pauw fut dépouillé de ce qu'il avait sur lui (argent et montre) et forcé de creuser une fosse, après quoi il fut abattu au pied d'un mur et aussitôt enterré. Les deux autres civils furent conduits à la gare du chemin de fer où l'un d'eux, Cardon, Pierre, fut exposé pendant 7 jours, les habits déchirés et à moitié nu, pendant que des troupes passaient continuellement. Au-dessus de sa tête se trouvait un écriteau portant le mot « geschossen ».

Le 30 septembre 1914, le civil Van Gijsegem, Charles, qui rentrait chez lui après le bombardement, fut tué sur la route de Gand.

Pendant l'occupation, les habitants d'Alost eurent particulièrement à souffrir des brutalités d'un adjudant, plus tard ortskommandant, du nom de Sanguinetto, professeur à Spandau. Ses méfaits sont nombreux. Du 21 juillet 1917 au 16 octobre 1918 il se livra, notamment de concert avec le major Almenröder au pillage de la maison de Callebaut, Prosper; vins, antiquités, tout fut emporté. Chez un autre habitant, où il avait ses quartiers, il s'est fait façonner des meubles, qu'il a expédiés en Allemagne. Sous son commandement, les réquisitions d'hommes, faites sous la forme de chasses à l'homme dans les rues étaient fréquentes. Il arrivait qu'on allait prendre les jeunes gens pendant la nuit dans leur lit; ils étaient transférés à la Gendarmerie en attendant leur départ pour Sedan ou ailleurs. Sanguinetto avait donné l'ordre de tuer ceux qui tenteraient de s'évader; deux jeunes gens, l'un le 8 juin 1918, l'autre le 4 août 1918, voulurent fuir pendant le trajet de la caserne

de la Gendarmerie à la gare. Ils furent abattus et tués. La population voulut les secourir. Mais elle fut brutalement écartée, avec des mots grossiers à l'adresse des mourants ⁽¹⁾.

Une femme, Schoen, Amandine, qui ramassait un peu de bois près du dépôt allemand des bois, fut tuée sans sommation d'un coup de feu. jusque là les soldats avaient laissé faire; on ignore si l'ordre d'être plus sévère, qui venait d'être donné, émanait de Sanguinetto, mais il était bien dans sa manière.

Sanguinetto a infligé à la population d'Alost des punitions collectives fréquentes, notamment à l'occasion d'évasions de travailleurs; elles consistaient dans la défense de sortir de chez soi le dimanche à partir de trois heures, et dans la fermeture générale de tous les lieux publics.

Ses appels à la population pour les réquisitions étaient toujours comminatoires. L'un d'eux se terminait par les mots: « qui ne veut entendre, sentira. » Un autre disait: « Aucun des pêcheurs ne restera impuni. Donc livrez. » Il faisait afficher sur les murs de la ville que si la population ne voulait pas être ruinée elle n'avait qu'à obéir.

Cette sévérité brutale s'étendait à tout le ressort de la Kommandantur. Le bourgmestre d'Ottergem a été incarcéré pendant 33 jours pour répondre de l'insuffisance des livraisons de grains réquisitionnés dans sa commune. Pendant sa détention, une troupe de soldats s'introduisit chez lui et, par effraction, vola tout ce qu'il possédait en argent et en bijoux. Un rentier, dont la cave était réputée, avait fourni sur réquisition 300 bouteilles de vin. Sur l'ordre de Sanguinetto on fit des fouilles dans la maison et on découvrit des milliers de bouteilles, des cristaux, des objets d'art; le tout fut emporté.

Sanguinetto est professeur à Spandau. Il fut aidé dans son œuvre de brutalité par le major Almentödel et les soldats Berghmann et Lenskens dont notamment les civils Huylebroek, François et Willems, Clémentine furent les victimes ⁽²⁾.

Berlaere.

Lors de leur arrivée à Berlaere, les troupes allemandes appartenant aux 73^e et 74^e régiment d'infanterie de Hanovre, aux 1^{er} et

⁽¹⁾ Voir annexe N° 58.

⁽²⁾ Voir annexe N° 58.

2° bavarois et aux 43° et 44° régiment d'artillerie, dans la nuit du 7 au 8 octobre 1914, se livrèrent au pillage général de la commune. Lorsqu'ils partirent pour marcher sur Lokeren, ils encadrèrent leurs troupes de civils.

Lede.

En septembre 1918, une troupe de soldats sous les ordres du gendarme Bittner, Auguste, de la Kommandantur de Wetteren, fit l'assaut de l'habitation des époux De Sadeléer à l'effet de se saisir d'un déporté évadé. Celui-ci Rasschaert, Clément, ayant été aperçu à la fenêtre fut tué d'un coup de fusil.

III. — CANTON DE TAMISE.

Cruybeke.

Le 9 janvier 1917, un soldat non identifié de la Landsturm Inf. bataillon Arolsen XI, 1^e, 3^e compagnie, tua le civil De Coster, Adolphe, sans raison connue.

IV. — CANTON DE SAINT-NICOLAS.

Saint-Nicolas.

Le 15 octobre 1918, le gendarme Hannewinkel ou Annewinkel de Brême, rencontrant sur la grand'route, le civil Wilsens, qui se rendait à Nieukerke afin de se soustraire aux réquisitions, l'abattit d'un coup de fusil, sans autre forme de procès.

Belcele.

Le 6-7 juin 1918, les gendarmes Iefler et Schotts, arrivant près de la ferme Haentjens à Belcele, et voyant la famille Haentjens réunie sur le seuil de la porte, se mirent brusquement à tirer sur eux sans la moindre raison. Les deux fils Haentjens furent blessés. La mère qui n'avait pas été atteinte, fut l'objet de violences.

Sinay.

Le 7 août 1917, le civil Laekeman, réquisitionné, s'étant évadé, fut rencontré par une patrouille allemande. Comme il faisait mine de fuir, il fut abattu d'un coup de feu par le soldat Stoffel, Frantz.

V. — CANTONS DE ST-GILLES, LOKEREN, WETTEREN ET ZELE.

Rien de particulier à signaler dans ces cantons, sauf les faits suivants. A Saint-Gilles, un civil du nom de Naessen, François, de Stekene, fut tué sans sommation par une sentinelle au moment où il franchissait la frontière; à Saint-Paul, un civil nommé Rietveld, Léopold, fut abattu par un soldat inconnu, parce qu'il ne s'était pas arrêté immédiatement sur sommation. Certains voisins déclarent néanmoins que le soldat n'a pas fait de sommation.

A Exaerde, un civil du nom de Demeester se rendant à son champ fut tué par un soldat de la marine qui le suivait. L'auteur de ce fait dont le nom est resté inconnu, semble avoir été puni par les autorités allemandes.

A Wetteren, une femme du nom de Willems, Marie, Marie, fut rouée de coups, notamment par l'avocat Oswald Adam, bourgmestre de Duringe (Leipzig), et subit 52 jours d'emprisonnement pour avoir donné une paire de chaussettes à deux soldats français prisonniers et avoir refusé de faire connaître les noms des autres habitants qui s'étaient approchés des prisonniers.

A Calcken, le lieutenant Colpack ou Kolpack arrêta un certain nombre d'habitants que l'on soupçonnait d'être affiliés à un service de renseignements. Le bourgmestre et son frère furent odieusement maltraités. Les civils arrêtés subirent 20 jours de détention et furent journellement frappés par Colpack et par ses hommes parce qu'ils refusaient de donner des renseignements sur l'organisation de ce service.

A Zele, le 17 ou 18 novembre 1917, un civil nommé Vanden Steen, Auguste, qui avait été réquisitionné et s'était évadé, fut découvert dans une laiterie et y fut tué à coups de fusil.

A Berlaere, une jeune fille, âgée de 16 ans, fut rouée de coups pour avoir donné une paire de bas à un soldat français, prisonnier évadé. Elle fut incarcérée pendant 52 jours parce qu'elle ne voulait pas faire connaître les autres personnes qui avaient prêté assistance au prisonnier.

VI. — CANTON D'OOSTERZEELE.

Baeleghem.

Les troupes allemandes commirent de nombreuses exactions à Baeleghem et y pillèrent un grand nombre de maisons. Ils commirent notamment des vols au préjudice des magasins communaux.

et du Comité d'alimentation. Lors de leur retraite, en novembre 1918, ils pillèrent le château Verbruggen.

Le 30 septembre 1918, des soldats appartenant au poste de Sottegem, dont un nommé Schröder était le chef, venus pour la réquisition des hommes valides tuèrent à coups de fusil le civil Van den Berghe, Léonce, qui avait pris la fuite. Le 4 novembre 1918 des soldats appartenant à l'Ortscommandantur de Baeleghem tuèrent dans des circonstances analogues, le civil Van Temsche, Joseph.

Dickelvenne.

De octobre à novembre 1918, les Allemands, avant la retraite, se livrèrent au pillage systématique du village enlevant toute la récolte et tout le bétail.

Bottelaere.

Pendant l'occupation : vols, extorsions et pillages pour une valeur d'environ 500.000 francs.

Gavere.

Au moment de la retraite, pillage général de la commune et notamment de deux châteaux, et enlèvement des collections d'objets d'art qu'ils contenaient.

Melle.

Le 7 septembre 1914, un combat s'engagea sur la chaussée de Quatrecht à Melle entre des troupes belges et des troupes allemandes placées sous le haut commandement du général von Böhm. Les habitants de Melle qui n'avaient pas pris la fuite s'étaient cachés dans les caves. Les Allemands, lorsqu'ils pénétrèrent dans le village, arrachèrent les habitants de leur abri, brutalisèrent hommes, femmes et enfants et tuèrent à coups de fusil 8 personnes, notamment Standaert, Louis; la Veuve Tondelier; Monsecour, Henri; De Boever, Maurice; Vermeiren, Auguste; Smesman, Théophile et les deux frères De Visscher. Le jeune De Boever fut tué sous les yeux de son père. Douze habitants, dont deux femmes et un enfant en bas âge, furent grièvement blessés. En même temps les Allemands mirent volontairement le feu au village, 46 bâtiments devinrent ainsi la proie des flammes. Le cadavre du

civil De Boever fut réduit en cendres par les flammes. Un soldat belge, blessé, fut brûlé vivant. De plus, tout le village, châteaux et fermes, fut livré au pillage.

Comme toujours, les Allemands, pour justifier leurs actes, prétendirent que des civils avaient tiré sur leurs troupes.

Au moment du combat, les Allemands s'emparèrent aussi d'un certain nombre d'habitants de Melle qu'ils placèrent de 10 à 3 heures devant leur artillerie. Parmi eux se trouvaient l'agent de police Temmerman et ses 3 fils. L'un de ceux-ci fut blessé à deux reprises. Après le combat, un groupe d'une douzaine d'habitants fut forcé de se promener en long et en large sur la route de Wette-ren que les Allemands devaient suivre. La nuit ils furent enfermés, comme otages, dans une cave ⁽¹⁾.

Les auteurs des crimes commis à Melle sont des soldats des 162^e et 163^e régiments d'infanterie, commandés par le général von Böhm.

Cf. rapport du bourgmestre confirmé par l'enquête judiciaire.

Gysenzele.

Pendant le combat de Quatrecht, le 7 septembre 1914, le nommé Botte, Camille, habitant de Gysenzele, fut forcé par les Allemands de se placer devant leurs troupes. Il fut tué d'une balle.

En 1918, à une date non déterminée, un habitant du nom de De Clercq, Octave, se rendant de nuit au moulin pour faire moudre du grain, fut tué sur la route sans autre forme de procès.

En avril 1918, les autorités allemandes, sous prétexte de fournir des charbons à la Commune se firent remettre une somme de 5.000 francs. Les charbons ne furent pas fournis et la commune ne parvint pas à se la faire rembourser.

Lors de la retraite : vols et enlèvement de tout le bétail.

Gontrode.

Le 12 octobre 1914 et les jours suivants, les troupes allemandes se livrèrent au pillage de nombreuses maisons, de la villa Maes contenant une collection de livres précieux, et de la campagne de Beyer à Gontrode.

Lemberge.

Lors de la retraite allemande (28 octobre 1918) enlèvement systématique du bétail.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 59.

**Melsen, Moortzele, Munte, Oosterzele, Schelderode,
Scheldewindeke, Semmersaeke et Vurste.**

Dans ces villages, les Allemands, d'après les rapports des autorités communales, commirent de nombreux vols de chevaux, bétail, instruments agricoles, meubles et marchandises.

VII. — CANTON DE LOOCHRISTY.

Loochristy.

En octobre 1914, à leur arrivée dans la commune de Loochristy, les Allemands se livrèrent, suivant leur habitude, au pillage systématique des maisons abandonnées par les habitants que le bruit des exploits commis par leurs troupes à Louvain et à Termonde avaient mis en fuite. Plusieurs coffres-forts furent fracturés et consciencieusement vidés. Le montant des vols commis à Loochristy s'élève à 145.443 fr. 90.

Mendonck.

Lors de leur retraite, les marins du 5^e régiment se livrèrent au pillage de la commune.

Wynckel.

Les troupes allemandes, lors de leur arrivée en 1914 se livrèrent au pillage systématique des maisons abandonnées.

Lors de leur retraite, ils se livrèrent au pillage systématique de tout le village.

Pendant l'occupation : de nombreux vols.

Wachtebeke.

A signaler : un vol de 400 fr., commis en 1918 par l'agent de la police secrète Graff, sous prétexte de perquisition.

Lors de leur retraite en 1918, les soldats des 74^e et 79^e Landwehr pillèrent le village. Des civils qui voulaient s'opposer au pillage furent roués de coups.

Saffelaere.

Le 8 décembre 1915, des soldats allemands, venus pour réclamer le paiement d'une amende, abattirent à coups de revolver le

fermier Van Pottelsberghe, Jean, qui ne s'exécutait pas assez vite à leur gré.

VIII. — CANTONS DE GAND.

A Gand, les Allemands, à part un nombre considérable de vols, dont l'un à main armée, ne se rendirent coupables d'aucun crime ou délit d'une importance particulière.

Parmi les vols commis à Gand, il convient de signaler ceux commis par le feldwebel Kadden, de Weller a/Ruhr, au détriment de M. le Baron Léon de Pelichy, (objets d'art, dentelles, etc.) de M. Ferdinand Feyerick (objets d'art) de M. de la Kethulle de Ryhove (bijoux), de M. l'avocat Van Wetter à Audenarde (objets d'art) et d'autres habitants. Tous ces vols eurent lieu au cours de perquisitions.

Tronchiennes.

Le 12 octobre 1914, des détachements du 262^e ou 263^e d'infanterie sous le commandement du hauptmann Titemann forcèrent 48 habitants, rencontrés dans la rue ou arrachés de leur demeure — notamment le commissaire de police, le notaire et l'instituteur — de marcher devant eux pour leur servir de bouclier contre les troupes belges.

Outre un grand nombre de vols, dont l'un à main armée, les Allemands se rendirent coupables de deux crimes de viol.

Le 2 novembre 1918, les troupes allemandes firent sauter, sans aucune raison d'utilité militaire, la tour de l'église de Tronchiennes; la tour de la chapelle de Luchteren a également été démolie sans aucune raison.

Mariakerke.

Lors de leur arrivée en octobre 1914, les troupes allemandes pillèrent la plupart des maisons de Mariakerke.

IX. — CANTON D'EVERGHEM.

Everghem.

Dans la nuit du 2 au 3 janvier 1918, deux soldats allemands sous prétexte d'une perquisition, pénétrèrent chez le fermier Van

den Steene, Charles, fracturèrent tous les meubles et enlevèrent tout l'argent qu'ils trouvèrent.

Dans la nuit du 7 au 8 janvier 1918, des soldats allemands ayant frappé à la porte et n'ayant pas obtenu de réponse, pénétrèrent violemment dans la ferme de Mestdach, Achille et se mirent à tirer sur le fermier. Celui-ci succomba après 10 jours à ses blessures.

Le 15 juillet 1918, dans la soirée, le nommé Van de Steene, Camille, rencontrant une patrouille le long de la route qu'il suivait, fut pris de peur et voulut s'enfuir. Il fut tué à coups de feu.

Le 27 octobre 1918, pendant les préparatifs de la retraite, un soldat allemand, sans aucune raison, tua d'un coup de fusil Roosen Joseph, âgé de 17 ans, qui se trouvait à quelques pas de sa demeure.

Le 2 novembre suivant des soldats allemands ivres tuèrent dans sa maison d'un coup de revolver, le civil Schepper, Honoré, et menacèrent sa femme et son fils de mort.

En plus l'enquête a constaté de nombreux vols avec effraction et à main armée et une tentative de viol avec violence.

Le 2 novembre 1918, avant de quitter la commune, les Allemands firent sauter à la dynamite, sans aucune nécessité d'ordre militaire, la tour de l'église paroissiale.

Desteldonck.

Toutes les habitations du village, abandonnées à cause du bombardement, furent livrées au pillage par les troupes allemandes.

Mont-Saint-Amand.

Les rapports officiels constatent de nombreux vols. Les vols ont été particulièrement fréquents pendant les deux mois précédant la retraite allemande.

Oostacker.

Le 1^{er} janvier 1918, sous le prétexte de procéder à une perquisition, 3 soldats allemands non identifiés se firent recevoir chez le fermier De Groene, et volèrent, sous menaces de mort, une somme de 400 francs.

Dans la nuit du 17 au 18 mars 1918, quatre soldats allemands non identifiés pénétrèrent violemment chez De Moerloose, Arthur, menacèrent celui-ci et sa femme de mort s'ils criaient, et s'emparèrent de tout ce qui leur tomba sous la main.

Le 8 février 1918, un soldat allemand inconnu, toujours sous le prétexte de perquisitionner, s'empara au préjudice du fermier Bonne, d'une somme de 750 francs pour laquelle il remit une quittance. Présentée à la Kommandantur cette quittance fut déclarée fausse.

Le 20 août 1916, des soldats allemands volèrent une somme de 1.289 francs au préjudice de De Wilde, Livin, qui passait sur la route de Wynchel. La victime fut rouée de coups.

Au moment de leur retraite, les Allemands détruisirent quatre ponts, le passage souterrain de la gare, plusieurs immeubles et une grande partie aussi de la gare.

X. — CANTON DE ASSENEDE.

Assenede.

A signaler que l'ortskommandant von Randau força les enfants Roegiers et L. De Jonghe d'ouvrir leur coffre-fort et se fit remettre le contenu de celui-ci consistant en une forte somme d'or et d'argent.

Selzaete.

Lors de la retraite, des soldats d'infanterie de marine volèrent toute la farine du Comité National; ils firent sauter le coffre-fort particulier d'un des échevins de la commune et en enlevèrent les valeurs et tout ce qu'il contenait.

Bouchaute.

Deux soldats allemands inconnus, à l'occasion d'une perquisition, extorquèrent une somme de 500 Mark à une vieille femme de 75 ans, Van Kerkhove, Dymphna.

Ertvelde.

(Meurtre Van de Veire, de Oost-Eecloo, voir cette commune, canton de Caprijke.)

XI. — CANTON DE SOMERGHEM.

L'enquête faite par M. le juge de paix de Somergheem au sujet des cas de violation du droit des gens dans son canton n'a pu être

complète. En effet, un grand nombre de civils lésés n'ont pas cru devoir faire connaître les extorsions et les vols dont ils ont été les victimes, estimant qu'il ne servait plus à rien de se plaindre. « Il résulte néanmoins de l'ensemble des faits relevés — ainsi que l'écrit le juge instructeur dans son rapport — que l'ennemi avait érigé le vol et le pillage à l'état de système. Apeurer les populations, les appauvrir, les ruiner même en volant leurs biens pour les revendre à des citoyens belges indignes de ce nom ou les envoyer en Allemagne pour s'enrichir de leurs dépouilles étaient les résultats que ces barbares cherchaient et qu'ils ont obtenus. »

Ursel.

A l'arrivée de l'ennemi à Ursel, le 13 octobre 1914, une partie des habitants prit la fuite. A leur retour, le 20 du même mois, ils constatèrent que les Allemands avaient enlevé un nombre considérable d'objets de toute espèce : trois témoins, entendus lors de l'enquête officielle faite par les autorités communales, ont déclaré avoir vu emporter les objets volés. Vingt-quatre maisons ont ainsi été pillées en partie.

En octobre 1918, lors de leur retraite, les troupes allemandes forcèrent les habitants à leur livrer tout le bétail de la commune.

Knesselaere.

Lors de leur retraite, les 17-21 octobre 1918, les troupes allemands pillèrent littéralement la commune. Ils enlevèrent chez 88 habitants tout ce qui était à leur convenance : vivres, récoltes, marchandises, chevaux, harnais, etc.

La fréquence de ces vols fut d'ailleurs une particularité marquante du temps d'occupation à Knesselaere : l'enquête n'a pas établi moins de 39 vols au détriment de la population civile.

Somerghem.

Mêmes méthodes que dans les villages voisins. Lors de l'arrivée des troupes allemandes : pillage de nombreuses maisons.

Pendant l'occupation : réquisitions sans bons valables ou avec des bons incomplets; vols et destruction partielle de nombreuses maisons.

Lors de la retraite : pillage des maisons et enlèvement de tout le bétail.

Bellem.

Lors de leur entrée en août 1914, les troupes allemandes pillèrent de nombreuses maisons.

Ronsele.

Lors de leur retraite, fin d'octobre et novembre 1918, les troupes allemandes se livrèrent au pillage de la commune.

Lovendeghem.

Pendant l'occupation, mais principalement au moment de la retraite, nombreux vols et extorsions. A signaler en particulier les vols d'objets d'art et d'antiquités commis au préjudice de Mme de Kerchove d'Exaerde et de M. Ladon.

Dans les derniers temps de l'occupation un soldat allemand, qui n'a pas été identifié, tua sans raison aucune, le Baron Dons, habitant la commune.

Meerendree.

Le 13 octobre 1914, arrivée des troupes allemandes : pillage général des magasins et boutiques de la commune.

Octobre 1918, retraite des troupes allemandes : enlèvement de tout le bétail.

Cf. le dossier de l'enquête faite par le juge de paix de Somerghem.

XII. — CANTON DE WAERSCHOOT.

Rien à signaler, sauf à Waerschoot, un vol de 800 francs commis en mai 1918, sous le prétexte fréquemment employé d'une perquisition.

A Sleydinge, 4 délits de vol, dont trois également au cours de prétendues perquisitions.

A Oostwinkel, incendié, le 20 octobre 1918, par les Allemands, de 11 habitations ou granges, sans aucune raison d'ordre militaire.

XIII. — CANTON DE EECLOO.

Eecloo.

A l'approche des Allemands beaucoup d'habitants de Eecloo prirent la fuite. Les maisons abandonnées furent pillées les 13 et 14 octobre 1914.

En 1918, au moment de leur retraite, les Allemands firent la chasse aux hommes valides afin de les emmener avec eux. Ils abat-tirent à cette occasion, d'un coup de fusil, le nommé Desmedt, François qui s'éloignait.

Adegem.

Le 14 octobre 1914, un soldat faisant partie d'un détachement de passage tua sans aucune raison un habitant du nom de Lekens, Norbert, qui passait sur la route. Quelques mois plus tard, une instruction judiciaire fut ouverte par la justice allemande. Le corps de Lekens fut exhumé et un médecin allemand procéda à l'autopsie en présence du secrétaire communal. L'instruction a établi que Lekens a été tué par une balle allemande. Mais l'auteur du crime ne fut pas découvert, ainsi que la justice allemande le fit savoir plus tard aux autorités communales d'Adegem.

L'arrivée des Allemands fut marquée par de nombreux vols simples et vols avec effraction et sous menaces de mort. Un grand nombre de maisons furent pillées. Les Allemands s'attaquèrent entre autres au coffre-fort de l'instituteur Guineberge. Ils le jetèrent du second étage sur la rue où ils le défoncèrent. Ils emportèrent tout ce qu'il contenait. Ils firent sauter à la dynamite le coffre-fort de Everard, Albert et en défoncèrent un second qu'ils jetèrent par la fenêtre. Ils défoncèrent et pillèrent également le coffre-fort du fermier Bouwens.

Maldegem.

En octobre 1914, les Allemands pénétrant à Maldegem se livrèrent au pillage de la commune. Ils enlevèrent toute la récolte et tout le bétail. Ils fracturèrent le coffre-fort de Gustave Tydgat et les 2 coffres-forts de Mme Veuve Walleyne. Au hameau Appelboom, un idiot inoffensif qui se promenait sur le chemin, fut lâchement abattu d'un coup de fusil tiré par un soldat allemand. Dans cette même commune plus de deux cents personnes ont eu à subir de

mauvais traitements accompagnés de menaces de mort, de la part d'un Feldmagazin-Inspector du nom de Buhr. Trois habitants, après avoir été dévalisés, ont été mis en prison pendant plusieurs semaines.

Au moment de leur retraite, les Allemands pillèrent le village.

XIV. — CANTON DE CAPRIJCKE.

Watervliet.

Le 27 août 1914, l'échevin Dujardyn, âgé de 70 ans, et le notaire Bekaert, bien que malade, furent pris comme otages par ordre du major von Hargniesz, du 5^e Régiment de Dragons, pour la seule raison que des aviateurs alliés, tombés à Watervliet, n'avaient pas été retrouvés.

En octobre de la même année, des otages furent pris à deux reprises parce qu'un prisonnier s'était évadé.

Sainte-Marguerite.

Le 25 février 1918, tous les habitants du faubourg Hondslinde, sous prétexte que des lumières avaient été aperçues, furent chassés à l'improviste de leurs demeures et durent se rendre dans les communes voisines. Tout le quartier fut ensuite livré au pillage. Après l'expulsion, les mêmes lumières reparurent. Plusieurs soldats allemands avaient prédit, notamment le 17 du mois, l'expulsion et le pillage. Un de ces soldats ajouta que le Ritmeister von Haelen (Ritmeister und Eskadronführer Drag. Reg. N° 20 Baden), à l'inter-vention de qui le général von Arnim donna l'ordre d'expulsion, était coutumier du fait. Il en avait agi de même en Roumanie.

En juillet 1917, le bourgmestre et un conseiller communal furent enfermés comme otages pendant 2 jours parce que des aviateurs alliés, descendus à Sainte-Marguerite, restaient introuvables. Le mois suivant ils furent arrêtés de nouveau et retenus en otage pendant 3 jours parce qu'un prisonnier s'était évadé dans une autre commune (Watervliet) et n'avait pas été retrouvé. D'autres civils qui n'occupaient aucune fonction publique furent pris en otage en septembre de la même année pour la raison que des aviateurs, tombés aux environs du village, n'avaient pas été découverts.

Oost-Eecloo.

Les Allemands tuèrent le civil Vande Veire. L'auteur du meurtre, le gendarme Fritz Muller, de la 118^e Mobil Etappenkommandantur d'Ertvelde était célèbre dans tout le canton, pour sa grande brutalité.

D'après le rapport des autorités communales, les Allemands commirent à Oost-Eecloo, pendant l'occupation près de mille vols simples et qualifiés.

Lors de leur retraite, ils enlevèrent tout le bétail.

Caprijcke.

Comme toujours, les Allemands, lors de leur arrivée, pillèrent consciencieusement toutes les habitations abandonnées par leurs propriétaires affolés.

Lors de leur retraite, ils enlevèrent tout le bétail et les récoltes.

De très nombreux délits d'escroquerie et de détournement furent commis au détriment des habitants sans défense par un officier du Vehbüro du nom de Baumann de la réquisition du bétail. Après s'être enrichi ainsi l'officier déserta et passa en Hollande.

XV. — CANTON DE NEVELE.

Aeltre.

A leur arrivée en 1914, les Allemands pillèrent toutes les maisons abandonnées.

Pendant l'occupation les habitants furent soumis à un régime de terreur. Tout était prétexte à menaces, amendes et emprisonnement. L'auteur responsable est l'Oberleutnant Sanguinetto, qui a laissé, dans toute la contrée (voir Termonde) les souvenirs d'une brutalité sans exemple.

Landeghem.

Les habitants de Landeghem eurent à subir, pendant l'occupation, des avanies sans nombre de la part du Gefreiter Esslinger qui se trouvait sous les ordres du Commandant von Reppert. Pendant le bombardement de la commune, en 1918, les Allemands vidèrent

à fond les maisons abandonnées et enlevèrent les meubles et autres objets en auto-camion.

Lootenhulle.

Le 17 octobre 1914, vers le soir, des soldats, en état d'ivresse tirèrent quelques coups de feu en l'air. Il s'ensuivit une panique parmi les autres troupes allemandes composées en grande partie de jeunes recrues, qui s'imaginèrent avoir à faire à une attaque anglaise. Les Allemands se mirent à tirer à tort et à travers et tuèrent ainsi trois civils : De Bruycker, Van de Kerchove et le secrétaire communal Schelstraete. Plusieurs soldats allemands furent également tués.

Lorsqu'ils remarquèrent qu'aucun soldat allié ne se trouvait dans les environs, les soldats allemands accusèrent les habitants d'avoir tiré sur leurs troupes et s'apprêtèrent à les châtier selon l'habitude. Ils se précipitèrent à l'assaut des maisons, enfonçant portes et fenêtres, brutalisant hommes, femmes et enfants. Heureusement à ce moment le colonel commandant von Basedow, s'étant rendu à l'évidence, parvint à maîtriser ses hommes par une intervention énergique, non sans péril pour sa propre sécurité ; néanmoins de nombreux habitants furent pris comme otages et une longue enquête eut lieu, au cours de laquelle il fut démontré qu'aucun civil n'avait pris part aux événements.

Lors de leur retraite, les Allemands pillèrent les communes de Aeltre, Hansbeke et Pouques.

Hansbeke avait déjà été pillé lors de leur arrivée en 1914.

XVI. — CANTON DE NAZARETH.

Lors de leur retraite en 1918, les Allemands pillèrent systématiquement les villages de La Pinte, Swynaerde et Deurle dépendant du canton de Nazareth.

XVII. — CANTON DE DEYNZE.

Deynze.

Au cours de l'occupation, un nommé Van Hecke, Florimond, qui longeait la route pour retourner chez lui, fut tué et dépouillé de son argent. Un autre civil qui l'accompagnait fut grièvement blessé. Une partie de l'argent volé sur Van Hecke fut plus tard restitué à sa femme.

Vers le moment de leur retraite, dans la deuxième quinzaine d'octobre 1918, les Allemands commirent à Deynze de nombreux vols de bétail, de récoltes, d'objets mobiliers, d'ustensiles, etc. Un de ces vols eut lieu au préjudice du Comité d'Alimentation. Les objets volés étaient chargés sur un train.

Vynckt.

Du 13-14 octobre au 15 novembre 1914, les Allemands se livrèrent au pillage de cette petite commune agricole : bétail, récoltes, vivres furent enlevés.

Quatre ans plus tard, le 19 octobre 1918, ils se livrèrent à un nouveau pillage général : 58 fermes furent pillées.

Leerne-Saint-Martin.

Il y a lieu de signaler pendant l'occupation, mais principalement au moment de la retraite, de nombreux vols d'objets mobiliers, de marchandises, de bétail, etc. Les Allemands pillèrent également le château de M. de Crombrugghe.

Olsene.

Du 18 au 22 octobre 1918 (avant la retraite) les Allemands se livrèrent au pillage du château Piers de Raveschoot.

Auteurs responsables, l'état-major du général Waldorf.

Fin octobre, pillage de l'habitation de Mme Mehens par un oberleutnant de l'état-major du général von Poseck.

Grammene.

Le 18 octobre 1914, un des officiers qui avaient logé au presbytère ayant oublié un képi, un soldat vint pour le reprendre. Il y rencontra le bourgmestre Baerens qui lui offrit un verre de liqueur ainsi qu'à son voisin. Baerens remplit trois verres d'une bouteille qui se trouvait sur la table et qu'il croyait contenir du genièvre. C'était de l'ammoniaque. Tous trois en burent. Se croyant empoisonné le soldat tira sur Baerens, qui tomba mort. Le soir des officiers et des soldats allemands, sur l'ordre du général von Hünen, revinrent à Grammene et mirent le feu au presbytère qui brûla avec tout ce qu'il contenait.

Petegem.

Comme dans toutes les autres communes des environs, les Allemands livrèrent le village de Petegem au pillage lors de leur retraite.

Machelen.

Le 20 octobre 1918, les Allemands, avant de partir, pillèrent la maison du receveur communal et s'emparèrent des fonds appartenant à la Commune.

XVIII. — CANTON DE CRUYSHAUTEM.**Heurne.**

Lors de leur arrivée, en octobre 1914, un habitant de Huysse, Schiettecatte, Remi, qui passait le long de la route sur le territoire de Heurne, fut abattu sans motif à coups de revolver. Il fut achevé à coups de crosse de fusil.

Huysse.

Lors de leur arrivée, en octobre 1914, les Allemands rencontrèrent un civil du nom de De Paepe, Camille. Ils l'abattirent d'un coup de fusil.

Mullem.

Le 13 octobre 1914, des patrouilles allemandes, rencontrant le civil Thienpont, Venance, de Mullem, sur la route d'Audenaerde, l'abattirent d'un coup de feu et l'achevèrent à coups de crosse.

Cruyshautem.

Les Allemands au moment de leur retraite se saisirent à Cruyshautem de tous les hommes de 16 à 35 ans. Chaque maison fut fouillée. Les habitants qui fuyaient étaient abattus à coups de feu. Deux civils, Van Thuyne, Gentil, et D'Haene, Achille, furent tués dans ces conditions.

Wannegem-Lede.

Lors de leur arrivée en 1914, les Allemands procédèrent à l'enlèvement du bétail et des récoltes.

Lors de leur retraite en 1918, les Allemands forcèrent tous les hommes de 17 à 45 ans à marcher devant leurs chevaux, les menaçant de mort. Un jeune homme, Van Gheluwe, Léon, est mort des suites des mauvais traitements endurés, un autre, à la suite des actes de violence dont il avait été l'objet, dut subir une grave opération chirurgicale.

Les ordres étaient donnés par l'Ortscommandant Faber, de la 172^e Ortscommandantur Wurtembergeoise.

Au moment de leur retraite, les Allemands pillèrent totalement ou partiellement les communes de Auweghem, Cruyshautem, Heurne, Huysse, Mullem, Nokere et Wannegem-Lede.

ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE D'AUDENARDE.

XIX. — CANTON DE NINOVE.

Denderwindeke.

Un crime à signaler : le meurtre, sans aucune raison, du civil Van Wilderode, Charles, le 1^{er} novembre 1918, par le soldat Massfeld, du 5^e escadron de dragons.

XX. — CANTON DE GRAMMONT.

Sarlardinghe.

Le 2 janvier 1915 des soldats allemands abattirent à coups de revolver, le nommé De Geyter, qui leur avait été signalé, et qui avait pris la fuite à leur approche.

De Geyter était soldat belge ; victime d'un accident au début de la guerre, il se tenait caché chez lui.

Santbergen.

Le 8 décembre 1917, l'Allemand Clauser, chef piocheur au chemin de fer à Lessines, tua sans motif aucun, le civil Anthéunis, Cyrille, de Santbergen.

CANTON DE GRAMMONT.

Le martyr des enfants de Nederboulaere, Overboulaere et Grammont.

En décembre 1917, un civil du nom de Rasquin, travaillant pour les Allemands au chemin de fer de Grammont, voulut chasser,

— afin que seule sa femme pût jouir de cette faveur — des femmes et des enfants qui, par suite de la pénurie des charbons, s'occupaient de recueillir près des voies les résidus de houille provenant des locomotives. Il en résulta une querelle et Raskin fut atteint par une pierre, jetée par un gamin. Il alla se plaindre à un fonctionnaire allemand du nom de Max Randohr, attaché à la police secrète, qui revint avec lui et chassa tout le monde. Immédiatement de nombreuses perquisitions eurent lieu dans les environs et le 15 décembre et jours suivants un grand nombre de femmes et d'enfants furent arrêtés et enfermés dans des cellules sombres. Toutes ces femmes restèrent 3 jours sans boire ni manger, dormant sur le plancher sans aucune couverture, alors que l'on se trouvait au cœur de l'hiver. La plupart d'entre elles furent menacées de mort et frappées à coups de poing et à coups de cravache. Toutes furent interrogées par Randohr sur le point de savoir qui avait jeté la pierre par laquelle Rasquin avait été atteint. Elles l'ignoraient. Seule parmi les témoins entendus, une femme Slinckx, Hélène, arrêtée 3 ou 4 jours après la plupart des autres femmes, notamment le 19 décembre 1917, fut interrogée par Randohr afin qu'elle désignât ceux qui avaient coupé le fil des signaux du chemin de fer. Elle ignorait le méfait et ne put indiquer ses auteurs. Les femmes arrêtées furent relâchées, les unes au bout de quelques jours, les autres après un mois et plus. Le 15 mars suivant 4 d'entre elles furent arrêtées pour subir une peine d'emprisonnement (3 eurent à subir 3 mois et une 2 mois) à laquelle elles avaient été condamnées à leur insu.

Dans l'entretemps, cette affaire avait pris une importance plus grande, les Allemands ayant rattaché à l'affaire des sévices contre Rasquin, un prétendu attentat contre la circulation des trains et notamment le dérangement de la signalisation sur le territoire des communes de Overboulaere et de Nederboulaere.

Un grand nombre d'enfants de Overboulaere, de Nederboulaere et de Grammont furent arrêtés, jetés dans des cachots et maltraités de la façon la plus odieuse. A la suite des coups, des menaces, des tortures, les premiers enfants arrêtés en accusaient d'autres, qui, arrêtés et torturés à leur tour, désignaient d'autres camarades, qu'ils savaient aussi innocents qu'eux et qui venaient prendre leur place entre les griffes du tortionnaire ou augmenter encore le nombre des victimes. Poussés par le désir d'échapper à des tortures journellement renouvelées, la plupart des enfants avouèrent, les uns assez rapidement, les autres après un temps plus long, les méfaits que Zahn et Randohr voulaient leur imputer. Les Allemands voulaient

également faire avouer par les enfants que, soit le bourgmestre, soit le curé, les avait engagés à détériorer les signaux : ils nièrent toujours, n'étant coupables de rien. Mais quelques-uns d'entre eux, à bout de forces, finirent par se mettre d'accord pour dénoncer deux habitants de Nederboulaere, les nommés Geerts, Albert, et Vander-mynsbrugge, Jean-Baptiste, comme étant les instigateurs de leurs méfaits. Ils furent confrontés avec les enfants devant le Conseil de Guerre allemand ; ceux-ci alors se rétractèrent, avouant ne les avoir accusés que pour échapper aux coups et aux tortures. Ils furent néanmoins condamnés tous deux à 5 ans d'emprisonnement. Quatorze des plus âgés parmi les enfants ainsi martyrisés, — tandis que les plus jeunes pris au hasard, purent retourner chez eux, — furent également traduits devant le Conseil de guerre, qui les condamna, tout en ayant eu connaissance des tortures qu'ils avaient endurées et des moyens employés pour leur arracher des aveux, à des peines variant de 2 à 3 ans d'emprisonnement. Le martyre de ces enfants fut épouvantable.

Sept des victimes sont originaires de Nederboulaere. Le 10 décembre 1917, ils reçurent l'ordre de se rendre à 7 heures du soir au bureau de la Feldpolizei, à Grammont. Mais comme toute circulation était interdite à partir de 8 heures le policier qui était venu apporter l'ordre, engagea le secrétaire communal à inviter les enfants à se rendre à la convocation à 6 heures afin qu'ils pussent rentrer le soir avant 8 heures. A 6 heures, le garde champêtre de Nederboulaere accompagna les 7 enfants à la police. Mais au lieu d'être relâchés au bout de quelques instants, ils furent jetés dans des cachots noirs sans un seul mot d'explication.

C'était encore une façon de procéder relativement très douce. Tous les enfants ne furent pas arrêtés avec cette mansuétude. Voici la déposition, faite sous serment, d'un enfant de Overboulaere, Vidts, Albert, âgé, au moment où les faits se sont passés, de 12 ans environ :

Ik ben aangehouden geweest door de twee detectieven. Ze passeerden voor ons huis en zagen op de gezinskaart hangende aan de venster, — volgens duitsche bevelen —, dat er bij ons een jongen was van twaalf jaar : het was ik. Ze pakten mij vast, bonden mij met een « leer » rond den hals, hetwelk zij vast maakten aan de zadel van hunnen velo. Dit was de « Witten » die zulks deed, hij sprong dan op zijn rijwiel, en ik moest achter dien velo loopen, zooals men zou doen met eenen hond. Ik heb zoo moeten loopen van de school te Overboulaere tot aan de Gendarmerie te Geeraardsbergen, een kwart uurs ver. Ik ben onder weg tweemaal gevallen omdat hij te rap reed en ik hem niet kon volgen. Ik ben met mijn vinger in de wielen gevallen en men ziet nog de merkteekens van de kwetsuur.

Aangekomen in de Gendarmerie gaf de « Witten » mij twee kaakslagen in 't aangezicht, ik wist dan nog niet waarvoor ik aangehouden was, want hij hat gezeid dat ik op twee uren tijds terug in 't huis zou geweest zijn bij mijne ouders.

Hij heeft mij dan in eene donkere cel gestoken, ik wist nog altijd niet waarom.

Hij heeft dan zelf het deksel, bedding en de stooft uit die cel gepakt en buiten gezet. Hij heeft mij daar alleen gelaten. Er was daar zelfs geene plank om op te slapen, ik heb mij op de bloote steenen moeten leggen. Ik ben de naam niet van die « Witten ». Het was dan rond 9 1/2 uur 's avonds. Rond 10 uur 's avonds is hij mij komen roepen om mij te onderhooren. Hij zei dat ik den draad van den ijzeren weg had afgesneden en dat ik de vijzen van de rails los gedraaid had. Hij beweerde dat ik den ijzeren draad der signalen had afgesneden en op eene andere plaats was gaan vastmaken en dat ik ook de vijzen der riggels van de spoorbaan had losgedraaid. Dat was valsch en hij had niet het minste bewijs dat ik zulks gedaan had. Hij zegde niet waarop hij zich steunde om mij te betichten. Ik loochende natuurlijk want ik was onplichtig, ik was ook veel te jong om zulke feiten te bedrijven des te meer dat die feiten volgens hij mij zeide zouden moeten gebeurd zijn om 12 ure 's nachts.

Dit verhoor greep plaats in zijn bureel. Omdat ik loochende pakte hij mij den hals en wierp mij met groot geweld eerst tegen de stooft en dan op eene kas. Ik bloedde fel aan de bovenlip en aan het voorhoofd, waar ik gekwetst was.

Hij heeft mij dan eenen handdoek gegeven om mijn bloed af te kuischen. Hij zegde dan dat ik moest mijne plichtigheid gekennen. Dan heeft hij mij vastgepakt, mijn hoofd tusschen zijne beenen gestoken en met een gevlochten lederen riem, een soort van cravache, op mijn achterste geslagen boven mijne kleeren. Ik was niet ontbloot.

Hij heeft mij dan weer in de cel gestoken, gaf mij een doek om aan mij hoofd te binden, doch kwam seffens hem weerom aftrekken. Hij is dan eenige minuten nadien teruggekeerd en heeft het venster-raam uitgenomen. Het sneeuwde, het was schrikkelijk koud en ik lag daar op de steenen. Hij deed dit alles om mij te doen bekennen.

Hij heeft mij dan 's anderdaags en de volgende dagen ondervraagd ; hij heeft mij wel 20 keeren de revolver op het herte gezet, bedreigende van te schieten. Verschillige keeren heeft hij mij van 2 tot 3 dagen zonder eten gezet. Hij heeft mij drie keeren mijn hoofd in 't water gestoken.

Hij heeft mij dan eene koord rond den hals gebonden, die koord vastgemaakt aan eene kram, die in den muur vastzat boven mijn hoofd. Hij sloeg toen met een riet op mijne bloote beenen, dat ik huilde van de pijn. Hadde ik mij moeten laten vallen, de koorde welke zich rond mijnen bevond zou toegestroot hebben.

Eindelijk heeft hij mij de handen en voeten toegebonden en dan bij middel eener koord mijne handen en voeten vereenigd, dan hing hij mij met die koord aan eene kram, die in den muur geslagen was, zoodat mijn rug op de grond lag. Daar mijne handen en voeten zoo

stevig aaneen vastgemaakt waren, was het mij onmogelijk mij los te wringen. Hij heeft mij zoo gebonden laten hangen een morgen om 9 ure tot 's avonds rond 8 1/2 ure. Dan is hij mij komen vragen : hoe het ging? Ik antwoordde niet. Hij gaf mij eenen voetstomp. Om 10 1/2 ure heeft hij mij losgemaakt en op den steenvloer laten liggen.

's Anderdaags heeft hij mij weerom op zijn bureel doen komen, hij sloeg mij weerom op de kas, ditmaal was ik niet gekwetst. Hij heeft mij nogmaal bedreigd met zijnen revolver en zei dat hij mij weerom ging binden zooals den dag te voren. Het is die laatste bedreiging die mij een zoodanige vrees heeft ingejaagd, dat ik eindelijk bekentenissen gedaan heb, om aan die foltering te ontsnappen, alhoewel ik onplichtig was.

Den dag nadien heeft hij mij iets doen teekenen. Ik heb mijnen naam moeten zetten op een wit papier, daarna heeft hij daarop gedrukt met een soort schrijfmachien, waarschijnlijk mijne valsche bekentenissen.

Traduction.

J'ai été arrêté par les deux détectives. Ils passèrent devant notre maison et virent sur la carte de famille pendue devant la fenêtre, — sur ordre des Allemands —, qu'il y avait chez nous un garçon de douze ans : c'était moi. Ils m'empoignèrent, me mirent autour du cou une courroie qu'ils attachèrent à la selle de leur vélo. C'était le « Witten » (Blanc) qui faisait cela. Alors, il sauta sur son vélo et m'obligea à le suivre, comme on ferait avec un chien. J'ai dû courir ainsi depuis l'école d'Overbouldaere jusqu'à la Gendarmerie, pendant un quart d'heure. En chemin, je tombai deux fois, parce qu'il roulait trop vite et que je ne pouvais le suivre. Je suis tombé avec le doigt dans les roues et l'on en voit encore les cicatrices.

Arrivé dans la Gendarmerie, le « Witten » (Blanc) me donna deux soufflets; je ne savais pas encore alors pourquoi j'étais arrêté; car il avait dit qu'après deux heures je serais rentré chez mes parents.

Alors, il me mit dans une cellule obscure et j'ignorais encore toujours pour quel motif.

Ensuite, il enleva lui-même les couvertures, la literie et le poêle de cette cellule et les plaça à l'extérieur. Il me laissa seul dans la cellule. Il ne s'y trouvait pas même une planche pour y coucher; je dus m'étendre sur les pierres. Je ne connais pas le nom de ce « Witten » (blanc). Il était alors environ 9 1/2 heures du soir. Vers 10 heures du soir, il vint m'appeler pour m'interroger. Il dit que j'avais coupé le fil du chemin de fer et que j'avais déboulonné les rails. Il prétendit que j'avais coupé le fil de fer des signaux et étais allé l'attacher en un autre endroit et que j'avais aussi déboulonné les rails de la voie ferrée. Cela était faux et il n'avait pas la moindre preuve de ce qu'il avançait. Il ne dit pas sur quoi son accusation était basée.

Je niai naturellement, car j'étais innocent; j'étais aussi beaucoup trop jeune pour commettre de tels faits, d'autant plus que, d'après ses dires, ces faits auraient eu lieu à minuit.

Cet interrogatoire avait lieu dans son bureau. Parce que je niais, il me prit par le cou et me jeta avec grande violence, d'abord contre:

le poêle et ensuite sur une armoire. Je saignais fort de mes blessures à la lèvre supérieure et au front.

Alors il me donna un essuie-mains pour essuyer mon sang. Puis il me dit que je devais faire des aveux. Ensuite, il me saisit, me plaça la tête entre ses jambes et me frappa sur le derrière, par dessus mes vêtements, au moyen d'une lanière tressée, une sorte de cravache. Je n'étais pas déshabillé.

Il me remit alors dans la cellule, me donna un linge pour me l'attacher à la tête, mais il vint tout de suite l'arracher. Quelques minutes après, il revint et enleva la croisée. Il neigeait, il faisait terriblement froid et j'étais là étendu sur les pierres. Il fit tout cela pour me faire avouer.

Le lendemain et les jours suivants, il m'interrogea ; il me posa bien 20 fois le revolver sur le cœur, menaçant de tirer. Plusieurs fois il me laissa de deux à trois jours sans nourriture. Trois fois il me plongea la tête dans l'eau.

Alors il m'attacha une corde au cou et attacha cette corde à un crampon enfoncé dans le mur, au-dessus de ma tête. Il me frappa au moyen d'un roseau sur les jambes nues, ce qui me fit hurler de douleur. Si je m'étais laissé tomber, la corde que j'avais autour du cou se serait fermée.

Enfin il me lia les mains et les pieds et les réunit au moyen d'une corde ; avec cette corde il me suspendit à un crampon enfoncé dans le mur, de telle sorte que j'étais avec le dos sur le parquet. Comme mes mains et mes pieds étaient si solidement liés ensemble, il m'était impossible de me délier. Il me laissa ainsi suspendu de neuf heures du matin jusque vers 8 1/2 heures du soir. Alors il vint me demander comment je me portais. Je ne répondis pas. Il me donna un coup de pied. Vers 10 1/2 heures il me délia et me laissa étendu sur les carreaux.

Le lendemain il me fit de nouveau aller à son bureau et me jeta encore sur l'armoire ; cette fois je n'étais pas blessé. Il me menaça de son revolver et dit qu'il me lierait de nouveau comme la veille. Cette dernière menace me causa une telle crainte, qu malgré mon innocence, je fis enfin des aveux, pour me soustraire à ces tortures.

Le lendemain il me fit signer quelque chose. Je dus poser mon nom sur un papier blanc ; ensuite il y imprima avec une sorte de machine à écrire, probablement mes faux aveux. »

Tous les enfants arrêtés furent ainsi jetés dans un cachot, sans aucune lumière et sans air, couchant sur la planche, sans couvertures, bien que l'on fût au milieu de l'hiver. Aucun d'eux ne reçut à boire ni à manger pendant les trois premiers jours et après ils furent soumis au supplice de la faim, ne recevant un semblant de nourriture que de temps en temps au gré du caprice de leurs bourreaux.

Et d'abord, tous sans aucune exception, furent battus de la façon la plus cruelle.

Voici le témoignage, sous serment, de De Nauw, Marcel, de Nederboulaere, âgé de 13 ans.

Joseph Stroobant, die in 't gevang zat bij de Duitschers, had om aan verdere mishandelingen te ontkomen gezegd den 9 Januari 1918 dat ik en mijne kameraden Fostier Oscar, Deborre Julien en Demartelaere Victor, de signaaldraden hadden afgesneden.

Dit was valsch en Stroobant wist geheel wel dat wij onplichtig waren, hij heeft ons zulks bekend na het einde van het onderzoek der Duitschers ; hij voegde erbij, dat hij gedwongen was geweest ons te beschuldigen, voor de bedreigingen en mishandelingen welke hij te onderstaan had van de deutsche detectieven.

Traduction.

Pour échapper à d'autres mauvais traitements, Joseph Stroobant qui se trouvait en prison chez les Allemands, avait dit le 9 janvier 1918, que les fils de signaux avaient été coupés par mes camarades Fostier Oscar, De Borre Julien, De Martelaere Victor et par moi.

Cela était faux et Stroobant savait très bien que nous étions innocents ; il nous l'a avoué après l'enquête faite par les Allemands. Il ajouta qu'il avait été forcé de nous accuser par suite des mauvais traitements qu'il avait à subir de la part des détectives allemands.

Den 10 Januari 1918, om 11 ure 's nachts, is de Deutsche detectief, « Den Bril » op onze deur komen kloppen. Mijn vader is opgestaan.

De detectief zei dat hij moest « Marcel » hebben. Hij is boven gekomen, heeft mij uit mijn bed getrokken. Ik heb mij moeten aankleeden en hij heeft mij mee geleid naar de Gendarmerie, nadat hij om mijne hiervoren genoemde gewest was.

In de Gendarmerie heeft hij mij en Martelaere in een celleken Nr. 18 gestoken. 's Anderendaags kwam een soldaat mij halen en leidde mij voor den « Bril ». Deze ondervroeg mij om te weten of ik op den ijzeren weg geloopt had. Ik loochende ; daarop stootte hij mij met zijne vuist op het hart. Daarna werd ik weerom in de cel gestoken. Il werd nog geroepen voor hem en ondervraagd : gedurende acht dagen ben ik ten minste ne keer of vijf ondervraagd geweest, telkens loochende ik en telkens kreeg ik slagen.

Traduction.

Le 10 janvier 1918, vers 11 heures de la nuit le détective allemand « De Bril » est venu frapper à notre porte. Mon père s'est levé.

Le détective dit qu'il devait voir « Marcel ». Il est monté et m'a tiré hors de mon lit. J'ai dû m'habiller et il m'a emmené à la Gendarmerie après avoir été chercher mes camarades susnommés. A la Gendarmerie il m'a mis avec Martelaere dans une petite cellule portant le N° 18. Le lendemain un soldat vint me chercher et me conduisit devant « Den Bril ». Celui-ci m'interrogea dans le dessein de savoir si j'avais couru sur la voie ferrée. Je niai. Pour cela il me frappa du poing sur la poitrine et après on me conduisit de nouveau à la cellule.

Je fus encore appelé devant lui et interpellé : en huit jours de temps, j'ai été interrogé au moins cinq fois, chaque fois je niais et chaque fois je recevais des coups.

Dan heeft hij Stroobant bij mij geroepen. Deze zei dat ik den ijzerdraad van den ijzeren weg afgesneden had. Ik loochende eerst, ik kreeg weerom stooten op de borst en eindelijk heb ik gezegd dat ik plichtig was, om geene slagen meer te krijgen.

Ik werd weerom in de cel gestoken en ben er dan twee maanden gebleven.

Traduction.

Il a alors appelé Stroobant près de moi. Celui-ci dit que j'avais coupé le fil de fer du chemin de fer. Je niai d'abord, je reçus de nouveau des coups sur la poitrine et finalement, pour ne plus recevoir de coups, je dis que j'étais coupable.

On m'enferma de nouveau dans la cellule où je suis alors resté pendant deux mois.

Le jeune Stroobant, Joseph, âgé de 13 1/2 ans, qui, d'après la déposition ci-dessus avait dénoncé De Nauw pour échapper à de nouvelles tortures, avait été dénoncé lui-même par un autre enfant du nom de Basseleer.

Stroobant a déposé sous serment ainsi qu'il suit :

Alle dagen en tot drie maal daags heb ik slagen gekregen van den « Bril ».

Den eenen keer pakte hij mij bij het haar en sloeg met zijn vuist in mijn aangezicht.

Andere keers gebood hij mij van mijne broek af te doen en sloeg met een lederen riem van twee vingers breed, tusschen mijn beenen, op mijn gemachte. Hij sloeg geweldig, ik huilde van pijn.

Ik was toen maar 14 1/2 jaar oud.

Eens heeft hij met een zaklamp naar mijn gemacht gekeken, omdat hij vreesde van iets gebroken te hebben.

Traduction.

Tous les jours et jusqu'à trois fois par jour, j'ai reçu des coups de « Bril » (lunettes).

L'une fois il me prenait par les cheveux, frappait avec son poing sur la figure.

D'autres fois il m'ordonnait de descendre mon pantalon et me frappait avec une lanière d'une largeur de deux centimètres entre mes jambes sur mes parties sexuelles. Il frappait avec violence, je hurlais de douleur.

J'avais alors quatorze ans et demi.

Une fois il regardait avec une lampe de poche mes parties sexuelles parce qu'il craignait d'avoir cassé quelque chose.

Ik had blauwe plekken op mijne beenen, want hij heeft mij ook geschupt op mijne bloote beenen. Als hij in mijn aangezicht sloeg heb ik dikwijls gebloed uit den neus.

Het is ten minste vijftien keeren gebeurd, dat hij mij met den riem geslagen heeft tusschen de beenen.

Ik heb eene maand en half op eene plank moeten slapen zonder deksel. Het was in den Winter einde December 1917 en Januari 1918.

Den « Bril » heeft mij wel acht keeren vuistslagen gegeven op mijn hart, ik heb daarvan hartkloppingen gekregen, welke ik nu nog 's avonds somtijds gevoel, als ik mij te bedde leg.

Den eersten dag kreeg ik eten, den anderen dag niet. De twee eerste dagen van mijne aanhouding heb ik niet het minste eten of drinken gekregen — nadien ben ik gewoonlijk twee dagen per week, maar niet achtereenvolgende, zonder eten gezet geweest, om mij te doen spreken, 't is te zeggen om van mij bekentenissen te bekomen.

Traduction.

J'avais des taches bleues sur les jambes, car il m'a aussi donné des coups de pieds sur les jambes nues.

Quand il me frappait sur la figure, j'ai souvent saigné du nez.

Cela est arrivé au moins quinze fois qu'il m'a frappé entre les jambes avec la lanïère.

J'ai dû me coucher un mois et demi sur une planche sans couverture. C'était en hiver, fin décembre 1917 et janvier 1918.

Le « Bril » (lunettes) m'a au moins huit fois porté des coups de poing sur la poitrine ; j'ai gagné par suite de cela des battements de cœur que je ressens encore parfois le soir quand je me mets au lit.

L'une fois je recevais à manger, l'autre fois pas. Les deux premiers jours de mon arrestation, je n'ai pas reçu la moindre nourriture, ni boisson. Plus tard, j'ai été privé de nourriture régulièrement deux jours par semaine mais non consécutifs pour me faire parler, c'est à dire pour m'arracher des aveux.

Den « Bril » zegde mij altijd, dat ik moest weten wie de daders en ook de opgestokers waren van het feit. Hij zegde dat het moest opgestoken geweest zijnn door pastoors, burgemeesters of door gemeente secretaris of andere hooggeplaatste personen.

Eindelijk om aan al die folteringen te ontsnappen heb ik bekentenissen gedaan alhoewel ik gansch onwetend was van het feit. Hij heeft mij dan nog geslagen opdat ik andere « plichtigen » zou aange-duid hebben alsook de opstokers.

Hij heeft mij verplicht, — drie, vier dagen na mijne bekentenissen een stuk te teekenen. Hij legde ons het stuk voor al zeggende : « Gij hebt het gedaan nietwaar ? » Ziende dat hij ons wilde onze bekentenis doen teekenen, antwoordden wij dat wij het niet gedaan hadden. Daarop is hij opnieuw op ons beginnen te slaan totdat wij eindelijk hebben bekend en het stuk geteekend hebben.

Na hier te Geeraardsbergen, omtrent drie maanden gevangen gezeten te hebben en op onmenselijke wijze gemarteld te hebben geweest, zijn wij door het krijgsgerecht te Geeraardsbergen veroordeeld geweest tot twee jaar en half gevang, voor het beschadigen der signaaldraden.

Traduction.

Le « Bril » (lunettes) me disait toujours, que je devais savoir qui étaient les auteurs ainsi que les instigateurs du fait. Il disait que cela devait avoir été commis sous les instigations des curés, bourgmestres, d'un secrétaire communal ou d'autres personnes notables. Enfin, pour échapper à ces tortures, j'ai fait des aveux bien que j'ignorais le fait. Il m'a encore frappé afin que j'indique d'autres « coupables » ainsi que les instigateurs.

Il m'a forcé — trois, quatre jours après mes aveux — de signer une pièce. Il présente la pièce disant : « Vous l'avez fait, n'est-ce pas ? » Voyant qu'il voulait nous faire signer nos aveux nous répondîmes que nous ne l'avions pas fait. Sur ce il a recommencé à nous frapper, jusqu'à ce que nous avons enfin avoué et signé la pièce.

Après avoir été emprisonné ici à Grammont durant trois mois et y avoir été torturés d'une façon inhumaine, nous avons été condamnés à Grammont par le tribunal militaire, à deux ans et demi de prison, pour avoir endommagé les fils de signaux.

Voici encore la déposition faite sous serment, de Tack, Jacob, de Grammont, âgé de 11 ans au moment des faits :

Ik heb veel slagen gehad van den « Bril » alle dagen, gedurende eene week of vier en soms twee maal per dag, soms ook 's nachts. Hij deed ons onze broek afdoen, en sloeg op mijn bloot lijf met eene lederen riem, op mijn gemachte heeft hij niet geslagen.

Hij heeft mij veel schuppen op de beenen gegeven, dat ik er blauwe plekken van had en dat mijne beenen gekwetst waren.

Hij heeft mij soms, met de broek af en de kleederen omhoog getrokken, op een plank doen liggen, dan sloeg hij met de riem op mijne beenen, buik en rug.

Ik heb ook moeten mijn hoofd tusschen zijne beenen steken, hij trok dan mijne kleederen omhoog, en sloeg met de riem op mijne rug dat ik blauwe plekken had.

Traduction.

J'ai reçu beaucoup de coups de « Bril » (Les lunettes) tous les jours pendant environ 4 semaines et parfois deux fois par jour, parfois aussi la nuit. Il faisait descendre notre pantalon et frappait sur mon corps nu avec une lanière, il ne m'a pas frappé sur mon organe sexuel.

Il m'a donné beaucoup de coups de pied sur les jambes, que j'en avais des taches bleues et que mes jambes étaient blessées. Il m'a

parfois, ayant le pantalon descendu, et les vêtements levés, fait coucher sur une planche ; alors il me frappait avec la lanière sur les jambes, le ventre et le dos.

J'ai aussi dû mettre ma tête entre ses jambes, alors il levait mes habits et frappait avec la lanière sur mon dos jusqu'à ce que j'avais des taches bleues.

Hij sloeg mij omdat ik loochende plichtig te zijn en hij zei dat hij ons voort zou mishandelen totdat wij zouden bekennen. Dan hebben wij eindelijk, om aan die gewelddaden te ontsnappen, verklaard hetgeen hij van ons verlangde, 't is te zeggen dat wij de draden hadden beschadigd. Nochtans was dit valsch, want nu mag ik u, zonder vrees, bevestigen dat ik gansch onwetend was van de zaak.

Na de bekentenissen door ons gedaan, heeft hij ons nog voort mishandeld, omdat hij beweerde, dat wij moesten opgestookt zijn door hooggeplaatste personen en dat wij die personen niet wilden noemen.

Ik heb in het gevang veel geleden van honger en koude en heb gedurende de drie eerste dagen op bevel van den « bril » gesteld geweest zonder eten, drinken of licht.

Traduction.

Il me frappait parce que je niais être coupable et il disait qu'il nous aurait maltraités, jusqu'à ce que nous eussions avoué.

Alors nous avons enfin, pour échapper à ces mauvais traitements, déclaré ce qu'il désirait de nous, c'est-à-dire, que nous avions endommagé les fils.

Cependant ceci était faux car maintenant je puis, sans crainte, vous certifier que j'étais tout ignorant de cette affaire.

Après les aveux faits par nous, il a continué à nous maltraiter, parce qu'il prétendait que nous avions été instigués par des personnes haut placées et que nous ne voulions pas nommer ces personnes.

J'ai beaucoup souffert en prison de la faim et du froid et j'ai été pendant les trois premiers jours par ordre du « Bril » privé de nourriture et de boisson et de lumière.

D'autres enfants eurent à subir par surcroît, un supplice encore plus affreux. Leurs bourreaux leur plongèrent la tête soit dans de l'eau chaude, soit dans de l'eau glacée, jusqu'à suffocation. Voici la déposition faite sous serment de Herregodts, Julien, de âgé de 13 ans :

Ik ben aangehouden geweest door den « Bril », die mij naar de Gendarmerie leidde, hij plaatste mij daar in eene donkere cel. Dit gebeurde 's avonds. 's Anderendaags 's morgens werd ik uit mijne cel gehaald en moest voor den « Bril » verschijnen. Hij vroeg mij of ik den signaaldraad afgesneden of beschadigd had. Ik antwoordde van neen, hetgeen de waarheid was, want ik wist zelfs niet dat er iets

gebeurd was aan de signaaldraden. De « bril » begon dan op mij te slaan met een lederen riem : ik kreeg een slag of vier en daarna moest ik weer naar de cel.

Ik ben zestien dagen gevangen gebleven.

Traduction.

J'ai été arrêté par le « Bril » (les lunettes) qui m'a emmené à la Gendarmerie, il m'enfermait là dans une cellule obscure. Ceci se passait le soir. Le lendemain matin, je fus retiré de ma cellule et je dus comparaître devant le « Bril ». Il me demanda si j'avais coupé ou endommagé le fil de signaux. Je répondis que non, ce qui était la vérité, car je ne savais pas même, que quelque chose fût arrivé aux fils de signaux. Le « Bril » commença alors à me frapper avec une lanière : je reçus bien quatre coups, et après, je dus réintégrer ma cellule.

J'ai été seize jours en prison.

Gedurende die zestien dagen, moest ik bijna alle dagen en ook tot tweemaal per dag, naar 't verhoor bij den « Bril ». Hij wilde mij altijd doen zeggen, dat ik meegeholpen had aan de signaaldraden. Ik heb volherd met te zeggen dat ik daar niets van wist. Daarom kreeg ik iederen keer dat ik voor hem verscheen slagen, de eenen keer met de lederen riem, den anderen keer met de hand.

Ik heb eenen keer mijne broek moeten afdoen om hem toe te laten op mijn bloot lichaam te slaan, ik was zwart en blauw als ik van bij hem mocht vertrekken.

Ik heb eenen keer of zeven, mijnen veston moeten uitdoen en dan sloeg hij weerom met zijnen riem, op mijne rug, schouders en armen.

Den veertienden dag dat ik in de gevangenis was, werd ik op de koer geleid bij den « Bril », en omdat ik bleef loochenen, deed hij, geholpen door twee soldaten mij bloot maken tot den halven der borst.; den « Bril » smet mij eerst tegen de poort der Gendarmerie, daarna, geholpen door een soldaat stak hij mij het hoofd in een ketel met warm water.

Traduction.

Pendant ces seize jours, je devais presque tous les jours et aussi jusqu'à deux fois par jour, comparaître devant le « Bril ». Il voulait toujours me faire dire, que j'avais aidé aux fils de signaux. J'ai persisté en disant que je n'en savais rien. Pour cela, je recevais, à chaque fois que je comparaisais devant lui, des coups, l'une fois de la lanière, l'autre fois de la main. Une fois j'ai dû descendre mon pantalon pour lui permettre de me frapper sur le corps nu, j'étais noir et bleu quand je pus partir.

J'ai dû, environ sept fois, enlever mon veston et alors il me frappait à nouveau au moyen de la lanière, sur le dos, les épaules et les bras.

Le quatorzième jour que j'étais en prison, je fus conduit à la cour chez le « Bril », et parce que je continuais à nier, il me fit, aidé par deux soldats, mettre à nu jusque la moitié de la poitrine ; le « Brill »

me jeta d'abord contre la porte de la Gendarmerie, puis aidé par un soldat il me plongea la tête dans un chaudron rempli d'eau chaude.

Ik zat in het water tot aan de keel en hij hield mij zoo in 't water ten minste nen halven minuut. Hij heeft dienzelfden keer mij zoo vier keeren het hoofd in 't water gestoken.

Den vijftienden dag mijner gevangenis moest ik blootvoets en 't lichaam bloot tot aan den broekband voor den « Bril » verschijnen. Hij plaatste mij voor een blaasbalg, de soldaat zette die blaasbalg in beweging en uit dien blaasbalg kwam er een felle wind op mijn bloot lichaam te recht. Het sneeuwde, t' was straf koud : dit duurde zoo vijf minuten.

Daarna ondervroeg den « Bril » mij nog maals en daar ik bleef loochenen is hij mij met hulp van een soldaat beginnen overslagen. De soldaat bokste met de vuist en den « Bril » sloeg met zijn lederen riem op mijn bloot lichaam. Dat heeft ook wel vijf minuten geduurd.

Den zestienden dag riep den « Bril » mij en vroeg mij eene laatste maal of ik plichtig was. Ik bleef loochenen, hij gaf mij een stuk brood en joeg mij weg.

Traduction.

Je me trouvais dans l'eau jusqu'à la gorge et il me tint ainsi dans l'eau pendant au moins une demi minute. Cette même fois-là il m'a plongé, quatre fois la tête dans l'eau.

Le quizième jour de mon emprisonnement, je dus, pieds nus et le corps nu jusqu'à la ceinture, comparaître devant le « Bril ». Il me plaça devant un soufflet, le soldat mit ce soufflet en marche, et de ce soufflet sortait un vent violent sur mon corps nu. Il neigeait et il faisait très froid : cela dura environ cinq minutes.

Puis le « Bril » m'interrogea à nouveau et parce que je continuais à nier, il a commencé avec l'aide d'un soldat à me frapper. Le soldat me boxait du poing et le « Bril » me frappait avec sa lanière sur le corps nu. Ceci a aussi bien duré cinq minutes.

Le seizième jour, le « Bril » m'appela et me demanda une dernière fois si j'étais coupable. Je continuai à nier il me donna un morceau de pain et me chassa.

Il en fut de même pour le jeune De Vlaeminck, Philémon, de Grammont, âgé de 11 ans.

Voici sa déposition :

Ik ben drie maanden en half gevangen gebleven.

Eene maand en half heb ik in een donker kot gezeten waar het zelfs in 't midden van den dag zoo donker was, dat wij zelfs het stuksken brood niet konden zien, dat wij in ons hand hielden.

Zij wilden ons doen zeggen dat wij de signaaldraden afgesneden hadden en omdat wij dat loochenden gaf de « Witten » bevel aan twee Duitsche soldaten van mij met mijn hoofd in eenen ketel warm water

te steken. Zij hielden mij zooland in 't water dat ik bijna versmacht was en dat ik eene halve uur op eenen stoel heb moeten blijven zitten. Ik was bijna van mijn zelven en ik kon niet meer klappen.

Zulks is drie maal gebeurd, op bevel en in de aanwezigheid van den « Witten ».

Traduction.

Je suis resté détenu pendant trois mois et demi. Pendant un mois et demi je suis resté enfermé dans un cachot où il faisait si obscur que même en plein jour, nous ne pouvions distinguer le morceau de pain que nous tenions en main. On voulait nous faire dire que nous avions coupé les fils des signaux. Parce nous n'ions, de « Witten » (le blanc) donna ordre à deux soldats allemands de me plonger la tête dans une marmite d'eau chaude. Ils me tinrent si longtemps dans l'eau que j'étais presque asphyxié et que pendant une demi heure j'ai dû rester assis sur une chaise. J'étais presque évanoui et je ne savais plus parler. Cela est arrivé trois fois, sur ordre et en présence « du Witten » (le blanc).

Pour d'autres, comme Verhaegen, Gaston, âgé de 15 ans, Denie, Honoré, âgé de 11 ans, Morrels, Alphonse, âgé de 9 1/2 ans et Spitaels, Triphon, âgé de 8 1/2 ans, les tortionnaires se servirent dans les mêmes conditions d'eau glacée au lieu d'eau chaude.

Un autre raffinement de cruauté consistait à placer de la nourriture devant ces pauvres enfants affamés, afin de les tenter soit pour leur faire avouer des méfaits imaginaires, soit pour avoir l'occasion de leur faire subir de nouvelles tortures. La déposition de l'enfant Steurbant, Emile, de Grammont, âgé de 14 ans, ne laisse aucun doute à cet égard. Voici cette déposition, recueillie sous serment par le juge d'instruction près le tribunal de première instance d'Audenarde :

's Nachts om 12 ure, in de maand December 1917, is den detectief « den Bril » genaamd, mij van mijn bed komen halen. Ik moest mee gaan naar de Gendarmerie, hij zei aan mijne moeder dat ik dezelfde nacht nog zou mogen terugkeeren.

Ik was met drie andere jongens, waaronder Tack Jacques, Deboit selier Firmin en nog eenen anderen, gebonden met eene dikke koord

Ik was baarvoets, 't is te zeggen op mijne bloote voeten, « Den Bril » had mij gedwongen seffens mee te gaan zonder mij den tijd te laten mijne kousen of schoenen aan te doen.

Traduction.

En décembre 1917, vers minuit, le détective « De Bril » est venu me prendre à mon lit. Je devais l'accompagner à la Gendarmerie. Il disait à ma mère que j'aurais pu rentrer encore la nuit même.

J'étais lié au moyen d'une grosse corde avec trois autres garçons dont Tack Jacques, De Boitselier Firmin et encore un autre.

J'étais pieds nus. « De Bril » m'avait forcé de l'accompagner sans me laisser le temps de mettre des bas ou des chaussures.

Onder weg kregen wij slagen als wij naar zijn gedacht niet rap genoeg gingen.

In de Gendarmerie werden wij alle vier in eene cel gesloten. 's Anderendaags werden wij door den « Bril » onderhoord ; hij zei dat wij die draden van den ijzeren weg hadden afgesneden. Wij loochenden dat omdat wij onplichtig waren. Wij kregen dan slagen op ons bloot lijf met een lederen riem. Hij had ons verplicht onze broek af te doen en als wij ze niet rap genoeg afdeden, trok hij ze zelf af.

Hij heeft ons zoo onderhoord gedurende een tijdstip van twee maand en half, gemiddeld drie keeren per week ; somtijds, twee, drie keeren per dag en zelfs binst den nacht. Hij wilde kost wat kost ons doen bekennen, telkens loochenden wij en telkens sloeg hij ons met zijnen riem op ons bloot lijf of stootte ons op de borst.

Traduction.

En cours de route nous reçûmes des coups quand nous ne marchions pas assez vite, à son goût.

A la Gendarmerie on nous enferma tous les quatre dans une cellule. Le lendemain le « Bril » nous interrogea. Il dit que nous avions coupé ces fils du chemin de fer. Nous niâmes parce que nous étions innocents. On nous frappa alors sur le corps nu au moyen d'une lanière. Il nous avait obligé de descendre notre pantalon et quand nous ne le descendions pas assez vite, il l'arrachait lui-même.

Il nous a ainsi interrogés pendant une période de deux mois et demi, en moyenne trois fois par semaine ; quelquefois deux, trois fois par jour et même la nuit. Il voulait coûte que coûte nous faire avouer. Chaque fois nous niâmes et chaque fois il nous frappa au moyen de sa lanière sur le corps nu, ou nous poussa sur la poitrine.

Hij gebruikte alle middelen om ons te doen bekennen : hij bedreigde ons met eenen revolver, die hij op ons herte plaatste ; hij joeg zijnen hond tegen ons op om ons te doen bijten, maar als den hond tegen ons was riep hij hem terug.

Hij wist dat wij honger hadden, legde eten op eene tafel, verliet de zaal en als hij terug kwam zei hij : « Ge zijt gelukkig dat gij aan het eten niet geweest zijt, anders zou ik het u doen bekoopen. »

Het is ook gebeerd dat den « Bril » terwijl er eten op de tafel lag, zich met zijnen hond verdoken hield in eene kas, vanwaar hij kon zien, wat wij deden of hooren wat wij zegden.

Wij durfden aan 't eten niet gaan omdat wij gezien hadden dat er iets was die zich in de kas veroerde.

De eerste maand zijn wij met vier in dezelfde cel gebleven : wij hadden voor ons vier maar een stroozak en eene sargie. Daarna ben ik met Jacques Tack naar de cel No 21 gebracht, daar hebben wij acht dagen op den blooten vloer moeten slapen.

Traduction.

Il essayait de tous les moyens pour nous arracher des aveux : il nous menaçait d'un revolver, qu'il nous plaçait sur le cœur ; il excitait son chien contre nous pour nous faire mordre, mais quand le chien était près de nous il le rappelait.

Parce qu'il savait que nous avions faim, il déposait de la nourriture sur la table et quittait la place. Quand il revenait il disait : « Vous êtes heureux de n'avoir pas touché à la nourriture, autrement vous l'auriez payé cher.

Il est aussi arrivé que pendant qu'il y avait de la nourriture sur la table, le « Bril » se tenait caché avec son chien dans une armoire d'où il pouvait voir ce que nous faisons et entendre ce que nous disions. Nous n'osions pas toucher à la nourriture parce que nous avions remarqué que quelque chose avait bougé dans l'armoire.

Pendant le premier mois nous sommes restés quatre dans la même cellule. Nous n'avions pour nous quatre qu'une pailleasse et une couverture de lit. Après, j'ai été conduit avec Jacques Tack à la cellule N° 21, là nous avons dû coucher pendant huit jours sur le pavement.

Dan zijn wij naar beneden gebracht in cel Nr. 29, geloof ik, nevens die waar Dokter Vanderscuere was opgesloten. Daar hadden wij eenen stroozak, maar « den Bril » heeft ons drie dagen zonder eten gezet, om ons te verplichten bekennenissen te doen.

Eindelijk na twee maanden en half mishandelingen en ontheringen van allen aard : koude, honger en slagen en verflauwd door al die folteringen hebben wij bekend. Wij hebben dan een stuk moeten teekenen en veertien dagen nadien zijn wij voor het gerecht verschenen, al de jongens hebben daar geklaagd ovr wreede handelwijze van den « Bril » en van de « Witten ».

Traduction.

Alors on nous a fait descendre dans la cellule N° 29, je crois, à côté de celle où le docteur Vanderschueren était enfermé. Nous y avions une pailleasse, mais « De bril » nous priva pendant trois jours de nourriture pour nous obliger à faire des aveux.

Enfin après avoir subi pendant deux mois et demi, toutes sortes de mauvais traitements et de privations : froid, faim et coups, et affaiblis par toutes ces tortures, nous avons avoué. Nous avons alors dû signer une pièce et quinze jours plus tard nous avons comparu en justice. Tous les garçons s'y sont plaints des terribles procédés du « Bril » (lunettes) et du « Witten » (blanc).

Bien que tous les enfants, ou presque tous, car un ou deux intimidés n'osèrent pas le faire, eussent fait connaître au Conseil de guerre de quelle façon ils avaient été martyrisés et par quels moyens les policiers Randohr (de kat ou de Witten) et Zahn (De Bril) étaient parvenus à leur arracher des aveux et les avaient forcés

de s'accuser faussement les uns les autres, les juges ne les condamnèrent pas moins à des peines variant de 2 à 3 ans d'emprisonnement tandis que Geerts et Van der Mynsbrugge, accusés faussement de les avoir encouragés, furent condamnés à 5 ans de la même peine malgré la rétractation des enfants.

Les 14 enfants ainsi martyrisés et condamnés sont : Fostier, Oscar ; De Borre, Julien ; De Nauw, Marcel ; De Martelaere, Victor ; de Nederoverboulaere ; Van De Maele, Gilbert ; Stroobant, Joseph ; Tack, Jacques ; Steurbant, Emile, de Grammont, et Vits, Albert ; De Schauwer, Albert ; Van Hove, Clovis ; Van der Heyden, Frans ; Van Wayenberg, Marcel et Van Wayenberg, Ferdinand, de Overboulaere.

Après avoir passé deux mois au moins dans les cachots sans air et sans lumière de la Gendarmerie de Grammont, ces enfants furent transférés à Maulde, où ils séjournèrent en commun 7 1/2 mois. De là ils furent envoyés à la prison allemande de Vilvorde, où ils restèrent pendant 15 jours en cellule, et d'où ils furent transférés à Wittlich (Allemagne) où ils furent incarcérés pendant 15 jours jusqu'à l'armistice. Ils furent alors transportés à Evian-les-Bains où ils séjournèrent une quinzaine de jours, et de là à Saint-Valier, où ils reçurent enfin les soins, que réclamait leur état. Tous étaient en effet arrivés à un degré d'extrême épuisement, et beaucoup par surcroît avaient le cœur atteint. Ils revinrent à Grammont le 15 janvier 1919.

Ce crime, un des plus révoltants parmi ceux que les Allemands commirent en Belgique, eut donc pour origine une querelle sans aucune importance entre quelques femmes et enfants et un ouvrier belge qui travaillait pour les Allemands. Pas le moindre intérêt allemand n'était en jeu. Mais les policiers Randohr et Zahn, peut-être afin d'expliquer leurs premières arrestations et leurs premières brutalités, se chargèrent d'y donner une importance plus grande. C'est pourquoi ils greffèrent sur cette affaire celle de la détérioration des signaux de chemin de fer. Il y a lieu en effet de croire que ce méfait était imaginaire. D'après une affiche allemande des signaux auraient entre autres été détruits sur le territoire de Nederboulaere ; or, il n'existait aucun signal sur le territoire de cette commune. Aucun enfant, interrogé depuis la guerre, par un juge d'instruction belge, et donc assuré de l'impunité, ne s'est vanté d'avoir commis les actes pour lesquels ils avaient tant souffert ; tous, au contraire, ont déclaré de la façon la plus formelle, non seulement qu'ils étaient innocents, mais même qu'ils n'avaient,

avant leur arrestation, jamais entendu parler de dégradations, qui auraient été faites aux signaux du chemin de fer ; ni Geerts, ni Van der Mynsbrughe, les deux personnes adultes qui prétendument avaient engagé les enfants à commettre le délit incriminé et qui de ce chef ont été condamnés à 5 ans d'emprisonnement, ne se vantent de leur attitude ; ils affirment, au contraire, n'avoir jamais suggéré à qui que ce fût de détruire les signaux. Jamais non plus personne n'est venu se déclarer l'auteur de la destruction des signaux, acte qui aurait pu causer grand tort aux troupes allemandes et dont après la guerre on aurait pu tirer quelque vanité. Il faut en conclure que le méfait mis à charge des enfants par la police allemande était inventé de toutes pièces.

Cependant le Conseil de Guerre allemand, malgré les protestations d'innocence des enfants, et bien que connaissant les tortures auxquelles ils avaient été soumis pour obtenir des aveux prononça des condamnations sévères contre tous les « accusés ».

Enfin, le 17 avril 1918, le général von Stickfus, inspecteur d'étape fit afficher sur les murs une proclamation, afin de faire connaître, notamment qu'à part la légère punition qui avait été infligée aux quelques auteurs de la destruction des signaux le Haut commandement de la 4^e armée avait condamné la commune de Overboulaere à une amende de 12.000 mark et celle de Nederboulaere ⁽¹⁾, à 6000 mark. C'est ainsi que le Conseil de guerre et le haut commandement couronnèrent l'œuvre de corruption et de brutalité du Dr. Ernest Zahn et de Max Randohr, étudiant en droit, à Leipzig.

Voilà les faits tels qu'ils résultent de l'enquête à laquelle ont procédé les autorités judiciaires belges, les témoins entendus sous la foi du serment. Poursuivi devant le tribunal suprême de l'Empire à Leipzig, Max Randohr fut acquitté. Voici le rapport adressé, à la suite de cet acquittement, à M. le Ministre de la Justice à Bruxelles, par MM. Dullaert, Van Elewyck et Sadi Kirschen, désignés pour représenter le gouvernement belge aux audiences du tribunal de Leipzig.

Bruxelles, le 15 juin 1921.

Monsieur le Ministre,

Nous soussignés Maurice Dullaert, directeur général au ministère de la justice, chevalier Th. van Elewyck, premier avocat général près

(1) La commune de Nederboulaere fut aussi forcée d'acheter des vêtements pour les enfants : ceux-ci ne les reçurent jamais.

la cour d'appel de Gand, et Sadi Kirschen, avocat à la cour d'appel de Bruxelles et membre du conseil de discipline de l'ordre des avocats, désignés par vous pour représenter le Gouvernement belge aux audiences du Tribunal suprême de l'Empire, à Leipzig, dans les poursuites exercées contre Max Ramdohr, étudiant en droit à Leipzig, avons l'honneur de vous rendre compte de notre mission.

Les faits relevés à charge du prévenu par le ministère public tombaient sous le coup des paragraphes 339, 341 et 343 du code pénal de l'Empire allemand.

Le premier punit de l'emprisonnement le fonctionnaire qui, par abus d'autorité ou par menace d'un abus d'autorité, aura illégalement contraint une personne à faire une action, à la tolérer ou à s'en abstenir; la tentative est punissable.

Le deuxième punit d'une peine de trois mois d'emprisonnement au moins le fonctionnaire qui, volontairement et sans droit, aura fait procéder à une arrestation, à une prise de corps, à une détention préventive, ou à l'exécution d'un mandat d'amener ou aura prolongé la durée d'une détention quelconque.

Le dernier punit de la réclusion jusqu'à cinq ans, le fonctionnaire qui, au cours d'une instruction, aura employé ou fait employer des moyens coercitifs pour extorquer des aveux ou des déclarations.

Les faits reprochés à Ramdohr sont suffisamment connus. Toutefois, il semble nécessaire de les résumer ici en quelques lignes.

Au cours de l'automne de 1919, le service de signalisation des Chemins de fer à la gare de Grammont fut, d'après les autorités allemandes, dérangé ou même bloqué à diverses reprises, par le fait de personnes hostiles à l'armée allemande, soit que des fils eussent été coupés, soit qu'ils eussent été tordus au point d'en rendre l'usage impossible.

Ramdohr, qui, pendant la première période de la guerre, avait servi au front et qui, renvoyé à l'arrière pour cause de santé, était entré dans le service de la Geheimpolizei ou Police secrète de l'armée de campagne, fut chargé de rechercher les coupables. Avant d'exercer ces fonctions à Grammont, Ramdohr les avait exercées à Termonde, où la population l'avait surnommé « la terreur de Termonde ». A l'audience de Leipzig, soit dit avant d'aller plus loin, Ramdohr reconnut que ce surnom avait pu lui être donné, mais ajoute que ce devait être à cause de ce que, pour se faire obéir, il était obligé de se montrer très sévère. Chargé de découvrir les auteurs des actes de mauvais gré commis près de la gare de Grammont, Ramdohr n'hésita pas à arrêter une quinzaine de garçons de 8 à 14 ans, habitant à proximité du lieu du délit. Il n'avait, à ce moment, aucun indice de leur culpabilité. Accompagné d'un autre agent de la police secrète, nommé Zahn, il les arrêta en employant des procédés brutaux, injustifiables, tout au moins à l'égard d'enfants. Plusieurs furent saisis la nuit, dans leur sommeil; certains furent ligottés ou liés deux à deux; un enfant déclare qu'il fut attaché par le col, au moyen d'une courroie de deux mètres de longueur à la bicyclette que montait Ramdohr et qu'il dut le suivre ainsi à la course.

Ces arrestations n'eurent pas lieu toutes le même jour, mais leurs conséquences furent à peu près identiques pour tous. Conduits à la Gendarmerie de Grammont convertie en prison par l'occupant, ils y furent soumis à de multiples interrogatoires au cours desquels, pour obtenir des aveux ou tout au moins des dénonciations, Ramdohr les soumit à des tortures cruelles. La plupart furent battus sur le corps nu avec des lanières de cuir terminées par une boucle de métal, ils reçurent force coups de poing et de pied. Quelques-uns eurent la tête plongée dans des baquets d'eau jusqu'à danger d'asphyxie. Au commencement, tous résistèrent ; mais peu à peu la crainte des coups et aussi la promesse qu'ils seraient relâchés s'ils disaient la vérité (dans le sens de l'accusation, s'entend) déterminèrent certains à s'avouer les auteurs des actes poursuivis ou à dénoncer leurs camarades. Il n'y a point de doute que les aveux et dénonciations ainsi extorqués n'étaient pas conformes à la réalité.

Nous avons suivi avec la plus grande attention les dépositions de ces enfants devant le Tribunal suprême de l'Empire ; elles nous ont paru, à tous, être l'expression de la vérité. Certains ont pu varier sur tel ou tel détail ; mais le contraire serait-il possible, lorsqu'il s'agit de faits rapportés par des enfants trois ans et demi après qu'ils se sont passés ? Cela ne suffit pas, certes, pour ébranler leurs témoignages. On n'y peut relever aucune contradiction fondamentale ; les rares contradictions, plus apparentes que réelles, entre les déclarations reçues par M. le Juge d'instruction Gottigny, d'Audenarde, et celles qui furent faites à Leipzig, nous ne pouvons nous défendre de penser qu'elles furent provoquées et exploitées à des fins qui seront exposées plus loin.

Le président de la chambre criminelle, M. le Dr. Schmidt, est un homme remarquablement intelligent et d'une habileté professionnelle consommée. Il possédait à fond le dossier. Il nous a laissé, à nous-mêmes, comme à nos collègues français qui suivirent les débats (c'étaient MM. Matter, avocat général à la cour de cassation et Renard de l'Ecole normale) l'impression très nette qu'il cherchait à donner aux débats une direction qui devait conduire, dans sa pensée, à une condamnation légère. En effet, tant qu'il s'agissait de leur arrestation ou de violences peu graves, taloches, coup de poing ou de pied, les enfants parlaient librement et n'étaient guère interrompus. Mais, aussitôt que les faits prenaient un caractère plus sérieux, coups de bâton, de lanière, menaces de mort au moyen d'un revolver, danger d'asphyxie par le plongement de la tête dans un baquet d'eau, etc, le président se fâchait, découvrait un détail dans l'instruction ou une lacune dans la réponse à l'audience, en faisait grand état et prenait une attitude courroucée pour dire que cette partie de la déclaration était exagérée, non conforme à la réalité, puisqu'elle était invraisemblable. Il était puissamment secondé par le traducteur que le Tribunal s'était choisi, un certain Van de Kerchove, qui prenait le titre de Doktor, se déclarait « Flame » (flamand) et est présentement lecteur à l'université de Berlin. Non que les questions et les réponses fussent traduites par celui-ci d'une manière infidèle. Objectivement, les traductions nous parurent exactes, du moins en général. Mais, le Président venait-il à se monter un peu, Van de Kerchove augmentait par son intervention, la confusion et l'énervement des jeunes témoins et les troublait par des observations et des questions toutes personnelles.

Quelques mots sont dus, avant d'aller plus loin, à ce personnage. Des témoins belges qui étaient à Leipzig, notamment un médecin de Grammont, le Dr. Van der Schuëren nous ont dit que ce traducteur, originaire d'Iseghem, avait fait de la politique activiste pro-allemande pendant l'occupation et s'était éclipsé lors de l'armistice. Conscient sans doute de son déshonneur, il nous évita constamment. Il s'abstint même de nous saluer comme les Allemands attachés au tribunal. Il n'est point inutile de constater que les médecins belges, bien qu'ils en possédassent l'usage, n'ont pas déposé en langue flamande. L'un d'eux s'est servi de l'allemand, les deux autres du français. Nous eûmes l'impression qu'ils cherchaient à éviter toute relation avec Van de Kerchove, devenu le méprisable valet des oppresseurs de son pays. Pour en finir avec ce transfuge, nous ne pouvons nous défendre de dénoncer le choix d'un tel homme par la cour de Leipzig comme une incorrection blessante et délibérée à l'égard de la Belgique, de ses délégués et des témoins belges au procès.

A d'autres moments, il est vrai, et lorsqu'il s'agissait de faits moins graves, le Président reprenait sa sérénité et adressait à Ramdohr des reproches, en lui disant, par exemple : « comment avez-vous pu arrêter et maintenir en état d'arrestation des enfants en si bas âge ? Pourquoi les avez-vous privés de nourriture pendant un jour ou plus ? » (ce dernier fait était cependant nié par Ramdohr). Pendant les quatre longues audiences consacrées à l'audition des témoins et qui prirent ensemble plus de 18 heures, l'attitude du Président ne s'est pas départie de cette double règle qui nous a paru, car nous ne pouvons affirmer plus, être sa ligne de conduite : admettre les faits les moins graves, rejeter les faits odieux pour l'armée ou pour le renom allemand et ce à l'effet d'obtenir une condamnation relativement minime. Cette solution offrait l'avantage de contenter l'opinion belge dans une certaine mesure, puisqu'il y eût condamnation, et de satisfaire aussi dans une certaine mesure l'opinion allemande, qui, nous avons pu le constater dans la presse et aussi par l'attitude du public à l'audience (celui-ci à un moment donné, interrompt l'avocat de Ramdohr par des applaudissements) n'admet pas qu'un Allemand ait pu commettre des atrocités en pays occupé ou se persuade que, s'il en a commis, il a obéi à une nécessité impérieuse de défense nationale.

Ce but n'a pas été atteint, puisque Ramdohr a été acquitté, mais nous ne serions pas étonnés que le Président Dr. Schmidt eût été surpris lui-même de l'opinion de la majorité du Tribunal Suprême. Il doit, nous semble-t-il, en avoir été de même du Reichsanwalt (Avocat Général) Dr. Feisenberger, dont nous parlerons plus loin.

Pour compléter la physionomie de l'audience, nous croyons indispensable de vous faire connaître que l'attitude de certains membres de la Cour suprême nous a paru incorrecte. Le juge qui siégeait à l'extrême droite haussait les épaules aux déclarations accablantes des témoins belges, ou marquait par ses gestes que les questions du ministère public, posées pour établir l'accusation, n'avaient ni portée, ni pertinence. Une fois, même, il s'oublia jusqu'à faire signe à l'avocat général de s'asseoir, invitation dont celui-ci ne tint, d'ailleurs, aucun compte.

Le juge qui siégeait à l'extrême gauche de la cour nous donna l'impression d'une partialité plus nette encore. Il intervint très souvent au cours des interrogatoires, et les questions qu'il fit poser aux témoins furent toutes de nature à innocenter Ramdohr, soit qu'il s'agit de savoir si Ramdohr était fonctionnaire, question de droit, soit qu'il s'agit d'un point de fait. Il nous est impossible d'entrer ici dans tous les détails, mais nous sommes disposés à fournir, à cet égard, plus de précisions, si le Gouvernement le désire. L'attitude de ce juge était telle que l'un de nous ne put s'empêcher de dire à l'audience même et à voix basse à un collègue : « Ce juge ne vise qu'une chose, c'est l'acquiescement de Ramdohr ; il est le meilleur avocat de l'accusé ».

Quant à l'attitude du ministère public pendant les interrogatoires, elle fut correcte. Nous reparlerons de lui dans un instant, lorsque nous analyserons son réquisitoire.

Disons quelques mots des témoins.

Les onze enfants entendus à Leipzig, la mère de l'un d'eux, les deux autres témoins adultes et les trois médecins de Grammont ont fait des déclarations formelles qui nous ont donné l'impression de la plus grande sincérité. Il est hors de doute, à notre avis, qu'un tribunal belge, ayant à juger un sous-officier belge accusé de faits pareils à ceux dont avait à répondre Ramdohr, commis en Allemagne, sur des enfants allemands, l'aurait condamné et probablement avec sévérité ; les faits étaient établis dans leur très grande majorité et presque dans leur totalité, et nos magistrats eussent tenu à sauver l'honneur du nom belge en flétrissant le coupable. Les enfants ont dit la vérité : pour nous, cela ne souffre aucun doute, et ce n'est pas parce qu'un témoin affirme à l'instruction avoir été frappé avec une barre de fer, tandis qu'à l'audience, il semble établi que cette barre est une règle, qu'on peut dire que le témoin est en contradiction avec lui-même. Ce n'est pas non plus lorsqu'un témoin déclare, à l'audience, avoir reçu des coups de cette règle de fer et qu'un autre affirme lui, avoir reçu le même jour des coups portés avec une règle à dessin en bois, qu'il y a contradiction entre eux, puisque ces deux faits sont indépendants l'un de l'autre et qu'aucun des témoins n'a assisté aux violences exercées par Ramdohr sur l'autre. Rien n'empêche que les deux objets aient été à la disposition de Ramdohr et que, chacun des témoins ait reçu les coups dont il se plaint. Les contradictions relevées ici par le président n'existaient pas. Il n'en existe pas davantage lorsqu'un enfant déclare qu'on lui a plongé la tête dans une sorte de baquet-cuvette rempli d'eau, tandis qu'une autre victime dépose que Ramdohr s'est servi d'un bassin. Ces deux faits, eux aussi, sont indépendants ; il n'a pas été établi, ni à l'instruction préliminaire, ni à l'audience, qu'ils se soient passés le même jour et à la même heure, ni que l'un des témoins ait été présent aux actes commis par Ramdohr sur les autres. Encore une fois, la constatation des ces prétendues contradictions devait nous donner l'impression qu'elle était tendancieuse. De toute manière, elle a permis à l'avocat de la défense de faire aux témoins un procès de tendance, en parlant de cette barre qui devenait une règle, de ce fer qui devenait du bois, et de cette cuvette qui devenait un simple bassin en faïence.

Outre les témoins belges, le Tribunal suprême a entendu 13 ou 14 témoins allemands. Certains se trouvaient à Grammont dans le même temps que Ramdohr. étaient même à des titres divers en relations avec lui. Tous sont venus affirmer que Ramdohr était un homme exemplaire, que jamais aucune plainte n'avait été formulée contre lui, qu'ils ne le croyaient pas capable de commettre les faits qui lui étaient reprochés. Ils n'ont jamais entendus les cris poussés par les enfants et que des témoins belges, tel De Tant, et certains témoins allemands, avaient entendus. Plusieurs cependant furent obligés de reconnaître que, dès l'époque où les faits se seraient passés, l'écho en était venu jusqu'à eux. Ce qui, à notre avis et à celui du Reichsanwalt (ministère public allemand) démontre que les faits étaient commentés in tempore non suspecto, et non pas après coup, pour les besoins de l'accusation. Quelle présomption en faveur de celle-ci ?

Parmi ces témoins allemands que nous qualifierons de témoins à décharge, bien que nous n'ayons pu savoir s'ils avaient tous été cités à la demande de la défense ou à celle du ministère public, il en est un qui nous a fait la plus pénible impression. Il s'agit d'un certain Bauer, Polizeirat à Munich, qui fut l'organisateur de la Geheimpolizei pendant la guerre. C'est un homme de 60 à 65 ans, d'un aspect réfléchi et tranquille. Il est venu exposer à la Cour les motifs qui incitèrent le Grand Quartier Général allemand à créer, ou du moins à étendre cette institution. Il s'est étendu, deux heures durant, sur les difficultés qu'avait rencontrées l'armée allemande dans le territoire occupé, sur la nécessité de tout subordonner pour les vaincre, à la sécurité de l'armée, sur les pouvoirs extraordinaires qu'il avait fallu accorder à cette police secrète. Ces pouvoirs ne consistaient pas seulement à rechercher et à découvrir les coupables par tous les moyens, voire par la violence, mais aussi à prendre, pour empêcher le retour des actes de mauvais gré, des mesures préventives, y compris les arrestations arbitraires, la prise d'otages, etc. Il a insisté sur ce que, dans cet ordre d'idées, le point de vue juridique devait être abandonné et subordonné aux nécessités de la sécurité de l'armée occupante. Il a affirmé que Ramdohr n'a fait que suivre sinon la lettre, du moins l'esprit des instructions qu'il avait reçues. Cette déclaration a été faite à la première audience, celle du 8 juin et avant l'audition des témoins belges. Il nous a paru qu'elle avait pour but d'impressionner les juges ; c'était, à notre avis, ce que les Allemands appellent une « *Stimmungsmache* ».

La suite des audiences a dû sembler moins favorable au prévenu, car, après l'audition des témoins, à la dernière audience, aussitôt avant le réquisitoire et la plaidoirie, nous vîmes soudain reparaître ce Polizeirat qui, rappelé à la barre par le Président, refit, à sa demande, une déclaration très longue qui innocentait le prévenu. Bauer se laisse même aller jusqu'à dire au Tribunal : « Acquittez-le ; si, par impossible, vous croyez qu'il a quelque peu outrepassé ses pouvoirs, la détention préventive de quatre mois et demi qu'il a subie est une peine suffisante ». Nous devons cependant noter en toute impartialité que le Senatspräsident Dr. Schmidt lui fit observer que c'était là l'affaire du tribunal.

Bien d'autres détails pourraient être rapportés, tels que l'affirmation par des témoins à décharge que les cellules obscures de la prison

de Grammont n'avaient pas été construites en vue d'obtenir l'obscurité, mais que celle-ci était la conséquence de la disposition des lieux. En effet, disaient-ils, on a converti des chambres en six cellules. Celles qui n'avaient pas de fenêtres étaient nécessairement plongées dans l'obscurité. Les témoins belges ont affirmé toutefois que, dans ces cellules, les fenêtres avaient été bouchées avec des planches, de sorte que la lumière n'y pouvait pénétrer. Nous ne croyons pas utile, — ce serait trop allonger ce rapport — d'examiner jusque dans leurs moindres affirmations les dépositions des témoins à décharge. Il suffira de noter encore qu'elles ont été recueillies par la seule justice de Leipzig, en dehors de toute contradiction. Tous ces témoins parlaient, notamment de ce qui s'était passé devant les conseils de guerre de l'occupation, avec la certitude de n'exposer la vérité allemande à aucune contestation importune.

Quant au prévenu, il avait commencé, à l'instruction faite en Allemagne, par tout nier : à l'entendre, il n'a même jamais connu son complice. Interrogé à l'audience sur ces dénégations mensongères, il prétendit avoir adopté cette attitude parce qu'un avocat de ses amis (ce n'était pas son conseil d'aujourd'hui) lui avait fait craindre une extradition à la Belgique. Toutefois, il mentit encore plus tard. Mais on peut admettre qu'un prévenu ne doit pas la vérité quand il se défend; aussi n'insisterons-nous pas.

A l'audience Ramdohr a reconnu les arrestations nocturnes d'enfants surpris dans leur sommeil ; il est même convenu qu'il peut leur avoir donné parfois une taloche, encore qu'il n'en ait pas souvenance, mais jamais au cours d'un interrogatoire. Quant aux violences, qui se seraient passées dans la prison, il les nie, comme il nie qu'il ait donné des ordres en vue de priver les enfants de nourriture ou de couchage. Il n'avait rien à ordonner sous ce rapport, dit-il, une fois les enfants emprisonnés : ces choses concernaient le directeur allemand de la prison. Il nie aussi qu'il se soit rendu dans les cellules et ait essayé de terroriser les enfants en les réveillant au milieu de la nuit et en procédant alors à des interrogatoires qui devaient nécessairement provoquer sur ces jeunes cerveaux, une impression terrifiante. Son attitude à l'audience fut celle d'un homme qui estime avoir bien agi et ne se reproche rien. Il fut évidemment soutenu dans cette attitude par les déclarations de Bauer et de quelques autres agents ou fonctionnaires de la police secrète de campagne. Un de ceux-ci, le nommé Dirr, n'avait-il pas, d'ailleurs, convaincu Ramdohr que plus un policier multipliait arrestations et poursuites, plus il attestait son activité et son zèle ?

Avant d'examiner le réquisitoire et de commenter le jugement, un point est encore à relever.

La plupart des victimes ont été sur leurs aveux, condamnées par le Conseil de guerre allemand à des peines diverses, et plusieurs ne sont rentrées à leur foyer qu'après l'armistice. Ces enfants avaient déclaré, à Leipzig, qu'avant l'audience du Conseil, Ramdohr était allé les trouver dans leur cellule et que, sous la menace du pire, il les avait sommés de dire la vérité devant la justice militaire, c'est-à-dire de maintenir leurs aveux et leurs dénonciations consignés dans les procès-verbaux d'interrogatoire rédigés par lui en allemand. Ils avaient ajouté que Ramdohr et Zahn étaient présents à cette audience.

Ils affirmaient n'avoir pas eu l'occasion de s'expliquer sur la prévention, qu'on s'y était borné à lire leurs déclarations en allemand et que ce qu'elles contenaient y avait été tenu pour acquis. Un des témoins allemands à Leipzig était le greffier de ce conseil de guerre. Il a prétendu que les enfants avaient été régulièrement interrogés à l'audience et que ceux-ci ne disaient donc pas la vérité quand ils affirmaient le contraire. Nous ignorons laquelle des deux versions est l'expression de la vérité ; mais ce qui nous semble certain, c'est que la présence de Ramdohr et de Zahn à l'audience du conseil devait empêcher les enfants non seulement de revenir sur leurs déclarations, mais aussi de dénoncer à la justice allemande les sévices dont ils avaient été l'objet de la part de deux policiers. Ils savaient bien que, s'ils s'étaient permis cette audace, ils eussent été plus maltraités encore à la sortie du conseil. Le ministère public a, du reste, usé de cet argument dans son réquisitoire. Une autre considération encore milite en faveur de la véracité des témoignages fait à Leipzig : c'est qu'il est de notoriété publique dans la Belgique occupée et notamment dans l'Etappengebiet, dont relevait Grammont, que les accusés de faits graves (et la destruction ou la détérioration des appareils de signalisation des chemins de fer en était un), n'en menaient pas large devant les conseils de guerre allemands, que les droits de la défense y étaient régulièrement foulés aux pieds au point que bien souvent les défenseurs ne pouvaient prendre communication du dossier, si même on ne leur interdisait pas toute intervention. Combien de prévenus s'étant vu refuser le concours d'avocats belges, durent abandonner leur défense à un officier allemand déguisé en avocat pour les besoins de la cause ! Ajoutons que les débats de cette affaire ont eu lieu en langue allemande et que les jeunes accusés réduits à apprécier tout seuls leurs moyens de défense, ne furent put-être pas toujours en état de comprendre ce qui se passait à l'audience. Le président Schmidt a fait donner lecture du procès-verbal d'audience de ce conseil de guerre et il a fait ressortir que l'interrogatoire régulier des prévenus y étaient mentionnés. S'important, il a déclaré qu'il n'était pas possible qu'un officier allemand eût fait dans un procès-verbal d'audience, une déclaration non conforme à la réalité. La colère présidentielle ne nous a pas convaincus plus que la mention du procès-verbal. Deux d'entre nous ont vécu l'occupation allemande en Belgique ; ils ont des motifs sérieux de mettre en doute la véracité des procès-verbaux allemands, fussent-ils rédigés par un greffier de ce conseil de guerre.

Si cet incident est relevé ici, ce n'est pas que nous y attachions une importance capitale ; c'est qu'il nous a paru caractéristique d'un esprit qui écarte a priori les faits graves ou les déclarations qui sont de nature à nuire au bon renom de l'armée allemande.

Examinons maintenant l'attitude du ministère public.

Nous avons dit plus haut qu'il avait été correct pendant les interrogatoires des témoins. Les questions qu'il posait étaient de nature à éclairer la justice, tout en visant les preuves de la réalité de l'accusation.

Dans son réquisitoire, le ministre public ne s'est pas montré aussi affirmatif et ses réquisitions en fait, si elles ne nous ont pas surpris —

nous avons eu, au cours de l'audition des témoins, l'impression très nette du but poursuivi, c'est-à-dire une condamnation, mais peu grave — n'ont cependant pas été tout à fait d'accord avec les preuves qui résultaient à nos yeux, des questions posées par le Reichsanwalt Dr. Feisenberger.

Le ministère public a très longuement démontré qu'en droit allemand, Ramdohr était un fonctionnaire ; que, si même il ne l'était pas, il appartenait à la catégorie des quasi fonctionnaires visée par le paragraphe 145 du code pénal militaire ; qu'il tombait donc de toute manière sous l'application des paragraphes qui répriment les violences et menaces commises par des fonctionnaires. Il appuya cette démonstration juridique sur de nombreuses décisions du Tribunal Suprême. Il établit ensuite qu'en temps de guerre comme en temps de paix, le fonctionnaire devait examiner avant d'accomplir un acte, s'il en avait légalement le droit. Les arrestations qu'opéra Ramdohr pouvaient peut-être se faire ; mais il ne pouvait ni procéder à l'arrestation de personnes déjà couchées ; surtout d'enfants, ni ligotter ceux-ci, ni les enchaîner l'un à l'autre. De plus, il a maintenu des enfants en état d'arrestation, jusqu'au 3 janvier, alors qu'ils avaient fait des aveux depuis plusieurs jours. Il en a maintenu d'autres qui n'avaient rien à se reprocher. Il a donc commis une infraction au paragraphe 341 du code pénal. Certes, des arrestations pouvaient être nécessaires pour des raisons de police ; mais il n'appartient point à Ramdohr de prendre ces mesures préventives qui devaient être ordonnées par l'Ober-Kommando. En supposant même que Ramdohr ait pu faire telles arrestations, il ne pouvait les maintenir ; il devait livrer ces enfants à la Commandantur, seule compétente pour statuer sur leur sort. Le paragraphe 341 du code pénal, a donc, de toute manière, été violé.

Passant à l'examen des faits prévus par le paragraphe 343 du code pénal, le Reichsanwalt (Avocat Général) a commencé par constater que, si les enfants ont été privés de nourriture, ce fait ne pouvait être mis à charge de Ramdohr, ce dernier n'ayant pas à s'occuper de l'alimentation des prisonniers qui concernait le Directeur allemand de la prison.

Examinant ensuite le degré de crédibilité des témoignages d'enfants, il a posé comme règles d'appréciation que les enfants ne mentent intentionnellement qu'afin de se disculper, mais que pour le reste, s'ils ne mentent pas en pleine conscience, ils exagèrent facilement, au point de finir par croire parfois eux-mêmes ce qu'ils ajoutent à la vérité.

Partant de là, le ministère public a dit qu'il croyait à certaines violences dont les enfants avaient été les victimes. On ne peut leur faire reproche, a-t-il ajouté, de ce qu'ils n'en aient pas parlé devant le conseil de guerre ; on leur avait dit qu'ils seraient libérés s'ils avouaient, et puis, Ramdohr et Zahn étant présents à l'audience, ils avaient des motifs de craindre des représailles, s'ils accusaient leurs bourreaux. Leur témoignage est du reste corroboré, ajoutait le ministère public, par l'attitude du prévenu qui, s'il avait eu la conscience nette, n'aurait pas eu à consulter un avocat sur ce qu'il avait à faire au cours de l'instruction ouverte par la justice allemande. Il est corroboré encore par ce fait que le prévenu nie qu'il eût le pouvoir de prendre des décisions contre les détenus, alors qu'il est prouvé par les témoignages de

l'expert Bauer et d'autres témoins, qu'il en avait le droit et même le devoir. Il est établi encore que Ramdohr a lu aux enfants ou à certains d'entre eux, en allemand, langue qu'ils ignoraient, leur déclaration faite en langue flamande. D'autre part, Ramdohr, après avoir nié qu'il eût été en possession d'une courroie, a dû finir par l'avouer. Il est certain aussi que les enfants ont crié, quand ils étaient en prison : ce fait a même été reconnu par certains témoins allemands.

Le ministère public conclut : le but de Ramdohr était d'arracher des aveux ; il ne l'a pas nié. C'était un ambitieux ; il a voulu tirer gloire de sa manière d'instruire et du résultat obtenu.

Des violences ont donc été commises, mais les victimes exagèrent. Toutefois, nonobstant ces exagérations, il y a des faits qu'il faut considérer comme avérés, car un enfant, quand il a reçu des coups en prison, s'en souvient, et il sait qui les lui a portés.

Examinant rapidement les faits, le ministère public admet comme établis : 1^o des coups à Moreels ; 2^o des coups de poing et des coups de lanière de cuir à De Broux ; 3^o des coups sur la figure à Vlaemynck ; 4^o des coups de lanière de cuir à De Mecheleer, 5^o idem à Robert Van Wayenberghe, 6^o idem. à Marcel Van Wayenberghe, 7^o des coups de bâton à De Schouwer, ainsi que le fait d'avoir jeté ce dernier sur le poêle, car l'enfant en porte les traces ; 8^o le fait d'avoir jeté Vander Heyden contre une armoire, car la victime a été blessée et conserve une cicatrice ; 9^o des coups de lanière de cuir à Vidts, ainsi que le fait de l'avoir jeté contre une armoire et sur le poêle car l'enfant garde les cicatrices de ces violences ; 10^o des coups de poing à Van Hove, et le fait d'avoir jeté ce dernier sur le poêle ; enfin 11^o des coups de lanière de cuir à Spitaels.

Comme on le voit, les faits les plus graves, tels que celui de plonger la tête dans l'eau, les menaces au moyen d'un revolver, les coups avec une règle en fer, le fait d'avoir attaché Vidts à sa bicyclette, ou de s'être servi d'un grand chien pour menacer les enfants, etc., en un mot tout ce qui revêt un caractère particulièrement odieux ou de cruauté raffinée, disparaît, et l'attitude du ministère public pourrait bien avoir été influencée, comme celle du président, par l'idée qu'une peine devait sans doute être prononcée, mais qu'il importait qu'elle ne fût pas forte.

En Allemagne, il est d'usage que le ministère public fixe, dans ses conclusions, la peine dont il demande l'application. Il examine donc les circonstances qui plaident en faveur de l'inculpé ou contre lui.

Sont en sa faveur, dit le ministère public, 1^o le fait que Ramdohr était un orgueilleux qui voulait mériter une récompense nationale, en prenant vigoureusement en mains, dans la mesure de ses moyens, la défense de l'armée allemande à l'arrière ; 2^o sa bonne conduite.

Plaident contre lui les circonstances, 1^o qu'il n'était pas permis à Ramdohr de compromettre le bon renom de l'armée allemande ; 2^o que les violences matérielles ont été exercées sur des enfants incapables de se défendre ; 3^o que des violences morales ont été exercées sur ces volontés faibles encore, tantôt promesses de liberté, tantôt menaces de mort ou interrogatoires nocturnes après un brusque réveil.

Pour conclure, le ministère public estime qu'il ne faut pas prononcer une peine de réclusion, ni priver Ramdohr de ses droits civils. La peine la moins forte prévue par le code pénal est de trois mois d'emprisonnement, dit-il, pour chaque fait ; c'est insuffisant : je demande pour chacun six mois avec réduction à une peine globale de deux ans, en vertu du paragraphe qui vise le concours d'infractions. Le ministère public a requis, aussi la condamnation de Ramdohr à l'interdiction d'exercer toute fonction publique pendant cinq ans.

L'avocat de la défense, le Rechtsanwalt Justizrat Dr. Kaiser, prit alors la parole. Il commença par déclarer que, conformément à la promesse qu'il avait faite au Senatspräsident Dr Schmidt, il ne toucherait pas aux questions politiques que pouvait soulever le procès. Ce qui ne l'empêcha pas de dire que, si, au cours de l'instruction, Ramdohr avait d'abord tout nié, même qu'il connaissait Zahn, c'était par crainte d'être livré aux autorités belges, et il ajouta : « Cette crainte subsiste encore, car ce que l'Entente fait en ce moment n'est qu'un essai de la justice allemande, et qui nous dit qu'après les arrêts du Reichsgericht, elle n'exigera pas l'extradition de ceux qu'elle considère comme coupables, en employant des moyens de contrainte qui pourraient peut-être aller jusqu'à l'occupation de la Ruhr ? Le Dr. Kaiser plaida non coupable ; il dit que les faits tenus par le ministère public pour établis, étaient innocentés par la nécessité militaire qui abrogeait, pour ainsi dire, les règles juridiques. Il fit alors une hypothèse qui lui valut un succès d'audience : « Supposons, dit-il, que Ramdohr n'ait pas pris les mesures préventives qu'on lui reproche et que, dans la suite, un train de munitions ait déraillé et explosé, tuant une quantité d'hommes, ou qu'un train chargé de troupes soit allé se jeter sur un autre, entraînant ainsi la mort de centaines, peut-être de milliers de soldats allemands.

Appelé devant son général en chef, Ramdohr aurait-il pu lui dire : « Excellence, je n'ai pas pris les mesures préventives que vous m'indiquez, parce qu'elles ne se trouvent pas inscrites dans la législation pénale ». Cet effet de plaidoirie déclencha les applaudissements nourris de l'auditoire. Nous devons dire, cependant, que le président réprima vivement et énergiquement cette manifestation et menaça si elle se renouvelait, de faire évacuer la salle.

Le Dr. Kaiser poursuivit sa plaidoirie très habilement présentée, avec un incontestable talent. Il soutint que le ministère public n'agissait que sous la contrainte de l'Entente, mais que, pour tout Allemand, Ramdohr n'avait fait que son devoir et qu'il devait être acquitté.

Dans sa réplique, le Reichsanwalt rencontra quelques-uns des arguments de la défense, il protesta surtout vivement contre l'affirmation qu'il agissait sous la pression de l'Entente. Il affirma énergiquement qu'il n'obéissait qu'à sa conscience et qu'il requerrait en toute liberté.

Après une courte réponse de la défense, les débats furent clos et le prononcé de l'arrêt remis au samedi 11 juin, à une heure de relevée. L'audition des témoins avait duré dix-huit heures, neuf heures le 8 juin et autant le lendemain. Le 10 avait été consacré au réquisitoire et à la plaidoirie.

Nous ne cachons pas qu'au sortir de l'audience du 10 juin, nous étions unanimes, tant les trois délégués belges, que les deux délégués

français qui, pour s'instruire, avaient suivi les débats, à pronostiquer une condamnation. Nos avis ne différaient que sur le quantum de la peine. En effet, les faits avaient été établis de la manière la plus nette, et, si la prévention était abandonnée pour les plus graves, c'était, non qu'ils ne fussent pas établis, mais en vertu d'une tendance que nous avions aperçue dès le premier jour.

Grande a donc été notre surprise, lorsque, le samedi 11 juin, nous avons entendu le Dr. Schmidt prononcer l'arrêt d'acquittement. Les faits étaient avérés ; ils étaient connus de toute la région de Grammont depuis le jour où ils avaient été commis, et Ramdohr lui-même, à l'audience, ainsi que d'autres témoins allemands, ont reconnu qu'on parlait à Grammont de ces atrocités dès l'époque où elles ont été commises. Il n'y avait aucune raison d'écarter les faits les plus graves ; le témoignage des enfants était formel ; il était corroboré par de multiples circonstances indéniables dont il a été parlé plus haut, ainsi que par les certificats médicaux. Dans ces conditions, force nous est de dire que la sentence du Tribunal d'Empire nous apparaît comme un véritable déni de justice.

Il nous reste à dire quelques mots des motifs de l'acquittement. Notre tâche est ici très difficile, car en Allemagne, les motifs des jugements en matière pénale ne sont rédigés qu'après le prononcé ; c'est sur de simples notes sans donner lecture d'aucune pièce, que le président fait connaître rapidement les motifs de la décision. M. le Conseiller de légation von Toppelkirch nous a donné l'assurance que le jugement serait sans retard porté in extenso à la connaissance du Gouvernement belge.

Ce que le Dr Schmidt a dit très vite, nous avons cru pouvoir le résumer comme suit :

« Si l'on peut gravement soupçonner le prévenu d'avoir employé des moyens de contrainte illégaux pour amener les enfants à faire des aveux, ce qui est puni de réclusion par le paragraphe 343 du code pénal comme étant un crime grave, il faut cependant dire qu'aucune preuve suffisante n'a été apportée pour un fait déterminé. Le degré de crédibilité des témoins, en particulier et dans leur ensemble, est en fait influencé par la constatation que toute une série d'entre eux ont volontairement ou involontairement affirmé le contraire de la vérité, en décrivant des circonstances qui doivent être considérées comme impossibles. Il apparaît clairement que des déclarations relatives aux violences exercées sur eux ont été faites par plusieurs enfants sous l'influence d'une certaine suggestion, parce qu'ils ont entendu dire que d'autres personnes avaient été maltraitées. Ces témoins étaient d'un âge qui est particulièrement de nature, pour des motifs psychiques et physiques, à diminuer leur crédibilité. Les affirmations des enfants n'ont pas été corroborées par les constatations objectives, telles qu'elles ont été décrites par les médecins. Il y a lieu d'attacher une très grande importance, en ce qui concerne plus spécialement la surveillance des détenus, aux témoignages du capitaine Landou et du conseiller de commerce Schwarz, qui affirment n'avoir reçu aucune plainte touchant les mauvais traitements subis par les enfants. Ceux-ci, eux-mêmes, du reste, ne s'étaient pas plaints. Il n'est pas établi non plus que le

prévenu aurait illégalement privé de liberté des personnes soupçonnées. Il n'est pas douteux qu'objectivement Ramdohr pouvait justifier l'arrestation de ces enfants, parce qu'il croyait, en prenant ces mesures préventives, empêcher le retour d'attentats criminels contre les chemins de fer. De ce point de vue il a été conduit, et il n'y a pas lieu de le lui reprocher, à croire qu'il était légalement autorisé à garder en état d'arrestation ces enfants, jusqu'au moment où il pourrait les livrer aux autorités compétentes. Le Tribunal suprême est convaincu que Ramdohr croyait agir légalement. Si tel est le cas, la responsabilité pénale vient à tomber, car il écarte la volonté de transgresser la loi. La question de savoir si le fait de ligotter inutilement des prévenus au moment de leur arrestation, même justifiée, tombe sous l'application du paragraphe 341 du code pénal, ainsi que le prétend le ministère public, ne doit pas recevoir de solution dans l'espèce, car cette mesure se justifiait. Il s'agissait, en effet, d'enfants dont Ramdohr voulait empêcher la fuite pendant la nuit. Du reste les enfants n'ont été ligottés qu'au moyen d'une petite courroie ».

Tout commentaire de ce jugement contraire aux faits, tels qu'ils nous ont été révélés à l'audience, paraît superflu.

Il ne nous appartient pas de tirer des conclusions, pour l'avenir, de ce que nous avons vu et entendu au Tribunal Suprême de Leipzig. Notre rôle se borne à faire un rapport impartial sur les débats de l'affaire Ramdohr. Nous avons la conviction d'avoir rempli complètement la mission que le Gouvernement a bien voulu nous confier et de lui avoir fidèlement rapporté ce dont nous avons été témoins.

XXI. — CANTON DE HOOREBEKE SAINTE MARIE.

Schoorisse.

Le 21 novembre 1917, un soldat allemand non identifié rencontrant sur la route d'Ellezelles un civil du nom de Fouquet, Gustave, l'abattit à coups de fusil. Fouquet succomba le lendemain, à Schoorisse, des suites de sa blessure.

Sans raison aucune, le maréchal des logis Pampke, cantonné à Schoorisse, tua à coups de fusil, le 14 mars 1918, une jeune fille de Pâturages, Moreau, Léa, qui était allée chercher des pommes de terre dans les environs de Schoorisse. Le crime eut lieu sur le territoire de Etichove. Le cadavre de la victime fut transporté à Schoorisse.

Meyleghem.

Le 24 juin 1917, le civil De Cock, Henri, fut tué, sans motif, par le soldat allemand Karl Zimmermann qui, d'après un témoin, n'était âgé que de 17 ans environ et qui s'était fait connaître des habitants par sa violence et sa brutalité.

Segelsem.

Deux soldats allemands non identifiés, qui voulaient entraîner une jeune fille de Segelsem, tirèrent à coups de fusil sur le frère de celle-ci, De Bourdeaud'huy, René, qui voulait défendre sa sœur. De Bourdeaud'huy mourut trois jours après des suites de ses blessures.

Hoorebeke Sainte Marie.

Le 3 février 1918, le gendarme allemand Schwede, Fritz, tua à coups de revolver le civil Joseph Van Derlinden. Un officier vint interroger le lendemain le père de la victime, qui se trouvait avec celle-ci lorsque le crime fut commis, mais ce semblant d'enquête n'eut aucune suite : le gendarme Schwede est resté dans la région jusqu'à l'armistice.

XXII. — CANTON D'AUDENARDE.

Etichove.

La population de Etichove vécut dans une anxiété perpétuelle. Deux Allemands du nom de Stoll et Vieweg qui faisaient partie de la police secrète d'Audenarde, étaient la terreur des habitants. Ils commirent d'innombrables actes de brutalité et de violence. Stoll tua un civil dans des circonstances atroces. Le 24 juin 1918, rencontrant sans carte d'identité un nommé Geenens, Badilon, il le fit marcher devant lui. A peine celui-ci avait-il fait quelques pas que Stoll le tua d'un coup de revolver dans la nuque. Le 14 mars 1918, une jeune fille de Pâturages, du nom de Moreau, Léa, fut tuée sur le territoire de Etichove par un soldat allemand cantonné à Schoorisse, canton de Hoorebeke Sainte Marie. (Voir page 299).

Audenarde.

Le 10 mai 1917, l'agent de police secrète Stoll (voir ci-dessus Etichove), rencontrant le civil Dehaut, Frédéric, un déporté qui s'était évadé, tira sur lui un coup de revolver. Dehaut se défendit à l'aide de son couteau et parvint à prendre la fuite. Mais Stoll l'abattit à coups de revolver.

XXIII. — CANTON DE RENAIX.

Le 3 novembre 1918, un civil du nom de Dewitte fut tué. Les auteurs de ce crime sont restés inconnus. Le crime a été commis dans les circonstances suivantes : des ouvriers qui, pour échapper aux réquisitions, s'étaient cachés dans une cave, ayant été remarqués, prirent la fuite. Les Allemands tirèrent sur eux au moyen d'une mitrailleuse. Dewitte fut atteint de trois balles et succomba quelques jours après.

CHAPITRE V.

PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE

I. — CANTONS DE BRUGES.

Le Canton de Bruges, placé en arrière du front, a relativement peu souffert.

Bruges.

Au moment de leur entrée à Bruges, le 14 octobre 1914, des soldats allemands se rendirent coupables de vols avec menaces de mort au préjudice d'un habitant de Bruges du nom de Van der Haeghen. A la veille de leur départ, le 30 octobre 1918, d'autres soldats extorquèrent au préjudice d'un autre habitant, nommé Hugo, Ivo, en le menaçant de mort, une somme de 1000 Marks. Entre ces deux époques, l'enquête faite par la police communale a constaté 114 cas de vol simple et de vol qualifié. C'est surtout vers la fin de l'occupation que les vols se multiplièrent. Non seulement des soldats mais aussi des sous-officiers et même des officiers s'y livrèrent revolver au poing.

A différents moments pendant l'occupation, les officiers allemands, au mépris des conventions internationales et en contradiction avec une proclamation affichée par les autorités militaires lors de l'arrivée de leurs troupes dans la ville, enlevèrent et partagèrent entre eux toutes les armes déposées par les habitants au bureau de police et à l'hôtel de ville.

Les 16 et 17 octobre 1914, au lendemain de leur entrée à Bruges, les soldats allemands se rendirent coupables de plusieurs autres crimes : pillage de la fabrique Denève et de la maison de Vynche Alphonse ; viol de deux femmes, dont l'un suivi de vol et l'autre accompagné de menaces de mort. En outre, deux attentats aux mœurs ont été établis, (17 octobre 1914 et 4 décembre 1915.) Un vol avec menaces et violences mérite d'être signalé : c'est celui d'une somme de 24000 mark commis le 5 octobre 1918, veille de la retraite, au détriment de la Banque de la Flandre Occidentale. Les auteurs en sont le belge Emile Dumont, sa femme Ida Schuler, le Commissaire en chef allemand Grobengieszer et le commissaire allemand Weyss.

Oedelem.

Au moment de la retraite, la population mâle, en âge de service militaire, reçut l'ordre de quitter la commune sous menace de mort, les hommes à peine en marche essuyèrent des coups de fusils tirés par des fusiliers marins ; l'un d'eux, âgé de 50 ans, fut grièvement blessé.

Beernem.

Vol de 24.000 francs dans la caisse communale.

Wenduyne sur Mer.

L'installation des bains fut totalement pillée par les troupes. Celles-ci enlevèrent également la statue de bronze du comte de Smet de Nayer, bien que ce fût une œuvre d'art. Au moment de la retraite la commune fut livrée à la destruction et au pillage.

Blankenberghe.

Mars 1917. — Viol d'une enfant de 13 1/2 ans par un médecin du corps de marine.

Sous le prétexte de lui faire subir une opération, le Unter-Arts Dr. Otto Liebe chloroforma à trois reprises différentes une fillette de 13 1/2 ans et abusa chaque fois d'elle. Un enfant étant né de ce crime, les autorités allemandes, à la suite des démarches du père de la victime, ouvrirent une enquête. Cette enquête fut de pure forme. La victime ne fut jamais confrontée avec l'accusé. Sous le prétexte que l'enfant avait varié dans ses déclarations lors de l'instruction, le Marine Kriegsgericht à Geestemünde, où le Dr. Liebe était retourné peu de temps après, conclut à un non-lieu. En réalité le Dr. Liebe a commis sans conteste possible le crime qui lui est reproché et les autorités allemandes en étaient convaincues. Le tribunal de Geestemünde a, par un déni de justice, voulu sauver l'honneur d'un officier.

Damme.

Lors de leur arrivée le 14 octobre 1914, les troupes allemandes pillèrent de nombreux magasins en menaçant de mort les propriétaires.

Knocke sur Mer.

Dès décembre 1914, les troupes d'occupation allemandes, placées sous les ordres de l'amiral von Schröder, se livrèrent au pillage des villas et des hôtels de cette importante station balnéaire. Ils enlevèrent jusqu'aux portes et fenêtres. Après quoi ils chassèrent la population et pillèrent les maisons dites abandonnées.

Parmi les auteurs responsables il y a lieu de nommer à côté de l'amiral von Schröder, le ortskommandant Bieling et son successeur le Kapteinleutnant Jahnke qui firent exécuter les ordres, et les soldats Heckmulder, Adam et Quimerman, Joseph, qui les exécutèrent.

Enfin le premier jour de leur retraite (2 octobre 1918) les troupes allemandes enlevèrent de force tous les chevaux et attelages qui se trouvaient encore dans la commune. Le lendemain ils s'emparèrent de tout le bétail.

Heyst sur Mer.

Le 18 juin 1916, le sous-marin N° 1 coula en pleine mer le bateau de pêche N° 60. L'équipage fut déporté en Allemagne.

Le 27 juin suivant le bateau de pêche N° 20 fut capturé et son équipage, amené d'abord à Zeebrugge, fut ensuite déporté en Allemagne. Ces deux actes de violence furent commis sous le prétexte que les équipages de ces bateaux se livraient à l'espionnage. La déportation en Allemagne ne fut précédée d'aucune enquête ni d'aucun jugement.

*
* *

Comme dans beaucoup de régions des provinces de Flandre Occidentale et de Flandre Orientale, les soldats allemands, lors de leur retraite en 1918, pillèrent de nombreuses communes des cantons de Bruges, enlevant et détruisant même sur place le bétail et les récoltes. Ce fut notamment le cas pour Oedelem, Vlisseghe, Zerkeghem, Saint-André, Nieuwmunster, Damme et Lisseweghe.

II. — CANTON D'OSTENDE.

Le commissaire de police d'Ostende fut l'objet de nombreuses tracasseries de la part des autorités militaires allemandes et notamment de l'Ortkommandant Bettingen.

Le 12 février 1915, ce commissaire de police fut condamné à 1000 Mk. d'amende parce que la rue n'avait pas été débarrassée assez rapidement des débris de vitres brisées à la suite du jet d'une bombe.

En mai 1915, il fut condamné à 300 M. d'amende pour avoir prétendument fait une enquête au sujet d'actes contre nature dont des officiers allemands se seraient rendus coupables sur un enfant.

En septembre 1915, le commissaire de police encourut une nouvelle condamnation à 30 Mk. d'amende pour s'être servi de la langue française dans une lettre adressée au commissaire de police de Fléron (commune wallonne).

Le 31 décembre 1915, il fut arrêté et incarcéré pendant 7 jours sous prétexte d'avoir dissimulé le nombre des victimes faites parmi la population par une bombe jetée par un avion allié. Il fut d'ailleurs acquitté de ce chef.

Avant cela, le 1^{er} mai 1915, le même commissaire de police ainsi que le député Hamman et l'échevin Verhaeghe avaient été arrêtés et retenus comme otages pendant 8 jours parce que des pigeons avaient volé au-dessus de la ville.

L'enquête du juge de paix fait mention de nombreux cas de mauvais traitements et de coups infligés à des habitants ainsi que de vols de meubles et de tableaux, dont beaucoup ont été transportés en Allemagne. Elle signale le vol et la destruction, par des soldats allemands dont l'identification n'a pu être faite, de partitions de musique, d'objets d'art, de cloches, etc., délits souvent aggravés de bris de scellés.

Il y a lieu enfin de signaler le meurtre à la date du 4 novembre 1914, du civil Bauwens, qui fut tué à coups de revolver par un militaire du nom de Ernst Hopfer.

Steene.

L'occupant infligea des amendes et des condamnations tellement nombreuses que, d'après le rapport du bourgmestre, restèrent seuls indemnes les individus qui faisaient cause commune avec l'envahisseur.

La dureté des Allemands était extrême. C'est ainsi qu'ayant emprisonné un vieillard de 80 ans sous prétexte de mendicité, ils le laissèrent mourir d'inanition.

L'ortskommandant Krah pillait littéralement la commune à son bénéfice personnel. Avant toute réquisition, il enleva la cloche de

l'église et s'empara d'une partie des archives de celle-ci. Il força l'office local du comité national de lui remettre des vivres au mépris des engagements pris et, au moment de son départ, vola 21.000 frs. à la Caisse communale. Au moment de la retraite allemande, la population de Steene dut évacuer le village. Elle fut à ce point maltraitée que quatre habitants perdirent la vie à la suite des violences qu'ils eurent à subir à cette occasion.

III. — CANTON DE RUYSSSELEDE.

Wijngene.

Les soldats allemands et notamment l'Ortskommandant Sanguinetto, qui a laissé dans le pays les plus mauvais souvenirs, se sont rendus coupables à Wijngene des méfaits suivants :

Au moment de l'occupation : pillage d'un grand nombre de maisons.

Pendant l'occupation : enlèvement des armes déposées à la maison communale ; réquisitions sans bon et sans indemnités ; amendes et punitions arbitraires ; vols avec effraction et escalade ; extorsions de vivres sous menaces de mort.

Au moment de la retraite : coups et blessures suivis de vols ; vol de chevaux sous menaces de mort et finalement enlèvement de tous les chevaux et de tout le bétail.

IV. — CANTON DE THIELT.

Pitthem.

Le 19 octobre 1914 un habitant de Pitthem, Allaert, Camille, fut tué à Ardoye où il se trouvait de passage (voir canton d'Ardoye).

Le 29 septembre 1914, un soldat allemand, tandis que deux de ses camarades faisaient le guet, terrorisa une vieille femme de 60 ans, Camille C., qui vivait seule, la fit se déshabiller complètement et la viola. La victime porta plainte auprès d'un officier mais cette plainte n'eut aucune suite.

Dans les derniers temps de l'occupation, la commune fut pillée systématiquement.

Thielt.

Le 5 décembre 1915 une jeune fille de Thielt, E..., fut arrachée, par un groupe de soldats allemands, du milieu de ses compagnes sur la route de Meulebeke, entraînée à l'écart et odieusement maltraitée. Elle mourut des suites de cet attentat. Les autorités allemandes ouvrirent une enquête sur la plainte du père, mais la clôturèrent immédiatement sous le prétexte que les auteurs du crime étaient inconnus.

V. — CANTON D'ARDOYE.

Ardoye.

Les troupes allemandes arrivèrent à Ardoye le 18 octobre 1914. Rencontrant un civil (Gaeyse, Pierre) dans la rue, ils tirèrent sur lui plusieurs coups de feu et le blessèrent gravement. Le lendemain ils tuèrent, sans motifs, un habitant de Pithem, du nom de Allaert, Camille, qui se trouvait à la ferme Pattijn à Ardoye.

Un mois avant leur retraite les troupes allemandes commencèrent le pillage systématique du village. Au moment de leur départ, le 16 octobre 1918, ils tuèrent sans aucune raison, à 4 heures de l'après-midi, Coysman, Charles.

Les auteurs de ces crimes n'ont pu être identifiés.

Coolscamp.

Lors de leur arrivée dans la commune en octobre 1914, les Allemands, sous prétexte que l'on avait sonné les cloches de l'église pour avertir les troupes alliées arrêtaient le bourgmestre, le curé et quatre autres personnes qu'ils amenèrent avec eux sous menace de mort et attachèrent ensuite à des arbres le long de la route. Après avoir été ainsi attachées pendant une heure les victimes furent détachées, enfermées comme otages dans une maison et finalement mises en liberté. Une des victimes est morte des suites de l'émotion qu'elle avait subie.

VI. — CANTON DE THOUROUT.

Thourout.

Le 15 octobre 1914, à leur arrivée, les troupes allemandes contraignirent des civils à marcher devant elles pour leur servir de bouclier. Ils se firent accompagner aussi de l'agent de police Van Besien qui fut menacé de mort à plusieurs reprises. Les Allemands se rendirent directement au commissariat de police où ils s'emparèrent, par effraction, de toutes les fournitures de bureau et détruisirent un grand nombre d'archives. Ils se saisirent du Commissaire de police qu'ils firent surveiller par un soldat armé et qu'ils enfermèrent du soir au matin, pendant plusieurs jours, avec sa famille. A la fin de la même année ils le menacèrent de mort et de déportation en Allemagne afin d'obtenir de lui la remise de tous les instruments de travail que possédait la population.

Le 18 octobre 1914, le f. f. de bourgmestre de Thourout, le professeur Meersseman, fut arrêté, menacé de mort et frappé. Traduit ensuite devant le conseil de guerre de Gand sous l'inculpation d'espionnage, il fut acquitté, mais néanmoins déporté en Allemagne pour un terme d'un an. A son retour, défense lui fut faite d'exercer les fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de professeur et il fut ainsi privé de tous moyens d'existence.

En octobre 1914, les habitants de Woumen et de Eessen furent enfermés, au nombre de 150 à 200 personnes, dans un local de Thourout servant de patronage. Ils y furent victimes des brutalités d'un médecin allemand du nom de von Wynbergen, qui fut d'ailleurs déplacé plus tard. Privés de nourriture, d'air, de feu et de vêtements, un grand nombre de prisonniers tombèrent malades et 68 moururent faute de soins. Un malade qui ne pouvait descendre l'escalier dut être porté. Les deux hommes chargés de cette besogne furent cravachés et bousculés par von Wynbergen au point qu'ils laissèrent tomber le malade qui se blessa grièvement. Placé par ordre de von Wynbergen sur une chaise, il mourut à l'instant.

Cortemarck.

Les troupes allemandes entrèrent à Cortemarck les 15-19 octobre 1914. Ils signalèrent leur arrivée par l'incendie d'environ 25 maisons. Cinq civils, dont deux femmes, rencontrés dans les champs ou qui essayaient de fuir leur habitation en feu, furent tués.

Le corps d'une des victimes resta sous les décombres et fut réduit en cendres.

Les victimes sont : D'Hondt, Henri, épouse Declercq, Cornet, Oscar, Hendrickx, Jean, la religieuse Sœur Hieronyma.

Le 31 janvier 1915, un soldat allemand stationnant à Vladsloo arrêta au moment où il passait, un habitant de Cortemarck du nom de Van Damme, Alidor, qui s'occupait du commerce de beurre et d'œufs. Il fit prévenir ses supérieurs à Cortemarck (ou à Thourout) qu'il avait arrêté un espion. Mais déjà avant l'arrivée des officiers, Van Damme fut tué par lui à coups de fusil et à coups de bayonnette. Un voisin, appelé par les officiers pour reconnaître la victime, ne parvint qu'avec peine à l'identifier, sa figure était méconnaissable. Le curé de Cortemarck se rendit auprès des autorités allemandes aux fins d'obtenir l'autorisation d'enterrer Van Damme. Cette démarche fut mal appréciée et, trois jours plus tard, le curé fut brusquement arrêté avec le vicaire et le bourgmestre, sous le prétexte, qu'« on » se livrait à l'espionnage à Cortemarck. Après une détention de 12 jours, tous trois furent déportés en Allemagne au camp de Holzminden. Ils y restèrent pendant 5 semaines et purent ensuite revenir en Belgique avec défense de réparaître à Cortemarck. Ils n'obtinrent qu'en octobre 1916 l'autorisation de rentrer dans leurs foyers.

Le meurtrier de Van Damme, n'a pas pu être identifié ; il appartenait à la Res-Fuhrpark — Kolom 70, 23^e Res. Corps, dont le commandant se nommait Rittmeister Rünge.

Ichtegem.

Lors de leur retraite, octobre 1918, les Allemands s'emparèrent de 45.546 m. appartenant à la Commission des récoltes et forcèrent l'administration communale, à l'aide de menaces, de leur remettre une somme de 12.300 frs. Ensuite ils enlevèrent tous les chevaux et tout le bétail de la commune. Auteur : l'Ortskomit. Wehl, hauptmann der Reserve.

Pendant l'occupation, les Allemands pillèrent le château de Wijnendaele. Accusé d'abord d'être l'auteur des vols le gendarme Wolff, de Strasbourg, interrogé après l'armistice par les autorités françaises, déclina toute responsabilité et indiqua comme étant un des auteurs le commandant Lakemeyer du 2^e régiment des Pionniers.

Handzaeme.

Lors de leur entrée à Handzaeme, le 19 octobre 1914, des troupes allemandes appartenant au 209^e régiment d'infanterie, sous le commandement du colonel Goott (45^e division, 23^e corps d'armée) commirent les excès et les crimes suivants :

Emile Van Nieuwenhuize fut arraché de sa demeure et tué d'un coup de fusil à quelques pas de là. Sa sœur, venue sur le seuil de la porte pour voir ce qu'il allait advenir de son frère, reçut un coup de bayonnette qui lui transperça la cuisse.

Deux femmes, dont l'une était enceinte de six mois, furent violées avec menaces de mort.

Le lendemain une vingtaine d'hommes furent arrêtés aux environs de la gare de chemin de fer et conduits dans une chambre de l'auberge « De Korte Wandeling » où ils furent odieusement maltraités. Quatre d'entre eux furent massacrés ⁽¹⁾ et enterrés à l'endroit même : Hippolythe Delaeter, Cyrille Van Rietvelde, Jules de Laey et Aloïs Van Biervliet. Les 16 autres parvinrent à se soustraire à leurs bourreaux, mais 2 d'entre eux, Arthur Embo et Tryphon Van de Walle, moururent plus tard des suites de mauvais traitements.

Il y a incertitude quant aux auteurs du massacre des quatre civils à l'auberge « De Korte Wandeling ». D'après un témoin, le 209^e régt. d'infanterie venait de partir au moment où le crime eut lieu et celui-ci aurait été commis par des pionniers de la 45^e division, qui marchaient à la suite du 209^e d'infanterie.

A la même date du 20 octobre, Cyrille Willaert et Edmond Snaet furent arrachés de leur demeure et tués à coups de fusil devant leur porte.

Le même jour encore trois soldats allemands du 209^e d'infanterie pénétrèrent dans l'habitation du bourgmestre Hippolyte Ampe, qui s'était réfugié dans la cave avec sa famille et avec des voisins. Ils ouvrirent la porte en criant et firent feu. Le bourgmestre fut atteint par les balles et tué net. Les 3 soldats pénétrèrent ensuite dans la cave réclamant du vin. Apercevant une valise ils l'ouvrirent et volèrent les bijoux et l'argent qu'elle contenait. Les autorités allemandes ouvrirent une enquête. Pour excuser leur crime, les

(1) Voir annexe N^o 60.

soldats prétendirent que le bourgmestre avait tiré sur eux. Mais le fait fut reconnu faux par un tribunal de guerre allemand présidé par le Dr. Rittdorf, attaché à l'état major de la 45^e division, 23^e corps d'armée.

Le même jour encore (20 octobre), les Allemands s'avançant vers Zarren, forcèrent des civils à marcher devant leurs troupes. (avant-garde de la 45^e Res. division). Oscar Dejonghe fut tué d'un éclat d'obus pendant la marche. Arrivés près de Zarrenlinde, les malheureux civils furent autorisés à retourner. Mais à peine avaient-ils fait quelques pas que les Allemands se mirent à tirer dans le tas. Henri Goddeyne, fut ainsi tué. Les Allemands tuèrent aussi d'un coup de fusil Cyrille Van Doorn qui s'enfuyait à leur vue.

D'autres habitants de Handzaeme furent forcés de marcher devant le régiment d'infanterie N° 212. D'autres encore devant le régiment 214. Parmi ceux-ci se trouvaient Emile Lamote et Auguste Van Steenkiste. Arrivés à la ferme De Schoenmaker, un officier du régiment 212 ou 214 donna ordre à Lamote et à Van Steenkiste de se placer dans un puits d'un mètre de profondeur l'un derrière l'autre et le dos tourné vers son côté. Prenant alors un fusil des mains d'un soldat il fit feu. Van Steenkiste fut atteint en plein cœur et tué sur le coup. Lamote, plus petit, ne fut que blessé. Abandonné dans le puits, il y est mort. Le cadavre de Van Steenkiste fut jeté sur un lit dans la ferme, où on le trouva plus tard. Les Allemands qui étaient ivres, prétendirent comme d'habitude que ces exécutions étaient justifiées par le fait que des civils avaient tiré sur leurs troupes.

Ruddervoorde.

Le 14 ou 15 janvier 1918, la femme S... âgée de 37 ans, fut violée par un officier du 121^e régiment d'infanterie Wurtembourgeoise du nom de Eisenmaun.

L'enquête a révélé aussi de nombreux actes de violence commis sur des civils par le lieutenant Pendorf, du Holzfüllkommando. Pour un oui ou un non il rouait les habitants et les ouvriers réquisitionnés de coups, les retenait en détention dans le château de Ruddervoorde où il logeait et leur tirait des coups de feu. Il tenta notamment de tuer ainsi à coups de fusil en 1918, Pierre Van de Walle et Hubert Maubroucke.

Le même lieutenant Pendorf, ainsi que l'Oberleutnant Herfurth pillèrent le château de Ruddervoorde. Les vols de meubles, antiqités, tableaux, etc., commencèrent dès 1916. Le reste du mobilier fut enlevé pendant les derniers jours de l'occupation.

Le 25 mai 1915, deux officiers allemands assassinèrent dans les bois voisins de son château où ils l'avaient emmené sous un prétexte resté inconnu, M. Henri d'Udekem d'Acoz. Le parquet de Bruges voulut ouvrir une enquête, lorsque le cadavre de M. d'Udekem fut retrouvé enterré à une petite profondeur. Les autorités allemandes empêchèrent la justice belge de continuer son enquête et les assassins furent jugés par un conseil de guerre. Condamnés à mort, leur peine fut commuée par l'empereur allemand. Les causes du crime sont restées inconnues.

VII. — CANTON DE MEULEBEKE.

Aarseele.

Le 3 juin 1918, De Vliegere, Emile, âgé de 44 ans, fut tué d'un coup de revolver sans aucune raison, par le commissaire allemand de la police secrète, à Thielt.

Ousselghem.

Le 15 avril 1918, une patrouille allemande tira sans raison un coup de fusil sur Verbeke, Théodule, âgé de 14 ans, qui longeait l'autre rive de la Lys. L'enfant fut atteint au genou. Des ouvriers qui travaillaient au même endroit et qui eux aussi avaient essuyé un coup de feu, voulurent se porter à son secours, mais ils en furent empêchés par les soldats. L'enfant mourut de suite de la perte de sang. Les autorités allemands offrirent une indemnité dérisoire au père qui la refusa.

VIII. — CANTON DE OOST-ROOSBEKE.

A Vyve Saint Eloy, dans le canton de Oost-Roosbeke, les Allemands au moment de leur retraite (22 octobre 1918) mirent le feu à deux meules de lin et commirent un nombre considérable de vols et de larcins au détriment de la population.

A **Oost-Roosbeke**, ainsi qu'il résulte de l'enquête faite par la gendarmerie belge, un vol de bijoux, vêtements et de valeurs (18.000 frs.) fut commis dans la nuit du 2-3 septembre 1918 au préjudice de Bogaert, Aimé, par un groupe de soldats allemands. L'un d'entre eux a été formellement reconnu comme étant l'aide-gendarme Adam, stationné à Meulebeke. Les soldats s'étaient introduits dans la maison de Bogaert sous prétexte de pratiquer une perquisition. Les faits furent commis peu de temps avant la retraite allemande.

IX. — CANTON DE HARLEBEKE.

Harlebeke.

Le 10 septembre 1914, une patrouille allemande s'approcha de Harlebeke, tirant sur tous les civils qu'elle rencontrait et brûlant les fermes et les meules de paille sur son passage. Les Allemands blessèrent au cours de cette opération plusieurs habitants inoffensifs. Ils s'emparèrent ensuite d'une cinquantaine de civils dont quelques enfants, qu'ils forcèrent de marcher constamment, liés les uns aux autres et sans nourriture, devant leurs troupes. Les uns furent ainsi emmenés par Berchem-Audenarde, les autres jusqu'à Tournai; d'autres encore jusqu'en France. Deux enfants âgés respectivement de 15 et de 13 ans furent blessés et un autre civil cruellement maltraité.

Lors de leur retraite, les 19-20 octobre 1918, les Allemands incendièrent volontairement et sans nécessité d'ordre militaire une ferme, des étables, une fabrique et une habitation.

Waereghem.

Lors de leur entrée à Waereghem, en octobre 1914, les Allemands pillèrent environ 120 maisons et magasins, s'emparèrent de la caisse à la gare et au bureau de poste et enlevèrent les plus belles armes déposées à la maison communale. Ils violèrent aussi trois femmes.

En juillet 1916, un nommé Vanderstraeten fut tué d'un coup de fusil par un sous-officier du Landsturm, dont le nom est resté inconnu.

Deerlijk.

Le 30 septembre 1914, une rencontre eut lieu entre patrouilles belge et allemande près d'un petit bois sur la route de Deerlijk à Harlebeke. Ayant été repoussés, les Allemands revinrent bientôt en force, incendièrent les fermes voisines et se mirent à tirer à tort et à travers sur les civils — en majorité des femmes et des enfants — qui étaient occupés à travailler sur les champs. Un jeune homme Ostyn, Gustave, fut tué d'un coup de feu tiré à bout portant.

La patrouille belge avait disparu depuis longtemps.

Le 31 août 1917, De Donder, Emile, fut tué sans aucune raison à coups de revolver et de fusil, par un soldat resté inconnu.

Desselghem.

Le 22 août 1918, un uhlan tua d'un coup de feu Deveugele, Florice, âgé de 19 ans. Sans motif aucun les Allemands se saisirent ensuite du père de la victime et le tinrent emprisonné pendant six semaines.

X. — CANTON DE COURTRAI.

Courtrai.

Une rencontre de patrouilles belge et allemande eut lieu à Courtrai le 10 septembre 1914. Une heure après la rencontre, les Allemands se retirèrent.

En passant ils déchargèrent leurs armes sur un groupe de civils qui les regardaient. Ils tuèrent ainsi Verheust, Rachel, âgée de 14 ans.

Pendant le cours de l'occupation, quelques vols ont été constatés. A l'occasion de ces vols les autorités allemandes firent une enquête qui resta sans suite.

Lors de leur retraite en octobre 1918, les Allemands incendièrent volontairement trois bateaux chargés l'un de vivres, l'autre de meubles, appartenant à des particuliers. Pour mémoire : la ville eut à payer pour 30.000.000 de francs de réquisitions. Dans ce chiffre est comprise une somme de 50.000 francs pour livraison de meubles en vue de garnir un appartement destiné à l'empereur.

Marcke.

Pendant l'occupation les Allemands pillèrent le château de Bethune, la villa de Witte, l'habitation Vve Lancen, les tuileries de Marcke, qu'ils incendièrent d'ailleurs. Avant leur retraite, les 17 et 18 octobre 1918, ils pillèrent les magasins du Comité d'alimentation. Le 16 août 1917, ils avaient enlevé, sans bon de réquisition, les cloches de l'église.

Vichte.

Sept habitants dont un aliéné furent victimes de sévices.

Ingoyghem.

Deux habitants, Messiaen, Jules et Hombecq, Jean furent tués sans motifs par des soldats allemands.

Lendelede.

Des centaines d'habitants furent punis d'amendes énormes et d'emprisonnement dans une cellule où, le jour comme la nuit, régnait une obscurité absolue, pour n'avoir pas salué les soldats allemands ou pour avoir gardé la pipe à la bouche à leur passage, etc.

Saint Genois.

A signaler : lors de l'entrée des Allemands les 23 et 24 août 1914, l'enlèvement, sans payement ni bon de réquisition, d'un grand nombre de marchandises.

En octobre 1917, une tentative de meurtre sur Castelein, Emile et le meurtre de deux fraudeurs par des soldats allemands.

XI. — CANTON D'AVELGHEM.

Dans ce canton aucun fait d'une gravité exceptionnelle ne s'est produit. Mais comme partout ailleurs des faits de brutalité ont été constatés : à Avelghem même deux hommes, les nommés Raepsael, Georges et Van Houtte, Achille, ont été tués à coups de fusil, sous prétexte qu'ils se livraient à la fraude ; à Moen le nommé De Keulenaere, Auguste, a été tué à l'occasion d'une perquisition. Et, comme partout ailleurs aussi, des vols et de nombreuses réquisitions illégales ont été constatés.

XII. — CANTON DE MOORSEELE.

Moorseele.

Les 19, 21 et 22 octobre 1914, toujours sous le prétexte que des civils avaient tiré, 18 maisons et fermes de Moorseele furent incendiées par des soldats des régiments d'infanterie N° 72 et 246.

Le 22 octobre 1914, le bourgmestre, le curé et un autre habitant furent arrêtés par des soldats du 54^e régiment d'artillerie commandés par le capitaine Kindser. Ils furent emmenés, ligotés et menacés de mort à plusieurs reprises. En cours de route, d'autres otages furent ensuite liés à des arbres et plus tard à un banc. Ils ne recouvrèrent la liberté que vers la nuit.

Parmi les otages ainsi pris se trouvait le cultivateur Van Raes, Guillaume. Ayant été trouvé en possession d'une douille, il fut, sans autre forme de procès, tué d'un coup de fusil par un soldat allemand sur l'ordre d'un officier.

Le 21 novembre 1914, le secrétaire communal Dumortier fut condamné à six mois d'emprisonnement pour n'avoir pas signalé la présence de 4 soldats belges réformés, et n'appartenant donc plus à l'armée. A l'expiration de sa peine, subie en Allemagne, il put revenir à Courtrai, mais immédiatement après il fut renvoyé en Allemagne comme indésirable et ne recouvra sa liberté qu'à l'armistice.

Le 22 janvier 1917, des soldats allemands sous la conduite d'un gradé du nom de Oppermann se livrèrent à une perquisition chez les époux Gheskiere qui furent emmenés et emprisonnés. Pendant leur absence des gendarmes allemands essayèrent de fracturer le coffre-fort et maltraitèrent le domestique et la servante qui refusaient de les aider. Le coffre-fort ayant finalement été ouvert par un serrurier, les Allemands s'emparèrent de l'or et de l'argent qu'il contenait et remirent en échange des billets allemands. Gheskiere fut forcé de payer 1800 marks sur le champ. Les objets enlevés chez Gheskiere furent en partie transportés en Allemagne et en partie distribués à des habitants de la commune.

Au moment de leur retraite en septembre et octobre 1918, les troupes allemandes mirent encore le feu à plusieurs fermes et dépendances.

Heule.

Le 3 juillet 1918, un groupe de soldats du régiment d'infanterie N° 555 pillaient un champ de pommes de terre quand survint la

garde bourgeoise, institution de police créée avec l'autorisation des autorités allemandes. Les soldats, dont plusieurs se trouvaient en état d'ivresse se jetèrent sur les gardes à coups de crosse et de bayonnette. Un de ceux-ci, Hanssens, Maurice, fut blessé et un civil, Dumortier, Charles-Louis, arrivé au bruit, fut tué de deux coups de bayonnette.

Rolleghem-Capelle.

Le 19 octobre 1914, des soldats des 25^e et 26^e chasseurs ou des 241^e et 242^e d'infanterie tuèrent volontairement sur le territoire de Ledeghem, deux habitants de Rolleghem-Capelle, rencontrés sur la route, notamment les nommés Lapierre, Charles et Degraeve, Andrée, une enfant de 8 ans. Defort, Charles, atteint d'un coup de feu près de la Grand Place, succomba des suites de sa blessure. Deux habitations furent incendiées sans raison aucune.

Gulleghem.

Le 21 août 1914 des soldats occupés à couper du trèfle sur la propriété de Pottie, Théophile, portèrent à celui-ci un coup de fourche qui a entraîné la mort. Les autorités allemandes firent pratiquer l'autopsie du cadavre. L'auteur du meurtre fut déféré au tribunal militaire, mais acquitté sous prétexte qu'il se trouvait en état de légitime défense. Les témoins belges ne furent pas autorisés à prêter serment.

Le 1^{er} novembre 1916, Van Houwaert Adolphe, qui se rendait au lieu de réunion fixé pour les réquisitions d'ouvriers, fut attaqué brusquement par le maréchal des logis Vogt et roué de coups. A la suite de quoi Houwaert fut arrêté, condamné à 2 ans de prison et transféré à la prison de Unrath (Allemagne) où, d'après le témoignage de sa femme, il est mort de faim et de privations. Le fils Van Houwaert, arrêté en même temps que son père, subit 6 mois de détention.

Un dimanche de l'été 1915, Dewitte, Victor, sortant d'un cabaret, fut tué d'un coup de feu par un allemand resté inconnu. Le cadavre fut transporté à l'hôpital de Heule.

Dans la nuit du 11 au 12 septembre 1918, le vice-wachtmeister de gendarmerie Spiegels, rencontrant trois civils qui se livraient à la fraude, tira sur eux sans sommation. Un des civils Debrouwere, Cyriel fut tué d'un coup de feu, un autre blessé. Avant de commettre

ce meurtre, Spiegels qui se trouvait en état d'ivresse avait déjà commis deux tentatives de viol. La seconde victime échappa par suite de l'intervention de son frère qui essuya des coups de revolver après avoir été roué de coups.

XIII. — CANTON D'ISEGHÈM.

Iseghem.

Le 12 septembre 1914, une patrouille allemande de passage s'empara d'un groupe d'habitants. Elle força ces civils à les accompagner jusqu'à Eessen où ils parvinrent à s'échapper. Le 14 octobre 1914, une autre troupe de passage se mit à parcourir le village en tirant de tous côtés. Le 30 septembre 1918, l'habitation du nommé Grillet fut totalement pillée par au moins 200 soldats agissant par ordre de l'oberstleutnant Luebert.

Emelghem.

Le 15 décembre 1916, les Allemands incendièrent sans motif les étables du cultivateur Sint Obin; sans plus de raison ils mirent le feu à la grange Decoigny le 16 février 1918. Un peu avant leur retraite ils détruisirent complètement au moyen d'explosifs l'habitation et la fabrique Van de Moortele. Les témoins entendus par le juge de paix du canton sont unanimes à dire que de toute évidence aucune raison d'ordre militaire ne justifiait cette destruction.

Ingelmunster

Il résulte de l'enquête judiciaire qu'à Ingelmunster les 11 et 12 septembre 1914, comme partout ailleurs, les troupes allemandes de passage réquisitionnèrent un grand nombre d'objets sans bon de réquisition.

Le 11 septembre 1914, ils prirent aussi plusieurs otages dont ils relâchèrent quelques-uns le soir même et les autres le lendemain. Le même jour ils se livrèrent au pillage des habitations de Van den Broucke, Richard et De Bruyne, Gustave.

Au moment de leur retraite, 24 octobre 1918, ils mirent le feu, sans aucune nécessité, au château d'Ingelmunster.

Cachtem.

Lors de leur entrée à Cachtem, le 12 septembre 1914, les troupes allemandes tirèrent des coups de feu sur un civil (Hisplon) qu'ils forcèrent ensuite à les accompagner avec d'autres civils. Quelques-uns de ceux-ci furent relâchés à Rumbeke, les autres parvinrent à s'échapper à Zarren.

Le 14 octobre suivant le village fut terrorisé. Les Allemands commencèrent par mettre le feu aux habitations de Van Oplinus, Sintobin, Delen, Beboosere, Soenen, Verledens, Dejardin et Dosquet. Deboosere, ainsi que sa femme et ses enfants âgés de 10 et 12 ans furent l'objet de menaces de mort suivies de coups et blessures. Le bétail de sa ferme fut tué à coups de fusil. La ferme de Soenen fut pillée avant d'être incendiée. D'après les témoins entendus sous serment, le fermier Delen fut tué à coups de fusil et à coups de crosse, sa tête ne formait plus qu'une bouillie ⁽¹⁾. En même temps furent tués Denolf, Van de Waetere — enfant âgé de 14 ans — De Jonkheere et Harinck. Verledens, un vieillard de 80 ans fut brûlé vif dans sa maison incendiée. Les auteurs de ces crimes appartenaient au régiment bavarois N° 233 ou 235. Ils étaient ivres. Comme dans presque tous les cas semblables ils donnèrent comme prétexte « que des civils avaient tiré ».

XIV. — CANTON DE ROULERS.

Roulers.

Le 15 octobre 1914, une avant-garde allemande arriva sans combat à Roulers. Les officiers qui la commandaient constatèrent que les armes déposées par les habitants conformément aux instructions des autorités communales se trouvaient rassemblées dans la prison communale. Ils s'emparèrent des fusils de chasse de valeur et firent détruire toutes les autres armes. L'avant-garde allemande se retira ensuite et la ville fut alors occupée par quelques troupes françaises.

Le 19 octobre 1914, dans la matinée, les Allemands s'approchèrent de nouveau sur Roulers. Ils y subirent le feu des Français qui, en partie cachés dans les maisons, défendaient l'approche de la ville. Au cours de l'attaque, des soldats allemands longeant la Lys,

(1) Voir annexe N° 61.

rencontrèrent un civil inoffensif du nom de Desaranno, qui cherchait à rentrer chez lui. Ils le tuèrent aussitôt de plusieurs coups de feu. Ils incendièrent aussi les maisons voisines.

Pour réduire la résistance des troupes françaises, les Allemands bombardèrent la ville où ils finirent par pénétrer au commencement de l'après-midi. Ils mirent aussitôt le feu au quartier dit « Espagne », après avoir aspergé les bâtiments de pétrole. 252 maisons furent ainsi brûlées. Au milieu des flammes, les Allemands chassèrent les habitants de leurs maisons qu'ils pillèrent systématiquement. Un grand nombre de civils furent forcés de marcher devant leurs troupes, les bras en l'air, sous le feu des alliés qui se retiraient. Pour les maintenir par la terreur dans ce rôle de bouclier vivant, les soldats allemands tiraient ⁽¹⁾ de leur côté sur les malheureux habitants. Un grand nombre de civils furent blessés dans ces conditions. Parmi ceux qui furent tués par des balles allemandes, on cite : Marie Debrabandere (18 ans), Oswald Van Rafelghem, Henri Van de Capelle (42 ans) ; Auguste Ingels, Gustave Van Wijnsberghe, Jules Verhoye, Charles-Louis Cardoen, Oscar Reynaert, Pierre Van Becelaere, Léonard Van Hecke, Borry, Emile (dont le cadavre ainsi que celui de Verhoye furent carbonisés) ; Constant Hoornaert, Gustave Gaytant, Albéric Deforche, Pierre Derluyn, Pélagie Verhaest (âgée de 81 ans). Le meurtre sur Ingels et Van Becelaere a, d'après plusieurs témoins ⁽²⁾ été commis par le sous-officier Hermann Landau, du 235^e ou 256^e régiment d'infanterie, qui revenu plus tard à Roulers en qualité de directeur de l'abattoir, s'en est vanté à plusieurs reprises.

Chaussée de Dixmude les soldats firent sortir les habitants des maisons. Un groupe de 13 personnes, dont six enfants, fut ainsi forcé de marcher devant eux. Wijffels, Victor fut alors tué à coups de bayonnette ainsi que Alphonse Demets, un estropié. L'enfant Wijffels, âgé de 15 ans, fut maltraité et n'eut la vie sauve que grâce aux supplications de sa mère dont le mari venait d'être tué. Deux autres enfants de cette femme, âgés de 6 et 7 ans, se perdirent dans l'obscurité et tombèrent dans un fossé où ils se noyèrent.

(1) Un sous-officier du 235^e régiment d'infanterie dit en français au témoin Van Eeckhoutte : « Si les Français tirent sur nous, c'est moi tirer sur vous. »

(2) (C. f. notamment les témoignages de Van Eeckhoutte Daniel, De Keukelaere, Alphonse et Deckmijn, Alphonse. Voir annexe N° 62.

D'après le notaire Wyffels, Landau aurait tué Hoornaert, Derluyn et Deforche.

Sous le prétexte habituel, que des francs-tireurs avaient pris part au combat, les Allemands s'emparèrent d'un grand nombre d'habitants qui, hommes et femmes, furent liés les uns aux autres, menacés de mort à tout instant, maltraités et roués de coups de la façon la plus inhumaine. Un certain nombre de ces civils (40 à 50 y compris des enfants) furent parqués dans une prairie appartenant au fermier Oost. « Nous étions là de 40 à 50 personnes, a déclaré le témoin Devos, Romanie, qui tous avions été chassés de notre maison. Les Allemands prétendaient que nous avions tiré et nous rouèrent à ce point de coups que nous n'avions presque plus de vêtements au corps. Nos larmes et nos supplications, — car nous n'avions rien fait —, ne servirent de rien. L'officier qui avec une cinquantaine de soldats nous gardait, écumait de rage et criait que nous étions des ennemis et que nous devions souffrir. Nous fûmes tous mis sur un rang et quelques hommes furent choisis pour être fusillés, notamment Craymeersch, Constant, Delforce, Jules, Colpaert, Octave et Delforce, Jean. Sur l'ordre de l'officier ils furent tués l'un après l'autre. Une des victimes, Delforce, Jules, un brave père de famille, avait déjà été brutalement maltraité avant d'arriver lié à la prairie. Son nez avait été à moitié enlevé et il saignait violemment. Il pleurait et sanglotait à déchirer le cœur. Je faillis me trouver mal. Son enfant âgée de 13 ans qui voulait essuyer le sang, fut brutalement repoussée par les soldats ».

Le témoin Henri Decoster a déclaré : « Je fus également arrêté, lié et battu par les Allemands. J'eus deux côtes brisées. Les Allemands prétendaient que nous avions tiré sur eux. **Ils prenaient des cartouches dans leurs propres cartouchières** pour pouvoir prétendre ensuite que nous étions des francs-tireurs. Ils étaient complètement ivres et tiraient les uns sur les autres. » Le même témoin a vu, le 20 octobre 1914, trois cadavres carbonisés près de l'abattoir de la ville; il n'a pu les identifier. Un autre groupe de 12 civils fut forcé de marcher devant les troupes allemandes jusqu'à Beveren. Arrivé à cet endroit, tous furent fouillés. Rien de suspect ne fut trouvé sur eux. Ils furent néanmoins placés sur deux rangs et deux hommes furent pris dans chaque rang pour être fusillés. Ce furent Théodule Beernaert, Basile Dumortier, Henri Demeulenaere et Jules Labaere. Ils furent exécutés séance tenante, au pied d'un mur, sur l'ordre d'un officier. A ce moment survinrent quelques soldats avec le civil Beckers, Émile, qui fut immédiatement placé à côté des cadavres des 4 autres victimes et fusillé. D'après le témoin, Dumortier, Camille, qui faisait partie du groupe, rien de suspect n'avait été trouvé sur les malheureuses victimes pas plus que sur

leurs compagnons plus heureux. Mais les officiers allemands exhibèrent des cartouches de chasse dont le témoin ignore l'origine, aucune des victimes, tous de pauvres ouvriers, n'ayant possédé de fusil de chasse. Le même témoin croit que tous les otages auraient été tués si un officier supérieur, passant par hasard, n'avait fait cesser le massacre.

Le lendemain, 20 octobre, une patrouille allemande, sous le commandement d'un officier, pénétra dans Roulers pour rechercher les cadavres de soldats allemands tombés sur la Grand Place pendant le combat de la veille. Ils se firent accompagner de trois agents de la police communale. Lorsque les soldats virent que le nombre de tués était grand (13 ou 14), ils entrèrent dans une rage folle et se mirent à tirer sur des civils qui d'une rue voisine regardaient ce qui se passait. Aucun des curieux ne fut cependant atteint. Les Allemands poursuivant ensuite leur route, rencontrèrent bientôt 2 civils, René Vandromme et Henri Van de Cappelle (45 ans), qu'ils fouillèrent, assistés des agents de police. Un soldat qui ne prenait aucune part à cette besogne, prétendit immédiatement que Vandecappelle avait sur lui une cartouche française. Par contre l'agent de police belge, qui fouilla effectivement Vandecappelle, a déclaré sous serment que le fait est faux, tandis qu'un autre agent de police a affirmé avoir vu de ses yeux des soldats prendre des cartouches dans leur propre cartouchière. Vandecappelle fut fusillé à l'endroit même, tandis que Vandromme parvint à s'échapper.

Le bourgmestre de Roulers, M. Mahieu, à la suite de la découverte des cadavres des soldats allemands sur la Grand Place, fut arrêté par les Allemands et tenu pour responsable de la mort de ces soldats. Il fut menacé de mort et forcé d'assister, avec d'autres notables, à leur enterrement. Le lendemain il fut jeté dans une voiture de la Croix Rouge, où il dut rester un jour et demi privé de toute nourriture, pour être finalement amené sur l'ordre du lieutenant Tienes, du 233^e régiment de réserve, à West Roosbeke dans une maison bombardée en ce moment par les Anglais. A chaque instant des soldats allemands lui disaient que le moment de mourir était arrivé. Le bourgmestre demanda un prêtre allemand, ce qui lui fut refusé sous le prétexte que le prêtre n'avait pas le temps de s'occuper des Belges : il était en effet occupé à dîner en présence du bourgmestre qui n'avait encore reçu aucune nourriture. M. Mahieu ne fut cependant pas fusillé. Il dut, pendant toute une matinée, creuser des fosses pour les soldats allemands tués et fut ensuite

renvoyé à Roulers pour y servir d'otage chaque jour pendant 6 à 7 heures, avec d'autres notables de la ville.

Pendant l'absence du bourgmestre, les Allemands firent savoir à Madame Mahieu que son mari avait été fusillé et qu'elle pouvait obtenir son corps contre versement d'une somme de 250.000 mark. Comme à cette nouvelle Mme Mahieu et ses enfants pleuraient, l'officier allemand qui commandait à ce moment la ville, — le rittmeister Klein — exprima sa satisfaction d'avoir vu souffrir un membre de la famille d'un ministre d'Etat belge (M. Liebaert, père de Madame Mahieu), car, disait-il, si la guerre a éclaté la faute en était au Gouvernement belge.

Les troupes, responsables de l'incendie de Roulers et du massacre de ses habitants, appartenaient au 26^e corps d'armée de réserve, sous le commandement du général Freiherr von Heizel, et plus spécialement aux régiments d'infanterie N^{os} 235 et 236.

Pendant l'occupation, le Ortskommandant Oberstleutnant Prasse, se distingua tout spécialement par sa brutalité. Il commanda à Roulers de décembre 1914 à juillet 1917. Il infligea de nombreuses amendes à la ville, sous les prétextes les plus futiles; il cravacha de nombreux prisonniers de guerre de passage à Roulers. Il avait coutume d'exposer ces prisonniers pendant de longues heures sur la Grand'Place où ils étaient en butte aux railleries des soldats allemands; il frappait aussi les habitants qui ne s'écartaient pas respectueusement à son passage. Il édicta des règlements draconiens afin de pouvoir punir sévèrement les habitants; il força les commerçants de vendre des produits allemands. Pour cette besogne Rasse trouva un aide dévoué dans son adjoint le Hauptmann Mester et dans le Kriegsgerichtsraith Dr. Slechtinx.

La ville fut soumise à un pillage systématique de juillet 1917 à mars 1918. Des primes étaient même accordées aux pillards. De plus de nombreux vols furent commis par les officiers et les soldats au préjudice des habitants dont ils occupaient les maisons.

Enfin, lors de la retraite, les autorités allemandes donnèrent l'ordre de détruire les machines et les outils dans les usines et les ateliers. Sur la réclamation du Bourgmestre ils suspendirent leur œuvre de destruction mais ils la reprirent au bout de quelques jours sur un ordre venu de Berlin.

(Déposition sous serment du Bourgmestre Mahieu).

(C. f. Les dépositions reçues sous serment au cours de l'enquête faite par le juge d'instruction Van Overmeiren, délégué à cette fin par M. le Procureur du Roi de Courtrai ⁽¹⁾).

*
* *

Le 19 octobre 1914, lors de leur entrée à Roulers, les Allemands trouvèrent dans une habitation deux soldats français blessés. Ils les jetèrent dehors, les emmenèrent ensuite avec eux dans la direction de Staden, mais finirent par les achever à coups de bayonnette et à coups de fusil dans la cour d'une ferme ⁽²⁾.

Rumbeke.

Le 12 septembre 1914, une patrouille de uhlans (11^e régiment) s'approcha de Rumbeke. Les Allemands après avoir tiré à droite et à gauche sur les habitants qu'ils rencontraient saisirent un certain nombre de civils qui furent forcés de marcher devant eux.

Le 19 octobre 1914, les troupes allemandes (236^e régiment d'infanterie, 26^e corps d'armée, 11^e compagnie), pénétrèrent dans la commune. Elles mirent le feu à 54 maisons et fermes. Quelques maisons furent pillées. Elles arrachèrent de leurs maisons un grand nombre de civils qu'elles obligèrent à force de coups, de marcher sous le feu des troupes alliées. Trois civils durent accompagner les troupes allemandes (11^e compagnie, régiment N^o 233, 26^e corps d'armée) jusqu'à Roulers et ensuite jusqu'à Oost-Nieuwkerke. D'autres civils, au nombre de onze, furent arrêtés, enfermés dans des wagons à bestiaux et emmenés en Allemagne. En route ils furent l'objet de brutalités inouïes. C'est ainsi que les Allemands brûlèrent au moyen d'une torche l'oreille de Léon Van de Velde ⁽³⁾.

Le 19 octobre encore, deux frères, Jules et Odile Verschaeve, qui prenaient tranquillement leur repas en famille, furent violemment chassés de leur demeure par une troupe de soldats et tués dans la rue sans autre forme de procès. Un autre civil Van Tomme, Théophile qui, sorti de chez lui et pris de peur devant la furie des soldats allemands, n'avait pas osé continuer son chemin et s'était caché sous une table dans une maison voisine, fut arraché de son

⁽¹⁾ Voir annexe N^o 62.

⁽²⁾ Voir annexe N^o 62.

⁽³⁾ Voir annexe N^o 63.

refuge et blessé d'un coup de feu. Il fut achevé à coups de bayonnette, après avoir été traîné par la jambe sur le côté de la route. D'après un témoin, le cadavre portait à la poitrine, autour du cœur, une énorme plaie, large de quatre doigts. Les auteurs du crime sont des soldats du 237^e régiment d'infanterie qui n'ont pu être identifiés. Un autre civil Van Tomme, Henri fut également arraché de sa demeure et brutalement massacré; sa tête avait été réduite en bouillie par la violence des coups.

Un témoin Termote, Emile, entendu sous serment par le juge d'instruction, a déclaré avoir été forcé, sous menaces de mort, d'aller arracher quelques touffes de chicorées à quelque distance de sa ferme parce que les Allemands qui occupaient sa maison s'imaginaient qu'un soldat anglais y était caché. Un autre témoin Vergote, Jules a déclaré lors de la même enquête, qu'un soldat allemand du 236^e régiment 9^e compagnie avait été tué devant sa porte, le 19 dans l'après-midi, d'un coup de feu tiré probablement par ses propres compagnons, qui occupaient sa maison. Les témoins sont unanimes à déclarer que les soldats allemands étaient ivres. ⁽¹⁾.

XV. — CANTON DE MOUSCRON.

Mouscron.

Un grand nombre de faits de violences envers des habitants a été constaté par l'enquête. Deux vieilles armes ayant été trouvées dans une maison de la rue St-Aulaire, celle-ci fut incendiée. D'autre part, Mouscron se trouvant à proximité de la frontière française, certains éléments de sa population en ont profité pour se livrer au trafic et à la fraude. Dans la répression, les Allemands ont fait montre d'une brutalité inutile. Les sentinelles tiraient presque toujours à l'aveuglette, sans sommation ni avertissement, aussi bien sur les enfants et les femmes que sur les hommes. C'est ainsi qu'un soldat a tué volontairement d'un coup de feu, tiré sans avertissement, Christory, Gaston, âgé de 10 ans, qui essayait de faire passer un paquet de chocolat à travers les fils de fer tendus le long de la frontière. Les autres victimes ont été tuées ou blessées alors qu'elles fuyaient devant la patrouille. Parmi ces tués et blessés se trouvent

(1) Voir annexe N° 63.

des personnes qui, bien que ne se livrant pas au trafic, avaient pris la fuite par suite de la peur irraisonnée que les soldats allemands avaient réussi à inspirer. C'est notamment dans ces conditions que le nommé Gaeremynck, Léon-Albert, fut abattu à coups de revolver, le 28 mars 1918, par un soldat allemand en civil. Gaeremynck était la 8^e ou 9^e victime qui expirait sous les coups du même allemand, Le 23 septembre de la même année fut tué, dans des circonstances identiques, le civil Verriest, Arthur.

Herseaux.

Cette commune se trouve également à proximité de la frontière française. Comme à Mouscron, certains éléments de la population de Herseaux se livrèrent au trafic, et la répression fut tout aussi brutale. Plusieurs personnes furent tuées ou blessées, dont deux jeunes gens de 15 et 17 ans, à coups de fusil sans sommation ni avertissement. L'enquête a constaté de plus qu'un prêtre du nom de Vandenbulcke, Aloys a été, sans raison aucune, tué d'un coup de fusil par un soldat allemand le 2 mai 1918, et qu'un autre habitant de Herseaux, Bonte, Omer, a été tué dans les mêmes circonstances le 23 août 1918. Les auteurs de ces crimes n'ont pu être identifiés.

Le 21 janvier 1917, le curé et le bourgmestre de Herseaux furent arrêtés sous prétexte qu'ils n'usaient pas de leur autorité pour faire respecter les officiers allemands. Ils furent condamnés à 100 M. d'amende. Peu après le curé fut de nouveau arrêté parce que des habitants de la commune avaient été rencontrés dans la rue après l'heure de la retraite et avaient donné comme raison qu'ils revenaient d'un service à l'église.

Dottignies.

Van den Broucke, Léon, âgé de 16 ans, qui, réquisitionné comme travailleur civil, s'était évadé, fut rencontré le 4 avril 1918 par une patrouille allemande et abattu à coups de fusil.

Un autre travailleur civil évadé, Christiaens, Arthur, subit le même sort le 4 septembre 1918, et sa mère fut, par surcroît, rouée de coups.

Luingne.

Furent tués à Luingne par des soldats allemands non-identifiés :

Le 10 mai 1915 : Lefevre, Alphonse ;
Le 21 juillet 1916 : Delrue, Aimé ;
Le 14 avril 1917 : Verschoose, Gentil ;
Le 9 juin 1917 : Fourneau, Jean-Baptiste ;
Le 18 octobre 1918 : Joveneau, Arthur.

XVI. — CANTON DE MENIN.

Des faits graves se passèrent à Ledeghem. Faits moins importants dans les autres communes du canton. Un tiers de la ville de Menin subit un pillage systématique.

Ledeghem.

Les Allemands entrèrent à Ledeghem le 19 octobre 1914. Ils appartenaient au 242^e régiment d'infanterie. Ils mirent immédiatement le feu à une série de 34 habitations, granges et fermes, et tuèrent au milieu de l'incendie à coups de fusil et de bayonnette, 17 civils dont une femme. Deux enfants, Bruneel et Degraeve, tous deux âgés de 8 ans, subirent le même sort. La petite Degraeve était originaire de Rollegheem-Capelle (voir le rapport concernant cette commune). Plusieurs cadavres furent en partie carbonisés.

Les Allemands prirent ensuite comme otages le bourgmestre, le secrétaire communal, le garde champêtre, le curé et le vicaire. A ces otages, le capitaine allemand Hamers, du 242^e d'infanterie, dit en français : « Je regrette... je dois le dire, j'ai fait fusiller une vingtaine de civils parce que deux petites filles ⁽¹⁾ ont tiré sur mes soldats ⁽²⁾ ». La mère de l'enfant Bruneel, dont le mari aussi venait

(1) Le garde champêtre qui était présent a cru comprendre « une petite fille » et non deux.

(2) C'était manifestement un mensonge. En effet, le garde champêtre qui était présent a déclaré sous serment au juge d'instruction, qu'il est absolument faux qu'une jeune fille ou qui que ce soit ait tiré sur les troupes allemandes. Il a même proposé au capitaine Hamers de rechercher avec lui cette jeune fille ; mais celui-ci s'y refusa disant que le fait s'était passé à un kilom. de là. Le garde champêtre prouva aussi à l'officier allemand, que les habitants avaient remis leurs armes aux autorités communales, fait que le bourgmestre avait signalé.

d'être tué, ainsi qu'une autre femme furent blessées d'un coup de feu. Deux autres petits enfants furent également blessés à coups de fusil ⁽¹⁾.

Les autres habitants furent chassés de leur maison. Sous la menace des revolvers, une partie de ceux-ci, après avoir dû se coucher pendant des heures à terre, sous une pluie de balles — plusieurs furent ainsi blessés — furent emmenés à Rollegheem-Capelle où ils furent enfermés dans l'église. Les autres furent emmenés jusqu'à Moorslede, marchant les uns au milieu des soldats, les autres devant les troupes.

Deux jours après ces événements, des soldats allemands firent encore irruption dans la ferme de Soetaert, Henri. Un sous-officier entr'ouvrit la porte de l'habitation et remarquant Soetaert dans sa cuisine, le tua d'un coup de feu tiré à un mètre ou deux de distance. Le lendemain matin, le même sous-officier mit le feu à la ferme.

Les soldats et le sous-officier étaient ivres.

L'auteur de ce crime est revenu plus tard dans la commune et s'est vanté de son acte. C'est un sous-officier du nom de Sedlackzek, Alfred, de Dresde, appartenant alors au 54^e régiment d'infanterie de réserve, colonne de munitions, du régiment d'artillerie n° 53 (27^e corps d'armée).

Menin.

Le 25 juin 1917 et jours suivants les Allemands pillèrent la maison de Mme Van den Berghe. Les meubles de prix furent expédiés en Allemagne, principalement à l'adresse du capitaine Ernst Baer, ingénieur à Munich, et du lieutenant Siede, à Hanovre. A la fin du mois, tout un quartier, environ le tiers de la ville, fut livré à un pillage systématique. Des civils, commandés par des soldats allemands aidèrent au pillage. Celui-ci, d'après ce qu'un témoin a appris à l'époque des autorités allemandes, avait lieu d'après les ordres de l'état-major. Il était d'ailleurs dirigé par l'Orts kommandant, le capitaine Von Ribbentrop en personne. Celui-ci avait pour adjoints le lieutenant Schmidt et un officier Karl Mort-siffler, que la population nommait « Karl le voleur », (Karel den dief.)

(1) Voir annexe N° 64.

Dadizeele.

Lors de l'entrée des Allemands en octobre 1914, deux bâtiments furent incendiés sans nécessité aucune. De mauvais traitements furent infligés au curé de Klippe, dépendance de Dadizeele.

Lauwe.

Le 10 octobre 1918, le nommé Declercq, René, fut tué par un soldat allemand resté inconnu.

Le 3 mars 1918, le curé de Lauwe fut arrêté et condamné parce que les habitants avaient pénétré dans l'église catholique avant la fin du service protestant qui y était célébré.

XVII. — CANTON DE WERVICQ.

Principaux faits

A Wervicq, en novembre 1918, pillage de la maison De Keyser.

A Comines, pillage de la maison Van Raes.

5 habitants de Houthem furent enfermés dans l'église de Wervicq du 8 décembre 1914 au 18 février 1915 et un sixième du 13 décembre 1914 au 22 février 1915 sous prétexte qu'ils s'étaient livrés à l'espionnage.

A Houthem, les Allemands pillèrent les archives communales et détruisirent les registres de l'état-civil. Auteurs : l'état-major de la 24^e division d'infanterie.

En mai et juin 1916, ils forcèrent les habitants de restituer à la Kommandantur les bons de réquisition dont ils étaient possesseurs.

XVIII. — CANTON DE MESSINES.

A Wytschaete, le 20 octobre 1914, la maison Leuglaert fut livrée au pillage. La femme Leuglaert, qui s'était réfugiée dans la cave, fut tuée d'une balle dont il n'a pas été possible de déterminer avec certitude l'origine à cause du combat qui avait lieu dans le voisinage. Mais il a été établi qu'un soldat allemand, qui se trouvait devant la maison, a tiré à ce moment-là dans la cave par le soupirail.

A Warneton, les Allemands, lors de leur entrée dans la ville le 10 octobre 1914, fusillèrent sans aucune forme de procès, le nommé Volbrecht, Louis, après l'avoir lié à un poteau. Au préalable ils avaient extorqué de la victime ainsi que d'autres habitants une

somme globale de 11850 francs. sous menace de pillage et de mise à feu de la commune. Le détachement allemand se trouvait sous le commandement de l'Oberleutnant Humber ou Humbert et du lieutenant Hel des Hussards de la mort. C'est le lieutenant Hel qui semble avoir ordonné l'assassinat de Volbrecht.

XIX. — CANTON D'YPRES.

Les communes du canton d'Ypres se trouvaient toutes dans la zone des opérations. Elles furent en règle générales évacuées. Les attentats contre les personnes furent peu nombreux dans ce canton. En fait d'attentat contre les biens, il y a lieu de signaler, à Becelaere, le vol commis en 1915 par le soldat allemand Metzler au préjudice de Gevaert, Constant. Gevaert, forcé de quitter sa ferme, enfouit ses valeurs et ses bijoux dans son étable. A son retour la cachette était vide. Metzler qui l'avait découverte, ne rendit qu'un livret de la Caisse d'épargne et quelques papiers. Les Allemands ouvrirent une enquête au cours de laquelle la victime fut entendue; mais le Conseil de guerre refusa de faire restituer les valeurs dérobées.

A **Poelcapelle**, les Allemands blessèrent d'un coup de feu, fin novembre ou commencement de décembre 1914, Van den Broucke, Marie, qui mourut au bout de quelques instants des suites de ses blessures. Sa sœur fut violée et perdit la raison. Le 13 décembre suivant, la population de Poelcapelle fut évacuée et les habitants ne purent revenir qu'au bout de six mois. Dans l'entretemps les Allemands pillèrent les maisons du hameau de Sleyhaeze (auteurs 51^e Kaval. Abteilung et 51^e Sanitätskompagnie et autres groupes sous le commandement d'un rittmeister du nom de Meyer.)

En décembre 1914, le sous-officier allemand Schmitz découvrit une somme de 34.000 francs, qui avait été cachée par un habitant de Poelcapelle du nom de Nevejan. Schmitz remit la somme à un autre sous-officier, un nommé Semrau, du même régiment que lui (235^e Res. Inf. regt.). Tous deux refusèrent de rendre l'argent. Les Allemands dérobèrent dans des conditions identiques un certain nombre de titres au préjudice de Vandeputte, Gustave, habitant également Poelcapelle.

XXI — CANTON DE PASSCHENDAELE.

A **Moorslede** fut tué, le 17 octobre 1914, par des soldats allemands restés inconnus, le civil De Meulenaere, Achille, habitant à Roulers.

Des valeurs se trouvant dans une boîte en fer blanc et qui avaient été enfouies par les enfants Matton lors de l'arrivée des Allemands, furent découvertes par ceux-ci. Les victimes reçurent avis, à la suite d'une plainte adressée aux autorités allemandes, que ces valeurs en question avaient été versées à la Kriegskasse du 27^e reservekorps et qu'elles seraient restituées sur demande. Mais cette restitution n'eut pas lieu.

A **Oostnieuwkerke**, le 6 décembre 1914, sous le prétexte qu'un soldat français blessé avait été trouvé à l'hôpital, le secrétaire communal qui seul était resté dans la commune, fut arrêté et déporté en Allemagne. Les meubles et marchandises qui lui appartenaient ou dont il avait la garde ainsi que les archives communales déposées chez lui furent enlevés par les Allemands.

A **Westroosebeke**. Lors de leur arrivée dans cette commune, en octobre 1914, les troupes allemandes mirent le feu à plusieurs habitations et fermes, qu'ils pillèrent au préalable, détruisant le bétail et les récoltes.

XXI. — CANTON DE HOOGLEDE.

Le canton de Hooglede eut tout particulièrement à souffrir : les assassinats, vols, pillages et violences y furent très nombreux.

Hooglede.

Le 19 novembre 1914, les Allemands pénétrèrent dans Hooglede et forcèrent le civil Maes, Victor à leur montrer la route. Arrivés à Staden, ils le tuèrent sans autre forme de procès. Le même jour ils s'emparèrent de Verhamme, Victor qu'ils emmenèrent aussi jusqu'à Staden où il fut abattu à coups de fusil. Sa maison fut pillée. La femme Verhamme fut frappée à coups de crosse.

Le lendemain les Allemands se saisirent de 6 autres habitants qu'ils forcèrent à les suivre jusqu'à Staden. Ces civils eurent à subir les pires violences : les Allemands leur lièrent les bras, les frappèrent à coups de crosse. L'un d'eux fut attaché à un canon et forcé, après avoir été complètement déshabillé, à les précéder jusqu'à 200 ou 300 mètres de la ligne de feu. (Voir en annexe la déposition du témoin D'Hulst ⁽¹⁾).

(¹) Voir annexe N° 65.

Ouckene.

La plupart des habitants de Ouckene furent forcés le 5 décembre 1914 d'abandonner leur commune qui fut livrée au pillage. Environ 35 maisons furent détruites. Quelques-unes des victimes furent en partie indemnisées par les Allemands.

Beveren.

A leur arrivée à Beveren, le 19 octobre 1914, les Allemands se saisirent de plusieurs habitants qu'ils forcèrent de les accompagner jusqu'à Staden. Ces civils, liés les uns aux autres, furent l'objet de menaces de mort et de coups. Après avoir été relâchés, ils durent encore rester en otage pendant quelques temps. D'autres habitants furent forcés d'accompagner les troupes jusqu'au front. Le même jour les Allemands arrachèrent à leurs demeures les nommés Wijdooghe, Charles et Maenhavé, Victor et les abattirent dans la rue.

Le 19 octobre, les Allemands tuèrent à coups de fusil, sur le territoire de la commune de Beveren, cinq habitants de Roulers qu'ils emmenaient avec eux.

Gits.

Lors de leur arrivée à Gits, le 19 octobre 1914, les troupes allemandes, notamment les régiments d'infanterie N^{os} 211, 212 et 213, s'emparèrent de 73 habitants qu'ils contraignirent de marcher devant elles, au milieu du combat, sous menaces de mort. Ces civils furent à tout instant frappés de coups de crosse. Quelques-uns furent grièvement blessés. Dans l'entretemps les Allemands mirent le feu à plusieurs granges et maisons d'habitation.

Parmi les civils qui furent contraints d'accompagner les troupes, les Allemands, arrivés à Staden, choisirent au hasard 7 hommes, notamment les nommés Van de Vijvere, Octave, Buize, André Werbrouck, Victor, Maes, Victor, De Jonckheere, Odile, Haerens, Désiré, Roulers, Michel, et la nuit même les fusillèrent sans autre forme de procès.

A Gits même, les Allemands tuèrent, toujours à la date du 19 octobre, le fermier Van Neste, Louis, après l'avoir dépouillé de la somme de 53 francs qu'il portait sur lui. La sœur de Van Neste fut gravement blessée et la ferme qu'ils occupaient fut pillée.

et incendiée. Un autre habitant Wijdooghe, Jules, fut arraché de chez lui et abattu à coups de fusil devant la porte de sa maison. Deux autres fermiers, Vergote, Victor, et Deleu, Henri, furent tués à coups de bayonnette; le cadavre de Vergote fut jeté dans un puits après avoir été dépouillé de l'argent qu'il avait sur lui. Leurs fermes furent incendiées.

En octobre 1918, au moment de la retraite des Allemands, Maenhout, Marcel, âgé de 16 ans, fut tué par un soldat sur le seuil de sa porte; Lievens, Remi, fut abattu à coups de fusil par la dernière patrouille allemande qui traversa la commune.

Staden.

Les troupes allemandes, parmi lesquelles le 214^e régiment d'infanterie, pénétrèrent à Staden les 19, 20 et 21 octobre 1914, livrant bataille aux arrières-gardes françaises. Elles s'étaient fait précéder de nombreux habitants originaires des communes avoisinantes. Plusieurs de ces civils furent fusillés sans autre forme de procès dès leur arrivée sur le territoire de Staden. Leurs noms figurent dans le rapport concernant leur lieu d'origine.

Huit habitants de Staden même furent tués les mêmes jours. Les uns, après avoir été chassés de leur demeure ont été abattus à coups de fusil ou à coups de bayonnette dans la rue, tandis que leurs maisons furent incendiées et pillées. Beaucoup d'habitants furent liés les uns aux autres; d'autres furent forcés de se tenir debout, les bras en l'air, pendant des heures, menacés de mort à tout instant; plusieurs furent dépouillés de l'argent et des valeurs qu'ils portaient sur eux. On évalue le nombre de ces civils à 150, dont quelques-uns paraissent avoir été blessés par des balles françaises pendant que les soldats allemands se cachaient derrière eux. C'est dans ces conditions que furent tués par les troupes allemandes :

M. Foulon, vicaire de Staden ;
Verhulst, Jules ;
Vranckx, Nathalie (52 ans) ;
Vanheule, Victor (67 ans) ; dont la fille est morte de frayeur le 26 octobre 1914 ;
Mouton, Henri ;
Hallaert, Adolphe ;
Trybon, Jérôme (18 ans), et
De Blonde, Adolphe.

Le cadavre de De Blonde, Gustave, frère du précédent, fut retrouvé carbonisé sous les débris de la grange où il s'était réfugié.

Un habitant de Malines, Van Senninghen, qui s'était réfugié à Gits lors du bombardement de Malines et qui s'était enfui de cette commune au moment de l'approche des Allemands fut saisi près de Staden et fusillé avec le groupe des habitants de Staden et de Gits. (Voir en annexe la déposition de Fosté, Louis ⁽¹⁾.)

Verhulst, Jules, fut tué dans les circonstances suivantes, au témoignage de sa femme qui assista à son assassinat :

« Le 21 octobre 1914, les Allemands pénétrèrent dans notre maison, après avoir tiré quelques coups de feu par les fenêtres bien qu'il n'y eût pas un seul soldat allié dans les environs.

Nous avons dû tous les accompagner vers Staden-village. Ils arrachèrent mon mari de mes côtés et il fut fusillé avec 17 autres civils innocents sous le prétexte que l'on avait tiré. Au moment où mon mari allait être tué, mon enfant âgé de trois ans courait à côté de lui, mais un soldat allemand voulut jusqu'à trois fois le transpercer de sa bayonnette et j'ai dû le protéger trois fois de mon corps. Moi-même j'ai été blessée de plusieurs coups de bayonnette à la tête, j'étais couverte de sang, mais j'ai pu m'enfuir au milieu de la confusion. » (Voir en annexe la déposition de la femme Verhulst ⁽²⁾.)

Au moment de leur arrivée, les Allemands pillèrent de nombreuses fermes; ils commirent de plus, pendant l'occupation de nombreux vols au détriment des habitants, dont beaucoup de fermiers. Ces vols eurent fréquemment lieu avec violences et menaces de mort.

ARRONDISSEMENT DE FURNES.

Les communes, qui font partie des cantons de Nieuport et de Dixmude, étaient situées à moins de 10 kilom. du front de l'Yser. Beaucoup de ces villages, habités par une population essentiellement agricole, ont subi le sort des communes des provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg, où se livrèrent les premiers combats entre l'envahisseur et les troupes belges et françaises, le même sort que Louvain, détruite après le combat de Haelen et que Termonde où l'Armée belge défendait le passage de l'Escaut.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 66.

⁽²⁾ Voir annexe N° 66.

XXII. — CANTON DE NIEUPOORT.

Middelkerke.

En 1917 et 1918, les Allemands Schubert, sergent, Bihlmayer, gefreiter et Steinweg, sous-officier, sous les ordres de l'oberleutnant Jander, de la 2^e ou 3^e Marinedivision, procédèrent à l'enlèvement systématique des portes, chambranles, planchers, toits, etc. des villas de cette commune. Ils enlevèrent ensuite tout le plomb et tout le zinc.

Keyem.

Les Allemands entrèrent à Keyem les 18 et 19 octobre 1914. Ils mirent le feu à plusieurs immeubles, notamment aux habitations Blontroch (qu'ils pillèrent), Declodt, Bailleux, Moermans et à celle de l'épouse Hoste. Ils forcèrent la famille Pliesar de se placer devant leurs troupes pendant 6 heures, tandis que les soldats belges tiraient de l'autre côté de la route. Le 22 octobre, une vingtaine d'habitants mâles furent arrêtés, emprisonnés d'abord dans une maison ; ils furent conduits ensuite à Vladsloo, de là à Ichtegem où ils restèrent 19 jours et enfin à Thourout, d'où ils purent retourner chez eux quelques semaines plus tard. D'après de nombreux témoignages concordants recueillis par l'enquête, ils furent odieusement maltraités durant leur captivité. Les soldats profitèrent de leur absence pour piller toutes les maisons qui n'avaient pas été incendiées. D'autres habitants furent dépouillés de l'argent et des valeurs qu'ils avaient sur eux. Dans d'autres endroits du village tout le bétail fut tué. Le 24 octobre, un certain nombre d'habitants — hommes, femmes et enfants — furent enfermés dans une cave. Après de longues heures, deux hommes s'étant risqués à sortir, essayèrent le feu des soldats, et l'un d'eux, De Pinte, Auguste, fut tué. Les soldats prétendirent ensuite que la victime avait été tuée par ses compagnons. Un témoin a déclaré qu'afin d'échapper à la mort, il avait prétendu devant les Allemands au cours d'une enquête au sujet de la mort de De Pinte, que la balle qui l'avait frappé était venue de l'Yser et était donc une balle française.

Dans la cour de la ferme Vandevijver, furent tués à coups de fusil Louise Ghijsebert, Vve Maes, âgée de 74 ans et Jérôme Lefever,, tous deux de Vladsloo. Auteurs inconnus.

Enfin le 20 octobre, un shrapnel tomba sur la ferme de Marcel Bailleul. Celui-ci s'enfuit avec sa famille dans la direction du village. Sa femme et une de ses filles furent tuées, alors qu'elles

fuyaient, par des soldats allemands. Une autre de ses filles fut blessée. Les survivants de la famille se cachèrent dans un fossé pendant toute la journée et ne retournèrent que le soir à la ferme. Le lendemain trois soldats allemands vinrent s'emparer du fermier et le placèrent nu contre un mur dans l'intention de le fusiller. L'arrivée d'un quatrième soldat empêcha le crime. Mais Bailleul fut roué de coups. Les deux enfants blessés se trouvaient ensemble dans un lit. Les soldats imbibèrent le lit d'un liquide et y mirent le feu. Les enfants furent heureusement sauvés par les autres membres de la famille ⁽¹⁾.

Les auteurs de ces crimes sont des soldats du 105^e régiment d'infanterie qui n'ont pu être autrement identifiés.

XXIII. — CANTON DE DIXMUDE.

Woumen.

Les Allemands arrivèrent le 15 octobre 1914 à Woumen, au hameau de Jonckershove. Ils firent sortir les habitants des caves où ils s'étaient réfugiés pendant la bataille et mirent le feu aux fermes et aux maisons. Les civils, environ 16 hommes, les bras liés derrière le dos furent contraints de marcher d'un détachement à l'autre à travers champs, au milieu d'une pluie de balles. Ces hommes passèrent la nuit, les bras attachés, dans une étable et dans une petite maison. Le lendemain, ils furent forcés d'accompagner les troupes. Leur groupe s'était augmenté de plusieurs habitants de Merckem. Les malheureux civils furent ainsi forcés de marcher à travers champs, cherchant à se cacher à chaque instant dans les fossés pour échapper au feu croisé des troupes. S'ils tentaient de fuir, les Allemands menaçaient de les abattre à coups de fusil. Vers 1 heure de l'après-midi des soldats de la croix-rouge vinrent les chercher et les ramenèrent vers l'arrière. Soenen, Henri, sa femme et ses enfants, ses frères et sœurs furent emprisonnés pendant six mois dans la cave de leur ferme, vivant les pieds dans l'eau. Le hameau de Jonckershove fut pillé et 65 maisons et fermes incendiées (auteurs : des soldats du 201^e et 202^e régiment d'infanterie). Le pillage fut ensuite étendu à tout le village de Woumen. (Auteurs : des soldats du 45^e régiment d'artillerie sous la direction du sous-officier Swaensberg. Le colonel commandant le régiment se nomme Leemann.)

⁽¹⁾ Voir annexe N° 67.

7 habitants du hameau de Jonckershove, Slembrouck, Henri, Slembrouck, Arthur, Peperstraete, René, Maeckelberghe, Marie, Vandenberghe, Henri, Temperman, Edouard, Vallays père et fils (18 ans), furent massacrés. On ignore sous quel prétexte. Plusieurs d'entre eux avaient les mains liées derrière le dos. En ce qui concerne Vallaeys les Allemands l'accusèrent vaguement d'avoir tué un officier.

On compte 7 autres victimes sur le territoire de la commune de Woumen :

1-2. Ygodt, père et fils qui furent tués à coups de pied ;

3. La femme Ygodt qui mourut 15 jours après l'assassinat de son mari et de son fils des suites de l'émotion qu'elle avait ressentie ;

4. Un inconnu fusillé, dont le cadavre fut trouvé près de la ferme Bommers ;

5. Un autre inconnu dont le cadavre méconnaissable fut trouvé près de la ferme Delen, probablement le fermier lui-même dont on n'a plus trouvé trace ;

6. Demeyer, Henri, disparu depuis le 25 octobre ; il fut probablement brûlé vif dans sa maison à laquelle les Allemands avaient mis le feu ;

7. En janvier 1915, le nommé Van Damme, David, fut tué pendant la nuit par des soldats ; sa femme fut gravement blessée.

On signale en outre que Marchand, Pierre fut dépouillé des 600 frs. qu'il portait sur lui, et que le coffre fort du notaire Proot fut fracturé et cambriolé.

Auteurs des massacres et vols : des soldats du régiment N° 203. d'infanterie et du 43^e régiment d'infanterie de réserve ⁽¹⁾.

Bovekerke.

En octobre 1914, sous le prétexte qu'une mitrailleuse avait été placée ou trouvée dans la tour de l'église, le bourgmestre et le curé de Bovekerke furent arrêtés et menacés de mort. Le curé fut arrêté plus tard une nouvelle fois sous prétexte d'espionnage.

Beerst.

Les Allemands arrivèrent à Beerst le 19 octobre 1914. Les habitants étaient restés en majeure partie chez eux, les Alliés. n'ayant pas permis l'évacuation par Dixmude. La commune fut ainsi prise entre deux feux et de nombreux habitants tombèrent.

⁽¹⁾ Voir annexe N° 68.

sous les balles. Le village fut totalement incendié. La bataille faisant rage, il n'est pas possible de dire si l'incendie du village fut causé volontairement par les Allemands. Il n'en est pas moins vrai qu'ils le pillèrent complètement.

Rommelaere père et fils et Vanhooren, Jérôme, de Vladsloo, furent fusillés à Beerst et il est presque certain que Vanhooren, Louis le fut aussi. (Voir rapport sur Vladsloo).

Quelques habitants du village avaient cherché un abri durant la bataille dans la ferme de Goudmaecker, Edmond. Les Allemands ouvrirent le feu sur les bâtiments et y provoquèrent un incendie qui força ceux qui s'y étaient réfugiés à sortir, ce qu'ils firent en levant les bras en l'air. Dès qu'ils virent les civils, presque tous des femmes et des enfants, les Allemands tirèrent de plus belle. La femme Lacouwe et son enfant (5 mois), la femme De Keyzer, Léonie, la femme Jansen, Alida, épouse Vanhooren et son enfant (11 ans) furent tués.

Le femme Desecq, Valérie, épouse Acore et son jeune fils, la femme Maes, Nathalie, épouse Desecq, l'enfant Depuyde, Cyrille, (11 ans), Truwaen, Basile (73 ans) et Truwaen, Léontine (environ 12 ans) qui s'étaient cachés dans un fossé pour échapper aux balles, furent découverts par un groupe de 6 uhlans et tués à coups de fusil. Un autre civil, Goudmaecker, Charles, fut également tué à coups de fusil après avoir été odieusement brutalisé.

(Voir en annexe les dépositions des témoins Goudmaecker, Edmond et Van Exem, Céline) ⁽¹⁾.

Vladsloo.

La commune de Vladsloo située à environ 20 km. du front de l'Yser, fut occupée par l'ennemi le 19 octobre 1914. Immédiatement, comme ailleurs, les Allemands chassèrent avec violence de leur abri ceux des habitants qui, n'ayant pas fui, s'étaient cachés dans les caves. De nombreux civils furent appréhendés. Un groupe fut enfermé dans un cabaret pendant 17 jours. Un autre groupe d'habitants fut consigné dans la ferme Tryphon. Ce groupe comprenait 3 hommes dont un infirme d'un âge très avancé, des femmes et des enfants. De la ferme Tryphon, ce groupe fut emmené jusqu'à la Chaussée de Eessen, où les deux hommes valides, Tryphon, Auguste et Mergaert, Charles, furent fusillés sans autre forme de

⁽¹⁾ Annexe N° 69.

procès. (Voir en annexes la déposition du témoin Pollentier, Elodie ⁽¹⁾).

Les autres habitants, chassés de leurs caves, se réfugièrent où ils purent, et notamment dans le cabaret « de Koornbloem ». Les Allemands, les ayant découverts, mirent le feu à la maison et tirèrent sur les malheureux dès qu'ils durent fuir devant les flammes. C'est dans ces conditions que furent tués Dewaele, Irma et Dewaele, Zulma (celle-ci ne succomba qu'au bout de 4 semaines à ses blessures). La mère de ces jeunes filles, Dewaele, Louise, fut grièvement blessée. 2 autres civils parvinrent à s'échapper, l'un d'eux en simulant la mort. Vandendriessche, Désiré, et sa femme furent tués dans des circonstances analogues. Le mari ne succomba à ses blessures que 6 jours après le crime. Dekien, Auguste, rencontré dans la rue par une patrouille fut froidement tué : les Allemands, ayant constaté qu'il portait des tatouages au bras, prétendaient qu'il était soldat.

Le même jour Rommelaere David et son fils Henri furent tués à coups de fusil, leur cadavre resta étendu à terre pendant 4 jours. (Voir en annexe la déposition du témoin Rommelaere, Jules) ⁽²⁾.

Le village entier fut pillé ainsi que l'église. Les ornements de l'église furent enlevés par le lieutenant Burbach, fils d'un pasteur protestant.

Trois habitants, Vandenperre, Wayaert et Van den Driessche (Bruno) furent pris par les Allemands et forcés de se coucher devant leurs tranchées, les bras et les jambes liés. Le lendemain (20 octobre) les mêmes hommes furent conduits à Beerst et contraints de se placer pendant des heures alternativement debout et couchés devant les tranchées. Ces trois civils reçurent force coups et furent à tout instant menacés de mort. (Voir en annexe la déposition du témoin Vandenperre, Henri) ⁽³⁾.

Deux autres habitants, Philibert, Louise, épouse Maes, qui était simple d'esprit, et Lefevre, Jérôme, furent ligotés et traînés de ferme en ferme, sans recevoir de nourriture. Ils furent finalement fusillés sans autre forme de procès à Keyem (canton de Nieupoort).

Un vieillard de 71 ans, Vanhooren, Louis, fut emmené par les Allemands dans la direction de Beerst et ne reparut plus jamais.

⁽¹⁾ Annexe N° 70.

⁽²⁾ Annexe N° 70.

⁽³⁾ Annexe N° 70.

Un autre civil, Vanhooren, Jérôme (50 ans), fut également emmené et conduit à Beerst où il fut abattu à coups de fusil.

Pendant toute la durée de l'occupation : nombreux vols de bétail et de récoltes.

Zarren.

Les Allemands firent leur entrée à Zarren le 20 octobre 1914. Les hommes qu'ils rencontrèrent furent arrêtés, rassemblés et placés contre un mur pour être fusillés. Après une heure ou deux d'attente un officier, qui survint, ordonna de les relâcher. Entre-temps une compagnie de soldats incendiaires parcourait les rues du village, mettant le feu aux maisons. 38 bâtiments devinrent ainsi la proie des flammes. Ces maisons, avant d'être incendiées avaient été complètement pillées. La caisse communale fut également vidée. A l'incendie et le pillage s'ajouta, ici aussi, le meurtre. Sans autre forme de procès les Allemands tuèrent en effet, à la même époque, les civils Couchez, Jérôme, Claeys, Arthur, Van Steenkiste, Auguste et Lamote, Emile. Couchez et Claeys son domestique auraient été fusillés parce que le cadavre d'un officier allemand avait été trouvé dans la cour de la ferme de Couchez. Or cet officier avait été tué au cours d'un combat par des soldats français qui occupaient encore la place à ce moment-là. 3 habitants de Handzaeme, Van Steenkiste, De Jonghe et Goddeyne (voir rapport sur Handzaeme) ainsi que Van den Bussche, Jean, un ouvrier de Staden, furent tués sur le territoire de Zarren. Trois habitants de Eessen subirent le même sort.

Dans la huitaine qui suivit, de nombreuses maisons furent encore incendiées. Le nombre total des maisons ainsi détruites s'élève à 118.

Auteurs des incendies et des massacres : les 201^e, 202^e, 203^e et 204^e régiment d'infanterie, ainsi que le 212^e. Les incendiaires étaient dirigés par le lieutenant Wolff du 212^e.

(Voir en annexe les dépositions du témoin Vanpeteghem, Arthur ⁽¹⁾).

Merckem.

Lors de leur arrivée à Merckem, le 22 octobre 1914, les troupes allemandes — appartenant aux 209, 210, 211 et 212^e régiments d'infanterie (45^e division) — s'emparèrent de tous les habitants

(1) Annexe N° 71.

qu'ils rencontrèrent et leur ayant lié les mains sur le dos, obligèrent les uns à force de coups et de menaces de mort, à les accompagner jusque près de l'Yser et les autres jusqu'au village de Beerst. Ces civils ne furent relâchés que longtemps après, certains ne furent libérés qu'au bout de 4 semaines. Plusieurs d'entre eux furent forcés de travailler dans les tranchées, face aux français; d'aucuns furent blessés par des balles ou des éclats de shrapnell. Six vieillards, pensionnaires de l'hospice de Merckem et frappés d'imbécillité sénile, furent appréhendés à la même époque par les Allemands et liés deux à deux, enfermés pendant plusieurs nuits dans une étable. L'un d'eux, Jules Recour, qui ne cessait de gémir, fut tué par les soldats.

Le 24 octobre, le fermier Bintein, Auguste, fut tué devant la porte de sa grange.

Au reste, la commune complètement évacuée par ses habitants fut livrée au pillage. Des tableaux, antiquités, porcelaines, etc. provenant du pillage et appartenant à M. Maes, furent expédiés en caisses de la gare de Zarren vers l'Allemagne (à Crefeld probablement) par les soins de soldats du 17^e régiment d'artillerie. Dans les mêmes conditions deux portraits de famille appartenant au Baron de Coninck de Merckem et six autres tableaux de provenance inconnue furent expédiés en Allemagne par ordre (et probablement à l'adresse) du lieutenant Wolff, du 212^e régiment d'infanterie, demeurant à Hambourg, Pilatusstrasse.

Wercken.

La bataille entre Belges et Allemands faisant rage, la plupart des habitants de Wercken s'étaient réfugiés dans leurs caves. Lorsque les Allemands pénétrèrent dans la commune le 20 octobre 1914, ils chassèrent violemment les habitants de leur abri et mirent le feu aux habitations et aux fermes. 27 immeubles avec tout leur contenu devinrent ainsi la proie des flammes. Dans une de ces fermes, cinq civils Verschuere, Jules, Rijcks, Basile (15 ans), Demeulenaere, Octave, Baert, Georges (16 ans), Van Thournout, Arsène furent massacrés à coups de fusil, à coups de crosse et à coups de bayonnette ⁽¹⁾. Deux autres civils, Demeulenaere, Robert et Baert, Omer, criblés de blessures, échappèrent cependant à la mort. Baert est resté infirme. Les autres habitants avaient été

(1) Annexe N° 72.

appréhendés et enfermés au nombre d'environ soixante dans une cave. Un certain nombre en furent extraits et forcés de se tenir debout, les bras en l'air, immédiatement derrière les soldats allemands qui tiraient sur les troupes belges et françaises qui leur faisaient face; d'autres, les mains liées furent forcés de se placer devant les troupes en marche et furent ainsi menés jusqu'à Einsdijks Eessen et Dixmude et même jusqu'à Thourout. Quelques-uns de ces civils furent menacés de mort sous le prétexte « qu'on avait tiré » et furent battus et maltraités de toutes façons; un certain nombre furent blessés pendant qu'ils servaient de bouclier aux troupes allemandes.

Un civil, Theuninck, Charles, fut tué.

Parmi les autres victimes on compte le civil Deopere, Richard, tué le 19 novembre par une balle allemande tandis qu'il regardait par la fenêtre, et la femme Velle, Pharailde, abattue à coups de fusil par une patrouille, alors qu'elle passait dans la rue. Les Allemands l'enterrèrent le lendemain et placèrent ses sabots sur la tombe.

La commune fut livrée au pillage.

Les auteurs du massacre à la ferme Verschuere sont des soldats de la 3^e compagnie du régiment d'infanterie N° 203 (ou d'après d'autres témoins N° 204) commandés par un officier du nom de Fritz Freisleben.

(Voir aux annexes, le réquisitoire de M. le Procureur du Roi de Furnes, ainsi que les dépositions des témoins Demeulenaere, Valentine, Baert,, Omer, Demeulenaere, Maurice, Seys, Jules, Van Thournout, Léonard et Vanderschuren, Willem ⁽¹⁾).

Dixmude.

Le 9 ou 10 (ou peut-être le 19) novembre 1914, les Allemands pénétrant dans Dixmude rencontrèrent deux civils, Tuyssen, Désiré et Staelen, Camille. Fouillés, l'un d'eux fut trouvé porteur d'un revolver, l'autre avait sur lui des balles de shrapnell qu'il avait ramassées; tous deux furent tués sur place.

La ville fut pillée de fond en comble.

(1) Annexe N° 72.

Eessen.

Des combats acharnés se livrant dans les environs, Eessen reçut notamment du 16 au 19 octobre 1914 alternativement la visite de patrouilles allemandes et de détachements français. Le 16 une patrouille allemande fut vue dans les champs. Après son départ on découvrit les corps de Vandenberghe père et fils, tués à coups de fusil. Les cadavres restèrent là pendant 3 jours et furent enterrés le 20 par les deux autres fils de Vandenberghe, dont l'un n'avait échappé à la mort qu'en se laissant tomber avant le coup de feu. Il parvint à fuir en rampant après le départ des Allemands.

(Voir aux annexes la déposition du témoin Vandenberghe, René ⁽¹⁾).

Le 20 les Allemands se saisirent de Taveirne, Richard, qu'ils fusillèrent sans autre forme de procès contre le mur de la gare de chemin de fer.

Le 21 eut lieu, à Eessen même, un violent combat entre les troupes allemandes et les troupes françaises. Comme partout dans les environs, les habitants s'étaient réfugiés dans quelques caves où ils se trouvaient serrés les uns contre les autres. Dans une de ces caves s'étaient notamment réfugiées une vingtaine de personnes. Des soldats allemands survinrent qui pénétrant dans la maison se mirent à tirer dans la cave. Un des civils qui s'y trouvaient, Vallacys, Henri, fut tué sur le coup. Les survivants furent chassés de leur abri. Tandis qu'ils fuyaient, les Allemands les abattirent. C'est dans ces conditions que furent tués : Maes, Julie, De Bruyne, Charles, Vandenaabeele, Thérèse, Amélie et Eugénie Amery, Weyne, Aloïs et sa femme Dewacle, Eugénie, tandis que Weyne, Marguerite et Weyne, Marie furent grièvement blessées.

(Voir aux annexes la déposition du témoin Lalleman, Herminie ⁽²⁾).

D'autres habitants de Eessen, environ 27 hommes et 40 femmes et enfants, s'étaient réfugiés dans les caves plus vastes de la brasserie Costenoble. Lorsque les Allemands les découvrirent, ils firent sortir tout le monde à force de menaces et de coups de crosse. Deux hommes, Waermoes, Jules et Cuffer, Aloïs furent trouvés porteurs d'une balle de fusil ramassée par curiosité. Ils furent immédiatement emmenés et fusillés quelques instants après.

⁽¹⁾ Annexe N° 73.

⁽²⁾ Annexe N° 73.

Les Allemands séparèrent les autres réfugiés en deux groupes, d'un côté les hommes et de l'autre les femmes et les enfants. Un seul homme, le fils du brasseur, Costenoble, Albéric, blessé la veille d'une balle de mitrailleuse, se trouvait encore dans la cave. Le commandant allemand le fit chercher et lorsqu'il parut, enveloppé d'une couverture et grelottant de fièvre, le fit abattre d'un coup de revolver par le soldat placé à côté de lui. Le malheureux s'écroula, tué net.

Les femmes furent enfermées dans la maison Deburchgraeve ; les hommes, au nombre de 24, dans le cabaret de Desmet, David. Un officier allemand les prévint qu'ils seraient tous exécutés. Plus tard, vers 11 heures du soir, un sergent vint montrer aux prisonniers un crucifix, afin de leur signifier que leur exécution était proche et qu'ils avaient à se préparer à la mort. Vers 2 heures de la nuit, des soldats arrosèrent le toit du cabaret d'une matière inflammable et y mirent le feu. Le toit flamba mais le feu ne s'étendit heureusement pas. Vers le matin, 7 heures, les prisonniers furent emmenés et placés, alignés et les bras levés, contre le mur de l'école, face aux soldats. Ils restèrent dans cette position pendant une heure, après quoi un officier vint leur annoncer qu'ils auraient la vie sauve. On les reconduisit dans les caves de la brasserie Costenoble, où le groupe des femmes et enfants vint les rejoindre et où ils restèrent enfermés pendant une quinzaine de jours. Chaque jour de nouveaux civils, appréhendés partout dans les environs, vinrent grossir leur nombre qui, d'après un témoin, finit par s'élever à 275 prisonniers.

Le 15 novembre, tous les prisonniers qui pendant ce temps avaient pour ainsi dire été privés de nourriture, furent conduits jusqu'à la gare de Zarren où ils furent embarqués sur des wagons comme du bétail et transportés à Thourout dans un couvent qui servait d'hôpital aux Allemands. Beaucoup y tombèrent malades et plusieurs y sont morts. (Voir en annexe ⁽¹⁾ les dépositions du témoin D'Hulster, Henri.)

Le 23 octobre, un groupe de 3 personnes, composé du fermier Van Coillie, Camille et de ses deux domestiques Polentier, Charles et Pysson, Robert, fut forcé d'accompagner les Allemands jusque dans les tranchées au milieu d'un feu violent, sous prétexte qu'une lumière suspecte avait été vue la veille dans la ferme. Pollentier et Pysson furent tués. Van Coillie, blessé parvint à atteindre en

(¹) Annexe N° 73.

rampant les lignes belges, mais mourut à Calais des suites de ses blessures.

Un dernier groupe d'habitants qui avaient déjà été arrêtés et menacés de mort, s'était réfugié dans la ferme Van Coillie, assez éloignée du village de Eessen. Ils obtinrent la permission de retourner dans leurs maisons. Une partie d'entre eux prit place sur un chariot, que les autres suivirent à pied. Arrivés à un kilomètre du village ils furent presque tous massacrés par les Allemands. A part deux ou trois hommes, le groupe ne comprenait que des femmes et des enfants. Furent ainsi tués : Maes, Jules et son jeune fils Marcel, Maes, Irma, la femme Serpieters, Vallayes, Elisa, Van den Abeele, Thérèse, la femme Van Coillie, Emilie, Van Coillie, Marie, De Bruyne, Bertha, Van Elverdinghe, Marie. Maes, Marie fut grièvement blessée ainsi que Serpieters, Achille. (Voir aux annexes la déposition du témoin Serpieters, Achille) ⁽¹⁾.

Dans le cours de la même journée du 21 octobre, les Allemands tuèrent sans autre forme de procès Uyttenhove, Bruno, qui fut abattu à coups de revolver par un officier qui l'avait trouvé déjà blessé dans la maison de Tuytten. Ils fusillèrent aussi sans une ombre de raison Vanderghote, Julie, épouse Van Coillie, Jules. (Voir aux annexes la déposition du témoin Duparcq, Joseph) ⁽²⁾.

En même temps, des soldats du 204^e d'infanterie, sur l'ordre du capitaine Schlosz, mirent le feu à l'église et aux maisons environnantes.

Le 22 octobre, le fermier Parmentier, Victor, se trouvait dans son habitation avec sa femme, son domestique Maes, Jérôme, sa servante Abeele, Pharaïlde, ainsi que des voisins du nom de Van Ackere, Henri, Marie et Flore, Vanhove, Aloïs et sa fille Félicie qui étaient venus y chercher un abri. Les Allemands survinrent et chassèrent tous les civils dans la rue. Après avoir fouillé les hommes ils permirent aux femmes de rentrer chez elles. Van Ackere, Vanhove, Maes et Parmentier furent forcés d'accompagner les soldats jusque près de Dixmude où ils furent amenés devant un officier. Des soldats d'artillerie qui passaient leur crièrent qu'ils avaient tiré et qu'ils allaient être tués. L'officier sans autre information ordonna de les lier les uns aux autres et de les fusiller. Parmentier parvint cependant à fuir. Ses trois compagnons furent abattus.

(1) Annexe N° 73.

(2) Annexe N° 73.

Les assassins appartenaient au 202^e régiment: (Voir aux annexes la déposition du témoin Parmentier ⁽¹⁾).

Le même jour des soldats allemands, rencontrant les deux frères Naeyaert, Verbauwe, Auguste et Van Isacker, Henri, qui s'éloignaient de leur ferme sur un chariot, les firent descendre et leur lièrent les mains derrière le dos. Ils les emmenèrent avec eux, les dépouillèrent de tout ce qu'ils avaient sur eux et finirent par les abattre à coups de fusil dans la cour de la ferme Sonnevile, près d'une mare d'eau servant de puits pour le bétail et dans lequel les cadavres furent jetés et couverts de terre.

Verbouwe n'était que blessé; il essaya de sortir, mais les Allemands l'y rejetèrent et l'enterrèrent vivant. (Voir aux annexes la déposition du témoin Beirlandt, Cyrille ⁽²⁾).

Le 23 octobre les Allemands mirent le feu à plusieurs fermes encore intactes et incendièrent le moulin de Maezenaere.

Le lendemain 24 octobre les nommés Devreker, Henri, Vandendriessche, Jules, Bruyneel, Henri et Coifre, Aloïs qui se tenaient cachés dans la cave de la même ferme, furent saisis par les Allemands, dépouillés de leurs vêtements et maltraités. Ils furent emmenés dans la direction de Dixmude et finalement abattus dans une prairie.

C'est à peu près dans les mêmes conditions que les Allemands emmenèrent et fusillèrent le fermier Volckaert et son beau-frère Lacluize.

Le 21 ou le 22, le nommé Broecke, Jules, qui se trouvait caché dans une fosse à purin, fut emmené par les Allemands. On ignore ce qu'il advint de lui. On n'en entendit plus jamais parler. (Témoignage Vandenbussche, Hortense).

Le 25, des soldats du 203^e régiment d'infanterie de réserve (1^{er} bataillon), sous prétexte que « l'on avait tiré », s'emparèrent de Deroo, Jules, Van den Bussche, Jérôme, Quartier, Emile et Delen (de Woumen ⁽³⁾), qui s'étaient réfugiés à la ferme Deroo, et les entraînèrent quelques mètres plus loin pour être fusillés. A l'intervention d'un officier, la menace ne fut cependant pas exécutée. Mais la maison d'habitation de Deroo fut pillée et incendiée et sa ferme livrée aux flammes avec tout ce qu'elle contenait. (Voir en annexe la déposition du témoin Deroo ⁽⁴⁾).

(1) Annexe N° 73.

(2) Annexe N° 73.

(3) Voir rapport sur Woumen.

(4) Voir annexe N° 73.

Le même jour, les Allemands fusillèrent encore, sans raison et sans autre forme de procès, les civils Vandenberghe, Jules, Bylo, Charles, Victoor, Odile et Van Overschelde, Cyrille, dans la cour de la ferme de ce dernier.

ANNEXES

ANNEXE N° 1. (1)

(*) 1^o *Déposition assermentée du R. P. De Beucker, supérieur de couvent, 55 ans, à Pamel :*

Quand les Allemands sont entrés en août 1914, (à Schaffen), leur unique cri était « Les civils ont tiré » alors que deci delà quelques unes de leurs avant-gardes avaient été abattues par les carabiniers belges. Cela ne faisait qu'augmenter leur colère, et les excitait davantage à assouvir leur vengeance, à commettre des meurtres et allumer des incendies. Les autorités ecclésiastiques avaient pourtant conseillé aux paisibles citoyens de bien accueillir les soldats allemands et de leur donner satisfaction dans la mesure du possible. Heureusement que la plupart des habitants de Schaffen prirent la fuite, car s'ils étaient restés, qui sait les suites que cela aurait pu avoir. Le bruit était répandu que l'ennemi approchait et malgré cela, tout le monde fut surpris par le grand nombre de troupes qui traînaient derrière eux toute sorte de matériel, même des fûts de naphte et de pétrole. Tout fut détruit sur leur passage à coups de pioche et de hâche et les habitants qui ne s'étaient pas sauvés à temps, furent abattus sous n'importe quel prétexte. Ainsi cette armée de barbares fit son entrée à Schaffen où leur passage coûta la vie à 23 victimes, vieillards, femmes et enfants, et où un grand nombre de maisons furent incendiées. Selon toute vraisemblance deux victimes ont dû être enterrées vivantes, un vieillard brûlé vif dans sa maison, une jeune femme de 20 ans percée d'un coup de lance et puis jetée dans une citerne, un enfant de 12 ans assommé à coups de crosse. Le sacristain, un garçon de 21 ans, fut probablement brûlé vif; le buste et la tête, gisaient entièrement carbonisés contre une pile de bois. A côté de lui se trouvait une cruche remplie de pétrole. Le soir tout le village de Schaffen était en feu.

Tout le village, ainsi que le hameau de Schoonaerde, devint la proie des flammes. Rien ne fut épargné, ni la maison communale, ni le local du « Boerenbond », ni le presbytère. En un tour de main, tandis que je me tenais caché au jardin, je fus fait prisonnier. Les mains me furent attachées très haut dans le dos, je fus battu et bousculé et forcé de cette façon à quitter le jardin et me rendre sur la chaussée. Je fus accusé d'être le chef de ceux qui, à leurs dires, auraient tiré des coups de feu du haut du clocher. On m'annonça que je serais fusillé. En passant devant la maison du bourgmestre, ils m'ordonnèrent d'y entrer alors que le feu faisait rage. J'exécutai leurs ordres. Quels moments j'ai vécus là à cet instant ! Mes cheveux se dressèrent sur la tête.

(1) Les dépositions marquées d'une astérique ont été faites originellement, en langue flamande. Elles ont été traduites, aussi littéralement que possible par le service des traductions au département de la justice.

Mais voici que mes bourreaux, avec la plus grande brutalité, me retirent par les habits. Conduit plus loin, je rejoignis d'autres martyrs, parmi lesquels le malheureux forgeron Broeders, qui avait les avant-bras cassés; il saignait horriblement; les barbares l'avaient affreusement maltraité. Je fus placé contre un arbre, le visage tourné vers l'arbre. Il me fut défendu de regarder en arrière. Continuellement on me poussa la tête contre l'arbre, puis brusquement retentit l'ordre: « Tous à mort — en avant! » et nous dûmes avancer de 300 mètres. Impossible de compter les coups de crosse et les coups de pieds reçus. Des fois nous avançons trop lentement, puis des fois nous marchons trop vite. Toujours ces bourreaux trouvèrent un prétexte pour nous maltraiter. Vers midi, Nijs et deux autres prisonniers, sa femme et son fils furent relâchés. Cette femme avait suivi volontairement son mari emmenant avec elle ses quatre enfants. Impossible d'oublier les pleurs et les supplications de cette femme. Oh! comme ces petits enfants pleuraient! Il est très probable qu'en dehors de l'intervention de Dieu, qui reste capitale, je dus également mon salut à Nijs. Celui-ci s'était interposé tout l'après-midi en ma faveur auprès d'un officier. A la fin celui-ci dit: « Le curé ne sera pas fusillé, il sera relâché ».

Mais que n'ai-je enduré avant ma délivrance, en compagnie de Broeders et de Jean Seurs. Continuellement je dus fixer le soleil et dès que je baissai la tête, l'on me donna des coups sous le menton. Tous les quarts d'heure, d'autres bourreaux survinrent pour nous tourmenter, jusqu'au moment où un soldat survint, qui dit: « maintenant nous allons pendre le curé. » Sous mes yeux tout fut préparé pour cette exécution, quand brusquement un soldat dit: « oh, il ne vaut pas la corde, nous allons lui couper le cou comme un cochon, » et de son couteau il me touche le cou. Terribles moments! Un autre bourreau surgit qui propose de faire un trou très profond et de m'y jeter tout vivant; un autre encore qui, le poignard à la main, se précipita sur moi, comme un tigre, puis un autre, qui appuie un revolver sur ma tempe, ensuite un autre qui charge son fusil pour m'abattre. Un autre encore me crache au visage, soulève mon habit sacerdotal et déchire mon pantalon. Mais à cette humiliation la sentinelle qui me gardait criait « Halte ». Ensuite ma soutane fut déboutonnée sur le devant et à la vue de mon scapulaire, les soldats poussèrent des cris de mépris. Ils me mirent mon chapelet autour du cou et les mains jointes se mirent devant moi à genoux. Cela dura de cette façon jusqu'à 7 heures du soir, tant qu'à la fin la mort ne m'effraya plus et que je les suppliai vingt fois de me tuer et de libérer les autres. Vers 5 heures, j'ai donné l'absolution au malheureux Broeders, qui s'affala sur les genoux par suite de la perte de sang. De ce chef, je reçus de nouveaux coups au visage. J'ai beaucoup souffert de la soif alors que sous mes yeux mes bourreaux gaspillaient continuellement la boisson.

Soudain, un officier arriva qui s'adressant à moi en français me dit « Monsieur, c'est triste. ».

— Le curé: Je le crois.

— L'officier: C'est nécessaire.

— Le curé: Je ne vois nullement la nécessité d'un pareil acte.

— L'officier: L'on a tiré.

— Le curé: Pardon, Monsieur, personne n'a tiré, si ce ne sont vos propres soldats.

Je lui prouvai que personne ne pouvait se trouver dans la tour, que la porte de l'église était fermée, qu'eux avaient enlevé le drapeau national et qu'ils n'ont vu ni trouvé personne.

— L'officier: Vous oseriez jurer cela?

— Le curé: Pourquoi pas?

— L'officier: Devant Dieu.

— Le curé: Devant Dieu.

— L'officier aux soldats: Los.

Immédiatement je fus lâché et mes bras déliés, mais alors vint pour moi le moment le plus dangereux. Tous les 5 à 10 mètres se trouvaient des soldats artilleurs du 14^e régiment et de cette façon je dus faire 250 mètres tandis que ces soldats me frappaient constamment de leurs cravaches, jusqu'au moment où je tombai épuisé au milieu de la rue. L'officier donna aux soldats ordre de me lever. En ce moment Seurs fut relâché et Broeders abattu. Je reçus de nouveau l'ordre de m'en aller et en trébuchant je m'éloignai. Quand je me fus éloigné de 100 mètres, une salve de 15 coups de feu fut encore tirée dans ma direction pendant que je prenais la fuite et que je tombai dans le jardin du bourgmestre où, demi-nu, je restai étendu toute la nuit.

Des milliers de soldats passèrent encore ici, mais personne n'a encore fait attention à moi. Le matin, vers 4 heures, je suis parti sans savoir où j'allais. Deux paysans m'ont alors recueilli et soigné. Mon vicaire s'est chargé de ramasser les corps des victimes et les a transportés au cimetière. Il a également pu cacher à temps le Saint Sacrement. A l'intérieur de l'église les barbares ont brisé à coups de hache 6 portes, saccagé la sacristie et ouvert le coffre-fort. Un calice en or, un ostensor en argent et d'autres objets furent abîmés, les statues du Sacré-Cœur et de Ste-Barbe furent brisées à coups de hache et beaucoup d'autres objets détruits.

A peine les Allemands furent-ils entrés à Liège que déjà ils demandèrent où se trouvait Schaffen. Ceci est probablement dû, ainsi qu'un des principaux marchands de bestiaux de Schaffen me l'a raconté, à la vive concurrence qui existait entre les marchands de Schaffen et les Allemands sur les marchés de Hollande qu'ils fréquentaient tous les deux. C'est probablement pour cette raison que les Allemands se sont conduits de la sorte à Schaffen.

Un fait d'une très grande importance également et que j'allais oublier est le suivant:

Au cours de la guerre, j'ai très souvent eu la visite d'officiers allemands, qui venaient faire une enquête au sujet de la mort tragique du martyr François Broeders, le maréchal-ferrant et d'André Willems, le sacristain, car ces corps, de même que ceux de Derboven Alphonse, des frères Verheyen, de Loots et de Macken, étaient dans un état affreux. Ces officiers me demandèrent alors si j'avais vu les soldats allemands commettre ces assassinats et incendier le village de Schaffen.

Mais au début de l'année 1915, si j'ai bon souvenir, un général allemand est venu chez moi à la tombée du jour. Il parlait couramment le français et venait « pour faire ses excuses ». Il était accompagné de deux soldats, armés de fusils et s'excusait d'arriver si tard, mais disait-il, nous avons eu une panne d'auto et c'est à cause de cela que nous sommes arrivés si tard.

Alors il commença par dire que les « journaux italiens donnaient de longs détails sur ce qui s'est passé à Schaffen et sur ce qui est arrivé à votre personne. »

Je lui fis remarquer que Schaffen était un si petit village et ma personne si minime.

Oui, oui, disait-il.

Quand je lui disais « les journaux hollandais voulez-vous dire? ».

Alors il répondait : « Non, non les journaux italiens. » Comme il voyait que j'étais très effrayé (j'étais encore sous l'impression de ce qui était arrivé) il me disait: « Monsieur le curé, n'ayez pas peur, mais expliquez-moi tout ce qui est arrivé ici, je suis l'envoyé extraordinaire de Freiherr von Bissing. »

Comme je répondais peu de choses, il me dit: « je suis persuadé que tout ce qui est arrivé ici, est arrivé par une erreur tragique, et il ajouta littéralement: et probablement, c'est la même chose pour Aerschot.

Je lui demandai comment il expliquait cette erreur tragique. Il répondit: Les soldats belges ont jeté leur uniforme et ont endossé des habits civils, et par là, nos soldats ont pensé que c'étaient des civils qui tiraient. »

Sur ce, j'ai répondu: peut-être que cela est arrivé ailleurs, mais pas à Schaffen — non. Il dit encore: « Nous nous sommes mépris quant à la mentalité du clergé belge; nous avons pensé qu'il avait tramé contre nous et j'ai, moi, la persuasion que cela n'est pas vrai. J'ai logé, moi, chez un curé très gentil. Le curé de Suerbemde. » Je lui fis remarquer: « Mais tous les curés sont gentils, mais moi je n'ai pas eu le temps d'être gentil, vos soldats ne voulaient rien entendre; ils ne demandaient que ma tête. »

Alors il me prit les deux mains et me dit: « Mon cher curé, nous ne sommes pourtant pas des barbares. » Alors je me risquai à lui dire: « En tout cas, tous les soldats allemands n'étaient pas comme vous. »

Avant de partir il me dit : « M. le curé, vous ne devez plus avoir peur, il ne vous sera plus fait aucun mal, dormez tranquille. » Comme je lui répondis: « Tout cela est bien, mais je suis maintenant absolument dénué de tout; j'ai tout perdu — absolument tout, avec beaucoup de mes paroissiens. Cela sera-t-il restitué plus tard? » C'est à espérer, M. le curé. Bonsoir. Ce fut sa dernière parole.

(*) 2^o *Déposition assermentée de Monsieur J. H. Segers, curé à Schaffen, âgé de 46 ans:*

Je déclare que des 23 cadavres de civils assassinés par les Allemands, 22 ont été enterrés par mes soins au cimetière de Schaffen. La plupart de ces cadavres étaient horriblement et affreusement muti-

lés. Le corps d'Alphonse Derboven était percé de tant de coups qu'il était presque coupé en deux. Les deux avant-bras du cadavre de François Broeders étaient cassés; celui d'André Willems était pour ainsi dire méconnaissable, la tête, les bras et le tronc était carbonisés. Lors du transfert de ces malheureuses victimes, je fus tout le temps menacé et injurié, parce que j'étais prêtre et que je portais l'habit sacerdotal. A deux reprises ils m'ont donné ordre d'ôter cet habit et m'ont dit que des coups de feu avaient été tirés de l'église. Je donnai un démenti formel à ces racontars, mais je fus forcé de me taire sous des menaces de mort. Un officier allemand m'avoua la préméditation d'incendier Schaffen; cet incendie devait servir de leçon et d'exemple pour tenir en respect les civils à l'arrière de l'armée qui s'avavançait. Je déclare en outre avoir vu que le 20 août les Allemands mirent une nouvelle fois le feu à la maison d'Auguste Brockmans, qui avait été relativement épargnée par le feu, et qu'ils se livraient partout au pillage et aux dévastations. Lecture faite, le témoin persiste dans ses déclarations et signe avec nous.

(S.) P. J. Segers (curé).

ANNEXE 2.

(*) *Déposition assermentée de Geyskens, Henri, âgé de 52 ans, cultivateur à Sichein:*

Le 24 août 1914, mon fils Jean-Baptiste fut arrêté à Sichein par des soldats allemands et attaché à leurs chevaux. Dans cet état, ils le traînèrent pendant quatre jours avec eux. Or à un certain moment, ils s'arrêtèrent et se mirent à le frapper d'une façon horrible. Mes deux autres fils Jules et Joseph ont également été attachés à d'autres chevaux; quand ils sont revenus, ils avaient les sabots remplis de sang, tellement ils avaient été maltraités: les dents de Jules et de Joseph étaient à moitié arrachées, tant ils avaient reçu des coups. Un de mes fils, Joseph est mort et je suis persuadé qu'il est mort par suite des mauvais traitements.

Lecture faite, le témoin persiste dans ses déclarations et signe.

(S.) H. Geyskens.

ANNEXE 3.

(*) *Boonen, Joséphine, âgée de 20 ans, fille d'Ignace, domiciliée à Testelt (Voort) déclare en langue flamande:*

Le 18 août 1914 nous vîmes des cavaliers allemands qui par la chaussée venaient de la direction d'Averbode. Toute la famille a pris la fuite dans les champs derrière la maison. Les Allemands sont également arrivés dans les champs; ils ont laissé leurs chevaux dans une prairie et ont commencé à battre tout le terrain. A un moment donné, ils sont venus dans notre direction et nous avons pris de nouveau la

fuite. Ils ont alors commencé à tirer sur nous et ont d'abord atteint ma sœur Boonen Mélanie. Celle-ci est tombée à mes côtés. Quelques instants plus tard, je vis tomber mon frère Boonen Stanislas qui courait devant nous. J'ai vu également que ma mère De Neve Monique qui était tombée, s'est encore traînée jusque dans le fossé où elle a expiré immédiatement après. Bergen Charles venait derrière moi; je ne l'ai pas vu percer de coups, mais après j'ai vu qu'il était étendu mort dans un champ de pommes de terre. Il doit avoir été percé d'un coup de lance, car les intestins lui sortaient du corps. J'ai vu aussi que les soldats enlevèrent des bras de Deckers Alphonse, qui était assis au pied d'un arbre, un enfant de 4 ans: Snoex, François. Deckers Alphonse fut tué d'un coup de feu. L'enfant qui s'éloignait fut également tué. Aucun coup de feu ne fut tiré sur les Allemands en cet endroit. Lorsque les Allemands arrivèrent aux hameaux de Voort et de Hoeve il n'y avait plus aucun soldat belge. Après le départ des Allemands je me suis cachée dans les marais. A mon retour les six cadavres avaient déjà été enlevés. Mon père Boonen Ignace a vu également tout ce que j'ai raconté.

Elle a signé sa déclaration.

(S.) Joséphine Boonen.

ANNEXE 4.

(*) 1^{re} Déposition assermentée de Vandeweyer Pierre, 58 ans, curé à Heelenbosch:

Le 10 août 1914, après 4 heures de l'après-midi, quand le combat d'Orsmael-Gussenhoven eut pris fin, j'ai vu, du jardin de la cure, un grand nombre de soldats allemands qui passaient dans la rue et j'ai entendu des coups de fusil.

Quand je fus revenu à la cuisine, on a tiré des coups de canon sur la cure, qui a été atteinte à plusieurs reprises. Je suis retourné au jardin, où j'ai été arrêté. On voulait me fusiller en braquant fusil et revolver sur ma tête et sur ma poitrine. On voulait me faire enlever le drapeau belge qui était arboré à la cure. Je n'ai pas voulu le faire. Les soldats l'ont enlevé alors eux-mêmes.

On m'a amené devant la ferme Lenaerts, secrétaire communal, où j'ai trouvé 3 prisonniers qui avaient les mains liées derrière le dos et étaient attachés l'un à l'autre. C'étaient: le vieux père de la femme Lenaerts; Beelen Libert; Félix Prourie, domestique et un soldat belge (lancier). Ils m'ont voulu ligoter également mais je n'ai pas voulu et ils ne l'ont pas fait. Ils nous ont fait partir et de temps à autre ils donnaient des coups de pied à Beelen, qui était âgé de 80 ans. Ils nous ont fait asseoir sur la berge d'un fossé et ont alors délié les cordes.

Les Allemands sont venus près de nous avec du vin et des cigares qui avaient été volés. Les officiers prétendaient qu'on avait tiré. Entretemps la cure et la maison Lenaerts avaient été incendiées. La maison communale a été également incendiée. Lors de l'arrivée des

Allemands des coups de canon et de fusil avaient été tirés sur la maison communale.

Jusque 6 1/2 heures nous avons été gardés ainsi exposés au soleil. J'appris entretemps par Prourie que la fille Lenaerts, âgée d'environ 16 ans, avait été atteinte d'un coup de feu dans le jardin. Nous avons été alors libérés. Immédiatement j'ai cherché à retrouver Emilienne Lenaerts dont j'ai parlé ci-dessus. Elle était étendue dans le jardin, atteinte d'un coup de fusil à la tête. Elle est morte le soir.

J'ai encore retrouvé le cadavre de Henot Gustave, qui était étendu mort dans un fossé. J'ai vu Joseph Mombaerts d'Heelenbosch, qui avait été atteint d'une balle dans la bouche. Je l'ai soigné toute la nuit. Le lendemain j'ai vu les cadavres d'Alphonse et de Charles Neskens. Le même jour a encore été tué Ponsaerts Herman, âgé de 17 ans.

Je ne connais pas les régiments qui se sont battus à Heelenbosch et qui ont commis les meurtres.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe avec nous.

(S.) P. Van de Weyer.

(*) 2^e Déposition assermentée de Beckers Emile, cultivateur, âgé de 35 ans, domicilié à Orsmael-Gussenhoven:

Le 10 août 1914, après 4 heures de l'après-midi lorsque le combat d'Orsmael-Gussenhoven eut pris fin, les soldats allemands sont entrés dans la commune de Heelenbosch.

Quand les Allemands arrivèrent à environ 400 mètres de notre maison, il y avait chez nous un soldat belge, auquel nous avions donné de la nourriture. Tout-à-coup je vis arriver les soldats allemands et j'en avertis le soldat belge. Celui-ci se coucha par terre et commença à tirer.

Sur ce les Allemands sont arrivés chez moi et m'ont forcé à entrer. Je me suis caché dans l'étable et alors les Allemands ont tiré sur moi. Quand je suis sorti de mon abri j'ai trouvé les cadavres des frères Neskens Alphonse et Charles et de Ponsaerts Armand dans le fossé. Ils avaient été percés de coups de lance.

Je ne connais ni les régiments ni les soldats qui ont commis ces crimes. Je n'ai pas été blessé.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe avec nous.

(S.) Emile Beckers.

ANNEXE 5.

(*) 1^o Déposition assermentée de Gurny Victor, garde-chasse, âgé de 49 ans, domicilié à Wommersom :

Le 18 août 1914, quand les Allemands se battaient à Neerlinter, une patrouille allemande entra chez moi et me força à dire où était situé

le village de Neerlinter. Je leur montrai où se trouvait le village et alors ils me demandèrent s'il n'y avait pas de pont sur la Gette. Je leur répondis affirmativement et sur ce, ils me répliquèrent que je devais leur montrer le dit pont. Je leur indiquai l'emplacement mais ils ne se contentèrent pas de celà; je dus les accompagner. Ils me dirent que si je mentais, ils me tueraient.

Ils me demandèrent également s'il n'y avait pas de soldats belges. A quoi je répondis que je ne le savais pas, que je n'avais plus été au village de Neerlinter depuis 15 jours.

Finalement je dus les accompagner pour leur montrer le pont sur la Gette. Contraint, je les accompagnai et arrivé à l'étable de Charles Petre de Wommersom, étable qui est situé au milieu des prairies, les soldats belges ouvrirent le feu sur nous. Un soldat allemand fut atteint et tomba de son cheval. Les soldats belges ont en outre tué deux chevaux allemands et quatre vaches qui couraient en liberté dans la prairie. Le feu était rapide et nourri, à tel point que les balles sifflaient autour de moi. J'ai pu alors me sauver en rampant jusque chez Van Ranghen Isidore. Je suis entré là, mais là également les balles traversèrent les murs qui étaient construits en argile. Les Allemands se défendirent avec acharnement, mais ils ont finalement pris la fuite. Quand les soldats belges se sont montrés, je me suis rendu auprès d'eux. Ils m'ont dit de me rendre auprès de l'officier belge qui se trouvait à la station de Neerlinter ce que je voulais faire. En ce moment j'ai remarqué que le soldat allemand blessé au bras gauche, essayait de prendre son revolver pour m'abattre. Je me sauvai en criant aux soldats belges que l'Allemand blessé voulait me tuer. Sur ce, un soldat a pris son fusil et l'a déchargé cinq fois sur le blessé.

Alors je me suis rendu auprès de l'officier et lui ai raconté le cas. Sur ce il a retourné mes poches pour voir si je n'avais pas sur moi de l'argent allemand, que j'aurais pu avoir reçu des Allemands. Naturellement je n'avais rien sur moi. Alors l'officier m'a dit que je devais retourner chez moi et changer d'habits parce que sans celà les Allemands me reconnaîtraient et me tueraient.

Je me suis alors enfui de Wommersom et je suis allé à Louvain.

Je ne sais pas quels furent ces régiments. Il y avait 44 cavaliers. Je n'en sais pas plus.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe avec nous.

(S.) V. Gurny.

(*) 2^e Déposition assermentée de Lose, Joseph, âgé de 48 ans, sacristain à Neerlinter:

Le 18 août 1914, je me trouvais à Neerlinter dans la cave de la maison communale et de là j'ai vu que ma grange était en feu. Les portes des maisons avoisinantes furent brisées à coups de hache. Je fus retenu prisonnier pendant une demi-heure et alors j'ai pu retourner chez moi. Pendant que je retournais chez moi, j'ai vu des incendies à différents endroits, mais je n'ai pas vu qui était l'auteur de ces incen-

dies. Arrivé chez moi, j'ai commencé à éteindre l'incendie de ma grange.

Je ne connais pas les régiments qui ont commis ces crimes, dans notre village.

J'ai vu les soldats belges blessés et j'ai alors constaté que ceux-ci portaient de cruelles blessures.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe avec nous.

(S.) J. Lose.

(*) *Déposition assermentée de Lambert Louis, âgé de 54 ans, cultivateur, domicilié à Neerlinter:*

Le 18 août 1914, je me trouvais dans la maison de la gare habitée par le garde-barrière. Je me suis sauvé là-bas dans la cave et j'ai vu qu'avant même de descendre à la cave, ma maison était déjà en feu. Je suis alors resté dans la cave jusqu'au moment où la maison dans laquelle je me trouvais s'est écroulé. Alors je me suis enfui, mais les Allemands ne m'ont rien fait. Ce matin, j'ai vu une patrouille allemande; c'étaient des cavaliers, mais je ne sais pas à quels régiments ils appartenaient. Ils amenaient avec eux un civil belge du nom de Gurny Victor, garde-forestier à Wommersom.

J'ai vu les cadavres des soldats belges. J'ai vu moi-même que les uns étaient percés de coups et les autres atteints de coups de feu, mais j'ai vu que la plupart étaient percés de coups.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe avec nous.

(S.) Louis Lambert.

ANNEXE 6.

(*) *1^o Déposition assermentée de Vanhoebroeck Léandre, 50 ans, cultivateur, domicilié à Orsmael-Gussenhoven:*

Le 10 août 1914 au moment où vers une heure de l'après-midi le combat de Orsmael-Gussenhoven commença, je me trouvais à ma porte, quand je vis arriver deux soldats belges, qui entrèrent chez moi. Un des deux était blessé à la jambe. Je dis aux soldats: je m'en vais d'ici parce que j'ai peur. Sur ce, je suis entré chez mon voisin, et quand les Allemands sont arrivés ici, j'ai vu qu'ils sont entrés chez moi et ont roué les deux soldats belges Mussche Omer et Dupont, tous les deux carabiniers cyclistes, de coups de crosse et de coups de pied.

Après on les a fait sortir et quand je suis sorti j'ai vu qu'ils avaient pendu Mussche Omer dans mon jardin. J'ai trouvé Dupont tué d'une balle à la tête, gisant contre un poteau télégraphique. Après avoir fait sortir les soldats, ils ont mis le feu à ma maison. Je ne sais comment ils ont fait cela. Je sais seulement que c'étaient des hussards mais j'ignore à quel régiment ils appartenaient.

Quand nous avons trouvé le soldat Mussche, nous avons constaté aussi qu'il avait été percé de coups de bayonnette. Les noms des soldats belges tués étaient:

- 1) Dupont V. A. 56019 Mons.
- 2) Mussche Omer 54079 Piéton.

Après lecture le témoin persiste dans ses déclarations et signe.

(S.) Vanhoebroeck Léandre.

(*) 2^o *Déposition assermentée de DeGreef Jean, 38 ans, cultivateur domicilié à Orsmael-Gussenhoven:*

Le 10 août 1914, après le combat d'Orsmael-Gussenhoven, je me trouvai dans la cave de ma maison avec ma femme et mes enfants. Les soldats allemands ont alors brisé la porte et les fenêtres. Nous avons alors passé de notre cave dans celle de Melchior Matteredne. Sur ce, la femme Thérèse Ceulears est venue me dire que notre maison était en feu; alors nous sommes sortis de la cave et j'ai vu que notre maison flambait. J'ai vu passer également en ce moment le bourgmestre avec sa femme, ses enfants et ses domestiques qui avaient été tous arrêtés par les Allemands.

J'évalue la valeur de ma maison à 6000 francs, les habits et les meubles à 5000 francs.

Quand je suis sorti de ma cave, des coups de feu ont été tirés sur moi.

J'ai vu que les soldats appartenaient à la cavalerie. Je n'en sais pas plus.

Le 11 août, en compagnie du garde-champêtre et de Monsieur le curé, j'ai fait le tour du village. Nous avons trouvé un soldat (carabinier cycliste) Omer Mussche pendu à un arbre. Dans la ferme d'Emile Beckers nous avons encore constaté que les soldats belges ont été maltraités: entre autres j'ai vu 3 soldats qui avaient été éventrés à coups de hache.

Sur la chaussée, j'ai trouvé un soldat (carabinier cycliste) qui avait été atteint d'une balle à la tête. Il devait avoir été tué après avoir été fait prisonnier.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe.

(S.) Jean Degreef.

ANNEXE 7.

(*) *Déposition assermentée de Maes Auguste, 24 ans, domicilié à Binckom.*

Le 19 août 1914, quand les avant-gardes allemandes passaient devant notre maison, un coup de feu a été tiré par un officier de l'armée allemande. Quelques soldats sont alors entrés chez nous et prétendirent que j'avais tiré. Je protestai mais il me rouèrent de coups

de poing et de coups de pied. Après avoir mis le feu à notre maison, ils se saisirent de moi, de ma mère, et de Cockx Jean. Arrivé à Lubbeek, ils me déshabillèrent et se mirent à me battre sur tout le corps avec des orties. Après cela, ils me traînèrent pendant 8 jours avec eux jusqu'à Louvain, les mains liées derrière le dos et presque sans nourriture.

Après cela ils m'expédièrent en Allemagne avec d'autres prisonniers de Louvain, liés par quatre. En Allemagne, je fus conduit au Sennelager. Là, j'ai dû travailler à la construction de baraquements. La nourriture était mauvaise, environ 200 grammes de mauvais pain, le midi une soupe aux rutabagas, au poisson ou aux prunes, le soir une espèce de bouillie de maïs, qui était plus ou moins mangeable.

Le 30 janvier 1915, j'ai été renvoyé en Belgique. Pendant les deux premiers mois, après mon retour, j'ai été incapable de tout travail à cause de ma faiblesse.

Je dois encore ajouter que, quand j'ai été fait prisonnier, les Allemands, en cours de route entre Binckom et Lubbeek m'ont tellement marché sur les talons que ceux-ci étaient tout en sang. A Louvain, les Allemands m'ont pris 50 francs que j'avais en poche.

Après lecture, le témoin persiste dans ses déclarations et signe.

(S.) Auguste Maes.

(*) *Déposition assermentée de Cologne Hubert, 57 ans, maçon domicilié à Haekenhover:*

Le 18 août 1914, vers 3 1/2 h. de l'après-midi, je me trouvais dans ma maison, située vieille chaussée de Tirlemont. Les soldats allemands sont entrés tandis que sur la chaussée se trouvait un officier allemand du 85^e régiment d'infanterie. Ils portaient en effet ce numéro sur leurs pattes d'épaule. L'officier donna ordre de mettre le feu à ma maison, bien que les soldats affirmèrent qu'il n'y avait rien de suspect dans ma maison. Alors l'officier a répété son ordre en ajoutant que s'ils ne l'exécutaient pas, il les aurait tués de son revolver. Alors, à contre cœur ils ont mis le feu à la maison. Ma fille voulut aller prendre des vêtements qui se trouvaient sur une chaise mais l'officier le lui a défendu.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déclaration et signe.

(S.) Cologne H.

ANNEXE 9.

(*) 1^o *Déposition assermentée de Serulus, J.-B., 62 ans, marchand de bestiaux à Autgaerden (Zétrud-Lumay):*

Le 18 août 1914, j'étais allé voir mon champ d'avoine dans le but de commencer la récolte. Arrivé dans mon champ, je rencontrai Poffe Edouard et sa femme qui me montraient les réfugiés, qui de Best et de Tirlemont venaient à Hougaerde, ainsi que le combat qui se livrait dans les champs d'Oplinter-Houthem Ste-Marguerite-Grimde.

La femme Poffe est rentrée chez elle, nous sommes encore restés un moment là. Soudain nous vîmes un Allemand à cheval; nous sentîmes qu'il était temps de partir de là et nous prîmes la direction de notre village (Autgaerden). Arrivés à environ 50 mètres des premières maisons, soudain un groupe d'une vingtaine de soldats allemands s'élança d'un chemin creux. Le chef nous cria en français: « Venez ici ». Comme nous ne nous approchâmes pas immédiatement il réitéra l'ordre. Alors nous allâmes à sa rencontre et il nous demanda le chemin de Hougaerde. Je lui indiquai la direction de ce village et j'ajoutai qu'il y avait là beaucoup de soldats belges. Il répondit: « Ça ne fait rien, marchez » et Poffe et moi fûmes obligés de marcher devant eux. Arrivés à une petite distance de la gare d'Hougaerde, nous rencontrâmes le curé d'Autgaerden, qui voulait retourner à son village. L'officier allemand l'arrêta et lui dit en français: Connaissez-vous le bourgmestre d'Hougaerde? » Le curé répondit « Oui » à quoi l'officier lui dit: « Montrez ça, marchez. » Le curé de cette façon fut obligé de marcher à la tête: au premier rang étaient: l'officier, le curé, Poffe et moi-même, puis, derrière nous venaient les soldats. (Après avoir dépassé la gare d'une cinquantaine de mètres, nous arrivâmes à deux maisons en construction, dans lesquelles il y avait des soldats belges.)

Je dois faire remarquer que, quand nous arrivâmes à la gare, je fis remarquer à l'officier: « Voici Hougaerde, ne sommes-nous pas encore loin assez. Dans le village il y a des soldats belges. » L'officier répondit: « Ça ne fait rien, ce sera vite fini, marchez. » Quand nous arrivâmes aux deux maisons susdites, les soldats belges ouvrirent le feu. Au premier coup, je pris la fuite dans la direction de la gare, je me jetai dans une maison et de là dans le jardin du garde-barrière, où je suis resté étendu jusqu'au lendemain matin 5 heures.

Au moment où je pris la fuite, un soldat allemand tira dans ma direction, sans m'atteindre. Je n'ai vu tomber ni le curé, ni Poffe et ne saurais dire s'ils sont tombés sous les balles allemandes ou belges. Ce qui est certain, c'est que ces deux hommes sont tombés là, car le lendemain j'ai entendu dire qu'ils gisaient morts à côté des deux maisons dont j'ai parlé ci-dessus.

Le 19 août, vers 9 heures, tous les chemins étaient remplis de soldats allemands, et je me suis caché dans un des déversoirs de l'usine « le Grand Pont » jusque 3 heures de l'après-midi.

Je ne saurais dire à quel régiment appartenaient les 20 soldats allemands dont j'ai parlé et je ne connais pas le nom de l'officier.

(S.) J.-B. Serulus.

2^o *Déposition assermentée de Louis Geens* (1), 41 ans, meunier à Hougaerde:

Le 18 août 1914, je me trouvais à la maison communale où j'avais été retenu avec les autres gardes civiques de la commune.

Le nommé Alexandre Dotremont, houiilleur à Hougaerde, est venu me trouver en me disant que je devais me rendre à l'hôpital où ma

(1) Ce témoin a été désigné par erreur sous le nom de Jans dans le corps du rapport page 26.

femme blessée avait été transportée. Je m'y suis rendu immédiatement et je l'ai trouvée gravement blessée par une balle qui l'avait atteinte dans la région des reins. A ce moment, les médecins avaient défendu de lui parler; ce n'est que 2 ou 3 jours après qu'elle m'a raconté ce qui s'était passé. Elle m'a dit: que vers 7 heures du soir (le 18 août 1914) un officier allemand est entré chez moi en disant que le moulin allait être bombardé parce que à 200 mètres de là, dans le jardin de M. Godin, directeur de la sucrerie de la Ghète, se trouvaient des fantassins belges qui tiraient sur eux, et qu'elle devait évacuer sa maison. Elle a refusé de quitter et l'officier l'a prise par un bras en même temps que de l'autre bras il prenait une autre femme et ainsi protégé, les a entraînés sur la rue et a passé la ligne de feu. En même temps, les soldats allemands chassaient une cinquantaine de civils belges hors de mon moulin où ils s'étaient réfugiés. Arrivée au pont de la Ghète, ma femme a été atteinte par une balle belge qui lui a traversé le corps. Quelques instants après, l'officier qui l'avait entraînée fut blessé mortellement et pendant qu'il se débattait à terre, il criait à ses hommes « Assassinez, brûlez et volez ». En même temps et dans les mêmes conditions que ma femme, l'épouse Robert Putzeys a été blessée assez grièvement au bras.

Ma femme est morte des suites de sa blessure, deux mois après avoir été atteinte.

L'officier dont il s'agit, appartenait au 75^e ou 76^e d'infanterie allemande.

(S.) Louis Geens

(*) 3^e Déposition assermentée de Dedecker René, 22 ans, journalier à Hougaerde:

Le 18 août 1914, vers 5 1/2 heures du soir, j'avais transporté du blé au moulin de Louis Geens. Quand je voulus retourner chez moi, des coups de feu éclatèrent dans la rue, je fus donc forcé de rester à l'intérieur de la maison.

Entre 6 et 7 heures, un officier entra, accompagné d'une vingtaine de soldats. Il demanda s'il n'y avait pas de soldats belges et à notre réponse négative il nous demanda à boire: « schnaps ou cognac ». L'officier était déjà ivre quand il est entré. Il nous dit que les Allemands allaient bombarder et détruire Hougaerde et que nous devions sortir du moulin.

L'officier a pris Madame Geens par le bras et est sorti avec elle. Toutes les personnes qui étaient au moulin une trentaine (environ) durent sortir avec les soldats allemands.

Au moment où ils arrivèrent sur la route. Les soldats belges ouvrirent le feu. L'officier et Madame Geens sont tombés en même temps. Madame Putzeys a été également blessée.

Les Allemands nous ont conduits alors jusqu'à la laiterie et au commandement de leur chef ils sont partis; nous nous sommes alors sauvés.

J'ai passé la nuit chez Vanerrewegen, près du couvent. Le 19 août,

au matin, les Allemands m'ont de nouveau arrêté ainsi que plusieurs autres personnes et nous ont tous emmenés avec eux jusque Overlaer.

A mon avis, les Allemands nous ont fait marcher devant eux pour s'abriter derrière nous.

Monsieur et Madame Grosiau, Louis Geens, Louis Tomsin, Théophile Gilis, Joseph Moens, et d'autres encore étaient avec nous, quand j'ai été conduit à Overlaer.

Je ne puis donner des renseignements sur le numéro du régiment, auquel appartenaient les Allemands qui nous ont fait prisonniers.

(S.) Dedecker René.

(*) 4^e Déposition assermentée de Raymond Ausloos, 47 ans, cultivateur à Hougardc:

Le 19 août 1914, un sous officier allemand est entré chez moi vers 7 heures du matin et a donné l'ordre à ma femme, à ma belle-sœur et à moi de l'accompagner. Dans la rue, il y avait déjà d'autres civils que les Allemands avaient arrêtés: ainsi entre autres Auguste Geerkens, son fils Albert et sa fille Maria. Les Allemands nous ont entourés et nous ont conduits hors du village. Derrière nous venait l'armée allemande.

Nous sommes restés là une ou deux heures et alors les Allemands nous ont chassés. Ils ne m'ont pas maltraité. Je suis rentré chez moi.

Me trouvant sur le pas de la porte, trois soldats allemands ont passé par la rue; j'ai vu qu'un des trois a tiré un coup de feu dans le sol. Ils ont continué leur chemin, deux à cheval et un à bicyclette. Peu après d'autres soldats arrivèrent, prétendant qu'on avait tiré. Ils m'ont de nouveau emmené, de même qu'une quinzaine d'autres civils. Ils nous ont placés contre la façade de la grange des enfants Maes, à côté de l'école des Frères en nous menaçant de nous fusiller.

Un autre officier m'a dit que je devais aller chercher le bourgmestre; j'ai amené le bourgmestre et j'ai réussi à m'échapper.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(S.) Ausloos Raymond.

ANNEXE 10.

(*) 1^o Déposition assermentée de Jean Van Kerckhoven, professeur à Aerschot:

J'habitais à l'entrée de la ville, à la porte de Malines. Vers 8 heures du matin, les Allemands sont entrés en ville en chantant. Ils brisèrent les portes des maisons, dans lesquelles les civils s'étaient enfermés. Je portais le brassard de la Croix Rouge et voulus me rendre au couvent des Picpus où j'étais de service. Immédiatement je fus arrêté et mis au milieu des autres civils, qui, prisonniers se trouvaient là, les bras en l'air. Un sous-officier me fouilla les poches et comme je protestais il me répondit: « nous nous moquons de votre Croix-Rouge. »

En ce moment éclate hors de la porte de Malines une fusillade nourrie et Allemands et civils cherchèrent un abri: les premiers dans la cour du collège St-Joseph, les civils dans les maisons en face. Au moment où je voulus me jeter dans la maison de Holemans, je fus blessé d'une balle dans l'avant-bras et le pouce gauche. Comme je n'ai pas vu de soldats belges, je suis persuadé avoir été blessé par un allemand.

Je faisais soigner ma blessure à l'hôpital quand les Allemands y entrèrent. Je m'avançai pour demander en allemand, langue que je possède, au sous-officier ce qu'il désirait et il me répondit: « Vous faites partie de la Croix-Rouge et vous êtes blessé, cela prouve que vous avez également tiré. Arrêtez cet individu. » Les soldats, le revolver braqué sur moi, me traînèrent alors dans la rue et me poussèrent au milieu d'un escadron de cavaliers qui passaient. Ceux-ci me conduisirent jusqu'à la Grand-Place et me remirent aux mains d'un fantassin qui me donna des coups de crosse sur les pieds.

Le même officier qui m'avait déjà adressé la parole à l'hôpital vint de nouveau chez moi, en disant: « Sie haben geschossen ». Je répondis: « Non général, vous ne sauriez prouver cela » sur quoi il me cria: « Es ist schon bewiesen. » (Nous avons la preuve.)

Après cela il s'adressa au bourgmestre Tielemans et exigea un interprète. Je m'avançai et reçus l'ordre de traduire ce qui suit au bourgmestre, qui après cela le cria à la population:

« Les civils doivent laisser passer librement les troupes, leur donner ce qu'elles demandent, ne pas se montrer hostiles et remettre de suite les armes. »

Je fis remarquer à l'officier que tout cela avait déjà été communiqué à la population et qu'on pouvait encore le lire sur les affiches collées aux murs. L'officier exigea que ce fut de nouveau affiché et fit ajouter: « Si le moindre acte hostile est encore posé contre l'armée allemande, la ville sera détruite et un habitant sur trois sera fusillé. » Le bourgmestre fit ce qu'il demanda et tout le monde put rentrer chez soi.

Le 20 août je suis allé loger chez les Pères Picpus où étaient les soldats belges blessés. Les soldats allemands entraient et sortaient, complètement ivres, les armes à la main et avec de grands cris menaçant les blessés.

Le 25 août, un officier vint à la salle des blessés et dit: « Si vous osez tirer, vous serez tous fusillés. » La même nuit plusieurs coups de feu furent tirés autour de l'hôpital: Immédiatement je compris le jeu et fis remarquer à un blessé allemand qui se trouvait là qu'il pouvait constater que ces coups ne portaient pas du couvent.

Le lendemain, dans la matinée, tous les blessés furent traînés dans la cour; les pères Picpus durent porter ceux qui étaient gravement atteints. Les religieux furent accusés d'être des francs-tireurs et furent immédiatement enfermés dans l'église. Les femmes et les enfants furent chassés vers Louvain. Les blessés belges qui longtemps avaient dû se tenir debout les mains en l'air et qui avaient été menacés d'être fusillés, reçurent alors la permission d'aller se faire soigner à l'hôpital.

Là, les vieillards et les enfants avaient cherché un refuge. Une nuit, des Allemands entrèrent, revolver au poing, et emmenèrent tout

le monde à l'église. Je vis un vieillard qui ne parvenant pas à s'habiller rapidement fut frappé à coups de poing et à coups de crosse. Un petit enfant qui à ce moment fut atteint d'une crise d'épilepsie, fut abandonné. Le lendemain, vieillards et enfants furent relâchés. Je n'ai pas vu les Allemands maltraiter les soldats blessés belges, mais ceux-ci m'ont montré les traces de leurs violences.

Défense formelle fut faite par les Allemands aux membres de la Croix-Rouge belge d'aller soigner les soldats blessés sur le champ de bataille. Quelques hommes courageux, qui avaient enfreint cet ordre, furent envoyés à l'église et expédiés en Allemagne.

Après lecture persiste et signe.

(S.) J. Van Kerckhoven.

2° Déposition assermentée de De Busschere Eugène, en religion Père Hilonius, de la Congrégation des Pères du Sacré-Cœur à Aerschot:

A l'arrivée des troupes allemandes à Aerschot le 19 août 1914 au matin, notre couvent transformé en ambulance de la croix-rouge fut envahi par les soldats allemands, et tout le personnel, pères, frères, aides, domestiques, fut obligé de se ranger, les bras croisés, sur le trottoir devant notre établissement, sous la garde de soldats, bayonnette au canon. Un Feldwebel nous accusait d'avoir tiré trois coups de fusil sur leurs troupes, il en était sûr, il l'avait vu, nous serions fusillés.

Ce Feldwebel, par ses obséquiosités envers ses supérieurs me faisait l'impression d'un homme qui veut faire du zèle, c'était notre accusateur, la cheville ouvrière du drame qui se déroulait.

Avant d'aller dans l'autre monde, je voulais saisir énergiquement sa conscience. J'avais remarqué la plaque: « Gott mit uns » qui fermait leur ceinturon; je me dis, ils croient au moins en Dieu. Alors je pris tout à coup la parole et le bras tendu vers lui, le montrant du doigt et le fixant dans le blanc des yeux, je lui dis solennellement en Allemand: « Wir Priester Gottes, wir schweren bei Gott, das wir nicht geschossen haben! » Il en était fortement impressionné et répondit timidement, si ce n'est vous, c'est votre personnel. — Ni nous, ni notre personnel, lui dis-je. Alors notre Supérieur intervint et lui remarquer que les trois coups de fusil qu'il avait entendus, pouvaient provenir de soldats cachés derrière de mur d'enceinte ou les arbres qui entourent la maison. Il accepta l'explication et courut jusqu'au général pour faire retirer l'ordre de notre exécution qui avait déjà été porté. Ainsi nous échappâmes une première fois à la mort.

Pendant que nous étions postés en rang sur le trottoir, le dos contre le mur, en butte aux insultes et provocations de la soldatesque allemande qui passait, une vive fusillade éclatait. Les Allemands étaient repoussés à leur entrée dans la ville par nos troupes postées en embuscade.

Trois hommes (des journaliers, vu leur extérieur) placés à côté de nous sur le trottoir tombèrent pour ne plus se relever. Les balles pleuvaient. Notre Feldwebel avec sa garde se retira en face dans la porte-

cochère ouverte du Withuis, et tout en s'éloignant à reculons, il braquait sur nous son revolver disant: « Bleiben! Bleiben! » Nous nous étions tous accroupis pour donner moins de prise aux balles. Celui qui se trouvait près de la porte glissa à l'intérieur de la maison et tous l'un après l'autre nous suivîmes notre confrère. Une seconde fois nous échappâmes comme par miracle à la mort.

Nous étions rentrés depuis une heure dans notre ambulance, le feu avait cessé, les troupes allemandes déferlaient continuellement en rangs serrés, lorsqu'un officier entra et nous somma de ramasser les trois morts qui étaient restés sur le trottoir. Je me mis à la besogne avec deux de mes confrères, le R. P. Camille Busard et le frère Willebrord. Nous avions rentré un cadavre et déjà mon compagnon m'avait dépassé pour chercher le second. Je le suivis bientôt le brassard de la croix rouge sur le bras, dans mon habit blanc, barette en tête pour bien faire voir que j'étais religieux et prêtre. Arrivé au détour d'un coude que fait notre corridor en vue de la rue (notre porte devait rester ouverte) un hussard de la mort qui passait à cheval, sitôt qu'il m'aperçut déchargea deux fois sur moi son revolver. Je n'eus que le temps de faire demi-tour et de m'enfuir à toutes jambes. Cela se passa dans une ambulance qui portait haut sur le toit le drapeau de la croix rouge.

Outre nos soldats blessés et plusieurs habitants de la ville et des environs, blessés aussi soignés chez nous, je vis arriver une pauvre femme du peuple ayant sur le bras un enfant de deux ans environ. Ce petit malheureux avait au derrière une blessure longue de 8 cm., large de 5 cm. et profonde de 2 1/2 cm.

J'administrerai aussi un jeune homme de 16 à 17 ans, M. Janssens, notre voisin, tombé sous les balles. La fille de notre voisin « klein Withuis » venait en larmes supplier un de nos pères de venir chez eux. Leur père se rendant au jardin derrière la maison avait été fusillé par les soldats allemands qui passaient dans la rue. Mon confrère le R. P. Camille Busard le trouva mort en arrivant.

Vers midi, le 19 août, je me rendis à l'hôtel-de-ville. Je montai le perron, Monsieur le Bourgmestre Tielemans était là, entouré d'officiers allemands. Je lui demandai ce qu'il y avait à faire avec les trois cadavres que nous avions chez nous. La place et les rues adjacentes étaient noires de soldats allemands.

Les jours suivants en sortant dans les environs pour dire les prières sur les cadavres de nos soldats répandus dans les champs, je trouvais à 300 mètres de chez nous sur les bords du Laak, le cadavre d'une jeune fille d'environ 20 ans.

J'ai vu une pauvre femme qu'on avait trouvée dans les bois, remplie de vermine. Une autre qu'on avait ramassée près de sa demeure avait reçu plusieurs balles et mourut peu après.

Du 19 au 28 août, nous restâmes sous la surveillance d'une garde allemande dans notre ambulance. En causant avec nos soldats, certain me déclara qu'à un moment donné leur troupe réduite à 20 soldats, était entourée d'Allemands et qu'ils s'étaient rendus. On leur enleva leurs armes, on les fit asseoir, le major allemand arriva et dit: « Todten sie alle die Schweine! » Ils furent exécutés séance tenante. Heureuse-

ment quatre ou cinq ne furent que légèrement blessés et échappèrent au massacre. Ils purent gagner notre ambulance pour se faire soigner. Personnellement j'ai examiné soigneusement cette affaire, recueilli les dépositions de nos soldats, fait l'interrogatoire. J'avais commencé un rapport sur ces faits, lorsque nous fûmes forcés de quitter notre ambulance pour être enfermés dans l'église d'Aerschot. J'eus le temps de détruire mon rapport qui eut pu me coûter la vie. Mais il serait facile de dresser procès-verbal de ce forfait si on voulait interroger les soldats belges qui ont passé par notre ambulance.

Nous fûmes transférés à l'église d'Aerschot le 28 août. Plusieurs prêtres des environs vinrent nous rejoindre, le clergé était enfermé au chœur sous la surveillance d'une garde spéciale, le reste de l'église était surtout occupé par des hommes ramassés aux environs d'Aerschot. De temps en temps un officier ou un sous-officier allemand imposa silence pour dire que la population avait de nouveau tiré en ville, et que si ce fait se renouvelait on serait fusillé à commencer par les prêtres. Quelques fois on nous apportait à manger vers 4 heures de l'après-midi. On nous obligeait de satisfaire nos besoins sur le cimetière qui entoure l'église. En face de la rue on avait creusé un fossé, les ossements des morts étaient à découvert, on avait tendu une perche, et là en commun on devait satisfaire ses besoins naturels, entouré de gardes allemandes. Dans l'église on nous donnait de l'eau à boire dans des seaux qui servaient la nuit d'urinoirs pour tous ceux qui étaient enfermés dans l'église.

Vers le 6 septembre, je crois, on nous transporta en Allemagne. Grâce à l'énergie et à la bienveillance du commandant allemand d'alors, appelé « Minne » nous avons eu des wagons de voyageurs, mais les gens du peuple étaient entassés dans des wagons à bestiaux.

En route nous avons été copieusement insultés. A Cologne on nous arracha même le brassard de la croix-rouge que nous portions toujours.

Au camp de « Sennelager » près de Paderborn on nous logea dans une baraque qui servait d'écurie pour les chevaux. La première nuit nous couchions sur les dalles nues, ensuite on nous donna un peu de paille. On nous priva de nos habits et nous devions endosser un habit de galérien qu'on nous faisait payer le double de la valeur. On nous força sous menace de mort d'échanger tout notre argent en marks à un taux usuraire. On nous tondit les cheveux à 1 millimètre. On nous fit passer tous ensemble en costume d'Adam sous la douche, et après une demi heure d'attente on nous arrosa pour la farce d'eau bouillante. Le manger était détestable et on nous refusa à boire.

A notre départ d'Allemagne le 20 décembre 1914 l'autorité militaire refusa de nous indemniser pour nos habits et nous devions payer de notre bourse le voyage de retour dans la patrie.

(*) 3^e Déposition assermentée de Tuerlinckx, François, imprimeur, 50 ans, à Aerschot :

Le 19 août 1914, comme les maisons avoisinantes brûlaient et que les Allemands criaient qu'ils allaient mettre le feu à notre maison, j'ai gagné la Grand'Place avec ma famille. Il pouvait être en ce moment environ 9 heures du soir.

A quelque distance de notre maison, mon fils Gustave fut atteint de trois balles dans le bras. L'usage normal du bras est irrémédiablement perdu. Il avait en ce moment 14 ans.

Mon fils Bruno, âgé de 17 ans, fut arrêté et conduit à la Chaussée de Louvain, où il fut fusillé en même temps que le bourgmestre. Tout avait été calme sur la Grand'Place et j'étais au travail avec mes ouvriers.

Vers 6 heures du soir deux coups de feu retentirent dans les environs. Je cours à ma boutique et à mon arrivée des coups de feu éclatèrent partout.

Je demandai à un officier allemand qui se trouvait dans ma boutique ce que cela signifiait et celui-ci répondit: « Die Franzosen sind da. » (Les Français sont là.)

Je courus à la cave et l'officier me suivit me demandant de pouvoir descendre aussi à la cave. Je répondis que c'était chose impossible, parce que les Français, s'ils devaient arriver, ne m'auraient pas pardonné de cacher un officier ennemi. Il a compris et n'a plus insisté. Je suis retourné après avec l'officier dans la boutique et alors j'ai vu que des soldats allemands tiraient des coups de feu derrière les chariots qui se trouvaient à l'hôtel-de-ville, du magasin communal et des portes des maisons Govaert et Vermeyleen.

Les soldats allemands tiraient en l'air et la fusillade a duré assez longtemps. Pendant la fusillade, je vis paraître trois officiers sur le balcon du bourgmestre Tielemans.

Je dis à l'officier qui était dans ma boutique que c'était dangereux pour ces officiers qui se trouvaient au balcon et il répondit: « Ja, das ist so! » (Oui, c'est vrai.) A ce moment je vis chanceler un des officiers et tous les trois disparurent immédiatement.

La fusillade cessa de suite et l'officier quitta ma boutique.

Comme il n'y eut pas de soldats belges ou français dans les environs, je ne sus pas quoi penser de cette fusillade et je dis à l'officier que c'était une comédie. Sur ce il est parti sans donner de réponse.

Dans le courant de l'année 1915 j'ai comparu trois fois devant le juge d'instruction allemand Goesfeld, auquel juge j'ai fait la même déclaration.

Rennewinkel, bourgmestre d'Aerschot, assista à l'interrogatoire et quand je disais qu'un des officiers du balcon est tombé à la renverse, il a dit à Gans: « C'est bien ainsi, à la porte du balcon, dans la chambre la tache de sang est encore visible.

Quelques temps après, au cours d'une conversation avec Rennewinkel, je rappelai les paroles qu'il avait prononcées à l'instruction. Il répondit: « J'ai fait une enquête. D'après moi l'officier est tombé où vous avez dit et les deux adjudants ont porté le blessé sur le lit et puis sont partis en ville laissant « crever » le blessé sans soins. » Il ajouta que si des soins médicaux immédiats avaient été donnés, le blessé aurait probablement pu être sauvé. J'ai bien remarqué que Rennewinkel était indigné chaque fois qu'on parlait de ce cas.

(*) 4^o *Déposition assermentée de Guillaume Pauwels, fabricant de meubles, 52 ans, demeurant à Aerschot.*

Le 19 août 1914 je me trouvais dans ma maison, Marché aux Vaches, 25, en compagnie de mon oncle Jean-Antoine Bonteyns, 91 ans. Vers 9 heures du matin, les Allemands ont, sans avertissement, enfoncé la porte à coups de hâche. Sur ce je me sauvai par la porte de derrière et j'entendis deux coups de fusil pendant que les Allemands criaient: « Tout le monde dehors! »

Mon beau-frère, Julien De Smet, qui se trouvait également dans notre maison, s'est avancé, et fut immédiatement tué par une balle qui l'atteignit par derrière dans l'occiput. Ma sœur Eveline Pauwels, qui était resté près de mon oncle, a vu tomber ce dernier atteint par une balle dans la jambe et une autre dans le ventre. Il a succombé à 3 heures de l'après-midi.

Mon vieil oncle a été tué dans la chambre de devant, tandis qu'il était assis sur une chaise.

(*) 6^o *Déposition assermentée de François Janssens, 66 ans, négociant à Aerschot.*

Le 19 août 1914, vers 8 heures du matin les Allemands sont entrés chez nous et nous ont conduits, mes deux fils et moi au mur des pères Picpus, où nous avons dû rester les bras levés. Il nous était strictement défendu de regarder autour de nous. Les pères Picpus et beaucoup d'autres civils étaient à côté de nous. Des coups de feu retentirent. Soudain mon fils Edouard cria: « Père, je meurs » et tomba par terre grièvement blessé.

Les soldats allemands se retirèrent un peu et nous nous jetâmes tous dans le couvent des Picpus. Les membres belges de la Croix Rouge sont allés chercher mon fils, mais une heure après il était mort. Cinq jours après ces événements, nous avons réussi à nous échapper.

(*) 7^o *Déposition de Cécile Corens, veuve de Gustave Michiels, 30 ans, sans profession, demeurant à Aerschot:*

Le 19 août 1924, vers 9 heures du matin, je me trouvais avec mon mari dans la cave de Van Gaubergen. Les Allemands ont enfoncé la porte, nous ont fait sortir de la maison et nous ont obligé à rester à la porte les bras levés.

Nous avons été poussés jusqu'à la maison de Van Thielen où se trouvaient Chapeauville et Bruyninckx père et fils.

Un officier à cheval adressa la parole à mon mari et dit: « On a tiré dans la rue ». Mon mari répondit: « Nous sommes cependant innocents de ces faits. » A quoi l'officier répliqua: « Les bons payeront avec les mauvais. »

Alors ils nous ont conduits jusqu'à la maison Milis, où nous sommes bien restés tous ensemble pendant une demi-heure. Alors ils ont chassé les hommes dans la prairie, tandis que Justine Meynekem, la femme de Van Gaubergen et moi, nous nous sommes sauvées derrière la chapelle.

Nous entendîmes peu après plusieurs coups de feu et un soldat vint nous dire: « Vous pouvez partir, votre mari est mort. » Mon mari avait reçu un coup de feu dans la tête et un coup de baïonnette dans la cuisse.

(*) 8^e Déposition assermentée de Rosalie Toussent, veuve Joseph Claes, 34 ans, négociante à Aerschot:

Le 19 août 1914 vers 9 heures du matin, les Allemands ont fait sortir mon mari de la maison et l'ont conduit comme prisonnier à la Grand'Place et après à la « Lei ». L'après-midi, vers 2 1/2 heures, il est revenu. Nous nous sommes alors sauvés dans une maison voisine, chez Mesens-De Cock, où nous nous sommes cachés avec beaucoup d'autres habitants d'Aerschot. Les maisons avoisinantes ayant pris feu, nous avons tous pris la fuite et un officier a alors donné l'ordre à deux soldats d'abattre mon mari, mon enfant et moi-même. Trois coups de feu retentirent: mon mari tomba par terre grièvement blessé en tenant son enfant dans les bras. L'enfant fut blessé à la tête par la même balle et pendant trois ans il m'a demandé beaucoup de soins. Au premier coup je me suis laissé tomber.

Ensuite j'ai retiré mon enfant de dessous mon mari blessé et je l'ai mis de côté. Alors j'ai soulevé mon mari, mais les soldats sont arrivés et l'ont achevé à coups de bayonnette. Je me suis alors sauvée avec mon enfant et je me suis enfuie plus loin.

(*) 9^e Déposition assermentée de Cresens Louis, géomètre, 44 ans, demeurant rue des Martyrs à Aerschot:

Le 19 août 1914 quand les armées allemandes ont fait leur entrée ici à Aerschot, je me trouvai à la porte de la maison de mon frère au marché au bétail, actuellement rue des Martyrs. C'était assez tôt dans la matinée. A un certain moment, je vis Monsieur Remi Terweduwe, employé communal, accompagné de deux soldats allemands venir de la Grand'Place dans ma direction. Dès qu'il me vit, il me fit signe de venir près de lui, ce que je fis immédiatement. Comme je parle l'allemand, il me demanda de venir avec lui afin de pouvoir parler aux Allemands. Ceux-ci me dirent alors qu'ils étaient chargés de dire aux habitants de la ville que les portes et les fenêtres devaient rester ouvertes. Quand nous arrivâmes dans la rue Neuve, en face de la rue de la Montagne, des coups de feu retentirent un peu plus loin. Je ne pus voir qui tirait ces coups. Nous nous sommes rendus alors de suite à cet endroit et là nous vîmes deux soldats allemands, qui se trouvaient alors au jardin de l'ancien bourgmestre De Becker. Les deux soldats qui nous accompagnaient, demandèrent alors aux deux autres pourquoi ils avaient tiré, à quoi ceux-ci répondirent que cela leur plaisait ainsi. Une discussion a alors surgi entre eux, les soldats qui nous accompagnaient ayant dit qu'ils ne pouvaient pas tirer. Nous sommes descendus la rue du Lombard et à notre arrivée dans la rue du Persil, un de nos gardiens remarqua que le drapeau belge était toujours arboré au clocher et nous dit qu'il devait disparaître. Afin de lui donner satisfaction, nous

avons voulu nous rendre chez Monsieur Nys, qui semblait chargé de cette besogne. A la grand'place, devant la maison du bourgmestre un chef allemand à cheval est venu jusqu'à nous, le revolver en main, nous demandant qui nous étions. Les soldats qui nous accompagnaient répondirent que nous étions de braves gens qui leur avaient montré le chemin. Cette réponse nous sauva probablement, car le chef allemand nous laissa aller et je suis retourné chez moi accompagné de deux allemands qui m'ont dit de rester à l'intérieur de la maison. Vers le soir, à la demande de monsieur le bourgmestre, je me suis rendu rue de la Station, où les ouvriers communaux étaient occupés à mettre ensemble les armes des civils, et quand je revins avec ces ouvriers à la Grand'place à la hauteur de la maison de monsieur Fonteyn, en face de l'église, plusieurs coups de feu éclatèrent soudain, venant d'une direction inconnue. Je me suis sauvé sous la porte d'entrée de l'école qui est située là. Quand je me trouvai là, un chef allemand à cheval passa en criant: « Die schweinhunden schieszen aus den Turm ». (Ces cochons tirent du clocher). L'officier susdit a tiré alors plusieurs coups de feu dans la direction de l'église. Au milieu des balles qui sifflaient partout, je me suis alors sauvé dans un café, au Vieux Béguinage. J'y ai passé toute la nuit et au matin je suis retourné à la maison, où je n'ai plus trouvé personne.

Le même matin, j'ai voulu me rendre avec plusieurs autres civils d'Aerschot à Betecom, parce que j'avais entendu dire, que nous devrions quitter la ville. A notre arrivée à la barrière du Chemin de fer, les Allemands ont arrêté les hommes et nous ont conduits à la Chaussée de Louvain, où ils nous ont placés dans un champ. Tandis que je me trouvais là par terre, comme on le nous avait commandé, j'entendis que les soldats allemands disaient entre eux qu'il y avait là 150 civils enterrés qui avaient tiré sur les Allemands. Comme il se mit à pleuvoir, les Allemands nous conduisirent dans une grange, dépendance de la ferme Verlinden. Là nous avons dû remettre nos bretelles, nos ceintures et nos clefs. Après avoir séjourné quelque temps là, on nous a conduits à l'endroit où le bourgmestre avait été fusillé. Là, un trou avait été creusé et de loin je vis encore deux cadavres. D'autres civils étaient occupés à combler la fosse et un peu plus tard, avec quelques compagnons d'infortune, j'ai dû remplacer ces civils. Vers le soir il nous ont reconduits alors à la Grand'place, en nous disant qu'ils nous auraient donné à manger, mais arrivés là, nous n'avons rien pu obtenir. Ils nous ont amené ensuite à la maison du doyen, mais, comme en ce moment on a de nouveau tiré, ils ont répété que c'étaient encore des civils et ils ont brisé la porte de la maison du doyen à coups de hache. Je suis resté là jusqu'au lendemain. J'ai obtenu la permission de rentrer chez moi, accompagné de deux Allemands, pour aller à la recherche de ma mère. Un des deux Allemands me dit en revenant que toutes les cruautés avaient été commises par la faute des curés, qui étaient maîtres dans ce pays. A notre arrivée à la maison du doyen, un officier allemand m'a placé au milieu d'un groupe d'environ 25 hommes et femmes. A un moment donné, on nous a fait avancer très lentement jusqu'à l'ancien cimetière qui était entouré de soldats allemands prêts à tirer. Un tambour

était même là, prêt à donner le signal. Ces groupes de civils sont venus là successivement, et à un moment donné les soldats firent le simulacre de charger leurs fusils, mais ils n'ont pas tiré. Les femmes ont alors pu retourner chez elles et nous avons dû rester là. Vers le soir on nous a conduits à l'église. Le lendemain, j'ai été relâché avec quelques autres personnes, mais deux, trois heures après j'ai de nouveau été arrêté et le 23 août j'ai obtenu un laissez-passer de l'oberleutnant-adjudant Von Hardt pour rentrer chez moi. Ce lieutenant appartenait au 24^e régiment d'infanterie de réserve (de Prusse), 3^e bataillon. Le 25 août, je fus de nouveau arrêté et enfermé de nouveau à l'église, dont la porte avait été brûlée. A un moment donné, nous entendîmes tirer au dehors et nous nous sommes tous laissés tomber à plat ventre. Cette fusillade n'a duré que quelques minutes. Le 28 août, les Allemands nous ont conduits à Louvain et arrivés là, aux environs de la gare, ils ont commencé à tirer sur nous. Je me suis sauvé dans l'urinoir près de la gare. Des soldats allemands qui se trouvaient dans le dépôt de marchandises, me firent signe de venir vers eux. Pendant le trajet je vis qu'on transportait une femme blessée. Quelques instants après un officier est venu dire que tous les Belges devaient le suivre à la rue de Tirlemont. Nous nous sommes mis en route et en cours de route j'ai quitté le groupe et me suis sauvé vers Tirlemont. Plus tard, le 9 septembre, je suis revenu à Aerschot. A Louvain tout était en feu et des cadavres gisaient de tous côtés.

(*) 10^e Déposition assermentée de Goossens Louis, boulanger, 30 ans, demeurant rue des Martyrs, 8, à Aerschot:

Le 19 août 1914, quand les troupes allemandes sont entrées ici, je me trouvais dans ma boutique. Des soldats allemands sont venus me chercher chez moi et m'ont chassé à la Grand'place, où de nombreux civils étaient déjà rassemblés. Un soldat allemand est alors allé chercher Monsieur le bourgmestre Tielemans dans sa maison et quand il est arrivé avec lui dans la rue, il le secoua si rudement que son chapeau est tombé à terre. Sur l'ordre d'un officier allemand le Bourgmestre a dû nous faire connaître alors que toutes les armes devaient être remises, faute de quoi nous nous exposerions à de graves dangers. Ils nous ont ensuite remis en liberté, et je suis retourné chez moi. Vers 6 1/2 heures du soir, brusquement une fusillade éclata dans la rue et une balle traversa ma vitrine. Plein d'angoisse je me suis sauvé dans la cave avec ma famille. J'en suis sorti un peu après, pour nous cacher dans la boulangerie. Le lendemain matin, quand vers 8 heures du matin, nous avons voulu nous rendre chez mon aide, je fus saisi par les Allemands, qui m'arrêtrèrent et me conduisirent à la « Boerenwyck » où il y avait de nombreux autres civils. Ils m'ont placé à côté d'un père du Sacré-Cœur, qui se trouvait seul là. Un peu plus tard on a mis à côté de moi Monsieur Achille Claes. Des soldats allemands nous ont conduits alors dans le champ, situé chaussée de Louvain où le matin un certain nombre de civils avaient été fusillés. Après avoir attendu là, on nous a enfermés comme otages dans une maison de la chaussée de Louvain. Je

suis resté pendant 3 jours comme otage entre les mains des Allemands. Alors j'ai été libéré. Pendant tout ce temps, nous avons eu très peu de nourriture.

(*) 11^e *Déposition assermentée de Galema Fongen, négociant âgé de 60 ans, né à Bolsward, de nationalité hollandaise, demeurant à Aerschot:*

Le 19 août 1914, je me trouvai avec ma famille dans ma maison Grand'place. Vers 8 heures du matin les premiers soldats arrivèrent là. Tout était calme et les maisons étaient fermées. Les soldats allemands crièrent qu'on devait de suite ouvrir les portes et fenêtres, ce qui fut fait. Un quart d'heure plus tard je fus forcé avec mon fils Max de sortir de la maison et conduit à la « Lei ». Plus de cent civils étaient rassemblés là, et beaucoup d'entre eux furent maltraités à coups de crosse.

Vers 11 heures nous avons pu retourner chez nous et tout est resté calme jusque 6 heures.

A ce moment un coup de feu éclata, suivi de beaucoup d'autres coups, parmi lesquels je distinguai le crépitements d'une mitrailleuse. A ce moment des soldats allemands dont 1 officier s'élancèrent dans ma maison, dans le but de prendre la fuite par derrière ce qui était impossible. Je me trouvai à l'hôtel « De Zwaan » à côté de ma maison, et quand la pluie de balles eut cessé, je me suis jeté dans ma maison. Un quart d'heure après ces événements je fus placé avec toute ma famille sur le trottoir devant ma maison. L'officier qui venait de sortir de ma maison, me dit: « Vous avez tiré ». Je niai naturellement et les soldats et l'officier braquèrent sur moi leur revolver et leurs bayonnettes. Je leur dis que j'étais sujet hollandais. L'officier répondit que cela ne faisait rien, parce que j'avais tiré. Deux soldats allemands qui avaient remarqué le nom frison de Galema, qui se trouvait inscrit sur ma maison, intervinrent pour nous délivrer. L'officier qui avait été avec moi dans ma maison, me demanda où j'habitais et à ma réponse il dit: « C'est de la maison d'à côté qu'est parti le coup. (Je dois faire remarquer que cette maison était inhabitée: la Banque de la Dyle.)

Les deux soldats allemands nous conduisirent alors jusque sous les fenêtres de la maison du bourgmestre Tielemans.

La Grand'place était remplie d'hommes, de femmes et d'enfants qui avaient été rassemblés là. En ce moment parut au balcon Tielemans un rittmeister qui cria qu'il était défendu de tirer sur les femmes et les enfants.

Un peu plus tard, il parut de nouveau et cria qu'il était défendu de mettre le feu à la maison qui faisait le coin de la Gand'place et de la Chaussée de Diest, parce que cela aurait barré la route aux soldats qui arrivaient. En ce moment déjà toutes les maisons de ce côté de la Grand'place étaient en feu.

Nous sommes restés là jusque vers minuit et nous avons vu qu'on faisait sortir les hommes du groupe des femmes et des enfants en pleurs. Nous avons vu mettre hors de la maison Madame Tielemans et sa fille. Comme nous ne nous sentions pas en sécurité nous

avons été forcés de suivre les deux soldats qui nous avaient sauvés et qui se retiraient dans la direction de la Chaussée de Louvain. Nous sommes restés près de l'endroit où le bourgmestre Tielemans, son fils et son frère furent assassinés.

Aux premières heures de la matinée Stenger, l'officier allemand qui avait été tué fut enterré avec les honneurs militaires et après les victimes belges tombèrent. J'ai vu tomber trois messieurs Tielemans mais j'étais trop éloigné de la place, pour entendre ce qui fut dit

Nous avons demandé au rittmester, qui, à la Grand'place avait donné les ordres, la permission de rentrer chez nous. Il refusa, disant qu'on allait brûler toute la ville. Enfin, il nous a donné un certificat constatant que nous étions Hollandais et que nous pouvions librement rentrer en Hollande. Cette pièce se trouve au Ministère des Affaires Etrangères à La Haye.

Mon magasin était entièrement pillé, et plus tard les Allemands ont voulu me donner 2,000 francs à titre d'indemnité. J'ai refusé cette somme parce que j'évalue le dommage qui m'a été causé à 30.000 francs en ce qui concerne Aerschot.

Ma femme, mes enfants et moi nous avons tous été maltraités par les Allemands. On m'avait saisi par la barbe et on m'avait traîné de cette façon hors de la maison.

(*) 12° *Déposition assermentée de Morren Victor, âgé de 59 ans, négociant à Aerschot:*

Le 19 août 1914, vers 6 heures du soir, après avoir été retiré par les Allemands hors de ma cave, j'ai été amené à la Grand'place. Deux soldats allemands (dont l'un était officier), qui avaient cherché également un refuge dans ma cave, m'ont accompagné jusque là, où je les ai perdus de vue.

A la grand'place, nous fûmes séparés des femmes et des enfants et amenés aux premières maisons de la chaussée de Louvain, en compagnie de plusieurs autres civils: le professeur Carette, Joseph, Joseph Verhaegen, mon beau-fils Duhin Vital et Lamotte Charles, qui ont été abattus là.

Je vis abattre les premiers et puis, effrayé, je me suis enfui. Des balles sifflaient autour de ma tête et je fus blessé à la main gauche. Je me laissai tomber et restai dans un sillon jusqu'au moment où la fusillade cessa. Un cavalier qui me chercha, ne m'a pas trouvé. Je suis arrivé jusqu'à un taillis, qui se trouvait à proximité, où je me suis caché pendant trois jours et trois nuits, sans la moindre nourriture. Pendant six mois, j'ai souffert de mes blessures et deux de mes doigts sont restés paralysés.

(*) 13° *Déposition assermentée de François De Winter, âgé de 42 ans, machiniste (tram) à Aerschot:*

Le 19 août (1914) les Allemands m'ont fait sortir de ma cave et m'ont conduit à la Grand'place, vers 6 heures du soir. Ensuite j'ai été conduit avec plusieurs autres civils jusqu'aux premières maisons de la chaussée de Louvain au milieu de mauvais traitements de la

part des soldats allemands. (Le bourgmestre a été tué environ 500 mètres plus loin). Sans nous demander d'explications et sans le moindre jugement, nous avons été obligés de nous avancer dans les champs par rangs de trois personnes, et à une distance de 10 mètres les Allemands nous tiraient dans le dos.

J'ai vu tomber la personne qui marchait à côté de moi. J'ai couru de toutes mes forces, mais à une centaine de mètres de là, je reçus une balle dans la cuisse gauche. Je tombai à terre, mais me traînai et arrivai dans le jardin de François Spiessens, où je me cachai dans les taillis. Les Allemands qui, à l'aide de flambeaux faisaient des recherches ne m'ont pas trouvé. Après m'être caché là pendant 2 jours et une nuit, j'ai pu me sauver.

J'ai vu tomber les trois premières victimes. Dans la confusion qui régnait, je n'ai reconnu personne.

Après trois mois de soins, mes blessures se sont fermées.

(*) 14° *Déposition assermentée de Paul Verlinden, âgé de 35 ans, négociant à Aerschot:*

Le 19 août 1914, vers le soir, j'ai été amené Grand'place et ai été poussé en compagnie d'un groupe de plusieurs autres civils dans la direction de la Chaussée de Louvain. La maison Mommens, qui se trouve à proximité des champs fut incendiée en même temps que trois autres et nous fûmes menés dans la clarté produite par les flammes. Un officier fit avancer trois personnes, prises au hasard, et les fit marcher au pas dans les champs et ensuite à une distance de 10 mètres elles furent abattues d'une balle dans le dos. J'ai vu abattre à mes côtés Carette et Henry De Vroey. Je me laissai tomber et fis semblant d'être mort. J'entendis crier « trois autres » et puis des coups de feu partirent, mais je ne bougeai pas. A un certain moment la lueur de l'incendie diminua et je me mis à ramper très lentement et je réussis à atteindre un champ de pommes de terre, et puis un taillis où je suis resté caché pendant 36 heures.

Ne voyant pas d'autre issue, je me rendis à des Allemands errants, qui me retinrent encore pendant trois jours et puis me remirent en liberté.

Du taillis où j'étais je vis les Allemands rechercher les mourants gémissants à la lueur de torches, et puis les achever à la bayonnette.

(*) 15° *Déposition assermentée de Achille Claes, négociant à Aerschot, âgé de 70 ans:*

Le 19 août 1914 vers 7 heures du soir, je fus chassé de ma maison avec toute ma famille et poussé dans la direction de la Grand'place. Là, on me lia les mains derrière le dos et je fus placé au milieu d'autres habitants d'Aerschot, qui étaient également ligottés. Un soldat me vola mon porte-monnaie. Après avoir séjourné un certain temps à la Grand'place, nous fûmes amenés chaussée de Louvain et dûmes nous arrêter un peu plus loin que la maison Stockmans près du Viaduc. Arrivé là, je reconnus dans notre groupe le bourgmestre et son frère. Je liai conversation avec eux concernant les événements

et l'attitude incompréhensible des Allemands qui avaient été si paisiblement reçus par nous tous.

Arrivés dans les champs, les mains liées, nous dûmes nous coucher par terre. La nuit un certain Peeters hurla de douleur. Celle-ci était causée par les liens qui étaient trop serrés. Il demanda à être fusillé. Vers le matin on a desserré quelque peu ses liens. Je suis resté toute la nuit étendu dans le sable, tandis que le bourgmestre et sa famille étaient étendus sur la paille un peu plus loin.

Vers 5 heures du matin, quatre ou cinq officiers sont venus près du bourgmestre, tandis que nous étions placés par rangs. Le bourgmestre se défendit disant qu'il avait circulé toute la journée en ville avec les autorités allemandes, qu'en conséquence il n'avait rien pu tramer contre les Allemands. Emile Tielemans ajouta qu'il avait fait ce qu'il avait pu pour recevoir poliment les officiers à sa table.

Les Allemands ne voulurent rien entendre.

Alors de l'endroit où j'étais — une dizaine de mètres — j'ai adressé la parole aux officiers. Je leur criai que j'étais un adversaire politique du bourgmestre, mais qu'en ce moment j'étais obligé de dire que Monsieur Tielemans était un honnête homme et qu'il avait tout fait par ses paroles et ses circulaires pour maintenir le calme parmi la population.

Sur ce un officier cria : « Nous allons faire une enquête, et tous se rendirent à la maison Stockmans. Mais à peine à moitié chemin, un officier revint avec l'ordre de fusiller le bourgmestre, son frère et son fils, de même qu'un homme sur trois des prisonniers.

Le bourgmestre, son fils et son frère s'avancèrent vers l'endroit fatal. En ce moment l'officier me saisit et me fit partir disant : « Vous avez plus de 65 ans. » Comme en ce moment je tournai le dos, je n'ai pas vu tomber les victimes.

Je suis retourné chez moi en même temps que trois vieillards.

(*) 16^e Déposition assermentée de Karel Stockmans, âgé de 65 ans, Cultivateur à Aerschot :

Ma maison se trouve à une distance d'une centaine de mètres de l'endroit où le bourgmestre Tielemans, son fils et son frère furent tués.

Le 19 août 1914, je m'étais sauvé chez les voisins avec ma famille.

Le 20 août, vers 8 heures du matin, 12 soldats allemands vinrent nous arrêter et nous conduisirent chaussée de Louvain. Nous y restâmes jusque midi et on amena 30 civils près des 12 soldats belges qui s'y trouvaient déjà.

Alors on conduisit les civils au champ des morts, derrière notre maison, et un soldat allemand après avoir marqué les limites d'une fosse de quinze mètres de longueur sur deux mètres de largeur et un mètre cinquante de profondeur nous commanda de creuser la fosse. Quand la fosse fut creusée, je fus obligé avec mon fils Ferdinand, Louis De Wel et Paul Raemakers de déposer les 29 cadavres (28 civils et 1 soldat belge, un anversois) dans la fosse. Ces cadavres étaient étendus sur une rangée le visage tourné vers le ciel.

J'ai déposé les cadavres des trois messieurs Tielemans dans la fosse.

J'ai également enterré le corps de Page; ce dernier doit avoir eu le ventre percé d'un coup de bayonnette car nous avons eu beaucoup de difficultés à empêcher le corps de se disloquer.

Quand nous avons eu fini de ranger les corps dans la fosse les Allemands sont venus de la ville avec une équipe de 35 civils qui ont comblé le trou. Après cela, nous tous avons été obligés de tracer des tranchées de la fosse à la rue.

Ensuite nous avons été conduits à la Grand'place et de là à la maison de Monsieur le Doyen, où nous avons attendu.

Le matin nous avons été enfermés dans l'église. Trois jours après, les hommes au dessus de 50 ans furent libérés, les autres, parmi lesquels était mon fils, furent conduits à Liège, où ils furent retenus deux mois à la caserne.

Je fus libéré le 23, mais je fus repris à nouveau le 28 et enfermé dans l'église pendant 10 jours. Ma femme et ma fille, arrêtées en même temps que moi furent libérées le lendemain.

Nous étions environ 650 hommes, enfermés dans l'église. Le midi, nous reçûmes deux bidons de soupe, mais cela était insuffisant pour le nombre de prisonniers; ceux-ci furent nourris alors par leurs parents et la population.

Quand les soldats belges, qui avaient reconquis Aerschot, se sont de nouveau retirés, j'ai quitté la ville avec ma famille: la ville était alors déjà sans habitants.

Le 20 août, j'ai vu enterrer le commandant allemand Stenger. Nous étions alors occupés à creuser des tranchées.

Le corps était enveloppé d'une couverture et a été enterré dans cet état à côté des rails de chemin de fer; trois ou quatre mois après le corps a été exhumé et enterré dans le talus du viaduc.

En 1915, quand l'herbe était déjà longue, les Allemands sont venus avec un beau cercueil et ont transporté le corps au cimetière. Je ne sais pas s'il y a eu autopsie de la part des Allemands. J'ai entendu dire, mais ne puis le certifier que des balles allemandes ont été trouvées dans le corps de Stenger.

Les Allemands avaient des hommes de métier pour mettre en bière les cadavres des leurs.

(*) 17^e Déposition assermentée de Janssens Emilie, 35 ans, ménagère, demeurant rue des Cygnes, 3, à Aerschot:

Le 28 août 1914, après que les Allemands m'eurent enfermée pendant deux jours à l'église avec ma fillette qui avait alors quatre ans, ils nous ont conduites à Louvain avec la population d'Aerschot. A notre arrivée là-bas, tout était en feu et les soldats allemands se mirent à tirer sur nous. Ceci eut lieu à la gare, où j'essayais d'arriver. Je fus atteinte de deux coups de feu. L'un m'atteignit dans la jambe droite, l'autre dans le dos. Ma fille, à son tour reçut une balle

dans la jambe gauche. Nous sommes tombées par terre et deux allemands nous ont conduites à l'intérieur de la gare. Quand la fusillade eut cessé, ils nous ont conduites à la Croix-Rouge et là, les Allemands m'ont amputée de la jambe jusqu'au genou, parce que ma jambe était toute broyée. Je suis restée pendant 15 jours au Collège, rue Vleminckx. Je me suis ensuite rendue à l'hôpital, où je suis restée jusqu'au 20 décembre 1914. Mon enfant est parti chez ma mère après trois semaines de séjour à l'hôpital. La balie qui avait atterri ma fille, avait glissé sur l'os, mais malgré cela elle traîne légèrement la jambe depuis cet événement.

(*) 18^e *Déposition assermentée de Claes, instituteur, 28 ans, demeurant chaussée de Louvain, 49, à Aerschot:*

Le 20 août vers 8 heures du matin, je me trouvai au grenier, où, de peur je m'étais caché, quand soudain ma porte d'entrée fut battue au moyen d'une poutre. Deux soldats allemands entrèrent, qui étaient à la recherche de tous les hommes. Après avoir visité le bas de la maison, et n'y avoir trouvé que des femmes, ils arrivèrent bientôt au grenier, où, brutalement ils me saisirent au collet, et me dirent que j'étais leur prisonnier. Ils me jetèrent alors du haut en bas de l'escalier, où je tombai dans les mains d'un officier, qui me conduisit dans la rue. Arrivé là, je vis le cadavre de Van Mol Marguerite, épouse Andries Frans, qui, la veille avait été tuée devant sa porte. Une vieille femme, qui habitait la même rue, a, sur l'ordre d'un allemand, traîné le cadavre à l'intérieur de la maison. Cette femme est morte depuis. Les Allemands m'ont conduit d'abord au premier champ, à proximité de la chaussée de Louvain, où gisaient les cadavres d'environ 50 civils fusillés. Avec environ 32 hommes, tous civils d'Aerschot et une quinzaine de soldats belges, j'ai dû rester jusque vers deux heures de l'après-midi auprès de ces cadavres tandis que quatre officiers délibéraient sur notre sort.

Plus tard arriva l'ordre de nous transférer à la ferme de François Verlinden. Après être resté là, pendant une heure et demie, nous reçûmes l'ordre d'aller creuser des tranchées à l'endroit où le deuxième groupe de civils avait été fusillé. Arrivés là, nous avons dû combler la fosse, dans laquelle on avait jeté les cadavres après y avoir versé de la chaux. Après avoir fait ce travail, les Allemands nous ont de nouveau conduits au premier champ, à côté des cadavres. Vers le soir, nous fûmes placés par rangs de 4 hommes et dûmes entrer en ville, entourés de canons, et en nous donnant le bras.

Il faisait très obscur, et seule la lueur des maisons incendiées nous permit d'avancer. Mes trois compagnons étaient des vieillards que je ne connais pas. Les soldats qui étaient assis sur les pièces, s'amuserent à frapper du manche de leur fouet ceux d'entre nous qui s'avancèrent un peu trop. Ainsi j'ai vu que Balthazar François, habitant rue du Marteau, qui, devant moi marchait au coin, reçut un coup dans la nuque, coup qui fit couler le sang et lui enleva la casquette.

Nous sommes arrivés alors par rangs de quatre hommes à la Grand'place, où on était occupé de jeter les meubles du bourgeois dans le feu. Ensuite après avoir traversé la ville nous avons

été conduits au grenier du Doyen où avec quelques soldats belges, nous avons dû nous coucher par terre. Le lendemain, je fus reconduit chez ma vieille grand'mère, âgée de 91 ans, tandis que mes compagnons furent envoyés en Allemagne. Après avoir séjourné à peine pendant deux heures chez moi, je fus de nouveau arrêté par deux soldats, qui me conduisirent au cimetière. Là, j'ai passé la journée avec plusieurs autres civils, et le soir je suis retourné chez moi. Le lendemain, tandis que je me trouvais à côté du lit de ma grand'mère, qui était malade, des soldats allemands ont fait irruption dans la maison et à coups de hache ont tout cassé. Ils m'ont saisi et m'ont conduit dans la rue, où un officier m'a dit que j'allais être fusillé. Ils m'ont placé alors contre le mur de l'école communale de filles, le visage tourné vers le mur, le revolver dans le dos. D'autres civils ont encore été amenés et après y être resté une heure et demie on nous a conduits à l'église. Devant l'église se trouvait le curé de Gelrode, les bras levés, tandis que des soldats allemands lui donnaient des coups de crosse dans le dos en criant: « plus haut, plus haut ». Un peu plus tard, j'ai entendu trois coups de fusil, qui ont abattu le curé. Les Allemands ont transporté ma grand'mère à l'école des filles au moyen du ressort de son lit. Après avoir séjourné trois jours à l'église, les Allemands nous ont conduits à Louvain. Pendant que j'étais à l'église, un soir un officier allemand est venu nous dire en un français incorrect: « Si vous êtes sages demain, vous recevrez du café. » A peine avait-il quitté l'église qu'un bombardement commença. Les fenêtres furent trouées de balles, qui passaient au dessus de la foule qui hurlait et gémissait. Les cris et les pleurs des femmes et des enfants furent terrifiants, car il n'y avait d'issue nulle part. Une femme fut emportée après la fusillade. J'ai entendu dire qu'elle était morte de peur. La fusillade a duré environ 5 à 7 minutes.

Pour atteindre Louvain nous avons marché pendant 5 heures. Il y avait parmi nous des vieillards, des femmes, des enfants. L'officier qui nous conduisait était un véritable bandit. Il nous a traité avec la plus grande brutalité. Arrivés à Louvain, où tout brûlait, nous fûmes conduits par la rue de la Station, après avoir passé par la rue de Diest, où des soldats allemands jouaient de l'accordéon. Ils nous crièrent: « Alles kapùt. » Les soldats qui se trouvaient rue de la Station ne firent que crier « en avant » et quand nous fûmes tous dans cette rue, des coups de feu partirent de partout, et on cria: « l'ennemi ». Mes trois sœurs m'accompagnaient, mais comme je croyais que les Allemands allaient fusiller les hommes, je pris la fuite et j'arrivai dans un jardin. Les Allemands m'ont repris et m'ont conduit à la gare, où j'ai dû me coucher par terre. Là je vis un soldat mettre en joue une vieille femme. Un autre soldat l'a empêché de tirer en disant: « Laissez-la vivre. ». Ma sœur Célestine, âgée de 20 ans, a été assassinée à Louvain dans la cave du « Vieux Temps ». Un certain témoin Vandersteen, domicilié à Louvain et un garçon du café « Au Vieux Temps » ont retrouvé le cadavre tout nu de ma sœur. D'après leurs déclarations faites à Louvain devant le tribunal, elle avait reçu un coup de bayonnette dans le dos. De la gare les Allemands m'ont conduit dans la direction de Tirlemont, où j'ai retrouvé la liberté.

(*) 19^e *Déposition assermentée de Van Pract, Julien, instituteur, âgé de 42 ans, à Aerschot:*

Le 27 août, vers 6 1/2 heures du soir, je fus poussé avec ma femme et mes enfants hors de ma maison et conduit à l'église. Celle-ci était remplie entièrement d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards, de malades, de nouveaux-nés. Quand nous étions là environ un quart d'heure, des coups de feu retentirent à l'extérieur et immédiatement une dizaine de soldats se mirent à tirer des salves dans l'église, salves qui, au milieu des cris et des pleurs des prisonniers ont duré 2 à 3 minutes.

Le 28 août, vers 9 heures du matin, nous fûmes chassés, au nombre d'un millier environ, dans la direction de Louvain. Les vieillards et les malades, qui ne savaient plus marcher, furent chargés sur des chariots et les jeunes gens furent forcés de s'atteler aux dits chariots. Nous arrivâmes vers 5 heures à Louvain et là, on se mit de suite à tirer. Nous dûmes passer la nuit à la caserne, les enfants y reçurent à boire, les autres ne reçurent rien.

Le 29 août, nous fûmes envoyés librement à Aerschot, mais arrivés à la hauteur de l'atelier, nous fûmes de nouveau arrêtés; les femmes et les enfants furent enfermés dans la maison Fontaine, et les hommes dans l'église.

Le lendemain, 30 août, pour la première fois, on nous donna à manger. Le 3 septembre, je fus tiré du groupe des prisonniers et investi par un officier allemand des fonctions de bourgmestre de la ville. Je fus forcé de parcourir la ville entre deux soldats allemands et crier à haute voix: « Je suis le bourgmestre d'Aerschot; si des coups de feu sont encore tirés, le bourgmestre d'abord et ensuite tous les civils seront fusillés. »

Je passai la première nuit à l'hôtel de ville, couché sur un matelas, surveillé par deux soldats armés.

Le 4 septembre, je fus chargé, aidé d'un allemand, d'enterrer au vieux cimetière deux femmes qu'on avait amenées là. Ensuite je dus annoncer les nouvelles suivantes aux civils qui étaient enfermés dans l'église: « Le roi des Belges est prisonnier, nous sommes aux portes de Paris, nous avons capturé 60.000 Français et 70.000 Russes. »

Le 5 septembre, je dus me rendre, accompagné de deux officiers et de 200 soldats à Montaigu et Diest, pour y réquisitionner des vivres. Arrivés aux portes de Diest, les Allemands furent reçus par des coups de feu d'une troupe de soldats (belges) et se mirent également à tirer. L'officier voulut me forcer à rester au milieu de la chaussée, tandis que lui et ses soldats s'abritaient derrière les arbres et dans les taillis, mais à mon tour je me suis couché par terre. Les soldats belges se sont retirés et nous sommes entrés en ville. Le soir nous sommes rentrés à Aerschot.

Le 6 septembre, je fus obligé de dresser la liste de tous les hommes de plus de 17 et de moins de 45 ans qui se trouvaient dans l'église. Le soir, à 5 heures, ils furent tous envoyés en Allemagne; moi-même je fus libéré avec défense de quitter la ville.

Le 7 septembre je fus obligé d'enterrer le cadavre d'un homme qui s'était pendu.

Le 9 septembre les Allemands furent chassés d'Aerschot et le lendemain je quittai la ville.

Le 16 ou le 17 septembre, je fus conduit par une automobile belge de Hulshout à Anvers. Je comparus devant un conseil de guerre qui immédiatement me remit en liberté.

(*) 20^e *Déposition assermentée de Meeus Joseph, âgé de 60 ans, curé-doyen à Aerschot:*

Plusieurs jours avant l'invasion des troupes allemandes à Aerschot, la garde-civique et ensuite l'armée belge avaient occupé la ville. Des avions ennemis se montrèrent à différentes reprises au dessus de la ville. La garde militaire avait réquisitionné les clefs du clocher de l'église et je sais que les soldats belges qui à tout instant du haut du clocher de l'église surveillèrent les alentours ont une fois tiré à coups de fusil sur un avion qui passait.

Feu Monsieur Tielemans, bourgmestre, qui l'avait appris, est venu chez moi aux informations et comme je pus donner l'assurance que les soldats avaient tiré, il me dit: « Je vais immédiatement avertir le commandant parce qu'une telle action pourrait causer du danger pour la ville ou l'église. » Je ne sais pas quelles suites ont été données à cette affaire par le bourgmestre ou l'autorité militaire. Je crois pourtant que dans la suite on n'a plus tiré du clocher.

Les autorités civiles disposent de la tour et y ont libre accès.

Je puis déclarer avec certitude que jamais une mitrailleuse n'a été placée dans la tour, que jamais un civil armé n'y est monté, que jamais à Aerschot il n'y eut de francs-tireurs isolés, ni des groupes de francs-tireurs.

J'ai réussi, lors de l'invasion des Allemands à me cacher dans le couvent des sœurs. Quand j'y suis entré le 20 août, au matin, j'avais appris par les sœurs que les Allemands me cherchaient, et menaçaient d'incendier le couvent s'ils m'y trouvaient, moi ou un de mes vicaires qui s'y cachaient également. Nous avons réussi à nous sauver le lundi suivant.

Malgré les efforts déployés par le bourgmestre et par moi pour maintenir le calme parmi la population, et malgré le calme qui n'a cessé de régner, les Allemands m'accusèrent d'avoir tiré sur eux du haut du clocher.

De ma cure, j'ai vu que les Allemands le soir du 19 août 1914 ont tassé de la paille, trempée de pétrole, contre l'église, ce qui a fait que les deux portails et une partie du chœur y attendant ont été détruits par le feu.

Un tableau qui se trouvait dans un des avant-choeurs a été troué d'un grand nombre de balles allemandes.

L'église a été bombardée au moment où les troupes belges se retiraient.

- (*) 21^o *Déposition assermentée de Geuns, Léocadie, âgée de 60 ans, directrice de l'hospice civil à Aerschot:*

Le 19 août 1914, lors de l'entrée des troupes allemandes à Aerschot, beaucoup d'habitants de la ville s'étaient réfugiés dans notre hôpital. Des soldats belges blessés avaient été amenés également pour être soignés. Après l'entrée des Allemands je reçus l'ordre de mettre l'hôpital à leur disposition, et les Pères du Sacré-Cœur qui s'étaient également réfugiés chez nous durent transporter tous les blessés belges dans leur couvent. Le nombre de soldats belges, amenés chez nous, était très considérable. Ceux qui sont morts à la suite de leurs blessures, furent enterrés derrière notre jardin. Il n'y eût pas de méfaits commis en ce moment.

En septembre 1914, quand les soldats belges, lors d'une sortie d'Anvers, eurent pris Aerschot et, quelques jours après, se furent de nouveau retirés, nous avons pris la fuite sur le conseil des officiers belges et avons confié le soin des blessés à la sœur Ludovica qui resta à l'hôpital.

La sœur Ludovica, une nuit reçut la visite d'un officier allemand accompagné de soldats. Ceux-ci visitèrent l'hôpital dans tous les coins et recoins, accompagnés de la sœur et de Gabrielle Petri, qui assistait la sœur dans ses travaux. L'officier tenta alors d'abuser de la sœur Ludovica, mais ne réussit pas.

Fin octobre nous sommes revenues à Aerschot. Pendant notre absences, les Allemands ont vidé notre cave et ont emmené notre bétail.

- (*) 22^o *Déposition assermentée de Van den Bempt, Marie, négociante, âgée de 55 ans, à Aerschot:*

Le 27 août 1914, à la tombée du soir, je fus avec ma mère, âgée de 84 ans, chassée vers l'église et enfermée là. Ma mère dut satisfaire un besoin naturel et je la conduisis jusque dans le portail de l'église. En revenant je vis un prêtre, qui, nu tête, était placé contre le mur, le visage tourné vers le mur. Un soldat lui donna des coups de crosse dans la figure, un autre lui donna des coups de crosse sur les pieds. Quelques temps après, je sortis pour le même motif avec un enfant et j'ai bien vu à ce moment que deux soldats urinaient en même temps contre le curé, de telle façon que l'urine décollait de la soutane. Un troisième soldat me cria de rentrer immédiatement dans l'église. Je n'ai entendu parler personne et je n'en sais pas plus.

- (*) 23^o *Procès-verbal de l'autopsie du général allemand Stenger, tué à Aerschot.*

Nous soussignés, Bruynoghe Richard, professeur à l'université et Simonart Edgar, médecin à Louvain, requis par Monsieur le Vice-président Maes Victor, à l'effet de procéder à l'autopsie du cadavre du général allemand Stenger, serment prêté, avons procédé le 15 janvier 1921 à notre mission et avons fait les constatations mentionnées dans notre rapport.

Un employé de l'hôtel-de-ville d'Aerschot nous a indiqué l'emplacement exact du cercueil de ce cadavre et a reconnu le cercueil comme étant celui du général en question.

Nous avons fait ouvrir le double cercueil (cercueil en bois et cercueil en zinc) et y avons trouvé le cadavre en question relativement bien conservé.

Nous avons commencé par lui enlever ses effets.

Nous avons constaté qu'il portait sur le haut de la poitrine, en dessous de la partie externe de la clavicule droite une large plaie dont le fond contenait de nombreux débris de côtes.

Nous n'avons pas noté d'autres lésions.

Nous n'avons pas trouvé de balle ni dans la poitrine, ni dans l'abdomen, ni dans la boîte crânienne. Nous avons également examiné ses effets sans y découvrir le moindre projectile.

Conclusion.

Le général Stenger porte une vaste lésion au niveau de la partie supérieure droite de la cage thoracique. Le fond de la plaie contenait encore de nombreux fragments de côtes brisées.

Nous n'avons pas trouvé dans la plaie ni dans les cavités ni dans les effets, de projectiles qui lui ont occasionné la plaie en question.

En foi que quoi j'ai signé le présent rapport que je déclare sincère et véritable.

(S.) Dr R. Bruynoghe.

(S.) E. Simonart.

Louvain le 2 février 1921.

ANNEXE II.

(*) *Déposition assermentée d'Adolphe Van Gestel, 57 ans, demeurant à Aerschot:*

. Le 21 août 1914 j'avais été enfermé dans l'église d'Aerschot.

Etant sorti pour satisfaire un besoin naturel, j'ai vu que le curé de Gelrode se tenait sur la pointe des pieds contre le mur de l'église, le visage tourné vers le mur et les bras levés. Il se trouvait au milieu des excréments humains. Chaque fois que le curé essayait de laisser reposer ses pieds ou ses mains il fut battu par les soldats allemands à coups de poings ou à coups de crosse. Les coups furent très violents.

Je puis déclarer qu'il est resté au moins deux heures dans cette position. Un officier, accompagné de quatre soldats, fit saisir le curé par un de ceux-ci. Le soldat donna au curé un violent coup de poing dans le côté et le retira du mur. Après cela il fit marcher le curé, les bras levés, entre quatre soldats, dans la direction du Démer. Je n'en ai pas vu plus, parce que j'ai dû rentrer à l'église.

La même déclaration a été faite par moi devant les autorités allemandes.

ANNEXE 12.

(*) *Déposition assermentée de Vanderborgh François, 42 ans, cultivateur à Boortmeerbeek, comparaissant à Hever:*

J'ai vu passer ces six personnes. C'était un des premiers jours de septembre, mais je ne sais pas préciser la date exacte. J'habitais alors chaussée de Malines à Louvain et ces personnes se sont arrêtées chez moi. Il y avait dans ma maison une garde allemande, et j'étais obligé de rester à la porte avec les Allemands. Ces six personnes arrivèrent, elles étaient liées ensemble et les soldats qui les accompagnaient vinrent parler avec la garde allemande qui était installée chez moi. Ces derniers demandèrent ce que ces personnes avaient fait et les soldats qui accompagnaient les prisonniers répondirent qu'ils avaient tiré sur les soldats allemands. Un des plus jeunes parmi les 6 personnes dit qu'ils n'avaient commis aucun méfait. Les soldats de la garde voulurent alors battre ou maltraiter les prisonniers, mais un sous-officier survint et — indiquant la direction de Campenhout — dit que le commandant Sas aurait bien jugé ces personnes. Il y avait deux cavaliers avec ces six personnes; j'habite environ à une demi-lieue du Heihoek. Je ne sais pas à quel régiment ils appartenaient. Une des personnes était blessée. Le sang coulait d'en dessous sa casquette et c'était celui-là qui me déclara n'avoir rien commis de mal. Je ne connaissais qu'une des six personnes: Van Rompaye Henri. Les soldats prétendirent que ces civils avaient tiré sur eux aux environs du talus de la nouvelle ligne du chemin de fer de Muysen. Mais il y avait des soldats belges derrière ce talus et j'ai même fait remarquer cela aux Allemands. Je pensais que les Belges étaient là. Les deux cavaliers sont alors partis avec les six civils vers 11 heures. L'après-midi ces deux cavaliers sont revenus et les soldats qui étaient chez moi demandèrent ce qu'il était devenu des six civils. Ils répondirent: « Ils reposent déjà sous le gazon ». Ils indiquèrent le sol et je pense qu'ils voulaient dire qu'il étaient déjà enterrés. Les Allemands qui étaient chez moi m'avaient déjà dit, quand les six civils furent partis, qu'ils seraient certainement fusillés. Il y a eu une enquête par les autorités allemandes en 1915 et le Kreischef est venu ici enquêter sur cette question.

J'ai été également interrogé par les Allemands, mais je n'ai pas su dire plus que ce que je dis ici.

La garde est restée dix jours chez moi, mais ne m'a pas maltraité.

(S.) François Vanderborgh.

ANNEXE 13.

(*) 1^o *Témoignage de Vandevenne Victorine, née à Wespelaer le 3 octobre 1900, servante, domiciliée 27, avenue Henri Dietrich à Etterbeek qui déclare:*

Le 20 août 1914, j'habitais avec mon père Vandevenne Alphonse et ma sœur Marie, qui était alors âgée de 19 ans, Groote Baan, 112, à Wespelaer.

Le matin vers 5 heures nous entendîmes des coups de feu à une certaine distance et nous vîmes des soldats belges prendre la fuite en suivant le chemin de fer (Louvain-Malines). Comme la fusillade s'approchait et que nous avions déjà entendu dire que Louvain brûlait, nous nous sommes tous cachés dans la cave. Vers 7 heures du matin, nous entendîmes une troupe de soldats allemands autour de la maison. Ils enfonçaient la porte et brisaient les carreaux. Puis nous les entendions briser les meubles. Cela dura trois ou quatre minutes. Peu après ils sortaient et commençaient à tirer des coups de fusil sur notre maison, puis immédiatement après nous entendîmes le crépitement des flammes au dessus de nos têtes. C'étaient le toit et le grenier qui avaient pris feu en premier lieu.

Pris de peur nous sommes remontés. Au moment où nous sommes entrés dans la cuisine par la porte de devant qui était ouverte ou qui avait été brisée nous vîmes des soldats allemands qui au nombre d'une vingtaine se trouvaient sur la route en face de notre maison. Immédiatement ils nous mirent en joue et tirèrent sur nous. Nous sommes tombés par terre tous les trois dans la cuisine, où jusqu'à ce moment rien ne brûlait, où il n'y avait pas de fumée. Ma sœur, atteinte sous le nez était morte sur le coup. J'étais indemne mais j'étais tombée évanouie de frayeur. (J'étais arrivée la dernière de nous trois dans la cuisine.) Je pense que je suis restée évanouie seulement 2 minutes et je sais que je me suis cachée derrière le cadavre de ma sœur pendant que les soldats continuaient à tirer.

Quand je me suis levée, les soldats nous tenaient toujours couchés en joue. Mon père était assis par terre et gémissait, tandis qu'il se tenait la jambe. Je lui dis: « Père, retournons à la cave! Oui! répondait-il. Je sautai dans la cave et j'y suis restée bien une heure, jusqu'au moment où toute notre maison a brûlé. J'éouffais presque à cause de la fumée. Notre cave était voûtée et le soupirail donnait sur le jardin. Pendant que j'étais là, j'entendais les gémissements de mon père devant la maison et j'entendais la voix des soldats, qui parlaient comme s'ils se moquaient.

Des gémissements de mon père on pouvait conclure que les Allemands le maltrahaient. Quand je suis remontée, j'ai pris la fuite par le jardin, bien qu'il n'y eut plus aucun bruit autour de la maison.

Je n'ai plus vu les cadavres de mon père ni de ma sœur mais le curé du village et mon tuteur Alphonse De Becker, de Wespelaer, ont vu que mon père avait reçu des coups de bayonnette.

Ni dans notre maison, ni aux alentours il n'y avait eu des soldats belges, de sorte que je ne comprends pas pourquoi les Allemands se sont montrés si barbares à notre égard.

D'autres maisons dans le voisinage ont également été incendiées sans la moindre raison. Je ne connais aucun de ces Allemands.

Après lecture faite, elle confirme ses déclarations et signe.

(S.) Victorine Van de Venne.

(*) 2^o *Témoignage de Marie Lens, épouse François Andries, 54 ans, cultivatrice. Le témoin ci-dessus nommé déclare ce qui suit:*

Le 5 août 1914 à 5 1/2 h. du matin, la maison fut saccagée, tout le mobilier éparpillé par terre, et le feu mis au lit. Les habitants qui

s'étaient réfugiés dans la cave, revinrent au rez-de-chaussée quand ils sentirent la fumée et s'efforcèrent autant que possible d'éteindre le feu.

Le 25 août commença le combat qui se termina le 26. Ce jour-là les Allemands incendièrent toute la maison. Les bras levés, François Andries et sa femme Marie Lens s'élancent hors de la maison.

Mais les parents de François: Charles Andries et Rosalie Corbeels, deux vieillards infirmes ne purent se sauver: le vieux père qui était au lit eut le pied traversé d'une balle. Devant l'intensité du feu, François Andries et sa femme se réfugièrent de nouveau dans la cave. Mais bientôt la maison flamba du toit à la cave. Enfin les Allemands cèdent devant les Belges. François et sa femme arrivent dans une fosse à ordures où, couverts de brûlures, ils restent cachés pendant deux heures. Ils ne parviennent pas à sauver leurs parents. Ces deux malheureux vieillards sont brûlés vifs: un peu de cendres fut tout ce qu'on retrouva.

François Andries et sa femme parvinrent à s'échapper. Ils furent soignés à la Croix Rouge de Wespelaer, et séjournèrent depuis lors au couvent de Thildonck. Un certificat médical peut être demandé au Docteur De Behault de Thildonck.

Le témoin ci-dessus nommé est prêt à confirmer sa déclaration sous serment.

(S.) Marie Lens.

(*) 3^e *Témoignage de Lens Charles, 52 ans, cultivateur à Wespelaer.*

Ce témoin déclare:

Après la retraite de l'armée belge le 26 août 1914 les Allemands ont incendié la maison de Edouard Verstraeten, Wespelaersche hoek. Dans cette maison incendiée gisait le cadavre brûlé d'un soldat belge (5^e Régiment de ligne). Aux dires de ce témoin, qui était présent sur les lieux le 27 août, les Allemands auraient trouvé ce soldat belge blessé et l'auraient jeté dans les ruines en feu: il gisait sur les cendres de la paille et sur un monceau de tuiles cassées. Le pied gauche était entièrement consumé; le pied droit était indemne, le bras gauche était également entièrement brûlé. Il était couché sur le ventre, les bras et les jambes étendus.

Le témoin ci-dessus nommé est prêt à confirmer cette déclaration sous serment.

(S.) Lens Karel.

(*) 4^e *Témoignage de Charles Verstraeten, 56 ans, cultivateur à Wespelaer.*

Le témoin ci-dessus nommé déclare ce qui suit:

Du 25 au 26 août 1914 ma maison avec toutes ses dépendances et tout le contenu a été incendiée par des soldats du 84^e Régiment d'infanterie allemande. Ces soldats incendiaires étaient furieux parce que j'avais admis dans ma maison cinq soldats belges blessés. Grièvement blessés, ils avaient été abandonnés dans ma maison par la section de la Croix-Rouge. Quelque temps après que ces blessés fussent chez moi, les Allemands furieux firent irruption dans ma maison: les portes

furent enfoncées, les écuries flambèrent. Nos soldats suppliaient lamentablement ma femme de ne pas les abandonner. Mais ma femme fut chassée et malgré ses supplications et les cris déchirants des soldats blessés, les Allemands mirent le feu à la maison. Les soldats blessés qui n'étaient plus capables de se lever, criaient désespérément au secours, mais bientôt les nuages de fumée asphyxiante étouffèrent leurs derniers cris de désespoir. C'est ainsi que dans ma maison ces cinq soldats belges trouvèrent une fin horrible par le feu.

Les décombres de ma maison leur servirent temporairement de tombeau.

Au début de l'année 1915, des décombres furent enlevés. Un tas d'ossements à moitié calcinés indiquait la place où avait eu lieu ce martyre. Les misérables restes reposent maintenant au cimetière militaire à Wespelaar.

Le témoin ci-dessus nommé est prêt à confirmer cette déclaration sous serment.

(S.) Ch. Verstraeten.

ANNEXE 14.

Déposition de M. Remi Wouters, 58 ans, curé à Rotselaar.

Je pense que le dimanche 15 août, viennent à la cure de Rotselaar les ambulanciers belges. Ils y logeaient au nombre de cinq ou six. Le lendemain, ils se retirèrent avant midi; les soldats belges restent jusque vers 2 heures: une fusillade se fait entendre et aussi des coups de canon. Vers deux heures les Belges partent nous avertissant que dans deux heures les Allemands seront au village. C'est la vérité: les Allemands sonnent vers 4 heures et entrent à la cure. Tout le personnel doit s'aligner à l'instant au jardin; des personnes du village se joignent à nous, conduites par les Allemands. On nous déclare que nous sommes prisonniers de guerre et que le bourgmestre doit aussi se présenter; on va l'avertir. Aussitôt commence la visite de la cure; on fouille tout du grenier à la cave. Accompagné d'un officier, revolver en main, suivi de quatre soldats, baïonnette au canon, je dois faire le tour du village pour avertir les habitants de s'abstenir de tout acte d'hostilité contre les soldats. Retour à la cure. Nous sommes enfermés au parloir, trois prêtres, le bourgmestre de Rotselaar, arrivé entre temps le bourgmestre de Gelrode, réfugié à Rotselaar. Les heures s'écoulent lentement; deux sentinelles sont placées à la porte; dans la chambre à côté, l'état-major prend le souper. Vers 7 heures, le bourgmestre est appelé; on réclame 30.000 francs et 800 kgs d'avoine. Le bourgmestre déclare qu'il ne peut fournir la somme d'argent; pour l'avoine il donnera ce qu'il pourra. Nuit pleine de terreur; les sentinelles parlent mystérieusement devant notre porte.

A 11 heures, le curé est appelé pour la visite de l'église; on fouille tout, de la sacristie au jubé. A notre retour il est impossible de se frayer un chemin dans la masse des soldats couchés partout.

A minuit, un officier vient nous dire qu'à Aerschot on vient de tuer un colonel. Injures des sentinelles: Schweïne, canaille.

Le lendemain dans l'avant-midi, un général (Excellence) vient nous trouver au parloir; il est poli et semble même s'excuser de devoir nous traiter ainsi. Le bourgmestre de Gelrode peut partir.

Après son départ, insolence et brutalité des sentinelles.

La servante peut nous apporter à manger.

A 4 heures, nous sommes conduits au milieu de soldats allemands qui occupent en rangs serrés la chaussée de Werchter. Injure, moquerie pour les prêtres surtout.

Enfin un officier vient nous annoncer que nous sommes libres. On nous reconduit à la cure, poliment cette fois. Il n'y a plus d'Allemands pour une heure.

Le bourgmestre est retourné chez lui. Tout est tranquille à la cure.

Vers le soir, nouvelle invasion. Un colonel (von Jacobi) un capitaine et un médecin nous arrivent, le lendemain avant midi. Très polis ils ne demandent que les chambres disponibles: nous logeons dans notre appartement ordinaire (curé, vicaire, servante).

Le lendemain matin le colonel part en me remerciant de la bonne hospitalité, me disant « Adieu ».

Alors commence la route du calvaire: maisons incendiées, au moins une vingtaine: hommes tués, quatre ou cinq, pour quels motifs?

Nouveau tour du village comme plus haut.

Le samedi (22 août) nous sommes enfermés à l'église pendant la nuit avec tous les hommes du centre du village. Le matin on nous laisse sortir. Pas d'office religieux le dimanche. Le soir, de nouveau enfermés, puis pendant le jour et la nuit suivante. Ici j'ai oublié complètement la mémoire des dates.

Les femmes peuvent nous apporter du pain noir (il n'y en a pas d'autres) du café ou de l'eau.

Arrivent d'autres prisonniers de Hérent, avec le curé âgé de plus de soixante dix ans, de Wakkerzeel, Thildonck, accompagné de femmes et d'enfants, nous sommes 1000 à l'église. On nous permet de satisfaire nos besoins naturels sous surveillance et d'apporter ce qui reste encore à manger (pain, eau). Nous passons la nuit à l'église et la matinée du lendemain. Voilà quatre ou cinq jours que nous n'avons plus dormi et pas d'eau pour nous laver. Tous sont énervés. Dans l'après-midi, on nous fait sortir et nous sommes placés par rangées de quatre sur la chaussée. Insultes et injures. Bientôt en route pour Louvain. Le vieux curé de Hérent est démoralisé et suit péniblement jusqu'à Louvain où je l'ai vu pour la dernière fois.

Toute la route le Louvain est couverte de soldats allemands. Petite halte derrière Putkapel. Tout est encore intact sur notre route.

Nous entrons dans Louvain par le canal et la rue du canal. Pas de ruine. Arrivons à la Grand'Place. Quel aspect! Eglise Saint Pierre! repos devant l'Hôtel de Ville. La fatigue me force de m'étendre sur le pavé, tandis que les maisons brûlent toujours.

D'autres prisonniers de Louvain et des environs arrivent encore. Bientôt je vois arriver de nouveaux prisonniers de Rotselaer, femmes, enfants, vieillards, entre autres un vieillard aveugle de quatre vingt ans et la femme du docteur de Rotselaer, arrachée de son lit, malade (elle est morte pendant le trajet vers l'Allemagne).

Bientôt nous fûmes 2.000. En route pour la gare vers 7 heures du soir. Nous sommes parqués à gauche de la gare, derrière les piscines. Nous nous couchons dans les cendres; nous tâchons de retrouver nos amis et connaissances. 8 heures du soir, on va nous embarquer pour l'Allemagne. C'est long bien long. A 10 heures tout est casé, hélas! Quels wagons! Les chevaux viennent d'en sortir; quelle odeur! pas de bancs.

Heureusement j'occupe un wagon qui a servi au transport des troupes; il y a des bancs. C'est une satisfaction de pouvoir s'asseoir. Nous sommes cinquante environ et tous de Rotselaer; quatre ou cinq enfants à la mamelle. Il est dix heures du soir. Partirons-nous? J'espère encore que ce n'est qu'une menace. Les heures passent lentement, péniblement.

5 h. 30 du matin, le train part vers Tirlemont... Liège. Là les Allemands officiers et soldats, sont prêts pour nous recevoir et nous saluer d'injures: prélude de ce qui nous attend en Allemagne. Notre compartiment à de chaque côté une porte roulante. Une est toujours ouverte: trois soldats sont là baïonnette au canon. Quant à moi, je suis placé devant la porte ouverte, bien en évidence pour recevoir toutes les injures, surtout comme prêtre. Après un arrêt de deux heures, nous continuons notre triste voyage vers Aix-la-Chapelle. En route, injures de nos gardiens au nombre de trois, toujours baïonnette au canon. Notre train était sans doute annoncé en Allemagne car dans toutes les gares des attroupements se trouvaient là pour nous insulter; naturellement j'étais toujours le point de mire.

Nous arrivons à Aix-la-Chapelle à 3 heures de l'après-midi. Pendant une heure, les militaires viennent nous insulter et menacer. Un officier vient me cracher à la figure. Nous repartons à 4 heures. Long voyage. Je ne sais par quelles voies.

Nous arrivons à Cologne à 7 h. du soir. Nous descendons du train et on nous fait circuler, hommes, femmes, enfants, dans les rues sous la surveillance de la police. Ici les figures sont plus humaines.

Vers 9 heures on nous conduit dans une cour, où nous passons la nuit en plein air ou sous une galerie ouverte, sur un peu de paille. La fatigue et tant de nuits blanches passées nous font dormir quand même. Le lendemain matin, on sépare les femmes et les enfants d'avec les hommes. Nous sommes groupés par dizaine. Chaque dizaine reçoit un pain militaire et de l'eau. Un fonctionnaire bien galonné vient nous dire qu'on nous conduira par le Limbourg Hollandais dans notre patrie où nous serons libres. Amère illusion! A dix heures les hommes sont conduits par rangs de quatre dans la rue qui conduit à la gare. Arrêt dans la rue pendant une demie heure. Les femmes défilent à côté de nous et les Allemands peuvent se réjouir de ce triste spectacle, pendant trois quarts d'heure. Insultes continuelles aux trois prêtres.

On nous conduit à la gare de Cologne.

Nous sommes cette fois dans un compartiment de voyageurs. Là où il y a place pour huit ou dix, nous sommes seize: Dix assis, serrés et six debout. Nous partons pour Düren, Aix-la-Chapelle.

Quel long voyage! Nous mettons cinquante heures peut-être pour arriver à Liège. Pendant les arrêts, toujours insultes, injures, fausses nouvelles: Anvers pris, le Roi blessé, la Reine morte, Londres bombardé par un Zeppelin, les Allemands à Paris.

A Liège arrêt dans la gare où nous étouffons, pendant quatre heures. C'est le dimanche 30 août. Quel dimanche! Nous repartons. Arrivés à Louvain vers le soir. Cette ville brûle comme à notre départ. Une heure d'arrêt. Partons pour Bruxelles où nous arrivons vers minuit.

Entre-temps, on nous avait donné... un pain qui donnait la nausée. A Bruxelles, la matinée suivante, le 31 août, nous recevons un pain blanc de bon goût.

Pendant notre voyage, plusieurs personnes ont perdu la raison, une dans mon compartiment. A 1 heure le train se met en marche jusqu'à Schaerbeek. Là on nous fait descendre. Les femmes ne sont plus avec nous et je n'ai plus eu la moindre nouvelle d'elles. Maintenant commence la partie la plus pénible pour moi. Nous devons aller à pied et nous sommes à bout après toutes les privations de ces derniers jours. Les personnes faibles et âgées ne peuvent plus suivre. Que sont-elles devenues? Je l'ignore. Nous marchons... marchons sous la conduite des cerbères allemands. Nous passons à Haren, Vilvorde. Ici une personne se jette dans le canal et se noie sous les yeux indifférents des Allemands. Nous marchons toujours par des chaussées, chemins de campagne ou à travers les champs.

Nous traversons un village. Est-ce Sempst! Je ne sais. On nous fait coucher dans un champ de trèfle pendant trois quarts d'heure. Il est 7 heures 30 du soir. Après cette comédie, je ne distingue plus d'uniforme. En français on nous annonce que nous devons nous rendre à Malines où nous serons libres, et l'Evêque dira où nous devons nous rendre!

En marche pour Malines! Deux paroissiens m'entraînent à leur bras. Je ne tiens plus sur mes jambes. Enfin nous arrivons à la Porte de Bruxelles, nous sommes libres. Mais où nous diriger? Personne ne le sait, car le pont du canal est tourné.

Cruelle indécision! Et il est 11 heures du soir, 31 août. Enfin, nous nous couchons dans l'herbe sur le tord du canal pendant une nuit pluvieuse. Et cependant nous dormons. Le lendemain nous nous séparons dans diverses directions. Plusieurs se rendent dans leurs villages et sont retombés — je l'ai appris plus tard — dans les mains des Allemands.

Quant à moi, je me mets en marche à 5 h. 30 du matin, 1^{er} septembre. Après deux heures de marche j'arrive à Malines où mon état pitoyable attirera l'attention des rares personnes encore présentes en ville. Je suis chez un brave ouvrier qui me donne tous les soins. M. le vicaire De Vadder vient me chercher et me donne logement.

(S.) Remi Wouters,
Curé à Rotselaer.

ANNEXE 15.

(*) *Déposition assermentée de Cuveliers, Joséphine, 51 ans, épouse Valkenaers, Isidore, cultivatrice à Hambosch sous Thildonck:*

J'ai vu que des soldats allemands ont emmené de la maison mon mari et les deux fils de son frère Edouard, et les accablèrent de coups de pied et de poing. J'intercédai en leur faveur, mais les soldats m'écartèrent brutalement. J'ai couru après eux jusqu'à la porte d'entrée et j'ai vu des soldats allemands et un officier qui se trouvaient en face de mon mari et des deux fils de son frère: François et Jules. Alors on a refermé violemment la porte et je fus poussée dans le jardin avec mes enfants en pleurs. Nous formions un groupe compact. Tandis que nous étions là, un soldat allemand a passé par la haie et a demandé si c'étaient uniquement des femmes qui étaient là. Il nous fit prendre une loque blanche et un bâton et alors on a tiré sur nous. Je pensais que nous étions tous morts. Je reçus une balle, qui me traversa le nez. Ma fille Victorine que je portais sur le bras eut le corps traversé d'une balle. Une autre balle lui enleva une partie du bras. Mes filles Louise et Hortense gisaient mortes à mes côtés. Alors un soldat allemand vint crier à la porte que nous devions approcher et toutes celles qui le pouvaient encore se sont traînées jusque chez François Van Den Hout. Je ne saurais dire à quel régiment appartenaient ces soldats allemands, mais j'ai vu que c'était de l'infanterie. Par suite de la blessure à mon nez, j'ai été contrainte plus tard par la souffrance de me faire opérer et maintenant je n'ai plus qu'un œil. Ma fille Joséphine que nous appelions d'ordinaire Jeanne avait été blessée également dans la cuisse, et est morte plus tard. Louise avait presque 19 ans, Hortense presque 18, Jeanne presque 7 et Victorine 2 ans. Plus tard j'ai appris que c'étaient des soldats du 28^e d'infanterie, qui avaient commis le crime. Furent tuées: Louise, Hortense, Joséphine et Victorine Valkenaers.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(S.) Joséphine Cuveliers.

ANNEXE 16.

(*) *Déposition assermentée de Vandeputte Louis, cultivateur de nationalité belge, né à Werchter-Wakkerzeel, le 5 octobre 1859 et y résidant:*

Le 17 août au soir, je fus fait prisonnier et conduit à l'église, où tous les habitants de Wakkerzeel furent amenés, et le lendemain nous fûmes conduits à Louvain.

La nuit du 28 au 29 août 1914, 14 civils ont été assassinés — dix de Wakkerzeel et 4 de Wespelaer — lesquels ont été enterrés dans deux fosses au milieu d'un champ d'asperges à l'endroit nommé « Veldeken ».

Les feuilles des asperges avaient été coupées et éparpillées sur les tombes et de cette façon on a seulement découvert les fosses 7 ou 8 jours après.

J'ai aidé à déterrer les cadavres. Dans la première fosse nous trouvâmes: les frères Storms François et Louis; Meeus Auguste et Dominique père et fils; Vandezande Louis et Jules, père et fils; De Wever Hubert, tous de Wakkerzeel. Meeus Dominique avait la poitrine transpercée et la tête affreusement mutilée à coups de crosse; Vandezande Jules avait la tête transpercée de part en part.

Dans la deuxième fosse nous trouvâmes Van Leysberghe Gustave et Guillaume, père et fils et Dewever Joseph, tous les trois de Wakkerzeel. En outre quatre personnes de Wespelaar: Gordts Léon, Mertens, Louis, Coosemans Auguste et Lodewyck Louis.

Toutes les victimes avaient les mains liées derrière le dos, et étaient attachées les unes aux autres au moyen de cordes et de fils de fer.

Lecture faite, le témoin persiste dans ses déclarations et signe.

(S.) Van de Putte.

ANNEXE 17.

1^o Déposition assermentée de Nerinckx, Alfred, né à St-Gilles-Bruxelles le 30 mars 1872, professeur à l'Université de Louvain, Conseiller de Gouvernement au Ministère de la Justice, Secrétaire de l'Institut de Droit international, domicilié à Louvain, 36 rue Marie-Thérèse:

En août 1914, j'avais accepté la charge d'administrateur de l'hôpital de campagne établi à l'Institut St. Thomas, rue de Tirlemont. Le samedi 22 août, une garde allemande, composée d'un sous-officier et d'une douzaine d'hommes, est venue s'installer à notre hôpital sous prétexte de garder les soldats belges en traitement. Cette garde était fournie par un bataillon caserné rue de Tirlemont en face de l'hôpital militaire. Cette garde se montra aussitôt très exigeante au point de vue ravitaillement, lequel n'incombait pas à l'hôpital; à ce sujet je me mis en rapport avec l'échevin M. Schmit, qui s'occupait du service des réquisitions militaires; je sus aussi par le sous-officier commandant notre garde que son officier était l'oberleutnant Telemann, que j'ai rencontré à l'hôtel-de-ville; il était adjoint de Manteuffel.

Dans l'après-midi du samedi 22, arriva de Tirlemont l'ober-Stabs-Artz Tenzler, médecin principal, qui visita tous les services de l'hôpital, vit les blessés belges et allemands, et examina les registres de contrôle. En partant Tenzler exprima sa satisfaction, déclarant que tout était admirablement administratif « Verwaltungsmässig », ce qui à son sens était sans doute un éloge de valeur; il dit aussi que notre hôpital se trouvait le mieux placé, proximité de la gare, etc.; ces propos nous ont fait croire que nous allions recevoir un plus grand nombre de blessés.

Le lundi 24, nous recevons l'avis de l'arrivée de deux équipes (24 personnes en tout) d'infirmiers et d'infirmières allemandes; ils se présentèrent avec des instructions verbales qui nous firent comprendre qu'ils émettaient la prétention de prendre possession de l'hôpital. D'une conférence que j'eus immédiatement à ce sujet avec Telemann, il résulta que personne n'était bien fixé sur la mission de ces infirmiers, et que pour le moment il n'était pas question de leur remettre la direction de l'hôpital; nous étions d'ailleurs décidés, dans ce cas à nous retirer avec tout notre matériel; pour finir, Telemann demanda que nous logions ce personnel ne fut-ce que pendant 24 heures sur de la paille au grenier.

Ce même lundi 24, un médecin allemand vient tout-à-coup donner l'ordre déjà donné à l'hôpital civil et militaire, d'évacuer immédiatement vers la gare tous les blessés allemands quelque soit leur état. Il n'était pas question des blessés belges. Quoique nos médecins aient déclaré que plusieurs des blessés allemands n'étaient pas transportables, ils furent transportés à la gare dans le courant de l'après-midi.

Le mardi 25 août, je fus prévenu que j'aurais des soldats à loger chez moi. J'y rentrai donc, et vers 17 heures arrivèrent en effet six hommes, qui semblaient assez fatigués, et qui, très poliment d'ailleurs, demandèrent qu'on leur indiquât des magasins où ils puissent se ravitailler en vivres; ils s'y rendent, mais à 6 heures juste j'entendis qu'on sonnait le clairon au carrefour, et je vis mes hommes revenir en toute hâte, rassembler leur équipement et partir précipitamment, disant qu'on venait de sonner l'alarme et qu'il y avait rassemblement.

A 7 heures du soir, ma rue et mon quartier étaient dans un calme profond. Tout-à-coup, à 8 heures du soir, alors que j'étais déjà monté dans ma chambre et que j'avais allumé la lampe, j'entendis des coups de feu, coups de fusils et coups de revolver. Cela devint une véritable fusillade qui dura toute une heure; on distinguait très nettement les coups de fusil des coups de revolver; j'entendis des coups de sifflet et des clameurs; dans la direction de la porte de Tirlemont je perçus le crépitements de mitrailleuses; j'eus l'impression que dans notre rue on tirait dans les portes et les fenêtres, et je crus qu'un combat de rues se livrait entre les allemands et les troupes alliées, belges et françaises ou anglaises. Pas un seul instant l'idée ne me vint d'un massacre organisé par les Allemands; nous avions bien entendu parler des événements d'Aerschot, mais nous n'y avions pas ajouté foi.

Je me couchai vers 10 1/2 h. A minuit ma servante vint me prévenir que le ciel était tout rouge du côté de la gare. De la fenêtre du grenier, je vis alors que la place de la gare, le bas du boulevard de Tirlemont, toute la région vers Blauwput, ainsi que la rue de la Station jusqu'à la place Juste-Lipse, étaient comme une mer de feu. On entendait des coups de feu, des coups de sifflet, des appels de clairons. Pendant deux ou trois heures je remarquai, dans la région des incendies, des fusées blanches qui s'élevaient au dessus des maisons dont le toit n'avait pas encore pris feu; ces fusées étaient comme des boules de feu qui ne montaient pas très haut au dessus des toits et qui en descendant semblaient s'écraser sur les toits; pour moi ces fusées étaient non pas des signaux, mais bien des fusées incendiaires. Peu

après l'apparition de ces fusées, je vis également des lueurs d'incendie dans la direction de la Grand'Place, mais je ne pouvais voir dans cette direction que les tourelles de l'hôtel-de-ville, le toit et le campanile de l'église St. Pierre; je voyais aussi le fronton du théâtre sis rue de la Station. Je vis commencer l'incendie du campanile de St. Pierre; je ne puis préciser l'heure, mais il faisait encore noir. Peu après, dans la direction de l'hôtel-de-ville apparurent les lueurs d'un formidable incendie.

Au jour j'entendis dans la rue des bruits de bottes; trois ou quatre hommes étaient là qui causaient entre eux en allemand, mais je n'ai rien compris. A 6 heures je vis que la maison de M. Ch. Martens était criblée de balles; M. Martens, bourgmestre de Kerkom, résidait en ce moment dans cette commune; personne n'habitait cette maison, dont les volets étaient fermés depuis de longs jours, et les stores baissés à tous les étages. En face, sur le trottoir, gisait le cadavre d'un cheval sans harnachement; tout près de ce cadavre, je remarquai une tunique de sous-officier allemand, drap gris-bleu avec collet jaune soufre; cette tunique semblait avoir été déposée là avec soin, dans ses plis. Le long du mur du couvent des Colletines, en face de chez moi je vis cinq ou six havresacs et des casques en cuir boulli. Les voisins avec qui je causai par dessus le mur du jardin, ne savaient pas non plus ce qui avait pû se passer, et croyaient comme moi à une surprise et à un combat de rues entre Allemands et alliés Français ou Anglais et Belges. Vers 9 heures, je sortis pour me rendre à l'hôpital; en route je rencontrai un peloton allemand dont tous les hommes portaient le brassard de la Croix-Rouge; ils me laissèrent passer.

Arrivé à l'hôpital, on m'y raconta les événements de la nuit. Je décidai de me rendre à l'hôtel-de-ville en vue d'obtenir des autorités allemandes la protection de notre ambulance. Derrière l'hôtel-de-ville, je vis que les Allemands avaient mis hors de service la pompe à incendie et crevé les tuyaux de la ville, que nos pompiers voulaient employer pour essayer d'arrêter l'incendie qui dévorait la bibliothèque de l'Université; à ce moment d'ailleurs, la pression d'eau était très faible à cause des fuites nombreuses causées par l'incendie et la destruction de centaines d'immeubles. La grand'place achevait de brûler le toit de St. Pierre aussi; les rues de la Station, de Tirlemont et de Diest flambaient. Le bruit courait que les otages avaient été fusillés, notamment le R. P. Parys, dominicain, et Mgr. Coenraets, vice-recteur de l'Université. Cependant quelques moments après, je les vis au milieu d'un groupe de soldats avec lesquels ils devaient parcourir la ville pour faire une proclamation aux habitants. Les Allemands accusaient les gens de Louvain de les avoir attaqués; ils parlaient de francs-tireurs, et de havre-sacs qu'ils avaient, disaient-ils trouvés aux environs de la ville; ils y voyaient la preuve que des bandes organisées de soldats, déguisés en civils, avaient pénétré en ville pour les attaquer. J'affirme que personne de nous n'a jamais pu croire ni admettre qu'un habitant de Louvain ait pu être assez fou pour attaquer en franc-tireur l'armée formidable que nous avons vu défiler depuis huit jours. D'ailleurs, dès avant l'entrée des Allemands à Louvain les plus pressantes prescriptions avaient été faites pour faire déposer toutes les armes

détenues par les civils à l'hôtel-de-ville. Dès le 19 août, jour de l'entrée des Allemands des avis et des proclamations avaient été publiés par eux avec des peines les plus sévères contre ceux qui seraient encore trouvés en possession d'armes quelconques. Nous étions, et nous sommes encore tous convaincus que plus personne à Louvain, en dehors des Allemands, ne possédait d'armes.

Le mercredi 26, les Allemands convoquèrent tous les hommes, plus particulièrement les gardes civiques, soi-disant pour éteindre les incendies ce qui n'était qu'un prétexte et un traquenard, puisque tous les hommes qui se présentèrent furent aussitôt faits prisonniers, et expédiés en Allemagne.

Au commencement de l'après-midi, un nouveau groupe d'otages fut amené devant notre hôpital pour faire une proclamation. C'étaient trois jeunes prêtres parmi lesquels, je crois bien, deux pères jésuites. Les Allemands voulaient les obliger à traduire en flamand des choses qu'il leur disaient en allemand et que les otages ne comprenaient pas. Je me présentai comme interprète, et accompagnai le groupe dans les rues des Corbeaux, des Moineaux, rue des Bourgmestres, etc. L'Allemand qui commandait la patrouille nous faisait dire que tout était fini et qu'il n'arriverait plus rien, à condition que le calme revienne dans la population. En rentrant, à l'hôpital vers 5 ou 6 h. je rencontrai des bandes de soldats chargés de butin: chaussures, conserves, épicerie, lingerie, caisses de cigares; j'en ai vus qui enfonçaient des vitrines, des portes et des fenêtres. Tous ces hommes appartenaient au 53^e Landwehr de Neuss. Devant l'hôpital, je fais la rencontre de trois soldats qui avaient été de garde chez nous; je leur parle des événements de la nuit; eux aussi me parlent de francs-tireurs, mais ils affirment que la terreur (die Schriklichkeit) est finie. « Toutefois, ajoutent-ils, si demain matin vous entendez encore des coups de feu, le mieux sera pour vous de filer au plus vite ».

Je passai la nuit à l'hôpital, et pus observer, du haut de la tour, que les incendies continuaient et que toute la partie de la ville sise du côté du boulevard et de la chaussée de Tirlemont, Kessel-Loo et la gare de Louvain semblait perdue dans une mer de flammes.

Le jeudi matin vers 8 heures, nous sommes informés que les Allemands ordonnent l'évacuation totale de la ville, celle-ci devant être bombardée. Je voulus aussitôt rentrer chez moi, pour prendre mes dispositions en vue des événements. Au coin de la rue Marie-Thérèse et de la rue de Tirlemont, je rencontrai un docteur militaire allemand, celui là même que je sus plus tard être Berghausen, lequel, accompagné d'un tambour, s'en allait publier l'ordre d'évacuation. Je l'abordai, et il me confirma: « Que par ordre supérieur la ville serait bombardée à midi. » Je lui demandai: Pourquoi? « Parce que, ce matin même, un major allemand a eu la gorge tranchée par un barbier louvaniste! » Cette réponse me parut tellement grotesque que je demandai aussitôt: « Quel major? Quel barbier? Dans quelle rue? » Il me répondit: « Cela ne vous regarde pas! » Réponse péremptoire, et peu satisfaisante... mais je n'avais pas le droit d'insister. Je demandai alors dans quelle direction il était le plus sûr pour les gens de Louvain de sortir de la ville, de façon à éviter de se mettre en travers d'opérations mili-

taires. Il me répondit le chemin le plus sûr est celui de la gare, car c'est de la gare qu'on doit bombarder la ville, et là on trouvera le moyen d'évacuer les gens... Je retournai à l'hôpital pour y donner ces nouvelles. Comme d'après les règles de la convention de La Haye sur le bombardement des places fortes, valables à plus forte raison pour une ville ouverte comme Louvain, les établissements du culte, les asiles, les instituts scientifiques et hospitaliers dont l'emplacement est connu, ne peuvent être bombardés, nous encadrâmes au crayon rouge sur un plan de la ville les quartiers où se trouvaient des établissements dont la protection s'impose aux termes de la Convention. Je me rendis avec mon collègue le professeur Noyons à l'hôtel-de-ville pour y rencontrer le commandant de place Manteuffel. On nous dit que ce dernier est à la gare. Pendant que M. Noyons le cherche dans les parages de l'hôtel-de-ville je me rendis à la gare par des voies détournées, rues de Tirlemont et Marie-Thérèse. Dans le bas de cette rue, à peu de distance de la gare, je vis à hauteur du numéro 102 qu'une tranchée d'environ un mètre de largeur était creusée en travers de la rue; cette tranchée était peu profonde; à mon sens c'était une espèce de barricade rudimentaire destinée surtout à arrêter les véhicules. Était-ce un travail de défense des abords de la gare? C'est possible, car plus tard je vis des tranchées semblables aux boulevards de Tirlemont, de Diest, à la chaussée et à la rue de Diest.

Arrivé à la place de la gare; j'y vis une foule de civils rassemblés, et parmi eux, le sénateur Vanderkelen, à qui les Allemands indiquaient des wagons d'un train prêt à partir pour Tirlemont. Je demandai à un soldat s'il avait vu le major Manteuffel; il me dit de le voir à l'intérieur de la gare; sur le quai, un autre soldat me conduisit près de deux officiers, que je trouvai attablés près de la sortie et occupés très joyeusement à expédier des cartes-vues de Louvain. L'un d'eux était un officier d'infanterie, l'autre un médecin; tous deux portaient le brassard de la Croix-Rouge; j'ai remarqué plus tard que beaucoup d'officiers allemands portaient pareil brassard. Il était alors 10 1/2 h. Je dis à ces officiers que je voulais parler à l'officier qui allait commander le bombardement. « Eh bien, parlez! » Après m'avoir écouté, et regardé le plan de la ville et l'emplacement des établissements à épargner, ils me demandent si nous avons des blessés allemands. Je réponds: « Vous savez bien que les Allemands ont été évacués depuis lundi, mais il reste chez nous des soldats belges blessés, des civils blessés ou malades, des femmes et des enfants réfugiés. Il me répondent en ricanant: « Du moment qu'il n'y a pas d'Allemands, cela nous est égal » (*Darum kümmern wir uns nicht!*). Je répondis qu'en ce cas les médecins, prêtres et professeurs qui dirigeaient l'hôpital partageraient le sort de leurs blessés, et resteraient eux aussi.

Je rentrai à l'hôpital vers 11 heures, et vis que la garde allemande se préparait à partir en emmenant tous les soldats belges transportables, ou tout au moins ceux qui pouvaient marcher, car il paraissait bien que les Allemands avaient surtout le souci de s'embarrasser le moins possible. Dès qu'ils furent partis, la direction de l'hôpital prévint les réfugiés ainsi que le personnel des infirmiers volontaires que ceux qui désiraient quitter pouvaient le faire. On s'occupa aussi de

transporter les blessés et malades dans les caves et de prendre toutes les dispositions en vue du bombardement, qui était annoncé pour midi, et que nous attendîmes en vain. Au début de l'après-midi, nous entendîmes deux coups de canon, mais nous n'entendîmes pas siffler ni éclater d'obus, et après nous n'avons pas appris qu'un obus soit tombé quelques part. Mais ce jour là et les jours suivants jusqu'au dimanche, nous avons souvent entendu des détonations sourdes qui n'étaient pas des coups de canon, et dont la cause et la nature ne nous étaient pas connus. Plus tard, nous nous sommes rendus compte que ces explosions étaient le bruit provoqué par l'effraction de coffres-forts que les Allemands ouvraient à l'aide d'un matériel approprié d'explosifs; trente ou quarante coffres, ont été retrouvés fracturés de cette manière et ont été, je crois, déposés dans les caves de la Banque de la Dyle. Le vendredi matin, je fis en ville deux ou trois expéditions pour aller chercher en divers endroits de pauvres vieilles femmes qu'une religieuse franciscaine nous avait signalées comme abandonnées dans la ville déserte. Au cours de ces expéditions, je vis des actes de pillage systématique: non seulement des groupes de soldats chargés de butin, mais des camions attelés de deux chevaux dans lesquels des soldats, sous le commandement et la direction d'officiers chargeaient les meubles, vêtements et vins qu'ils pillaient méthodiquement de maisons en maisons. Je vis cela notamment dans la rue Léopold. Quand une maison était pillée, on y mettait le feu. Tout cela semblait méthodiquement organisé. Ce même vendredi, je rencontrai des troupes que je n'avais pas encore remarquées jusque là. C'étaient de petits détachements de Landsturm: uniforme bleu foncé, shako modèle 1870; un de ces détachements était commandé par un sous-officier déjà âgé, et assez corpulent; chacun de ses hommes était porteur d'un bâton de la dimension d'un manche à balai au haut duquel était un engin dont la destination ne m'était pas connue; nous sûmes plus tard que ces appareils servaient à lancer des fusées incendiaires. J'ai vu aussi deux soldats portant sur le dos, au moyen de bretelles de cuir, un appareil en cuivre rouge, semblables à ceux dont se servent les vigneron.

Le samedi matin, à l'occasion d'une sortie que je fis avec le docteur Tits, dont la maison sise rue Léopold n'était pas encore incendiée, j'ai vu, sans pouvoir en approcher, le cadavre d'un civil (le vieux M. David) gisant entre la maison Malengrau et la statue de Juste-Lipse. Dans l'après-midi de ce jour, je vis brûler la maison de M. Charles Martens laquelle comme je l'ai dit déjà, était inoccupée depuis longtemps.

J'aperçus également une petite voiture attelée d'un cheval stationnant devant la pharmacie Jacobs, au coin de la rue des Bogards; un médecin militaire allemand se tenait sur le trottoir et surveillait le pillage de la pharmacie par deux soldats. M'étant approché jusque au coin de la rue, le médecin allemand m'interpella, me demandant si je connaissais l'habitant de cette maison. « Oui, c'est mon pharmacien. » « Dans ce cas, entrez et constatez que je ne vole pas, je ne fais que réquisitionner les bandages. » Quand j'entrai, je constatai que la pharmacie était dans le plus beau désordre: les tiroirs et armoires étaient ouverts, les soldats n'avaient pas touché aux flacons conte-

nant des liquides, mais, en plus des bandages, ils raffaient tout ce qui était en boîtes, spécialités pharmaceutiques, etc., tout cela était enlevé par brassées et déversé ainsi dans la charrette. Quand il n'y eut plus rien à voler ils me permirent de baisser les volets et de tirer la porte.

Le médecin allemand me demanda de lui indiquer la direction de la place du Peuple. Au moment où je me disposais à l'accompagner dans cette direction, j'entendis une fusillade assez nourrie vers le bas de la rue Marie-Thérèse; j'allai voir au coin de la rue, et aperçus dans le lointain vers la gare un groupe d'hommes qui tiraillaient. Le médecin allemand qui semblait effrayé me dit de ne pas m'exposer ainsi et de m'abriter derrière le coin de la rue des Bogards. Cette fusillade dura un bon quart d'heure. Quand j'arrivai à la place du Peuple avec le docteur, qui m'a dit s'appeler Thomson, je vis là deux pelotons à genoux et dos à dos, sous le commandement d'un officier posté au coin de la place. Un de ces pelotons tiraillait sans viser vers la rue Léopold et la gare; l'autre tirait vers les soupiraux des maisons de la place sises dans le prolongement de la rue Léopold Vanderkelen. Ayant demandé la raison de cette fusillade, il me fut répondu que c'était pour s'assurer que les francs-tireurs qui se trouvaient dans ces maisons (notamment maison Herenaer et café du Commerce) seraient tous massacrés avant qu'on y aille perquisitionner pour rechercher les armes. A ce moment la maison de M. Eugène Gilbert était déjà incendiée. Les Allemands ont prétendu que cette maison avait été truquée de façon à pouvoir abriter des francs-tireurs. Ils en avaient l'obsession, ou faisaient semblant de l'avoir. Toujours est-il que, dans ce cas ci, ils considéraient comme des meurtrières les trous d'échafaudage qu'on voit sous les corniches de beaucoup de maisons, et ils y voyaient la preuve évidente d'un complot organisé contre eux.

Tandis que nous étions toujours là, je vis un soldat qui entraît, porteur d'une botte de paille, dans le café du Commerce; il la plaça sous le comptoir et y mit le feu. Il me parut que le docteur Thomson n'approuvait pas ce que nous voyions là; c'est pourquoi je lui demandai d'intervenir pour que ce café, dont rien ne justifiait l'incendie, fût épargné. Le docteur interpella le soldat incendiaire et lui ordonna d'éteindre le feu qu'il venait d'allumer. Le soldat m'eut l'air d'en référer à l'officier commandant les deux pelotons qui continuaient à tirailler. Thomson se rendit près de ce dernier, parla avec lui assez vivement, et revint me dire d'un air désolé: « Il n'y a rien à faire c'est un ordre! » Le soldat incendiaire, qui avait accompagné Thomson, revint vers le café, et à coups de crosse de fusil fit sauter les glaces de la devanture des deux côtés de la porte. Je demandai au docteur pourquoi il agissait ainsi; le soldat, entendant ma question, m'expliqua d'un air très naturel, que la paille fumait plus qu'elle ne brûlait, et qu'il fallait donc activer le courant d'air. En effet, le moyen devait être bon, car cinq minutes après le café flambait, ainsi que la maison voisine. Cependant la fusillade avait pris fin. Le docteur Thomson me quitta en me remerciant, et me conseilla de rentrer à l'hôpital. Ce même samedi je vis encore, du haut de la tour de l'hôpital que les incendies continuaient, et notamment que le théâtre, que les

Allemands avaient occupé depuis leur entrée à Louvain, brûlait lui aussi.

Des courses que je fis en ville dans la journée du dimanche (notamment pour transporter une pauvre vieille femme malade, abandonnée à la porte de Tirlemont jusque l'hôpital civil; et une autre femme, une pauvre folle, du couvent de la rue du Canal jusqu'à l'hospice des Sœurs noires de la rue des Moutons) me firent rencontrer de nombreux militaires allemands en état d'ébriété; je vis ainsi des soldats et des officiers qui vidaient méthodiquement toutes les caves. Les Allemands eux-mêmes ont évalué à 35.000 le nombre de bouteilles trouvées à Louvain Il faut y ajouter les fûts de liqueurs et spiritueux des caves de M Deridder, rue de Namur, que les soldats avaient sortis et qu'ils défonçaient en pleine grand'place pour s'en partager le contenu. Il n'y eut pas de nouveaux incendies ce dimanche après-midi; ils étaient tous occupés à se saouler.

M. Marguery, secrétaire communal, s'était réfugié à l'hôpital St. Thomas depuis le jeudi, de même que M. Schmidt, échevin, que les Allemands avaient expulsés de l'hôtel-de-ville; la maison de ce dernier était brûlée, et il était sans nouvelles de sa femme et de ses enfants. M. Schmidt nous quitta le lundi matin, pour tâcher de retrouver les siens à Bruxelles. Avant de partir, il remit à M. Marguery un blanc-seing destiné à me servir de délégation et me permettre de m'aboucher avec les autorités allemandes comme représentant les autorités communales. L'hôtel-de-ville avait été abandonné par les Allemands qui avaient établi leur quartier-général à la gare. Je m'y rendis le lundi après-midi vers 1 heure, pour y rencontrer Manteuffel. En présence de son adjoint Telemann, je lui exposai la situation de la ville dévastée, privée d'eau et de lumière, remplie de cadavres en décomposition; j'insistai particulièrement sur ce point, le plus capable de l'impresionner, que pareille situation était aussi dangereuse pour les troupes occupantes que pour la population. Manteuffel me demanda mes propositions. Je lui proposai d'assumer l'autorité communale et de lancer une proclamation aux habitants, la plupart réfugiés aux environs de la ville, pour les inviter à y rentrer; je lui dis aussi que je comptais sur le concours de la garnison pour assurer le respect de l'ordre et pour procéder aux inhumations, travail immédiatement urgent, pour lequel je n'avais pas de personnel. Manteuffel me répondit que je n'avais pas à compter sur les services de l'armée, mais que, si je voulais assurer la direction des services nécessaires, il ferait effort pour assurer que la population ne serait plus molestée. Je lui proposai que je retourne à l'hôpital St. Thomas, pour y rédiger une proclamation dont je lui soumettrais le texte. Il accepta et j'allai arrêter les termes de mon projet de proclamation, où il était dit: « que tous les arrêtés et règlements du Gouvernement Belge et de l'autorité communale régulière demeuraient en vigueur, et, qu'à condition que les habitants s'y conformaient, l'autorité militaire allemande avait promis qu'il n'y aurait plus ni meurtres, ni pillages, ni incendies.

J'engageais en conséquence la population à rentrer.

Je retournai à la gare pour soumettre ce texte à Manteuffel. Avec Telemann il se retira dans le local de la lampisterie, dont ils avaient

fait un bureau, et me pria d'attendre sur le quai. Pendant que j'étais là, je vis s'amener un officier portant un col et des parements de velours bleu, (insigne des juriconsultes attachés à l'armée), officier que je sus plus tard être une parfaite canaille répondant au nom de Grebin. Il s'amena donc et demanda aux officiers groupés devant le bureau de Manteuffel, parmi lesquels son second adjoint Ibach, ce que faisait là ce civil. Les autres lui dirent que j'étais un professeur à l'Université qui venait proposer à Manteuffel d'inviter la population à rentrer en ville. Sur quoi Grebin s'écria : « C'est cela ! pour que tout recommence ! » Telemann, qui de l'intérieur du bureau, avait dû entendre ce propos tenu à haute voix, sortit précipamment et vint dire au groupe, à voix couverte, ces mots que je saisis néanmoins : « Attention parce qu'il comprend l'allemand ! » Les officiers se retirèrent et Telemann me pria de venir discuter avec Manteuffel le texte de la proclamation.

Manteuffel exigea tout d'abord l'ajoute d'un paragraphe pour avertir les habitants de Louvain qu'à la moindre alerte il y aurait des représailles impitoyables. J'eus quelque peine à lui faire comprendre que pareille ajoute détruirait tout l'effet de la proclamation et déciderait les louvanistes à ne pas rentrer en ville. Telemann le comprit et emporta l'adhésion du major en disant : « Je crois que le professeur a raison et qu'il ne faut pas dire cela. » Là-dessus, Manteuffel exigea encore que j'annonce que des otages lui seraient livrés, lesquels répondraient de la conduite de la population. Je parvins à lui faire comprendre que c'était impossible, pour la raison que je comptais employer aux travaux urgents le peu d'hommes qui rentreraient, et qu'en dehors de ces ouvriers il n'y avait comme bourgeois en ville qu'une douzaine de médecins, prêtres et infirmiers, dont la présence était indispensable à l'hôpital St. Thomas dans l'intérêt même des blessés allemands ; dans ces conditions, les seules personnes qui pourraient être otages étaient moi-même et mon adjoint l'architecte Vingerhoedt, qui s'était offert pour prendre la direction des travaux à entreprendre ; j'ajoutai que nous étions disposés à lui servir d'otages, en passant toutes nos nuits à l'hôtel-de-ville sous la garde de ses soldats. Manteuffel me répondit par d'abondantes protestations, m'assurant que nos personnes lui étaient trop précieuses pour qu'il veuille nous infliger un traitement aussi désagréable. Sur mes affirmations réitérées que personne en dehors de moi ne pouvait être pris comme otage, Manteuffel déclara abandonner momentanément la question des otages. La proclamation fut imprimée chez Charpentier, et distribuée dans les villages des environs. La population commença à rentrer.

Le mardi 1^{er} septembre à 5 heures du matin, je commençai à l'hôtel-de-ville mes fonctions de bourgmestre provisoire. Pendant deux ou trois semaines, je fus assailli par les plaintes des habitants qui étaient victimes d'exactions continuelles de la part des Allemands ; les soldats pillaient un peu partout et réquisitionnaient sans paiement ou pour des sommes dérisoires les marchandises qui leur convenaient partout où ils en trouvaient encore.

Le mercredi 2 septembre vers 15 heures, on vint me prévenir que les Allemands incendiaient une maison sise dans le bas de la rue Marie-Thérèse, vers la gare. Je m'y rendis aussitôt, et je vis que le

feu avait été mis à une petite maison portant le numéro 129 de la rue Marie-Thérèse presque en face de la maison non incendiée du chanoine Forget; lorsque le lundi j'étais passé par là pour aller à la gare, j'avais remarqué que ces deux maisons, le 129 et la maison Forget étaient occupées par les soldats allemands qui en sortaient emportant des bouteilles de vin. Donc le 129 brûlait, et une quarantaine de soldats, groupés sur le trottoir d'en face, contemplaient ce spectacle. Tous étaient du 53^e Landwehr de Neuss, et parmi eux j'en reconnus quelques-uns qui avaient été de garde à notre hôpital. Je leur demandai pourquoi ils avaient mis le feu à cette maison. On me répondit: « Parce qu'on a trouvé dans les caves le cadavre d'un soldat allemand, à qui les civils ont arraché les yeux, coupé les mains, et ouvert le ventre. » — Je demandai aussitôt à voir ce cadavre. Ils répondirent qu'il avait déjà été emporté et enterré devant la gare. Je demandai où était le rapport qu'on avait certainement dû faire au major Manteuffel au sujet de cette découverte. On me répondit qu'il n'y avait pas besoin de rapport. Remarquant que le faite de la maison numéro 127, appartenant à Mademoiselle Henot, commençait à prendre feu et sachant que cette maison était inoccupée, je demandai aux soldats de m'aider à enfoncer la porte, pour tâcher avec des seaux d'eau d'arrêter le feu de ce côté; je leur fis remarquer que l'apparence extérieure de cette maison, volets et fenêtres fermés, stores baissés, et l'absence d'une seule trace de balle sur la façade, prouvait à l'évidence que personne n'avait de cette maison attaqué les Allemands. Les soldats répondirent: « Oui, mais l'homme assassiné ici était père de quatre enfants; il faut donc que les maisons de quatre riches soient incendiées pour la rançon de ce crime. » Voyant que j'avais à faire non pas à des soldats mais à des anarchistes, j'allai quérir Telemann à la Kommandantur, rue de la Station 135. Telemann arrivant sur les lieux, voulut parler avec autorité; mais des murmures s'élevèrent, et Telemann se contenta de les persuader de rentrer à la gare. En attendant l'incendie avait gagné la maison Henot, et Telemann me dit qu'il n'y avait plus rien à faire qu'à laisser brûler.

Sur ces entrefaites, on vint me prévenir que des soldats mettaient le feu à la maison Leysbeth sise dans la rue Léopold, à côté de chez Tits. Je m'y rendis aussitôt, et arrivé là, je rencontrai Mgr. Deploige accompagné de M. l'ingénieur Pierre Helleputte, qui me dirent avoir vu sortir de la maison Leysbeth deux soldats ivres et chargés de bouteilles de vin; étant entrés dans cette maison, ils avaient vu que le feu avait été mis dans l'arrière-corps de l'immeuble. Comme le second adjoint Ibach passait justement dans la rue de la Station, je lui demandai pourquoi en dépit des promesses formelles de Manteuffel, on recommençait à incendier. A cette question, Ibach répondit ce que les soldats venaient de me dire à propos de la maison de la rue Marie-Thérèse: « C'est parce que dans cette maison on a trouvé le cadavre d'un soldat à qui les civils ont arraché les yeux, coupé les mains, et ouvert le ventre! » — C'était donc la leçon apprise ou le mot d'ordre ce jour-là? Pour le confondre et établir l'indiscipline des soldats, je retournai quérir Telemann, lequel vint avec moi constater le pillage de cette maison: tous les meubles étaient fracturés, un coffre-fort de grand format, un

coffre-fort plus petit, et un coffret de métal étaient tous trois fracturés et vides; le grand coffre portait des traces d'explosion, les deux petits avaient simplement été forcés au moyen d'un levier. Dans toute la maison régnait un désordre indescriptible: des provisions, du linge, du charbon étaient répandus dans toutes les places. Telemann haussa les épaules et s'en alla. Quant à nous, nous nous mîmes en devoir d'éteindre le commencement d'incendie, et nous y réussîmes, non pas toutefois sans avoir été interpellés par deux soldats ivres et porteurs de bouteilles de champagne, qui vinrent demander ce que nous, civils, faisons dans cette maison, et s'enquérir si nous avions des permis de circuler en règle.

Ce fut le dernier incendie, mais les pillages continuèrent jusqu'au jour où M. Linart, major retraité, vint me prévenir un matin que des soldats venaient de faire sauter en plein jour, dans les ruines de l'hôtel du comte van der Stegen, rue de la Station, en face de la Kommandantur, un coffre-fort qu'ils avaient trouvé, et qu'on les avait vus puisant à pleines mains des bijoux dans ce coffre. Je me rendis aussitôt chez Manteuffel pour protester contre ces faits et contre la violation ouverte des engagements qu'il avait pris. Manteuffel me communiqua alors le texte d'une proclamation à afficher en ville et à faire distribuer dans tous les magasins, pour faire savoir au public et à la troupe qu'il était désormais interdit aux soldats de piller et de réquisitionner de leur propre chef des denrées dans les magasins. Cette proclamation, rédigée en trois langues, français, flamand et allemand, disait encore que les soldats devaient payer les objets achetés par eux, et que seules étaient valables les réquisitions signées par un officier commandant le corps.

Malgré la publicité donnée à cette proclamation, les pillages et les exactions continuèrent. De nombreuses plaintes me parvinrent de la part des boutiquiers chez qui les soldats continuaient à réquisitionner sans paiement, malgré la proclamation dont ils se moquaient d'ailleurs ouvertement; on me rapporta même que des soldats se seraient promenés en ville avec cette affiche étalée sur la poitrine. J'en fis encore une fois l'objet d'une réclamation à Manteuffel. Celui-ci convoqua en ma présence cinq ou six officiers, et leur tint à peu près ce discours: « Il est absolument nécessaire que vous vous fassiez obéir par vos hommes, et qu'ils respectent l'ordre. En présence des efforts faits par les volontaires civils pour ramener un peu d'organisation dans cette ville ravagée, il serait honteux que nos soldats continuent à se conduire comme ils le font ».

J'eus encore à protester contre plusieurs actes de pillage commis par des troupes de passage, des soldats de train dont le convoi stationna un jour entier au boulevard de Tirlemont; ces hommes laissés sans surveillance en profitèrent pour pénétrer dans toutes les propriétés des environs en escaladant les clôtures des jardins. J'en surpris deux en flagrant délit de pillage dans la maison de M. Pahau, receveur des droits de succession, rue Marie-Thérèse; ils y avaient éventré le coffre-fort. Cela se passait un dimanche après-midi en septembre. J'arrêtai un de ces soldats et lui ordonnai de me suivre à la Kommandantur; pris sur le fait, il m'accompagna jusqu'au bas de

la rue, mais arrivés là le factionnaire de service en cet endroit exigea que je lui exhibe mon laissez-passer, ce qui donna à l'autre l'occasion de s'esquiver vers le boulevard. Je me rendis néanmoins chez Telemann pour en faire rapport, et il me répondit: « Ja, diese Packleute sind die schlimmste von allen. » (Oui, ces gens du train, sont les pires de tous !) Cette affaire n'eut pas d'autres suites.

Quelques jours après, passant au boulevard de Tirlemont avec mon collègue le professeur Noyons, je constatai que des soldats isolés pillaient du vin dans les caves des maisons inoccupées. Nous obligeâmes un de ces soldats à abandonner les bouteilles qu'il emportait; pendant que M. Noyons les gardait, je me mis en quête d'un moyen pour faire mettre ce vin en sûreté, et trouvai un ouvrier qui vint enlever ce vin avec une brouette; tandis que nous nous éloignions de cet endroit, nous vîmes que le soldat que nous avions chassé revenait avec un camarade, sans doute pour continuer à piller aussitôt que nous aurions le dos tourné.

Ces faits de vol et de pillage ne prirent fin que lorsque le 53^e de Landwehr de Neuss fut éloigné de la ville.

A quelque temps de là, j'eus l'occasion de causer, à propos d'une question de logement, avec un major de la Landwehr de Saxe. Il me demanda des explications sincères sur l'origine des événements de Louvain. Je lui exposai ce que je savais à ce sujet, et m'attachai surtout à démontrer l'absurdité des légendes mensongères et odieuses (francs-tireurs, étudiants russes, soldats déguisés en civils, cruautés commises sur les blessés allemands, etc.) dont les journaux teutons semblaient avoir farci la cervelle de tous les officiers arrivant d'Allemagne. Après m'avoir écouté attentivement, le major conclut: « Tout cela est fort triste, mais vous êtes déjà amplement vengés. » Je lui demandai ce qu'il entendait dire. Il me répondit que le régiment qui avait commis ces atrocités à Louvain, envoyé au combat vers Boortmeerbeek contre les Belges sortant d'Anvers, avait été terriblement éprouvé; je crois qu'il me cita le chiffre de 3.000 tués; ce fait se serait passé dans le courant de septembre.

Manteuffel n'avait pas abandonné son projet concernant les otages, mais il n'avait pas eu l'occasion d'y revenir. Elle lui fut fournie tout à fait incidemment. Un jour Telemann me téléphona pour demander l'adresse exacte du couvent des Jésuites, disant qu'il venait de recevoir de Bruxelles l'avis que les jésuites possédaient une installation de T. S. F. Je lui donnai l'adresse, rue des Récollets, 11, ajoutant qu'il ne trouverait aucune installation de l'espèce, toutes celles-ci ayant été supprimées par ordre supérieur dès le début de la guerre. Telemann se rendit toutefois au couvent, et se fit conduire à la dynamo génératrice (les jésuites fabriquent eux-mêmes leur lumière). Il y avait une espèce de moteur à gaz qui s'était brisé peu de jours avant le désastre de Louvain, tellement que la machine était hors d'état de marcher; depuis, le couvent était sans lumière électrique, parce que le frère électricien était absent (réfugié à Bruxelles) et les Pères présents au couvent ignoraient que la batterie d'accumulateurs était encore chargée en partie. Le père jésuite qui pilotait Telemann, après lui avoir montré le moteur hors d'usage, et lui avoir dit qu'il n'y avait

ni courant, ni lumière, s'offrit à lui montrer l'emplacement du poste récepteur de T. S. F. qui avait été enlevé dès le début de la guerre. Pendant ce temps le frère électricien rentra justement de Bruxelles et, ignorant ce qui venait de se passer, voulut s'assurer que sa dynamo n'avait pas souffert; il la mit donc en marche d'essai avec le courant qui restait dans la batterie d'accumulateurs. Mais Telemann qui revenait bredouille, repassa devant la salle des machines, et entendit tourner la dynamo. Il entra dans une violente colère, accusa les jésuites d'avoir voulu le tromper, et en profita pour saisir deux otages.

Ce fut le recommencement du système d'otages. Cela se passait fin Septembre. Manteuffel étant déplacé, le colonel Von Thiel lui succéda. Avec Manteuffel disparaissaient ses adjoints Ibach et Grebin, mais Telemann nous resta comme adjoint de Von Thiel. Pendant toute une semaine, ils s'en furent tous deux en mission. Un parti de carabiniers cyclistes venus d'Anvers fit à cette époque une incursion sur les lignes de communication ennemies et opéra entre Vertrijck et Lovenjoul. Le succès de cette opération de guerre fut la cause d'un arrêté de Von der Goltz, à cette époque gouverneur général à Bruxelles, arrêté ordonnant la saisie d'otages dans toutes les localités riveraines des voies de chemin de fer, et ce dans toute le territoire occupé, depuis la frontière allemande jusqu'à la frontière française, Bruxelles excepté; les otages seraient fusillés impitoyablement si un nouvel attentat était commis sur le territoire de leur commune.

J'étais absolument ignorant de ces faits au moment où le deuxième adjoint de Von Thiel, qui occupait seul la Kommandantur en l'absence du colonel, me fit réclamer d'urgence, un jeudi après-midi, de la part du gouverneur général, la liste des personnes qui avaient été prises en otage par les Allemands depuis leur entrée à Louvain. Je lui répondis que je n'avais pas cette liste; mais, comme il insistait, je lui reconstituai de mémoire la liste des personnalités de Louvain qui avaient été otages; j'ajoutai que plusieurs de ces personnes étaient absentes, et, à sa demande, je lui dis lesquelles. Le lendemain à 5 heures du matin, des soldats armés allaient arrêter six otages, parmi lesquelles le docteur Tits, médecin à l'hôpital St. Thomas, et le docteur Janssens, conseiller communal, âgé de 72 ans.

Informé du fait, j'adressai aussitôt une protestation à la Kommandantur mais nous n'obtinmes la libération du docteur Tits que grâce au dévouement du R. P. Claes, qui s'offrit volontairement à prendre sa place comme otage.

Là dessus l'arrêté de Von der Goltz fut publié, et nous apprîmes ainsi la cause de ces nouvelles mesures de rigueur. Comme mes protestations restaient vaines, et que je ne trouvais personne pour remplacer volontairement les otages détenus, j'essayai au moins d'adoucir leur sort. Ils étaient détenus dans une petite chambre au second étage de la Kommandantur, une trentaine d'otages (avec ceux des communes voisines) sévèrement gardés. J'obtins leur transfert chez les Dominicains de la rue Juste-Lipse, dont le prieur voulait bien mettre une grande salle à leur disposition.

Afin d'obliger les Allemands à libérer au moins le docteur Janssens, j'écrivis à Von Thiel, le dimanche matin, une dernière protestation,

lui annonçant que j'allais me constituer otage à la place du docteur Janssens, et que les exigences injustifiées de l'autorité allemande me rendant impossible l'exercice de mes fonctions de bourgmestre provisoire, je lui remettais ma démission; je lui annonçais par la même occasion que mes collègues de l'Université, surchargés par le travail que leur imposait la présence de nombreux blessés allemands dans nos hôpitaux, cesseraient de s'occuper de l'administration de la ville qu'ils avaient assumée comme notables.

Tandis que j'achevais cette lettre, un groupe d'officiers allemands accompagnés d'un aumônier catholique, un Dominicain de Düsseldorf, vint me trouver pour me demander de leur faire voir le trésor de St. Pierre lequel était en dépôt dans la salle historique de l'hôtel de ville. Je les y conduisis, en leur disant que j'avais fort peu de temps à leur accorder, à raison de mes rapports actuels avec Von Thiel. Ces officiers se récrièrent unanimement contre le caractère vexatoire et l'injustice inutile du système d'otages qui nous était imposé, et m'assurèrent qu'ils insisteraient auprès de Von Thiel en vue de permettre ma rentrée à l'hôtel-de-ville. Alors le dominicain allemand me dit: « Mais, pourquoi n'écrivez-vous pas au Roi des Belges? » — « Comment voulez-vous que l'atteigne? Il est à Anvers. » — « Qu'à cela ne tienne! Nous pourrions très bien faire parvenir votre lettre par un parlementaire ou par un aviateur. » — « Et que voulez-vous que je lui dise? » — « Faites-lui donc savoir, me dit cet Allemand, qu'il devrait cesser de faire harceler nos communications par ces groupes de soldats cyclistes moyennant quoi le système des otages prendrait fin tout de suite... » — Je lui demandai aussitôt si c'était pour cela que Von der Goltz avait allégué dans son fameux arrêté que les dégâts qui motivaient la mesure était apparemment « *Anscheinlich* », l'œuvre de la population civile. « Ah! me dit le teuton, vous savez, ce sont des arguments de guerre... » — « Moi, lui dis-je, je trouve plutôt que ce sont des procédés de chantage! » — Il me répondit tout simplement: « *Krieg ist Krieg.* » (A la guerre comme à la guerre).

Là-dessus nous nous quittâmes, et j'allai me constituer otage en remplacement du docteur Janssens, qui fut aussitôt relâché, la consigne de la garde portant sur le nombre et non pas sur la personnalité des otages. Ma lettre étant arrivée à la Kommandantur, où venaient de rentrer Von Thiel et Telemann, ils me firent venir immédiatement et j'eus pendant deux heures, une conférence entrecoupée de consultations téléphoniques prétendument avec le gouverneur général. Comme je tenais bon, persistant à déclarer que, entré comme otage le dernier, je ne sortirais que le dernier, après libération de tous les autres, Telemann me dit: « Le gouverneur général ne veut à aucun prix que vous donniez votre démission, car autrement on ne sait ce qui pourrait arriver ici; mais en attendant d'examiner à fond votre protestation, ce qui ne peut se faire un dimanche après-midi, nous sommes autorisés à vous offrir une transaction. D'après la lettre du décret de Von der Goltz, nous devons prendre des otages dans chaque commune; il en faut donc au moins deux dans chaque endroit. Nous vous proposons de relâcher les autres, à part deux. Mais, bien entendu,

nous n'acceptons pas que vous restiez otage; nous avons besoin de vous à l'hôtel-de-ville. »

J'eus l'impression que je n'obtiendrais rien de plus ce jour là, et qu'il valait mieux accepter la transaction.

Mais j'obtins que le nombre de deux otages par localité ne serait pas limité seulement à Louvain et que les autres communes, dont les otages étaient détenus avec les nôtres, en bénéficieraient également.

Sur la promesse formelle qui me fut faite de tempérer considérablement dans un avenir rapproché le régime des otages pour toutes ces communes, j'acceptai donc ce qu'ils me proposaient et retirai ma démission.

Un certain nombre des otages fut mis en liberté immédiatement. Dans le courant de la semaine suivante, j'obtins tout d'abord que tous les otages des communes voisines de Louvain soient relâchés, et que ceux de Louvain ne soient plus astreints qu'à l'obligation d'aller passer à tour de rôle une nuit chez les dominicains, et plus tard à la Kommandantur, sous la garde de deux soldats allemands.

Très peu de temps après, cette obligation fut transformée en un service d'otages purement nominal. Le Conseil des Notables, dressa une liste des notabilités de la ville, en tête de laquelle il s'inscrivit, et il fut entendu que les citoyens portés sur cette liste iraient s'inscrire, à raison de deux chaque jour entre 11 heures et midi, sur un registre tenu à la Kommandantur par le sous-officier Mayer. Moyennant cette formalité, les inscrits, qui avaient l'obligation théorique de ne pas quitter la ville pendant leur jour de service, seraient considérés pendant 24 heures, de midi à midi du jour suivant, comme otages responsables de la conduite de leurs concitoyens.

Cette fumisterie purement vexatoire, que les Allemands eux-mêmes ne prirent pas au sérieux, dura jusqu'à la nouvelle année de 1915. C'est à ce moment que le nouveau Kreisschef, colonel Lubbert, y renonça à ma demande.

Un matin de novembre 1914, von Thiel fit annoncer qu'il autorisait les sonneries de cloches à Louvain. Au début de l'après-midi de ce jour là, vers 2 heures 1/4, me trouvant en mon cabinet à l'hôtel-de-ville, je fus prévenu de la visite du chancelier de l'empire allemand von Bethmann-Hollweg, et appelé sur la place où se tenait ce personnage entouré de tout un état-major. Je me présentai à lui, et il m'avertit que dans un petit groupe de trois ou quatre officiers, qui à ce moment se tenaient au bas de la Grand'Place, à l'entrée de la rue de Bruxelles se trouvait le prince August-Wilhelm, quatrième fils de l'empereur; le chancelier ajouta que S. A. I. voyageait incognito et désirait que sa présence passât ignorée des autorités locales. Je ne demandais pas mieux. Je remarquai que l'altesse et ses compagnons contemplaient les ruines en devisant gaiement, comme des gens qui auraient approuvé la manière rigoureuse et complète avec laquelle on avait puni une population de francs-tireurs. Je fis visiter au chancelier l'intérieur de l'église St. Pierre, ainsi que les ruines de la bibliothèque de l'Université, et ce sans lui faire grâce d'aucun détail de nature à établir que ce désastre avait été organisé, ou tout au moins ordonné

et exécuté méthodiquement. Le chancelier excusa la barbarie des troupes allemandes, en me rappelant que la guerre a toujours quelque chose d'épouvantable et que dans une armée les soldats ne sont pas des anges. Il parut cependant assez impressionné pour se croire obligé de dire, en manière d'excuse, que tout cela était très malheureux, que l'heure n'était pas encore venue de chercher à faire la lumière sur ces événements, mais qu'il donnait l'assurance que, lorsque la poussière des combats serait dissipée, l'heure sonnerait où l'on nous rendrait justice.

En novembre 1914, arriva à l'hôtel-de-ville un allemand qui se présenta comme étant le Dr. Stempel, Conseiller à la Cour d'Appel de Strasbourg. Il était accompagné d'un greffier interprète. Il me dit qu'il était chargé par le ministère de la guerre de Berlin d'une enquête sur les événements de Louvain. Il me fit ensuite d'abondantes protestations de son désir exprès de découvrir la vérité et rien que la vérité, aussi bien à charge de l'armée allemande, s'il y avait lieu, qu'à charge des habitants de Louvain. Je lui fis de ce que je savais de science personnelle le récit le plus circonstancié et le plus exact. Je terminai en lui donnant les noms et adresses d'une douzaine de personnes que je considérais comme pouvant lui fournir les dépositions les plus autorisées, pour confirmer ou compléter la mienne, notamment: Mgr. La-deuze, recteur de l'Université, le R. P. Claes, directeur des Œuvres sociales à Louvain, le Procureur du Roi, M. Henry, M. le juge De-becker, mon collègue le professeur Noyons, ainsi que M. Verleysen, dont la femme avait été assassinée dans ses bras dans des conditions épouvantables.

Le Dr. Stempel se montra poli jusqu'à en être obséquieux; bien qu'il m'eût interrogé à deux reprises pendant plusieurs heures chaque fois, je n'eus à rectifier aucune inexactitude dans le procès-verbal qu'il dicta à son greffier. Aussi fus-je fort surpris lorsque le lendemain et les jours suivants je reçus les doléances de certains témoins, notamment de M. le chanoine Thiery, qui avaient été délibérément rudoyés par Stempel.

Le Dr. Stempel demeura à Louvain pendant quinze jours ou trois semaines, se rendant quelques fois à Bruxelles. J'appris plus tard qu'il avait systématiquement négligé d'interroger la plupart des témoins que je lui avais indiqués; d'autre part, il n'avait pas achevé son enquête auprès de ceux qui avaient déposé contre lui.

Je n'attendais qu'une occasion de dire aux Allemands ce que je pensais de leurs enquêtes, lorsque cette occasion se présenta en janvier 1915: Le Commissaire civil, Mr. Kreuter, m'écrivit pour me demander de fournir la liste des ecclésiastiques du diocèse de Malines qui auraient été massacrés par les Allemands, ainsi que les noms des personnes qui auraient été témoins de ces violences commises à Louvain, et cela afin de vérifier ce qu'il y avait de fondé ou d'erroné dans la première lettre pastorale de Son Eminence le Cardinal Mercier, Archevêque de Malines (Noël 1914.)

Je répondis que je n'avais personnellement assisté à aucun des assassinats commis sur les personnes de prêtres du diocèse, mais que je

doutais pas de la vérité des affirmations du Cardinal Mercier. J'ajoutais que je ne connaissais pas encore à Louvain de personnes ayant été témoins de ces assassinats, et que d'ailleurs, si j'en avais connues, je ne me serais pas cru en droit de faire connaître leurs noms à des autorités allemandes, parce que j'étais convaincu qu'aucune de ces personnes n'aurait cru pouvoir dire la vérité sans danger pour elle-même. J'exposai encore qu'après ce que nous avions vu des procédés du Dr. Stempel en novembre 1914, nous avions perdu toute confiance dans l'impartialité d'un juge d'instruction militaire allemand, et qu'il était inutile pendant l'occupation allemande, d'essayer de faire parler aucun d'entre nous, devant les magistrats allemands dont les procédés étaient trop directement et trop violemment contraires aux idées que nous nous faisons des hautes responsabilités de la Justice.

Cette lettre me valut une vive riposte de Kreuter, qui m'accusa d'avoir attenté à l'honneur des magistrats allemands. Je lui répondis, en mettant les points sur les i, que ma protestation ne visait pas la magistrature allemande, mais les procédés d'instruction d'un juge militaire le Dr. Stempel. L'affaire en resta là, et je la croyais enterrée, quand, six mois après, j'eus à comparaître devant un officier enquêteur délégué par le Ministère de la Guerre de Berlin pour m'interroger au sujet des mes deux lettres à Kreuter. Je maintins les termes de ces lettres en expliquant leur portée précise. Il me demanda de lui indiquer les témoins que j'avais signalés à Stempel et que celui-ci aurait négligés à dessein. Comme je venais de faire allusion aux dépositions de quelques témoins qui s'étaient plaints à moi des façons d'agir de Stempel, l'officier me pria de voir si ces dépositions et la mienne se trouvaient dans une liasse d'épreuves d'imprimerie qu'il me soumit. Aucune de ces dépositions, non plus que la mienne, qui était cependant complète et catégorique, ne figuraient parmi ces épreuves. Je n'y trouvai, au milieu de dépositions d'officiers et de soldats allemands, que la déposition très rudimentaire du professeur docteur Lemaire. L'officier me dit: « Puisque vos dépositions n'ont pas été utilisées, vos protestations au sujet de ces témoignages perdent toute importance. Néanmoins, ne pourriez-vous pas atténuer la sévérité de vos expressions concernant le Dr. Stempel? » — Je répondis que c'était impossible, parce que mes paroles étaient l'expression de la vérité. — « C'est dommage, me dit-il, parce que cela ne fera pas de bien au Dr. Stempel auprès du Ministre de la Guerre. » — Je n'eus plus jamais d'autres nouvelles de cette affaire, si ce n'est que quelque temps après je vis le fameux Livre Blanc Allemand, où je reconnus données pour les résultats de l'enquête sur les événements de Louvain, les dépositions contenues dans la liasse que j'avais eue entre les mains.

Un de mes premiers contacts avec les officiers allemands se produisit le jour où, dans les premiers jours de septembre 1914, on vint me prévenir que deux officiers allemands se promenaient dans le cloître de l'Abbaye Ste Gertrude. Je m'y rendis et rencontrai un vieil officier à cheveux blancs, d'un grade assez élevé, au moins un lieutenant-colonel (je ne savais pas encore distinguer les grades allemands à cette époque) il était accompagné d'un oberleutnant de cavalerie de réserve qui fut plus tard adjudant de Lubbert. Ces officiers exigèrent

que j'aille immédiatement quérir les clefs de l'église et de la tour de Ste Gertrude. Mais, le sacristain de l'église étant en fuite, la personne chez qui étaient déposées les clefs de l'église ne possédait pas les clefs de la tour. Ils parcoururent ainsi tous les combles de l'église, fouillant jusques au plus petit recoin, quoique la poussière énorme répandue uniformément partout prouvât assez clairement que personne n'était venu là depuis des années. Quant au clocher qui est ajouré comme une dentelle, ils persistèrent malgré tout à y grimper jusques au faite, à la recherche des mitrailleuses qui « devaient y être embusquées (ce sont leurs mots) pour tirer sur les troupes allemandes. » Ils sont comme cela.

A l'époque du siège d'Anvers, et des combats qui se livraient jusque dans les environs de Louvain à la suite des sorties de la garnison de notre place-forte, l'autorité militaire allemande exigeait qu'on poursuive les travaux urgents (gaz, eau, etc.), et d'autre part ordonnait à la population de rester au logis même pendant le jour; des patrouilles parcouraient la ville menaçant d'abattre les civils non munis d'un permis spécial délivré par l'autorité militaire; ces patrouilles arrêtaient même nos ouvriers et leur volaient leurs outils. Cela a duré toute une semaine (fin septembre-début octobre 1914).

L'administration de Lubbert commença le 12 décembre 1914. J'ai eu aussitôt l'impression que cet officier, contrairement à tous les autres allemands rencontrés jusqu'alors, était capable de faire un jugement personnel et indépendant sur la nature et la cause des événements d'août 1914. Dès le début, il me demanda mon appréciation sincère, en me priant de ne pas hésiter à dire toute la vérité. Je lui fis, sans rien atténuer le récit qu'il me demandait. Il m'écoula jusqu'au bout sans exprimer aucun avis; mais j'eus l'occasion au cours des quatre années qui suivirent, de l'entendre dire plus d'une fois: « Quant à ce qui s'est passé ici, je connais votre opinion, et vous pouvez deviner la mienne; je ne puis pas vous en dire plus; mais continuons à faire nos efforts pour écarter de cette malheureuse ville la menace d'un nouveau désastre. »

Un des premiers soins de Lubbert, en janvier 1915, fut de me demander de l'accompagner aux prisons de Louvain (la grande prison cellulaire et la prison secondaire) pour y faire une enquête, auprès des autorités de ces établissements et auprès de quelques détenus, sur les agissements du docteur Berghausen en août 1914. Lubbert voulait savoir à quel titre Berghausen avait agi en faisant relâcher un certain nombre de détenus allemands, et en faisant transporter le plus grand nombre en Allemagne en leur promettant que s'ils s'engageaient dans l'armée allemande, ils obtiendraient grâce et liberté. Lubbert interrogea individuellement les détenus que le directeur de la prison de Rheinbach s'était empressé de renvoyer à Louvain peu de temps après que Berghausen les lui avait expédiés. Lubbert ne me cacha pas le vif mécontentement que lui causait cette incartade de Berghausen, et il me dit: « Que s'est-il donc imaginé, ce charlatan, pour se substituer à l'autorité du Roi des Belges qui est seul compétent pour ordonner l'élargissement de condamnés détenus en vertu d'arrêts de la justice belge, et pour faire croire que l'armée de l'empereur se recrute dans les bagnes. »

Peu de temps après, Lubbert appuya près du Gouvernement général les instances que j'avais faites depuis plusieurs mois pour obtenir l'exhumation des cadavres civils enterrés sommairement par les Allemands dans le square Van de Weyer devant la gare de Louvain. Cette intervention décisive de Lubbert se produisit certain après-midi de janvier tandis que je parcourais la rue de la Station avec un groupe d'officiers dont les plus importants étaient le chef de l'administration civile près le Gouvernement général Dr. von Sandt et le gouverneur de la province de Brabant Dr. Gerstein, ainsi que Lubbert lui-même. Passant devant la statue de Juste-Lipse, Lubbert me dit à mi-voix: « Nous avons découvert maintenant l'auteur de l'assassinat du vieux M. David, c'est l'ordonnance du fameux Dr. Berghausen qui l'a abattu à coups de revolver, mais nous n'avons pas encore découvert s'il a agi par ordre de son maître. » — Comme Lubbert exposait à von Sandt les raisons graves qui justifiaient l'exhumation immédiate des cadavres enterrés à la gare, von Sandt demanda à voix basse, croyant que je ne comprendrais pas: « Oui, mais alors que devient l'impression? ». Lubbert répondit de même: « Cette impression, il y a longtemps que plus personne n'y croit. » — C'est à l'affaire des francs-tireurs qu'ils faisaient évidemment allusion. Gerstein insistait également auprès de von Sandt. Ce dernier se borna à me recommander de faire prendre toutes les précautions administratives et de police qui s'imposaient en pareilles circonstances moyennant quoi il autorisait l'exhumation.

Il y avait au pied de la statue de van de Weyer une douzaine de tombes allemandes ornées de croix, de casques et d'inscriptions qui devaient sans doute produire cette fameuse « impression » (que les francs-tireurs avaient assailli les troupes allemandes à la gare). Le sergent allemand Jaussen fut délégué pour assister à l'exhumation de ces soldats; il était porteur d'une liste d'une douzaine de manquants signalés comme disparus depuis les combats autour d'Anvers. Les noms portés sur sa liste correspondirent exactement aux inscriptions des plaques d'identité qu'il retrouva sur les cadavres; ceux-ci n'étaient donc que la dépouille de soldats allemands grièvement blessés aux combats d'Anvers et qui étaient morts dans le train de Croix-Rouge qui les transportait en Allemagne. On les avait débarqués au passage du train à Louvain, et enterrés dans le square van de Weyer, en les faisant passer, aux yeux de tous les Allemands, et étrangers qui viendraient visiter la ville plus tard, comme les victimes des francs-tireurs de Louvain.

A l'occasion du premier ou du second anniversaire du 21 juillet (ou du 4 août), des sociétés de gymnastique avaient organisé une fête au terrain des sports à Héverlé. L'autorité allemande n'avait pas interdit cette fête, mais avait strictement défendu qu'à cette occasion on chante en rue des hymnes patriotiques telles que la Brabançonne et la Marseillaise. Or, un groupe de gamins de Kessel-Loo descendit la rue de Namur en braillant une chanson flamande populaire dont ils avaient naturellement travesti les paroles et le sens, non sans irrévérence pour nos occupants. La police allemande en fit directement rapport au Gouvernement général, sans même en saisir le Kreisschef de Louvain. Les trois communes d'Héverlé, Kessel-Loo et

Louvain se virent frappées d'une amende. Héverlé et Kessel-Loo s'en tirèrent en prétendant que les gamins n'avaient chanté que le « Vlaamsche Leeuw », ce qui ne pouvait être désagréable aux Allemands, étant donné que déjà alors ils avaient entrepris en Belgique, avec l'aide de quelques misérables, cette politique de désunion entre les Belges qui devaient tristement s'illustrer plus tard sous le nom « d'Activisme »; dans la bouche de ces individus là, le « Vlaamsche Leeuw » avait pris un sens anti-français et même anti-belge. Louvain eut beau prétendre que les gamins qui avaient chanté venaient d'une commune, Héverlé, et se rendaient dans une autre commune, Kessel-Loo, communes dans lesquelles elle n'exerçait aucune autorité de police, et que d'ailleurs il n'était ni établi ni même allégué que les gamins auraient chanté la Brabançonne ou la Marseillaise, rien n'y fit et Louvain dû payer une amende de 10.000 Marks.

Vers la fin de 1916, le Gouvernement général envoya à l'administration communale de Louvain une dépêche pour la sommer de faire reconstruire par les habitants toutes les maisons détruites en 1914, ou sinon d'en faire niveler les ruines au ras du sol. D'après cette dépêche, l'administration communale était obligée, au cas où les habitants se refusaient à exécuter ces travaux; d'y procéder elle-même et de faire transporter dans un dépôt à convenir avec le Kreisschef, toute la masse des décombres qui ne seraient pas enfouis dans les caves et fondations des ruines.

A la suite de cette dépêche, j'eus avec les autorités allemandes une longue correspondance qui doit encore figurer dans les archives de la ville; je leur disais, et tâchais de leur faire comprendre, qu'en dehors des cas où les ruines d'un immeuble constituent un danger pour la circulation publique, l'autorité communale n'a pas le droit d'en prescrire ni d'en faire exécuter la démolition; j'ajoutais que même des ruines constituent une propriété inviolable dont, aux termes de la loi belge, le propriétaire ne peut être exproprié que moyennant une juste et préalable indemnité et encore faut-il que cette expropriation soit déclarée d'utilité publique; en l'espèce, la ville de Louvain n'avait aucune raison légale de poursuivre une pareille procédure, que d'ailleurs ses moyens financiers ne lui permettaient pas d'envisager; quant à l'intérêt du propriétaire, celui-ci en est le seul et le meilleur juge et ce aussi bien pour ce qu'il y a à faire, que pour le moment où il convient de le faire; se substituer aux propriétaires, malgré eux ou à leur insu, en faisant niveler les ruines et enlever les décombres, serait dans le chef de la ville, une violation flagrante des droits les plus certains des propriétaires, lesquels pourraient à juste titre réclamer des dommages-intérêts.

Le résultat de cette polémique fut que, sans intervention financière ni administrative de la ville Louvain, l'autorité allemande adjugea elle-même à un entrepreneur louvaniste la démolition partielle des ruines, et la clôture de tous les terrains au moyen de petits murs qui achevèrent de donner aux quartiers ruinés l'apparence d'un cimetière. Dans le courant de l'année 1915, la ville reçut une citation à comparaître devant le tribunal que les Allemands avaient institué dans chaque province pour connaître des actions intentées aux ad-

ministrations communales, en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV, par les sujets allemands qui se prétendaient victimes de violences exercées contre leurs personnes ou leurs biens par la population belge en août 1914. Il s'agissait pour Louvain d'une réclamation de 250 Marks pour destruction d'instruments de musique au détriment de musiciens ambulants, depuis lors retournés en Bavière. Je comparus pour la ville de Louvain devant ce tribunal d'exception qui siégeait au premier étage du Gouvernement provincial rue du Chêne à Bruxelles. Les contradictions qui fourmillaient dans les plaintes et dépositions des demandeurs étaient si évidentes que je n'avais aucune inquiétude sur l'issue de ce procès. La demande fut soutenue, avec la plus entière mauvaise foi, par un avocat allemand; mais il ne put obtenir que le renvoi de l'affaire à une audience ultérieure, pour permettre d'élucider, par un complément d'instruction, les contradictions que j'avais relevées dans les pièces du dossier. L'audience ultérieure n'eut jamais lieu, et l'affaire resta sans suite, pour autant que je sache. Mais je me rappelle avoir vu dans le dossier une instruction administrative des Allemands par laquelle ils engageaient leurs ressortissants à introduire des réclamations de l'espèce; la même instruction faisait ressortir le caractère sympathique du tribunal d'exception institué pour ces affaires par le Gouvernement général.

En 1917, je fus informé confidentiellement que, sur les réclamations formulées par le Gouvernement des Pays-Bas aux fins d'obtenir des indemnités pour ceux de ses sujets dont les propriétés avaient été sinistrées en Belgique, le Gouvernement allemand avait répondu que, par application de la loi du 10 vendémiaire an IV, l'obligation d'indemniser les sinistrés incombait aux administrations communales belges. Je n'eus pas de peine à démontrer le contraire en fournissant au Gouvernement hollandais une note confidentielle rétablissant la portée exacte de la loi, et démontrant qu'elle n'est pas applicable aux dégâts causés dans une commune par les armées de l'envahisseur.

Pour ce qui concerne la démolition ordonnée par les Allemands des ruines de Louvain, j'eus plus tard l'explication de cette mesure, lorsque au cours de conversations avec des officiers et fonctionnaires allemands ils m'ont dit qu'ils reconnaissaient la valeur juridique des arguments que j'avais fait valoir: « Mais, disaient-ils il n'y a rien à faire, c'est une lubie de von Bissing, à qui la vue des ruines de Louvain est insupportable quand il passe en auto en allant ou en revenant d'Allemagne. »

Je me rappelle encore que le 30 avril et le 1^{er} mai, nous avons fait des recherches dans la gare de Louvain parce que divers ouvriers qui y avaient travaillé racontaient qu'ils avaient vu des traces de tombes. Nous nous demandions si on n'allait pas découvrir là le cadavre du chef de gare de Louvain qui depuis 1914 avait disparu sans laisser de traces. Nous avons fait des sondages en divers endroits. Dans le petit bosquet qui se trouve à la sortie de la gare, vers Bruxelles (bosquet, d'où d'après les témoins du Livre Blanc Allemand, auraient été tirées les fusées vertes qui ont été, d'après

ces mêmes témoins, un des signaux de la fusillade du 25 août 1914), nous avons trouvé les cadavres de deux fusiliers marins qui n'étaient arrivés à Louvain que le 10 septembre, et qui avaient péri à la suite des combats autour d'Anvers. Nous trouvâmes encore une tombe avec une croix portant ces mots: « Hier ruht ein Sergeant. », tombe sise à côté de la grille de sortie de la gare vers Blauwput, rue du Chemin de fer. Pendant l'exhumation de ce cadavre, j'entendis un sous-chef de gare allemand dire aux agents de chemin de fer groupés là: « Je suis arrivé ici le 10 octobre, et c'était à l'époque où l'on faisait courir toutes ces histoires de gorges coupées, et autres légendes du même genre. » J'eus la conviction que cette remarque était provoquée par les propos des ouvriers allemands qui s'obstinaient à faire passer les soldats retrouvés dans la gare comme des victimes des francs-tireurs de Louvain.

A une date que je ne puis préciser, vers le milieu de 1915, je reçus la visite de deux officiers allemands qui me demandèrent de leur faire visiter l'hôtel-de-ville; ils me demandèrent aussi mes impressions sur les événements d'août 1914. Comme je ne cachais pas mon opinion sur la cause du désastre, l'un des officiers s'emporta et me dit qu'il avait des preuves formelles de la culpabilité des gens de Louvain: il avait rencontré au front un général (je crois bien me rappeler qu'il cita le nom de von Stengel) qui portait encore les cicatrices des blessures qui lui avaient été infligées par les francs-tireurs de Louvain. Le nom du général me frappa comme un nom que j'avais déjà entendu citer de divers côtés, mais aussi comme ne figurant pas dans le Livre Blanc, qui venait de paraître et que j'avais naturellement étudié de près. J'en fis aussitôt la remarque, en disant qu'il était invraisemblable que le Livre Blanc ne fasse pas état du témoignage d'un général qui aurait été blessé par les francs-tireurs de Louvain au cours des événements d'août 1914, et que je m'étonnais d'entendre pour la première fois cette allégation, alors que personne n'avait jamais raconté aux gens de Louvain d'avoir blessé un général allemand. L'autre officier invita le premier au calme et lui à peu près ceci: « Ayez bien soin de ne pas croire d'emblée tous ceux qui vous diraient qu'ils étaient à Louvain en août 1914, car il ne manque pas de gens dans l'armée allemande pour être plus fiers de blessures reçues à Louvain que de celles reçues au combat. » Et il ajoutait un exemple de faits auxquels il disait avoir assisté: « J'étais à Huy quand deux soldats allemands ont été tués accidentellement par nos troupes; immédiatement le général qui commandait là parla de faire fusiller le bourgmestre, incendier la ville et massacrer les habitants; mais une lueur de bon sens le décida à accepter préalablement l'enquête que lui proposa le bourgmestre; l'autopsie prouva que les deux soldats avaient été tués par des balles allemandes. Ce qui prouve, concluait cet officier, qu'il ne faut jamais s'en laisser conter à propos de francs-tireurs. » C'était également mon avis.

Après lecture, le témoin déclare confirmer sa déposition ci-dessus, et signe.

(S.) Nerinx.

2^o *Déposition assermentée de Schmit, Emile, né à Aerschot, le 25 septembre 1876, avocat, échevin de l'Instruction Publique, à Louvain, y domicilié rue Fred. Lints, 7.*

Le 19 août 1914, vers 1 1/2 h. de l'après-midi, un agent de police vint me prévenir que les Allemands étaient à proximité de Louvain et qu'un obus venait de passer par dessus la ville. Du balcon de mon habitation, située rue de la Station, je constatai que du côté de l'Est, au delà de la gare, l'horizon s'emplissait de lourdes colonnes de fumée.

Je me rendis aussitôt à l'hôtel de ville, le Collège ayant décidé de siéger en permanence en prévision de l'entrée de l'armée ennemie.

J'y trouvai le bourgmestre, l'échevin Van der Kelen et le secrétaire communal M. Marguery.

Vers 3 heures, se présentèrent, le revolver au poing, deux officiers allemands ; l'un d'eux dit être le capitaine d'Etat-Major Kriegsheim ; il nous annonça que l'armée allemande allait faire son entrée à Louvain et nous demanda s'il y avait encore des troupes belges dans la ville. Sur notre réponse négative, il nous dit que la population n'avait rien à craindre si elle ne commet pas d'actes hostiles à l'armée allemande, que dans ce cas aucune contribution de guerre ne sera imposée à la ville, qui n'aura qu'à faire face à des réquisitions pour les besoins de l'armée ; qu'au contraire des représailles immédiates réprimeront tout acte hostile, « comme nous avons dû le faire dans les villages voisins » ajouta-t-il. Il exigea qu'un membre du collège les accompagnât pour s'assurer si les ponts de la Dyle étaient intacts. M. Van der Kelen les suivit.

Il revint une heure plus tard et nous raconta, sous l'empire d'une vive émotion, qu'il avait été conduit à Kessel-Loo sur une colline où se tenait le général avec son état major. La campagne environnante présentait un spectacle affreux : un hameau entier, sur la hauteur brûlait, des cadavres de paysans abattus à coups de feu parsemaient le sol. Dans le lointain des maisons de paysans brûlaient de tous côtés.

Les officiers déclarèrent à M. Van der Kelen que ces mesures de rigueur avaient été nécessitées par l'attitude de la population ; ils ajoutèrent que c'était le sort qui attendait la ville de Louvain si sa population faisait preuve d'hostilité et qu'il devait le faire savoir à ses administrés.

Peu après nous reçûmes à l'hôtel-de-ville un groupe d'officiers conduits par l'intendant en chef Behrens. Ils nous dictèrent le programme des réquisitions imposées à la ville pour les trois premiers jours. Ces réquisitions en nature étaient fort lourdes et dépassaient les ressources qu'offrait notre ville. Nous avisâmes aussitôt aux moyens d'y faire face.

Pendant les jours qui suivirent des otages furent pris et gardés à vue à l'hôtel-de-ville.

Tout en étant otage, je continuai à assurer le service des réquisitions. Ces premières journées ne furent marquées par aucun événement particulièrement grave.

La population, déjà impressionnée par le bruit des cruautés de Visé, Mouland, etc. était terrorisée par les récits des incendies et des

exécutions que rapportaient les habitants des villages voisins. Elle le fut bien plus encore lorsque des nouvelles précises arrivèrent d'Aerschot, confirmant les scènes de massacre et d'incendie que rien ne paraissait justifier. Aussi l'attitude de la population révélait-elle un sentiment de crainte profonde.

Un des premiers jours de l'occupation, des soldats cantonnés à l'hôtel de ville fracturèrent des vitrines du musée communal qui s'y trouve installé et enlevèrent d'anciennes pièces de monnaie et des médailles en or ; ils essayèrent de les donner en paiement d'achats dans plusieurs magasins de la ville ; c'est ainsi que nous en fûmes avertis.

Le samedi 22 arriva le major von Manteuffel qui m'annonça qu'il prendrait le commandement de la place quand ses troupes arriveraient à Louvain.

Ce jour là et le lendemain se passèrent sans incidents. Le lundi 24, me trouvant chez moi vers 1 heure, je reçus la visite de l'« attaché juridique » du commandant de place, qui m'avait dit exercer la profession d'avocat dans une petite ville allemande ; il était accompagné d'une troupe de soldats et me demanda les adresses des banquiers et agents de change de la ville parce qu'il devait aller prendre l'argent qui se trouvait dans leur caisse ; il s'agissait d'un emprunt. Je lui représentai que toutes nos banques et nos agents de change avaient un caractère exclusivement privé et qu'il allait commettre un acte de violence aussi injustifié que s'il fracturait mon propre coffre-fort. Il me répondit qu'il devait absolument se procurer de l'argent pour les besoins immédiats de l'armée, que toutefois il renonçait aux agents de change et se serait borné à lever les caisses de banque.

Dans le courant de l'après-midi il visita en effet, la Banque Nationale, où il ne trouva rien en caisse, la Banque de la Dyle où il découvrit quelques centaines de francs qu'il emportât et la Banque Populaire où il enleva environ 16.000 francs.

Au retour de son expédition et après qu'il eut établi le compte de sa prise, il vint auprès de moi à l'hôtel-de-ville me demandant de délivrer pour chacune des banques intéressées une attestation constatant qu'elles avaient dû fournir telle somme à l'armée allemande. Je compris qu'il voulait de la sorte placer ses agissements sous le couvert de l'administration communale et je lui déclarai que celle-ci n'estimait pas pouvoir intervenir dans une opération si manifestement contraire aux lois de la guerre et qui revêtait la forme d'un acte de pillage.

Il n'insista pas, les fonds ont été dans la suite, en 1915 et 1916 restitués aux banques qui avaient été victimes de ce prélèvement.

Le soir du même jour, vers 10 1/2 h., la police vint me prévenir que le bourgmestre était gardé à vue à la gare et se trouvait menacé par un officier d'être fusillé si endéans les deux heures une troupe de 250 hommes qui venait de débarquer n'avait reçu du manger chaud, des matelas et des couvertures. Je me rendis en hâte à la gare. Les habitants des rues voisines, la plupart en toilette de nuit s'empres-

aliments. Je représentai à l'officier qui était fort excité, qu'il était difficile de déferer à une heure aussi tardive à sa réquisition, et qu'il aurait mieux fait de passer par le commandant de place qui était mieux que nous en mesure de donner suite à sa demande. Il me déclara que si ces hommes n'avaient pas reçu dans le délai fixé les objets qu'il exigeait, il exécuterait sa menace.

Je me rendis à l'hôtel-de-ville, parvins à obtenir accès chez le commandant de la place et celui-ci donna tort à l'officier ; il m'assura qu'une patrouille irait donner l'ordre de libérer immédiatement le bourgmestre. Je retournai à la gare et en effet quelques minutes après, la patrouille envoyée par le commandant de place, après avoir fait une communication à l'officier, déclara au bourgmestre qu'il était libre.

Le lendemain, mardi 25, au début de l'après-midi, le major von Manteuffel prit le commandement de la place. Je passai à l'hôtel-de-ville l'après-midi et me rendis compte qu'il y régnait parmi les officiers de la commandature une agitation inaccoutumée. J'appris en quittant l'hôtel-de-ville, vers 7 heures du soir, que des troupes qui étaient arrivées dans la journée avaient brusquement quitté la ville et qu'un combat paraissait être en cours du côté de Malines aux environs de Bueken. Rentré chez moi, je reçus la visite d'un industriel louvaniste, M. Nijs, qui ayant appris que le commandant de la place avait vivement insisté auprès de moi pour avoir la disposition d'une automobile qu'il s'engageait au surplus à laisser à son propriétaire après son départ de Louvain, venait mettre à ma disposition son auto. Je le priai d'aller lui-même en prévenir le major von Manteuffel à l'hôtel-de-ville et lui remis à cette fin un mot d'introduction.

A 8 heures précises des coups de feu crépitèrent dans la rue. Ce fut bientôt une fusillade nourrie. Les ordres de la Kommandantur obligeaient de laisser ce jour là les portes ouvertes, les volets et stores levés, à éclairer toutes les fenêtres. L'heure la retraite était 8 heures. En présence du danger, je me rendis avec ma famille dans les sous-sols de mon habitation. Des attelages parcouraient la rue, les coups de feu se suivaient sans interruption. Une mitrailleuse dut être installée dans le voisinage, le bruit caractéristique de cet engin nous parvenait très clairement. Etant monté à l'étage pour tenter de me rendre compte de ce qui se passait en réalité, je vis la rue déserte aux abords immédiats de ma maison ; à cent mètres, l'incendie faisait rage, détruisant plusieurs maisons du bas côté de la place du Peuple. Je ne savais pas encore à ce moment ce qui se passait et croyais à un combat de rues entre les Allemands qui occupaient la ville et notre armée qui s'efforçait de la reprendre.

Peu de temps après, étant redescendu dans les caves auprès des miens, nous entendîmes une troupe armée s'arrêter devant ma porte. C'était en effet une vingtaine d'hommes escortant une auto militaire, où deux officiers m'invitèrent à monter. Ma femme m'y suivit. Nous fûmes conduits à l'hôtel de ville. Les officiers nous racontèrent que les troupes allemandes avaient été assaillies à divers points de la ville par des francs-tireurs. Pendant le court trajet, je constatai que des incendies étaient allumés de divers côtés. Dans les rues circulaient des soldats allemands ; des coups de feu isolés, portaient ça et là ; la

grand'place présentait l'aspect d'une fourmilière ; elle était remplie de soldats, certains tiraient dans la direction des maisons. A l'hôtel de ville, le major von Manteuffel me déclara que des francs-tireurs avaient attaqué l'armée allemande à Louvain, que des particuliers continuaient à tirer ; des représailles auraient lieu, j'étais otage et je devais prendre les mesures pour arrêter les attaques des francs-tireurs.

Il ajouta qu'un général qui était arrivé en ville avait essuyé des coups de feu. Il me mit aussitôt en présence de ce général, qui était, je pense, le général von Boehn. Celui-ci me tint un langage très dur. La ville était coupable, elle devait expier. Des mesures sévères étaient prises. En attendant les otages devaient immédiatement se répandre dans les rues et annoncer à la population que si un coup de feu était encore tiré, la ville serait rasée toute entière, elle aurait à payer une contribution de guerre de 20.000.000 francs et les otages seraient pendus.

Là dessus le général quitta l'hôtel-de-ville et je fus introduit dans la salle des otages. Outre Mgr. Coenraets, vice-recteur de l'Université et M. le juge Maes, qui étaient les otages désignés par le commandant de la place pour remplir ce rôle pendant 24 heures, ainsi que cela se pratiquait depuis trois ou quatre jours, j'y trouvai les personnes suivantes : le R. P. Parys, le docteur en médecine Meulemans et le pharmacien Deconinck, qui tous trois en leur qualité de membres d'une ambulance de la Croix-Rouge établie dans le couvent du P. Parys, s'étaient présentés peu avant huit heures à l'hôtel-de-ville pour obtenir, en vue de soins à donner aux blessés (que l'on disait devoir être amenés du combat de Bueken) l'autorisation de circuler en rue après l'heure de la retraite ; j'y trouvai enfin M. Nijs qui s'était présenté au major von Manteuffel pour mettre obligeamment son auto à sa disposition.

Ces quatre derniers ont été conduits en Allemagne et sont restés plusieurs mois prisonniers dans un camp. Le major von Manteuffel nous enjoignit à Mgr Coenraets, au R.P. Parys et à moi-même de faire en rue la proclamation ci-dessus dont la teneur avait été dictée par le général von Boehn.

Il nous accompagna, avec une escorte de soldats. La grand'place présentait à ce moment le même aspect mouvementé. La rue de la Station dans laquelle nous nous engageons ensuite, était presque déserte. Environ tous les cent pas notre troupe s'arrêtait et l'un des otages faisait dans le silence de la nuit la proclamation imposée. Nul habitant n'osait se montrer ; aucune vie ne semblait subsister dans les maisons ; toute la population de la rue était probablement terrée dans les caves. Dans la direction de la place du Peuple, l'incendie sévissait violemment ; un autre foyer se trouvait dans le bas de la ville, vers la caserne Saint-Martin. Je signalai au major von Manteuffel, après un trajet d'un demi kilomètre, que je devais croire à une méprise de la part des soldats, qu'il n'y avait eu des francs-tireurs que dans leur imagination, que nous venions de traverser le quart de la ville sans essuyer un coup de feu. Il me répondit que le général avait failli être atteint ; que de nombreux soldats étaient blessés. Ayant

fait une nouvelle proclamation devant la maison de M. le Baron Orban de Xivry ⁽¹⁾ celui-ci sortit de chez lui et se joignit à notre groupe. Je remarquai à ce moment les allures singulièrement excitées d'un officier allemand que j'appris plus tard être le Docteur Berghausen. A ce moment deux ou trois coups de feu se firent entendre à très grande distance, vers la gare. M. Berghausen me déclara que l'on distinguait très bien que c'étaient des armes belges qui tiraient ces coups de feu, le bruit étant très différent de celui des coups de feu allemands. Je lui dis que ma conviction profonde était que pas un civil n'avait tiré, mais que les soldats allemands devaient avoir commis une méprise regrettable.

Il me dit alors : « Je vais vous montrer un cadavre d'un des nôtres ». Nous étions arrivés au carrefour des rues de la Station, Léopold et Juste-Lipse ; il me conduisit vers l'entrée de la rue Léopold. Là se tenaient trois ou quatre cavaliers, descendus de cheval ; à terre était couché le cadavre d'un cavalier ; le docteur Berghausen le souleva puis le laissa retomber. Il se tourna alors vers les soldats de notre escorte et leur adressa une allocution enflammée qu'il termina en s'écriant : « Mes chers Laudsturm, vous saurez venger la mort de votre camarade ; dites-vous bien que la vie de ce soldat valait plus que celle de tous les habitants de cette ville, qu'elle valait plus que cette ville tout entière ». Puis, montrant la maison de M. David Fischbach formant l'angle des rues de la Station et Juste-Lipse : « C'est de là, dit-il, que l'on a tué ce soldat ». Il se précipita en avant dans la direction de cette maison, immédiatement suivi d'un soldat. Des vitres volèrent en éclats et brusquement des flammes jaillirent d'une fenêtre avec une rapidité que je ne puis encore m'expliquer.

Nous continuâmes notre route vers la gare ; en passant devant la porte d'entrée de l'immeuble David, je vis un vieux domestique dans l'embrasure ; le vestibule derrière lui était déjà plein de fumée, des soldats y pénétrèrent ; je ne vis pas la suite, mais quand nous repasserons un quart d'heure plus tard, l'hôtel sera devenu un brasier et les cadavres de M. David père, âgé de 82 ans, et celui de son fils seront couchés sur la voirie, achevés à coups de crosse, ainsi que l'a rapporté plus tard un témoin digne de foi.

Arrivés à l'extrémité de la rue de la Station près de la gare, nous nous arrê tâmes. Dans la dernière partie de la rue, des soldats avaient pénétré dans trois ou quatre maisons d'où, disait-on, des coups de feu avaient été tirés et qui étaient des repaires de francs-tireurs, (notamment chez M. Théodore Mertens, rentier et chez M. Stroobants, coiffeur). Les soldats revinrent de leur visite sans avoir rien trouvé ; M. Stroobants, notamment, n'en fut pas moins arrêté et envoyé comme prisonnier en Allemagne, où il resta plusieurs mois.

Nous nous tenions entre l'hôtel de l'Industrie, situé à gauche de la rue (face à la gare) et l'hôtel du Vieux Temps, situé en face. Le Dr. Berghausen me dit en montrant les fenêtres de l'étage de l'hôtel de l'Industrie : « De là aussi les francs-tireurs ont tiré sur nos sol-

(1) Président de la Croix-Rouge à Louvain.

« Mon regard ayant suivi le mouvement de sa main, je vis à une fenêtre deux soldats allemands, casque en tête. Le Dr. Berghausen les vit aussi : « Je veux dire, se reprit-il, que l'on a tiré de l'hôtel en face, sur nos pauvres blessés que nous avons installés dans celui-ci ».

Aucun coup de feu n'avait encore été tiré vers notre troupe pendant tout le trajet d'un kilomètre que nous avions mis plus d'une demi-heure à accomplir.

Nous retournâmes ensuite, par le même chemin vers l'hôtel-de-ville. Les soldats brisaient les devantures des magasins ; ils paraissaient fort excités ; certains criaient, brandissant le poing dans la figure des deux prêtres otages qui étaient avec nous, les qualifiant de « Hässliche Pfaffen » et leur imputant d'être les auteurs responsables de ce qui arrivait. Le major von Manteuffel intervint à diverses reprises pour les calmer. Arrivés devant la statue de Juste Lipse, nous aperçûmes les cadavres de MM. David, père et fils étendus sur le sol. A quelques mètres, rangés contre une façade, se tenait une famille de quatre ou cinq personnes ; le père était en bras de chemise et les femmes étaient sans chaussures. Quelques soldats armés venaient de se placer devant eux ; j'avais l'impression qu'ils allaient fusiller ces malheureux. von Manteuffel dut avoir la même idée, car il s'avança en disant : « Moi seul commande ici » et il fit conduire cette famille à l'hôtel de ville. Le père fut déporté en Allemagne où il resta plusieurs mois. C'était M. Vranken, cafetier, place de la Station.

Tout en continuant nos vaines proclamations, nous arrivâmes à la grand'place. Chemin faisant, nous avons constaté que de nouveaux brasiers avaient été allumés.

Rentrés à l'hôtel de ville, j'obtins de M. le major von Manteuffel une escorte pour reconduire chez moi ma femme ; un officier et quelques soldats nous accompagnèrent. Comme ma femme manifestait l'horreur que lui causaient ces scènes, l'officier lui répondit : « Oui, Madame, nos soldats sont un peu nerveux ce soir ».

Je retournai à l'hôtel-de-ville avec la même escorte et encore une fois je signale que pendant ce nouveau trajet de six cents mètres accompli dans ce quartier de la ville qui a été impitoyablement détruit comme un nid de francs-tireurs, aucun coup de feu ne fut tiré dans nos parages. Dans le lointain nous entendîmes quelques coups espacés.

Les incendies faisaient rage. Dans le courant de la nuit, du cabinet que j'occupais à l'hôtel-de-ville, je vis le ciel se remplir de feuilles de papier ourlées de feu, le vent en amena par une fenêtre ouverte ; certaines portaient de vieux textes dont l'impression restait lisible. C'était les débris des trésors de la Bibliothèque de l'Université.

A une heure que je ne puis préciser, le major von Manteuffel vint me trouver ; je lui demandai si le trajet de deux kilomètres que nous venions d'effectuer à travers un quartier prétendument occupé par les francs-tireurs sans essuyer un coup de feu, si les nombreuses visites domiciliaires faites au cours de ce trajet sans amener la découverte d'un fusil armé, ni d'un fusil, ne lui donnaient pas comme à moi la conviction qu'il ne peut être question des francs-tireurs, mais seule-

ment d'une méprise des soldats. Il me répondit que son Excellence (il visait le général von Boehn) lui avait donné des ordres et qu'il devait les exécuter. Il se contentait de hocher la tête devant mes explications et mes supplications d'épargner à la ville un sort plus cruel.

Il m'objecta toutefois que des soldats avaient été tués et blessés, que des chevaux aussi avaient été tués par les francs-tireurs.

Je lui fis aussitôt la proposition de faire procéder à l'autopsie des cadavres afin de tâcher de découvrir des balles ; ceci devait être une preuve décisive. Je développai ma demande et insistai pour qu'un médecin belge pût assister à ces autopsies.

Le major von Manteuffel après quelques instants d'hésitation me dit qu'il acceptait de faire ce que je lui demandais. Il se retira et je préparai des lettres à faire porter chez les médecins légistes de la ville pour les prier de participer aux autopsies.

Une heure après environ le major von Manteuffel revint dans mon cabinet : « C'est dommage, me dit-il, nous avons dû mettre le feu à une de ces belles maisons ici derrière l'église, parce que nos soldats y ont trouvé un dépôt de cartouches allemandes ».

Je compris dès lors, si l'on trouvait des balles allemandes dans les corps autopsiés, ce n'en seraient pas moins des belges qui auraient tiré les coups de feu. Je traduisis ma pensée en demandant à M. von Manteuffel : « Alors les autopsies seront inutiles ? » « Selbstverständlich » me fut-il répondu.

Je lui signalai toutefois qu'il serait du plus haut intérêt pour les allemands de découvrir des balles belges dans les corps de leurs soldats ; il n'attacha aucune attention à ma remarque, parla d'autre chose et il ne fut plus question d'autopsie entre nous.

Vers l'aube, me trouvant dans la salle commune des otages, nous aperçûmes des flammes courant sur la toiture de l'Eglise St-Pierre. La toiture fut bientôt tout entière embrasée. Plus tard un officier attaché à la commandantur vint nous dire que si nous voulions sauver les objets précieux contenus dans l'église, nous pouvions le faire. Tous conduits par des soldats, nous nous sommes rendus dans l'église dont la voûte résistait aux flammes et nous nous sommes mis en devoir de procéder au sauvetage des œuvres d'art. Je ne pus rester que quelques minutes dans l'église, le major von Manteuffel m'ayant fait appeler pour l'entretenir de mesures qu'il projetait contre la garde-civique. Il fit en effet, dans le courant de la matinée convoquer les membres de la garde-civique dans les locaux d'une caserne. La garde-civique avait été régulièrement licenciée et désarmée, avant l'entrée des Allemands. Tous ceux qui se présentèrent furent envoyés comme prisonniers en Allemagne. De même tous les hommes qui furent trouvés en rue furent capturés et envoyés en Allemagne.

Je pus, dans la matinée, circuler en ville accompagné de deux soldats. Dans le centre les maisons flambaient dans toutes les rues principales, dans un rayon de deux cents mètres déjà. Les façades écroulées en partie encombraient les voies d'un amoncellement de matériaux calcinés qui rendaient le passage presque impossible. Des maisons restées debout sortaient des soldats chargés de butin. De rares

habitants dont les traits révélaient l'épouvante, passaient au milieu de cet enfer, les bras levés. De nombreux soldats circulaient ivres. A ce moment ma maison était encore debout. J'obtins d'y entrer et constatai que ma famille l'avait abandonnée.

Le restaurateur qui nous avait apporté à l'hôtel de ville les repas des otages, fut tué chez lui avec sa fille dans le courant de la journée. Nous restâmes ainsi sans nourriture.

Le major von Manteuffel, que je vis à diverses reprises pendant la journée de mercredi, me déclarait à tel moment que la ville tout entière devait être rasée et bombardée ; à d'autres moments, il me disait que les représailles cesseraient.

Il me faisait l'effet d'avoir peu de volonté, d'être d'un caractère très faible, se laissant dominer par son entourage.

Pendant la nuit de mercredi à jeudi les abords immédiats de l'hôtel de ville furent la proie des flammes. L'atmosphère était devenue irrespirable, une poussière de suie planait et la chaleur dégagée par l'énorme brasier que formait tout le centre de la ville était intolérable. Vers le matin, un officier de la kommandantur me demanda s'il n'y avait pas moyen d'assurer le service de la distribution d'eau. Je lui fis observer que, des centaines de maisons étant détruites, il s'écoulerait sans doute par les conduites qui s'y trouvaient, plus d'eau que les machines n'auraient pu en produire. Il me dit que l'on allait essayer de combattre le feu. Je me rendis sur la place et je vis la pompe à vapeur de la ville. Un officier l'examinait et des soldats lui expliquaient qu'une troupe qui venait de passer, appartenant à la « Fuss artillerie » venait de détruire la pompe qui était hors d'usage. Je n'en tentai pas moins d'assurer le rétablissement du service des eaux. Accompagné d'une escorte armée, je me rendis au bureau de la compagnie d'exploitation. Celui-ci était délaissé et l'immeuble où il était établi commençait à flamber par la toiture. En passant devant ma maison, j'avais pu constater qu'elle était détruite. Je me rendis avec l'escorte au siège d'exploitation de la Compagnie des Eaux et donnai au personnel pour instructions de tâcher de rétablir le service.

Revenu à l'hôtel-de-ville, M. von Manteuffel me dit qu'il n'y aurait pas de bombardement et que les représailles allaient cesser. Il me donna l'ordre de conduire les soldats qui m'accompagnaient au domicile d'otages nouveaux dont il me remit la liste. Je parcourus avec les soldats la ville pendant une heure à la recherche des otages indiqués. J'en découvris après diverses courses vaines, deux qui recurent avis en arrivant à l'hôtel-de-ville que l'on n'avait plus besoin d'otages ; que la ville serait bombardée à 1 heure et que toute la population devait l'évacuer.

L'exode de la population commença aussitôt. Le « bombardement » se borna à quelques coups de canon qui furent successivement tirés à divers points de la périphérie de la ville et qui ne causèrent ne réalité que peu de dégâts.

Je restai jusqu'au lundi suivant à l'ambulance St-Thomas et, alors que tout était paisible dans cette ville terrorisée et presque entièrement vidée de sa population, des incendies nouveaux furent encore allumés

chaque jour. Les soldats continuaient à piller et à tirer des coups de feu.

Le vendredi 28 août, dans la soirée, furent amenés à l'ambulance St-Thomas une jeune femme d'Aerschot et son petit enfant blessés tous deux par des soldats allemands, qui venaient de tirer place de la Station sur le groupe dont faisaient partie ces deux malheureux. Ce groupe était formé d'habitants d'Aerschot qui, après un martyre de plusieurs jours, avaient été conduits à Louvain et relâchés. La pauvre femme dut, le soir même, subir l'amputation d'une jambe.

Je quittai Louvain le 31 août pour me mettre à la recherche de ma femme et de mes trois enfants. Je les retrouvai après une huitaine de jours à Liège. Ils avaient été expulsés de la maison le 26 vers 5 heures du matin, conduits à la gare et chargés dans un train à destination d'Allemagne.

A part une trentaine de Louvanistes qui parvinrent à descendre peu avant d'arriver à Liège et au nombre desquels se trouvaient les miens, tous les autres, hommes, femmes et enfants furent conduits en Allemagne et enfermés dans des camps.

Il résulte d'une déclaration qui me fut faite en 1915 par le Dr. Weinhold, sujet allemand, chef meunier aux Moulins Hungaria, que le jour du « bombardement » soit le 27 août, il s'était rendu à la kommandantur pour savoir si la rue de l'Ecluse, où il habitait était menacée. Le commandant de la place le renvoya à un officier d'artillerie qui se tenait sur la grand'place et qui se fit, sur un plan qu'il tenait à la main, indiquer par Weinhold l'emplacement de la rue visée. Il lui déclara ensuite que cette rue devait être détruite ainsi que toute la partie de la ville hachurée sur le plan. Cette partie comprenait tout le secteur formé par les rues de Tirlemont, de Malines et les boulevards joignant les portes de Malines et de Tirlemont, soit environ la moitié de la ville. Weinhold s'inquiéta si les moulins Hungaria, compris dans ce secteur devaient également être détruits. La réponse fut affirmative et sur la remarque faite par Weinhold que cette usine contenait des quantités de grains et de farine qui seraient précieuses pour l'armée allemande, l'officier répliqua qu'il devait exécuter ponctuellement les ordres reçus.

Après lecture, persiste et signe.

(s) Em. Schmit.

3° *Déposition assermentée du baron Orban de Nivry, Alfred, né à Louvain, le 7 décembre 1857, avocat, sénateur du Luxembourg, domicilié à Laroche (province de Luxembourg), résidant à Louvain, 84, avenue des Alliés :*

Je réside à Louvain depuis le début de la guerre et ai été témoin des événements qui s'y sont déroulés.

Ayant assisté le 4 août 1914, à la séance des Chambres législatives réunies, au cours de laquelle le Roi nous fit part de l'ultimatum que lui avait adressé l'Empereur allemand et de la réponse que notre

Souverain y avait donnée, je me trouvais dans l'impossibilité de rentrer à Laroche, lieu de mon domicile, parce que les communications par voie ferrée étaient coupées et que j'avais mis, depuis le samedi 1^{er} août mes automobiles à la disposition de l'autorité militaire.

Dès le surlendemain, j'eus des officiers de nos amis à loger et mon activité fut d'autant plus absorbée à Louvain que le jeudi 6 août les dirigeants du Sous-Comité louvaniste de la Croix-Rouge, dont j'étais l'un des plus anciens membres honoraires, me prièrent d'assurer la responsabilité de son fonctionnement en l'absence du président aujourd'hui décédé, et qui était retenu au bord de la mer par de sérieux motifs de famille.

J'acceptai et peu de jours plus tard, je devenais effectivement le président de cet organisme représentant pour Louvain et la plupart de ses cantons l'Association officielle de la Croix-Rouge de Belgique. A côté de cet organisme deux ambulances avaient été agréées par le Comité directeur : celle de l'Institut Léon XIII et celle du docteur Debaisieux.

Nous établîmes des ambulances au Collège de la Très Sainte Trinité (dont nous transportâmes bientôt les malades et blessés à la Gilde des Métiers et Négoces, rue des Récollets), à l'Ecole de l'Enfant Jésus rue des Joyeuses-Entrées, aux Sœurs Maricoles, rue du Bériot.

Notre Comité avait encore à sa disposition :

En ville : Les ambulances des Minimes, de l'Institut Paridaens, du Collège Universitaire de Juste-Lipse, du Prolétaire, et celles préparées dans leurs maisons par Mme Gillet et le professeur Frateur.

Hors ville : Les ambulances des Sœurs missionnaires de Notre Dame d'Afrique à Herent (qui ont eu plus de cent blessés), des Sœurs Dominicaines de Terbanck, des Sœurs de Charité à Berthem, des Sœurs de St-Joseph de Calasance à Léau, dépendaient de notre association qui avait encore sous sa juridiction les hôpitaux et ambulances de Diest et d'Aerschot.

Tous les établissements où se trouvaient des blessés belges, furent évacués le 18 août, lors de la retraite de notre armée. Le colonel Frère, médecin en chef de l'hôpital militaire de Louvain, me fit, personnellement en ma qualité de président de la Croix-Rouge, la remise de cet établissement. Nous en assurâmes dès lors le service jusqu'au 17 janvier 1915, jour où l'autorité occupante nous l'enleva.

Le lendemain 19 août vers 2 3/4 heures de l'après-midi, le premier groupe allemand arriva devant l'hôpital militaire. Le lieutenant qui le commandait apercevant le drapeau de Croix-Rouge à côté du drapeau national et me voyant seul, le brassard au bras, devant la porte de l'hôpital rue de Tirlemont, me salua très poliment. C'était notre première rencontre avec l'envahisseur, en dehors des blessés que nous avions déjà à soigner. Peu après, arrivait un médecin militaire allemand qui se déclara inspecteur du service de santé et se désigna comme étant le docteur Bricht. Il se montra fort courtois et parut reconnaissant des soins donnés aux blessés allemands dont

certains étaient à l'hôpital depuis 8 jours. Dans l'après-midi, la soirée et la nuit du 19, nous arrivèrent de très nombreux blessés.

Au cours de cette nuit la libération de deux colonnes d'ambulance de notre armée fut obtenue. Ces formations, commandées l'une par le Dr. Deneef et l'autre par le Dr. Quinet avaient été faites prisonnières à Lubbeek et à Waenrode. Les médecins et pharmaciens les composant aidèrent les médecins de la Croix-Rouge : (Docteurs Wouters, Dumont, Ausloos et Aerts, fils) dans les soins qu'ils prodiguèrent nuit et jour aux blessés. Dans cette même nuit du 19 au 20 août nous entendîmes de chez moi des coups violents rue Léopold, et le matin nous apprîmes que les Allemands avaient pénétré par effraction dans plusieurs maisons ; entre autres celle du professeur Van Gehuchten, une des célébrités médicales les plus connues.

Le 20 août, un médecin militaire, qui déclara s'appeler le professeur Rumpel de Berlin, vint approuver les efforts faits par nous pour soulager les blessés des deux partis et dont le nombre, tant à l'hôpital militaire qu'à la caserne située en face, que j'avais transformée en ambulance, dépassait ce jour le chiffre de quatre cents.

Le 22 août, nouvelle visite d'un inspecteur général de l'armée Dr. Tenzler et le 24 août nous eûmes celle d'un inspecteur de la Croix-Rouge qualifié d'Excellence par sa suite ; je crois que c'était un comte ou un prince de Salm-Salm.

Nos rapports avec l'armée d'occupation étaient froidement corrects de notre part comme ceux du reste, qui s'étaient forcément établis entre les médecins et les infirmières et infirmiers dans les hôpitaux et ambulances. Quant à la population de Louvain, je fus, à plusieurs reprises peiné de voir la soumission, j'allais dire l'empressement avec laquelle elle répondait dans la terreur à toutes les exigences de l'envahisseur. J'ajouterai que la population, désarmée déjà avant l'entrée de celui-ci, avait été mise en demeure dans les trois premiers jours de l'arrivée de l'armée allemande, de livrer tout ce qui pouvait rester d'armes. Rien ne pouvait donc faire prévoir les terribles événements qui allaient se passer. Le lundi 24 août vers 8 1/2 heures du soir, environ, les agents de police vinrent nous dire que le bourgmestre, retenu près de la gare, pourrait être en danger si la population ne fournissait pas immédiatement des vivres et deux cents matelas. Je leur fis remettre deux matelas appartenant à ma fille, la comtesse Ruffo di Calabria habitant à côté de ma demeure, et trois pris dans mon mobilier.

A peine avions-nous, pour sauvegarder la vie de notre premier magistrat, délivré ces matelas, qu'arriva chez nous l'officier qui était venu dans l'après-midi réquisitionner chez ma fille du logement pour trois officiers et chez moi pour huit autres ainsi que pour onze soldats ; il s'informa de ce que nous avions fait, paraissant craindre que ses camarades et lui n'eussent plus de lits confortables et nous blâma d'avoir donné des matelas.

Il demanda alors à nous parler en particulier, à la Baronne Orban de Xivry et à moi. A peine introduit dans mon bureau, il m'interrogea, sur la présence de troupes françaises en Belgique, avant l'entrée de l'armée allemande. Je lui affirmai qu'aucun soldat français

n'avait passé nos frontières antérieurement à la séance tenue par le Parlement le 4 août, et je lui dis tenir ce renseignement de la bouche même du Baron Charles de Broqueville, président du Conseil des Ministres et de M. Davignon, Ministre des Affaires Etrangères, que j'avais vu au Sénat après la séance plénière. Il prétendit que notre neutralité avait cependant été violée par le fait que des avions français auraient passé au dessus de notre territoire pour aller jeter des bombes sur Nuremberg. (Je crois bien qu'il s'agit de cette ville). Il déplora l'obstination des Belges à refuser à l'armée allemande le passage demandé et se plaçant surtout au point de vue de son intérêt personnel, il témoigna de ses regrets d'être empêché de continuer à faire des affaires chez nous et en particulier de participer, comme il avait compté de faire, à une adjudication pour des fournitures demandées par notre administration des chemins de fer. Il ajouta avoir vu, avec émotion, peu de jours avant, en gare de Pepinster, des exemplaires du cahier des charges qu'il avait étudié pour des soumissions à déposer le 5 septembre. Il ne comprenait pas que l'honneur nous commandait l'attitude qui a été celle du Roi, du Gouvernement et du Parlement, auxquels la nation entière s'est unie. Il insista sur les indemnités qui nous étaient assurées par l'empire allemand au cas où nous aurions accueilli la demande de celui-ci.

Revenant alors à la réquisition des matelas, il nous la déclara nécessaire pour donner du repos à la gare aux techniciens chargés de remettre en état les voies. Il se plaignit de ce que le bourgmestre ne voulut pas leur rendre l'eau indispensable aux locomotives et faire établir la signalisation. Je lui fis observer que le malheureux bourgmestre était dans l'impossibilité d'arriver au résultat exigé par eux puisque dès l'entrée des Allemands, le personnel technique et administratif des chemins de fer avait quitté la ville de Louvain. Il expliqua la vivacité de son chef en disant que celui-ci était affolé à la pensée des conséquences que pourrait avoir, pour lui personnellement l'échec des tentatives faites pour assurer la circulation des trains ; il en est fou, ajoutait-il. Il m'annonça que dès que cette circulation serait établie, il viendrait avec ses camarades prendre possession de leur logement chez ma fille et chez moi. Il prit alors dans mon bureau un feuillet de papier portant l'entête du Sénat de Belgique et y inscrivit son nom et son adresse : « Lieutenant de Réserve Langkau, Zwingelstrasse, 40 à Berlin ». Puis se levant il insista de nouveau sur la faute commise par ceux qui avaient ainsi mis hors de service la gare de Louvain et sur les difficultés que cet événement leur créait à eux Allemands.

Je tiens à dire que ces mesures qui semblent avoir arrêté plusieurs jours durant, le passage des trains militaires avaient été prises sur les ordres formels du lieutenant colonel Wielemans, commandant de Place de Louvain. Cet officier n'a quitté Louvain que le mercredi 19 août à 1 heure 30 de l'après-midi, après avoir fait évacuer par chemin de fer tous les approvisionnements militaires, toutes les armes et tous les moyens de transport de l'armée, et après s'être assuré que ses prescriptions relatives aux voies et à la conduite amenant l'eau à la gare avaient été ponctuellement exécutées.

J'eus de la bouche du lieutenant Langkau un hommage non suspect et involontairement rendu à la conduite du dernier officier de notre armée resté en notre ville.

En sortant de chez moi, le lieutenant allemand me conseilla encore de réclamer mes matelas, pour la raison que, ma maison étant située à proximité de la gare, j'étais assuré d'avoir encore des militaires à loger.

Je ne devais plus le revoir, et je les attendis vainement, lui et ses compagnons, toute la nuit durant. Le lendemain j'appris que la circulation des trains venait d'être rétablie.

Ayant été informé que mes matelas étaient placés dans une salle de bal au bout de la rue de Diest, je suivis le conseil du lieutenant Langkau et je fis, vers 2 heures de l'après-midi, porter ma réclamation au commandant du bataillon de Landsturm N° 30 (Neuss am Rhein) qui dînait à l'hôtel de l'Industrie place de la Station. Il m'envoya un feldwebel pour me faire restituer les dits matelas.

Je partis avec cet homme à la recherche de mes objets de couchage ; en route, j'eus l'occasion de constater que cet Allemand parlait bien le français. Je lui en fis l'observation et il me dit habiter Paris depuis longtemps et ne plus même être retourné à Berlin depuis des années. Il ajouta qu'il n'avait pu rejoindre en temps voulu l'unité à laquelle il appartenait, ce qui avait amené son affectation au bataillon de Neuss. Il déplora la guerre et insista sur les cruautés que les Belges, disait-il, avait commises envers les soldats allemands. Comme je les contestais, il m'affirma *avoir vu personnellement*, près d'un pont à Ensival, faubourg de Verviers, deux soldats allemands auxquels des femmes de la localité avaient crevé les yeux, crime qui avait eu pour conséquences de sérieux châtiments.

Comme ce feldwebel avait été fort courtois et avait fait délivrer à mon domestique mes cinq matelas, je lui demandai son nom. Il se refusa à me le donner, déclarant toutefois qu'il viendrait me voir après la guerre et se ferait connaître alors.

Je revis cet homme en octobre ici et puis à la fin du même mois à Malines, mais il chercha à m'éviter. J'ai en effet, appris par une enquête, que j'ai faite quelques mois plus tard à Ensival même, que personne n'y avait jamais entendu parler de soldats auxquels les yeux auraient été crevés et que l'invasion n'avait nulle part été plus paisible qu'en cette localité, où il n'y eut ni exécutions, ni pillage, ni incendie. Depuis, j'ai connu le nom du feldwebel parce qu'il s'informa un jour si j'étais le baron Orban de Xivry, tué à Courtrai par un obus que l'artillerie allemande lança vers un avion anglais (un de ces obus retombant fit explosion et tua mon cousin germain, conseiller à la Cour d'Appel de Liège, sa femme, leur fille et arracha la jambe à leur fils âgé de treize ans). Cette curiosité du feldwebel que j'avais vu le 25 août 1914 me vaut de savoir qu'il s'agissait du lieutenant Raoul Schmieles demeurant à Paris, rue Ordener, 69, chargé de la délivrance des passeports à Meerle et Minderhout, canton d'Hoogstraten.

J'entrai à l'Hôtel de l'Industrie pour remercier le major ou colonel de la restitution des matelas. Tandis que je m'acquittais de ce devoir,

un officier assis à ses côtés me dit être le médecin chargé du service de la garnison. Il me demanda de prendre heure pour faire ensemble la visite de l'hôpital militaire et de nos ambulances. Nous nous donnâmes rendez-vous chez moi pour 4 heures, heure belge. Je rentrai et j'appris qu'à peine le feldwebel et moi avions eu le dos tourné, des sous-officiers avaient repris les matelas et chassé mon domestique, qui voulait les enlever ; je ne rentrai donc pas en leur possession.

L'oberstabartz Georges Berghausen, titre et nom que m'avait donné mon interlocuteur de l'après-midi, n'étant pas venu chez moi à quatre heures dix, je partis pour les hôpitaux et le rencontrai près du théâtre. Il me força à prendre place dans son auto et nous fûmes visiter l'ambulance de l'Enfant Jésus (rue des Joyeuses Entrées) où il y avait une trentaine de blessés belges et autant d'allemands.

Le Docteur Berghausen se montra très compatissant envers les blessés et particulièrement à l'égard de ceux appartenant à notre armée et témoigna d'une grande reconnaissance aux dames infirmières qu'il félicita vivement, déclarant que sur le terrain de la charité il n'y avait pas d'ennemis.

Au moment où nous sortions de l'ambulance, nous nous trouvâmes en face d'un autre médecin qui me parut être le supérieur du Dr. Berghausen et déclara se nommer Tenzer ou Tenzler. Nous recommençâmes tous ensemble la visite des diverses salles. En sortant, ces médecins, qui revenaient du champ de bataille aux environs de Campenhout, me signalèrent combien le transport des blessés se faisait défectueusement dans les hôpitaux de Louvain. Ils se plaignirent de ce que certains malheureux devaient subir un second transport, lorsqu'ils arrivaient dans un service ne possédant pas les appareils indispensables au traitement des blessures dont ils étaient atteints.

Je fis sur le tableau imprimé indiquant nos diverses ambulances l'indication de nos hôpitaux où les blessures de ventre, de la tête, de la poitrine seraient le mieux traitées. Je portai moi-même quatre exemplaires de ce tableau à l'hôtel de ville pour les remettre au Commandant de place. J'étais accompagné du brancardier Smeesters (envoyé le lendemain comme prisonnier civil en Allemagne). Je fus introduit auprès du Commandant qui me reçut avec de grands éclats de voix. Je le priai de mettre à la porte de Malines une garde laquelle serait chargée d'aider nos ambulanciers, qui, sous la direction de M. Smeesters ferait un triage parmi les blessés pour diriger chacun d'entre eux vers celle de nos ambulances la plus appropriée au traitement de sa blessure.

Ce commandant, que je sus le lendemain être le major von Mantuffel me dit ne pas disposer d'hommes pour établir ce poste et ajouta que les blessés ramenés jusqu'en ville pouvaient déjà s'estimer heureux de ne pas être resté sur le champ de bataille, comme il y en avait tant dans toutes les guerres. Comme cette réponse était faite sur un ton déplaisant, je lui fis remarquer que notre service d'ambulance étant établi derrière les lignes allemandes, la mesure que je lui proposais devait presque exclusivement profiter aux blessés de sa nationalité mais qu'en lui offrant les services de mes vaillants infirmiers et brancardiers, je n'obéissais qu'aux règles de la Croix-Rouge dont

les membres ne connaissent ni amis ni ennemis et ne voyent que des malheureux. Cette réflexion radoucit l'officier qui me remercia vivement en me tendant la main.

Nous nous retirâmes et je m'abstins d'envoyer au Mont-César l'équipe de brancardiers qui s'était spontanément offerte à s'y rendre ; après une dernière visite aux ambulances je rentrai chez moi à sept heures. C'était le mardi 25 août 1914. Exactement à huit heures une fusillade éclata tout autour de la rue de la Station dominée par le roulement saccadé d'une mitrailleuse. Il est tombé des balles sur la façade postérieure de ma maison, balles venant donc de la rue Léopold.

Environ cinq quarts d'heure ou une heure et demie après le début de ce terrifiant concert, qu'accompagnait le rayonnement d'incendies allumés Place du Peuple, nous perçûmes des roulements de tambour dans la nuit devenue plus calme. Bientôt nous entendîmes qu'une proclamation était faite dans la rue. J'ouvris ma porte et me trouvai en face du Commandant de Place que j'avais vu trois heures et demie auparavant. Il marchait, le revolver au poing, entouré d'officiers et de soldats. Au milieu d'eux se trouvaient Monseigneur Coenraets, vice-recteur de l'Université, M. l'Echevin Schmit, faisant fonction de bourgmestre pendant la maladie du titulaire M. Collins, et le Révérend Père Parys de l'ordre de St-Dominique.

Le Major me dit : « Herr Präsident, komen sie mit uns ». J'obéis mais le cortège s'arrêta pour permettre à la Baronne Orban de Xivry et au Comte Ruffo di Calabria, mon gendre, de donner de l'eau à boire au Père Parys qui avait grand soif et à plusieurs officiers allemands forts désireux de se désaltérer. L'un d'eux, même, grand balafre, reprit sa place dans le cortège en brandissant son verre à eau vide qu'il confondait, sans doute avec son revolver. Mon gendre le lui déclama, il avait donc perdu son sangfroid.

La Place du Peuple brûlait derrière nous et des lueurs d'incendie apparaissaient dans divers quartiers de la ville ; la fusillade ne crépitait plus qu'à de rares intervalles, dans le lointain.

J'appris que la sortie de ce lugubre cortège avait pour but de proclamer que « si un seul coup de feu était encore tiré, les otages seraient fusillés, la ville frappée d'un impôt de guerre de vingt millions et détruite par le bombardement et l'incendie ». Elle avait été imposée à l'échevin, à l'hôtel de ville, qui avait été contraint d'y souscrire pour éviter des représailles contre le conseil communal et le clergé accusés d'avoir fomenté une sédition.

Le Père Parys avait fait cette proclamation à diverses reprises, il était épuisé et déjà M. l'échevin Schmit, fort fatigué lui-même avait dû renoncer à renouveler celle qu'il avait criée au début. A leur demande à tous deux, je les remplaçai pour le texte français. A peine avais-je, à l'angle de la maison De Saeger qui faisait face à la statue de Juste-Lipse, fini de répéter ce qu'avait clamé en flamand, le Père Parys, je vis surgir devant nous le médecin qui avait été si correct l'après-midi à l'ambulance de l'Enfant-Jésus. Il nous conduisit devant le cadavre d'un hussard allemand qui gisait derrière la statue de Juste-Lipse et nous affirma, en français et en termes véhéments, que cet

homme avait été tué par un coup de feu tiré de la maison voisine appartenant à mon cousin M. David-Fischbach, et ensuite il nous déclara « *que la vie d'un soldat allemand valait plus que celles de toute la population de Louvain* ». Il se tourna vers les soldats et s'adressant à eux en les qualifiant de « Landsturm » il leur répéta en allemand ces mêmes propos.

A ce moment, j'étais pris à partie par un autre officier qui me montrait le cadavre comme étant la preuve de la perfidie de mes concitoyens. Je lui répondis qu'avant d'accuser qui que ce soit de cette mort, il faudrait faire l'autopsie du soldat pour vérifier s'il avait été tué par un belge, car il me semblait, à moi, infiniment probable qu'il avait été atteint par une des nombreuses balles allemandes dont nous entendions le sifflement depuis 8 heures. Pour toute réponse, cet officier me traita avec tant de violence, le revolver sur la tempe, que le commandant de Place, dont j'ignorais encore le nom, se jeta sur lui pour me protéger.

Pendant cet incident, qui m'avait un peu éloigné du groupe composé du médecin et des trois autres louvanistes, il paraît que le Dr. Berghausen excitait ses hommes et avait avec le père Parys une violente altercation, chose que je n'appris avec précision que plusieurs semaines après.

Je remarquai qu'un soldat allemand se tenait près de l'hôtel David et jetait, par la deuxième fenêtre, dans le salon, un produit qui alluma aussitôt un incendie violent. Je fis remarquer aux officiers que cette demeure contenait des tableaux et des œuvres d'art d'un fort grand prix ; je signalai que M. David était un vieillard inoffensif, que rien ne permettait d'accuser d'un acte d'hostilité envers les troupes allemandes. Rien n'y fit ; je fus entraîné vers la Station et bientôt rejoint par mes trois compagnons d'infortune. A ce moment, le vieux cocher Joseph Van der Moste, sortait de l'hôtel David ; je vis le danger que lui faisait courir l'excitation des soldats allemands auxquels je criai en allemand qu'il n'était que le domestique. Au lieu de s'échapper, M. Van der Moste rentra dans la maison, sans doute pour sauver son maître et y trouva la mort.

Son cadavre fût retrouvé le lundi 7 septembre par le père Claes et l'architecte Speder.

Nous fûmes conduits vers la gare et nous dûmes faire encore deux ou trois proclamations. Celles-ci ne nous avaient pas apparu, à l'échevin Schmit, au Père Parys et à moi, comme une reconnaissance que les Louvanistes auraient tiré. Nous avions la certitude absolue que les civils n'avaient pas attaqué les Allemands mais, en même temps, nous avions l'appréhension que ceux d'entre eux qui auraient dissimulé des armes (et j'ajoute, sous la foi du serment que je n'ai connu et qu'en ce moment je ne connais pas un seul cas de l'espèce) se laisseraient aller à s'en servir, soit pour défendre leurs vies et celles des leurs, soit poussés par la rage et le désespoir que devaient provoquer ces incendies, et cette fusillade. Avant leur sortie de l'hôtel de ville, les Allemands avaient représenté à M. l'échevin Schmit (il me le raconta plus tard) les prêtres et les autorités civiles comme se trouvant à la tête d'une sédition organisée contre leurs troupes. Notre refus

de nous prêter aux proclamations aurait donné un corps à cette imputation injuste et nous prémunissions nos concitoyens contre les entraînements excusables, certes, dans les circonstances tragiques d'alors, mais dont les conséquences auraient été bien plus graves encore pour la ville.

Arrivés à la gare, nous apprîmes que le coiffeur Stroobants était accusé d'avoir tiré et nous obtînmes que sa maison fut visitée pendant qu'il était gardé près de nous. Le Dr. Berghausen, qui nous avait abandonné, depuis la maison David, nous rejoignit alors ; il était beaucoup plus calme, et il se chargea de faire la perquisition en compagnie d'un sous-officier. Il revint déclarer au Commandant de Place qu'il n'avait rien trouvé de suspect. Stroobants fut relâché mais dès que notre cortège repartit, il fut arrêté, conduit à la gare et déporté le lendemain en Allemagne où il passa environ cinq mois.

Une visite, sans résultats, fut faite aussi à l'hôtel du Vieux-Temps, place de la Gare, hôtel encore intact en ce moment, tandis que celui de l'Industrie, à l'autre angle de la rue et de la Place de la Station flambait déjà ; néanmoins l'hôtel du Vieux-Temps fut incendié lui aussi un peu plus tard.

Nous reprîmes, par la rue de la Station, le chemin de la Grand'Place. Nous avions dépassé de dix mètres la statue de Juste-Lipse, quand nous aperçûmes le cadavre d'un civil entre le petit Square entourant ce monument et la confiserie De Saeger. Je reconnus mon cousin, M. Hubert David-Fischbach, qui venait, sans doute, de quitter son hôtel en flammes et avait été assassiné sur place. Son cadavre ne portait aucune trace apparente de blessure, tandis que celui de son fils Léon, étendu 15 mètres plus loin, avait la partie droite du crâne ouverte. Le père était âgé de 82 ans et le fils de 42.

Saisi d'une profonde émotion, je ne pus m'empêcher de rappeler au Major, commandant de place, que le défunt était l'oncle à la mode de Bretagne de la Baronne von Mirbach dont le mari est l'un des chambellans les plus en vue de l'entourage de l'Impératrice allemande. Le Major parut contrarié, mais ne trouva d'autre réponse que celle donnée toujours dans ces circonstances cruelles : « Das ist traurig, aber Krieg ». (C'est triste mais c'est la guerre.)

Nous passâmes à travers la Grand'Place pour nous engager dans la rue de Malines où un jeune officier de cavalerie vint montrer au Commandant une blessure en forme de demi-lune, que lui avait faite au nez un projectile ; il s'en prit à moi, ce qui lui valut une vive protestation du major. Mais après cet incident, le commandant nous fit revenir vers la Grand'Place. Pendant toute cette promenade, comme depuis le début de la fusillade, je n'entendis d'autres détonations que celles d'armes de guerre. Vieux chasseur, j'aurais certes reconnu des coups de fusil de chasse ou d'autres armes dont la déflagration produit une impression toujours autre que celle des fusils de troupe ou des mitrailleuses. Pas plus pendant cette promenade que plus tard nous ne vîmes aucun civil, sinon les malheureux habitants terrifiés que les militaires allemands arrachaient à leurs maisons ou qui en étaient chassés par le feu.

Nous revînmes donc vers l'hôtel de ville où le commandant fit entrer Mgr. Coenraets, M. Schmit et le Père Parys ; se retournant vers moi, il me dit : « Herr Präsident, Sie sind frei ». (M. le Président vous êtes libre.)

Je me trouvai seul sur la Grand'Place dont la partie à ma gauche, entre la rue de Bruxelles et la rue Courte, était occupée par des troupes allemandes. L'incendie s'étendait de toutes parts, mais il n'atteignait pas encore l'église St-Pierre. Je fis quelques pas, j'entendis des coups de feu et j'eus l'impression que je n'arriverais pas vivant chez moi. Cette impression dut être partagée par d'autres, car le commandant me cria de m'arrêter et le Dr. Berghausen me fit revenir contre l'escalier de bois donnant alors, accès à l'hôtel de ville et m'annonça qu'il allait lui-même me reconduire chez moi. Il le fit peu après avec beaucoup de politesse.

Chemin faisant, je lui expliquai la situation du père Parys, arrêté dans le cabinet du Commandant de la Place à l'hôtel-de-ville en même temps que le docteur Meulemans et le pharmacien De Coninck (qui ont le lendemain tous deux été déportés en Allemagne où ils sont restés pendant cinq mois environ).

Ces messieurs étaient venus demander des passeports pour le service de l'ambulance ouverte par les Dominicains, sous la direction du Père Parys, dans leur couvent de la rue Juste-Lipse. Le Dr. me promit d'aller visiter cette ambulance, ce qu'il fit en effet ; il affirma aux religieux qu'il ramènerait le Père Parys vivant. Il tint sa parole le lendemain mercredi 26 août vers le soir.

En me quittant devant ma porte, le docteur Berghausen me laissa une sentinelle qui empêcha à diverses reprises, au cours de la nuit, les soldats de mettre le feu à ma maison.

Cette sentinelle qui était l'ordonnance du médecin militaire s'appelait Otto Dalheim, peintre décorateur à Neuss am Rhein Druzusstrasse, 24. Vers 5 heures du matin, le docteur Berghausen revint chez moi et nous dit qu'il nous autorisait à établir une ambulance chez ma fille et chez moi ; il annonça son intention de nous amener des blessés et ajouta, qu'outre la certitude qu'il avait de les voir bien soignés, il avait ainsi l'espoir que nos habitations seraient préservées.

Parmi la centaine de personnes accourues, soit par les rues soit surtout en escaladant les murs des jardins et réfugiées dans notre demeure pendant ces heures terribles, se trouvaient des dames qui eurent la complaisance de confectionner de suite deux drapeaux de la Croix-Rouge ; pendant ce temps, nous improvisons une ambulance dans les salons du rez-de-chaussée en y descendant des lits ou des ressorts avec des matelas. A peine les drapeaux flottaient-ils à nos façades que le docteur Berghausen apparaissait de nouveau pour nous annoncer que l'ordre de brûler et de bombarder la ville était arrivé. Il ne pouvait plus nous confier de blessés. Il ajouta qu'il allait nous faire prisonniers : « Le commandant de place, Major von Manteuffel, dit-il, (et c'est ainsi que j'appris le nom de ce personnage), désire éviter que le Président de la Croix-Rouge ne soit tué ou brûlé ». Le médecin nous donna un quart d'heure pour faire nos préparatifs de départ.

C'est pendant ce délai que je vis un officier allemand faisant enfoncer par un soldat à coups de crosse la vitrine du magasin enseigné « A l'ours blanc » situé à peu près en face de la maison de ma fille. Quand cela fut fait il choisit parmi les fourrures mises à l'étalage une garniture d'apparence luxueuse et en chargea le soldat.

Au retour du Dr. Berghausen, je lui exposai mon devoir de rester à Louvain pour le service des ambulances de la Croix-Rouge. Mais il m'affirma qu'elles seraient respectées ; il ajouta qu'elles possédaient un personnel hospitalier suffisant pour assurer le service des malades. Comme j'insistais, il coupa court à l'entretien en me déclarant que je n'avais pas à discuter puisque j'étais prisonnier. C'est ainsi que, le mercredi 26 août 1914, vers 8 heures du matin environ, le Dr. Berghausen nous fit ranger devant la maison, en exigeant ma parole d'honneur que notre groupe ne contiendrait que mes proches et mes domestiques. Il autorisa M. André Peltzer, lequel avait été recueilli dans notre maison la veille au soir, de s'adjoindre à nous. Nous attendîmes le retour des landsturm qui avaient été envoyés ou autorisés à aller prendre des caisses de cigares dans les magasins voisins menacés déjà par le feu.

En première ligne de notre groupe étaient placés un infirmier et sept infirmières de nationalité hollandaise, venant à pied de Bruxelles et qui passant devant chez moi au moment où quelqu'un hissait au balcon le drapeau de la Croix-Rouge, s'y étaient réfugiés. Nous montrant ces vaillants Néerlandais, renvoyés dans leur pays, le médecin allemand nous dit « voyez combien vous Belges, vous avez eu tort de ne pas vous conduire comme les Hollandais, qui nous ont laissé passer par un coin de leur territoire. Si vous l'aviez fait, nous serions des amis comme nous le sommes avec vos voisins ».

Après les Hollandais, le Docteur plaça un étudiant sujet Ottoman, M. Georges Hasboun, que nous avions recueilli chez nous, puis mon gendre le comte Ruffo di Calabria, notre fille et notre fillette, âgée de 2 ans et 11 mois, tous trois sujets italiens ; puis, M. André Peltzer, porteur d'un laissez-passer d'un général allemand, enfin ma femme et moi-même ainsi que nos domestiques. Notre cortège s'accrut encore de Mme Michel, notre voisine, de ses filles, de sa servante, de Mlle Dorslaer et de quelques personnes recueillies en route, je crois, par le médecin.

A ce moment l'échevin Schmit escorté d'allemands vint chez mon voisin, M. Verstraeten, Major commandant la garde civique. Je m'approchai de lui, mais je fus aussitôt ramené dans le groupe des prisonniers par un sous-officier.

Tandis que nous attendions, rangés sur le trottoir, le feu dévorait les maisons vers la gare, à moins de cinquante mètres de ma maison.

Notre groupe, escorté par des soldats de la landsturm qui transportaient presque tous de hautes piles de boîtes de cigares, fut conduit par le Dr. Berghausen, par la rue Juste-Lipse et la rue Marie-Thérèse vers la gare. A l'extrémité de la rue Marie-Thérèse, nous dûmes franchir une tranchée dans laquelle étaient placés un groupe de soldats. Au delà de cette sorte de barricade de pavés amoncelés, la corniche

d'une maison en flammes s'effondra et faillit nous atteindre. Arrivés à l'intérieur de la gare, nous nous trouvâmes en face d'un officier supérieur portant l'uniforme des hussards, auquel le docteur Berg-hausen demanda l'autorisation de nous faire prendre un train en partance vers l'Allemagne. Cet officier s'y refusa d'abord et sur les instances du médecin allemand qui excipait de ma qualité de membre du Sénat et de président de la Croix-Rouge, il demanda les justifications de ces deux qualités, ce qui lui fut fourni immédiatement. Puis tout-à-coup pris d'un véritable accès de fureur il voulut savoir si je connaissais le roi Albert. Je lui affirmai que j'avais cet honneur et que j'admirais fort notre Roi, ce qui sembla le rendre plus furieux encore. Rassemblant tout ce que je savais d'allemand, je lui déclarai avec le plus grand calme, les bras croisés sur la poitrine et le regardant dans le blanc des yeux, que je ne pouvais là discuter la conduite de mon auguste et bien-aimé souverain alors que j'étais seul, désarmé, livré à lui, officier ennemi, qu'entouraient des troupes extrêmement nombreuses, mais que s'il voulait me donner son nom nous pourrions après la guerre, reprendre cette conversation dans le calme qu'elle comportait et de façon qui convenait entre hommes du monde. Est-ce à mon sangfroid que je dus la subite transformation qui se produisit dans la mentalité de ce colosse à l'aspect féroce ? Je ne le sais, mais subitement il changea d'attitude et me cria « Partez, vous et les vôtres et dites à votre Roi que vous devez la vie au Freiherr von » Hélas je ne compris qu'imparfaitement son nom, j'en perdis le souvenir et j'ai vainement recherché dans le « *Freiherlichen tachenbuch* » ceux qui se rapprochent de la mémoire vague que j'en ai gardé ; aucun des personnages les portant ne sont mentionnés comme appartenant à l'armée. Bientôt après cet incident, nos domestiques furent mis dans un wagon à bestiaux avec les membres hollandais de la Croix-Rouge qui furent pleins de bontés pour eux, nous dans une voiture de troisième et alors commença un long calvaire d'environ neuf heures. A Vertryck déjà des soldats menaçaient de fusiller en nous les prétendus francs-tireurs de Louvain ; à Tirlemont, même scène. Enfin à Neerwinden des sous-officiers ouvrirent le compartiment où nous nous trouvions avec MM. Peltzer, Hasboun et nos enfants ; ils voulurent nous faire sortir, prétendant que venant de Louvain nous méritions d'être fusillés et qu'il ne devait rester de la Belgique que le ciel et la terre. A ce moment survint un officier qui, sur la vue des passeports de MM. Peltzer, Hasboun, du comte et de la comtesse Ruffo, fit fermer les portières des deux côtés et nous permit de continuer ce lamentable voyage. A Liège, nul ne nous gardait. Les infirmiers longeaient le train en criant : « Place pour les blessés ». Je descendis et fis sortir tous nos compagnons des divers compartiments ; j'aidai à entrer l'un ou l'autre blessé à notre place, chose qui parut toute naturelle puisque je portais le brassard de la Croix-Rouge. Lorsque tous les miens, tous mes domestiques, etc... furent sortis, je les rejoignis promptement et nous pûmes nous réfugier en ville.

Dès le mercredi 2 septembre, nous apprîmes que notre maison n'était pas brûlée et j'introduisis une demande de passeport pour Louvain où me rappelaient mes devoirs de président de la Croix-Rouge. Nous obtînmes ces passeports le samedi 5, et, grâce à l'ama-

bilité de mon collègue le Président de la Croix-Rouge de Liège, nous rentrâmes à Louvain en deux automobiles, le dimanche 6 septembre à une heure et demie. Nous avions, comme compagnons imposés, deux civils allemands du pays d'Aix-la-Chapelle qui avaient allégué le désir de voir des parents blessés et qui, arrivés à Louvain, déclarèrent ne pas y avoir de proches.

Le même jour, je reprenais mon service à l'hôpital militaire.

Le lendemain, 7 septembre, j'eus déjà des difficultés parce que quatorze blessés belges s'étaient évadés pendant la nuit précédente de l'hôpital militaire. Il nous fut aisé, au docteur Castelain, directeur de l'hôpital, et à moi, de prouver que ces évasions étaient toutes naturelles car l'incendie avait détruit une partie des bâtiments formant clôture du jardin de l'hôpital.

Je revis le Major von Manteuffel le mardi 8 septembre. J'avais été le voir pour obtenir l'élargissement de M. Dumoulin, ancien tenancier du Café Majestic, qui avait été arrêté par le sous-officier Sontheim pour avoir ramassé, rue de la Station, une lettre qu'avait lancée au passage un automobiliste inconnu. Le Major fit immédiatement relâcher Dumoulin.

C'était la première fois, ce 8 septembre que je revoyais et parlais au Major von Manteuffel depuis notre promenade de la nuit du 25 au 26 août. Il se montra très poli, empressé même, me fit délivrer des affichettes imprimées à placer sur les immeubles nous appartenant et en ajouta même deux signées de sa main pour préserver la demeure de ma fille et la mienne. Les premières portaient la formule connue aujourd'hui du monde entier, formule qui interdisait « *d'incendier et de visiter les maisons sans l'autorisation de la Kommandantur* ». Elles étaient de la seconde édition, car les premières, destinées uniquement aux bâtiments universitaires, limitaient la défense « à l'incendie » et ne parlaient pas de la « visite ». Cette seconde mention fut ajoutée quelques jours après le tirage de la première affichette. Une autre version avait été imprimée, je crois entre ces deux éditions, elle a figuré sur la maison Marguery et je pense l'avoir vue aussi sur celle de M. Léon Boels, les exemplaires en sont rares. Le texte en était : « *Dieses haus unter den Schutze des garnison* ». (Cette maison est sous la protection de la garnison). Nous ne discuterons pas ici la valeur de pareille « protection ».

Le Major von Manteuffel me fit donc délivrer deux affichettes manuscrites qu'il signa de sa main, elles portaient :

« *Dieses haus darf nicht betreten worden* »

Die Kommandantur

(Sé) H. von Manteuffel.

L'usage de ces sauvegardes imprimées se répandait de plus en plus ; c'est le dimanche 20 septembre que j'en obtins de nouvelles. Je les plaçai moi-même chez Madame Debaisieux, à l'angle de la rue Marie-Thérèse, sur la porte de M. le Ministre Poulet et de M. Dewalque, rue des Joyeuses Entrées.

Si je souligne ici l'attitude du major von Manteuffel à mon égard depuis mon retour de Liège, le 6 septembre, c'est parce que cette atti-

tude m'a toujours laissé l'impression qu'il cherchait à cultiver en moi un témoin à décharge. Je dois cependant à la vérité de déclarer que, pendant la terrible soirée du 25 août, cet homme était visiblement décontenancé. Il gardait un calme apparent à l'encontre des autres officiers et du médecin qui étaient tous hors d'eux-mêmes. Il me parut faible, hésitant ; j'en retiens comme preuve un mot bien caractéristique dans la bouche d'un officier supérieur de cette armée alors courbée sous une discipline de fer. Comme, devant l'hôtel David, il ne parvenait pas à calmer son escorte affolée par les excitations du docteur Berghausen il eut un sursaut d'énergie et s'écria : « Wer ist der chef ? » (Qui est ici le chef ?) Mais ce mouvement fut sans effet. Comme dans la suite, la discussion entre le père Parys et le docteur Berghausen éloigna de nous une partie du groupe et malgré les ordres du Major, le soldat incendiaire qui avait déjà jeté des matières incendiaires dans le salon de la maison David, y retourna une seconde fois pour y jeter une nouvelle poignée de produits incendiaires. Je donne ces détails pour éclairer la physionomie si discutée du Commandant de Place de Louvain lors de l'incendie de cette ville.

Le mercredi 9 septembre, le canon tonna plus fort encore que la veille, la sortie d'Anvers opérée par nos troupes amenait par Louvain le passage de nombreux régiments allemands.

Le jeudi, 10 septembre, alors que ces régiments avaient en grande partie abandonné la ville, je sortis de la messe dite vers 8 heures à l'église des Pères Dominicains, rue Juste-Lipse, lorsque je me trouvais en face du docteur Berghausen qui se rendait au couvent, après avoir sonné chez moi, me dit-il. Il venait nous informer, les religieux et moi, qu'à raison de la proximité du combat, la circulation dans les rues était dangereuse et qu'il était préférable pour nous de rentrer tous chez nous. J'en avertis les fidèles et l'église se vida instantanément.

Une heure plus tard, le même médecin allemand vint me trouver. Il me dit qu'aux environs d'Anvers les Anglais avaient capturé deux infirmières et qu'ils avaient coupé les seins de ces deux malheureuses. Il m'affirma que la veille près d'Aerschot deux médecins militaires allemands avaient été tués, que lui-même avait été empêché de remplir sa mission et de porter ses soins aux blessés. Il me rappela sa visite à l'ambulance de l'Enfant Jésus et me pria de lui donner un billet le recommandant pour exercer sa mission médicale, aux chefs des armées alliées. Je le fis, déclarant qu'il soignait les blessés de nos armées comme ceux de son pays ; j'ajoutais qu'il m'avait protégé comme président de la Croix-Rouge et qu'il avait sauvé gardé beaucoup d'autres personnes de Louvain.

Deux jours plus tard, les combats autour de Louvain s'étaient calmés, le Dr. Berghausen demanda, à plusieurs reprises, au révérend Père Parys, une lettre à adresser au maréchal von der Goltz alors gouverneur général de la Belgique, pour établir qu'il avait même désir chez moi ; mais je ne le vis pas, étant retenu dehors par de multiples occupations.

L'après-midi de ce même 12 septembre 1914, il m'envoya un caporal ou soldat de la « Landsturm » pour réclamer la lettre qu'il vou-

lait obtenir de moi. Je me refusai à écrire au maréchal allemand, mais je fis remettre à Berghausen une déclaration rigoureusement conforme aux faits et dont je soumis le texte à M. Gilbert, commissaire de police et à M. Depetter, conseiller communal, qui se trouvait chez moi. La déclaration du Père Parys, que j'avais vue avant de rédiger la mienne, constatait aussi tout simplement des faits ; elle reconnaissait que le Père Parys avait été protégé par le même médecin militaire allemand, que le couvent des Dominicains rue Juste-Lipse à Louvain et celui des Dominicains, Chaussée de Tirlemont (Parc Héverlé) avaient été tous deux épargnés à la même intervention. « L'Echo der Gegenwart » qui publia mes deux déclarations ne fit pas mention de celle du Père Parys.

Jusqu'alors la conduite du Dr. Berghausen à mon égard m'avait fait considérer celui-ci comme homme désireux de protéger mes concitoyens, peut-être pour réparer ainsi les excitations criminelles dont il s'était rendu coupable en ma présence le mardi 25 août 1914, peu d'instants avant l'incendie de l'hôtel David et de l'assassinat de M. David et de son fils.

Un incident qui jette un jour intéressant sur la conduite du docteur Berghausen, se produisit le mardi 22 septembre.

Je le recontraî, rue de la Station, porteur d'un ruban blanc et noir. Il me le montra, déclarant qu'il avait reçu « La croix de fer ». Je lui répondis : « Docteur, puisque cette distinction vous est donnée pour avoir accompli votre mission charitable sur le champ de bataille, en soulageant les blessés, le Président de la Croix-Rouge peut vous en féliciter et je le fais bien volontiers ».

« Oh ! non, répliqua-t-il, tel n'est pas le motif de cette décoration, fort rare, elle m'a été donnée parce que je me suis emparé de deux mitrailleuses belges au combat d'Aerschot ! » — « Tiens, dis-je, je croyais que les médecins étaient des non-combattants ». — Il me quitta sans mot dire.

Dans la soirée du 22 septembre, un sous-officier vint sonner et me demander de la part du médecin Berghausen des cartouches pour lui permettre d'aller à la chasse le lendemain. Il revint vers 7 heures du matin le mercredi 23 septembre. Malgré l'affirmation bien exacte cependant, que je ne possédais pas une cartouche, le docteur Berghausen se présenta chez moi ce même matin et insista pour que je lui en remette ou pour que je lui indique la maison où il pourrait s'en procurer, afin qu'il put chasser dans les forêts du duc d'Arenberg. Les personnes trouvées en possession de cartouches ou de fusils de chasse risquaient, à ce moment encore, d'être fusillées.

Le jeudi 24 septembre, nous eûmes pendant le déjeuner du matin, que j'étais obligé de prendre d'abord à six heures avec les trois feldwebel logés chez moi, puis à 6 1/2 h. avec les quatre officiers habitant la maison de ma fille contigue à la mienne et réunie à celle-ci par une porte de communication, une conversation sur les événements de Louvain. Je leur répétais ce que j'avais dit déjà à l'aumônier militaire Dumperfeld, à savoir que dans mes pérégrinations nocturnes du 25 août, je n'avais vu aucun franc-tireur, que je n'avais durant toute la

nuit entendu aucun autre coup de feu que ceux tirés par leurs mitrailleuses ou leurs soldats et que personne parmi ceux de mes concitoyens que j'avais interrogés ne m'avait renseigné un seul franc-tireur. Aucun de ces officiers, le hauptmann Schmits, l'oberleutnant Weideman, le hauptmann Schnelle et le Dr. Borchardt ne parut contester mes affirmations. Bien plus ce dernier, (spécialiste pour les maladies d'enfants, Lutherstrasse à Berlin) me rencontrant devant ma porte alors qu'il sortait de la demeure de ma fille et moi de la mienne, me montrant les ruines amoncelées devant nous, me dit : « Il y a en moi deux hommes : l'homme de la culture et le patriote, le premier déplore profondément la destruction de tant de chefs d'œuvres de l'esprit humain, de tant de maisons abritant le commerce, l'industrie, l'activité des habitants ; j'en souffre au delà de ce que vous pouvez croire, mais il y a aussi en moi le patriote qui comprend les nécessités militaires ». Je lui répondis : « Pardon, Docteur, je puis vous affirmer, ayant été témoin de ce qui s'est passé ici, qu'aucune nécessité militaire ne pourra jamais expliquer ou excuser ce désastre ». Il ne répliqua pas.

A propos de ces repas du matin obligatoires pour moi, je dois déclarer qu'avec une extrême politesse ces Messieurs attendaient pour commencer à manger que j'eusse pris de chacun des mets et ils laissaient intacts ceux dont je ne m'étais pas servi. Lorsque, vers le 9 ou 10 septembre, je fus requis de donner du vin à des officiers, commandant des troupes de passage, je fus prié, poliment, mais impérativement de goûter chacune des bouteilles.

J'appris le 25 septembre que le colonel von Thiel avait pris le commandement de la Place en remplacement de von Manteuffel. J'eus ce jour avec von Thiel une entrevue à propos des services de l'hôpital militaire.

Le jeudi 1^{er} octobre une affiche allemande fut apposée à la porte principale de l'hôpital militaire ; elle interdisait aux infirmiers d'y introduire encore des blessés, alors que le dimanche 20 septembre après l'évacuation et la fermeture de l'ambulance de l'Enfant Jésus, le Dr. Berghausen était venu nous annoncer comme prochaine l'arrivée à l'hôpital militaire de nombreux blessés belges. Emus de l'interdiction faite le 1^{er} octobre, je me rendis à la Kommandantur avec le Dr. Wouters, médecin en chef, vice-président de la Croix-Rouge, pour nous enquérir de la signification de cette mesure. Nous fûmes renvoyés au docteur Berghausen, installé alors à la gare. Il nous annonça qu'il était question d'envoyer en Allemagne pour y assurer le service de santé des blessés et des internés belges, des médecins, pharmaciens, infirmiers, etc. formant les deux colonnes d'ambulance de l'armée belge faites prisonnières le 19 août précédent. Nous obtînmes de l'Oberstabsarzt que la mesure ne fut pas appliquée immédiatement. De sa propre initiative et en dehors même d'une nouvelle démarche de notre part, il libéra le lendemain 2 octobre les deux chefs de colonne, les docteurs Deneef et Quinet.

Je relate cet incident pour montrer combien était grande l'autorité que prenait le docteur Berghausen. Celle-ci me parut toutefois extrêmement contestée, le 6 octobre, par le nouveau médecin de la garnison docteur Ohren, de Crefeld, avec lequel j'eus ce jour une explication

à propos de nos colonnes d'ambulance. Le lendemain après un entretien avec le même, avec l'Oberstabartz Aelbrecht et l'unterartz Borchardt, le docteur Ohren nous donna l'espoir de la mise en liberté des médecins. Peu de jours après, tous nos médecins militaires quittèrent l'hôpital avec des autorisations régulières et rentrèrent chez eux. Ce résultat fut obtenu grâce principalement à l'intervention du docteur Noyons, professeur à l'Université, qui a rendu tant et de si éminents services aussi bien aux blessés qu'aux habitants de la ville. Le dimanche, 27 décembre, au cours d'une conversation avec l'oberleutnant Besme, officier de Justice, dans la vie civile, professeur de français au gymnase de Crefeld. Indiquant les ruines en face et autour de ma maison, ce magistrat dit : « Je vivrais mille ans que je ne parviendrais pas encore à comprendre comment un peuple aussi doux, aussi discipliné que le nôtre, a pu produire des gens qui ont causé un pareil désastre ». Je lui répondis aussitôt que ces ruines étaient le résultat des excitations de la presse allemande et de certaines autorités, que les soldats avaient ajouté foi aux récits sans fondement qui leur étaient faits sur la conduite de mes compatriotes ». Pour autant que je me souviene, la conclusion de notre conversation fut que cet officier considéra les événements de Louvain comme dû à un cas de folie collective de la part des soldats ; il me parut sincèrement peiné de ces excès.

Le surlendemain, mardi 29 décembre, lorsque j'arrivai à l'hôpital militaire, vers 10 1/4 heures du matin, j'appris qu'une enquête était faite au sujet des accusations portées par un rittmeister von Esmarch, fils de la princesse Henriette de Schleswig-Holstein. Cet officier était, paraît-il, à l'hôtel Métropole situé à l'angle de la Place du Peuple, lorsqu'éclata, le mardi 25 août, la fusillade dont j'ai parlé plus haut. Il tomba, dit-on, de cheval peu après ce moment et eut, m'a-t-on rapporté, les bras ou avant-bras brisés. Transporté à l'hôpital militaire il y fut soigné par des médecins allemands, puis vu par le docteur Castelain, médecin belge.

On nous dit que cet officier allemand avait prétendu avoir vu, dans son séjour à l'hôpital militaire, dans la nuit du 29 août, des prêtres belges et entre autres des capucins, qui tiraient des fenêtres sur des troupes allemandes qui passaient dans la rue de Tirlemont.

Un auditeur militaire enquêtait donc le 29 décembre 1914, sur ces faits et entendait les témoins, qui par la simple inspection des lieux firent comprendre que ces accusations étaient le résultat d'erreurs voulues ou d'hallucinations, car, matériellement même, les faits en question n'avaient pu se passer, les fenêtres des salles de l'hôpital donnant sur une cour séparée de la rue par tout un avant-corps de bâtiment. Depuis, il n'a plus été fait état de ces imputations. L'enquête se terminait lorsque je fus introduit auprès du magistrat qui me déclara être l'Auditeur militaire de Carlsruhe ; il était assisté d'un interprète et d'un greffier. Il me demanda ce qui s'était passé à Louvain dans la soirée du 25 août. Je lui fis le récit de ce que j'avais vu ; lui et ses deux compagnons m'écoutèrent avec grand intérêt pendant plus de trois quarts d'heure. Comme je remarquai alors qu'il n'était pas pris acte de ma déposition, l'auditeur me répondit : « J'ai voulu avoir votre impression sur ces événements, car votre témoignage ne

peut prendre place dans le protocole de mon enquête, laquelle doit se limiter aux incidents qui se sont passés à l'hôpital militaire pendant que s'y trouvait le Rittmeister von Esmarch ; or à ce moment vous accompagniez dans la ville le Major Manteuffel ». Je reconnus le bien-fondé de sa réflexion, mais j'exprimais l'opinion qu'il eût pu m'arrêter dans mon récit. J'ajoutai que je n'avais fait qu'une narration des faits et que je m'étais abstenu de lui donner mon impression parce que j'ai toute ma vie combattu la tendance qu'ont certains témoins à communiquer leurs impressions ou leurs jugements sur des faits.

Comme le magistrat allemand insistait cependant pour avoir en toute franchise mon opinion, pour que j'émette un jugement et sur les faits et sur leurs suites, je m'y décidai et le fis en ces termes :

« A mon avis, Monsieur l'Auditeur, depuis Iéna, l'Allemagne n'a pas perdu une aussi grande bataille que celle de Louvain, car elle a perdu ici la bataille devant l'Humanité et devant l'Histoire. »

Mon interlocuteur inclinant la tête, me dit : « Das ist fur uns sehr unglücklich ». (Cela est bien malheureux pour nous).

Après mon départ, d'après ce que m'a rapporté depuis le docteur Castelain, le magistrat allemand déclara à ses compagnons que réellement je croyais ce que je lui avais dit, « mais, ajouta-t-il, vous savez que nous ne pouvons partager cette opinion ».

Il parut au médecin belge désirer vivement effacer l'impression que mon récit avait produit sur mes auditeurs.

Après lecture, le témoin déclare sincère et véritable la déposition ci-dessus et signe.

(S.) Alfred Baron Orban de Nivry

4° *Déposition assermentée de Claes, Pierre-François (en religion R. P. Valère), de l'ordre des Frères Mineurs Capucins, Prêtre Docteur en Sciences Politiques et Sociales, Directeur des Œuvres Sociales de l'Arrondissement de Louvain, né à Gheel, le 28 juin 1884, domicilié à Louvain, rue des Moutons, 49.*

Dans l'après-midi du mardi 25 août 1914, on entendait très distinctement à Louvain la canonnade du combat de Campenhout. Vers 5 h. 30, le combat battait son plein, et à chaque minute le bruit du canon, semblait se faire plus proche. A 5 h. 1/2, je me trouvais au Vieux-Marché au moment où l'alarme venait d'être sonnée. Les soldats rejoignirent immédiatement leurs chevaux ; c'est un moment de désordre, puis le calme se rétablit. Tous nous croyions à la prochaine arrivée des alliés, des Anglais qu'on disait à Herent, des Français qu'on prétendait à Héverlé. Au moment où je causais de ces choses avec quelques amis, un courrier m'apporte un billet de Mgr. Deploige me demandant de venir immédiatement à l'hôpital St-Thomas (rue de Tirlemont) parce que le commandant allemand avait averti que de nombreux blessés seraient amenés pendant la nuit. Je retournai à mon couvent, et, accompagné de mon supérieur, je me rendis vers 8 h. moins le quart à l'hôpital St-Thomas en prenant la rue de Bériot. Il faisait presque noir quand, arrivés au bout de cette rue, nous vîmes des chevaux remontant au galop la rue de Tirlemont ; l'obscurité ne

nous permit pas de distinguer si c'étaient des chevaux avec ou sans cavaliers. Cela me fit dire à mon supérieur : « Vite, hâtons-nous ! sinon nous pourrions passer un mauvais quart d'heure ». Il était en effet défendu, sous menace de peines sévères, de se trouver en rue après huit heures du soir, et les affiches terrorisantes que les Allemands avaient placardées en ville nous avaient suffisamment fixés sur leurs intentions.

Nous arrivons à l'hôpital quelques minutes avant huit heures. Nous y étions à peine de quelques minutes, lorsque tout-à-coup une formidable fusillade éclate de tous côtés ; elle devient plus intense à chaque minute ; parfois des coups plus secs, puis la fusillade se généralise pour ainsi dire par toute la ville. C'est parmi nous un moment de stupeur, et naturellement chacun y va de ses suppositions ; les uns croient que les Allemands se rencontrent avec les Allemands dans les rues ; la sentinelle allemande qui garde l'issue de notre corridor harsarde également une explication : C'est un zeppelin, ce sont des shrapnells, c'est une mitrailleuse !

Soudain des coups de fusils retentissent dans le jardin de devant ; la porte s'ouvre toute large et un sous-officier qui tient le revolver à la main entre, suivi de plusieurs soldats lesquels tiennent leurs fusils à la hanche, le doigt sur la détente, prêts à tirer. « Vous avez tiré ici ! dit l'Allemand, en dirigeant le canon de son revolver vers notre groupe. Tout le monde crie : « Non, nous n'avons pas tiré, nous n'avons ici aucune arme ! » « Si, on a tiré ici ! » Là dessus, la sentinelle de notre corridor intervient, et affirme d'un ton sec : « Non, ces gens n'ont pas tiré ici ! » Furieux, décontenancé, le sous-officier répète encore une fois : « Vous avez tiré ici ! », puis il se précipite avec ses hommes dans le jardin du fond ; nous les entendons tirer plusieurs coups de fusil, et aussitôt après le groupe revient ; j'entendis le sous-officier grogner furieusement en passant devant nous : « C'est un complot, mais ce sera la fin de la chanson ». Qu'a-t-il voulu dire par là ?

La fusillade continue avec une intensité effrayante. Vers 8 1/2 h. plusieurs Allemands amènent dans la salle d'opération un soldat qu'ils prétendent blessé ; bientôt cependant on le reconduit, et nous apprenons qu'il n'avait qu'une contusion sans importance. Vers 9 heures, la fusillade se ralentit et cesse bientôt ; nous respirons, et chacun va voir au jardin et à la cour. J'aperçois tout à coup une formidable colonne de fumée et de flammes s'élevant au dessus des maisons dans la direction de la gare. C'est un moment poignant : les lueurs se multiplient ; la fumée rouge de feu, semée d'étincelles et de longues flammes qui se tordent, s'élève en colonnes épaisses ; tout le ciel est embrasé. Dans le grand silence lugubre qui s'est étendu sur la ville on entend des crépitements, des clameurs, et les premiers effondrements des maisons en feu ressemblent à des explosions. Vers 11 h., une foule de pauvres gens, chassés de chez eux par le feu et affolés de terreur, viennent se réfugier à l'ambulance ; bientôt, nous avons là plus de trois cents personnes à qui nous donnons asile, les consolant et les réconfortant de notre mieux.

Vers minuit, nouvelle fusillade, qui dure cette fois une demi-

heure. Les coups de feu semblent si proches qu'ordre est donné à tout le monde de se coucher sur le sol. A minuit et demie, accalmie, mais l'incendie continue à faire rage; de nouveaux sinistrés ne cessent de nous arriver, par groupes, hommes, femmes et enfants, de toutes les classes de la société, tous pareillement abattus par l'immensité de la catastrophe. A 5 h. 1/2, la fusillade reprend, aussi intense que celle de la nuit, et dure jusque 6 heures.

Peu après, on nous amène la première victime de la fusillade, Madame Talon, de la rue des Joyeuses-Entrées, qui a la jambe fracturée par une balle. Pour se mettre à l'abri des balles, elle s'était réfugiée au premier étage de sa maison et s'était assise dans un fauteuil, le dos à la rue, quand une balle traversa le plafond et vint l'atteindre ainsi. Bientôt après, on nous apporte la servante de M. le professeur Noyons, médecin chirurgien à notre ambulance; la pauvre fille avait été atteinte de quatre balles tandis qu'elle essayait de se sauver en passant par dessus le mur du jardin au moment où les soldats allemands envahissaient la maison de M. Noyons, sise au boulevard de Tirlemont. M. Noyons lui-même lui accorda les premiers soins. Vers 8 heures on vient nous annoncer qu'une femme se trouve dans les ruines d'une maison au coin de la rue Juste-Lipse et de la rue Léopold. Le directeur de l'ambulance décide d'envoyer voir et fait appel à quelques hommes de bonne volonté. Nous sommes trois à entreprendre cette mission et nous partons avec une civière vers l'endroit indiqué; un de nous tient un petit drapeau de la Croix-Rouge. Nous prenons la rue des Corbeaux dans laquelle nous nous exposons à moins de rencontres fâcheuses. Les rues que nous traversons sont désertes, pas un habitant n'ose se montrer; partout nous entendons le rugissement des flammes et le bruit sourd de maisons qui s'écroulent. Ci et là nous apercevons quelques groupes de soldats allemands. A la rue des Joyeuses-Entrées, nous en rencontrons plusieurs conduits par un officier; nous remarquons parmi eux des hommes portant des vêtements de cuir. Ils inspectent les façades des maisons, et j'entends leur chef dire, en désignant une maison qui portait des traces de balles: « Ici on a tiré, allumez! » Je dois ajouter cependant que cette maison n'a pas brûlé. Au coin de la rue Juste-Lipse nous nous trouvons devant un brasier immense; la maison de M. David-Fishbach, du professeur Malengrau, des demoiselles Desae-gher, l'Institut des Pères Espagnols. Les pierres de taille des façades, mordues par le feu, sautent en projetant des éclats. Nous nous trouvons là devant un danger sérieux. Au milieu des décombres, sur le trottoir en face de la maison du docteur Tits, nous voyons une femme qui se traîne péniblement, c'est Mademoiselle Reeckman, qui tâche en rampant d'échapper au danger. Notre arrivée est son salut, et lui cause une joie bien compréhensible. L'ayant mise sur la civière, nous retons prestement par la rue Léopold, la place du Peuple et le Marché aux Grains. La chaleur dégagée par les incendies, le poids du brancard et notre précipitation ne nous permettent guère d'observer ce qui se passe; de quelque côté qu'on regarde, on ne voit que des maisons qui brûlent.

La journée se passe à donner des soins aux blessés et à secourir les réfugiés. Vers 5 h. de l'après-midi, un roulement de tambour se

fait entendre à la porte de l'Hôpital. Quelques-uns vont voir. C'est une troupe de soldats tenant le fusil sous le bras, et conduits par deux officiers qui ont le revolver au poing. Au milieu d'eux se tiennent Mgr. Coenraets, vice-recteur de l'Université, et le R. P. Parys, prieur des Dominicains. Un nouveau roulement de tambour pour imposer silence. Un des officiers nous ordonne d'une voix farouche de lever les bras, comme si ses hommes et lui avaient une attaque à craindre de notre part. Alors le Père Parys lit, d'une voix claire et ferme, une proclamation par laquelle les Allemands font savoir que la ville est punie parce que les civils ont tiré sur les militaires, et qu'un premier coup de feu qui serait encore tiré sur les militaires Mgr. Coenraets et lui seraient fusillés impitoyablement. Pareille brutalité nous révolte profondément, car nous savons bien que les civils n'ont pas tiré et ne tirent pas, que cette affirmation n'est qu'une affreuse calomnie, inventée par les Allemands pour couvrir leurs crimes et pour exciter leurs soldats. Après la proclamation, un nouveau roulement de tambour ; nous pouvons abaisser les bras, et les Allemands, entraînent leurs deux victimes par la rue des Flamands, pour aller jouer ailleurs leur sinistre et odieuse comédie.

Toujours de nouveaux foyers d'incendies se révèlent par les formidables colonnes de fumée qui s'élèvent au dessus des maisons. On entend encore des coups de fusil isolés. Nous remarquons que la partie basse de la ville reste encore épargnée. Notre ambulance ne semble pas être en danger immédiat.

Nous sommes en alerte pendant toute cette nuit du mercredi 26 au jeudi 27. Des détonations ou des explosions, des coups de feu, nous tiennent sur le qui-vive, et aussi l'incendie qui continue à se faire plus proche. Cependant la nuit et la matinée du jeudi se passent sans incidents. Des fugitifs que nous recueillons racontent que de nombreux habitants de Louvain ont été faits prisonniers, qu'ils ont passé la nuit sur les pavés à la gare, que plusieurs milliers d'hommes et de femmes ont été envoyés en captivité en Allemagne; on parle aussi de beaucoup de morts. Vers 9 heures on nous prévient que deux jeunes filles gisent blessées dans la rue de la Plaine. Aussitôt je me mets à la tête de quelques brancardiers et nous y allons avec deux civières. A peine sortis, nous heurtons un peloton de soldats allemands débouchant de la rue Marie-Thérèse, une douzaine d'hommes que suit un sous-officier.

Notre premier soin est de brandir notre drapeau de la Croix-Rouge et de lever les bras; c'est la consigne. Les soldats ont l'air farouche; quatre d'entr'eux portent sur les épaules une civière fermée. Le sous-officier vient à moi et me demande de les accompagner avec nos civières roulantes, pour aller prendre les cadavres de deux soldats allemands, là-bas, au bout de la rue de Tirlemont. — « Cela n'est pas possible, lui dis-je, nous devons aller chercher deux blessés. » — « Des civils ? » demande-t-il. » — « Oui, des civils. » — « Oh ! c'est qu'ils ont tiré sur nous ! » — « Mais non ! ce sont deux femmes. » — « Les femmes aussi ont tiré sur nous !... tout le monde a tiré sur nous ! » — Il insiste pour que nous l'accompagnions. Je lui répète que nous devons d'abord chercher nos blessés, que d'ailleurs le matériel appartient à la Croix-Rouge, et que je ne puis pas désobéir à ma consigne. Il devient alors moins raide, et me

prie d'une manière très polie de bien vouloir aller d'abord avec eux pour enterrer leurs camarades, qu'ensuite je serais libre d'aller chercher les deux blessées. Nous décidons d'aller d'abord avec les soldats. Dans la rue de Tirlemont règne la solitude la plus complète, mais j'y remarque des vitrines brisées et des portes enfoncées. En arrivant au boulevard, nous voyons partout un désordre sauvage de voitures, d'atellages, d'armes et de vêtements; les portes et fenêtres des maisons sont enfoncées, les murs portent de nombreuses traces de balles. Un combat farouche ou une épouvantable panique doivent s'être produits en cet endroit. A cent pas plus loin, sur le trottoir gît le cadavre d'un soldat, dont la tête est recouverte d'un manteau. Lorsque le sous-officier allemand enlève le manteau, les soldats reculent avec un cri de dégoût à la vue du cadavre dont la boîte crânienne a éclaté, et dont la matière cérébrale est répandue autour de la tête; le sous-officier ordonne à ses hommes de soulever le cadavre, mais ils s'y refusent; alors il leur dit d'une voix brutale : « Etes-vous donc des guerriers ou des enfants ? » Puis il me prie de me charger du soin d'enlever le cadavre. De l'examen des papiers que je trouve sur lui, il résulte que c'est un soldat du 5^e régiment de Landsturm. Tandis que nous enlevons et déposons le cadavre sur la civière, j'entends les soldats qui se disent que c'est terrible de mourir ainsi au début de la campagne, tué lâchement par des civils qui ont tiré des fenêtres avec du plomb. Ces assertions sont manifestement fausses; cet homme a été frappé à la tête dans une direction oblique de bas en haut, et certainement à très courte distance.

A 50 pas de là, nous trouvons un second cadavre aussi horrible que le premier.

A ce moment arrivent de la ville quelques pauvres religieuses Collettines, vieilles et infirmes, se traînant péniblement et levant les bras; arrivées près de nous, elles demandent l'autorisation de passer : le sous-officier me demande de les interroger; j'en profite pour les rassurer un peu et leur conseiller de se mettre au plus vite à l'abri dans le couvent le plus proche; en partant elles remercient comme si elles avaient reçu une grande faveur.

Tandis que nous enlevons le second cadavre une sonnerie de clairon retentit au loin en ville. Les soldats, comme mus par un ressort, lâchent tout ce qu'ils tiennent, et veulent partir à l'instant en criant : « Sammeln !...Sammeln ! ». Je leur demande ce qu'il y a. Ils répondent : on sonne l'alarme, nous devons nous rassembler tout de suite. — Pourquoi ? — Nous ne savons pas ! — Ils semblent pris d'une très vive inquiétude. Il était alors environ 10 heures. Un motocycliste militaire arrive de la ville à très vive allure; le sous-officier lui ordonne de s'arrêter et lui demande la signification du signal d'alarme; l'homme répond qu'à midi on va bombarder la ville et que tout le monde doit quitter. — Les soldats veulent s'en aller aussitôt et me charger avec mes compagnons d'aller enterrer les cadavres; je refuse, disant que je ne veux pas nous exposer au danger d'être surpris transportant sans la garantie de témoins allemands deux cadavres de soldats. Le sous-officier insiste, mais je m'obstine dans mon refus; finalement il décide que nous irons avec eux au cimetière. C'est presque une course jusqu'au cimetière; le sous-officier ne faisant que nous presser d'aller plus vite; arrivés à la fosse commune

destinée aux Allemands, les soldats prennent précipitamment les cadavres, et les laissent simplement tomber au fond de la fosse. Un salut, et c'est tout. Ils s'en vont au plus vite, nous abandonnant avec nos deux civières.

Vu la nouvelle imprévue du bombardement, nous nous décidons à rentrer immédiatement à l'hôpital. Il y règne une vive agitation. Le Président, Mgr Deploige, s'était fait renseigner auprès des Allemands si l'ambulance serait épargnée; ils avaient répondu qu'ils ne garantissaient rien. A raison de cette incertitude, Mgr Deploige avait déclaré que chacun avait pleine liberté de rester, ou de chercher un abri ailleurs. Après le départ de ceux qui quittent librement, il est resté environ 225 personnes à mettre en sûreté. Tout ce monde est installé dans les caves et les couloirs des sous-sol. On attend le bombardement qui ne se produit toujours pas. A 13 h. 30, je remonte au jardin; tout est gris de fumée, c'est une pluie fine de cendres et de parcelles de papier brûlé qui tombe et couvre la ville morte comme d'un immense linceul. Tout-à-coup retentit un fracas d'explosion, puis un second coup, et un troisième prolongé par l'écho; ces coups sont suivis d'un silence tragique, puis d'autres explosions se font entendre à des intervalles très irréguliers; nous ignorons qu'il s'agit de coups de canon; en tout cas, nous n'avons entendu aucun sifflement d'obus, et du haut de la tour de l'hôpital, d'où l'on a observé la ville, on n'a pas vu tomber d'obus.

Quand la nuit tombe, il fait dans notre cave un silence terrifiant; il n'y a plus d'eau, plus de gaz, plus d'électricité; à peine avons nous pour nous éclairer une lanterne sourde suspendue au plafond.

Nous voilà au vendredi 28 août. Vers 2 h. 30 du matin j'étais remonté au jardin pour observer l'incendie; on entend encore des rugissements de flammes et des bruits sourds d'effondrements, tandis qu'une immense lueur rouge couvre toute la ville. A ce moment, trois explosions retentissent, et se prolongent en roulements de tonnerre dans la nuit sinistre.

Vers huit heures du matin, on vient annoncer qu'une vieille dame, parente du médecin chef de l'hôpital, se trouverait encore seule dans une maison gravement menacée de l'incendie, rue de Malines, près des Sept Coins. Mgr Deploige demande qu'on aille voir; c'est une entreprise dangereuse, car pour aller là, il faut traverser tout le centre de la ville. Après un moment de réflexion, j'accepte d'essayer le coup. Bientôt j'ai trouvé un compagnon, et munis de nos petits drapeaux de Croix-Rouge, nous sortons avec une civière. La ville est complètement déserte. Au Marché-aux-Grains, rien à voir, sinon les maisons qui brûlent à la place du Peuple et dans la rue Léopold. A hauteur de l'hôpital militaire, les maisons écroulées à droite et à gauche de la rue de Tirlemont ont complètement comblé celle-ci. Il nous faut donc bien prendre la rue de la Monnaie, que nous suivons ainsi jusqu'à la rue de la Librairie. Là, toutes les maisons sont en feu, celles du côté gauche de la rue de la Monnaie, et à tout moment des pierres mordues par le feu éclatent en projetant des éclats brûlants. Nous voyons les Halles qui brûlent toujours.

Dans la rue de la Librairie, nous sommes arrêtés et saisis par une troupe de soldats ivres. Ils nous crient tous à la fois: « Que ce

sont les civils de Louvain qui sont cause de ce désastre. Nous ne l'avons pas voulu ! Ce sont les civils qui ont tiré sur nous. Tout le monde tire sur nous, les prêtres, les femmes, et ceux de la Croix-Rouge ! Ceux de la Croix-Rouge ont tourné leurs brassards pour que nous ne les apercevions pas. Dans cette église (ils montrent l'église St. Pierre), nous avons trouvé 500 fusils ! C'est une honte ! Ce n'est pas de notre faute. Les moines aussi ont tiré. Nous devons nous défendre !... » — Je leur réponds en allemand que nous ne nous occupons pas de cela en ce moment, mais que pour nous, il s'agit d'aller chercher une femme malade dans la rue de Malines où elle est en danger. « Est-elle blessée ? demandent-ils ». « Non, mais elle est en danger de mort. » — « Vous parlez bien l'allemand. » — « Je vous demande de me laisser passer pour sauver cette femme. » — L'un de ces hommes, aussi ivre que les autres, dit d'une voix pâteuses : « Bah ! C'est un franciscain. Laissez le passer. » Aussitôt, ils s'écartent pour nous livrer passage.

Nous passons. Devant le bureau de police, nous voilà arrêtés à nouveau par sept à huit soldats ; mêmes accusations, mêmes questions, mêmes réponses. A ce moment, la Grand'Place où nous nous trouvons est le centre d'un brasier formidable, le théâtre d'une scène incroyable de désolation et d'horreur : la *Table Ronde*, la rue de la Station, la place Marguerite, l'église St. Pierre sont en feu. Devant l'hôtel-de-ville, un désordre de chariots, de caisses, d'attelages, entre lesquels circulent des soldats qui crient, et rient, et boivent ; d'autres sont couchés et dorment, ou cuvent leur ivresse.

A peine avons nous pu nous dégager de cette seconde alerte, que nous sommes arrêtés encore au coin de la *Table Ronde* par des soldats qui crient et s'agitent autour de nous, le fusil en mains. Impatienté, je leur crie : « Mais laissez nous donc passer ! Nous appartenons à la Croix-Rouge ! Nous devons sauver une femme en danger de mort ». Mon attitude et ma voix les impressionne-t-elle ? Ils sont là, criant et s'agitant toujours, mais personne ne nous touche, personne ne parle de nous emmener. Un officier arrive vers nous ; à distance, je lui crie en allemand : « Monsieur l'officier, dites donc à vos hommes de nous laisser tranquilles ! » Voyant que les câbles du tram électrique étaient tombés sur les rails, j'ajoute : « N'y-a-t-il pas danger à passer ? » L'officier me répond : « Non, pour vous, il n'y a pas de danger ! » Nous voilà libres encore une fois.

Passant par la place Marguerite, derrière l'église St. Pierre, nous traînons notre civière par dessus les décombres, encore fumants des maisons voisines de l'entrée de la rue de Diest, qui toute entière est détruite. Continuant par la rue des Juifs, je vois que toutes les maisons y sont abandonnées et saccagées. Arrivés aux *Sept Coins*, j'aperçois le brasier formé par les anciennes halles et les maisons de la rue aux Tripes ; cet incendie doit à peine avoir commencé. A quelques pas de là, se trouve la maison qui nous a été indiquée ; c'est la pâtisserie Neefs. La porte en est fermée, mais mon compagnon entre par la vitrine brisée, et je reste à la rue pour garder la civière.

A vingt pas de là, je vois un groupe de soldats, dont les uns enfoncent des vitrines et des portes, tandis que d'autres portent des paquets volumineux. Je vois deux officiers entrant dans un magasin

de merceries, au n° 31 de la rue de Malines ; les soldats, dont quelques-uns sont vêtus de cuir, attendent dans la rue ; j'entends un des officiers crier : « Ici, rien à piller, il n'y a que des bas de femmes ! » Là dessus, un soldat sans armes s'en va, comme à la dérobée, vers une maison située plus loin, sans doute pour aller piller pour compte personnel et à l'insu des officiers ; un deuxième soldat porteur d'un fusil le suit à une dizaine de pas. Presque au même instant, un des officiers sort du n° 31, et apercevant les deux soldats qui s'éloignent, il leur crie d'une voix retentissante : « Arrêtez-vous ! » L'homme au fusil revient aussitôt, tandis que l'autre continue sans se retourner. « Halte ! ou sinon je tire ! » hurle l'officier. Le soldat continue. Alors l'officier dégaîne son revolver et le braque dans sa direction en hurlant : « Halt ! Ein ! Zwei !.. » A ce moment précis, le soldat s'arrête et se retourne, et revient vers l'officier qui continue à vociférer des choses incompréhensibles. Sur l'ordre de l'officier, deux soldats mettent bayonnette au canon et emmènent le récalcitrant vers la Grand'Place.

Entretiens, mon compagnon est sorti de la maison et m'a dit qu'il n'a trouvé personne. Mais l'officier nous a aperçus, et, tenant toujours son revolver à la main, il fait quelques pas dans ma direction, avec sur le visage une expression de rage brutale. Aussitôt, je m'avance vers lui, et, saluant militairement, je lui explique sommairement le motif de ma présence, et lui demande l'autorisation de m'en retourner. Il me toise des pieds à la tête, et répond d'une voix farouche : « Vous pouvez vous en aller. » J'avoue que ces mots me furent un vrai soulagement, et nous partîmes aussitôt.

A la Grand'Place, plusieurs soldats se précipitent vers nous ; ils me demandent des nouvelles de la femme malade, et soulèvent avec curiosité la bâche recouvrant la civière. En la voyant vide, ils nous accusent de les avoir trompés, la femme malade n'était qu'un prétexte ; là-dessus, discussion, mais en fin de compte, ils nous laissent aller. La même scène nous attendait dans la rue de la Librairie. En rentrant par la rue de la Monnaie et la rue de Tirlemont, nous entendons, en divers endroits, le bruit de fenêtres et de vitrines qu'on défonce. C'est donc un pillage en règle de toute la ville, et je viens de voir qu'il est conduit par des officiers. Le soir de ce jour-là, tout danger de bombardement et d'incendie semblant écarté pour ce qui concerne l'ambulance, nous évacuons les caves et remontons les blessés dans les salles.

La matinée du samedi 28 août nous donne l'impression que le désastre diminue d'intensité. Des officiers allemands sont venus dire que nous pouvons sortir librement, et que plus rien ne sera fait à la ville. Nous nous occupons ce jour-là d'assurer, en allant chercher un peu partout, le ravitaillement de l'hôpital en pain et en eau, car nous n'avions plus rien en fait de vivres.

Le dimanche avant-midi, je suis allé, accompagné d'un sous-officier de la garde de l'ambulance, rechercher des effets à mon couvent, rue des Moutons. La ville est déserte. Je fais parler mon compagnon de route ; c'est un polonais catholique ; il réproouve énergiquement ce qui s'est passé ; ce sont les Prussiens, dit-il, qui sont cause de tout. Dans la rue de Namur, nous voyons un groupe de soldats conduits par un

officier; le fusil en main et le doigt à la détente, ils vont, regardant attentivement les maisons. Le Polonais exprime la crainte qu'ils ne fassent un mauvais coup. Arrivés à la porte de notre jardin, le Polonais m'arrête, et me demande, en tenant son fusil en mains : « Mon Révérend, ce n'est pas un traquenard que vous me tendez ? Il n'y a là personne ? » — « Soyez tranquille ! Il n'y a personne, on ne tirera pas ! » Car c'est évidemment ce qu'il me demande... Lui aussi, alors ? On leur a donc bien soigneusement bourré le crâne avec ces histoires de francs-tireurs ? Cependant pour le rassurer tout à fait, je le précède, et il me suit pas à pas, en tenant son fusil prêt à la défense.

Le samedi et le dimanche, des personnes sont venues dire qu'en plusieurs endroits de la ville gisent des cadavres. La direction de l'hôpital décide qu'une équipe sera préposée à l'inhumation de ces victimes. Grâce à mes équipées du jeudi et du samedi, il paraît que je possède des titres à la direction de la nouvelle entreprise. On m'adjoint comme collaborateur volontaire Monsieur Lucien Speder, au dévouement admirable de qui on ne pourrait rendre assez hommage. Nous découvrons dans le voisinage un vieux corbillard, deux chevaux, et un conducteur nous est encore adjoint pour compléter notre équipe. Le commandant des étapes a accordé les autorisations nécessaires.

Dès le dimanche 30 août, à 13 1/2 heures, nous partons en cet équipage, portant le brassard de la Croix-Rouge, un tablier, et munis de chlorure de chaux et d'acide phénique. Nous nous dirigeons d'abord vers le boulevard de Tirlemont, pour y relever le cadavre de M. l'architecte Lenertz. Arrivés à l'endroit indiqué, nous rencontrons cinq soldats allemands occupés à enterrer sommairement les diverses victimes qui gisaient là. A la place où se trouvait M. Lenertz, nous trouvons un petit tertre; le soldat qui l'achève nous fait la description sommaire du cadavre enterré là; il n'y a pas de doute, c'est bien celui de M. Lenertz.

Nous découvrons plus loin un autre cadavre, celui d'un homme d'environ 35 ans, étendu sur le dos et portant à l'épaule droite une plaie béante grande comme le poing; un carnet que nous trouvons sur lui nous apprend que c'est un nommé Lintermans, Adolphe, habitant chaussée de Tirlemont, 11. Un peu plus loin, parmi les arbustes du boulevard, git encore un cadavre, dans un état de putréfaction déjà avancé; les soldats nous disent qu'ils se chargent de l'enterrer; ils nous signalent d'autres endroits de la ville où se trouvent des cadavres. Avec le corbillard, nous transportons au cimetière le corps de M. Lintermans. Après cela, nous allons chercher le cadavre qu'on nous a signalé Voer des Capucins. Nous y découvrons, en effet, le corps d'un vieillard, dont rien ne nous fait connaître l'identité. Nous le ramenons également au cimetière, dont le personnel nous prête son obligeant concours. De là, nous nous rendons à la porte de Malines, pour y rechercher les trois cadavres qu'on nous a signalés rue du Château. Arrivés là, nous voyons quelques soldats allemands au travail au pied du Mont César; je leur montre notre autorisation, et leur demande où sont les cadavres; ils me montrent un tertre en me disant qu'ils ont été enterrés là. Nous décidons de les y laisser provisoirement, voulant

d'abord nous occuper des victimes qui n'ont pas encore de sépulture. Sur les indications que nous donne une femme, nous allons alors à la place St. Jacques; contre un mur de l'église, dans la rue de la Croix, nous découvrons, en effet, dans une caisse à sucre, le cadavre d'un tout petit enfant. Nous creusons une fosse sur place, et y déposons le petit cadavre dans son cercueil sommaire.

Le lundi 31 août, nos recherches nous amènent dans la rue des Joyeuses Entrées. La partie de cette rue, du côté du boulevard est littéralement couverte de douilles de cartouches; les façades des maisons, les portes et les fenêtres, sont criblées des balles. Après avoir cherché vainement au n° 123, qu'on nous a signalé, l'odeur caractéristique du cadavre me frappe brusquement devant le n° 113. Poussant la porte cochère de cette maison, le premier aspect du corridor nous convainc aussitôt que des choses terribles ont dû se passer dans cette demeure; des traces de balles dans les murs et dans les plafonds, les vitres brisées, les pavés couverts de plâtras, et, au pied de l'escalier, une mare de sang déjà corrompu. Les marches de l'escalier sont couvertes de sang; il y a là des éclats de boîte crânienne, et des éclaboussures de matière cérébrale dans laquelle grouillent des vers; le mur et le plafond portent de larges éclaboussures rouges et noires. Tout-à-coup, j'aperçois un cadavre de femme étendu en travers sur le palier, un pied engagé entre les montants de la rampe; le cadavre couvert seulement d'une chemise, est étendu sur le dos, les bras étendus, dans une large mare de sang. Et — horreur — ce corps n'a plus de tête! C'est le cadavre de Madame Verleysen, une jeune mère, qui venait d'accoucher de son troisième enfant. Avec mes compagnons, qui m'ont rejoint et qui contemplent ce spectacle d'horreur avec une indignation égale à la mienne, nous montons à la recherche de l'enfant, et pour voir s'il n'y a pas là haut d'autres victimes de la sauvagerie allemande. Nous allons jusqu'au second étage. Tout y est dans le plus grand désordre : on a pillé les chambres, tous les meubles sont ouverts, des tiroirs et un tas d'objets répandus sur les planchers; des traces de balles dans les murs, dans les plafonds, dans les meubles, dans les fenêtres. Nous parcourons ainsi toutes les places, et ce nous est un soulagement de ne pas trouver l'enfant ni d'autre cadavre. Nous descendons continuer nos recherches au rez-de-chaussée. Là, dans une salle contigüe à la salle à manger, nous trouvons un coffre-fort renversé et éventré; les plaques de tôle adhèrent encore d'un côté et portent la trace de l'outil avec lequel elles ont été coupées. Des papiers sont éparpillés, mais pas un objet de valeur n'a été oublié; des écrans vides traînent sur les fauteuils, sur les chaises, sur la table. Les bandits qui ont travaillé ici connaissaient leur métier.

Je remonte au palier avec mes compagnons pour enlever le cadavre. C'est une rude besogne; en travaillant à enlever le corps, nous glissons dans le sang, et nous souillons nos vêtements et nos mains; des morceaux de cervelle ont jailli partout, avec des éclats de crâne; il y en a sur la poitrine même de la victime, et jusques sur la tablette de la fenêtre du palier. Le corps n'a plus de tête, un simple moignon reste encore avec une tresse de cheveux noirs. La tête n'a pas été coupée

avec un instrument tranchant; nous voyons autour du cadavre de multiples traces de balles, et même quelques petites balles écrasées et tordues. Les brutes ont sans aucun doute fait éclater la tête de la victime en y déchargeant leurs revolvers à bout portant.

Tandis que mes compagnons se chargent d'emporter le corps au cimetière, je me rends au n° 112 de la même rue, où doit se trouver un autre cadavre. Je rencontre là une pauvre femme et sa jeune fille; elles me racontent comment leur mari et leur père, Monsieur Jules Verhaegen, a été assassiné le soir du mardi tragique, par une balle qui lui a été tirée dans le dos, alors qu'il se trouvait dans le corridor de sa maison, au moment même où, dès la première alerte, il venait de fermer la porte de rue. Ces pauvres femmes l'avaient elles-mêmes enterré au fond d'une petite cour.

Le mardi 1^{er} septembre, j'ai été chargé de traduire la proclamation annonçant à la population de Louvain la constitution du Comité des Notables. Nous sommes chargés, avec l'assentiment du major von Mantuffel, de l'administration de la ville saccagée. Monsieur le Professeur Nerinx a accepté la présidence de ce comité, sous la promesse formelle du Kommandant que plus rien ne serait fait à notre pauvre ville. Dans l'après-midi de ce jour là, le commandant de Tongres est venu visiter Louvain. Je ne sais comment il est arrivé à notre hôpital; on m'a prié de l'accompagner, et cette promenade à travers la ville dévastée m'a permis de me rendre compte de l'étendue et de l'horreur de la tragédie de Louvain. J'ai entendu l'Allemand dire, à de nombreuses reprises : « C'est horrible, c'est horrible ! »

On vient de tous côtés nous signaler des cadavres, et nous prier de les enlever, de crainte d'épidémies.

Dans l'après-midi du 2 septembre, nous avons exhumé du jardin de la grande prison le cadavre d'une fillette de 14 ans, Jeanne Feyaerts. La mère de cette pauvre petite avait été tuée d'une balle, le mercredi matin 26 août, tandis que l'enfant était atteinte d'une balle dans le ventre, et resta ainsi à côté du cadavre de sa mère jusqu'au vendredi matin. C'est alors que la femme du directeur de la prison l'avait recueillie et soignée de son mieux; mais la malheureuse enfant succomba à sa blessure dans l'après-midi du 28 août. Au moment où nous revenons du cimetière communal, on vient nous annoncer qu'on a trouvé un cadavre au fond de la cave d'une maison incendiée située à la chaussée de Tirlemont. Au prix d'un travail pénible, nous parvenons en effet à retirer des décombres d'une maison en ruines tout ce qui reste du pauvre Jean Mahy. Nous le transportons également au cimetière. Mais notre funèbre corvée n'est pas finie. Il nous faut aller au Canal, d'où nous repêchons deux cadavres, celui du nommé Pierre Swevers, de Blauwput, qui a été tué d'une balle dans le dos, le 26 août, — et celui d'un hollandais, Charles Armée, qui fut tué de la même manière, au moment où le mercredi 26 août il fuyait avec sa famille.

Le jeudi 3 septembre, je rencontre incidemment à l'hôpital Saint-Thomas un prêtre allemand que je connaissais personnellement d'avant la guerre, le Docteur Sonneschein de l'Association populaire catholique de Gladbach; il est accompagné de deux néerlandais, le R. M. Dr. Poels, de Heerlen, et M. Costers. Le Dr Sonneschein me questionna longuement

sur ce que j'ai vu et entendu. Je lui racontai tout, franchement et sans passion et souvent il m'interrompt par les mots : « C'est terrible, c'est horrible ». Mais il explique tout comme un effet d'un état pathologique spécial : « Les soldats étaient convaincus que les civils tiraient sur eux; on ne tirait pas, soit, mais les soldats étaient persuadés qu'on tirait, et alors tout s'explique... ! »

Dans l'après-midi du samedi 5 septembre, nous exhumons et transportons au cimetière les restes de M. Lenertz, qui, le mercredi 26 août, a été assassiné devant sa maison par les soldats allemands, avec lesquels il essayait de parlementer pour obtenir un sauf-conduit pour lui, sa femme, et ses enfants. Il fut fusillé là sans aucun motif, et son cadavre resta sur place jusqu'au 30 août, jour où les Allemands l'enterrèrent sommairement.

Le dimanche 6 septembre, nous cherchons à retrouver le cadavre de M. David-Fischbach, qui a dû être enterré sommairement près de la statue de Juste-Lipse, rue de la Station. Après avoir cherché en plusieurs endroits du petit square encore couvert de décombres, nous découvrons tout d'abord un cadavre dont la décomposition est très avancée; le corps a subi l'action du feu, tout au moins d'un côté. L'on nous dit que ce doit être le corps d'un nommé Jean-Baptiste Crab, peintre, âgé de 60 ans, habitant impasse Kessel. Cet homme avait été frappé d'une balle et était tombé au coin de la rue Louis Melsen, devant la maison du notaire Brion; lorsque cette maison brûla, le cadavre fut en partie consumé. Quelques jours plus tard, les Allemands enterrèrent sommairement ce cadavre dans le square. Sous le corps de Crab, nous trouvons celui d'un vieillard que nous reconnaissons comme celui de M. David-Fischbach, vénérable vieillard de 82 ans. La tête est fracassée, les mains sont liées sur le dos au moyen d'un fil de cuivre, au surplus il est dépouillé de tout objet de valeur.

Nous recherchons ensuite M. Léon David, que l'on nous dit avoir été tué au même moment et de la même manière que son père, et à peu près au même endroit. Après une demi-heure de vaines recherches, nous remettons ce travail à plus tard; nous ne sommes pas outillés en effet pour déblayer la place couverte de décombres. Nous conduisons au cimetière les corps de M. David et du malheureux Crab.

Le lundi 7 septembre, on vient nous prévenir que le corps de M. David, fils, a été découvert. Nous partons immédiatement vers la rue de la Station, où, entre la statue Juste-Lipse et la maison Desaegher, nous trouvons un corps complètement écrasé et méconnaissable. Des gens qui sont là disent avoir assisté de loin au massacre des Messieurs David. Ils racontent que le fils David a été traîné hors de chez lui; il avait les mains liées derrière le dos, et les soldats l'ont massacré à coups de crosses de fusils, puis ils déchargèrent leurs armes sur le corps qui remuait encore. A ce moment, des soldats, postés aux fenêtres de la maison Desaegher, se sont mis à tirer sur la maison David, où se trouvaient d'autres soldats allemands. Un officier leur crie : Ce sont les nôtres, Halte ! et le combat cesse. Là dessus, le feu est mis à la maison Desaegher, dont les ruines ont couvert le cadavre de M. Léon David. En cherchant à identifier le corps, nous trouvons sur la victime la somme de 1700 frs en pièces d'or, ainsi que d'autres valeurs. Aux poignets de la victime sont encore des

fiels de cuivre. Après l'avoir déposée dans un cercueil, nous allons au boulevard de Tirlemont où des cadavres de civils ont été signalés par des soldats allemands.

Au coin de la rue Marie-Thérèse et du boulevard de Tirlemont, il y a en effet un terrain sur lequel on a commencé la construction de trois maisons. C'est dans ce terrain que, sans aucune indication précise, sont enterrés d'après les uns 12 cadavres, d'après d'autres 18, d'après une troisième version 21. Après de vaines recherches dans tous les coins de l'endroit indiqué, ce fut l'odeur caractéristique du cadavre qui nous amena tout-à-coup près d'un petit mur haut d'un mètre au plus, au dessus duquel s'élevait une croix rudimentaire faite de deux vieilles planches; sept grands clous y sont enfoncés, dont quatre fixent chacun un chapeau dans la planche; de l'autre côté je lis une inscription grossièrement faite au crayon : « Beerdigt am 30 August. » (Enterré le 30 août). Devant cette croix, se trouvent deux petits murs en rectangle qui forment avec le coin de la cave un puits de 2 mètres 18 sur 1 m. 27; ce puits semble être rempli de sable.

Nous nous mettons à creuser à cet endroit, et, à un pied de profondeur au plus, nous découvrons un cadavre, dans un état de décomposition déjà avancé. Monsieur Helleputte, ingénieur aux chemins de fer vicinaux, eut l'amabilité de nous prêter, en vue de ce travail, une paire de gants en caoutchouc dont se servent les électriciens. Nous retirons le premier cadavre, que le R. P. Rolin, des Dominicains, et M. Guelton, nous aidèrent à envelopper et à transporter jusqu'au corbillard. Ce premier cadavre qu'il nous est impossible d'identifier, tant il est défiguré, nous semble être celui d'un ouvrier; il a été tué d'une balle dans la tête; nous ne trouvons sur lui aucune pièce permettant d'établir son identité. Pendant qu'on le transporte au cimetière, nous extrayons un second cadavre, celui de M. Duchateau, Pierre-Herman, hôtelier, place de la Station, 5; les objets trouvés sur lui sont déposés dans un papier numéroté.

Jusque là, le travail va relativement bien, l'extraction des cadavres n'est pas extraordinairement difficile, mais bientôt, à mesure que nous allons plus profond, le travail devient tout-à-fait pénible, à cause de la pesanteur des corps, du manque d'espace de ce puits étroit, et aussi la chaleur accablante, le nombre formidable de mouches qui nous harcèlent, les odeurs de pourritures au milieu desquelles nous devons dégager les cadavres. A certains moments, nous sommes pris de vertiges, et il nous faut à toute force aller respirer hors de ce puits d'enfer un air moins empoisonné. Le troisième cadavre que nous sortons est revêtu d'une soutane, et nous l'identifions comme étant celui du frère Sébastien, des R. P. Joséphites, dans le monde André-Ferdinand Stratmann, âgé de 42 ans, de nationalité allemande. Nous trouvons encore sur lui plusieurs espèces en caractères allemands.

Nous retirons encore le cadavre de M. J. Lammens, professeur à Bruxelles, habitant au n° 51 de la chaussée de Tirlemont. Ce malheureux fut pris dans sa maison et traîné par les soldats allemands jusqu'à la gare, où il fut assassiné, comme les autres dont les corps sont jetés pêle-mêle dans cette fosse.

Mardi, 8 septembre. Cet après-midi, nous avons repris le travail au puits du boulevard de Tirlemont. Vers 2 h. 30, deux officiers allemands paraissent et après nous avoir regardés faire, d'une distance d'une dizaine de mètres, l'un des deux, qu'on me dit plus tard être le major Manteuffel, me dit en allemand : « Vous faites là un travail très méritoire ». Nous avons extrait six cadavres, dont quatre sont certainement ceux d'ouvriers. Parmi les victimes identifiées, se trouve le vieux frère Allard, portier au Collège des Joséphites. Avec le frère Sébastien il a été saisi, le 25 août, dans sa loge, traîné à la gare et fusillé là. Nous ignorons les circonstances exactes de leur exécution.

Vers 4 h. 30, on vient nous annoncer que, dans les ruines de la maison de M. David-Fishbach, on a découvert le corps carbonisé d'un de ses domestiques. Comme c'est le fils de la victime qui vient ainsi demander notre assistance, nous suspendons notre travail et nous nous rendons à l'hôtel David, où, dans une niche du couloir de la cave, nous trouvons en effet le corps affreusement brûlé de M. Van der Mosten. C'est un travail difficile de le dégager d'entre les ruines branlantes. En présence du fils de la victime, le corps est mis en bière, et transporté au cimetière de Kessel-Loo.

Le mercredi 9 septembre, dès huit heures du matin, nous reprenons le travail au puits du boulevard. Nous en extrayons les six derniers cadavres. Tous sont dans un état de décomposition avancé, et noyés dans la boue; ces corps ont été brutalement jetés dans ce puits. Au moment où nous retirons un des derniers, le crâne qui est complètement écrasé se détache, et toute la matière cérébrale tombe au fonds du puits. Cela donne un sursaut d'indicible horreur. En tout, nous avons retiré de ce puits seize cadavres.

Vendredi 18 septembre. Je reçus au matin la visite de la veuve Jean Mahy. Cette femme a été le témoin et la victime d'une tragédie atroce qu'elle vient me raconter en toute simplicité, avec un accent de sincérité qui ne trompe pas : Ils habitaient dans une maison sise à la chaussée de Tirlemont, près de la voie du chemin de fer, lorsque, le mardi 25 août 1914, ils remarquèrent que, dès six heures du soir, une vive agitation semblait s'être emparée des soldats allemands qui occupaient la chaussée; ils en conçurent une inquiétude telle que, dès avant huit heures, ils se réfugièrent dans leur cave avec leurs dix enfants. A huit heures, ils entendirent clairement que l'ordre de tirer était donné, et aussitôt une fusillade intense éclata de tous les côtés à la fois. Presque aussitôt après, ils entendent qu'on pénètre dans la maison, et qu'on la parcourt, et qu'on descend à la cave où ils se tenaient. C'est un officier allemand accompagné de deux soldats. Il regarde les enfants blottis autour de leurs parents, puis, brusquement, il accuse le père Mahy d'avoir tiré, et lui ordonne de se mettre contre le mur; puis, il donne froidement l'ordre à un des soldats de faire feu, et le pauvre homme est abattu sous les yeux de sa femme et de ses dix enfants muets d'épouvante et d'horreur. Comme la victime remue encore, l'officier l'achève d'un coup de revolver. Puis se déroule une scène plus affreuse encore : le fils aîné âgé de 18 ans reçoit à son tour l'ordre de se mettre contre le mur pour être abattu comme son père, mais, au moment où le soldat tire, il se laisse tomber et reste étendu comme mort à côté du

cadavre de son père. Après lui, le second fils âgé de 15 ans est atteint d'une balle au côté. Mais ce n'est pas encore assez pour la brute allemande qui commande ce carnage : comme il ne reste plus de grands garçons à tuer, c'est la fille aînée qui reçoit l'ordre de se mettre contre le mur; mais cette fois le soldat qui doit exécuter l'ordre infâme refuse net de faire feu. Alors l'officier ordonne à la mère de quitter la cave avec les huit enfants qui restent. Passant près du cadavre de son mari, elle se penche pour lui donner en une caresse un suprême et déchirant adieu, mais l'officier la redresse d'un coup de poing dans le dos et la pousse dans l'escalier, et de là sur la chaussée, en pleine obscurité, au milieu de la fusillade qui crépite de toutes parts. Il était alors 8 h. 30. Quelques instants plus tard, la pauvre mère vit sortir de sa maison des soldats allemands qui emportaient le deuxième fils; le pauvre garçon, presque sans vêtements, aperçut sa mère et cria d'une voix déchirante : « Maman ! Maman ! » Mais les soldats l'emportèrent et disparurent avec l'enfant, que la malheureuse mère n'a plus revu depuis...

Quant au fils aîné, après le départ des soldats allemands, il est remonté vivement par le soupirail du fond et s'est blotti dans une grange, d'où le lendemain on est venu l'extraire, pour l'envoyer avec d'autres comme prisonnier en Allemagne.

La mère avec ses huit enfants est restée sur la chaussée jusque vers 10 heures; il lui fut possible alors de se réfugier dans une maison toute proche, où elle passa la nuit. Le lendemain, en compagnie de centaines d'autres malheureux, ces pauvres gens furent expédiés en Allemagne, où on les traita comme les plus misérables bandits du monde.

Le dimanche 20 septembre dans l'après-midi, en quittant l'hôtel-de-ville, je me vois accosté par un officier allemand. Me montrant l'église de Saint Pierre, il demande : « Qui a allumé cela ? »

— Les soldats allemands, ceux-là même qui ont incendié toute la ville.

— Etes-vous bien sûr que ce sont des soldats allemands ?

— Monsieur, vous ne me direz pas que ce sont les gens de Louvain qui ont incendié leur église ?...

— Et pourquoi donc les soldats ont-ils fait cela ?

— Est-ce que je le sais ? Pourquoi ont-ils tué ? Pourquoi ont-ils brûlé ? Vos chefs doivent le savoir mieux que moi !

— Mais tout de même, ils ne peuvent avoir fait cela sans motif...

— Encore une fois, Monsieur, je ne connais pas les motifs, mais ce que je sais, (et d'un geste large je lui indique la Grand'place, la rue de Bruxelles, la rue de la Station et la rue de Tirlemont) c'est que cette ville, qui n'avait rien fait à vos soldats, a été brûlée en quatre jours, et que plus de cent personnes innocentes ont été tuées !

— Mais nous ne sommes cependant pas des barbares !

— Possible, Monsieur. Mais comment appelez-vous ce travail ? (et je lui montre encore une fois les ruines dont nous sommes entourés).

Là-dessus l'officier allemand fait un signe aux soldats qui l'entouraient et me quitte en disant d'un ton sceptique : « Bah ! il est inutile de discuter à ce sujet. Adieu ! »

Vendredi 2 octobre. J'ai été otage pendant 36 heures. Jusqu'ici les otages furent presque exclusivement des prêtres et des religieux. Leur détention durait ordinairement 24 heures. Vers la mi-septembre, une atténuation du régime avait été obtenue par M. Nerinx, bourgmestre ff. Mais le 29 septembre, nouveau régime de rigueur annoncé par une affiche où il était question d'un attentat commis « *vraisemblablement* » par les civils, en conséquence de quoi la commune était punie et des otages étaient exigés, lesquels seraient fusillés à la moindre tentative nouvelle. Des otages de Vertrijk et de Boutersem étaient détenus à Louvain. Le jeudi 1^{er} octobre, de grand matin, le docteur Tits, médecin en chef à l'hôpital Saint Thomas, était pris comme otage, malgré ses protestations et celles de la direction de l'hôpital; toutefois Manteuffel fit dire un peu plus tard que le docteur serait relâché s'il était remplacé par un notable. J'allai donc me constituer en son lieu et place, à la Kommandantur où se trouvaient comme otages les vicaires MM Tielemans et Janssens, l'abbé Korperich, sous-régent du collège du Pape, les R. P. Cools et Biebuyck, jésuites. Tous avaient été pris de grand matin. Ce n'est que vers trois heures après-midi qu'on nous apporta du pain sec et dur comme une planche, et une cruche d'une décoction dont l'odeur seule donnait la nausée. A 5 heures, le lendemain matin, samedi, je fais demander le lieutenant Telemann de la Kommandantur ; il vint solennellement s'enquérir de nos désirs; nous lui disons notre indignation au sujet du traitement qu'on nous inflige : vous nous traitez comme des malfaiteurs alors que nous sommes des otages, le droit des gens vous interdit de nous traiter ainsi, nous n'avons pas de nourriture, nous sommes lamentablement logés, nous sommes gardés comme des criminels... Devant ce flot de protestations, Telemann, qui me connaissait bien, est visiblement embarrassé, il va chercher des ordres. Il revient bientôt pour nous dire qu'il n'y a rien à faire, et qu'au premier incident nous serons fusillés. Cela me donne l'occasion de renouveler nos réclamations, et, en fin de compte j'obtiens de pouvoir aller demander à M. Nerinx que l'administration communale veuille bien pourvoir au ravitaillement des otages. Vers midi, Telemann vient nous demander s'il ne nous paraît pas d'être transférés au couvent des Dominicains, rue Juste-Lipse; vers 5 heures, il revient avec M. Nerinx et nous fait transférer en effet dans ce couvent, où depuis les otages furent détenus; il y a là une quinzaine d'otages des villages voisins. Ce même jour, je fus libéré et remplacé par M. l'abbé Brohée, directeur du Séminaire Léon XIII.

Le 23 octobre, mon ami Speder et moi avons exhumé sur le territoire de Blauwput, un peu au delà du grand pont, les cadavres du pauvre curé de Bovenloo, le R. M. Lombaerts, de M. Victor Fisenne, ouvrier, et d'une vieille femme appelée Marie-Christine Raymond. Tous trois ont été massacrés par les Allemands aux environs de l'endroit où nous les retrouvons. Le curé de Boven-Loo a dû être assommé à coups de crosses de fusils; il avait le crâne complètement écrasé.

Le lundi 2 novembre, j'ai exhumé du jardin du docteur Opdebeek, à Blauwput les cadavres de deux hommes tués par les Allemands sur la chaussée de Diest, et enterrés là provisoirement par les soins du docteur. Du jardin des Sœurs de Blauwput, j'ai exhumé les corps des cinq

victimes exécutées là le 28 août sur l'ordre d'un Herr Major, sous prétexte que les habitants avaient tiré. Parmi ces victimes se trouve mon confrère en religion, le R. P. Maximin Van Olmen, capucin.

Le samedi 21 novembre, j'ai été invité à comparaître devant l'auditeur militaire allemand Stempel, au n° 118 de la rue de la Station. Quand j'arrivai là, Mgr Ladeuze, recteur de l'Université, était en audience; elle a duré si longtemps qu'au bout de deux heures on nous a annoncé que nous pouvions nous retirer et qu'on nous rappellerait. Quand Mgr Ladeuze sortit de chez l'auditeur, il eut l'occasion de nous faire dire que cet Allemand ne cherchait qu'à entortiller les dépositions et à faire dire et signer des déclarations qui pourraient servir les intérêts allemands. J'ai été convoqué à nouveau chez Stempel, le mercredi 25 novembre, en même temps que M. le chanoine Thiery, professeur à l'Université; celui-ci est reçu le premier et j'attends mon tour dans une salle voisine. J'entends une discussion mouvementée; à plusieurs reprises, j'entends ces mots : « Non, je ne signerai pas cela; puisque ce n'est pas cela que j'ai dit ! » Quand mon tour est venu, je suis introduit près d'un homme d'une soixantaine d'années, au visage ridé, au regard dur, peu accueillant. Il me dit qu'il veut avoir de moi des détails sur les prêtres tués, que ma déclaration doit être faite en toute sincérité attendu qu'elle doit servir pour l'enquête officielle faite par le gouverneur allemand. Je parle alors des prêtres dont j'ai retrouvé les cadavres, notamment M. Lombaerts, curé de Boven-Loo, et le R. P. Van Holmen, capucin, que j'ai exhumé du jardin des sœurs de Blauwput, des deux frères Joséphites Sébastien et Allard, et du frère de la Miséricorde tué à Blauwput. J'ajoutai qu'il se racontait que le curé de Hérent, le R. M. Van Bladel aurait également été tué et enterré près de la gare, mais que je n'avais pas encore pu faire de recherches à ce sujet. — « Avez-vous remarqué, me demande-t-il, si ces prêtres ont été tués par des balles ou autrement ? » Je lui raconte alors quelles sont les blessures et mutilations que j'ai relevées sur chaque cadavre. « N'y en a-t-il pas d'autres à votre avis ? » « Je ne le pense pas ! » — Mais, continuai-je, je puis vous donner beaucoup de détails sur la mort et l'état des cadavres des autres victimes de Louvain; je puis vous dire notamment dans quel état j'ai retrouvé le corps de Madame Verleysen... D'un geste brusque il m'interrompt : « Non, non, cela suffit ! J'ai déjà entendu tant de choses terribles... » Mais j'insiste en disant : « Mais puisque vous faites une enquête, vous devez certainement désirer connaître toute la vérité... ? » — « Monsieur, me répondit-il, je ne suis chargé que de vous interroger sur les ecclésiastiques ! » Quand le procès-verbal est terminé, je dois faire le serment et mettre ma signature. Puis, il me congédie, et c'est tout.

Samedi 28 novembre. Le service de l'hygiène publique nous a demandé de procéder à l'exhumation du cadavre enterré provisoirement dans le jardin du collège des R. P. Joséphites. Mon ami Speder et moi avons enlevé ce cadavre relativement bien conservé. C'était celui d'un étudiant en médecine nommé Bosmans Triphon, originaire de Thielt N.-D., qui dans la terrible soirée du 25 août a été atteint d'une balle au front, alors qu'il se trouvait au coin de la rue Courte et du Vieux-Marché; il était mort à l'ambulance des Joséphites le jeudi 27 août.

Après avoir conduit ce corps au cimetière, nous nous sommes rendus à l'impasse des Minimes, pour y exhumer le cadavre d'un pauvre vieux de 75 ans, le nommé Vranckx Henri, qui avait été tué dans la cour de sa maison, le mercredi matin 26 août; des voisins avaient enterré provisoirement le corps dans une fosse à fumier; aussi n'en restait-il presque rien en dehors des ossements.

Le jeudi 14 janvier 1915 fut pour nous une terrible journée. De 8 h. 30 du matin jusques à la tombée de la nuit, M. Speder et moi avons travaillé à l'exhumation des cadavres enterrés dans le square Van de Weyer, devant la gare. Monsieur Nerinx et différentes autorités ont assisté à l'exhumation. Le colonel Lubert est là également avec plusieurs officiers allemands. Nous avons retrouvé plusieurs fosses, exhumé et examiné vingt cadavres. Une seule fosse en contenait dix-huit, jetés pêle-mêle dans un tel désordre que la partie la plus difficile et la plus pénible de notre travail fut de démêler tous ces membres et ces corps entrelacés; il y avait des crânes défoncés, des bras et des jambes brisées. A certain moment, le colonel Lubbert lui-même n'a pu retenir son indignation à la vue de ce spectacle hideux, et s'écria : « Avons-nous dû travailler pendant quarante ans à la civilisation de notre peuple pour en arriver à ce résultat là? »

Nous avons poursuivi nos lugubres opérations le lendemain. Quel horrible bilan pour ces deux jours. Non compris le cadavre d'un soldat belge mort dans un train de passage et enterré là, nous avons retrouvé en ces deux jours 26 des victimes tuées entre le 25 et le 26 août 1914. Avec les 21 cadavres du coin de la rue Marie-Thérèse et du boulevard de Tirlemont, on arrive ainsi au total de 47 malheureux qui ont été massacrés aux abords de la gare de Louvain pendant ces journées terribles.

Le jeudi 18 février M. Speder et moi avons exhumé de la cour de l'hôpital civil, où ils étaient enterrés depuis août 1914, 19 cadavres de civils décédés à l'hôpital, et qu'on n'avait pu enterrer régulièrement.

Le lundi 15 mars 1915, une automobile allemande vient me prendre de grand matin et me conduit à Weert-Saint-Georges en compagnie d'un sous-officier nommé Claasen et d'un médecin militaire allemand. En cours de route Claasen m'explique que nous devons exhumer à Weert le cadavre d'un soldat allemand qui a été tué par les civils. Avec beaucoup de détails, il explique comment le soldat a été achevé par les habitants à coups de couteaux, son cadavre mutilé et dépouillé, puis jeté dans une fosse. Pour punir les coupables inconnus, les Allemands ont brûlé 7 maisons aux alentours. J'ai écouté attentivement cet exposé, tout en m'interdisant le moindre avis. J'ai remarqué cependant que le médecin semblait être aussi un peu sceptique, car je l'entendis dire : « Oui, oui, nous pourrions constater tout cela. » Mais Claasen est l'homme qui ne sait pas douter, qui n'admet pas qu'on doute...

Arrivés à Weert, nous nous mettons immédiatement à la besogne. La tombe est près de la station à quelques pas de la voie ferrée. Quand j'ai extrait le cadavre, nous l'avons examiné très minutieusement. Au sommet du crâne, une petite ouverture du calibre d'une balle, environ 8 millimètres. Aucune autre lésion sur le corps. Malgré Claasen qui continue à dire que le soldat a dû être tué par des civils tirant du haut

d'une fenêtre, le médecin militaire déclare que le trou dans le crâne est du diamètre des balles de guerre belges. Claasen, qui tient à son idée, fait chercher le ff. de bourgmestre et le garde-champêtre, et leur fait subir un interrogatoire très serré. Ils disent n'avoir rien vu, mais avoir entendu raconter par des gens du village que ce soldat, un cavalier éclairé, se trouvait près de la barrière du chemin de fer au moment où deux gendarmes belges à cheval, postés plus loin sur la chaussée, ont tiré sur lui et l'ont abattu. Claasen fait chercher un des témoins indiqués par le garde champêtre, lequel témoin confirme en tous points le récit ci-dessus. Malgré leurs affirmations catégoriques, Claasen prétend qu'il n'est pas possible que la balle d'un gendarme belge ait pu atteindre ce cavalier au sommet du crâne de façon à sortir par la région pariétale supérieure gauche (ainsi que nous venons de le voir). Le médecin allemand lui fait remarquer qu'il est très probable que le cavalier, ayant aperçu les gendarmes tirant sur lui, se sera vivement penché pour s'abriter derrière le cou de sa monture; dès lors le trajet de la balle s'explique parfaitement. Il oblige Claasen à acter dans le procès-verbal les constatations et les témoignages acquis. Claasen est visiblement contrarié et de mauvaise humeur; cela lui fait mal d'avoir tort. Nous déposons le cadavre dans un cercueil qui est conduit au cimetière.

Le samedi 24 avril, j'ai exhumé du jardin des Sœurs de Saint Vincent, rue du Canal, le cadavre de Jean Devyver, frappé d'une balle à la tête le mercredi 26 août, vers 4 heures du matin. La sœur du malheureux me raconte le drame dont il a été la victime. C'était un cordonnier âgé de 25 ans, marié et père d'un enfant. Le mercredi 26 août, vers 3 heures du matin, ils étaient descendus prêts à fuir à cause de la fusillade et des incendies de la rue Minckeleers; les voisins les ayant rassurés, ils remontent et, au moment où ils veulent fermer une fenêtre donnant sur la rue, le mari et sa femme sont frappés tous deux d'une balle dans la tête. La femme est tuée sur le coup, la boîte crânienne ayant éclaté. Devyver tombe à côté de sa femme. Sa sœur épouvantée s'enfuit avec l'enfant. Le samedi suivant, des soldats allemands chargés d'enterrer les cadavres, entrent dans la maison avec le docteur Wouters. Le corps de la femme était déjà en pleine décomposition. Devyver n'était pas mort, mais était toujours plongé dans le coma. Le sous-officier allemand parle de l'achever à coups de revolver, mais le docteur s'y oppose et obtient de le faire transporter à l'ambulance des Sœurs de Saint-Vincent sise en face de la maison. Pendant ce temps, les soldats allemands jetèrent à la Dyle qui coule tout près le cadavre de la femme. Devyver est mort le 1^{er} septembre sans avoir repris connaissance.

Le vendredi 30 avril, j'ai exhumé les cadavres des soldats allemands enterrés au square Van de Weyer. Il y en avait 29, dont 18, au dire des officiers, étaient des soldats tombés pendant les événements de Louvain. Tous ces cadavres étaient dans un état de décomposition très avancé. Il a été impossible de découvrir encore les blessures et la cause de la mort. Tous ces corps ont immédiatement été mis dans des cercueils, sans identification, et transportés au cimetière.

Faisant le bilan de mes funèbres fonctions de fossoyeur d'occasion,

j'ai eu entre les mains 127 cadavres de civils, 56 cadavres de soldats belges et 126 de soldats allemands, ce qui m'amène au total de 309 cadavres.

Après lecture, le témoin déclare sincère et véritable la déposition ci-dessus et signe
(S.) P. V. CLAES.

5° Déposition assermentée de Parys, Joseph, né à Saint-Nicolas (Waes), le 27 novembre 1873, en religion Père Hyacinthe, des frères Prêcheurs, demeurant rue Juste-Lipse, 22, à Louvain :

Quand les troupes allemandes entrèrent à Louvain, le 19 août 1914, j'étais directeur de l'ambulance établie au couvent des Dominicains, comme dépendance de celle établie au Séminaire Léon XIII, rue de Tirlemont. Le 25 août, entre 7 et 7 heures 30 du soir, M. le Dr Tits me fit prévenir qu'une heure plus tard nous recevions des blessés. Accompagné de M. le docteur Meulemans et le pharmacien De Coninck, je me rendis à l'Hôtel-de-Ville auprès de von Manteuffel, commandant de place, pour obtenir de lui des permis de nuit pour le service de l'ambulance. Il était près de 8 heures quand nous arrivâmes à l'Hôtel-de-Ville. Il y avait peu de soldats en rue et sur la Grand'Place alors que généralement j'en voyais un grand nombre à cet endroit. J'en fus si frappé que je fis cette réflexion à mes compagnons : « Comme tout est tranquille ce soir, et comme il y a peu de soldats sur la place ».

Nous étions à peine entrés de deux minutes dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, où le commandant, très poli, écrivait nos passeports, qu'une fusillade formidable éclatait sur la Grand'Place. A l'instant même le commandant von Manteuffel donna l'ordre de nous arrêter tous les trois et nous fûmes maintenus par des soldats armés pendant toute la panique qui suivit l'ouverture de la fusillade. Après sept ou huit minutes, ordre est donné de nous conduire à la salle des otages, où se trouvaient déjà Mgr Coenraets et M. le juge Maes.

Quelques instants après, un grand et fort officier allemand que sa suite appelait « Excellence », arrivait escorté de Manteuffel et d'autres officiers allemands. Son « Excellence », (le général von Boehn) était dans un état de singulière surexcitation; hautain et brutal, il nous fit fouiller. On ne trouve rien... Qu'espéraient-ils trouver ? Alors von Boehn déclare en allemand (ce qui nous fut traduit en français par un autre officier) que si l'on tirait encore nous serions pendus. Nous voulions nous expliquer, en appeler aux droits de la Croix-Rouge, dont nous portions le brassard, estampillé par l'autorité allemande; mais il nous fût défendu de placer un mot.

Environ une demi-heure après, une nouvelle fusillade crépitait. Alors Manteuffel nous ordonna, à Mgr Coenraets et à moi, d'aller faire en ville la proclamation suivante : « Si on tire encore, la ville sera brûlée, elle payera vingt millions d'impôts de guerre, et les otages seront pendus ! » Il sortit avec nous et une escorte d'une vingtaine de soldats et un tambour. M. l'échevin Schmit nous avait été adjoint. La Grand'Place était noire de soldats allemands, et nous eûmes peine à traverser leurs rangs. Mgr Coenraets était fort fatigué et affaibli; c'est moi qui dus faire la proclamation dans les deux langues. J'avais l'im-

pression de crier dans le désert, car, en dehors des soldats allemands, il n'y avait pas une âme pour nous entendre.

Notre cortège prit la rue de la Station. Près de la rue Vander Kelen, un coup de feu rententit tout-à-coup, tiré je ne sais par qui, ni d'où. Les soldats s'écartèrent, nous laissant au milieu de la rue; quelques-uns d'entr'eux courraient en sens divers, comme pour se rendre compte de la provenance du coup de feu. Ils parurent ne rien découvrir. Continuant notre route par la rue de la Station, nous n'entendîmes que quatre ou cinq coups de feu, dont les soldats ne parurent plus s'émouvoir. Certains cependant prétendirent que les coups de feu étaient partis de telle ou telle maison qu'ils désignaient, et ils en enfonçaient les fenêtres. Arrivés à la maison de M. le baron Orban de Nivry, celui-ci fut invité par Manteuffel à nous rejoindre. Il prit place dans nos rangs, et, pour me soulager, se chargea de faire la proclamation en français, tandis que je continuai à la faire en flamand. Près de la statue de Juste-Lipse, se trouvait le cadavre d'un soldat allemand, à côté duquel se tenaient quelques soldats et un officier, que j'ai su plus tard être le docteur Berghausen. Ce dernier était dans un état de surexcitation effrayante. Il me prit vivement à partie, prétendant que les prêtres et les moines étaient la cause de cette mort, parce qu'ils avaient excité la population. Il voulait m'obliger à ramasser le cadavre, quand le commandant Manteuffel intervint, lui disant que le commandement lui revenait à lui Manteuffel. La maison de M. David-Fischbach fut alors désignée par Berghausen lui-même je crois, comme celle d'où l'on avait tiré sur le soldat. Aussitôt les fenêtres furent enfoncées, et le feu mis à la maison. Un domestique qui voulait s'enfuir fut repoussé à la bayonnette dans la maison. Là-dessus notre groupe continua vers la gare, en suivant le trottoir de gauche. Deux ou trois minutes après, j'entendais les coups de feu qui abattirent Messieurs David, père et fils. J'infère que c'est alors qu'ils furent assassinés, par le fait que, un quart d'heure après, quand on nous ramena à la place Juste-Lipse, on nous amena devant le cadavre du vieux Monsieur David. Or, en dehors des 4 ou 5 coups de feu dont j'ai fait mention ci-dessus, je n'en avais pas entendu d'autres. Notre attention était particulièrement portée sur des faits comme ceux-là, de par le danger qui en résultait pour nous.

On nous conduisit jusqu'à l'entrée de la rue de la Station, entre les deux cafés formant le coin de la place de la Station. Le docteur Berghausen nous avait rejoint. A cet endroit, une famille, celle je crois d'un marchand de cigares, fut accusée d'avoir tiré sur les soldats; après d'inutiles explications, plusieurs personnes furent emmenées.

Nous retournâmes à l'Hôtel-de-Ville. C'est alors qu'à notre passage on nous amena près du cadavre de M. David, père. Nous n'avons plus entendu tirer jusqu'à notre retour dans la salle des otages. Notre tournée, commencée à 9 heures, n'a guère duré au-delà de 10 heures.

Pendant toute cette tournée, surtout après l'intervention du docteur Berghausen, les soldats qui nous conduisaient étaient dans un état de très grande surexcitation. Pendant tout ce temps, je me tenais le plus possible à côté du commandant von Manteuffel, qui me paraissait froid et calme. A un moment donné pourtant, il dit à M. Schmit de se placer devant nous parce qu'il n'était plus maître de ses hommes.

Rentré à l'Hôtel-de-Ville, je vis les soldats allemands mettre le feu à la droguerie Van Hauw; je vis le feu se communiquer de là aux maisons voisines. Après un certain temps, l'Hôtel-de-Ville était entouré de feu; je vis aussi que les halles brûlaient. J'ai vu commencer l'incendie de l'église Saint Pierre : je vis tout d'abord une toute petite fumée sortant de la tour du carillon; puis la fumée devint plus dense, des flammes apparurent, et bientôt la tour toute entière brûlait violemment et croulait en feu sur le toit de l'église, qui finit par prendre feu aussi et brûler tout entière. Vers 5 heures du matin, on nous amena à l'église, pour nous en faire retirer, disait-on, les œuvres d'art. Nous avons emporté quatre petits tableaux nous déclarant impuissants à enlever le reste. Un haussement d'épaules fut la seule réponse qu'on nous donna. On nous ramena à l'Hôtel-de-Ville. Comme j'avais remarqué que le baron Orban de Xivry avait parlé avec le docteur Berghausen, qu'il semblait connaître, je le priai de faire connaître à ce docteur dans quelles circonstances j'avais été arrêté, afin de lui faire comprendre combien il s'était mépris dans la sortie qu'il m'avait faite à propos du cadavre allemand devant la statue de Juste-Lipse. Le baron ayant été remis en liberté par Manteuffel, le docteur Berghausen voulut le reconduire chez lui, et c'est alors que M. Orban exposa mon aventure au docteur allemand. Celui-ci se rendit alors à mon couvent, où l'on venait d'amener trois blessés allemands. Apprenant là de quoi il retournait à mon sujet, Berghausen dit aux pères : Je vous donne ma parole d'honneur que je ramènerai le père vivant au couvent. Ce qu'il fit en effet le mercredi à 6 heures du soir.

Ce jour là, 26 août, j'avais encore dû, en compagnie de Mgr Coenraets faire en ville la proclamation suivante : « Le gouverneur général nous a pris comme otages. Nous vous communiquons (en son nom) de cesser immédiatement de tirer sur les troupes, autrement tous nous serons de suite fusillés. Nous prions instamment la population de Louvain et des environs de ne plus tirer, mais de rester tranquille. » Conduits par une troupe d'Allemands, nous avons dû aller proclamer le communiqué ci-dessus à mon couvent, puis rue des Corbeaux, rue de Tirlemont et chaussée de Tirlemont. Après avoir rencontré là de nombreuses troupes venant de Tirlemont nous passâmes par le boulevard de Jodoigne, la rue des Doyens, les rues Vésale, de Parc, de Namur, la place de l'Université; de là nous descendîmes vers la rue du Canal, le canal, le boulevard de Diest et la gare. Quand nous passions dans la rue des Doyens, j'entendis quelques coups de feu tirés dans les rues avoisinantes. L'officier commandant l'escorte attira notre attention sur ces coups de feu, qu'il attribuait aux civils. Mgr Coenraets lui dit : Qui vous permet d'affirmer ainsi que ce sont des civils qui tirent ?

Il paraît qu'on nous a reproché d'avoir fait ces proclamations, comme si elles impliquaient l'aveu que les civils avaient tiré. Mais il est clair que nous ne faisons ces proclamations que contraints et forcés non pas en notre propre nom, mais au nom de l'autorité allemande qui nous imposa le texte des proclamations à faire. Les Allemands eux-mêmes n'ont d'ailleurs jamais invoqué ces proclamations comme une preuve que les civils de Louvain avaient tiré sur leurs troupes.

Le vendredi 13 novembre 1914, je fus mandé devant le juge d'instruction all mand. Interrogé par lui, je lui dis que je n'avais vu tirer

aucun civil. Alors il me dit, et me répéta : « Vous savez pertinemment que les civils ont tiré, et je vais vous le prouver. » Il me lut alors une déposition du docteur Berghausen qui, sous la foi du serment, déclarait m'avoir entendu dire, dans mes proclamations du mercredi 26 août : « Nous savons que les civils ont tiré : si on tire encore... etc » Je répondis que, sous la foi du serment, je tenais à déclarer que cette déposition du docteur Berghausen était fausse, que même il ne pouvait pas déposer concernant la proclamation du mercredi; puisqu'il n'y avait pas assisté. Le 20 novembre suivant, j'ai été confronté avec le docteur Berghausen, qui dût rétracter sa déposition me concernant.

Pour finir je déclare que pendant nos courses en ville du mardi et du mercredi en qualité d'otage, je n'ai pas vu un seul indice permettant de dire qu'un civil venait de tirer, ou se préparait à le faire. J'ai été en rapports avec des civils de toutes opinions et de toutes les classes sociales, et nulle part je n'ai appris qu'un habitant de Louvain aurait fait quelque chose qui aurait pu justifier d'une manière quelconque les brutalités, les pillages, les incendies et les massacres de ces affreuses journées d'août 1914.

Lecture faite, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(s.) Joseph PARYS.

6^e Déposition assermentée de De Koninck, Amédée, pharmacien, âgé de 48 ans, domicilié en août 1914, rue de la Station, n^o 25, à Louvain, actuellement rue Juste-Lipse, 57 : ..

Dans les premiers jours d'août 1914, sur la demande des R. P. Dominicains, j'ai organisé le service pharmaceutique dans l'ambulance qu'ils installaient dans leur couvent, rue Juste-Lipse, à Louvain.

Elle constituait une filiale de « Léon XIII » (Mgr Deploige et Dr. Tits). Deux médecins étaient attachés à l'établissement : le Docteur Meulemans et le docteur J. De Koninck. Le père Parys exerçait les fonctions de directeur-administrateur; des novices servaient comme brancardiers.

Le 25 août, au cours de l'après-midi, le docteur Tits, sur ordre de l'autorité allemande, vint avertir le R. P. Parys qu'il devait tenir ambulance et personnel à la disposition de cette dernière, car on prévoyait l'arrivée de nombreux blessés.

Un peu avant huit heures, le P. Parys vint me quérir et, comme mon frère était de service à Léon XIII, nous allâmes chercher le docteur Meulemans. Au moment où nous sortions de chez ce dernier, des soldats veulent nous en empêcher. Nous déclinons nos qualités et leur manifestons le désir de nous rendre à l'Hôtel-de-Ville pour faire mettre nos permis de circulation en ordre.

Accompagné d'une sentinelle, nous sommes introduits auprès de von Manteuffel qui se tenait, en compagnie d'autres officiers, dans la salle des mariages.

von Manteuffel était occupé à mettre nos papiers en ordre, lorsque les premiers coups de feu éclatèrent.

Une pétarade nourrie suivit et d'après le genre de sonorité des détonations, les soldats, qui se trouvaient dans la salle des Pas-Perdus

devaient répliquer de l'intérieur à des coups qui se tiraient à l'extérieur.

Von Manteuffel nous intima brutalement l'ordre de nous asseoir sur un banc, qui se trouvait dans le fond de la place. Nous y étions à peine que la porte s'ouvrit et que M. Eugène Nys entra; il venait, sur demande de M. l'échevin Schmit et avec une carte d'introduction de ce dernier, présenter son automobile à von Manteuffel. Il vint s'asseoir à côté de nous.

J'ai vu apporter dans cette salle un soldat allemand qui avait reçu une balle dans la cuisse. Un médecin allemand lui donna des soins et je pus constater que la blessure était très petite et avait à peine saigné.

Peu après, on nous conduisit dans la salle des otages, dont les fenêtres donnent d'un côté au-dessus du corps de garde sur la Grand' Place et de l'autre sur la cour de l'Hôtel-de-Ville. On nous fouilla et naturellement on ne trouva aucun objet compromettant.

Dans cette salle se trouvaient Mgr Coenraets et M. le juge Maes. On nous mit tous les six dans l'embrasure des fenêtres ouvertes, le dos tourné vers l'extérieur. La salle était brillamment éclairée et nous avions l'impression que nos silhouettes servaient de cibles : nous entendions tirer des deux côtés.

C'est dans cette salle également que nous reçûmes la visite du général von Boehn, accompagné de plusieurs officiers. Son interprète, un homme de très haute taille, nous dit : « Son Excellence me charge de vous dire que vous êtes tous les otages de la ville, que si l'on tire encore vous serez pendus, que la ville sera bombardée et incendiée et paiera une indemnité de 25 millions ».

Une protestation que je fis, comme membre de la Croix Rouge (le père Parys et moi nous en portions le brassard) ne reçut qu'un refus brutal : j'ai cru comprendre que son Excellence a employé l'expression : « Schnause zu ».

D'autre part, pendant la nuit, à trois reprises différentes, M. Schmit a signalé à von Manteuffel l'illégalité de notre arrestation, mais ses demandes de mise en liberté ont essuyé un refus analogue.

Le Père Parys et Mgr Coenraets diront la comédie qu'on leur a fait jouer en ville.

C'est la maison Van Hauw qui, la première, prit feu place Marguerite : nos sentinelles déclarèrent que le propriétaire avait tiré de cette maison et que lui et sa femme y avaient été brûlés vivants.

L'incendie de la bibliothèque de l'Université a débuté, je pense, un peu avant minuit, et celui de la cathédrale plus tard.

Entre 5 et 6 heures du matin, alors que cette dernière brûlait, on nous chassa dans l'église, avec ordre de sauver les œuvres d'art : les soldats sont restés prudemment à la porte. Pour ma part, j'ai porté deux petits tableaux à l'Hôtel-de-Ville, mais je ne saurais préciser lesquels.

Un moment, après notre retour à l'Hôtel-de-Ville, on vint nous chercher en disant qu'on allait nous fusiller. La Grand'Place était encombrée de cavalerie. Nous étions conduits par une escorte de soldats,

commandée par deux officiers : un grand et un petit. Ce dernier qui parlait couramment le français prit les deux curés à partie et s'adressant plus particulièrement à Mgr Coenraets lui cria : « qu'ils étaient protestants et qu'ils allaient leur montrer, comment ils savaient fusiller de sales jésuites comme eux. »

On nous conduisit par la rue de la Station, la rue Jean Stas, puis on nous fit descendre la rue Vital Decoster jusqu'à la maison du bourgmestre. Après avoir sonné vainement, ils ont cambriolé la porte mais sont ressortis, sans autre chose qu'une lettre en main. On nous conduisit par la rue de la Station à la gare. Le bout de la rue était obstrué par une espèce de barricade qui flambait à plusieurs endroits : nous avons dû sauter rapidement à travers une brèche pour ne pas être atteints par les flammes.

La place de la Station était remplie de soldats qui nous couvrirent d'insultes ; devant la gare une foule de pauvres gens, de tout âge, était parquée, les mains levées. A l'intérieur régnait un tumulte indescriptible. Les soldats hurlaient à qui mieux mieux ; des blessés que l'on apportait, surexcitaient encore le délire de cette soldatesque.

On nous fouilla de nouveau et on m'enleva clefs, canif, pince-nez en or et différents autres objets, mais on me laissa mon portefeuille. (Celui-ci me fut enlevé à Munsterlager). J'avais en poche un petit étui de comprimés de bicarbonate et une petite fiole d'extrait de Marrons d'Inde. Cette découverte faillit m'être fatale, car ce petit flacon portait une étiquette poison. On me traita d'empoisonneur et j'ai eu toutes les difficultés du monde pour leur expliquer qu'en ma qualité de pharmacien, il était très naturel que je fus en possession de médicaments. Heureusement que je parlais l'allemand.

Nous finîmes par être enfermés dans un wagon à bestiaux sous la garde de sentinelles.

Pendant la matinée on vint chercher les deux curés « um sie zuerschliessen ». Quelques instants après, on entendait une salve et nous avons cru que les malheureux avaient fini de souffrir. Mais ce n'était qu'une nouvelle comédie.

Le soir vers 7 h. 30, le train partit pour l'Allemagne. Un fait à signaler, une de nos deux sentinelles, d'allure joviale, nous a rendu quelques petits services et s'est évertuée à nous rassurer. D'autre part, à une halte du train, il alla dessiner à la craie, à l'extérieur du wagon, une série d'inscriptions et de figures qui devaient renseigner les spectateurs le long de la route sur la qualité du chargement : il y avait entre autres, une potence garnie. Et aux stations, dont le quai était couvert d'Allemands, il adressait à la foule un discours qui ne variait presque pas : Nous allons à Cologne à l'abattoir ; n'avez-vous pas d'abatteurs ? Il ajoutait qu'il avait avec lui un pharmacien qui avait empoisonné leurs malades à l'hôpital et qu'il avait été pris en flagrant délit, crevant les yeux de leurs blessés.... Et quand il avait fini, il nous rassurait, nous disant que nous ne devions pas faire attention à ses paroles, qu'il se moquait de ces gens.

A Cologne on changea nos sentinelles et on nous donna des gardiens à tunique bleue.

Nous souffrions cruellement de la faim et surtout de soif. A chaque halte, les soldats recevaient à boire de la bière fraîche et le supplice de Tantale augmentait encore nos souffrances.

A un moment donné, dans un état de mi conscience, j'ai voulu en finir et par la portière ouverte, je me suis jeté, tête baissée, hors du train en marche. J'ai buté de l'épaule sur le bord du wagon et une pirouette m'a fait tomber sur mes pieds, puis sur mes genoux. L'instinct de la conservation reprenant le dessus, je me suis enfui. Mais les soldats se sont mis à tirer, le train s'est arrêté et grâce à l'aide de paysans boches, on m'a repris. On m'a alors accablé de coups de pied et de coups de crosse, puis lié les pieds et les mains, paumes en dehors, et rejeté dans le wagon. Là on m'a suspendu à un anneau, les pieds ne touchant pas le sol et on m'a laissé dans cette position, pendant trois heures (d'après le témoignage de mes compagnons) : Henri Hougardy, M. le juge Maes, le docteur Meulemans, M. Eugène Nijs, etc.). Car pour ma part je m'évanouis, vaincu par les souffrances.

Quand je me réveillai, j'étais ficelé sur un banc et c'est dans cette position qu'un officier vint m'interroger. Il voulait me faire avouer « combien de brancardiers allemands j'avais tué, car mon brassard avait été volé sur un cadavre ».

Heureusement que j'eus encore la force de maintenir ma version. Il essaya vainement de vaincre mon obstination, m'accablant de coups à chaque réponse : je tins bon et il finit par abandonner la partie, après une dernière volée de gifles : il m'avait crevé le tympan de l'oreille droite.

Le reste de mon histoire se confond avec celle de tous les déportés dans les bagnes allemands.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s) DE KONINCK.

7° *Déposition assermentée de Meulemans Joseph, docteur en médecine, né le 21 mars 1877, domicilié en août 1914 à Louvain, rue Jean Stas, 26, actuellement rue du Manège, 29.*

Au début de la guerre, j'ai été attaché à l'ambulance des R. P. Dominicains, rue Juste-Lipse. Le 25 août 1914, vers 8 heures le pharmacien De Koninck et le P. Parys vinrent m'appeler pour aller soigner des blessés allemands, qui étaient attendus à l'ambulance.

Nous dûmes nous rendre à l'Hôtel-de-Ville pour obtenir des permis de circuler. Nous fûmes introduits auprès de von Manteuffel, à la salle des mariages. A ce moment, une fusillade éclata ; von Manteuffel nous donna l'ordre de nous asseoir sur un banc. Quelque temps après, on nous conduisit dans la salle du secrétariat, où se trouvaient les otages, Mgr Coenraets et M. le juge Maes. Nous y vîmes entrer le général von Boehn, suivi de son état major. Il nous fit dire par son interprète : « Si on tire encore, vous serez tous pendus ; la Ville sera bombardée et incendiée, et elle paiera une indemnité de 25 millions. » On nous fit placer devant les fenêtres, le dos tourné vers l'extérieur et, comme la salle était brillamment éclairée, nous étions de véritables cibles. La fusillade durait toujours.

J'assistai à l'incendie de la cathédrale. Vers 5 heures du matin, on nous fit entrer dans l'église pour sauver les objets d'art. Peu après, on nous emmena, en disant que nous allions être fusillés. Nous fûmes conduits à travers la ville par une escorte de soldats, sous le commandement de deux officiers ; nous arrivâmes à la maison du Bourgmestre, dont les Allemands enfoncèrent la porte. Nous fûmes emmenés à la gare ; la place de la Station était encombrée de soldats, qui nous lancèrent les insultes les plus grossières et les plus terribles menaces ; de nombreux civils s'y trouvaient, les mains levées.

Nous fûmes soumis à une fouille complète ; on trouva sur le pharmacien De Koninck certains médicaments, qui le firent passer pour un empoisonneur.

Nous fûmes parqués dans des wagons à bestiaux et emmenés en Allemagne. Une de nos sentinelles se montra très serviable et fit de son mieux pour nous rassurer.

Cependant, à chaque halte du train, elle criait à la foule, massée sur le quai qu'elle gardait des francs-tireurs, des empoisonneurs, etc. Mon compatriote, le pharmacien De Koninck, s'étant jeté hors du train pour se sauver, fut rattrapé et brutalisé de la pire façon. On lui lia les pieds et les mains et on le suspendit à un anneau durant trois heures.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s) MEULEMANS, Joseph.

8° *Déposition assermentée de Monseigneur Ladeuze Paulin, né à Harveingt, le 3 juillet 1870, Recteur Magnifique de l'Université catholique de Louvain, Docteur en Théologie, Professeur Ordinaire de la Faculté de Théologie, Protonotaire Apostolique A. I. P., domicilié à Louvain, rue de Namur, 102.*

Les troupes allemandes sont entrées à Louvain le 19 août 1914. Depuis leur arrivée, je visitais deux fois par jour tous les bâtiments de l'Université. Rien d'anormal ne s'était passé jusqu'au mardi 25 août, chacun semblant vouloir éviter toute difficulté avec l'armée occupante. Dans l'après-midi du 25, en rentrant chez moi, j'y trouvai installés six Allemands ; mais ils s'en allèrent vers 6 heures. Le bruit courait que les alliés étaient aux portes de la ville ; depuis le matin, on entendait le canon dans la direction de Malines, et depuis le midi les explosions nous semblaient plus proches.

M. le chanoine Cauchie, professeur à l'Université, que j'avais retenu à souper, était encore chez moi, lorsque vers huit heures, une fusillade soudaine éclata dans la rue de Namur. Nous demandant si les alliés étaient entrés en ville et livraient un combat de rue aux Allemands, nous nous sommes mis à couvert derrière un gros mur du rez-de-chaussée pour nous protéger contre les balles qui auraient pu pénétrer. Mais au bout d'un certain temps, je remarquai que cette fusillade était bien étrange, que tous les coups de feu faisaient le même bruit, comme si tous les combattants étaient armés des mêmes fusils et tiraient les mêmes cartouches. Je fis remarquer la chose à M. Cauchie, et aussi qu'on n'entendait que des commandements allemands.

Plus tard je constatai que, malgré les centaines ou milliers de coups de feu qui avaient été tirés devant chez moi, la façade de ma maison et celles des maisons voisines ne portaient aucune trace de balles.

La fusillade avait duré un certain temps déjà, quand elle s'arrêta tout-à-coup, pour reprendre quelques instants après, tout aussi nourrie. J'eus quelque temps après l'explication de ce phénomène par M. l'abbé de Strycker, du Collège Américain, mon voisin, qui me raconta que, pendant la fusillade du 25 août, un soldat allemand était venu demander au collège qu'un médecin vienne soigner un grand blessé qu'on venait d'amener à l'ambulance des Sœurs Franciscaines, sise en face, de l'autre côté de la rue de Namur ; M. de Strycker s'y rendit avec le soldat, et sur un ordre donné la fusillade avait cessé, le temps de leur permettre de traverser la rue, pour reprendre immédiatement après au signal d'un coup de sifflet ; même chose quand il revint au Collège. Ce qui semble démontrer que la fusillade en question n'était qu'une sinistre comédie.

Le mercredi 26, je ne pus sortir de ma maison ; il y avait un poste allemand devant la caserne de la rue de Namur, et un autre au coin de la rue du Parc ; personne ne pouvait sortir, ni même mettre la tête à la fenêtre. Mgr Debecker, président du Collège Américain, me prévint du danger auquel je m'exposerais en rue ; je passai donc par dessus le mur du jardin pour aller dire ma messe au Collège. C'est là que j'appris l'incendie de la Bibliothèque de l'Université.

Vers 14 heures, j'aperçus deux soldats allemands escaladant la clôture de l'Institut d'Arenberg. Ils allèrent se poster à genoux près de deux grands arbres qui sont au fond du jardin de cet institut, — on les aperçoit très bien du premier étage où je me tenais à ce moment, — et de là, pendant au moins vingt minutes, ils ont tiré vers la rue des Moutons sise en contre-bas. Le but de ces hommes ne pouvait être, semble-t-il, que de faire croire à ceux qui se trouvaient dans la rue des Moutons que des civils tiraient sur les troupes allemandes. Après cet exercice, les deux soldats allemands s'en furent paisiblement par la porte de l'Institut d'Arenberg, et dirent au concierge de ne pas avoir peur, que ce n'était rien pour lui.

Quant aux incendies, nous les avons vus de chez moi dès la soirée du 25 pendant toute la journée du 26, et la nuit du mercredi au jeudi. Tout le haut de la ville semblait embrasé, de l'Est à l'Ouest.

Le jeudi matin, je fus prévenu de divers côtés que l'ordre était donné aux habitants de Louvain d'évacuer la ville, celle-ci devant être bombardée.

Je me décidai à partir avec M. Cauchie, et M. Grondys, professeur à Dordrecht (Hollande).

En sortant de chez moi, M. Grondys nous dit qu'il était allé à l'Hôtel-de-Ville pour faire viser ses passe-ports, et que là il avait entendu un officier allemand dire aux soldats qui l'entouraient : « Nous devons jeter la terreur ; jusqu'à présent nous n'avons détruit que des villages, et nous avons par exemple très bien réussi à Tremeloo ; à présent nous voilà dans une grande ville ; Louvain doit disparaître ! »

Nous nous sommes mis en route vers Tervueren. En route, nous causions de questions d'histoire, et aussi de St Thomas et des doc-

trines jansénistes. Nous étions arrivés ainsi à environ deux cents mètres du Musée Colonial de Tervueren, lorsque tout-à-coup deux soldats allemands se précipitèrent sur nous et nous séparèrent, M. Cauchie et moi d'un côté, M. Grondys de l'autre ; ce dernier sortit ses papiers faisant valoir sa nationalité hollandaise ; quant à nous deux, prêtres (on n'arrêtait que ceux-là) les soldats nous firent marcher devant eux jusqu'à une prairie sise à côté du Musée. Arrivés là, ils nous firent entrer dans cette prairie dans laquelle se trouvaient déjà, assis sur l'herbe, une vingtaine de prêtres et de religieux ; il nous fut enjoint de nous asseoir également dans l'herbe, et de ne pas prononcer un mot, sous peine d'être fusillés. Il pouvait être alors environ deux heures après-midi. Les Allemands se mirent alors à inspecter nos valises ; dans la mienne, où j'avais rapidement jeté quelques objets indispensables, les Allemands découvrirent huit ou neuf couverts en argent, que ma servante y avaient mis, je ne sais pourquoi, dans la précipitation et l'affolement du départ. Là-dessus, je vis les Allemands se réunir en une espèce de conseil de guerre, et discuter à propos de ces couverts ; le résultat de leurs délibérations fut que mes fourchettes furent qualifiées de « waffen » (armes), et confisquées comme telles ; quant aux cuillers, elles me furent rendues. J'ai appris là que le R. P. Dupierreux, Jésuite, venait d'être fusillé au moment où nous arrivions. Ordre formel nous était donné de garder le silence ; un seul d'entre nous, un père jésuite, avait le droit de se faire l'interprète de tous, ne fut-ce que pour demander l'autorisation de s'écarter un peu pour remplir une fonction naturelle, auquel cas le bénéficiaire de la permission était accompagné de trois soldats.

Peu de temps après notre arrivée dans la prairie, je me suis, par l'entremise de notre interprète obligé, adressé à un capitaine allemand, faisant valoir mes titres de Recteur de l'Université, et exposant les circonstances dans lesquelles j'avais été arrêté au moment où je me rendais à Bruxelles pour obtenir de l'administrateur des biens du duc d'Arenberg la protection des établissements universitaires et plus particulièrement de l'Institut d'Arenberg. Pour toute réponse, l'officier allemand me jeta ces mots : « Ich kenne den Hertzog von Arenberg gar nicht ! Ich kenne den Rector der Universität gar nicht ! » (Je ne connais pas le duc d'Arenberg ! Je ne connais pas le recteur de l'Université).

A certain moment, M. Grondys vint nous dire, par dessus la palissade qui entourait la prairie où nous étions parqués, qu'il allait se rendre à Bruxelles pour tâcher de nous faire délivrer.

Après trois ou quatre heures passées dans la prairie, on nous conduisit vers le bois, à un endroit où une colonne allemande était en formation de départ. On nous plaça derrière cette colonne, et des soldats nous donnèrent un seau d'eau et un seau de café de soldat. Un officier supérieur vint nous injurier copieusement, nous accusant d'être la cause de tout ce qui s'est passé à Louvain. Il nous dit que nous servions d'otages pour la colonne, que nous allions marcher en tête : « et si on tire, ajoute-t-il, vous serez fusillés de suite ! »

Nous avons donc marché en tête de la colonne jusque devant la caserne de gendarmerie de Tervueren. On nous fit entrer dans ce bâti-

ment, et monter à l'étage dans un réduit où des soldats allemands étaient déjà étendus dans leurs lits. Quelques pailleuses infectes étaient étendues à côté de la porte et on nous donna l'ordre de nous y coucher, et puis aussi : pas un mot, ou vous serez fusillés !

Dix minutes après, un sergent arriva qui nous fit une véritable litanie de menaces de fusillade : « Si l'un d'entre vous dit un mot à son voisin, vous serez tous fusillés immédiatement ! — Si l'un d'entre vous s'écarte du groupe, tous fusillés immédiatement ! — Si dans n'importe quel village de la Belgique où passera la colonne, se produit n'importe quel fait ou quelle moquerie à l'adresse des soldats allemands, tous fusillés immédiatement !... » etc. J'ai oublié le reste de la litanie. Le recteur des Jésuites qui partageait notre sort se dit : « Il n'y a vraiment pas moyen de ne pas être fusillés ! » — Il demanda de pouvoir disposer de deux minutes pour nous confesser. L'Allemand répondit : « Ja, zvei ! » — Vers dix heures du soir, un soldat nous apporta une assiette de soupe militaire ; ce semblait être un brave homme qui essaya de nous rassurer. Nous avons passé la nuit sous la garde de trois sentinelles armées.

Le lendemain matin vers 6 heures, on nous fit descendre pour reprendre la tête de la colonne qui devait partir. On nous a mis par rangs de quatre. Au moment du départ, un officier est venu couper notre groupe en deux ; dix d'entre nous partirent avec la colonne, les quatorze autres dont j'étais, furent renvoyés au grenier. Pendant la matinée, on nous a fait descendre, remonter, redescendre, circuler à gauche dans la cour, puis à droite. Pendant tout ce temps, nous fûmes constamment et copieusement injuriés par les officiers et par les soldats. On nous a fait passer au bureau pour inspecter le moindre papier que nous avions sur nous. En fin de compte, vers 10 heures, on nous a fait remonter à notre grenier, où on nous laissa parfaitement tranquilles jusque midi.

Vers midi, du bruit se produisit dans l'escalier qui menait à notre réduit. C'était le commandant de place de Terruereu qui arrivait et qui nous déclara aussitôt, en français : « Messieurs, vous êtes libres ! » Il était suivi de l'aide de camp du Général von Luttwitz, Gouverneur Militaire à Bruxelles. Cet officier demanda immédiatement si le Recteur et un professeur de l'Université de Louvain se trouvaient parmi nous. Je me présentai avec M. Cauchie. L'aide de camp nous déclara : « Messieurs, je suis chargé par le Gouverneur Militaire de Bruxelles de vous remettre en liberté et de vous confier à Monsieur ». — Il désignait M. Grondys qui, dès son arrivée à Bruxelles, avait forcé toutes les consignes pour arriver jusque chez le général von Luttwitz et lui demander notre mise en liberté. Le Gouverneur militaire avait aussitôt fait accompagner M. Grondys par son adjudant pour nous retrouver et nous faire délivrer. L'adjudant déclara que, par la même occasion, tous nos compagnons étaient également remis en liberté par le Gouverneur. Je lui fis savoir qu'une dizaine d'entre nous avaient été emmenés par la colonne qui était partie le matin. Il me promit de les faire rechercher ; et en effet, le soir même, ils furent retrouvés près de Hal, et remis en liberté.

Nous arrivâmes à Bruxelles le vendredi après-midi. Dès le lende-

main, samedi 29 août, je fis visite au Gouverneur Militaire von Luttwitz, lequel, tout en accusant les gens de Louvain d'avoir tiré sur les Allemands, exprima en termes généraux ses regrets de l'incendie de la bibliothèque de l'Université, et me promit de communiquer au commandant de place de Louvain un rapport que je lui remettrais le soir même, et dans lequel seraient indiquées quelques mesures de précaution à prendre pour sauvegarder les bâtiments encore debouts de l'Université. Je crois bien que cette communication a été faite. En tous cas, quelques jours plus tard, on a apposé, sur les portes de chacun des bâtiments de l'Université, une petite affiche imprimée revêtue du sceau de la Kommandantur et portant ces mots en allemand : « Cet édifice est à protéger. Il est strictement défendu d'incendier les maisons sans l'agrément du Commandant de place. »

Je suis rentré à Louvain le premier dimanche de septembre.

J'ai la conviction absolue que la destruction de Louvain a été voulue et préméditée par les Allemands. La légende des francs-tireurs est d'invention allemande. Je n'ai jamais, ni par moi-même, ni par aucun des témoins absolument dignes de foi que j'ai eu l'occasion d'interroger, connu un seul cas sur lequel on pourrait se baser pour accuser les habitants de Louvain d'avoir attaqué les Allemands. Les événements du 25 août 1914 et jours suivants ont été une infâme et odieuse comédie jouée par les Allemands avec une barbarie sans exemple.

Le colonnel Lubbert commandant de place à Louvain, ne m'a jamais fait connaître ses impressions sur les faits de 1914. Par contre le petit commissaire civil Kreuter affirmait formellement, au début, que les civils avaient tiré ; mais plus tard il se contentait de dire : « On ne saura jamais la vérité sur les faits de Louvain. »

Après lecture, le témoin déclare sincère et véritable la déposition ci-dessus, et signe avec Nous. Dont acte.

(s) P. Ladeuze,
Rect. Univ.

9° *Déposition assermentée de Monseigneur De Becker, Jules, né à Louvain, le 7 décembre 1857. Professeur à l'Université catholique de Louvain. Recteur du Collège Américain, domicilié, rue de Namur, à Louvain.*

Le mercredi 19 août 1914, à 9 heures du matin, j'ai vu les derniers Belges en uniforme quitter la ville en toute hâte. Du haut du Collège Américain (coin de la rue de Namur et du Mont des Carmes) nous pouvions voir par ci par là dans la direction de Pellenberg des lueurs d'incendie. C'était l'œuvre des Huns qui annonçaient leur arrivée en brûlant les villages, comme nous l'avons appris plus tard, en assassinant les populations innocentes.

Entretiens ils avaient envoyé des émissaires à l'Hôtel-de-ville. M. Colins n'a pas été sans attirer leur attention sur le fait que, grâce à l'Université existant depuis 500 ans, Louvain était un des centres intellectuels les plus importants d'Europe et que en conséquence Louvain ville ouverte devait être respectée par l'occupant.

Durant la soirée le nombre des troupes arrivant à Louvain ne fit que s'accroître. Elles occupèrent tous les bâtiments et édifices qui pouvaient leur servir de logement. Nous avons arboré le drapeau américain et de la croix-rouge, car un nombre de soldats blessés ou malades occupaient le collège Américain.

Vers 8 heures du soir un officier allemand entra résolument dans le collège pour y loger des troupes. J'ai réussi à le persuader de ne pas donner suite à sa demande à l'exception de la chambre où se donnait le cours de théologie et du corridor. Quelques bottes de paille répandues à terre servaient de lit à des centaines de soldats entassés les uns contre les autres, et demandant un peu de repos après avoir fourni une marche, disaient-ils, de 14 heures en venant de Waremme à Louvain.

Le lendemain matin, un officier allemand arrivait me demander ce qu'était l'établissement et pourquoi le drapeau américain flottait. Je lui répondis que c'était un collège américain soutenu par des citoyens américains. Il me pria de mettre un second drapeau au coin de la rue de Namur et du Mont des Carmes pour bien montrer les limites de l'établissement. Pendant les premiers jours de l'occupation allemande à Louvain rien de remarquable ne s'est passé.

Nous nous sommes conformés aux prescriptions allemandes. A l'encontre de la convention de La Haye, le premier acte des Allemands fut de prendre comme otages les citoyens les plus connus. C'est ainsi que furent pris comme otages, le Bourgmestre, Mgr. Ladeuze, recteur de l'Université, ainsi que le vice-recteur, le Président et le Vice-président du tribunal de première instance et plusieurs autres citoyens qui ont dû passer 24 heures dans une chambre de l'Hôtel-de-Ville. Les Allemands disaient que si un coup de feu était tiré, les otages seraient mis à mort. Leurs menaces avaient pour unique but de terroriser la population, comme les événements ultérieurs l'ont appris.

Mardi 25 août vers 4 heures nous pouvions entendre distinctement à Louvain le bruit du canon. Allions-nous être délivrés??? Les troupes allemandes avaient été casernées dans les maisons et vers 6 heures nous entendîmes soudain sonner l'alarme. Dans la rue de Namur je vis un officier allant de maison en maison disant aux soldats de se tenir prêts à partir immédiatement. A ce moment les troupes belges attaquaient dans la direction de Malines. Quand les troupes allemandes rentrèrent en ville, d'autres troupes les ont accueillis en déchargeant sur eux de nombreux coups de feu. La bataille était si sérieuse que nous qui étions au réfectoire avions la conviction que le Collège était en danger et nous nous sommes réfugiés derrière un mur pour attendre la fin de cette bataille inexplicable.

Peu de temps après, l'incendie commença. Les Allemands entrèrent dans les maisons, en faisaient sortir les habitants quelquefois leur permettant de s'en aller, d'autres fois les massacrant ; ce fut le cas de mon cousin M. Edgard De Becker, directeur général au Ministère de l'Agriculture, qui fut assassiné cette nuit là place de la gare.

De gigantesques flammes semblaient si proches que je croyais que le collège du St. Esprit brûlait, mais je m'étais trompé, c'étaient les

Halles de l'Université avec son incomparable bibliothèque datant de plus de 4 siècles, ses manuscrits, toutes les archives de l'Alma Mater auxquels dans leur fureur stupide les Allemands venaient de mettre le feu.

Nous avons passé une nuit terrible pendant que la ville brûlait et que les Allemands massacraient les habitants inoffensifs.

Jeudi 27 août. — Vers 9 heures mon collègue et ami le professeur V. Brants qui avait passé avec nous les deux dernières nuits, nous annonça que les Allemands avaient décidé de bombarder Louvain et ordonnaient à tout le monde de quitter la ville. En vain M. de Strycker Vice-Recteur du collège, demanda de pouvoir rester au collège. Mantouffell refusa d'écouter sa demande mais lui donna un sauf conduit qui n'avait aucune valeur, car il fut honteusement maltraité le même jour.

Avec Mgr Willemsen qui était venu de Rome pour passer ses vacances au collège, et aussi avec Mgr. Ladeuze, recteur de l'Université et d'autres, je décidai d'aller à Bruxelles à pied en prenant la route de Tervueren. Il n'y avait pas de temps à perdre ; je me suis occupé de cacher les choses les plus précieuses ; les documents du collège, etc. J'informai M. de Strycker des différentes cachettes.

Sur la route de Tervueren, j'ai vu une longue procession de gens, hommes, femmes, vieillards, prêtres et religieuses parmi lesquelles une carmélite de plus de 80 ans, à ce que j'appris plus tard. Je n'ai rien vu de plus lugubre que cet exode de toute une population qui avait tout abandonné.

Beaucoup de ces pauvres gens ayant même été brutalement séparés de ceux qui leur étaient les plus chers. Les troupes allemandes occupaient les deux côtés de la route. A notre passage j'entendais des rires insultants. Un officier nous jeta ces mots ironiques : « Vanitas vanitatum et omnia vanitas » ou encore « nunc erudimini ».

Vers midi nous nous trouvions en face du Musée Colonial de Tervueren. Là les Allemands arrêtaient les prêtres et permettaient aux autres fugitifs de continuer leur route.

Notre groupe fut arrêté et fouillé, je portais au bras l'insigne de brancardier dûment estampillé par l'autorité allemande aux armes allemandes, car le collège américain était reconnu comme une annexe de l'ambulance des Sœurs Franciscaines, située en face de chez nous. Lorsque les soldats voulurent m'arrêter je protestai en leur montrant mon brassard. Pour toute réponse les soldats m'arrachèrent rudement mon insigne de membre de la Croix-Rouge, le mirent en poche, puis continuèrent leurs opérations.

Les canifs, considérés comme armes dangereuses et tout morceau de papier, lettre, calepin, etc. trouvés en notre possession furent enlevés. Les Allemands nous ordonnèrent de nous asseoir dans une prairie dont l'herbe était mouillée par les pluies récentes.

Trois soldats qui nous gardaient et nous tenaient en joue. Petit à petit le nombre des prisonniers augmentait encore par l'arrivée d'ecclésiastiques arrêtés comme nous — environ 400.

A un certain moment un officier nous donna l'ordre de nous lever,

forma des groupes de quatre-vingt et ordonna au premier groupe où je me trouvais avec Mgr. Willemsen, de le suivre jusqu'à un camp voisin.

Le ton de cet ordre ne nous semblait pas rassurant et pour être prêt à toutes éventualités, nous nous donnâmes l'absolution l'un à l'autre.

A peine étions-nous dans le champ qu'un soldat tenant un papier en main demanda quel était l'auteur de cet écrit. Un jeune jésuite, le P. Dupierreux s'avança en disant que c'était lui.

Immédiatement on le saisit et on le mena à l'écart ; il revint quelques (instants) moments après, assez pâle, une croix marquée sur son dos. Il avait été condamné à mort.

Mais avant son exécution, un officier allemand annonça qu'un confrère du condamné devait lire les lignes séditeuses qui avaient mérité la sentence de mort. En outre, la traduction allemande serait donnée aux soldats.

Voici la substance de ce qui nous a été lu en français et ensuite traduit en allemand, je me rappelle parfaitement :

« Décidément je n'aime pas les Allemands. Dans ma jeunesse j'ai appris qu'il y a des siècles il y eut des barbares qui brûlaient des villes non fortifiées, pillaient les maisons et assassinaient les innocents de la ville. — Les Allemands ont fait identiquement la même chose. Il m'a été dit qu'il y a longtemps Omar a brûlé la bibliothèque d'Alexandrie, les Allemands ont fait la même chose à Louvain. Ce peuple peut être fier de sa Kultur... Assez, cria l'officier, en avant.

Le jésuite interrompit sa lecture. Le P. Dupierreux demanda : « Puis-je me confesser ? Oui. — Le condamné s'agenouilla à quelques pas de moi. Mon voisin se pencha vers lui. Une demi-minute suffit pour le tout. — La même voix rude lui ordonna d'avancer et le religieux s'avança sans hésitation.

« Plus loin » grogna l'officier. Et alors nous entendîmes la question « Est-ce assez loin ? » et la voix rude répondit « Oui ». Presque immédiatement après un commandement rauque, suivi d'une salve. — Le pauvre religieux tomba.

Nous vîmes un Allemand achevant la victime avec son revolver. Quatre soldats munis de pelles apparurent. Ils creusèrent une fosse profonde à peine de deux pieds et jetèrent le corps de la victime dans la fosse. Un chien crevé n'aurait pas été traité plus brutalement. Un soldat nous cria : Demi tour à droite et si vous bougez vous serez tous fusillés.

Alors un officier donna à haute voix des ordres nous concernant. Chacun de vous montera sur un de ces chariots à destination de Hal. Votre mission consistera à précéder ces troupes qui vont occuper les Flandres. Deux heures avant l'arrivée de nos troupes vous annoncerez l'arrivée de celles-ci. Vous parlerez au curé, au bourgmestre et aux autorités de chaque village. Vous les inciterez au calme en disant que si un coup de feu est tiré vous serez avant tout mis à mort. Chaque maison depuis la plus pauvre jusque la plus riche sera brûlée... Et maintenant montez sur vos chariots respectifs.

A proximité se trouvaient 80 charrettes remplies de provisions pour les troupes et les chevaux. Chacun de nous dut monter sur une charrette. Le chariot sur lequel je suis monté était chargé de sacs à une grande hauteur recouverts d'une bâche. Au centre de la partie supérieure il y avait une légère excavation remplie d'eau à la suite des pluies de la nuit précédente. J'ai essayé pendant un temps de vider l'eau. Le convoi s'ébranla. Quand nous passâmes à Bruxelles, je reconnus dans la foule terrifiée qui nous regardait passer rue de la Loi, M. Alfred Deridder, directeur en chef au Ministère des Affaires Étrangères. — Je lui criai : « Pour l'amour du ciel allez trouver M. Brand Whitlock et dites lui ce que les Allemands font aux prêtres et en particulier au recteur du collège américain ». — « J'irai immédiatement » répondit-il, et je le vis disparaître dans une rue latérale.

Pendant que nous continuions la route vers Hal, le ministre américain avait reçu mon message. Il se rendit en hâte chez le général von Lutwitz et demanda une audience. A l'instant même il fut reçu. Le Ministre américain demanda l'explication de ce qu'il venait d'apprendre : « Pourquoi les Allemands ont-ils arrêté un grand nombre de prêtres à Louvain parmi lesquels le recteur du collège américain et des professeurs de cet établissement ? »

Le Gouverneur militaire répondit qu'il ignorait toute cette affaire et ordonnait une enquête. — Non, non, répondit M. Whitlock je ne veux pas quitter cette pièce avant d'avoir un ordre écrit permettant de libérer ces Messieurs.

Von Lutwitz s'inclina devant cette attitude énergique et donna l'ordre de mettre en liberté tous les prêtres faits prisonniers. Vers 9 heures je vis une automobile passer lentement à côté de nos chariots. Le jour suivant j'ai appris que le secrétaire de M. Whitlock était l'occupant de l'automobile et qu'il me cherchait pour me ramener à Bruxelles.

Un peu plus tard un officier allant de véhicule en véhicule nous informa que nous étions libres.

Nous pûmes ainsi rentrer à Bruxelles où nous fûmes cordialement reçus par les jésuites du collège St. Michel.

Le lendemain j'allai, avec Mgr Willemsen trouver M. Whitlock qui nous reçut très bien, ne pouvant cacher son émotion.

Il nous demanda :

« Est-ce vrai que le fils du bourgmestre a tué un général allemand ? »

— Je puis donner un démenti formel, car le bourgmestre de Louvain n'a pas d'enfant. »

Le Ministre dit : Hier quand j'ai vu von Lutwitz, il me dit :

« Les Belges sont des mauvaises gens, ils ont été tels dès le début. Quand au début des hostilités les femmes et enfants allemands furent renvoyés dans leur pays, les Belges se sont montrés très cruels à leur égard ? » — Je lui répondis « ceci est absolument faux. Quand après la déclaration de guerre, j'ai été chargé des intérêts des Allemands restés en Belgique, je crus de mon devoir d'aller à la gare du Nord au moment de leur départ pour l'Allemagne afin de me rendre compte de la conduite des Belges avec leurs ennemis civils.

Alors j'ai vu des jeunes filles et même des officiers belges en uniforme qui leur distribuaient des fruits et des douceurs aux Allemands expulsés.

Des gens cruels ne font pas pareille chose. »

Après lecture persiste et signe.

(s) De Becker.

10° *Déposition assermentée de Noyons Adriaan-Karel-Marie, né à Utrecht (Hollande) le 7 janvier 1878, Docteur en Médecine, Professeur à l'Université de Louvain, domicilié à Louvain, Boulevard de Tirlemont extérieur, 35, de nationalité hollandaise.*

Les troupes allemandes sont entrées à Louvain le 19 août 1914 vers 13 heures 30. Vers 13 heures, j'étais rentré chez moi en toute hâte, venant de l'hôpital Léon XIII, ambulance de campagne installée au Séminaire Léon XIII, rue de Tirlemont. De chez moi, j'ai vu sur les collines de Boven-Loo la cavalerie belge qui retraitait en combattant. J'ai vu des cavaliers tombant de cheval. Une balle perdue est arrivée jusque chez moi. Je ne me suis pas attardé chez moi et suis rentré en ville avec Madame Noyons. Des balles tirées de la porte de Tirlemont sifflaient au boulevard et dans la rue des Joyeuses-Entrées. C'est ainsi que le domestique de M. Schollaert a été tué à ce moment. Nous sommes arrivés sains et saufs à l'ambulance. Peu de temps après, les Allemands entrèrent en ville en vainqueurs; ils réclamèrent en passant la disparition du drapeau belge qui restait arboré à l'hôpital; mais la direction de l'ambulance ne s'inclina pas devant leurs injonctions et le drapeau est resté à côté de celui de la Croix-Rouge.

Dès leur arrivée, les Allemands firent paraître une série de prescriptions et de défenses, notamment celle de circuler en rue après certaines heures: des membres de l'ambulance obtiennent toutefois des permis spéciaux. J'ai remarqué dès le début que les Allemands semblaient beaucoup redouter les francs-tireurs; un blessé allemand, Johannes Müller, qu'on amena à notre ambulance avant l'entrée des Allemands en ville, et qui était gravement blessé à la poitrine, semblait fou de peur en se voyant entre nos mains; il refusait même de manger; ce n'est qu'après plusieurs jours qu'on est parvenu à le rassurer. On lui avait dit qu'il serait certainement tué, même par les civils, s'il tombait entre les mains des Belges. On avait donc d'avance monté la tête à ce pauvre diable.

Dès le premier jour, des soldats allemands ont pénétré dans la maison de M. Van Gehuchten, professeur à l'Université, rue Léopold; j'ai vu des meubles à la rue devant cette maison; j'ai vu également des soldats en sortir avec des bouteilles de vin. J'ai su de source sûre que dans la même rue, les Allemands avaient volé du linge chez le chanoine Sencie, professeur à l'Université. Le soir du 19 août, j'eus à loger quinze soldats allemands, qui se conduisirent convenablement; j'ai causé à leur sous-officier. Chez lui comme chez les autres la crainte des francs-tireurs semblait une obsession.

Le lendemain 20 août, une femme vint à l'ambulance demander à ce qu'on reçoive une jeune fille blessée et violée. Le docteur Tits est

allé voir et nous a rapporté que cette jeune fille avait réellement été violée par plusieurs soldats allemands, et qu'elle avait été blessée au bas-ventre à coups de bayonnette. Le fait s'était passé à la Chaussée de Tirlemont. Cette jeune fille avait été transportée à la clinique de l'hôpital Saint Pierre, rue de Bruxelles, service des docteurs Dandois et Schockaert.

L'attitude de la population de Louvain fut toujours celle de gens préoccupés de ne pas se mettre mal avec l'occupant, et dans ce but répondant à toutes les réquisitions et obéissant à toutes les mesures d'ordre qui leur étaient prescrites. Dès avant le 19 août, l'autorité communale avait ordonné le dépôt de toutes les armes à l'Hôtel-de-Ville ; après le 19 août, cet ordre fut retiré par les autorités allemandes avec avis que quiconque serait trouvé en possession d'armes, serait puni de mort.

Le 23 août fut marqué par l'arrivée de Manteuffel, commandant de Place. Le lundi 24, il y eut grand arrivage de troupes, tellement que le mardi 25 il y avait à Louvain de nombreuses troupes de toutes armes. Dans la matinée de ce jour, j'ai vu entrer en gare le premier train de troupes venant d'Allemagne. Ce jour là également il y eut des combats dans la direction de Malines ; on entendait le grondement du canon, qui à certain moment semblait même se rapprocher. Tout le monde en ville croyait à l'arrivée prochaine des alliés. Une grande nervosité secouait les civils aussi bien que les Allemands ; les bruits les plus fantaisistes circulaient. Dans la matinée du 25, arriva de Tirlemont le General-Stab-Artz Tenzler, qui venait se rendre compte de l'installation et de la capacité des ambulances de Louvain. Il se déclara très satisfait de nos installations. Vers 15 heures, alors que j'étais de garde à l'ambulance, il m'envoya un officier pour dire qu'on devait tout préparer pour recevoir une centaine de grands blessés ; il pria également de convoquer le personnel pour 17 heures. Comme nous n'avions que peu d'infirmières, je fis prévenir Madame Noyons de venir à l'ambulance pour l'heure indiquée. Tout était donc prêt pour recevoir les blessés annoncés. A 19 heures 30 Mgr Deploige, directeur de l'ambulance, nous retint à souper.

Nous étions encore à table lorsque brusquement, vers 20 heures des coups de feu éclatèrent dans la rue, tout près de l'ambulance. Il s'ensuivit immédiatement une véritable fusillade qui dura dix minutes. Nous fîmes immédiatement descendre les dames à la cave. Bientôt après, un chariot entra dans la cour de l'ambulance. Le docteur Tits est sorti dans la cour avec Mgr Deploige et M. le chanoine Thierry. A ce moment, la garde allemande de l'ambulance, forte de 10 à 12 hommes, sort de son corps de garde, bayonnette au canon, et se précipite vers eux en vociférant ; « Sie haben geschossen ! » Protestations de ces messieurs ; ce n'est qu'en criant plus haut et plus fort que les Allemands, qu'ils parviennent à faire comprendre au sous-officier que personne du personnel n'a et ne peut avoir « geschossen ».

Les soldats se mettent alors à circuler dans toutes les dépendances de l'ambulance pour voir d'où on a tiré. Tout-à-coup, j'entendis un cri ; on se précipite et on trouve un des soldats qui se prétend blessé par un franc-tireur. On me l'amène dans la salle d'opérations, je l'examine

et constate qu'il n'a qu'une simple contusion au pied. Il avoua alors qu'il était monté sur le mur du jardin, du haut duquel il était tombé. En rue et dans les environs éclataient toujours des coups de feu et des fusillades intermittentes. Nous nous occupons alors de peindre des croix-rouges sur toutes les vitres du côté de la rue. Vers neuf heures et demie, nous aperçûmes les premières lueurs d'incendie dans diverses directions ; un peu plus tard, pareilles lueurs apparaissent aussi dans la direction du Vieux-Marché. Vers le matin, des civils nous apportent des blessés civils ramassés en rue ou retirés des maisons en feu. Vers six ou sept heures, on nous amène ainsi l'ingénieur André, de la rue des Joyeuses-Entrées, qui avait la partie supérieure de la cuisse enlevée, arrachée, probablement par une grenade à main ; il avait été blessé ainsi au moment où il donnait à boire à des soldats allemands ; cette blessure était une déchirure et n'était certes pas due à une balle de fusil. Les autres blessés civils étaient atteints de coups de feu. Aucun blessé allemand ne nous a été amené ; les premiers que nous ayons reçus nous sont arrivés le vendredi 28 dans l'après-midi.

J'étais occupé à soigner M. André, quand on vint m'annoncer l'arrivée de ma servante, gravement blessée de trois balles ; au bras, dans le dos (blessure effleurant les côtes) et à la fesse. Je lui donnai moi-même les premiers soins. J'appris ainsi qu'elle avait été blessée chez moi, au moment où, entendant fracturer la porte d'entrée, elle avait avec l'autre servante essayé de se sauver en passant par dessus le mur du jardin. J'avais pris cependant la précaution d'arborer à ma maison un drapeau de la Croix-Rouge et de mettre sur la porte d'entrée une affichette portant mon nom, mon titre de docteur, et mon adresse à l'ambulance Léon XIII. En quittant la maison de mon voisin Kleintjens, où elles s'étaient réfugiées et d'où les soldats allemands expulsaient tous les occupants, mon autre servante qui accompagnait la blessée a vu qu'on avait également mis le feu à ma maison. Passant devant la maison de l'architecte Lenertz, elle a vu le cadavre de ce dernier gisant là. Des soldats allemands menaçaient de mort tous ceux qui passaient fuyant ou chassés de chez eux.

Comme il y avait un sérieux danger, de par le fait des fusillades qui éclataient en ville à tout moment, à aller voir ce qui se passait chez moi, j'allai à la garde de l'ambulance pour demander qu'un soldat m'accompagne jusque chez Manteuffel à l'Hôtel-de-Ville. Cela m'est accordé et, par la rue de Tirlemont, dont plusieurs maisons étaient en feu j'arrivai chez Manteuffel, auprès de qui je protestai en faisant valoir ma qualité de neutre. Je lui demandai une escorte pour me rendre chez moi. Il m'accorda deux hommes avec lesquels je revins par la rue de Tirlemont. Là au moment où nous croisions des troupes, j'ai vu, attachés à la queue d'un cheval, par les liens serrés à leurs poignets, un homme d'une quarantaine d'années et un jeune garçon d'environ quatorze ans. En parlant de ces prisonniers, les soldats disaient entr'eux : « Der wird erschossen ! » (On va les fusiller). Dans la rue de Tirlemont, j'ai vu des soldats enfonçant des portes. A notre passage à chaque coin de rue éclataient des coups de feu, dont mes hommes d'escorte ne paraissaient pas du tout émus.

Le boulevard près de la porte de Tirlemont était un vrai champ

de bataille : on y voyait des voitures brisées, des fusils, des manteaux, toutes sortes d'objets d'équipement jonchaient le sol. Arrivant près de chez moi, je vis aussitôt de la fumée sortant de la maison. Des soldats étaient occupés à apporter de la paille chez mon voisin Kleintjens. En nous voyant ils se précipitèrent vers moi en hurlant « Da haben Sie den franc-tireur der geschossen hat ! » Voilà, le franc-tireur qui a tiré ! Je me mis aussitôt à vociférer aussi fort qu'eux, en allemand, en leur intimant l'ordre d'éteindre le feu qu'ils avaient allumé dans ma maison. De grandes clameurs font toujours impression sur les Allemands. Ceux-ci se calmèrent aussitôt, se dirent prêts à éteindre le feu et se mirent en effet en devoir d'éteindre le brasier qui flambait au milieu du salon et où brûlaient des meubles brisés jetés en tas avec des livres déchirés et des albums. Je vis alors que le plancher était déjà carbonisé sur une surface de trois mètres carrés. Dans le salon un grand vase en porcelaine japonaise était brisé. Ils avaient ouvert tous les becs de gaz dans toute la maison. Dans la salle à manger, ils avaient crevé tous les tableaux et gravures à coups de bayonnettes et de crosses de fusils, cassé les porcelaines et statuettes, enfoncé les panneaux du buffet, du dressoir et exterminé le service de table contenu dans ces meubles. Cependant les incendiaires se multipliaient pour éteindre le commencement d'incendie ; je travaillais avec eux et ils me donnaient des conseils sur les moyens les plus pratiques de procéder. A certain moment, j'ai voulu ouvrir une fenêtre du côté du chemin de fer, les soldats m'ont prévenu qu'il y avait du danger à se montrer à la fenêtre de côté, attendu que les soldats se trouvant au chemin de fer ou dans les parages pourraient tirer sur un civil qu'ils verraient apparaître à une fenêtre. J'ai vu devant la maison de l'architecte Lenertz, le cadavre de ce dernier dont la boîte crânienne avait explosé du côté gauche. J'ai vu quelques cadavres de civils de l'autre côté du boulevard et à la porte de Tirlemont, ainsi que des cadavres de chevaux, et quelques cadavres de soldats allemands.

Passant le vendredi par la rue de Tirlemont, je rencontraï un convoi de chariots. Un de ceux-ci s'arrêta devant la maison du professeur Schockaert et un soldat se mit à crier qu'on avait tiré de là et qu'il fallait y mettre le feu. J'intervins énergiquement disant que personne n'avait tiré de cette maison. Le convoi continua sa route.

Le jeudi 27, vers 9 heures 30, on vint m'annoncer à l'ambulance que tout le monde devait quitter la ville, et qu'on était déjà en train d'évacuer l'hôpital Saint Pierre de la rue de Bruxelles. Passant au coin de la rue Vésale, j'entendis une proclamation faite par des soldats allemands comme quoi tout le monde devait avoir quitté la ville avant midi, attendu qu'on allait bombarder la ville. A l'ambulance, en plus des civils blessés, il y avait des soldats belges blessés, en tout cent cinquante. On ne pouvait songer à les évacuer. Je me rendis donc à l'Hôtel-de-Ville avec le docteur Paul Debaisieux, à l'effet de nous expliquer avec Manteuffel. Nous arrivâmes à l'Hôtel-de-Ville au moment où l'abbé De Strycker venait demander la protection du Collège Américain. Je fus reçu par Manteuffel à qui je déclarai qu'on ne peut évacuer l'ambulance Léon XIII où se trouvent cent cinquante blessés non transportables, et que, d'après la convention de Genève, notre am-

balance, sise dans une ville ouverte, est à double titre sous la protection de l'occupant. Manteuffel me conduisit alors auprès de l'officier qui devait commander le bombardement. Cet officier me déclara : « Nous allons bombarder et détruire la rue de Malines, la rue de Bruxelles et la rue de Namur. Il ajouta : Der Bahnhof müssen wir jedenfalls halten ! Wir müssen den Wege nach Herent frei haben ! » (Nous devons en tous cas garder la gare. Nous devons avoir le chemin libre vers Herent). Lui montrant la carte de Louvain qui se trouvait devant lui, je lui demandai pourquoi un bombardement était nécessaire pour cela et je lui dis que dans les rues qu'il indiquait comme devant être détruites, et notamment la rue de Bruxelles et la rue de Namur, il y avait des établissements hospitaliers, des asiles de vieillards et des instituts scientifiques et je suis allé alors avec lui dans différentes grandes rues pour lui indiquer ces établissements, hospices, asiles et hôpitaux. En fin de compte, j'obtins pour notre ambulance la permission de rester à condition de ne garder que les blessés, le personnel médical et administratif, mais pas de réfugiés.

On nous adjoint pour rentrer un officier avec dix hommes. En arrivant à l'ambulance, j'indiquai à l'officier à l'aide d'un crayon rouge sur une carte de Louvain, les établissements qui étaient sous la protection de la Croix-Rouge. L'officier mit alors à la porte tous les réfugiés qui se trouvaient encore à l'ambulance, et il emmena comme prisonniers de guerre tous les blessés militaires belges transportables. Après son départ, nous transportâmes à la cave tous les blessés en attendant le bombardement. Ce bombardement annoncé n'a été qu'une vaste fumisterie; on n'a entendu que quelques explosions et le lendemain on n'a vu nulle part en ville trace de bombardement. Ce jour-là vendredi 28, j'ai vu des soldats allemands pillant des maisons et notamment la maison Janssens, voisine de la maison Lenertz. Je suis allé déposer plainte à la gare, où j'ai rencontré l'officier Telemann. Celui-ci vint avec moi pour constater le fait, et surprit en flagrant délit de pillage trois soldats, lesquels étaient venus en auto de Tirlemont pour piller; leur auto les attendait tout près de là.

Le lendemain samedi, j'eus l'occasion de rentrer de l'ambulance chez moi en compagnie d'un officier et d'un adjudant. Arrivés rue des Bogards, je vis un groupe de cinq ou six soldats qui semblaient ivres et qui étaient occupés à mettre le feu à une maison sise vers le boulevard. Ces soldats gesticulaient avec leurs fusils. L'officier leur cria alors « Gewehr nieder ! » (fusils bas). Arrivés chez moi, je fis voir à cet officier dans quel état les soldats allemands avaient mis ma maison. C'est alors que l'adjudant me dit que cet officier était le hauptmann von Gielshausen, de Wesel.

J'avais déposé plainte à la légation de Hollande au sujet des prédations commises chez moi. Le 4 septembre, je fus appelé à la kommandantur de Bruxelles où je fus entendu au sujet de ma plainte par l'officier instructeur Willekens.

Le sept ou le huit novembre 1914, j'ai été entendu comme témoin à Louvain par l'enquêteur allemand Stempel, devant qui je fis ma déposition sous la foi du serment, sur tous les faits dont je parle ici. Stempels me déclara : « Vous êtes un témoin extrêmement grave ».

Il fit acter ma déposition. Je l'entendis dictant: « Les soldats allemands se sont bien conduits à Louvain chez le professeur Noyons comme ailleurs. Je protestai aussitôt contre ces mots, attendu que j'avais relaté non seulement ce qui s'était passé chez moi, et mes rapports personnels avec les soldats, mais encore les actes de pillage que j'avais vu commettre, notamment chez le professeur Van Gehuchten. J'eus alors à ce sujet une grande discussion avec Stempel. Ce dernier se montra d'une mauvaise foi scandaleuse. Le chanoine Thierry, qui avait été interrogé avant moi, m'avait d'ailleurs parlé des procédés de ce Stempel. Il me fixa un autre rendez-vous pour le 15. Après m'avoir fait attendre ce jour là de 15 à 19 heures, Stempel me reçut. Je fus appelé encore une fois en janvier 1915 chez l'instructeur Dr. Bemme, au sujet des destructions commises chez moi. Après m'avoir entendu, le Dr. Bemme me déclara: « Wir sind verrückt gewesen in Löwen... » (Nous avons été fous à Louvain).

J'ai connu Berghausen. Il est venu souvent à l'ambulance. J'ose dire qu'il a négligé tous ses devoirs médicaux; quoique Stab-artz, il n'opérait jamais. C'est lui qui a volé l'auto de l'ambulance, don de M. David-Fischbach, auto qu'une lettre du commandant de la place déclarait non réquisitionnable. Berghausen est venu certain jour nous demander de la lui prêter pour une heure et demie, déclarant qu'il s'agissait de transporter des blessés, et donnant sa parole d'honneur de la rendre aussitôt. Après en avoir délibéré, la direction de l'ambulance, vu le motif invoqué par lui — transport de blessés — a consenti à lui prêter notre voiture que nous n'avons plus jamais revue. Interpellé à ce sujet quelques jours après, Berghausen a dit que son chef avait réquisitionné l'auto. Plainte a été déposée à la kommandantur; à la suite de quoi on a voulu nous donner une vieille auto déclassée en remplacement de notre superbe voiture neuve.

J'oubliais de dire, que le dimanche 30 août, le feu a été remis une seconde fois à ma maison, heureusement sans suites. J'allai directement me plaindre à Manteuffel, qui vint se rendre compte sur place, plaça lui-même sur la porte une pancarte avec les mots: « Jeder mann der in diesen Hauss antroffen wird erschossen! » (Tout homme qui est surpris dans cette maison est fusillé).

Au sujet des incendies, je sais que les soldats allemands disposaient de quantités de pastilles incendiaires de nitro-cellulose. Des officiers allemands m'ont dit que l'incendie était un moyen ou une nécessité de la guerre.

Monsieur Féron, qui au moment du sac de Louvain habitait à la place du Peuple, et qui est décédé depuis, m'a raconté que, étant réfugié dans son jardin, avec sa servante, ils ont vu qu'avant de mettre le feu à sa maison les soldats allemands aspergeaient l'intérieur de la maison.

Lecture faite, le témoin déclare sincère et véritable la déclaration ci-dessus et signe avec nous.

(s) Dr. A. Noyons.

11°) *Déposition assermentée de Rutgers, Marinus, né à Bois-le-Duc (Hollande), le 15 octobre 1881, directeur de la compagnie hollandaise des Eaux de Louvain, domicilié en cette ville, 22, Marché aux Grains, de nationalité hollandaise.*

En 1914, j'habitais au n° 106 de la rue de la Station. Les Allemands occupaient la ville depuis plusieurs jours, lorsque, le lundi 24 août vers 9 heures du soir, deux autos s'arrêtèrent devant ma porte, et il me fut enjoint d'accompagner immédiatement à la gare les quatre officiers qui occupaient ces voitures ; je dus prendre place dans la première voiture ; dans la seconde se trouvait M. Colins, bourgmestre de Louvain sous la surveillance de deux des officiers. Arrivés à la place de la gare, on s'arrêta devant l'Hôtel de l'Industrie, où un capitaine et un lieutenant d'une compagnie de chemins de fer m'exposèrent, très correctement d'ailleurs, qu'il s'agissait de fournir de l'eau à la station de Louvain ; cette gare possédait une installation propre, que les Allemands ne parvenaient pas à faire marcher ; c'est pourquoi l'autorité militaire ordonnait le raccord immédiat avec le réseau de la ville. Nous échangeons nos idées au sujet de l'exécution de cet ordre, lorsque notre conférence fut soudainement interrompue par une voix retentissante, celle d'un colonel allemand. Les officiers qui se trouvaient assis près d'une table se lèvent aussitôt d'un bond, se mettent en position et fournissent les explications demandées sur ce qu'ils discutaient là avec ces bourgeois (le bourgmestre et moi). Mais aussitôt que le colonel eut appris qu'il avait là devant lui le bourgmestre de la ville, il se mit à vociférer d'une voix terrible qu'il exigeait de la ville la livraison immédiate, pour les deux cents hommes sous ses ordres, de pain, viande, matelas, plus la paille et le foin pour les chevaux. Tandis que je faisais office d'interprète entre le colonel et le bourgmestre, le capitaine et le lieutenant trouvèrent moyen de s'éclipser, nous laissant seuls en présence de la pire brute que j'eus rencontrée de ma vie. Pendant que le bourgmestre était retenu comme otage sous la garde de quatre sentinelles, avec avis qu'il serait fusillé si toute la réquisition n'avait pas été livrée endéans l'heure, j'eus encore à servir d'intermédiaire pour assurer la prestation dans le temps prescrit. Pour gagner du temps, je crus pouvoir demander au colonel, de la manière la plus polie, de me faire conduire au bureau de la police communale par une des nombreuses autos qui stationnaient là. A quoi il me fut répondu, du ton le plus grossier, que je pouvais, si je voulais... m'asseoir... dans une auto belge, mais pas dans une auto allemande. J'eus donc à courir d'un bout à l'autre de la rue de la Station, qui est longue d'un kilomètre, et j'arrivai hors d'haleine au bureau de police. Après explications, huit agents m'accompagnèrent aussitôt jusque dans le quartier de la place de la gare, et là nous allâmes de porte en porte, pour inviter les habitants à porter au plus tôt à la place de la gare des matelas, du pain et de la viande, les prévenant que la vie du bourgmestre dépendait de la prompte exécution de la réquisition. Pour la paille et le foin, je m'adressai au directeur des travaux de la ville, qui habitait dans ces parages. Entretemps, l'échevin Schmit venait d'arriver à la gare, et, comme il parlait très couramment l'allemand, il commença par exposer à l'adjudant du colonel que la ville

était sous les ordres d'un commandant de place, et que dès lors toutes réquisitions devaient se faire par l'intermédiaire de ce dernier, et que le colonel n'avait pas le droit de réquisitionner directement chez les habitants. Mais quand il eut prononcé ces derniers mots, tous les échos de la place retentirent des éclats de la fureur. « Sie meinen : Ein Preussischer Offizier hat hier in Belgien kein recht ! » (Vous dites qu'un officier prussien n'a pas le droit ici en Belgique). Là-dessus, une cinquantaine de soldats, bayonnette au canon, nous chassent tous de la place, où le bourgmestre reste seul au milieu des Allemands. Peu après arrivait, de l'abattoir, une charrette avec de la viande, et je suivis la charrette sur la place, pour faire à l'adjudant livraison de la réquisition. Au même moment s'amena un lieutenant délégué par le commandant de place, et il fut aussitôt pris à partie par le colonel, lequel, pendant au moins dix minutes, lui cracha à la figure les injures les plus variées et les imprécations les plus énergiques, et ce avec une abondance de mots et un choix d'expressions à rendre jaloux le plus mal embouché des portefaix. C'est en se tenant dans la position réglementaire et la main droite au képi, que le jeune lieutenant encaissa héroïquement sans un mot de protestation, tout ce qu'il plut au colonel de lui sortir. C'était beau. Quand le colonel se fut ainsi soulagé, il consentit à remettre en liberté le bourgmestre, et emporta son butin.

Le lendemain matin, je fus avisé de ce que les Allemands étaient parvenus à faire marcher l'installation d'eau de la gare, et que dès lors il était inutile de faire le raccord au réseau urbain.

C'est ce même jour, 25 août, à 8 heures du soir, que commença dans les rues de Louvain la terrible fusillade, qui fit de part et d'autre l'objet de discussions si passionnées. J'ai la conviction que cette fusillade n'est pas le fait des gens de Louvain, et qu'aucun civil de Louvain ne peut être accusé à ce propos. Je passai cette nuit dans la cave avec ma femme et mes enfants ; plusieurs voisins vinrent se réfugier chez nous, entre autres un vieux domestique de M. David. Ce dernier, un vieillard de 80 ans, fut fusillé cette nuit là, et avec lui son fils âgé de 46 ans. Leur maison, voisine de la mienne, fut incendiée ; à quatre heures du matin, la fumée et le feu nous obligèrent à fuir, et nous nous sauvâmes par le jardin, dans une remise où une trentaine de personnes se trouvaient déjà rassemblées. A neuf heures du matin, une patrouille allemande vient arrêter tout le monde, et nous emmène à la place de la gare, où ma nationalité hollandaise me valut, pour moi et ma famille, la faveur de pouvoir partir pour la Hollande, via Aix-la-Chapelle, dans un train de marchandises rempli de grands blessés. Avant le départ, il me fut déclaré que ma présence en tant que directeur du service des eaux n'était pas nécessaire dans cette ville en feu, parce que tout devait être rasé (gerasierd).

Je rentrai à Louvain le 8 septembre. De ma maison et de tout son contenu, y compris l'administration et les archives, il ne restait plus que des ruines. Le service de la distribution d'eau était entièrement à reconstituer. Mon personnel avait été l'objet des pires violences de la part des Allemands ; l'un de mes hommes, mon magasinier, de nationalité hollandaise, avait même été arrêté comme franc-tireur, le matin

du 26 août, déporté en Allemagne, et détenu dans un camp de prisonniers pendant six semaines. Outre la recherche et la suppression des fuites d'eau parmi les ruines des maisons incendiées, nous eûmes à récupérer autant que possible les compteurs, dont une partie seulement fut retrouvée en état de servir. Ma compagnie, ayant introduit à Berlin une demande en dommages-intérêts, fut, très longtemps après, informée par l'autorité compétente qu'elle avait à poursuivre cette demande de réparation à charge de la ville de Louvain, laquelle était responsable du fait que des civils avaient tiré sur les troupes allemandes. Les démarches entreprises à « l'Intendantur » de Bruxelles eurent le même résultat. A certain jour, j'eus connaissance de la publication et de la vente en Belgique d'une brochure « *Sturmnacht in Löwen* » éditée par la Max Fischer's Verlagzbuchhandlung Dresden A. 16, sous la signature d'un nommé Robert Heyman. A la page 25 de cette brochure, je lus avec indignation le passage où l'auteur prétend qu'un certain « Herr Rutgers, Direktor der Wasserleitung in Löwen » lui aurait raconté ses impressions sur la nuit terrible de Louvain, et où il m'attribue ce monstrueux mensonge : « *fechtende und feuernde soldaten, Sturm lauf gegen Häuser, die bis aus letzte Fenster mit Franktireurs besetzt waren. .* » (des soldats combattant et tirant, l'assaut donné à des maisons dont jusqu'à la dernière fenêtre est occupée par des francs-tireurs). — Il était évident pour moi que ce Robert Heyman, qui m'était tout à fait inconnu, ne connaissait mon nom et ma qualité que par l'interview que j'avais donné au sujet du sac de Louvain au *Telegraaf* d'Amsterdam interview qui avait été publié par ce journal, et qui ne correspondait en rien au récit fantaisiste et mensonger de Heyman. — Mais il m'était non moins évident que, jusqu'à preuve contraire, les gens de Louvain pouvaient croire que je les avais mensongèrement accusés auprès de ce Heyman, et dès lors je me voyais exposé à leur fureur et à leur mépris aussi compréhensible que légitime. Il me fallait donc à tout prix, tant dans l'intérêt de la vérité que dans mon intérêt personnel, arriver à opposer à la brochure allemande un démenti public et catégorique. Par l'entremise de notre consulat à Louvain, j'obtins l'appui de la légation Hollandaise à Bruxelles pour une protestation auprès de l'autorité allemande à Louvain. Une quinzaine de jours plus tard, je fus autorisé à faire paraître dans « Les petites Affiches » un journal hebdomadaire paraissant à Louvain, les lignes ci-après : « Avis important : Il m'est confié, de source bienveillante, une brochure intitulée « *Sturmnacht in Löwen* » dans laquelle mon nom est cité, et où on m'impute un témoignage tout à fait contraire à la vérité. Je tiens à déclarer publiquement que l'auteur Robert Heyman m'est tout à fait inconnu, et que ce qu'il écrit s'écarte totalement du récit de mes aventures paru dans le journal *De Telegraaf*, récit dans lequel il n'est pas dit un seul mot de francs-tireurs que j'aurais vus dans les maisons. M. Rutgers, Directeur du Service des Eaux de Louvain. » — Entretemps, j'eus l'occasion de me procurer, par la voie diplomatique, les pièces et attestations les plus convaincantes, et je les communiquai aussitôt à l'administration communale de Louvain, qui m'adressa, le 2 août 1915 une lettre officielle mettant absolument hors cause ma sincérité et ma bonne foi. Celà n'empêche que la brochure de M. Heyman continua à être mise

en vente à la gare de Louvain. Cela rentrait bien dans le cadre du mensonge systématique répandu et entretenu par les Allemands au sujet de Louvain. Nous en eûmes d'ailleurs un autre exemple dans l'avis qui resta longtemps affiché en grandes lettres dans la gare de Louvain, et par lequel les militaires allemands étaient prévenus qu'il y avait danger à parcourir les rues de Louvain sans être armé, à cause de l'hostilité de la population.

Après lecture, le témoin confirme la déclaration ci-dessus et signe.

(s) M. Rutgers.

12°) *Déposition assermentée de Neyens François, né à Oolen (Province d'Anvers) le 14 octobre 1866, candidat en philosophie et Lettres, curé de l'église St. Joseph à Louvain, y domicilié rue des Bogards, 19.*

Quand, dans la matinée du 27 août 1914, les soldats allemands sont venus dire aux habitants qu'ils avaient à quitter leurs demeures parce qu'à midi Louvain serait bombardé, je suis parti dans la direction de Tirlemont. Arrivé aux confins des communes de Corbeek-Loo et de Lovenjoul, je me vis arrêté par plusieurs soldats qui se tenaient sur la chaussée et qui me sommèrent par « ici, ici » expressif de les suivre. Ils me conduisirent vers une modeste maison sise le long de la route et m'obligèrent d'entrer dans un réduit d'à peu près deux mètres de long, de quatre de large et haut de deux. En y entrant, dans cette espèce de porcherie, je vis couchés sur la paille qui couvrait le sol plusieurs religieux et ecclésiastiques: M. Tielemans, curé retraité de St-Joseph, M. Vertommen, vicaire de St-Joseph, le R. O. De Clerck, recteur du séminaire de Scheut, avec deux de ses religieux, M. de Neuter, élève au Grand Séminaire de Malines, le F. Rodolphe, des Frères des Ecoles Chrésiennes. La paille sur laquelle ils étaient couchés n'était pas absolument du fumier, mais elle n'était pas non plus fraîche, et contenait des ordures. A peine étais-je entré, en me baissant pour la porte assez basse, qu'un soldat allemand se dresse devant moi, et me demande d'un ton impérieux: « Was haben Sie? » « Rien pour faire du mal », répondis-je. « Vous n'avez pas d'armes ». « Non ». Déjà il avait tiré ma montre, une montre en argent de la pochette de ma soutane, la détacha de la chaîne, et la fourra dans sa poche. Puis, promenant rapidement ses mains sur ma poitrine pour voir si je n'avais rien sur moi, il sentit quelque chose dans la poche intérieure de ma capote: « Und das, was ist das? » — « Ce sont des papiers et de l'argent ». (Cette poche était cousue). « Votre canif, donnez-moi votre canif! » — « Je n'en ai pas! ». Un de mes camarades lui passa un canif. Il eut tôt fait d'ouvrir la poche, d'où il retira plusieurs enveloppes; il les ouvrit, et mit le contenu en poche, la sienne. Il me volait ainsi, sans que j'osai protester, la somme de six mille trois cent et quarante francs (6340). Est-il besoin d'ajouter qu'à plusieurs reprises je m'entendis traiter de « Schwein », et qu'on me reprocha d'exciter le peuple contre eux allemands. Je protestai vivement contre cette accusation, mais un soldat qui se tenait près de la porte me cria: « Kein Wort mehr! » (plus un mot!) et je me suis tu.

Peu après furent poussés dans notre porcherie le R. P. Raynier, des Récollets de la rue des Flamands, M. Kestens, vicaire de la paroisse St-Antoine, M. le chanoine Lemaire, professeur d'Archéologie à l'université, M. le chanoine Noel, professeur de philosophie à l'université. Quelque temps après, nous avons été délivrés grâce à Madame Noel, qui était allée réclamer à un officier contre le traitement indigne qui était infligé à son fils. Cet officier est venu se placer sur le seuil de la porcherie, et après y avoir jeté un coup d'œil, il a dit quelques mots par lesquels nous avons compris que nous étions libres.

Nous sommes partis alors dans la direction de Tirlemont.

C'est M. Tielemans, curé émérite de St-Joseph, accompagné du frère Rodolphe, qui a été arrêté le premier sur la route de Tirlemont. A M. Tielemans les soldats allemands ont volé une boîte à priser de valeur, un petit canif, et la somme de cinq mille et vingt francs (5020). A son compagnon, ils prirent un portemonnaie contenant une trentaine de francs.

A la demande et par l'entremise de M. Nerinckx rapport des faits ci-dessus a été adressé à la Kommandantur le 28 décembre 1914, et une seconde fois vers la mi janvier 1915.

Fin avril suivant, je reçus la lettre dont je vous communique l'original:

Armee-Intendantur
des General-Gouvernements
in België
Nr. 1025/4 IB.

Brüssel, den 24 April 1915.

In Ihrem Gesuch um Ersatz des Ihnen bei Löwener Brand erwachsenen Schadens haben Sie geltend gemacht, dass Ihnen ausser dem Betrag 6340 Francs noch eine silberne Uhr zu ersetzen sei.

Durch die Bekundungen der Zeugen haben sich Zweifel ergeben, ob bei Angabe der Summe nicht ein Irrtum Ihrerseite verliegt. Der Zeuge Professor Lemaire hat angegeben, dass bei Ihrer Durchsuchung aus den dem Soldaten van Ihnen übergebenen Briefumschlägen letzterer einen Schein von 1000 oder 500 Francs entnommen und in den Unklar, ob an Sie zurückgegebenen-Umschlag gelegt habe

Sie wollen sich umgehend darüber äussern, ob bei Angabe des Betrages von Ihnen diese Tatsache in Berücksichtigung gezogen ist, sowie des ferner den Wert des infragekommenden Uhr hierher mitteilen. Als dann wird die Entscheidung Sr. Exzellenz des Herrn General-Gouverneurs eingeholt werden.

J. A. (illisible).

An Herrn P. Neyens
Pastor v. St. Joseph
Löwen.

A cette lettre, je répondis le 29 avril 1915 à l'Intendant d'Armée du Gouvernement général, par la lettre dont copie ci-jointe : « En réponse à votre lettre du 24 avril, j'ai l'honneur de vous dire que je n'ai pas fait erreur dans la fixation de la somme de 6,340 fr. En faisant ma requête, j'ai uniquement porté plainte au sujet de la somme qui m'a

effectivement été soustraite. Je crois utile d'ajouter les détails suivants : De retour sur la chaussée de Tirlemont, j'ai constaté que j'avais encore dans la poche intérieure de ma capote, entre autres, une enveloppe contenant un billet de 1.000 fr. Je dis entre autres parce qu'il y avait encore une deuxième enveloppe renfermant deux actions de 500 fr. chacune. Je n'ai pas voulu en parler dans mon rapport parce que de ce côté je n'ai subi aucun dommage. J'avais encore sur moi un carnet d'épargne et de rentes ; je n'en ai rien dit parce que cela ne m'a pas été enlevé. J'ai écrit dans ma requête « Il (le soldat) eut hâte d'ouvrir la poche et en retira plusieurs enveloppes ; il les ouvrit et mit le contenu en poche ; il me prit ainsi 6.340 fr. » Dans votre lettre il est dit : « aus den dem Soldaten von Ihnen übergebenen Briefumschlägen ». Si je comprends bien, cela veut dire : des enveloppes livrées ou remises par vous au soldat. Si c'est là le sens, je crois devoir protester : C'est le soldat qui a ouvert la poche et en a retiré plusieurs enveloppes ; ce n'est pas moi qui les lui ai remises. Quant au témoignage de M. Lemaire, je ne cherche pas à le contredire. Je dois à la vérité de déclarer que je n'ai pas conscience que le soldat, après avoir enlevé la somme de 1.000 ou de 500 fr. des enveloppes, les y aurait remis pour me les rendre. Il reste qu'on m'a soustrait à ce moment là 6.340 fr. ; je n'ai jamais prétendu dire autre chose. Enfin quant à la valeur de la montre en argent qui m'a été prise, elle ne dépasse pas 30 fr. Agréez... »

Quelque temps après, je recevais la lettre dont voici l'original.

General-Gouvernement

in Belgien

Sekt. IVa Nr 128/4 IB.

Brüssel, den 1 Juni 1915.

Nachdem trotz eingehender Ermittlungen sich nicht hat feststellen lassen dass und durch welche deutschen Militärpersonen die angeblich bei Ihrer Verhaftung im August 1914 in Ihrem besitz befindlichen Gegenstände und Werte beschlagnamt wurden, wird Ihr auf Ersatz des angeblichen Werts gerichtetes Gesuch abgelehnt.

(Signé) von Bissing,

Generaloberst.

M. Tielemans ayant reçu la même communication que moi, nous répondîmes au gouverneur von Bissing par une lettre collective qui est bien celle dont le texte vous a été communiqué par M. Tielemans. Je confirme sa déclaration sur les circonstances dans lesquelles nous sommes le même jour et dans les mêmes conditions, rentrés en possession des sommes qui nous avaient été dérobées. C'est le 18 août 1915 que mes 6.340 fr. m'ont été remboursés (1).

Après lecture, le témoin déclare sincère et véritable la déposition ci-dessus et signe.

(s) Neyens François.

(1) Voir la déposition suivante n° 13

13^o) *Déposition assermentée de Ticlemans François, né à Anvers, le 2 août 1845, curé émérite de St. Joseph à Louvain, domicilié à Louvain rue des Joyeuses-Entrées, 19 :*

Le mardi 25 août 1914, un peu après 8 heures du soir, éclata brusquement dans notre rue un épouvantable tapage de coups de fusils, et de clameurs forcenées, dont je ne m'expliquai pas du tout la cause ni la signification. Des hommes couraient dans la rue ; on entendait des chariots et des chevaux passer au galop. Tout cela au milieu d'une fusillade folle, dont ma maison conserve encore les traces. Venez voir. (Le témoin nous conduit dans une petite place au rez-de-chaussée, à droite de la porte d'entrée, et nous montre une petite gravure encadrée dont la glace et le papier sont crevés par une balle qui les a traversés et s'est logée dans le mur séparant cette place du corridor. Au premier étage, dans une chambre donnant sur la rue, où le témoin nous conduit ensuite, nous comptons dans le plafond et dans les murs les traces de vingt et une balles, évidemment tirées de la rue. Les vitres de cette place ont été remplacées depuis, mais les stores sont encore troués, tels qu'ils le furent au cours de la fusillade. Dans la chambre voisine, nous ne comptons que trois traces de projectiles, tirés de la même manière, c'est-à-dire de la rue.)

Le témoin déclare encore :

Je me suis réfugié dans ma cave, où je suis resté jusque vers le matin. Je me suis bien gardé de sortir dans la journée du mercredi. Mais le jeudi 27, on est venu annoncer partout que tout le monde devait évacuer la ville, laquelle allait être bombardée. Je suis parti vers 9 heures vers la porte de Tirlemont, où déjà se trouvait toute une foule de gens chassés de chez eux, encore dans l'angoisse des terribles événements dont Louvain était le théâtre depuis le mardi soir. Toute cette population fut chassée comme un troupeau par la chaussée de Tirlemont et ce fut un exode lamentable de femmes, d'enfants, de vieillards terrifiés, de pauvres gens sans défense ; toutes les classes de la société étaient mêlées là dans une commune et terrible épreuve. Pour ce qui me concerne, je n'ai pas remarqué que des gens ont dû tenir les bras levés au passage de troupes allemandes, et leur céder le pavé en marchant sur les bas-côtés de la route. Pareils faits ont parfaitement pu se passer sans que je les remarque d'une façon particulière.

Entre Corbeek-Loo et Lovenjoul, un officier allemand et quelques soldats font sortir des rangs les prêtres qui sont dans le cortège des gens de Louvain chassés de chez eux. Nous sommes là une douzaine de prêtres, entre autres, M. Neyens, curé actuel de St. Joseph, et l'abbé Noel, professeur à l'Université. On nous pousse tous ensemble, avec des rires insultants et des injures, devant une étable à porcs ; et là on nous dit : « Allez vous coucher là, Schweinhunde ! » — c'est un mot de leur langue que j'ai retenu pour l'avoir entendu bien souvent ce jour-là. Là-dessus nous sommes obligés tous à entrer dans cette étable à porcs, où nous sommes restés deux ou trois heures. Nous fûmes délivrés grâce à la mère du professeur Noel, qui alla réclamer à un officier supérieur allemand la libération de son fils. Je ne sais plus

de quel grade était l'officier allemand qui nous a infligé ce traitement ignominieux, ni à quelle unité il appartenait. Mais ce que je sais, c'est qu'en plus de sa haine pour les prêtres catholiques qu'il a visiblement voulu satisfaire de cette manière, il n'a pas manqué de satisfaire ses instincts de rapine. C'est ainsi que je fus soulagé non seulement de ma tabatière, qui était en pierre d'agate avec monture en vermeil, mais encore de la somme de cinq (5) mille et vingt francs que j'avais sur moi. A M. le curé Neyens fut volée de la même manière une somme de six mille trois cents et quarante francs (6.340).

Aussitôt que nous avons pu le faire, nous avons adressé une réclamation à von Bissing, gouverneur allemand à Bruxelles, exposant les faits, et demandant restitution de ce que nous avait été enlevé dans les circonstances indiquées. Tout un temps après, je reçus la lettre que voici, dont je vous permets de prendre copie :

Armee-Intendantur
des General-Gouvernements
in Belgien.

Nr. 1025/4 IB.

Brüssel, den 24 April 1915.

In Ihrer hierher geltend gemachten Schadensersatzsache werden Sie ersucht, umgehend hierher mitzuteilen, wie Sie die infragekommenden Gegenstände : Schnupftabaksdose und kleines Messer bewerten, auch etwaige hierüber vorliegende Beweisurkunden einzusenden. Alsdann wird die Entscheidung Sr. Exzellenz des Herrn General-Gouverneurs eingeholt werden.

J. A.
(illisible).

An Herrn Pastor a. D. Fr. Tielemans
Löwen.

Je reçus encore la communication que voici, en date du 6 mai 1915 :

Sie werden an die Beantwortung des diessseitigen Schreibens von 24-4-15 hiermit erinnert.

Cependant le 29 avril j'avais répondu à la première lettre du 24 avril :

Monsieur l'Intendant d'Armée du Gouvernement général.

Comme suite à votre lettre du 24 avril N° 1025/4 IB, j'ai l'honneur de vous informer que la tabatière en question est une pièce de valeur — au moins 200 fr. — elle est faite de deux pierres précieuses (pierre d'agate) et la monture est en vermeil. Comme c'est un cadeau, je ne puis vous fournir des témoignages d'achat, mais M. Lievens, aumônier à la prison, et M. Van der Eynde, professeur à l'Athénée, peuvent témoigner de la valeur. Quant au canif, quoique monté en argent, il n'avait qu'une valeur de cinq francs. Dans l'espoir de rentrer en possession surtout de la forte somme d'argent, je vous présente mes civilités. Un mois après je recevais la lettre suivante :

General-Gouvernement
in België.

Sekt. IVa N° 128/4 IB.

Brüssel, 1 Juni 1915.

Nachdem trotz eingehender Ermittlungen sich nicht hat feststellen lassen, dass und durch welche deutschen Militärpersonen die angeblich bei Ihrer Verhaltung im August 1914 in Ihrem Besitz befindlichen Gegenstände und Werte beschlagnamt wurden, wird Ihr auf Ersatz des angeblichen Werts gerichtetes Gesuch abgelehnt.

Generaloberst.

An Herrn Pfarrer Fr. Tielemans
Löwen
rue des Joyeuses-Entrées.

M. Neyens et moi avons répondu à cette lettre de la manière suivante :

Louvain, le 25 juin 1915.

Excellence,

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre datée du 1^{er} juin dernier. La solution que votre conseil judiciaire a prise à notre égard nous a fortement peiné, d'autant plus que les valeurs qui nous ont été enlevées étaient destinées en majeure partie au soutien des bonnes œuvres et au soulagement des pauvres de notre paroisse. Le doute que MM. les enquêteurs pourraient soulever sur certains petits détails n'infirme en aucune façon la réalité du fait. Il reste établi, et nous sommes tout disposés à attester la chose sous la foi du serment, que dans la journée du 27 août 1914, sur la chaussée de Tirlemont, aux confins des communes de Corbeek-Loo et de Lovenjoul, des soldats allemands ont soustrait : 1) à M. l'abbé Neyens, curé de St. Joseph à Louvain, une montre en argent et la somme de 6.340 francs ; à M. l'abbé Tielemans, curé émérite, une tabatière en émail et la somme de 5.020 fr. Quand on écrira plus tard l'histoire de la guerre, il est bon que l'on sache qu'après le rejet de notre requête en dommages et intérêts, nous avons continué à protester contre l'acte odieux dont nous sommes les malheureuses victimes. Agréez...

(S) Neyens Fr. Tielemans.

Quelque temps après l'envoi de cette lettre, un officier allemand est venu me lire un document d'après lequel tel jour, à telle heure, nous pouvions nous présenter à tel bureau à Bruxelles, pour toucher la somme. Il n'a pas voulu me laisser copie de ce document. Il m'a laissé le billet que voici : (Copie) Provinz Kasse von Brabant : Brüssel, 6, rue Ducale. II Etage Zimmer N° 27.

Quand je me suis présenté à ce bureau avec M. Neyens, il nous a suffi de dire le motif de notre visite. On m'a immédiatement remboursé les 5.020 fr., dont j'ai signé un reçu.

Lecture faite, le témoin déclare sincère et véritable la déclaration ci-dessus et signe.

(S) Fr. Tielemans.

14°) *Déposition assermentée de de Villers Auguste, né à Gand le 1^{er} avril 1862, religieux de la Compagnie de Jésus, domicilié à Louvain, 11, rue des Récollets :*

Le 27 août 1914, quand on dut quitter la ville, plusieurs d'entre nous prirent la direction de Tervueren, vers où s'acheminaient beaucoup d'habitants de Louvain. Là, une colonne de ravitaillement allemande arrêta tous les ecclésiastiques, et les retint dans une prairie voisine de la route et du parc. Nous étions environ quatre-vingt. Vingt minutes après mon arrivée, on nous commanda de nous lever, et l'on choisit un premier groupe d'une vingtaine de prisonniers, dont j'étais. Je témoigne donc de ce qui concerne ce groupe. Un officier nous déclara que nous étions otages pour accompagner la colonne, qu'on ne nous ferait point de mal, mais que si l'on tirait, nous serions fusillés ; sur le chemin, nous devions avertir de celà les populations. Puis, on nous fit passer dans un pré voisin, où des chariots nous attendaient. Après quelque temps, nous vîmes venir le P. Dupierreux au milieu d'un groupe de soldats. Le chef demanda : « Celui d'entre vous qui sait l'allemand ? » — C'était le Père Schill. Il lui fit lire, puis traduire en allemand quelques notes trouvées sur le P. Dupierreux, notes personnelles, qui résumaient et flétrissaient les incendies et les tueries de l'avant-veille. Après cette lecture, le chef dit : « Allez ! » — Jusque-là, je n'avais pas compris ce qu'il voulait. Le P. Dupierreux demanda à recevoir l'absolution, et la reçut d'un d'entre nous. Puis, sur l'ordre donné, il fut conduit vers le bois et fusillé immédiatement, tandis qu'il nous était ordonné de regarder dans cette direction.

Après celà, nous dûmes monter sur les chariots, et passer en cet équipage au travers de Bruxelles, au milieu d'une population fort émue.

Nous étions sur la route de Hal, lorsqu'arriva l'ordre de nous mettre en liberté. Il était environ 8 heures du soir.

J'ai déposé à propos des mêmes faits devant un auditeur militaire allemand le 6 janvier 1915.

Après lecture, le témoin déclare confirmer la déposition ci-dessus et signe avec nous.

(s.) Auguste de VILLERS.

15°) *Déposition assermentée de Dieudonné Franz, âgé de 23 ans, étudiant, domicilié en août 1914, rue de la Loi, 7, et y résidant actuellement encore :*

Le 25 août 1914, vers six heures du soir, sortant de chez ma grand'mère (rue Notre-Dame) je rencontre une bande de soldats courant à toutes jambes. L'un d'eux m'accoste et en pleurant, me tend une carte et me prie de la porter à la poste.

Je le lui promets et je me dirige vers la « Feldpost » établie au tribunal. Partout l'impression est la même... Ils perdent la tête. Un officier traverse la grand'place au galop et prend la rue de Bruxelles. Le cheval fait brusquement un écart, l'homme manque de se casser le cou et furibond, se met à jurer et repart de plus belle. Partout ce

ne sont qu'autos et motocyclettes lancés à toute vitesse... et là-bas le canon gronde... gronde de plus en plus distinctement.

Ma commission faite, je me dispose à aller rejoindre mon père dans un café de la rue de la Station, lorsqu'un agent de police me dit : « Je ne sais ce qu'ils ont, rentrez chez vous, il y aura du massacre ce soir. » Il me semble entendre encore ces derniers mots. Je me décide à rentrer et mon père arrive peu après. L'impression générale est que Louvain est menacée par les Belges, appuyés par des Français et des Anglais ; nous sommes joyeux, pleins d'espoir ! !

Vers huit heures du soir, des coups de fusil éclatent... Les alliés entrent en ville, pensons-nous, et il va y avoir des batailles de rue ; il s'agit de se mettre à l'abri des balles. Nous choisissons la chambre à coucher de mes parents, où nous passons la nuit.

De plus en plus nourrie, la fusillade crépite, avec de courtes interruptions.

Nous n'avons aucune notion de ce qui se passe. Ma mère va risquer un coup d'œil vers la rue et m'appelle ; je vois passer des chevaux affolés, sans cavaliers.

Plus tard, j'aperçois dans le ciel, des reflets rougâtres. Nous montons, mon père et moi au grenier et nous voyons, dans la direction de la gare, une énorme colonne de fumée, puis des flammes. Aussitôt nous pensons que ce sont les Belges qui bombardent la station.

Plus tard un second foyer apparaît plus à droite, vers le vieux marché, puis un troisième ; nous n'y comprenons plus rien, mais pas un seul instant, la pensée ne m'est venue que c'étaient les Allemands qui mettaient le feu aux habitations. Tout à coup, vers 4 heures du matin, on sonne à la porte... une courte hésitation, puis nous descendons. C'est la famille Uystpruyst, en larmes, conduite par deux soldats bayonnettes au canon... et alors seulement nous comprenons l'épouvantable drame qui se déroule en ville. Un peu plus tard nous assistons à l'incendie de l'église Saint Pierre. Une petite flamme tout au sommet, qui lèche le clocheton... on l'éteindrait, semble-t-il avec un seau d'eau. Impuissants et indignés, nous assisterons au désastre, la flamme grandit, s'élance, les toits flambent à leur tour ; le clocher, dont on aperçoit l'ossature à travers le feu se penche et s'écroule. Ailleurs, également le feu s'étend de toutes parts.

Dans notre quartier, jusqu'ici rien d'anormal.

Vers 6 heures du matin, on sonne encore, cette fois c'est un vieux cabaretier d'Hérent Edouard Schoeters accompagné de sa femme. Ce sont de braves gens chez lesquels nous allions souvent en été. Ils n'en peuvent plus ; l'homme est près de tomber. Sans motif les Allemands l'avaient empoigné, jeté à terre, bourré de coups de crosse, puis avaient mis le feu à sa maisonnette. Il avait le dos couvert de taches bleues, une plaie à la figure près du nez, toutes les articulations raidies ; le moindre geste le faisait geindre. Et il s'était traîné jusqu'ici, aidé de sa femme, avec ses habits couverts de sang.

A huit heures du matin, arrive l'agent de police Vandeput qui dit à mon père : Docteur, j'ai des balles dans le ventre. On avait tiré sur lui près de la poste. Il avait couru longtemps, inconscient, jusqu'à la gen-

darmerie ; là il s'était débarrassé de son uniforme pour rentrer en ville. Heureusement, c'est peu grave, il n'avait reçu qu'une seule balle qui par une chance inouïe avait glissé sans faire de lésions graves. Après un premier pansement, le blessé se repose un peu puis se rend à l'hôpital.

Vers 10 heures nous allons, mon père et moi, chercher ma grand-mère et mes deux tantes. Nous ramenons la pauvre femme dans une brouette. Tout est désert.

Nous voilà tous réunis, nous attendrons les événements. D'ailleurs on nous dit que c'est fini. Les Allemands ont convoqué la garde civique pour établir un service d'ordre. On va arrêter les incendies. Peu à peu nous nous rassurons.

Il est une heure et demie après midi. Nous sommes tous à table, sauf ma grand-mère qui repose à l'étage. Brusquement éclate une terrible fusillade. J'avais la sensation que les balles pleuvaient autour de moi, et cependant pas une seule n'est arrivée dans la salle à manger, où nous nous trouvions. Des traces de balles ont été retrouvées dans la façade de la maison.

Ce fut un moment de panique indescriptible : tout le monde criait à la fois : les Allemands ! Oh ! les lâches ! A la cave, vite ! Puis une course éperdue vers les souterrains, tandis que mon père courait, en haut, chercher sa mère. Je suis mon père ; en passant par le corridor, je vois la salle de bain remplie de poussière et d'éclats de briques. Nous empoignons la pauvre femme, épouvantée, ne sachant pas ce qui lui arrivait et, malgré ses cris de douleur, nous la traînons en bas. Il fallait avant tout arriver à la cave.

La fusillade continuait serrée. Ma mère, qui nous cherchait, aperçut en passant derrière une fenêtre toute une file d'Allemands sur le terrain situé le long du nouveau lit de la Dyle ; ils couraient, baissés, pliés en deux, le fusil en avant et tiraient, tiraient, sans interruption, sans viser, comme des fous. Enfin nous voilà tous à la cave croyant notre dernière heure venue... puis les coups de fusil cessent peu à peu, nous entendons de lourdes bottes sur le trottoir... sur le soupirail... cela s'arrête, ils vont entrer et puis !...

Combien de temps sommes-nous restés sans parler, avec ces deux vieillards qui gémissaient, je n'en sais rien. Lorsque nous remontons, le magasin de tabac, situé rue de Bruxelles, N° 90, de M. Dewals flambe. M. Dewals était parti depuis plusieurs jours avec les siens. La maison était vide.

Vers trois heures, ma mère va sonner chez M. Ectors, notre voisin. On n'ouvre pas. Dans le renforcement assez profond de la porte se trouvait un tas de douilles et cartouches, au moins une centaine.

Nos paysans d'Hérent retournent chez eux, où ils arrivent d'ailleurs sains et saufs comme nous l'avons appris depuis. Un peu plus tard nos servantes également manifestent le désir de partir. Nous leur laissons naturellement toute liberté, mais au bout de la rue (du côté de l'école de musique). on leur barre le passage ; nous étions donc tous bloqués avec des maisons en feu près de nous.

Un soldat auquel nous demandons s'il y a du danger de rester répond : « Si l'on tire encore, nous amènerons de l'artillerie et nous détrui-

rons la ville ». « Mais on ne tirera pas. » « Eh bien, restez ici tranquillement. »

Le soir arrive ; ordre est donné d'éclairer toutes les fenêtres, tout en évitant de s'y montrer. Comme l'électricité est coupée, nous devons placer des bougies et pour éviter des coups de feu, nous glisser à terre, ramper le long des fenêtres.

De la mansarde où nous nous trouvons, le spectacle est terrifiant ; le feu s'est étendu jusqu'au jardin d'enfants. Nos vitres sont brûlantes. Des gerbes d'étincelles montent en tourbillons jusqu'au ciel ; heureusement que le vent nous est favorable. C'est un bruit infernal : les murs qui s'écroulent, des tas de vitres qui sautent à la fois, des explosions que nous ne nous expliquons pas, de longs sifflements, des craquements formidables !

Des Allemands passent de temps en temps, rue de Bruxelles, par groupes, ils s'interpellent et traversent, en courant, la zone dangereuse.

Le lendemain matin mon père part et essaye par des détours de gagner son ambulance ; il rencontre des gens affolés qui courent, en criant que l'on va bombarder la ville.

Mon père s'adresse à un officier qui passait à la tête d'une patrouille et lui demande des renseignements. Celui-ci lui répond : « Oui, nous allons tout bombarder, tout raser. » Là dessus mon père revient vers la maison, s'adresse une fois encore à un officier, qui lui dit brutalement : « Vous avez une heure pour filer. »

Epuisé je m'étais jeté sur un matelas et dormais à poings fermés. Tout à coups je m'éveille en sursaut : On crie, on appelle. Et nous partons abandonnant tout, sans l'espoir de revoir jamais notre maison... il est environ dix heures.

Les mains en l'air nous nous dirigeons vers l'hôpital ou nous croyons trouver un abri.

Rue de Bruxelles, devant la grille de l'hôpital, une troupe d'Allemands, une centaine au moins, est alignée en rangs. Ils battent le pavé et trépignent d'impatience.

Nous n'y restons pas longtemps, un sous officier entre en vociférant et réclamant le directeur... Il faut filer... et l'on a beau parler, les femmes ont beau supplier, il faut filer tous, les médecins, les religieuses comme les autres, les malades et les blessés aussi. On va peut-être bombarder l'hôpital.

Alors il ne nous reste plus qu'un espoir, quitter la ville, être loin. Nous saisissons un brancard pour ma grand-mère et nous partons, mais cette charge est trop lourde et nous n'avancons pas. Rue de Tervueren nous trouvons une charrette à bras, abandonnée. Nous l'accaparon et hissons dessus le brancard. Et en route pour Bruxelles.

Nous marchons machinalement, accablés de trop d'émotions successives, littéralement hébétés.

Les officiers qui nous croisent ricanent... parmi les soldats qui nous croisent, quelques uns ont pitié.

Et si loin que l'on puisse voir, sur la route interminable, c'est un long défilé, un exode invraisemblable de malheureux, chassés de chez

eux, dépouillés de tout, ruinés, beaucoup séparés de leurs familles, les yeux fous, et derrière nous, Louvain brûle... Louvain va disparaître.

Après lecture, le témoin déclare persister et signe.

(s.) DIEUDONNE Franz.

16° Déposition assermentée de Beauduin, Octave-François, né à Rosoux le 4 août 1873, en religion don Lambert, moine de l'Abbaye bénédictine du Mont-César à Louvain, y domicilié.

Les Allemands sont entrés à Louvain le mercredi 19 août.

Jusqu'au mardi 25 août 1914 l'occupation a été pacifique. Nous avions été avertis que nous aurions des troupes à loger à l'Abbaye, mais il n'en est pas venu. Dans la journée du 25, on entendit le canon tonner dans la direction de Malines ; vers 17 heures, le bruit du canon semblait se rapprocher. A huit heures du soir précises, éclata dans le voisinage un vacarme infernal de fusillades et de passage tumultueux de troupes. Vers 8 heures 30, des flammes jaillirent des principaux quartiers de la ville. Tous nous sommes allés au jardin, d'où l'on a vue sur toute la ville. Tout bruit de bataille avait cessé dans nos environs. Nous avons vu commencer l'incendie de l'église Saint Pierre ; l'incendie a commencé à la partie la plus élevée de la tour.

Le jeudi 27, la population a été prévenue que la ville devait être évacuée. Nous sommes partis vers la gare, un officier allemand nous ayant enjoint de prendre cette direction. A la gare, on ne savait d'abord que faire de nous ; vers midi, les dominicains ont rejoint notre groupe. Nous étions tous dans un état de terreur compréhensible, étant persuadés que notre vie était en danger. J'ai vu là le docteur allemand Berg-hausen, lequel dirigeait un hôpital militaire installé dans la gare. Il était là avec plusieurs officiers, et je l'entendis interroger Mgr Coen-raets, vice-recteur de l'Université : « N'est-ce pas que les civils ont tiré ? » et Mgr Coenraets, qui était visiblement dans un état de dépression complète, répondit : « Oui, on a tiré ; j'ai reconnu le bruit des balles belges. »

Peu après, un officier vint nous signifier que nous allions être embarqués pour l'Allemagne, et l'on nous a fait prendre un train. A Tirlémont j'ai dit au Père Abbé que je voulais m'en aller ; il me l'a permis. J'ai dit alors à l'Allemand qui commandait le train : « J'ai ma famille ici, laissez-moi descendre. » Il me l'a permis et je suis descendu.

Le lundi 31 août, je suis rentré à Louvain, en train, à 10 heures du soir, et j'ai tâché de regagner l'abbaye. En ville il brûlait toujours. Arrivé à l'abbaye, quatre sentinelles m'arrêtent. On appelle le capitaine Reinbrecht (53^e Landwehr, infanterie; 1^{re} compagnie). On me conduit au réfectoire, où je suis interrogé, déshabillé, visité pendant deux heures. A minuit et demie, le capitaine me déclare : « Mon Père, vous avez devant vous le plus grand bienfaiteur de l'abbaye ! J'ai reçu l'ordre trois fois répété de brûler votre abbaye le samedi 29, parce que on avait tiré des fenêtres. Je suis venu ici avec toute ma compagnie, nous avons cerné l'abbaye, et nous avons pris les mesures pour incendier les bâtiments. Après cinq heures de perquisitions, j'ai réuni mes officiers et leur ai dit : Nous ne pouvons brûler cette abbaye, les

moines n'ont rien fait ! — Le major von Manteuffel, m'avait donné l'ordre de brûler, même si l'enquête démontrait qu'on n'avait rien fait. J'ai envoyé un rapport pour demander qu'on retire l'ordre. Manteuffel a consenti alors qu'on fasse provisoirement une caserne de l'abbaye. »

Au cours de la conversation qui a suivi cette déclaration, j'ai demandé au capitaine de me transcrire ce qu'il venait de me dire, et de laisser le texte du rapport qu'il avait envoyé à Manteuffel. Après beaucoup d'hésitations, il a satisfait à ma demande, en me donnant la permission de me servir de ces pièces s'il mourrait. Le capitaine Reinbrecht a été tué devant Soissons ⁽¹⁾.

Pendant les journées qui ont suivi j'ai causé souvent avec Reinbrecht. Un jour il m'a conduit en ville ; devant la maison incendiée de M. le notaire Brion, rue de la Station, il me dit : « De ces fenêtres, trois hommes habillés en soldats allemands ont tiré sur ma compagnie. J'ai été le dire à la Kommandantur, où on m'a répondu que c'étaient des civils belges déguisés en soldats allemands. »

Pendant trois mois, je suis resté seul moine à l'abbaye. La garnison changeait souvent. Je dînais avec les officiers. Il était interdit de parler des événements de Louvain. En novembre, les moines sont revenus. Le baron von Bissing est venu à l'abbaye présenter ses excuses au Père Abbé de ce qu'on avait transformé l'abbaye en caserne. Le lendemain de sa visite, les troupes sont parties.

Je dois signaler aussi que, quelques jours après mon retour à l'abbaye Manteuffel y est venu, disant : « J'ai reçu un télégramme de l'empereur enjoignant d'épargner l'abbaye ; j'ai pu répondre que j'en avais donné l'ordre. »

Quand le lundi 31 août, je revenais de Tirlemont à Louvain, j'ai vu des trains entiers chargés de butin pillé dans les maisons de Louvain.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(s.) BEAUDUIN Octave-François.

17° *Déposition assermentée de Willemssens, Marie, épouse Auguste Detige, née à Anvers le 20 octobre 1868, sans profession, domiciliée à Héverlé, 163, Chaussée de Namur:*

En 1914, mon mari était chef de gare principal à Louvain. Nous habitons au boulevard de Tirlemont extérieur, n° 1. Le 19 août 1914, jour de l'entrée des Allemands à Louvain, mon mari m'avait fait partir pour Bruxelles avec notre petit garçon âgé de 4 ans. Lui-même a quitté la gare, avec ses chefs, par le dernier train vers midi, au moment où les balles tombaient déjà sur le hall, et où on voyait des incendies à Kessel-Loo, indices évidents de l'arrivée de l'ennemi. A l'administration centrale de Bruxelles, on a dit à mon mari qu'il était parti trop tôt. Il est reparti vers Louvain pour reprendre le service, mais le train ne dépassa pas Cortenberg, d'où l'ennemi approchait déjà.

Nous rentrâmes à Louvain le mardi 25. Après avoir dîné vers 18 heures, et être allés au jardin qui domine le déblai de la gare, nous nous disposions vers 20 heures à aller nous coucher, lorsque tout-à-

(1) Voir ce rapport à la suite des annexes concernant Louvain.

coup, au moment où nous nous trouvions dans le corridor, éclata une fusillade terrible devant la maison au boulevard, et derrière à la gare et dans ses dépendances. Nous nous réfugiâmes dans la cave, où nous sommes restés jusque 21 heures. La fusillade diminuant d'intensité, nous sommes doucement montés à notre chambre. On entendait les pas d'un homme qui semblait monter la garde devant chez nous. Vers minuit, nouvelle fusillade. Nous nous levâmes; mon mari me rassura me disant que nous n'avions rien à craindre; en allant à une fenêtre vers le jardin, nous vîmes Kessel-Loo en feu. Nous nous recouchâmes. A 6 heures et demie du matin, nous entendons sonner et frapper à la porte de notre maison. Mon mari me dit que ce sont les Allemands et qu'il va leur ouvrir et leur donner tout ce qu'ils demandent. Je l'accompagne dans l'escalier, et reste là tandis qu'il va ouvrir la porte. Aussitôt la porte ouverte je vois un soldat allemand tirer un coup de fusil vers mon mari, mais sans viser, et je ne crois pas que mon mari ait été touché. Il se cache derrière la porte, mais le soldat entre, l'empoigne et le jette dehors. J'entends la voix de mon homme qui crie: « Ma femme et mon enfant! » Il dit cela en flamand, et sur ce j'entends des voix lui répondre en allemand: « Elle viendra, votre femme, et votre enfant aussi! » — Depuis ce moment je n'ai plus revu mon mari, n'ai plus eu aucune nouvelle de lui, et ignore absolument ce qu'il est devenu. Cependant, je remonte précipitamment, mais le soldat qui venait de tirer vers mon mari et de le jeter dehors m'avait aperçu, et se précipite dans l'escalier à ma poursuite. Il entre le premier dans notre chambre à coucher, où notre petit garçon était dans notre lit. Je tombai à genoux devant l'allemand et l'implorai en disant: « De grâce, ne faites rien à l'enfant! » Il me répondit: « Non, je ne lui ferai rien, puisque j'en ai moi-même trois à la maison! » Et il ajouta: « Donnez-moi des allumettes. » Je ne lui en ai pas donné et ai pris mon enfant. Alors, avec son fusil il casse les carreaux des fenêtres; puis, il met le feu aux rideaux et au store, court vers le lit où était le petit, et y met le feu aussi! Alors, je saisis l'enfant et descends avec lui en toute hâte. Le soldat descend derrière moi. Il avait, je ne sais comment, une botte de paille, qu'il a allumée et avec laquelle il mit le feu au porte-manteau du corridor; puis, avec cette torche énorme, il entre dans le salon, et court dans tous les coins, mettant le feu où il pouvait. Il a encore avec son fusil cassé les volets de la porte. Voyant cela, je me précipitai dehors, telle que j'étais, vêtue très sommairement d'une chemise de nuit et d'une jupe, les pieds dans les pantoufles. Dehors se tenait une foule de soldats; le boulevard en était plein. On m'ordonna de rester devant la porte de ma maison. Trois officiers à cheval se tenaient derrière moi, le revolver au poing; je les entendis se livrer à mon sujet à des plaisanteries ignobles. Mon petit garçon que je tenais dans mes bras sanglotait de terreur; pour moi, je regardai de tous côtés, pour voir si je n'apercevrais pas mon mari. Vers 6 heures et demie, car tout ceci avait pris très peu de temps, je vis les soldats mettre le feu à la maison voisine, au n° 3, chez M. Van Billoen, commis-chef à la gare, dont six mois après on a retrouvé le cadavre dans sa cave, sous les ruines de sa maison. Je restai ainsi à peu près une heure à la même place, avec les trois offi-

ciers à cheval tenant toujours leurs revolvers. Je vis les soldats enfoncer la porte de la maison de M. Maldague, au n° 5, et y entrer. Pendant tout ce temps, on tirait encore dans toutes les directions, et ils tiraient certainement les uns sur les autres; j'en vis cinq ou six tomber devant moi, et on vint en déposer un à mes pieds, il criait lamentablement, et ne tarda pas à être mort. Ceux qui étaient là prétendirent que c'était moi qui avais tiré, et ils me mirent contre la clôture du chemin de fer, disant que j'allais être fusillée. Je vis passer M. Hardy entouré de soldats; il tenait les bras en l'air; les soldats fourrageaient dans ses poches. A un certain moment un groupe de deux à trois cents femmes, sous la conduite de soldats, arriva de la direction de la gare; c'étaient des femmes de Blauwput. J'en reconnus une, la femme de notre laitier, qui tenait en main son chapelet, et qui en passant me cria: « Venez avec nous! » J'en avais bien envie, mais les boches étaient là qui me surveillaient. Je reconnus encore Mademoiselle Hofman, qui me cria aussi: « Venez avec nous, ne restez pas dans le feu. » Il se fit alors que les officiers à cheval se retirèrent un peu, pour faire place à ce groupe de femmes qui passait entre eux et moi. J'en profitai pour me glisser dans les rangs de ces femmes et fuir avec elles. Nous arrivâmes ainsi à la chaussée de Tirlemont. Je vis là des choses inimaginables: des deux côtés de la chaussée, il y avait des rangées d'allemands, qui tiraient comme des fous; sans crier, sans viser, tenant la crosse du fusil à la hanche, ils déchargeaient leurs armes dans toutes les directions, et rechaigeaient continuellement. C'est à cause de cette manière de tirer qu'ils faisaient des victimes parmi leurs propres camarades. Je vis, gisant à terre des civils tués, des chevaux et des soldats allemands; je regardai attentivement les cadavres des civils, tremblant de rencontrer celui de mon mari. Notre groupe traversa ainsi le pont de Tivoli, et fut dirigé dans la rue du Chemin de fer qui longe la clôture extérieure de la gare de Louvain. Brusquement, on nous crie de nous jeter à plat ventre, ce que nous faisons sans comprendre: je me couchai de façon à protéger mon petit de mon corps. Aussitôt de devant nous part une fusillade dont les balles sifflaient au dessus de nous. De derrière nous, on répond de la même manière. Cela dura environ cinq minutes. Les femmes autour de moi sanglotaient de terreur. Puis les Allemands nous crient: « Levez-vous, ne pleurez pas, nous ne vous faisons rien, c'est pour les Fransen qui étaient là! » Nous nous demandions où étaient ces Français. Alors notre groupe doit continuer par la rue du chemin de fer, et passer devant des maisons en feu, d'où pleuvaient des cendres et des débris enflammés; à certains endroits, il ne restait pour passer que trois ou quatre mètres de la rue. Dans cette rue, je vis encore des cadavres de civils et de soldats et de chevaux abattus. Quand nous fûmes arrivées à la grille qui donne accès dans la gare par la rue du chemin de fer, on nous fit entrer dans la gare; on nous permit de nous asseoir sur les billes déposées contre le mur. Bientôt un nouvel ordre: « Mettez-vous contre le mur, les Français sont là! » et, aussitôt les soldats tirent des salves au dessus de nos têtes. Cette scène se renouvela quatre à cinq fois. Pendant un intervalle, je vis de loin ma maison qui brûlait. Vers 10 heures, arriva par la grille un officier qui en nous voyant, demanda

aux soldats ce que toutes ces femmes faisaient là. Je ne sais que les soldats lui répondirent, mais l'officier nous a dit: « Machen sie fort! » (Allez-vous en). Nous nous sommes toutes sauvées en repassant la grille, vers la chaussée de Diest. Des soldats étaient là qui nous dirent de n'aller ni à droite, ni à gauche, mais tout droit devant nous, car le côté droit de la rue brûlait, et ils allaient mettre le feu au côté gauche, mais tout droit, plus loin, il n'y avait encore rien. Nous sommes donc parties vers la chaussée de Diest, au commencement de laquelle il y a de petites maisons ouvrières. Là habitait une de mes femmes à journée, et je voulus y aller pour habiller mon petit garçon. La maison où je voulais entrer était fermée, mais une voisine me dit d'entrer chez elle. Au moment où j'allais entrer là, je vis arriver de la direction de Diest un groupe d'une vingtaine d'uhlans. Dès qu'ils eurent aperçu le groupe des femmes qui se trouvaient encore sur la chaussée, ces cavaliers tirèrent dans cette direction. Je ne sais si quelqu'un fut atteint par ces coups de feu, puisque je m'étais hâtée d'entrer dans cette maison aussitôt que j'eus aperçu les Allemands. Je me trouvais depuis une heure chez la brave femme qui m'avait recueillie (au n° 18) lorsque revoilà les Allemands qui envahissent toutes les maisons, arrêtant tout le monde, et déclarant qu'on va mettre le feu partout. Me voici à nouveau prisonnière, en même temps que beaucoup de femmes que les Allemands viennent de raffler dans tout ce quartier. On nous conduit à la gare de Louvain, et là nous apprenons qu'ils sont réellement occupés à incendier des maisons à la chaussée de Diest. Pendant que nous nous trouvons là, des soldats s'amènent chargés de tas d'objets pillés: couvertures, vêtements, chapeaux, et toutes sortes de provisions de bouche, etc., etc. Ils avaient tellement d'objets de toutes sortes, qu'ils en jetaient même aux prisonniers, les obligeaient à les accepter; mais les prisonniers jetaient derrière eux les objets qu'ils n'avaient pas osé refuser. Les Allemands apportèrent même un phonographe, sur lequel ils ont mis des disques, et ils se mirent à danser devant nous. Vers 4 heures, on nous conduit à la salle d'attente. Au moment où nous y entrons, j'en vis sortir un groupe de quatre hommes, parmi lesquels je reconnus M. Edgard Debecker, qui fut fusillé quelques instants plus tard en même temps que plusieurs autres. Je ne pus voir si mon mari se trouvait dans ce groupe. Quelques temps après, on nous fit prendre place dans un train en partance pour Liège, où nous n'arrivâmes que le lendemain jeudi à 5 heures du soir, sans avoir, pendant ces 24 heures, reçu ni à boire ni à manger. Les wagons de ce train étaient d'une saleté repoussante. Nous fûmes libérées à Liège où je restai durant cinq semaines. Je n'ai plus jamais eu de nouvelles de mon mari, et ne sais ce qu'il est devenu.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(S.) Mme Detige.

18^e Déposition assermentée de Laport Dominique-François, né à Tirlemont le 15 juin 1877, vicaire à Sainte Gertrude, domicilié rue de Malines, 156, Louvain :

Nous avons été fait prisonniers sur la route de Rotselaer ; au mo-

ment de ma fuite de Louvain, le jeudi 27 août 1914, j'étais avec ma mère et mon vieil oncle. Nous fûmes entourés par les soldats allemands et séparés, les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. A un moment donné on nous a dit que nous allions être envoyés en Allemagne. On nous a parqués dans un champ pendant quelques heures, puis on nous reconduit à Louvain, nous arrêtant systématiquement devant les scènes d'horreur et de dévastation. Vers 7 h. 30 on nous a menés à la gare par la rue de la Station qui brûlait complètement. On nous y a laissés deux heures environ. On nous a parqués dans les wagons à bestiaux encore remplis d'ordures. Nous ne fûmes nourris que la nuit suivante. Nous nous sommes donc embarqués et on nous a laissés dans les wagons le restant de la nuit. Le vendredi 28 vers 5 h. 30, le train s'est mis en marche ; le voyage jusque Cologne a duré 26 heures. Nous sommes arrivés à Cologne à minuit. Nous avons été nourris vers 10 h.30 avant d'entrer à Cologne, à Duren, avec du pain noir.

A minuit, nous sommes descendus à Cologne et on nous a conduits dans une sorte de salle d'exposition. Le lendemain à 13 h. 30 on nous a ramenés à la gare. Les militaires insultaient les Belges et particulièrement les prêtres. Les Allemands prétendaient avoir trouvé des armes dans une église de Louvain et soutenaient que le clergé prêchait la résistance au peuple.

Au moment de nous embarquer dans des wagons un peu plus convenables, on nous a dit qu'on nous envoyait à Munster. Le voyage a duré 49 heures et nous sommes arrivés à Bruxelles à la gare du Nord. Notre train contenait environ 1500 personnes.

Le lundi vers 7 heures on nous a fait descendre pour examiner les malades. Nous avons été nourris par la ville de Bruxelles. Vers 1 h. 30 le train s'est remis en marche vers Schaerbeek et on nous a fait sortir et promener vers Vilvorde. Les Allemands étaient alors devenus beaucoup plus humains. Sur le champ de bataille d'Eppeghem était organisée une sorte de mise en scène : Il ne restait que les dépouilles des soldats belges et rien des Allemands. Entretemps, on entendait des coups de fusils par ci par là. A un moment donné nous nous sommes aperçus que les soldats qui nous gardaient s'en allaient en nous laissant là. Nous sommes allés vers Sempst, une nouvelle garde allemande nous a fait lever les mains et courir. Près de Malines on nous a fait mettre à genoux et têtes découvertes. On nous a lâchés enfin vers 8 h. du soir et nous sommes arrivés vers 8 h. 30 à Malines.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(s.) LAPORT, Dominique-François.

19° *Déposition assermentée de Sandos, Henri-Victor, né à Epagauier (Suisse) le 7 octobre 1865, pâtissier, domicilié Avenue des Alliés, 19, à Louvain, de nationalité suisse :*

Le mardi 25 août 1914, vers huit heures du soir, des chevaux démontés rentrent en ville à une allure folle et en même temps une terrible fusillade éclata en divers points de la ville. Vers neuf heures, trois soldats allemands se trouvaient contre la porte de ma maison. Ils tiraient sur deux soldats allemands qui se trouvaient contre la porte du

café « Majestic ». Quand une balle traversa la porte de mon habitation, je suis monté au premier pour m'abriter derrière un mur.

J'ai vu enfoncer à coups de hache le magasin d'horlogerie Jacquart-Michiels, j'ai vu piller le magasin de cigares Leempoels. Plusieurs soldats sont venus prendre livraison de nombreuses caisses de cigares ; et ils ont même obligé des civils à transporter des caisses de cigares. Une automobile arriva ensuite pour emporter les draps de lit et un tas d'autres objets et ce sous les yeux des officiers.

J'ai vu qu'un officier commandait à un soldat d'enfoncer la vitrine de la maison Sandam pour y voler une paire de gants.

Plus loin, à la maison Versluys, marchand d'instruments de musique, les soldats ont pénétré et sont sortis avec violons et mandolines, dont ils jouaient au milieu des rues en feu.

Le mercredi 26 au matin, deux soldats ont enfoncé la porte de ma maison pour demander notre argent et nos marchandises, malgré que le médecin en chef d'un bataillon des Landsturm avait écrit sur notre porte qu'on ne devait pas toucher à la maison. Je leur ai exhibé mes papiers établissant ma qualité de neutre. En vertu de quoi ils se sont retirés.

Jeudi 27, j'ai vu des soldats mettre un civil contre la grille d'un jardin, rue de la Station, en face de la maison Huyghens, corsetière, et le fusiller. Il était cinq heures du matin.

Par ordre militaire, nous avons dû quitter la ville sous prétexte de bombardement, mais dans l'unique but de faciliter le pillage et l'incendie.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(s.) Sandos, Henri-Victor.

20°) *Déposition assermentée de Vranken, François, âgé de 51 ans, hôtelier, domicilié en août 1914, Place de la Station, 11, Louvain, résidant actuellement au même endroit :*

Le mardi 25 août 1914, à 8 heures du soir, un coup de sifflet retentit ; immédiatement après éclata une fusillade. Le café était fermé et nous nous trouvions dans l'arrière-pièce. Des soldats allemands enfoncèrent la porte et s'élancèrent sur nous en criant : « Vous avez tiré ». Sur nos dénégations, ils ajoutèrent : « Si ! nous vous avons vu ! » — « Visitez la maison, tout est fermé aux étages ». — « Eh ! bien, vous avez tiré du toit ! » — Sur ce, les Allemands me firent sortir ainsi que ma mère, ma femme, ma fille et ma belle-fille, de nationalité américaine ; celle-ci avait dans les bras son jeune enfant de treize mois. Ils nous conduisirent par la rue de la Station et nous arrêterent devant la maison de M. David-Fischbach, près la maison des sœurs Desaegeher. Des soldats de notre escorte qui se cachaient derrière nous pour mieux s'abriter contre les attaques éventuelles, se mirent à tirer sur la maison de David-Fischbach, où se trouvaient d'autres Allemands qui reposèrent. Un officier ayant crié : « Es sind unsere Leute ! Halt ! » le combat s'arrêta. Quelques instants après, je vis sortir MM. David, père et fils, entourés de soldats ; c'est par ceux-ci qu'ils furent assommés à

coups de crosse, et achevés à coups de fusil par les Allemands de notre escorte, qui se tenaient toujours derrière nous. L'un d'eux appuya son fusil sur l'épaule d'un civil pour mieux viser M. David. A ce moment, un lieutenant allemand, du nom de Berghausen sortit de la maison David et lança un ordre en langue allemande dont je ne compris pas le sens. J'ai eu l'impression très nette que cet officier avait dirigé tout ce qui venait de se passer dans cette maison et j'ai vu que les soldats lui étaient très soumis et se montraient fort disciplinés. Je m'attendais à être fusillé ainsi que tous les miens, quand arriva le major Manteuffel accompagné de plusieurs otages : Manteuffel donna l'ordre de cesser le feu, en disant que les civils arrêtés devaient être conduits à l'Hôtel-de-Ville. A la suite de cet ordre, nous fûmes emmenés à l'Hôtel-de-Ville ; les officiers supérieurs qui y siégeaient, fouillèrent tous les civils hommes et femmes, et leur volèrent tous les objets de quelque valeur qu'ils possédaient.

J'ai passé la nuit à la caserne d'infanterie, rue de Tirlemont ; dans la matinée du 26 août 1914, j'y ai vu, dans la cour de derrière, fusiller trois groupes de 4 personnes — parmi celles-ci, j'ai reconnu Vital Valckenaers, tenancier du café du chemin de fer, rue Vanderkelen, à Louvain.

Le 27 août 1914, j'ai été emmené, comme prisonnier civil, en Allemagne où je fus soumis à un régime d'une atrocité inconcevable. Je ne fus libéré qu'à la date du 30 janvier 1915. »

Lorsque nous venions de la gare, nous devions marcher au milieu de la rue de la Station. Les Allemands se tenaient le long des maisons et marchaient à la file Indienne parce que l'on tirait de l'Hôtel-de-Ville vers la station et de la station vers la Grand'place. Au moment où nous passions devant la statue de Juste-Lipse, Berghausen qui nous accompagnait a remarqué le cadavre d'un cavalier allemand couché derrière la statue. Il nous a fait faire halte et s'est approché du cadavre et a crié que cet homme avait été tué d'un coup de feu tiré de la maison David. Cette allégation était fausse, car le cadavre était déjà couché là avant l'arrivée de Berghausen.

Berghausen a alors ordonné de mettre le feu à la maison David. Un soldat voulait arracher le jupon de ma femme pour mettre le feu, mais un autre est intervenu et a arraché mon veston de coutil, l'a imbibé d'essence à un réservoir d'une motocyclette qui se trouvait là tout près. Une fenêtre donnant sur la place a été brisée. On a mis le feu à mon veston et on l'a lancé dans la maison David, qui a pris feu.

A ce moment Berghausen s'est élancé dans la maison David avec une quinzaine d'hommes et nous avons été placés sur le trottoir de la maison Desagheer, face à la maison David.

Berghausen est alors sorti avec ses hommes de la maison David, entraînant avec eux le père et le fils David. Les soldats hurlaient et rouaient de coups de crosses de fusils les deux victimes. Le père David a été assommé devant moi, contre le grillage de la statue. Des éclaboussures de sang ont jailli sur la blouse de ma belle-fille, Impie Hirtvéla, épouse de mon fils Jean Vrancken, actuellement chef cuisinier à bord du steamer américain *Hasalet*.

Le fils précédait le père de quelques pas. Il a été abattu à l'entrée de la rue Léopold, devant la maison Desaeagher. Il a également été abattu à coups de crosses. Comme il s'étirait encore, un soldat allemand qui se trouvait caché derrière nous, s'est levé et a appuyé son fusil sur l'épaule de ma femme et a ainsi tiré sur le fils David et l'a achevé.

Peu après, presque au même moment, sont survenus le major von Manteuffel, accompagné de M. Schmit, de M. Orban de Xivry, du Vice recteur et d'un père blanc. En arrivant là, von Manteuffel a crié : Halte, ne tirez plus, ces gens ne doivent pas être fusillés. C'est moi qui commande ici ! Conduisez-les à l'Hôtel-de-Ville !

Nous avons été conduits à l'Hôtel-de-Ville, fouillés et dévalisés et de là nous avons été conduits à la caserne d'infanterie de la rue de Tirlemont et y enfermés avec des gens d'Hérent. Nous étions une soixantaine. A trois reprises différentes les soldats sont venus prendre dans notre groupe quatre hommes qu'ils fusillaient sans aucun jugement, sur la cour de la caserne, devant nos yeux. Le mercredi après midi, nous avons passé le conseil de guerre et on nous a dit que nous étions acquittés. Les femmes ont pu partir avec les enfants et une demi-heure après nous avons été conduits à la gare et expédiés en Allemagne.

Parmi ceux qui ont été fusillés sur la cour de la caserne, j'ai reconnu Vital Valckenaers, typographe à l'imprimerie Van Biesem et cafetier. Ma femme, ma fille et ma belle-fille et une servante qui est devenue folle depuis, étaient avec moi lors de l'affaire David.

A la caserne se trouvait avec moi entre autres, Pierre De Beuckelaer, de l'hôtel Barcelone, rue de Diest. Il y avait aussi Pierre Rens, cafetier, grand'place, avec sa femme et sa famille ; Armand Mambaerts, chef comptable aux usines Destordeur et l'instituteur Witvrouw de Hérent, etc.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déclaration et signe.

(s.) VRANCKEN, François.

21° *Déposition assermentée de Van Hauw, Emile, né à Louvain, le 27 octobre 1839, négociant, domicilié à Louvain, 10 rue du Chêne:*

En 1914, j'habitais à la Place Marguerite, 14, où j'avais l'épicerie-droguerie bien connue. Le mardi 25 août, vers 7 heures du soir, alors que je me trouvais au boulevard de Jodoigne, je vis les Allemands se précipiter tout-à-coup hors des maisons qu'ils occupaient, en criant : « Das ist der alarm ! » Ne sachant ce qui se passait, et les Allemands me semblant assez agités, je me hâtai de rentrer chez moi. Il y avait beaucoup de troupes allemandes à l'entrée du Boulevard de Tirlemont, mais la rue des Joyeuses-Entrées était presque déserte. Tout cela m'avait, je ne sais pourquoi, causé une certaine inquiétude, tellement qu'aussitôt rentré chez moi, vers 7 h. 30, je renvoyai mes ouvriers, leur recommandant de rentrer chez eux au plus tôt. Je me trouvai seul dans la maison, ma femme et mes enfants étant partis pour Heyst, comme étaient partis beaucoup de gens de Louvain, avant ou depuis l'entrée des Allemands. Je me trouvais dans une place sise derrière le magasin, lorsque vers 8 heures et quart éclata une brusque fusillade. Mon premier mouvement fut d'éteindre la

lampe dans la place où je me trouvais, vu que cette lumière pouvait être aperçue de la place Marguerite(par les vitrines du magasin dont les volets étaient restés ouverts (d'après les règlements allemands), les stores intérieurs des vitrines étant toutefois baissés. Je me rappelai alors que les Allemands avaient prescrit qu'on fasse de la lumière dans toutes les places donnant sur la rue; je me rendis prudemment dans le magasin pour y prendre un paquet de bougies, avec lesquelles je fis l'éclairage prescrit. J'étais convaincu que la fusillade du dehors, qui continuait toujours, devait être attribuée à une rencontre et à un combat de rues entre les Allemands et les troupes françaises ou anglaises, que, dès l'après-midi de ce jour là, on avait prétendu se trouver dans les environs de Louvain. Sans autre inquiétude, j'allai me mettre au lit vers 8 h. 3/4. Les bruits du dehors étaient tels que je ne restai pas au lit plus d'une demi heure ; m'habillant sommairement, j'allai au grenier, d'où je dominais sensiblement les maisons voisines. De là, par une fenêtre tabatière, j'aperçus de grandes lueurs d'incendies dans la direction de la place du Peuple, des boulevards et de la rue Minckeleers. Attribuant toujours cela à une rencontre entre les Allemands et les troupes alliées, et croyant à des combats engagés aux confins de la ville, je me réjouis d'habiter au centre, jusqu'où je pensais que le tumulte ne viendrait pas. Je descendis ensuite au salon, sis au premier étage, côté rue, et m'assis dans un fauteuil, pendant une demi heure environ. A certain moment, mon attention fut attirée par de grands bruits de vitres brisées et des coups sourds dont je ne m'expliquais pas la cause ni la nature. Je crus que tous ces bruits venaient du café La Royale sis à côté de chez moi, et me dis que le patron de ce café s'était mis sans doute en difficulté avec quelques-uns. Mais tout de même, poussé par je ne sais quel sentiment, je songeai à me rendre compte si tout était encore bien dans mon magasin. J'allai dans la chambre voisine, dans le plancher de laquelle s'ouvrait une petite trappe par où on pouvait voir dans le magasin. A peine avais-je ouvert cette trappe, que je vis le magasin rempli de feu : un grand amas de paille brûlait au milieu, et, dans ce brasier, des gens que je ne voyais pas jetaient des choses qui explosaient en projetant du feu dans toutes les directions. Fermant précipitamment la trappe, je voulus voir ce qui se passait sur la place Marguerite. Elle était remplie de chariots. Rangés devant ma maison, je vis au moins 60 allemands qui tenaient leurs fusils braqués sur la maison, ostensiblement prêts à tirer sur quiconque se montrerait. Je n'y comprenais rien, mais cela et le feu allumé chez moi me causèrent un trouble et une terreur profonde. Dehors on continuait à tirailler ; j'entendais des cris et des clameurs, toutes sortes de bruits et de rumeurs proches ou lointains. Tout cela me décida à me sauver au plus tôt. Je courus à ma chambre où je pris précipitamment un veston et un gilet, puis je pris le pont qui reliait le deuxième étage du bâtiment avant au grenier du bâtiment arrière, et parvins ainsi dans la cour. De là, par le toit de l'annexe, sur lequel je me hissai, je me réfugiai chez mon voisin M. Geeraerts, électricien, rue de Diest, lequel me prêta une paire de pantoufles, car je m'étais sauvé sans chaussures ; et je m'aperçus de plus que j'avais même oublié ou perdu mon portefeuille. Impossible d'aller le reprendre. M. Geeraerts

me disant que toute ma maison brûlait déjà. De chez M. Geëraerts je passai successivement chez M. Mertens, au local du P. Claes, à l'hôtel La Concorde, chez le vicaire Sterckx, chez le doyen de St. Pierre M. Ceulemans, à La Générale; enfin, le mercredi après-midi, je parvins à la brasserie Breda, rue du Canal, où je restai jusqu'au jeudi. Ce jour là, les Allemands ordonnèrent à toute la population d'évacuer la ville. Je partis avec mon frère, qui habitait à côté de la brasserie Breda, pour nous rendre à Bruxelles. Au coin de la rue de l'Ecluse, près de l'entrepôt, je vis les cadavres de deux hommes, à genoux, les mains en l'air, le corps replié en arrière, le crâne et le visage fendus au moyen d'une hache ou d'un instrument semblable. Dans la rue de Tervueren et tout le long de la route jusqu'à Tervueren, il y avait un très nombreux charroi allemand; souvent nous dûmes lever les mains en passant. Nous arrivâmes à Tervueren au moment où le P. Dupiéreux venait d'être arrêté. Tous les ecclésiastiques étaient retenus et parqués dans une prairie, avant d'arriver au musée colonial. Les civils pouvaient passer; on en fouillait quelques-uns; pour moi, je ne fus pas fouillé, j'avais l'air trop misérable pour que les Allemands se donnent cette peine. A Tervueren nous pûmes prendre le train pour Bruxelles.

Le mardi 25 août 1914, je me trouvais sur le pas de ma porte cochère à côté de la terrasse du café « La Royale », où se trouvait attablé un haut officier allemand, vers 1 1/2 heure de l'après-midi.

A ce moment débouchait de la rue de Tirlemont de l'infanterie allemande. Le drapeau avec son escorte vint vers l'officier attablé à « La Royale ». Après une marche de parade il donna l'ordre de porter le drapeau à l'Hôtel-de-Ville.

Alors un tout jeune officier se détacha de cette troupe et s'avança vers le haut gradé qui se trouvait à « La Royale », vidant une bouteille de champagne.

Ils se dirent très cordialement bonjour et on voyait qu'ils devaient être très intimes ensemble.

Le jeune officier déploya une carte de la ville. A ce moment le haut gradé me héla. Je fis semblant de ne pas comprendre son geste, mais il se leva brusquement et me fit impérieusement signe de m'avancer.

J'obtempérais à son ordre; le jeune indiquait alors les grandes artères partant de la grand'place et désignait successivement les rues de la Station, de Tirlemont, de Namur, de Malines, de Diest, etc. qu'il crayonnait sur le plan. Il s'attardait particulièrement à la rue de Namur, en me questionnant si c'était bien là que se trouvaient les locaux de l'Université; il les marqua d'un trait plus épais.

Lorsque je me retirai l'officier supérieur se leva plein de colère et cria que ce n'était pas à notre Roi ni à notre Reine qu'ils en voulaient parce que le frère de notre Reine était officier dans leur armée et qu'il venait même de remporter une grande victoire, mais bien à notre Premier Ministre de Brocqueville, et que tout ce qu'on ferait encore serait payé, sans ajouter par qui. Cet officier supérieur parlait bien le français.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(S.) Van Hauw, Emile.

22°) *Déposition assermentée de Verlooy, Alphonse, né à Diest le 6 septembre 1867, Percepteur des Postes à Louvain, y domicilié, 111, rue du Canal:*

J'ai quitté Louvain pour Wesemael dans la matinée du mercredi 26 août 1914. Le lendemain après-midi je fus arrêté, brutalement et sans aucun motif par un soldat allemand, et fus conduit, avec sept ou huit autres civils, à l'église de Wesemael où l'on nous enferma. Il y avait là déjà une cinquantaine de prisonniers, parmi lesquels un vieux curé et un vieillard malade et incapable de se mouvoir ; il avait été amené tant bien que mal à l'église dans une brouette garnie de quelques coussins ; quand nous quittâmes l'église le samedi matin, ce malheureux se trouvait encore dans sa brouette, dans la même position où je l'avais vu le jeudi. A tout moment arrivaient de nouveaux groupes de prisonniers, et il en fût de même durant toute la journée du vendredi ; bientôt l'église fut bondée de prisonniers qui s'interrogeaient sur les circonstances et les motifs de leur arrestation. Le vendredi matin, les Allemands firent une distribution de tranches de pain et de poires, mais il n'y en eut pas pour tout le monde ; c'est dans le cimetière entourant l'église que nous étions obligés d'aller satisfaire nos besoins naturels. Nous apprenons par les nouveaux arrivants que de leur côté les femmes et les enfants sont enfermés à l'école communale. Dans la nuit du vendredi, vers 9 ou 10 heures, un incendie éclate tout près de l'église ; j'entends dire que c'est la maison d'un nommé Billion qui brûle.

Le samedi matin, dès la première heure, retentit un formidable « Allen heraus ! » Nous avons compris : « Nach Hause ! », mais notre joie fut de courte durée, car dehors, sur la chaussée d'Aerschot, on nous met en rangs au milieu d'un corps de troupes qui nous emmène vers Hérent. A Hérent nous rejoignons un autre groupe de prisonniers, parmi lesquels je remarque un prêtre, qu'on me dit être le vicaire de Hérent. (M. Huypens), lequel a les mains liées derrière le dos. Nous arrivons à Nosseghem dans la soirée et on commence par nous parquer dans une grande prairie entourée de haies. Après une heure d'attente, nous recevons un morceau de pain, 50 grammes au plus. Pour la nuit, nous sommes enfermés à l'école communale.

Le lendemain matin, Heraus, on nous conduit à la gare de Nosseghem, où les Allemands nous embarquent dans un train composé de wagons à bestiaux. Nous nous trouvions à tout près de trente prisonniers dans le wagon où je me vis fourré ; le plancher était couvert d'une couche épaisse de fumier humide, ce qui nous obligea à rester debout ou accroupis tant que nos forces nous l'ont permis. Entre les deux portières un large banc était réservé aux soldats de garde, parmi lesquels ceux qui m'avaient arrêté ; ils nous ont accompagné jusqu'à Cologne, et nous n'avons pas eu à nous plaindre d'eux, car ils ne s'occupèrent pas de nous. A notre passage à Louvain, nous n'avons rien vu, ayant reçu l'ordre de nous tenir dans le fond du wagon. Le train roulait très lentement ; il était 8 heures quand nous arrivâmes à Liège. Dans la gare bondée de soldats, un chant de guerre allemand s'élève d'un train militaire en partance. Après un arrêt dont je ne puis plus indiquer la durée, le train s'ébranle de nouveau. A partir

de la frontière allemande, arrêt dans toutes les gares, et chaque fois, on nous exhibe comme des fauves à la foule allemande qui est invitée à venir nous regarder, ce à quoi elle s'empresse avec une curiosité hostile ; les prêtres font l'objet d'une curiosité et d'une animosité toute spéciale. Il faut croire que notre passage est annoncé, car partout il y a affluence de curieux, dans les gares, aux passages à niveau, et même le long des talus longeant la voie. Nous étions les francs-tireurs, présentés comme tels, ce qui me fait croire que beaucoup de ces gens ont pu être sincères dans la furieuse hostilité qu'ils nous témoignaient. D'autre part, notre accoutrement devait nous donner l'aspect de bandits ; en effet, la plupart de mes compagnons d'infortune avaient été arrêtés au milieu de leurs travaux dans les champs, alors qu'ils étaient vêtus de leurs effets les plus usés. Moi-même, dans la précipitation de notre départ, je n'avais guère songé à ma toilette, et me trouvais coiffé d'une vieille casquette grise, et le cou entouré d'un mouchoir rouge à pois blancs. C'est ce qui fait qu'une nuit, alors que nous stationnions dans une gare importante, je sentis, tandis que je faisais semblant de dormir dans mon coin, les rayons d'une lanterne se promener sur mon visage, et j'entendis des gens se dire en allemand : « On voit bien que c'est un brigand ; il faudrait immédiatement lui donner la balle. » A Cologne, fouille générale pour nous enlever les « armes » dont nous pourrions être porteurs. Ce ne fut que le lundi soir à 9 heures, que nous fûmes enfin débarqués à Munster en Hanovre. Pendant toute la durée de ce transport, qui dura du samedi au lundi soir, il ne nous fut accordé en fait de nourriture qu'un bol de soupe aux oignons et un morceau de pain avec une tranche de saucisson ; la soupe nous fut donnée dans les wagons mêmes ; quant au pain et au saucisson, il fallut aller les recevoir à deux étals élevés sur le quai d'une grande gare dont j'ai oublié le nom. Nous dûmes réintégrer nos wagons au pas de course, en passant entre deux rangées d'officiers qui distribuaient sans compter des coups de poing et de sabre, aux cris de « los, los, los ». Ceci se passait dans la nuit du dimanche à lundi, vers 2 heures du matin.

A notre arrivée au camp de Munster, on commença par nous pousser dans les baraques, d'anciennes écuries, non éclairées, dans lesquelles il nous fallut nous caser au milieu d'une obscurité complète. Au bout d'un certain temps, grand tumulte. J'ignore ce qui s'est passé dans mon voisinage immédiat ; toujours est-il que des Allemands, dont un ou plusieurs à cheval font soudain irruption dans notre baraque, et, revolver au poing, menacent de tuer tous ceux qui seraient trouvés en possession de couteaux ou allumettes. Dans l'état de dépression physique et morale où nous nous trouvions, la terreur provoque chez quelques-uns des prisonniers des accès de folie, dont le spectacle ajoute encore aux souffrances morales des autres. Des coups de feu retentissent au dehors. Le lendemain nous trouvons le cadavre de M. Camille Soeteweye, de Louvain, atteint d'une balle dans le ventre ; un autre prisonnier se trouve également blessé d'un coup de feu. Les Allemands n'ont fait enlever le cadavre que vers 11 heures.

Entre 8 et 9 heures, ordre de nous mettre en rangs, devant une table autour de laquelle s'installent quelques officiers, qui vont nous

débarrasser de tout ce que nous avons sur nous. L'un après l'autre, nous sortons des rangs pour être fouillés. Tout ce qui a de la valeur est remis aux officiers qui inscrivent les sommes enlevées à chaque prisonnier. Les porte-monnaie vides, les clefs, les pipes, etc. sont jetés à terre en tas. Je ne suis jamais rentré en possession d'une bague d'une certaine valeur ni d'un chapelet auquel je tenais, ni de deux petits canifs en nacre. Je sais que, comme moi, M. Gevers, de Louvain n'a jamais revu sa bague. Un autre compagnon d'infortune, dont j'ai oublié le nom, n'est jamais rentré en possession de sa montre d'or, ni de sa chaîne de montre également en or. Cette fouille nous a tenu jusque 2 heures environ. On nous conduit ensuite à une cantine militaire; mais ce n'est pas pour nous donner à manger, mais bien pour nous faire copieusement injurier et menacer par les soldats allemands qui eux sont en train de manger. Après cela, on nous fait retourner dans notre baraque, où on nous renferme en nous recommandant de nous tenir tranquilles, de ne pas crier, et surtout de ne pas tenter de nous évader par les fenêtres au risque d'être tués. Nous nous trouvons à une trentaine dans chaque baraque. Pendant la nuit une fusillade retentit dehors; personne n'ose bouger. Plus tard j'appris qu'au matin sept cadavres avaient été chargés sur une charette. Personnellement je ne vis que le cadavre du domestique de M. Jadoul de Louvain (rue Minckeleers); il nous a été montré pour identification. Dans notre baraque, personne ne fut atteint, bien qu'une balle eut traversé une fenêtre. Vers 8 heures du matin, on nous fait sortir. Nous recevons d'abord une tasse de café et une ration de pain pour trois jours. Après cela on nous conduit à l'extrémité du camp, dans une grande baraque en bois, une espèce de manège. C'est là notre logement définitif, complètement isolé; nous sommes là plus de 850 prisonniers. Nous avons passé là dedans deux mois qui furent un véritable enfer. A l'approche de l'hiver, nous avons cédé notre place à des prisonniers russes. Je fus versé dans le groupe des prisonniers privilégiés, parmi lesquels je rencontrai trois gamins, âgés respectivement de 7, 12 et 15 ans. Dès lors mon sort devint plus supportable. Je dus cette faveur au fait que je connaissais quelques mots d'allemand, et parvenais à les cracher avec une certaine élégance, à la suite de quoi je me vis désigné comme interprète. Ce n'est qu'en novembre que nous fûmes autorisés à écrire à notre famille, et le seul texte toléré était le suivant: « Je me trouve à Munster. Je me porte très bien, et suis très bien traité. J'ai ici tout ce qu'il me faut, et espère vous retrouver en bonne santé. »

Le 13 décembre, je fus transféré à Celle, où les « Schutzgefangenen » étaient traités sur le même pied que les « Kriegsgefangenen ». Le régime y était meilleur, mais plus sévère.

Nous avons été rapatriés le 28 janvier 1915.

Après lecture, le témoin confirme sa déposition et signe.

(S.) Verloy Alphonse.

23° *Déposition assermentée de Nagant, Geneviève, épouse Kleyntjes, Jules, née à Hulsberg (Hollande) le 25 avril 1885, sans profession, domiciliée à Lourain, 33, Boulevard de Tirlemont (extérieur) :*

Dans la matinée du mercredi 26 août 1914, les Allemands expulsèrent brutalement de chez eux tous les habitants du Boulevard de Tirlemont ; les soldats allemands se conduisirent en cette occasion comme de véritables bandits, avec une inimaginable férocité ; c'est ainsi qu'une malheureuse servante de notre voisin M. le professeur Noyons, qui au cours de la nuit précédente avait été blessée de trois balles, deux dans le bras et une dans le côté, fut jetée brutalement à la rue avec les autres expulsés. Avec mon mari et mes trois petits enfants, âgés de cinq, trois, et un an, je fus poussée par les soldats sous un arbre du boulevard, et nous dûmes rester là pendant de longs moments, au cours desquels nous fûmes plusieurs fois menacés d'être fusillés. A certain moment des soldats emmenèrent mon mari. Dans l'après-midi, les femmes et les enfants furent conduits à la gare, le long du boulevard de Tirlemont qui était tout en feu ; les enfants effrayés criaient, pleuraient et n'osaient plus avancer. A la gare, on nous fit prendre place dans un train composé de wagons à bétail, en disant que nous allions être conduits à Aix-la-Chapelle. Mais à Aix-la-Chapelle, après un interminable voyage il ne nous fut pas permis de descendre ; la population très montée contre nous, venait nous injurier ; quant aux militaires allemands, ils paraissaient glorieux de notre capture, et la célébraient comme une grande victoire. D'Aix, notre train nous emmena jusque Cologne, puis à Munster, où nous ne sommes arrivés que le vendredi soir, après deux jours entiers passés dans le wagon à bétail où nous nous trouvions enfermés. En passant à Hanovre, je fis demander au service de la Croix-Rouge allemande un peu de lait pour mon petit garçon âgé d'un an ; il me fut répondu qu'on ne donnait pas de lait aux prisonniers de guerre, et que l'enfant n'avait qu'à boire du café comme les autres. Pendant nos cinquante heures de voyage jusque Munster, nous n'avions reçu pour toute nourriture que de l'eau, et un peu de pain noir que nous passaient les soldats. Arrivés à Munster dans la nuit du vendredi, on nous conduisit, entre deux haies de soldats, jusqu'à un camp de prisonniers, où on nous parqua dans une grange. Nous nous trouvions là cent cinq femmes et enfants, réduits à la plus épouvantable détresse physique et morale. Nous sommes restées là jusqu'au mardi soir, couchées sur la paille, et ne recevant à manger que du pain et de la mauvaise soupe qui nous étaient avarement accordés le midi et le soir. Pendant ces quatre jours et ces quatre nuits, notre grange fut remplie de scènes de désolation et d'épouvante : des enfants devenaient malades et ajoutaient par leurs pleurs et leurs cris à la terreur des autres enfants et aux souffrances de tous ; des vieilles femmes, il y en avait une de quatre-vingt deux ans, se mouraient d'épuisement et de misère ; l'une d'elles devint folle, et pendant la nuit rampait au-dessus de ses voisines en criant qu'elle cherchait sa maison ; nous n'avions rien, et nous ne pouvions rien, pour nous consoler et nous soulager les uns les autres ; des scènes de désespoir éclataient qui ajoutaient à l'horreur de notre situation.

Le mardi soir, on permit à celles qui pouvaient vivre à leurs frais

de quitter la grange et d'aller vivre dans une maison inhabitée ; nous pûmes dès lors nous procurer ce qui était nécessaire à notre subsistance ; mais jusqu'à la fin de notre captivité nous n'avons pas eu de lit, et avons dû coucher sur la paille ; mon petit garçon, âgé de un an, tomba malade. Enfin, après un mois entier de cette vie affreuse, on nous renvoya en Belgique. Nous partîmes le samedi 27 septembre, cette fois dans des wagons de troisième classe. Pendant ce voyage de retour, un vieillard de quatre vingts ans, qui lui aussi avait été captif malgré son grand âge, est mort dans notre compartiment ; à un arrêt le corps fut descendu du train. Ce voyage dura jusqu'au mardi à 6 heures du matin. Arrivés à Louvain, nous fûmes conduits sous escorte jusqu'à l'Hôtel-de-Ville ; après une longue attente au commissariat de police nous fûmes enfin mises en liberté.

Au moment de notre départ de Munster, l'aumônier catholique Friedrich Unverferht qui nous avait visitées plusieurs fois, et qui avait été témoin de la détresse profonde où nous nous trouvions réduites, nous demanda de ne rien dire en Belgique de ce que nous avions souffert. Comme je lui demandais si, en conscience, nous ne pouvions pas dire la vérité, il me répondit qu'il valait mieux ne rien dire, et, si nous parlions, nous devions dire que tout ce que nous avions eu à souffrir était arrivé par erreur.

Après lecture, le témoin confirme sa déposition et signe.

(s.) G. KLEYNTJES.

24° *Déposition assermentée de Guelton, Georges, né à Namur le 25 février 1857, Docteur en droit, Directeur au Ministère de l'Intérieur, domicilié à Bruxelles, 71, rue Gachard :*

En 1914, j'habitais à Louvain, rue Marie-Thérèse, 119. Le mardi 25 août vers 8 heures du soir, j'entendis tout à coup quelques coups de feu, immédiatement suivis d'une fusillade intense et toute proche.

Presque en même temps, je vis passer dans la rue, venant à fond de train de la gare des chevaux sans cavaliers et des camions sans conducteurs. Au bout d'un certain temps, la fusillade s'apaisa, mais pour reprendre peu après. En fait les coups de feu retentirent pendant toute la nuit, dans toutes les directions. J'en ignorais absolument la cause.

De grandes lueurs d'incendie s'élevèrent bientôt dans la direction du boulevard et dans celle de la rue de la Station. Vers 3 heures 30 du matin, un peu avant qu'il ne commence à faire clair, n'entendant plus de coups de feu, je sortis de chez moi, pour me rendre compte de ce qui s'était passé pendant la nuit. Je ne rencontrai personne, mais arrivé près de la statue de Juste-Lipse, j'aperçus un cadavre gisant dans le petit square qui entourait cette statue, et je reconnus aussitôt le vieux M. David, avec qui j'avais causé encore la veille au soir. La maison David brûlait, ainsi que la maison du notaire Brion. Sur le trottoir de cette dernière gisait un autre cadavre à moitié carbonisé ; je sus plus tard que c'était le cadavre d'un nommé Crab. Dans la rue de la Station, ce n'était qu'une suite de maisons qui flambaient. L'endroit où je me trouvais me paraissait réellement trop malsain pour s'y attarder longtemps, je me hâtai de rentrer chez moi.

Le mercredi après-midi, vers 3 heures, j'entendis frapper violemment à ma porte, et en même temps une voix retentissait en rue, répétant en français et en allemand : « Tous les hommes dehors ! » Tout le long de la rue tous les civils étaient ainsi arrêtés chez eux. Aussitôt qu'on ouvrait, on se trouvait en présence d'Allemands : « Heraus ! », et aussitôt on se voyait plus ou moins vivement poussé au milieu de la rue dans le groupe de prisonniers qui grossissait ainsi de minute en minute.

Je me trouvai pris un des premiers. Notre escorte était d'environ 30 à 40 soldats commandés par un officier. Tous les prisonniers devaient tenir les bras levés, sous la menace constante de brutalités de la part de nos gardiens. Ils nous promenèrent ainsi par plusieurs rues, tout le long desquelles notre groupe ne faisait qu'augmenter ; je crois bien qu'en fin de compte nous étions plus de cinq cents prisonniers. Au boulevard de Tirlemont où nous passâmes avant d'arriver à la gare, plusieurs maisons brûlaient ; je ne me rappelle pas avoir vu les Allemands mettre le feu à des maisons. Mais par contre, je me souviens parfaitement avoir remarqué six ou sept cadavres de civils, dont deux prêtres.

Si mes souvenirs sont exacts, c'est vers 4 heures 30 que nous arrivâmes à la gare. On commença immédiatement par nous fouiller ; je dois dire que le soldat qui me fouilla s'acquitta de sa mission aussi correctement qu'on peut le souhaiter quand on est soumis à une opération de ce genre ; en effet, il ne m'a rien volé. On nous parqua ensuite, sous la garde de soldats armés ; défense de se coucher, sous menace de fusillade immédiate ; une longue corde aux chevilles ; j'avais aussi les mains et les pieds liés. A la soirée les Allemands enterrèrent en grande cérémonie avec discours, salves, etc., un des leurs dans le square Van de Weyer. Des gens de notre groupe durent creuser une fosse pour deux cadavres civils, que les soldats allemands jetèrent, avec des injures et des imprécations, par dessus la clôture dans le square Van de Weyer. Je me rappelle encore avoir vu les Allemands amener devant un officier un homme étroitement lié, que l'officier brutalisa immédiatement ; puis le malheureux fut attaché à un réverbère, et les soldats vinrent à leur tour l'injurier et le frapper ; au soir, il était toujours là, mais au matin suivant il avait disparu. Vers 10 heures du soir, on nous ordonne de nous coucher ; menaces de mort si on tente de se lever. Nous nous couchons donc sur les pavés, et passâmes ainsi le reste de la nuit. Il pleuvait. Dans toutes les directions, on ne voit que des incendies, la place de la gare toute entière est en feu ; un ciel rouge reflète le feu qui détruit la cité, sur laquelle tombe une pluie de cendres et d'étincelles. Vers 5 heures du matin, un officier vint nous dire que ceux qui donneraient quelque chose pour l'armée allemande seraient libérés. On demandait à chacun ce qu'il pouvait fournir en fait de victuailles, et on lui remettait un billet sur lequel se trouvait indiquée la fourniture qu'il s'engageait à faire. J'avais comme voisin de captivité M. Marguery, secrétaire communal. Quand on vint nous délier et nous demander ce que nous étions disposés à donner, nous répondîmes. L'un et l'autre que nous ne donnions rien. On nous laissa aller quand même comme les autres, et ce avant même que les premières rançons ne fussent rentrées.

Peu après que je fus rentré chez moi, le jeudi matin, survint l'ordre donné par les Allemands à tous les habitants de la ville de l'évacuer immédiatement, Louvain devant être bombardée à partir de midi. Avec ma mère et ma tante, je me rendis à la gare, où beaucoup de gens se rassemblaient. Les Allemands ordonnèrent à toute cette population de sortir de la ville par le boulevard et la chaussée de Tirlemont. J'abordai un officier qui se trouvait là, pour lui exposer qu'il m'était impossible de me rendre à pied à Tirlemont avec les deux vieilles personnes que j'accompagnais. Avec une courtoisie parfaite, cet officier m'autorisa à rester, et mit à notre disposition un bureau de la gare, où nous nous trouvions à l'abri de toute mauvaise aventure. Vers 3 heures, l'officier revint toujours avec la même courtoisie, prendre congé de nous, et exprimer l'espoir que son successeur nous traite avec les mêmes égards.

Quelque temps après, vers 5 heures 30 ou 6 heures, j'eus l'occasion de voir ce successeur, et lui demandai de pouvoir rentrer chez moi. Celui-là était assez bourru, et me déclara que nous devions partir à pied pour Tirlemont. Je lui fis observer que je ne pouvais songer à aller à Tirlemont avec deux vieilles personnes âgées l'une et l'autre de plus de 70 ans. Il me demanda alors où j'habitais, et, m'entendant parler de la rue Marie-Thérèse, il me dit que c'était inutile de songer à rentrer chez moi, vu que toute la rue Marie-Thérèse était brûlée. Comme j'insistais malgré tout pour pouvoir m'en aller, il me dit : « A vos risques et périls ! » Je lui demandai alors un laisser-passer, qu'il m'accorda. Nous rentrâmes chez nous, et j'eus tout d'abord à éteindre le feu qui avait été mis aux rideaux du salon ; déjà une fenêtre était brûlée, mais heureusement le feu s'éteignait dans le tapis du salon, qui charbonnait simplement, et que j'eus tôt fait d'éteindre complètement. Je constatai après cela que toutes les vitres avaient été brisées, sans doute pour organiser un courant d'air favorable à l'incendie. On avait aussi vidé quantité de bouteilles de vin, et volé des bijoux et plusieurs médailles d'or. Puisque je parle de bouteilles de vin, il faut encore que je vous dise que pendant cette nuit du mercredi au jeudi que nous passâmes toute entière sur la place de la gare, ainsi que je viens de le dire, il y eut entre le bâtiment de la gare et la rue Marie-Thérèse un va et vient continu d'Allemands chargés d'innombrables bouteilles de vin ; à tout moment, on voyait des soldats, et même des officiers, casser les goulots de bouteilles, et boire ainsi à la bouteille même.

Le vendredi, fort de l'autorisation écrite qui m'avait été donnée de rentrer chez moi, et croyant par conséquent n'avoir plus rien à craindre je me trouvai à certain moment fumant un cigare sur le pas de ma porte. Vinrent à passer quatre soldats qui m'arrêtèrent aussitôt sans autres explications et m'emmenèrent à la gare. Là, je me vois traduit par eux devant un officier, auquel ils racontent des choses que je ne comprenais d'ailleurs pas. L'officier me déclare que je suis condamné à être déporté en Allemagne, parce que je viens d'être surpris par les hommes qui sont là, pillant une maison. Je protestai aussitôt que cette maison était la mienne, et que j'avais été autorisé à y rester, et que les soldats n'avaient donc pas pu me surprendre pillant ma propre maison. Mais tout cela n'avait « nichts zu machen » (rien à faire) pour l'officier, et par son ordre je fus aussitôt emmené et embarqué dans un train.

Tandis que j'étais là, un autre officier passe et m'interpelle sur le motif de ma présence dans ce train. Je lui expose la mauvaise aventure qui vient de me survenir. Cette fois encore, j'ai la chance de rencontrer un homme qui comprend les choses. Il me conduit auprès d'un général, et ce dernier, après explications, me confie au docteur Berghausen, que je connaissais depuis le début de l'occupation, pour l'avoir, en ma qualité de président du Comité de patronage des prisons, rencontré à la prison de la rue Marie-Thérèse. Berghausen se montra très correct à mon égard, et me rendit un laisser-passer pour rentrer chez moi.

Ce fut peu de jours plus tard, sans que je puisse préciser la date qu'il m'arriva de rencontrer à nouveau Berghausen, qui me demanda de bien vouloir communiquer à la population que si les habitants de Louvain se tenaient tranquilles, on n'incendierait plus. Accompagné du conseiller communal Trian, j'entrepris une tournée dans tout le voisinage, pour faire la communication commandée. Or, ce même jour je vis flamber dans ma rue la maison de Madame Reusens. Rencontrant Berghausen, je lui en fis aussitôt l'observation. Il commença par me dire qu'on avait trouvé dans la cave de cette maison le cadavre d'un soldat allemand qui avait les yeux crevés. Je lui répondis aussitôt que c'était impossible, vu que cette maison se trouvait innoccupée dès avant l'entrée des Allemands à Louvain. Berghausen finit par me dire que l'incendie avait été allumé par erreur par un soldat allemand. En septembre, j'aidai le R. P. Claes, le P. Rollin, provincial des Dominicains, et l'architecte Speder, à exhumer les cadavres civils enfouis dans une fosse au coin de la rue Marie-Thérèse et du boulevard de Tirlemont. Je ne me rappelle pas du nombre de corps en pleine décomposition que nous trouvâmes entassés dans ce trou. Parmi eux se trouvaient les cadavres de deux Joséphites. Près du trou s'élevait une croix grossière formée de deux planches, sur laquelle je vis cette date 26-8 et en dessous le chiffre 16. En divers endroits du boulevard, nous retrouvâmes encore trois cadavres. Dans les ruines d'une maison du bout de la rue de Diest, vers la gare, une ancienne droguerie, nous avons retrouvé dans la cave, les cadavres carbonisés d'un homme et d'une femme qui se tenaient encore par le cou. Je ne me souviens pas du nom de ces malheureux ; le R. P. Claes et M. Speder l'auront sans doute donné dans leur déposition.

Après lecture, le témoin confirme la déclaration ci-dessus et signe.

Guelton, Georges.

25^e Déposition assermentée de Maldague, Louis, né à Oisy, le 30 août 1879, professeur à l'Université de Louvain, domicilié à Louvain, 61, Boulevard Léon Scheurs:

En 1914, j'habitais au n° 5 du boulevard de Tirlemont extérieur. Dans l'après-midi du mardi 25 août, une forte canonnade se faisait entendre dans la direction de Malines. Je quittai vers 7 h. l'Institut de Pathologie, sis rue des Récollets, et en rentrant chez moi je rencontrai diverses personnes qui me dirent qu'à la suite d'une alerte la plus grande partie de la garnison allemande avait précipitamment quitté la ville, et en effet je ne rencontrai plus de soldats dans les rues; on

parlait aussi de combats qui se livraient au nord de la ville, et on annonçait l'arrivée prochaine des troupes allemandes. La canonnade diminua d'intensité vers le soir, et je me rappelle que, rentré chez moi, je m'étais rendu au grenier pour me rendre compte si de là on entendait encore des bruits de bataille. A huit heures précises, j'entendis éclater un coup de feu dans la direction du pont de Tivoli (chaussée de Tirlemont); plusieurs autres coups de feu retentirent aussitôt du côté de la gare de Louvain et dans mon voisinage. Cette première fusillade ne fut pas particulièrement intense, quoique assez forte en fait pour me faire juger utile de descendre à la cave. J'avais en ce moment chez moi, en l'absence de ma cuisinière, la fille de celle-ci, ainsi que son mari, un nommé Libens; le mari de la fille Libens, nommé Devyver François venait passer la nuit chez moi. Nous nous trouvions donc être quatre dont trois hommes. A certain moment, tandis que nous prêtions l'oreille à tous les bruits du dehors, pour tâcher de nous rendre compte de ce qui se passait, j'entendis un train arrivant de la direction Sud; des balles venaient frapper ce train, car on entendait distinctement le bruit de projectiles sur les tôles, et j'entendis aussi un jet de vapeur comme si la machine avait été touchée dans ses œuvres vives. Très peu d'instant après, le train répondait à l'attaque par un roulement intense et continu de coups de feu tirés vers le boulevard; j'entendais des balles claquer contre les murs, briser les vitres des fenêtres, et faire dégringoler au rez-de-chaussée un appareil d'éclairage. Cela durait jusque vers 10 heures. Je profitai d'un moment d'accalmie pour monter jusqu'au premier étage; l'escalier était couvert de plâtras tombé des murs qui étaient criblés de balles venues du chemin de fer; toutes les vitres de ce côté étaient trouées de balles; une balle avait touché et démolie une lampe à gaz, qui brûlait encore, et je pris la précaution de l'éteindre en fermant le compteur, pour que cette lumière ne serve pas de cible aux tireurs. Peu après, la fusillade recommençait, et dura, avec quelques interruptions passagères, jusque minuit. Vers minuit, cela se calma, et je m'installai dans mon bureau au premier étage, où je passai le reste de la nuit. Je ne remarquai pas de lueurs d'incendies en ville, mes rideaux baissés et les multiples rangées de grands arbres du boulevard me coupant la vue dans cette direction.

A 6 heures du matin, j'entendis le bruit de troupes en marche au boulevard, et des commandements en allemand, puis le piétinement lourd d'une troupe qui se range le long des maisons du côté extérieur du boulevard. Peu d'instant plus tard, une dizaine de coups de feu éclatèrent et j'entendis qu'on frappait de grands coups de hache sur une porte du voisinage; d'après la direction du bruit, je me dis que ce devait être chez M. Deltige qu'on frappait ainsi, au n° 1, la deuxième porte au delà de la mienne. J'étais redescendu à la cave, lorsque, après quelques temps, j'entendis les mêmes bruits, fusillade et coups de hache à la maison immédiatement voisine de la mienne, chez le sous-chef de gare M. Van Billoen; quelques instants à peine après ces coups de hache, j'entendis très nettement mon voisin pousser des gémissements dans sa cave; vous n'ignorez pas que, plusieurs mois plus tard, lorsqu'on put s'occuper de rechercher et d'exhumer les cadavres

enfouis sous les ruines des maisons incendiées, on a retrouvé celui de mon voisin qui a dû être assassiné dans sa cave, peu d'instants avant que les Allemands mirent le feu à sa maison. Ainsi que je m'y attendais, ce fut bientôt le tour de ma maison ; j'entendis qu'on enfonçait la porte d'entrée, et, aussitôt qu'elle eut cédé, un grand bruit de lourdes bottes qui parcouraient toute la maison; des verres, de la vaisselle, des meubles volèrent en éclats, tout un tumulte de maison mise à sac; j'entendis aussi très distinctement un bruit sourd comme si on roulait un tonneau au rez-de-chaussée; peu ou pas de cris; puis les vandales descendirent dans la cuisine où ils brisèrent tout, portes et fenêtres, sans doute pour organiser un courant d'air favorable à l'incendie qui devait éclater quelques instants plus tard. Nous nous tenions dans la cave sise en dessous de la cuisine, cave dont l'entrée ne fut pas remarquée par les incendiaires, grâce à quoi nous ne fûmes pas découverts par eux. Quelques moments plus tard, nouvelle série de coups de feu et de coups de hache, chez mon autre voisin au N° 7. N'entendant plus rien chez moi, je remontai l'escalier vers la cuisine, mais arrivé au niveau de celle-ci, je vis de la fumée descendre l'escalier du rez-de-chaussée. Il était évident qu'on venait de mettre le feu à la maison, et qu'il nous fallait quitter à tout prix notre refuge, si nous ne voulions pas être asphyxiés et écrasés sous les ruines de la maison. Je redescendis donc à la cave, et dis aux autres que j'allais sortir avec mon brassard de Croix-Rouge et mon laisser-passer allemand, leur promettant de revenir les prendre si tout allait bien avec les Allemands. Je remontai donc au rez-de-chaussée, où tout était plein de fumée, mais où je ne vis pas de flammes. Si j'apparaissais brusquement aux yeux des Allemands, je risquais fort d'encaisser immédiatement des coups de fusil. C'est pourquoi je criai à deux ou trois reprises avant de me hasarder hors de la maison; j'entendis un ordre, et vis un soldat apparaître à la porte et me mettre en joue. Je lui tendis aussitôt mon « passierschein » et prononçai les mots de « Rotes Kreuss ». Le soldat me dit: « Kommen Sie heraus! » Je lui répondis: « Kommen Sie herein! », me disant que, s'il entra, c'était qu'il n'était pas animé d'intentions trop hostiles à mon égard. Il entra, et je lui montrai mon papier, sur quoi il m'enjoignit de l'accompagner auprès d'un jeune officier, à qui je dis qui j'étais, et ma qualité de médecin et de professeur à l'Université, et je lui demandai d'être conduit à l'hôpital où j'étais de service. Il me répondait « Man hat geschossen! » — Je lui répondis que j'avais entendu tirer, mais que moi ni personne de chez moi n'a tiré. « La preuve? » demanda-t-il. « La preuve, mais c'est que nous ne possédons aucune arme! » « Celà n'est pas une preuve », affirme l'officier. Je lui dis: « fouillez-moi, faites fouiller la maison, et si vous trouvez une arme ou une cartouche, vous pouvez faire de moi ce que vous voudrez! » Le soldat me fouilla, et sentant mon porte-monnaie dans une de mes poches commença par crier que j'avais un revolver; mais l'erreur fut vite reconnue; il remarqua aussi que mon brassard de Croix-Rouge portait le cachet du service belge, mais pas celui du service allemand, et il s'écria que j'étais encore un de ces « schweine » avec le faux brassard, sur quoi il me l'arracha et le jeta à terre. Pendant ce temps, l'officier jeta à terre le « passierschein ». Puis ils me disent d'ouvrir mon gilet,

et comme j'hésitais ne sachant ce que signifiait cet ordre, ils me l'ouvrent de force, et fouillent toutes mes poches ; mais ils ne m'ont rien volé. Je voyais que l'officier était indécis à mon sujet, et voulus profiter, en faveur de ceux qui m'attendaient dans la cave, de ces dispositions pas trop immédiatement hostiles. Je lui dis donc qu'il y avait encore deux hommes et une femme dans la maison. Il me dit d'aller les chercher, et ordonna au soldat de m'accompagner. Pendant que je m'en allais à la maison, en tenant les mains levées ainsi qu'il m'était ordonné, le soldat me porta un coup de bayonnette qui m'atteignit à la cuisse droite, mais heureusement très peu profondément. Je descendis à la cave, et ramenai mes compagnons d'infortune. Arrivés devant l'officier, on nous contraint en nous bousculant de nous mettre tous à genoux ; puis l'officier, tenant son épée comme une croix devant Madame Devyver, lui fait jurer sur cette épée que nous n'avions pas tiré. On nous fouilla de nouveau, et à cette occasion M. Devyver, François fut dépouillé de sa montre. Puis, ordre nous est donné de nous mettre debout, et quatre soldats sont désignés pour nous conduire à la gare ; ce sont quatre brutes ivres qui paraissent très agités, et qui ont l'air de vrais bandits. Nous devons marcher avec eux en tenant les bras levés, vers la gare, qui heureusement n'est pas bien loin ; en route nous croisons un groupe de soldats, à qui les hommes de notre escorte crient qu'on nous conduit à la gare pour nous fusiller. Il pouvait être sept heures quand nous arrivâmes à la place de la gare dont toutes les maisons étaient en feu, formant un brasier formidable en face du bâtiment de la gare. Il y avait beaucoup de soldats sur la place, et des autos dont les moteurs ronflaient. Nous fûmes conduits devant l'entrée de la gare, et joints à un groupe d'une quarantaine de civils qui, sous la garde de sentinelles, se tenaient là les bras levés et tournant le dos à la place. A part Madame Devyver avec qui nous venions d'arriver, il n'y avait là que des hommes ; à les voir, on se rendait bien compte qu'ils avaient été pris par surprise chez eux, car la plupart n'étaient qu'à moitié vêtus ; j'en vis un qui n'avait que sa chemise, un pantalon et des bas ; mon voisin M. Kleyntjes était en chaussettes aussi, sans aucune chaussure ; je vis là également un autre de mes voisins M. Carette. Un officier allemand commandait la garde de notre groupe de prisonniers ; les soldats nous disaient qu'on allait nous fusiller, et nous touchaient du doigt la place du corps où la balle allait nous toucher ; d'autres fois ils faisaient avec leurs bayonnettes le geste de nous transpercer ; les injures pleuvaient « schweinhunden ! » « bandieten ! » etc ; les coups n'étaient pas épargnés à ceux qui de fatigue laissaient tomber les bras ; on les rappelait à l'ordre à coups de crosse ; c'est ainsi que M. Carette reçut un coup de crosse dans le ventre, et fut trois jours sans pouvoir uriner. Je demandai à parler à l'officier supérieur commandant la gare, mais ce fut l'officier commandant notre peloton de garde qui vint me demander ce que j'avais à dire. Je lui dis que j'étais médecin, et professeur à l'Université, et sous la protection expresse de la Croix-Rouge. Il me demanda où j'habitais, et quand je le lui ai dit, il s'en enquiert encore auprès des soldats, qui confirment le fait. Sur quoi l'officier déclare que ce côté là est condamné et que je dois rester avec les autres. Je proteste en disant « Mais nous n'avons rien fait ! » ce qui me vaut la réponse : « Mit

gefangen, mit gehangen ! » (Pris ensemble, pendus ensemble). Je déclarai alors que je voulais parler à un officier supérieur, mais je leur devenais importun car un soldat me secoua en me disant que si je bougeais encore, il allait m'emmener là derrière, et en même temps il montrait du doigt le square Van de Weyer auquel nous tournions le dos. A ce moment Madame Devyver me supplia de ne plus rien demander, et m'affirma qu'il y allait de ma vie. Plus tard, quand je la revis en Allemagne, elle me rappela cette scène, et me raconta alors que pendant que je discutais là avec les Allemands, elle avait vu un soldat allemand amener dans le square Van de Weyer un prisonnier civil, l'obliger à se mettre à genoux puis à plat ventre, et se préparer à le tuer ainsi d'une balle à bout portant dans la tête. Et en effet, nous avions entendu à plusieurs reprises des coups de feu isolés tirés très près derrière nous. Lorsque plusieurs mois plus tard, en janvier 1915, on exhuma les nombreux cadavres civils enfouis dans le square Van de Weyer, je me suis trouvé là, et j'ai examiné les cadavres, et constatai pour six au moins de ces cadavres un éclatement de crâne dû à une balle de fusil tirée de très près.

Pendant notre longue station devant la gare, les Allemands s'amusaient à plusieurs reprises à faire des simulacres d'exécution ; nous entendions des ordres, une parade-marche derrière nous, le cliquetis des fusils qu'on arme, puis plus rien, sinon pour nous l'angoisse de l'attente ; ce jeu infâme fut recommencé plusieurs fois.

Vers 9 heures, on nous fait entrer dans la gare, avec des cris, des bourrades et des bousculades, comme si nous n'avions pas été autre chose qu'un troupeau de bétail ; les Allemands nous disent qu'on va nous fusiller plus loin, vu que c'est une trop sale besogne pour la faire à la place de la gare. On nous fait monter à quarante dans un wagon à bétail garni de bancs ; deux soldats armés nous gardent. Madame Devyver avait été séparée de notre groupe et jointe à un groupe de femmes et d'enfants qu'on allait également expédier en Allemagne. Le train dont faisait partie le wagon où nous étions enfermés fut amené au milieu de la gare, à hauteur de la villa Declerck dont le toit et les planchers étaient déjà effondrés et qui flambait toute entière en un vaste brasier. De nombreux prisonniers civils sont encore amenés ; nous les voyons descendre le talus du chemin de fer, versant de Kessel-Loo ; les soldats les poussent vers notre train, et les y empilent. Il est évident que, pendant toute cette journée les Allemands se sont livrés à une vaste chasse à l'homme aux dépens de malheureux civils sans défense. Vers 6 heures du soir, le train se mit en marche, et ce nous fut un vrai soulagement, presque de la joie, de nous éloigner de cet endroit où nous nous sentions à la merci des fantaisies sanguinaires des bandits qui nous tenaient en leur pouvoir. En passant, je vis que ma maison n'était déjà plus qu'un amas de ruines fumantes. Nous commençons un voyage qui devait durer soixante-douze heures ; les deux premiers jours, nous fûmes au régime du pain et de l'eau ; ce ne fut que le troisième jour que nous furent accordés deux repas de soupe. Pendant ces trois jours nous fûmes l'objet de toutes les injures de la part des Allemands, tant civils que militaires. Lorsque notre

train s'arrêta en gare d'Aix-la-Chapelle, nous nous vîmes accueillis par des clameurs de haine et d'exécration ; sur les quais, une foule amentée brandissait des cannes, des parapluies, avec lesquels elle cherchait à atteindre les prisonniers ; j'entendis cependant les deux soldats qui nous gardaient, et qui eux se montrèrent plus humains pendant tout le temps qu'ils furent avec nous, dire et répéter aux gens massés devant notre wagon que nous n'étions pas des francs-tireurs comme ils le croyaient, que tous les francs-tireurs avaient été tués, et que nous n'étions que des « Schutzgefangenen » (otages) ; à certain moment, la foule devint si menaçante et tumultueuse, que notre train dut aller stopper loin au delà des quais. A Cologne, nos gardiens furent remplacés par des gendarmes bleus, et ceux-là nous exhibèrent à toutes les gares et à tous les arrêts comme des bandits de la pire espèce. Nous arrivâmes à Munster le samedi soir, au milieu des clameurs hostiles de toute une foule amentée. Nous fûmes conduits, au milieu de l'obscurité, jusqu'au camp sis à deux ou trois kilomètres de la gare. Là, je me vis chargé de proclamer à mes compagnons d'infortune qu'ordre était donné à tous les prisonniers de remettre toutes sommes dépassant vingt marks, ainsi que les canifs, couteaux, fourchettes, allumettes, tabac, clefs, et que celui sur qui un objet interdit serait trouvé serait fusillé ; j'inscrivis moi-même les sommes déposées, et je dois dire que toutes ces sommes ont été, pour autant que je sache, restituées plus tard, quoique beaucoup en argent allemand. Nous fûmes introduits dans un hangar où se trouvaient des soldats belges prisonniers, qui aussitôt fraternisèrent et partagèrent avec nous.

Pour ce qui concerne les femmes et les enfants, qui, au nombre d'une centaine environ, avaient été embarqués en même temps que nous, et transportés également à Munster, ce ne fut qu'au bout de quinze jours que j'obtins comme médecin l'autorisation d'aller les visiter. Je trouvai toutes ces pauvres femmes réduites à la condition la plus lamentable, et vivant, femmes du peuple et dames de la bonne société, dans la promiscuité la plus pénible pour ces dernières. Il y avait là deux très vieilles femmes, de 80 ans ou plus ; il y avait aussi de tout petits enfants de moins de 7 ans. Au début de leur captivité, les malheureuses avaient été enfermées toutes ensemble dans une grange, où elles durent coucher par terre sur un peu de foin, n'ayant comme couvertures que des sacs encore souillés de terre ; comme tables, elles ne disposaient que de planches posées sur des tréteaux, avec un banc de chaque côté ; en guise de vaisselle, elles n'avaient que des bassins en fer blanc, chacun devant servir pour 4 ou 5 personnes ; la soupe qu'elles recevaient à manger était préparée dans des douches et apportée dans des seaux ; comme installation hygiénique, des tonneaux couverts d'une planche, à peine abrités de la vue, et toujours débordants.

Parmi ces femmes j'en découvris une qui était atteinte de lésions syphilitiques à la bouche ; vu le danger réel de contagion pour les autres, à cause de la communauté des objets les plus indispensables, je signalai au général commandant le camp la gravité du cas, et l'urgence qu'il y avait à faire envoyer cette femme au lazaret ; mais, du lazaret il fut répondu qu'il n'y avait pas de place, et en fait le général

ne fit rien pour séparer de ses compagnes cette malade dangereuse. Après quelque temps, les dames qui pouvaient payer leur nourriture, furent mises à part dans le local d'un patronage. Le dimanche, on venait de très loin pour les voir comme des bêtes curieuses. Il arriva que, parmi les dames, quelques-unes eurent à se défendre contre les entreprises de soldats allemands ; je signalai le fait au général. Les prisonnières sont parties deux ou trois jours plus tard. Je visitais régulièrement ces malheureuses, dont la situation était si lamentable qu'à plusieurs reprises le soldat qui m'accompagnait me déclara ne pouvoir en supporter la vue ; plusieurs femmes et plusieurs enfants étaient ou devinrent malades, et je ne disposais de rien pour les soigner.

Pour ce qui concerne les hommes avec lesquels je me trouvais prisonnier, il arriva qu'à certain jour, tout au début de notre captivité, vers quatre heures de l'après-midi, le feldwebel avec lequel nous étions le plus habituellement en rapports me confia qu'un détachement de soldats de garde au camp allait partir pour le front : « Ces hommes me dit-il, vont s'enivrer ; ils sont très montés contre les prisonniers ; si cette nuit vous entendez crier, frapper contre vos baraques, et tirer des coups de feu, restez couchés tout plats, c'est ainsi que vous courrez le moins de danger. » J'ai immédiatement prévenu M. Kleyntjes de ce que le feldwebel venait de me dire, et nous nous sommes mis immédiatement à prévenir les prisonniers dans toutes les parties du camp où nous avions accès. Le camp était très grand, et divisé en quartiers entre lesquels toute communication était impossible. En tous cas, nous avons pu prévenir les 4.000 prisonniers de Louvain, Liège, Visé et St-Trond qui se trouvaient dans notre quartier. Ce même soir, vers 10 heures, alors que nous étions tous dans l'attente angoissée de ce qui allait se passer, nous entendîmes grincer la porte du camp, sise à peu de distance de notre baraque ; c'étaient les soldats qui rentraient ; nous les entendîmes courir autour des baraques, avec des cris, des menaces et des imprécations, frapper aux parois et aux portes de nos abris, remplir tout le camp de tumulte. Nous nous gardions bien de bouger, et restions couchés, ainsi qu'il nous avait été recommandé. Une dizaine de minutes au plus après le commencement de ce tapage, de nombreux coups de feu éclatèrent tout à coup dans un autre quartier du camp. Le lendemain nous apprîmes que les soldats avaient tiré dans une baraque occupée par des gens de Wesemael, Rotselaer et Haecht ; on parlait de cinq tués ; sans pouvoir donner aucune précision au sujet de ce chiffre, le fait est certain, et nous avons vu ce matin là des prisonniers transportant des corps enfermés dans des sacs. Les Allemands éprouvèrent le besoin d'expliquer cela, et les soldats affirmèrent qu'une révolte avait éclaté parmi les prisonniers, qui avaient voulu s'enfuir. La nuit suivante de nouveaux coups de feu furent tirés dans le camp, et le lendemain des soldats belges prisonniers m'affirmèrent avoir vu sept cadavres alignés devant une baraque en pierre où se trouvaient enfermés des prisonniers civils, sur lesquels les soldats allemands avaient encore une fois tiré, cette fois à travers les fenêtres de la baraque.

Un médecin allemand, docteur Mayer, de Hanovre, s'occupait du service médical de la partie du camp où je me trouvais, et j'eus l'occasion de voir de quelle manière il s'acquittait de sa charge. Il injuria

plusieurs fois M. Kleyntjes en ma présence, et me dit à moi-même que nous étions des schweinen et des bandits ; me sachant médecin, il me signifia que j'aurais à assister chaque jour à 8 heures à sa consultation, et que si je n'y venais pas, il me ferait prendre et amener de force par deux sentinelles. Tous les matins un soldat allemand venait prendre les malades, pour les conduire à la salle de consultation sise à 6 ou 700 mètres de là ; cette salle n'était qu'une petite chambre basse, où un vieux lit en planches servait de lit d'examen ; je n'y vis jamais de feu ; les malades qui attendaient leur tour stationnaient dehors, par tous les temps ; je vis venir les malades au lit, atteints de fièvres de 40 degrés ; ceux dont l'état était jugé assez grave pour nécessiter leur envoi à l'hôpital, étaient expédiés l'après-midi au lazaret, sis à un kilomètre de là, et devaient s'y rendre à pied. Je vis un jour plusieurs prisonniers nous apportant dans une couverture un de leurs camarades atteint de rhumatisme articulaire aigu ; le malheureux semblait souffrir terriblement ; le docteur Mayer commença par le traiter de paresseux et l'obligea à se lever, et quand le malade eut fini de se mettre debout, le docteur allemand le chassa dehors avec des injures. Un jour, le chef de la prison du camp vint dire qu'il y avait à la prison deux hommes atteints de troubles de l'intelligence et dont la place serait plutôt à l'hôpital. Le médecin allemand demanda ce qu'étaient ces deux prisonniers ; le directeur lui dit que c'étaient des « civilisten » ; sur quoi Mayer cria que c'étaient des Schweinen, et qu'il n'allait pas voir cette race de bandits. Je demandai à pouvoir aller les voir à sa place, ce qui ne me fut pas refusé, et je me rendis à la prison avec le directeur de cet établissement qui ne me fit pas l'impression d'être un méchant homme ; M. Kleyntjes put m'accompagner. Dans une cellule, je trouvai, étendu sur une planche qui servait de lit, un vieillard tout habillé ; je constatai qu'il était atteint d'hydropisie très avancée et d'urémie ; quand je l'interrogeai sur son identité, il me répondit Van Haecht ; par ailleurs, il ne comprenait plus rien à ce qu'on lui disait, et c'était même le motif pour lequel il avait été mis en prison, sous prétexte qu'il n'obéissait pas aux ordres donnés. Dans une autre cellule, je me trouvai en présence d'un prisonnier civil qui ne répondait plus à ce qu'on lui disait, sinon par des paroles incohérentes. Je ne pus visiter ces malheureux que pendant quelques jours après lesquels je ne sais ce qu'ils sont devenus.

Quant au régime habituel des prisonniers, la nourriture était absolument insuffisante, et les prisonniers se trouvaient exposés aux brutalités continuelles de la part des soldats ; les injures, les coups, les corvées, la prison, la peine du poteau n'étaient jamais épargnés.

J'ai été renvoyé à Louvain le 1^{er} décembre, en même temps que les médecins et les prisonniers âgés de plus de soixante ans. A Munster, j'ai vu, détenus comme prisonniers de guerre, contrairement aux prescriptions les plus formelles de la Convention de Genève, une vingtaine de médecins militaires belges.

Après lecture, le témoin confirme la déclaration ci-dessus et signe.

(S) Louis Maldague.

20° Rapport de l'Oberleutnant Reinbrecht (traduction) (1).

Le samedi 20 août, à midi, la 3^e Compagnie du 53^e régiment d'infanterie de la Landwehr se rendit à la gare de Louvain dans le but d'y prendre des ordres pour une mission spéciale. A son arrivée à cet endroit, l'adjoint du régiment appela le commandant de compagnie et les feldwebellieutenants et leur dit : « La compagnie est chargée de mettre le feu au couvent du Mont César. Et cela de la façon suivante : « des coups de feu ont été tirés du couvent sur les troupes allemandes. Vous vous rendez au couvent avec la compagnie et un détachement de Pionniers. Vous aurez un prêtre belge comme interprète. Arrivés au couvent, vous mettrez les moines en demeure de remettre dans la demi-heure toutes les armes ou bien d'indiquer l'endroit où les armes se trouvent. Après cela les moines doivent quitter le couvent. Si après cela on trouve un moine en possession d'une arme, il sera immédiatement passé par les armes. Après la demi-heure vous ferez une perquisition minutieuse dans tous les locaux et après cela vous mettrez le feu au couvent pour punir le fait d'avoir tiré sur les troupes allemandes. Si la porte n'est pas ouverte à votre sommation, vous donnerez l'ordre à l'officier des pionniers de la faire sauter.

L'Oberleutnant Reinbrecht répéta l'ordre dans les mêmes termes et demanda alors si, en toute éventualité, même s'il n'y avait pas d'armes, il fallait mettre le feu au couvent. L'adjoint du régiment répondit : « Oui, en tout cas ». Environ une demi-heure plus tard, peu de temps avant le départ de la Compagnie, le commandant du régiment parut en compagnie de son adjoint et répéta l'ordre ci-dessus à l'Oberleutnant Reinbrecht. Celui-ci répéta encore une fois le tout au commandant et demanda encore si, même dans le cas où on ne trouverait pas d'armes au couvent, il fallait néanmoins y mettre le feu ; sur ce le commandant répondit : « oui, dans tous les cas ».

La compagnie se mit en marche sous la conduite d'un prêtre belge et accompagnée du détachement de pionniers. L'Oberleutnant, arrivé au couvent en compagnie du prêtre et d'un clairon, fit à haute voix devant l'entrée principale et devant la porte de l'église trois sommations en vue de faire ouvrir la porte. Des pas retentirent à l'intérieur, ce que le prêtre belge fit remarquer. Mais personne ne parut.

Une demi-heure plus tard, nouvelles sommations aux mêmes endroits. Comme personne ne se montrait, il fit, suivant les ordres qu'il avait reçus, sauter la porte principale. Alors, avec une partie de la compagnie il s'avança lentement à l'intérieur du couvent, ouvrant avec précaution chaque pièce et chaque local à la recherche d'armes cachées et en même temps préparant l'incendie en ouvrant les fenêtres et les portes, et en entassant les chaises les unes sur les autres. Cette perquisition dura 5 heures. L'Oberleutnant Reinbrecht se rendit compte qu'il n'y avait absolument rien de suspect là et que le couvent était plutôt de haut en bas aménagé dans le but de soigner le prochain. Il était regrettable que pas un seul religieux n'ait pu être trouvé. Au deuxième étage on trouva sur une table un certain nombre de bouteilles près

(1) Voir ci-dessus la déposition du père Beauduin, déposition n° 16, page 494.

desquelles se trouvait un billet avec l'inscription: « Ne pas toucher. Poison destiné aux malades ». L'oberleutnant Reinbrecht se dit que les occupants de ce couvent ne pouvaient être des ennemis. Il décida de conserver au moins les plus précieux trésors du couvent pour l'ordre des Bénédictins, parce qu'il était d'avis qu'il serait barbare de les détruire. Les objets les plus précieux furent, après inventaire, mis à l'extérieur. La perquisition finie, l'oberleutnant Reinbrecht se dit qu'il était impossible que l'intention du commandement de l'armée fut de mettre le feu à un couvent si merveilleux et apparemment entièrement organisé pour soigner le prochain, d'autant plus que c'était un couvent de l'ordre des Bénédictins, dont il connaissait également l'œuvre bienfaisante en Allemagne. Il dépêcha donc au commandant de place une ordonnance avec la mission suivante (voir rapport I) et chargea spécialement l'ordonnance de rapporter oralement et en détail au commandant ce qu'on avait vu et trouvé à l'intérieur du couvent. Le commandant de place décida alors par suite de ce rapport, comme il résulte du rapport I, que le couvent ne serait pas incendié. L'oberleutnant Reinbrecht fit transporter alors les trésors à l'église et la sacristie et les mit là sous la garde d'un poste de sous-officier. Quand le même soir, il reçut l'ordre d'évacuer le couvent, il informa le commandant de place, que dans ce cas le couvent avec tous ses trésors serait abandonné au premier pillard venu. (Voyez rapport n° 2). Le commandant de place décida alors que la compagnie resterait au couvent pour assurer le service d'Étapes. Mais comme l'oberleutnant Reinbrecht devait malgré cela toujours être prêt à partir de Louvain avec le régiment, il remit les trésors à l'abbé des frères des écoles au Couvent Placet. Il n'eut pas été facile de trouver des ecclésiastiques qui eussent voulu se charger de ce soin. Les trésors furent chargés, sous bonne garde militaire, sur trois chariots, que l'oberleutnant Reinbrecht conduisit lui-même à destination et remit sous inventaire détaillé. Le soir de ce même jour, le 1^{er} septembre à 10 heures se présentèrent soudain le père bénédictin Balduin et un frère de Maria-Laach ⁽¹⁾ à la grande joie de l'oberleutnant Reinbrecht qui, de cette façon se trouva déchargé des préoccupations que lui causait un départ précipité éventuel du couvent.

(Signé) Reinbrecht

Oberleutnant de la Landwehr et commandant
de la 3^e Compagnie du 53^e Régiment de la Landwehr
S. B. Ldw. Inf. Reg. 53-3^e Cie.

Rapport I.

Expéditeur : 3 L. I. 53.

Expédié du Couvent de Mont-César près de Louvain à la date du 29-8 5 heures.

Au commandant d'étapes. Louvain.

Après 4 1/2 heures de minutieuses recherches du très vaste couvent du Mont-César, je fais savoir que le Couvent a été apparemment

(1) Le père Beauduin est le père Lambert Beauduin et le frère de Maria-Laach n'est autre que le frère convers : Landoald de Waeghe de l'abbaye du Mont César.

évacué par ses occupants avec la plus grande précipitation lors de mon approche. Il s'y trouve de la nourriture toute fraîche. Certains lits étaient encore tout chauds. Rien qui ressemble à une arme quelconque n'a été trouvé. Un pantalon de l'uniforme belge, une toile de tente, 2 batteries de cuisines et plusieurs douilles furent trouvées. Les objets sacrés les plus précieux ont été retirés par mes ordres et provisoirement confiés, moyennant quittance au frère Van Bergen qui m'a accompagné jusqu'ici. Tout a été préparé pour mettre le feu.

Le couvent donne une impression très spéciale d'avoir été aménagé uniquement pour le bien du prochain. Il est organisé pour le traitement des blessés. Me basant sur ces constatations, je demande respectueusement si le couvent doit malgré cela être incendié.

(Signé) Reinbrecht,

Oberleutnant et commandant de la 3^e Compagnie, 53^e Régiment
d'infanterie de la Landwehr.

Ne pas incendier !

(Signé) V. Manteuffel.

Rapport II.

Expédié du Couvent du Mont César à la date du 29-9 à 7 h. 45 ⁽¹⁾
à la Kommandantur d'étape de Louvain.

Je demande à qui je dois remettre le couvent du Mont César. Les pionniers ont fait sauter la porte principale. Toutes les autres portes furent brisées de vive force, selon les ordres reçus. Les fenêtres, qui ne purent être ouvertes furent brisées et le tout préparé pour être incendié. Les trésors les plus précieux de l'église — de l'or et des pierres précieuses — tout le contenu d'une charrette — furent mis à la cour après un inventaire. Le frère V. Bergen hésite de les garder parce qu'il veut partir demain. Qu'arrivera-t-il alors. Les autres objets inventoriés sont également très précieux : Grande bibliothèque, Musée. Dans toute l'immense bâtisse il n'y a personne en dehors de la 3^e Cie du 53^e Rég.

Où devra se rendre la 3/53 ?

Oberl. de la Landwehr Reinbrecht.

29-8-14. — 8 h. 45 (soir). La compagnie reste là jusqu'au moment de la relève pour surveiller la route d'étape qui passe par cet endroit.

(Signé) V. Manteuffel.

La copie du rapport et des deux Meldekarte a été vérifiée et copiée suivant l'original conservé dans les archives du Mont César.

(Signé) Dom Hubert Scheys.

Rapport de l'Oberleutnant Reinbrecht. (Texte original).

Am Samstag, den 29 August, mittags rückte die 3. Kompagnie des Landwehr Infanterie-Regiments N° 53 zum Bahnhof Löwen zur Entgegennahme eines besonderen Auftrages. Nach der Ankunft rief der Regimentsadjutant den Kompagnieführer und die Feldwebel-Leut-

⁽¹⁾ C'est par distraction que Reinbrecht a écrit 29-9 au lieu de 29-8.

nants un sagte dann folgendes : « Die Kompagnie hat den Auftrag, das Kloster Mont-César anzuzünden. Und zwar auf folgender Weise : Aus dem Kloster ist auf deutsche Truppen geschossen worden. Sie rücken mit der Kompagnie und einem Pionier-Detachement an das Kloster. Sie erhalten einen belgischen Geistlichen als Dolmetscher. Am Kloster angekommen fordern Sie die Mönche auf, innerhalb einer halben Stunde sämtliche Waffen abzuliefern oder anzugeben, wo sich Waffen befinden. Darnach haben die Mönche das Kloster zu verlassen. Wird dann noch ein Mönch im Besitz von Waffen gefunden, so wird er sofort erschossen. Nach der halben Stunde halten Sie eine peinlich genaue Untersuchung aller Räume ab und darnach zünden Sie das Kloster an zur Strafe dafür, dass daraus auf deutsche Truppen geschossen wurde. Wenn die Klostertüre auf Ihrer Aufforderung nicht geöffnet wird, befehlen Sie dem Pionieroffizier das Tor zu sprengen. » Oberleutnant Reinbrecht wiederholte den Befehl in dieser Weise und fragte dann, ob das Kloster denn auf jedem Fall, auch wenn sich keine Waffen vorfänden, in Brand zu setzen sei. Der Regimentsadjutant erwiderte : « Auf jedem Fall. » Etwa eine halbe Stunde darnach, kurz vor dem Abrücken der Kompagnie erschien der Herr Regimentskommandeur mit dem Adjutant und wiederholte den obigen Befehl an Oberleutnant Reinbrecht. Dieser wiederholte dem Regimentskommandeur nochmals alles und fragte dann noch besonders, ob das Kloster auf jeden Fall, auch wenn sich keine Waffen darin befänden, in Brand zu setzen sei ; worauf der Regimentskommandeur erwiderte : « Auf jeden Fall ».

Die Kompagnie rückte ab mit einem belgischen Geistlichen als Führer und dem Pionier-Detachement. Oberleutnant Reinbrecht forderte, am Kloster angekommen, mit dem Geistlichen und einem Hornisten an Hauptportal und an der Kirchentür dreimal laut zum oeffnen auf. Es waren im Innern Schritte hörbar, worauf der belgische Geistliche aufmerksam machte. Es erschien aber niemand. Nach einer halben Stunde forderte Oberleutnant Reinbrecht nochmals am Hauptportal und an der Kirchentür, zum Herauskommen auf.

Die niemand erschien, liess er seinem Befehle gemäss das Hauptportal durch die Pioniere sprengen. Er rückte dann mit einem Teil der Kompagnie ins Kloster ein, langsam jeden Raum und jedes Behältnis auf der Suche nach Waffen öffnend und gleichzeitig durch öffnen der Fenster und Türen sowie durcheinandersetzen der Stühle die Inbrandsetzung vorbereitend. Diese Durchsuchung dauerte 5 Stunden. Oberleutnant Reinbrecht überzeugte sich, dass auch nicht das geringste Verdachtsmoment sich vorfand, dass vielmehr das Kloster von oben bis unten für die Nächstenfürsorge eingerichtet war. Es war bedauerlich, dass kein Mönch vorgefunden worden konnte. Im 2ten Stock wurden auf einem Tisch eine Anzahl Flaschen bemerkt, bei denen ein grosser weisser Zettel lag mit der Aufschrift : « Nicht berühren. Gift für die Krankenfürsorge. » Oberleutnant Reinbrecht sagte sich, die Insassen dieses Klosters können nicht unsere Feinde sein ; er beschloss, wenigstens das Wertvollste der Klosterschätze für den Benedictiner-Orden zu retten, da er ihre Vernichtung durch Feuer für barbarisch gehalten hätte. Die wertvollsten Schätze wurden

unter Inventuraufnahme ins Freie geschafft. Nach beendeter Untersuchung sagte sich Oberleutnant Reinbrecht, es könnte unmöglich in der Intention der deutschen Heeresleitung liegen, ein derartig wunderbares, offenkundig nur den Zwecken der nächsten Fürsorge dienendes Kloster einzuäschern, zumal es dem Benedictiner-Orden gehörte, dessen äusserst wohlthätiges Wirken auch in Deutschland ihm wohl bekannt war. Er sandte daher an den Ortskommandanten eine Ordonnanz mit folgender Meldung (Sehe Meldekarte I) und scherfte der Ordonnanz noch besonders ein, den Ortskommandanten mündlich, ausführlich zu erzählen, was man im Kloster gesehen und gefunden habe. Der Ortskommandant entschied dann auf Grund dieser Meldung, wie aus Meldekarte N° 1 ersichtlich ist, dass das Kloster nicht angezündet werde. Oberleutnant Reinbrecht liess dann die Schätze in die Kirche und Sakristei bringen und dort durch je einen Unteroffizierposten bewachen. Als er am selben Abend einen Befehl erhielt, das Kloster zu räumen, meldete er dem Ortskommandanten, dass dann das Kloster mit seinem kostbaren Inhalte der Willkür eines jeden Strauchdiebes überlassen sei. (Sehe Meldekarte N° 2.) Der Ortskommandant entschied dann, dass die Kompagnie im Kloster zur Sicherung der Etappenstrasse bliebe. Da Oberleutnant Reinbrecht trotzdem stetz gewärtig sein müsste, mit dem Regiment aus Löwen weggezogen zu werden, so übergab er die Schätze dem Abte der Schulbrüder in Kloster Placet. Es war nicht leicht gewesen, Geistlichen zu finden, die hierzu bereit waren. Die Schätze wurden in 3 Wagenladungen unter militärischer Bedeckung, bei der Oberleutnant Reinbrecht selbst mitritt, dorthin geschafft und genaues Inventur aufgenommen. Am Abend dieses Tages, des 1. September 10 Uhr, erschienen plötzlich der Benediktinerpater Balduin und 1 frater aus Maria-Laach ⁽¹⁾ zur Grössten Freude des Oberleutnants Reinbrecht, der auf diese Weise der Sorge, an wem er das Kloster bei seinem eventueel plötzlichen Abmarsch übergeben könnte, entledigt war.

Reinbrecht.

Oberleutnant d. L. und Kompagnie-führer der 3 Komp.
des Landwehr-Regiments N° 53.

S.B. — Ldw. Inf.-R. 53, 3 Komp.

Meldekarte 1.

Absender : 3 L. I. 53.

Abgeg. : Kloster Mont-César bei Löwen. Dat.: 29. 8. Zeit 5.

An die Etappen-Kommandatur Löwen.

Nach 4 1/2 stündiger gründlicher Untersuchung des sehr ausgedehnten Kloster Mont-César melde ich, dass das Kloster anscheinend in Grösster Eile bei meiner Annäherung von den Insassen verlassen wurde. Es stand ganz frisches Essen da, einzelne Betten waren noch warm. Irgend welche Waffen wurden nicht gefunden. Nur eine belgische Uniformhose, eine Zeltbahn, 2 Kochgeschirre, mehrere Patronen-

⁽¹⁾ Le père « Balduin » est le père Lambert Bauduin, et le « frère de Maria-Laach » n'est autre que le père convers Landoald De Waeghe, de l'abbaye de Mont-César.

D. Hubert Scheyes.

hülsen. Die wertvollsten Heiligtümer habe ich herauschaffen lassen und vorläufig gegen Quittung dem mich begleitenden Bruder V. Bergen übergeben. Die Inbrandsetzung ist vorbereitet.

Das Kloster macht einen sehr vornehmen, nur auf die Nächstenfürsorge bedachten Eindruck. Es ist zur Verwundetenpflege eingerichtet. Auf Grund dieser Feststellungen frage ich gehorsamst an, ob das Kloster trotzdem in Brand gesetzt werden soll.

Reinbrecht

Oberl. und Kompagnieführer der 3 Komp.
Ldw. Inf. Reg. 53.

Nicht Abbrennen!

V. Manteuffel.

Meldekarte II.

Abgeg.: Kloster Mont-César. Dat. 29. 9. Zeit 7. 45. (¹).

An. Etappen-Kommandantur. Löwen.

Ich frage an, an wem ich das Kloster Mont-César übergeben soll. Das Tor ist durch Pioniere gesprengt worden. Alle Türen wurden auf einem Befehl gut gewaltsam erbrochen. Die Fenster, sowie sie nicht zu öffnen waren, eingeschlagen u. alles z. Inbrandsetzung in Stand gesetzt. Die wertvollsten Kirschenschätze — Gold und Steine — eine Wagenladung liess ich unter Inventur-aufnahme auf den Hof schaffen. Der Bruder V. Bergen zögert, sie aufzubewahren, da er morgen abreisen will. Was soll dann geschehen? Auch das ganze übrige Inventur ist sehr wertvoll, teilweise kostbar. Grosse Bibliothek, Museum. Im ganzen Gebäudekomplex ausser 3/53 kein Mensch.

Wohin Soll die 3/53 jetzt abrücken?

Oblt d. L. Reinbrecht.

29. 8. 8.45 Abend. — Die Kompagnie bleibt dort zur Sicherung der dort vorbeigehenden Etappenstrasse, bis sie abgelöst wird.

V. Manteuffel.

ANNEXE N° 18.

(*) *Déposition assermentée de Lambrechts Jean-Alphonse, cultivateur, 24 ans, domicilié à Velthem :*

Le 25 août 1914, les Allemands ont incendié notre maison ; nous nous étions réfugiés dans la cave. Alors j'ai voulu me sauver par derrière, mais un Allemand a tiré sur moi. J'ai traversé alors la maison en feu. Ensuite les Allemands sont venus et ils nous ont fait sortir

(¹) C'est par distraction que Reinbrecht a écrit 29. 9 au lieu de 29. 8.

La copie du rapport et des deux « Meldekarte » a été vérifiée et corrigée suivant l'original conservé dans les archives du Mont-César
Dom Hubert Scheys.

les bras levés et nous ont fait mettre à genoux. Un officier allemand m'a demandé où j'habitais et ne me comprenant pas il m'a mis un revolver sur le cœur. J'ai vu que les Allemands tirèrent les uns sur les autres. Nous avons vu mettre le feu aux maisons de Huygens Jean et de Vanderborcht Englebert, ainsi qu'à celle de Vandervelde Théophile. J'ai vu également que les Allemands tuèrent Vanderborcht Englebert et son fils François, tandis qu'ils se sauvaient. Le père n'était pas mort du coup ; ils l'ont pris par la tête et les pieds et l'ont jeté dans le fossé. Il vivait encore, car il saisissait l'herbe des mains et l'arrachait. Sa femme voulut lui porter secours, mais elle en fut empêchée par les Allemands. Elle dut rester agenouillée. Arrêtés ensuite par les Allemands, nous avons vu qu'ils ont fusillé neuf hommes des 21 qui avaient été arrêtés. Lambrechts Joseph, ses fils Edouard, Louis et Fernand, mon frère Lambrechts Edouard, Poels Remy, surnommé Pierre Wouters, Stroobants Théodore, Dekeiser Henri et Piot Edouard, de Bueken. Avant leur exécution il y a eu un simulacre de jugement. Les Allemands nous accusaient d'avoir tiré sur eux. Th. Stroobants défendit les civils et soutint qu'il ne leur était pas possible d'avoir tiré. Il y eut là deux ou trois officiers et des soldats allemands. Ceci s'est passé derrière la maison, contre le mur de la maison de Lambrechts Joseph, tandis que la maison brûlait.

J'ai encore vu flamber d'autres maisons, mais je n'y ai pas vu mettre le feu. J'ai dû subir de même que mes compagnons beaucoup de mauvais traitements de la part des Allemands et j'ai bien été dix fois menacé par eux d'être fusillé.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(S) Lambrechts Jean.

ANNEXE N° 19.

(*) 1^{re} Déposition assermentée de Van Minsel François, 58 ans, cultivateur à Winxelo :

J'étais en compagnie de Lambrechts le 25 août 1914, quand les hussards de la mort allemands ont commencé à incendier et que nous avons dû fuir les bras levés. Lambrechts était paralysé et ne savait pas lever les bras. Je me sauvai mais regardai souvent en arrière. J'ai vu que les Allemands l'ont fusillé. J'ai couru environ 300 mètres et puis je me suis arrêté pour voir ce qui serait advenu de lui. Les Allemands ont continué alors à mettre le feu partout. Ma maison a brûlé également. J'ai vu après cela les cadavres de Schoeters Paul et de Haes Pierre et Paul, qui avaient été tués par les Allemands. Le cadavre de Schoeters Paul était à moitié carbonisé. J'ai vu emmener deux chevaux de François Marrant et d'autres bêtes encore dont je ne connais pas le propriétaire. Des vaches également appartenant aux sœurs Meulemans.

Je n'ai rien vu d'autre.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(S) Van Minsel François.

(*) 2^e Déposition assermentée de Van Bellinghen Philippe, 42 ans, cultivateur, à Winxele-Delle :

Le 25 août 1914 à la tombée du jour, les Allemands ont commencé à tirer et ont pénétré chez moi. D'autres qui étaient à l'extérieur ont ouvert les volets et ont abattu de là mon enfant Van Bellinghen Jean. C'étaient des hussards de la mort qui ont commis ces assassinats. A coups de poing, ils nous ont forcé de sortir, moi, ma femme et mes enfants. Ils nous ont mis contre un mur et nous ont menacé de nous fusiller. Ils ont cessé ensuite. Après nous avoir donné quelques coups de crosse, ils ont mis le feu à notre maison, quand d'autres maisons flambaient déjà.

Nous nous sommes sauvés alors dans un bois, où nous sommes restés cachés pendant trois semaines. Alors nous avons vu que les Allemands ont emmené les vaches hors des prairies.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(S) Van Bellinghen Philippe.

(*) 3^e Déposition assermentée de Cnops, Philippe, 59 ans, cultivateur à Winxele-Delle :

De ma maison, j'ai vu que les Allemands incendièrent les maisons. Edouard Pauwels avec son fils Guillaume s'est réfugié chez moi par la porte de derrière. Celui-ci avait reçu un coup de fusil dans le ventre et il est mort quelques heures après. Nous avons porté l'enfant dans la maison paternelle et après cela nous avons dû fuir parce que les Allemands après avoir pillé ma maison, l'ont incendié ainsi que celle de mon voisin Edouard Pauwels dans laquelle le petit cadavre était couché sur une table.

Après je n'ai plus rien vu parce que nous nous sommes réfugiés dans les bois, où nous sommes restés pendant 7 semaines. Quand nous sommes rentrés toutes nos bêtes avaient disparu et notre maison avait été brûlée.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(S) Cnops Philippe.

ANNEXE N° 20.

(*) 1^o Déposition assermentée de Goris Jeanne, 37 ans, ménagère, épouse de Fekx Jules, à Corbeek-Loo, Vieille Chaussée 41 :

Le 25 août 1914, quand, le soir venu, les soldats allemands ont commencé de tous côtés à tirer des coups de feu nous nous sommes cachés dans la cave de notre maison. Quand nous fûmes là, nous constatâmes que notre maison était en feu. A moitié asphyxiés par la fumée, nous nous risquâmes jusqu'au soupirail dans l'espoir de pouvoir peut-être nous sauver par là. Dès que nous nous montrâmes, nous fûmes aperçus par un soldat allemand, qui nous mit en joue. Après

celà nous n'avons plus fait d'effort pour nous sauver et sommes restés dans la cave. Il est difficile de répéter ce que nous avons souffert là. Cependant le matin du 27 août 1914 nous étions encore tous en vie et dans la matinée, entendant que le calme était revenu et voyant que notre père était à bout de forces, nous l'avons aidé à sortir de la cave. Notre père s'était traîné jusqu'à la porte de fer, à la maison du nommé Peeters François, à qui il raconta que nous étions toujours cachés dans la maison incendiée. Celui-ci a raconté cela alors à des soldats allemands, qui étaient logés chez lui, et accompagné de deux d'entre eux, il est venu nous délivrer vers 2 heures de l'après-midi. Quand nous arrivâmes dans sa maison, mon père était à l'agonie. Il souffrait terriblement des voies respiratoires et de la tête. Vers 6 1/2 heures du soir il est mort dans cette maison. Après sa mort son corps prit une teinte noirâtre. Mon père, qui était un vieillard, possédait moins de force de résistance que nous et son séjour prolongé dans la chaleur et la fumée a certainement causé sa mort.

Ni mon père, ni mon mari n'avaient tiré sur les Allemands. Je n'ai jamais appris non plus que d'autres civils de la commune auraient commis quelque attentat contre les troupes allemandes.

(*) *Déposition assermentée de Clevenenbergh Léon, âgé de 55 ans, employé au chemin de fer, domicilié à Kessel-Loo, Chaussée de Diest, 317 :*

Pendant la nuit du 25 au 26 août 1914, nous nous étions tenus cachés dans notre maison, pendant que les Allemands tiraient continuellement sur la chaussée, et que presque toutes les maisons étaient en feu.

Le 26, vers 5 1/2 h. du matin, des soldats allemands s'introduisirent chez nous et nous chassèrent dans la rue. Ma femme et ma fille furent remises en liberté là-bas, tandis que moi-même et mon beau-fils nous eûmes les mains liées derrière le dos et que nous fûmes poussés sur la chaussée de Tirlemont, dans la direction de l'endroit dit : « de Mol ». Arrivés au château de Madame Tops, un soldat allemand sauta d'un affût et plongea par trois fois, de toutes ses forces, sa bayonnette dans le ventre de mon beau-fils, tandis qu'un de nos gardes m'asséna un violent coup de crosse sur l'occiput. Mon beau-fils fut grièvement blessé et perdit beaucoup de sang, mais malgré cela nous fûmes traînés plus loin jusqu'à la briqueterie de Michiels au « Mol » où se trouvaient déjà d'autres prisonniers. Je suis resté là jusque vers 10 heures et j'ai vu fusiller entretemps le nommé François Ravoet je ne sais pas pour quel motif. Quatre autres personnes et moi-même fûmes attachés l'un à l'autre et ainsi nous fûmes placés à la tête d'une compagnie. Nous dûmes avancer dans la direction de Louvain. Quand je suis parti de là, mon beau-fils gisait toujours à cet endroit presque évanoui et très affaibli par la perte du sang. Je ne sais affirmer s'il est mort là ou ailleurs. Pendant qu'il était là, il n'a reçu aucun soin médical ; je fus moi-même empêché de soigner ses blessures. Toujours forcés de marcher à la tête de la compagnie, nous fûmes conduits ainsi avec les troupes allemandes jusqu'à Bueken, en passant par Hérent. Pendant la marche ils nous ont, à plusieurs re-

prises, menacés de nous fusiller. Le lendemain, le 27, je réussis à m'échapper, et d'atteindre les lignes belges et de là l'Angleterre où je suis resté toute la guerre.

Ni moi, ni mon beau-fils ne possédions des armes. J'ai encore moins tiré sur les troupes allemandes ni commis aucun acte d'hostilité à leur égard.

ANNEXE N° 21.

Rapport de M. Rosier, curé de la paroisse du Sacré-Cœur, à Iléverlé.

Le 19 août 1914, vers 11 heures, l'avant-garde de l'armée allemande s'avance rapidement vers Louvain, par les routes et chemins qui y donnent accès. Environ un bataillon du 3^e de ligne se fait hâcher, pour garantir la retraite de nos troupes. Une vive fusillade crépite sur toute la chaussée.

Une ambulance était établie dans mon école du Sacré-Cœur à l'étage de la chapelle provisoire qui longe la chaussée (Porte de Tirlemont) et dans l'aile y attenante. On y apporte les derniers blessés relevés sur la chaussée. Les premiers soins ne leur étaient pas donnés, que déjà une grêle de balles ennemies vint fracasser les vitres de l'étage malgré le drapeau de la Croix-Rouge qui flottait en évidence.

La crainte de tomber entre les mains des Allemands provoque en un clin d'œil la fuite de tout le personnel de l'ambulance militaire ainsi que des légèrement blessés. Le médecin militaire abandonne même un patient sur la table d'opération. Je reste seule avec ma servante et un jeune Brésilien, M. le comte Emilio Van Holland-Rodenburg avec trois blessés gravement atteints, dont l'un gisait sur la table d'opération. Celui-ci perdait beaucoup de sang et finit par tomber en syncope. L'abandonner sans soins médicaux, c'était le vouer à la mort. Mais que faire ? la fusillade continuait et se rapprochait. A travers mille périls, et sous une pluie de balles, ma servante et moi portons le patient à l'hôpital Léon XIII. Le comte Van Holland-Rodenburg soutient la marche d'un autre blessé ; quant au troisième, dont l'état était moins grave, je l'avais déposé à la sacristie, et placé sous la protection divine.

Bientôt la fusillade cessa et la dernière mitrailleuse se tut. Vers deux heures de l'après-midi les flots de l'armée allemande firent leur entrée dans Louvain.

Les jours suivants, jusqu'au mardi 25, je reçus, dans mon ambulance les écopés de l'armée ennemie. Il en arrivait de 15 à 20 par jour, pour y recevoir les premiers soins, et repartir le lendemain. L'un d'entre eux, gravement atteint, y resta 4 jours. J'étais dépourvu de médecin et son état réclamait des soins spéciaux. Il fut alors transporté à Léon XIII.

Les officiers allemands étaient tellement satisfaits des soins que j'avais prodigués à leurs hommes, et spécialement à ce dernier, qu'ils sont venus à plusieurs reprises me remercier à la « Kommandatur », ils me ramenèrent en automobile à mon domicile, cela pour ma sécurité. Le Commandant d'étape de Louvain est venu personnellement

constater les bons traitements, dont les soldats allemands étaient l'objet chez moi, et il fit écrire à la craie à la porte de l'établissement « *Que cette maison devait être spécialement respectée par les soldats de l'armée allemande.* »

Le 25 août, au matin, on vint pourtant me braquer le revolver sur la poitrine, pour m'imposer 200 éclopés d'une fois ; la plupart d'entre eux étaient accablés de hernie, et leur état nécessitait des soins médicaux que je n'étais pas à même de leur procurer, puisque j'étais dépourvu de médecin ; je ne disposais que de 70 lits, et n'avais pour m'aider, que ma servante et un jeune homme. En outre, ce jour malgré la Croix-Rouge et la nature de l'établissement, qui sert d'église provisoire au rez-de-chaussée, et d'école à l'étage, une foule de soldats y avaient passé la nuit, avaient bouleversé, mis en désordre et souillé l'église et la Croix-Rouge. On finit donc par décider le transport de tous ces hommes à l'hôpital militaire de Louvain.

Le soir de ce jour 25 août, vers 7 heures, je reçus dans ma demeure située à quelques 200 mètres de l'église-école du Sacré-Cœur, deux officiers allemands à héberger et nourrir. Leurs hommes devaient passer la nuit chez mes paroissiens. Sur leurs exigences, j'installe deux lits dans mon salon, et ils paraissent satisfaits de mon accueil. Un quart d'heure après, un soldat vient reprendre leur valise, sans rien dire. Je fais observer la chose à ces officiers, qui me disent de n'avoir pas d'inquiétude à ce sujet, on s'est trompé de valise. Un autre soldat vient faire une communication. Je sors pour chercher leur eau de toilette et achever leur installation pour la nuit, et, à ce moment, j'entends une fusillade derrière ma maison. Les premiers coups de fusil semblaient parvenir de l'endroit nommé « Le Diable ». Je rentre immédiatement et dis la chose aux officiers, en leur faisant remarquer que, n'étant pas sortis de la maison, ils ne pouvaient du moins pas accuser le Curé d'avoir tiré sur eux.

« Qui donc a tiré et où tire-t-on, me demandèrent-ils ? — Je n'en sais pas plus que vous-même, leur dis-je. — Alors, ce sont les Français qui sont là ? — Non, dis-je, il n'y a pas eu de Français dans cette région. — Ils soutiennent que ce sont les Français. — C'est impossible, répliquai-je, mais peut-être vos hommes ont eu peur, ou sont-ils auteurs d'une mystification ? »

Entretiens, la fusillade crépite de plus en plus. Mes officiers ceignent leur épée, se dirigent vers la porte, l'entr'ouvrent avec précaution, et se couchent pour regarder ce qui se passe sur la chaussée. Je fais comme eux et vois des masses de troupes descendant vers Louvain. La troupe arrivée pour cantonner dans ma paroisse était massée sur le trottoir du côté d'Héverlé. Ces hommes regardaient, avec des yeux égarés les troupes qui descendaient sur Louvain. Je vis alors un cheval, celui d'un officier, s'abattre, puis l'officier lui-même, puis un soldat. Mes officiers se faufilèrent alors parmi leurs hommes, et je fermai la porte. En un clin d'œil mes fenêtres furent criblées de balles. Je descends à la cave, et j'y trouve cachés mes voisins, qui croyaient trouver un abri sûr chez moi, parce qu'ils savaient que j'avais à loger deux officiers et que les Allemands m'avaient témoigné leur satisfaction des soins que j'avais prodigués à leurs hommes, dans

ma Croix-Rouge. La fusillade dure jusqu'à neuf heures. On vint alors briser ma porte à coups de hache et crier que tout le monde devait immédiatement évacuer la maison. Tous s'enfuirent en effet, mais par la porte de derrière, dans les champs. Les soldats tirèrent, pendant ce temps dans le corridor, mais trop haut, personne ne fut atteint. Je redescendis à la cave, dans mon trouble, j'allumai une chandelle. Une grêle de balle arriva sur le soupirail. J'étais seul, je me sauvai par le jardin et courus dans les champs. Arrivé dans un champ de maïs, je m'y couchai, et vis les soldats par la maison voisine sauter la grille de séparation des deux jardins, et tirer dans ma maison ; mais ils ne m'ont ni trouvé, ni atteint. J'assistai de là à l'incendie de ma demeure et de celles de mes paroissiens. Vers 10 heures, la fusillade s'apaisa. Je sortis de ma cachette et me dirigeai vers la rue de Corbeek-Loo. Je montai cette rue et la descendis, frappant chez les habitants, mais personne n'osa ouvrir. Par les jardins, j'arrivai à la « porte de fer », où j'entrai dans une petite ferme. Environ 500 de mes ouailles vinrent m'y rejoindre. Pour les calmer, j'entreprends la récitation du chapelet, après laquelle j'allai voir si la passerelle du chemin de fer était gardée. Je constatai que les soldats avaient abandonné leur poste. Je vins prendre mon monde et nous traversâmes la passerelle, laquelle est en fer. Au bruit que nous faisons, une patrouille arrive et fait feu sur nous, mais n'atteint personne. Nous courons tous vers l'Abbaye, où nous arrivons à la porte St Norbert. Tout Parc se trouvait déjà à l'Abbaye ; de la porte, on entendait des rumeurs. Craignant que ce ne fussent des Allemands personne n'osa entrer et tout le troupeau se dispersa de nouveau, dans les champs. Je finis par les réunir et les calmer. Ayant trouvé libre le pont de la plaine, nous suivîmes le ravin qui longe le chemin de fer de Charleroi et, arrivés au village de Parc, j'allai caser mes gens dans l'école des sœurs, qui était abandonnée. Le lendemain matin, je les conduisis à la messe à l'abbaye, et demandai au Révérendissime Prélat de les héberger et de les nourrir à l'Abbaye. La plupart y restèrent pendant un mois, et beaucoup qui n'avaient plus d'abri y demeurèrent plus de 2 mois. Il y en a encore.

Le lundi suivant, me trouvant occupé à nettoyer et ranger mon Eglise souillée par les Allemands, quatre soldats vinrent m'y cueillir et m'amènèrent prisonnier à la station, où je dus établir que je n'étais pas un espion. On me conduisit à la « Kommandantur », et grâce à l'intervention d'un soldat catholique et d'une sœur franciscaine qui passait pour allemande, je fus libéré enfin.

ANNEXE N° 22.

I.

Convention du 20 août 1914.

L'An 1914, le 20 août, dans la matinée, des troupes allemandes se dirigeant vers Bruxelles, le Bourgmestre de la Ville, M. Adolphe Max,

s'est porté au devant d'elles en parlementaire sous l'égide du drapeau blanc et accompagné de Messieurs les Echevins Steens et Jacquain et Maurice Vauthier, secrétaire communal.

Ces Messieurs se sont rencontrés avec Monsieur le Capitaine Kriegsheim, représentant le Général commandant le 4^e corps d'armée.

Le Bourgmestre a demandé aux troupes allemandes de renoncer à pénétrer sur le territoire de la Ville. Il a prié le Commandant desdites troupes de l'autoriser à télégraphier en ce sens à Sa Majesté l'Empereur Allemand.

Le Capitaine Kriegsheim ayant pris note de cette requête, a reçu le texte de la dépêche qui lui a été remise par Monsieur le Bourgmestre. Le Capitaine a ensuite fait connaître qu'au nom du Général dont il était mandataire, il requérait les communes de l'agglomération bruxelloise de fournir pour l'entretien des troupes allemandes se disposant à traverser Bruxelles ou à y séjourner :

Les 20 et 21 août, à 7 heures du soir :

18.000 kgs de pain,

10.000 kgs de viande fraîche,

6.000 kgs de riz ou de légumes, (fèves, etc., 100 kgs de riz pouvant être remplacés par 500 kgs de pommes de terre).

600 kgs de café brûlé,

100 kgs de sel,

10.000 kgs de sucre,

72.000 kgs d'avoine,

600 kgs de cacao.

Ces prestations sont à remettre à la gare de l'Allée-Verte.

M. le Capitaine Kriegsheim a requis également en sadite qualité pour l'entretien des troupes allemandes les prestations ci-après, à fournir dans chacun des locaux suivants :

Gare de l'Allée-Verte, Gare de Tour-et-Taxis, Abattoirs de Cureghem. Le 21 août : 30.000 kgs de pain ; 5.000 kgs de viande fumée ; 17.000 kgs de bétail vivant ; 10.000 kgs de riz ou de légumes (fèves, etc.) ; 1.400 kgs de café ; 1.700 kgs de sel ; 120.000 kgs d'avoine ; 170 kgs de thé ; 1.700 kgs de sucre ; 700 kgs de cacao ; 10.000 litres de vin.

Le 22 août : 20.000 kgs de pain et 20.000 kgs de farine ; les mêmes quantités que les jours précédents pour les autres denrées.

Le requérant a déclaré que, si les vivres mentionnés ci-dessus n'étaient pas fournies en nature, la Ville de Bruxelles et les communes de l'agglomération seraient tenues d'en payer la double valeur sur la base du prix du marché.

Le Capitaine Kriegsheim a requis d'autre part la Ville de Bruxelles et les communes de l'agglomération de payer à titre de contribution de guerre, dans les trois jours, une somme de 50 millions de francs en or, argent ou billets de banque, la Province de Brabant ayant à payer pour le surplus, à titre de contribution de guerre, une somme de 450 millions de francs, somme pouvant être payée en traites au plus tard le 1^{er} septembre 1914.

Le Bourgmestre de Bruxelles, protestant contre la violence qui lui était faite, a déclaré ne céder qu'à la contrainte.

Le Capitaine Kriegsheim, en sadite qualité, ayant prié le Collège des Bourgmestre et Echevins de rester en fonctions, M. le Bourgmestre a déclaré que les autorités feraient ce qui dépendrait d'elles en vue de garantir la sécurité des troupes allemandes traversant Bruxelles ou y séjournant.

Il a fait connaître son intention de siéger en permanence à l'Hôtel-de-Ville pour veiller à la bonne marche des services.

Monsieur le Capitaine Kriegsheim a communiqué qu'il avait reçu mandat de retenir provisoirement à la disposition du Commandement allemand pour garantir la bonne conduite de la population bruxelloise, le Bourgmestre de Bruxelles, le Conseil communal et 100 notables de la Ville.

Après un échange de vues à ce sujet, il a spontanément renoncé à cette exigence, sous réserve de ratification de son mandant.

Le même jour à deux heures de relevée les Représentants de la Ville de Bruxelles se sont rencontrés avec M. le Général Commandant le 4^e corps d'Armée allemand lequel, leur a fait connaître qu'il ratifiait les réquisitions et déclarations faites en son nom par M. le Capitaine Kriegsheim.

Après qu'il eût pris acte des protestations des représentants de la Ville de Bruxelles, il a donné ordre à ses troupes de traverser la Ville en suivant un itinéraire annoncé, une garnison devant être maintenue dans la Ville pendant le temps nécessaire au passage des troupes.

Fait en double à Bruxelles, le 20 août 1914.

(signé) Kriegsheim,

Hauptmann im Generalstabe der IV. Armee-korps.

(signé) Adolphe Max,

Bourgmestre de la ville de Bruxelles.

II.

Convention du 24 août 1914.

Comme suite à l'acte du 20 août 1914 (arrêté par le Capitaine Kriegsheim et le bourgmestre de la ville de Bruxelles) ont eu lieu des pourparlers aujourd'hui entre le Général Major von Jarotzky, Gouverneur de Bruxelles et le bourgmestre de la ville de Bruxelles M. Adolphe Max, au sujet des 50 millions de francs exigés.

Le bourgmestre a déclaré qu'il n'est pas en état malgré la meilleure volonté, de procurer la somme totale. Par contre, il s'engage à payer en déduction tout de suite la somme de un million cinq cent mille francs, et, dans le délai de huit jours, d'autres sommes s'élevant ensemble à 18 1/2 millions de francs.

Il a ajouté qu'il considérait comme une impossibilité de fournir la somme de 50 millions et il a sollicité la diminution du montant.

Le Gouverneur a déclaré qu'il n'avait pas de mandat à cet effet, mais il a promis d'introduire auprès du commandant supérieur de l'armée une motion en rapport avec la situation, aussitôt que les 20 millions visés ci-dessus seraient payés. Le bourgmestre a acquiescé à cette solution.

Le bourgmestre a en outre fait remarquer que c'était tant au nom de Bruxelles que des quinze faubourgs qu'il agissait concernant l'indemnité de guerre réclamée, mais qu'il ne pouvait être rendu responsable des désordres ou d'actes d'hostilité s'il s'en produisaient en dehors de la ville de Bruxelles, les communes faubourgs n'étant pas soumises légalement à son autorité. Le Gouverneur a donné sa parole que chaque commune seule serait rendue responsable de tous désordres qui se produiraient chez elle.

Le Gouverneur ajoute sur la demande de M. le bourgmestre que pendant le délai de huit jours il ne sera plus fait par l'autorité militaire allemande, de réquisitions en vivres et approvisionnements, soit à charge de la ville de Bruxelles et des communes de l'agglomération bruxelloise, soit à charge de leurs habitants, et ce, afin de préserver la population de la famine.

Le Gouverneur,
(s) von Jarotzky.
Bruxelles, le 24 août 1914,
Le Bourgmestre,
(s) Adolphe Max.
(s) Grabowzky,
Conseiller aulique.

III.

Deutscher Militär-Gouverneur
von Brüssel.

Brief : Nummer 759.

Bruxelles, den 12 Oktober 1914.

An das Schöffengericht der Stadt Brüssel,

Meine Herren,

Ich bin bereit, die von Herrn Lemonnier mit dem Rittmeister der Reserve von Schwabach festgelegten Bedingungen für die Bezahlung von weiteren 25 Millionen Francs anzunehmen. Diese Bedingungen lauten :

- | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1) Paiement de vingt-cinq millions à raison de deux millions et demi (2 1/2) par semaine, le premier paiement ayant lieu le 15 octobre 1914.</p> <p>2) L'indemnité ainsi payée par l'agglomération bruxelloise étant de quarante-cinq millions (45) de francs, il est entendu qu'il ne sera plus imposé, ni directement, ni indirectement, de nouvelle contribution aux habitants de l'agglomération bruxelloise.</p> | <p>1) Zahlung von fünfundzwanzig Millionen in wöchentlichen Teilzahlungen von zwei und ein halb Millionen, beginnend mit dem 15 Oktober 1914.</p> <p>2) Es gilt als abgemacht, dass, nach Zahlung der Entschädigung von fünf und vierzig (45) Millionen Francs durch den Verband von Gross-Brüssel, weder direkt noch indirekt den Einwohnern von Gross Brüssel eine weitere Kriegsteuer auferlegt werden soll.</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Dans le cas cependant qu'un attentat criminel serait commis contre des troupes allemandes, on imposera à la commune de l'agglomération, dans le territoire de laquelle l'attentat a été commis, une contribution ou une autre punition quelconque.

- 3) Toutes les réquisitions qui seront faites à partir du 15 octobre dans l'agglomération bruxelloise, seront payées au comptant.
- 4) Les troupes allemandes ne seront pas logées dans les maisons privées de l'agglomération bruxelloise.

Je compte sur votre concours pour fixer les prix que les officiers allemands logés dans des hôtels auront à payer, et je prie votre administration de se mettre d'accord à ce sujet avec l'intendance Militaire.

- 5) L'autorité allemande facilitera le ravitaillement de l'agglomération en denrées et combustibles.

Sollte indes ein verbrecherischer Anschlag gegen deutsche Truppen verübt werden, so wird dieselbe Gemeinde von Gross-Brüssel in der Anschlag verübt wurde, mit einer Strafkontribution oder einer sonstigen Strafe belegt werden.

- 3) Alle Beitreibungen, welche von 15 Oktober ab in Gross-Brüssel gemacht werden, sollen bar bezahlt werden.

- 4) Die deutschen Truppen werden in Gross-Brüssel nicht in Bürgerquartiere gelegt werden.

Ich erwarte Ihre Mitwirkung um Einheitspreise festzusetzen, welche in Gasthäusern untergebrachte deutsche Offiziere zu entrichten haben, und ersuche Ihre Verwaltung, dieserhalb mit der Intendantur in Verbindung zu treten.

- 5) Die deutsche Verwaltung wird die Versorgung des Verbandes Gross-Brüssel mit Esswaren und Brennmaterial erleichtern.

Icht bitte Sie, meine Herren, mir baldigst mitzuteilen dass Sie die hier aufgestellten Bedingungen angenommen haben.

Mit vorzüglicher Hochachtung

(s) von Lüttwitz.

IV.

Note de M. Edmond Crespin, Commissaire de Police de la Division centrale de Bruxelles, domicilié rue Juste-Lipse, 55, à Bruxelles.

Le 10 novembre 1918.

Dans la soirée, le nommé Marceau Charles, né à Hoeylaert le 1^{er} août 1900, demeurant à Overysse a été blessé par un coup de feu tiré aux abords de la gare du Nord par un soldat allemand. Transporté à l'hôpital Saint Jean il y est décédé à minuit.

Le 11 novembre.

A 10 h. 30 du matin, le nommé Lannoo, André, né à Thourout le 18 septembre 1899, demeurant rue de Londres, 7 à Ixelles, a été tué d'une balle de mitrailleuse, actionnée par un militaire allemand, qui l'a atteint en pleine poitrine, au moment où il passait rue Neuve.

Vers 10 h. 30 du matin, 8 soldats allemands, sous la direction de deux d'entre eux ont envahi le café hôtel Régent, boulevard du Jardin Botanique, 20, sous prétexte que des coups de feu avaient été tirés sur des soldats par les civils postés aux fenêtres de l'immeuble. Après avoir fait évacuer le café et fouillé vainement la maison, ils se sont fait remettre, sous menace de mort, l'argent et les bijoux que possédait M^{me} Demanet Elisabeth, épouse Contzen, propriétaire de l'établissement. Ensuite ils ont exigé du sieur Demanet Joseph, frère de l'hôtelier, la clef du coffre-fort et comme il disait ne pas la posséder, ils l'ont tué de deux coups de revolver dans la tête, M^{me} Contzen fut ensuite maltraitée par les assassins de son frère. L'un des coupables a été fusillé rue Gineste, derrière l'hôtel Palace, où un conseil de guerre l'avait jugé.

Dans la journée, un groupe de six militaires est entré dans la banque Joseph Allard, sous prétexte de constater les opérations. Après avoir examiné la comptabilité, ces soldats ont exigé l'ouverture des coffres-forts dont ils ont enlevé 63.650 Marks. Ils se sont également emparé d'une somme de 51.860 Marks, qu'un encaisseur apportait à ce moment. Ces militaires se disaient chargés par le Comité des soldats de prélever cet argent en garantie de pillages éventuels.

Vers le même moment, des militaires en armes sont entrés chez M. Tambourini, rue de la Loi et y ont enlevé une somme de 12.000 Ms., ainsi que des titres, au cours d'une visite domiciliaire.

Vers 11 heures du matin, l'agent de Bie, Jacques, de la 4^e Division, étant de service à l'angle de la rue Neuve et du Boulevard Botanique, a été blessé par deux balles de mitrailleuse actionnée par des soldats allemands, Place Rogier. de Bie est décédé vers 2 h. 20 à l'hôpital St-Jean des suites de ses blessures.

Vers 11 1/2 heures du matin, la nommée Lericteaux, Colette, née à Kessel-Loo, le 2 janvier 1898, épouse De Cauque, demeurant à Schaerbeek, avenue Milcamp, 124, a été blessée à la jambe droite d'une balle d'arme à feu tirée par des militaires allemands au moment où elle passait rue Neuve, à l'angle du jardin Botanique.

Vers 3 heures de l'après-midi un groupe de jeunes gens et de femmes circulaient Boulevard Barthélemy agitant des drapeaux belges. Une automobile militaire allemande vint à passer et les soldats, qui se trouvaient dans ce véhicule, tirèrent une centaine de coups de feu. — Peeters Benoît, né à Alost le 21-10-1899, demeurant à Molenbeek St-Jean, rue St-Martin, 31, atteint d'une balle au ventre fut transporté à l'hôpital St-Jean, où il expira bientôt. Devos Adelin, né à Molenbeek St-Jean, le 13-8-1899, demeurant rue des Plantes, 6, atteint d'une balle à la poitrine, fut tué sur le coup. Roosemont, Adolphe, né à Bruxelles, le 3-2-1891, demeurant rue Vandenbranden, 48, fut atteint d'une balle à la cuisse gauche.

Vers 4 heures de relevée, voulant débayer la rue des Marais, un des soldats de service tire un coup de feu en l'air. A ce moment, un soldat allemand, conduisant un attelage s'engagea dans la dite rue et croyant qu'on avait tiré après lui, fit feu à son tour. Alors les autres soldats, sans s'assurer d'où était parti ce dernier coup de feu, ont cerné la maison de M. Lepage Oscar, pharmacien, Boulevard du Jardin Bota-

nique 36, et tirèrent dans les fenêtres du rez-de-chaussée. Ensuite ils firent irruption dans l'officine, où, revolver au poing, ils entourèrent tous les membres de la famille Lepage et de son personnel. Ils furent menacés de mort sous prétexte d'avoir agi en francs-tireurs. — Ce n'est qu'après avoir constaté l'impossibilité de tirer dans la rue par la cave que ces soldats se sont retirés. Dix-huit balles ont pénétré au rez-de-chaussée de l'immeuble où elles ont perforé des meubles.

Vers 4 h. 25, deux messieurs, dont on ignore l'identité, se sont fait soigner à la pharmacie Gripekoven, rue du Marché-aux-Poulets. Passant aux Boulevards du Centre, ils avaient été légèrement blessés par des coups de feu tirés par des soldats allemands.

Vers 5 heures du soir, une dizaine de militaires, sous prétexte qu'on avait tiré un coup de revolver de la confiserie située rue Neuve 151, directeur M. Smets Victor, ont tiré plusieurs coups de feu dans la serrure de la porte de l'entrée particulière de cet immeuble. La porte ayant cédé, les soldats sont entrés dans la maison, ont fracturé toutes les portes, brisé les meubles, ainsi que les glaces des rayons. Toute la confiserie a été enlevée ainsi que les porcelaines de valeur. Le coffre-fort a été éventré et vidé de son contenu, évalué à environ 7.000 francs. Deux caisses enregistreuse ont été éventrées, l'une d'elles contenait environ 600 francs. Aux étages, même pillage. Deux fusils, dont l'un était encore chargé et le second cassé en deux, ont été abandonnés au rez-de-chaussée. L'occupant de cet immeuble était absent.

A 5 1/2 heures de relevée, le nommé Wilgot Georges, né à Aulerlecht le 13 juin 1896, demeurant à Etterbeek, rue d'Oultremont, 34, qui passait place de Brouckère, a été atteint au genou d'une balle tirée dans la foule par des soldats allemands.

Vers la même heure, le nommé Vanhove, Marcel, né à Auzin (France), le 26-4-1902, demeurant chaussée de Mons 164, a été blessé à la jambe droite d'un coup de feu tiré par un soldat allemand, rue Neuve.

Dans l'après-midi, de nombreux coups de feu ont été tirés par des soldats allemands sur les façades des maisons situées place de Bouckère, 12 et 14, occupées par Mesdames Brouckaert et M^{me} Smits. Ces maisons ont ensuite été visitées par des soldats qui ont brisé les portes intérieures, qui étaient fermées.

A 10 1/2 heures du soir, un groupe d'une dizaine de soldats allemands, armés de fusils, dont 2 portaient le revolver au poing, a fait irruption au poste de police de la rue de la Fiancée, prétextant qu'un coup de feu avait été tiré d'une fenêtre du premier étage occupé par Monsieur l'officier Inspecteur de police Janssens. L'agent spécial ff. Bawin, de service à ce poste a été gardé à vue pendant les perquisitions, qui sont restées sans résultat. Après le départ des soldats, on s'est aperçu du vol de différents bijoux et d'autres objets, le tout d'une valeur de 6 à 700 francs.

A 11 heures du soir, l'agent Ruytinckx de la 4^e Division, a constaté que des soldats allemands pillaient le magasin du sieur Van Gelder, Louis, négociant en tabac et cigares, Boulevard du Nord, 165, et emportaient des marchandises qu'ils transportaient à la gare du Nord.

A 1 h. 30, les agents De Belder et Van Beneden, ont constaté que ces soldats continuaient le pillage.

Vers 11 h. 50 du soir, le nommé Garette Louis, né à Bruxelles le 6-10-1895, demeurant rue Montserrat, 32, qui s'était accroché à un camion automobile allemand, vraisemblablement pour commettre un vol, a été atteint à la cuisse gauche par un coup de fusil tiré par un soldat qui se trouvait dans le véhicule.

Dans la nuit, des militaires allemands se sont battus entre eux dans les rues de la Blanchisserie, du Pont Neuf, du Finistère et du Colombier ; ils ont fait usage de grenades à main, ce qui a provoqué le bris de nombreuses vitres.

Peu avant minuit, des soldats allemands, dont un porteur de son fusil, ont fait ouvrir la porte des magasins du sieur Marx Victor, rue des Fripiers, 32, prétextant qu'on avait tiré des coups de feu de l'intérieur, après avoir pratiqué des perquisitions, ils se sont retirés. Après leur départ, le sieur Marx a constaté que ces militaires avaient volé deux sacoches contenant l'une 150 francs et l'autre 50 marks.

Vers minuit et demi, une trentaine de soldats ont pénétré dans l'immeuble, Boulevard du Nord, 161, et se sont introduits dans l'appartement du 1^{er} étage, occupé par M^{me} Delvigne Marguerite, qui se trouvait en compagnie de son enfant et de deux bonnes. Sous la menace de leur revolver, ces militaires ont forcé ces personnes à se retirer dans la cuisine, pendant la visite des autres places de l'appartement. Ils les ont ensuite fait sortir de l'immeuble. Le matin, en revenant chez elle, M^{me} Delvigne a constaté que tous les meubles avaient été fracturés et qu'on lui avait volé des broderies, des fourrures, des vêtements et des bijoux.

Vers minuit, 7 ou 8 soldats, sont entrés de force dans la maison, rue Colombier 11, occupée par Martieng Jean, cordonnier, sous prétexte de rechercher un franc-tireur. Après leur départ, Martieng constata la disparition de 6 paires de chaussures, une montre en argent et un chapeau de feutre.

Vers minuit, 7 ou 8 Allemands « Lieutenants » se sont présentés chez M. le Notaire Brunet, Avenue du Midi, 22, pour perquisitionner, prétextant qu'il cachait des armes. Ils ont braqué leur revolver sur M. Brunet ; pendant que l'un d'eux le surveillait, les autres fouillaient les meubles des différentes pièces. Ils ont enlevé d'un coffre un portefeuille contenant 411 francs et deux montres. Après s'être restaurés, ils se sont retirés vers 3 heures du matin.

Vers 8 h. 30 du matin, 7 soldats allemands se sont fait ouvrir la porte de la papeterie Guillaume Aymond, Boulevard du Nord, 147, prétendument pour y rechercher des francs-tireurs et des armes, sont montés aux étages où ils ont fouillé tous les meubles. Après leur départ, M^{me} Guillaume constata la disparition de bijoux, d'une somme de 120 francs et de divers papiers.

Vers 4 1/2 heures, une vingtaine de soldats armés ont pénétré à l'aide d'effraction, dans le bureau des hypothèques, Boulevard du Jardin Botanique, 28, visité toutes les places et volé au préjudice du concierge une somme de 100 francs, du linge et différents objets.

Vers 5 heures du matin, 5 militaires ont sommé M^{lle} Belmans, négociante, Boulevard de la Senne, 112, d'ouvrir la porte. Ils sont entrés et ont perquisitionné dans toute la maison. Après avoir fait ouvrir le coffre-fort, ils en ont enlevé 1200 francs, et une paire de boucles d'oreilles. Comme M^{lle} Belmans protestait, un des militaires a tiré un coup de feu sans atteindre personne.

Vers 4 1/2 heures de relevée, un soldat allemand, en état d'ivresse, passant rue Terre-Neuve, a tiré un coup de fusil, blessant à la jambe la nommée Augot Jeanne, née en 1881, demeurant rue de la Roue, 4.

I.e 12 Novembre.

Vers 1 h. 30 du matin, des soldats armés, s'introduisaient au N° 7 rue du Finistère sous prétexte que des francs-tireurs étaient cachés dans cet immeuble. Au cours d'une perquisition, ils se sont emparés d'une somme de 19.000 francs ainsi que de nombreux bijoux.

Vers 2 heures du matin, des soldats ont brisé les vitres au moyen de leur arme à feu, d'un immeuble de la rue du Marché-au-Charbon.

Vers 2 h. 20 du matin, l'agent Demeyer, de la 4^e Division, étant de service Boulevard du Jardin Botanique, angle de la rue Royale, reçut l'ordre de six soldats de partir. Voulant se retirer par la rue Royale, les soldats s'y opposèrent et le firent remonter le Boulevard Bischoffsheim. Quelques instants auparavant, plusieurs balles ont sifflé autour de cet agent qui se trouvait en compagnie d'un agent de S^t-Josse-ten-Noode.

Vers 3 heures du matin, cinq soldats allemands et un civil allemand ont forcé la porte du N° 45 du Boulevard du Nord. Ils sont montés au second étage où, sous prétexte qu'on avait tiré des coups de feu du toit ils ont fouillé tous les meubles de l'appartement occupé par M^{me} Verboven, où ils ont dérobé des bijoux de valeur ainsi qu'une somme de 7.000 francs.

Vers 3 heures du matin, l'agent Matens, passant rue Neuve, fut mis en joue par un soldat qui l'invitait à lever les mains. L'agent fut ensuite fouillé sans plus.

Vers 4 heures du matin, la police a constaté qu'un soldat allemand était occupé à fracturer la caisse enregistreuse de la pâtisserie, rue Neuve, 90. A l'approche des agents, le soldat a tiré deux coups de feu dans leur direction sans les atteindre. D'autres soldats se trouvaient à l'étage.

Dans la journée, un vol à l'aide de violences a été commis avenue des Arts, 26, au préjudice de M. Kummer Pierre, banquier, chez qui une somme de 7 à 8.000 francs a été enlevée, sous le prétexte de réquisition, par un groupe de soldats conduits par un chef.

Un vol à l'aide de violences a été commis par un groupe de soldats boulevard du Nord, 161, au préjudice du nommé Clément, sous prétexte que des armes étaient cachées dans l'immeuble.

Vers 6 heures du soir, une fusillade éclata contre la maison du sieur Daxhsbeek Armand, boulevard du Jardin Botanique, 25-26. Ensuite des soldats ont fait irruption dans l'appartement de celui-ci sous prétexte qu'on avait tiré des coups de feu du 4^e étage. Après de

vaines recherches, un soldat, qui paraissait être le chef, a reconnu par écrit s'être trompé.

Vers 9 heures du soir, une douzaine de militaires allemands conduits par un officier firent irruption, revolver et fusil au poing, dans le local du cercle privé « Molière », rue du Marché-au-Poulet, 42, alors qu'une quarantaine de membres s'y trouvaient. L'officier fit visiter tout le monde et s'empara des caisses, s'élevant à environ 150,000 marks. L'officier a prétendu agir par ordre, ce qui a été reconnu inexact dans la suite.

Vers 7 heures du soir, un vol à l'aide de violences, a été commis par un groupe de militaires au préjudice du nommé Vanassche, rue au Beurre, 38, chez qui ils s'étaient introduits sous prétexte d'y rechercher des armes.

Vers 9 heures du soir, des militaires allemands se sont introduits à l'aide de violences, dans la maison Boulevard d'Anvers, N° 3, occupée par le sieur Pede Remy, négociant, sous prétexte que des civils avaient tiré des coups de feu d'une fenêtre de cet immeuble.

Vers 10 heures du soir, des militaires ont tiré de nombreux coups de feu dans la direction de paisibles passants dont heureusement aucun n'a été atteint.

Vers 10 heures du soir, des militaires se sont opposés, rue Berlaimont, à ce que des agents de la police régulière continuent leur service et les ont maintenus en état d'arrestation durant assez longtemps.

Vers 11 1/2 heures du soir, Boulevard du Jardin Botanique et dans les voies publiques adjacentes, des militaires ont tiré de nombreux coups de fusil et de mitrailleuse, amenant la panique dans tout un quartier et blessant assez grièvement deux gardiens de la « Ronde de nuit » ainsi qu'une femme.

Vers minuit, des soldats allemands ont pénétré dans la maison, rue du Finistère, 13, et sous la menace de leurs revolvers, ont obligé madame De Ruyter, à leur remettre son portefeuille contenant une somme de 600 francs. Peu après, 3 soldats sont revenus et ont arrêté un voisin, le sieur Delhayé Emile, domicilié rue du Finistère, 11, et l'ont pris avec eux, disant qu'ils allaient le conduire à la Kommandanture. Delhayé n'est pas encore rentré et des recherches le concernant sont faites par l'intermédiaire de l'Ambassade d'Espagne. Les soldats ont encore emporté une caisse de savon.

Entre minuit et une heure du matin, cinq soldats allemands ont pénétré dans l'immeuble sis rue des Fripiers, 24, sous prétexte de rechercher deux individus qui avaient tiré des coups de feu sur des soldats. A l'étage, ils ont tenté de fracturer le coffre-fort de la section allemande « Commerce et Industrie ». Dans la chambre à coucher de la concierge, ils ont enlevé un porte-monnaie contenant 25 francs.

13 novembre.

Vers 3 heures du matin, des militaires mettent en état d'arrestation, Grand-Place, une patrouille de garde communaux sous prétexte qu'ils avaient tiré sur eux. Après avoir été fouillés, ces gardes ont pu

partir, mais aussitôt les soldats ont tiré des coups de feu dans leur direction, sans les atteindre heureusement.

14 novembre.

Vers 1 h. 1/4 du matin, les gardes communaux de service devant le Mont-de-Piété, ont été attaqués par une dizaine de soldats allemands qui tiraient des coups de feu dans leur direction. Personne n'a été atteint.

IV.

Déposition de M. Adolphe Max, bourgmestre de la Ville de Bruxelles, Ministre d'Etat, domicilié à Bruxelles, rue Joseph II, N° 57 :

Dès le premier jour de l'occupation de Bruxelles, le commandant des troupes allemandes fit soumettre un projet de contrat à la signature du Bourgmestre, stipulant que celui-ci continuerait à remplir ses fonctions sous l'autorité du général, gouverneur de la ville.

Le Bourgmestre refusa de signer cette convention et son refus fut admis. Il conserva donc sa charge en toute indépendance.

En fait, il ne fut jamais subordonné au gouvernement allemand de Bruxelles ; aucun de ses actes ne fut soumis à l'approbation de l'autorité occupante, aucun des actes de l'autorité occupante ne fut exécuté par lui suivant les ordres de celle-ci ou en son nom.

Assurément, le gouvernement allemand aurait pu mettre fin à cet état de choses. Il lui eût été loisible de contraindre le Bourgmestre à accepter son autorité, sous peine de se voir remplacé. L'autorité a cru préférable, dans l'intérêt de l'ordre public, de lui laisser ses pouvoirs, avec pleine liberté d'action. Telle était la situation respective des parties quand un désaccord surgit concernant le paiement de la contribution de guerre réclamée à la ville de Bruxelles.

A l'occasion de ce différend, et sans qu'aucune explication eût été donnée, le Bourgmestre fut arrêté le 26 septembre 1914 sur les ordres du Gouverneur militaire allemand.

Dans la nuit du 26 au 27, il fut conduit à la prison de Namur et y resta incarcéré, sans pouvoir communiquer avec personne, jusqu'au 10 octobre.

A cette date, il fut transféré à Cologne où, après quelques heures passées dans une cellule de la prison militaire de cette ville, il fut dirigé vers la forteresse de Glatz, où il arriva le 12 octobre et dans laquelle, bien qu'aucun jugement n'eût été prononcé à sa charge, il demeura aux arrêts jusqu'au 28 novembre 1915, avec défense de parler aux autres prisonniers.

Il fut ensuite conduit au camp de Celle-Schloss, en passant par Berlin où, malgré ses protestations, il passa la nuit enfermé dans une cellule de la prison militaire (Nordliche Militär Arrest Anstalt).

Pendant son séjour à Celle-Schloss, il fut, à deux reprises, frappé de trois jours d'arrêt de rigueur sans accès, la première fois pour avoir formulé des plaintes au sujet du régime du camp en présence d'un délégué de la Croix-Rouge Suisse, la seconde fois pour avoir protesté contre la grossièreté dont avait fait preuve un feldwebel à son égard.

Le 12 octobre 1916, le Bourgmestre de Bruxelles fut sans avertissement préalable, conduit à Berlin et réincarcéré dans la cellule qu'il avait occupé déjà pendant une nuit, le 28 novembre 1915. Ce ne fut que le 7 mars 1917, qu'ayant été conduit devant le juge d'instruction, il apprit quelles étaient les accusations à raison desquelles cette mesure avait été prise contre lui.

Ces accusations étaient :

1^o) d'avoir conspiré contre la sécurité de l'Etat, avec la complicité d'un M. Joffinié et d'une demoiselle Nicollier, qui se seraient trouvés dans la ville de Celle, à proximité du camp. (Dans la suite de la procédure, le nom de Joffinié a été remplacé par celui de Eugène Gauffinez, professeur d'université, et le nom de Nicollier par celui de Anna Schmidt, épouse Théodor Wisch.

Aucune de ces personnes n'étaient connues du Bourgmestre et c'est à l'occasion de l'accusation portée contre lui qu'il a entendu pour la première fois prononcer les noms qui viennent d'être cités.)

2^o) d'avoir aussi correspondu secrètement avec M. Berryer, ministre de l'Intérieur de Belgique au Havre ;

3^o) d'avoir éludé le contrôle de la censure, en confiant des lettres à des soldats belges qui remplissaient les fonctions d'ordonnance au camp de Celle-Schloss ;

4^o) d'avoir participé au vol d'un seau de la commandanture du camp.

Ces diverses accusations étaient inventées de toutes pièces et le Bourgmestre affirme sur l'honneur qu'il n'y a rien de vrai dans les faits articulés à sa charge.

Ce fut en vain qu'il demanda sur quels éléments l'on se fondait ou quels étaient les témoignages invoqués.

Le juge d'instruction déclara qu'il croyait ne pas devoir répondre à ces questions, afin de ne pas faciliter la défense.

Le 5 octobre 1917, le tribunal « Landgericht » de Lunebourg prononça l'acquittement du Bourgmestre sans avoir estimé nécessaire de le faire comparaître à l'audience.

Le Bourgmestre, cependant, fut retenu dans la prison militaire de Berlin, jusqu'au 29 janvier 1918, date à laquelle il fut ramené au camp de Celle-Schloss. Le commandant de ce camp déclara que « les circonstances ayant changé », il aurait désormais à se soumettre à des règles dont il avait été dispensé lors de son précédent séjour dans le camp et que notamment, il aurait à se présenter à un appel trois fois par jour. Le Bourgmestre répondit qu'il ne pourrait se soumettre à cette exigence sans reconnaître que sa situation se trouvait amoindrie malgré son acquittement.

Le commandant décida de le faire conduire aux appels par la force. Bien que le Bourgmestre n'eut opposé aucune résistance à la violence qui lui était faite, il fut mis aux arrêts et enfermé dans une « Strafzimmer » des plus malsaine.

1^o) du 3 au 11 février ;

2^o) du 19 février au 5 mars,
date à laquelle il fut renvoyé à Berlin et réincarcéré dans une cellule de la Nordliche Militär Arrest Anstalt, où il resta jusqu'au 30 octobre 1918.

A cette date, il fut interné à Goslar, avec obligation de se présenter chaque jour au commissariat de police pour justifier de sa présence. Il s'évada de Goslar le 13 novembre 1918.

(s) Adolphe Max.

Avis placardé sur les murs de Bruxelles pour annoncer aux habitants la déportation de M. le Bourgmestre Max.

A V I S

Le Bourgmestre Max, ayant fait défaut aux engagements encourus envers le Gouvernement allemand, je me suis vu forcé de le suspendre de ses fonctions.

Monsieur Max se trouve en détention honorable dans une forteresse.

Bruxelles, le 26 septembre 1914.

Le Gouverneur Militaire,

Baron von Luttwitz, général.

• ANNEXE N° 23.

1^o *Déposition de M. Desmedt, Benoît, 66 ans, docteur en médecine et Bourgmestre d'Opwyck.*

Je me trouvais au lazaret lorsque j'ai appris que les Allemands avaient arrêté une soixantaine d'hommes à Opwyck pour le motif qu'un des leurs a essuyé un coup de fusil. Je me suis adressé alors au docteur allemand Speyer pour lui expliquer que le soldat allemand n'avait pas été touché par une balle de fusil de chasse mais par une balle d'arme de guerre belge. J'ai intercédé auprès du Dr Speyer en vue d'obtenir l'élargissement des 60 hommes arrêtés ; celui-ci m'a répondu qu'il me promettait son intervention ainsi que d'intercéder en leur faveur auprès du colonel Meersman. Deux, trois heures après le Dr Speyer m'a dit que je pourrais avoir une entrevue avec le Colonel Meersman au lazaret même vers 16 1/2 heures. On m'a dit au lazaret que l'entrevue n'aurait pas lieu au lazaret, mais à la gare où je me suis rendu ensuite avec M. Jean Lindemans comme interprète. Vers 4 ou 5 heures de l'après-midi nous avons rencontré près de la gare le Colonel Meersman avec son état-major, tous à cheval, j'ai exposé à ce colonel la méprise commise et qu'aucun soldat allemand n'avait été blessé par une arme de chasse mais bien par une arme de guerre. Je citais comme témoins les deux médecins allemands du lazaret. Pendant notre entretien les obus passaient au-dessus de notre tête.

Je demandais la grâce de ces prisonniers et à ce moment le colonel m'a demandé des renseignements concernant le téléphone. Je lui ai

répondu qu'il n'y avait plus de téléphone. Il m'a répondu : « La moindre chose qu'on fera à nos troupes vous serez fusillé et la commune sera rasée ». Ils se sont alors dirigés vers l'habitation de Frans Desmedt où ils étaient campés, d'après ce que j'ai appris, là s'est tenu un conseil de guerre où il a été décidé que 11 hommes seraient fusillés. Je tiens ces renseignements du docteur Speyer qui m'a dit que c'est grâce à lui que cette décision n'a pas été exécutée, néanmoins De Keersmaecker n'a pas été sauvé parce que c'est à sa maison que le soldat allemand a été frappé d'une balle ; on l'a fusillé. Les soldats belges se trouvaient derrière la maison de De Keersmaecker et c'est de là qu'est parti le coup qui a blessé le soldat allemand et c'est à ce moment que les allemands ont mis le feu à tout ce quartier. Il était bien établi que De Keersmaecker n'était pour rien dans cette affaire ; il se trouvait à l'intérieur de sa maison. »

Lecture faite persiste et signe

(s) Dr Desmedt.

2^o *Déposition de M. Jean Lindemans, 30 ans, Professeur d'Institut à Opwyck.*

Je confirme la déposition de M. le Bourgmestre d'Opwyck et j'ajoute que le colonel a dit au Bourgmestre : « M. le Bourgmestre on a tiré sur nos troupes au hameau Eexken ; nous avons pris 50 hommes qui vont être tous fusillés ; nous logeons cette nuit dans le village, à la moindre alerte, vous serez fusillés et le village sera rasé ». (Par alerte j'entends le moindre trouble causé par les habitants d'Opwyck). J'ai entendu qu'un officier d'ordonnance, une demi heure plus tard a demandé aux hommes : Où sont nos pionniers ? Je me suis dit qu'on allait mettre la menace à exécution. Les soldats ont répondu que les pionniers n'étaient pas là. Je vous remets des pièces concernant le Dr Speyer d'où il résulte qu'il appartenait à la 9^e brigade mixte, 9^e bataillon, 4^e division de réserve. Le bulletin d'ambulance qui portait l'indication du régiment a été maculé par les Allemands.

(s) Jean Lindemans.

ANNEXE N^o 24.

Déposition assermentée de Anne Marie Lauwers, 63 ans, ménagère, veuve Claessens, domiciliée à Vilvorde-Houthem.

J'ai vu le 26 août 1914 les Allemands fusiller mon fils Joseph Henri Claessens; Englebert Van Damme (mon beau-fils), François Keulers et Alfred Lombaerts. Aucune de ces quatre victimes n'avait rien fait ; les Allemands sont venus les prendre dans leur maison et les ont fusillés sans motif. Ils ont mis aussi le feu à ma maison et à celles de Keulers, Goudfriend et Verreycken.

ANNEXE N° 25.

1^o Déposition assermentée de Vande Weyer Léopold, 43 ans, cultivateur à Bueken :

Le 20 août 1914, j'ai été fait prisonnier avec quinze de mes concitoyens. On nous a poussés dans les champs, puis on a pris deux des nôtres et on les a fusillés. Ce sont les nommés Volkaert et Hendrickx.

On nous a menacés de nous tuer. Nous avons été enfermés dans une salle de bal à Campenhout pendant trois jours sans recevoir de nourriture. On menaçait d'incendier la maison où nous nous trouvions; ils ont amené là les fils du notaire De Meyer et un autre garçon qu'ils ont accablés de coups et cravachés de façon que leur figure était tout ensanglantée. J'ai vu le curé de Bueken, qui avait été jeté par terre et conduit dans les champs, puis il a été emmené sur un canon; il a été tellement maltraité qu'il est mort après avoir subi toutes sortes de violences.

2^o Déposition assermentée de Verbist Philippe, 55 ans, cultivateur, à Bueken :

Les Allemands ont fusillé mon fils Auguste Pierre Verbist, âgé de 17 1/2 ans, qui n'avait rien fait; ils m'ont fait aussi prisonnier et enfermé dans une cave; trois jours auparavant ils m'ont adossé contre un mur, me menaçant de me fusiller.

3^o Déposition assermentée de Vandermosen, Henri, 54 ans, boulanger, à Bueken :

Le 20 août 1914, à l'entrée des Allemands, nous avons pris la fuite. A Campenhout-Wilder nous avons été pris. Nous avons été conduits à Erps-Querbs. Là j'ai vu qu'on amenait lié sur un canon notre curé M. de Clerck, ils l'ont enlevé du canon et jeté dans un champ, ensuite ils l'ont enlevé à quatre et porté dans les champs. De loin nous avons vu que quelques temps après ils l'avaient mis de nouveau sur un canon et se sont dirigés avec lui vers Campenhout. Nous avons été amenés le même jour près de la maison du notaire De Meyer; là nous avons dû subir beaucoup de vexations; à tout moment on nous menaçait de nous fusiller. A un moment donné, un soldat allemand doit avoir tiré un coup de feu dans le jardin du notaire, nous avons vu alors qu'ils amenaient le fils du notaire qu'ils accablaient de coups et qui avait la tête ensanglantée.

Ma maison a été méchamment incendiée par les Allemands.

4^o Déposition assermentée de Tobback, Englebert, 37 ans, cultivateur, à Bueken :

Les Allemands ont incendié méchamment ma maison. Ma femme et ma belle-mère se trouvaient dans la maison et demandaient de les épargner; mais les Allemands les ont repoussées et ont mis le feu à l'étable. Heureusement elles ont pu se sauver. Les Allemands les ont

arrêtées dans le village et les ont conduites sur un champ, où ils leur ont ordonné de se mettre à plat ventre. Ma belle-mère, qui était pliée en deux par l'âge, ne pouvait s'étendre complètement; ils l'ont aplatie en lui donnant de violents coups sur l'épine dorsale, ce qui a causé sa mort deux ans après. Elle a souffert depuis ce jour jusqu'à sa mort. Ma belle-mère est décédée le 12 novembre 1917.

5° *Déposition assermentée de Verstreken Jean, 68 ans, cultivateur, à Bueken:*

Le 20 août 1914, les Allemands sont arrivés dans la matinée et ont incendié ma maison; j'avais pris la fuite, mais j'ai vu de loin qu'on y mettait le feu.

Le 25 août 1914, les Allemands sont venus nous arrêter et nous ont conduits à Campenhout; ils nous ont maintenus en état d'arrestation pendant trois jours, pendant lesquels nous avons reçu beaucoup de coups de pied et des coups de crosse. Le 25 août 1914, à 10 heures du soir, on nous fait creuser des fossés pour nous y enterrer, comme les Allemands le disaient. Le 26 août 1914, on nous a reconduits au village et mis dans les maisons du garde-champêtre. Le lendemain on nous a conduit à Boort-Meerbeek et de là nous avons pu aller à Malines.

6° *Déposition assermentée de Joseph Krunier, 57 ans, cultivateur à Bueken:*

Ma maison a été méchamment détruite. Le 20 août 1914, j'ai été arrêté et conduit à Campenhout et à Bergh. En route, j'ai reçu plusieurs fois des coups.

Le 21 août 1914, j'ai été arrêté à nouveau et conduit à Velthem; on m'a lié les bras derrière le dos. C'est à Velthem que j'ai vu le curé de Bueken; on m'a même obligé de le conduire; il ne pouvait pas marcher vite parce qu'il était souffrant; il a été l'objet de mauvais traitements.

Deux officiers allemands poussaient leur cheval dans nos rangs et nous étions ainsi constamment bousculés. A Campenhout-Wilder, le curé, qui ne pouvait plus avancer, est resté derrière et nous avons continué vers Campenhout-village où nous avons été enfermés pendant trois jours sans recevoir la moindre nourriture. Plusieurs fois nous avons appris que le curé de Bueken avait été tué. Personnellement, j'ai reçu des coups de crosse.

* 7° *Déposition assermentée de Van de Weyer, Léopold, cultivateur, 34 ans, demeurant à Bueken:*

Je confirme la déclaration faite le 30 juillet dernier au Juge de paix du canton de Vilvorde.

Je dois pourtant faire remarquer que j'ai vu tuer. J'ai vu qu'on a conduit le curé de Bueken à travers champs. Il était porté par quatre soldats allemands, un à chaque bras et à chaque pied. Dans cette situation il fut amené devant un militaire allemand. Après cela, il fut

jeté sur un chariot qui, à travers champs, est parti dans la direction de Campenhout.

* 8^e *Déposition assermentée de Decoster Elisa, 41 ans, épouse Winnepenninckx, ménagère, à Thildonck :*

Le 20 août 1914, j'étais servante chez le curé de Bueken, qui, déjà depuis 8 semaines était malade. Les Allemands sont entrés là le 21 août vers 4 heures du matin. Ils ont mis dehors le curé et le père Vincentius. Après cela ils ont tout pillé. Vers 2 1/2 heures de l'après-midi, les civils ont ramené le curé sur une charrette. Le soir vers 8 heures les Allemands sont venus chercher le curé et lui ont fait faire le tour du village. Ils l'ont alors accablé de coups de pied et de poing et l'ont menacé de le fusiller.

Vers 10 heures du soir, ils l'ont ramené à la maison ; il ne savait plus marcher. Ils nous ont ensuite laissés tranquilles jusqu'au 25 août. Alors ils nous ont fait tous sortir et ont tiré des coups de feu sur la maison.

Alors le curé nous a dit de nous en aller. Lui-même serait resté là et aurait demandé d'être tué ; le père religieux a dit la même chose. Plus tard nous avons déterré le cadavre à Relst (Campenhout). J'ai lavé deux fois sa figure et je n'ai plus vu d'oreilles. Il avait reçu une balle dans la poitrine. Le curé avait plus de mille francs sur lui et une montre en or. Tout avait disparu, excepté six centimes.

* 9^e *Déposition assermentée de l'an Ostade Joseph, 59 ans, curé à Velthem :*

Le mardi 25 août 1914, j'avais été visiter le curé de Bueken. Il se trouvait sous un hangar de la scierie Peeters.

Il me raconta ce qui suit : « J'avais bien reçu les Allemands lors de leur arrivée à Bueken ; je leur avais donné à boire et à manger et après ils ont pillé complètement la cure. Ensuite quelques Allemands sont montés dans la tour de l'église et ont tiré par les ouvertures du clocher pour faire croire que le curé avait tiré sur eux. Alors ils ont fait sonner les cloches et ont incendié 13 maisons. »

Je demandai alors au curé de venir habiter chez moi. Il me dit que cela lui était défendu par les Allemands. J'ai insisté disant que les Allemands n'avaient rien à voir dans cette affaire. Je lui dis de se hâter de prendre une décision, parce que le chemin allait être coupé pour moi. Il répondit : « Il est indifférent ce qui va m'arriver ; je veux vivre et mourir avec mes paroissiens. »

Je demandai alors à son compagnon le père Vincentius Vanzoombroeck, né à Zwolle (Hollande) du couvent des Conventuels de Hal s'il voulait m'accompagner. Il répondit : « Je ne peux pourtant pas laisser seul le curé qui est malade, je reste avec lui. »

Ce religieux avait été blessé à la tête par un coup de crosse, alors qu'il était prisonnier à Wilder (Campenhout). Il portait un pansement. Huit semaines après eut lieu le service funèbre du père Vincentius

qui avait été assassiné avec 11 civils au mur du jardin de De Meulenaere, à Bueken

Le même jour de ce service funèbre, j'ai fait avec Elisa Decoster, la servante du curé, des recherches pour retrouver le cadavre de celui-ci. Je l'ai trouvé à Relst (Campenhout) enterré au pied d'un arbre.

Dans cet arbre j'ai trouvé au moins 4 traces de balles de fusil à hauteur d'homme. Je crois qu'il avait le nez et les oreilles coupées. Sa soutane était jetée sur son dos et était entièrement tailladée, probablement dans le but de voler les valeurs que le curé portait sur lui.

D'après les dires de la servante, le cadavre était dépouillé de tout. Nous avons ensuite enterré le cadavre au cimetière de Bueken.

ANNEXE N° 26.

1^o *Déposition assermentée de Louis Clieten, âgé de 45 ans, vicaire, domicilié à Campenhout :*

Les Allemands sont venus frapper à ma porte le 20 août 1914 et j'ai été conduit avec d'autres habitants à la salle Parys où nous avons dû passer la nuit. Un forgeron de Bergh a été amené dans la soirée; il avait les mains liées derrière le dos. M. le vicaire, m'a-t-il dit : « ils vont me fusiller, veuillez recevoir ma confession ». Je suis allé avec lui sur la scène, où j'ai entendu sa confession. Après, cet homme a été placé par les Allemands contre les coulisses et, à trois reprises différentes, on l'a menacé de le tuer à coups de revolver. Le lendemain matin une femme, nommée Adèle Verdoodt, est venue également me demander d'entendre sa confession parce que les Allemands voulaient la tuer parce qu'elle s'était enfuie avec sa mère et ses enfants.

Nous avons été relâchés le lendemain et le bourgmestre, l'échevin et l'abbé Liekens ont été retenus comme otages ; le soir j'ai été pris à mon tour comme otage; à ce moment-là, j'ai vu incendier la première maison à côté du notaire ; j'ai vu aussi deux cents civils de Bueken et de Relst à genoux devant le café « Christus ». Sur la première rangée se trouvait un père conventuel ; tous ces civils ont été enfermés dans la salle de Christus. Goossens Alphonse, conseiller communal à Campenhout, nous a rejoint là comme otage. Nous avons été conduits chez Kestens et nous avons été retenus jusqu'au samedi soir, comme otages. Le mercredi soir, 26 août 1914, nous avons vu arriver 200 civils de Louvain escortés par les Allemands et ils nous ont appris la destruction de Louvain. Tous nous avons été conduits à l'église où nous avons été enfermés. Parmi les civils, venant de Louvain, se trouvait un prêtre américain qui était pourtant en règle mais qui a été libéré le lendemain. Les personnes de Louvain avaient aussi été menacées parce que plusieurs parmi elles m'ont demandé d'entendre leur confession. Le soir nous avons été de nouveau enfermés dans l'église avec d'autres personnes venant de Louvain (environ deux cents). C'est là que j'ai appris que les Allemands

avaient tué Vander Meiren et ses deux fils et que Tobback Gustave avait été mortellement blessé ; j'ai appris également que les Allemands avaient incendié de nombreuses maisons de la commune. Parmi les civils de Campenhout qui avaient été enfermés dans l'église il y avait un vieillard de 90 ans, Jean-Baptiste Verboomen. Nous avons été placés le bourgmestre, l'abbé Liekens, un civil de Louvain et moi en tête de la colonne et conduits à Bueken. A l'entrée du village, un soldat allemand nous a fait voir le cadavre d'une femme à moitié calciné. Près de la maison communale de Bueken, j'ai été insulté, frappé et craché à la figure par un soldat qui portait au bras un brassard de la Croix Rouge. Un major à cheval est venu nous rejoindre et a dit : « Oui, M. le Bourgmestre, de toutes ces maisons on a tiré » ; sur notre passage nous avons vu plusieurs maisons en flammes ; je crois que les Allemands y ont mis le feu pour nous effrayer. Arrivés à Hérent, deux officiers nous ont obligés de monter dans leur voiture ; nous avons dû rester debout dans la voiture et ils nous ont ensuite conduits à la gare de Louvain ; de là on nous a conduits à Hérent où nous avons descendu de l'auto et où on nous a frappés à coups de poing et l'abbé Liekens a été jeté à terre. Nous avons été retenus là toute la journée ; à 6 heures du soir on nous a reconduits rue de la station à Louvain ; j'ai été blessé à la cuisse, on nous accusait d'avoir tiré, on prétendait que l'abbé Liekens était un français déguisé, tout cela pour avoir le prétexte de nous maltraiter ; puis on nous a conduits au manège où nous avons passé la nuit avec des centaines (bien un millier de civils). Nous avons constaté là que les maisons voisines étaient en feu ; nous avons entendu éclater des bombes. Nous nous attendions à voir le manège aussi dévoré par l'incendie ; d'après ce qui m'a été dit, des enfants auraient péri dans le manège ; une femme est devenue folle de terreur, enfin nous y avons passé des heures épouvantables.

Nous avons été privés de nourriture pendant tout ce temps là. Ce n'est que le lendemain qu'on nous a jeté un peu de nourriture.

Le samedi, vers 1 heure, nous avons pu sortir et nous avons été conduits vers le mont César ; là tous les hommes en dessous de 15 ans et tous les hommes au delà de 45 ans ont pu sortir des rangs et on nous a dit que les autres allaient être conduits en Allemagne. Après cela nous avons été reconduits par Hérent vers Bueken. Dans cette dernière commune, j'ai reçu un coup de crosse. A Bueken on nous a retenus jusqu'à la tombée de la nuit, puis nous avons fait des marches en rangs serrés vers Malines. Arrivés près de la campagne de Fierlant la garde allemande nous a quittés et nous avons marché vers Malines.

Le curé Deckers a surtout été maltraité de Louvain à Bueken ; on l'a arraché de la voiture pour le forcer à marcher. On l'a arraché de la voiture, frappé, menacé du revolver et du poignard ; je puis attester qu'à la suite de ces mauvais traitements le curé est tombé malade et est mort il a quelques jours à l'hospice de Campenhout. Le général allemand l'accusait d'avoir fait des signes du haut de la tour où il ne s'est jamais rendu.

2^o *Déposition assermentée de Clieten Louis, 43 ans, vicaire à Campenhout, et y demeurant rue du Village :*

Je confirme en tous points les déclarations que j'ai faites à M. le juge de paix de Vilvorde le 29 mars dernier, P. V. 152, dont vous me donnez lecture.

J'ignore le nom du forgeron de Berg dont il est question.

Les 200 civils de Bueken et de Relst qui étaient à genoux devant le café « Christus » ont été enfermés dans la salle du dit établissement et non dans la salle de Kestens, comme il est dit au procès-verbal ci-dessus, par erreur.

Je crois que le père conventuel, dont il est question en cet endroit de ma déclaration, était celui qui a été fusillé à Bueken.

Le curé Deckers de Campenhout souffrait de la tête déjà dès avant la guerre. Quand les Allemands sont arrivés à Campenhout, le major qui les commandait se rendant compte de l'état de santé du curé avait permis à celui-ci de rester à la cure.

Toutefois quelques jours après il a d'abord été pris comme otage et ensuite conduit à Louvain, après avoir été arraché de son lit, m'a-t-on dit. C'est surtout entre cette dernière ville et Bueken qu'il aurait été maltraité.

Revenu au village, il y a encore été soumis à une véritable torture; les Allemands l'ont notamment enfermé dans l'église où ils venaient le menacer en disant : « Dans une heure, on vous fusille »; peu après ils revenaient et lui disaient « dans une demi heure on vous fusille », enfin revenant encore à la charge, ils le terrorisaient en lui disant « dans un quart d'heure, on vous fusille »; une autre fois ils le faisaient monter 2 ou 3 fois à la tour, toujours en le menaçant. Un jour ils ont prétendu qu'il faisait des signaux du haut de la tour et ils en donnaient pour preuve qu'ils y avaient trouvé des bottes de paille; or, ce qu'ils y avaient trouvé, était un peu de paille tressée, dont les ardoisiers s'étaient servis pour éviter le glissement de leurs échelles quand ils allaient travailler à la tour et qu'ils avaient abandonné dans celle-ci.

Une nuit ils sont venus le chercher chez lui alors qu'il était au lit et l'ont obligé à se rendre à l'église.

Pour impressionner le curé, lors de la découverte des prétendus signaux donnés dans la tour, les Allemands l'ont conduit devant le général qui logeait chez le bourgmestre. Il n'est pas douteux que tous ces agissements ont eu une répercussion des plus néfastes sur la santé de l'abbé Deckers, et qu'ils ont été la cause de sa mort, survenue il y a 6 ou 7 mois.

J'ignore à quel régiment appartenaient les hommes qui se sont rendus coupables des faits que je vous signale; je sais uniquement que c'était un régiment d'infanterie. Les noms des officiers ne me sont pas davantage connus, mais celui du général commandant pourrait vous être indiqué par le bourgmestre ou sa famille.

Me trouvant à Louvain, alors que j'avais été pris comme otage et que je traversais la ville avec d'autres civils, un soldat allemand m'a

sans aucune raison porté un coup de bayonnette qui m'a atteint à la cuisse droite. J'ai saigné de ma blessure, mais celle-ci n'a pas eu de conséquences graves.

3° *Déposition assermentée de De Coster, Louis, 45 ans, garde champêtre adjoint, de Campenhout :*

Le 20 août 1914 vers 9 heures du soir, les Allemands nous ont chassés de nos demeures et nous ont conduits en groupe à la salle de danse de Parys où nous avons dû passer la nuit ; ils nous ont constamment menacés de leur revolver. Pendant la nuit ils ont amené à la même salle un habitant de Bergh, les mains liées derrière le dos. Ils le menaçaient de le fusiller, ils l'ont obligé de s'agenouiller et de se tenir dans cette position les mains levées au-dessus de la tête ; le vicaire a entendu sa confession croyant qu'on allait le tuer ; un autre habitant d'Haecht a été amené également, les Allemands l'avaient poursuivi et lui avaient envoyé une balle dans une de ses jambes. Le matin ils nous ont relâchés et nous sommes retournés chez nous. J'oublie de dire que le soir du 20 août j'ai vu que les Allemands ont fort maltraité un nommé Vandendries de Bergh, lui donnant des coups de crosse dans le dos, alors qu'il était agenouillé et tenait les mains levées au dessus de la tête. Ils l'ont poussé à tel point que sa tête était projetée contre le plancher.

Deux jours après ils ont obligé tous les civils de Campenhout à se rendre à l'église où ils les ont enfermés toute la journée et toute la nuit. Ils ont fort maltraité le curé lui donnant des coups de poing et lui disant : Dans une minute vous êtes mort. Le malheureux curé a contracté une maladie dont il vient de mourir à l'hospice.

ANNEXE 27.

Déposition assermentée de Antoine Dewit, négociant, domicilié à Elewytt, conseiller communal à Elewytt :

Je confirme en tous points la déclaration faite par Jean Baptiste Salu dont vous me donnez lecture.

Toute une ferme et son contenu ont été incendiés par les Allemands fin août 1914. Je pense, le 29 août.

J'ai été brutalisé par les soldats allemands du 48^e régiment qui donnaient des coups de crosse à beaucoup d'entre nous et à moi aussi.

Ils ont tiré après moi le 27 août, mais m'ont manqué.

C'est moi qui ai découvert dans le champ de François Van Gysel non loin du cimetière, les cadavres de Louis, Henri, René Van Denas et de Frans Salu. Ils étaient enterrés environ à un mètre de profondeur. Ils avaient d'abord été enterrés dans le jardin du secrétaire communal près de la maison de celui-ci occupée par le Major von Biberstein du 48^e régiment. Deux cadavres étaient liés ensemble. Les doigts des cadavres étaient brisés dans le sens opposé à la paume de la main.

A ma connaissance et aux dires de tout le village, aucun acte hostile n'a été commis contre les Allemands dans la commune. J'oserais faire le serment sans hésiter. Les gens étaient hébétés de terreur.

ANNEXE 28.

Déposition de M. Victor Van Relegem, 43 ans, journalier, domicilié à Weerde.

Le 26 août 1914, avec mes beaux-frères Jean Guillaume et Victor Cools, nous avons été enlevés et conduits au château du « Steen ». Se trouvaient avec nous dans les mêmes conditions, Corneille et Jean Van Herp, François Willems et Jean Willems.

On nous a d'abord lié les poings avec des cordes, à coups de crosse ou en nous bousculant on nous a jeté par terre et lié les pieds. Toute la nuit nous sommes restés couchés sur l'herbe et nous n'avons pas reçu de nourriture. Le lendemain ils nous ont placés le long d'une clôture de fil de fer, nous ont fait découvrir la poitrine disant qu'ils allaient nous fusiller ; ils nous ont conduits ensuite, liés deux par deux, à l'église d'Elewynt où nous sommes restés jusqu'au vendredi. Ils nous ont ensuite conduits devant leurs troupes dans la direction de Hofstade les mains levées. De là, nous avons pu atteindre les lignes belges.

Lecture faite persiste et signe.

(S.) Van Relegem V. A.

ANNEXE 29.

1^o Déposition assermentée de Janssens Jean Baptiste, âgé de 47 ans, garde-chasse, domicilié à Hofstade :

Le 25 août 1914 les Allemands sont entrés dans la commune de Hofstade et immédiatement ont commencé à incendier les maisons, notamment la mienne, celles des enfants de Coster, de Cuypers et de Behets ; ils jetaient des pastilles inflammables et le feu jaillissait immédiatement. Par derrière nous nous sommes précipités dans notre fosse à purin pour éviter d'être pris, car les Allemands enlevaient les gens pour les mener au combat.

Ma femme, moi et mes cinq enfants, dont l'aîné avait 13 ans et le plus jeune près de deux ans, sommes restés pendant dix heures dans le purin. La maison brûlait au-dessus de nous. Ma femme était presque asphyxiée et mon plus jeune enfant a été brûlé dans la figure et sur le corps ; les cicatrices restent encore toujours sur la figure. Nous avons tous été malades pendant longtemps. Nous avons entendu que les Allemands maltrahaient Victor De Coster. Nous entendions qu'ils le frappaient et le malheureux hurlait de douleur. Les Allemands l'ont ensuite jeté dans le brasier ardent de ma maison.

En revenant en octobre 1914, nous avons retrouvé une partie de ses membres dans les décombres de ma maison ; il y avait encore également des ossements d'un autre corps humain probablement du domestique de Victor De Coster, qui a aussi été tué par les Allemands. Ce domestique s'appellait Henri Bocksteyns.

2° *Déposition assermentée de Hortense Behets, ménagère, âgée de 28 ans, épouse de Jean Put, domiciliée à Hofstade :*

Je confirme la déclaration de Jean Baptiste Thielemans en ce qui concerne les faits qui se sont passés le 25 août 1914, au matin, lorsque les Allemands nous ont arrachés de nos maisons et placés devant leurs soldats dans le combat contre les Belges.

Il y avait beaucoup d'autres femmes ainsi que des enfants, même de deux et de trois ans, placés devant les soldats allemands. Nous étions bien une centaine. Nous avons été épargnés par les Belges qui cherchaient par tous les moyens, à nous éviter. Après le combat, nous avons été conduits à Elewyt où mon père a été fusillé en présence de J. B. Thielemans, François Verschueren et François Moens. Les Allemands ont incendié notre maison avec tout ce qu'elle contenait.

3° *Déposition assermentée de Jean-Baptiste Thielemans, 52 ans, ajusteur, domicilié à Hofstade :*

Le 25 août 1914, au matin, avec une centaine de personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, j'ai été placé devant les troupes allemandes combattant contre les Belges sortant de Malines. Cela se passait au pont du « Baerebeek ». Nous devions tenir les mains levées, les Allemands appuyaient leur fusil sur nos épaules pour mieux viser les soldats belges. Ceux dont les bras fléchissaient étaient violemment frappés ; comme beaucoup d'autres, ils m'ont brutalisé, me jetant par terre, me rouant de coups, arrachant mes vêtements. Le même jour nous avons été conduits à l'école d'Elewyt. Le forgeron Eugène Behets a été convoqué à la maison du docteur Naulaerts, puis ramené dans la matinée. Dans la journée, nous avons été convoqués à cinq ; l'officier du 48^e régiment nous a demandé : « Savez-vous pleurer ? » ; ils ont placé Behets contre le mur d'une maison de la Chaussée de Tervueren, au carrefour, non loin de l'école, lui ont fait lever les bras et trois soldats ont tiré sur Behets, qui s'est affalé la tête trouée ; nous avons entendu Behets protester énergiquement qu'il était innocent ; nous avons été ramenés à l'école. Le 29 août 1914 nous avons été poussés vers Hofstade. Un officier, en route, nous menaçait constamment avec son revolver qu'il braquait sur nous.

4° *Déposition assermentée de Elisabeth De Coninck, 43 ans, ménagère, veuve de Médard De Coster, domiciliée à Hofstade :*

Le 25 août 1914 il se livrait au matin un grand combat entre les troupes allemandes qui étaient à Weerde et les troupes belges qui étaient sorties de Malines. Nous nous étions, mon mari et moi, réfugiés

dans une cave ; les Allemands étaient occupés à incendier les habitations de la commune en projetant, au moyen d'un irrigateur, des matières inflammables dans les maisons ; j'ai vu ainsi notamment incendier l'immeuble de François Van Deuren.

Les soldats allemands brisaient les fenêtres des caves ; ils entraient dans les maisons et cherchaient les hommes pour les placer devant eux dans le combat. Nous nous sommes enfuis par Weerde vers Elewyt ; en nous retournant nous vîmes notre maison et le moulin adjacent qui brûlaient ; nous nous sommes réfugiés dans les caves de la ferme du château du « Steen » à Elewyt. Le 25 août 1914 dans l'après-midi jusqu'au lendemain matin il s'est livré un combat entre les troupes allemandes cantonnées à Elewyt et les troupes belges qui se trouvaient à Weerde et à Eppegheem. Le colonel, on m'a dit que c'était son grade, du 48^e régiment allemand, est venu nous voir et nous a même annoncé le 25 que le combat commençait ; il a même vu là mon mari, Guillaume De Saeger, Auguste Lauwers et Schoovaerts d'Elewyt ; je signale surtout cette circonstance parce que ces 4 hommes ont été assassinés le mercredi 26 août 1914 dans l'après-midi et que le même colonel assistait au meurtre et qu'il a donc bien pu se rendre compte que ces 4 hommes étaient inoffensifs. Le mercredi après-midi les soldats allemands ont pénétré dans la ferme en criant : « à mort, à mort » ; ils ont d'abord fait sortir de la cave Guillaume De Saeger et Auguste Lauwers qu'ils ont immédiatement tués à coups de fusils. Le sang de Guillaume De Saeger coulait des marches de la cave à tel point que les enfants Schoovaerts y mettaient les pieds, la femme de Guillaume De Saeger a dû enjamber le corps de son mari ; les soldats allemands ont empoigné mon mari et Schoovaerts et les ont placés contre le mur et les fusils braqués sur leur poitrine ; l'officier qu'on disait être le colonel du 48^e régiment tenait mon mari par l'épaule. A peine étions-nous sortis de la cour que les fusils firent feu ; mon mari et Schoovaerts furent tués. On n'a jamais pu trouver les corps des quatre exécutés. Je puis certifier sur la foi du serment qu'aucun de ces hommes n'avait une arme et qu'ils n'ont commis vis-à-vis des Allemands aucun acte pouvant être interprété comme hostile ou même irrespectueux. Mon mari était âgé de 37 ans, nous n'étions mariés que de sept mois ; au moment de sa mort, il avait sur lui une somme de deux mille francs. Je reconnaîtrais facilement l'officier du 48^e régiment si on me mettait en sa présence. Ont assisté aux faits que je cite : la femme de Guillaume De Saegher, la femme Schoovaerts, la femme de Auguste Lauwers, la servante du ménage De Saegher.

Après le meurtre des hommes, nous avons été conduites à l'église d'Elewyt où nous avons été retenues jusqu'au vendredi. A trois ou quatre reprises trente ou quarante soldats venaient dans l'église, chargeant leurs fusils, emmenaient plusieurs personnes parmi lesquelles le curé de Houthem sous Vilvorde, un prêtre d'Elewyt et une femme que je connais de vue, en tout environ une dizaine de personnes. Lorsque ces personnes étaient sorties, les soldats tiraient pour faire croire que ces personnes étaient exécutées, ils ramenaient ensuite ces personnes en disant : « elles ne sont pas encore mortes ». On nous a ensuite conduits entre des soldats vers Hofstade ; d'autres civils dans la direction

de Malines ; ils voulaient attirer les soldats belges et il disaient entre eux : « C'est une bonne ruse » « Slimme List ».

ANNEXE 30.

Déposition assermentée de Raymond Van Delft, 61 ans, propriétaire et bourgmestre domicilié à Muysen :

Le 6 septembre 1914 les Allemands sont entrés à Muysen ; je me trouvais à ma fenêtre au second étage ; ils ont tiré après moi et plusieurs balles m'ont effleuré. Mon fils, qui se trouvait au premier étage, a été également visé par eux et a essuyé plusieurs balles. Ma femme, qui se trouvait dans la même place, a failli être atteinte. Après cela ils ont fait irruption chez moi et ont prétendu que je cachais dans ma maison des militaires belges. Ils ont fait comparaître devant eux ma femme et l'ont tenue en joue pendant tout le temps qu'ils l'ont interrogée, la menaçant constamment de tirer. Ce qui prouve que c'est méchamment qu'ils ont tiré sur nous, c'est qu'ils n'ont pas visité la maison pour vérifier la chose.

Le 27 septembre 1914 ils ont fusillé au cimetière quatre de mes administrés qui n'avaient rien fait. Le même jour ils se sont amusés à terroriser huit de mes administrés qu'ils ont conduits dans la cour de l'école communale, ils les ont déshabillés, puis les ont adossés contre le mur pour les fusiller ; ils leur ont ordonné ensuite de s'habiller et quelque temps après ils ont recommencé la même comédie, les obligeant d'ôter à nouveau leurs habits et les mettant en joue ; deux de ces hommes sont devenus fous par suite de terreur et sont morts dans la suite. Ce sont les nommés Louis Tossyn et Benoît Wellens.

A midi, le même jour, ils se sont rendus chez moi à une quarantaine et se sont mis à piller ma maison ; ils m'ont arrêté et fait garder par dix hommes. Une bombe ayant éclaté devant la maison, les hommes qui étaient préposés à ma garde, se sont enfuis dans la maison et j'en ai profité pour me sauver. J'oublie de vous dire que des soldats allemands se trouvaient aux deux extrémités d'une haie épineuse ; ils poussaient et repoussaient plusieurs de mes administrés à travers la haie de façon que ces hommes avaient le corps ensanglanté.

ANNEXE N° 31.

1° Déposition de M. Ernest Sterckx, 60 ans, candidat notaire et bourgmestre à Sempst, y domicilié :

Les Allemands sont arrivés dans ma commune dans la nuit du vingt-quatre au vingt-cinq août 1900 quatorze ; j'ai vu passer environ quarante prisonniers civils que les Allemands avaient faits dans ma commune ; cinq prisonniers civils avaient les mains liées derrière le dos ; plusieurs étaient à peine vêtus ; l'après-midi, j'ai vu plusieurs

maisons en feu ; il est certain que ce n'est pas par le fait de la guerre que les maisons ont été brûlées ; mais ce sont bien les Allemands qui y ont mis volontairement le feu.

Dans le courant de la journée, j'ai constaté qu'un de mes administrés, le nommé Alexandre Brouwers, avait été brûlé vif ; je suppose que c'était lui quoiqu'il ne fut plus reconnaissable ; j'en ai vu deux autres qui avaient été fusillés : le père Jean Baptiste Bal et son fils Louis.

J'ai la conviction intime qu'aucun de mes administrés n'a tiré sur les Allemands. Les soldats allemands qui avaient été tués ou blessés l'ont été par les soldats belges.

Nous avons fait remettre par les habitants toutes les armes qui étaient en leur possession.

L'Eglise de Sempst centre (village) a été complètement incendiée comme bon nombre de maisons.

J'ai été pris comme otage le vingt-deux août 1900 quatorze, jusqu'au lendemain, au soir.

Lecture faite, le témoin persiste et signe

(s) Ernest Sterckx.

2^o Déposition de Goovaerts Thérèse, âgée de 48 ans, cultivatrice, veuve de Jean-Baptiste Bal, domiciliée à Sempst :

Le 25 août 1914, les Allemands sont venus chez moi et ont mis le feu à ma maison pendant que nous y étions enfermés. Nous nous sommes enfuis par derrière et au sortir de la maison, mon mari a été tué ; son sang gicla sur moi ; quelques minutes après mon beau-père François Bal est sorti avec mon fils Louis, âgé de 16 ans et les Allemands ont donné un coup de crosse à la figure de mon beau-père à tel point que pendant quinze jours il n'a pu manger. Mon fils Louis a été poignardé et tué à coups de bayonnette à quelques pas de là ; les Allemands m'ont fait sortir de l'étable et voulaient me laisser avec le cadavre de mon mari ; à un moment donné, je me suis échappée et me suis précipitée dans un fossé rempli d'eau ; j'avais ma fille Elise Bal, âgée de trois ans, sur les bras et j'avais de l'eau jusqu'à la poitrine ; j'ai vu les Allemands mettre le feu à ma maison. Tout a été détruit.

J'ai vu que les Allemands ont volé notre cheval.

Lecture faite au témoin de sa déposition, il a déclaré y persister et a signé.

(s.) Vve Bal.

3^o Déposition de Mélanie Lauwers, âgée de 43 ans, ménagère, veuve de François De Wit, domiciliée à Sempst :

Le 25 août 1914, vers 5 1/2 h. du matin, les soldats allemands ont pénétré chez moi en brisant portes et fenêtres. Mon mari s'était réfugié dans la cave ; les soldats l'ont fait sortir de la cave et lui ont donné un coup au moyen d'un revolver en pleine figure ; il était tout à fait défiguré. Nous leur avons demandé de nous laisser la vie ;

ils ont lié les bras de mon mari derrière son dos, ont frappé mon fils, âgé de 13 ans avec la crosse d'un fusil à tel point que nous l'avons cru mort ; comme je criais grâce, les soldats allemands, à quatre reprises différentes ont mis la bayonnette sur ma poitrine. Après on nous a conduits contre la façade de notre maison, mon mari toujours lié. Nous avons dû rester pendant deux heures les bras en l'air. On nous a conduits près du pont de la Senne, puis on a emmené mon mari, à Peuthy où il a été fusillé, après lui avoir, au préalable, fait creuser sa fosse. Mon fils et moi avons été relâchés au pont de la Senne.

Pendant que nous étions adossés au mur, j'ai vu tuer mon beau-frère Jean Van Dam et son fils François Van Dam ; ce dernier a été tué par des coups de crosse ; le père a été tué par un revolver braqué sur la poitrine.

A la suite de la peur que j'ai ressentie à la suite de toutes ces cruautés, j'ai contracté une maladie dont je souffre toujours ; j'ai des attaques d'épilepsie comme vous l'avez constaté tout-à-l'heure ; le médecin vous enverra tantôt un certificat.

Lecture faite, persiste et signe.

(s.) Vve De Wit Lauwers.

4^o *Déposition de Muyldermans, François, âgé de 40 ans, chef piocheur au chemin de fer, domicilié à Sempst :*

Le 25 août 1914, vers 4 1/2 heures du matin, les Allemands se sont précipités dans ma maison et 4 ou 5 d'entre eux m'ont empoigné et lancé par terre ; ils m'ont menacé, pendant que j'étais à terre, de me poignarder ; à un moment donné, j'avais sur la poitrine cinq pointes de bayonnette et deux revolvers ; ils m'ont ensuite lancé contre le mur, puis m'ont obligé de me lever et m'ont adossé contre un mur où je devais lever les mains ; les Allemands m'accusaient d'avoir tiré, ce qui était faux. Un soldat, qui à un moment donné, voulait me poignarder a été arrêté par un officier et celui-ci a donné l'ordre de m'empoigner ; ils m'ont conduit alors à la rue et ensuite transporté près de l'estaminet renseigné sous le nom « in de Roos » ; à cet endroit, j'ai vu ensuite d'autres personnes de Sempst qui ont été fort maltraitées et frappées en ma présence à coups de crosse. Un officier supérieur s'est approché et nous a demandé qui avait tiré sur les soldats allemands ; nous avons répondu que personne n'avait tiré ; il a fait alors emmener cinq d'entre nous qui avaient les bras liés et a fait mettre en liberté les autres ; d'après ce que j'ai appris les cinq qui ont été emmenés ont été fusillés à Peuthy ; c'étaient Van Dam et consorts.

Lecture faite, persiste et signe.

(s.) Muyldermans François.

5^o *Déposition de Beelaerts Antoine-Joseph, négociant, demeurant provisoirement à Weerde sur Senne :*

Les Allemands sont entrés à Sempst dans la nuit du 24 août 1914 ; ils ont fait lever tous les hommes, les ont chassés de leur demeure,

disant de laisser toutes les portes ouvertes. Ils nous ont conduits, au nombre de 50 environ, près de la demeure du jardinier de Goderis où on nous a postés avec les femmes et les enfants. Nous défendant de parler et de bouger, ils nous ont tenus là jusqu'à 10 heures du matin. Vers cette heure les soldats allemands ont été attaqués par les troupes belges qui les ont forcés de reculer. Nous avons vu que les Allemands transportaient leurs hommes tués ou blessés dans l'ancienne remise de l'Ecole communale. A ce moment là, plusieurs maisons étaient déjà en feu, criblées de balles. A 10 heures, on nous a enjoint de suivre les soldats qui nous ont conduits à Eppegghem. Là nous avons été rejoints par 300 autres prisonniers. A Eppegghem, nous avons été harangués par le général De Stoop qui a dit : « Vous êtes tous coupables et tous vous serez punis, et ceux qui ont tiré seront fusillés ». Je puis garantir que personne de nous n'a tiré. Personne de nous n'avait sur lui aucune arme et nous n'en avions même pas dans notre maison. D'Eppegghem on nous a conduits à Peuthy nous forçant de porter les sacs des soldats allemands. En route on nous a maltraités. A Peuthy on a pris six des nôtres que des soldats allemands ivres accusaient d'avoir tiré. On a creusé une fosse ; on a aligné les six hommes et on les a fusillés. Un des six qui n'avait pas été tué a demandé grâce à genoux, disant : « laat mij leven, ik heb nooit aan niemand kwaad gedaan » et on l'a tué sans pitié. De Peuthy on nous a conduits à Dieghem où on nous a ensuite mis dans le train pour nous conduire à Cologne. Les Allemands nous ont laissé cinq jours sans nourriture. Le premier morceau de pain que nous avons reçu c'est à Cologne. A Soltau nous avons tous été maltraités, surtout les prêtres. Un jour mon fils, qui est prêtre, a été assommé à coups de crosse et de bayonnettes, à tel point que nous l'avons cru tué.

Je termine en disant que tout a été pillé chez nous ; je suis maintenant ruiné.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Beelaerts Antoine.

6° *Déposition de Bernaerts Victor-Julien, curé, 78 ans, domicilié à Sempst :*

L'avant-garde allemande est arrivée à Sempst le matin du 22 août 1914 ; elle a pris possession de la chaussée de Bruxelles et s'est installée près du pont. On m'a convoqué chez le commandant et on m'a retenu comme otage. Vers midi, on m'a laissé partir et on m'a remplacé par le bourgmestre lequel a été retenu jusqu'au lundi soir, 24 août 1914. Vers cinq heures du matin, le 25 août 1914, l'armée allemande est entrée à Sempst pour bombarder Malines ; ils ont commencé à briser les portes de l'église, mais n'y ont causé à ce moment d'autres dégâts. Les Belges se trouvaient encore à l'extrémité du village ; il y a eu des engagements. Les Allemands ont prétendu que des civils avaient tiré sur eux bien qu'il est certain que les coups de fusil n'ont été tirés que par nos soldats belges. Dès ce moment ils ont commencé à incendier les maisons et à chasser les habitants de Sempst.

Ils ont mis le feu à vingt maisons dans la direction de Malines ; ils ont pénétré de force dans les maisons et ont fusillé sans aucune raison des personnes : Van Relegem Jean et sa femme, née Stéphanie De Rye ; celle-ci s'est rétablie mais son mari est mort des suites de ses blessures. Ont été tués sur le coup : De Boek Louis, 48 ans ; J.-B. Bal et son fils Pierre-Louis, âgé de 16 ans ; Jean-Joseph Van Damme époux de Louise Lauwers et Jean-François Van Damme, son fils. Ont été brûlés vifs dans leur maison où ils se sont réfugiés : Armand Van der Heyden et Alexandre Brouwers. Vers midi les Allemands ont été battus et forcés de reculer ; ils ont emmené avec eux une quarantaine de mes paroissiens qui ont été envoyés à Soltan. Ces prisonniers ont été fortement maltraités, particulièrement l'abbé Beelaerts, professeur à Uccle. Cinq de ces prisonniers ont été fusillé à Peuthy sans le moindre motif. Ce sont Beullens Jean ; Van Messem Corneille ; De Greef Pierre ; Louis Alcide et François de Wit. Le mercredi, 26 août 1914, les Allemands ont forcé les Belges qui étaient encore restés à Sempst, de quitter. Tous les habitants de Sempst ont dû quitter sauf les pensionnaires de l'hospice où les Allemands ont installé une Croix-Rouge ; ils ont alors brisé toutes les portes des maisons et ont procédé à un pillage complet. Chez moi tout a été pris, vin compris, toutes les valeurs qui se trouvaient dans les deux coffre-forts ont été volées ; j'ai fait connaître à M. le Procureur du Roi les numéros de toutes les valeurs volées. L'église de Sempst a été incendiée, sans nécessité de guerre, le 21 septembre 1914 et elle est complètement détruite avec tout son contenu. Il y a dans ma paroisse quarante maisons qui ont été détruites, mais seulement deux par le fait de la guerre.

Au mois de décembre 1914, les Allemands sont venus chez moi et ont enlevé de force la lettre du Cardinal que je devais lire en chaire.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Bernaerts, V.-J.

ANNEXE N° 32.

1° *Déposition de Rosalie Van Dam, 26 ans, cultivatrice, domiciliée à Eppenheim.*

Le 25 août 1914, j'ai vu que les Allemands devaient au matin battre en retraite ; j'ai vu aussi qu'ils mettaient le feu aux fermes Van Eckhoudt et de Thérèse De Meer. Je suis restée cachée. Les Belges ont fait une avance le soir, mais ont dû se retirer le 26 août 1914, au matin. Les obus tombaient. Je me suis cachée au château du baron de Roye de Wichem dans les caves. Vers 4 1/2 heures de l'après-midi, des soldats allemands m'ont fait sortir des caves ; à peine sortie, j'ai vu étendus par terre, ma mère, mon frère Louis et le garde champêtre J.-B. Willems.

J'ai vu également que des soldats allemands achevaient un de leurs hommes, qui était mourant et qu'ils le jetaient dans le brasier ardent de la maison de Joseph De Backer. Arrivée à la grille du château, j'ai vu acclamer un officier du 12^e régiment d'infanterie qui

avait annoncé aux soldats groupés là en grand nombre, qu'on avait fusillé une femme et deux hommes.

Je suis persuadée que ce sont les Allemands seuls qui ont pu incendier, le 26 août 1914, les maisons d'Eppeghem.

Lecture faite, persiste et signe.

(s.) Rosalie Van Dam.

2^e Déposition de Marie Pluys, 21 ans, cultivatrice, domiciliée à Eppeghem.

Le 25 août 1914, j'ai vu que les Allemands devaient au matin battre en retraite; j'ai vu aussi qu'ils mettaient le feu aux fermes Van Eckhoudt et de Thérèse De Meer. Nous sommes restés cachés. Les Belges ont fait une avance le soir, mais ont dû se retirer le 26 août 1914 au matin. Les obus tombaient; nous nous sommes cachés au château du baron de Roye de Wichem dans les caves. Vers 4 1/2 heures de l'après-midi, des soldats allemands nous ont fait sortir des caves; à peine étions nous sortis, que nous avons entendu tirer et nous avons trouvé, étendus par terre, madame Isidore Van Dam, née Marie Lauwers, son fils Louis Van Dam et le garde champêtre Jean-Baptiste Willems. Nous avons aussi vu que des soldats allemands achevaient un de leurs hommes, qui était mourant, et qu'ils le jetaient dans le brasier ardent de la maison de Joseph De Backer. Arrivé à la grille du château, un officier — il était du 12^e régiment d'infanterie — qui annonçait aux soldats groupés là en grand nombre qu'on avait fusillé une femme et deux hommes, les soldats l'acclamèrent en agitant les bras. Nous sommes persuadés que ce sont les Allemands seuls qui ont pu incendier les maisons d'Eppeghem, car le 26 août 1914, beaucoup de maisons brûlaient déjà lorsque nous voyions les soldats à l'œuvre. Nous avons vu notamment incendier la maison d'Isidore Van Dam.

Après lecture, persiste et signe.

(s.) Marie Pluys.

ANNEXE N^o 33.

Déposition de M. Van den Broeck, Joseph-François, 61 ans, cultivateur, demeurant à Rhode-Meyse.

Quand les soldats allemands sont entrés en masse dans ma maison, ils poursuivaient deux soldats belges qui s'y étaient réfugiés et dont l'un était blessé au pied.

Quand les Allemands ont vu les deux soldats belges, ils ont gifflé l'un qui était blessé et ont tué à coups de baïonnette l'autre.

Ma famille et moi, nous nous étions sauvés dans notre cave, les soldats allemands nous y ont rejoints et nous ont odieusement maltraités. Personnellement ils m'ont frappé au visage à coups de poing

et à coups de crosse de fusil, à tel point qu'ils m'ont brisé à peu près la totalité de mes dents. A ma femme, ils ont donné sur le ventre, des coups de crosse de fusil, avec une telle violence qu'elle n'a plus su se relever ; à la suite de ces coups, elle a été atteinte d'un cancer et elle est décédée fin juin 1916.

Pendant que cette scène se passait, les Allemands ont obligé mes enfants à se mettre à genoux les bras levés et avant de s'en aller, ils ont mis le feu à ma maison, c'est-à-dire à mes écuries, mes remises et autres dépendances.

Ces Allemands étaient les premiers qui venaient à Meysse ; j'ignore le numéro de leur régiment et je n'ai pas entendu citer le nom de leurs officiers.

Lecture faite, persiste et signe.

(s.) Vanden Broeck, Joseph-François.

ANNEXE N° 34.

** Déposition assermentée de François Vertongen, 23 ans, à Grimbergen :*

Le 26 août 1914, nous avons été en grand nombre (environ 27 hommes) emmenés par les Allemands, qui nous ont enfermés dans la salle de Joseph Zeltens à Lint. Là, nous rencontrâmes le curé Wouters Jean et d'autres civils. Il était debout contre le mur, les bras levés. A un ordre, donné par un soldat, nous dûmes tous, l'un après l'autre, nous coucher à plat ventre, dans le but de nous laisser rouer de coups au moyen de gourdins.

Le curé fut vraiment martyrisé, car c'était surtout contre lui que les barbares s'acharnèrent. La victime fut atrocement battue par deux soldats qui, de toutes leurs forces martyrisèrent le curé de leurs pesants gourdins. Quand l'un fut fatigué, les deux autres se mirent à battre le curé jusqu'au moment où celui-ci s'évanouit. Quand les soldats remarquèrent qu'il commença de nouveau à se remuer, ils se mirent de nouveau à le battre de toutes leurs forces avec les mêmes gourdins. Cela a duré de 7 heures jusque midi. J'ajoute que quand ils furent fatigués de le battre, les bourreaux ont contraint deux de nos concitoyens (les deux plus forts), Fernand Vertongen, mon frère, et Joseph Lauwers, en les menaçant de la bayonnette et du fusil, à assommer le curé au moyen des mêmes gourdins. Pour ne pas être tués eux-mêmes, ils ont dû obéir. Ils firent d'abord semblant de le battre, mais après ils furent obligés de le faire réellement. J'ose dire que pendant ce martyre, le curé ne donna plus signe de vie, chacun de nous pensa qu'il était mort.

Il resta étendu ainsi une heure et demie ; soudain, dans un dernier effort, il se leva et cria : « Ohé ! les hommes, au nom de Jésus-Christ, attaquez, défendez-vous ! Il prit le fusil d'une sentinelle, mais un autre soldat l'abattit. Je veux ajouter encore que le martyr n'avait jamais rien répondu. Je sais également qu'ils lui ont jeté un seau d'eau à la

figure en criant : « Schweinhund ! Drinken Sie das Wasser ! » Ensuite ils lui mirent le seau sur la tête et le frappèrent ainsi de leurs gourdins.

Plusieurs parmi les bourreaux étaient en état d'ivresse, je veux dire « légèrement ». C'était plutôt de la rage qui les fit agir. A l'extérieur de la salle se tenaient deux officiers qui avaient donné ces ordres barbares. Quand le curé, au commencement de ce terrible drame avait encore les bras levés et qu'il les laissait descendre quelque peu, les bourreaux lui donnèrent des coups de crosse aux coudes. Plus tard, quand il gisait à terre sans connaissance, afin de savoir s'il vivait encore, ils lui donnèrent à plusieurs reprises des coups de bayonnette, qui lui traversaient les vêtements et le blessaient horriblement.

C'est après ces dernières tortures que le curé se leva soudain, comme il a été dit plus haut.

Finalement j'ai encore à faire remarquer que nous fûmes tous battus de la même manière, néanmoins c'était surtout au curé qu'ils en voulaient.

Plusieurs semaines après ces faits, quand nous fûmes transférés en Allemagne, notre corps était encore tout bleu des coups que nous avions reçus.

En réalité, les soldats cherchèrent une occasion pour nous amener à un acte de résistance, mais nous continuâmes à attendre courageusement notre sort.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déclaration et signe.

(s.) François Vertongen.

ANNEXE 35

Déposition assermentée de Minsart, l'ictor, 65 ans, bourgmestre, domicilié à Linsmeau.

J'étais dans la commune de Linsmeau lorsque les premiers Allemands y sont arrivés. En ma qualité de bourgmestre, j'avais déjà trois jours avant, donné des ordres pour que toutes les armes soient remises à la Maison Communale. J'avais visité la population et lui avais fait comprendre l'inutilité et le danger d'organiser la moindre résistance. Je suis certain qu'il n'y avait plus d'armes en possession des jeunes gens qui faisaient partie de la garde civique. Je suis certain qu'il n'y a pas eu la moindre tentative de résistance de la population civil contre les Allemands. Du côté d'Opheyllissem, sur le territoire de Linsmeau, se trouvaient des soldats belges faisant la patrouille. Un groupe de uhlands est passé à côté des soldats belges ou plutôt à proximité des soldats belges. Le chef du groupe de uhlands fut tué par un soldat belge. Un groupe de civils s'est rassemblé à l'endroit où l'officier allemand était tombé. Moi-même, je m'étais rendu à cet endroit afin de faire retirer le monde et donner des ordres. Je suis rentré chez moi parce qu'on est venu m'annoncer que les Allemands rentraient dans Linsmeau. Après mon départ, d'après ce qui m'a été rapporté des soldats allemands sont survenus à l'endroit où se trouvait encore

le cadavre de l'officier et ceux-ci se sont emparés du groupe d'une douzaine de civils qui se trouvaient là. Ces civils étaient de Linsmeau, plus deux de Neerheydissem ; ils ont conduit ces civils à la campagne. et les ont massacrés. Quand à moi, je n'ai pu me rendre compte de ce qui s'était passé, parce que j'ai été retenu par les Allemands comme otage jusque vers onze heures du soir, et que le lendemain je m'étais rendu à Noduwèz avec ma famille. Outre le fait de ce massacre, il y a eu à Linsmeau sept maisons incendiées et trois endommagées. Dans ces maisons, il y a quatre morts qui ont été trouvés carbonisés, sauf le nommé Désirant qui a été tué sur une terre près de sa maison et Léonard, qui avait été tué parce qu'il voulait sortir des rangs d'un groupe de civils rassemblés par les Allemands sur la place. Je ne puis donner d'autres renseignements sur l'identité des soldats qui ont causé ces massacres et incendies que les suivants : Les premiers soldats qui ont pénétré dans la commune étaient à cheval, c'étaient des uhlands, disait-on. L'officier tué, d'après l'inscription faite sur la croix, peut être identifié. Je ne me souviens pas de mémoire de l'inscription. Je ne connais personne ayant reçu de bons de réquisition d'eux à cette époque.

Le même jour, le 10 août, un groupe de fantassins a également pénétré dans la commune ; cavaliers et fantassins s'étaient mêlés lorsqu'ils ont incendié les maisons.

Lecture faite, le témoin persiste, et signe.

(s.) Minsart.

Déposition assermentée de Colon Charles, âgé de 46 ans, sans profession, domicilié à Op Heylissem.

« J'ai assisté aux escarmouches qui ont eu lieu entre les arrière gardes belges et les avant gardes allemandes à Linsmeau ou plutôt à Hampteau Opheydissem. J'ai entendu un sergent ou un caporal du 3^e de ligne belge raconter au chef et aux soldats de la garde civique de Liège (chasseurs à cheval) qu'il venait de tuer un officier allemand sur le territoire de Linsmeau, il montrait le browning de cet officier et les jumelles. Je suis allé moi-même voir le cadavre de cet officier allemand, il avait la tempe gauche enlevée d'un coup de fusil. Au même moment les troupes belges avaient fait un soldat allemand prisonnier. J'ignore quelle est l'identité des soldats allemands qui ont commis les méfaits à Linsmeau, mais il paraît que ce sont ceux qui ont pris part au combat de Haelen.

Lecture faite, le témoin persiste, signe.

(s.) C. Collon.

ANNEXE N° 36.

* *Déposition assermentée de Witvrouwen, Isidore, 59 ans, médecin à Hersselt :*

Le 18 août 1914, vers 2 heures, j'étais en route dans la direction de

Wolfsdonck, quand j'appris là que les Allemands approchaient. Je me dépêchai alors de rentrer à bicyclette chez moi, dans le centre du village. Quand j'arrivai à la maison, un certain nombre de cavaliers, de 50 à 100, stationnaient déjà dans le village. Un certain nombre d'entre eux avaient déjà mis pied à terre et les soldats étaient pour la plupart entrés dans les maisons. Ces soldats étaient venus de la direction d'Aerschot. Peu après survint de la cavalerie en plus grand nombre encore, des directions de Blauberg, Wolfsdonck et Westerloo.

Presqu'en même temps une auto s'arrêta devant ma maison au centre du village. De cette auto descendirent plusieurs officiers parmi lesquels le général-major von Stamford de la 6^e brigade d'artillerie de campagne. Ces officiers entrèrent dans ma maison et, revolver au poing, le général von Stamford dit : « Vos concitoyens, docteur, sont des assassins, ils tirent sur mes soldats. » Peu à peu ils se calmèrent pourtant. Peu après j'entendis tirer dans le village et dans les environs. D'abord ce ne furent que quelques coups et finalement cela devint une fusillade générale de telle façon que des milliers de coups furent tirés. C'étaient tous des coups tirés par des fusils de guerre comme on pouvait conclure du crépitement. Je n'ai entendu ni un coup de fusil de chasse, ni un coup de fusil civil. Au cours de cette fusillade plusieurs civils de Hersselt ont trouvé la mort. Presqu'en même temps je vis de différentes directions s'élever la fumée de maisons en feu. Un officier qui était avec le général von Stamford dans ma maison, fit des efforts pour obtenir du général la permission de faire cesser les incendies. Une première fois le général refusa. Quelques temps après, l'officier le demanda de nouveau et cette fois le général acquiesça en disant : « Geht dann ». Sur ce l'officier partit dans le village pour arrêter les incendies.

Je pense que c'est seulement après celà que les Allemands ont procédé à l'exécution par les armes de quelques braves habitants du village. Notamment contre la maison des frères Mathys furent fusillés : Louis Bruyninckx, Louis Van Onytsel et Louis Verbeeck, tous cultivateurs à Hersselt. Contre la maison de François Van Genechten-Rens furent fusillés : Constant Branders et Alphonse Laeremans, tous deux cultivateurs à Hersselt.

Je vis que le secrétaire Denis Verhaert et le receveur des contributions Lauwers furent maltraités par des soldats allemands. Ils reçurent des coups de crosse. A ma demande le général les fit libérer et fit cesser les mauvais traitements. Vers 5 ou 6 heures du soir, alors que tout brûlait encore, toute la population mâle fut enfermée à l'église. Après quelques instants, à la requête du général, je pus sortir de l'église. Tous les autres hommes durent rester à l'église jusqu'au lendemain à 3 heures du matin.

Le 19 août, au matin, le général von Stamford est parti avec les autres officiers. Je vis qu'il n'était pas très tranquille ; pour autant que je me souviens, il dit à voix basse : « Ce qu'on a dû faire est une honte pour toute la vie ». Pendant qu'il prononçait ces paroles il était assis dans un fauteuil, tenant les mains devant la figure.

Le général était, à mon avis, peu à son aise. C'était un homme

d'une très haute stature, un véritable géant grisonnant. Il portait la moustache mais pas la barbe et pouvait avoir entre 50 et 60 ans.

Je suis persuadé qu'à Hersselt aucun civil n'a tiré un coup de feu. Jamais je n'en ai entendu parler.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s.) Dr. Witvrouwen.

ANNEXE N° 37.

Déposition assermentée de Van Ganssewinckel, Aloïs, 72, ans, bourgmestre de Rethy :

Le 22 août 1914 entre 4 et 5 heures les gendarmes belges ont tiré des coups de feu sur une patrouille de 2 soldats allemands. Après quelques minutes les autres soldats de la patrouille sont revenus et pendant quelques minutes des coups de feu ont été échangés. Après, les gendarmes ont pris la fuite. Alors les soldats allemands au nombre d'environ trente-deux, tous des cavaliers, sont entrés au village. C'étaient des hussards de la mort. Le commandant de ces trente-deux hommes était le lieutenant von Kaiser ; je ne sais ni de quel régiment ni de quelle compagnie ils étaient. C'est ce commandant qui est venu me chercher à la maison et m'a mené sous le tilleul à la Grand'place. Il m'a d'abord donné l'ordre de chercher une voiture pour transporter le blessé. J'ai exécuté cet ordre. Ensuite il m'a ordonné d'aller chercher un brancard et nous l'avons cherché à l'église. Je n'ai pas entendu que le commandant von Kaiser a donné l'ordre d'incendier ou de tirer, mais il se trouvait au milieu de la Grand'Place au moment où les soldats ont mis le feu aux quatre coins de cette place. On a mis d'abord le feu à la grange de l'hôtel de l'Empereur, ensuite à la maison de Léopold Wuyts, puis à celle de Sledsens et de Victor Raeymackers puis à l'hôtel « den Hert », à la grange de la veuve De Wit, puis, pour la deuxième fois à la maison habitée par Madame Mermans. Le commandant von Kaiser a vu tout cela. Il se trouvait au milieu des soldats, qui, à dessein, tiraient des coups de feu par les portes et fenêtres des maisons. Je suis d'avis que von Kaiser a donné l'ordre d'incendier aussi bien que l'ordre de tirer sur les maisons. Pendant l'incendie ou quelques instants auparavant, Elise Van Herck, une jeune fille de 16 ans a été tuée par une balle qui a traversé la fenêtre. La fusillade dans le village a été tellement nourrie que l'on aurait dit que tout un régiment était présent. On tirait sans discontinuer, au milieu d'un bruit infernal. Les dégâts causés dans notre commune ont été vraiment considérables. A deux reprises on a tenté de mettre le feu à l'hôtel de l'Empereur.

Le commandant me dit que les civils avaient tiré. Je savais très bien que c'étaient les gendarmes qui avaient tiré. Je le lui dis en allemand mêlé de flamand. J'ai aussi essayé de le répéter en français, mais alors il ne répondit pas. Plus tard j'ai pu remarquer qu'il parlait très bien le français.

A un certain moment on abattit un cheval blessé ; en ce moment le commandant me cria pour m'avertir et me tranquilliser « on abat le cheval » ce qui prouvait qu'il entendait parfaitement le français. Je ne crois pas que le commandant a vu lui-même que les gendarmes avaient tiré. Mais les soldats allemands doivent l'avoir vu sans aucun doute. Pendant 10 minutes des coups de feu ont été échangés, ce qui est impossible avec des fusils de chasse. Je pense bien que les gendarmes ont brûlé une cinquantaine de cartouches.

Il paraît que à un certain moment le commandant von Kaiser a donné le signal de cesser les cruautés.

Le curé, M. Raeymaeckers, ne cessait aussi de répéter que c'étaient uniquement les gendarmes qui avaient tiré. Il le dit en allemand.

Au commencement je me trouvai seul sous le tilleul. Puis vers la fin des actes de vandalismes sont venus encore là : l'abbé Van Ganssewinkel, âgé de 74 ans, puis le curé du village, le sacristain, le missionnaire Van Genechten, l'abbé Janssens, l'abbé Moyersoën.

A un certain moment le sacristain Richard Sledsens est sorti de l'église ; il fut, sans motif, attaqué par les soldats qui lui donnèrent force coups de poing, coups de pied et coups de crosse. C'est grâce au curé que le commandant a empêché de l'abattre.

Je sais très bien qu'aucun civil n'a tiré. La même patrouille a encore passé le matin par notre commune sans rencontrer de difficultés. Ce sont uniquement les gendarmes d'Arendonck qui ont tiré. Après nous avons été tous emmenés par les Allemands en qualité d'otages. Quatre d'entre nous durent précéder la voiture et les trois autres durent la suivre. Nous avons été emmenés jusqu'au delà du village de Desschel, à une distance d'environ 5 kilomètres et cela dans le but d'empêcher qu'en cours de route des coups de feu ne fussent encore tirés et dans le but de se protéger.

Le commandant nous a donné la permission de retourner. Deux soldats allemands ont été blessés par les gendarmes et un cheval eut la patte de devant cassée.

Le commandant von Kaiser était un homme de taille moyenne, aux cheveux châtain grisonnants, à la figure pleine, solidement bâti, sans barbe mais mal rasé. Il avait le maintien correct et des manières polies. J'avais l'impression que c'était un homme qui avait reçu une bonne éducation.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s.) Al. Van Gansenwinkel.

ANNEXE N° 38.

Déposition de Van Nucten Louis, âgé de 72 ans, bourgmestre, né à Merxplas et domicilié à Meerle, qui déclare :

Le quinze octobre mil neuf cent quatorze un détachement de qua-

rante mariniers allemands se présenta chez moi vers huit heures 30. Le commandant revolver au poing, me somma de le suivre aux lieu dit Elsakker et Grazen. Il me força sous les pires menaces de lui révéler le nombre et le lieu de cantonnement des Belges, sinon tout le village Elsakker sera brûlé et pour vous le revolver. Je fus forcé de le précéder à l'encontre des Belges. Il me força d'aller, en parlementaire, drapeau blanc en tête, inviter les Belges à se rendre, sous peine d'être fusillé. Le commandant belge répondit : je ne veux pas me rendre, mais nous allons passer la frontière hollandaise ; ce qu'il fit.

Ensuite le commandant allemand me força de lui renseigner toutes les routes du village aboutissant à l'Elsakker.

Lecture faite, le témoin persiste dans sa déclaration et a signé avec nous et notre greffier.

ANNEX N° 38.

** Déposition assermentée de Joséphine Beyens, 34 ans, cultivatrice à Meerhout :*

Le 18 août 1914, vers 4 h. 30 de l'après-midi, j'étais occupée avec ma mère dans le fournil à pétrir le pain. Mon père était assis dans la chambre de devant. Notre voisin François Mellebeeckx est entré à bicyclette par la porte de derrière. Je lui dis : « Allez chez mon père, il est assis là ». Ce qu'il fit. Mellebeeckx nous dit : « Les Allemands sont là. » Deux cavaliers passèrent sur la chaussée en direction de Meerhout. Ceux-là je les ai vus. Les autres, qui ont vu entrer Mellebeeckx par la porte de derrière sont entrés également par là. Ils étaient nombreux et avaient occupé toutes les issues de la maison et du jardin. De peur je me cachai avec ma mère dans le trou aux pommes de terre situé sous le four.

Un certain nombre de soldats est alors entré dans la maison. Un d'entre eux est venu chez nous et nous a fait sortir de notre cachette. Ma mère et ma sœur sont entrées à la maison, mais moi je me suis sauvée. Quand ma mère est entrée par la porte de derrière, mon père et Mellebeeckx avaient été emmenés par la porte de devant. Nous n'avons plus revu mon père si ce n'est après sa mort.

Il a été conduit avec Mellebeeckx à une trentaine de mètres derrière la maison où tous les deux furent fusillés après qu'on leur eût bandé les yeux. Nous étions tellement effrayées que nous n'avons pas entendu de coup. Tout ceci n'a duré qu'un moment. Le même officier allemand (il avait des yeux à faire peur), qui nous a fait sortir du fournil est rentré à la maison et a dit que mon père et Mellebeeckx avaient été fusillés. Il l'a même répété parce que ma mère a l'oreille un peu dure.

Une quinzaine d'arcs et une douzaine de flèches appartenant à la société des tireurs à l'arc, qui avait son siège chez nous, étaient suspendus aux murs. Les Allemands ont brisé les arcs et les flèches et jeté les débris à côté des cadavres. Ils ont emporté un arc à Meerhout. Je ne

puis certifier qu'une minute ne s'est pas écoulée entre le moment où les Allemands sont entrés et l'assassinat de mon père.

Je ne sais pas ce qu'ils ont fait de la bicyclette de Mellebeeckx. Celle de mon frère Charles a été retirée de la chambre de l'entresol, les pneus furent gonflés et la bicyclette emportée. Ils ont visité la maison de haut en bas, et ont emporté deux caisses de cigares et un portemonnaie contenant une vingtaine de francs.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s.) J. Beyens.

ANNEXE N° 40.

Déclaration de Defrise, R.

Quaregnon le 14 janvier 1919.

Le 25 août 1914, mis au courant des atrocités commises par les soldats allemands, je me rendis avec M. Joseph Boremans, ouvrier mineur, dans le but de prendre les dispositions nécessaires pour reprendre les civils tués sur le territoire de notre commune, ainsi que les soldats anglais, mais les Allemands menaçaient de tirer sur quiconque se risquait d'approcher les lieux où se trouvaient les cadavres. Je me rendis alors avec Boremans à la clinique chirurgicale rue de Valenciennes où je rencontrai M. le Bourgmestre Docteur Dupuis et Madame Dupuis occupés à donner des soins aux soldats anglais et allemands. Je fis part de mes intentions de m'occuper de relever les civils tués et de les faire transporter au cimetière et M. le Bourgmestre approuva ma résolution ; je demandai alors au capitaine allemand blessé à la clinique de vouloir bien m'accorder l'autorisation pour cette besogne macabre. Après de nombreuses explications, je parvins à obtenir l'autorisation ci-jointe, sous condition d'aller reprendre sur le terail du puits n° 5 du couchant du Flénu 5 soldats allemands tués dont 1 officier et de les descendre pour les enterrer sur le terrain ferme dans le bas du terail, de reporter les bijoux, l'argent que devait posséder l'officier, et ce, sous peine d'être fusillé ; cette menace ne nous effraya pas trop, car le but que nous poursuivions était atteint. D'accord avec M. le Bourgmestre et M. Dupont, secrétaire communal, je fis placer des poteaux partout, avec l'inscription « défense de circuler sur les champs », en outre, nous nous chargeâmes avec M. Dupont de diriger une équipe d'ouvriers pour la section du Rivage, tandis que je me rendais avec Boremans, rue de Binche et de la nouvelle Cossette, accompagnés de MM. Joseph Dieu, garde champêtre, Victor Chevalier, droguiste, munis de désinfectants et d'une équipe d'ouvriers ; c'était le 26 août. Nous procédâmes d'abord sur le terail à la dégringolade des soldats boches et nous eûmes l'heureuse chance de trouver une bourse contenant 3 louis de marks, 1 sifflet et une médaille sur le cadavre du soi-disant officier boche ; la situation était sauvée ; je remis par la suite ces quelques bibelots à l'ordonnance du capitaine, en présence de Madame Dupuis.

Nous nous rendîmes ensuite à la nouvelle cossette où un spectacle horrible se présentait. Sur un petit coin de la terre, en face de la rue,

rangés et serrés comme un troupeau de moutons, 14 civils gisaient, froidement et lâchement assassinés.

Les positions dans lesquelles nous les avons repris les uns à genoux, les mains jointes, leur tête en bouillie, les autres renversés, les bras en l'air contre un câble en fil d'acier, le ventre ouvert, démontraient que ces innocentes victimes avaient imploré les bandits de leur laisser la vie ; après avoir fait désinfecter ces cadavres, et malgré la douleur des épouses, des mères et des enfants que je cherchais à consoler de mon mieux, je n'ai pu leur accorder la satisfaction de laisser embrasser une dernière fois ces malheureuses victimes, tellement elles étaient atrocement déchiquetées. Après la désinfection et sous la conduite du dévoué garde-champêtre Joseph Dieu, les ouvriers les ont chargées sur un camion et conduites au cimetière. De l'enquête à laquelle je me suis livré au domicile de ces malheureux, il en est résulté qu'ils se trouvaient tous dans les caves quand les barbares boches les ont fait sortir pour les mener au lieu du supplice, prétextant qu'ils avaient aidé les soldats anglais à creuser des tranchées.

Nous fîmes ensuite reprendre d'autres civils tués isolément pendant que d'autres ouvriers procédaient sous la direction de Boremans à l'enfouissement des soldats anglais tués sur le champ de la Sablonnière. Et ensuite, pendant que le brave Boremans s'occupait de ramasser les cartouches et autres engins dangereux pour les placer en lieu sûr, je me rendais avec quelques ouvriers et M. Gabriel, commissaire de police pour visiter les maisons incendiées, à l'effet de nous assurer si des cadavres ne se trouvaient pas dans les caves, c'est ainsi que nous trouvâmes une somme de 614 francs composée de 580 francs, en pièces de 5 francs, 17 francs en pièces de 1 franc et 1 pièce d'or de 20 francs. Cette somme fut trouvée dans les décombres encore brûlantes de la maison Edima Hanotte, réfugiée en France.

Je fis part de cette trouvaille à Monsieur le Bourgmestre et Monsieur le Secrétaire communal rédigea un procès-verbal de la constatation.

Je tiens toujours cette somme à la disposition des ayants-droit, plus 36 francs d'intérêt, soit 650 francs.

Certifié sincère et véritable.

(s.) R. Defrise.

Ont été notamment tués :

Lucien Scutenaire, 44 ans,
Fernand-Désiré Havaux, 18 ans,
Lucien-Eugène Havaux, 22 ans, frère du précédent,
Jules Dupont, 19 ans,
Jules-Nestor Degave, 50 ans,
Jacques-Léon Poch, 35 ans,
Emile Louis, 21 ans,
Emile Defossez, 37 ans,
Désiré Urbain, 53 ans.
Aimable Leroy, 41 ans,
Alphonse Carlier, de Wasmuel, 58 ans,
Lefebvre Auguste, de Wasmuel, 24 ans.

2° Les soussignés Noel Vertenoeuil, 32 ans, charron, Cloquette

François, 76 ans, pensionné, Adelson Dupont, 21 ans, Célestine Desmet, 46 ans, Caulfriez Louisa, 51 ans, Cuvelier Augusta, 26 ans, Séverin Irma, 53 ans, Leclercq Alida, 44 ans, Florine Marcil, 56 ans, Maria Busine, 67 ans, nous ont relaté les faits ci-après :

Le 24 août 1914, vers 3 h. 30 de l'après-midi, ils se trouvaient tous dans leurs caves respectives en compagnie des victimes. Des soldats allemands pénétrèrent dans les habitations et rassemblèrent sur la prairie appartenant à Henri Wuilmart, rue Nouvelle Cossette, toutes les personnes de sexe masculin. On les fit mettre à genoux, et ils restèrent dans cette position durant une demi heure environ, attendant l'arrivée d'un officier. Celui-ci partagea le groupe qui comportait plus de 25 personnes en deux ; il renvoya les vieillards et les adolescents trop jeunes, fit lever le restant et les conduisit dans la prairie voisine appartenant à Surin Florimond.

Les prisonniers furent contraints de se mettre à genoux, mains jointes et restèrent dans cette attitude 5 à 6 minutes. Toutes les personnes avaient disparu, Noel Vertenoeuil, précité, faisait partie du groupe destiné à l'exécution. Remarquant d'après le bref colloque entre l'officier et ses soldats que le commandement comportait trois injonctions, il se laissa tomber à la première. Les fusils furent déchargés, les victimes tombèrent. Aussitôt, un officier vérifia si les victimes étaient bien mortes, et leur tira à cet effet, une balle de revolver dans la tête. La balle destinée à Noel traversa la tête d'Emile Louis, tombé sur lui, et lui traversa ensuite le bras. Noel est toujours porteur de cette balle. Pendant tout ce temps, Noel était resté sans mouvement, comme si la mort l'avait atteint. Ce n'est que 1 h. 30 après le départ des soldats qu'il osa se relever pour se cacher dans un jardin situé à une vingtaine de mètres du lieu d'exécution, puis ensuite se sauva dans une citerne d'une maison voisine pendant douze heures, c'est-à-dire jusqu'au lendemain matin.

Ces actes de cruauté ont été commis après que les soldats avaient été l'objet de la bienveillance des habitants du quartier qui leur avaient procuré des vivres à profusion, et dénotent la sauvagerie incompréhensible des troupes allemandes sur des habitants sans défense et dont l'innocence est manifeste.

Aimable Leroy, victime susrenseignée a été abattu par un coup de revolver de la part d'un officier, alors qu'il revenait d'avoir indiqué une direction demandée par les troupes.

A Quaregnon, le 10 janvier 1919.

ANNEXE N° 41.

1°) *Déposition de Mathieu Arthur, houilleur, âgé de 60 ans, demeurant Grand-Route, 671, à Jemappes :*

Le 23 août 1914, vers 16 heures, nous étions dans notre cave au moment de l'arrivée des troupes allemandes ; comme ils frappaient j'ai ouvert aussitôt les portes du café. Je fus empoigné pour être

placé en tête des troupes et prendre ensuite la direction de Flénu. Arrivé dans cette dernière localité, je fus libéré sur ma demande par un officier allemand. Arrivé chez moi, j'ai appris que ma femme venait d'être tuée à coups de baïonnette reçus à la poitrine ; elle s'enfuit dans la rue Grande pour tomber sur l'escalier de la maison de M. Bruyère François. Ma femme ne cessait de crier « au secours, ils ont volé mon argent ». C'est M. Brédat Oscar qui l'a transportée dans sa maison où elle mourut. Quant à Mme Carmon Laure, elle a entendu qu'un officier allemand qui se trouvait en face de sa maison a crié ces paroles en allemand : « massacrez quelques personnes, ici il faut sacrifier des civils ». Aussitôt, les soldats ont tiré, ont frappé et enfoncé les portes. A ce signal ma femme a été tuée.

2°) *Déposition de Carmon Laure, institutrice-régente, âgée de 37 ans, demeurant rue Grande, 7, à Jemappes :*

Le 23 août 1914, vers 16 heures, j'étais cachée dans ma cave pour le passage des troupes allemandes. Les soldats criaient féroce­ment, tiraient et frappaient avec force dans les portes pour les enfoncer ; un des soldats à cheval, qui devait être le chef de la bande cria fortement : « einige leute durchschlachten » ce qui veut dire en français : « massacrez quelques personnes ». Sur ces paroles, les soldats tiraient des coups de fusil, enfonçaient les portes et criaient comme des sauvages. C'est à la suite de ce signal que la femme Mathieu Arthur fut tuée.

3° *Déposition de Levêque Victorine, ménagère, âgée de 40 ans, veuve Zinque Gustave, demeurant rue du Campiau, 9.*

Le 24 août 1914, vers 5 heures du soir, je me trouvais sur la grand-route accompagnée de mon frère Victor et de ma mère ; étant arrivée près de l'institut St-Ferdinand un officier allemand nous mit en joue avec son revolver ; mon frère Victor demanda alors grâce pour notre mère. C'est à ce moment que l'officier tira ; il se trouvait à deux mètres de distance. Mon frère fut tué sur le coup ayant reçu la balle dans la tête. L'officier allemand descendit alors de cheval et s'assura de la mort de Victor Levêque. Cet officier a agi avec sangfroid et n'était pas ivre.

4° *Déposition de Carles Clémentine, 42 ans, ménagère, veuve de Tournay Jean, demeurant rue de Jéricho, 94, à Jemeppe :*

Le 23 août 1914, vers 5 heures du soir, je me trouvais avec mon mari, rue de Jéricho, quand les soldats arrivèrent. A leur vue, nous nous sauvâmes dans la direction de la verrerie. Un gradé allemand revolver au poing nous suivait derrière en criant. Tout à coup, il tira une balle dans le dos de mon mari, qui leva les bras en l'air ; il reçut une seconde balle dans le dos et tomba par terre ; le gradé s'approcha, et malgré mes supplications, il tira encore une balle de revolver dans la tête de mon mari, qui expira peu de temps après.

ANNEXE N° 42.

1^o) *Déposition de Gardenne Gérard, 50 ans, négociant, boulevard Audent, 42, Charleroi.*

Nous nous étions réfugiés avec toute la famille à la cave. Nous entendions les balles pénétrer dans le magasin et à l'étage et les glaces voler en éclat. Nous avons ensuite entendu donner des coups de haches, de crosses ou autres, démolissant les vitrines et les portes, puis des hurlements et des coups de crosses de soldats entrés dans la maison. Puis le silence s'est fait mais sentant la fumée pénétrer dans la cave, nous sommes remontés, le rez-de-chaussée flambait et aussi le premier. N'ayant pas de sortie derrière, nous avons voulu sortir par le boulevard Audent. Nous avons été cueillis, moi, ma femme, ma belle-sœur, ma gamine de 12 ans et mon père âgé de 78 ans et ils nous ont forcés à prendre place dans la bande de civils qui marchaient devant eux. Cette bande comprenait environ cent personnes. Arrivés au Parc, ils ont fait coucher les civils à plusieurs reprises, à terre à plat ventre, sur la partie du boulevard Audent joignant le parc et sur la rue du Ravin. Ils avaient établi des mitrailleuses sur les trottoirs des deux côtés, et tiraient dans la direction de la caserne et du Pont Neuf où il y avait une barricade française. Ils nous ont parqués au Parc pendant une heure ou deux, ils ont brûlé le kiosque, puis ils ont libéré les femmes et les enfants. Ensuite le groupe d'hommes dont je faisais partie, environ une centaine, a dû marcher en tête de la troupe. Ils nous ont fait rebrousser le boulevard Audent, traverser le viaduc et remonter la rue de Bruxelles jusque Bon-Air. Aux divers carrefours, ils s'arrêtaient et tiraient dans diverses directions. A Bon-Air ils ont rencontré une colonne d'artillerie descendant de Gosselies. Ils ont libéré M. Fréron qui portait le brassard de la Croix-Rouge. Nous avons suivi une partie de la chaussée de Châtelet, une partie du faubourg de Charleroi, notamment rue Cayanderie et rue Ste-Barbe et nous sommes allés jusque Momignies. Rue Ste-Barbe, j'ai vu les Allemands piller une épicerie. Ils nous ont fait coucher sur des cailloux dans la gare de Montignies et ils sont allés chercher les Pères de la Doctrine Chrétienne dont l'établissement voisin flambait et les ont forcés à prendre place dans nos rangs. Tout le long de la route, les Allemands menaçaient de leurs armes et disaient notamment qu'on allait nous fusiller. Ils nous ont ensuite conduits près de la Place de Montignies où nous avons stationné. J'ai vu là, la façon de procéder. Un soldat s'est approché d'une maison assez jolie, il a brisé la porte avec une hache, celle-ci ouverte, il est entré avec d'autres allemands ; on a tiré des coups de fusil dans le corridor ; à peine étaient-ils sortis que nous avons vu la fumée de l'incendie sortir de la maison. Dans nos pérégrinations nous avons traversé la rue Solvay qui flambait des deux côtés. Parqués dans une prairie, couchés à plat ventre, les Allemands ont placé des pièces d'artillerie qui pouvaient tirer au dessus de nous et là j'ai entendu le major commandant de la troupe qui hurlait : « Demain matin vous serez tous fusillés vous avez tiré sur nos troupes ». Ceci se passait la nuit du 22 août 1914. Nous avons fait de multiples pérégrinations dans la commune le lendemain matin, dimanche. Nous avions

passé la nuit du 22 au 23 sur le pont du Déversoir de Montignies. Le groupe s'était considérablement accru de personnes ramassées le long de la route. Il y avait des femmes d'un âge avancé et des femmes allaitant leurs enfants. Ils nous ont fait placer des deux côtés du pont, les menaces étant continuelles. J'ai entendu à un moment déterminé un coup de feu et un corps tomber à l'eau. Les Allemands ont fait traverser le pont par des chariots et des charrettes pour en éprouver la solidité. Le dimanche matin vers midi, nous avons été ramenés toujours encadrés d'Allemands et toujours les bras levés, à l'Hôtel-de-Ville de Charleroi.

Lecture faite et signe.

G. Gardenne.

2°) *Déposition de Blondiaux Victor, 50 ans, médecin, boulevard Audent, 4, Charleroi :*

Le 22 août 1914, vers dix heures du matin, revenant de l'hôpital par la rue de France, j'ai dû me garer dans la loge du concierge du Théâtre, ayant remarqué que les Allemands prenaient position boulevard Audent en haut du viaduc. Presque aussitôt un soldat allemand est venu enfoncer les carreaux de la maison en face de la loge où je m'étais réfugié (rue de France), pendant qu'un autre brisait les vitres de la loge du Théâtre. A l'aide de paille enflammée et d'amadou, il mit le feu aux rideaux de la loge. J'ai éteint le commencement d'incendie. Me précipitant alors sur le devant du Théâtre, je vis ma maison boulevard Audent qui flambait ainsi que la maison voisine. Je traversai le boulevard Audent en rampant, suivi de mon fils et malgré le feu des Allemands qui tiraient au dessus de nous. J'ai éteint le feu chez moi. Néanmoins l'escalier jusqu'au troisième a été la proie des flammes. J'ai constaté sur les paliers, la présence d'une énorme quantité de benzine. J'ai découvert dans mon salon de devant une quantité considérable de graisse qui avait été jetée par la fenêtre brisée et était tombée sur le radiateur. J'ai aussi trouvé dans le salon trois ou quatre pastilles noires incendiaires. La porte d'entrée avait été fracturée et était complètement embrasée, elle avait dû être couverte de benzine avant qu'on y mit le feu. Ma femme et deux de mes enfants ainsi que la domesticité entière étaient réfugiés dans les caves. La cuisinière m'a dit avoir entendu et vu, étant remontée au rez-de-chaussée, un allemand qui descendait les escaliers venant du premier étage. Vers quatre heures de l'après-midi les Allemands revenant en sens inverse ont mis le feu à la maison face à la mienne, maison Legleu. Me trouvant sur le seuil de ma porte, je les ai vus briser le volet avec des haches, fusils et introduire par la brèche de la paille et de l'amadou en feu. J'ai avec mon fils éteint ce commencement d'incendie.

Lecture faite, il signe.

3°) *Déposition de Piérard Blanche, veuve Louis Detournay, 34 ans, actuellement à Lodelinsart, ci-devant avenue des Viaducs, Charleroi :*

Le samedi 22 août 1914, lorsque les Allemands sont arrivés, je me

trouvais dans le café avec mon mari et mes deux filles. Les volets du café étaient descendus. Mon mari a fermé la porte et nous sommes descendus à la cave. Etant dans la cave devant, on a tiré un coup de feu dans le soupirail ; nous sommes alors allés dans la cave de derrière. Mon mari qui circulait dans la cave, se demandant le cas échéant par où on pourrait se sauver est monté à l'étage pour prendre ses valeurs qu'il a gardées sur lui. A un moment donné, il a dit qu'il fallait se sauver parce que la maison brûlait. Remontés à l'étage, nous avons constaté que les Allemands avaient brisé les volets mécaniques et les vitres. La partie inférieure de la porte subsistait seule. Mon mari étant à l'intérieur du café a été atteint d'une balle en plein cœur. Moi-même j'ai reçu une balle dans le bras gauche. Nous nous sommes agenouillés moi et mes filles auprès du corps de mon mari étendu sur le parquet. L'une de nous a enlevé les valeurs. Nous sommes sorties de l'immeuble par la petite porte donnant avenue des Viaducs. Le cadavre de mon mari est resté dans le feu.

(S.) Blanche Piérard.

ANNEXE N° 43.

1^o Déclaration Rinchart Lambert, de Lodelinsart :

Le 22 août 1914, j'habitais le n° 370, chaussée de Bruxelles (caveau). Vers 6 heures du matin, mon neveu Armille Delattre, agréé au Chemin de fer de l'Etat à la gare de Dampremy, La Planche, remontait la rue pour rentrer chez lui, il me dit qu'il venait de recevoir un télégramme lui annonçant la marche des Allemands vers Charleroi. Environ un quart d'heure après un cavalier français venant de La Planche au galop nous conseilla de rentrer tous chez nous, de fermer portes et fenêtres, que l'on allait accueillir l'ennemi à coups de mitrailleuse, que l'on ne devait pas se montrer. Vers 6 h. 45 la fusillade commença. Elle dura environ 10 minutes. Lorsque le silence se fit je me hasardai à sortir pour jeter un coup d'œil dans la rue, je vis des civils qui se sauvaient avec des selles, des lances, des casques à pointe. Je pris la décision de m'enfuir de chez moi ne voulant pas m'exposer ; je pris ma femme qui était atteinte de paralysie, dans mes bras, je l'emportai me dirigeant vers la demeure de mon fils qui habite Dampremy, lorsque arrivé dans le fond du Warchat l'on me dit de ne pas aller plus loin que les Allemands étaient campés sur le terail de Deschassis avec canons et mitrailleuses et qu'ils tiraient sur tout le monde, qu'il était impossible de passer. Je rebroussai chemin et je rentrai chez mon neveu Léon Doffiny au n° 22 de la rue Warchat. Vers 7 h. 30 les soldats allemands firent irruption dans les habitations et les jardins. J'étais en compagnie de Léon Doffiny et Alfred Bainchon ainsi que de leurs femmes et leurs enfants, les soldats nous obligèrent à partir devant eux et nous dirigèrent sur la maison de Manthau Florent qui avait installé une succursale de la Croix-Rouge. Les insignes étaient installés visiblement. Les officiers Allemands ne voulurent pas reconnaître cette succursale et nous firent subir une visite corporelle sous prétexte de savoir si nous n'étions pas détenteurs d'armes, car ils nous accusaient

d'avoir tiré sur leurs troupes, que nous étions des francs-tireurs et des apaches. Au cours de ces perquisitions, ils nous volèrent tout ce que nous possédions sur nous, argent, bijoux, etc. D'autres compagnons civils étaient venus nous rejoindre, nous étions une quinzaine à ce moment. L'on nous signifiait que nous avions à marcher devant eux. les mains en l'air, tête nue, on nous dirigea vers les rues des Français, près des verreries Foucault. Le concierge de celle-ci étant sur la rue, un soldat le mit en joue et l'abattit le tuant net. On appela alors Monsieur Foucault qui se trouvait près de sa propriété et les officiers le firent marcher près d'eux. On prit la rue Frison. C'est alors qu'un nommé Hubeau de la Docherie s'est venu joindre à nous croyant que nous suivions les Allemands de notre propre volonté sans y être forcés, mais quand on le força à mettre les bras en l'air, il décida de s'enfuir. C'est ce qu'il fit en arrivant à la rue des Verreries, un soldat l'abattit d'un coup de fusil ; un flamand dont je n'ai jamais su le nom qui donna des indications aux soldats subit le même sort. On entra encore dans les maisons et on força encore d'autres civils à marcher ; nous sommes passés par la rue camp de Moscou et la rue des piges, nous sommes arrivés en face du charbonnage Ma Campagne, dépendances de Sacré Madame, on fit une halte, les soldats visitèrent la cour du charbonnage, pour s'assurer qu'il n'y avait pas de soldats français ; pendant ce court répit, Alfred Bainchon se sentant indisposé alla s'asseoir sur la bordure du trottoir pour se reposer, lorsque l'ordre fût donné de se remettre en marche, il se déclara incapable, les soldats alors lui donnèrent des coups de bayonnette pour l'obliger à se relever et à marcher, c'est alors qu'un officier allemand s'est avancé et lui mettant le canon de son revolver sur sa poitrine fit feu le tuant net. On se remit en marche ; nous arrivâmes ainsi à la rue de Mons par la rue d'Heigne ; nous nous dirigeâmes sur le viaduc. Arrivés à la bifurcation de la rue du grand Central, les soldats français qui se trouvaient près du dépôt du tram firent feu. Les Allemands braquèrent leurs mitrailleuses au confins de la rue Turenne et firent feu dans la direction des français. Les civils qui se trouvaient à la tête de la colonne furent abattus entre les deux feux, il m'est impossible de pouvoir dire si ce sont les balles allemandes ou celles des Français qui ont jeté la mort. Voici les noms des victimes, que je connaissais, qui ont perdu la vie :

Houssieres Jules ; Doffiny Léon ; Dehasse Léon ; Manteau Florent ; Brogneaux Georges ; Brogneaux Jules ; Brogneaux Léon ; Arius Robert.

Blessés : Laurent Elie ; Jacqmain Hubert ; Stivenart ;

Après que les Français eurent évacué leurs barricades, les Allemands allèrent frapper aux portes du café du Globe chez Detournay, celui-ci vint ouvrir, les soldats firent feu et le tuèrent net, puis refoulant son cadavre dans la demeure y mirent le feu ; ils firent de même chez Vincent, marchand en ustensiles pour coiffeur ; puis continuèrent leurs exploits en incendiant, en pillant partout à la rue du Grand Central et de la rue Turenne prolongée.

Il était environ 10 heures quand l'ordre fut donné de se remettre en marche par le boulevard Audent ; on incendia le Palais de l'Industrie, le Palais du Commerce, chez Raphaël et chez Catry, les quatre

coins de la rue de la Montagne, et d'autres habitations brûlèrent à leur contact ; pendant ce temps nous étions couchés au milieu du Boulevard Audent ; à un moment donné l'ordre arriva de nous relever et de nous remettre en marche. L'un de nous blessé, depuis le viaduc, Elie Laurent, perdait beaucoup de sang, nous le soutenions comme nous pouvions au risque de représailles pour l'aider à marcher ; nous nous dirigions sur le parc en face du palais de Justice. Les barbares épaulèrent leurs fusils et les déchargèrent sur les lions dans le but sans doute de calmer leur fureur.

Nous voici en face du parc on nous fait entrer et coucher sur les pelouses, pendant que les soldats déchargeaient leurs fusils et leurs mitrailleuses dans la direction du kiosque et des massifs. Le feu est mis au kiosque et les brutes de se tenir par la main autour de celui-ci en dansant et chantant, pendant que d'autres amenaient des civils, femmes, enfants et vieillards que l'on allait quérir en ville. Une protestation survint de la part d'un membre de la Croix-Rouge établie aux Jésuites, concernant les soins à donner aux blessés et leur transport au Lazaret, pour toute récompense celui-ci est contraint de rester avec nous

Je ne puis préciser la durée du temps que nous sommes restés au parc, mais il me semble qu'il était bien 2 heures de l'après-midi quand on nous signifiait l'ordre de nous mettre en rang et en tête de la colonne toujours les mains en l'air, on mit les femmes, les enfants et les vieillards en liberté et nous partîmes pour retourner sur nos pas vers le viaduc où nous avons perçu les cadavres de nos malheureux amis, dont plusieurs étaient carbonisés à moitié, nous reprîmes la route de Bruxelles vers Bon Air. Là nous avons croisé une colonne de soldats qui se dirigeaient sur Charleroi avec leur général en tête, le commandant qui nous accompagnait lui fit un rapport sur nous. Le général alors nous déclara en français que nous étions des francs-tireurs et des apaches, et que nous serions tous fusillés. Nous prîmes la route de Châtelet et arrivés au confins de la rue du Chenois près du passage à niveau Marteau, on nous fit prendre cette rue et arrivé sur la place près de la rue Cayaudrie, on pilla et on incendia la boulangerie Durveaux-Taza, on se dirigea alors vers la dite rue et c'est alors que commença un nouveau calvaire pour nous à chaque arrêt que l'on faisait pour piller ou incendier. Les soldats ivres descendaient de leurs montures ou de leurs chariots pour nous martyriser et nous frapper à coups de bayonnettes ou de cravaches, et cela continua jusqu'à notre arrivée à Montigny-sur-Sambre, à la station qui eut lieu vers 7 h. 30 du soir. On nous parqua dans une voie en cul de sac, nous étions bien 150, obligés de nous coucher, dans un espace restreint, l'un sur l'autre, pendant ce temps les brutes faisaient du feu entre les voies et faisaient cuire les victuailles qu'ils avaient volé en cours de route ; pendant que nous, partis depuis le matin n'avions rien pris comme nourriture depuis la veille au soir, nous mourions de soif et de faim, les bandits avaient l'air de nous narguer en accomplissant leurs orgies. J'ai vu de mes camarades qui cueillaient des brins d'herbe et les mangeaient pour apaiser leurs souffrances, et les bandits se gorgeaient de les voir réduits à de telles extrémités.

Quant ils eurent fini leurs ripailles, ils reçurent l'ordre de partir. Quelques temps après nous aperçûmes des incendies dans toutes les directions de la commune, vers 11 heures ou minuit, on nous fit relever et l'on nous dirigea vers le pont du déversoir. L'on nous disait que c'était la fin de notre supplice (ce que nous souhaitions tous); l'on nous rangea du côté des vannes avec défense de quitter le pont sans autorisation, l'un de nous a enfreint cet ordre et cela lui coûta la vie. Aussitôt abattu d'un coup de feu on jeta son corps dans la Sambre sans contrôler s'il vivait encore ou non.

Dans le courant de la nuit on amena encore d'autres otages sur le pont, entre autre le vicaire de Haies de Gilly et les deux petits frères gardiens de l'Orphelinat de Montigny qu'ils incendièrent. Vers 4 heures du matin on est venu les chercher et nous n'avons pas su dans quelle direction on les a emmenés.

Vers 4 h. 30, une lueur d'espérance, Monsieur Devreux, bourgmestre de Charleroi accompagné d'autres édiles, est venu en automobile pour parlementer avec l'Etat-Major Allemand au sujet de notre libération et de la reddition de la Ville, ils nous disaient d'espérer, que bientôt ils pourraient nous tranquilliser à ce sujet; nous ne vivions plus, une heure se passa, encore une demi-heure, que le temps nous semblait long, enfin nous entendîmes le ronronnement de la machine et nous apprîmes bientôt l'heureuse nouvelle que nous allions être mis en liberté, mais qu'il fallait encore un peu de patience, en effet quelque temps après un officier boche est venu nous dire que nous pouvions compter sur notre liberté mais pour cela qu'il ne fallait pas qu'une balle atteigne un de ses soldats en se dirigeant sur Charleroi. Nous nous embrassâmes les uns les autres quand on fit mettre en rang et partir, nous avons fait le tour de Montigny, et nous sommes arrivés à Charleroi, Place du Centre, à 9 h. 30 du matin le 23 août.

On nous parqua tant bien que mal à l'Hôtel-de-Ville avec défense de sortir sans être accompagné d'un soldat même pour remplir un devoir d'absolute nécessité, c'est alors que l'on nous porta à boire et à manger sur les instances d'une édilité de Charleroi quand il sut qu'il y avait quarante heures que nous n'avions rien pris.

Vers 2 heures de l'après-midi nous étions mis en liberté sur l'ordre du commandant de l'armée allemande, mais malheureusement beaucoup de mes amis étaient restés en cours de route. Si ma mémoire est fidèle c'est le 78^e et le 79^e qui nous escortait.

Ce récit est tout-à-fait l'exacte vérité, je n'y ai rien surchargé, au contraire il y a des faits que n'ayant pu voir et qui m'avaient été rapportés par des camarades je ne puis certifier la véracité, et ne peux donc les rapporter.

(S.) Rinchart Lambert.

2^o) *Déclaration Quinet Maria, veuve Manteau.*

Très inquiète d'avoir entendu dire que les Allemands se trouvaient à Gilly Fart Allet, ma jeune fille ne se coucha pas le 21 août. Le lendemain matin n'ayant rien aperçu elle se mit au lit vers 4/5 heures. Mais à peine s'endormait-elle qu'une furieuse galopade l'éveillait.

Une patrouille de cavaliers français passait, allant vers la grand-route. Peu de temps après la même patrouille guidée par un civil à cheval repassait à l'exception de 2 hommes. Quelques minutes ensuite un dernier cavalier conduisant un cheval par la bride demandait la route pour rejoindre la petite troupe. Un soldat français déjà avait été tué. Tout ce remue ménage nous ayant éveillés, nous descendons préparer le déjeuner. Soudain des coups de fusils, puis le grondement du canon ébranlèrent la maison. Mon mari dont la prudence était extrême nous fit descendre dans la cave. Pendant un certain temps, tremblant, pleurant, il nous tint embrassés ; craignant notre dernière heure venue. Pendant ce temps ma fille était remontée à la cuisine d'où elle perçut avec terreur les cris féroces de : « civils ouvrez... ouvrez civils ! » puis force de coups de crosses, de hache, de marteau enfonçant les portes presque toutes fermées.

Prise de frayeur, mais résignée, ma jeune fille ouvrit les portes, au bout d'un instant dans la cour en face de la fenêtre, elle fut mise en joue par les 2 officiers qui réclamaient son père ; voyant sa fille en danger, mon pauvre homme se leva et me dit : « Je m'en vais puisqu'il le faut... et tendant ses bras aux deux bandits il se laissa emmener comme un mouton.

D'un autre côté, des soldats ayant envahi la maison nous firent sortir et nous chassèrent vers les rangs de civils que les barbares avaient massés devant eux. Je pris place près de mon mari qu'ils avaient lié avec un autre malheureux. Il m'embrassa en me disant : viens... Pendant ce temps, ma jeune fille prise d'un tremblement nerveux eut encore la force de protester près d'un officier en lui demandant pour quel motif on emportait ainsi des innocents. Cet homme répondit : « pourquoi les civils ont-ils tiré sur nous ? Ma jeune fille lui dit, cela ne peut être, puisque toutes les armes ont été remises à l'Hôtel-de-Ville. Voyez d'ailleurs, dit-elle encore, le papier que vous avez en mains et qui est signé du bourgmestre. Votre bourgmestre, répondit-il c'est un imbécile. Et puis pourquoi portes et fenêtres fermées, alors qu'hier pour les Français il y avait du vin, du tabac et du chocolat ; l'autre officier pendant ce temps s'occupait à dépouiller mon mari, et ses compagnons. Ma fille a vu cet homme arracher le mouchoir de poche dont son père se servait pour essuyer ses larmes, après avoir vu voler dans son portefeuille toutes ses économies de 28 ans et celles de son fils, qui lui, avait pu heureusement fuir en sautant des murs voisins. L'officier voleur craignant sans doute un témoin gênant en ma fille, cria : « Pas de femme » et nous renvoya. Mais l'autre officier braquant toujours son revolver sur elle lui dit : « allez vite mettre un drapeau blanc à votre fenêtre et dites à toute la rue de faire la même chose. Durant tout le passage de la terrible troupe, ma fille resta debout drapeau blanc au bras, narguée et insultée par certains qui montrant une charrette de blessés dirent : « C'est vous qui avez fait cela »...

Après le passage de ces Allemands, elle suivit leurs traces, relevant les derniers souvenirs de son père : mouchoir, casquette, etc.

Nous attendîmes vainement le retour de mon mari et ma jeune fille que rien n'arrêta finit enfin, après une semaine de tristes démarches,

à le retrouver inhumé comme inconnu au cimetière de Charleroi, les bras levés, les mains trouées de balles, une horrible blessure à la gorge. Les bandits l'avaient assassiné au Viaduc.

3^o) *Déposition de Brioux Louis, 41 ans, entrepreneur, 215, route de Bruxelles, à Lodelinsart.*

Le 22 août 1914, je me trouvais dans la cave de mon voisin d'en face M. Baus avec nos familles. Entendant enfoncer la porte, nous sommes remontés laissant les femmes dans les caves et nous avons voulu fuir par le jardin, mais nous avons été appréhendés par les Allemands qui nous ont arrêtés sur la route de Bruxelles. Ils nous ont fait prendre rang dans le groupe de civils qui précédait leurs troupes. J'étais placé à côté d'un canon. Presque aussitôt j'ai vu un soldat allemand abattre d'un coup de feu dans le dos un vieillard qui fuyait. Nous retournant j'ai constaté que ma maison flambait. Le groupe de civils hommes, femmes de tout âge était d'une centaine. Tout le long du parcours sur l'ordre du chef des soldats enfonçaient les portes et les vitres à coups de hache et aussitôt après les maisons flambaient. Arrivés à la barricade des Français à la Planche ils nous l'ont fait démolir. Ils ont placé environ une centaine d'hommes le long d'une muraille et ont fait le simulacre de nous fusiller nous mettant en joue. J'ai omis de dire qu'au moment où nous fûmes appréhendés par les Allemands le commandant a dit : Nous faisons la guerre en rase campagne et non dans les maisons ». J'ai protesté disant que les civils n'avaient pas tiré, ajoutant que c'était les Français qui avaient attendu les Allemands. Les Français m'a-t-on dit avaient construit une barricade à la Planche. Ils nous ont ensuite fait rebrousser chemin, nous avons passé en face de nos demeures qui achevaient de se consumer. Nous avons été aussi par Gilly, presque jusqu'à Couillet. Là, j'ai été éloigné et je me suis réfugié dans une épicerie. Une vingtaine de minutes après, une fusillade s'était déchaînée, nous nous sommes réfugiés dans la cave, nous nous sommes mis dans une citerne ayant de l'eau jusqu'au ventre, hommes et femmes. Etant ainsi dans la cave, nous entendions au rez-de-chaussée et à l'étage que l'on pillait et emportait des marchandises. Le 23 août à 6 h. 20 exactement, voyant de la fumée se dégager par le soupirail, j'ai conseillé à mes compagnons de nous rendre. Les femmes sont sorties les premières et ont été malmenées, les hommes ont été frappés à coups de crosse. J'ai reçu un coup de pied dans le côté droit qui m'a étendu dans la rue. Ils ont fait le simulacre de nous fusiller. Nous avions les bras levés et la figure tournée vers la muraille. Puis me prenant pour le maître de la maison, ils m'ont fait redescendre dans la cave, portant un flambeau pour éclairer la citerne, afin d'y rechercher les hommes. Les Allemands nous accusaient d'avoir tiré. Ils nous ont replacé en face de la muraille pour nous exécuter. Nous avons été ensuite forcés de reprendre la tête des troupes allemandes et nous sommes arrivés à un endroit où se trouvaient des officiers supérieurs. Il y avait là environ trois cents autres civils. Tout brûlait à ce moment. Un certain groupe dont j'étais avec les personnes avec lesquelles je m'étais trouvé dans la citerne a été entouré d'une corde et on nous a marqué

d'une croix dans le dos. Un officier supérieur a lu une pièce que nous avons supposé notre arrêt de condamnation. Nous avons continué à marcher avec les Allemands jusque Nalinnes où nous avons été lâchés le lundi vers onze heures du matin en nous faisant crier : « Vive l'Empereur ».

Je porte depuis ces événements une hernie que j'attribue aux coups reçus. Le préjudice éprouvé par moi pour ma maison et mes marchandises incendiées s'élève à environ 33.000 fr. prix de 1914.

Lecture faite persiste et signe.

L. Brioux.

ANNEXE N° 44.

1^{re}) *Déposition de Pierre Sergeant, 59 ans, journalier, 5, rue du Parc, à Couillet :*

Le 22 août 1914, j'habitais une des maisons de l'Usine. Les Allemands, qui venaient d'arriver et qui savaient que beaucoup d'habitants effrayés s'étaient réfugiés dans leur cave, tiraient des coups de fusil par les soupiraux. Voyant qu'ils s'approchaient de la maison, je me suis sauvé avec ma femme par le jardin. Des Allemands se sont emparés de nous, nous ont violentés et nous ont obligés à nous agenouiller, en demandant si c'était la femme qu'il fallait tuer ou l'enfant qu'elle tenait à la main. Ce disant, ils tenaient le revolver braqué sur nos poitrines.

Au bout de quelques minutes, ma femme et l'enfant ont été libérés. Quant à moi, ils m'ont lié les mains ainsi qu'à beaucoup d'autres hommes de Couillet et nous sommes restés dans cette attitude jusqu'au lendemain dans la matinée. Entretemps, ils nous bouscullaient et nous jetaient de la poussière à la face.

Le dimanche matin ils nous délièrent les mains et nous versèrent dans un groupe de 5 à 600 hommes qu'ils firent marcher devant eux jusque Nalinnes. Le lundi nous pûmes regagner notre domicile. Durant tout ce temps, les Allemands nous laissèrent sans boire ni manger.

Ma maison a été incendiée avec tout ce qu'elle contenait. Le mobilier avait une valeur de 2400 francs.

Lecture faite le témoin signe.

Pierre Sergeant.

2^{re}) *Déposition de Auguste Willems, 30 ans, ouvrier mineur, demeurant 20, rue du Calvaire, à Couillet :*

Le samedi 22 août 1914, je me trouvais chez mes beaux-parents rue du Congo à Couillet. Les Allemands nous ont enlevés, mon beau-père Victor Monseur, un étranger et moi et nous ont alignés contre le mur pour nous fusiller. Un officier étant survenu, on nous a fait marcher du côté de la route de Gilly dans la direction de la route de Philippe-

ville. Là on nous a lié les mains en nous attachant les trois ensemble à une distance de vingt centimètres. A différentes reprises, on faisait monter le premier dans un camion et il devait hisser les deux autres en les tirant à la force des poignets ; entretemps, ils nous criblaient de coups de canons et de crosses de fusils.

Quand nous sommes arrivés à la route de Philippeville, les Allemands nous ont fait revenir sur nos pas. Rentrés à la route de Gilly, mon beau-père réussit à s'évader et à échapper aux coups de fusil que les Allemands tirèrent contre lui. Mais les Allemands se tournant contre moi, me donnèrent un coup de baïonnette qui me transperça d'outre en outre et ils me forcèrent à marcher encore avec eux sur une distance de mille mètres environ. Alors ils me placèrent dans une maison, coupèrent la ficelle qui me tenait les mains, celles-ci étant trop gonflées pour pouvoir être déliées. Je fus déshabillé, un médecin allemand me donna quelques soins et je restai ainsi, déshabillé jusqu'au lendemain, couché sur un matelas que les habitants de cette maison avaient mis à ma disposition. Ensuite j'ai été transporté à la Croix-Rouge où je suis resté en traitement pendant dix jours. Puis on m'a transporté chez moi.

Depuis cette date je n'ai cessé d'éprouver des douleurs très vives dans le ventre. J'ai subi cinq opérations et à l'heure qu'il est, je ne puis encore entreprendre aucun travail.

Lecture faite, le témoin signe.

(S.) A. Willems.

3°) *Déposition de Lechien, Bertha, fille de Isidore, 27 ans, domiciliée à Châtelet, rue d'Aiseau, 8 :*

Le 21 août 1914, nous nous sommes réfugiés, mon père, ma mère, mon frère et moi, à Couillet (Fiestaux) chez mon oncle Jean-Baptiste Coppens, habitant cette localité, rue Bellevue N° ... Le 22, vers 14 heures, à l'arrivée des Allemands, nous nous sommes enfuis. Mon père a été fait prisonnier et malgré nos réclamations ne nous a pas été rendu. Les troupes l'ont obligé à marcher avec elles. Une dizaine de jours plus tard, il est rentré chez nous en compagnie de Suinen, Jules, habitant à Couillet, rue de Villers 345, lequel pourrait donner tous les détails sur les faits qui se sont passés pendant leur captivité. Mon père est mort le 10 décembre 1914. Monsieur le docteur Lattine de Châtelet nous a déclaré que la mort était due aux mauvais traitements subis.

4°) *Déposition de Bertha Lechien, 27 ans, tailleur, demeurant à Châtelet :*

En rentrant à la maison fin août 1914, après être resté 5 ou 6 jours prisonnier des Allemands, mon père me fit le récit des mauvais traitements que ceux-ci lui avaient fait subir.

Je confirme à cet égard la déclaration que ma mère vous a faite et dont vous me donnez lecture.

Depuis sa rentrée au logis jusqu'à sa mort, survenue le 10 décembre suivant, mon père ne cessa de pleurer, observant un mutisme quasi absolu et manifestant une grande frayeur des Allemands. Il vou-

lait même qu'on vidât la citerne pour y mettre une pailleasse pour y passer la nuit. Il se plaignait beaucoup de douleurs dans la tête. Le docteur Lattine consulté dès le début de sa maladie, me déclara qu'il n'y avait rien à faire et qu'il fallait s'attendre à une issue fatale, attribuant la maladie de mon père aux mauvais traitements que les Allemands lui avaient fait subir.

Les soldats allemands ont emporté de chez nous du linge, des vêtements, divers objets et brisé les portes, des meubles, nous causant ainsi un préjudice qui, je crois, a été évalué à la somme de 600 francs.

Les Allemands ont également pillé la maison de mon beau-frère Dumont-Lechien.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Berthe Lechien.

ANNEXE N° 45.

1^o) *Déposition de Clarisse Depasse, épouse Célestin Mahy, ménagère, domiciliée à Gilly.*

Je confirme la déclaration que j'ai faite à la Commission communale de Montigny-sur-Sambre, dont vous me donnez lecture.

Lorsque je suis sortie de la cave, j'étais affolée par les vociférations et les menaces des soldats ainsi que par tout ce qui se passait devant mes yeux à ce moment et j'ai été forcée par les Allemands de jeter dans la citerne mon enfant âgé de 18 mois.

J'habitais pas loin de chez M. Caillaux et quand nous sommes sortis des caves j'ai vu ma maison brûler ainsi que tout mon mobilier.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité des soldats allemands qui se sont rendus coupables des faits rappelés ci-dessus.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Clarisse Depasse.

2^o) *Déposition de Mahy Célestin, 38 ans, chaudronnier, domicilié à Montigny-sur-Sambre.*

Le 22 août 1914, je m'étais réfugié dans les caves de la maison de M. Caillaux. Lorsque les Allemands sont arrivés devant la maison, ils nous ont tous fait sortir des caves. Marcel Polet et moi, nous avons été liés dos à dos et placés devant la maison Caillaux. Les demoiselles Caillaux ont été liées également et quant à leur frère les Allemands ont tiré sur lui.

Quant à ma femme qui était également dans la cave avec nous les Allemands l'ont fait sortir aussi et d'après ce qu'elle m'a dit ils l'ont forcée à jeter son enfant âgé de dix-huit mois dans une citerne. Le cadavre de l'enfant a été retiré de là le 24 août.

Les Allemands ont enfin mis le feu à la maison que j'habitais et tout a été brûlé.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur le point de savoir à quelle unité appartenait les soldats allemands qui ont mis le feu à la maison et qui ont exercé vis-à-vis de nous les sévices dont je viens de parler.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Mahy Célestin.

3°) *Déposition de Biclante Alexandre, 43 ans, domicilié à Montigny-sur-Sambre.*

Je confirme la déclaration que j'ai faite à la Commission communale de Montigny-sur-Sambre dans sa séance du 20 janvier 1919, dont vous me donnez lecture.

Lorsque les soldats allemands ont mis le feu à mon habitation, ma petite fille a été asphyxiée dans la cave et mon petit garçon dans la place du haut. Nous n'avons pu sortir de notre habitation que le lendemain 23.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité des soldats allemands qui ont mis le feu à ma maison et ont incendié mon mobilier.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Biclante Alexandre.

4°) *Déposition de Léon Capart, 41 ans, ingénieur, domicilié à Loverval.*

Je confirme la déclaration que j'ai faite devant la Commission communale de Montigny-sur-Sambre dans sa séance du 18 février 1919, dont vous me donnez lecture.

En ma qualité de directeur du bureau de renseignements, j'ai écrit à tous les bourgmestres des communes où il y avait eu des combats de m'envoyer les noms et matricules des soldats français tombés sur leur territoire.

De nombreux bourgmestres m'ont répondu qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire parce que les Allemands les avaient forcés d'enterrer les soldats français avec leur médaille, ou lorsque les médailles avaient été enlevées de faire un paquet des médailles et de les enfouir à côté des cadavres.

Je tâcherai de vous faire parvenir les lettres en original, reçues des bourgmestres.

Je me suis trouvé dans l'impossibilité en conséquence de fournir aux familles françaises qui me le demandaient l'indication de l'endroit où se trouvait les tombes des leurs.

Je suis convaincu que le soir de la bataille du 22 août les blessés français restés sur le champ de bataille ont été achevés par les sol-

dates allemands ; j'ai revu en effet ces blessés français le lendemain de la bataille la figure entièrement noire, signe de mort brusque et tenant en main des lettres de leur famille ou des chapelets ce qui démontre qu'ils n'étaient pas morts des suites de leurs blessures. Ils avaient tous la tête fracassée et les habitants de mon quartier ainsi que moi-même avons entendu dans la nuit des coups de feu.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Léon Capart.

ANNEXE N° 46.

1^o) *Déposition de Keraly Auguste, 42 ans, porion-marqueur, domicilié à Aiseau, rue de la Gare, 56.*

Le 22 août 1914, vers neuf heures, après un combat qu'ils venaient de livrer contre les Français, les Allemands sont venus frapper à ma porte à coups de crosse de fusil. J'étais avec ma famille à la cave, lorsque je me hasardai d'aller ouvrir la porte. Celle-ci ouverte, un soldat allemand, sans mot dire, me tira un coup de feu dans le bras droit, où j'eus une blessure aussi large que ma main. J'ai poussé un cri et mon fils Maurice alors âgé de onze ans et demi, remonta de la cave pour me porter secours, mais aussitôt arrivé dans le couloir il fut tué net d'une balle à la tête, par le même soldat. Mon fils s'affaissa dans le vestibule. Puis mon épouse et mon fils Marcel remontant de la cave essuyèrent également des coups de feu et furent blessés : ma femme au front par un éclat d'une balle tirée dans le mur et mon fils Marcel, aussi par un éclat. Sa blessure était d'une importance minime. Ma fille Marie, actuellement âgée de 17 ans, fut blessée à la tête par une balle tirée toujours par le même individu, alors qu'elle se sauvait vers la cuisine. Nous avons tous été soignés par le docteur Baucu d'Aiseau.

Nous ignorons encore pourquoi cet énergumène voulait nous tuer tous, l'un après l'autre, car nous n'avons pas dit un mot à ce soldat. Une demi-heure après, quand ce soldat fut parti, j'ai ramassé mon fils Maurice ou plutôt son cadavre, sous le bras qui me restait valide, et, sur l'ordre d'autres Allemands je l'ai transporté chez Van de Roos. Il fut enterré deux jours après au cimetière d'Aiseau, par les soins de l'Administration communale.

Cette déclaration est en tous points confirmée par Vassart Laure, épouse Keraly, demeurant avec lui.

Dont acte.

2^o) *Déposition de Bierlainc Mélanie, 39 ans, ménagère, épouse Crappe Oscar, domiciliée à Aiseau.*

Le 22 août 1914, lors de l'arrivée des Allemands à Aiseau, je me suis réfugiée dans notre cave avec mon mari, nos quatre enfants et d'autres personnes. Quoique malade et venant de me relever de mes

couches, les Allemands m'ont fait sortir de force, malgré mes supplications. L'un d'eux m'a porté des coups de pied et m'a fait marcher avec un groupe de civils jusqu'au Pont de Farciennes.

J'ai vu devant notre maison, les Allemands tuer à coups de baïonnette, les nommés Charles Gustave et Loyarts Victor.

Un pauvre soldat français blessé se trouvant derrière nos maisons et qui demandait à boire, a été tué à coups de baïonnette par un soldat allemand.

A cause des atrocités que j'ai vues et des souffrances que les soldats allemands m'ont fait subir, j'ai été malade plus de six mois.

Dont acte.

ANNEXE N° 47.

Déposition de Guyaux Louis-Philippe, 29 ans, fils de Mme Bertrand, domicilié à Bouffioulx :

Le 22 août 1914, je me trouvais avec ma mère en face de notre maison, des soldats allemands étaient couchés dans une prairie ; l'un d'eux nous dit en wallon de rentier, de ne pas avoir peur et qu'il ne se passerait plus rien. Mon père et mon frère étaient déjà à la maison, vers 5 1/2 heures du soir d'autres soldats sont arrivés, ont enfoncé la porte, ont bousculé les meubles, sont allés chercher de la paille derrière la maison, ont mis cette paille dans la maison et ont enfin mis le feu ; les soldats ont monté la garde derrière et devant la maison, ont tiré des coups de feu dans les fenêtres et sont restés jusqu'à ce que la maison soit en flamme, ma mère avait ses jupons qui prenaient feu et malgré mes efforts, je ne parvenais pas à la tirer de la maison ; finalement ma mère a sauté par la fenêtre et s'est cassé la jambe. Je lui ai arraché ses vêtements et nous sommes allés nous cacher dans la cave d'une maison voisine, mon père, mon frère avaient dans l'entretemps pu se sauver.

J'ai conduit le 23 août ma mère à l'hôpital de la Croix-Rouge où elle est morte le 27 août.

Je ne puis vous donner aucun renseignement sur le point de savoir à quel régiment appartenaient les soldats qui ont mis le feu à notre maison.

Mon père était malade déjà à ce moment et il est mort en novembre 1914 des suites de sa maladie. Mon frère Paul ne connaît rien, il n'y avait que moi près de ma mère.

Lecture faite, persiste et dit ne savoir signer.

ANNEXE N° 48.

Déposition de Renard Aline, 49 ans, négociante, domiciliée à Châtelet, rue de Fleurus, 209, veuve de Pierre Vanex :

Le 22 août 1914, après avoir passé la nuit dans la cave de M

Bruaux, les soldats allemands défoncèrent la porte d'entrée de la maison de ce dernier à coups de hache et de crosse de fusil. Une fusillade rageait à l'extérieur. Finalement les Allemands étaient parvenus à ouvrir la porte et à cet instant, je me suis sauvée avec mon garçon Vanex Max et ma petite fille au jardin. Une brute allemande nous poursuivait. Epouvantés nous nous sommes jetés sous un banc dans le fond de ce jardin. Mon garçon y était à peine d'une seconde qu'il reçut une balle à la nuque lui enlevant la moitié de la tête, puis se fut ma petite fille qui eut l'épaule gauche fracassée également par une balle et voulant protéger ces innocents au moyen de mon corps, je reçus à mon tour une balle dans le sein droit. Mon garçon fut tué net, ma petite fille survécut jusqu'au soir ; moi, je fus admise à l'hôpital mais actuellement je souffre encore et m'est impossible de me livrer à un travail sérieux. Cela s'est passé vers 7 heures du matin et après avoir été blessée, j'ai fait la morte à côté des cadavres de mes enfants complètement ensanglantés. Je n'osais bouger car ces brutes étaient non loin de moi. Par trois reprises différentes ils sont venus se rendre compte si j'étais bien morte. Ce n'est qu'après le départ de ceux-ci, vers 16 heures, qu'on est venu m'enlever. Je ne puis vous dire si c'est celui qui nous poursuivait qui a tué mes enfants et qui m'a blessée car il y en avait dans tous les coins des maisons et des jardins. Mais je vous affirme que ce sont eux les auteurs de ce massacre. Il m'est impossible de vous dire leurs noms et même l'unité à laquelle ils appartenaient ; c'était le passage des premières troupes.

Guillaume Céline et Mathieu Joséphine, qui sont venus au même jardin et en même temps que moi ont subi le même sort que mes enfants.

Aucun soldat français ne se trouvait dans les environs, ils se trouvaient sur la Crête d'Ormont au moins à 600 mètres de cet endroit.

ANNEXE N° 49.

1°) *Déposition de Magniet Emilie, 41 ans, épouse Daube Emile, domiciliée à Farciennes, rue du Campinaire, 185 :*

Je me trouvais à la cave avec ma belle-mère Briemont Anne-Joseph, qui était impotente. Nous nous y étions réfugiées pour l'arrivée des Allemands, lorsque le 21 août 1914, les soldats sont venus chez nous, ont pris mon mari comme prisonnier et ont mis le feu à notre maison. N'entendant plus de bruit je remonte de la cave et je vis tous mes meubles et ma maison qui brûlaient. Ma belle-mère impotente, âgée de 64 ans, pesait plus de 120 kilogs, il me fut tout-à-fait impossible de la sauver. Moi, d'un effort suprême, je me suis élancée vers la porte, à travers les flammes.

Toute ma maison fut incendiée. La cave ne s'est pas effondrée.

Le lendemain 22 août, après l'incendie, des soldats allemands sont venus la prendre à la cave et l'ont ensuite assise (ma belle-mère donc) sur les débris encore en feu. Ne pouvant se bouger elle poussait des cris de douleur ; rien n'apitoya les soldats allemands et ma belle-mère

fut brûlée horriblement. Ils l'ont mise ensuite sur une petite charrette et elle fut conduite chez la veuve Lenain. Je suis allée la reprendre le 24 et l'ai amenée à l'école à Farciennes où il y avait une Croix-Rouge. Elle fut soignée par le docteur Techy de Farciennes et est décédée des suites de ses brûlures, le 29 novembre 1914.

2°) *Déposition de Pirmez Firmin, 37 ans, garde de nuit au charbonnage de Masses St François à Farciennes, y domicilié, rue François Hémin, 9.*

Le 21 août 1914, les Allemands sont arrivés chez moi. L'un d'eux, un fantassin ayant un fusil armé de la baïonnette sous le bras gauche et tenant un revolver dans la main droite, est venu me menacer de me tuer. Je ne lui avais cependant rien dit. Puis replaçant son revolver dans la gaine, il me fit sortir de la maison en me houspillant et en me suivant avec sa baïonnette dirigée vers moi, me fit rejoindre un groupe d'hommes escortés par des soldats allemands. Puis nous leur avons servi de bouclier, en marchant devant eux jusqu'au hameau de Ternée où nous fûmes alors enfermés pour y passer la nuit, à la ferme Grandson.

Le lendemain 22 août vers deux heures du matin, nous étions alors quatorze civils, quand les Allemands sont venus nous prendre et nous ont fait ranger le long d'un mur, alors ils ont fouillé la maison puis y ont mis le feu. Ils nous ont ensuite placés en ligne en face de la ferme en feu. A ce moment un soldat tira un coup de feu dans la direction de l'incendie, alors un officier à pied, porteur d'éperons, a dit en français : « l'on a tiré sur nous, vous allez être fusillés ». Un peloton de 28 soldats fut rangé devant nous et commandé par ce même officier, tira une salve et tous nous sommes tombés à terre ; moi je n'étais que blessé au bras. Cela se passait vers 2 h. 1/2 ou 3 h. du matin. Nous sommes restés là comme morts jusque trois heures de l'après-midi. A ce moment les Allemands sont venus prendre les blessés, nous étions quatre, puis nous ont transportés dans une prairie. Nous sommes restés là jusqu'au dimanche 23 vers 10 heures du soir, c'est seulement en arrivant chez Charles Eugène que j'eus un peu de teinture d'iode sur ma blessure.

De la fusillade il y a eu dix tués et nous restions quatre blessés.

ANNEXE N° 50.

1°) *Déposition de Naman Théophile, 66 ans, pensionné, domicilié à Roselies.*

Le 22 août 1914, après le combat je me suis réfugié avec ma famille à Farciennes, en arrivant dans cette localité j'ai demandé au Commissaire de police de me donner un brassard de la Croix-Rouge pour aller ramasser les blessés sur le champ de bataille de Roselies, le commissaire de police m'a désigné comme chef brancardier et je suis parti pour Roselies avec trente-deux hommes.

J'ai chargé un blessé du 74^e régiment d'infanterie français nommé Valéry et je suis revenu vers l'ambulance de Farciennes. Arrivé dans une prairie près du Pont de Roselies, j'ai aperçu un blessé français étendu sur le dos qui vivait encore et qui nous a fait signe de venir le reprendre ; au même moment un soldat allemand qui était de garde au pont de Roselies a aperçu les mouvements du blessé français et s'est dirigé vers lui, arrivé près du blessé il lui a donné un violent coup de pied qui l'a fait rouler à quelque distance, puis il a pris son fusil et lui a tiré une balle dans le corps à bout portant, le blessé a encore fait quelques mouvements puis est mort.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité du soldat allemand qui a commis ce meurtre.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Th. Naman.

2^o) *Déposition de Kaisin Florent, 59 ans, domicilié à Roselies.*

J'habite Roselies rue du Tienne, le 22 août 1914, après le combat vers 6 à 7 heures du matin, j'ai aperçu un blessé français qui se trouvait sur le chemin de communication de Roselies à Farciennes à environ 70 à 80 mètres de chez moi ; un soldat allemand qui l'avait aperçu et qui se trouvait près de chez moi, s'est dirigé immédiatement vers ce blessé et l'a frappé de trois coups de hache, le blessé qui s'était relevé en s'appuyant sur son bras gauche en entendant arriver quelqu'un est retombé après avoir reçu les coups de hache et est mort à la suite des coups reçus.

Je ne saurais vous donner aucun renseignement sur l'identité du soldat qui a commis ce meurtre. Tout ce que je puis dire c'est qu'il appartenait à un régiment des hussards de la mort. Je pourrais le reconnaître si j'étais mis en sa présence.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) F. Kaisin.

ANNEXE N^o 51.

Déposition de Monier Gustave, 52 ans, houvillieur, domicilié à Anderlues, rue du Calvaire.

Le 22 août 1914 — un samedi — je me trouvais chez Desomberg Désiré, habitant en face du Charbonnage N^o 2 à Fontaine-l'Evêque lorsqu'on est venu déposer chez ce dernier deux soldats français blessés. Je me suis rendu chez Gandilleu Léon pour lui demander de bien vouloir venir avec sa charette pour charger et conduire les deux blessés à l'ambulance installée dans les écoles gardiennes à Fontaine-l'Evêque. Je suis parti seul de chez Gandilleu pour retourner chez Desomberg mais arrivé à quelques centaines de mètres de la maison de ce dernier, je fus arrêté par les Allemands. J'ai resté là un bon moment en compagnie de ceux-ci. Plus tard je vis arriver Gandilleu avec son attelage, il était assis sur le devant de sa charrette, les Allemands qui se trou-

vaient près de moi ont tiré plusieurs coups de feu sur lui, il est tombé à la renverse dans sa charrette. Le cheval sans conducteur est venu dans notre direction et les Allemands l'ont également tué. Après que l'animal fut tué la charrette a culbuté. Les Allemands ayant vu les deux soldats français ont tiré sur ceux-ci à bout portant, ils en ont tué un, et le second a fait le mort, ils lui ont levé une jambe pour se rendre compte s'il vivait encore ; le croyant mort, ils ne lui ont plus rien fait et après le départ des Allemands il est allé se faire soigner à l'ambulance.

Le cadavre de Gandilleu est resté là jusqu'au mardi 25 et celui du soldat français jusqu'au 26 ou 27. Les Allemands avaient défendu de les enlever.

ANNEXE N° 52.

1^o) *Déposition de Lemaire Julien, 61 ans, garde de nuit à Monceau-sur-Sambre, rue de Trazegnies.*

Le 22 août 1914, vers 9 1/2 h. du matin, nous étions réfugiés ma femme et moi ainsi que Hiernaux Edouard dans nos caves quand des soldats allemands entrèrent chez moi par la porte de derrière.

Je suis remonté de nos caves avec Hiernaux et arrivés à l'étage, ils ont fait sortir Hiernaux devant moi.

Ils me portèrent de nombreux coups de crosse de fusil, me piquèrent de leur baïonnette et me rouèrent de coups de pied alors que j'étais par terre. Ils m'ont ensuite relevé et poussé à la porte où je vis Hiernaux Edouard étendu sans vie, face contre terre la tête appuyée sur les bras, le sang coulant sous lui. Ils me firent danser sur son cadavre puis m'ont collé contre la muraille disant qu'ils allaient me fusiller mais un officier les empêcha ; de rage, ils me portèrent un violent coup de crosse de fusil à l'oreille qui fut déchirée.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Lemaire Julien.

2ⁱ) *Déposition de Cambier Angèle-Marie, négociante, veuve de Jean-Joseph Rabat, à Monceau-sur-Sambre.*

Le 22 août 1914, dans la matinée nous étions dans nos caves mon mari, mes filles et moi lorsque des soldats allemands sont venus frapper à la porte. Mon mari remonta pour aller ouvrir. Au moment où il ouvrit il reçut une balle dans le bras gauche, il poussa un cri, je remontai et lui donnai des soins et le fit descendre de nouveau à la cave. Quelques instants après des soldats allemands pénétrèrent dans la maison, vinrent dans la cave et nous ont obligés à remonter nous faisant ensuite sortir dans la cour.

A cet endroit, deux soldats s'emparèrent de mon mari et le conduisirent dans le fond du jardin.

Deux soldats m'obligèrent ainsi que nos deux petites filles âgées,

de neuf et onze ans à nous mettre contre le mur de clôture où ils nous gardèrent pendant environ une demi-heure l'arme au poing.

Pendant ce temps des soldats allemands mettaient le feu à la maison, et tiraient dans toutes les directions.

A un moment donné, les soldats qui nous gardaient nous emmenèrent vers le fond du jardin où ils nous montrèrent le cadavre de notre mari et père. Il avait la partie supérieure de la tête enlevée.

Après nous avoir fait voir ce spectacle affreux, ils nous conduisirent dans une prairie rue du Chenois.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Angèle Cambier.

43° *Déposition de Dugauquier Auguste, 46 ans, mineur, domicilié à Monceau-sur-Sambre.*

Je confirme les dépositions que j'ai faites devant M. le juge de Paix du canton de Marchiennes, les 12 avril, 26 avril et 17 mai 1919, dont vous me donnez lecture.

Le nommé Frippiat Alfred a été atteint d'une balle au front, alors qu'il se trouvait assis sur son lieu d'aisance. Les nommés Wasillon François et Luffin Armand ont été tués à bout portant par des soldats allemands sur la voie publique, après que les soldats les eurent fait sortir de chez eux.

Quant au nommé Plathroot, les soldats allemands sont entrés chez lui et il a été tué dans sa cave.

J'ai en effet entendu un coup de feu suivi d'un grand cri : « aïe, aïe » et immédiatement après deux autres coups de feu. Lorsque j'ai pu sortir de chez moi, je suis allé chez Plathroot et je l'ai trouvé mort dans sa cave. Il portait une blessure au ventre par où les intestins s'échappaient ; j'ai aidé à le remonter à l'étage.

D'après moi ce sont des soldats appartenant au 15° d'infanterie qui ont commis ces meurtres.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Auguste Dugauquier.

4° *Déposition de Ledoux Alexandre, 39 ans, batelier, à La Croyères.*

Le 22 août 1914, alors que nous dînions, des soldats allemands sont venus frapper à la porte, mon père alla ouvrir. Aussitôt, il reçut un formidable coup de poing dans la figure, on s'empara de lui et on lui lia les mains derrière le dos, je fus également empoigné et on me lia aussi les mains derrière le dos, tous deux nous fûmes placés sur la voie publique à côté de notre demeure où nous restâmes quelques minutes. Nous fûmes alors placés avec un nommé Stévens en tête des troupes et dirigés vers le dessus du Hameau ; arrivés près de la petite poudrière, les soldats allemands me dirent de me déshabiller, comme je refusais un soldat sauta sur moi, m'arracha les vêtements, à ce moment, un combat se livra entre eux et des soldats français qui se trou-

vaient près de la ferme Durieux sur Laudelies, on nous fit coucher tous trois pendant l'échange des coups de feu, ensuite on nous fit relever pour continuer notre route, Stévens Joseph ayant eu un moment d'hésitation, un soldat allemand s'avança et lui porta un coup de baïonnette dans la région du cœur, il poussa un cri et mourut aussitôt.

Quelques temps après, un allemand vint nous demander ce que nous faisions là, le lui ayant dit, il nous fit partir. A peine avions-nous fait quelques pas que mon père Louis Ledoux était abattu par les soldats tandis que moi je recevais une balle qui me traversa le bras gauche de part en part. Je me laissai aussitôt tomber simulat la mort, je restai dans cette position jusqu'à la nuit tombante. A ce moment, des soldats allemands qui cherchaient les blessés s'approchèrent de moi, l'un d'eux me porta un coup de pied à la jambe, je ne bougeai pas, il me porta un nouveau coup tellement violent que je dus crier, ils me relevèrent furieux et me portèrent force coups de pied et de poing. Je fus conduit derrière la ferme Durieux où je fus traduit devant un conseil de guerre et après explications un officier fit appeler un docteur qui me pansa le bras et après m'avoir fait mouvoir le bras et la main me dit : cela ne sera probablement rien. Je restai à la Croix-Rouge établie dans la ferme jusqu'au lendemain dimanche et alors on me dirigea sur Fontaine-l'Evêque où un docteur belge me fit un second pansement et me dit de rentrer ce que je fis.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Ledoux Alexandre.

5° *Déposition de Denayer Marie. 42 ans, ménagère, épouse Joseph Renard, à Monceau-sur-Sambre, rue Parent, 14.*

Le 22 août 1914, vers 8 heures et demie du matin, Souwille Victor, de Ligny, Bodart Emma, son épouse et ses deux fils Alfred et René se trouvaient chez moi réfugiés dans la cave (café de la Fontaine à Marchienne-au-Pont en face de la gare), lorsque trois Allemands dont un officier firent irruption dans le café et descendirent dans la cave, Souwille Victor s'avança et s'adressant aux Allemands dit : « Grâce pour les femmes et les enfants » et l'officier répondit en français : Pas de grâce ni de pitié pour personne et aussitôt il braqua son revolver sur Souwille Victor et lui tira une balle dans la mâchoire et il fut tué sur le coup.

Mon fils Emile Renard reçut un coup terrible à l'œil qui nécessita une opération de M. Coppée, oculiste à Bruxelles. Ce ne peut être que les Allemands qui lui ont porté ce coup.

Après avoir commis ce forfait, ils remontèrent et brisèrent tout ce qui se trouvait dans la maison et mirent ensuite le feu.

Nous restâmes dans les caves jusque vers quatre heures de l'après-midi, heure à laquelle nous fûmes délivrés par MM. Verdy Joseph, boucher à Monceau-sur-Sambre et Menster Adonis, lamineur à Marchienne-au-Pont qui ont élargi le soupirail en brisant la pierre qui l'entoure ainsi que la maçonnerie à l'aide d'un gros marteau.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Marie Denayer.

6^e Déposition de Demerre François, 56 ans, journalier à Monceau-sur-Sambre, rue Monceau-Fontaine, 45.

Le 22 août 1914, vers 1 1/2 h. de l'après-midi, Blancard s'est rendu chez le docteur Kips à l'effet de le prier de vouloir bien donner ses soins à un voisin Salmon qui venait d'être atteint d'une balle allemande.

Avant d'y arriver, trois Allemands dissimulés le long d'un mur ont tiré sur lui ; il fut atteint au bras, il se sauva chez des voisins puis peu de temps après parvint à rentrer chez lui.

Souffrant beaucoup de sa blessure, il voulut se rendre à la Croix-Rouge, je l'accompagnai. En cours de route, nous fûmes saisis par des soldats allemands qui nous conduisirent sur la place de Monceau-sur-Sambre où des prisonniers civils se trouvaient déjà.

Un quart d'heure après environ, les Allemands mirent tous les civils en tête de leurs troupes qui prirent la direction de Montigny-le-Tilleul.

Arrivés en face du château Ballieux, on fit placer les civils dans une prairie à côté du château à l'exception de Blancard et quelques autres.

A un moment donné, les soldats allemands firent placer Blancard et trois autres civils contre le mur de clôture du château Ballieux et là, ils furent fusillés.

Quelques jours après je l'ai déterré aidé de Henri Palange et Louis Gérard ; nous l'avons mis dans un cercueil et l'avons fait transporter dans le cimetière de Monceau-sur-Sambre.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Demerre François.

7^e Procès-verbal de gendarmerie.

Ce jourd'hui, 27 1918, à quinze heures.

Nous soussigné Lefèvre Albert, gendarme à cheval de la résidence d'Amiens, département de la Somme, revêtu de notre uniforme et conformément aux ordres de nos chefs, procédant à l'interrogatoire des récupérés à l'Ecole normale d'Amiens, avons reçu du nommé Coulon René, âgé de 28 ans, né à St-Quentin, récupéré de Charleroi (Belgique), la déclaration suivante :

Dans les premiers jours du mois d'octobre, sans que je puisse mieux préciser, alors que je travaillais dans un camp de prisonniers militaires français à Marchienne-au-Pont, j'ai remarqué quelques civils et parmi eux des enfants qui se sont avancés au devant des dits prisonniers qui sortaient des camps, pour leur offrir des aliments. Aussitôt j'ai vu, car il s'est produit une bousculade, un des soldats allemands qui gardaient les prisonniers mettre en joue le groupe de civils et tirer un coup de fusil, tuant une petite fille d'une huitaine d'années et blessant grièvement un autre civil, un jeune homme de 20 ans environ. Un des soldats prisonniers voulut ramasser l'enfant, mais les Allemands s'y sont opposés et l'ont même frappé à coups de crosse de fusil. Je cite comme témoins :

1^o) Lecomte Edouard, Grand-rue, 107, Lisieux (Calvados).

2^o) Avrouy Roger, du 11^e cuirassiers de Geanne (Landes).

J'ignore le numéro du régiment dont faisait partie le soldat meurtrier.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) René Coulon.

8^e *Déposition de Latour Maria, 48 ans, ménagère, épouse Bogaert Fernand, domiciliée à Marchiennes-au-Pont (rue de Châtelet, 21).*

J'habitais en face de l'endroit où Yvonne Vieslet a été tuée par un soldat allemand. La petite avait lancé une couque à un prisonnier français ; la sentinelle l'avait rejetée et la petite l'avait remise à nouveau au prisonnier alors que la sentinelle avait le dos tourné. C'est alors que cette dernière fit feu sans avertissement préalable. J'ai su le nom de ce soldat et je vous en transmets l'adresse que j'ai obtenue de deux soldats allemands, dont l'un appelé Charles, était dans le civil instituteur en chef, et l'autre sergent du précédent. Il y avait à peu près vingt à vingt-cinq personnes hommes ou femmes à cet endroit. Ce passage est fréquenté en raison de la sortie des usines à midi, heure de l'accident.

Voici l'adresse de ce soldat que j'ai conservée jusqu'à présent : V. Feldwebel Dressler, Rumänen Kommando VII Deutsche Feldpost 3092.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Maria Latour.

ANNEXE N° 53.

1^o *Dépôtition assermentée de Brouette Augustine, 46 ans, ménagère, veuve Froissart Edmond, à Ville Pommerœul :*

Le 23 août 1914, nous nous trouvions chez nous, place communale, mon père, mon mari, ma petite fille âgée de six mois et moi.

Entendant des soldats occupés à forcer la porte d'entrée, je dis à mon mari : « allons par derrière, et nous nous trouvâmes au jardin.

Epouvanté, mon mari prit une échelle et nous passâmes au dessus du mur, dans la prairie voisine occupée par la famille Lebrun qui s'y trouvait déjà.

Dix minutes après, des soldats, débouchant de la maison Lebrun, tirèrent sur notre groupe brusquement et sauvagement. Mon mari et mon enfant qu'il tenait dans ses bras, furent tués sur le coup ainsi que les membres de la famille Lebrun.

Pour moi, je reçus une balle dans le coude droit, dont je reste estropiée et une autre balle dans la cuisse.

Je restai évanouie. C'est vers dix heures du soir que mon père me retrouva.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Augustine Brouette.

2^o *Déposition assermentée de Descamps Jules, 46 ans, fermier, échevin de la commune, à Ville Pomerœul :*

Le 23 août 1914, vers trois heures, des soldats allemands ont pénétré chez moi après avoir fait sauter la porte de la cour et m'ont obligé à charger une voiture de bois et à la conduire au pont de Thulin, détruit la veille par les Anglais. Je suis aussi marchand de bois.

On me fit arrêter sur l'accotement de la route pour laisser passer de l'artillerie.

Après le passage de l'artillerie, j'ai vu un officier allemand tuer son cheval d'un coup de revolver à bout portant. Immédiatement, on fit une salve de coups de fusil sur la maison située en face de l'endroit où le cheval venait d'être tué. Ce cheval était fourbu.

Après la fusillade, j'ai vu un groupe de soldats entrer dans la maison Deblauwe — la maison en question. Quelques minutes après, les soldats sortaient de la maison, poussant devant eux, à coups de crosse de fusil, le nommé Brouillard Auguste, beau-frère de Deblauwe, les bras en l'air, le laissèrent avancer quelques mètres et firent feu sur lui tous ensemble à bout portant. Brouillard tomba. Je me trouvais à 20 ou 25 mètres de là.

Après cela, on me fit continuer ma route. En passant, j'ai vu que les soldats mettaient tout à sac dans le village.

Le mercredi suivant, par ordre de l'autorité allemande, nous avons dû enfouir les chevaux morts. En recherchant les bêtes mortes, j'ai découvert, à la lisière du bois, dans un champ de betteraves, un renflement de terrain. Intrigué, j'y fis faire des fouilles et j'y trouvai les cadavres de cinq personnes de la commune, jetés pêle-mêle et tout habillés et recouverts d'une mince couche de terre. Trois d'entre eux perdaient leurs entrailles, ce qui m'a fait penser qu'ils avaient été tués à coups de bayonnettes.

C'étaient les cinq personnes désignées dans le rapport. L'une d'elles avait le cou sectionné comme si elle avait reçu un coup de hache.

J'ai oublié de dire qu'en passant sur la place le 23 août, j'ai vu un groupe de soldats perchés sur un mur, tirant dans la direction d'une prairie dans laquelle on a retrouvé les cadavres de cinq personnes, les familles Froissart et Lebrun.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Descamps Jules.

ANNEXE N^o 54.

1^o *Déposition assermentée de Trigalez, Joseph, 59 ans, curé à Pomerœul :*

Le 24 août 1914, vers six heures du matin, un officier allemand, accompagné d'une demi-douzaine de soldats, sont venus me prendre à la cure et m'ont conduit sur la place du marché devant un officier supérieur, un capitaine je crois. Celui-ci m'a expliqué qu'un civil avait

tué un de ses sous-officiers au moyen d'une carabine, ajoutant qu'on avait la balle ; il m'a montré une flaque de sang et m'a déclaré que le meurtre d'un sous-officier réclamait la tête de quatre civils.

C'est en vain que de toutes façons, j'ai plaidé l'innocence des prétendus coupables. Le capitaine m'a conduit rue du Crispin où il m'a montré dix-sept personnes, hommes, femmes et enfants dans un fossé. Un autre officier m'a fait identifier tous ces malheureux, supposés coupables, et sans forme ni procès a désigné quatre hommes auxquels on a bandé les yeux et qu'on a fusillés à douze mètres de l'endroit où je me trouvais et malgré leurs protestations et leurs supplications.

D. N'est-il pas exact que vous vous soyez offert à prendre la place des quatre victimes désignées par l'officier allemand ?

R. C'est exact ; j'ai cru que c'était mon devoir, mais je ne l'avais encore dit à personne. L'officier m'a répondu : « vous n'êtes qu'une unité, il m'en faut quatre ».

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Trigalez Joseph

2^o *Déposition assermentée de Couttelier Florent, 51 ans, tanneur, à Pommereul :*

Le dimanche, 23 août 1914, dans la soirée, des Allemands, qui étaient arrivés dans la commune vers 4 heures et demie, saccagèrent un groupe de maisons de la place du marché où j'habite et y mirent le feu. Il y en eut vingt de détruites en cet endroit. Les habitants s'en étaient sauvés.

Le lendemain, 24 août, vers 5 heures du matin, je me rendis en face chez les deux demoiselles Nicodème, dont la maison, qui m'appartenait, avait été à moitié incendiée et je découvris les deux cadavres, l'un dans le corridor, l'autre dans la cuisine. La première avait dû être tuée d'un coup de bayonnette et l'autre fusillée.

J'entendis, en sortant, des voix qui disaient que les Allemands arrivaient et je rentrai chez moi. Aussitôt un soldat allemand vint me requérir et me conduisit près d'un officier qui me dit, en un français très correct qu'un sous-officier allemand avait été tué par un civil avec un fusil de chasse et que j'allais être passé par les armes. Je lui répondis que toutes les armes existant dans la commune avaient été déposées à l'Hôtel-de-Ville où je m'offris à l'accompagner. Il refusa et m'ordonna de le suivre.

Il se rendit chez Papeux Théophile où des soldats perquisitionnaient. Comme je lui affirmais à nouveau qu'aucun civil n'avait pu tirer, il me fit taire et m'obligea à l'accompagner jusqu'à la rue du Petit Crépin. Il me fit remarquer près de chez Hecquet, une mare de sang marquant la place, prétendait-il, où un officier, je dis un sous-officier allemand avait été tué.

Au bout de la rue, ou plutôt à un tournant de la rue, je vis quinze personnes assises dans le fossé, notamment Théophile Papeux, Charles Patte, Florimond Bourgeois et Florisse Bilbresse et

pour les garder, environ 150 soldats commandés par un officier monté et un non monté.

M. le curé Trigalez est alors arrivé avec M. Emile Couttelier, mon cousin. On a fait sortir du groupe du fossé les quatre personnes citées plus haut. On a demandé à M. le curé s'il les connaissait ; il a répondu affirmativement sauf pour Biltresse qu'il connaissait peu, puis on les a conduits sur un terrain voisin où on les a alignés et fusillés malgré leurs protestations et les supplications de Théophile Papeux qui demandait à revoir sa femme malade. Aussitôt après l'exécution, on a laissé partir les autres. Je suis alors rentré chez moi.

Lecture faite, persiste et signe.

(S.) Couttelier Florent.

ANNEXE N° 55.

* 1^o *Déposition assermentée de Dewit Lucien, âgé de 36 ans, fabricant de meubles, demeurant à Lebbeke.*

Le 2 septembre 1914, dans l'après-midi, j'étais en tournée avec Denis Van Damme, chargé d'aller recueillir l'argent chez les cabarettiers, qui s'étaient fournis de bière chez Monsieur Dubois, brasseur à Lebbeke.

A un moment donné nous arrivâmes dans la maison de Van Stichel Henri. Nous apprîmes là que cette personne avait été emmenée de force par les Allemands. La femme Van Stichel était encore là, avec ses enfants. Dans ce café, il y avait encore plusieurs consommateurs. A un moment donné plusieurs fantassins sont entrés. Ils ont brutalement ouvert la porte. A ce moment tous les consommateurs ont pris la fuite : les uns au grenier, les autres dans la chambre ou à la cave. Les Allemands qui entraient, crièrent : « Où sont les civils ici » et soudain ils tirèrent des coups de revolver dans toutes les directions en criant : « S'il y a des personnes ici qui se cachent, elles doivent se montrer. »

En voyant que personne ne se montra, ils crièrent : « Nous allons mettre le feu à la maison ». Alors plusieurs consommateurs se montrèrent et furent jetés brutalement en bas des escaliers ou chassés à la porte à coups de pied.

Personnellement je ne suis pas sorti de ma cachette. Je me trouvais dans une mansarde et j'en suis seulement descendu quand la maison était en feu. Je me suis laissé tomber dans une chambre du rez-de-chaussée par le plancher du grenier dans lequel j'avais pratiqué une ouverture. En ce moment j'entendis que les personnes qui se trouvaient à l'extérieur pleuraient et gémissaient à cause des mauvais traitements que leur faisait subir les soldats allemands.

Soudain je me trouvai en présence de deux Allemands qui me menacèrent de leur revolver, après qu'ils eurent d'abord tiré sur moi. Ils m'enlevèrent brutalement les habits et me demandèrent si j'étais soldat.

Ensuite ils me dirent : « Vous allez accompagner les autres, vous serez tous fusillés ».

Je vis autour de moi un grand nombre de civils, parmi lesquels plusieurs des consommateurs qui se trouvaient au café de Van Stichel se trouvaient étendus par terre sur les pavés.

En ce moment un des officiers supérieurs — je ne saurais dire à quel régiment, ni à quelle division il appartenait m'a dit : « Nous allons brûler Lebbeke, St-Gilles et Termonde ». Les femmes et les enfants reçurent la permission de rentrer chez eux ; les hommes furent emmenés à Opwyck, où nous dûmes tous subir une visite corporelle et puis nous fûmes relâchés.

Denis Van Damme qui était avec moi chez Van Stichel et qui a assisté à tout, a été emmené avec moi jusqu'à Opwyck.

(s.) L. Dewit.

* 2^o *Déposition assermentée de Bosman Désiré, 62 ans, ouvrier de fabrique à Lebbeke, Eindeken, 18 :*

Le 4 septembre 1914, j'avais été arrêté par les Allemands avec Pierre Keppens de la rue de Bruxelles et treize autres — ceux qui furent fusillés dans la prairie. — Les Allemands nous firent marcher devant eux, mais comme à un certain moment les soldats belges ouvrirent le feu sur les Allemands, ces derniers nous donnèrent l'ordre de nous coucher au milieu de la chaussée.

Quand le feu eut cessé des deux côtés les Allemands nous poussèrent tous les quinze par la rue Rossevaal, mais cinquante mètres plus loin, ils firent avancer treize hommes dans la prairie de Pierre Van Extergem. Ce dernier était dans le groupe des treize avec quatre membres de sa famille, tandis que moi qui suis infirme, je fus libéré et renvoyé à la maison avec Keppens, un vieillard.

Tandis que nous nous éloignons, nous avons entendu tirer deux ou trois fois. Plus tard nous avons appris que Van Extergem et ses douze compagnons ont été tués dans la prairie. Personne n'a été témoin de ce lâche assassinat. Keppens et moi, nous avons été les plus proches témoins, mais nous n'avons pas assisté à la tuerie.

Je maintiens que les Allemands avaient arrêté ces 15 hommes, qui n'avaient commis aucun méfait, sans aucun motif, après les avoir fait sortir de leur maison. Pas un n'a dit un mot, sauf Siccard Joseph, qui demanda qu'on lui rendit sa bicyclette, qui avait été prise par un Allemand. Pour toute réponse l'Allemand répondit : « Taisez-vous, vous ne verrez jamais plus la bicyclette ». Siccard a en effet été achevé dans la prairie. Quand, en compagnie de Keppens je revins de la prairie, un Allemand qui surveillait les époux Goossens, tandis que d'autres soldats mirent le feu à leur maison, un Allemand m'obligea de m'arrêter à la maison Moens. C'est alors que j'ai vu Moens, étendu par terre, la figure tranchée de haut en bas. Le cadavre était si horrible à voir que le même Allemand a jeté un linge sur le visage.

Goossens Jean et sa femme, qui sont décédés, m'ont dit personnellement qu'ils ont vu que l'Allemand a fait sortir Moens, et qu'un autre

soldat allemand qui portait une barbe rousse, s'est approché et a tranché le visage de Moens.

Les cadavres des treize hommes tués ont été, le même après-midi, jetés par les Allemands dans une fosse commune creusée dans la prairie où ils étaient tombés. (S.) D. Bosman.

* 3^e *Déposition assermentée de Van Den Heule, Edmond, âgé de 60 ans, entrepreneur, demeurant à Lebbecke.*

Quand les Allemands sont entrés le 1 septembre 1914 à Lebbecke, personnellement je ne les ai pas vus commettre des atrocités. Je ne l'ai pas vu parce que j'étais retenu à l'intérieur, comme membre de la Croix-Rouge. Pourtant les Allemands ont agi avec la plus grande cruauté à l'égard des habitants. Plusieurs civils paisibles furent fusillés, d'autres assommés, d'autres encore probablement brûlés vifs.

Le 5 septembre 1914, en compagnie de Monsieur le bourgmestre Dubois et accompagné de quelques ouvriers j'ai fait le tour du village dans le but de rechercher les cadavres des civils qui avaient été tués par les Allemands et de leur donner une sépulture convenable.

C'est dans ces circonstances que je puis affirmer que plusieurs personnes de Lebbecke ont été martyrisées et tuées. Nous avons trouvé vingt-trois cadavres de civils de Lebbecke, qui avaient été fusillés ou qui étaient mutilés. Ces cadavres se trouvaient dans les rues. Il y en avait qui étaient horriblement mutilés. Certains portaient les traces d'une mort horrible, entre autres François Moens qui avait toute la partie supérieure de la tête tranchée. D'autres cadavres montraient des traces de coups de bayonnette. Il y en avait dont les membres présentaient des fractures. Ces atrocités ont eu lieu le 4 septembre 1914.

Le 5 septembre 1914 j'ai vu au cimetière un soldat qui portait sur ses épaulettes le chiffre 58. Ce militaire était un feldwebel. Il appartenait à l'infanterie et portait un uniforme gris.

En dehors des 23 cadavres que nous avons enterrés, nous avons encore trouvé 8 civils, les uns morts, les autres grièvement blessés. Ces derniers sont morts quelques jours après.

Je ne connais pas l'officier qui était à la tête des troupes allemandes et qui a commandé les atrocités. Je sais encore qu'un soldat belge était blessé à la jambe et qu'il se tenait caché derrière une batteuse et qu'un soldat allemand l'a découvert. Malgré ses supplications le soldat l'abattit, après lui avoir crié : « Schweinhund ». Le soldat belge avait été touché lâchement par derrière dans la nuque. J'ai aidé à enterrer ce soldat, une heure après le fait. Ce soldat se nommait Hector De Volder, natif de Halluin, Flandre Occidentale.

C'est une femme de la maison dans laquelle ces faits se sont passés qui est venue nous avertir. Je ne me rappelle pas en ce moment le nom de cette femme, mais je le rechercherai et vous le ferez connaître.

Si j'ai parlé de civils qui avaient été enterrés vivants c'est que pendant que je recherchais les cadavres j'en ai trouvé un qui était enfoui à une profondeur de 60 à 70 centimètres et dont tout le corps avait pris une teinte bleuâtre. Cette personne se nommait François Mertens.

(S.) Edm. Van den Heule.

4^o *Déposition assermentée de Borms-Blanckaert Joseph, 59 ans, menuisier et négociant, à Lebbeke-Termonde :*

Le vendredi 4 septembre vers 7 1/2 heures du matin, une centaine de soldats allemands sont entrés dans ma cour en criant : « Sie haben geschossen ». Ils nous ont demandé du pain et du jambon ; ma femme et moi nous avons coupé des tartines mais à un certain moment il y avait tant de soldats qu'il nous devenait impossible de satisfaire tout le monde. Les soldats ont alors pris les pains et sont partis. D'autres soldats sont entrés et ont pillé ma maison et mon magasin. Ils ont dérobé toutes les denrées alimentaires de même que d'autres marchandises : lingerie, couvertures, chaises, fauteuils, etc. Un sous-officier a perquisitionné dans toute ma maison, il m'a forcé de l'accompagner ; il a fait ouvrir toutes les armoires ; il m'a aussi forcé d'ouvrir le coffre-fort.

Vers 1 heure et demie un officier supérieur est entré chez moi. Il a crié : « Sie haben geschossen ». — Alles kapùt ! » En ce moment le feu fut mis à ma maison et à mes magasins et en moins de cinq minutes tout flambait. Un Allemand nous a forcés, ma femme et moi de rester dans la cour de notre maison pendant le pillage et l'incendie. En cet endroit nous n'étions pas en danger immédiat puisque nous ne pouvions être atteints par les flammes.

Ma maison et mes magasins ont été entièrement détruits par le feu et se sont presque écroulés. J'évalue mes dommages tant pour les bâtiments que pour les denrées à environ 60,000 francs. Les bâtiments étaient ma propriété. Dans mon coffre-fort, j'avais une somme de 2.000 francs. Je ne sais si cette somme a été volée ou brûlée.

Après être restés quelque temps assis sur notre chaise, nous avons demandé aux Allemands de pouvoir partir, puisqu'il devenait trop chaud. Ils nous ont accordé la permission demandée et nous sommes partis sans regarder en arrière. Les soldats allemands qui étaient venus le matin étaient vêtus de brun. Ceux qui ont mis le feu à ma maison étaient en bleu ; ce n'étaient pas des jeunes gens.

Je puis vous certifier qu'à Lebbeke, dans le voisinage, les civils n'ont pas tiré et que le vendredi 4 septembre, il n'y eut pas de soldats belges dans ma maison. Le mardi 8 septembre je suis retourné l'après-midi à Lebbeke ; des voisins m'ont dit que c'était dangereux de rester dans ma propriété : que les Allemands m'auraient peut-être emmené. Je suis parti et en retournant à Wieze, j'ai vu une troupe allemande à une distance d'à peu près 300 mètres de la chaussée. Ils ont crié : « Halte ! » à deux reprises et ils m'ont mis en joue. Je suis allé chez eux et ils m'ont forcé de leur indiquer où se trouvaient des morts. La troupe allemande était commandée par un officier et accompagnée du bourgmestre de Lebbeke et de 3 fossoyeurs de la même commune.

J'ai indiqué les endroits où, aux dires des voisins, il y avait des cadavres ; et puis, pour être remis en liberté j'ai proposé d'aider à ensevelir deux civils. Ces civils étaient Van Damme Louis, aubergiste à Lebbeke, feu Razenbreus, qui avait eu une balle dans la tête et De Boeck Théophile, ouvrier à Lebbeke, qui avait la tête traversée de part

en part par une balle qui était entrée sous le nez. Sur la proposition du bourgmestre, les officiers allemands m'ont remis en liberté.

Virginie Philips, épouse François, domiciliée chaussée de Bruxelles, près du Vondelmolen, m'a dit qu'à côté de ma maison les Allemands avaient enterré six civils de St Gilles liés ensemble. L'endroit fut indiqué au bourgmestre et à l'officier allemand.

(S.) Joseph Borms.

5^e Déposition assermentée de Borms Joseph, âgé de 66 ans, négociant, demeurant à Lebbeke :

Le 2 septembre 1914 vers 7 1/2 heures une patrouille allemande est entrée dans la cour de notre maison. Un sous-officier qui la commandait m'a dit : « Sie haben geschossen ». Je répondis négativement. Sur ce il m'a dit : « Kommen sir mit » et en sa compagnie j'ai dû faire tout le tour de ma propriété. Ceci parce qu'ils croyaient qu'il y avait des soldats belges cachés.

Arrivé au moulin, le sous-officier est entré et a dressé une échelle contre une des lucarnes, de sorte qu'elle dépassait et était très visible. Il a jeté un regard sur le paysage environnant et est descendu ensuite, tandis que l'échelle est resté dans la lucarne.

Entretiens d'autres soldats allemands étaient entrés dans notre propriété ; ils nous accusèrent d'avoir tiré sur eux. Leur officier prétendait que l'échelle qui dépassait la lucarne avait servi à tirer sur eux. Il était alors 1 1/2 heure de l'après-midi.

L'officier qui m'avait menacé de son revolver, en me disant : « Sie haben geschossen » me fit savoir que pour le dit motif notre maison devait être incendiée. Les soldats commandés par cet officier étaient revêtus d'un uniforme bleu et étaient venus en même temps que lui dans notre cour.

La différence que je constatais entre l'uniforme des premiers soldats et ceux, commandés par l'officier en question me fit soupçonner que ces derniers étaient les incendiaires. Mes soupçons étaient justifiés, car à 2 heures et demie ma maison était en feu.

Avant que le feu ne fut mis à nos maisons, tout fut pillé par les soldats en gris. Nous n'avons rien pu sauver ; notre argent même a brûlé.

Pour vous donner une idée jusqu'à quel point les soldats allemands étaient avides de pillage et de rapines je vous dirai qu'un sous-officier m'avait commandé d'ouvrir le coffre-fort et n'y ayant rien trouvé me donna l'ordre de lui remettre mon argent. Je le conduisis dans ma boutique et j'ouvris les tiroirs des comptoirs, dans lesquels se trouvait une somme insignifiante. Mais il refusa parce qu'il y avait trop peu et il me demanda « Viel Geld » parce que j'avais une « Grosze Affaire ». Les dits tiroirs ont alors été pillés par les autres soldats.

Après l'incendie de nos propriétés je suis allé le même jour à Wieze.

Je suis revenu trois jours après, et j'ai constaté qu'à l'entrée du jardin il y avait un tertre comme il s'en trouve sur les tombeaux. Là

dessus s'élevait une croix de bois, avec l'inscription « Hier rûhen 6 Ziviele ».

J'ai appris alors qu'il y avait enterrés là 6 hommes de St-Gilles-lez-Termonde. Ces six malheureux ligottés ensemble avaient été amenés là, le soir que chez moi tout était en feu. Ils y avaient été martyrisés et puis fusillés. Je n'ai pas vu cela mais je l'ai appris par Alphonse Moens, mon voisin, habitant actuellement Pollepelstraat à Lebbeke.

(S.) J. Borms.

6° *Déposition assermentée de Nijs Marie, épouse Ecckhout Camille, âgée de 39 ans, ménagère, demeurant à Lebbeke.*

Je n'ai pas vu que les Allemands ont fusillé ou martyrisé des civils le 4 septembre 1914 à Lebbeke. Je n'ai pas vu cela, mais j'ai constaté le 5 septembre 1914 qu'il y avait dans la commune plusieurs cadavres de civils qui avaient été achevés par les Allemands, tués à coups de fusil, assommés ou percés de coups de bayonnette.

J'ai vu qu'un soldat blessé, qui ne pouvait plus avancer parce qu'il était blessé à la jambe, a été tué à coups de fusil à la nuque par trois soldats allemands, tandis que, caché derrière une batteuse, il les suppliait de l'épargner. Avant de le tuer, ils lui répétèrent l'injure : « Schweinhund ». Le soldat était bien portant, sauf les blessures qu'il portait au genou. Les trois Allemands ont ensemble tiré sur le malheureux soldat à une distance de 1,50 m. Le nom du soldat est Hector De Volder, de Halluin lez-Menin.

Quand mon mari a été arrêté dans notre maison et emmené par les Allemands, je fus battue et maltraitée dans ma propre maison parce que d'après leurs dires il y avait 3 soldats belges cachés dans la maison.

Braquant un revolver sur ma poitrine, un soldat m'a obligée d'ouvrir le coffre-fort. Il n'y avait pas d'argent dans le coffre mais le soldat prit les cigares et la boisson qui s'y trouvaient de même qu'une traite de 1800 francs.

Je ne connais pas le numéro du régiment qui a séjourné à Lebbeke, ni le chef qui le commandait.

(s.) Nijs Marie.

* 7° *Déposition assermentée de Vereecken Camille, 36 ans, marchand de volaille, demeurant à Lebbeke, « Lange Minnestraat, 16 :*

Quand les Allemands sont entrés à Lebbeke, j'ai été fait prisonnier avec beaucoup d'autres habitants et envoyé en Allemagne. Tout ceci sans aucune raison. En attendant notre transfert, les Allemands nous ont conduits jusqu'au « Vondelbrug » où ils nous forcèrent à nous coucher sur le ventre. A un certain moment les Allemands ont amené un petit garçon d'environ 12 ans, qu'ils accusèrent d'avoir volé du fil téléphonique. Après avoir dit au petit garçon qu'il serait fusillé, les Allemands l'ont fait se coucher à côté de nous. Dans le courant de l'après-midi, ils ont fait sortir le garçonnet de nos rangs et trois soldats l'ont mené dans les champs à quelques pas de nous. Alors les trois

soldats ont fait feu, chacun à son tour sur le petit garçon qui est tombé mort. Quelques minutes après les Allemands ont enterré le cadavre du petit garçon qu'ils avaient tué sans motif, et qui était innocent, dans une fosse peu profonde, qu'ils venaient de creuser.

Le chef, qui avait donné l'ordre de tuer le petit, était, à mon avis, un officier d'un grade élevé, à en juger d'après les vêtements fins qu'il portait. Je ne saurais dire plus de cet officier.

* 8^e *Déposition assermentée de Borms Camiel, âgé de 52 ans, maçon, demeurant à Lebbeke :*

Le samedi 5 septembre, j'appris que près du moulin de Borms 6 hommes avaient été la veille au soir achevés comme des chiens par les Allemands.

Je me suis rendu sur les lieux et j'ai vu les six cadavres, affreusement mutilés. Il y en avait un, étendu sur le dos, qui avait le corps ouvert du cou jusqu'au bas ventre, et les intestins lui sortaient du corps. Un deuxième, Stobbelaers Omer, avait reçu une blessure derrière l'oreille. Je n'avais pas l'occasion d'examiner plus en détail, car un officier allemand, que je ne connaissais pas, s'élança sur moi, me saisit au collet et m'amena à l'école près des autres prisonniers civils et pour ce motif je fus transféré en Allemagne jusqu'à fin janvier 1915.

J'ai entendu dire que les six victimes ont été amenées sur le lieu du crime, liées les unes aux autres.

(S.) Camille Borms.

* 9^e *Déposition assermentée de Van der Jeugt Emerentia, épouse de Frans Caudron, âgée de 56 ans, demeurant à St Gilles-lez-Termonde, Chaussée, 238 :*

D'après ce que j'ai entendu dire les six hommes doivent avoir été assassinés le vendredi soir, et les cadavres sont restés là jusqu'au dimanche 6 septembre à midi. Alors les Allemands les ont enterrés. Le dimanche matin, en revenant de Denderbelle, j'ai passé à côté de l'endroit où les six cadavres étaient étendus en cercle.

Ce spectacle était terrifiant : on savait bien voir que les six malheureux avaient été achevés comme des chiens, au moyen d'armes blanches : un des hommes avait les yeux crevés ; si je ne me trompe c'était Prosper Van Doren qui avait le ventre ouvert de sorte que ses intestins en sortaient ; le troisième portait dans le côté un grand trou qu'on aurait dit fait par une vrille. C'était réellement si repoussant que je me suis empressée de continuer mon chemin.

Je n'en sais pas plus, notamment qui a commandé ou exécuté cette tuerie.

Il ne peut y avoir eu des témoins de cette boucherie, parce que les habitants avaient pris la fuite aussi loin que possible, dès qu'ils en avaient eu l'occasion.

- * 10° *Déposition assermentée de Van Cauter, Léonie, épouse de Pieter, âgée de 51 ans, ménagère, Lebbeke :*

Le 4 septembre, j'ai vu arriver les Allemands avec les six hommes qui, plus tard, ont été assassinés ensemble. Parmi ceux-ci je ne connaissais que Van Doren, Prosper, et François Mertens. Les six hommes étaient attachés l'un à l'autre au moyen d'une grosse corde. Les Allemands les menèrent de la Vondelstraat à l'allée, située en face du moulin de Borms. Quand ils avancèrent je remarquai que Van Doren se tenait très courbé pendant la marche. Arrivés dans l'allée, il était alors 10 heures du matin. Les Allemands ont attaché chacune des six personnes à un arbre. Je n'ai rien vu d'autre de la tuerie.

- * 11° *Déposition assermentée de Vander Stratten, Pierre, âgé de 61 ans, loueur de voitures, demeurant à Lebbeke :*

Le 4 septembre 1914 vers 4 heures du matin, plusieurs Allemands sont venus frapper à ma porte en faisant beaucoup de vacarme. Comme j'avais donné l'hospitalité à plusieurs jeunes hommes de Lebbeke, qui s'étaient sauvés ou qui voulaient se mettre à l'abri à l'arrivée des Allemands, j'avais peur d'ouvrir la porte. Pourtant devant l'insistance des soldats, je l'ai tout de même ouverte.

A l'entrée des Allemands dans ma maison, je reçus soudain d'un seul soldat un violent coup de crosse au menton.

Ce soldat me demanda s'il y avait encore des civils dans ma maison. Je lui répondis affirmativement et lui dis que j'avais hébergé plusieurs jeunes gens du voisinage.

Entretemps ces personnes, dont les noms suivent : Baptiste Helskens, Léon De Visscher, Gustave Verleysen, Adolphe Van Langenhoven, Désiré Van Nieuwenhoven, tous de Lebbeke ainsi que De Caluwe Camille, surnommé « de Woitsch » de Grimbergen s'étaient levées et étaient venus dans la place où j'étais avec les Allemands.

Immédiatement nous fûmes tous emmenés, de même que plusieurs autres hommes de Lebbeke, et au nombre d'une quinzaine nous dûmes suivre les troupes allemandes dans la direction de Termonde. Une fois arrivés à l'église de Saint-Gilles-lez-Termonde, nous fûmes placés devant les troupes allemandes qui étaient exposées au feu des fusils et canons belges venaient de Termonde, tandis que les Allemands, cachés derrière nous, répondaient au feu des Belges à coups de fusil et de canon. Nous avons ainsi servi de bouclier pendant toute une journée et toute une nuit, sans boire ni manger, sans sommeil ni repos, tandis que nous dûmes subir toutes sortes de mauvais traitements au milieu du continuel danger de mort. Après que les soldats allemands eurent obtenu par l'intensité de leur feu, la reddition de la ville de Termonde, nous avons été entraînés en ville avec les troupes qui entraient, comme du vulgaire bétail.

Nous avons été promenés en ville par les Allemands jusqu'au moment où leurs violences ont pris fin. Alors quelques soldats, les armes à la main, nous ont conduits à pied à Assche et Bruxelles, tout meurtris et exténués. De Bruxelles nous sommes partis aux camps alle-

mands de Soltau, où j'ai passé cinq mois dans la plus grande misère, de sorte que maintenant encore je traîne péniblement une santé ruinée.

* 12^e *Déposition assermentée de Vanden Broeck Louis, âgé de 56 ans, directeur de l'école communale, demeurant à Lebbeke :*

J'étais de service à l'infirmerie de Lebbeke le 4 septembre 1914. J'étais infirmier volontaire. Il y avait là des soldats belges et allemands blessés, et ainsi il se fait que ni moi ni d'autres infirmiers n'avons vu ce qui a eu lieu lors de l'invasion des Allemands à Lebbeke le 4 septembre 1914.

Le 5 septembre 1914 le feu a été mis à une maison par les Allemands. Cette maison se trouvait juste à côté de l'infirmerie, qui avait été organisée dans le couvent de Lebbeke. Elle appartenait à Jean Abbeloos, dont la femme Marie De Kinder a supplié les Allemands d'épargner sa maison. J'ai vu en outre encore plusieurs maisons incendiées à Lebbeke ainsi notamment trois, appartenant respectivement à Van den Berghe, Louis, boucher, rue de Termonde ; aux enfants Van Ingelghem, même rue ; aux enfants Uyttersprot, place Communale. Ces maisons ont été probablement incendiées méchamment par les Allemands. Ces maisons ont été incendiées le 5 septembre 1914.

Louis De Man, de Lebbeke, fut maltraité de la façon la plus horrible par les Allemands qui entrèrent le 4 septembre 1914 dans la commune et qui pénétrèrent dans l'hôpital. De Man donna des soins à deux blessés ; un soldat et un civil belges. C'est pendant qu'il soignait ces blessés qu'il fut frappé sans aucune raison par ces Allemands, de telle sorte qu'encore aujourd'hui il n'est pas guéri.

Je n'ai pas vu que les Allemands maltraitèrent ou tuèrent quelqu'un, parce que lors de leur entrée, je me trouvai à l'infirmerie, c'est-à-dire le 4 septembre 1914.

Dans notre infirmerie, il nous fut dit ce jour là que les Allemands commirent des violences dans la commune et qu'ils tuèrent des civils.

Quand, avec Monsieur Dubois et d'autres civils, le 9 septembre 1914, j'ai fait le tour de la commune pour rechercher les cadavres des civils assassinés et les enterrer dans une prairie située au Kasteelveld, nous avons trouvé une grande fosse. Dans cette fosse les Allemands ont jeté pêle-mêle les cadavres de 13 civils. Ces civils avaient été achevés par les Allemands. Il n'y avait qu'une couche de 20 à 30 centimètres de terre au-dessus des cadavres. Nous avons retiré les cadavres, afin de les transporter d'une façon convenable au cimetière et de les ensevelir. Alors nous avons constaté de quelle façon horrible le cadavre de chacun de ces civils était mutilé ; entre autres je me souviens d'avoir vu les cadavres de deux forts gaillards dont la tête parassait littéralement avoir été fracassée à coups de crosse ou par des coups d'autres objets contondants.

A cent mètres de distance, nous avons encore trouvé dans un fossé le cadavre d'un civil assassiné.

Cinq cents mètres plus loin, dans la rue des Tisserands, il y avait encore un cadavre. C'était celui du nommé Monnaert, qui était venu sur le seuil de sa porte pour voir ce qui se passait, qui fut abattu

par les Allemands. Ces atrocités doivent avoir été commises entre le 4 septembre et le 8 septembre 1914. C'est seulement le 8 ou le 9 septembre que nous avons pu circuler librement dans les rues en compagnie du bourgmestre et d'autres civils pour rechercher à enterrer ces cadavres. D'autres civils ne purent venir dans la rue, parce qu'ils couraient le danger d'être arrêtés par les patrouilles allemandes, qui circulaient encore à Lebbeke, bien que le gros de l'armée fut parti de Lebbeke le 8 septembre 1914 vers 1 1/2 heure de l'après-midi.

* 13° *Déposition assermentée de Eeckhoudt, Camiel, âgé de 54 ans, négociant à Lebbeke :*

Je confirme la déclaration que j'ai faite le 1 avril 1919 devant le juge de paix suppléant de Termonde et dont vous me donnez lecture après m'avoir entendu.

Je maintiens notamment que j'ai été placé avec un groupe d'autres civils devant les Allemands pour servir ainsi de bouclier à nos ennemis et que de cette façon plusieurs personnes ont été atteintes et sont tombées.

A la barrière de St-Gilles-lez-Termonde, j'ai vu que les Allemands abattirent le nommé Timmerman un employé du chemin de fer. J'ai vu également que les Allemands maltraitèrent le docteur Heirbaut tandis que celui-ci donnait des soins médicaux à un officier allemand qui avait été touché.

En Allemagne je fus témoin de l'assassinat du nommé Toulouse qui était devenu fou, par suite des privations subies.

* 14° *Déposition assermentée de De Wit, Alfons, âgé de 64 ans, journalier à Lebbeke :*

Je confirme et maintiens la déclaration que j'ai faite le 1 avril 1919 devant le juge de paix suppléant de ce canton, et dont vous me donnez lecture après m'avoir entendu.

Au nombre d'environ 30 personnes, nous avons dû marcher devant les troupes allemandes, tandis que du côté opposé, les Belges tiraient sur les Allemands. Dans ces circonstances je fus touché dans la cuisse et un certain Cooreman de Lebbeke fut touché dans le dos. Il a succombé à sa blessure.

En ce moment mon fils Clément a été attent également et achevé. Ce n'est que quatorze semaines après que le cadavre de mon fils a été trouvé sous un tas de briques. Le cadavre portait des traces de coups de bayonnette.

Tandis que nous dûmes servir de bouclier aux Allemands, Louis Van Damme et Théophile de Boeck furent encore abattus : ceci par des coups de feu venant de la direction de Termonde, des troupes belges donc. D'autres ont été blessés dans les mêmes circonstances et quand nous arrivâmes à la barrière de Saint-Gilles (Termonde) j'ai vu que les Allemands abattirent un Belge, employé du chemin de fer, parce qu'il ne s'arrêtait pas. Je pense que le malheureux n'a pas compris l'ordre.

ANNEXE N° 56.

* 1° *Déposition assermentée de Clémentine Ringoot, Veuve Van Weyenbergh, actuellement épouse Frans Vermeir, cultivateur à Lebbeke, Vondelstraat, 4.*

Le 4 septembre 1914, jour de l'entrée des Allemands à Lebbeke mon mari, mes quatre enfants dont l'une avait neuf ans et la plus jeune, une fille, prenait encore le sein, et moi-même, nous avons été chassés de la maison. Les Allemands nous contraignirent à nous rendre à St. Gilles Termonde. Arrivés près de la minoterie du bourgmestre Potiau, les Allemands nous firent asseoir au bord du fossé le long de la chaussée. Les deux soldats qui nous avaient commandé de nous asseoir désignèrent mon mari comme franc-tireur, ce qui était complètement faux. L'officier, auquel ils s'étaient adressés leur dit quelques mots et sur ce, les Allemands se saisirent de mon mari à mes côtés, le traînèrent à environ cinq mètres de là, dans les champs, et le forcèrent à se coucher à plat ventre. Immédiatement après, ils le tuèrent sous mes yeux et sous ceux de mes enfants. Quand mon mari gisait déjà inanimé sur le sol, les deux soldats lui ont encore tiré une balle dans la nuque. Sans pouvoir approcher du cadavre, et malgré mes supplications, mes enfants et moi nous fûmes menés plus loin au milieu des chevaux et des canons et nous fûmes seulement lâchés dans le courant de l'après-midi. Il était un peu après 7 1/2 heures du matin quand mon mari a été tué.

Le cadavre a été enterré alors par les Allemands le dimanche après, dans une fosse creusée à l'endroit même du crime.

Il y avait deux témoins de ces faits : Auguste Maes, boulanger à St-Gilles-lez-Termonde et un certain François Vermeiren de Lebbeke. Maes est décédé la semaine passée, tandis que Vermeiren, qui à cette époque avait été transféré en Allemagne comme prisonnier civil, est mort là-bas.

Je ne saurais donner de plus amples détails quant à l'identité et le grade des Allemands, dont il est question ci-dessus, ni quant à l'armée à laquelle ils appartenaient.

J'oubliais encore d'ajouter que notre vieux père, Damien Van Weyenbergh, actuellement âgé de 87 ans, a été contraint également d'assister au meurtre de son fils.

* 2° *Déposition assermentée de Léon De Brandt, chaudronnier demeurant Nieuwe Laan à St. Gilles Termonde :*

Le 10 septembre 1914, vers 1 1/4 h. le 39^e Landsturm 2^e Cie fit irruption dans ma maison. De nombreuses maisons furent pillées et incendiées ce jour-là. Les civils, auxquels les Boches demandèrent où étaient les soldats belges et qui répondirent négativement furent liés et poussés devant leur armée. Ma femme et moi-même furent du nombre. Nous étions au nombre de 22, et parmi nous il y avait même des vieillards de plus de 70 ans. Tandis que les balles et les shrapnells sifflaient autour de nos têtes nous fûmes attachés l'un à l'autre par

les soldats qui étaient au premier rang et accablés de coups de poing et de coups de pied. Ils posèrent même les canons de leurs fusils sur nos épaules pour pouvoir tirer. Quand le soir, le combat prit fin, nous eûmes déjà trois tués et beaucoup de blessés. Atteint d'une balle à la tête, je perdis beaucoup de sang, et mes vêtements étaient tout maculés. Le lendemain, mes cheveux étaient tout blancs par suite de la peur que j'avais éprouvée. Ebranlé par la peur, je vis chaque nuit en songe les barbares apparaître devant moi. Il m'a fallu plus de six mois pour me remettre entièrement. Quand la bataille durait déjà deux heures, ma femme a pu s'enfuir par un chemin barré, où elle est en effet tombée.

* 3^o *Déposition assermentée de Coors Marie, Veuve Frans Putteman, actuellement épouse Reubels, Victor, 40 ans, ménagère à Termonde, Gentsche laan :*

J'ai été entendue par Monsieur le Commissaire Pollet de St-Gilles-Termonde le 10 février 1919 et je confirme la déclaration dont vous me donnez lecture.

Mon mari est mort par suite de la peur éprouvée. De Rybel a eu le corps ouvert à coups de bayonnette de sorte que ses intestins sortaient. Vervaeut fut également tué à coups de browning. Plusieurs civils furent placés par les Allemands devant leurs troupes pour protéger celles-ci contre les soldats belges qui tiraient sur les Allemands.

* 4^o *Déposition assermentée de Coors, Charlotte, veuve Vervaeut, âgée de 36 ans, ménagère à Termonde, Dijkstraat :*

Je confirme la déclaration que j'ai faite le 10 février 1919 devant le Commissaire de Police Pollet et dont vous me donnez lecture après m'avoir entendu. Putteman est mort de frayeur. J'ai vu que Camille De Rybel fut atteint d'une balle et qu'il tomba. Quand il a voulu se relever un Allemand survint et lui plongea la bayonnette dans le corps, de sorte que les intestins lui sortirent du ventre. Mon mari fut tué en ma présence par les Allemands après qu'il eût été maltraité d'une façon très cruelle.

Mon mari a été tué à bout portant au moyen d'un browning.

Plusieurs civils furent placés devant les troupes allemandes à l'effet de les protéger.

* 5^o *Déposition assermentée de Marie et Charlotte Coors et de Emiel Van den Broeck, de St-Gilles-lez-Termonde :*

Le 10 septembre, vers midi, François Putteman, maçon, se trouvait avec quelques membres de sa famille dans la cuisine de sa maison, située dans la commune Ruisstraat. Une bande de soldats ivres est arrivée près de la maison. A coups de pied ils brisèrent la porte qui était ouverte et se ruèrent à l'intérieur et crièrent sans voir qui que ce soit : « Haut les mains ».

A ce bruit, tous les hommes qui se trouvaient dans la cuisine sont venus près d'eux dans la chambre de devant en tenant les mains levées. Ils durent tous sortir, de même que la mère de Putteman qui tenait un petit garçon à la main. Les femmes eurent la permission de rester à l'intérieur de la maison. Une fois sorties, toutes les personnes durent se rendre à la chaussée de Bruxelles à l'exception d'un homme le nommé Benoni Vervaet, beau-frère de la femme. Cet homme portait un pantalon bleu et les bandits prétendirent qu'il était soldat. Il fut immédiatement fusillé sous les yeux de l'épouse François Putteman et sous les yeux de sa femme Charlotte Coors, qui tenait ses deux enfants par la main. Les autres hommes et la vieille mère tenant l'enfant par la main durent avancer suivis par les soldats qui s'abritaient derrière eux, jusque l'Otter et le passage à niveau du chemin de fer. Des soldats belges tirèrent en ce moment des coups de fusil de Termonde. Les Allemands s'abritèrent derrière les civils qui couraient devant eux, pensant que de cette façon ils obligeraient les Belges à cesser leur feu. Le beau-père de François Putteman, le nommé Camille De Rybel qui se trouvait parmi ces civils emmenés, fut atteint d'une balle et tomba par terre. Le malheureux voulut se lever. Voyant cela, un assassin allemand s'approcha et le frappa de sa bayonnette, de sorte que les intestins lui sortaient du corps. Entretemps la fusillade continua. Un soldat qui s'était caché derrière la vieille dame Coors fut tué. Ses camarades le soulevèrent et le transportèrent. La vieille dame Coors avec l'enfant et Emile Van den Broeck profitèrent du désarroi pour s'enfuir et se cacher derrière la palissade du chemin de fer, près de leur maison.

Les Allemands avaient pourtant vu fuir Emile Van den Broeck et pensèrent le retrouver dans la maison Putteman précitée. Ils y retournèrent donc. Pendant ce temps, des soldats restés là avaient déjà mis le feu à la maison et défendu aux habitants d'en sortir.

Une vieille femme de 80 ans, la grand'mère, était en ce moment malade et était alitée. Ni les supplications des femmes, présentes là-bas, ni les cris et les pleurs des enfants ne purent adoucir le cœur inhumain des assassins. Ils devaient être brûlés vifs. Les soldats revenus entretemps visitèrent toute la maison, mais ne trouvèrent rien.

C'est grâce au rassemblement qu'on sonnait à ce moment et qui obligeait les soldats de quitter ces lieux que la vieille femme, ses filles et ses petits enfants n'ont pas péri dans le brasier.

C'est tout juste à temps et avec l'aide de Van den Broeck qui immédiatement après le départ des barbares sortit de sa cachette, que tous ont pu être sauvés. A peine étaient-ils sortis que le tout s'écroula en flammes.

6^e Déposition assermentée de Heirbaut, Joseph, âgé de 52 ans, médecin, demeurant à St-Gilles-lez-Termonde :

Le 4 septembre 1914, au matin après les premiers coups de canon, alors que j'entendais le crépitement des balles de fusil sur les pavés, j'ai fermé selon les recommandations officielles ma porte et les

fenêtres et me suis retiré dans ma cave. Quelques minutes après entendant qu'on brisait à coups de hache les volets et la porte de ma maison, je remonte et me dirigeant vers la porte, un panneau de celle-ci s'abat à mes pieds ; des canons de fusil menacent par l'ouverture ; j'ouvre la porte et les soldats allemands pénètrent par flots, l'un d'eux donne deux coups de hache dans la porte du jardin ; je lui intime l'ordre de cesser les dégâts ; au même moment je suis saisi au cou par un officier vociférant : heraus!! deux autres m'appliquent le revolver sur la poitrine ; comme je n'étais pas très pressé d'avancer, des soldats me poussent la bayonnette dans le dos ; me voilà dans la rue ; ayant fait quelques pas, l'officier, je ne saurais dire pour quel motif m'abandonne à moi-même. Je veux rentrer chez moi mais ma maison est remplie de soldats allemands et l'entrée m'est défendue. Je m'adresse à un autre officier qui pour toute réponse me force à prendre place au milieu de la chaussée, complètement libre, les soldats restant collés contre les façades des maisons pour se préserver des balles venant de Termonde ; l'endroit était dangereux parce que de nombreuses balles allemandes me sifflaient autour de la tête et que quelques minutes après que j'eus quitté ce poste j'ai vu tomber à la même place un officier allemand tué sur le coup par une balle au cou. Rentré dans ma maison j'y ai rencontré des soldats allemands portant du vin, des cigares, des coussins brodés de soie pour les blessés ; on a pris et réclamé tous les objets de pansement que j'avais dans la maison ; toutes les victuailles étaient consommées ; ceux qui voulaient boire de l'eau m'obligeaient d'en goûter devant eux. Les soldats se répandaient dans toute la maison fouillant toutes les places, brisant les portes et armoires qui résistaient, donnant des coups de hache au piano, au lustre, perçant tous les matelas et ressorts de leurs baïonnettes. Un soldat m'accoste disant : « Tout doit brûler ici et à Termonde aussi, tout comme à Louvain. »

A ce moment on crie : « die pioniere vorwärts » : ceux-ci s'en vont et il reste dans la maison des fantassins ayant l'air fatigué et reposant sur leurs fusils. C'est alors que mon attention est attirée vers la cuisine où des flammes énormes jaillissent d'une grande armoire remplie d'effets des enfants et de la servante : une vingtaine de seaux d'eau parviennent à éteindre le feu ; l'horloge qui pendait de l'autre côté de la cuisine s'était arrêtée par la chaleur à 8 h. 3/4 ; les vitres de la fenêtre étant brisées.

Après-midi, j'ai vu des soldats sortir de différentes maisons emportant les objets les plus divers. Les deux principes qu'ils avançaient pour excuser ces vols étaient : *les civils doivent fuir* et : *les maisons abandonnées seront pillées* : c'est la loi de la guerre.

Je demande un permis de libre parcours pour l'exercice de mes fonctions à des soldats qui se présentent dans ma maison ; je suis emmené entre deux soldats, revolver au poing jusqu'à l'église ; en route je suis attaqué par un sous-officier exalté promenant son poing menaçant sous mon menton et autour de la tête et proférant des vociférations dont je ne comprenais que ce seul mot : « Schwein ».

Amené devant le commandant je suis accusé d'abord d'avoir abattu

l'officier allemand tué devant ma porte le matin, ensuite d'espionnage ; j'ai la chance de voir admettre mes explications et après une enquête sommaire on me rend la liberté. De nombreuses maisons à ce moment étaient en feu et se consumaient lentement.

Le lendemain, samedi, 5 septembre, vers 9 heures du matin, j'ai vu que l'église de St-Gilles était en feu.

Le jour suivant, dimanche, revenant vers le soir d'une course pédestre à Uytbergen où j'avais été voir mes enfants, j'ai remarqué un train de marchandises très long prenant la route de Bruxelles ; le tout était bien couvert de bâches et je n'étais pas à distance voulue pour me rendre compte de la nature des objets qu'il transportait. Les jours suivants se passent dans le silence lugubre interrompu seulement par le passage de troupes et les cris des bêtes affamées. Le mercredi je parviens à trouver trois hommes de bonne volonté pour m'aider à enterrer trois chevaux morts répandant une odeur pestilentielle.

Le jeudi 10 septembre vers 13 heures de nombreuses troupes envahissent de nouveau le centre de la commune, tirant des milliers de coups de fusil, cassant portes et fenêtres, mettant le feu à diverses maisons. Une bonne vingtaine de mes concitoyens sont forcés de marcher devant les troupes ; plusieurs sont liés deux à deux par les mains ; il y a des hommes de tout âge, toutes personnes que la soldatesque allemande avait pu surprendre dans une cave ou dans une cachette quelconque ; un homme caché dans un jardin et qui cherchait un abri plus sûr est abattu comme un chien enragé. Moi-même, malgré mes protestations réitérées jusque trois fois je suis fouillé et obligé par un officier supérieur de marcher devant les troupes allant vers Termonde. La réponse de ce major à toutes mes réclamations était : le geste du revolver sur le nez et Vorwärts ! Nous devons marcher les mains levées tantôt au milieu de la chaussée, tantôt sur l'accotement ; deux de mes concitoyens ont été tués, un autre a été blessé à la tête, un autre encore à l'aisselle ; moi-même j'ai reçu des blessures : une douzaine de petites plaies dans la région lombaire, une au bras et une autre à l'avant-bras droit, que j'estimais produites par des balles de shrapnel.

Pendant mon absence on avait mis le feu une seconde fois à ma maison ; cette fois l'incendie a été éteint par des brancardiers allemands, un médecin ayant choisi ma maison et la cour pour y installer ses blessés ; c'est ce médecin qui m'a rappelé à la maison pour l'aider à soigner ses blessés et qui à toutes mes instances et intercessions en faveur de mes concitoyens prisonniers, me répondit : « il seront fusillés probablement, très probablement ».

La nuit qui suivit était horrible. De tous côtés du feu, des flammes, des craquements sinistres et de temps en temps le fracas d'un écroulement. Cette nuit vers 2 1/2 heures du matin je suis parti de St-Gilles dans la direction de Gand, sur le conseil de différents officiers et l'affirmation qu'ils allaient revenir à l'assaut de Termonde : je voulais éviter de retomber entre les mains de l'ennemi et de devoir subir ses humiliations et mauvais traitements ; d'ailleurs la presque totalité de la population avait déjà quitté la commune depuis plusieurs jours.

(s.) J. Heirbaut.

ANNEXE N° 57.

1° *Déposition assermentée de Deridder Gustave, 62 ans, directeur de la prison de et à Mons :*

Les Allemands sont entrés à Termonde le 4 septembre 1914, vers 7 heures du matin. J'étais alors directeur de la prison de Termonde et je logeais dans cet établissement pénitencier. Au moment de l'entrée des Allemands, tous les membres de mon personnel étaient à leur poste. Les femmes et les enfants de mes agents s'étaient, pour la plupart, réfugiés à la prison. Tous ces gens m'ont appris que la ville était à peu près déserte.

Vers 16 heures, les Allemands sont venus me chercher à la prison. J'ai été les recevoir, sous le porche, avec mon chef surveillant Verleyen Louis. Il y avait 2 ou 300 soldats et 2 ou 3 officiers. J'ai su plus tard que c'étaient des Westphaliens, mais je ne saurais indiquer le numéro de l'unité. Un officier m'a dit que j'allais être fusillé parce que c'était de la prison que des soldats belges et des soldats anglais auraient tiré au cours de la bataille. Nous n'avions vu ni soldats belges, ni soldats anglais. J'ai protesté et l'officier n'a pas insisté, mais il m'a dit de le suivre et la troupe m'a amené jusque la maison communale de Saint Gilles. Là, il m'a fait placer contre un mur comme si je devais être fusillé. On m'y a fait passer environ vingt minutes, puis le même officier est venu me dire que le Conseil de guerre avait délibéré que je devais retourner à la prison de Termonde, congédier le personnel, mettre en liberté les détenus et partir sur Gand. Il a ajouté que si le soir j'étais encore à Termonde, je serais fusillé et que la ville allait être bombardée et qu'il n'en resterait plus pierre sur pierre. Lorsque j'avais quitté la prison une heure auparavant, l'officier avait dit, en ma présence, à mon chef surveillant : « Si votre Directeur ne rentre pas ce soir à la prison, évacuez l'établissement au premier coup de canon que vous entendrez car la ville va être bombardée et il n'en restera plus pierre sur pierre. »

Vers 17 heures j'ai donc été renvoyé à Termonde. Pour faire ce trajet de Saint-Gilles à Termonde l'officier a mis à ma disposition un soldat avec qui j'ai échangé quelques mots en route. C'est par lui que j'ai appris que les Allemands qui étaient venus m'arrêter étaient Westphaliens.

Il a ajouté qu'ils étaient luthériens. Pendant le trajet, en passant en face de la gare de Termonde, nous avons rencontré une bande de soldats ivres dont l'un m'a mis en joue. Le soldat qui m'accompagnait a alors mis la main sur mon épaule et l'ivrogne a abaissé son arme.

Je suis entré à la prison entre 17 et 18 heures. Je l'ai immédiatement fait évacuer et j'ai quitté Termonde avant 19 heures. A notre départ, nous avons été mis en joue par un soldat ivre qui portait un fusil à la main droite et une bouteille de liqueur à la main gauche. Il n'a cependant pas tiré. Le soir même j'étais à Berlaer où j'ai passé la nuit. Le lendemain j'étais en Hollande. Je n'en suis revenu le 6 janvier 1915.

Je ne puis donner d'autres renseignements sur l'identité des offi-

ciers et des troupes qui ont participé aux atrocités de Termonde, cependant d'après la rumeur publique, c'est le général Böhme qui aurait ordonné l'incendie. Le prétexte invoqué était toujours le même, à savoir que des civils auraient tiré sur les troupes. Cependant je puis affirmer que la ville était à peu près déserte. L'incendie a été allumé après mon départ de la ville ; le 4 septembre au soir je n'ai rien constaté dans cet ordre d'idées. Mon logement n'a pas été brûlé, cependant j'ai constaté des traces d'incendie dans ma cave. J'ai fait cette constatation à mon retour, en janvier 1915. J'ai vu dans ma cave un objet argenté qui ressemblait à une branchette de sapin, sauf pour la couleur. Je n'ai pas gardé cet objet. J'ai entendu dire que des objets semblables servaient à propager l'incendie. Le pillage a commencé le 4 septembre avant l'incendie, car en allant à Saint-Gilles et en en revenant j'ai déjà constaté bien des portes enfoncées, bien des magasins vidés et bien des objets épars sur la rue.

Je ne connais rien d'autre, si ce n'est par ouï dire.

2^o *Déposition assermentée de Schellekens Daniel, 40 ans, avocat, demeurant à Termonde :*

Je ne saurais pas vous dire quel est l'officier supérieur qui a ordonné l'incendie de Termonde.

Je ne sais qu'une seule chose c'est que le mot d'ordre de tous les officiers et simples soldats auxquels j'ai eu l'occasion de parler le 4 septembre 1914 était : « Die Stadt wird rasiert und die Geisel geschossen ».

J'en étais un de ces otages qui devaient donc être fusillés et il est compréhensible dans ces conditions que je n'ai pas pu m'informer de ce qui allait se passer à Termonde.

Je sais que les Allemands ont donné comme prétexte de l'incendie de la ville que les civils auraient tiré sur les troupes allemandes.

On a prétendu un moment donné qu'on avait tiré de la Banque Centrale de la Dendre, dont je suis l'administrateur délégué. Les Allemands sont venus me chercher à l'endroit où avec les autres otages je me trouvais collé au mur, rue de l'Escaut. J'ai dû les accompagner à la Banque où ils ont pu se convaincre que tout ce qu'ils disaient était absolument faux, car j'ai dû parcourir avec eux toute la maison de la cave au grenier.

Naturellement par le fait même qu'ils se trouvaient dans une Banque, il était difficile de les faire sortir, et ils y sont restés assez longtemps avec la seule préoccupation de chercher pour voler l'argent qui pouvait s'y trouver. C'est à cette occasion que dépités de ne pas avoir trouvé d'argent dans les caisses des bureaux de la Banque que les Allemands s'en sont pris à la cave des coffre-forts dont ils ont tenté de faire sauter la porte d'entrée à la dynamite.

Dans mon bureau particulier au rez-de-chaussée les Allemands ont fracturé un coffre-fort de jour dont ils ont enlevé et emporté une somme de deux mille francs et des coupons de titres (valeurs de deux cents à trois cents francs).

J'ai vu mainte maison de la ville en feu et j'ai vu des Allemands

qui attisaient le feu, mais je ne saurais préciser comment ils s'y prenaient. Ce que j'ai vu c'est que une fois le feu mis à la maison les soldats ouvraient portes et fenêtres de la maison pour provoquer un courant d'air et ainsi activer le feu.

Une dizaine de jours après je suis rentré dans la ville que j'avais quittée le 4 septembre au soir, et j'ai constaté alors qu'il y avait de nombreux fûts à pétrole, provenant du dépôt De Beul se trouvant en dehors de la ville, gisant vides dans les rues.

Le 4 septembre au soir, je me rappelle qu'un officier allemand préposé à la garde des otages — et j'en étais — me disait : Les pionniers ne sont pas encore ici. Nous les attendons à chaque instant, parce que ce sont eux qui doivent « rasieren » la ville.

Il n'a pas ajouté pour quel motif on allait « rasieren ».

Je ne saurais pas en dire davantage au sujet de l'incendie de la ville de Termonde.

* 3^o *Déposition assermentée de Debergh Félix, 45 ans, receveur de l'enregistrement, demeurant à Termonde :*

Je confirme la déclaration écrite que j'ai faite le 27 septembre 1914 à la demande de Monsieur le Procureur du Roi de Termonde.

J'ai acquis la conviction que la destruction de la ville de Termonde, lors de sa prise par les Allemands, était préméditée, car plusieurs officiers ont dit que la ville devait être détruite. Voyant que j'insistais pour avoir plus de détails pour ce qui concerne les moyens de la détruire, un jeune officier m'a déclaré que cela avait été décidé par le général ou par l'état-major, qui évidemment ne jugeaient pas nécessaire de donner à ce sujet de plus amples détails à des officiers subalternes. On ne m'a pas dit pour quelles raisons la ville fut incendiée. Je n'ai pas vu mettre le feu à la ville de Termonde et ne sais pas non plus de quelle façon cela a été fait.

* 4^o *Déposition assermentée de Nachtergael Eudonie, religieuse, 61 ans, demeurant à Bugenhout :*

Je confirme la déclaration que j'ai faite le 27 février 1919 à la demande de Monsieur le secrétaire de la ville de Termonde, De Leye, et qui a été envoyée à Monsieur le Procureur du Roi de Termonde.

Je maintiens que la ville de Termonde a été incendiée par les Allemands le 5 septembre 1914, par pure malveillance sans nécessité militaire d'aucune sorte et sans but.

Un officier allemand plein de fureur s'est présenté le 4 septembre 1914 dans le courant de l'après-midi, à notre hôpital et nous a donné l'ordre d'évacuer de suite nos locaux et de faire partir tous nos malades et toutes nos sœurs religieuses en disant : « Nous allons mettre le feu à l'hôpital ». Les soldats allemands ont alors, sur l'ordre de cet officier inconnu, transporté les malades et les infirmes et les ont tout simplement déposés dans une prairie à proximité de la ville, sans plus se préoccuper de leur état de santé.

Le lendemain 5 septembre 1914, notre hôpital flambait. Personnellement j'ai vu aussi que les soldats allemands comme de véritables bandits et des barbares mettaient le feu aux maisons situées en face de l'Hôpital. Ils firent cela en aspergeant la maison tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un certain liquide, et puis y mirent le feu. Les fenêtres et les portes furent au préalable brisées à coups de hache.

Un officier, à qui je m'étais adressée le 5 septembre dans la matinée, quand notre hôpital ne brûlait pas encore, m'avait dit : à ma requête que l'hôpital ne serait pas brûlé. Je ne sais pas pourquoi il a été néanmoins brûlé dans la suite.

Le 4 septembre 1914, quand les soldats allemands ont transporté les malades et les infirmes et les ont déposés dans une prairie, Monsieur Schellekens, secrétaire de l'hôpital et Messieurs les abbés Dulock et Van Poucke sont allés en personne trouver les autorités allemandes, pour leur demander de rapporter leur ordre inhumain, insistant sur l'état de santé précaire de plusieurs malades.

L'ordre fut rapporté et les malades et infirmes purent rentrer à l'hôpital.

Mais le lendemain 5 septembre, entre 2 et 3 heures de l'après-midi, le feu prit soudain à l'hôpital avec tant d'intensité et de rapidité que nous eûmes à peine le temps de sauver les malades.

L'incendie se répandit si rapidement qu'un de nos malades Charles Van Wesemael n'a pu être sauvé et est resté dans les flammes. Les Allemands ont dit à la Mère Supérieure de l'hôpital que Termonde devait être brûlée parce que les civils avaient tiré sur eux.

Je ne sais pas qui a donné l'ordre de détruire la ville.

Je ne connais pas non plus le nom du commandant des troupes allemandes qui sont entrées en ville.

Je ne sais pas non plus quel numéro les régiments portaient.

* 5^e *Déposition assermentée de De Lentdecker, Louis, 40 ans, négociant, demeurant à Termonde :*

Le 4 septembre 1914 les troupes allemandes sont entrées à Termonde. Alors quelques maisons ont été incendiées par suite du bombardement. Le soir les troupes ont quitté la ville. Des ordres ont été donnés là, par un officier supérieur de ce régiment — le nom m'est inconnu — de mettre le feu à la ville.

J'étais assis dans ma maison située Grand'place et j'ai vu donner les ordres.

L'officier supérieur, qui commandait le régiment a divisé ce dernier en différentes sections. Une section a pris la rue de l'Eglise, une autre la rue Franz Courtens, une autre le Marché au Lin, et une autre la rue des Chevaliers.

Les Allemands ont commencé de suite leur œuvre de destruction. A l'aide de leurs haches et pioches ils brisèrent les portes ou bien arrachèrent les volets.

Ils avaient été chercher des fûts de pétrole au dépôt de Monsieur

Gustave De Beul. Ils avaient une espèce de petite pompe, à l'aide de laquelle ils aspergeaient de pétrole l'intérieur de la maison. Alors ils y jetaient de petites rondelles qui attisaient le feu. Les soldats avaient sur un eux ces rondelles dans de petits sacs.

La ville de Termonde devait être incendiée. Le vendredi 4 septembre 1914, quand je fus arrêté par un officier allemand accompagné de deux soldats, le premier me déclara que je devais quitter la ville, parce que celle-ci devait être détruite par le feu sur l'ordre de l'empereur, parce que les civils de Termonde avaient tiré sur les soldats allemands. Cet officier me déclara aussi que les civils avaient abattu un officier supérieur allemand devant Termonde.

Je déclare formellement qu'aucun civil n'a tiré sur les soldats allemands. Il n'y avait pas une seule arme à feu en leur possession, car tous les fusils, revolvers, etc., avaient été remis à l'hôtel-de-ville. Moi-même, qui suis marchand d'armes à feu, j'avais dû remettre à l'hôtel-de-ville tout mon stock de revolvers, fusils de chasse, munitions, etc. La ville de Termonde a été incendiée par pure malveillance et par pure méchanceté.

* 6° *Déposition assermentée de Vermeersch Oscar, notaire et échevin à Termonde.*

Je confirme en tous points la déclaration que j'ai faite sous forme de rapports et dont vous me donnez lecture après m'avoir entendu. C'est le général von Böhm qui a, par ordre écrit, mis en demeure le commandant de la place et le bourgmestre de Termonde de rendre la place, alléguant — ce qui était faux et sans aucun fondement — que les civils tiraient sur les soldats allemands qui avaient occupé la ville et y séjournaient.

Je dis l'allégation de von Böhm était mensongère parce que 1° tous les civils, à part quelques vieillards et quelques personnes inoffensives avaient pris la fuite; 2° que l'armée belge s'était retirée de la ville; 3° qu'il n'y avait plus aucun soldat allemand à l'intérieur des murs de la ville.

J'ai en ma possession cet ordre écrit de von Böhm. Il me fut remis par un employé des postes.

Von Böhm, dans cette missive, menaçait la ville de la détruire de fond en comble. Cela eut lieu le 4 septembre 1914, et ce même jour déjà quatre groupes de maisons furent incendiées méchamment et par ordre, ainsi que l'usine : « les Ateliers de construction de Termonde ».

Le lendemain les Allemands revinrent, en prétendant que le major von Sommerfeld avait trouvé qu'il y avait trop peu d'immeubles incendiés et que toute la ville devait disparaître. Les soldats se dispersèrent dans les différents quartiers de la ville et mirent systématiquement le feu aux maisons sous la conduite de leurs chefs.

L'allégation que les civils auraient tiré sur les Allemands, lors de l'entrée est réduite à néant par le fait que les soldats m'ont déclaré personnellement qu'ils étaient étonnés au plus haut point d'avoir pé-

nétre de force en ville, même en traversant l'eau des remparts sans trouver personne pour leur résister. Tout ce que je dis par rapport à l'incendie de la ville a été révélé par une enquête avec audition de témoins, que j'ai entreprise immédiatement après les faits.

J'ai notamment entendu le Docteur Van Winckel, le secrétaire communal, le Docteur Leye (décédé actuellement), Monsieur Clément Ramlot junior et autres.

* 7^o *Déposition assermentée de Schellekens, César, âgé de 68 ans, secrétaire des hospices civils, demeurant à Termonde :*

J'ai été appelé par le Kriegersrichter allemand Weltzer pour donner des renseignements sur l'incendie de Termonde. Il me demanda qui avait allumé l'incendie de Termonde. Je lui ai dit catégoriquement que c'étaient les soldats allemands ; que j'avais vu personnellement que ces soldats mirent le feu à ma maison et à la maison d'en face. J'ai dit aussi au Kriegersrichter de quelle façon on mit le feu aux maisons : on aspergeait de pétrole l'intérieur des maisons et le mobilier. On allumait le feu au moyen d'allumettes et ensuite on jetait dans les places une espèce de pastille qui attisait le feu et le propageait. Je lui ai dit aussi que j'ai essayé par trois fois d'éteindre l'incendie de ma maison et que à trois reprises les soldats allemands y remirent obstinément le feu.

Je ne sais pas au juste qui a donné l'ordre d'incendier la ville de Termonde.

J'ai vu que le 5 septembre 1914, vers 10 et 11 heures du matin un officier allemand, dont je ne connais ni le nom ni le grade, donna l'ordre à ses soldats de se partager en groupes de trois à l'effet d'incendier ainsi les maisons par petits groupes.

J'ai dit également au Kriegersrichter qu'avant l'incendie de ma maison les Allemands avaient fracturé les armoires et les tiroirs, probablement dans le but de voler ce qui pourrait leur être utile ou ce qui avait une certaine valeur.

Je lui ai exposé ensuite dans quelles circonstances je fus lâchement arrêté par les Allemands, tandis que je me trouvais à l'hôpital civil de Termonde, où j'aidais à transporter les malades dans les caves. Ma déclaration fut actée en allemand par le Kriegersrichter et je l'ai signée parce que ma déclaration me fut traduite de l'allemand en flamand par une personne de confiance.

Le Kriegersrichter me demanda également si j'avais vu que des civils avaient tiré sur les troupes allemandes lors de l'entrée en ville et je lui ai répondu de la façon la plus formelle que je n'avais pas vu qu'un seul civil a tiré un coup de feu sur les troupes allemandes. Sur ce, le Kriegersrichter ne m'a plus rien répondu.

* 8^o *Déposition assermentée de Van der Venet, Jules, 49 ans, vicaire, demeurant à Termonde :*

Le 5 septembre 1914 je me suis réfugié chez Monsieur l'avocat Cooreman, vers 9 heures du matin parce que les Allemands bombar-

daient la ville et que je ne me croyais plus en sûreté dans ma cave, où je m'étais caché. Une demi-heure après, tandis que nous, c'est-à-dire, Cooreman père, son fils Paul, Madame Cooreman, Mademoiselle Valérie, la servante et moi-même, étions dans la cave pour nous protéger contre les obus, les Allemands sont entrés en ville.

Dans le courant de l'après-midi vers 3 h. 30 les Allemands passèrent devant la demeure de Monsieur Cooreman. Soudain un coup de feu retentit. Un silence de mort suit. Puis un deuxième coup. Nous venons dans la rue : « Die Ziviele haben geschossen ! » Et les Allemands commencent à tirer dans toutes les directions et cassent tout dans le voisinage.

Je sais qu'en ce moment, dans la rue, il n'y avait que nous dans la cave de Monsieur Cooreman, quelques hommes chez Mademoiselle Maetelinckx et deux hommes dans le Bijvang.

Le samedi 6 septembre 1914, nous fûmes arrêtés par un soldat allemand qui dit : « Gehen Sie nach Brüssel, deutsche stadt. Dendermonde wird niedergebrennt, ganz niedergebrennt ».

Dans la maison de Madame Théophile Philips, nous avons vu par la fenêtre que les meubles étaient entassés les uns sur les autres. Sous la garde de soldats allemands nous avons été conduits alors à pied jusqu'au delà du village de Saint-Gilles-lez-Termonde. A Lebbeke nous fûmes arrêtés à la maison de Mademoiselle Segers ; nous fûmes fouillés et conduits au patronage, où nous sommes restés jusqu'au dimanche soir, 7 septembre 1914. Alors nous fûmes menés à l'église d'où personne ne pouvait sortir même pour aller satisfaire un besoin naturel.

Le lundi matin, vers 5 heures, nous fûmes conduits à pied à Bruxelles, embarqués à la gare du Nord dans des wagons à bestiaux et menés au Sennelager près de Paderborn. Là, à notre demande, nous avons été entendus. L'officier qui nous interrogea nous soumit une déclaration et nous demanda de la signer sans qu'il nous fût permis de la lire ou de nous en faire donner lecture.

J'ai refusé de signer, de même que Monsieur Cooreman, père et fils et d'autres intellectuels, mais les ouvriers ont signé sans savoir ce qu'ils signaient.

Je ne sais pas donner des précisions sur la cause de l'incendie de la ville de Termonde, si ce n'est qu'un soldat allemand a déclaré publiquement : « Dendermonde wird niedergebrennt, denn man unsere soldaten verstümmelt hat. » Sur ce, je demande : « Wo ? »

Le soldat allemand répond : « Im militärisch Hospital zù Dendermonde ». Alors moi : Was hat man gemacht ? »

L'Allemand répond : « Man hat ein soldat die Augen ausgestockten. Einem anderen die Männlichkeit abgeschnitten und ein dritter ist verletzt gewesen in seinen Schenkel ».

Je sais de science bien certaine qu'à l'hôpital il n'y eu qu'un seul soldat allemand et qu'il a été transporté lorsqu'on a évacué l'hôpital.

Je désire dire également quelques mots à propos de notre séjour au Sennelager.

D'abord nous avons séjourné nuit et jour en plein air. Après nous avons été misérablement logés dans des baraquements et des tentes. Nous avions trop de nourriture pour mourir et pas suffisamment pour vivre.

Souffrant de l'estomac, le médecin du camp me dit : « Vous ne devriez rien manger de tout ce qu'on vous donne ici. » Que faire alors ? lui dis-je. « Continuer à manger. Il vaut mieux de retourner en Belgique avec un estomac malade que de mourir ici ».

Malgré tout cela, ce n'est qu'avec beaucoup de peines que je suis parvenu à me faire admettre à l'infirmerie de Paderborn. Certain jour nous fûmes inscrits comme otages (Geisel). Je demandai pour quel motif. On me répondit (c'était un feldwebel) « Sie haben es zu danken an den Franzosen ; sie haben das selbe gemacht in Belfort. »

Sur interpellation. — Dans la cave de Monsieur Cooreman se trouvaient encore, en dehors des personnes déjà nommées Messieurs Edmond, Edouard et Raoul Wicht et deux demoiselles Wicht, Bertha Klepkens (ma servante) et Monsieur Henri Van Steenberghe, tous demeurant à Termonde.

9^e *Déposition assermentée de Van der Jeught, Charles, âgé de 37 ans, horticulteur, demeurant à Gand, boulevard du Béguinage, 65.*

Quatre mois avant les hostilités j'étais revenu de l'étranger à Termonde, ma ville natale. J'y habitais rue des Sœurs Noires. J'ignore quelle est l'autorité allemande qui a ordonné l'incendie de Termonde.

Je ne puis donner aucun renseignement au sujet de la désignation du régiment, de la division ou du corps d'armée qui occupait la ville au moment de l'incendie de celle-ci.

J'ignore le motif que les Allemands ont invoqué pour essayer de justifier l'incendie de Termonde.

J'affirme qu'aucun habitant civil de la ville n'a tiré sur les Allemands. L'administration communale avait au surplus affiché un avis obligeant toutes personnes détenant des armes de les déposer à l'hôtel-de-ville. L'administration communale avait insisté sur le danger qu'il y avait de conserver des armes chez soi.

Voici ce que j'ai pu voir de l'incendie de Termonde : le 4 septembre 1914, vers 9 heures du matin on est venu frapper à ma porte. J'ai ouvert et j'ai été empoigné par un soldat allemand qui m'a emmené alors qu'un autre soldat allemand est entré dans la maison et a prévenu ma mère et ma sœur qu'elles avaient à quitter la ville endéans la demi-heure. L'allemand m'a conduit tout d'abord rue de l'Eglise-Notre-Dame, où j'ai rejoint d'autres hommes. Tous ensemble nous avons été conduits rue de l'Escaut, où on nous a mis sur plusieurs rangs le long des maisons. Tout le long du parcours les soldats allemands nous annonçaient que nous serions fusillés. Pendant que nous nous trouvions rue de l'Escaut on a choisi parmi les hommes présents un d'entre nous que l'on a amené dans un bâtiment connu à Termonde sous le nom de l'Arsenal. Il me semble me souvenir avoir entendu peu après des coups de feu et plus tard on nous a dit que l'homme avait été fusillé.

De la rue de l'Escaut nous avons été menés à Appels où nous avons été parqués dans un champ gardé par les Allemands. Nous sommes restés là jusqu'au soir puis nous sommes revenus à Termonde, avons traversé la ville dans la direction de Bruxelles.

Rue St-Roch j'ai vu une personne qui venait pousser une tête au coin de la rue, être poursuivie par des soldats cyclistes allemands et essuyer des coups de feu. Arrivés près de la porte de Bruxelles on nous a dit que nous pouvions rentrer chez nous.

Un vicaire de l'église Notre-Dame, M. Philémon De Cock et moi avons passé la nuit au couvent des sœurs St-Vincent. Le lendemain matin je me suis rendu chez moi où j'ai constaté que rien n'avait été pillé. J'ai pris avec moi différents papiers et suis parti dans la direction de Gand. Avant d'arriver à Appels j'ai été arrêté sur la chaussée par des soldats allemands et reconduit à Termonde. C'est alors que j'ai assisté à l'incendie des maisons autour de l'église Notre-Dame. Voici comment procédaient les Allemands ; des chariots amenaient de la paille, de l'essence et du pétrole. Méthodiquement, maison par maison, ils déposaient de la paille, des tonneaux de pétrole ou des bidons d'essence. Je n'ai pu voir comment ils mettaient le feu aux maisons mais à un moment donné la maison se remplissait de flammes. Lorsque l'incendie ne marchait pas assez vite ils jetaient à travers les fenêtres des bidons d'essence. Je ne puis donc vous dire si les maisons de Termonde ont été pillées par les Allemands ne l'ayant pas vu faire personnellement.

De Termonde nous avons été conduits à Lebbeke où nous avons été enfermés dans l'école et où nous sommes restés jusqu'au dimanche soir, nourris uniquement par la population civile. Nous avons passé la nuit du dimanche au lundi dans l'église. Le lundi matin nous avons reçu un demi pain de munition et avons été acheminés sur Bruxelles. Parmi nous se trouvait un soldat belge prisonnier. J'ai vu ce malheureux tomber d'inanition et être percé par la baïonnette en forme de scie d'un soldat allemand, et ce pendant que nous continuions notre route. Plus tard j'ai vu deux hommes de Lebbeke, prisonniers comme moi, prendre la fuite et être abattus à coups de fusil par les soldats allemands. Nous sommes arrivés à Bruxelles le lundi vers midi, avons été encaqués dans des wagons à bestiaux et laissés sans nourriture jusqu'au mercredi soir, moment où nous sommes arrivés à Sennelager. Pendant notre trajet en chemin de fer en Allemagne nous avons été exposés dans les gares aux insultes et aux outrages de la population allemande et notamment par des groupes de jeunes gens de 14 à 15 ans conduits par des professeurs. Je suis resté jusqu'au mois de février 1915 à Sennelager où, sans être maltraité, j'ai horriblement souffert de la faim et du froid.

Il m'est impossible de vous donner le nom des soldats et officiers qui, à Termonde, se sont rendus coupables de ce que j'ai vu.

Selon moi l'incendie de Termonde a eu lieu le 5 septembre 1914, le lendemain du jour où les Allemands sont entrés en ville.

J'ajoute que le 4 et le 5 septembre 1914 j'ai vu dans les rues de Termonde les cadavres de civils dans les rues. C'étaient tous des hommes. Je n'ai pas vu de cadavres de femmes. Notamment rue de la Tour, près de l'Académie.

* 10° *Déposition assermentée de Ramlot Clément, 83 ans, industriel, demeurant à Termonde :*

Je confirme en tous points la déclaration que j'ai faite devant Monsieur le Procureur du Roi de Termonde le 8 février 1919. C'est le récit complet de tout ce que j'ai vu et entendu personnellement lors de l'entrée des Allemands dans la ville de Termonde. Pour ce qui concerne en particulier l'incendie de Termonde, je puis affirmer que le feu a été mis à la ville par pure malveillance de la part des Allemands et absolument sans nécessité d'ordre militaire et sans but. En effet, quand un Allemand (c'était un médecin du nom de Mertens de Hambourg) m'a dit que la raison pour laquelle les autorités militaires avaient décidé de brûler toute la ville, était le fait que des civils avaient tiré sur des soldats allemands, je puis affirmer qu'à ce moment la ville était presque entièrement abandonnée par ses habitants, et qu'en outre toutes les armes avaient été remises.

Je puis en outre affirmer en mon âme et conscience qu'alors que je n'ai pas quitté la ville une seule seconde et que j'ai parcouru à tout instant la ville dans tous les sens, aucun civil n'a tiré sur les troupes allemandes.

L'ordre d'incendier la ville fût donné à Termonde par le major von Sommerfeld. Et voici la preuve de ce que j'avance : au moment où déjà des maisons brûlaient, marché au Lin, c'est-à-dire la maison Rooms et les bâtiments voisins, je me rendis à l'hôtel-de-ville où je rencontrai un capitaine. Je le suppliai de cesser l'incendie de la ville, ou du moins les maisons de la Grand'place.

Il me répondit de suite : « Adressez-vous au major à la Station » ce que je fis immédiatement. Le major von Sommerfeld, auquel je m'adressai en le suppliant d'épargner au moins la Grand'place, où il y avait tant d'œuvres d'art, richesses de toutes sortes, donna alors au soldat qui m'accompagnait la mission de dire au commandant qui se trouvait à l'hôtel-de-ville de ne pas mettre le feu aux bâtiments de la Grand'place.

Le capitaine qui était à la Grand'place et qui m'avait donné le conseil de m'adresser à von Sommerfeld, m'avait montré un papier, me disant : Voici mes ordres. Je dois brûler tout, excepté l'hôtel-de-ville et le musée. Je suis persuadé que pour achever l'incendie de Termonde, la ville était divisée en plusieurs quartiers et que pour chaque quartier il y avait un commandant. Et ceci ressort entre autres du fait que le commandant susdit et qui se trouvait à la Grand'place était chargé uniquement de mettre le feu aux maisons de la Grand'place et des rues avoisinantes.

Les moyens employés pour allumer plus facilement et plus complètement l'incendie consistaient en l'usage de pastilles incendiaires, l'aspersion de naphte, le bris des portes et fenêtres dans le but de créer un courant d'air dans les maisons en feu.

Je ne peux pas soutenir qu'au moment de l'incendie de la ville les Allemands se sont livrés au pillage. Je pense qu'ils n'ont pas eu le temps de le faire. J'ai vu au contraire que des habitants d'Appels pillaient notamment la maison Van Durpel. Je leur ai dit moi-même mon indignation.

Je n'ai pas vu ici à Termonde le général von Böhm, de l'armée allemande. Je ne sais pas si c'est lui qui a donné l'ordre d'incendier au major von Sommerfeld. Il reste entendu que c'est grâce à mon intervention auprès de von Sommerfeld que la Grand'place n'a pas été incendiée par le capitaine Kästner, auquel je m'étais primitivement adressé. C'est par suite du bombardement de la ville, ou bien par l'effet du vent que les maisons de Stordeur, de Van Melle et d'autres ont été détruites par le feu. L'hôtel-de-ville fut bombardée huit ou dix jours après l'incendie de la ville et détruit de cette façon.

Je pense, en ce qui concerne les maisons Van Stappen, Van Damme et Weefs que je peux dire qu'elles ont été méchamment incendiées par les Allemands mais ceci au moins quinze jours après, c'est-à-dire, à la fin de Septembre. Le corps d'armée qui se trouvait à Termonde était le 24^e pionnier.

Je ne sais pas qui a donné l'ordre d'allumer ces derniers incendies.

ANNEXE N° 58.

1^o Déposition de Monsieur Van Muylem, huissier à Alost :

Au début de septembre 1914, ma demeure sise à Alost, chaussée de Gand, 150, fut réquisitionnée par l'autorité allemande qui y établit un poste militaire. La grande armée passa. L'état-major (Maréchal von der Goltz) s'arrêta chez moi; puis, des occupations renouvelées s'y succédèrent.

Le samedi 12 septembre vers midi et demi se présentèrent deux soldats allemands qui m'ordonnèrent d'aller à la rue « auf die strasse » Je protestai ayant chez moi une sœur malade et alitée; mais je dus obéir. J'allai à la chaussée où je dus rejoindre un groupe de voisins qui s'y trouvaient les bras levés. Les soldats allemands se tenaient derrière les arbres de la dite chaussée ou dans les fossés qui la longent.

J'appris là par mes voisins que la Compagnie d'Allemands (250 hommes je crois) était assise, une demi-heure avant, le long de la grand'route à Erpe, au hameau Vijf Huizen; que des auto-mitrailleurs belges les avaient surpris là, avaient tiré, tué un allemand et s'étaient éloignés par le chemin de terre derrière les maisons; qu'aussitôt les Allemands étaient debout, pénétrèrent dans les maisons, mirent le feu à cinq de celles-ci, et obligèrent les hommes à se placer au milieu de la chaussée les bras en l'air. Deux d'entre eux, les nommés Remy Van Droogenbroeck, brasseur et Charles D'Herde, ouvrier agricole, tous deux d'Erpe (Vijf Huizen), qui avaient tâché de s'enfuir, furent tués.

Les mitrailleurs belges avaient fait le tour et se trouvaient maintenant devant nous à l'endroit dit « Roklijf » sur le territoire d'Alost, chaussée de Gand; tous nous nous trouvions en face de la maison Meetens sur la même chaussée; les Allemands couchés dans le fossé ou se tenant derrière les arbres.

A ce moment les mitrailleuses se remirent à fonctionner, les fe-

nôtres de la maison Meetens volèrent en éclats, un officier allemand qui traversait la route fut tué ; on l'enterra sous nos yeux ; un cheval fut abattu ; le jeune homme qui se trouvait à côté de moi eut la cuisse traversée d'une balle ; moi je fus blessé au genou droit d'une balle qui avait fait ricochet sur le pavé devant moi.

Les Allemands s'étaient couchés ; nous les avions imités, mais ils nous obligèrent à nous lever « auf, auf, händen auf ! » Lorsque le feu cessa, un soldat allemand me fit entrer dans la maison Meetens et me fit déshabiller ; il mit mes vêtements et s'en alla, probablement pour aller voir combien de Belges il y avait là-bas, ou dans je ne sais quel but. Puis le feu reprit, et cessa encore, les Allemands ne tiraient pas ; ils firent circuler le mot « nicht schieszen, nicht schieszen ». L'officier couché dans le fossé me fit venir et me dit d'aller mettre d'autres habits et de revenir. Il commençait à pleuvoir ; deux hommes m'accompagnèrent. Je revins. Vers 5 heures le feu des Belges ayant cessé complètement, les Allemands se levèrent, partirent à travers champs dans la direction de l'ouest nous emmenant au milieu d'eux et abandonnant leur chariot et leurs chevaux sur la grand-route.

Arrivés dans une prairie basse, les officiers et quelques soldats se réunirent en demi-cercle, tinrent conseil et me firent venir devant eux. Un des officiers me dit en français :

— « Vous allez être interrogé ; vous répondrez sur l'honneur ; si vous dites une chose contraire à la vérité, je vous prévien que la punition est la peine de mort. »

Je répondis : « Monsieur, j'obéirai du moment que vous ne me demanderez rien qui soit contraire aux intérêts belges. »

Celui qui présidait, le Hauptmann à ce que j'appris par après, répondit en allemand : « Un soldat allemand ne fait pas cela. »

Puis l'officier, étendant la main pour désigner mes voisins alignés aux arbres reprit : « Savez-vous si ces hommes ont tiré sur nous ? »

— « Je sais que ces hommes n'ont pas fait cela. »

— « Comment le savez-vous ? »

— « Parce qu'ils n'ont pas d'armes. »

— « Si, si ils les cachent en terre ! »

— « Pardon, Monsieur, ceux qui possédaient des armes ont dû les remettre au Bourgmestre. »

— « Haben sie ein schein davon ? » dit le Hauptmann.

— « Oui, Monsieur, mais évidemment nous n'avons pas cela ici, sur nous. »

— « Connaissez-vous tous ces gens ? »

— « Oui, Monsieur, ce sont mes voisins, le premier c'est Philémon De Bouck, cultivateur, il a près de 70 ans, le suivant c'est Domientje Janssens, un petit tailleur, le troisième un menuisier, le quatrième le brasseur Parewyck, etc. »

Un sergent fut dépêché pour contrôler mes dires, et revint disant : « Richtig ».

— C'est bien, reprit le lieutenant, par où prend-on pour aller à Assche ?

Je montrai par la ville.

— Non, dit-il, vous montrez le sud et Assche est à l'ouest.

— Je montre la route qui y conduit, par l'ouest il faudrait traverser les champs, vous arriverez devant le ruisseau « Housebeek ».

Il regarda sa carte. Ils se concertèrent, rompirent leur demi-cercle, et reprirent le chemin, nous emmenant au milieu d'eux. J'étais à côté du Hauptmann qui commença la conversation chemin faisant, en langue allemande.

— Vous parlez l'allemand, dit-il, connaissez-vous notre pays?

— J'y suis venu souvent avant la guerre.

— Pour affaires ?

— Non. J'ai fait partie souvent des jurys d'expositions.

— Où cela ?

— A Berlin, Francfort, Munich, Hanovre, Cologne, Dortmund, Darmstadt, etc.

— Y connaissez-vous des gens ?

— Oui, et je nommai plusieurs personnes.

Puis un silence.

— Dieser Krieg haben wir nicht gewollt.

Nouveau silence.

— Les Belges ne sont pas nos ennemis ; c'est par nécessité que nous sommes ici. La ville d'Alost s'était rendue. On ne devait plus nous y attaquer. Avec les Français un accord est possible, ces deux peuples sont désignés pour la conduite du monde. Mais avec la perfide Albion, il n'y a pas moyen de faire ménage, etc. Et puis :

— Etes-vous marié ? me dit-il.

— Non, Monsieur.

— Moi j'ai une femme et deux jolis enfants... je ne reviendrai plus peut-être.

— Monsieur, lui dis-je, vous ne me paraissez pas méchant ; moi, je ne connais rien aux choses militaires, puis-je vous demander comment il se fait que vous placez les civils devant vous, et que vous nous emmenez sachant que nous n'avons commis aucun mal.

— C'est que les civils ont tiré sur nous.

— Pardon, Monsieur, cela n'est pas exact.

— Si, si. Ces mitrailleuses (machinegewehren) étaient montées par des gardes-civiques, ce sont des civils.

— Vous faites erreur, Monsieur, c'étaient des soldats belges, venus de Gand ; depuis 2, 3 jours, je les ai vus patrouiller sur la grand'route, leurs autos portent le nom de Minerva avec un chiffre ; c'étaient bien des soldats belges.

— Ceux qui ont tiré sur nous avaient des capotes noires (schwarze mantel) et un bonnet de civil.

Après un silence, il ajouta :

— Oui, nous avons des mesures pénibles à prendre parfois, mais ce sont les nécessités de la guerre. Mais vous rentrerez, je vous donne ma parole.

Je passe sur les petits incidents de la route.

La nuit était tombée, il pleuvait à torrents.

Arrivés à la chaussée d'Erembodegem, un des officiers me fit prendre place dans une voiturette, monta à côté de moi, et fit placer deux hommes derrière nous. Les autres restèrent sur la chaussée. Il me conduisit au pont de chemin de fer d'Alost à Bruxelles, près de la ville, en face de l'usine de Monsieur de Cocquéau des Mottes ; là il descendit et avec un des soldats il alla voir sous le pont pour se rendre compte s'il était gardé. Non, il n'y avait personne. Alors il me dit : « C'est bien, vous avez satisfait, vous pouvez rentrer chez vous. »

Je répondis : « Pardon, Monsieur, mais que faites-vous de mes voisins ; le capitaine m'a donné sa parole qu'ils rentreraient avec moi. »

— Dans ce cas il faut retourner avec moi et vous expliquer auprès du capitaine. Choisissez.

— Soit, dis-je, je retournerai plutôt. J'étais libre à ce moment, je suis retourné parmi les Allemands pour réclamer mes voisins ; je pense que là je les ai sauvés, tout au moins de la déportation.

Trempe par la pluie, défait par la fatigue, les émotions, ma blessure au genou, déjà fort gonflée, alors je me présentai au Hauptmann à Erembodegem, Hoogeweg, dans le petit café où il se tenait. Me voyant exténué il m'offrit du cognac, du lait chaud. Je refusai, lui disant : « Monsieur, l'officier m'a laissé partir, mais comme vous m'avez donné votre parole que vous m'auriez rendu mes voisins, je suis revenu, et je vous les demande. »

Il répondit : « Sie sind ein Ehrenmann » (textuel). Il donna un ordre au sergent et me salua militairement. J'allai à la rue avec le dit sergent et mes voisins furent libérés. Me ravisant avant de partir je retournai auprès du Capitaine et lui demandai un passe-port pour rentrer en ville avec mes compagnons sans être inquiétés. Il déchira un feuillet de son carnet, y inscrivit quelques mots et me les tendit.

Après quoi nous rentrâmes à Alost, tous silencieux et accablés, sous la grosse pluie persistante, dans la nuit noire.

Nous nous rendîmes chez Monsieur de Wolf Désiré, échevin de la ville d'Alost à qui j'exposai les incidents ci-dessus.

2° Déposition du docteur Van Hooren Ant., à Alost :

Monsieur le Procureur du Roi,

Ayant vu de plus près que d'autres les atrocités commises par les Allemands à Alost le 27 septembre 1914 (j'ai donné des soins à plusieurs de leurs victimes) je crois devoir vous en faire une brève relation. Les Allemands montant à l'assaut d'un pont ont arraché des civils à leur foyer pour les pousser devant eux. Leur attaque ayant échoué, ils battirent en retraite et une vingtaine de civils parvinrent à s'enfuir tout en essuyant des coups de feu ; quatre ou cinq civils ont été blessés de la sorte et deux ont été tués. Ils ont entraîné dans leur retraite onze civils. Venus en plein champ, ils les ont rangés dans un champ de choux-fleurs et les ont fusillés. Ils en ont achevé neuf à

coups de baïonnette. Deux s'étant évanouis à la suite de leurs blessures ont été laissés pour morts, et leur ont ainsi échappé. Ces deux blessés ont été recueillis par le fermier Boeykens, Geldhofstraat à Alost. L'un a succombé à ses blessures le lendemain, il avait trois plaies de balles. L'autre après de longs mois de souffrances s'est rétabli.

Dans d'autres quartiers de la ville on a encore fusillé des civils mais ne les ayant pas explorés, je ne puis vous donner des détails précis ; en tout vingt à trente civils ont été tués à Alost.

* 3° *Déposition assermentée de Herreman Ernest, né à Alost, le 3 juin 1889, appréteur, domicilié à Alost :*

Lors de leur retraite le 26 septembre 1914, les Allemands ont mis le feu à la Binnestraat. Après avoir éteint plusieurs incendies, nous avons trouvé au Klein Begijnhof (petit Béguinage) dans la cour le cadavre de François Colin. Le malheureux avait la poitrine traversée d'un coup de bayonnette. La figure était entièrement déformée.

* 4° *Déposition de Wauters Alfred, né à Alost le 3 mai 1899, domicilié Binnestraat, 13 :*

Les Allemands avaient été repoussés à cette date (26 septembre 1914) par les Belges, à l'entrée de la ville. Je me sauvai en compagnie de Colin François, mais mon compagnon fut rejoint ; il fut tué d'un coup de bayonnette et son corps traîné à la cour du « Klein Begijnhof ». J'entendis ses cris déchirants. Colin est mort dans cette cour, étouffé dans son sang.

* 5° *Déposition de De Mey, Julie, âgée de 62 ans, veuve de Louis Saey, ménagère, Drie Sleutelstraat, 17, Alost :*

Le 27 septembre 1914 dans la matinée, mon cabaret et ma cave étaient remplis de personnes qui se sauvaient devant les armées envahissantes. Les Allemands, à leur arrivée, mirent le feu à la maison et arrêtrèrent tous ceux qui ne purent se sauver à temps. Mon mari refusa de se sauver, en disant : « Que feraient-ils bien de moi, un vieillard ? » Et au milieu des cris et de l'agitation des soldats, il garde un tel calme que je le vis servir un verre de bière. Je me sauvai avec ma famille au moment où l'oberleutnant von Kühlman s'empara de mon mari et le traîna dehors. Je vis encore que le malheureux fut roué de coups de pied et de coups de poing. L'après-midi je suis retournée pour rechercher mon mari. J'ai trouvé son cadavre dans la Nieuwbrugstraat : une balle qui l'avait atteint dans le côté avait causé la mort. Le malheureux était horrible à voir et tout à fait méconnaissable par suite des terribles souffrances qui précédèrent sa mort.

* 6° *Déposition de Van Nieuwenhove Jean-Baptiste, tisserand, né à Alost le 5 février 1885, et y demeurant, Bredestraat, 22 :*

Le 27 septembre 1914, dans la matinée, je fus traîné hors de ma

maison par des soldats et amené aux environs du « Geldhof ». Un soldat me donna l'ordre de sauter par dessus le fossé, dans les terres labourées. J'exécutai son ordre et dus me tenir debout. Le même soldat me tira d'abord dans les reins, puis m'envoya une balle dans le bras. Je tombai et restai étendu inanimé, le visage tourné vers le sol. En ce moment je reçus un coup de bayonnette dans le dos. Je ne sais combien de temps je suis resté là, mais j'ai appris que Maria Van den Abeele et d'autres femmes m'ont ramassé. J'ai été transporté à l'infirmerie de l'école des pupilles et de là à Gand (Byloke) où je suis resté trois mois en traitement.

* 7^o *Déposition de De Bruyn, Petrus, cultivateur, né à Alost le 17 août 1876, et y demeurant en la dite ville, Vielle Chaussée de Termonde, 179 :*

Le 27 septembre 1914, dans la matinée, j'ai vu que des soldats allemands abattirent au Geldhof (hameau de Mijlbeek) 9 personnes. Parmi les victimes j'ai reconnu : François Van Geert, Jean Baptiste Van Nieuwenhove, Xavier Van den Driessche, René Joseph Pyck et Robert Corneille Marinckx. Il n'y avait que deux soldats qui tiraient ; un troisième achevait les victimes au moyen de sa bayonnette. Les autres soldats étaient entretemps réunis au Geldhof.

* 8^o *Rapport de l'inspecteur de police et des travaux publics Buys :*

Ville d'Alost
Travaux publics.

Rapport du 6 juin 1919.

Monsieur le Commissaire,

Le dimanche 27 septembre 1914, jour du bombardement de notre ville par les Allemands, entre 4 et 5 heures, je me trouvai en compagnie de Monsieur Désiré De Wolf, échevin des travaux publics de notre ville près de l'hôtel-de-ville, Grand'place, quand nous apprîmes qu'il y avait encore des habitants sur l'autre rive de la Dendre, et qu'ils étaient fort maltraités par les Allemands. Nous nous rendîmes de suite au pont Sainte Anne, et après avoir dit au commandant de l'armée belge que nous avions l'intention de ramener ces concitoyens en danger, sur la rive où les Belges étaient installés. Nous reçûmes l'autorisation de passer le pont. Nous prîmes un détour par plusieurs rues et arrivés dans la Nieuwbrugstraat nous trouvâmes les cadavres de 4 ou 5 civils, qui avaient été forcés par les Allemands de se placer devant eux pour les protéger. Alors j'ai continué plus loin, jusqu'au Geldhofstraat, et là, dans les champs, j'ai trouvé 9 à 10 cadavres, parmi lesquels j'ai bien reconnu Van Driessche Xavier, demeurant en notre ville, Bredestraat. Celui-ci avait le bras et le ventre traversés d'une balle et avait déjà succombé depuis un temps assez long. Comme je constatais que toutes les personnes étaient déjà décédées je retournai près de Monsieur l'échevin. Alors en compagnie de tous les civils qui se trouvaient au pont du Zwartten Hoek (rue de la Dendre) nous avons passé le pont (le pont de Sainte Anne).

L'inspecteur de la police et des travaux publics.

(s.) Buys.

* 10° *Déposition assermentée de Cardon, Pierre, âgé de 53 ans, monteur, demeurant à Alost:*

Le 28 septembre 1914 les soldats belges nous avaient conseillé de nous mettre à l'abri. Je m'étais rendu avec toute ma famille à Burst.

Le 29 septembre 1914 je revins à Alost avec mon beau-père Van de Voorde Camille dans le but de donner de la nourriture à mon bétail. A mon retour à Burst, en compagnie de Van de Voorde, nous rencontrâmes sur la petite chaussée d'Erpe, 5 ou 6 uhlans à cheval sous le commandement d'un officier. Victor De Pauw, tenait sa bicyclette à la main. Il avait été arrêté par ces Allemands. Ils l'avaient arrêté à Lede et venaient avec lui dans la direction d'Alost. Quand les uhlans nous virent ils nous forcèrent à retourner avec eux et de les accompagner jusqu'au « Schaapstal vijf huizen ». Là, ils nous ont mis tous les trois contre un mur orbe. Les uhlans ont pris la montre de De Pauw de même que la bicyclette et une somme de 65 francs. Ils n'ont rien pris ni de moi-même, ni de mon beau-père. Ils ont demandé alors à De Pauw s'il avait quelque chose à réclamer. Il ne savait pas répondre tellement il était ému et des larmes coulaient sur ses joues. Un uhlan est allé prendre alors une bêche dans une ferme abandonnée. Il l'a remise à De Pauw en disant : « Vous devez creuser vous-même votre tombe ». De Pauw ne sachant ce qu'il faisait a creusé un trou de 2 mètres de longueur sur 50 centimètres de profondeur. Quand ce fut fini un uhlan est venu pour lui bander les yeux et ils l'ont placé contre le mur. Un officier, aux cheveux roux, a donné à un soldat l'ordre de tirer en disant : « Vous êtes habitué à tirer. »

D'une distance de 20 mètres un uhlan a alors tiré un coup de fusil dans le ventre de De Pauw. Celui-ci est tombé à terre et remuait encore ; le soldat s'est approché, a placé le canon de son fusil sur la tempe de De Pauw et a encore tiré.

Un des uhlans nous a crié : « Vous avez vu comment nous agissons avec les Belges. »

A moi et à mon beau-père, ils donnèrent l'ordre de nous placer le visage tourné vers le mur et pendant ce temps ils ont enterré De Pauw dans le trou.

Il y avait bien en ce moment 200 soldats qui ont vu tout ce qui s'est passé. Ils étaient tous ivres, parce qu'ils avaient bu du genièvre dans la distillerie de M. Donckaert.

Ensuite les uhlans nous poussèrent, mon beau-père et moi dans la direction d'Alost. Je fus forcé de conduire la bicyclette de De Pauw. En cours de route nous fûmes roués de coups de pied et de coups de poing et conduits à la gare, où il y avait des habitants d'autres communes, que je ne connaissais pas.

Quand je suis arrivé à la gare, j'ai demandé un laissez-aller pour mon beau-père qui était très âgé ; on a accédé à ma demande. Les soldats sont partis alors avec la bicyclette de De Pauw et je fus enfermé pendant 7 jours, les habits déchirés et demi nu dans les bâtiments de la gare.

Ils avaient cloué contre le mur au dessus de ma tête une inscription

où il était marqué « geschossen » (a tiré), ce qui voulait dire que j'avais tiré sur eux.

Tous les jours des soldats et des officiers défilaient devant moi, me menaçant de leur revolver et me donnant des coups.

Enfin le 8^e jour, j'ai demandé à un officier de pouvoir retourner chez moi, parce que je n'avais rien fait. Il m'a autorisé à le faire. Je ne connais pas le nom de l'officier qui commandait les uhlands et ne sais pas non plus à quel régiment ils appartenaient.

Il n'y avait pas d'autres témoins de la mort de De Pauw que mon beau-père et moi-même. Depuis ce jour, mon beau-père a toujours été souffrant et est mort en 1920.

(c.) Pierre Cardon.

* 11^e *Déclaration de Pierre-Joseph Van Nuffel, commissaire-adjoint de police de la ville d'Alost :*

Sanguinetto, oberleutnant allemand venant d'Ertvelde est arrivé en notre ville quelques jours avant la Noël 1917 en qualité d'adjoint du lieutenant colonel von Hertel, commandant des troupes d'occupation à Alost. Six mois après, il fut nommé commandant de la place en remplacement de von Hertel. A cette occasion il donna dans la maison de Monsieur Léon De Coen-De Call, place Impériale, où il était logé, une fête tapageuse. Ses principaux invités étaient son digne pendant, le kriegsgerichtsrat Almenröder, de triste mémoire, le pasteur protestant et une demoiselle allemande, qui gérait le soldatenheim. Des fêtes semblables, coupées de chants et de morceaux de musique, eurent lieu plus tard à différentes reprises.

Sanguinetto a créé ici en ville le *Arbeiteramt* d'exécration mémoire. Presque journellement il donna des ordres de réquisition, exécutés par des soldats particulièrement brutaux, désignés à cet effet. En 1918 il donna l'ordre de procéder à l'arrestation de 20 jeunes gens ; ceux-ci durent être arrêtés nuitamment et enfermés en prison, jusqu'au moment de leur transfert à Sedan. Durant le trajet de la prison à la gare, deux de ces malheureux essayèrent de se sauver : c'étaient les nommés Van den Steen Polydore et Cleemput François.

Tous les deux furent abattus dans la rue par les bourreaux qui agirent selon les instructions de Sanguinetto. Les acolytes du commandant de place agirent avec tant de cruauté qu'ils criaient aux gens qui voulaient soutenir les mourants : « Laissez-là ces chiens ! » Ceci arriva respectivement le 8 juin 1918 et le 11 août 1918. Ce double assassinat, commandé par Sanguinetto reste donc pour le compte de celui qui dans notre ville avait reçu le surnom de « bloedhond » (bourreau). Ajoutons à cela que plusieurs des hommes réquisitionnés ainsi la nuit sont morts en exil, par suite des privations et des mauvais traitements et qu'en ce moment (1919) la moitié de ces jeunes gens ne sont pas encore revenus ni même retrouvés...

Le Commissaire de police adjoint,
(s.) P. Van Nuffel.

* 12° *Déposition assermentée de Cleemput Romain, 65 ans, cultivateur à Alost :*

Mon fils François a été réquisitionné par les Allemands le 18 octobre 1916 et déporté à Le Cateau. Là, il n'a pas voulu s'engager à travailler pour les Allemands. On lui a alors retiré toute nourriture de sorte qu'il a beaucoup souffert de la faim. Le 7 juin 1917 il s'est enfui de là et est revenu à la maison. Je ne saurais prouver par qui mon fils a été trahi, mais le 30 juillet 1918 il a été enlevé nuitamment de son lit par les gendarmes allemands et enfermé à Alost jusqu'au 11 août 1918.

Alors il a été conduit à la gare avec d'autres jeunes gens pour être transféré à Sedan.

Arrivé à la chaussée de Termonde, il s'est sauvé des rangs et a été abattu par un soldat allemand qui tirait d'une distance de 10 mètres. Il était mort sur le coup. Vers deux heures son corps a été transporté à ma maison.

Arsène Vandevelde et l'abbé Goethals qui habite maintenant je crois Denderleeuw ont vu que mon fils a été abattu. Je ne puis vous dire à quel régiment appartenait l'allemand qui a tué mon fils.

Je possède une lettre écrite par mon fils deux jours avant sa mort. Je vous la ferai parvenir.

Après lecture, le témoin persiste dans sa déposition et signe.

(s.) R. Cleemput.

* 13° *Déposition assermentée de Van de Velde Arsène, 47 ans, ouvrier à Alost :*

Tout ce que je sais de cette affaire se réduit à ceci. Le 11 août 1918 je me trouvais à Alost, chaussée de Termonde quand les Allemands conduisirent des ouvriers réquisitionnés à la gare, dans le but de les conduire à Sedan. Soudain je vis Van Cleemput se sauver des rangs et un soldat allemand tirait sur lui d'une distance de 10 mètres et l'atteignit dans le dos. Cleemput tomba par terre et était mort sur le coup. Personne ne pouvait s'approcher du corps du malheureux et peut-être trois quarts d'heure après, des habitants d'Alost ont porté le cadavre à la maison de ses parents.

Je ne puis dire à quel régiment appartenait les Allemands qui ont tué Cleemput.

Je ne saurais dire si Cleemput a été dénoncé aux Allemands, quand ceux-ci sont venus l'arrêter.

Après lecture le témoin persiste dans sa déclaration et signe.

(s.) Vandevelde.

* 14° *Déposition assermentée de Huylebroeck François, âgé de 45 ans, négociant à Alost :*

En février 1918 j'ai été appelé par les Allemands à me présenter au domicile particulier du policier secret Bergmann à Alost.

Mon fils Egide Huylebroeck fut obligé d'aller se présenter chez les Allemands dans le but d'aller travailler pour eux. Il avait reçu à cet effet une convocation de la part des Allemands. Quand j'appris cela, j'ai dit, plein de colère, qu'Egide n'aurait pas travaillé pour les Allemands, que je préférerais lui trancher les mains et les pieds. Je fus dénoncé aux Allemands par Marie Wellekens. C'est ainsi que le jour même, je fus appelé chez Bergmann. Entrant là, vers 2 1/2 heures de l'après-midi, je fus apostrophé de la façon suivante par Lenskens : « Ha ! le « salaud allemand » est là ».

Introduit dans le bureau de Bergmann, je fus roué de coups de matraque par ce dernier et par Lenskens.

Je fus battu de cette façon au moins pendant 10 minutes. Ils me battaient partout où ils purent me toucher.

Deux jours après, tous mes membres étaient bleus et jaunes par suite des coups reçus.

J'ai été pendant quinze jours incapable d'accomplir ma besogne.

Il n'y a pas de témoins des coups que j'ai reçus : il n'y avait personne dans la maison.

Le lendemain je me suis présenté chez le docteur Bauwens pour me faire soigner : il pourrait en témoigner, mais malheureusement il est décédé depuis.

(s.) Huylebroeck François.

ANNEXE N° 59.

** Déposition assermentée de Florence Wauters, veuve de Vital Brache, à Melle :*

Le 7 septembre 1914, nous étions dans la cave de la maison voisine, mon mari, mes enfants et moi-même. Nous avions soigné un soldat de notre armée. Les Allemands ont fait sortir celui-ci de la cave et nous ont tous roués de coups, même les enfants. Ils ont emmené mon mari, qui a succombé malheureusement le 12 septembre suivant par suite de la frayeur ressentie. Ils ont alors mis le feu à la maison où étaient logés des soldats anversoïis et le malheureux soldat dont il a été question plus haut a été brûlé vif. Il était impossible de le secourir.

(s.) Florence Wauters.

ANNEXE N° 60.

1° Déposition assermentée de Sylvie Delaeter, 42 ans, sans profession, demeurant à Molenbeek, rue de l'Ecole, 3 :

Le 20 octobre 1914, vers 7 heures du matin, nous avons entendu tirer dans les rues de Handzaeme. C'étaient des soldats allemands qui tiraient en l'air pour faire croire que les civils avaient tiré. De chez moi j'ai vu que plusieurs de ces soldats se cachaient der-

rière une haie en se couchant et tiraient en l'air. Ma mère, mon frère, ma sœur Marie et moi sommes allés nous réfugier dans la cave de notre voisin Soenens Camille, avec un de mes neveux âgé de 14 ans, René Mature, qui habite actuellement dans la même maison que nous. Toute la famille Soenens, la femme d'un gendarme et son enfant se trouvaient également dans la cave. Soenens était resté dans la maison. A un moment donné deux soldats allemands sont venus vérifier qui se trouvait chez Soenens, puis ils sont partis. Vers 9 1/2 à 10 heures, deux autres soldats allemands sont arrivés chez Soenens et lui ont ordonné de nous faire sortir de la cave. Nous sommes montés au rez-de-chaussée et là les soldats allemands ont demandé en flamand à mon frère qui était le seul homme se trouvant dans la cave « ce qu'il était allé faire dans cet endroit ». Mon frère avait peur et ne savait que répondre. Les Allemands l'ont alors emmené et depuis lors nous ne l'avons plus revu. Dix jours après ces événements nous avons appris que quatre cadavres de personnes de la commune, fusillées par les Allemands se trouvaient enterrés dans des tranchées qui avaient été creusées par des soldats français. C'est là que nous avons retrouvé le cadavre de notre frère. C'est le docteur Alphonse Reynaert de Handzaeme qui a examiné le cadavre de mon frère et qui pourra dire de quelle façon il a été tué. Mon beau frère Omer De Wilde qui habite Uccle rue du Postillon, 16, a vu également le cadavre. J'ai appris plus tard qu'en face du café « In de korte wandeling » mon frère avait été frappé et maltraité par des Allemands puis qu'il avait été fusillé. D'après ce qu'on nous a dit ce sont les soldats du régiment 209 qui ont commis tous ces actes de cruauté et ce sous les ordres d'un officier nommé Muller. Personne n'avait d'armes dans la cave.

(s.) Sylvie Delaeter.

* 2^o *Déposition de Reynaert Alphonse, médecin, 56 ans, domicilié à Handzaeme, rue de Cortemarck :*

Au mois d'octobre 1914, (je ne me rappelle plus la date exacte) j'ai vu exhumer les cadavres de Van Biervliet Aloïs, Van Biervliet Cyrille, Delay Jules et Delaeter Hippolyte à proximité du cabaret « In de korte wandeling ».

Plusieurs officiers allemands et un médecin étaient également présents.

Les cadavres étaient enfermés dans des sacs, au moment de l'exhumation.

Les corps étaient percés de balles et le crâne était enfoncé. Aucun des quatre cadavres n'était reconnaissable. Ce n'est qu'au moyen de leurs habits et des papiers qu'ils avaient sur eux que l'identité a été établie. Je ne sais pas quelles troupes ont martyrisé ces hommes et ont enterré ces cadavres. Je ne saurais plus dire si ces victimes étaient ligottées. Van Biervliet Gustave pourrait vous renseigner sur ce point ; c'est lui qui a exhumé les victimes. Je ne saurais dire davantage concernant ces faits.

* 3° *Déclaration de Kerkhove Eugénie, veuve de Triphon Van de Walle, âgée de 32 ans, née et domiciliée à Thourout :*

Le 18 octobre 1914, quand j'habitais encore Handzaeme, et que les Allemands entrèrent dans ce village, mon mari a été emmené avec eux et forcé de marcher devant les troupes allemandes, une demi-heure après il fut de nouveau relâché.

Le 20 octobre 1914 mon mari a de nouveau été arrêté par les Allemands : ceux-ci prétendirent que les civils avaient tiré sur eux. Une heure après il a été de nouveau relâché. A sa rentrée à la maison il raconta qu'il avait été maltraité par les Allemands mais je n'ai pas vu de blessures. Mon mari qui était très effrayé n'a plus été en bonne santé après ces faits et est mort à Hanzaeme des suites de ses blessures le 2 mars 1916. Je ne puis donner dans aucun des deux cas les noms ou le régiment de ceux qui ont emmené mon mari.

* 4° *Déposition assermentée de Van Peteghem, 34 ans, ouvrier, domicilié à Zarren :*

Sans aucun motif, je fus entraîné en compagnie d'autres personnes par le 212^e régiment allemand. Nous étions forcés de marcher devant le régiment tandis que les Français, qui étaient très près de nous, tiraient constamment. Arrivé à la ferme De Schoenmaecker, je vis là : Lamotte et Van Steenkiste qui avaient été traînés à la suite du régiment 214. Un officier du 212^e ou du 214^e obligea les deux personnes à se mettre ensemble dans un trou d'un mètre de profondeur, le dos tourné vers lui. D'une seule balle de fusil il les abattit tous les deux.

Vers le soir nous avons été relâchés et après avoir erré pendant trois jours à travers champs nous sommes arrivés chez nous.

A ma demande pourquoi ces deux personnes avaient été abattues les soldats me répondirent qu'elles avaient tiré sur les soldats. Ils ont dit la même chose de moi et de mes compagnons. Je ne crois pas qu'un civil avait tiré.

(s.) Van Peteghem Urbain.

ANNEXE N° 61

* *Déposition assermentée de Jules Hoornaert, 42 ans, cordonnier à Cachtem :*

Quand les Allemands sont entrés en 1914 j'étais chez moi. Ce sont des troupes bavaroises qui ont commis ces meurtres et mis le feu aux maisons le 19 octobre 1914. Le major Cuny a passé la nuit chez moi ; son nom est encore écrit sur ma porte. Le lendemain chez Delen, j'ai vu les cadavres : ils étaient au nombre de quatre. Delen lui-même s'était sauvé et a été atteint chez Coole, 50 ou 60 mètres plus loin. J'ai vu également ce cadavre, la tête était réduite en bouillie. Les quatre autres cadavres étaient ceux de Denolf, Vandewaetere, Dejonckheere et Harinck. Ils étaient tous tués à coups de hache. Cyrille Berlaimont de

Emelghem m'a certifié que le général a reçu chez lui des lettres, pour demander des ordres et qu'il a signé ces lettres.

Après lecture le témoin persiste et signe.

(s.) J. Hoornaert.

ANNEXE N° 62

* 1^o *Déposition assermentée de Van Eeckhoutte Daniel, âgé de 44 ans, secrétaire communal à Roulers :*

Je confirme le contenu des lettres que j'ai envoyées à Monsieur le Procureur du Roi de Courtrai.

Dix de mes maisons ont été incendiées.

En compagnie d'autres civils j'ai dû marcher devant les troupes allemandes pour les couvrir. A un certain moment nous dûmes marcher au milieu de la rue et les soldats longèrent les murs. A ce moment cependant on n'a pas tiré dans notre direction. Ces soldats appartenaient au 235^e (et non 135^e) régiment d'infanterie.

Un sous-officier me menaça pendant tout le trajet de son revolver en disant : « Si les Français tirent sur nous, c'est moi tirer sur vous. » Je lui fis remarquer l'injustice de son acte.

J'ai été longtemps retenu comme otage, comme je l'ai expliqué dans mes lettres.

Je sais, de science certaine, que c'est le lieutenant Schroder de la compagnie des mitrailleurs 905 qui m'a volé une grande quantité de zinc.

J'ai vu beaucoup de cadavres de civils, le 21 octobre 1914. Ces civils avaient été tués le 19 octobre. J'en ai vu notamment 8, mais je n'ai pas assisté à la scène du meurtre.

Le 21 octobre 1914, j'ai vu que les cadavres de 11 soldats allemands qui avaient été tués par les Français, furent déposés au bureau de l'état-civil. Un sous-officier appela tous les soldats qui passaient, leur dit que ces soldats avaient été tués par des civils, que tous les civils devaient être massacrés et que la ville devait être incendiée. Ces paroles excitèrent les soldats.

La ville a dû payer sans motif à plusieurs reprises des amendes dont le montant s'élève à 900.000 francs.

Ainsi il y eut une amende de 100.000 marks parce que le cadavre d'un soldat allemand avait été trouvé rue Albrecht Rodenbach. Une autre fois la ville dut payer 125.000 francs parce qu'un civil du nom de Carbonez avait crié : « Vive la France » au passage de prisonniers de guerre français en avril 1915 et à cette occasion le commandant de place Prasse écrivit au bourgmestre que dans le cas où les faits se renouvelleraient, la ville serait rasée.

Le mercredi 21 octobre 1914, sur l'ordre d'un officier que je ne connais pas 7 maisons ont été brûlées. Les meubles du presbytère ont

été également brûlés. De nombreux civils ont, paraît-il, pu sauver leur maison en offrant de l'argent.

Le mobilier de plusieurs écoles communales a également été brûlé. Après lecture, persiste et signe.

(s.) D. Van Eeckhoutte.

* 2^e *Déposition assermentée de De Keulenaere Alphonse, 51 ans, fabricant d'huile à Roulers :*

J'ai vu fusiller quatre personnes par les soldats allemands.

C'étaient Craeymeersch Constantin, Colpaert et autres, dont je ne me rappelle plus le nom en ce moment. Mais je n'ai pas assisté à l'assassinat de Hoornaert et de Derluyn.

J'ai moi-même été ligotté par des soldats qui étaient rageurs et j'ai été victime de mauvais traitements. En compagnie d'autres civils j'ai dû marcher devant les troupes allemandes. Ainsi à différentes reprises nous avons dû avancer puis reculer tandis que les Français tiraient dans notre direction. Les Français à certains moments n'étaient éloignés que de 200 mètres. Nous fûmes obligés de rester debout les bras levés. On nous lia ensemble, deux à deux tandis que les soldats allemands se cachaient derrière nous et tiraient dans la direction des Français. Quand nous devions avancer, c'était pour couvrir les soldats allemands. Je ne me rappelle pas avoir vu tuer des hommes qui étaient dans mon groupe mais j'ai vu en cours de route plusieurs cadavres de civils. Le cadavre de ma tante Pélagie Verhaest qui était âgée de 81 ans, a été retiré du fossé environnant la ferme Buyze. Le cadavre présentait deux blessures dans la poitrine, provoquées par des balles. Le cadavre était tout nu, ce qui me fait supposer que ma tante, après avoir été abattue, a été jetée à l'eau par les soldats.

J'ai vu qu'un civil, dont je ne connais pas le nom, a reçu un coup de crosse terrible en plein visage. Ensuite le même soldat a abattu le civil d'un coup de fusil.

Je suis resté à peu près 12 heures au pouvoir des soldats allemands furieux. A quatre reprises, j'ai été condamné à mort, c'est-à-dire que chaque fois je dus me préparer à mourir, mais chaque fois j'ai été sauvé par un mouvement brusque et imprévu des troupes.

A un certain moment un officier me dit qu'avant de mourir je devrais voir brûler ma fabrique et ma maison. J'ai été placé devant ces bâtiments, je les ai vu mettre en feu. Ils ont brûlé avec tout ce qu'ils contenaient. Ma femme et mes enfants ont dû se sauver en toilette de nuit sans pouvoir emporter quoi que ce soit. Finalement j'ai pu me sauver à la Grand'place, où j'avais été conduit pour être fusillé.

C'étaient des soldats du 235^e ou 236^e régiments qui ont commis ces crimes. Un de leurs chefs était Hermann Landau, qui à ce moment était encore sous-officier. C'est celui-là qui m'a tout d'abord arrêté qui a fait flamber mon usine et ma maison. Ce Landau est devenu plus tard officier de la boucherie de Roulers pendant environ 2 ans, et il se vantait d'avoir commis ces méfaits.

Ces Allemands prétendaient que nous avions tiré, ce qui n'était pas vrai.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s.) De Keukelaere.

* 3^e *Déposition assermentée de Deckmijn, Alphonse, 36 ans, charcutier à Roulers :*

Hermann Landau, sous-officier, m'a souvent dit que c'était lui qui avait mis le feu à l'huilerie d'Alphonse De Keukelaere et qu'il avait abattu à coups de feu et percé de coups de bayonnette Ingels que nous surnommions Tone Ingels et Van Becelaers, menuisier .

Ces deux personnes, prétendait-il, voulurent tirer sur les troupes allemandes. C'était arrivé lors de l'entrée des Allemands le 19 octobre 1914. Il n'a pas parlé d'autres personnes.

Landau se vantait de ce qu'il avait fait et il le racontait à tous ceux qui voulaient l'entendre.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(s.) A. Deckmijn.

* 4^e *Déposition assermentée de Jean Mahieu, 45 ans, bourgmestre de Roulers :*

La population civile de Roulers avait livré toutes les armes depuis quelque temps déjà et cela sur l'ordre de l'autorité militaire belge. Les Allemands ont pris la ville pour la première fois le 15 octobre 1914 sans avoir dû livrer combat. Alors j'ai montré les armes ainsi rassemblées à des officiers allemands qui le demandaient. Les armes qui avaient été déposées à la maison communale ont été détruites en ma présence à part les plus beaux fusils de chasse qui ont été emportés. Les soldats allemands sont alors partis et des soldats français sont venus.

Le 19 octobre 1914 des troupes allemandes appartenant au 4^e corps d'armée sont arrivées. Les Français ont résisté et il y a eu des combats de rue. Les Français tiraient des maisons et des coins des rues sur les patrouilles allemandes. J'ai vu cela, moi personnellement.

Quand les Français eurent été repoussés, les Allemands prétendirent que c'étaient les civils qui avaient tiré sur eux. C'est alors que, selon les rapports que la Police a établis sur mes ordres, de nombreux civils furent abattus et de nombreuses maisons furent incendiées. Je n'ai pas pu voir tout cela personnellement parce que j'étais assez éloigné du Quartier « Espagne », où les faits eurent lieu.

Le lendemain, mardi 20 octobre 1914, j'ai dû comparaître devant les Allemands à l'hôtel-de-ville. On avait déposé à l'hôtel-de-ville 15 à 20 cadavres de soldats allemands et les allemands prétendirent que c'étaient des soldats allemands qui avaient été tués par des civils. Ils voulurent me rendre responsable de ces méfaits et ils dirent que je serais fusillé. J'ai été forcé d'assister en compagnie d'autres notables de la ville, à l'enterrement des soldats allemands. Le lendemain, j'ai été chargé sur une charrette de la Croix-Rouge. J'ai dû rester un jour

et demi sans la moindre nourriture. J'ai été transporté à Westroosebeke. Là, j'ai été enfermé dans une maison qui était déjà sous la portée des canons anglais et qui avait déjà été touchée.

Continuellement les Allemands vinrent me dire que le moment était arrivé pour me préparer à la mort. Je demandai à un prêtre catholique allemand d'entendre ma confession. Il répondit qu'il n'avait pas le temps pour les Belges, ce qui n'était pas vrai : il était occupé à manger en ma présence alors qu'il savait que je n'avais encore rien mangé.

On m'a alors sous le bombardement obligé de creuser des fosses au cimetière de Westroosebeke destinées aux cadavres des soldats allemands. J'ai été occupé à cela toute une matinée. Alors j'ai été ramené à Roulers. Après j'ai été en liberté mais sous surveillance. J'ai été forcé à me présenter tous les jours comme otage pendant 6 à 7 heures sous la garde de deux « landsturm » allemands, armés du fusil et de la bayonnette.

Ma femme m'a raconté que, tandis que je me trouvais à West-Roosebeke, les Allemands lui ont dit à l'hôtel-de-ville que j'avais été fusillé et qu'elle pourrait reprendre mon cadavre contre paiement d'une somme de 250.000 marks. Comme elle pleurait ainsi que mes enfants, l'officier qui commandait alors la ville lui dit qu'il voyait avec plaisir qu'un membre de la famille d'un ministre d'Etat belge souffrait et avait du chagrin, parce que c'était la faute au Ministère belge si la guerre avait éclaté.

Je dois ajouter que ma femme est la fille du Ministre d'Etat Liebaert.

Je sais, par le témoignage de personnes dignes de foi, que de nombreux civils, lors de l'entrée des troupes allemandes ont dû marcher devant ces troupes pour les couvrir. Deux personnes qui s'étaient sauvées les nommées Cardoen et Reynaert ont été tuées en prenant la fuite.

Plusieurs de ces civils étaient liés deux à deux et ont été maltraités. De nombreuses personnes ont été chassées de leurs maisons et ont été fusillées.

Nous avons compté les maisons qui ont été incendiées par les Allemands lors de leur entrée le 19 octobre 1914 et les jours suivants : il y en avait 252.

Un grand nombre de maisons ont été pillées après qu'on eut enfoncé à coups de hache les portes qui étaient fermées.

En 1914 toutes les fabriques ont été pillées et le matériel a été systématiquement brisé. J'ai alors protesté auprès des officiers à la tête desquels il y avait Swarts et Halfmann. A la suite de ma protestation ils ont fait cesser le bris du matériel, mais quelques heures après ils m'ont montré une dépêche du ministère de la guerre de Berlin dans laquelle il fut dit : que moi bourgmestre de Roulers n'avait pas à m'occuper de cela. Alors ils ont continué à briser tout le matériel.

Je sais qu'un certain Rittmeister « Klein » était auprès de l'officier qui a parlé à ma femme, comme j'ai dit plus haut. J'ai entendu plus tard que ce rittmeister « Klein » est mort en Russie des suites d'une maladie contagieuse.

C'est un lieutenant Tienes, appartenant au 233^e régiment de réserve qui m'a fait conduire à West-Roosebeke. C'était un homme très brutal. C'est le même Tienes qui a fait mettre le feu à un grand nombre de maison de la « O. L. Vrouwewijk » (Espagne) et cela sans aucun motif, lors de l'entrée des Allemands en 1914. J'ai entendu qu'il donnait l'ordre à ces soldats. Ce « Tienes » a été réformé plus tard parce qu'il se conduisait comme un forcené.

Des lettres et deux médaillons m'ont été donnés ainsi que deux livrets de deux soldats français, prisonniers de guerre, qui ont été tués à Roulers par des soldats allemands le 19 octobre 1914. J'ai remis personnellement ces pièces au quartier général à Bruxelles au général français Degoutte après l'armistice.

Après lecture le témoin persiste et signe.

(s.) J. Mahieu.

ANNEXE N° 63.

* 1^{re} Déclaration de J. Blomme, commissaire de police de Rumbeke :

Le 19 octobre 1914 les deux frères Verschaeve Jules et Odile, qui le midi étaient assis à la table pour dîner, ont été entraînés hors de la maison et fusillés en présence de leurs parents.

Vantommen Théophile qui s'était caché sous la table dans sa maison, fut percé de coups de bayonnette. Onze civils, dont les noms suivent : Van Elslander Albéric, Van Elslander Odile, Van Elslander Pierre, Loyson Cyrille, Vandekandelaere Camille, Vandekandelaere Emile, Rossaert Jules, Corneille Léonard, Vercamer Henri, Dumou Camille, Vandeveldé Léon furent arrêtés, enfermés dans des wagons à bestiaux et transférés en Allemagne. Du mardi au samedi ils durent rester sans nourriture et sans boisson. Ils furent à diverses reprises malmenés par les soldats. Van Elslander Albéric est tombé malade et n'est pas encore guéri. Vandeveldé Léon eut les oreilles brûlées au moyen d'une torche.

Le commissaire de police,

(s.) J. Blomme.

* 2^o Déposition assermentée de Verschaeve Constant, 63 ans, ouvrier agricole à Rumbeke :

C'était le 19 octobre 1914. Nous étions autour de la table pour dîner Il y avait : ma femme, les deux fils tués, Jules et Odile, ma fille Germaine et mes deux jeunes fils : Oscar et Maurice, âgés respectivement de 13 et 10 ans. Soudain, au moment où nous ne les attendions pas, une troupe de soldats pénétra dans la maison. Ils étaient 8 ou 9. Je ne sais pas si parmi eux il y avait un officier ou un chef quelconque. Ils étaient comme enragés et se mirent à fouiller tout. Ils demandèrent de la lumière pour aller au grenier. Je les entendis parler d'anglais. A cela je compris qu'ils cherchaient des soldats anglais. Quand ils eurent fini,

ils firent évacuer la maison, mais seuls, les hommes durent les accompagner. Ma femme et ma fille Germaine purent rester. Je fus conduit en compagnie de mes deux jeunes fils. Les deux aînés Jules et Odile nous précédèrent. Devant nous et derrière nous, il y avait des soldats. Aussi nous dûmes les accompagner jusqu'à une distance de 250 mètres. Là il y eut toute une troupe de soldats et deux officiers. J'entendis que ces deux officiers crièrent : kapût, kapût ! » A un certain moment je fus chassé dans une autre direction. Je n'ai pas remarqué si mes deux fils se trouvèrent toujours là. Après avoir erré pendant une heure avec mes deux enfants je revins à la maison. Devant la maison je vis les cadavres de mes fils Jules et Odile. Ils avaient été tués à coups de fusil. La cervelle avait jailli de la boîte crânienne. Ils avaient encore leurs habits et je n'ai pas remarqué qu'ils avaient été volés.

Ma femme et ma fille Germaine ont vu l'assassinat de mes deux fils. Je ne connais pas le motif ou le prétexte que les Allemands ont allégué pour tuer mes deux fils. Les Allemands n'ont rien trouvé dans ma maison et aucun coup de feu n'avait été tiré autour de la maison. Je me rappelle que peut-être une demi-heure ou une heure avant l'arrivée des soldats allemands, deux blessés ont passé devant notre maison. Peut-être ceux-ci ont-ils dit qu'ils avaient été blessés par des civils.

Je ne sais pas à quel régiment appartenaient les soldats et les officiers qui ont tué mes deux fils.

Après lecture le témoin persiste et signe.

(s.) C. Verschaeve.

* 3^e Déposition assermentée de Termote Emile, 44 ans, cultivateur à Rumbke :

J'habite une ferme le long de la chaussée de Roulers à Rumbke. Le 19 octobre 1914, vers 9 heures, les soldats du 236^e régiment vinrent dans ma ferme. Je dus les accompagner partout dans la maison, la grange et les écuries pour voir s'il n'y avait pas des soldats anglais cachés. Pendant ce temps des soldats français tiraient d'une autre ferme située à 200 mètres de la mienne. A un certain moment, sous la menace de son revolver, un sous-officier me donna l'ordre d'aller arracher cinq ou six plantes de chicorée dans mon champ, parce qu'il pensait que des soldats étaient cachés dans ce champ. J'exécutai cet ordre en rampant et me soutenant par les bras, mais les balles pleuvaient autour de moi. Vers 4 ou 5 heures de l'après-midi un officier ou sous-officier du même régiment me donna l'ordre d'évacuer ma ferme. Ma femme et mes enfants partirent, mais moi je dus accompagner les Allemands jusque près d'une briqueterie, située à 5 minutes plus loin. Quand je fus éloigné de 100 mètres de ma ferme, je vis que mes fenils, mes étables, écuries et granges brûlaient. Vers le soir je fus relâché et je retournai à ma ferme. Je constatai que les rideaux de mon salon brûlaient, de même que la literie. Ce qui prouve qu'on y avait mis le feu de l'intérieur. La maison ne brûlait pas. Je suis parvenu à éteindre le feu à l'intérieur de ma maison. Je ne sais pas pourquoi les Allemands avaient mis le feu à ma ferme. Il n'y avait pas eu de Français ni d'Anglais autour de ma maison, ni dans ma ferme.

Après lecture, persiste et signe.

(S.) Em. Termote.

* 4° *Déposition assermentée de Vergote Jules, 39 ans, boulanger à Rumbeke :*

J'habite rue de Roulers à Rumbeke, à environ 80 mètres des maisons de Charles Tanghe et de la veuve De Preytere, qui sont contigües. Le 19 octobre 1914, dans l'après-midi j'étais dans ma cave. A un certain moment, comme je remarquais que l'intensité du tir diminuait, je sortis de la cave et je remarquai que mes rideaux et mes stores étaient en feu. J'ai heureusement pu éteindre le feu ! A ce moment des soldats du 236^e régiment passaient devant ma maison et je pense que c'étaient des soldats de ces régiments qui ont voulu mettre le feu à ma maison. Quand j'avais éteint le feu, je sortis et je remarquai que dans la maison de Tanghe les rideaux brûlaient et par les fenêtres ouvertes étaient soulevées par le vent jusque près du toit, qui prit feu à son tour. De la maison de Tanghe le feu se communiqua à la maison de la veuve de Preytere. Les deux maisons ont été entièrement brûlées. C'étaient des maisons sans étage.

Cet après-midi j'ai vu des soldats des régiments 233-235 et 236, ainsi que des chasseurs verts. Je ne saurais dire à quel régiment appartenaient les soldats qui ont mis le feu chez Tanghe. Le lundi après-midi un soldat du 236^e régiment, 9^e compagnie est tombé devant ma porte atteint par une balle. Probablement il a été abattu de ma maison par des soldats allemands qui y séjournaient car le lendemain j'ai bien balayé 200 douilles de cartouches de ma maison dans la rue.

Après lecture, persiste et signe.

(S.) J. Vergote.

ANNEXE N° 64

* 1° *Déposition assermentée de Raes Maria, née en 1868, veuve de Bruneel Charles Louis, ménagère à Ledeghem :*

Plusieurs hommes et femmes se réfugièrent dans notre cave parce que des coups de feu étaient tirés par des soldats allemands. Je pense que les soldats allemands tiraient sur les Anglais, mais je n'ai pas vu les Anglais.

Quand notre maison se mit à brûler (je n'ai pas vu qui a mis le feu) tout le monde a quitté la cave. A peine étais-je sortie que ma fille Sarah, âgée de 8 ans, que je tenais à la main fut tuée d'un coup de fusil. Au même instant je fus touchée à la figure, peut-être par le même projectile. Les alentours de notre maison fourmillaient de soldats allemands et je n'ai pas vu quel soldat a tiré sur nous. Je me suis assise et quelques instants plus tard j'ai pu m'éloigner.

Je n'ai pas vu les mauvais traitements infligés aux hommes et notamment le meurtre de mon mari, parce que je me trouvais d'un tout autre côté.

Je ne sais pas à quel régiment appartenaient les soldats. Je n'ai pas fait attention aux numéros.

(S.) Marie Raes.

* 2^o *Déposition assermentée de Vandermersch Jules, âgé de 45 ans, cultivateur à Ledeghem :*

Le 19 octobre 1914, de nombreux soldats allemands sont venus dans notre ferme. Je ne saurais dire à quel régiment ils appartenaient, parce que je n'ai pas regardé les numéros, mais j'ai entendu dire plus tard qu'ils appartenaient au 242^e régiment. Je ne sais plus me rappeler comment ils étaient vêtus. J'ai vu qu'au moyen de bottes de paille ils mirent le feu à l'intérieur de ma grange. Je me suis sauvé en compagnie de toutes les personnes qui se trouvaient dans la ferme. Nous nous sommes réunis dans le jardin potager où nous sommes restés pendant 2 heures. Après, j'ai vu que toute la ferme avait brûlé. Il n'y a pas de doute que les différents bâtiments de ma ferme ont été incendiés séparément, car les toits de ces bâtiments étaient en tuiles, et l'incendie de la grange ne se serait pas si facilement communiqué à ces bâtiments. Le bétail était dehors et n'a pas péri dans les flammes. Mais des voisins m'ont affirmé plus tard qu'ils avaient vu que les soldats ont détaché mes 4 chevaux et les ont emmenés. Je les ai perdus.

L'enfant de Henri Degraeve, âgé de 8 ans, se trouvait avec nous dans le jardin. A un certain moment j'ai vu qu'il fut touché par une balle de fusil. Je ne sais pas qui a tiré sur l'enfant ni si c'est à dessein qu'on a tiré sur lui. Je pense qu'en ce moment un combat fut livré plus loin entre Allemands et Anglais. J'habite tout près des limites de la commune de Rollegheem-Capelle et de ces côtés il y eut ce jour-là des combats entre Anglais et Allemands. Je n'ai pourtant pas vu d'Anglais. Il y eut beaucoup de projectiles qui tombèrent dans le jardin potager où nous nous trouvions et où nous étions couchés en plein air. Une balle a traversé la robe de ma femme, mais elle n'a pas été touchée. En compagnie de toutes les personnes qui se trouvaient dans le jardin, j'ai été conduit à l'église de Rollegheem-Capelle. Nous avons dû rester là pendant 1/4 d'heure les bras levés. Des soldats allemands tenaient le revolver braqué sur nous. Les Allemands ont pris l'argent de plusieurs d'entre nous.

Après lecture, le témoin persiste et signe.

(S.) J. Vandermersch.

* 3^o *Déposition de Cokelaere Pauline, épicière, 37 ans, veuve de Guidon Foulon, demeurant à Ledeghem :*

Le 19 octobre 1914, je me trouvais dans ma maison en compagnie de mon mari, de mes enfants, de ma mère, de ma sœur Sidonie et de Henri Denys. Vers 1 1/2 heure des soldats allemands nous chassèrent de la maison et nous poussèrent dans la direction de Rollegheem-Capelle (Eglise). Henri Denys avait déjà été atteint au bras et était resté dans la cave. Quand nous eûmes fait quelque pas, mon mari dit : « Je vais retourner auprès de Henri Denys et je prendrai en même temps mon argent ». Quand il sortit avec Denys celui-ci fut obligé de rester là. Mon mari vint près de nous. A environ 50 pas de la maison d'autres soldats allemands survinrent qui conduisaient : Charles Bruneel, Pierre Vercamert, Jules Vercamert, Constant Olivier, Camille Cinjaere. Je lui dis : « On arrête les hommes, retournez ! », mais il fut saisi et dut accompagner les autres. Ceux-ci furent conduits dans un

champ où presque tous leurs habits furent arrachés de sorte qu'ils étaient méconnaissables. Mon mari fut joint aux autres. Deux de mes enfants coururent auprès de lui, mais furent repoussés. Un soldat allemand, qui était venu avec nous de notre maison s'interposa en sa faveur. Il dit que j'étais sa femme et que c'étaient tous ses enfants qui étaient avec moi. Rien n'y fit. Il dut rester. On fit signe au soldat qu'on allait les fusiller tous. Je courus près des soldats de garde et je les suppliai de permettre à mon mari de m'accompagner. Je reçus une volée de coups de crosse et nous fûmes chassés dans la direction de Rollegheem-Capelle (Eglise). Il nous fut défendu de regarder en arrière. De cette façon nous n'avons pas vu ce qui est arrivé derrière nous, mais quand je suis revenue le 21 octobre tous les cadavres des hommes gisaient encore là au même endroit où ils avaient été abattus par les Allemands. Il y avait notamment : Charles Bruneel, Pierre Vercamert, Jules Vercamert, Constant Olivier, Camille Cinjaere, de même que mon mari Guidon Foulon. Ils avaient été abattus là le 19 octobre 1914 à coups de fusil, puis avaient été lardés de coups de bayonnette. Les 800 francs que mon mari portait sur lui avaient été volés.

ANNEXE N° 65.

* *Déposition assermentée de Dhulst, Remi, 35 ans, cultivateur à Hoog-ede :*

Le 20 octobre les Allemands m'ont violemment retiré de ma maison et m'ont traîné jusque Staden. Là, ils m'ont lié les mains derrière le dos et m'ont donné des coups de crosse de sorte que je suis tombé à la renverse ; jusque minuit j'ai été enfermé dans un water-closet, puis ils m'ont lié sur un canon, les mains derrière le dos et m'ont conduit jusque Zarren. J'ai passé la nuit sur l'herbe, où ils m'avaient jeté. Le jeudi 22, ils m'ont à nouveau lié sur un canon et m'ont conduit à Merckem. Là, au château, j'ai vu fusiller trois civils. Dans la nuit du 22 au 23, ils m'ont jeté dans un fossé plein d'eau. Le 23 au matin, ils m'ont arraché les vêtements du corps de sorte que j'étais tout nu. Alors les officiers se sont mis à rire. J'ai reçu à ce moment un coup de crosse sur l'épaule droite, de sorte que mon bras droit tremble toujours. J'ai été forcé de les accompagner toute la matinée du 24 jusqu'à 200 à 300 mètres de la ligne de feu. C'est ce jour-là que pour la première fois, j'ai reçu un peu de nourriture. Le samedi 25 j'ai été relâché ; j'étais tout en sang par suite des coups que j'avais reçus des soldats. Il faut ajouter que j'avais été piétiné par les chevaux et que j'avais été lié sur les canons. Pour ôter mes souliers les voisins ont dû les couper, tellement mes pieds étaient gonflés par suite des coups. Je n'avais commis aucun acte hostile.

(S.) Remi Dhulst.

ANNEXE N° 66.

* 1^o *Déposition assermentée de Fosté, Louis, né à Malines, le 5 décembre 1892, ferblantier, « Schuttershofstraat », 43, Malines :*

Lors du dernier bombardement de Malines, je me suis réfugié à

Gits, où j'ai trouvé mes beaux-parents Van Senninghen. Quand les Allemands arrivèrent à Gits, les civils ont été emmenés dans la direction de Gitsbergen-Staden. En cours de route de petits groupes de civils ont été emmenés par des soldats allemands et ont été tous rassemblés aux environs de Gitsbergen. Là, les Allemands ont prétendu que des cultivateurs, qui avaient de la boue jusqu'aux genoux par suite du travail dans les champs avaient tiré. Ceux-ci ont nié tout cela de la façon la plus formelle. Un premier a été fusillé, puis un peu plus loin un deuxième. Plusieurs personnes de notre groupe ont reçu des coups de crosse. Mon beau-frère Van Senninghen est tombé. Les soldats allemands l'ont frappé à coups de crosse, malgré ses efforts pour se relever. Mon beau-père l'a porté pendant un certain temps.

De Gitsbergen nous avons été conduits à Staden en précédant les troupes allemandes, de sorte qu'il fut impossible aux alliés de tirer sans nous atteindre. Des mitrailleuses ont commencé à tirer de la direction de Staden : des civils et des Allemands sont tombés et les civils qui restaient ont pris la fuite ; de cette façon je suis arrivé à Gits. Personnellement je ne sais pas comment mon beau-père a été tué, parce que je ne l'ai pas vu pendant la fuite, j'avais pris une autre direction, mais sa mort m'a été racontée de la façon suivante : mon père s'était réfugié dans une étable à chèvres en compagnie de 9 autres civils. Les Allemands les ont fait sortir et les ont conduits à Staden. Ils ont été mis sur une rangée contre le mur du couvent. Un des dix, un jeune homme de 17 ans a été relâché, et les neuf autres, parmi lesquels mon beau-père ont été fusillés. C'est ce jeune homme qui a raconté le fait à ma famille.

J'oubliais de dire qu'avant d'arriver à Staden notre groupe d'environ 150 hommes a été placé en une seule rangée, le long du fossé, que les soldats ont épaulé pour nous tuer, mais qu'ils n'ont pas tiré, parce qu'un officier est venu donner un contre-ordre.

Tout ceci est arrivé en octobre 1914 dans la première moitié du mois je pense.

Je ne saurais dire quels soldats allemands ont commis les méfaits ci-dessus mentionnés, je ne connais rien en fait de choses militaires. Ils avaient en tout cas des casques à pointe qui se recourbaient dans le cou.

Ils n'agissaient pas comme des personnes isolées, mais étaient régulièrement encadrées, officiers à la tête.

Je suis certain que ni à Gits, ni à Gitsbergen les civils n'ont tiré. Le jour où les faits se sont passés, les Allemands s'étaient battus le matin avec les cuirassiers français. Les civils avaient pris la fuite ; aucun civil n'a pris part au combat car nous étions tous ensemble.

En cours de route entre Staden et Gitsbergen les Allemands m'ont volé mon argent, à savoir environ 300 francs.

(S.) L. Fosté.

* 2^o *Déposition assermentée de Marie Vandenbroucke, 35 ans, née et demeurant à Staden (Veld), épouse de feu Jules Verhulst :*

Le 21 octobre 1914 les Allemands pénétrèrent dans notre maison,

après avoir d'abord tiré de nombreux coups de fusil par les fenêtres, bien qu'il n'y eût aucun soldat allié dans les environs.

Nous dûmes tous les accompagner jusqu'au village de Staden. Ils ont enlevé mon mari à côté de moi et en compagnie de 17 autres civils il fut fusillé, bien qu'il fut innocent. Comme motif ils ont donné qu'on avait tiré. Au moment où mon mari allait être tué, mon enfant de 3 ans courut vers son père, mais un soldat allemand voulut le percer de sa bayonnette. A trois reprises, j'ai dû protéger mon enfant de mon corps. J'ai été blessée à la tête de différents coups de bayonnette. J'étais tout en sang, mais je parvins à me sauver au milieu de la confusion qui régnait.

Je n'ai pas pu me faire soigner par un médecin.

En l'année 1916, au mois d'avril, tandis que j'habitais dans mon ancienne maison avec mes enfants, un sous-officier allemand, accompagné d'un soldat est entré chez moi. Ils se sont saisis de moi et malgré mes efforts, ils m'ont arraché par lambeaux les vêtements du corps. Ils me jetèrent toute nue sur le sol et pendant que le soldat me maintenait, je fus violée par le sous-officier. La conséquence a été que j'étais enceinte et que en 1917, dans la maison du garde-champêtre de Schuyfferskapelle, j'ai donné le jour à un enfant. Il n'a pas vécu longtemps et est enterré dans cette dernière commune.

(s.) M. Vandenbroucke.

ANNEXE N° 67.

* 1^o *Déposition de Huyghe Auguste, ouvrier, époux de Van Ackere Romantie, âgé de 75 ans, demeurant à Keyem :*

En octobre 1914, les Allemands sont arrivés à Keyem. Ils firent sortir de leurs maisons tous les habitants du « Hoogkwartier » et les placèrent sur le chemin de Lappersfort. Après avoir stationné là pendant deux ou trois heures sous une pluie froide, nous eûmes l'autorisation de retourner chez nous. Arrivés dans le quartier, les hommes furent séparés des femmes et des enfants. Réunis en un groupe d'une vingtaine environ nous fûmes emmenés et dûmes passer la première nuit chez Depuydt Auguste à Keyem. Le lendemain nous fûmes conduits à Vladsloo (Opzet) chez un général de division et de là à Ichtgem, où nous fûmes enfermés pendant 19 jours à l'école, sous la garde de soldats. De là ils nous menèrent à Thourout, où nous fûmes enfermés dans l'école de musique. Après quelques semaines de séjour là-bas, nous avons été relâchés.

Pendant nos déplacements de Keyem à Thourout nous reçûmes des coups de pied et des coups de poing des soldats qui remontaient par les routes que nous suivions.

J'ai vu personnellement que l'enfant (âgé de 5 ans) du garde-champêtre de Keyem fut brutalement pris hors des bras de son père, et violemment jeté à terre. Le garde-champêtre, qui était maladif, tomba à terre d'émotion, et nous l'avons aidé à se mettre debout. Nous l'avons soutenu tout le temps pour faire le chemin, mais malgré cela il a suc-

combé le quatrième jour dans l'école d'Ichtegem sans avoir reçu de soins.

Monsieur le curé d'Essen, qui était âgé de plus de 70 ans et qui était venu nous rejoindre à « l'Opzet » a reçu un coup de pied tellement fort que 3 semaines après il en portait encore les traces sur la cuisse, et que la chair était encore toute bleue et noire. J'ai reçu également beaucoup de coups de poing et des coups de pied.

Pendant notre captivité nous reçûmes un peu de pain, du café et de la soupe, mais pas en quantité suffisante. Les derniers jours nous reçûmes également un peu de viande.

Je ne connais pas les raisons pour lesquelles nous avons été traités de la sorte. Je ne connais pas non plus le numéro ou les unités de ces troupes, ni les directeurs de nos prisons.

* 2^o *Déposition de De Roo, Ernest, cultivateur, âgé de 49 ans, époux de Irma Van Parijs, né et demeurant à Eessen :*

Le jeudi 24 octobre 1914, j'habitais Molenbrug à Keyem, quand les Allemands sont arrivés là et nous ont tous forcés à descendre dans la cave, en compagnie de plusieurs autres personnes qui s'étaient réunies à ma ferme. De Pinte et ma femme furent obligés d'accompagner les Allemands avec une lanterne, dans le but de fouiller toute la ferme et de savoir s'il n'y avait plus de soldats belges cachés. Après cela ils durent nous rejoindre à la cave tandis que moi-même je dus sortir pour leur donner du bois et du charbon. Après cela, je dus de nouveau rentrer à la cave.

Nous avons tous passés la nuit là et nous ne pûmes même pas sortir pour satisfaire nos besoins. Le vendredi matin, j'eus la hardiesse de sortir tout seul pour aller satisfaire un besoin, et comme je ne voyais pas de soldats, je dis aux hommes qu'il n'y avait plus de soldats. Ma femme me demanda alors de pouvoir vider les seaux qui avaient servi la nuit à satisfaire leurs besoins. Quand nous voulûmes sortir nous vîmes les soldats et Sinaeve dit : « Ils vont tirer, attention ». Nous nous jetâmes de côté, mais De Pinte Auguste fut atteint d'une balle au ventre. Sinaeve et moi-même avons dû l'enterrer dans ma ferme. Nous l'avions traîné d'abord dans la cave et puis nous l'avions porté dans la grange, où les soldats de la Croix-Rouge l'ont trouvé.

Les soldats prétendirent que nous avions tiré. Nous répondîmes que c'étaient eux-mêmes. Plusieurs officiers sont venus nous interroger à propos de la mort de De Pinte et de la fusillade mais nous avons dit que c'étaient des soldats allemands qui avaient tiré. Comme je remarquais que nos déclarations étaient mal interprétées et que nous courions le risque d'être tous tués, je dis aux officiers, parmi lesquels il y en avait un du régiment d'artillerie, qui avait 4 canons en batterie, que les balles étaient venues de l'Yser et devaient avoir été tirés par des soldats français et non par des Allemands. Je mentais évidemment mais c'était pour nous sauver d'une mort certaine.

Cet officier d'artillerie me demanda à plusieurs reprises en français si c'étaient bien les français qui avaient tiré. Je répondis affirmativement sans hésiter.

Par ces paroles je sauvai tout le monde. Nous reçûmes l'autorisation de partir. Mais je suis resté avec ma famille dans ma ferme jusqu'au 22 novembre 1914.

Comme je ne connaissais rien de l'armée, je ne sais pas quelle unité occupait ma ferme en ce moment. Je n'ai même pas fait attention au numéro.

* 3^e Déposition de Bailleul Marcel, cultivateur, né à Loke le 13 mai 1869 et demeurant à Keyem : « Bloote » :

Le 20 octobre 1914, vers 9 heures du matin, la bataille de l'Yser commença. J'étais chez moi dans ma maison avec ma famille composée de ma femme Sidonie Waeyaart, mes sept enfants, mon beau-père Waeyaart Henri, ma belle-mère Romanie Fortune. Cyrille Bouck, âgé de 16 ans, fils de Henri et de Van Perre Louise demeurant à Beerst était également chez moi. Tout à coup un shrapnell tomba sur notre maison. Nous n'osâmes plus rester et prîmes en courant la direction du village de Keyem. Mais ma femme et ma fille Marie furent tuées à 200 mètres de la maison, dans la prairie. Elles avaient été atteintes au front. Ma fille Zulma reçut une balle dans le bras gauche et une autre dans la cuisse gauche. Nous courûmes jusqu'au fossé de cette prairie et nous restâmes couchés là toute la journée, parce que nous étions entre les deux lignes. Je pense que ma femme et mes deux filles ont été atteintes par des balles allemandes parce que nous courions dans leur direction et que toutes deux furent atteintes par devant.

Le soir, nous sommes rentrés dans la maison et sommes restés toute la nuit. Le 21 octobre les Allemands arrivèrent à la ferme et un second shrapnell tomba sur la maison. Ma fille Alice âgée de 3 ans eut les deux jambes emportées, et ma fille Zulma fut blessée une deuxième fois : un morceau de fer lui était entré dans le pied et en était sorti par le cou-de-pied. Deux Allemands furent également tués. Un officier allemand téléphona à son artillerie que leur tir était trop court. Nous nous sommes réfugiés dans la citerne pour avoir la vie sauve, et à un certain moment un soldat a tiré sur nous, dans la citerne sans atteindre quelqu'un. Ensuite je fus retiré de la citerne, complètement déshabillé et placé contre le mur. Trois soldats me visaient déjà de leurs fusils quand heureusement un quatrième survint et dit quelques mots aux soldats. Ceux-ci s'en allèrent immédiatement. J'eus la permission de me rhabiller, mais je dus rentrer à la maison avec défense de me remuer ou de sortir de chez moi. Des soldats étaient commis à ma garde. Entretemps tout mon bétail fut abattu par ces soldats et je fus bourré de coups. Mes deux enfants blessés étaient couchés ensemble dans un lit. Les soldats y versèrent un liquide et y mirent le feu. Heureusement que mon fils et mon beau-père Waeyaart l'avaient vu. Ils s'élancèrent vers le lit, se saisirent d'Alice et de Zulma et les portèrent dans une autre place. Mon fils Jules a éteint le feu au moyen du vase de nuit.

Les soldats voulurent mettre le feu à la grange mais ils ne réussirent pas dans leurs tentatives.

Ils mangèrent mes poules et mes autres bêtes et nous pûmes

assister à tout cela sans pouvoir recevoir à manger quoi que ce soit. Le jeudi les soldats nous ont conduits à la ferme de Vandevyvere à Keyem, où nous fûmes tous enfermés dans l'étable, avec mes deux enfants blessés, qui restèrent sans soins et même sans une goutte d'eau. Après être restés là, un jour et une nuit, nous fûmes conduits à Vladsloo à l'« Opzet » où nous dûmes passer la nuit en plein air. Nous n'avions qu'un peu de paille pour coucher les enfants et pour les couvrir. Nous étions toujours sans boire ni manger... mais nous avons reçu beaucoup de coups. Le lendemain les Allemands transportèrent ma fille Zulma à l'hôpital de Couckelaere, où elle est restée cent jours. Après cela elle a encore marché à l'aide de béquilles pendant un an. Elle restera estropiée pour la vie.

Ma fillette fut conduite à Ghisteltes où elle est morte 7 semaines après.

De Bouck, Cyrille, a été également atteint par le shrapnell qui a éclaté dans ma ferme. Ma femme, ma fillette et De Bouck sont enterrés dans la prairie, à une distance de 20 mètres. Ce sont les Allemands qui ont fait cela après notre départ. C'était le 206^e régiment de ligne. Je n'en sais pas plus.

Ma belle-sœur Romanie Fortune est décédée à Couckelaere, au mois de décembre 1914 d'une maladie de cœur, contractée par suite de toutes ces cruautés.

Maeckelberghe, Henri, sa femme et sa fille, ainsi que Van de Vyvere Constant, et sa femme ont été emmenés avec nous et peuvent témoigner de tout ce que j'ai dit.

ANNEXE N° 68

1^o Déposition de Soenen Henri, cultivateur à Woumen (St. Pierre) :

Je suis resté à Woumen à la ferme que j'occupais avec mes frères et sœurs pendant sept mois depuis l'arrivée des Allemands. Consigné à la ferme, j'ignore ce qui s'est passé au village. J'ai vu s'allumer des incendies de tous les côtés. J'ai appris que beaucoup d'immeubles furent pillés et détruits et de nombreux civils tués. Je n'ai assisté à aucune exécution, mais j'ai vu dans les environs de ma ferme les cadavres de deux de mes concitoyens Vanderberghe Henri et Maeckelberghe Henri qui avaient été fusillés par les Allemands, et dont les cadavres avaient été abandonnés sans sépulture depuis plusieurs jours. J'ai procédé moi-même à leur ensevelissement.

Au début ma ferme fut occupée un mois durant par une batterie de 220, faisant partie du 3^e régiment d'artillerie. A part les réquisitions et pillages divers propres au séjour des troupes, nous ne fûmes guère molestés et pûmes vaquer assez librement aux travaux agricoles. La situation changea complètement à l'arrivée à la ferme de militaires appartenant au 45^e régiment d'artillerie lourde. C'étaient des Poméranien, véritables brutes qui n'avaient rien d'humain. Ils pillaient, volaient ou incendiaient tout. Leur commandant à ma ferme était un officier vétérinaire, voleur et brute, dont je ne retrouve pas

le nom. Il avait trois lieutenants qui se nommaient Hildebrandt, Gulsen et Streckler ou Strepler. Gulsen était fermier de son état et Streckler greffier de tribunal. Ils étaient aussi brutaux que leur commandant. Tout mon ménage, mes frères et sœurs au nombre de cinq nous fûmes immédiatement emprisonnés dans la cave de la ferme et nous y demeurâmes prisonniers pendant six mois, séjournant les pieds dans l'eau, car la cave s'inondait l'hiver, et il fallait vider l'eau quatre fois par jour sous peine d'être submergés. Au bout de six mois on nous permit de partir avec un chariot et un mauvais cheval pour le village de Peteghem lez-Deynze.

2^e Déposition de Wallyn Henri, cultivateur à Woumen, réfugié à Adinkerke :

La ferme que j'habitais est située à 2 kilomètres du village de Woumen, près du château. Nous fûmes prisonniers dans la ferme, menacés de mort — on nous vola immédiatement les volailles. J'ignore ce qui se passa au village.

Le 7 novembre nous fûmes, tous les fermiers et habitants des environs évacués sur Staden. Nous y restâmes 12 jours. Ensuite nous fûmes autorisés à rentrer chez nous, mais au bout de deux jours nous fûmes évacués définitivement sur Lichtervelde. Mes chevaux, bétail, récoltes, tout fut volé par les Allemands.

Je ne reçus ni argent, ni billet de réquisition.

Le 7 novembre passant par le hameau de Jonckershove pour nous rendre à Staden, nous avons tous passé à côté des cadavres de Henri Slembrouck, fermier, âgé de 70 ans et de son fils Arthur, âgé de 25 ans. Ils gisaient sur leurs terres à quelques mètres de la route près d'une pompe le long du Wolvestraat. Leur ferme avait été incendiée, comme beaucoup d'autres fermes de Jonckershove. A un quart de lieue de là au hameau « Spriet » nous avons vu le cadavre de Vanderberghe Henri, fermier de Jonckershove.

Ces personnes avaient été fusillées par les Allemands.

J'ai compté qu'à Jonckershove 63 maisons avaient été incendiées.

Je n'ai pu apprendre quelle avait été la raison d'être ou le prétexte de ces atrocités.

** 3^e Déposition de Vermoortele, Camille, âgé de 42 ans, cultivateur, domicilié à Jonckershove, demeurant provisoirement à Wynendaele :*

Le premier jour quand les Allemands sont arrivés au mois d'octobre 1914, nous nous étions tous cachés dans notre cave. C'était dans la matinée. Les Allemands avaient mis le feu à toutes les maisons de Jonckershove : par le soupirail nous vîmes une immense brasier. Vers 1 heure de l'après-midi les Allemands sont arrivés dans notre ferme : Ils dirent : « Ne pas incendier ici » et ils n'ont pas mis le feu à la ferme. Ils nous trouvèrent dans la cave d'où ils nous ont fait sortir. A seize hommes nous avons été forcés de les suivre : moi, mon oncle Decourte Amand, 78 ans, Bra Firmin, 28 ans, Masson Amand, âgé de plus de 70 ans, Buysse Auguste, 69 ans, son fils Cyrille, 30 ans, son

domestique Depuydt, 23 ans, Bemmels Léon, 35 ans, Bruynoghe Henri, 26 ans, Cammaert Romain, 40 ans et quelques domestiques du voisinage dont je ne connais pas le nom. Nous avions tous les mains liées derrière le dos, excepté mon oncle Amand Decourte parce qu'il était trop âgé.

Nous marchâmes à travers les champs, d'une compagnie à une autre et vers le soir nous arrivâmes aux environs de Merckem. En cours de route les Allemands tiraient sur les Français et les Français sur les Allemands, de sorte que nous dûmes nous tenir cachés dans les fossés comme les soldats allemands. Comme le soir tombait, les Allemands voulurent nous enfermer dans une porcherie, mais comme il n'y avait pas assez de place, ils n'ont pas exécuté leur dessein et on nous a réunis alors dans une petite maison. Nous sommes restés là toute la nuit, les mains liées derrière le dos et le matin, de bonne heure, nous fûmes forcés de nous remettre en marche avec les troupes. A Merckem, Pierre Demet est venu nous rejoindre avec sa femme, ses deux filles et ses deux fils. Ils avaient également tous les mains liées derrière le dos. Les deux filles et les deux fils étaient âgés de 18 à 23 ans. Nous nous sommes avancés alors à travers champs, nous cachant dans les fossés mais les Allemands furent repoussés par les Français. Nous nous trouvâmes ainsi pris entre deux feux. Chaque fois que nous voulûmes nous sauver en reculant, les Allemands menacèrent d'ouvrir le feu sur nous. Vers une heure de l'après-midi environ, des soldats commandés par un chef de la Croix-Rouge sont venus nous chercher et nous ont reconduits à notre ferme. Nous sommes arrivés là entre 2 et 3 heures de l'après-midi. Personne des nôtres n'avait été blessé. Les soldats allemands appartenaient au 201^e et 202^e régiment d'infanterie de réserve. Deux des nôtres avaient été coiffés par les Allemands d'un chapeau haut-de-forme qu'ils ont dû garder tout le temps, dans le but de faire rire de ces deux hommes.

Je suis encore resté environ trois semaines dans ma ferme avec ma famille : alors des artilleurs sont venus et nous avons été forcés de partir pour Staden. J'avais pu emmener une vache et emporter des vêtements ; ils ont dit que c'était seulement pour deux jours, mais nous n'avons pas pu revenir. J'ai appris qu'Hector Ighodt, 35 ans, a été tué par les Allemands de même que son père et probablement aussi sa mère. Nous n'avons plus rien entendu d'eux.

ANNEE N° 69.

1^{re} Déposition assermentée de Vanexem, Céline, épouse Cordier, Emile, née à Beerst le 3 mars 1876 et y demeurant « Warmoesstraat » :

Le 21 octobre 1914, nous nous étions tous réfugiés un peu plus loin dans la rue ; il y avait dans notre groupe à part mon fils Depuydt, Cyrille, alors âgé de 11 ans et moi-même : De Secq, Valérie, environ 76 ans, épouse Acou, Henri, et son fils Acou, Maurice, qui demeuraient aussi Warmoesstraat ; De Secq, Isidore et son épouse Maes, Nathalie, respectivement âgés de 60 et de 62 ans, demeurant Warmoesstraat ; Bruwaen, Basile, environ 73 ans et sa fille Bruwaen Léontine environ

12 ans. Comme il ne nous fut pas possible d'arriver plus loin, nous fûmes forcés de rester un jour et une nuit dans un fossé. Un groupe de 6 Allemands vint dans notre direction. Quand ils arrivèrent près de nous et nous virent ils se mirent à tirer volontairement et au hasard dans notre groupe sans que nous eussions prononcé une parole ou fait un geste quelconque. Toutes les personnes susnommées, à part Desecq, Euphrasie, que j'ai oubliée de citer, furent tuées. Il m'est impossible de dire quels étaient les soldats qui ont commis ces crimes où à quel régiment ils appartenaient.

(Sé) Vanexem Céline.

* 2° *Déposition assermentée de Goudmaecker, Edmond, cultivateur, né à Vladsloo le 25 juillet 1875 et demeurant à Beerst, actuellement ouvrier chez Averein, Charles.*

Avant la guerre j'habitais une ferme située à un lieu dit Beerst-Bloote à Beerst. Le 22 octobre 1914, les Allemands sont arrivés à la ferme et commencèrent à tirer au hasard dans la maison par les portes et les fenêtres. Beaucoup de personnes s'étaient réfugiées chez nous. Elles prirent la fuite dès que la fusillade commença. Parmi elles étaient ma femme Van den Driessche, Léonie, qui à ce moment avait 34 ans la femme et l'enfant de Lacouwe, Henri, qui habitaient le long de la chaussée de Beerst à Dixmude (je ne connais pas le nom de la femme de Lacouwe et je ne saurais dire où séjourne actuellement le dit Lacouwe, qui est pourtant encore en vie), ma belle-mère Dekeyzer, Louise, qui a environ 53 ans et qui habitait Vladsloo ; Sansen Alida, épouse Van Hooven Polidore et son fils, dont je ne connais pas l'âge. Ces derniers habitaient également le hameau de Beerst-Bloote, sur les rives de l'Yser, Vanhooven Polydore habite actuellement Couckelaere. Toutes les personnes citées ci-dessus ont été abattues par les soldats ; plusieurs autres ont été tuées, dont je ne me rappelle plus les noms. Il y en avait même de Handzaeme.

J'ai été emmené ensuite par les soldats allemands jusqu'à Beerst et là j'ai été enfermé pendant 17 jours dans le cabaret de Alphonse Berghe. J'étais surveillé par des soldats, bayonnette au canon. Les trois premiers jours et les trois premières nuits, je suis resté sans nourriture.

Quand j'avais été enfermé ainsi pendant environ 7 jours, j'ai dû accompagner les soldats allemands, bayonnette au canon, pour aller traire les vaches qui couraient en liberté. Nous avons fait ainsi le tour de la commune, jusqu'au moment où nous arrivâmes dans les champs du cultivateur Proot Charles. Là, je vis dans un champ trois personnes qui avaient les mains et les jambes liées. Je voulus m'approcher d'eux, mais les Allemands me l'ont défendu. Je me suis approché tout de même et je reconnus les trois personnes liées et tuées. C'étaient Goudmaecker Charles, mon cousin, âgé d'environ 50 ans, habitant Paddestraat à Beerst, Rommelaere David et son fils Rommelaere Henri, qui habitaient chaussée de Beerst à Vladsloo. Mon cousin Goudmaecker Charles doit avoir été maltraité terriblement et doit avoir reçu beaucoup de coups de pied et de coups de poing, car toute sa figure était défigurée et blessée.

Je ne saurais dire, pour aucun de ces faits, les motifs qui ont fait agir les soldats allemands. Je ne saurais pas dire davantage quels soldats ont commis ces méfaits ni à quel régiment ils appartenaient.

* 3^o *Déposition assermentée de Desecq Auguste, cultivateur, âgé de 39 ans, né à Kcyem, et demeurant à Beerst, « Warmoesstraat » :*

Desecq Isidoor et sa femme Maes Nathalie, mon père et ma mère, ont été tués tous les deux.

Desecq Valérie était ma sœur. Elle et son fils Acou Maurice ont été également tués.

Desecq Euphrasie, célibataire âgée de 30 ans n'a pas été tuée mais a été atteinte d'une balle au ventre. Elle a beaucoup souffert. C'était également ma sœur.

Van Exem Céline et son fils Depuydt Cyrille appartenaient également à ma famille. Cyrille Depuydt a été également tué. Il y avait encore Bruvaen Basile et sa fille Léontine qui ont été tués aussi. Ils étaient en compagnie des personnes susnommées. Mais ils n'étaient pas de ma famille.

Il m'est impossible de dire à quel régiment appartenaient ces soldats mais j'ai souvent entendu dire que les premières troupes qui avaient passé par ici et qui avaient commis ces cruautés, étaient des uhlans. Je n'en saurais dire davantage.

ANNEXE N^o 70

* 1^o *Déposition assermentée de Pollentier Elodie, veuve Dekien Auguste, âgée de 35 ans, ménagère à Vladsloo :*

Le mardi 20 octobre 1914, j'étais avec mon mari chez Fidèle Gunst. Nous nous étions cachés dans la cave en compagnie de Gunst Fidèle, sa femme Louise Van Overschelde, sa fille Elise Gunst, Pierre Caura et sa fille Espérance, et mes quatre enfants, dont l'aîné avait en ce moment 9 ans. Après 4 heures de l'après-midi les fenêtres de la maison furent brisées. Nous sortîmes de la cave et les Allemands prétendirent que mon mari avait tiré. Ceci n'était certainement pas vrai. Mon mari fut arrêté par les Allemands et fut obligé d'aller voir partout dans les bâtiments auxquels ils mirent le feu. Entretemps nous étions allés mes enfants Gunst Fidèle, sa fille et moi-même dans un champ, où nous dûmes rester près des soldats. Alors on nous rappela et nous fûmes conduits en compagnie de mon mari jusqu'au café « De Troetelaar ». Là, en ma présence et en présence de mes enfants, mon mari fut abattu à coups de fusil par les soldats allemands.

Je ne sais pas à quel régiment appartenaient ces soldats allemands. Plus tard, un jour dans la maison de ma mère, à Beerst, des soldats me reconnurent. Ils dirent : « C'est la femme de l'homme que nous avons enterré ». C'étaient des soldats du 7^e artillerie.

(s.) E. Pollentier.

- * 2^o *Déposition assermentée de Rommelaere Jules, fils de Henri et de Dekien Léonie, né à Beerst le 7 décembre 1906 et demeurant à Couckelaere chez sa mère, Dekien Léonie, résidant provisoirement chez l'anden Perre Henri, à Vladsloo, hameau de « Kotjes ».*

Avant la guerre j'habitais chaussée de Beerst à Vladsloo chez mon père Henri. Le 23 octobre 1914 au matin, nous étions assis autour du poêle. Soudain une troupe de soldats allemands fit irruption chez nous. Ils étaient armés de haches, de sabres et d'autres armes. Ils se saisirent de mon grand-père et de mon père et les jetèrent à la porte. Devant la façade de la maison, ils les lièrent, puis ils nous poussèrent également dehors. Alors ils fouillèrent toute la maison. Quand ils eurent fouillé partout, nous pûmes rentrer, mais mon père et mon grand-père furent emmenés. Nous ne savons pas pourquoi.

Par la fenêtre nous tachâmes de voir où ils conduisaient mon père et mon grand-père. Ils arrivèrent à une maison qui avait été habitée par Achiel De Reuckelaere et ils y mirent le feu. Alors ces soldats remirent mon père et mon grand-père au mains d'autres soldats et ils revinrent encore. De nouveau ils fouillèrent toute la maison et voulurent m'emmener. Ces soldats sont alors de nouveau partis. Plus tard nous avons appris de Proot Charles, qui était cultivateur à Beerst que mon père et mon grand-père avaient été fusillés par les Allemands ; qu'il les avait vus, pendant 4 jours, étendus morts dans ses champs, et qu'ensuite ils avaient été enterrés par les Allemands dans les tranchées. Je ne saurais dire à quel régiment appartenaient les soldats qui ont commis ces crimes.

- * 3^o *Déposition assermentée de l'anden Perre Henri, cultivateur, né à Thourout le 31 mars 1860 et demeurant à Vladsloo, « Kotjes » :*

Le 20 octobre 1914 je m'étais réfugié dans la maison de Wayaert Hippolyte, quand soudain les soldats allemands entrèrent dans la maison et nous ont emmenés : Wayaert Hippolyte, Vanden Driessche Bruno et moi-même. Ils nous conduisirent jusqu'aux tranchées et là ils nous lièrent les mains et les pieds, nous renversèrent d'un coup de crosse et ainsi étendus à des intervalles d'un pas, nous dûmes rester couchés devant eux, durant toute la nuit. Le lendemain vers 8 heures, ils nous délièrent, mais ils nous traînèrent encore à leur suite jusque Beerst. Là, nous avons encore dû nous coucher pendant 2 heures devant eux. Alors ils ont ouvert tous nos vêtements et nous ont fouillés. Ensuite ils nous ont relâchés et nous avons pu rentrer chez nous.

- * 4^o *Déposition de Dewaele Louise, âgée de 58 ans, veuve de Dewaele Jacques, née à Vladsloo, et demeurant à Erneghem :*

Le 19 octobre 1914 j'étais cachée avec mes deux filles dans la cave de notre maison à Vladsloo, parce que les Allemands et les Belges se battaient autour de la ferme. Quelques instants après, les Allemands entrèrent et nous obligèrent de sortir de la cave et de quitter notre maison. A travers champs nous nous dirigeâmes vers le café : « De Koornbloem » habité par les enfants Vonderlyck. Mes deux filles, moi-

même, ainsi que Vonderlyck René et Sidonie, nous nous cachâmes dans la cave. A peine étions-nous là quelques instants qu'un soldat allemand est venu avec une bougie allumée. Quelques instants après, le café de « Koornbloem » était en feu. Pour ne pas étouffer, nous fûmes forcés de sortir de la cave. A ce moment il était environ 15 heures. Dès que nous prîmes la fuite, les soldats allemands se mirent à tirer sur nous. Je fus atteinte, ainsi que mes deux filles. Vonderlyck Sidonie se cacha dans une étable en flammes et fut ainsi sauvée. Son frère René se laissa tomber. Les Allemands vinrent près de nous, prirent Vonderlyck René par les oreilles et dirent : « Il est mort ». S'il n'avait pas fait le mort, il est hors de doute qu'il aurait été tué par les soldats. Quand les soldats se furent éloignés, il s'est sauvé. Ma fille Irma avait été tuée sur le coup, mais je ne saurais dire par combien de balles elle a été atteinte. Je pense pourtant qu'elle doit avoir été touchée à la tête, car elle saignait abondamment de la bouche.

Ma deuxième fille Zulma était blessée à l'épine dorsale ou tout près. Elle a été soignée par le docteur Proot de Couckelaere. Elle est morte après 4 semaines de souffrances atroces.

J'avais reçu une balle qui m'avait traversé la cuisse. J'ai dû garder le lit du mois d'octobre 1914 jusqu'au mois de mai 1915. Puis j'ai dû marcher à l'aide de béquilles pendant un an. Maintenant je suis rétablie mais je resterai boîteuse pour le restant de mes jours, car un nerf m'a été coupé.

Après que nous fûmes tombées, les Allemands ont envoyé les deux frères Beuckelaere près de nous pour nous transporter au café (Deprach). Ils purent seulement transporter ma fille Zulma. Quand ils ont voulu venir près de moi, la fusillade reprit avec une grande intensité. Je suis restée depuis 15 heures, jusqu'au lendemain matin, vers 9 heures. Deux soldats allemands qui vinrent auprès de moi voulurent seulement me soigner et me transporter, après que je leur eus montré une pièce de 5 francs.

Je n'ai pas vu commettre d'autres méfaits. J'ai encore à ajouter que tandis que j'étais dans la cave de Vonderlyck avec mes deux filles, les Allemands ont mis le feu à nos vêtements, dont nous avions faits des paquets et qui se trouvaient dans la maison. Ils avaient une valeur globale de 700 francs.

ANNEE N° 71.

* *Déposition assermentée de Vanpeteghem, Arthur, âgé de 48 ans, cultivateur à Zarren.*

Sous le prétexte que les civils avaient tiré — ce qui n'était pas vrai — les Allemands, lors de leur entrée en 1914 ont mis volontairement le feu à presque tout le centre du village de Zarren. Le même jour, sous le prétexte que j'avais tiré, je fus placé contre un arbre et l'on me menaça de me fusiller. Je sus prouver que je n'avais pas d'armes, que toutes les armes avaient été déposées à la maison commu-

nale. Alors on m'a laissé tranquille et les Allemands ont cessé de mettre le feu aux maisons. A ce moment trente-huit maisons avaient été incendiées. L'ordonnance du général me dit : « N'est-il pas beau, tout cela ? » Je répondis : « Beau oui, mais triste. » Ce général était le premier qui est arrivé à Zarren. Il était de la 45^e division de la ville de Hambourg.

Le lendemain j'ai enterré les cadavres de Couchez Jérôme, Claeys Romain, Stanislas de Rigauld (officier français) et un petit garçon de Handzaeme, qui tous avaient été tués par les Allemands. Ces incendiaires et assassins appartenaient aux 201^e, 202^e, 203^e et 204^e régiments d'infanterie.

Le 14 novembre 1914 je fus arrêté, en même temps que ma femme et ma fille aînée par un lieutenant du 212^e, sous prétexte que j'avais fait des signaux aux Anglais. On me menaça de nouveau de me fusiller. Comme on ne put rien trouver de suspect, nous fûmes relâchés le lendemain.

Le meurtrier de Jérôme Couchez est un nommé Hermann Preuss, soldat (en 1914) du 203^e régt. et en 1915 du 212^e Régt. Preuss a avoué cela lui-même chez les enfants Selschotter à Zarren. C'est à Hélène Selschotter qu'il a dit cela, en parlant des civils qui avaient tiré. Couchez et Claeys donnaient du lait aux soldats allemands et c'est à ce moment qu'ils ont été tués.

(Sé) A. Van Peteghem.

ANNEXE N° 72.

1^o Réquisitoire de Monsieur le Procureur du Roi de Furnes.

L'an 1919, le 2 avril, nous, Procureur du Roi à Furnes, comme suite à notre procès-verbal au sujet des violations du droit des gens commises par les Allemands à Wercken, avons recueilli à l'intervention de notre honoré collègue à Bruges les renseignements complémentaires suivants :

Le 20 octobre 1914, à huit heures du matin, la 3^e compagnie du régiment d'infanterie 203 ou 204, commandée par un officier du nom de Fritz Freisleben, arriva à la ferme Verscheure à Wercken. Ils firent sortir de la cave les habitants qui s'y tenaient par crainte du bombardement, et les conduisirent à la porcherie où ils les tinrent renfermés.

C'étaient : 1) Verscheure Jules, 39 ans, fermier ; 2) Demeulenaere Valentine, 37 ans, épouse du précédent ; 3) Depuydt Mathilde, 78 ans, veuve Demeulenaere, mère de la précédente ; 4) Rijckx Basile, 19 ans, charretton ; 5) Van Thourout Arsène, 15 ans, vacher de la ferme ; 6) Demeulenaere Octave, 20 ans ; 7) Demeulenaere Robert, 19 ans ; 8) Baert Georges, 16 ans et 9) Baert Omer, 17 ans, ces quatre derniers neveux des Verscheure, demeurant à Ardoye et réfugiés à la ferme de leur oncle.

Au bout d'une heure les Allemands vinrent ouvrir la porte de la

porcherie en criant : « Vous avez tiré ! » et ouvrirent immédiatement le feu sur leurs prisonniers.

Robert Demeulenaere eut la poitrine traversée par une balle ; il reçut en outre un coup de crosse sur la tête et fut laissé pour mort. Il réchappa plus tard à ses blessures. Ensuite les soldats se ruèrent dans la porcherie, bayonnette au canon et en expulsèrent les occupants à l'exception des deux femmes qui restèrent enfermées.

Octave Demeulenaere reçut sur la tête un coup de crosse qui lui fit sauter le crâne : il mourut sur le coup.

Basile Rijckx fut tué à coups de fusil et de bayonnette.

Verscheure Jules, criblé de coups fut laissé pour mort : il décéda trois jours plus tard.

Baert Omer tombé atteint par une balle en pleine figure, fut ensuite lardé de 14 coups de bayonnette. Il réchappa à ces blessures, mais resta infirme.

Ensuite la ferme fut mise au pillage et incendiée ensuite. L'officier qui commandait la troupe fit sortir de la porcherie la fermière et sa mère et les força à contempler ce spectacle d'horreur. Il leur permit ensuite de se retirer. Le lendemain 21, Georges Baert et Arsène van Thournout qui avaient échappé au premier massacre furent fusillés dans la porcherie.

L'identité de l'officier qui commanda ces massacres s'est trouvée révélée dans les circonstances suivantes :

Demeulenaere Maurice, frère cadet des victimes apprit en 1916 par un écolier de son âge Gustave Maréchal de Roulers, qu'en février 1915, ses parents avaient eu à loger un officier allemand Fritz Freisleben : ce dernier s'était vanté d'avoir massacré sept civils dans une ferme au delà d'Handzaeme. Il avait laissé sa photographie à la maison Maréchal en souvenir de son séjour. Mis en présence de ce portrait, Demeulenaere Robert et Baert Omer réchappés au massacre ont formellement reconnu l'officier qui commandait leurs bourreaux. Ils firent reproduire ce portrait par un photographe de Roulers, et en ont déposé un exemplaire à mon parquet.

A la suite de ces renseignements nous avons par réquisitoire en date de ce jour requis une instruction du chef de meurtre et de vol à charge de l'officier allemand Fritz Freisleben, ce conformément aux instructions contenues dans votre dépêche du 12 mars 1919, N° 5766.

Le Procureur du Roi,

(Sé)

2° *Déposition assermentée de Demeulenaere Valentine, âgée de 41 ans, veuve de Verscheure Jules, née et demeurant à Ardoye, B. 33 :*

Le 20 octobre 1914, j'habitais encore Wercken avec mon mari Jules Verscheure. Ma mère De Puydt Mathilde, Basile Ryckx, valet d'écurie et Van Thournout Arsène, vacher, habitaient chez nous. Mes neveux d'Ardoye : De Meulenaere Robert, Baert Georges et Baert Omer s'étaient réfugiés chez nous, en tilbury, fuyant devant l'ennemi. Nous étions tous dans la cave à cause du bombardement. Il était alors

vers 8 heures du matin. Soudain les Allemands survinrent et nous chassèrent de la cave par groupes de deux. Nous dûmes lever les mains et crier qu'il n'y avait plus de Français ni d'Anglais dans la ferme. Alors nous fûmes conduits à la porcherie où nous fûmes enfermés pendant une heure environ. Alors les Allemands ouvrirent la porte et crièrent : « Vous avez tiré » et ils commencèrent à tirer sur les hommes. Robert Demeulenaere fut atteint en premier lieu, la balle lui traversa le corps de part en part. Alors les soldats entrèrent dans la porcherie, bayonnette au canon et sabre au poing. Ils donnèrent des coups, au hasard à droite et à gauche aux hommes qui durent sortir de la porcherie. Ma mère et moi-même nous dûmes rester et ils refermèrent la porte. Je vis par une ouverture de la porte qu'Octave De Meulenaere reçut un coup de crosse au front, qui lui toucha la cervelle et l'étendit raide mort. Basile Ryckx reçut un coup par derrière et tombait mort également. Mon mari reçut des coups de sabre et de crosse sur la tête ; il mit la main sur ces blessures pour écarter d'autres coups, de sorte que son bras fut terriblement blessé par un objet tranchant. Mon mari a aussi reçu un coup de crosse sur l'occiput de sorte que le crâne fut enfoncé et qu'il mourut le 24 octobre 1919. Omer Baert a reçu 14 coups de bayonnette dont le dernier était mortel. Le 20 mon mari et Robert De Meulenaere se cachèrent dans un déversoir, mais sentant que là il devrait mourir mon mari en est sorti en rampant et a pu se traîner jusqu'à une porcherie, dans laquelle il a passé la nuit. Le 21 il s'est couché sur le tas de fumier par suite des douleurs ressenties. Le 21 Robert De Meulenaere est sorti aussi de sa cachette et s'est traîné jusque chez les voisins, leur demandant de vouloir m'avertir que je devais faire venir chercher mon mari. Le 21 octobre 1914 Georges Baert et Arsène Van Thournout furent abattus dans la porcherie. Omer Baert fut atteint au visage. Le 20 octobre 1914 tandis que nous étions dans la porcherie j'ai vu par une ouverture que les Allemands mirent le feu à notre maison et à notre grange, qui ont été complètement détruites ; en même temps tout (bêtes, etc.) fut volé et pillé. Pendant que la maison brûlait on nous fit sortir de la porcherie. Un officier m'a obligé d'aller jusqu'à la porte de derrière et je fus forcée de contempler l'incendie. C'est seulement alors que j'ai eu l'autorisation de m'éloigner. Les pillards allemands, à côté de la mort de mon mari m'ont causé un préjudice qui s'élève à 33.000 francs. L'attelage que mes neveux avaient employé pour partir d'Ardoye appartenait à ma sœur Irma De Meulenaere, veuve Constant Baert. En 1915 quand elle se rendit à Roulers, elle vit par hasard ce même attelage devant une maison. Elle a fait des démarches multiples pour le ravoir. Elle a seulement obtenu un « bon ». Quelques jours après Maurice De Meulenaere, frère de Robert et d'Octave a appris par le fils de Maréchal de Roulers qu'ils avaient eu à loger chez lui un officier qui avait raconté qu'il avait tué aux environs de Handzaeme 7 civils dans une même ferme et qu'il avait incendié la ferme parce que les civils avaient tiré.

Cependant personne des nôtres n'avait tiré, puisque nous n'avions pas d'armes. L'officier allemand a laissé son portrait chez Maréchal et Maurice a fait reproduire cette photo chez Lagast à Roulers et a copié l'inscription. Omer Baert et Robert Demeulenaere reconnaissaient sur

la photographie l'officier qui faisait partie du 203^e ou 204^e régiment et qui commanda la tuerie et l'incendie. Personnellement je ne le reconnais pas.

(s.) Valentine De Meulenaere.

* 3^o *Déposition assermentée de Baert Omer, âgé de 21 ans, étudiant, fils de Constant et Demeulenaere Irma, né et demeurant à Ardoye, B. 234, qui, entendu séparément, fait la même déclaration que Robert Demeulenaere et sa tante Valentine Demeulenaere et ajoute :*

Les Allemands pensant qu'il y avait six morts, me jetèrent sur les 6 autres. Ils me donnèrent un coup de bayonnette dans le côté gauche de sorte que j'avais 14 blessures, dont une mortelle, qui a provoqué une pneumonie, par suite de laquelle j'ai dû garder le lit pendant 5 mois. Finalement j'ai dû subir une opération chirurgicale dans la clinique du docteur Lauwers à Courtrai. Outre ces 14 blessures, j'ai encore été atteint d'une balle à la joue gauche. La cicatrice est toujours visible. Par suite de ces cruelles violences subies les 20 et 21 octobre 1914, je ne retrouverai plus jamais ma santé. La photographie que vous me montrez est bien celle de l'officier qui a donné l'ordre de commencer cette horrible tuerie, de piller la ferme de mon oncle Jules Verscheure à Wercken et d'y mettre le feu. Il faisait partie du 203 ou 204^e régiment, 3^e compagnie, parce qu'il fit se rassembler la 3^e Compagnie.

(Sé) O. Baert.

* 4^o *Déposition assermentée de De Meulenaere Maurice, âgé de 19 ans, étudiant, né et demeurant à Ardoye:*

En 1916 j'appris par Gustave Maréchal, étudiant demeurant à Roulers, que ses parents avaient eu à loger un officier allemand, qui avait raconté qu'en 1914 il avait assommé 7 civils aux environs de Handraeme. Maréchal me dit qu'ils possédaient toujours la photographie et j'ai demandé de pouvoir disposer pendant quelque temps de ce portrait. Il me l'a donné et je l'ai fait reproduire chez Lagast à Roulers et j'ai copié ce que l'officier avait écrit de sa main. Mon frère Robert, de même que Omer Baert ont immédiatement reconnu l'officier qui a donné l'ordre de piller et d'incendier la ferme de mon oncle Jules Verscheure à Wercken. C'est également lui qui a donné l'ordre de massacrer les civils.

(s.) Maurice De Meulenaere.

* 5^o *Déposition assermentée de De Meulenaere Robert, âgé de 23 ans, ouvrier-cultivateur, fils de Adolphe et de Baert Léonie, né et demeurant à Ardoye, B. 160 :*

Le 20 octobre 1914 nous étions cachés dans la cave, chez ma tante De Meulenaere Valentine à Wercken pour nous abriter pendant le bombardement. Les Allemands vinrent et nous donnèrent l'ordre de sortir de notre cachette, les mains levées et de crier : « Il n'y a plus ici ni des Français, ni des Anglais ». Ils nous enfermèrent tous alors dans

la porcherie et mirent une garde à la porte. Une heure après, beaucoup de soldats allemands vinrent près de la porcherie dont la porte fut ouverte. Je me trouvai le plus près de la porte et je fus menacé en premier lieu. Soudain retentit l'ordre de tirer sur nous. On me visa directement et je fus atteint par une balle de fusil, qui me traversa le poumon droit. La balle me traversa le corps de part en part, mais je ne tombai pas encore. Alors je fus retiré de la porcherie et un cheval m'atteignit d'un terrible coup de sabot à la tête. Je tombai et restai étendu comme mort. Ryckx Basile fut tué à mes côtés à coups de feu et à coups de bayonnette. Jules Verscheure, mon oncle est tombé sur moi. Les Allemands pensaient que nous étions tous morts. Alors ils ont volé le bétail ; mon oncle leva un peu la tête quand un soldat survint qui lui porta un coup terrible à l'occiput au moyen d'un objet tranchant, coup qui causa la mort. Mon frère Octave était étendu à côté de moi et doit avoir reçu un coup de crosse à la tête, coup qui l'étendit mort. Omer Baert reçut alors 14 coups de bayonnette. Le 21 les Allemands ont tué Georges Baert, de même qu'Arsène Van Thournout. Ils ont aussi tiré sur Omer Baert, qui fut atteint au visage. La cicatrice en est toujours visible. Les raisons pour lesquelles ils nous ont maltraités de cette façon, nous sont restées inconnues. Plus tard les Allemands ont dit : « Vous avez tous tiré ! » La photographie que vous me montrez est bien celle de l'officier qui a commandé l'horrible tuerie et l'incendie de la ferme de mon oncle le 20 et le 21 octobre 1914. J'ai été soigné pendant trois semaines par le pharmacien Léon Van den Bussche, de Wercken et puis encore pendant 2 mois par Monsieur le docteur Baert d'Ardoye. Celà a duré 2 ans avant que je fusse plus ou moins rétabli et encore pour le moment je ne sais pas faire un travail un peu dur.

(s.) Robert De Meulenaere.

* 6^e *Déposition assermentée de Seys Jules, âgé de 47 ans, tonnelier à Wercken.*

Le 2 octobre 1914, quand les Allemands sont entrés, ma femme et moi-même nous étions cachés dans la cave. Ils nous ont demandé à boire et à manger. Nous avons satisfait à leur demande. Ils nous firent sortir et mirent le feu à ma maison. Alors je fus obligé de les suivre dans la direction du front belge de sorte que j'étais pris entre deux feux. Quand nous vîmes les soldats belges, les soldats allemands se cachèrent et se couchèrent à plat ventre, mais ils nous obligèrent à nous tenir debout. C'étaient : René Theuninck, Léonard Van Thournout, Guillaume Verscheure et feu Charles Theuninck. Ceci eut lieu vers huit heures du matin. Quand nous fûmes là depuis au moins 4 heures, nous eûmes l'autorisation de retourner chez nous, grâce à nos supplications. Ils m'avaient forcé de mettre un sac au dos. Je ne sais à quel régiment appartenaient ces soldats.

Le 22 novembre suivant nous fûmes expulsés de notre maison et transportés à Lichtervelde, où nous avons séjourné dix jours dans le couvent, presque sans boire ni manger et où nous dûmes nous

coucher sur le plancher. Ceci fut fait par les soldats du 104^e régiment d'infanterie.

(S.) Jules Seys.

* 7^o *Déposition assermentée de Van Thournout Léonard, âgé de 66 ans, ouvrier à Wercken :*

Je m'étais caché avec feu Charles Theuninck et la famille de ce dernier dans la cave. Les Allemands mirent une botte de paille dans le soupirail dans le but de mettre le feu à la maison. Nous sortîmes de la cave, mais nous fûmes appréhendés par les Allemands et mis contre le mur. Nous ne pûmes plus supporter la fumée et fûmes jetés de l'autre côté de la rue. Theuninck Charles et son fils René, Jules Seys et Guillaume Vanderschueren et moi-même, nous fûmes obligés de marcher à la tête des troupes allemandes dans la direction de Einsdijks. Là, des coups de feu furent tirés des deux côtés. Nous fûmes obligés de rester debout et les Allemands se tenaient couchés. Cette scène a duré une heure.

En cours de route, Charles Theuninck était tombé. Les soldats disaient : « en voilà encore un qui est mort. » J'ai reçu un violent coup de crosse dans les hanches. De temps à autre je ressens encore de la douleur. Ceci eut lieu lors de l'invasion des Allemands.

(S.) Van Thournout.

* 8^o *Déposition assermentée de Vanderschuren Willem, âgé de 60 ans, ouvrier à Wercken :*

Quand les Allemands sont arrivés à Wercken en octobre 1914, ma femme et moi-même, pris de peur, nous nous sommes cachés dans un fossé. Nous y fûmes découverts par deux Allemands qui me conduisirent chez le général allemand. Celui-ci me demanda le chemin de Einsdijks. En compagnie de Jules Weys, René Theuninck, Léonard Van Thournout et feu Charles Theuninck, je fus obligé de marcher devant les troupes allemandes jusque Einsdijks. Nous fûmes forcés de rester debout tandis que les soldats allemands se couchèrent. Des coups de feu furent échangés des deux côtés.

Une nuit j'ai été retiré de mon lit par ordre du même général sous le prétexte que j'avais tiré. Il a été prouvé par les soldats allemands eux-mêmes que c'était un soldat allemand en état d'ébriété qui avait tiré. Ce général a été tué plus tard près de Dixmude.

(s.) W. Vanderschuren.

ANNEXE N° 73

* 1^o *Déposition assermentée de Van Den Berghe René, âgé de 35 ans, cultivateur, demeurant chez Sabbe, René, à Wercken « Barisdam » :*

Le vendredi 16 octobre 1914, vers 5 heures de l'après-midi j'étais à Eessen avec mon frère Aimé et mon père Charles. Nous nous étions

réfugiés tous trois dans la prairie de Florent Van den Bussche, parce que les Allemands étaient déjà arrivés à Eessen et que nous étions effrayés. A un moment donné, je vis apparaître deux soldats allemands, qui, sans nous dire un mot épaulèrent leur fusil et nous mirent en joue. Je me laissai tomber et au même moment j'entendis des coups de feu et je vis tomber mon père et mon frère Aimé à côté de moi. J'ai remarqué que mon père était atteint de deux balles dans le côté droit ; mon frère était atteint également d'une balle derrière l'oreille droite. Tous les deux ont encore survécu pendant 2 heures. Les deux soldats qui avaient tiré se sont alors éloignés dans la direction de la ferme de Jules Maes à Eessen. Comme je ne voyais plus d'autres civils dans les environs je me suis traîné dans un fossé à l'aide des pieds et des mains jusqu'à proximité du canal de Dixmude. Là je suis resté jusque vers 9 heures du soir, et suis alors revenu à l'endroit où mon père et mon frère avaient été tués. Les soldats allemands étaient déjà arrivés en plus grand nombre et je me sauvai dans la direction de Clercken. Le mardi 20 octobre, donc quatre jours après, je réussis à me rendre à Eessen. J'y rencontrai mon frère Alidore, qui avait entendu raconter également ces événements. Ensemble nous nous sommes rendus alors à l'endroit où gisaient les cadavres. Nous avons transporté les cadavres de mon père et de mon frère au cimetière d'Eessen où nous les avons enterrés. Je ne sais pas et ne suis pas parvenu à savoir à quel régiment appartenaient les deux soldats allemands en question.

* 2^o *Déposition assermentée de Lalleman Herminie, épouse de Cucuinck Camille, née à St-Riquois, le 29 juillet 1872 et demeurant à Eessen.*

Le 21 octobre 1914 vers 4 heures de l'après-midi nous étions cachés dans notre cave en compagnie de quelques autres personnes, parmi lesquelles Weyne Alois et sa femme, quand soudain des soldats Allemands pénétrèrent dans notre maison et se mirent à tirer dans la cave. Vallaëys Henri fut atteint et tomba mort sur le coup ; là dessus nous avons tous été chassés de la cave par ces soldats ; les uns se sauvèrent dans une direction, les autres dans une autre. J'estime qu'il pouvait être 20 minutes plus tard quand j'ai vu les cadavres de Weyne Alois, de la femme de Jules Maes, Julie Vergote et de Charles Debruyne, étendus dans notre prairie, probablement abattus par les soldats allemands mais personnellement je ne les ai pas vus tomber. Mais j'ai vu que quand un civil voulait se sauver, les soldats allemands tiraient sur lui. La prairie, où se trouvaient ces cadavres était située à côté de notre maison.

Je pense que c'étaient des soldats du 203 et 204^e régiment de l'armée allemande.

Ceci a eu lieu à Eessen (Kappellehoek) où était située notre distillerie.

* 3^o *Déposition assermentée de D'Hulster Henri, âgé de 58 ans, négociant, né à Leke, et demeurant à Eessen (Centre) :*

Au mois d'octobre 1914 le 21 ou le 22, vers 19 heures quelques sol-

datS allemands sont venus en reconnaissance à Eessen. Ils faisaient partie des chasseurs verts à pied, 202^e et 203^e régiments. Effrayés par la venue de ces soldats il y avait une soixantaine d'habitants d'Eessen, parmi lesquels des hommes, des femmes et des enfants, qui s'étaient cachés dans la cave de la brasserie d'Aloïs Costenoble à Eessen. Trois ou quatre de ces soldats vinrent nous voir là et dirent que nous étions en sécurité là. Une demi-heure après, les deux régiments susdits sont entrés au village. Les officiers se rassemblèrent dans la cour de la brasserie et les soldats vinrent dire que nous devions sortir de la cave. Ils fouillèrent nos poches afin de savoir probablement si nous avions des armes. Le nommé Aloïs Cuffez, charron à Eessen avait en poche une balle de fusil qui avait été tirée. Il en était de même pour Jules Warmaes d'Eessen.

Ces deux personnes durent nous quitter et furent retenues auprès des soldats allemands. Quelques instants après, un officier vint nous dire que nos deux amis seraient fusillés. Je n'ai pas vu personnellement que cette exécution a eu lieu, mais quelques jours après j'ai entendu dire que le cadavre de Warmaes gisait dans le fossé à l'entrée du village. Van Driessche Louis, cultivateur à Eessen, Kruisstraat, peut témoigner que Cuffez Aloïs a été fusillé. Vers 20 heures nous fûmes conduits par les soldats à la maison de David Desmet, où nous dûmes nous agenouiller dans la seconde salle du café, autour du billard, les bras en l'air.

Les sentinelles qui nous surveillaient nous firent comprendre par des signes que nous serions fusillés. Vers 23 heures 30 ils apportèrent un crucifix et le jetèrent sur le billard devant nous. Vers 2 heures ils fermèrent les portes et les fenêtres, aspergèrent de pétrole et de naphte le grenier de la maison et y mirent le feu. Nous n'osions pas fuir. Je ne sais pas par quel hasard, le toit seul a brûlé. Je pense que des sentinelles étaient placées autour de la maison pour empêcher toute tentative de fuite. Vers 7 heures du matin, nous fûmes tous rangés contre un mur de l'école des filles, à un mètre de distance, et les bras levés. Vers 8 heures un officier vint nous dire que nous avions obtenu grâce. Nous dûmes retourner alors à la brasserie Costenoble où nous sommes restés dans la cave jusqu'au 1^{er} novembre. Plusieurs vieillards, entre autres Jan Parmentier sont morts là. La femme d'un nommé Van Hee d'Alveringhem est morte là également. Un membre de la famille du docteur Velter d'Eessen qui était venu en visite d'Ardoye est mort également et encore plusieurs autres personnes dont je ne connais pas le nom. Le 1^{er} novembre nous avons été emmenés à Thourout, les officiers dont je ne connais pas les noms nous insultaient et nous appelaient : « bandits et salauds ».

Costenoble Albéric, qui se trouvait à côté de moi a été tué dans les circonstances suivantes. Quand il est venu chez nous dans la cave, il était blessé à la jambe. Sa sœur Zulma était auprès de lui pour le soigner, mais elle ne pouvait rien faire parce qu'elle ne pouvait rien obtenir pour le soigner. Par suite de ses blessures, il souffrait de fortes fièvres. Comme nous devions sortir de la cave, il montait très difficilement avec l'aide de sa sœur. Lorsqu'il arriva dans la cour, un officier dit à ses soldats que Costenoble avait tiré sur eux. Celui-ci démentit

catégoriquement. Sur l'ordre de cet officier un soldat tira un coup de feu sur Costenoble et l'atteignit dans le côté. Il mourut quelques instants après.

Il m'est impossible de donner le nom des officiers ou des soldats qui commirent ces crimes. Je puis seulement dire qu'ils appartenaient aux régiments 202 et 203 des chasseurs à pied.

* 4° *Déposition assermentée de Serpieters Achille, âgé de 39 ans, ouvrier, demeurant à Eessen, Kappellehoek, résidant actuellement chez Auguste Deblauwe, tailleur à Varsse-naere, Dorpplaats.*

Le 21 octobre 1914, je m'étais réfugié avec ma femme et mon enfant de 3 mois à la ferme de Camille Van Coillie, à Eessen, parce que les Allemands avaient été repoussés et que je craignais qu'il y aurait du danger à rester dans ma maison (Kappellehoek) située entre Eessen et Dixmude.

Le 21 octobre, vers le soir, en compagnie de Jules Maes, Emile Maes, Camille Van Coillie et un certain Pollentier, de Woumen, je fus conduit par des fantassins allemands dans une prairie. Là nous fûmes forcés de rester debout, les bras en l'air. Avant notre départ de chez Van Coillie, l'officier qui commandait, nous avait dit de faire nos adieux à nos femmes et enfants, parce que nous allions être fusillés. Nous avions, disait-il, fait des signaux aux armées alliées. Quand nous étions un certain temps dans la prairie, deux soldats sont venus nous dire que nous pouvions retourner près des femmes et enfants. Aucun mal ne nous fut fait.

Le vendredi 23 octobre, je me mis en marche avec Jules Maes, Emile Maes, Judith et Marie Maes, dans l'intention d'aller réoccuper nos maisons au Kappellehoek. Ma femme et mon enfant, Elise Vallaeys, Irma Maes, Thérèse Van den Abeele, Eugénie Amery et Berthe Debruyne avaient pris place dans le chariot de Jules Maes. Arrivés à environ 10 minutes de ma maison, nous fûmes brusquement accueillis par des coups de feu tirés par des soldats allemands qui se trouvaient dans les tranchées. Toutes les personnes qui se trouvaient dans le chariot furent tuées, de même Jules Maes. Moi-même j'avais reçu une balle dans le pouce droit en levant les mains dans le but de faire cesser le tir. Marie Maes, qui avait été blessée également resta étendue à cet endroit même.

Je parvins à prendre mon enfant hors des bras de ma femme, qui venait d'être tuée et à me sauver dans la ferme de Pierre Van Hove où je me cachai dans la cave. Vers midi je fus retiré de la cave par deux soldats allemands, qui en me mettant le revolver sur la poitrine, menacèrent de me tuer. Les soldats me conduisirent par les tranchées jusqu'au centre du village de Eessen, où je fus lâché, parce qu'ils avaient pitié de mon enfant.

Je suis allé alors à la ferme Busschaert où je suis resté jusqu'au dimanche suivant. De là je suis parti à Thourout et puis à Varsse-naere. Mon enfant est mort au mois de décembre 1917 à Varsse-naere des suites d'une ostéite causée par le manque de nourriture.

Ma femme avait 700 fr. sur elle au moment où elle a été tuée.

Ma maison au Kappelhoeck à Eessen a été incendiée par les Allemands le 21 octobre 1914.

* 5^o *Déposition assermentée de Deparcq. Joseph, âgé de 43 ans, boulanger à Eessen :*

Le 20 octobre 1914 je fus retiré par les Allemands de la cave de la brasserie Costenoble à Eessen et emmené par eux sous la garde de deux soldats. En cours de route, je reçus un coup violent sur la tête — je ne sais si c'était un coup de bâton ou un coup de crosse. La cicatrice est encore visible. Je mis la main sur la tête et je reçus encore un coup sur la main, qui de suite gonfla très fort.

Alors, en compagnie d'autres civils, j'ai été mené près de l'église en feu, où les Allemands nous ont dit que nous serions fusillés. Ils ne mirent pas cependant leur menace à exécution et j'ai pu partir à Zarren après avoir été conduit chez Tuytten.

Je crois bien que c'étaient des soldats du 201^e régiment.

Albéric Costenoble avait été atteint d'une balle tirée par les Allemands. Je l'ai vu apporter à la cave de la brasserie. Les Allemands l'ont retiré de la cave et j'ai vu que dans la cour de la brasserie ils ont encore tiré sur lui. Alors il a succombé.

Le lendemain quand j'étais chez Tuytten, Bruno Uyttenhove est entré là. Il tomba évanoui et je lui donnai un peu d'eau. Je ne savais pas qu'il avait déjà été touché. Les Allemands entrèrent, nous firent sortir et nous fouillèrent. Quand ils fouillèrent Uyttenhove, ils s'aperçurent qu'il perdait du sang d'une blessure au côté. Ils dirent : « Vous voyez bien qu'il a tiré ». Sur ce, un officier a tiré deux coups de revolver sur Uyttenhove, qui a succombé immédiatement après. Je ne saurais dire à quel régiment appartenait cet officier, si c'était du 201^e, 203^e ou 204^e ?

(S.) Joseph Deparcq.

* 6^o *Déposition assermentée de Parmentier Hector, âgé de 42 ans, cultivateur, époux de Sidonie Deceuninck, né à Gits et demeurant à Beveren chez la veuve Deceuninck, « Iseghemstraat » :*

Lors de l'arrivée de l'armée allemande à Eessen en l'année 1911 (je ne saurais plus indiquer la date exacte, mais je sais que c'était un mercredi) je me trouvais chez moi avec ma femme, mon domestique Maes Jérôme et ma servante Abeele Pharaïlde. Il y avait encore chez moi Vanackere Henri, Marie et Flora, Vanhove Aloïs et sa fille Félicie. Ce mercredi vers 8 heures du matin, un groupe d'environ 25 soldats allemands vint dans ma ferme. Nous dûmes tous immédiatement sortir, les bras levés. Après qu'on eut fouillé les hommes, les femmes purent rentrer et moi-même, Vanackere, Vanhove et Maes nous dûmes suivre les soldats. Ils nous emmenèrent jusque près de Dixmude. Là nous dûmes nous coucher dans un fossé. Vers le soir nous fûmes conduits près du commandant d'une batterie d'artillerie. En cours de route les soldats nous disaient : « Vous avez tiré, vous serz fusillés ». Lorsque

nous fûmes arrivés près du capitaine, qui était en train de tirer avec sa batterie, celui-ci donna ordre à ses soldats de nous lier ensemble et de nous tuer d'un coup de canon. Quand j'entendis cela, je jetai mes sabots et je me sauvai à toutes jambes. Je ne sais pas ce qu'il est advenu des trois autres, mais d'après moi, ils doivent avoir été tués à cet endroit même. Je n'ai plus rien entendu d'eux depuis ce temps.

Je ne sais pas le nom du capitaine ou des soldats, mais j'ai bien vu qu'ils portaient sur leur épaulette le numéro 202. La batterie appartenait à l'artillerie légère de campagne.

Pourraient encore donner des renseignements : Van Ackere Marie et Flora, Van Hove Félicie et Abeele Pharaïlde.

** 7° Déposition assermentée de Beirlandt Cyrille, ouvrier, âgé de 21 ans, fils de Sidonie, né et demeurant à Eessen :*

Le 22 octobre 1914 dans la matinée, je me trouvais chez les frères Nayaert en compagnie de Van Isacker Henri et Verbauw Auguste, habitant tous Eessen. Les soldats allemands s'étaient emparés de moi, parce qu'à leurs dires j'étais un espion. Après avoir été maltraitées pendant deux heures, les quatre personnes ci-dessus nommées, furent obligées de se mettre dans l'abreuvoir de Jules Sonnevillie à Eessen pour être fusillées. Je me trouvai à côté. Soudain j'entendis tirer et je vis tomber ces personnes. Les soldats allemands y jetèrent immédiatement de la terre. Malgré cela Verbauw Auguste leva les bras, mais ils continuèrent à les enterrer. Ils ne m'ont pas fusillé parce que j'étais trop jeune et trop peu intelligent.

Je ne saurais dire à combien ils étaient pour tirer sur ces malheureux.

Je ne saurais pas dire à quelles unités appartenaient ces soldats, car il y avait des milliers de soldats.

L'endroit où ils avaient été tués est la ferme de Sonnevillie Jules, le long de la chaussée du Roggeveld à Woumen (à Eessen).

Les Allemands m'ont envoyé en Allemagne. Ceci eut lieu du 22 octobre au 4 décembre 1914, temps que j'ai passé dans les camps.

Ces soldats affirmèrent que nous étions des espions et c'est à cause de cela que ces quatre personnes ont été fusillées. Ils nous ont arrêtés dans la ferme de Nayaert.

** 8° Déposition assermentée de Van den Bussche Hortense, épouse Stofjels, demeurant à Eessen.*

Vers le 20, 21 au 22 octobre de l'année 1914 j'étais cachée dans la fosse à purin de Depla à Eessen (chaussée de Woumen) en compagnie de plusieurs autres personnes. Broecke Jules était avec nous. Une première fois les Allemands l'ont emmené pour aller enterrer les morts mais il est revenu le lendemain. La deuxième fois qu'il a été emmené, il n'est plus revenu. Je ne saurais dire ce qu'il est advenu de lui, mais je pense qu'il a été tué par les Allemands. Je ne l'ai cependant pas vu et plus tard je n'ai plus rien entendu de lui. Je ne sais pas de quel régiment faisaient partie les soldats qui ont commis ces faits.

(s.) H. Van den Bussche.

9° *Déposition assermentée de Deroo Jules, âgé de 45 ans, fermier à Eessen, Roggeveld :*

Ma ferme située à proximité du « Predikboom » fut envahie par les Allemands le mercredi 21 octobre 1914 à 8 heures du matin. Le vendredi 23, je fus arrêté et mené avec de nombreux civils des environs à la ferme Nayaert. A raison de ce que me femme venait d'accoucher la veille, je fus relaxé le lendemain matin. Le dimanche 25 au soir deux coups de fusil partirent successivement devant et derrière ma ferme. Aussitôt les soldats cantonnés à la ferme se mirent à hurler « francs tireurs ». C'était une mise en scène évidente, et parfaitement préméditée. Je fus arrêté avec Vandebussche Jérôme, Quartier Emile et un certain Delen de Woumen, réfugiés chez moi et conduits à cinq minutes plus loin pour être fusillés.

Entretemps les soldats mettaient ma maison au pillage et ensuite incendiaient toute la ferme ; tout mon bétail, mes récoltes et mes instruments aratoires périrent par le feu. Les soldats, auteurs de ces méfaits appartenaient au régiment 203, 1^{er} bataillon de la Kriegspreuss Reserve infanterie. Cela résulte d'un écrit de réquisition qu'ils m'ont remis et que je vous montre.

* 10° *Déposition assermentée de De Ceuninck Camille, âgé de 52 ans, secrétaire communal, à Eessen :*

Les 2 servantes du curé d'Eessen qui ont été tuées par les Allemands en compagnie de Jules Maes et d'autres civils, se nomment Eugénie Caesen et Amery Emilie.

Le 21 octobre 1914, je me trouvai avec vingt-deux autres personnes dans la cave de ma maison. Ma maison était remplie de soldats allemands. Les Allemands nous forcèrent à quitter notre abri. Nous n'osâmes pas par suite de la violence du tir. Henri Vallaeys, un homme qui avait une jambe de bois, sortit de la cave, et encore dans l'escalier il fut abattu par les Allemands.

J'ai pu me sauver également. Les Allemands me donnèrent l'ordre de revenir et comme je n'obéissais pas, ils tirèrent sur moi. J'ai entendu siffler deux balles à côté de mes oreilles.

Je ne saurais dire à quel régiment appartenaient ces Allemands. Quand j'ouvris la porte la première fois parce qu'on frappait, un soldat allemand s'est élancé dans la maison, armé d'une hache, au moyen de laquelle il me menaça à différentes reprises.

(S.) De Ceuninck Camille.

* 11° *Déposition assermentée de Julia Van Coillie, fille de Camille, cultivateur, âgée de 25 ans, fugitive de Eessen, demeurant à Lichtervelde :*

Le dimanche 25 octobre 1914 dans l'après-midi, tandis qu'avec mes deux sœurs Godelieve et Madeleine, je séjournais encore dans notre ferme, quatre personnes : Henri Devreecker, Henri Brunsel, Jules Van den Driessche, Aloïs Goffin, tous d'Eessen, furent enfermés par les Allemands dans notre cave. Continuellement ils supplièrent les Alle-

mands d'être remis en liberté et nous le demandâmes aussi en leur nom. Ce fut en vain. Les Allemands répondirent : « toute la nuit ils ont tiré sur nous, et maintenant nous allons les tuer aussi ». Quelques minutes après ces événements, ils furent retirés de la cave et conduits dans la cour. Ils durent se déshabiller, puis ils eurent l'autorisation de se rhabiller. Après ils furent conduits dans la direction de Dixmude et nous ne les avons plus jamais revus. Nous sommes encore restés 4 semaines à la ferme jusqu'au moment où nous dûmes partir également. Nous ne connaissons personne qui pourrait donner quelque renseignement à ce sujet car nous étions les dernières qui avons séjourné dans la région.

Louis Vandendriessche, un vieillard, père de Jules qui se trouvait également chez nous à la ferme a pu s'éloigner. Je veux ajouter également que notre père Camille Van Coillie avait été emmené par les Allemands la veille, samedi 24 octobre 1914, en compagnie de deux de nos domestiques : Charles Pollentier et Robert Pisson. Ils étaient partis dans la même direction. Nous savons également que notre père est mort à Calais le 26 octobre 1914, par suite des blessures que lui avaient faites les Allemands en tirant sur lui.

* 12° *Déposition assermentée de Morreel Eugénie, veuve Van Overschelde Cyrille, âgée de 49 ans, ménagère à Clercken :*

Le dimanche 25 ou 26 octobre 1914 mon mari, Charles Bylo, Jules Vandenberghe et Odile Victoor étaient occupés à examiner un cheval dans la cour de la ferme, quand les soldats allemands survinrent. J'étais également dehors avec Louise Darras et ses enfants. Les Allemands nous firent entrer. Sans même avoir été fouillés, mon mari, Bylo et Van den Berghe furent abattus devant la maison. Sur ce les Allemands partirent, après que nous leur eûmes demandé pourquoi ils avaient fait cela. Ils répondirent que les victimes avaient tiré. Ce n'était certainement pas vrai. Bylo vivait encore. Nous lui parlâmes. Il dit souffrir horriblement. Les Allemands sont revenus, ont traîné Bylo un peu plus loin et ont encore une fois tiré alors.

Victoor avait pu prendre la fuite par l'étable. D'après ce que j'ai entendu, il a été abattu près du bûcher appartenant à Jérôme De-maeght, notre voisin. Berthe Theuninck, actuellement en Amérique a vu le lendemain qu'ils étaient tous les quatre enterrés dans une même fosse creusée dans la cour de notre ferme.

Je ne sais pas à quel régiment ces soldats allemands appartenaient.

(s.) Eugénie Morreel.

RELEVÉ DES ANNEXES

RELEVÉ DES ANNEXES

N° des Annexes	Localités auxquelles se rapportent	NATURE DES ANNEXES
1.	Schaffen	Dépositions assermentées : 1) du R. P. De Beucker, supérieur de cou- vent. 2) de M. J. H. Segers, curé à Schaffen.
2.	Sichem	Déposition assermentée de Geyskens, Henri.
3.	Testelt	Déposition de Boonen, Joséphine.
4.	Heelenbosch	Déposition assermentée de Vandeweyer, Pierre.
5.	Neerlinter	Dépositions assermentées : 1) de Gurny, Victor. 2) de Lose, Joseph. 3) de Lambert, Louis.
6.	Orsmael-Gussenhoven	Dépositions assermentées : 1) de Vanhoebroeck, Léandre. 2) de Degreef, Jean.
7.	Binckom	Déposition assermentée de Maes, Auguste.
8.	Haekendover	Déposition assermentée de Cologne, Hu- bert.
9.	Hougaerde	Dépositions assermentées : 1) de Serulus, J.-B. 2) de Dedecker, René. 3) de Ausloos, Raymond.
10.	Aerschot	Dépositions assermentées : 1) de Van Kerckhoven, Jean. 2) de Busschere, Eugène. 3) de Tuerlinckx, François. 4) de Pauwels, Guillaume. 5) de Janssens, François. 6) de Corens, Cécile. 7) de Toussens, Rosalie. 8) de Cresens, Louis. 9) de Goossens, Louis. 10) de Galema-Fongen. 11) de Morren, Victor. 12) de De Winter, François. 13) de Verlinden, Paul. 14) de Claes, Achille. 15) de Stockmans, Karel. 16) de Janssens, Emilie.

- | | |
|-----|-----------------------------------------------------------------------------|
| | 17) de Claes, Isidore. |
| | 18) de Van Praet, Julien. |
| | 19) de Meeus, Joseph. |
| | 20) de Geuns, Léocadie. |
| | 21) de Van den Bempt, Marie. |
| | 22) Procès-verbal de l'autopsie du général allemand Stenger, tué à Aerchot. |
| 11. | Gelrode |
| | Déposition assermentée de Van Gestel, Adolphe. |
| 12. | Hever |
| | Déposition assermentée de Vanderborcht François. |
| 13. | Wespelaer |
| | 1) Témoignage de Vandevenne, Victorine. |
| | 2) Témoignage de Lens, Marie. |
| | 3) Témoignage de Lens, Charles. |
| | 4) Témoignage de Verstraeten, Charles. |
| 14. | Rotselaer |
| | Déposition de M. Wouters, Remi, curé. |
| 15. | Thildonck |
| | Déposition assermentée de Cuveliers, Joséphine. |
| 16. | Werchter |
| | Déposition assermentée de Vandeputte, Louis. |
| 17. | Louvain |
| | Dépositions assermentées : |
| | 1) de Nerinckx, Alfred. |
| | 2) de Schmit, Emile. |
| | 3) du baron Orban de Xivry, Alfred. |
| | 4) de Claes, Pierre-François (en religion R. P. Valère). |
| | 5) de Parys, Joseph (en religion Père Hyacinthe). |
| | 6) de De Koninck, Amédée. |
| | 7) de Meulemans, Joseph. |
| | 8) de Monseigneur Ladeuze, Paulin. |
| | 9) de Monseigneur De Becker, Jules. |
| | 10) de Noyons, Adriaan-Karel-Marie. |
| | 11) de Rutgers, Marinus. |
| | 12) de Neyens, François. |
| | 13) de Tielemans, François, curé. |
| | 14) de Villers, Auguste. |
| | 15) de Dieudonné, Franz. |
| | 16) de Beauduin, Octave-François (en religion dom Lambert). |
| | 17) Willemsens, Marie. |
| | 18) Laport, Dominique-François. |
| | 19) Sandos, Henri-Victor. |
| | 20) de Vranken, François. |
| | 21) de Van Hauw, Emile. |
| | 22) de Verlooy, Alphonse. |
| | 23) de Nagant, Geneviève. |
| | 24) de Guelton, Georges. |
| | 25) de Maldague, Louis. |
| | Rapport de l'Oberleutnant Reinbrecht. |

-
- | | | |
|-----|-----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 18. | Velthem-Beysses | Déposition assermentée de Lambrechts, Jean. |
| 19. | Winxele-Delle | Dépositions assermentées :
1) de Van Minsel, François.
2) de Van Bellingen, Philippe.
3) de Cnops, Philippe. |
| 20. | Corbeek-Loo | Dépositions assermentées :
1) de Goris, Jeanne.
2) de Clevenenbergh, Léon. |
| 21. | Héverlé | Rapport de M. Rosier, curé. |
| 22. | Bruxelles | Convention du 20 août 1914.
Convention du 24 août 1914.
Note de M. Edmond Crespin, commissaire de police de la division centrale de Bruxelles.
Déposition de M. Adolphe Max, bourgmestre de la ville de Bruxelles. |
| 23. | Opwyck | Dépositions :
1) de M. Desmedt, Benoît.
2) de M. Lindemans, Jean. |
| 24. | Houthem | Déposition assermentée de Lauwers, Anne-Marie. |
| 25. | Bueken | Dépositions assermentées :
1) de Vande Weyer, Léopold.
2) de Verbist, Philippe.
3) de Vandermosen, Henri.
4) de Tobback, Englebert.
5) de Verstreken, Jean.
6) de Krunier, Joseph.
7) de Van de Weyer, Léopold.
8) de Decoster, Elisa.
9) de Van Ostade, Joseph, curé. |
| 26. | Campenhout | Dépositions assermentées :
1) de Clieten, Louis, vicaire.
2) de Clieten, Louis.
3) de De Coster, Louis. |
| 27. | Elewytt | Déposition assermentée de Dewit, Antoine. |
| 28. | Weerde | Déposition de Van Relegem, Victor. |
| 29. | Hofstade | Dépositions assermentées :
1) de Janssens, Jean-Baptiste.
2) de Behets, Hortense.
3) de Tielemans, Jean-Baptiste.
4) de De Coninck, Elisabeth. |
| 30. | Muysen | Déposition assermentée de Raymond Van Delft, bourgmestre. |
| 31. | Sempst | Dépositions :
1) de Sterckx, Ernest, bourgmestre.
2) de Goovaerts, Thérèse. |

-
- | | | |
|-----|---------------------|----------------------------------------------------------------|
| | | 3) de Lauwers, Mélanie. |
| | | 4) de Muyldermans, François. |
| | | 5) de Beelaerts, Antoine-Joseph. |
| | | 6) de Bernaerts, Victor-Julien, curé. |
| 32. | Eppegghem | Dépositions : |
| | | 1) de Van Dam Rosalie. |
| | | 2) de Pluys, Marie. |
| 33. | Meysse | Déposition de Van den Broeck, Joseph-François. |
| 34. | Grimberghen | Déposition assermentée de Vertongen, François. |
| 35. | Linsmeau | Dépositions assermentées : |
| | | 1) de Minsart, Victor. |
| | | 2) de Colon, Charles. |
| 36. | Hersselt | Déposition assermentée de Witvrouwen, Isidore, médecin. |
| 37. | Rethy | Déposition assermentée de Van Ganswinckel, Aloïs, bourgmestre. |
| 38. | Meerle | Déposition de Van Nueten, Louis, bourgmestre. |
| 39. | Meerhout | Déposition assermentée de Beyens, Joséphine |
| 40. | Quaregnon | Rapport de M. R. Defrise. |
| 41. | Jemappes | Dépositions : |
| | | 1) de Mathieu, Arthur. |
| | | 2) de Carmon, Laure. |
| | | 3) de Levêque, Victorine. |
| | | 4) de Carles, Clémentine. |
| 42. | Charleroi | Dépositions : |
| | | 1) de Gardenne, Gérard. |
| | | 2) de Blondiaux, Victor. |
| | | 3) de Piérard, Blanche. |
| 43. | Lodelinsart | Déclarations : |
| | | 1) de Rinchart, Lambert. |
| | | 2) de Quinet, Maria. |
| | | Déposition de Brioux, Louis. |
| 44. | Couillet | Dépositions : |
| | | 1) de Sergeant, Pierre. |
| | | 2) de Willems, Auguste. |
| | | 3) de Lechien, Bertha. |
| | | 4) de Lechien, Bertha. |
| 45. | Montigny-sur-Sambre | Dépositions : |
| | | 1) de Depasse, Clarisse. |
| | | 2) de Mahy, Célestin. |
| | | 3) de Bielante, Alexandre. |
| | | 4) de Capart, Léon. |
| 46. | Aiseau | Dépositions : |
| | | 1) de Keraly, Auguste. |
| | | 2) de Bierlaine, Mélanie. |

- | | | |
|-----|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 47. | Bouffioulx | Déposition de Guyaux, Louis-Philippe |
| 48. | Châtelet | Déposition de Renard, Aline. |
| 49. | Farciennes | Dépositions :
1) de Magniet, Emilie.
2) de Pirmez, Firmin. |
| 50. | Roselies | Dépositions :
1) de Naman, Théophile.
2) de Kaisin, Florent. |
| 51. | Fontaine-l'Evêque | Déposition de Monier, Gustave. |
| 52. | Marchienne-au-Pont et
Monceau-sur-Sambre | Dépositions :
1) de Lemaire, Julien.
2) de Cambier, Angèle-Marie.
3) de Dugauquier, Auguste.
4) de Ledoux, Alexandre.
5) de Denayer, Marie.
6) de Demerre, François.
Procès-verbal de gendarmerie.
Déposition de Latour, Maria. |
| 53. | Ville-Pommerœul | Dépositions assermentées :
1) de Brouette, Augustine
2) de Descamps, Jules. |
| 54. | Pommerœul | Dépositions assermentées :
1) de Tiigalez, Joseph, curé.
2) de Couttelier, Florent. |
| 55. | Lebbeke | Dépositions assermentées :
1) de Dewit, Lucien.
2) de Bosman, Désiré.
3) de Van Den Heule, Edmond.
4) de Borms-Blanckaert, Joseph.
5) de Borms-Joseph.
6) de Nijs, Marie.
7) de Vereecken, Camille.
8) de Borms, Camiel.
9) de Van der Jeugt, Emerentia.
10) de Van Cauter, Léonie.
11) de Vander Straeten, Pierre.
12) de Vanden Broeck, Louis.
13) de Eeckhoudt, Camiel.
14) de De Wit, Alphons. |
| 56. | Saint-Gilles-lez-Termonde | Dépositions assermentées :
1) de Ringoot, Clémentine.
2) de DeBrandt, Léon.
3) de Coors, Marie.
4) de Coors, Charlotte.
5) de Marie et Charlotte Coors et de Emile.
Van den Broeck.
6) de Heirbaut, Joseph. |
| 57. | Termonde | Dépositions assermentées :
1) de Deridder, Gustave.
2) de Schellekens, Daniel. |

- 3) de Debergh, Félix.
 4) de Nachtergaele, Eudonie.
 5) de De Lentdecker, Louis.
 6) de Vermeersch, Oscar, échevin.
 7) de Schellekens, César.
 8) de Van der Vennet, Jules.
 9) de Van der Jeught, Charles.
 10) de Ramlot, Clément.
58. Alost
 Dépôts :
 1) de M. Van Muylen.
 2) du docteur Van Hooren, Ant.
 3) de Herreman, Ernest.
 4) de Wauters, Alfred.
 5) de De Mey, Julie.
 6) de Van Nieuwenhove, Jean-Baptiste.
 7) de De Bruyn, Petrus.
 Rapport de l'inspecteur de police et des
 travaux publics : Buys.
 Déposition assermentée de Cardon, Pierre.
 Déclaration de Pierre-Joseph Van Nuffel.
 Dépôts assermentés :
 1) de Cleemput, Romain.
 2) de Van de Velde, Arsène.
 3) de Huylebroeck, François.
59. Melle
 Déposition assermentée de Florence Wau-
 ters.
60. Handzaeme
 Dépôts assermentés :
 1) de Sylvie Delaeter.
 2) de Alphonse Reynaert.
 3) de Eugénie Kerkhove.
 4) de Van Peteghem.
61. Cachtem
 Déposition assermentée de Jules Hoor-
 naert.
62. Roulers
 Dépôts assermentés :
 1) de Van Eeckhoutte, Daniel.
 2) de Keukelaere, Alphonse.
 3) de Deckmijn, Alphonse.
 4) de Mahieu, Jean.
63. Rumbeke
 1) Déclaration de J. Blomme, commis-
 saire de police de Rumbeke.
 2) Dépôts assermentés.
 a) de Verschaeve, Constant.
 b) de Termote, Emile.
 c) de Vergote, Jules.
64. Ledeghem
 Dépôts assermentés :
 1) de Raes, Maria.
 2) de Vandermersch, Jules.
 3) de Cokelaere, Pauline.
65. Hooglede
 Déposition assermentée de Dhulst, Remi.

66. Staden Dépositions assermentées :
1) de Fosté, Louis.
2) de Van den Broucke, Marie.
67. Keyem Dépositions :
1) de Huyghe, Auguste.
2) de De Roo, Ernest.
3) de Bailleul, Marcel.
68. Woumen Dépositions :
1) de Soenen, Henri.
2) de Wallyn, Henri.
3) de Vermoortele, Camille.
69. Beerst Dépositions assermentées :
1) de Vanexem, Céline.
2) de Goudmaecker, Edmond.
3) de Desecq, Auguste.
70. Vladsloo Dépositions assermentées :
1) de Pollentier, Elodie.
2) de Rommelaere, Jules.
3) de Vanden Perre, Henri.
4) de Dewaele, Louise.
71. Zarren Déposition assermentée de Vanpeteghem
Arthur.
72. Wercken Réquisitoire de Monsieur le Procureur du
Roi de Furnes.
Dépositions assermentées :
1) de Demeulenaere, Valentine.
2) de Baert, Omer.
3) de Demeulenaere, Maurice.
4) de Demeulenaere, Robert.
5) de Seys, Jules.
6) de Van Thournout, Léonard.
7) de Vanderschueren, Willem.
73. Eessen Dépositions assermentées :
1) de Van den Berghe, René.
2) de Lalleman, Herminie.
3) de D'Hulster, Henri.
4) de Serpieters, Achille.
5) de Deparcq, Joseph.
6) de Parmentier, Hector.
7) de Beirlandt, Cyrille.
8) de Van den Bussche, Hortense.
9) de Deroo, Jules.
10) de De Ceuninck, Camille.
11) de Van Coillie, Julia.
12) de Morreel, Eugénie.
-

RELEVÉ ALPHABÉTIQUE PAR PROVINCE

**des Localités citées dans le Rapport, avec indication
des principaux attentats qui y ont été commis.**

RELEVÉ ALPHABÉTIQUE

PAR PROVINCE

des Localités citées dans le Rapport, avec indication
des principaux attentats qui y ont été commis.

NOTE. — Les chiffres mentionnés dans la 3^e colonne de ce relevé ne se rapportent pas toujours exclusivement au nombre d'habitants de la localité citée qui ont été tués sur le territoire de celle-ci ; ils comprennent parfois aussi les habitants d'autres communes tués sur le territoire de la localité citée, ainsi que les habitants de cette même localité tués sur le territoire d'autres communes. Les indications données à la suite des chiffres de la 3^e colonne permettent toutefois, dans la plupart des cas, de faire la répartition des victimes, d'après leur lieu d'origine et l'endroit où elles ont trouvé la mort.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
-----------	----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------	--------------

I. — PROVINCE DE BRABANT

Aerschot	7.861	156 (dont 119 d'Aerschot, 8 de Rillaer, 1 de Lou- vain, 3 de Langdorp, 4 de Sichein, 2 de Mes- selbroeck, 1 de Cagge- vinne - Assent, 1 de Cappellen, 17 non identifiées.)	366	Incendie. Pillage. Fusillade. Parmi les victimes figurent plusieurs femmes. Plusieurs viols.
Anderlecht (canton)				Vols. Violences.
Assche	8.855	1	plusieurs maisons	Vols. Violences. 1 blessé.
Attenrode Wever	900	10 (dont 1 femme)	19	Violences. Incendie. Pillage. Fusillade.
Autre-Eglise Baal	917 1.776	3 1	nombreux immeubles	Pillage. Fusillade. Civils emmenés en Allema- gne.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Bautersem	1.147	3 (dont 1 soldat belge achevé)	14	Incendie. Vol. Fusillade.
Beauvechain	1.955	2		Pillage. Vols.
Becquevort	2.154			Vols. Pillage. Violences.
Beggynendyk	1.738	1	2	Pillage. Civils envoyés en Allemagne.
Berthem	2.546		14	Vols. Violences.
Best				Pillage.
Betecom	2.654		35 (dont l'église)	Violences (bourgmestre). Brutalités. Civils envoyés en Allemagne.
Beyghem	696		2	Violences.
Bierbeek	3.671	2	3	Mauvais traitements.
Binckom	1.110			Incendie.
Blanden	702			1 garçon blessé.
Boortmeerbeek	2.085	3 (dont 1 femme)	109	Civils arrêtés et maltraités.
Brusseghem	2.471	2 (1 de Jette-St-Pierre tué en 1918)	Eglise Ecole Maison commun.	Mauvais traitements. Vols. Pillage.
Bruxelles (cantons)				Vols. Bris de scellés. Dilapi- dation (séquestre). Violences. Déportations ar- bitraires de magistrats, etc.
Budingem	1.755	3	58	1 soldat blessé achevé. 1 femme brûlée vive. Incen- die. Violences.
Bueken	413	9 (dont le curé et son assistant, 2 à Campen- hout, 4 à Velthem- Beysssem)	nombreuses maisons	La cure, l'école, l'église in- cendiées. 1 petite fille de 2 1/2 ans blessée.
Bunsbeek	1.398	5 (dont 1 d'Oplinter et 1 inconnu)	14	Pillage systématique. Incendie. Violences. Fusil- lade.
Caggevinne- Assent	2.574	2	2	Pillage. Incendie. Fusillade. Emprisonnement arbitraire.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Campenhout	3.322	21	nombreuses maisons	Vols. Pillages. Traitement barbare. Civils envoyés en Allemagne.
Cappellen	841	2 (de Glabbeek, dont 1 femme)	7	Violences à l'égard du curé. Bombardement. Incendie. Fusillade.
Cappelle-au-Bois	2.186		247 (dont l'église)	Pillages. Violences. Incen- dies.
Céroux - Mousty	1.623	2 (tués à Limelette)	27	Pillage. Incendies. Civils emmenés. Violences.
Chaumont- Gistoux	1.394	1		Mauvais traitements (1 femme).
Corbeek-Loo	1.617	16 (+ 4 à Louvain, plu- sieurs femmes et enfants)	132	Violences. Viol (jeune fille 15 ans). Incendie.
Cortenaeken	1.647			Vols. Pillage. Violences.
Cortenbergh	2.068	1	± 15	Pillage. Incendie.
Cortryck Dutzel	1.438	5 (tués à Linden)	3	Violences. Civils emmenés. Pillage. Incendie.
Cumptich	1.715			Bombardement de l'église.
Deurne	547		11	Pillage. Incendie.
Diest	8.230	2	nombreux immeubles	Vols. Pillage. Violences. Bombardement de la ville.
Dorinael	541	3	1	Incendie. Pillage. Violences.
Drieslinter	1.231			Violences. Incendie. Fusil- lade.
Duisburg	1.372		1	Pillage. Violences.
Elewytt	1.585	5 (dont 1 à la suite de mauvais traitements)	122 (dont la cure)	Violences. Menaces. Vols. Tabernacle fracturé. Incen- die. Civils emmenés en cap- tivité. 1 civil grièvement blessé.
Epeghem	1.606	5 (1 femme)	nombreux immuebles	Pillage. Incendie. Fusillade.
Erps-Querbs	2.658	3 (1 tué à Campenhout, 1 à Steenockerzeel)	1	Civils emmenés en captivité. Pillage. Civils emmenés.
Esemael	471			Vols. Violences.
Everberg- Meerbeek	1.703			Vols. Pillages.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Geet Betz	2.343	2	10 (y compris la gare)	Incendie. Pillage. Fusillade.
Gelrode	996	12 (dont le curé, tué à Aerschot, 2 tués à Werchter 2 à Rotselaer)	23	Civils emmenés en Allemagne. Incendie. Pillage. Violences.
Genappe (canton)		1 (tué à Loupaigne)		Vols. Pillages.
Gossoncourt	1.118			Violences. Vols.
Graesen	430		3	Vols.
Grimberghen	4.820	2 (le curé, 1 carbonisé)	34 (dont l'église) nombreux immeubles	Violences et sévices nombreux. Incendie. Fusillade.
Haecht	2.671	4		Plusieurs blessés. Civils déportés en Allemagne. Pillage. Destruction du clocher.
Haekendover	1.121		29	Pillage. Civils emmenés. Violences.
Hal (Canton)		1 (à Loth, originaire de Hal)		1 grièvement blessé. Vols. Pillages. Violences.
Halle-Boyenhoven	1.853		4	Vols.
Hauwaert	1.237			Civils arrêtés et conduits en Allemagne. Pillage.
Heelenbosch	317	6 (dont 1 femme)	5 (dont le presbytère et maison commun.)	Violences. Incendie. Pillage. Fusillade.
Héver	1.897	5 (dont 4 tués à Campenhout)	36 (dont l'église et l'école de Schiplaeken)	Pillage. Violences. Viol (fille de 15 ans).
Héverlé	7.798	15 (dont plusieurs dans les villages environnants et à Louvain)	53	(Voir Louvain).
Hoeleden	1.313	1		

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Hofstade	1.512	10 (1 brûlé vif, 1 femme, 1 habitant d'Elewijt)	nombreuses maisons	Incendie. Pillage. Civils mis devant les troupes.
Holsbeek	1.538	2 (1 femme)	31	
Hougaerde	4.332	4 (dont 1 femme, 1 de Zétrud-Lumay)	47 (dont la gare)	Civils mis devant les trou- pes. Pillage. Incendie. Violences.
Houthem (dép. de Vilvorde).		4 (d'Eppeghem)	plusieurs immeubles	Pillage. Incendie.
Humbeek	2.020	2	nombreuses maisons et l'église	Incendies. Viols. Plusieurs blessés.
Huppaye	1.075	1		Vols. Pillages. Plusieurs blessés.
Ixelles (canton)		1 (à Hoeylaert)		Vols. Déprédations.
Jandrain	1.176			Violences. Arrestation arbi- traire.
Jodoigne	4.198			Pillage. Vols. Curé exposé aux balles belges.
Keerbergen	2.831		4	Violences à l'égard des ci- vils.
Kersbeek- Miscom	1.313			Violences. Arrestation arbi- traire.
Laeken (canton)				Vols. Pillage.
Langdorp	2.933	1 (en outre 2 tués à Aerschot)	2	Pillage. Incendie.
Léau	2.211		14	
L'Ecluse	472			Vols. Violences.
Leefdael	2.092		1	1 blessé.
Lennick-St- Quentin (cant.)		1 à Lennick 1 à Schepdael 2 à Goyck 1 à Gammerages		Violences. Pillage.
Liedekerke	4.973	2 (2 enfants, 13 et 15 ans en 1918)		Vols. Violences.
Limelette	903	2 (de Ceroux-Mousty)		

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Linden	1.244	19 (dont plusieurs de Cortryck-Dutzel, 4 soldats belges achevés)	96	Pillage. Incendie.
Linsmeau	526	18	7	Incendie. Pillage. Vols. Fu- sillade.
Londerzeel	5.773			Vols. Pillages. Incendies. Violences. Civils emmenés en Allemagne.
Loonbeek	483	1		Pillage.
Louvain (avec Kessel-Loo, Corbeek-Loo Hérent-Héverlé)	42.123	± 248 (109 Louvain 82 Kessel-Loo 20 Corbeek-Loo 30 Hérent, 7 Héverlé)	± 2130 1081 (L.) 450 (K.-L.) 600 (3 autres communes)	Théâtre, Bibliothèque. Palais de Justice, etc. Incendies, Pillage, etc.
Lovenjoul	908	1	nombreuses maisons	Pillage. Violences.
Lubbeek	3.361	18	45	Incendie. Violences. Fusillade.
Melin	1.307	3 (dont le bourgmestre)	4	Pillage. Incendie. 1 blessé. Fusillade.
Melsbroek	1.689	3 (1 fusillé à Steenocker- zeel, 1 de Woluwe-St- Lambert)	1	Violences. Incendie.
Merchtem	5.894	1	Plusieurs maisons	Violences. Nombreux vols.
Messelbrouck	886	2 (tués à Aerschot)		Violences (curé).
Meuseghem				Vols. Pillage. Incendies. Violences. Civils envoyés en Allemagne.
Meysse	2.076	3 (1 enfant de 2 ans, 1 soldat belge, 1 femme décédée en 1916 des suites des violences subies)	nombreuses maisons	Viol. Incendies. Fusillade. Violences (soldat belge bles- sé). Brutalités
Molenbeek	1.172		14	Pillage. Violences. Vols. Vols.
Molenbeek - St- Jean (cant.)				
Molenstede	1.064	11	30	Incendie. Fusillade. 1 victime carbonisée.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Muysen	3.316	7 (en outre 2 hommes devenus fous et décé- dés des suites des mauvais traitements subis, 1 fillette de 6 1/2 ans)		Violences. Fusillade.
Neder over Heembeek	3.867	1		
Neerheylissem	1.924			Violences. Vols.
Neerlinter	1.223	soldats blessés achevés	60	Pillage. Violences (curé). Incendie.
Neeryssche	1.224			Pillage (gendarmerie).
Nieuwenrode	1.228	2 (1 femme)	plusieurs maisons et et l'église	Viol. Civils emmenés en captivité. Violences. Incen- dies.
Nieuwrode	1.806			Pillage.
Nivelles (cant.)		1 (à Thisnes)		Vols. Pillages. Violences.
Oirbeek	342			Violences. Vols.
Opheylissem	802			Violences.
Oplinter	1.308	2 (dont 1 officier belge achevé)	23	Violences. Pillage. Incendie. Fusillade.
Opvelp	959			Violences.
Opwyck	6.052	1 (à Droeshout)	plusieurs maisons	Violences. Arrestations arbi- traires. Incendies.
Orsmael Gussen- hoven	807	12 (dont 8 soldats belges prisonniers)	20	Violences. Incendie. Pillage. Fusillade.
Ottignies	2.764	3	68	Vols. Pillages. Incendies.
Pellenberg	936	1	20	Destruction du clocher. Pillage. Arrestation de ci- vils.
Perck		6		Violences. Fusillade.
Perwez (canton)	1.339	2 (1 tué à Thorembais- St-Lambert 1 à Bouf- fioulx [Charleroi])		Vols. Pillages. 1 blessé.
Ramillies	742		22	Pillage. Vols. Incendies. Violences.
Rhode-St-Pierre	1.062	2	1	Civils arrêtés arbitraire- ment. Pillage. Vols. Violences.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Rillaer	3.033	9 (dont 8 à Aerschot 1 carbonisé)	32	Viol. Incendie. Pillage. Civils emmenés et maltraités.
Roosbeek	847	1	21	Pillage. Incendie. Fusillade. Violences.
Rotselaer	2.751	19	67	Civils envoyés en Allemagne. Plusieurs blessés. Violences.
St-Gilles (cant.)				Violences. 1 enfant blessé. 1 blessé grièvement. Vols. Vols. 2 blessés (en 1918).
St-Josse-ten- Nooide (c.)		1 (1 femme tuée en 1918)		
Schaffen	2.094	23	175	Incendie. Fusillade. 1 brûlé vif. 2 hommes enter- rés vivants. Violences.
Sempst	3.296	15 (2 brûlés vifs, 6 fusil- lés à Eppegheem)	41 (dont l'église)	Pillage. Incendie. Fusillade. Violences. Civils emmenés en captivité.
Sichem	3.914	3 (dont 1 à la suite des blessures reçues)	2	2 vols. Mauvais traite- ments. Vols. Pillages. Fusillade. Vols. Plusieurs blessés. 1 blessé. Pillage. Violences.
Ternath	3.127			
Tervueren	4.431	3 (1 de Héverlé 1 de Louvain)		
Testelt	1.580	6		Parmi les victimes il y eut 3 enfants : (9, 14 et 3 ans). Vols. Pillage.
Thielt-Notre- Dame	2.595	1 (tué à Louvain)		2 blessés (à Louvain). Vols. Pillage.
Thildonck	1.739	12 (1 à Louvain, 4 filles de 19-18-7-2 ans)	30	Civils emmenés en Allema- gne.
Tirlemont	18.662	4 (dont 1 de Halkendo- ver et 1 soldat belge pris)	65	Pillage. Violences. De nombreux blessés. Civils exposés au feu des Belges. Fusillade.
Tremeloo	2.517	3	217 (dont l'école et la gendar- merie)	Civils envoyés en Allema- gne. Pillage. Civils blessés.
Uccle (c.)		2 (1 en 1914, 1 en 1918)		1 blessé (grièvement). Vio- lences.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Velthem- Beyssem	1.611	18 (1 femme brûlée vive, 4 habit. de Bueken)	50	Civils emmenés et maltraités.
Vertryck	722	1	2	1 blessé. Incendie. Violences.
Vissenaecken	1.090		2	Bombardement. Violences.
Waenrode	1.235		3	Violences. Vols. Pillage.
Wavre (canton)			(1 à Bierges 2 à Court- St-Etienne.)	Pillage. Incendie. Vols.
Wavre (ville)	8.556		54	Séances. Incendies. Pillages. Civils emmenés.
Webbecom	608			Pillage. Vols. Violences.
Weerde	950	1	plusieurs maisons et l'église	Civils emmenés en captivité. Violences. Civils mis devant les troupes. Pillage. Incen- die, église. Coffre-fort de l'église fracturé et dévalisé.
Weert-St- Georges	915		plusieurs maisons	
Wemmel	1.889		plusieurs maisons	Pillage. Viols. Incendie.
Werchter	2.675	20 (dont 4 de Wespelaer)	270 (dont l'église)	Incendie. Civils envoyés en Allemagne.
Wesemael	1.968	2 (1 femme)	48 (dont l'école)	Civils déportés en Allema- gne (1914). Plusieurs morts en Alle- magne.
Wespelaer	1.447	18 (dont 6 soldats belges blessés, brûlés vifs)	48	Nombreux blessés. Pillage. Incendie. Parmi les victimes plusieurs femmes.
Willebringen	760			Violences.
Wilsele	3.672	7 (1 à Linden 2 femmes)	41 (école et maison commun.)	Pillage. Civils envoyés en Allema- gne.
Winghe-St- Georges	1.636	3 (1 d'Attenrode, 15 ans 2 de Meensel 2 femmes)	1	
Winxele-Delle	1.616	7 (1 enfant de 3 ans tué et brûlé)	55	Violences. Civils envoyés en Allema- gne. Pillage.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMUEBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Wolverthem	4.107	3	plusieurs maisons	Pillage. Vols. Incendies. Civils emmenés en captivité.
Wommersom	1.039			Vols. Violences.
Zétrud-Lumay	1.650			Vols. Violences.

II. — PROVINCE D'ANVERS

Anvers (Arron- dissement)				Pillages. Vols.
Anvers (ville)	301.730	4 (deux en 1918)		Pillages.
Beersel	2.314	1		
Berlaer	5.433	3	13 8 complé- tement	Bombardement village non fortifié. Pillages. Violences.
Blaesveld	1.880	3 (2 de Leest)		1 (de Leest) blessé.
Boisschot	3.182	4		
Bonheyden	2.680		24	Pillage général.
Duffel	8.766	2 (1 inconnu)	416	Pillage. Bombardement. Vols.
Gheel.	15.458	2 (1 mort à l'hôpital)		
Heffen	1.224	1 (de Heyndonck)		
Hersselt	4.774	23 (dont 4 femmes)	5	Incendie. Fusillade. Pillage. Violences.
Heyst-op-den- Berg	7.414		30 (à moitié ou entière- ment détruits)	Bombardement ville ouverte. Civils emmenés en captivité en Allemagne.
Kessel	2.898	1 (en 1918)	156 (+ l'église)	Bombardement. Pillage.
Koningshoyckt	2.887		31	Bombardement violent. Pillage.
Leest	1.640	2 (de Hombeeck)	1	Incendie. Mauvais traitements. Civils mis devant les troupes.
Lierre	25.869	19 (dont 6 soldats belges soignés à l'hôpital)	695	Bombardement ville ouverte Pillage. 762 maisons endom- magées.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Malines	59.142	2	1033	Bombardement ville ouverte. Pillage.
Mariakerke	1.635	4 (dont 1 soldat)		
Meerhout	5.262	2		
Meerle	1.708			Violences à l'égard du bourgmestre. Menaces.
Puers (canton)		3 (de St-Amand)		
Ramsel	2.014	4 (dont 1 femme)	4	1 blessé.
Rethy	3.486	1 (jeune fille 14 1/2 ans)	8	Violences. Incendie. Civils servant de bouclier aux sol- dats.
Rijmenam	2.688	2		Pillage. Vols.
Tisselt	2.168	1		Civils arrêtés arbitrairement et gardés prisonniers
Veerle	2.003	3	12	Bombardement. Pillage.
Waelhem	1.454			Bombardement illicite.
Wavre-Notre-	3.517	3 (1 femme)	10	Pillage. Incendie.
Dame				Bombardement. Pillage.
Wavre-Sainte-	6.529		Eglise et cure incen- diées nombreuses maisons	Incendie.
Catherine				
Westerloo	3.962	2 (1 de Hersselt)		

III. — PROVINCE DE HAINAUT

Acoz	1.411	2 (fusillés à Somzée)	42 (dont la maison commun.)	Pillage. Incendie. Fusillade. Violences.
Aiseau	3.429	9 (dont 1 enfant, en ou- tre des soldats français blessés achevés)	116	Pillage. Fusillade. Incendie. Violences. Plusieurs blessés.
Anderlues	10.321	3 (1 brûlé vif)	72	Pillage. 1 femme maltraitée. Soldats blessés (français) achevés. Incendie.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Antoing (cant.) Ath (canton)			1 (à Ath en 1918)	Vols. Pillage. Violences. Vols. Pillage.
Baisieux	939	18 (en 1918, par suite d'un bombardement)		Bombardement illicite.
Barbençon	712	2 (habitants de Thy-le-Château)		Pillage.
Baudour	4.458	3		Pillage. Arrestations arbi- traires et violences. Fusil- lade.
Beaumont Blaugies	1.746 1.308		4	Pillage général. Pillage général. Incendie. Violences. Arrestations arbi- traires.
Bouffionlx	4.440	10 (plusieurs brûlés vifs, 1 femme)	32	Pillage. Incendie. De nombreux blessés.
Boussu Boussu-lez- Walcourt	11.573 880	6	54	Pillage. Pillage. Incendie.
Carnières	8.425	2	13	Incendie. Pillage. Fusillade. Civils envoyés en captivité. Vols. Pillage.
Celles (canton)		1 (1 femme tuée en 1918 à Hérinnes)		
Charleroi	28.177	32 (dont quelques-uns des des villages voisins)	156	Fusillade. Incendie. Pillage. Civils mis devant les trou- pes.
Châtelet	13.238	6 (dont 2 enfants)	42	Pillage. Incendie. Civils mis devant les troupes. Fusil- lade. Plusieurs blessés. Sol- dats blessés maltraités.
Châtelineau Chièvres (cant.)	15.545	4 1 (à Irchonvelz)	nombreux immeubles détruits par bom- bardement	Pillage. Fusillade. Vols. Pillage. Bombardement de villages non fortifiés en 1918. Viol.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Chimay (canton)		3 crimes (Chimay, Beauwelz, Macquenoise pendant l'occupation)		Pillage. Violences.
Couillet	11.176	18	406	Pillage. Incendie. Civils mis devant les troupes emmenés en captivité.
Croix-lez- Rouvroy	266		3	Pillage.
Dampremy	12.595	5 (en outre plusieurs habitants tués à Char- leroi).		Civils mis devant les trou- pes. Pillage. Fusillade. 200 maisons endommagées par explosion en 1918.
Dour	12.670	2 (1 soldat anglais prisonnier)		Pillage.
Elouges	4.483	7 (2 de Baisieux)		Pillage. Fusillade. Cruautés.
Enghien (cant.) Farcennes	8.932	20 (1 femme)	146	Vols. Pillages. Pillage. Incendie. Fusillade. Civils mis devant les troupes.
Flénu	5.483	9 (en outre 3 habitants de Jemappes et 1 sol- dat anglais blessé achevé.)	12	Violences. Civils mis devant les troupes et envoyés en Allemagne. Pillage. Incendie. Fusillade. Cruautés.
Flobecq (canton)			1 (à Elle- zelles)	Vols. Pillage. Violences.
Fontaine- l'Evêque	6.919	1 (soldat français blessé)	1	Incendie. Violences.
Fontaine- Valmont	905		2	Pillage.
Frameries	12.979	8 (en outre des soldats anglais blessés achevés)	30	Pillage général. Fusillade. Incendie. Violences.
Frasnes (cant.) Gerpinnes	2.130	4 (1 seul identifié)	7	Vols. Pillage. Violences. Pillage. Incendie. Fusillade.
Ghlin	6.018	1	1	Violences. Pillage. Incendie.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Gilly	24.211	6 (2 femmes, 1 enfant de 2 mois)	12	Pillage. Incendie. Fusillade. Civils mis devant les trou- pes. Plusieurs blessés.
Goegnies- Chaussée	402		1	Civils mis devant les trou- pes. Pillages. Incendie.
Gosselies (cant.)				Pillage. Vols.
Gougnies	681	11 (dont 8 soldats français blessés)	19	Pillage. Incendie (ambu- lance). Civils envoyés en Allemagne.
Goutroux	1.321	1	1	Incendie.
Gozée	1.710	5	± 30 (dont la maison commun.)	Pillage. Incendie. Fusillade Violences. Civils mis devant les troupes.
Grand Rieu Havay	748 800	2	1	Pillage. Incendie. Destruction complète du vil- lage en guise d'expérience (en 1918) par bombe d'av.
Hornu	11.297		17	Pillage. Incendie. Fusillade. Civils mis devant les trou- pes.
Hyon	1.779	2 (1 femme)		Pillage. Cruautés. 1 civil blessé mortellement. Pillage.
Jamioulx	879		1	Violences. Arrestations ar- bitraires. Explosion (1918).
Jemappes	14.270	14 (dont 3 à Flénu)	de très nombreux immeubles	Pillage général. Fusillade. Plusieurs blessés (1 enfant). Viol. Incendies.
Joncret	386			Pillage.
Jumet	27.956	9 (1 femme)	144	271 maisons brûlées partiel- lement. 9 blessés. Fusilla- de. Civils mis devant les troupes.
Jurbise	1.142	7	3	Incendie. Fusillade.
La Bouverie	7.642	7 (5 asphyxiés)	68 (8 par bom- bardement)	Pillage. Incendie. Violences.
La Louvière (canton)		1 (de St-Vaast)	2 (à Saint- Vaast)	Vols. Pillages. Arrestation arbitraire de civils.
Lambusart	2.123	1		Pillage. Incendie.
Leernes	1.879	1	4	Soldat français blessé mal traité.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Lens (canton)			5 (à Tertre)	Pillage.
Lessines (cant.)				Vols. Pillage. Violences.
Leuze (canton)		2 (1 Beclers en 1918 1 à Montreuil-au-Bois en 1917)	2 (à Leuze)	Vols. Pillage.
Lobbes	3.335	5	53 (maison communale)	Pillage. Incendie. Fusillade. Violences.
Lodelinsart	10.005	8	91	Incendie. Pillage. Fusillade. Civils mis devant les trou- pes.
Loverval	638			Pillage.
Marchienne-au- Pont	21.635	9	nombreux immeubles	(Voir Monceau-sur-Sambre).
Marcinelle	17.939			Vols.
Merbes-le- Château	1.387	4	31	Pillage. Incendie. Fusillade. Violences.
Monceau-sur- Sambre	8.862	63 (plusieurs femmes et enfants)	248	Pillage. Incendie. Fusillade. Civils emmenés et placés devant les troupes. 1 enfant tué en 1918.
Mous	27.828		20	Pillage. Incendie. De nom- breux civils blessés.
Montbliard	430	1	1	Pillage. Dévastations.
Montignies-lez- Lens	900		3	Incendie.
Montigny-le- Tilleul	900	2 (1 soldat français ach.)	4	Pillage. Incendie.
Montigny-sur- Sambre	21.748	35 (plusieurs femmes et enfants)	103	230 maisons endommagées. Civils mis devant les trou- pes. Cruautés. Plusieurs blessés. Blessés français achevés.
Mont-Ste-Gene- viève	468	3	1	
Mont-sur- Marchienne	9.180			Pillage. Explosion en 1918.
Nimy	3.198	13 (1a plupart à Mons)	30	Violences. Pillage. Fusil- lade. Civils mis devant les troupes. Plusieurs blessés.
Obaix	1.291	7	100	Plusieurs blessés. Pillage. Violences. Fusillade.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Peissant	718	7 (en 1917)	2	Pillage. Incendie.
Péronne-lez-Binche	3.427	7 (dont le bourgmestre,	nombreux immeubles dont la mais. com., les écoles, etc..	Fusillade. Incendie. Civils mis devant les troupes.
Péruwelz (cant.) Piéton	1.878	4	9	Vols. Pillage. Violences. Pillage. Fusillade. Civils envoyés en Allema- gne. Incendie.
Pirouchamps	2.836	4 (2 femmes)	1	Pillage. Fusillade.
Pommerœul	1.610	15 (3 femmes)	23	Civils mis devant les trou- pes. Pillage. Fusillade. Vio- lences. 22 maisons endom- magées.
Pont-à-Celle	5.554	3 (dont 2 femmes, en outre d'autres non identifiés).	33	Pillage. Incendie. Fusillade. Civils mis devant les trou- pes.
Pont de Loup	2.121	2 (1 disparu)	19	Pillage. Civils mis devant les troupes. Violences.
Presles	759		3	Pillage.
Quaregnon	17.013	66	137	Incendie. Pillage. Fusillade. Atrocités.
Quévy-le-Grand	819		12	Incendie.
Quévy-le-Petit	958		1	Civils mis devant les troupes et forcés de travailler à des barricades. Pillage.
Rance	1.711	1	3	Pillage. Vols.
Rœulx	2.930			Pillage. Incendie.
Roselies	1.032	4 (dont le curé)	91	Fusillade. Civils emprison- nés arbitrairement Soldats français achevés.
Rumillies	1.480			Pillage. Civils mis devant les troupes et envoyés en captivité.
Saint-Denis	963			Civils mis devant les trou- pes.
Saint-Ghislain	4.372	2 (2 femmes)	1	1 blessé. Pillage. Violences.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
St-Symphorien	1.121			Pillage. 1 civil blessé. Prisonniers français morts de privation (en 1918).
Sart-la-Buissière	992	1 (soldat français blessé)		Civils mis devant les troupes et maltraités.
Sivry	2.604	8	81	Pillage. Fusillade. Incendie. Civils emmenés en captivité.
Soignies (cant.)		7 (à Vaast, village non fortifié, bombardé par avion)	2 (à Hen- nuyères)	Civils contraints à creuser des tranchées. Pillage.
Solre-St-Géry	986	1	4	Pillage. Incendie.
Solre-sur-Sambre	2.454	1		Pillage.
Spiennes	428			Pillage. Violences.
Strepy-Bracque- gnies	7.557	7 (6 en 1918 par explo- sion de munitions)		
Templeuve (canton)				Vols. Pillage. Violences.
Thieu	1.853	1	1	Pillage. Vols. Violences.
Thuin (canton)			à Merbaix- la-Tour, à Nalinnes	
			2 à Cour-sur- Heure	
Thulin	2.777	6 (dont 1 soldat anglais blessé)	14	Pillage. Fusillade. Incendie. Civils mis devant les troupes.
Tournai	36.982	4 (2 femmes)	12	Pillage. Incendie. Fusillade. Civils mis devant les troupes. Plusieurs blessés.
Ville- Pommerœul	892	14 (2 petites filles de 6 mois et de 4 ans)		Pillage. Fusillade. Violences.
Villers Poterie	642			Pillage.
Villers-Saint- Ghislain	533			Vols. Pillage.
Ville-sur-Haine	1.378		maison communale écoles	Assassinat de prisonniers anglais. Violences.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Wasmes	15.594	4 (dont 1 femme)	6	Pillage. Fusillade. Incendie.
Wasmuel	3.594	4 (en outre, 3 habitants tués à Quaregnon)	19	Pillage. Incendie. Fusillade.
Wihéries	3.194	3 (en outre des soldats anglais blessés achev.)		Pillage. Fusillade.

IV. — PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE

Adegem	4.340	1		Pillage. Vols. Violences. Menaces.
Aeltre	7.173			Pillage. Brutalités.
Alost	35.125	31 (dont plusieurs d'autres communes)	de très nombreux immeubles	Pillage. Bombardement. Incendie. Fusillade. De nombreux blessés. Vol important.
Assenede	5.679			
Audenarde	6.956	1 (en 1917)		
Baeleghem	3.437	2 (en 1918)		Pillage. Exactions.
Belcele	3.659			2 blessés (en 1918). Violences.
Bellem	1.884			Pillage.
Berlaere	4.903			Pillage général. Civils mis devant les trou- pes.
Bottelaere	1.310			Vols. Extorsions. Pillage.
Bouchaute	2.813			Vols.
Caprycke	3.678			Pillage. Vols. Escroquerie.
Cruybeke	4.404	1 (en 1917)		
Cruyshautem	6.021	2 (en 1918)		Pillage.
Denderwindeke	3.381	1 (en 1918)		
Desteldonck	1.198			Pillage.
Deynze	5.005	1		Vols. Pillage. Bétail enlevé (en 1918).
Dickelvenne	2.029			Pillage général systéma- tique.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Eecloo	13.536	1 (en 1918)		Pillage en 1914.
Ertvelde	3.422	1 (de Oost-Eecloo)		
Etichove	2.471	1 (en 1918, en outre une jeune fille de Pâtu- rages en 1918)		Brutalités. Violences.
Everghem	8.682	4 (en 1918)		Vols. Tentative de viol. Violences. Tour de l'église détruite.
Gand (cantons)				Vols importants à Gand.
Gavere	1.962			Pillage. Vols.
Gontrode	599			Pillage.
Grammene	604	1	1	
Grammont	12.619			Martyre de 14 enfants. Vio- lences. Arrestations arbi- traires. Amendes collecti- ves.
Gysenzele	635	2 1 en 1918)		Vols. Pillage.
Heurne	680	1 (de Huysse)		
Hoorebeke-Ste- Marie	1.753	1 (en 1918)		
Huysse	3.130	2 (1 à Heurne)		
Knesselaere	4.361			De nombreux vols.
Landeghem	1.791			Bombardement (1918).
Lebbeke	9.007	29 (1 de St-Gilles, 1 de Zelee, 1 enfant de 12 ans, 1 femme)	nombreux immeubles	Pillage. Civils mis devant les trou- pes. Incendie. Pillage. Violences. Fusillade.
Lede	6.427	1 (en 1918)		
Lemberge	536			Vol de bétail.
Leerne-St- Martin	594			Vols. Pillage.
Iokeren (cant.)		1 (à Exacerde)		
Loochristy	4.787			Vols. Pillage.
Lootenhulle	2.855	3		Violences. Fusillade.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Lovendeghem	4.280	1 (en 1918)		Vols. Extorsions.
Machelen	2.873			Pillage. Vol des fonds communaux.
Maldegem	6.272	1		Pillage. Vols. Violences.
Mariakerke	2.757			Pillage.
Meerendrée	2.178			Pillage (En 1918 : tout le bétail).
Melle	6.314	8 (1 femme)	46	De nombreux blessés. Incendie. Pillage. Fusillade. Civils mis devant les troupes.
Melsen	900			Vols.
Mendonck	370			Pillage (en 1918).
Meylegheem	435	1 (en 1917)		
Mont-St-Amand	16.260			Vols.
Moortzeele	752			Vols.
Mullem	595	1		
Munte	988			Vols.
Nazareth (cant.)				Pillage.
Nederboulaere	760			Martyre des enfants. (Voir Grammont).
Olsene	2.669			Pillage (en 1918).
Oostacker	5.241		nombreux immeubles en 1918	Nombreux vols. Violences.
Oost-Eecloo	2.136	1 (à Ertvelde)		Vols. Enlèvement du bétail. Brutalités.
Oosterzeele	3.344			Vols.
Overboulaere	2.898			Martyre des enfants (Voir Grammont).
Petegem				Pillage (en 1918).
Renaix (cant.)	1.972	1 (à Renaix en 1918)		
Ronsele	396			Pillage.
Saffelaere	3.694	1 (en 1915)		
Ste-Marguerite	884			Pillage. Expulsions.
St-Gilles (cant.)		2 (1 à St-Gilles 1 à St-Paul)		Violence. Prise d'otages.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Lovendeghem	4.286	1 (en 1918)		Vols. Extorsions.
Machelen	2.873			Pillage. Vol des fonds communaux.
Maldegem	6.272	1		Pillage. Vols. Violences.
Mariakerke	2.757			Pillage.
Meerendree	2.178			Pillage (En 1918 : tout le bétail).
Melle	6.314	8 (1 femme)	46	De nombreux blessés. Incendie. Pillage. Fusillade. Civils mis devant les troupes.
Melsen	900			Vols.
Mendonck	370			Pillage (en 1918).
Meylegheem	435	1 (en 1917)		
Mont-St-Amand	16.260			Vols.
Moortzeele	752			Vols.
Mullem	595	1		
Munte	988			Vols.
Nazareth (cant.)				Pillage.
Nederboulaere	760			Martyre des enfants. (Voir Grammont).
Olsene	2.669			Pillage (en 1918).
Oostacker	5.241		nombreux immeubles en 1918	Nombreux vols. Violences.
Oost-Eecloo	2.136	1 (à Ertvelde)		Vols. Enlèvement du bétail. Brutalités.
Oosterzeele	3.344			Vols.
Overboulaere	2.898			Martyre des enfants. (Voir Grammont).
Petegem				Pillage (en 1918).
Renaix (cant.)	1.972	1 (à Renaix en 1918)		
Ronsele	396			
Saffelaere	3.694	1 (en 1915)		Pillage.
Ste-Marguerite	884			Pillage. Expulsions.
St-Gilles (cant.)		2 (1 à St-Gilles 1 à St-Paul)		Violence. Prise d'otages.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
St-Gilles-lez-Termonde	6.704	16 (dont 6 à Lebbeke)	nombreux immeubles	Civils mis devant les trou- pes. Incendie. Pillage. Fu- sillade.
Saint-Nicolas	34.774	1 (en 1918)		
Santhergen	1.474	1 (en 1917)		
Sarlardinghe	1.425	1 (en 1915)		
Schelderode	1.147			Vols.
Scheldewindeke	2.695			Vols.
Schoorisse	2.533	2 (1 en 1917, 1 jeune fille en 1918)		
Segelsem	1.720	1		Violences.
Selzaete	7.363			Vols.
Semmersaake	1.433			Vols.
Sinay	5.233	1 (en 1917)		
Somerghem	5.820			Vols. Pillage.
Termonde	10.157	1	1.252	Pillage. Incendie. Plusieurs blessés.
Tronchiennes	5.529			Civils mis devant les trou- pes. Vols. 2 vols. Tour de l'église détruite.
Ursel	2.458			Vols. Pillages.
Vurste	1.123			Vols.
Vynekt	1.768			Pillage. Bétail enlevé.
Wachtebeke	5.581			Vols. Pillage systématique.
Wacischoot (canton)			11 (en 1918 à Oostwinkel)	De nombreux vols.
Wannegem-Lede	1.184	1		Pillage. Violences.
Watervliet	2.765			Prise d'otages.
Wetteren (cant.)				1 femme maltraitée à Wet- teren.
				Violences et emprisonne- ments arbitraires à Calcken.
Wynekel	2.429	1 (à Zele en 1917)		Vols. Pillages.
Zele (canton)				1 jeune fille maltraitée à Berlaere.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
St-Gilles-lez-Termonde	6.704	16 (dont 6 à Lebbeke)	nombreux immeubles	Civils mis devant les troupes. Incendie. Pillage. Fusillade.
Saint-Nicolas	34.774	1 (en 1918)		
Santbergen	1.474	1 (en 1917)		
Sarlardinghe	1.425	1 (en 1915)		
Schelderode	1.147			Vols.
Scheldewindeke	2.695			Vols.
Schoorisse	2.533	2 (1 en 1917, 1 jeune fille en 1918)		
Segelsem	1.720	1		Violences.
Selzacte	7.363			Vols.
Semmersacke	1.433			Vols.
Sinay	5.233	1 (en 1917)		
Somerghem	5.820			Vols. Pillage.
Termonde	10.157	1	1.252	Pillage. Incendie. Plusieurs blessés.
Tronchiennes	5.529			Civils mis devant les troupes. Vols. 2 vols. Tour de l'église détruite.
Ursel	2.458			Vols. Pillages.
Vurste	1.123			Vols.
Vynckt	1.768			Pillage. Bétail enlevé.
Wachtebeke	5.581			Vols. Pillage systématique.
Wacischoot (canton)			11 (en 1918 à Oostwinkel)	De nombreux vols.
Wannegem-Iede	1.184	1		Pillage. Violences.
Watervliet	2.765			Prise d'otages.
Wetteren (cant.)				1 femme maltraitée à Wetteren.
				Violences et emprisonnements arbitraires à Calcken.
Wynckel	2.429			Vols. Pillages.
Zelee (canton)		1 (à Zelee en 1917)		1 jeune fille maltraitée à Berlaere.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
-----------	----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------	--------------

V. — PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE

Aarseele	3.329	1 (en 1918)		
Ardoye	6.802	2 (1 de Pitthem)		1 blessé (grièvement).
Avelghem (canton)		3 (2 à Avelghem 1 à Moen)		Vols. Réquisitions illégales.
Beernem	4.902			Vol.
Beerst	1.220	14 (2 de Vladsloo, 5 femmes, 5 enfants)	tout le village	Pillage. Fusillade. Incendie.
Beveren	2.848	7 (dont 5 de Roulers)		Civils mis devant les trou- pes. Violences.
Blankenberghe	6.053			Viol d'une enfant de 13 1/2 ans.
Bovekerke	1.304			Arrestation arbitraire me- naces de mort (curé).
Bruges	53.285			Vols nombreux et impor- tants. Viol. Violences. Me- naces de mort.
Cachtem	1.706	6 (1 enfant de 14 ans 1 vieillard carbonisé)	8	Fusillade. Violences. Incendie. Pillage.
Coolscamp	2.294	1 (mort à la suite de violences subies)		Violences. Prise d'otages.
Cortemarck	4.982	6 (2 femmes, 1 en 1915)	25	Incendie. Fusillade. Arres- tation arbitraire.
Courtrai	35.689	1 (jeune fille de 14 ans)	3 (bateaux)	Vols. Réquisitions exorbi- tantes.
Damme	1.215			Vols. Pillage. Menaces. Bétail enlevé.
Dadizeele	2.149		2	Mauvais traitements (curé).
Deerlijk	5.840	2 (1 en 1917)	plusieurs fermes	
Desselghem	3.039	1 (en 1918)		Emprisonnement arbitraire.
Dixmude	3.884	2		Pillage général.
Dottignies	5.203	2 (en 1918)		Violences.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
-----------	----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------	--------------

V. — PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE

Aarseele	3.329	1 (en 1918)		
Ardoye	6.802	2 (1 de Pitthem)		1 blessé (grièvement).
Avelghem (canton)		3 (2 à Avelghem 1 à Moen)		Vols. Réquisitions illégales.
Beernem	4.902			Vol.
Beerst	1.220	14 (2 de Vladsloo, 5 femmes, 5 enfants)	tout le village	Pillage. Fusillade. Incendie.
Beveren	2.848	7 (dont 5 de Roulers)		Civils mis devant les trou- pes. Violences.
Blankenberghe	6.053			Viol d'une enfant de 13 1/2 ans.
Bovekerke	1.304			Arrestation arbitraire me- naces de mort (curé).
Bruges	53.285			Vols nombreux et impor- tants. Viol. Violences. Me- naces de mort.
Cachtem	1.706	6 (1 enfant de 14 ans 1 vieillard carbonisé)	8	Fusillade. Violences. Incendie. Pillage.
Coolscamp	2.294	1 (mort à la suite de violences subies)		Violences. Prise d'otages.
Cortemarck	4.982	6 (2 femmes, 1 en 1915)	25	Incendie. Fusillade. Arres- tation arbitraire.
Courtrai	35.689	1 (jeune fille de 14 ans)	3 (bateaux)	Vols. Réquisitions exorbi- tantes.
Damme	1.215			Vols. Pillage. Menaces. Bétail enlevé.
Dadizeele	2.149			Mauvais traitements (curé).
Deerlijk	5.840	2 (1 en 1917)	plusieurs fermes	
Desselghem	3.039	1 (en 1918)		Emprisonnement arbitraire.
Dixmude	3.884	2		Pillage général.
Dottignies	5.203	2 (en 1918)		Violences.

NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
2.239	± 47 (dont une vingtaine de femmes)		Fusillade. Pillage. Incendie. Violences. De nombreux blessés. Civils enfermés et envoyés à Thourout où beaucoup succombèrent.
3.131		4	Incendie.
3.322	12 (dont 7 à Staden)		Violences. Civils mis devant les troupes. Incendie. Pillage. Fusillade. 1 femme blessée.
5.049	4 (1 en Allemagne, en 1916, 1 fraudeur, en 1918, 1 en 1915)		Arrestations arbitraires. 2 tentatives de viol. Violences.
3.250	15 (quelques-uns à Zarren)		Civils mis devant les troupes. 2 viols. Femmes blessées. Pillage. Vol.
8.347			Civils mis devant les troupes. Violences. Plusieurs blessés.
4.803	4 (au cours de l'occup.)		Brutalités.
5.896	1 (en 1918)		Pillage. 1 blessé.
4.854			Violences. Equipages de bateaux de pêche envoyés en Allemagne.
4.696	2		Pillages. Violences. Civils mis devant les troupes.
5.463			Vol. Enlèvement de bétail. Pillage.
6.891		1	Pillage. Prise d'otages.
1.600	2		
14.158			Pillage. Civils mis devant les troupes.
1.302	5 (3 femmes, 2 habitants de Vladsloo)	nombreux immeubles	Pillage. Violences. Plusieurs blessés. Incendies.
2.955			Pillage. Destruction. Enlèvement bétail en 1918.
4.956	1		Curé molesté.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Ledeghem	3.568	18 (1 femme, 2 enfants)	34	Incendie. Pillage. Fusillade. Femmes blessées. Civils mis devant les troupes. Plusieurs blessées. Sévices.
Lendelede	3.636			
Luingne	2.201	5 (pendant l'occupation)		
Marcke	3.143		plusieurs immeubles	Pillage.
Menin	18.636			Pillage systématique.
Merckem	3.701	2		Civils mis devant les troupes. Violences. Brutalités. Pillage systématique.
Messines (cant.)		2 (1 femme à Wytschaete 1 à Warneton)		Pillage. Extorsions. Menaces.
Middelkerke	3.048			Pillage et démolition systématiques.
Moorseele	4.447	1	± 20	Pillage. Vols. Incendie. Emprisonnement arbitraire. Violences.
Mouscron	22.515	± 10 (la plupart fraudeurs)	1	Violences. Sévices.
Oedelem	5.210			Population mâle emmenée en 1918. 1 blessé. Pillage. Bétail enlevé.
Oost-Roosebeke	4.678			Vol important (1918).
Ostende	42.207	1		Sévices à l'égard du commissaire de police. Violences. Vols. Destruction. Bris de scellés.
Ouckene	1.568			Pillage. Incendie.
Ousselghem	114	1 (en 1918, enfant de 14 ans)	35	
Passchendaele (canton)		1 (à Moorslede)	plusieurs immeubles à West- Roosebeke	Vol. Pillage. Arrestation arbitraire.
Pitthem	4.923	1 (à Ardoye)	:	Viol (vieille femme de 60 ans). Pillage systématique.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Rolleghem- Capelle	1.248	3 (2 à Ledeghem, 1 enfant de 8 ans)	2	Incendie.
Roulers	25.020	± 31 (dont plusieurs femmes et enfants)	plus de 252	Pillage. Violences. Menaces. Incendie. Pillage. 2 soldats français achevés. Destruc- tions (en 1918).
Ruddervoorde	1.088	1 (en 1915)		Viol. Violences. Mauvais traitements. Pillage.
Rumbeke	6.443	4	54	Civils mis devant les trou- pes. Pillage. Prisonniers envoyés en Allemagne.
Saint-Genois	3.116	2 (en 1917 ; des fraudeurs)		Violences. Incendie. Pillage. Tentative de meur- tre (en 1917).
Staden	5.372	10 (dont 1 de Malines)	nombreux immeubles	Vols. Pillage. Violences. Incendie. Fusillade. Civils mis devant les troupes.
Steene	2.666	5 (vieillard de 80 ans, mort d'inanition, 4 à la suite de violences subies en 1918)		Plusieurs blessés.
Thielt	11.780	1 (jeune fille morte à la suite de violences subies)		
Thourout	10.981	68 (de Woumen et d'Ees- sen, morts par suite des traitements subis)		Civils mis devant les trou- pes. Menaces de mort. Ar- restation arbitraire. Bru- talités.
Vichte	1.393			Violences. Sévices.
Vladsloo	2.031	13 (dont plusieurs femmes)	nombreux immeubles	Pillage. Vols. Violences. Ci- vils mis devant les troupes.
Vyve-St-Eloi	1.615		2 (meules de lin)	Cruautés. Vols. Pillages.
Waereghem	9.162	1 (en 1916)		Pillage. 3 vols.
Wenduyne-sur- Mer	856			Pillage. Destruction. Vol.

LOCALITÉS	NOMBRE D'HABITANTS en 1914	NOMBRE DE VICTIMES tuées	IMMEUBLES DÉTRUITS	OBSERVATIONS
Wercken	1.666	8 (1 femme)	27	Pillage. Incendie. Massacre. Civils mis devant les trou- pes. Violences.
Wervicq (canton)				Pillage. Violences à l'égard des habitants.
Woumen	3.514	7	65	Civils maltraités et mis de- vant les troupes. Cruautés. Incendie. Pillage. Fusillade. Vols.
Wijngene	8.298			Vols. Extorsions. Coups et blessures. Enlèvement chevaux et bé- tail.
Ypres (cant.)		1 (femme à Poelcapelle)		Vol. Viol à Poelcapelle Pillage.
Zarren	3.323	10 (3 de Handzaeme, 3 de Eessen)	118	Pillage. Incendie. Fusillade. Massacre.

TABLE DES MATIÈRES

CARTE indiquant les localités des provinces de Brabant, d'Anvers, de Hainaut, de Flandre Orientale et de Flandre Occidentale, dans lesquelles les principaux attentats ont eu lieu.

	Pages.
CHAPITRE I. — PROVINCE DE BRABANT	7
I. Canton de Diest	7
II. Canton de Léau	12
III. Canton de Glabbeek	16
IV. Canton de Tirlemont	19
V. Canton d'Aerschot	31
VI. Canton de Haecht	54
VII. Canton de Louvain	62
VIII. Cantons de Bruxelles	120
IX. Canton d'Anderlecht	123
X. Canton d'Assche	124
XI. Canton de Hal	127
XII. Canton d'Ixelles	128
XIII. Canton de Laeken	129
XIV. Canton de Molenbeek St-Jean	129
XV. Canton de Saint-Gilles	129
XVI. Canton de Saint-Josse-ten-Noode	130
XVII. Canton d'Uccle	130
XVIII. Canton de Lennik-Saint-Quentin	131
XIX. Canton de Vilvorde	132
XX. Canton de Wolverthem	141
XXI. Canton de Nivelles	146
XXII. Canton de Genappe	147
XXIII. Canton de Perwez	147
XXIV. Canton de Jodoigne	148
XXV. Canton de Wavre	152
CHAPITRE II. — PROVINCE D'ANVERS	159
I. Cantons de l'arrondissement judiciaire d'Anvers	159
II. Canton de Malines	160
III. Canton de Heyst op den Berg	162
IV. Canton de Lierre	163
V. Canton de Puers	165

	Pages.
VI. Canton de Duffel	166
VII. Canton de Westerloo	168
VIII. Canton d'Arendonck	169
IX. Canton d'Hoogstraeten	170
X. Canton de Moll	171
CHAPITRE III. — PROVINCE DE HAINAUT	173
I. Canton de Boussu	173
II. Canton de Chièvres	178
III. Canton de Dour	178
IV. Canton d'Enghien	182
V. Canton de La Louvière	182
VI. Canton de Lens	182
VII. Canton de Mons	185
VIII. Canton de Pâturages	191
IX. Canton de Rœulx	195
X. Canton de Soignies	199
XI. Canton de Charleroi	199
XII. Canton de Châtelet	204
XIII. Canton de Fontaine-l'Evêque	212
XIV. Canton de Gosselies	213
XV. Canton de Binche	213
XVI. Canton de Beaumont	215
XVII. Canton de Chimay	218
XVIII. Canton de Jumet	219
XIX. Canton de Marchienne-au-Pont	219
XX. Canton de Merbes-le-Château	222
XXI. Canton de Seneffe	224
XXII. Canton de Thuin	225
XXIII. Canton de Tournai	231
XXIV. Canton d'Ath	233
XXV. Canton de Celles	233
XXVI. Canton de Flobecq	233
XXVII. Cantons de Frasnes, de Templeuve, de Peruwelz, de Lessines et d'Antoing	234
XXVIII. Canton de Leuze	234
XXIX. Canton de Quevaucamps	235
CHAPITRE IV. — PROVINCE DE FLANDRE ORIENTALE	239
I. Canton de Termonde	239
II. Canton d'Alost	250

	Pages.
III. Canton de Tamise	254
IV. Canton de Saint-Nicolas	254
V. Cantons de St-Gilles, Lokeren, Wetteren et Zele	255
VI. Canton d'Oosterzeele	255
VII. Canton de Loochristy	258
VIII. Cantons de Gand	259
IX. Canton d'Everghem	259
X. Canton de Assenede	261
XI. Canton de Somerghem	261
XII. Canton de Waerschoot	263
XIII. Canton de Eecloo	264
XIV. Canton de Caprycke	265
XV. Canton de Nevele	266
XVI. Canton de Nazareth	267
XVII. Canton de Deynze	267
XVIII. Canton de Cruyshautem	269
XIX. Canton de Ninove	270
XX. Canton de Grammont	270
XXI. Canton de Hoorebeke Ste-Marie	299
XXII. Canton d'Audenarde	300
XXIII. Canton de Renaix	301

CHAPITRE V. — PROVINCE DE FLANDRE OCCIDENTALE 303

I. Cantons de Bruges	303
II. Canton d'Ostende	305
III. Canton de Ruysselede	307
IV. Canton de Thielt	307
V. Canton d'Ardoye	308
VI. Canton de Thourout	309
VII. Canton de Meulebeke	313
VIII. Canton de Oost-Roosbeke	313
IX. Canton de Harlebeke	314
X. Canton de Courtrai	315
XI. Canton d'Avelghem	316
XII. Canton de Moorseele	317
XIII. Canton d'Iseghem	319
XIV. Canton de Roulers	320
XV. Canton de Mouscron	326
XVI. Canton de Menin	328
XVII. Canton de Wervicq	330
XVIII. Canton de Messines	330

	Pages.
XIX. Canton d'Ypres	331
XX. Canton de Passchendaele	331
XXI. Canton de Hooglede	332
XXII. Canton de Nieuport	336
XXIII. Canton de Dixmude	337
ANNEXES	349
RELEVÉ DES ANNEXES	667
RELEVÉ ALPHABÉTIQUE par province des localités citées dans le rapport avec indication des principaux attentats qui y ont été commis	667
TABLE DES MATIÈRES	705

Violations du droit des gens en Belgique pendant la guerre 1914-1918

RAPPORTS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

I. — Rapports publiés pendant la guerre.

Premier volume. — Rapport 1 à 12. Préface de J. Vanden Heuvel, ministre d'Etat. Avec 9 illustrations hors texte.
BERGER LEVRAULT. Paris — Nancy. 1916.

Deuxième volume. — Rapports 13 à 22.
Fac similés de carnets de soldats allemands. Correspondance échangée entre S. E. le Cardinal Mercier et l'autorité allemande. Protestation solennelle de Mgr. Heylen, Evêque de Namur.
BERGER LEVRAULT. Paris — Nancy. 1916.

Troisième volume. — 23^e rapport. Traitement des prisonniers de guerre belges en Allemagne.
Imprimerie du *Moniteur belge*. — Le Havre 1917.

II. — Rapports et documents d'enquête en cours de publication.

Premier volume. — Rapports sur les attentats commis par les troupes allemandes pendant l'invasion et l'occupation de la Belgique. Massacres, incendies, pillages.
2 tomes avec carte et annexes. (Publié en 1923).

Deuxième volume. — Rapports sur les déportations de soi-disant chômeurs. Traitements infligés aux prisonniers de guerre, aux prisonniers civils et aux déportés politiques.
(Publié en 1923.)

Troisième volume. — Rapport sur les mesures prises par les Allemands à l'égard de l'industrie belge pendant l'occupation.
2 tomes avec annexes et planches hors texte.
Bruxelles-Liège 1921. (Publié en 1922).

Quatrième volume. -- Rapports sur la législation et l'administration allemandes en Belgique occupée.
Mesures financières et réquisitions illicites.
Rapport d'ensemble et conclusions de la commission d'enquête.
(Sous presse).
